This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,094,359

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Austria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME TROISIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. ET R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME NEUVIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. ET R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

ustria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME TROISIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. ET R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

JX
776
1855
v.9

193.

8 janvier 1861.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant la prolongation de la convention postale entre l'Autriche et les Pays-Bas du 19 décembre 1851.

(R. G. B. 1861, Nr. 6.)

Kundmachung des Ministeriums des Aeussern vom 8. Jänner 1861, die Fortdauer des österreichisch-niederländischen Postvertrages vom 19. December 1851 betreffend.

Nachdem der zwischen Oesterreich und den Niederlanden am 19. December 1851 abgeschlossene Vertrag in Betreff der Beförderung der niederländisch-indischen Post über Triest (Reichs-Gesetz-Blatt, Jahrgang 1852, Nr. 68), mit Ende des Jahres 1860 abgelaufen ist, sind die beiderseitigen Regierungen übereingekommen, die Wirksamkeit dieses Vertrages zu verlängern, so zwar, dass derselbe in Hinkunft von Jahr zu Jahr unter Vorbehalt der beiden Theilen zustehenden einjährigen Kündigung in Kraft bleiben soll.

Graf *Rechberg* m. p.

194.

20 janvier 1861.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la prolongation de la durée du traité postal austro-néerlandais du 19 décembre 1851.

(P. V. B. 1861, Nr. 6.)

Fortdauer des österreichisch-niederländischen Postvertrages vom 19. December 1851.

Nachdem der zwischen Oesterreich und den Niederlanden vom 19. December 1851 abgeschlossene Vertrag in Betreff der Beförderung der niederländisch-indischen Post über Triest mit Ende des Jahres 1860 abgelaufen ist, sind die beiderseitigen Regierungen am 31. December 1860 übereingekommen, die Wirksamkeit dieses Ver-

1861 trages zu verlängern, so zwar, dass derselbe in Hinkunft von Jahr zu Jahr unter Vorbehalt der beiden Theilen zustehenden einjährigen Kündigung in Kraft bleiben soll.

195.

15 février 1861.

Ordonnance circulaire du ministère I. R. de la justice concernant les successions des sujets du canton de Zurich décédés en Autriche.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Justizministeriums vom 15. Februar 1861, Z. 1415, an die Oberlandesgerichte in Wien, Prag, Brünn, Graz, Innsbruck, Krakau, Lemberg, Triest, Venedig und Zara.

Der Regierungsrath des Cantons Zürich hat unter dem 19. Jänner 1861 folgende das beim Ableben von Nicht-Cantonsbürgern zu beobachtende Verfahren betreffende Verordnung erlassen:

§. 1. Der Nachlass eines Verstorbenen ist durch den Gemeinderath zu inventarisiren, und soweit es zur Sicherstellung desselben erforderlich ist, unter Siegel zu legen:

a) wenn Erben vorhanden sind, welche entweder unter obrigkeitlicher Vormundschaft stehen oder unter solche gehören (§§. 355, 363 und 1982 des privatrechtlichen Gesetzbuches), oder

b) wenn der Verstorbene hierorts förmlich niedergelassen war und einem der Cantone Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Solothurn, Schaffhausen, Appenzell, Aargau, Thurgau oder Tessin angehörte.

Die Gemeinderäthe haben sodann im ersteren Falle nach den Bestimmungen des privatrechtlichen Gesetzbuches über Vormundschaft, und im zweiten Falle nach den Vorschriften des Concordates über Testirungsfähigkeit und Erbrechtsverhältnisse vom 15. Heumonat 1822 zu verfahren.

§. 2. Stirbt ausser den im §. 1 bezeichneten Fällen ein Nicht-Cantonsbürger, sei es als Niedergelassener, Aufenthalter oder Durchreisender (§. 46 u. ff. des Gesetzes, betreffend das Gemeindewesen, officielle Sammlung, Bd. X, S. 158 und ff.) im hiesigen Canton, so hat, soferne die Erben gar nicht oder nur theilweise im Canton Zürich wohnen, der Gemeinderath, sobald er von dem Todesfalle Kenntniss erhält, von demselben dem Bezirksgerichte Anzeige zu machen und die Verlassenschaft vorläufig unter Siegel zu legen.

§. 3. Das Bezirksgericht ordnet hierauf, auch wenn keiner der im §. 1983 des privatrechtlichen Gesetzbuches speciell bezeichneten

Fälle vorliegt, amtliche Inventarisation und gerichtliche Siegelung 1861
der Verlassenschaft (§. 1984 des privatrechtlichen Gesetzbuches) an und trifft die erforderlichen Massregeln, damit die Erbschaft in die Hände der rechtmässigen Erben gelange.

§. 4. Beschliesst das Bezirksgericht in einem der im §. 1 bezeichneten Fälle gemäss §. 1983 des privatrechtlichen Gesetzbuches gerichtliche Siegelung der Verlassenschaft, so hat es hiervon sofort dem betreffenden Gemeinderathe zu seinem Verhalte Kenntniss zu geben und. sofern die Vorschriften des Concordates über Testirungsfähigkeit und Erbrechtsverhältnisse vom 15. Heumonat 1822 zur Anwendung kommen, von sich aus für die Vollziehung derselben zu sorgen.

§. 5. Diese Verordnung ist den Statthalterämtern für sich und zu Handen der Gemeinderäthe, sowie dem Obergerichte zu Handen der Bezirksgerichte zuzustellen und durch das Amtsblatt zur öffentlichen Kenntniss zu bringen.

Das Justizministerium findet in Folge dessen in Gemässheit des §. 23 des Gesetzes vom 9. August 1854, R. G. Bl. Nr. 208, sämmtliche unterstehende Gerichte anzuweisen, bei Behandlung des Nachlasses eines Angehörigen des Cantons Zürich nach den gleichen Grundsätzen vorzugehen.

196.

23 février 1861.

Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant les chemins de fer. Conclue à Berlin. Ratifications échangées le 25 mars 1861.

(R. G. B. 1861. Nr. 50.)

Eisenbahnvertrag zwischen Oesterreich und Preussen vom 23. Februar 1861. Geschlossen zu Berlin am 23. Februar 1861. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden ebendaselbst am 25. März 1861 ausgewechselt.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unseren Bevollmächtigten und jenen Seiner Majestät des Königs von Preussen zum Zwecke des Anschlusses der Myslowitz-Beruner und der Nicolai-Plesser Eisenbahn an die österreichische Kaiser Ferdinands-Nordbahn am 23. Februar laufenden Jahres zu Berlin ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

1861 Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Preussen, von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahnverbindungen zwischen den beiderseitigen Staatsgebieten zu erweitern, haben zum Behufe einer hierüber zu treffenden Vereinbarung zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Grafen Alois Károly, und

Allerhöchstihren Sectionsrath im Finanzministerium, Dr. Vincenz Maly, Ritter von Vevanovic;

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren wirklichen geheimen Legationsrath Alexander Max Philippsborn,

Allerhöchstihren geheimen Oberfinanzrath Friedrich Leopold Henning, und

Allerhöchstihren geheimen Regierungsrath Arnold Albert Maybach,

welche nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten unter dem Vorbehalte der Ratification über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die kaiserlich-königlich österreichische und die königlich preussische Regierung verpflichten sich, den Bau von Eisenbahnen

1. von Neuberun nach Oswieczim zum Anschlusse an die Oberschlesische Eisenbahn und die Kaiser Ferdinands-Nordbahn;

2. von einem Punkte in der Gegend von Nicolai über Pless nach Dziedzitz zur Verbindung der Nendza-Kattowitzerbahn mit der Kaiser Ferdinands-Nordbahn zu gestatten und zu fördern.

Artikel 2.

Die kaiserlich-königlich österreichische Regierung wird der in Breslau domicilirenden Oberschlesischen Eisenbahngesellschaft, welcher seitens der königlich preussischen Regierung bereits die Concession für die in ihrem Gebiete belegene Strecke der Eisenbahn unter 1., Artikel 1, ertheilt ist, auch ihrerseits die Concession zum Baue und Betriebe der in Oesterreich belegenen Strecke dieser Eisenbahn alsbald nach Ratification dieses Vertrages nach Massgabe desselben und unter Zugrundelegung der in der Anlage *A* ersichtlichen Bestimmungen ertheilen.

Artikel 3.

Die königlich preussische Regierung wird die Concession für den auf ihrem Gebiete belegenen Theil der Eisenbahn unter 2.,

Artikel 1. einer in Preussen domicilirenden Gesellschaft oder einem 1861
Privatunternehmer ertheilen, und nachdem dieses geschehen, davon der kaiserlich - königlich österreichischen Regierung Mittheilung machen, welchemnächst die Letztere alsbald demselben Unternehmer nach Massgabe dieses Vertrages mit Festsetzung eines angemessenen Vollendungstermines, und unter analogen nicht minder günstigen Bestimmungen, wie dieselben in der Anlage *A* ersichtlich sind, die Concession für den in Oesterreich belegenen Theil dieser Eisenbahn ertheilen, und davon der königlich preussischen Regierung Kenntniss geben wird.

Artikel 4.

Die kaiserlich - königlich österreichische Regierung wird den nach Artikel 2 und 3 von ihr concessionirten Gesellschaften, beziehungsweise Unternehmern, dieselben Erleichterungen zu Theil werden lassen, welche die in Oesterreich etwa künftig zu erlassenden Verordnungen für andere ohne Zinsgarantie des Staates unternommene Eisenbahnen im Allgemeinen und grundsätzlich einräumen werden. Es sollen auch alle gesetzlichen Bestimmungen, welche vom Tage des Abschlusses dieses Vertrages an gerechnet in Beziehung auf Eisenbahn - Unternehmungen von der kaiserlich - königlich österreichischen Regierung erlassen werden, auf die in Rede stehenden Eisenbahnen, für die Dauer der Concessionsfrist nur Anwendung finden, soweit jene Bestimmungen mit diesem Vertrage und der Concession nicht im Widerspruche stehen.

Artikel 5.

Die Punkte, wo die Eisenbahnen die Landesgrenzen überschreiten werden, sollen auf Grund der von den betreffenden Eisenbahnbauverwaltungen auszuarbeitenden Projecte nöthigenfalls durch desshalb abzuordnende technische Commissarien näher bestimmt werden.

Artikel 6.

Die Spurweite der zu erbauenden Eisenbahnen soll in Uebereinstimmung mit den anschliessenden Bahnen überall gleichmässig vier Fuss acht und einen halben Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen betragen.

Auch im Uebrigen sollen die nach diesem Vertrage zu bauenden Eisenbahnen und deren Betriebsmittel dergestalt nach gleichmässigen Grundsätzen hergestellt werden, dass Letztere von und nach den anschliessenden Bahnen ungehindert übergehen können.

Es sollen ferner die Einrichtungen des Baues und Betriebes, die Construction des Oberbaues der Bahn und die Signaleinrichtungen unbeschadet der Concessionsbestimmung unter *c* der Anlage *A* mit denjenigen Einrichtungen, welche in diesen Bezie-

1861 hungen für die auf königlich preussischem Gebiete belegenen Strecken des betreffenden Hauptunternehmens genehmigt werden, übereinstimmen, auch die Dampfwagen und Fahrzeuge auf die im Oesterreichischen belegenen Strecken der gedachten Bahnen ohne Weiteres übergehen dürfen. Die königlich preussische Regierung wird diese Dampfwagen und Fahrzeuge in Bezug auf ihre Betriebssicherheit einer sorgfältigen Prüfung unterwerfen und die erforderliche Ueberwachung eintreten lassen

Artikel 7.

Die im Artikel 1 unter 1. genannte Bahnstrecke wird in den Bahnhof Oswieczim, die im Artikel 1 unter 2. bezeichnete Bahn in den Bahnhof Dziedzitz eingeführt werden. — Die hohen contrahirenden Regierungen erklären gegenseitig ihre Bereitwilligkeit, thunlichst die Hand dazu zu bieten, dass zwischen den Unternehmern beider Bahnen und der Kaiser Ferdinands-Nordbahngesellschaft über die erforderliche gemeinschaftliche Benützung der beiden Bahnhöfe und deren Betriebsanlagen ein angemessenes Uebereinkommen zu Stande kommt.

Artikel 8.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das kaiserlich-königlich österreichische und beziehungsweise das königlich preussische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und auf dem preussischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Preussen ausschliesslich vorbehalten.

Artikel 9.

Die hohen Regierungen werden zur Handhabung des ihnen über die Bahnstrecken in ihrem Gebiete zustehenden Hoheits- und Aufsichtsrechtes beständige Commissarien bestellen, welche die Beziehungen ihrer Regierungen zu den Eisenbahnverwaltungen in allen denjenigen Fällen zu vertreten haben, welche nicht zum directen gerichtlichen oder polizeilichen Einschreiten der competenten Landesbehörden geeignet sind.

Artikel 10.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der hohen contrahirenden Regierungen über die in ihren Gebieten belegenen Bahnstrecken und den darauf stattfindenden Betrieb verbleibt die Ausübung des Oberaufsichtsrechtes über die den Betrieb führenden Eisenbahngesellschaften oder Eisenbahnverwaltung im Allgemeinen derjenigen Regierung, in deren Gebiete dieselben ihren Sitz haben.

Artikel 11. 1861

Die (Artikel 2 und 3 genannten) Eisenbahnverwaltungen haben wegen der Entschädigungsansprüche, die aus Anlass der Anlage und beziehungsweise des Betriebes der von ihnen ausserhalb des Gebietes der königlich preussischen Regierung gebauten und beziehungsweise in Betrieb genommenen Bahnstrecken gegen sie erhoben werden möchten, sich der kaiserlich-königlich österreichischen Gerichtsbarkeit und den österreichischen Landesgesetzen zu unterwerfen.

Artikel 12.

Preussische Unterthanen, welche die Eisenbahnverwaltungen beim Betriebe der Bahnstrecke im kaiserlich-königlich österreichischen Gebiete anstellen werden, scheiden dadurch nicht aus dem preussischen Unterthanenverbande. Die Stellen der Localbeamten auf diesen Strecken, mit Ausnahme der Bahnhofsvorstände, der Erhebungs- und Telegraphenbeamten, sollen jedoch thunlichst mit Angehörigen des österreichischen Staates besetzt werden. Die Betriebsbeamten sind, ohne Unterschied des Ortes der Anstellung, rücksichtlich der Disciplinarbehandlung nur der Anstellungsbehörde, im Uebrigen aber den Gesetzen und Behörden des Staates, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, unterworfen.

Artikel 13.

Die Genehmigung der Fahrpläne und Tarife soll mit Beachtung der für die auf österreichischem Gebiete belegenen Bahnstrecken gegebenen Concessionsbestimmungen derjenigen Regierung vorbehalten bleiben, in deren Gebiete die betreffende Eisenbahnverwaltung ihren Sitz hat.

Die Tarifsätze für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Bahnstrecken sollen nach gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Artikel 14.

Es soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern beider Staaten gemacht werden; namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Abfertigung noch rücksichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem betreffenden Staate abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Artikel 15.

Die Bahnpolizei wird unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden in Gemässheit der für jedes Gebiet

1861 geltenden Vorschriften und Grundsätze zunächst durch die Beamten der Eisenbahnverwaltung gehandhabt werden.

Artikel 16.

Der Betriebswechsel soll auf den Anschlussstationen Oswieczim beziehungsweise Dziedzitz stattfinden, und mit Rücksicht auf den dadurch verursachten unvermeidlichen Aufenthalt bis zur anderweiten Vereinbarung an jede der genannten Stationen zur Erreichung des im Artikel 8 des Zoll- und Handelsvertrages zwischen den beiden hohen contrahirenden Regierungen vom 19. Februar 1853 *) bezeichneten Zweckes, von beiden Seiten je Ein Grenzzollamt gelegt und beziehungsweise zusammengelegt werden.

Diesen Grenzzollämtern zu Oswieczim und Dziedzitz sind mindestens die Befugnisse eines Nebenzollamtes erster Classe mit Begleitschein-Aus- und Abfertigungsbefugniss einzuräumen, und sind die Befugnisse des Amtes zu Oswieczim zu erweitern, wenn dieses der Verkehr in der Folge erfordern sollte.

Artikel 17.

In Betreff der durch beiderseitige Commissäre seinerzeit noch näher zu verabredenden Förmlichkeiten der zollamtlichen Revision und Abfertigung des Passagiergepäcks und der ein- und ausgehenden Güter, sowie der Passrevision ertheilen beide Regierungen sich die Zusicherung, dass die Artikel 1 erwähnten Eisenbahnen nicht minder günstig als irgend eine andere in das Ausland übergehende Eisenbahnroute behandelt werden sollen, und dass im Interesse der Förderung des Verkehrs dabei jede nach den in beiden Staaten bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung eintreten soll.

Artikel 18.

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahn unter beiden Regierungen schon bestehenden oder noch zu verabredenden Bestimmungen sollen auch auf die in Rede stehenden Eisenbahnverbindungen Anwendung finden.

Artikel 19.

Um den beiderseitigen Regierungen die Benützung der mehrgedachten Eisenbahnen zur Vermittlung des Brief- und Fahrpostverkehres, ingleichen zur Anlegung von Telegraphenlinien, in angemessener Weise zu sichern, sollen (unbeschadet der Bestimmungen der für die auf österreichischem Gebiete belegenen Strecken ertheilten Concession) die den Unternehmern jener Eisenbahnstrecken

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 207.

für die königlich preussische Betriebsstrecke auferlegten, beziehungsweise noch aufzuerlegenden dessfalsigen Verpflichtungen auch für die im kaiserlich-königlich österreichischen Gebiete belegene Eisenbahnstrecke Geltung haben. Eine etwa erforderliche besondere Regulirung des Post- und Telegraphenbetriebes auf der österreichischen Strecke von der Grenze bis zu den betreffenden Anschlussbahnhöfen bleibt der besonderen Vereinbarung vorbehalten. 1861

Artikel 20.

Von den innerhalb des kaiserlich-königlich österreichischen Gebietes gelegenen Bahnstrecken sollen mit Rücksicht auf deren sehr geringe Ausdehnung und Unselbstständigkeit (mit Ausnahme der Grundsteuer für die eingelösten oder sonst erworbenen Gründe) keinerlei Abgaben und Steuern erhoben werden.

Artikel 21.

Sollte die königlich preussische Regierung sich veranlasst finden, die Actien der Oberschlesischen Eisenbahngesellschaft aus ihren Mitteln allmälig zu amortisiren, so gehen nach vollendeter Amortisation sämmtlicher Actien auch die Concessionsrechte hinsichtlich der auf kaiserlich-königlich österreichischem Gebiete belegenen Strecke der im Artikel 1 unter 1. bezeichneten Eisenbahn auf die königlich preussische Regierung über, welche sodann die mit dieser Concession verbundenen Verpflichtungen übernimmt.

Für den Fall, dass die königlich preussische Regierung sich entschliessen sollte, das erwähnte Eisenbahnunternehmen anzukaufen, wird die kaiserlich-königlich österreichische Regierung zu der Einlösung der Concessionsrechte der auf ihrem Gebiete belegenen Strecke ihre Zustimmung nicht versagen.

Die kaiserlich-königlich österreichische Regierung behält sich jedoch das Recht vor, nach Ablauf von 30 Jahren, vom Tage der Betriebseröffnung an gerechnet, oder auch später, in Folge einer mindestens Ein Jahr vorher zu machenden Ankündigung, die vorbezeichnete, in ihrem Gebiete belegene Bahnstrecke gegen Erstattung der Anlagekosten in Eigenthum zu übernehmen. Sowohl in diesem Falle als nach dem Ablauf der für die auf österreichischem Gebiete belegenen Strecken der Artikel 1 bezeichneten Bahnen bestimmten Concessionsfristen soll zwischen den hohen contrahirenden Regierungen über die Fortführung des Betriebes auf diesen Strecken ein dem Verkehre und den beiderseitigen Interessen entsprechendes besonderes Uebereinkommen getroffen werden.

Artikel 22.

Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der darüber auszufertigenden

1861 Ratificationsurkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden. Zur Beglaubigung dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen
Berlin den 23. Februar 1861.

(L. S.) *Károlyi* m. p.
(L. S.) *Maly* m. p.
(L. S.) Alexander Max *Philippsborn* m. p.
(L. S.) Friedrich Leopold *Henning* m. p.
(L. S.) Arnold Albert *Maybach* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses aus 22 Artikeln bestehenden Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt; versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien, am 15. März im Jahre des Heils 1861, Unserer Reiche im dreizehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

Anlage A.

Bestimmungen

der Concessionirung der Eisenbahnstrecke von Berun nach Oswieczim, insoweit dieselbe auf österreichisches Gebiet fällt.

a) Der Bau dieser Bahnstrecke ist innerhalb dreier Jahre, vom Tage der Concessionsertheilung gerechnet, zu vollenden und die Strecke dem öffentlichen Verkehre zu übergeben.

b) Das diesfällige Bauproject und die Detailpläne sind den österreichischen Behörden zur Genehmigung vorzulegen, und ist sich bei dem Bau genau nach diesen behördlich genehmigten Plänen zu benehmen.

Bei Verfassung des Projectes ist die Ueberschreitung der von Kenty über Oswieczim nach Preussen führenden Hauptzollstrasse auf österreichischem Gebiete thunlichst zu vermeiden.

Die Eisenbahnbrücke über die Weichsel ist jedenfalls, 1861
soweit sie auf österreichischem Gebiete liegen wird, mit Sprengminen zu versehen, über deren Anlage der Eisenbahngesellschaft bei Genehmigung der Pläne die nähere Mittheilung zukommen wird.

c) Rücksichtlich der Einmündung der fraglichen Bahn in die Kaiser Ferdinands-Nordbahn, dann in Betreff der aus diesem Anlasse erforderlichen Herstellungen und Bauten auf dem Stationsplatze zu Oswieczim und in Betreff der Einrichtung des Betriebsdienstes daselbst hat die Oberschlesische Eisenbahngesellschaft das Einverständniss mit der Direction der Kaiser Ferdinands-Nordbahn zu pflegen. Das diesfällige Uebereinkommen ist der österreichischen Regierung zur Genehmigung vorzulegen, welcher es auch vorbehalten bleibt, im Falle, dass in einer oder der anderen Beziehung kein Einverständniss der beiden genannten Bahnunternehmungen erzielt werden sollte, nach Massgabe der bestehenden Gesetze und nach gepflogenem Einvernehmen mit der königlich preussischen Regierung die Entscheidung zu treffen. Jedenfalls hat die Oberschlesische Eisenbahngesellschaft die Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass auf dem Stationsplatze zu Oswieczim für die beiderseitigen Zollämter und Zollbeamten, dessgleichen das österreichische Postamt, Polizeicommissariat und allenfalls in der Folge daselbst zu errichtende Staatstelegraphenamt, die von den beiderseitigen Regierungen in Folge der Ausführung der Anschlussbahn von Neuberun nach Oswieczim nach Massgabe der jeweiligen Verkehrsverhältnisse als nothwendig anerkannten Amtsmanipulations- und Wohnungslocalitäten, letztere für die erforderlichen beiderseitigen Zollbeamten, sowie die österreichischen Post-, Polizei- und (für den Fall der Errichtung eines Telegraphenamtes auch die) österreichischen Telegraphenbeamten und Diener, dessgleichen für das entsprechende Zoll- und das österreichische Polizei-Aufsichtspersonal hergestellt und den erwähnten Aemtern, Beamten, Dienern und dem Aufsichtspersonale — und zwar hinsichtlich der österreichischen Aemter u. s. w. zur unentgeltlichen Benützung eingeräumt werden.

d) Bei dem Baue und Betriebe der fraglichen Eisenbahnstrecke von der österreichischen Grenze bis Oswieczim, bleibt die Oberschlesische Eisenbahngesellschaft den diesfalls bestehenden oder noch zu erlassenden österreichischen Gesetzen (insoferne sich dieselben mit der abgeschlossenen Convention nicht im Widerspruche befinden) unterworfen. Insbesondere hat sich daher die genannte Gesellschaft (unter der angeführten Beschränkung) nach den Vorschriften der Eisenbahnbetriebs-

1861 ordnung vom 16. November 1851 *) und dem Eisenbahnconcessionsgesetze vom 14. September 1854 **) zu benehmen, und hat daher auch namentlich die Pflicht, die Post nach Vorschrift des §. 68 der Eisenbahnbetriebsordnung zu befördern.

e) Der genannten Gesellschaft wird zum Zwecke des Baues der gedachten Eisenbahnstrecke von der österreichischen Grenze bis Oswieczim das Recht der Expropriation nach den Bestimmungen der diesfälligen gesetzlichen Vorschriften in Ansehung jener Räume zugestanden, welche nach der Entscheidung der hierzu berufenen österreichischen Behörden zur Ausführung der fraglichen Bahn für unumgänglich nothwendig erkannt werden.

f) Die concessionirte Gesellschaft hat die Verpflichtung, für den innerhalb des österreichischen Staatsgebietes stattfindenden Dienst solche Beamte, Diener oder Arbeiter, welche wegen Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandel oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt oder bloss wegen Mangel rechtlicher Beweise von der Untersuchung enthoben worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht zu verwenden.

g) Die concessionirte Gesellschaft hat ferner die Verpflichtung, die Herstellung einer Staats- und Betriebs-Telegraphenleitung längs der fraglichen Bahn bis zur österreichischen Grenze auf ihrem Grund und Boden ohne besondere Vergütung desselben zu gestatten, und die Bewachung der hergestellten Leitung durch ihr Bahnpersonale ohne besonderes Entgelt zu übernehmen.

Die Betriebs-Telegraphenleitung bis zur österreichischen Grenze wird von der österreichischen Staatsverwaltung hergestellt werden, wogegen das diesfällige Anlagecapital von Seiten der Eisenbahngesellschaft der österreichischen Regierung mit 5 Percent zu verzinsen, und für die Instandhaltung dieser Leitung ein von der österreichischen Regierung zu bestimmender billiger jährlicher Pauschalbetrag zu entrichten ist. Bei der Benützung dieser Betriebsleitung bleibt jedoch die Eisenbahngesellschaft ausschliesslich auf Mittheilungen beschränkt, welche sich auf den Eisenbahnbetrieb beziehen und wird sie in dieser Beziehung von der österreichischen Staatsverwaltung überwacht. Zu diesem Ende ist, soferne nicht eine andere von der österreichischen Staatsverwaltung für genügend erachtete Controleinrichtung hergestellt werden sollte, die Tele-

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1852. Nr. 1.
**) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1854 Nr. 238.

graphenleitung bis in das Staatstelegraphenamt in Bielitz 1861
fortzuführen, woselbst, unbeschadet der pünktlichen Beförderung der Depeschen, der Controlsapparat aufgestellt werden wird. Die erforderlichen Apparate für die Betriebsleitung (und zwar bis auf eine etwaige bessere Erfindung nach dem Morse'schen System) hat die Eisenbahngesellschaft aus Eigenem anzuschaffen und zu erhalten. Sollte die österreichische Staatsverwaltung von der Betriebsleitung zur Beförderung von Staats- oder Privatdepeschen (soweit dies ohne Störung des Betriebsdienstes geschehen kann) mit Zustimmung der königlich preussischen Regierung und unter dem Beding der Gegenseitigkeit für die königlich preussischen Staats- und Privatdepeschen hinsichtlich der auf österreichischem Gebiete belegenen Bahnstrecke, Gebrauch machen wollen, so sind diese Depeschen von den Betriebs - Telegraphenbeamten, und zwar die Staatsdepeschen bis zur nächsten Station auf preussischem Gebiete, ohne besonderes Entgelt zu befördern, wogegen das gesetzliche Entgelt für die Privatdepeschen, insoferne dasselbe auf die Strecke der Betriebsleitung entfällt, der Eisenbahngesellschaft überlassen bleibt.

h) In Ansehung des für die fragliche Bahnstrecke eintretenden Tarifes dürfen keine höheren Tarifgebühren und überhaupt keine ungünstigeren Bedingungen festgesetzt werden, als auf den sonstigen Strecken der Oberschlesischen Bahn.

i) Wenn die Strecke von Oswieczim bis zur österreichischen Grenze etwa für Militärtransporte benützt werden sollte, sind dieselben nach herabgesetzten Preisen zu befördern, welche für Militärpersonen einzeln oder in Körpern, ein Dritttheil, für Pferde, Wägen, Gepäck, Kriegsmaterial und Militärgut die Hälfte der gewöhnlichen Preise nicht überschreiten dürfen.

Die Verwendung von Beamten und Betriebsmitteln der Oberschlesischen Eisenbahn zu solchen Transporten unterliegt der Zustimmung der königlich preussischen Regierung.

k) Die Concession wird auf 90 Jahre vom Tage der Ausfertigung der Concessionsurkunde verliehen werden.

Nach Beendigung dieser Concessionsdauer hat die fragliche Bahnstrecke von der österreichischen Grenze bis Oswieczim mit allem unbeweglichen Zubehöre in das freie unbelastete Eigenthum der österreichischen Staatsverwaltung überzugehen.

1861 Berlin, den 23. Februar 1861.

Schluss-Protokoll.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten traten heute zusammen, um den verabredeten Vertrag wegen Herstellung einer Eisenbahnverbindung zwischen Neuberun und Oswieczim, sowie zwischen Dziedzitz und einem in der Gegend von Nicolai belegenen Punkte der Nendza-Kattowitzerbahn zu vollziehen. Es wurden hierbei noch folgende Erklärungen abgegeben:

1. Die in den Artikeln 2 und 3 des Vertrages bezeichneten Eisenbahnverwaltungen erhalten für die Benützung der von ihnen auf österreichischem Gebiete beschafften, respective noch zu beschaffenden Wohnungsräume für die preussischen Zollbeamten nur die von diesen Beamten zu entrichtenden reglementsmässigen Miethsabzüge überwiesen; für die Benützung der Amts- und Abfertigungsräume für die preussischen Zollämter aber keine Vergütung.

2. Die königlich preussischen Commissarien sprachen den Wunsch aus, dass die kaiserlich-königlich österreichische Regierung der Oberschlesischen Eisenbahngesellschaft schleunigst die Inangriffnahme des Baues der Weichselbrücke in dem Tractus der im Artikel 2 des Vertrages bezeichneten Eisenbahnstrecke gestatten möge, damit durch diesen Bau die Ausführung der Bahn nicht unnöthig verzögert werde.

Die kaiserlich-königlich österreichischen Bevollmächtigten erklärten sich bereit, diesen Wunsch befürwortend zur Kenntniss ihrer Regierung zu bringen, wobei dieselben übrigens bemerkten, dass es im Interesse der beschleunigten Ausführung der fraglichen Verbindungsbahnen wünschenswerth sei, dass die kaiserlich-königlich österreichische Regierung möglichst bald in den Besitz des die Eisenbahnbrücken über die Weichsel betreffenden Projects gelange, damit durch die rechtzeitige Entscheidung über die Anlage von Minenkammern der Weiterbau der Pfeiler, in welchen dieselben nach dem massgebenden Wasserstande und der Construction der Bauten angebracht werden müssen, keine Behinderung erfahre.

Von Seiten der königlich preussischen Commissarien wurde die Bereitwilligkeit ausgesprochen, dahin zu wirken, dass die Vorlage des Projects der fraglichen Brücken an die kaiserlich-königlich österreichische Regierung sobald als möglich erfolge.

3. Die kaiserlich-königlich österreichischen Bevollmächtigten stellten ferner das Ersuchen in Gemässheit des Absatzes *b)* der dem Vertrage angeschlossenen Concessionsbedingungen, die bezüglichen Bahnunternehmer anweisen zu wollen, die Projecte über die in den Bahnhöfen zu Oswieczim und Dziedzitz vorzunehmenden Bauten

beziehungsweise Zu- und Umbauten) baldthunlichst der kaiserlich- 1861
königlich österreichischen Regierung zur Prüfung vorzulegen.

Hiernächst wurde der Vertrag in deutscher Sprache in doppelter Ausfertigung vollzogen und besiegelt.

Jeder Theil nahm das für seine Regierung bestimmte Exemplar in Empfang.

Károlyi m. p. *Philippsborn* m. p.
Maly m. p. *Henning* m. p.
Maybach m. p.

197.

15 mars 1861.

Convention de Paris relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.

(Archives diplomatiques 1861, II. p. 328.)

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, et l'Empereur des Ottomans, après les explications échangées entre leurs Gouvernements respectifs, s'étant entendus pour modifier la Convention conclue entre eux le 5 septembre dernier, les représentants de leurs dites Majestés sont tombés d'accord sur les articles suivants, qui seront textuellement convertis en une Convention dont les instruments vont être aussitôt préparés pour être revêtus de leurs signatures.

Article I.

La durée de l'occupation européenne en Syrie sera prolongée jusqu'au 5 juin de la présente année, époque à laquelle il est entendu entre les hautes parties contractantes qu'elle aura atteint son terme, et que l'évacuation aura été effectuée.

Article II.

Les stipulations contenues dans l'article II de la Convention du 5 septembre 1860, en tant qu'elles n'ont point encore été exécutées, ou qu'elles ne sont pas modifiées par la présente Convention, demeureront en vigueur pendant la période qui s'écoulera entre la date de la signature de cet acte, et le 5 juin de l'année courante.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq semaines, ou plus tôt si faire se peut *).

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 15 mai.

1861

198.

2 avril 1861.

Circulaire du Gouvernement central maritime concernant le traitement réciproque, sur le pied de la nation la plus favorisée, des bâtiments dominicains et autrichiens dans les ports des deux États.

(Annuario marittimo 1862, 6.)

Circolare dell' i. r. Governo Centrale Marittimo di data 2 aprile 1861 N. 3000 a tutti i dipendenti i. r. Uffici di Porto e sanità marittima sulla parificazione della navigazione della Repubblica di S. Domingo ne' porti austriaci e della navigazione austriaca ne' porti dell' anzidetta Repubblica a quella delle nazioni ivi rispettivamente le più favorite.

Il Governo della Repubblica di S. Domingo ha pubblicato in data del 9 maggio 1860 un Decreto emanato e rimessogli per l' analoga esecuzione in data dell' 8 stesso mese da quel Corpo legislativo contenente i tre articoli di legge di cui segue qui appresso la versione italiana:

Articolo I.

„A datare dal giorno della pubblicazione del presente Decreto „i navigli di quelle nazioni amiche con cui la Repubblica non ha „ancora stipulati dei Trattati, — dovranno in tutto ciò che riguarda „i dazj d' entrata e di uscita, li diritti di tonellaggio e le altre tasse „di commercio essere trattati a parità delle nazioni sin qui le più „favorite".

Articolo II.

„Le nazioni che entro un anno dopo la pubblicazione del „presente Decreto non avessero concesso con simili favori alla „bandiera Dominicana, dovranno essere private dei vantaggi della „premessa determinazione".

Articolo III.

„Col presente Decreto viene derogata qualsiasi altra disposi„zione che fosse in contraddizione col medesimo, ed esso viene tras„messo al Potere Esecutivo per gli inerenti effetti costituzionali."

All' oggetto di assicurare anche ai navigli austriaci ne' porti della Repubblica di S. Domingo i vantaggi condizionatamente enunciati e garantiti nel soprariportato Decreto del Governo di quella Repubblica avendo l' i. r. Ministero delle Finanze ordinato coi Dispacci diretti allo scrivente in data del 24 settembre a. p. N. 15885-593 e 29 marzo a. c. N. 63521-869 che i navigli Dominicani frequentanti i porti austriaci debbano godere nei medisimi il

reciproco trattamento di favore a parità dei navigli delle nazioni in 1861
Austria sia qui le più favorite in conformità e nei limiti del ripetuto Decreto del Governo di S. Domingo, s'incaricano per parte dello scrivente tutti i dipendenti i. r. Uffici di porto e sanità marittima di dare esatta esecuzione al premesso Ordine Ministeriale in ciò che concerne le loro attribuzioni e d'informare in pari tempo del tenore della presente il ceto dei nostri commercianti e naviganti per loro scienza e norma in quanto ai simili favori cui all' appoggio delle disposizioni emanate come sopra dal Governo della Repubblica di S. Domingo ed ora anche dal nostro potranno per l'avvenire aspirare nei porti Dominicani eziandio i navigli austriaci.

199.

13 avril 1861.

Ordonnance circulaire du ministère I. R. de l'Intérieur aux Gouverneurs à l'égard de la notification des cas d'aliénation mentale de sujets belges domiciliés en Autriche.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Laut eines von der kaiserlichen Gesandtschaft in Brüssel an das k. k. Ministerium des Aeussern erstatteten Berichtes hat die königlich belgische Regierung die Einrichtung getroffen, dass, so oft ein österreichischer Staatsangehöriger auf belgischem Gebiete wegen Geisteskrankheit in Gewahrsam gebracht wird, die kaiserliche Gesandtschaft hiervon in die Kenntniss gesetzt werde, damit im Wege ihrer Regierung die Familie des Betroffenen benachrichtigt werden könne.

Die königlich belgische Regierung wünscht nun, dass ein gleichartiges Vorgehen auch österreichischerseits beobachtet und vorkommenden Falles die königlich belgische Regierung benachrichtigt werde, so oft einer ihrer Staatsangehörigen auf österreichischem Gebiete wegen Geisteszerrüttung in Gewahrsam gebracht werden muss.

Da der Gewährung dieses Wunsches kein Hinderniss entgegensteht, so findet man demnach die k. k. . . . . zu beauftragen, die Einleitung zu treffen, dass jeder Fall, wo ein königlich belgischer Staatsangehöriger wegen Geisteskrankheit in Gewahrsam gebracht werden muss, unverzüglich zu ihrer Kenntniss gelange, wonach die k. k. . . . . die Anzeige hierher zu erstatten haben wird, damit sodann der königlich belgischen Regierung im Wege des k. k. Ministeriums des Aeussern die gewünschte Mittheilung gemacht werden kann.

1861

200.

17 avril 1861.

Traité entre l'Autriche et l'Espagne pour l'extradition des criminels. Conclu à Vienne. Ratifications échangées le 5 juillet 1861.

(R. G. B. 1861, Nr. 69.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Spanien vom 17. April 1861, wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher. — Abgeschlossen zu Wien am 17. April 1861; ratificirt ebendaselbst am 15. Mai 1861. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden am 5. Juli 1861 zu Wien ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiario Suae Majestatis Hispaniae Reginae, Conventio de mutua maleficorum extraditione Viennae die 17. Aprilis anni currentis inita et signata est tenoris sequentis:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Ihre Majestät die Königin von Spanien, in der Absicht, durch gemeinschaftliches Einverständniss eine Uebereinkunft über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher abzuschliessen, haben zu diesem Ende zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Johann Bernhard Grafen von Rechberg und Rothenlöwen, Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer und geheimen Rath, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephanordens, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe etc., Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten,

Ihre Majestät die Königin von Spanien den Herrn Don Ludwig Lopez de la Torre Ayllon, Senator des Königreiches, Grosskreuz des königlichen und erlauchten Ordens Carl des III., des königlichen Ordens Isabellens der Katholischen, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe etc., Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät,

welche nach Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Die österreichische und spanische Regierung verpflichten sich durch gegenwärtigen Staatsvertrag, einander auf das von Einem der

hohen vertragschliessenden Theile an den andern zu richtende Ersuchen alle jene Individuen, mit alleiniger Ausnahme ihrer eigenen Unterthanen, auszuliefern, welche aus Spanien und dessen überseeischen Provinzen in die österreichischen Staaten oder aus den österreichischen Staaten nach Spanien und dessen überseeischen Provinzen geflüchtet sind, und welche wegen eines der in dem Artikel 2 dieser Uebereinkunft aufgezählten Verbrechen gerichtlich verfolgt oder verurtheilt sind. 1861

Die Nationalitätsfrage des Individuums, dessen Auslieferung verlangt wird, ist nach den Gesetzen jenes Staates zu entscheiden, an welchen dieses Ersuchen gestellt ist.

Artikel II.

Die Verbrechen, wegen welcher die Auslieferung bewilligt werden soll, sind:

1. Elternmord; Meuchelmord; Giftmord; Mord; Kindesmord; Abtreibung der Leibesfrucht; Nothzucht; mit Gewalt vollführter oder versuchter Angriff gegen die Schamhaftigkeit oder vollführter oder versuchter Angriff auch ohne Anwendung von Gewalt gegen eine Person, in Beziehung auf welche in Anbetracht ihres Alters ein derartiger Angriff, den Gesetzen des ersuchenden Staates gemäss, den Charakter eines Verbrechens erhält; gefährliche Drohung gegen Personen oder gegen das Eigenthum und gesetzwidrige Gefangennehmung oder Festhaltung, wenn diese Drohung oder diese Gefangennehmung und Festhaltung ein Verbrechen nach den Gesetzen jenes Staates constituiren;

2. Religionsstörung;

3. Brandlegung;

4. der nach den Gesetzen des ersuchenden Staates als Verbrechen angesehene Diebstahl; Vergesellschaftung zu einem derlei Diebstahle; Raub; Diebstahl mit Einsteigen; Einbruch oder Aufsprengungen von Aussen oder Innen; Erpressung von Documenten; von einem Diener oder besoldeten Untergebenen begangene Entwendung;

5. Betrug;

6. Verfertigung, Einführung und Ausgabe von falschen Münzen oder von Werkzeugen, welche zu ihrer Nachmachung dienen; Nachmachung oder Verfälschung von Papiergeld und Ausgabe oder Einführung von nachgemachtem oder verfälschtem Papiergelde; Verfälschung der Punzen oder Siegel, womit Gold und Silber ihrem Gehalte nach geprüft werden; Nachmachung der Staatssiegel und jeder Gattung von Stämpelpapier, auch dann, wenn die Nachmachung ausserhalb des um die Auslieferung ersuchenden Strates stattgefunden hätte;

1861 7. falsches Zeugniss und Verleitung von Zeugen zu einer falschen Aussage über ein Verbrechen; Verfälschung an öffentlichen und Privaturkunden, sowie an jenen über Handelsgeschäfte, mit Ausnahme jener Fälschungen, welchen die Gesetze des ersuchenden Staates nicht den Charakter eines Verbrechens beilegen;

8. Veruntreuung, begangen durch mit einem öffentlichen Charakter bekleidete Depositären an Werthsachen, die in Folge ihres Amtes sich in ihrer Gewalt befinden;

9. betrügerischer Bankerott.

Artikel III.

Obwohl die Auslieferung nur wegen der in dem vorausgehenden Artikel specificirten gemeinen Verbrechen, und auf keine Weise wegen politischer Verbrechen stattfindet, so wird doch der Auslieferung der, gemeiner Verbrechen Beschuldigten der Umstand nicht entgegentreten, dass sie auch politischer Verbrechen schuldig sind; jedoch können sie in diesem Falle nur wegen der Ersteren gerichtlich verfolgt und bestraft werden.

Artikel IV.

Wenn das reclamirte Individuum zu gleicher Zeit wegen eines in jenem Lande begangenen Verbrechens gerichtlich verfolgt wird, von dessen Regierung die Auslieferung verlangt wird, so kann diese selbe bis zum Ergebnisse der Untersuchung, und im Falle das Individuum verurtheilt wird, insolange aufschieben, bis das Individuum seine Strafe ausgestanden hat.

Artikel V.

Die Auslieferung kann verweigert werden, wenn seit der Verübung des Verbrechens, seit der gerichtlichen Verfolgung oder seit der Aburtheilung der Termin der Verjährung der gerichtlichen Anklage oder der Strafe nach den Gesetzen des Landes, wohin sich der Verbrecher geflüchtet hat, eingetreten ist.

Artikel VI.

Wäre das reclamirte Individuum kein Unterthan des ersuchenden Staates, so kann die Auslieferung verschoben werden, bis seine Regierung in die Lage gesetzt sein wird, die Beweggründe bekannt zu geben, welche sie dieser Auslieferung entgegenstellen könnte.

Jedoch bleibt der Regierung, an welche das Ersuchen der Auslieferung ergangen ist, freigestellt, die Auslieferung zu verweigern, oder das reclamirte Individuum entweder an die Regierung seines eigenen Landes oder des Landes, wo das Verbrechen begangen wurde, auszuliefern.

Artikel VII. 1861

Das Begehren um Auslieferung hat jederzeit auf diplomatischem Wege zu geschehen, unter Beilegung einer legalisirten Abschrift des durch das competente Gericht gefällten Urtheiles, oder des Verhaftsbefehles, oder was immer für eines anderen Documentes von gleicher Rechtskraft, welches den Gesetzen des ersuchenden Staates gemäss ausgefertiget ist, und das Verbrechen, wegen welches die Auslieferung begehrt wird, sowie auch das darauf anwendbare Strafausmass angibt.

Wo möglich ist auch die Personsbeschreibung des Verbrechers beizufügen, um dessen Anhaltung zu erleichtern und die Identität seiner Person festzustellen.

Artikel VIII.

Alle Papiere und gestohlenen Gegenstände, welche sich im Besitze des auszuliefernden Individuums befinden, sowie alle jene Gegenstände, welche zum Beweise des Verbrechens dienen, sollen mit dem Beschuldigten zugleich übergeben werden, sowie auch, wenn es geschehen kann, die zur Zeit seiner Haft durch die Behörden jenes Staates, an welche man das Ersuchen stellen würde, ausgefertigten Acte.

Auch sollen alle diese Papiere und Gegenstände übergeben werden, wenn der Beschuldigte sie verborgen oder in dem Lande, wohin er entflohen ist, hinterlegt hat, und diese in der Folge gefunden oder entdeckt werden.

Artikel IX.

Im Falle die Auslieferung nicht stattfände, weil der gerichtlich Verfolgte oder Verurtheilte ein Unterthan jenes Staates ist, von welchem diese verlangt wird, so sollen die in dem vorigen Artikel angeführten Papiere und Gegenstände, sobald sie nicht zur Instruirung des Processes nothwendig sind, ihren Eigenthümern zugestellt werden.

Artikel X.

Jede der beiden contrahirenden Regierungen soll dem Ersuchen Folge geben, welches die andere in Angelegenheiten der Strafjustiz an sie richtet, und welche entweder die Vernehmung der auf dem Gebiete jenes Staates, an den das Ersuchen gestellt wird, wohnhaften Zeugen, oder ein richterliches Erkenntniss, einen Befund der Sachverständigen oder den Beweis der Thatsachen zum Gegenstande haben, wenn die Gerichtsbehörden des ersuchenden Staates diese Amtshandlungen zur Instruirung eines Processes für nöthig erachten. Sie wird auch die gehörigen Vorkehrungen treffen, damit das Gericht, in dessen Bezirke derlei Amtshandlungen vorgenommen werden sollen, die entsprechenden Aussagen oder Erhebungen den Indicien

1861 gemäss aufnehme, welche die ersuchende Regierung auf diplomatischem Wege beischaffen wird.

Die Reclamation soll jederzeit von einem Gesuche der competenten Gerichtsbehörde begleitet sein, in welchem die geforderte gerichtliche Amtshandlung genau auseinander gesetzt ist.

Die gerichtlichen Documente, welche zufolge dieses Ersuchens ausgefertiget werden, sollen in Original jener Regierung zugesendet werden, welche das Ersuchen stellt, und sie soll auf keinen Fall zur Bezahlung der aus der Expedition der Documente wie auch der geforderten Amtshandlungen erwachsenen Kosten verpflichtet sein.

Artikel XI.

Sollte zur Instruction einer strafrechtlichen Verhandlung das persönliche Erscheinen eines in dem anderen Staate wohnhaften Zeugen für nöthig erachtet werden, so wird die Regierung jenes Landes, welchem der genannte Zeuge angehört, denselben auffordern, bei dem Gerichte, welches seine Anwesenheit verlangt, zu erscheinen; und im Zustimmungsfalle werden ihm die Reise- und Aufenthaltskosten nach den in dem Lande, in welchem er seine Erklärung abzugeben hat, bestehenden Tarifen und Vorschriften vergütet.

Artikel XII.

Wenn in eine in Einem der beiden contrahirenden Staaten eingeleitete strafrechtliche Verhandlung ein Unterthan des anderen Staates verwickelt wäre, und im Verlaufe dieser Verhandlung die Confrontation des genannten Unterthans mit einem schon durch die Gerichtsbehörden des Ersteren untersuchten Individuum für zweckdienlich erachtet würde, so soll die Regierung, an welche das Ersuchen gestellt wird, der entsprechenden Aufforderung Folge geben, damit die Confrontation auf dem Gebiete des ersuchenden Staates vorgenommen werden könne, jedoch unter der Bedingung, dass nach Abschluss dieses Actes das berufene Individuum wieder seiner Regierung zu übergeben ist, damit es durch die gerichtlichen Behörden seines Landes abgeurtheilt werde.

Artikel XIII.

Die durch die Verhaftung, Gefangennehmung und den Unterhalt der Individuen, über deren Auslieferung ein Uebereinkommen besteht, verursachten Kosten, und die Kosten ihres Transportes bis an den Punkt, wo ihre Uebergabe stattfindet, sind von jenem der beiden Staaten zu tragen, auf dessen Gebiete die genannten Individuen ergriffen wurden.

Artikel XIV.

Die contrahirenden Regierungen verzichten auf jeden Ersatz derjenigen Kosten, welche sowohl aus der Transportirung und Zurück-

sendung der zu confrontirenden Beschuldigten in ihr Land, wie auch 1861
aus der Sendung und Wiedererstattung jener Gegenstände, welche die Beweise des Verbrechens bilden, und der auf diese Vorkehrungen bezüglichen Documente entspringen.

Artikel XV.

Wenn im Verlaufe von drei Monaten, von der Zeit der Benachrichtigung an gerechnet, welche die competente Behörde darüber ertheilt, dass die Beschuldigten zur Verfügung der ansuchenden Regierung ständen, und im Verlaufe von sechs Monaten in Bezug auf die in den überseeischen Provinzen von Spanien sich aufhaltenden Beschuldigten, diese Regierung nicht die erforderlichen Amtshandlungen zu deren Uebernahme vorgekehrt hätte, so kann ihre Auslieferung verweigert und ihre Freilassung verfügt werden.

Zur Confrontation und Uebergabe der Beschuldigten bestimmen die contrahirenden Regierungen in gegenseitigem Uebereinkommen, und zwar jene Seiner k. k. Apostolischen Majestät den Hafen von Triest, und jene Ihrer Katholischen Majestät die Häfen von Barcelona und Valencia.

Artikel XVI.

Der gegenwärtige Staatsvertrag wird erst zehn Tage nach seiner Kundmachung in Kraft treten, und wird durch einen Zeitraum von fünf Jahren in Wirksamkeit bleiben. Im Falle, dass sechs Monate vor dem Ablaufe dieser Frist keine der beiden Regierungen die Absicht erklärt hätte, von diesem Staatsvertrage zurückzutreten, bleibt derselbe durch weitere fünf Jahre in Giltigkeit, und so fort von fünf zu fünf Jahren.

Selber wird ratificirt und die Ratificationen werden in dem Zeitraume von drei Monaten oder wo möglich früher ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die gefertigten Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Wien, am 17. April 1861.

Graf *von Rechberg* m. p.
Luis *Lopez de la Torre Ayllon* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio adpromittentes, Nos omnia quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari jussimus.

1861 Dabantur in Urbe Imperiali Nostra Vienna Austriae die decima quinta mensis Maji, anno millesimo octingentesimo sexagesimo primo, Regnorum Nostrorum decimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Rechberg* m. p.

201.

22 juin 1861.

Traité entre l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Russie, la Suède et la Norvége, les villes Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part et le Hanovre d'autre part, concernant l'abolition du péage de Stade ou de Brunshausen. Conclu à Hanovre. Ratifications échangées le 18 juillet 1861.

(R. G. B. 1861, Nr. 103.)

Staatsvertrag vom 22. Juni 1861, zwischen Oesterreich, Belgien, Brasilien, Dänemark, Spanien, Frankreich, Grossbritannien, Mecklenburg-Schwerin, den Niederlanden, Portugal, Preussen, Russland, Schweden und Norwegen, dann den freien Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg einerseits und Hannover anderseits, wegen Aufhebung des Stader oder Brunshausener Zolles. Geschlossen zu Hannover am 22. Juni 1861, in den österreichischen und hannoverischen Ratificationen daselbst ausgewechselt am 18. Juli 1861.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam inter Plenipotentiarium Nostrum atque Plenipotentiarios Regni Belgarum, Brasiliae, Daniae, Hispaniae, Franciae, Magnae Britanniae, Magni Ducatus Megalopolitani, Belgii, Lusitaniae, Borussiae, Russiae, Sueciae et Norvegiae atque urbium liberarum Lubecae, Bremae et Hamburgi ex una parte, ex altera autem parte Regni Hannoverani Plenipotentiarium de portorio Stadense redimendo die 22. Junii anni currentis Hannoverae Conventio conclusa fuit, articulis septem consistens, tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand Duc de Finlande, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part, 1861

et Sa Majesté le Roi de Hanovre d'autre part;

également animés du désir de faciliter et d'activer les rapports de commerce et de navigation entre Leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité dans le but d'affranchir la navigation de l'Elbe du droit connu sous la dénomination de péage de Stade ou de Brunshausen et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême,

le Sieur Frédéric Hugues Comte d'Ingelheim Echter de Mespelbrunn, Chevalier Honoraire de Malte, Grand' Croix des Ordres des Guelphes, de Guillaume de Hesse et de la Maison Grandducale d'Oldenbourg, Commandeur de l'Ordre Grandducal de Louis de Hesse, et de l'Ordre du St. Sauveur de Grèce, Son Conseiller intime actuel et Chambellan, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Jean Baptiste Baron Nothomb, décoré de la croix de fer, Grand-Cordon de Son Ordre de Léopold et des Ordres de la Branche Ernestine, d'Albert le Valeureux, de la Légion d'Honneur, de l'aigle Rouge, de Charles III, du Christ de Portugal, de St. Michel de Bavière, de St. Olaf, du Lion Néerlandais, du Lion de Zaehringen, du mérite de la Hesse Grand-Ducale, de la Maison d'Anhalt etc. etc., Son Ministre d'État, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil:

le Sieur Marcos Antonio Chevalier d'Araujo, Commandeur de l'Ordre du Christ du Brésil, Grand'Croix des Ordres de l'Aigle Rouge et du Danebrogh, Chevalier de l'Ordre de la Conception de Portugal, Membre de Son Conseil et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

1861 Sa Majesté le Roi de Danemark:

le Sieur Charles Ernest Jean de Bulow, Commandeur de Son Ordre du Danebrogh et décoré de la Croix d'Honneur du même Ordre, Chevalier de l'Ordre de St. Stanislas de seconde classe, Commandeur de l'Ordre de St. Olaf de Norvége, Chevalier des Ordres de l'Epée de Suède et de Guillaume de Hesse, Son Major-Général et Chambellan, Son Envoyé en mission extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté la Reine d'Espagne:

le Sieur Vizente Gutierrez Chevalier de Terán, Commandeur de Son Ordre d'Isabelle la Catholique et Chevalier de l'Ordre de Charles III, Commandeur des Ordres de Léopold de Belgique et du Danebrogh, Chevalier de l'Ordre de St. Jean, Son Secrétaire de Cabinet, Son Ministre-Résident près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

le Sieur Joseph Alphonse Paul Baron de Malaret, Officier de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Commandeur de nombre extraordinaire de l'Ordre de Charles III d'Espagne, Chevalier de l'Ordre de Pie IX, Son Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

le Sieur Henry Francis Howard, Esquire, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté le Roi de Hanovre:

le Sieur Adolphe Charles Louis Comte de Platen-Hallermund, Commandeur de 1ère classe de Son Ordre des Guelphes, Grand-Cordon des Ordres de Léopold d'Autriche, de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'Aigle Blanc de Russie, du Lion Néerlandais, de la Maison d'Oldenbourg, de Pie IX, des St. Maurice et Lazare etc. etc., Son Ministre d'Etat et des affaires étrangères;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin:

le Sieur Othon Henri Jasper de Wickede, Son Conseiller au Ministère des Finances;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le Sieur Antoine Jean Lucas Baron de Stratenus, Commandeur de Son Ordre Royal du Lion Néerlandais, Son Chambellan, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves:

Dom Francisco d'Almeida Portugal Comte de Lavradio, Grand' Croix de l'ancien et très-noble Ordre de la Tour et l'Epée et de

l'Ordre militaire du Christ, Commandeur de l'Ordre Royal de Notre Dame de la Conception de Villa Viçosa du Portugal, Grand'Croix des Ordres de l'Aigle Rouge de Prusse, de Léopold de Belgique, du Danebrogh, et de la Branche Ernestine de Saxe, Chevalier de 1ère Classe en diamants de l'Ordre Princier de Hohenzollern etc. etc., Président de la Chambre des Pairs, Son Conseiller d'État effectif et Ministre d'État honoraire, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique; 1861

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Prince Gustave d'Ysenbourg et Budingen, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de 3ème classe avec noeud, Chevalier de droit de l'Ordre de St. Jean de Prusse et décoré de la Croix pour le mérite militaire, Grand'Croix de l'Ordre de la Maison d'Oldenbourg, Commandeur de 1ère classe des Ordres des Guelphes de Hanovre et de Henri de Lion de Brunswick etc. etc., Son Lieutenant-Colonel à la suite du premier Régiment des Dragons de la Garde, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand Duc de Finlande,

le Sieur Jean Persiany, Chevalier de Ses Ordres de St. Anne de 1ère classe, de St. Stanislaus de 1ère classe et de St. Wladimir de 3ème classe, Grand'Croix du Sauveur de Grèce, Chevalier du Lion de Zaehringen de 3ème classe et décoré de l'Ordre du Nichan-Iftihar de Turquie, Son Conseiller privé, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Hanovre;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége:

le Sieur Charles Adolphe Sterky, Chevalier de Son Ordre de l'Étoile Polaire, de l'Ordre de St. Anne de Russie de 3ème classe et de l'Ordre du Danebrogh, Son Ministre-Résident en mission spéciale près Sa Majesté le Roi de Hanovre, Son Ministre-Résident et Consul Général près les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg;

le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck:

le Sieur Theodor Curtius, Docteur en droit, Sénateur de cette ville;

le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême:

le Sieur Othon Gildemeister, Sénateur de cette ville;

le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg:

le Sieur Charles Hermann Merck, Docteur en droit, Syndic de la dite ville;

lesquels, après avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1861

Article I.

Sa Majesté le Roi de Hanovre prend envers Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majestè le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, et les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, qui l'acceptent, l'engagement

1. d'abolir complétement et à jamais le droit jusqu'ici prélevé sur les cargaisons des navires, qui, en montant l'Elbe venaient passer l'embouchure de la rivière dite Schwinge, droit généralement désigné sous le nom de péage de Stade ou de Brunshausen;

2. de ne substituer au droit dont la suppression est stipulée par le paragraphe précédent aucune nouvelle taxe, de quelque nature qu'elle soit, à raison de la coque ou des cargaisons, sur les navires qui monteront ou descendront l'Elbe;

3. de n'assujettir désormais, sous quelque prétexte que ce soit, à aucune mesure de contrôle relative au droit cessant les navires qui monteront ou descendront l'Elbe.

Il est cependant bien entendu que les dispositions ci-dessus ne seront obligatoires qu'à l'égard des Puissances qui ont pris part ou adhéreront au présent traité. Sa Majesté le Roi de Hanovre, Se réservant expressément le droit de régler par accords particuliers, n'impliquant ni visite ni détention, le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux Puissances qui sont restées ou resteront en dehors de ce traité.

Article II.

Sa Majesté le Roi de Hanovre S'engage en outre envers les susdites Hautes Parties Contractantes

1. à prendre soin comme par le passé et dans la mesure de Ses obligations actuelles, de la conservation des ouvrages qui sont nécessaires à la libre navigation de l'Elbe;

2. à n'introduire, à titre de compensation pour les dépenses résultant de l'exécution de cet engagement, aucune charge quelconque au lieu et place du droit de Stade ou de Brunshausen.

Article III.

Les engagements contenus dans les deux articles précédents produiront leur effet à partir du 1er juillet 1861.

Article IV. 1861

Comme dédommagement et compensation des sacrifices que les stipulations cidessus doivent imposer à Sa Majesté le Roi de Hanovre, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur des Toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége et les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, S'engagent de Leur côté à payer à Sa Majesté le Roi de Hanovre qui l'accepte, une somme total de 2,857,338⅔ Thalers (Allemands) à repartir de la manière suivante:

Sur l'Autriche	pour	1.273	Th.	A.
- la Belgique	„	19.413	„	„
- Brême	„	40.334	„	„
„ le Brésil	„	1.013	„	„
- le Danemark	„	209.543	„	„
- l'Espagne	„	37.789	„	„
- la France	„	71.166	„	„
- la Grande-Bretagne	„	1,033.333⅓	„	„
„ Hambourg	„	1,033,333⅓	„	„
- Lubeck	„	8.885	„	„
- le Mecklembourg	„	15.855	„	„
- la Norvége	„	64.258	„	„
„ les Pays-Bas	„	169.963	„	„
- le Portugal	„	16.213	„	„
- la Prusse	„	34.489	„	„
- la Russie	„	7.983	„	„
- la Suède	„	92.495	„	„

Il est bien entendu que les Hautes Parties Contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la quote-part mis à la charge de chacune d'Elles.

Article V.

En ce qui regarde le mode, le lieu et l'époque de payement des différentes quote-parts, il est convenu que le payement sera effectué en Thalers (Allemands) à Hanovre ou à Hambourg selon le choix du Gouvernement payant; et dans le terme de trois mois à partir du 1er juillet 1861.

1861 Il pourra cependant intervenir des arrangements particuliers aux fins de proroger le terme susindiqué ou de stipuler le payement par annuités.

L'acquittement d'intérêts au taux de quatre pour cent du capital deviendra obligatoire à partir du 1 octobre 1861 pour les payements en somme intégrale ; à partir du 1er juillet 1861 pour les payements en termes.

Article VI.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Puissances Contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'Elles S'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Hanovre avant le 1er juillet 1861 ou aussitôt que possible après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Hanovre le 22ème jour du mois de juin de l'an 1861.

(L. S.) F. *Ingelheim* m. p.
(L. S.) *Nothomb* m. p.
(L. S.) *Araujo* m. p.
(L. S.) J. *de Bülow* m. p.
(L. S.) V. G. *de Terán* m. p.
(L. S.) *Malaret* m. p.
(L. S.) Henry Francis *Howard* m. p.
(L. S.) *Platen-Hallermund* m. p.
(L. S.) Otton *de Wickede* m. p.
(L. S.) *Stratenus* m. p.
(L. S.) C. *de Lavradio* m. p.
(L. S.) Le Prince Gustave *d'Ysenbourg* m. p.
(L. S.) *Persiany* m. p.
(L. S.) C. A. *Sterky* m. p.
(L. S.) Th. *Curtius*, Dr. m. p.
(L. S.) *Gildemeister* m. p.
(L. S.) C. H. *Merck*, Dr. m. p.

Nos visis et accurate perpensis conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus Verbo Caesareo-Regio pro Nobis Nostrisque successoribus promittentes, Nos omina, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes

Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque 1861
Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna, die septima mensis Julii, anno millesimo octingentesimo sexagesimo primo, Regnorum Nostrorum decimo tertio.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Rechberg* m. p.

Protokoll vom 22. Juni 1861, die Uebergangsbestimmungen bis zur allseitigen Erfüllung der Artikel VI und VII des Vertrags betreffend.

Dans le cas où l'exécution des engagements contenus dans les Articles VI et VII du traité de ce jour ne pourrait avoir lieu avant le 1er juillet 1861 il demeure entendu que le Gouvernement Hanovrien conservera le droit de maintenir après cette époque, à titre provisoire, par voie de cautionnement, le droit qu'il s'est engagé à abolir; mais au fur et à mesure qu'une des Puissances contractantes aura rempli les susdits engagements, le Gouvernement Hanovrien fera cesser, de son côté, les mesures provisoires de cautionnement et en ordonnera la décharge à l'égard des marchandises transportées dans les navires de cette Puissance. Il pourra néanmoins, jusqu'à l'accomplissement définitif, par toutes les Puissances Contractantes, des engagements contenus dans les Articles VI et VII, exiger des navires affranchis la justification de leur nationalité, sans qu'il puisse en résulter pour ces navires ni retard ni détention.

Fait à Hanovre le 22ème juin 1861.

F. Ingelheim m. p.
Nothomb m. p.
Araujo m. p.
J. *de Bülow* m. p.
V. G. *de Terán* m. p.
Malaret m. p.
Henry Francis *Howard* m. p.
Platten-Hallermund m. p.
Otton *de Wickede* m. p.
Stratenus m. p.
C. *de Lavradio* m. p.
Le Prince Gustave *d'Ysenbourg* m. p.
Persiany m. p.
C. A. *Sterky* m. p.
Th. *Curtius* Dr. m. p.
Gildemeister m. p.
C. H. *Merck*, Dr. m. p.

1861 **202.**

27 juillet 1861.

Articles additionnels à la convention entre l'Autriche et la Bavière du 1 février 1858 concernant le logement et l'entretien des troupes autrichiennes de passage en Bavière. Conclus à Vienne. Ratifications ministérielles échangées le 5 septembre 1861.

(R. G. B. 1861, Nr. 92.)

Nachtrags-Uebereinkunft vom 27. Juli 1861 zu der Convention zwischen Oesterreich und Bayern vom 1. Februar 1858 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 38), die Einquartierung und Verpflegung kaiserlich österreichischer Truppen in Bayern, dann die Vorspannsleistungen an dieselben betreffend. Abgeschlossen zu Wien am 27. Juli 1861. Ratificirt mittelst des im kaiserlichen Ministerium des Aeussern am 5. September 1861 stattgefundenen Austausches gegenseitiger Ministerialerklärungen.

Da nach Artikel 2 der Uebereinkunft zwischen der kaiserlich österreichischen und der königlich bayerischen Regierung die Einquartierung und Verpflegung kaiserlich österreichischer Truppen in Bayern, dann die Vorspannsleistungen an dieselben betreffend, vom 1. Februar 1858 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 38) die Festsetzung der einzelnen Etappenrouten und Etappenstationen für die durch Bayern ziehenden kaiserlich-königlichen österreichischen Truppen jeweiligen besonderen Vereinbarungen vorbehalten und von Seite der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung der Wunsch nach Festsetzung neuer Etappenrouten, sowie der Wunsch nach einer Modification des Artikels 3 angeregt wurde, haben sich die Unterzeichneten, nämlich

im Namen der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung Herr Johann Bernhard Graf von Rechberg-Rothenlöwen, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe und des königlich bayerischen St. Hubertus-Ordens, Grosskreuz des königlich bayerischen Verdienstordens vom heiligen Michael etc. etc., Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät wirklicher geheimer Rath und Kämmerer, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern etc. etc.,

und im Namen der königlich bayerischen Regierung Herr Graf Otto von Bray-Steinburg, Grosskreuz des königlich bayerischen Verdienstordens der Krone und vom heiligen Michael, königlich bayerischer Kämmerer, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am kaiserlich österreichischen Hofe etc. etc.

über nachstehende Bestimmungen geeinigt:

I. 1861

Für kaiserlich-königliche österreichische Truppentransporte werden zu den bereits mit der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung vereinbarten Etappenrouten die folgenden königlich bayerischen Eisenbahnlinien als weitere Etappenrouten eingeräumt, und zwar:

1. aus Oesterreich in das Königreich Württemberg und zurück — von Salzburg über Rosenheim, München, Augsburg nach Ulm, unter Bestimmung der Stadt Augsburg als alleiniger Etappenstation;

2. aus Oberösterreich nach Tirol und zurück — von Salzburg über Rosenheim nach Kufstein ohne Etappenstation;

3. aus Tirol in das Königreich Württemberg und zurück — von Kufstein über Rosenheim, München, Augsburg nach Ulm, unter Bestimmung der Stadt Augsburg als Etappenstation.

Bei Durchzügen kleinerer Truppenabtheilungen bis zu 500 Köpfen oder 50 Pferden kann auf der Route von Tirol nach Württemberg ausnahmsweise auch der Markt Rosenheim als Etappenstation benützt werden.

II.

Bezüglich der von Seite der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung gewünschten Modification des Artikels 3 der Uebereinkunft vom 1. Februar 1858 hat die Fassung dieses Artikels nunmehr, wie folgt, zu lauten:

Artikel 3.

Von jedem Einmarsche einer Truppenabtheilung in das Königreich Bayern, welche die Zahl von 500 Köpfen oder 50 Pferden übersteigt, wird das treffende kaiserlich-königliche österreichische Militärcommando dem königlich bayerischen Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern rechtzeitig — in der Regel 14 Tage vor deren Ankunft an der bayerischen Grenze — durch die kaiserlich österreichische Gesandtschaft in München Nachricht geben.

In dringenden Fällen kann diese Mittheilung ausnahmsweise 8 Tage vor der Ankunft der Truppen auf bayerischem Gebiete und dann auch unmittelbar an die betheiligte königlich bayerische Kreisregierung, Kammer des Innern, jedoch auch zugleich an die königlich bayerische Generaldirection der Verkehrsanstalten durch das betreffende kaiserlich-königliche österreichische Militärcommando erfolgen. Dasselbe hat übrigens den betreffenden Truppendurchzug der kaiserlich-königlichen österreichischen Gesandtschaft in München anzuzeigen, von welcher das königlich bayerische Staatsministerium

1861 des königlichen Hauses und des Aeussern dessfalls in Kenntniss zu setzen ist.

Bei kleineren Truppenabtheilungen unter der oben angeführten Stärke haben in allen Fällen die treffenden kaiserlich-königlichen Militärcommando's die bezüglichen Mittheilungen lediglich an die betheiligten königlich bayerischen Kreisregierungen und zugleich an die königlich bayerische Generaldirection der Verkehrsanstalten zu richten, und zwar spätestens 3 Tage vor dem Eintreffen der Truppenabtheilung an der königlich bayerischen Grenze.

III.

Gegenwärtige Nachtragsübereinkunft tritt sofort nach erfolgter Verification beider contrahirender Allerhöchsten Höfe in Wirksamkeit, und dieselbe soll die nämliche Kraft und Giltigkeit haben, als wäre sie Wort für Wort in der Uebereinkunft vom 1. Februar 1858 enthalten, auch soll in beiden Staaten dieselbe zur üblichen Veröffentlichung gebracht werden.

So geschehen zu Wien, am 27. Juli 1861.

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.
(L. S.) Graf *von Bray* m. p.

203.

31 août 1861.

Convention conclue à la Haye et ratifiée par les administrations de l'union télégraphique allemande. Ordonnance du ministère I. R. du commerce datée du 13 décembre 1861, pour la mise à éxécution de cette convention.

(T. V. Bl. 1861, 44. R. G. Bl. 1862, Nr. 3.)

Uebereinkommen der Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines, getroffen von den zur Telegraphenconferenz im Haag im August 1861 zusammengetretenen Bevollmächtigten, ratificirt von sämmtlichen Vereinsverwaltungen.

Artikel 1.

Zu Artikel 4 des revidirten Vereinsvertrages.

Zu Anfang jedes Jahres wird die neue Auflage einer Specialkarte sämmtlicher Linien und Stationen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines veranstaltet, zu welcher von den einzelnen Vereinsverwaltungen das Material rechtzeitig zu liefern ist.

1861

Artikel 2.

Zu Artikel 16.

Ob und inwieweit die Entrichtung einzelner Gebühren auch durch den Adressaten zulässig ist, bestimmt das Reglement.

Artikel 3.

Zu Artikel 22.

Die Vereinsverwaltungen, für welche sich aus den Abrechnungen eine Schuld ergibt, haben ihre Zahlungen unmittelbar an jene Verwaltungen, zu deren Gunsten die Guthaben ausgemittelt worden sind, zu leisten. Portoauslagen und Wechselspesen für diese Zahlungen werden von allen Vereinsverwaltungen gemeinschaftlich, und zwar nach Massgabe ihres Antheils an der Vereinseinnahme getragen.

Artikel 4.

Zu Artikel 24.

Bei den Conferenzen ist Stimmeneinhelligkeit nothwendig zu allen Beschlüssen, welche sich beziehen:

a) auf den Umfang und die Dauer des Vereines,
b) auf Veränderungen der Vereinstarife,
c) auf Theilung des Vereinseinkommens,
d) auf Gebührenfreiheiten,
e) auf die den Verein berührenden Verträge mit fremden Staaten.

In allen minder wichtigen Fällen genügt zur Beschlussfassung die absolute Majorität.

Sowohl die einhellig als die mit absoluter Majorität gefassten Beschlüsse unterliegen der höheren Ratification. Bei Gegenständen reglementarischer Natur ist nur die durch absolute Stimmenmehrheit getroffene Vereinbarung der Vereinsverwaltungen erforderlich.

Artikel 5.

Das gegenwärtige Uebereinkommen, sowie die Aenderungen und Ergänzungen, welche die Telegraphenconferenz in dem Reglement (Anlage *A*) und in der Dienstanweisung vereinbart hat, treten am 1. Jänner 1862 in Wirksamkeit und bleiben für die Dauer des revidirten deutsch-österreichischen Telegraphen-Vereinsvertrages in Kraft.

Artikel 6.

Die Ratification dieses Uebereinkommens soll binnen sechs Wochen von heute an in der Weise erfolgen, dass jede der hohen Vereinsregierungen ihre Zustimmung an die königlich niederländische Regierung gelangen und letztere nach Eingang sämmtlicher Erklä-

1861 rungen das Ergebniss derselben nebst ihrer eigenen Erklärung den sämmtlichen übrigen Vereinsregierungen binnen acht Wochen von heute an zugehen lässt.

So geschehen
Haag den 31. August 1861.

Für Oesterreich:	Max *Löwenthal* m. p.
Für Preussen:	Franz *Chauvin* m. p.
Für Bayern:	Karl *Dyck* m. p.
Für Sachsen:	Karl Louis *Galle* m. p.
Für Hannover:	Karl Joseph *Gauss* m. p.
Für Württemberg:	In Vertretung Karl *Dyck* m. p.
Für Baden:	Hermann *Zimmer* m. p.
Für Mecklenburg:	In Vertretung Franz *Chauvin* m. p.
Für Niederlande:	Willem Constantin Arnold *Storing* m. p.

Anlage A.

Zusammenstellung

derjenigen Aenderungen und Ergänzungen, welche nach den Beschlüssen der sechsten Conferenz des deutsch-österreichischen Telegraphen-Vereins in dem Reglement für die telegraphische Correspondenz im deutsch-österreichischen Telegraphenvereine einzutreten haben.

1.

Zu §. 4 des Reglements.

An die Stelle des letzten Satzes tritt folgende Bestimmung:

Die Dienststunden der Stationen mit beschränktem Tagesdienste sind an Wochentagen (einschliesslich der auf Wochentage fallenden Festtage) von 9 bis 12 Uhr Vormittags und von 2 bis 7 Uhr Nachmittags, an Sonntagen von 8 bis 9 Uhr Vormittags und von 2 bis 5 Uhr Nachmittags.

2.

Zu §. 5.

Dieser Paragraph erhält folgende veränderte Fassung:

Telegraphische Depeschen können nach allen Orten aufgegeben werden, wohin die vorhandenen Telegraphenverbindungen auf dem ganzen Wege oder auf einem Theile desselben die Gelegenheit zur Beförderung darbieten. Befindet sich am Bestimmungsorte keine Telegraphenstation oder wünscht der Absender, dass die Beförderung durch den Telegraphen nicht bis zum Bestimmungsorte oder bis zu der diesem am nächsten gelegenen Telegraphenstation geschehe, so erfolgt die Weiterbeförderung von der äussersten, beziehungsweise der von dem Aufgeber bezeichneten Telegraphenstation entweder durch die Post, durch Estaffeten oder durch Expressboten. Fehlt

die Angabe über die Art der Weiterbeförderung, so wird die Beförderung pr. Post als vom Aufgeber verlangt vorausgesetzt. In den geeigneten Fällen und wo solches ausdrücklich zugelassen ist, können auch die Eisenbahnbetriebs-Telegraphen nach den hierüber ertheilten speciellen Vorschriften zur Weiterbeförderung benützt werden. Findet aber die Adressstation, dass die Depesche voraussichtlich durch die Post oder Boten schneller als durch den Eisenbahnbetriebs-Telegraphen befördert werden kann, so wird sie ohne Rücksicht auf die eingezahlten Gebühren die Uebermittlung durch die Post oder durch Expressboten veranlassen. Die Aufgabe von Depeschen mit der Bezeichnung „*bureau restant*“ oder „*poste restante*“ ist zulässig. 1861

3.

Zu §. 12.

Dieser Paragraph erhält die nachstehende veränderte Fassung:

Bei Aufgabe der Depeschen sind sämmtliche Telegraphirungsgebühren, sowie die Gebühren für die etwaige Weiterbeförderung mittelst Estaffeten voraus zu entrichten. Die Gebühren für die Weiterbeförderung durch Post oder Boten können nach Wahl des Aufgebers im Voraus bezahlt oder von den Adressaten eingehoben werden. In letzterem Falle kann die Aufgabstation ein entsprechendes Depositum vom Aufgeber verlangen.

4.

Zu §. 14.

Die in diesem Paragraphe angegebene österreichische Währung ist in die neue, nach dem Verhältniss von 6 zu 10 umzuändern.

5.

Zu §. 15.

Dieser Paragraph erhält folgende neue Fassung:

Bei Ermittlung der Wortzahl einer Depesche behufs der Tarifirung werden folgende Regeln beobachtet:

1. Die Wortzahl wird durch den Gesammtinhalt dessen bestimmt, was vom Absender zum Zwecke der Telegraphirung in das Original der Depesche geschrieben worden ist. Jedes Wort, welches aus nicht mehr als sieben Sylben besteht, wird als ein Wort gezählt; bei längeren Worten wird der Ueberschuss wieder als ein Wort gerechnet.

2. Zusammengesetzte Worte gelten als ein Wort, wenn sie in einem Worte geschrieben sind und die Länge nicht über sieben Sylben hinausgeht. Sind die einzelnen Theile dagegen getrennt geschrieben — wenn auch durch Bindestriche verbunden, — so gelten sie als ebenso viele einzelne Worte. Mit Buchstaben ausge-

1861 schriebene Zahlen können in ein Wort zusammengeschrieben werden und unterliegen dann den Bestimmungen für die Zählung einfacher und zusammengesetzter Worte. Ausgeschriebene Bruchtheile sind von den Zahlen zu trennen und werden besonders gezählt. Zahlenangaben, welche in französischer Sprache mit Buchstaben ausgeschrieben sind, werden als so viele Worte taxirt, als erforderlich sind, um sie auszudrücken und dürfen in französischen Depeschen dergleichen aus mehreren Worten bestehende Zahlenausdrücke nie in ein Wort zusammengezogen werden.

3. Jedes getrennt stehende Buchstabe- oder Zahlenzeichen, das Zeichen für Schilling (/), für Procent (%), ferner jedes apostrophirte Wort oder Vorwort werden als ein Wort gezählt. Zum Worttext der Depesche gehörige Interpunktionszeichen, Apostrophe, Bindestriche, Anführungszeichen, Parenthesen, die Zeichen für den neuen Absatz *(alinea)* werden nicht mitgerechnet; dagegen werden die Zeichen für das Unterstreichen, sowie alle durch den Telegraphen nicht darstellbaren Zeichen, welche daher durch Worte wiedergegeben werden müssen, als Worte berechnet.

4. Zahlen, mit Ziffern geschrieben, gelten nur bis zur Summe von fünf Ziffern als ein Wort. Der etwaige Ueberschuss wird bis zur Summe von fünf Ziffern abermals als ein Wort berechnet. Die einer Zahl angehängten, sie als eine Ordnungszahl bezeichnenden Buchstaben werden als eben so viele Ziffern der Zahl hinzugerechnet. Befinden sich innerhalb selbstständiger Zahlengrössen (Zahlengruppen) Kommata oder Bruchstriche, so werden diese mitgezählt und der Zeichenzahl der betreffenden Gruppe zugerechnet. Die zwischen den einzelnen Zahlengruppen als Trennungsmerkmale erscheinenden Zeichen, wozu nur Kommata oder Punkte angewendet werden dürfen, werden nicht mitgezählt.

5. Bei chiffrirten Depeschen werden sämmtliche als Chiffern benützte Zahlen und Buchstaben, sowie Kommata und sonstige Zeichen im chiffrirten Texte zusammengezählt, die gefundene Summe wird durch drei getheilt und der Quotient als die für den chiffrirten Text zu taxirende Wortzahl angesehen. Soferne die Theilung durch drei einen Rest lässt, gilt dieser ebenfalls als ein Wort. Der Wortzahl des chiffrirten Textes tritt die Zahl der ausgeschriebenen Worte, nach den gewöhnlichen Regeln berechnet, hinzu.

6. Adresse und Ueberschrift, ferner die Angabe über die Weiterbeförderung der Depesche von der letzten Telegraphenstation aus, über bezahlte Rückantwort und die nach der Unterschrift etwa folgende Beglaubigung werden mitgezählt.

7. Worte, Zahlen und Zeichen, welche die Telegraphenstation selbst der Depesche zum Zwecke des Dienstes hinzufügt, werden nicht mittaxirt.

6. 1861

Zu §. 18.

Dieser Paragraph hat nunmehr wie folgt zu lauten:

Die Gebühren für die Weiterbeförderung der Depeschen von der letzten Vereinsstation ab, welche bei der Aufgabe erhoben werden, betragen:

a) Für die Beförderung pr. Post auf jede Entfernung innerhalb Europa's 8 Sgr. = 40 kr. österreichisch = 28 kr. süddeutsch = 47 Cent. niederländisch, für welche Gebühr innerhalb der deutschen Postvereinsstaaten (zu welchen das Königreich Niederlande nicht gehört) die Beförderung und Bestellung als Expressbrief erfolgt; nach aussereuropäischen Ländern 20 Sgr. = 1 fl. österreichisch = 1 fl. 10 kr. süddeutsch = 1 fl. 17 Cent. niederländisch.

b) Für die Beförderung durch Boten bis zu einer Entfernung von zwei Meilen 24 Sgr. = 1 fl. 20 kr. österreichisch = 1 fl. 24 kr. süddeutsch = 1 fl. 40 Cent. niederländisch.

c) Für die Beförderung durch Eisenbahnbetriebs-Telegraphen, nach Massgabe der in den bezüglichen Staaten bestehenden Bestimmungen, ohne Rücksicht auf die Entfernung 12 Sgr. = 60 kr. österreichisch = 42 kr. süddeutsch = 70 Cent. niederländisch für die einfache Depesche von 20 Worten mit Zuschlag der Hälfte dieser Taxe für je 10 Worte mehr.

d) Für die Beförderung durch Boten auf mehr als zwei Meilen oder mittelst Estaffeten die hierfür wirklich erwachsenden Auslagen. Ist der Betrag der Auslagen für Boten- oder Estaffetenbeförderung nicht im Voraus bekannt, so ist von dem Aufgeber eine zur Deckung des muthmasslichen Betrages ausreichende Summe zu deponiren, von welcher der Ueberrest nach fünf Tagen zurückgefordert werden kann. Dieses Depositum soll bei jeder Depesche pr. Meile betragen 24 Sgr. = 1 fl. 20 kr. österreichisch = 1 fl. 24 kr. süddeutsch = 1 fl. 40 Cent. niederländisch. Die Telegraphenstation, bei welcher die Depesche den Telegraphen verlässt, wird der Aufgabestation die Höhe des Betrages der Boten- oder Estaffetengebühr möglichst schnell auf telegraphischem Wege mittheilen, worauf die Abrechnung mit dem Aufgeber über den hinterlegten Betrag sofort erfolgt.

Findet die Bezahlung des Postporto oder der Botengebühr durch en Adressaten statt, so hat dieser nur den wirklichen Betrag der ostgebühr oder des Botenlohnes zu entrichten.

1861.

7.

Zu §. 20.

Dieser Paragraph erhält folgende neue Fassung:

Dem Aufgeber einer Depesche ist gestattet, bei Aufgabe derselben zugleich die Gebühr für die Rückantwort unter Festsetzung einer beliebigen Wortzahl zu hinterlegen. Die Depesche muss in diesem Falle vor der Unterschrift die Notiz enthalten:

„Antwort bezahlt",

wenn nicht mehr als 20 Worte, und

„Antwort . . . . . bezahlt" (z. B. Antwort 30 bezahlt),

wenn mehr als 20 Worte vorausbezahlt werden.

Enthält die Depesche weniger Worte, als wofür die Gebühren bezahlt sind, so hat der Aufgeber keinen Anspruch auf Rückerstattung der erlegten Mehrgebühren. Geschieht die Aufgabe der Antwortdepesche später als acht Tage nach der Aufgabe der Ursprungsdepesche, oder enthält sie mehr Worte, als bezahlt sind, so ist sie als eine neue Depesche zu betrachten und vom Antwortgeber zu bezahlen. Ist binnen zehn Tagen, vom Tage der Aufgabe an gerechnet, keine Antwort eingegangen, oder hat der Antwortgeber wegen Ueberschreitung der Wortzahl die Antwortdepesche selbst bezahlt, so kann der Aufgeber der ersten Depesche die von ihm hinterlegte Rückantwortgebühr zurückverlangen, hat aber 6 Sgr. = 30 kr. österreichisch = 21 kr. süddeutsch = 35 Cent. niederländisch zu erlegen. Noch weitere fünf Tage über die obigen zehn Tage werden für die Rückforderung der hinterlegten Rückantwortgebühren gestattet. Wird die anberaumte Frist von 15 Tagen versäumt, so verfallen die hinterlegten Gebühren.

8.

Zu §. 23.

An Stelle der zwei letzten Sätze treten folgende Bestimmungen:

Das Verlangen, dass eine bereits abgegangene Depesche nicht bestellt werde, muss mittelst besonderer Depesche des Aufgebers erfolgen, wofür die tarifmässigen Gebühren zu zahlen sind. Die erlegten Gebühren für Depeschen, deren Bestellung unterdrückt wird, werden nicht erstattet. Ausländische und besondere Gebühren verfallen stets nur insoweit, als die ausländischen Linien schon berührt worden sind oder eine Weiterbeförderung stattgefunden hat.

9.

Zu §. 24.

Dieser Paragraph erhält folgenden Zusatz:

Wenn der Adressat seinen Aufenthaltsort verändert hat, so werden demselben für ihn anlangende Depeschen an den neuen

Adressort nachtelegraphirt, wenn er in einer bei der betreffenden 1861
Telegraphenstation niederzulegenden schriftlichen Erklärung das Verlangen der Nachsendung ausdrücklich ausgesprochen hat. Zur Deckung der entfallenden Gebühren kann die Hinterlegung eines entsprechenden Geldbetrages verlangt werden.

10.

Zu §. 28.

Dieser Paragraph hat nunmehr wie folgt zu lauten:

Gebühren, welche für beförderte Depeschen irrthümlich zu wenig erhoben worden sind, hat der Absender auf Verlangen nachzuzahlen; ebenso die nicht im Voraus bezahlten Gebühren für Weiterbeförderung mittelst Post oder Boten nach den für die Vorausbezahlung fixirten Beträgen im Falle der Unbestellbarkeit oder verweigerten Annahme eines Telegrammes.

Die Verweigerung der Zahlung von Weiterbeförderungsgebühren durch den Adressaten wird der Verweigerung der Annahme des Telegrammes gleich erachtet.

Irrthümlich zu viel erhobene Gebühren werden dem Absender nachträglich erstattet.

Vollzugsvorschrift zu dem im Haag getroffenen Uebereinkommen der Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines.

Das von den Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines getroffene Uebereinkommen ddo. Haag, den 31. August 1861 und die gleichzeitig vereinbarten Veränderungen und Ergänzungen des Reglements und der Dienstanweisung treten am 1. Januar 1862 für den telegraphischen Verkehr im Inlande und mit den zum deutsch-österreichischen Telegraphenvereine gehörigen Staaten in Kraft.

Für den Verkehr mit den übrigen fremden Staaten bleiben die bisherigen besonderen Bestimmungen in Geltung.

Die Veränderungen und Ergänzungen zur Dienstanweisung sind in einer neuen Auflage derselben enthalten, welche den k. k. Telegraphenstationen zugleich mit einer neuen Auflage des Reglements im Wege der k. k. Telegraphen-Inspectorate rechtzeitig zugesendet werden wird.

Zur Erläuterung und Vervollständigung der in diesen beiden Vorschriften vorkommenden neuen Bestimmungen werden folgende wesentliche Punkte hervorgehoben:

Zu §. 5 des Reglements.

Für die Aufbewahrung der Depeschen mit der Bezeichnung „*bureau restant*“ oder „*poste restante*“ durch die Ankunfts-Telegra-

1861 phenstation, beziehungsweise durch das Postamt bis zur Abholung durch den Adressaten ist vom Aufgeber keine Gebühr einzuheben.

Zu §. 12 des Reglements und §. 31 der Dienstanweisung.

Die für die Weiterbeförderung einer Depesche von der letzten Telegraphenstation entfallenden Post- und Botengebühren können nach Wahl des Aufgebers entweder im Voraus bezahlt oder vom Adressaten eingehoben werden. Im letzteren Falle hat die Aufgabestation, wenn die etwaige Nachzahlung der diesfälligen Kosten, welche bei Verweigerung der Annahme des Telegrammes durch den Adressaten einzutreten hat, nicht gesichert erscheinen sollte, ein angemessenes Depositum zu verlangen.

Bei der Weiterbeförderung der Depeschen mittelst Boten ist die Höhe des vom Adressaten zu zahlenden Botenlohnes sowohl am Depeschencouverte, als auch auf der von demselben zu unterfertigenden Empfangsbescheinigung in Zahlen anzumerken.

Zu §. 15 des Reglements und §. 36 der Dienstanweisung.

Die zwar getrennt geschriebenen, aber zusammen gehörigen Eigennamen und Ortsnamen werden, wenn sie nicht mehr als sieben Sylben enthalten, als Ein Wort taxirt.

Zu §. 18 des Reglements und §. 39 der Dienstanweisung.

Für die Beförderung der Depeschen mittelst Eisenbahn-Telegraphen (Absatz *c*) ist anstatt der bisher giltigen, fixen Gebühr von 90 kr., der Betrag von 60 kr. für 1 bis 20 Worte und ein Zuschlag von 30 kr. für je 10 Worte mehr einzuheben.

Diese Gebührenbemessung bezieht sich auf alle in dem revidirten Telegraphentarife II, Tafel *B*, verzeichneten Eisenbahn-Telegraphenstationen.

Zu §. 20 des Reglements und §. 42 der Dienstanweisung.

Die Aufgabe der Antwortdepesche muss binnen acht Tagen nach der Aufgabe der Ursprungsdepesche erfolgen.

Zu §. 24 des Reglements und §. 86 der Dienstanweisung.

Die telegraphische Weiterbeförderung einer Depesche an den Adressaten, welcher seinen Aufenthaltsort geändert hat, ist zulässig, wenn derselbe diese Nachsendung in einer schriftlichen an die Telegraphenstation gerichteten Erklärung ausdrücklich begehrt hat.

Die Telegraphenstation haftet für die entfallenden Gebühren, wenn sie es unterlassen hat, Sicherstellung für dieselben zu verlangen.

Zu §. 28 des Reglements und §. 40 der Dienstanweisung. 1861

Dem Adressaten, welcher die Bezahlung der Gebühren für die Weiterbeförderung mittelst Post oder Boten verweigert, ist die Depesche nicht auszuhändigen.

Besondere Bestimmungen.

Ausser den in dem Uebereinkommen, in dem Reglement und in der Dienstanweisung enthaltenen Bestimmungen, wurden von den Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines noch folgende besondere Vereinbarungen getroffen:

1. Es ist gestattet, die Eisenbahn-Telegraphenlinien auch zur Vermittlung des Depeschenverkehres über die Landesgrenze hinaus zu benützen. Der telegraphische Grenzverkehr mittelst Eisenbahntelegraphen ist jedoch als interne Correspondenz nur insoweit statthaft, als dadurch die Bestimmungen des Vereinsvertrages nicht alterirt werden.

2. Jeder Vereinsverwaltung ist es überlassen, zu bestimmen, ob telegraphische Depeschen, welche nur mit dem Taufnamen oder mit dem Anfangsbuchstaben des Tauf- oder Familiennamens unterzeichnet sind, von dem Aufgeber anzunehmen seien. Dergleichen Depeschen dürfen von der Empfangsstation nicht beanständet werden. Für die bei den inländischen Telegraphenstationen aufgegebenen Telegramme bleiben hinsichtlich der Depeschenunterschriften die bisher bestandenen Normen bis auf Weiteres aufrecht.

3. Der im §. 20 des Reglements und §. 42 der Dienstanweisung vorgesehene Abzug von 30 kr. hat stets nur einmal und zwar zu Gunsten der Verwaltung der Aufgabestation stattzufinden, gleichviel ob diese Station eine in- oder ausländische, eine Vereins- oder Eisenbahn-Telegraphenstation ist.

4. Im Falle der Weiterbeförderung einer Depesche mittelst Post oder Boten, anstatt durch den Bahntelegraphen (§. 5 des Reglements und §. 9 der Dienstanweisung) kommt die für den Bahntelegraphen erhobene Gebühr gleichwohl zu Gunsten der Adressstation in Verrechnung.

5. Bei Instradirung von Depeschen nach Orten, wo sich Telegraphenstationen verschiedener Vereinsverwaltungen befinden, ist darauf Rücksicht zu nehmen, dass die bestehenden Drahtverbindungen der betreffenden Verwaltungen nach Thunlichkeit gleichmässig benützt werden.

6. Für die Telegraphirung der Vereinsgrenzpunkte bei Angabe des Beförderungsweges und der Zahlen bei jenen chiffrirten Depeschen, welche ausschliesslich mit Ziffern abgefasst sind, wurden abgekürzte Zeichen festgestellt, welche in der Dienstanweisung enthalten sind.

Wien, den 13. December 1861.

1861

204.

25 octobre 1861.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession de l'Autriche aux décisions du parlement colonial de la Nouvelle-Galles méridionale du 6 décembre 1852 pour empêcher la désertion et autres délits de marins étrangers.

(R. G. B. 1861, Nr. 106.)

Kundmachung des Ministeriums des Aeussern vom 25. October 1861, den Beitritt Oesterreichs zu den Bestimmungen der Colonial-Parlamentsacte von Neu-Süd-Wales vom 6. December 1852 zur Hintanhaltung der Desertion und anderer Vergehen fremder Seeleute betreffend.

Die Legislation der britischen Colonie Neu-Süd-Wales (New-South-Wales) hat unterm 6. December 1852 nachstehendes Gesetz erlassen:

New-South-Wales
Anno decimo sexto Victoriae Reginae.

Von Seite Seiner Excellenz Sir Charles Augustus Fitz-Roy, Ritter des königlich hannoveranischen Guelphen-Ordens, Generalgouverneurs aller australischen Besitzungen Ihrer Majestät, Generalcapitäns und ersten Gouverneurs des Gebietes von New-South-Wales und aller dazu gehörigen Theile und Viceadmirals, nach Berathung und mit Zustimmung des gesetzgebenden Körpers.

Nr. XXV.

Gesetz zur wirksameren Verhinderung der Desertion und anderer Vergehen von fremden Schiffen angehörigen Seeleuten (zum Beschlusse erhoben am 6. December 1852).

Es wird von Seiner Excellenz dem Gouverneur von New-South-Wales, nach Berathung und mit Zustimmung des gesetzgebenden Körpers beschlossen, wie folgt:

I.

Seeleute, welche von fremden Schiffen desertiren etc. etc., können ergriffen und zur Verfügung des Consuls oder an Bord ihres Schiffes gestellt werden.

Wenn ein zu einem fremden Schiffe oder Fahrzeuge gehöriger Seemann, während ein solches Schiff sich in einem Hafen, einer Anfurt, auf einer Rhede oder einem Flusse dieser Colonie oder sonst wie innerhalb der Grenzen derselben befindet, — davon desertirt, oder dasselbe verlässt, oder sich von seiner Pflicht entfernt, so soll jeder

Friedensrichter das Recht haben, über die vom Capitän, Steuermann 1861
oder einer anderen Person, unter deren Befehl ein solches Schiff steht, hinsichtlich der Thatsache einer solchen Desertion, Entfernung vom Schiffe oder seiner Pflicht erhobene eidliche Anklage — zur Ergreifung eines solchen Seemannes einen Verhaftsbefehl auszustellen, und mit demselben entweder nach Massgabe der unten folgenden Bestimmungen zu verfahren, oder ihn zur Verfügung des Consuls, Viceconsuls oder anderen Consularbeamten oder Agenten jener Nation oder jenes Staates zu stellen, welchem das fragliche Schiff angehört, oder über Requisition des betreffenden Consuls, Viceconsuls oder anderen Consularbeamten oder Agenten, — einen solchen Seemann mit Gewalt an Bord des Schiffes, dem er angehört, bringen zu lassen.

II.

Solche Seeleute können zu Arrest mit schwerer Arbeit verurtheilt werden.

Jeder Seemann eines fremden Schiffes, welcher, während dasselbe sich in einem Hafen, einer Anfurt, auf einer Rhede oder einem Flusse der Colonie oder sonst innerhalb der Grenzen derselben befindet, — eines der unten angeführten Vergehen sich zu Schulden kommen lässt, soll, wenn er vor einem Friedensrichter desselben überwiesen wird, einer Arreststrafe mit schwerer Arbeit in irgend einem Gefängnisse oder Zuchthause (Correctionshause) innerhalb der Colonie für eine Zeit, welche die gegen die erwähnten Vergehen unten festgesetzte bezügliche Zeit nicht überschreitet, unterliegen, und zwar:

1.

Für Deserteure.

Für Desertion von dem Schiffe, welchem er angehört, für einen Zeitraum von zwölf Wochen für das erste Mal und für einen Zeitraum von sechs Monaten für eine zweite oder weitere Desertion.

2.

Thätliche Beleidigung der Officiere.

Für thätliche Beleidigung (assault) des Capitäns oder eines anderen Officiers eines solchen Schiffes, für eine Zeit von zwölf Wochen.

3.

Ungehorsam.

Für vorbedachten Ungehorsam gegen irgend einen gesetzmässigen Befehl des Capitäns oder eines anderen Officiers eines solchen Schiffes, für einen Zeitraum von vier Wochen.

1861

4.

Fortgesetzter Ungehorsam oder Dienstvernachlässigung.

Für fortgesetzten absichtlichen Ungehorsam gegen derlei gesetzmässige Befehle oder für fortgesetzte absichtliche Vernachlässigung seiner Pflichten als Seemann, für einen Zeitraum von zwölf Wochen.

5.

Verabredung zu Ungehorsam oder Dienstvernachlässigung.

Für Verabredung mit einem oder mehreren anderen Individuen der Mannschaft des Schiffes, dem er angehört, zum Ungehorsam gegen die gesetzmässigen Befehle seiner Officiere, oder zur Vernachlässigung des Seedienstes, oder zur Verhinderung der Aus-, Einladung oder Abfahrt des Schiffes oder der Fortsetzung der Reise — für eine Zeit von zwölf Wochen; immer vorausgesetzt, dass durch keine dieser Verfügungen an der Gewalt, die der Capitän eines solchen Schiffes über seine Mannschaft besitzt, irgend ein Abbruch oder eine Verkürzung geschehe.

III.

Vollmacht auf Ansuchen des Consuls, den schuldigen Seemann bei, nach oder während der Strafdauer an Bord abzuliefern.

Es soll jeder Friedensrichter berechtiget sein, über Ansuchen des Consuls, Viceconsuls oder anderen Consularbeamten oder Agenten jener Nation oder jenes Staates, welchem das Schiff eines diesem Gesetze gemäss überwiesenen oder abgeurtheilten Seemannes angehört, — einen solchen Seemann bei oder nach Ablauf oder früheren Beendigung seiner Gefängnissstrafe, oder zu irgend einer Zeit während der Dauer derselben, mit Gewalt oder sonstwie an Bord des Schiffes, zu dem er gehört, stellen zu lassen, und in allen diesen Fällen soll der Friedensrichter das Recht haben, an den betreffenden Gefangenwärter oder Kerkermeister den Befehl zu erlassen, einen solchen Seemann aus seiner Haft in jenen Gewahrsam zu bringen, welchen der Richter bestimmen wird, und dieser Befehl soll für den betreffenden Gefangenwärter oder Kerkermeister genügen, um den Seemann in jenen Gewahrsam und zu dem vorerwähnten Zwecke abzuliefern.

IV.

Durchsuchung von Schiffen oder Orten nach entlaufenen Seeleuten.

Auf die eidliche Anklage des Capitäns oder einer anderen ein derlei Schiff oder Fahrzeug befehligenden Person, dass er guten Grund zu dem Verdachte habe, ein entlaufener Seemann seines Schiffes sei an Bord irgend eines Schiffes, Bootes oder anderen Fahrzeuges, oder in einem Hause oder was immer für einem Orte beherbergt, versteckt oder verborgen, soll jeder Friedensrichter das Recht

haben, einem oder mehreren Constablern den Befehl zu ertheilen, 1861
ein solches Schiff, Boot oder anderes Fahrzeug, oder ein solches Haus oder derlei Ort zu durchsuchen, und einen solchen Seemann zu ergreifen und auf einen Wachposten zu stellen, und soll einem solchen Befehle auch entsprechende Folge geleistet werden, und soll jeder solchergestalt ergriffene Seemann mit der möglichsten Beschleunigung vor einen Friedensrichter gebracht werden, damit mit ihm in der nachstehend festgesetzten Weise verfahren werde.

V.

Die Verfolgung hat nur auf Ansuchen oder mit Zustimmung der fremden Regierung statt.

Immer vorausgesetzt, dass kein Verhaftsbefehl in der oberwähnten Weise erlassen und keine hierbei unterlaufene sträfliche Handlung der Verfolgung oder Strafe unterzogen werde, als auf Ansuchen oder mit ausdrücklicher schriftlicher Zustimmung des Consuls, Viceconsuls oder eines anderen Consularbeamten oder Agenten jener Nation oder jenes Staates, welchem eines der vorerwähnten Schiffe oder Fahrzeuge angehört, — es wäre denn, dass in der New-South-Wales Government Gazette (Amtsblatt der Regierung von New-South-Wales) unter der Autorität des Gouverneurs, in gehöriger Form bekannt gemacht wurde, dass die Regierung der betreffenden Nation oder des betreffenden Staates durch ihren eigenen Beamten ihren Wunsch ausgesprochen habe, dass das vorliegende Gesetz in allen Fällen gegen die Mannschaft der zu dieser Nation oder zu diesem Staate gehörigen Schiffe in Vollzug gesetzt werde.

VI.

Geldbussen an Leute, welche Deserteure beherbergen oder zum Desertiren verleiten.

Wenn irgend Jemand einen zu einem der erwähnten Schiffe gehörigen Seemann, welcher von demselben desertirt oder sonstwie entlaufen ist, oder sich von seiner Pflicht entfernt hat, beherbergt, verbirgt, verwendet oder zurückhält, oder zu dessen Beherbergung, Verbergung, Verwendung oder Zurückhaltung beiträgt, wissend, dass dieser Seemann desertirt oder sonstwie entlaufen sei oder sich von seiner Pflicht entfernt habe, und ohne vernünftiger Weise so viel Mühe angewendet zu haben, um sich zu vergewissern, dass der Seemann von seinem letzten Dienste in gehöriger Weise entlassen worden sei, oder wenn Jemand durch Worte oder was immer für andere Mittel einen solchen Seemann veranlasst, verleitet oder überredet, irgend eine Verpflichtung, welche er beim Eintritte in seinen Dienst an Bord eines solchen Schiffes oder Fahrzeuges eingegangen hat, zu verletzen oder deren Verletzung zu versuchen oder anzustreben, — oder wenn derselbe wissentlich die Desertion, Entweichung oder

1861 Dienstesentfernung eines solchen Seemannes begünstigt (connive at) — so soll die Person, die sich eines solchen Vergehens schuldig macht, für jedes einzelne Vergehen, dessen sie vor einem Friedensrichter im summarischen Wege überwiesen wird, eine Geldstrafe verwirken und zahlen, welche für das erste Vergehen zwanzig Pfund nicht überschreitet, und für ein zweites oder weiteres Vergehen nicht weniger als zehn und nicht mehr als fünfzig Pfund beträgt, — oder es soll jeder Friedensrichter, im Falle der Nichtbezahlung dieser Geldstrafe berechtiget sein, den solcher Art Schuldigen in einem Gefangen- oder Correctionshause für eine sechs Kalendermonate nicht übersteigende Zeit, mit oder ohne schwere Arbeit, verhaften zu lassen, welche Haft jedoch bei Erlegung der Geldstrafe und der Gerichtskosten aufzuhören hat.

VII.

Beglaubigende Zeugen zu den Schiffsartikeln brauchen nicht vorgerufen zu werden, eine legalisirte Abschrift wird als Beweis zugelassen.

Beim gerichtlichen Verfahren nach diesem Gesetze wird es, zur Beweisführung hinsichtlich jener Artikel oder Verpflichtungen, zu deren Einhaltung ein solcher Seemann beim Diensteseintritte auf seinem Schiffe sich verbindlich gemacht hat, — nicht nöthig sein, dass man Zeugen vorrufe, welche diese Artikel unterfertigt oder beglaubigt haben, sondern dieselben können bewiesen werden, als ob es keine derlei Zeugen gäbe, und eine von der Hand des betreffenden Consuls, Viceconsuls oder anderen Consularbeamten oder Agenten der Nation oder des Staates, dem das betreffende Schiff angehört, legalisirte Abschrift solcher Artikel soll als „prima facie" Beweis des Vorhandenseins und Inhaltes solcher Artikel oder Contracte angenommen werden.

VIII.

Wer die Kosten trägt.

Alle bei der Ergreifung, Verhaftung und Transportirung eines Seemannes, nach der durch dieses Gesetz übertragenen Vollmacht und Autorität, aufgelaufenen Kosten sollen von jenem Consul, Viceconsul oder anderen Consularbeamten oder Agenten berichtiget werden, auf dessen Ansuchen ein solcher Seemann ergriffen, verhaftet oder transportirt wurde.

IX.

Das Verfahren kann summarisch nach 11 und 12 Vict. cap. 43 oder in der Weise geschehen, wie das gerade in Kraft befindliche Gesetz bestimmt.

Alle Amtshandlungen in Folge des vorstehenden Gesetzes können, woferne nichts Anderes bestimmt ist, im summarischen Wege in der Weise vorgenommen werden, wie in der im 11. und 12. Jahre der Regierung Ihrer Majestät der Königin Victoria erflossenen

Parlamentsacte, betitelt: „zur Erleichterung der Functionen der Friedensrichter ausser den Sessionen von England und Wales mit Rücksicht auf summarische Verurtheilungen und Verordnungen,“ bestimmt wurde, oder es kann nach jenem Gesetze, welches hinsichtlich des summarischen Verfahrens von Friedensrichtern ausserhalb der Session gerade (in force for the thime being) in Wirksamkeit sein wird, vorgegangen werden, und es soll jeder gerichtliche Auftrag zur Vorladung oder zu einem anderen gesetzlichen Vorgange in Gemässheit des vorstehenden Gesetzes als legal betrachtet werden, wenn derselbe der Person, gegen welche vorgegangen werden soll, persönlich zukommt, oder wenn eine solche Vorladung an dieselbe an Bord des Fahrzeuges, dem sie angehört, jener Person, welcher das Commando oder die Führung desselben zukommt oder zuzukommen scheint, zugestellt wird. 1861

X.

Kein „Certiorari“.

Kein nach diesem Gesetze erflossenes Urtheil kann wegen eines Formfehlers annullirt, oder durch ein „Certiorari“ oder sonstwie an den Obersten Gerichtshof der Colonie geleitet werden, und kein Verhaftsbefehl soll auf Grund eines darin enthaltenen Mangels wirkungslos sein, vorausgesetzt, dass in demselben enthalten sei, dass die betreffende Person überwiesen oder zum Arreste verurtheilt und der Beweis in gesetzlicher Weise hergestellt sei oder ein Vergehen vorliege, welches denselben in sich selbst enthalte.

XI.

10. Vict. Nr. 3 aufgehoben.

Hierdurch wird der bezüglich der fremden Seeleute im zehnten Jahre der Regierung Ihrer Majestät der dermaligen Königin unter Nr. 3 gefasste Rathsbeschluss ausser Wirksamkeit gesetzt.

Angenommen vom gesetzgebenden Rathe am ersten December des Jahres Eintausend achthundert fünfzig und zwei.

Charles *Nicholson* m. p., Vorsitzender.

Wm. *Macpherson* m. p., Rathssecretär.

Im Namen und Auftrage Ihrer Majestät stimme ich diesem Gesetze bei.

Chs. A. *Fitz-Roy* m. p., Generalgouverneur.

Regierungspalast Sidney, 6. December 1852.

Nachdem die kaiserlich österreichische Regierung durch ihren Botschafter in London in Gemässheit des Artikels V dieses Gesetzes

1861 ihre Zustimmung zur Anwendbarkeit dieses letzteren auch auf österreichische Schiffe hat erklären lassen, werden fortan die Bestimmungen des vorstehenden Gesetzes auf alle im Gebiete der Colonie New-South-Wales befindlichen österreichischen Schiffe Anwendung finden.

Graf *von Rechberg* m. p.

205.

7 décembre 1861.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la Grèce à la convention télégraphique de Bruxelles.

(T. V. B. 1861, 43.)

Beitritt des Königreiches Griechenland zum Brüsseler Telegraphenvertrage.

Die königlich griechische Telegraphenverwaltung ist mit 1. December 1861 dem Brüsseler Telegraphenvertrage vom 30. Juni 1858 beigetreten.

Von jenem Tage an sind für die Beförderung der Telegramme von Chios ab folgende Gebühren einzuheben:

Nach der Station	Beförderungsgebühr von Chios ab			
	für 1 bis 20 Worte		für je 10 Worte mehr	
	fl.	kr.	fl.	kr.
Athen	4	24	2	12
Chorinth	4	24	2	12
Patras	4	84	2	42
Pyräus	3	64	1	82
Syra	1	80	—	90
Vostizza (Egion)	4	84	2	42

Von Pyräus nach Athen und Corinth wird die erste, nach Patras und Vostizza die zweite Zone mit 60 kr. österr. Währung pr. Zone und 1 bis 20 Worte berechnet.

206.

1862

22 décembre 1861.

Déclaration échangée entre l'Autriche et le canton du Tessin à l'égard du traitement des successions mobilières, des sujets réciproques.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

An das hohe k. k. Ministerium des Auswärtigen.

Wien, den 17. März 1862.

Mit Bezug auf das geschätzte Promemoria vom 22. December v. J., dessen Inhalt der Gefertigte sogleich der Regierung von Tessin mittheilte, beehrt er sich, im Auftrage der gedachten Cantonsregierung dem hohen k. k. Ministerium des Auswärtigen mitzutheilen, dass im Canton Tessin, in Reciprocität gegenüber der k. k. österreichischen Regierung, bei Erbschaften und Schenkungen die beweglichen Güter der in diesem Cantone verstorbenen österreichischen Staatsangehörigen gebührenfrei behandelt werden, und daher solche bewegliche Güter von jeder Abgabe befreit sind.

Der Gefertigte ergreift mit Vergnügen diesen Anlass, dem hohen k. k. österreichischen Ministerium des Auswärtigen die Versicherung seiner vollkommensten Hochachtung zu erneuern.

Der eidgenössische Geschäftsträger:
Steiner.

207.

11 janvier 1862.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'application de la convention télégraphique conclue le 21 août à la Haye, aux dépêches échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande par la voie de la Haye.

(T. V. B. 1862.)

Anwendung des von den Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereins im Haag getroffenen Uebereinkommens vom 31. August 1861 auf den telegraphischen Verkehr mit Grossbritannien und Irland via Haag.

Das von den Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereins am 31. August 1861 im Haag getroffene Uebereinkommen und die damit zusammenhängenden Ergänzungen und Ab-

1862 änderungen der Dienstanweisung und des Reglements finden vom 1. Jänner 1862 an auch auf den telegraphischen Verkehr mit den Telegraphenstationen in Grossbritannien und Irland Anwendung.

208.

17 janvier 1862.

Ordonnance des ministères des affaires étrangères, de la justice et de la guerre conférant l'exercice de la juridiction civile en première instance au Vice-Consulat à Andrinople, et assignant comme instance de pourvoi contre ses décisions la cour d'appel de Trieste.

(R. G. B. 1862, Nr. 8.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges vom 17. Jänner 1862, wodurch die Ausübung der Civilgerichtsbarkeit in erster Instanz über österreichische Staatsangehörige und Schutzgenossen im osmanischen Reiche, vom 1. März 1862 an, auch dem k. k. Viceconsulate Adrianopel übertragen und bestimmt wird, dass der Rechtszug gegen dessen Entscheidungen an das Oberlandesgericht Triest stattfindet.

Die k. k. Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges haben auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 29. Jänner 1855, Nr. 23 des Reichs-Gesetz-Blattes, anzuordnen befunden, dass ausser den im §. 1, Absatz 3 der Vollzugsvorschrift vom 31. März 1855, Nr. 58 des Reichs-Gesetz-Blattes, benannten k. k. Viceconsulaten, vom 1. März 1862 an, auch jenes zu Adrianopel die Civilgerichtsbarkeit über die österreichischen Staatsangehörigen und Schutzgenossen in erster Instanz im vollen Umfange auszuüben, und dass der Rechtszug gegen dessen Entscheidungen an das k. k. Oberlandesgericht in Triest stattzufinden haben wird.

Graf *Rechberg* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.
Ritter *von Lasser* m. p.

---

209. 1862

7 février 1862.

Ordonnance des ministères des affaires étrangères, de la justice et de la guerre, concernant le pourvoi contre les décisions des tribunaux consulaires en Moldavie et Valachie, en Bulgarie, en Servie et Bosnie en matière de justice civile.

(R. G. B. 1862, Nr. 12.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges vom 7. Februar 1862, betreffend den Rechtszug gegen Entscheidungen der k. k. Consulargerichte in der Moldau und Walachei, in Bulgarien, Serbien und Bosnien in bürgerlichen Rechtsangelegenheiten.

Die Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges haben in Folge Allerhöchster Ermächtigung vom 11. Jänner 1862 für die k. k. Consulargerichte in Galatz, Ibraila, Bukarest, Tultscha, Rustschuk, Widdin und Belgrad das Oberlandesgericht in Wien, und für die k. k. Consulargerichte in Bosnien das Oberlandesgericht in Zara als zweite Instanz bei Berufungen in bürgerlichen Rechtsangelegenheiten zu bestimmen befunden.

Die Berufungen gegen Erkenntnisse, welche von den betreffenden k. k. Consularämtern als Seegerichten gefällt worden sind, haben wie bisher an das Oberlandesgericht in Triest zu gehen.

Diese Verordnung tritt mit dem 15. März 1862, und zwar auch in Ansehung aller bereits anhängigen Rechtsangelegenheiten, insoferne in Wirksamkeit, als dieselben nicht schon vor diesem Tage insbesondere einem anderen Oberlandesgerichte zur Entscheidung zugewiesen worden sind.

Graf *Rechberg* m. p.
Ritter *von Lasser* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.

1862 **210.**

17 février 1862.

Ordonnance du ministère I. R. des finances en vertu de laquelle le traitement douanier en transit, accordé pour les colis transportés en chemin de fer sur la ligne de Asch à Cracovie est étendu aux transports sur les routes ordinaires.

(R. G. B. 1862, Nr. 14.)

Erweiterung des für den Transport mittelst Eisenbahn über das durch die Zoll-Linie von Asch bis Krakau begrenzte ausländische Gebiet bewilligten Streckenzugs-Verfahrens auf Transporte auf den gewöhnlichen Fahrstrassen.

Giltig für das ganze Zollgebiet.

Die mit den hierortigen Erlässen vom 4. Mai 1856, dann von 14. September 1857 ertheilte, auf Transporte mittelst Eisenbahn beschränkte Bewilligung der zollfreien Versendung von inländischen Erzeugnissen oder ausländischen vorschriftsmässig für den Verbrauch bezogenen Waaren aus einem Theile des Zollgebietes in den anderen, mit Berührung des die Zoll-Linie von Asch bis Krakau begrenzenden fremden Gebietes, wird nunmehr längs der ganzen erwähnten Grenzstrecke auch auf Transporte auf den als Zollstrassen erklärten gewöhnlichen Fahrwegen unter Beachtung des im Amtsunterrichte vom Jahre 1853, §§. 160—171, vorgezeichneten Verfahrens ausgedehnt.

1862

211.

13/1 mars 1862.

Tarif de douane pour le commerce autrichien en Turquie concerté entre l'Internonciature de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et la S. Porte en 1862.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères. Exemplaire imprimée et en vente à l'Imprimerie I. R. de la Cour et d'État à Vienne.)

Mauthtarif für den österreichischen Handel im ottomanischen Reiche. Giltig für sieben Jahre. Abgeschlossen zwischen der Internunciatur Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich und der hohen Pforte.

Preambolo.

Diversi ostacoli frappostisi fecero ritardare la revisione della già spirata tariffa stipulata per uno spazio determinato decorribile dal 1° gennajo 1847 riguardo ai dazi da pagarsi sulla base dei prezzi di quell'epoca, per tutte le merci tanto per i prodotti del suolo, dell'agricoltura e dell'industria degli stati Austriaci importate nell' Impero Ottomano eccettuati gli articoli proibiti, dai sudditi Austriaci, quanto per le mercanzie, prodotti del suolo, dell' agricultura e dell' industria degli stati Ottomani, le quali vengono comprate in qualsiasi parte dell' Impero Ottomano dai summentovati o da'loro agenti per essere esportate sia pegli stati Austriaci, o pegli altri paesi stranieri.

Ora avendo richiesto in virtù del trattato ambe le parti la revisione della tariffa e radunatisi ripetutamente i delegati dall'I. R. Internunziatura e dalla S. Porta venne stipulata la seguente tariffa.

1862

Einleitung.

Die Zollgebühren für alle Waaren sowohl für die (mit Ausnahme der mit Verbot belegten Artikel) von österreichischen Kaufleuten nach den ottomanischen Staaten eingeführten Boden-, Kultur- und Industrie-Erzeugnisse Oesterreichs, als auch für die von denselben oder ihren Agenten nach den österreichischen Staaten oder anderen fremden Ländern ausgeführten Boden-, Kultur- und Industrie-Erzeugnisse der Türkei, waren auf der Grundlage der damaligen Marktpreise durch den Tarif bestimmt worden, welcher für eine bestimmte Zeit vom 1. Jänner 1847 an Geltung haben sollte.

Diese Zeit war zwar bereits erloschen, indessen verhinderten eingetretene, verschiedene Hindernisse dessen Erneuerung.

Da aber nunmehr dem Tractate zufolge beide Theile den Wunsch geäussert haben, den Tarif einer Revision zu unterziehen, so wurde in Folge der Verhandlungen zwischen den von der kaiserlichen Internunciatur einer- und den von der hohen Pforte anderseits zu diesem Ende bestimmten Commissären der nachfolgende Tarif vereinbart.

مقدّمه

اوستریا دولتی ممالکی محصولات ارضیه و حرثیه و صناعیه‌سندن اوله‌رق استریا تجاروتبعه‌سنك غیر از ممنوعات ممالك محروسهٔ شاهانه‌یه کتوردکلری و ممالك محروسهٔ شاهانه محصولات ارضیه و حرثیه و صناعیه‌سندن بالمبایعه کندو مملکتلرینه و یاخود دیار آخره نقل ایچون تبعهٔ مرقومه‌نك وکرك وکیللرینك ممالك شاهانه‌نك هر بر محلندن مبایعه ایلدکلری هر نوع امتعه و اشیا اوزرینه اداسی لازم کلان کمرك رسوماتیچون بیك سکز یوز قرق یدی سنهٔ میلادیه‌سی کانون ثانیسندن اعتباراً مدت معلومه ایله اولوقتك رایجنه کوره تنظیم اولنمش

1862 اولان تعرفه‌نك مدتى منقضيه اولمش ايسه‌ده بعض اسباب مانعه حيلولتيله
تجديدى تأخر ايلمش اولديغنه و بر موجب معاهده تجديد تعرفه‌يه طرفين
طالب بولنديغنه نباء طرف دولت عليه‌دن و اوستريا سفارتى جانبندن تعين
قلنان مأمورلر بالدفعات اجتماع ايدرك بر قطعه تعرفه دفترى تنظيم اولنمش
اولمغله ممالك محروسه ايله اوستريا ممالكى محصولات و امتعه‌سنك بر وجه آتى
تعريفلرينه ابتدار اولنور

IMPOR

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
A.		
Acciajo di Germania	Stahl, gewöhnlicher .	عادی چلیك نمچه
Aceto	Essig	سرکهٔ فرنکی
Acqua della Regina .	Königswasser . . .	قرال صوبی
„ di Cologna .	Kölnerwasser . . .	تریسته دن کلان قولونیه صوبی
„ di Limone . .	Citronensaft . . .	لیمون صوبی
„ forte . . .		کذاب صوبی
„ rasa . . .	Terpentinöl . . .	روغن نفت
„ vita detta Ginabro . . .	Wachholderbranntw.	عرق چینوره
„ vita detta Maraschino . .	Rosoglio, Maraschino genannt	عرق ماراسکینو تعبیر اولنور
Aghi da cucire dell'Austria	Nähnadeln aus Oesterreich	اکنهء نمچه یعنی اوستریا
Aghi da pomolo di Germania . . .	Stecknadeln aus Deutschland . .	طوپلی اکنهٔ نمچه
Aghi da vela di Germania	Segel- u. Packnadeln	حربه لی اکنه
Aghi smaltati . . .	Email. Stecknadeln .	نمچه محصولی طوپلو مینه لی اکنه
Agraffi e bottoni, di ogniqualità . . .	Agraffen und Knöpfe aller Art	بالجمله قوپچه و دوکمه
Aleppini detti Sciaiachi di Germania ordinarii	Alepinnen, genannt Schalaki aus Deutschland .	عادی شالاکیء نمچه

TAZIONE.

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Aadi Celik-i-nemce . . .	il cantaro	128,10		10,24	
Sirke-i-frenghi	"	93,10		7,44	
Kral suju	sul valore				
Triesteden gelen Kolonia suju	la scatola di 6 fiasche	33,		2,64	
Limon suju	sul valore				
Kezab suju	"				
Rughan-i-neft	l'occa	5,55		0,44	
Arak-i-Ginevra	"	6,15		0,49	
Arak maraschino taabir olunur	la fiasca	6,45		0,51	
Ine-i-nemce jani Austria .	il paco 50.000	186,90		14,95	
Thoplu-ine-i-nemce . . .	sul valore				
Harbali ine	"				
Nemce mahssuli thoplu mineli ine	"				
Bilgiumle kopcia ve döjme	"				
Aadi scialaki i nemce . .	il picco	7,40		0,59	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Aloe sucotrina . . .	Aloe Sukotrina . .	صارى صابور
Allume di Trieste e dell' Ungheria . .	Alaun von Triest u. aus Ungarn . . .	تريسته و مجارستاندن كلان شاب
Ambra griggia . . .	Ambra	عنبر
Ami da pescare . .	Fischangeln . . .	تريسه‌دن كلان بالق اولطه‌سى
Amido	Stärke	قولا تعبير اولنور نشاسته
Amonio (pepe garofanato)	Piment (Neugewürz)	بهار جديد
Ancore di ferro . .	Eiserne Schiffsanker	تيمور لنكر سفينه
Antimonio	Spiessglas . . .	تيمور بوزان
Argento lavorato . .	Gearbeitetes Silber .	سيم اوانى
„ vivo . . .	Quecksilber . . .	جيوه
Arsenico	Arsenik	سم الفاره
Avorio (denti d'elefanti)	Elfenbein	فيل ديشى
Avorio in tocchi . .	„ in Stücken	فيل ديشى خرده‌سى
Azzurro, ossia Turchinetto e sue imitazioni	Lazurstein u. dessen Nachahmung . .	لاجورد بويا و تقليدى
B.		
Balsamo di Europa .	Balsam	روغن پلسنك
Bauli vuoti di Trieste e di Venezia. rossi e neri di ogni qualità	Koffer, leere, aus Triest u. Venedig, rothe u. schwarze, aller Art	وندیك و تريسته كارى تهى اثواب صندوغى قرمزى و سياه بالجمله

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Ssari ssabur	l'occa	7,95		0,63	
Triesteden ve Magiaristanden gelan sciab . .	il cantaro	76,40		6,11	
Amber	sul valore				
Triesteden gelan Balik olthasi	„				
Kola taabir olunur nisciaste	l'occa	4,35		0 34	
Bahar-i-gedid	„	5,65		0,45	
Timur-lengher-i-sefine . .	il cantaro	133,75		10,70	
Timur bozan	sul valore				
Sim avani	„				
Giva	l'occa	36,85		2,94	
Semm-ül fare	il cantaro	147,90		11,83	
Fil disci	l'occa	91,70		7,33	
Fil disci churdesi	„	34,00		2,72	
Lagiverd boja ve taklidi .	„	8,40		0,67	
Rughan-i-pelesenk . . .	„	36,20		2,89	
Venedig ve Trieste kiari tehi essvab ssandùghi kirmizi ve sijah . . .	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Benzoe	Benzoe	عسلبند
Berette di cotone, bianche e colorite	Schlafmützen, aus Baumwolle gewirkt, weiss und färbig	پنبه‌دن بیاض و اولان اسقوفه
Berette rosse (Fess) di Germania ordinarie, dette Agatscmarca con e senza fiocchi	Rothe türk. Mützen aus Deutschland, ordinär, genannt Agatschmarka mit und ohne Quasten	دنا فس نجه اغاج مارقه
Berette dette all' uso di Livorno . . .	Rothe türk. Mützen, Nachahmung aus Livorno	الیغورنو تقلیدی صغیر فس نجه
Berette dette Megidije	Rothe türk. Mützen, gen. Medschidije .	مجیدیه تعبیر اولنور فس نجه
Biacca di Genova .	Bleiweiss aus Genua	اسفیداج جنویز
Biacca di Trieste . .	Bleiweiss von Triest	اسفیداج تریسته
Birra dell' Austria in barili	Bier aus Oesterreich in Fässern . . .	فوچی ایله کلان اوستریا ارپه صویی
Blù di Baviera detto Oltremarino . .	Blaue Farbe, genannt Oltremarin . . .	منا ماویسی بویا
Blù di Baviera ordinario detto Südmavissi	Blaue Farbe, ordinäre Gattung, genannt Südmavissi . . .	سود ماویسی بویا
Blù di Berlino . . .	Berliner Blau . . .	جوید بج تعبیر اولنور پروسیا ماویسی بویا
Borace raffinato . .	Borax, geläutert . .	تنکار

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10 %		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Aselbend	l'occa	29,25		2,34	
Pembeden bejas ve elvas uskufe	sul valore				
Edna fes-i-nemce a gadsc marca	la dozzina	24,15		1,93	
Livorno taklidi ssaghir fes-i-nemce	„	48,25		3,86	
Megidije taabir olunur fes-i-nemce	„	86,65		6,93	
Isfidadsc-i-gineviz . . .	sul valore				
Isfidadsc-i-Trieste	sul valore				
Fuci ile gelan Austria arpa ssuju.	l'occa	2,70		0,21	
Mine mavisi boja . . .	sul valore				
Süd mavisi boja	„				
Gevid-i-bedsc taabir olunur Prussia mavisi boja . .	„				
Tenkiar.	l'occa	11,80		0,94	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Bottoni, v. Agraffi.		
Brittoli ordinari di Germania . . .	Gemeine Messer (Taschenveideln) . .	مدور اغاج صاپلی چاقی بچه
C.		
Calze e calzette di ogni genere . . .	Strümpfe und Socken aller Art	بالجمله چوراب و قالچته
Campanelli	Schellen	چنغرق
Candele di spermaceti	Wallrath (Spermacet-Kerzen) . . .	اسپرماجتو تعبیر اولنور بالق یاغندن موم
„ steriche . .	Stearinkerzen . . .	موم استرین تعبیر اولنور
Canella di Ceilon . .	Zimmt aus Ceylon .	دارچین سیلانی
„ fina	„ feiner . . .	
„ ordinaria detta cassia lignea . .	„ ordinärer . .	دارچین بیاغی
Canfora	Kampher	کافور
Cantaride	Kanthariden . . .	قوندوز بوجه کی
Canutiglia, lametta d'oro e d'argento e lustrini fini . .	Blettschlag u. Faden aus Gold u. Silber	سیم پول و طرطیل و الوانی ایکی و اوج یالدیرلی صاری و بیاض و الوان اعلا و اوسط
Canutiglia lametta due e tre volte dorata, bianca e gialla	Blettschlag u. Faden, falsche, zwei- oder dreimal vergoldet	و ادنا یلانجی پول و طرطیل و تل
Capelli di ogni genere	Hüte aller Art . . .	بالجمله شاپقه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Müdevver agadsc ssapli ciaki nemce	sul valore				
Bilgiumle ciorab ve kalcetta	"				
Cingrak	"				
Ispermaceto tao bir olunur balik jaghïndan mum . .	l'occa	33,80		2,70	
Mum isterik taabir olunur	"	16,00		1,28	
Darcin-i-Seïlani	"	15,50		1,24	
Darcin-i-bajaghi	"	12,45		0,99	
Kizfur	"	26,85		2,14	
Kuaduz boceghi.	ad valorem				
Simpul ve thirthit ve elvani	il meticale	6,60		0,52	
Iki ve utsc jaldizli ssari ve bejas ve elvan aala evsath ve edna jalangi pul ve thirthil ve tel	sul valore				
Bilgiumle sciapka	"				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Carbone fossile . .	Steinkohlen . . .	معدن كمورى
Carne di majale salata	Schweinefleisch, gesalzen	طوزلو لحم خنزير
Carne di majale fumata	Schweinefleisch, geräuchert	بصديرمهٔ خنزير
Carta di ogni genere	Papier aller Gattung	بالجمله كاغد
Carta per siggari . .	Zigarettenpapier . .	كاغد صيغاره
Carte da giuoco di Germania di ogni genere	Spielkarten aus Deutschland aller Art	كاغد لعب
Cascariglia		قاشقارليه تعبير اولنور عنبر قبوغى
Casimir, vide panni		
Cassette, vide specchi		
Catrame dell' Austria	Theer aus Oesterreich	قطران نمچه
Cera lacca	Siegellack	مهر مومىء نمچه
„ lavorata, e candele di		ايشلنمش شمع عسل
Ceste di ogni qualità	Körbe aller Art . .	بالجمله سپت
Chetabi con seta e semplici	Ketabi, mit Seide u. einfach	حريرلو و صاده كتابىء نمچه
Cicchere, da caffè ordinarie	Kaffehschalen, gewöhnliche . . .	بجكارى عادى طپراق فنجان
China	China	قناقنا

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Maaden kö-mürü	sul valore				
Thuzlu lahm-i-chinzir. . .	il cantaro	127,40		10,19	
Bassdir ma-i-chinzir . . .	sul valore				
Bilgiumle Kiaghad . . .	"				
Khiaghad-i ssigara. . . .	"				
Khiaghad-i lub	"				
Kasckariglia taabir olunur amber kabughi	l'occa	11,00		0,88	
Katzan-i nemce	il cantaro	73,95		5,91	
Mûhûr mumi i nemce . . .	sul valore				
Islenmisc scemi-asel . .	l'occa	28,10		2,24	
Bilgiumle seped.	sul valore				
Harirli ve sade ketabi-i-nemce	"				
Bedsckiari aadi thoprak fingian	100 pezzi	58,85		4,70	
Kinakina	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Chincaglieria, cristalli e majoliche .	Kurze Waaren (Quincaillerie), Spiegel u. s. w.	خردوات و اينه
Chiodi di Trieste .	Nägel aus Oesterreich	مسمار تريسته
„ con testa d'oro	„ mit Goldköpfen	قابره
Cinabro	Zinnober	زنجفره
Cioccolata	Chocolade	چقولاته
Cocciniglia	Cochenille	قرمز
Colofonio	Kolophonium . .	رچينا
Coltelli e forchette ordinarie con manico di osso, corno, legno e ferro . .	Ordinäre Messer u. Gabeln mit Griffen von Bein, Horn, Holz und Eisen .	كميك و بوينوز صاپلى قبا بياغى چتال و بچاق بچه
Conterie a lume dette di Venezia . . .	Farbige Glasperlen aus Venedig . .	الوان سيلانى بونجق
Conterie a peso di Venezia	Farbige grössere Glasperlen aus Venedig	قيه بونجغى
Coralli per corone 1. qualità . . .	Korallen in Schnüren, feine	تسبيحليك اعلا مرجان ديزى
Coralli per corone 2. qualità . . .	Korallen in Schnüren, mittlere	اوسط ديزى مرجان
Coralli per corone 3. qualità . . .	Korallen in Schnüren, ordinäre	ادنا ديزى مرجان
Coralli greggi . . .	Korallen unverarbeitete	خام مرجان

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Churdevat ve aïna	sul valore				
Mismar i Trieste	il cantaro	145,40		11,63	
Kabare	sul valore				
Zingefire	l'occa	51,45		4,11	
Cioccolata	„	25,25		2,2	
Kirmiz	„	59,45		4,75	
Ricina	„	35,40		2,83	
Kemik ve boi-nuz ssapli kaba, bajaghi ciatal ve biciak-i nemce	12 paja pezzi 24	20,10		1,60	
Elvan silani bongiuk . .	l'occa	22,85		1,82	
Kija bongiughu	sul valore				
Tesbichlik aala mergian dizi	l'occa	1380		110,40	
Évsat dizi mergian	„	480		38,40	
Edna dizi mergian	„	180		14,40	
Cham mergian . .	„	781,20		62,49	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Cordelle e legami di seta, gaz e filo . .	Schnüre und Bänder von Seide, Gaz u. Zwirn	غاز و حریر و اطلس بالجمله قوردلا
Cordoncini di lana .	Schafwollschnüre .	بیاغی شرید
Cotonine e nanchini (Printanières) schietti, rigatti ed a quadretti buona e falsa tinta alti da $^5/_8$ a un picco .	Gestreifte, glatte u. geblümte echte u. falschfärbige Nankins (Printanières) $^5/_8$ bis 1 Pick . .	طراقلی و چیچکلی و چبوقلی و سائر خاص و قلب اعلا و اوسط و ادنا شیطان بزیء بچه انی بش ربعدن بر اندازه یه قدر
Cremma di tartaro .	Weinstein	قریم تارتار
Crespo di seta largo e stretto	Breiter u. schmaler Seidenkrepp . .	انلی و انسز برنجق
Crume (color giallo)	Chromgelb	سرای صاریسی و جهانکوی بویا
Cubebe	Kubeben	کبابهٔ بچه
Cucchiaj e forchette di ferro stagnato grandi	Grosse verzinnte eiserne Löffel und Gabeln	قلایلی تیمور قاشق و چتال کبیر
Cucchiaj di ferro stagnato piccoli . . .	Kleine verzinnte eiserne Löffel . .	قلایلی تیمور قاشق صغیر
Curcuma	Gelbwurz	زرده چاو
D.		
Damegiane vuote .	Ueberflochtene grosse Flaschen	وندیك و تریسته کاری حصیرلی شیشه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Gas ve harir ve atlas bilgiumle kordela	sul valore				
Japaghi scerid	"				
Tharakli ve cicekli ve cibukli ve sair chass ve kalb aala ve evsath ve edna sceïthan bezi i nemce eni besc rubdan bir endazeje kadar . .	l'auna	1,50		0,12	
Krimtartar	l'occa	16,60		1,32	
Enli ve ensig burungik . .	sul valore				
Serai ssarisi ve gihanköi boja	l'occa	sul valore			
Kebabe-i-nemce.	"	14,80		1,18	
Kalaili timur kaseik ve ciatal kebir	sul valore				
Kalaili timur kascik ssaghir	"				
Zerde ciau	il cantaro	155,50		12,44	
Venedik ve Trieste kaiari hassirli scisce	l'una	15,70		1,25	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
		چبوقلی و طراقلی و داللی و سائر
Demicotoni di Germania d'ogni qualità, alti da 5/8 a 6/8 il picco . . .	Demicoton aus Deutschland von jeder Gattung, 5/8 bis 6/8 breit . . .	اعلا و اوسط وادنا دیمقطون بچه انی بش ربعدن التی ربعه قدر
Demicotoni di Germania d'ogni qualità, alti da 6 1/2 a 7 ottavi il picco .	Demicoton aus Deutschland jeder Gattung, 6 1/2 bis 7/8 Picc.	دفعه انی التی بجق ربعدن یدی ربعد قدر
Dittali di ferro, ottone e piombo . . .	Fingerhüte aus Eisen, Messing u. Blei .	صاری تنکه و تیمورو قورشوندن یوکك
Dok, vide tela.	Dok, siehe Leinwand.	
E.		
Esca	Frictionsschwamm .	چقماقسز قاو
F.		
Fajanze, piatti, servizj da tavola e da tè	Steingut, Teller, Tafel- und Theeservice. gewöhnliches	بچکاری عادی طبراق طباق و چای و صفره طاقمی
Falci grandi e piccoli	Grosse und kleine Sensen u. Sicheln	صغیرو کبیرطرپان و اوراق
Ferri per stirare di Germania . . .	Plätteisen aus Deutschland	تیمور اوتی بچه
Fes vide berette rosse	Fess, siehe rothe Mützen.	

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Cibukli ve tharakli ve dalli ve saïr aala ve evsat ve edna demikoton-i-nemce, eni besc rubdan alti ruba kadar	la jarda	1,5		0,8	
Defaa eni alti buciuk rubdan jedi ruba kadsr	„	1,80		0,14	
Ssari teneke ve timur ve kursciundan jûzûk . . .	la grossa di 144 pezzi	19,40		1,55	
Csakmaksiz kav	sul valore				
Bedsckiari aadi thoprak thabak ve ciai ve ssofra thakimi	„				
Ssagr ve kiebir thirpan ve orak	l'una	5,15		0,41	
Demir ûti-i nemce	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Filo di Bologna d'argento falso, bianco e giallo	Falscher Silberdraht, weisser und gelber	معـــدن مارقا تلی تعبیر اولنـــور بیاض و صاری
Filo di cotone (di Germania)	Baumwollgarn aus Deutschland . .	رشتهٔ تیرهٔ نمچه
Filo di ferro, grosso e sottile . . .	Draht, Eisen-, dicker und dünner . . .	اینجه و قالین تیمور تل نمچه
Filo di ghitarra e corde di violino .	Darmsaiten	کمان کریشی
Filo d'oro detto klabdan	Gold- und Silberfaden, echt . . .	قلبدان له
Flanella (di Germania) di ogni qualità	Flanell aus Deutschland jeder Gattung	اعلا و ادنی و اوسط فلانلهٔ نمچه
Forbici grandi e piccoli	Scheeren, grosse u. kleine, aus Deutschland . . .	صغیر و کبیر مقراص نمچه
Forchette di ferro stagnato, vide cucchiaj.	Gabeln von verzinntem Eisen, siehe Löffel	
Frangie d'oro e d'argento, fini ricami sopra veluto ed altre stoffe . . .	Gold- und Silberfransen, feine Stickerei auf Sammt u. anderen Stoffen	چیچکلی و قطیفه‌لی قلبدان صچاق و شرید
Fulminanti	Reibzündhölzchen .	چقماقسز کبریت
G.		
Galloni d'argento e d'oro	Gold- und Silberborten	قلبدان شرید

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Maden marka teli taabir olunur bejas ve ssari . .	l'occa	9,30		0,74	
Riscte-i-tire-i-elvan. . . .	sul valore				
Inge ve kalin timur tel-i-nemce	"				
Keman ghirisci	"				
Klabdan-i-leh	il pacco di 80 dram.	331,85		26,54	
Aala ve edna ve evsath flanella-i-nemce	la pezza di 55 picchi	273,90		21,91	
Ssaghir ve kebir mikrass-i-nemce	la dozzina	9,30		0,74	
Cicekli ve kathi feli klabdan ssaciak ve scerid. .	sul valore				
Ciakmaksiz kibrit	"				
Klabdan scerid	"				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Garofani	Gewürznelken . . .	قرنفيل
Gelamia (Zinco) . .	Zink	توتيا
Gialappa	Jalappe	چلاپهٔ نجه
Giucarelli di legno .	Spielzeug aus Holz .	چوجق اغاج اويونجغى
Gomma gotta . . .	Gummigutt . . .	غومه غوطه
„ lacca . . .	Gummilack	غومه لاقه
Guanti di filo di cotone bianchi e neri	Baumwollhandschuhe jeder Art	بياض و سياه تيره‌دن معمول بياغى الديوان
I.		
Indaco del Bengale .	Indigo aus Bengalen	جويد هندى صنديق ايله كلان بنغال تعبير اولنور
„ di Madrasi .	„ „ Madras .	جويد هندى مادراس تعبير اولنور
L.		
Lametta	Messingdraht in Knäuel	مقره تلى
Lana per ricamo . .	Stickwolle (Zephirwolle)	نقش اشلك ايچون بياض والوان يون ايپكى
Lardo (sciolto) . .	Speck (geschmolzen)	روغن خنزير
Lastre di Lavagna per scrivere . .	Rechnentafeln . . .	يازو طاشى
Lastre vetro in-, vide ves ro.	Glastafeln, siehe Glas.	

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo di falco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Karanfil	l'occa	5,95		0,47	
Tutia	"	3,75		0,30	
Gialappa.	"	43,40		3,47	
Cioguk Agadsc ojungighi .	sul valore				
Goma gota	l'occa	50,95		4,07	
Goma laka	"	17,00		1,36	
Bejas ve sijah tireden maamul eldivan.	sul valore				
Gevid-i-hindi ssanduk ile gelan bengal taabir olunur.	l'occa	10,915		8,73	
Gevid-i-hindi madras taabir olunur	"	49,40		3,95	
Makara teli.	il pacc. di 60 dram.	8,35		0,66	
Naksc isclemek iciun bejas ve elvan jûn ipeghi .	l'occa	78,30		6,26	
Rughan-i-chinzir	"	12,25		0,98	
Jazu tasci	la dozzina	12.85		1,02	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Lattoname in tavole, filo di ottone . .	Messingblech u. Messingdraht . . .	صاری تنکه و تل دوز تخته و تنکه و تل
Latoname in rotoli .	Messingblech in Rollen . . .	بورمه تخته و تنکه
Legno Campeggio .	Kampeschenholz . .	بقام قامپیجیو مور دیمکدر
„ Fernambuco .	Fernambukholz . .	فرنامبوقو تعبیر اولنور آل و پورتقال بقام
„ Santa Marta .	St. Martha-Holz . .	بقام سانطه مارقه
„ Sassafrassi .	Sassafrass-Holz . .	سالسفراسی
Levantine, vide seterie.		
Lime (di Germania) ordinarie . . .	Ordinäre Feilen aus Deutschland, in Stroh verpackt .	صمانلی اکهٔ نجه
Lime per orefici . .	Ordinäre Feilen für Goldschmiede . .	قیوجی اکه سی
Litargirio	Glätte	مرده سنك
Luci d'Ebreo, vide specchi.		
Lustrini, vide pelli, seterie.		
M.		
Magnesia	Magnesia	مغنسیا
Mandarini detti Scialacchi, vide Aleppini.		

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Ssari teneke ve tel duz tahta ve teneke ve tel . . .	l'occa	16,05		1,28	
Burma tahta ve teneke . .	„	21,20		1,69	
Bakam-i-kampeggio mor demek dûr	il cantaro	34,80		2,78	
Fernambuko-taabir olunur al ve portukal bakam . .	„	421,90		33,75	
Bakam-i-santa Marka . . .	„	130,45		10,43	
Salsafrasi	l'occa	3,90		0,31	
Ssamanli ine-i-nemce . . .	sul valore				
Kuj-umgi inesi	la dozzina	21,40		1,71	
Mûrdesenk	il cantaro	147,60		11,80	
Magnisa	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشیا
Mandorle senza scorze	Mandeln ohne Schale	بادم ایچی
Manna	Manna	قدرت حلواسی
Marochini (di Germania) a fiori . .	Marokin in Blumen	چیچکلی سختیان نمچه
Marochini (di Germania) coloriti .	„ in Farben .	الوان سختیان نمچه
Merinos (di Germania) e sciali, largo e stretto, unito e a fiori	Merinos und Schali, breit und schmal, glatt u. geblümt .	انلی و انسز چیچکلی و دوز شالی و مارینوز نمچه
Merluzzo (Baccalà, Stockfish) . . .	Stockfisch	بقالاری استوقفش تعبیر النور قوری بالق
Metallo battuto . .	Blattgold (falsches)	کاذب ورق
Minio	Mennig	سلوکن
N.		
Nanchini, vide cotonine.		
Nastri, vide cordelle.		
Nitro naturale . . .	Roher Salpeter . .	قال اولنمامش کهرجله
„ purificato . .	Geläuterter Salpeter	قال اولنمش کهرجله
Noce muscata . . .	Muscatnuss	جویز هندستان
O.		
Occhi di granchio . .	Krebsaugen	عین سرطانی

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Badem ici	sul valore				
Kudret halvassi.	"				
Cicekli sachtian-i-nemce . .	12 pelli	159,80		12,78	
Elvan sachtian-i-nemce . .	la dozzina pelli	138,80		11,10	
Enli ve ensiz, cicekli ve duz sciali ve merinos-i-nemce	sul valore				
Baka lauri istok-fisc taabir olunur kuru-balik . . .	il cantaro	80,70		6,45	
Kiazib verak	sul valore				
Sulughen	il cantaro	169,00		13,52	
Kal olunmamisc kôhergele	sul valore				
Kal olunmisc kôhergele . .	"				
Geviz-i-hindostan	l'occa	45,10		3,60	
Ain-i-sarathani	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Occhiali a branche di ferro o di metallo	Brillen mit Spangen aus Eisen oder aus Metall	تیمور و معدن قولاقلی کوزلك
Occhiali ordinari (in scattole) . . . . senza branche . .	Brillen, ordinäre, ohne Spangen	ادنا قولاقسز کوزلك
Oleo di ricino . . .	Ricinusöl	رچینا یاغی
„ di vitriolo . .	Vitriolöl	روغن زاج
Oro contarino . . .	Rauschgold	شامطه تلی
Ottoni, vide lettonami.		
P.		
Padelle di ferro da friggere	Eiserne Backschüsseln	تیمور طابه
Pallini da caccia . .	Bleischrott	قورشون صاچمه
Panni di ogni genere	Tuch aller Art . .	بالجمله چوقه
Passamani, vide cordelle.		
Pece	Pech	زفت نمچه
Pelli di vitello lustrate (lustrini), bianche e nere	Lackirtes Kalbsleder, weiss und schwarz	طنه درسیندن بیاض و سیه و یطال سختیان
Pelli di vitello lustrate, in colori	Lackirtes Kalbsleder, in Farben . . .	نمچه محصولی طنه درسیندن روغنلی سختیان
Pepe	Pfeffer	ببر
Perle, false	Falsche Perlen . . .	کاذب اینجو

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Timur ve maaden kulakli gôzlûk	sul valore				
Edna kulaksiz gôzlûk. . .	"				
Ricina jaghi	l'occa	11,40		0,91	
Roghan-i-zadse	"	3,20		0,25	
Sciamatha teli	sul valore				
Timur taba.	la dozzina 6 paja	90,80		7,26	
Kursciun ssaema.	il cantaro	156,15		12,49	
Bilgiumle cioha	sul valore				
Zift-i-nemce	il cantaro	23,50		1,88	
Thana derisinden bejas ve sijah vithal sachtian . .	le 12 pelli	521,50		41,72	
Nemce mahssuli thana derisinden rughanli sachtian	"	441,60		35,32	
Biber	l'occa	5,65		0,45	
Kiazib ingiu	il mazzo di dod. fili	16,65		1,33	

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامئ متعه و اشیا
Pettini da lana . .	Wollkämme . . .	یاغی طراق
„ di corno . .	Kämme aus Horn .	بوینوز طراق
Piatti, vide fajanza, porcellana.		
Pietre d'aguzzare .	Schleif-(Wetz-)Steine	بربر یله‌کی طاشی
Piombo in pani . .	Blei in Blöcken . .	قورشون کولچه
Porcellana piatti e servizi da tè, caffè ecc. dell' Austria .	Porzellan, Teller, Speiseservice, Kaffeschalen etc. aus Oesterreich . . .	پورسلن تعبیر اولنور بجکاری طباق و صفره طاقمی و قهوه فنجانی
Precipitato	Rother Niederschlag	زرور
R.		
Rasatoj di Germania	Rasirmesser aus Deutschland . .	ادنا استورای نمچه
Raso, vide seterie.		
S.		
Salami e salsiccie .	Salami und Würste .	خنزیر صوجوغی
Sale d'Inghilterra (purgativo)	Englisches Salz (Arzenei)	طوز انکلیز اجزا ایچون تریسته‌دن کلان
Salpetro, vide nitro.		
Salsapariglia in radice	Sassaparille in Wurzel	اشلنمامش صپارینه
„ preparata	„ zubereitet	اشلنمش صپارینه
Sapone di Trieste .	Seife aus Triest . .	صابون تریسته

Nome delle mercansie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bajaghi tharak	sul valore				
Boinuztharak	le 5 dozz. 60 pezzi	38,20		3,05	
Berber bileghi tasci . . .	sul valore				
Kursciun kölce	il cantaro	135,55		10,84	
Porselen taabir olunur bedsckiari thabak ve ssofra thakimi ve kahve fingiani	sul valore				
Zurur	l'occa	82,55		6,60	
Edna Ustura-i-nemce . .	il pacco di 4 dozzine pezzi 48	17,35		1,38	
Chinzir ssuciughu	l'occa	19,30		1,54	
Thuz-i-inghiliz egza iciûn trieteden kalan	„	2,55		0,20	
Isclenmamisc ssaparina . .	„	31,80		2,54	
Isclenmisc ssaparina . . .	„	58,75		4,70	
Ssabun-i-Trieste	sul valore				

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشیا
Sarf, d'ottone bianco e giallo (sottotazze)	Sarf zu Kaffehschalen von weiss und gelbem Blech . .	بیاض و صاری تنکه‌دن ظرف
Scarpe da donna e da fanciullo . . .	Frauen- und Kinderschuhe	چوجق و زنه قوندوراسئ بچه
Scarpe da uomo . .	Männerschuhe . .	قوندورای بچه ارکك ایچون
Scatolami di legno .	Holzschachteln . .	تهی اغاج قوطی
Scatole di banda con specchi	Blechschachteln mit Spiegeln	اینه لی تنکه قوطی
Schioppi da caccia, pistole e arma di lusso	Jagdflinten, Pistolen und Luxuswaffen .	صید تفنکی و پشتو و زینت اسلحه‌سی
Scialachi, vide Aleppini.		
Sciali, vide Merinos.		
Scopette da abiti ordinarie . . .	Kleiderbürsten, gewöhnliche .	عادی اثواب فرچه‌سی
Scopette da scarpe .	Schuhbürsten . . .	قوندوره فرچه‌سی
„ d'orefice di filo d'ottone . . .	Goldschmiedbürsten aus Messingdraht	قیومجی فرچه‌سی
Scorze di narangie e limoni	Citronen- und Orangenschalen . .	لیمون و پورتقال قبوغی
Seme di sabadiglia .	Sabadilien-Samen .	سپارینه تخمی
„ santo	Wurm-Samen . . .	خوره‌سانی
Seterie di ogni genere	Seidenwaaren aller Art	اطلس و جامفس مثللو اقمشهٔ حریریه

Nome delle mercansie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10 %		Dazio di 8 %	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bejas ve ssari lenekeden sarf	sul valore				
Ciogiuk ve zene kundurassi-i-nemce	"				
Kundura-i-nemce erksk icifûn	"				
Tehi agadsc kuthu	la botte	761,55		60,92	
Ainali teneke kuthu . . .	la dozzina	4,85		0,38	
Ssaid tûfenghi ve pisctow ve zinet eslihasi . . .	sul valore				
Aadi essvab furciasi . . .	sul valore				
Kundura furciasi	la dozzina	12,60		1,00	
Kujumgi furciasi	lascatola (10 carte ossia) di 30 pezzi	50,50		4,04	
Limon ve portukal kabughi	l'occa	4,10		0,32	
Saparina tochumu	sul valore				
Chorasani	"				
Athlas ve gianfes missillû akmisce-i-haririje . . .	"				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Smocolatoï (di Germania)	Lichtscheeren aus Deutschland .	موم مقراصئ نچه
Solfato di China . .	Sulfat von Chinin .	سولفاطو
Specchi detti luci d'Ebreo	Spiegel, luci d'Ebreo genannt	چپلاق اينه
Specchi in carta .	Spiegel, kleine, in Papier	خرده اينه
„ in cassette a dama ed altre cassette	Spiegel in Damenbrettkistchen und anderen Kistchen	اينه‌لى و سائر چكچهٔ نچه
Specchi in cornici .	Spiegel in Rahmen, jeder Grösse . .	كبير و صغير معمول اينهٔ نچه
Spille, vide aghi a pomolo.		
Stivali (di Germania)	Stiefel	چزمهٔ نچه
Storace calamita . .	Storax calamita . .	بخور مريم
„ liquido . .	„ geläutert . .	قره‌كونلك ياغى
Sublimato	Sublimat	سلومن
T.		
Tamarindo di Europa	Tamarinde	اوروپا محصولى تيمور هندى
Tape di Legno sughero	Korkpfropfen . . .	بوقال منطارى
Tavole di Trieste e Venezia	Bretter aus Triest u. Venedig	تختهٔ تريسته

Nome delle merçanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Mum mikrasi-i-nemce . . .	5 dozzine pezzi 60	58,70		4,69	
Solfato	sul valore				
Ciplak aina	due casse da 15 in ogni cassa fino a 60 lastre in tutto	138,50		11,08	
Churde aina	la dozzina	6,25		0,50	
Ainali ve saïr cekmege-i-nemce	sul valore				
Kebir ve ssaghir maamul aina-i-nemce	"				
Cisme-i-nemce	"				
Buhur-i-meriem	"				
Karagûnlûk jaghi	l'occa	9,65		0,77	
Sûlûmen	"	59,50		4,76	
Evropa mahssuli timur-i-hindi	l'occa	6,20		0,49	
Bokal manthari	le 1000 due occhе	56,35		4,50	
Tahta-i Trieste	le 100	623,10		49,84	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Tela di lino di ogni qualità	Linnenzeug aller Art	اعلا و ادنا و اوسط کرپاس کتان نمچه
Tela di lino tovaglie e tovaglini di . .	„ zu Tischzeug und Gedecken aus	کتان صفره بزیء نمچه
Teriaca ottima (Altunbasc) e ordinaria	Theriak, bester, genannt Altunbasch, und gemeiner . .	التون باش و بیاغی تریاق
Terraglia, vide cicchere, fajanza, porcellana.	Erdgeschirre, siehe Schalen, Steingut und Porzellan.	
Terra rossa, colore rosso detto Asci boja	Braunroth-Farbe . .	اشی بویا
Tiranti di Germania di ogni genere . .	Hosenträger aus Deutschland aller Gattungen . .	اصقیء نمچه بالجمله
Trementina	Terpentin	تره منتی
Tul di seta e vela a fiori	Seidentüll und geblümter Gazestoff	تول و غاز و بورنجق اشله بیون باغی و منديل
Turchinetto, vide azzurro.		
V.		
Veluto (di Germania) di cotone a fiori .	Sammt aus Deutschland, Baumwoll-, geblümt . . .	پنبه‌دن بصمه قطیفهٔ نمچه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Aala ve edna ve evsath kirpas ketan-i-nemce . .	sul valore				
Ketan ssofra bezi-i-nemce .	"				
Altunbasc ve bajaghi teriak	"				
Asci boja	"				
Asski-i-nemce bilgiumle . .	"				
Terementi	l'occa	6,95		0,55	
Tul ve ghaz ve burungik iscleme bojun baghi ve mandil	sul valore				
Pembeden bassma kathife-i-nemce	la jarda	5,40		0,43	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Veluto (di Germania) di cotone liscio da 24 a 26 pollici largo	Sammt, Baumwoll-, glatt	پنبه قطیفهٔ نمچه دوز
Veluto di seta meschiata con cotone	Sammt, Seiden-, mit Baumwolle gemischt	حریر و پنبه ایله مخلوط قطیفهٔ نمچه
Veluto tutto di seta a tre pelli .	Sammt ganz aus Seide, genannt a tre pelli	ساده حریر قطیفهٔ نمچه
Verderame in pani .	Grünspan in Stücken	چنکار کولچه
„ raffinato .	„ krystallisirt	قلم چنکار
Vetrami di ogni genere (come vetri, cristalli ecc.) . .	Glaswaaren aller Art	قاشون ایله کلان الماس طراش و بللور و شیشه مثللو بالجمله اشیای زجاجیه
Vetri d'orologio . .	Uhrgläser	صاعت جامی
„ in lastre da 20—200 lastre . .	Fensterscheiben . .	یکرمیلکدن ایکیوزه قدر جام نمچه
NB. Se in una cassa si ritrovassero più o meno di 200 piedi quadrati di tal vetrame, il dazio se ne riscuoterà proporzionatamente.	Wenn sich in einer Kiste mehr oder weniger als 200 Quadratfuss solchen Glases vorfinden, so wird der Zoll davon im verhältnissmässigen Betrage eingehoben.	
Vino del Rheno . .	Rheinwein	خمر رینو
„ di sciampagna d'Austria	Champagnerwein aus Oesterreich . . .	خمر شامپانیهٔ نمچه
„ di Ungheria in bottiglie	Wein aus Ungarn in Flaschen . . .	خمر مجارستان

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Pembe kathife-i-nemce duz	la jarda	3,95		0,31	
Harir ve pembe ile machluth kathife-i-nemce	sul valore				
Sade harir kathife-i-nemce	sul valore				
Cenkiar kôlce	l'occa	27,65		2,21	
Kalem cenkiar	„	35,50		2,84	
Kascion ile ghelan elmas thrasc ve billur ve scisce missilû bilgiumle escia-i-zûgiagie	ad valorem condizionalmente, vide annotazione				
Saat giami	sul valore				
Jirmilikden iki juze kadar giam-i-nemce	le due casse	117,40		9,39	
Chamr-i-rino	sul valore				
Chamr - i - sciampagnia i Austria	„				
Chamr-i-Magaristan . . .	la bottiglia	8,00		0,64	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Vino ordinario d'Austria in barili .	Wein, ordinär, aus Oesterreich, in Fässern	خمر عادیء نمچه
Vitriolo, blù	Vitriol, blauer . . .	کوز طاشی
„ verde . . .	„ Kupfer- .	زاج قبریس
Z.		
Zecchini falsi, gialli .	Rechenpfennige aus Messing	صاری تنکه‌دن منغر
Zenjero, bianco e bruno	Ingwer, weisser und gelber	زنجبیل بیاض و صاری
Zinco, vide gelamia.		
Zolfo a fiori . . .	Schwefel in Blumen .	کوکرد چیچك
„ in canne . . .	„ Stangen .	کوکرد چبوق
„ naturale . .	„ roher . .	کوکرد کولچه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Chamr-i-aadi-i-nemce . . .	l'occa	3,15		0,25	
Gôz thasci	"	6,30		0,50	
Zadsc kibris	il cantaro	41,85		3,34	
Ssari tenekeden manghir. .	sul valore				
Zengebil-i-bejas ve ssari. .	il cantaro	154,00		12,32	
Kûkûrd cicek	"	115,70		9,25	
Kûkûrd cibuk	"	73,90		,91	
Kûkûrd kôlce.	"	57,90		4,63	

1862

Annotazione.

Queste casse vetrami non essendo soggette nel loro invio ad una regola invariabile, giachè contengono ora più ed ora meno di una determinata qualità, ora diverse specie di vetrami, non v' era possibilità di ridurrle a tariffa e necessariamente fu d'uopo lasciarli ad valorem, però nella seguente guisa.

1. D' ora in poi, aperte che saranno queste casse, gli oggetti contenutivi verranno esaminati e stimati separatamente. Se il prezzo fissato in questo modo convenisse al proprietario della tale cassa, egli ne pagherà il dazio di 8% in contante, previa deduzione del 10%; nel caso contrario il proprietario di una simile cassa avrà la facoltà di pagare il dazio di 8% in natura senza sconto.

Ora benchè la dogana abbia il diritto di prelevare il dazio da ogni specie di oggetti, pure allorquando si ritrovasse in una cassa una specie di articoli in un numero per cui non si potesse combinare il pagamento in natura mediante la cessione di un oggetto (cioè minore a tredici pezzi), la dogana non potrà prenderne uno di sua scielta per il pagamento del dazio in natura, ma il negoziante avrà il diritto, anche in questo caso di pagare il dazio in natura a ragione di 8% e ciò mediante oggetti di suo beneplacito. Se il valore di tali oggetti ceduti alla dogana oltrepassasse l' importo del dazio in proposito, la dogana restituirà l' eccedente, se in vece fosse inferiore, il negoziante ne compierà in contante la differenza.

2. In caso chè un negoziante, a cui non convenisse il suesposto modo di procedere, presentasse alla dogana una lista, firmata da lui, la quale indicasse la quantità e la qualità dei

vetrami rinchiusi in una tale cassa, nonchè il numero e la marca 1862
di quest' ultima, dichiarando in pari tempo in questa lista il valore, che questa cassa ha per lui, in allora la dogana, se ha fiducia in questa lista, preleverà il dazio doganale, calcolando gli 8°/₀ sul valore indicato nella suaccennata lista, però senza sconto.

All' incontrò poi se la dogana non prestasse fede alla summentovata lista, credendo il prezzo indicatovi troppo basso, essa potrà comprare la cassa in proposito, pagando al suo proprietario integralmente e senza sconto il valore dichiarato nella di lui lista.

Solamente nel caso, esposto sub N°. due il negoziante sarà obbligato di presentare la suaccennata lista prima che la cassa venisse aperta e stimata in dogana; e quando poi la dogana si determinasse a comprare una cassa nella suddetta guisa, rimborsandone l' equivalente al negoziante, essa avrà la faccoltà di esigere, che quest' ultimo ne constati la ricevuta sulla lista mediante indorsamento.

Anmerkung.

Da diese Kisten mit Glaswaaren bei der Versendung keiner unabänderlichen Regel unterworfen sind, und bald eine grössere bald eine geringere Menge einer bestimmten Qualität, bald verschiedene Arten von Glas enthalten, so war es unmöglich, sie zu tarifiren, und man war daher genöthigt, die Verzollung nach dem Werthe zu belassen, jedoch in folgender Weise:

1. Von nun an werden gleich nach der Eröffnung dieser Kisten die darin befindlichen Gegenstände untersucht und abgesondert geschätzt. Findet der Eigenthümer der Kiste den auf diese Art ermittelten Preis angemessen, so zahlt er nach Abzug von 10°/₀ den mit 8°/₀ entfallenden Zoll in Barem; im entgegengesetzten Falle steht es dem Eigenthümer der Kiste frei, den 8°/₀igen Zoll ohne Abzug in natura zu entrichten.

1862 Obschon das Zollamt berechtiget ist, den Zoll von jeder Gattung der Gegenstände zu erheben, so kann es doch in dem Falle, wenn sich in einer Kiste eine Gattung von Artikeln in einer Anzahl, welche die Zahlung in natura mittelst Cession eines Gegenstandes nicht zulässt (nämlich weniger als 13 Stücke) befindet, nicht ein Stück nach seinem Belieben als Zollentrichtung in natura wegnehmen, sondern es hat der Geschäftsmann das Recht, auch in diesem Falle den Zoll in natura mit 8% und zwar mittelst der von ihm auszuwählenden Gegenstände zu entrichten. Wenn der Werth solcher an das Zollamt abgetretenen Gegenstände den gedachten Zollbetrag übersteigt, so hat das Zollamt den Ueberschuss zurückzustellen; dagegen hat, wenn der Werth geringer ist, der Geschäftsmann den Rest in Barem zu erlegen.

2. Wenn ein Geschäftsmann, welchem das oben erörterte Verfahren nicht convenirt, dem Zollamte ein von ihm gefertigtes Verzeichniss vorlegt, worin die Menge und Beschaffenheit der in der Kiste enthaltenen Glaswaaren, sowie auch die Zahl und die Bezeichnung der Kiste mit der Erklärung des Werthes angegeben ist, den die Kiste für ihn hat, so wird das Zollamt, wenn es in den Inhalt des Verzeichnisses Vertrauen setzt, den entfallenden Zollbetrag nach Berechnung der 8% von dem in dem Verzeichnisse angegebenen Werthe, jedoch ohne Abzug, einheben.

Im entgegengesetzten Falle, wenn nämlich das Zollamt den Angaben des obgedachten Verzeichnisses nicht traut und den darin angeführten Preis für zu niedrig hält, kann es die betreffende Kiste ankaufen, indem es dem Eigenthümer den in dem Verzeichnisse angegebenen Werth ganz und ohne Abzug auszahlt.

In dem sub 2 angeführten Falle ist jedoch der Geschäftsmann verpflichtet, das obgedachte Verzeichniss vor der Eröffnung und zollämtlichen Schätzung der Kiste zu überreichen, und wenn das Zollamt den Ankauf einer Kiste in der erwähnten Art mittelst Auszahlung des Werthes an den Geschäftsmann beschliesst, ist es berechtiget, zu verlangen, dass Letzterer den Empfang des Betrages auf dem Rücken des Verzeichnisses bestätige.

1862 اشبو قاشونلرك مملو اولديغى اشيـاى زجاجيه برقاعدهٔ مطرده اوزره اولميوب كاه
بر جنسندن زياده و كاه نقصان وكاه دخى بشقه اجناس مختلفه‌يى حاوى
اوله‌رق كلمسى جهتيله تعريفى ممكن اوله‌مديغندن ناشى بالضروره رايجه براغلمسى
لازم كلمشـدر شـويله كه بعد ما اومثللو قاشونلرك ورودنده كشاد اولنوب
درونلرنده‌كى اشيـايه يكان يكان معاينه ايله تقدير قيمت اولنه‌رق اشبو قيمت
مقدره‌يه اصحابى راضى اولديغى حالده يوزده اون اسقونطه سنك تنزيليله يوزده
سكز رسم كمركنى بدلا و راضى اولديغى صورتده بلا اسقونطه عينا اعطا ايلمسى
و يوزده سكز رسم كمركنى هر برجنس مال و اشيادن الق كمركك حقى اولوب
الحق برقاشون ايچنده عينا برعدد النه‌ميه حق قدر برجنس اشيا بولنور يعنى اون
اوچ عددن اشاغى اولور ايسه اول اشيادن عينا كمركك ديله‌ديكى اشيا النمق ممكن
وله‌ميه جغندن اولحالده بوكا مقابل بازركانك ديله‌ديكى اشيادن ينه يوزده سكز
حسابيله عينـا رسم كمرك ويرمسى و عينا النه جق اشيـانك قيمتى رسم كمركدن
زائد ايسه زياده‌سنك كمرك اصحابنه رد و اعـطا و اكر نقصان ايسه اصحابى
جانب كمركه نقدا اكمال و ايفـا ايلمسى و تجاردن بر يسى بوصورتى استميوبده
قاشـونك حاوى اولديغى اشياى زجاجيه‌نك جنس و مقدارى و قاشونك مارقه
و نومروسى بيانيله كندوجه اولان قيمتنى مبين طرفندن ممضى اولق اوزره بر
قطعه دفترى كمركه ابراز ايلر و دفتر مزبوره كمرك اعتماد ايدر ايسه بلا اسقونطه
يوزده سكز رسم كمركك دفتر مذكورده محرر قيمتدن بالحساب اخذ و استحصالى
و اكر قيمت محررهٔ مزبوره‌يى كمرك نقصان ظنيله دفتر مزبوره اعتماد ايتمز ايسه
دفتر مزبورده محرر قيمتى بلا اسـقونطه تماما صاحبى تاجره اعـطا ايله اول
قاشونى كمركك مبايعه‌سى دخى جائز اولمسى و فقط بوحالده تاجر مرقوم
دفتر مزبورى قاشونك كمركجه كشاديله اشيايه تقدير قيمت قلنمزدن اول
اعطايه مجبور بولنمسى و وجه محرر اوزره كمرك قاشونى بالمبـايعه قيمتنى
صاحبنه تأديه سنده مقبوضنى مشعر دفتر مذكور اوزرينه كندوسندن امضا اخذ
ايلمسى مقرر اولمغله شرح و يرلدى

ESPOR

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
A.		
Acqua di rosa . . .	Rosenwasser . . .	كلاب
Acquavita Mastica .	Mastika, Branntwein	عرق مصطكى
„ semplice, detta Sume da 16 a 18 gradi . . .	Branntwein, einfacher (Sumé), aus Trebern von 16 bis 18 Graden . . .	عرق صومه تعبيراولنور جبروندن حاصل اولان قيراط ١٦ ١٨ دره جه‌يه قدر
Aba (stoffa) di Filippopoli, colorita, detta Sivri, Caja e Cudri Jaus . . .	Aba (Stoff) aus Filippopel. färbig, Sivri, Caja und Cudri Jaus genannt .	سيورى قيا و قوردى ياوز تعبير اولنور الوان عباء فلبه
Aba di Salonicco bianca e nera . . .	Aba aus Salonich, weiss und schwarz	بياض و سياه عباء سلانيك
Aba (stoffa) di Selimnia, detta Aba tiftik	Aba aus Selimnia, Aba Tiftik genannt .	تفتك عباء اسلمه
Aba di Selimnia, nera	Aba aus Selimnia, schwarz	سياه عباء اسلمه
„ di Selimnia per calzette	Aba aus Selimnia, zu Socken	قالجينلق عباء اسلمه
„ per militare di Balikeser, Basargic e Filippopoli . .	Aba für Militär aus Balikkeser, Pasardschik und Filippopel	عسكر ايچون باليكسر و بازارجق و فلبه عباسى
Aba berette di, vide berette.		
„ capotti di Filippopoli e Zagra . .	Aba-Regenmäntel aus Filippopel und Zagra	يغمورلق فلبه و زغره

TAZIONE.

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Gûlab	l'occa	2		0,16	
Arak-i-Mastiki	"	5,80		0,46	
Arak-i-Sume taabir olunur gebreden hassil olan kirat on alti on sekiz dereceje kadar	"	2,90		0,23	
Sivri kaja ve kurdi jaus taabir olunur elvan Abai Filibe	la pezza di 17 a 19 picchi	43,30		3,46	
Bejas ve sijah aba-i-Selanik	la pezza di 16 a 17 picchi	30		2,40	
Tiftik Aba-i-Islimie . . .	la pezza di 11 picchi	53,30		4,26	
Sijah Aba-i-Islimie . . .	la pezza di 19 picchi	36,70		2,93	
Kalcinlik Aba-i-Islimie . .	il pezzo di 3 picchi	23,30		1,86	
Askier icium Balikeser ve Bazargik ve Filibe abasi	la pezza di picchi 11	22		1,76	
Jagmurluk i Filibe ve Sagra	il pezzo	73,30		5,86	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Aba scarpini, vide scarpini.		
„ uose di, vide uose.		
„ vesti, superiore, di Selimnia e di Zagra ricamati quindici volte con passamani di lana .	Aba-Kleidungsstücke, beste, aus Selimnia und Zagra mit 15 Schnüren aus Schafwolle besetzt	اون بش قات يوك غيطان ايله ديكلمش عباء اسلمبه و زغره اعلا
Aba di Casan a sette cordoni . . .	Aba (Kleidungsstück) aus Casan mit 7 Schnüren . . .	يدى قاتلى قزان عباسى
Aba dette demir coparan di Aba tiftik di qualità media .	Aba, genannt Demirkoparan, aus Aba-Tiflik, mittlere Gattung	تفتك عبادن اوسط تيمور قوپاران
Aba dette demir coparan a uno sin tre cordon, cordoninarie	Aba, gemeine (Demirkoparan), mit 1 bis 3 Schnüren .	بر اوچ قاتلى تيمور قوپاران ادنا عبا
Agabani (stoffa) di Bagdad	Agabani (Stoff) von Bagdad	اغا بانىء بغداد
Agabani di Costantinopoli	Agabani von Constantinopel	اغا بانىء استانه
Aghi di Meduni . .	Nadeln von Meduni .	ايكهٔ مدرنى
Alagia (tessuti) di Aleppo	Aladscha (Gewebe) von Aleppo . . .	الاجهٔ حلب
Alagia di Damasco, detti Chetabi e Cetari	Aladscha von Damaskus, Ketabi und Tschetari genannt	الاجهٔ شام كتابى و چتارى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
On besckat jûn gaintanile dikilmisc aba-i-Ilimie ve Zagra aala	il pezzo	40		3,20	
Jedi katlû kasan abasi . .	„	26,70		2,13	
Tiftik abadan evsath timur koparan	il pezzo	33,30		2,66	
Bir ûc katlu timur koparan edna aba	„	23,30		1,86	
Agabani-i-Bagdad . . .	la pezza	64,30		5,14	
Agabani-i-asitane	il pezzo	9,90		0,79	
Ine-i-Madurni	l'occa	6,50		0,52	
Alagia-i-Haleb	la pezza	38,50		3,08	
Alagia-i-Sciam ketabi ve cetari	„	70,70		5,65	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Alagia di Hamid, vide Bogassino.		
Alagia di Magnesia .	Aladscha von Magnesia	الاجهٔ مغنیسا
„ di Tire e Bord	Aladscha von Tire und Bord . . .	الاجهٔ تیره و بورد
„ detti Vefa, qualità sup. .	Aladscha, genannt Vefa, beste Gattung	الاجهٔ وفا اعلا
„ detti Vefa, qualità inf. .	Aladsche, genannt Vefa, niedere Gattung	الاجهٔ وفا ادنا
Alizzari di Anatolia .	Krapp von Anatolien	کوك بویای اناطولی
„ di Cipro, Soria e Tripoli .	„ von Cypern, Syrien u. Tripolis	کوك بویای قبریس و بریة الشام و طرابلس غرب
Anelli falsi	Falsche Ringe . .	کاذب خاتم
Anisi di Cesarea . .	Aneis aus Cäsarea	انیسون قیصریه
„ di Rumelia . .	„ aus Rumelien .	انیسون روم ایلی
Asfori, vide Zaffranone.		
Astar, vide tela.		
Avena, vide biada.		
B.		
Bacili e brocche di rame	Waschbecken nebst Kannen aus Kupfer	نحاس لکن ابریق

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Alagia-i-Magnisa	la balla di 100 pezzi	385,70		30,85	
Alagia-i-Tire ve Bord . .	la pezza	5 20		0,41	
Alagia-i-vefa aala	la pezza di 9 a 10 picchi	33,10		2,64	
Alagia-i-vefa edna . . .	"	16,50		1,32	
Gôk boja-i-Anatholu . . .	il cantaro	197		15,76	
Gôk boja-i-Kibris ve Berriet-usciam ve Tarablûs-i-garb	"	133,30		10,66	
Kiasib chatem	mille	66,20		5,29	
Anisun-i-Kaissarie . . .	l'occa	2,60		0,20	
Anisun-i-Rumili	"	2,30		0,18	
Nahas lejen ibrik	il pezzo	82,70		6,61	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Bamie, fagiuoli, lenti, ceci, ecc.	Bamien, Fisolen, Bohnen, Linsen, Erbsen etc.	باميه و بوكرلجه و فصوليه و مرجمك و نخود و بزليه
Batanie ed Ihram (stoffe) di Tunisi, bianche e colorite	Batanie- und Ihram-Stoffe von Tunis, weiss und färbig .	بطانيه و احرام تونس بياض و الوان
Bavella, vide borra.		
Berette di Aba, dette Uschufe. . . .	Mützen aus Aba, gen. Uskufe . . .	عبا اسقوفه
Berette diBrussa,dette Culah	Mützen von Brussa, gen. Külah . . .	كلاه بروسه
Berette di Costantinopoli (di feltro)	Mützen von Constantinopel, genannt Külah	كلاه استانه
Berette rosse, vide fes.		
Biada	Hafer	علف
Bilancie, pesi di, vide pesi.		
Bindalli (stoffa) . .	Bindalli (Stoff) . .	بيك داللى
Biscotti e galette di ogni genere . .		بالجمله بكسماد و قاليطه
Bogassino di Tocat, vide indiane.		
Bogassino di tutti i colori e Alagia di Hamid e Denisli .	Bogassin von allen Farben und Aladscha von Hamid und Denisli . . .	بوغاصى حميد و دكزلى الوان و الاجه‌سى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bamie ve bogrûlge ve fassulia ve mergimek ve nochud ve bezelia . .	sul valore				
Bathanie ve ihram-i-Tunus bejas ve elvan	"				
Aba Uskufe	il pacco di 10 pezzi	10		0,80	
Kulah i Brussa	il pezzo	3,30		0,26	
Kûlah-i-asitane	"	3,30		0,26	
Alef	il kilo di Cospoli	4,10		0,32	
Bindalli	la pezza	99,30		7,94	
Bilgiumle peksemat ve galitha	sul valore				
Bogassi-i-Hamid ve Denizli elvan ve alagiasi . . .	l'occa	14,20		1,13	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Borra di seta . . .	Seidenabfall . . .	قلمجى باشى
Bozzoli di seta dell'Impero Ottomano fuorché di Amasia	Seidenpuppen (Cocons) des ottoman. Reiches, jene von Amasia ausgenommen	اماسيه‌دن ماعدا بالجمله قورى قوزه
Bozzoli di Amasia .	Seidenpuppen von Amasia	اماسيه قوزه‌سى
„ buccati . .	Seidenpuppen, durchlöchert	دلكلى قوزه
„ detti doppioni	Cocons, doppelte .	دوپيون
„ di seta falloppe e doppioni . . .		دوپيون و فريزون تعبير اولنور لسقه
Braccialetti di vetrame	Armbänder aus Glas	خلخال
Bronzo laborato . .	Erz (Bronze), bearbeitetes	طونج اوانى
Bulama, vide formaggio.		
Butirro, sevo e cervics	Butter, Unschlitt und Dscherwisch . .	روغن طوك و چرويش و ساده
Buttariga	Fischeier, Buttariga genannt	بالق يمورطه‌سى
C.		
Calamaji di ottone .	Tintenzeuge aus Messing	پرنج دوات

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10 %		Dazio di 8 %	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Kamci basci	sul valore				
Amasiadan maada bilgiumle kuru koze	l'occa	74,50		5,96	
Amasia kozesi	sul valore				
Delikli Koze	"				
Duppion	"				
Duppion ve frison taabir olunur lesska . . .	"				
Chalchal	1000 pezzi	49,30		3,94	
Thundsc avani	l'occa	23,20		1,85	
Rogan-i-thon ve cervics ve sade	sul valore				
Balik jumurthasi	"				
Pirincs devvat	"				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Calzature, scarpe eccettuatene . .	Beschuhungen, gewöhnliche Schuhe ausgenommen . .	غير از قوندوره خفاف
Calzature, ricamate	Beschuhungen, gestickt	اشلمه خفاف
Calze (corte) di Adrianopoli e Zagra .	Strümpfe (kurze) von Adrianopel und Zagra	چوراب ادرنه و زغره
Calze di Bazargic e Filippopoli . . .	Strümpfe von Pazardschik und Philippopel	چوراب پازارچق و فلبه
Calze di Jorûc, ordinarie . . .	Strümpfe aus Jürük (gemeine) . . .	چوراب يورك قبا
Calze di Salonicco e di Drama . . .	Strümpfe von Salonik und Drama . . .	چوراب سلانيك و درامه
Calze e calzette di Volo	Strümpfe und Socken von Volo	چوراب و قالچينهٔ غلوس
Calze di Volo, colorate	Strümpfe von Volo (färbig)	الوان چوراب و قالچينهٔ غلوس
Calce di Aba (stoffa)	Socken aus Aba . .	عبا قالچين
Camiscie di Conja, ordinarie	Hemden von Koniah, gemeine	قبا كوملك قونيه
Camiscie di tela di cotone	Hemden aus Baumwolle	كرپاس پنبه كوملك
Camiscie di tela, detta Meles	Hemden aus Leinwand, genannt Meles	ملس كوملك

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Gaïr es kundura chiffaf . .	il pajo	7,90		0,63	
Iscleme chiffaf	sul valore				
Ciorab i Edirne ve Zagra .	l'occa	37,80		3,02	
Ciorab-i-Basardscik ve Filibe	„	94,40		7,55	
Ciorab-i-Jorûk kaba . . .	„	18,90		1,51	
Ciorab-i-Selanik ve Drama	„	62,90		5,03	
Ciorab ve calcetta-i-Golos	„	88,10		7,04	
Elvan ciorab ve calcetta-i-Golos	sul valore				
Aba calcin	il pacco di 10 paje	66,70		5,33	
Kaba gömlek-i Konja . .	il pezzo	6,50		0,52	
Kirpas pembe gömlek . .	„	9,90		0,79	
Meles gömlek	„	29,80		2,38	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Camiscie di Meles di Brussa	Hemden aus Meles, Leinwand v. Brussa	ملس کوملك بروسه
Campanelle	Glocken	جاك
Canapa di Castamboli	Hanf von Castambol	كندير قسطمونى
„ di Ismid .	„ von Ismid . .	كندير ازميد
„ seme di, vide grano.		
Candele, vide formaggio.		
Canne da schioppo con disegno, ondato ed avvelto . . .	Gewehrläufe, damascirt oder gestreift	حاوه و صارمه تفنك ناملوسى
Capotti di Aba, vide Aba.		
Carne fumata e salata, salsicci, formaggi e lingue di manzo	Geräuchertes und gesalzenes Fleisch, Käse und Ochsenzungen	بصديرمه و صوجق و پنير و صغير ديلى
Carube	Johannisbrot	خرنوب
Cav, vide fungo.		
Cera in pani . . .	Wachs in Laiben .	شمع عسل كولچه
Cetari (stoffa) di Costantinopoli, Cutni e Hachir	Tschetari (Stoff) von Constantinopel, Kutni und Hakir	چتارىء استانه و قوطنى و حكير
Cetari di Damasco, vide Alagia.		
Chebè (schiavina) di Bosnia	Kebe, Kotzen, grobe Kleider a. Bosnien	كبهٔ بوسنه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Meles gömlek-i-Brussa . .	il pezzo	26,30		2,10	
Tscian	l'occa	13,20		1,05	
Kendir-i-Castamuni . . .	"	1,80		0,14	
Kendie-i-Ismid	"	2,40		0,19	
Harma ve sarma tûfek namlusi	il pezzo	46		3,68	
Basdirma ve suciuk ve penaïr ve sighir dili	sul valore				
Charnub	"				
Sciem-asel kölce	l'occa	18,40		1,47	
Cetari-i-asitane ve cutni ve hakir	la balla	66,20		5,29	
Kebe-i Bosna	il pezzo	26,30		2,10	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Chebè di Parasciol .	Kebe aus Parasciol .	پراشول کبه سی
„ di Selimnia .	„ von Selimnia	کبهٔ اسلیه
„ di Zagra, fina	„ von Zagra, fein	کبهٔ زغره اینجه
„ „ „ ordin.	„ von Zagra, ordinär	قبا کبهٔ زغره
„ di tiftik (pello di capra di Angora	Kebe Tiftik (Angora-Wolle)	تفتك کبه
Chebè detta Dag chebesi	Kebe Dagh, Kebessi genannt	طاغ کبه سی
Chebcheb, vide chiodi.		
Chetabi (stoffa) di Damasco, vide Alagia.		
Chetabi di seta di Aleppo e di Hama	Ketabi (Stoff), Seiden aus Aleppo und Hama	ایپکلی کتابی، حلب و حما
Chichere da catè, dette fingian di Ciutahia	Kaffehschalen, Fingian genannt, aus Kutahia	فنجان کوتاهیه
Chiodi di Ismid . .	Nägel von Ismid . .	مسمار ازمید
„ per ferrare cavalli	Hufnägel	آت میخی
Chiodi per graticole, detti chebcheb .	Nägel, genannt Kebkeb für Gitter . .	کب کب تعبیر اولنور قفسجی چویسی
Chinghie semplici .	Gurten, einfache . .	ساده قولان
„ ricamate, larghe e strette .	„ gestickte, breit und schmal .	تللی قولان اکلی و اکسز

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Parasciol kebesi	il pezzo	98,50		7,88	
Kebe-i-Islimie	"	65,70		5,25	
Kebe-i-Zagra inge	l'occa	26,30		2,10	
Kaba kebe-i-Zagra . . .	"	9,90		0,79	
Tiftik kebe	il pezzo	230		18,40	
Thag kebesi	"	29,50		2,36	
Ipekli ketabi-i-Haleb ve Hama	la pezza	29,50		2,36	
Fingian-i-Kutahie	la cufa	98,50		7,88	
Mismar-i-Ismid	l'occa	5,30		0,42	
At michi	"	19,70		1,57	
Kebkeb taabir olunur kafeagi civisi	sul valore				
Sade kolan	l'occa	26,30		2,10	
Telli kolan enli ve ensis .	la decina	58,50		4,68	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Cinture, detti Bamri .	Leibbinden, genannt Bamri	بامری قوشاق
„ dette Scierbab, di filo . . .	Leibbinden, genannt Scherbab, a. Zwirn	ایپلك شرباب قوشاق
Cinture dette Scierbab con seta . .	Leibbinden mit Seide	حریرلی شرباب قوشاق
Cinture di Caragialar, bianche e colorite	„ aus Karadschalar, weisse und färbige . . .	قره جه‌لر قوشاغی بیاض و الوان
Cinture di Hama . .	Leibbinden von Hama	حما قوشاغی
„ di Hamis .	„ von Hamis	حمیص قوشاغی
„ di Tripoli, di seta	„ von Tripolis, von Seide .	حریرطرابلس قوشاغی
Cinture di Tunisi .	Leibbinden v. Tunis	قوشاق تونس
Cocconi, vide bozzoli.		
Cofter (pasta di uva)	Traubenkuchen . .	کوفتر
Colla	Leim	توتقال
„ da scarparo .	Schusterleim . . .	چریش
Colore per fes, vide oriana.		
Colore rosse, detto gulbehar	Rothe Farbe, Gülbehar genannt . .	کلبهار
Coltelli, temperini, forbici ed ascie di Gabrova	Messer, Taschenmesser, Scheeren und Hacken von Gabrova	بچاق و چاقی و مقراص وکسر غبروه
Comino	Kümmel	کمیون

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 prezzo diffalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bamri cusciak	il pezzo	77,20		6,17	
Iplik scierbab cusciak . .	"	28,90		2,31	
Harirli scierbab cusciak .	"	97,80		7,82	
Karagialar cusciaghi bejas ve elvan	l'occa	10,50		0,84	
Hama cusciaghi	il pezzo	15,40		1,23	
Hamiss cusciaghi	"	39,40		3,15	
Harir Tarablus cusciaghi .	l'occa	262,80		21,02	
Kusciak-i-Tunus	il pezzo	46,70		3,73	
Köfter	il cantaro	160,70		12,85	
Tutkal	l'occa	2,50		0,20	
Cirisc	"	3,90		0,31	
Gulbehar	"	2		0,16	
Biciak ve ciaki ve mikras ve keser-i-Gabrova . .	2 casse di 120 occhè	473		37,84	
Kemion	l'occa	2		0,16	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Confetti, vide Nardeno.		
Confitture e confetti di sorbetti . . .		رجل و شربت شكرى معمول
Coperte, vide cuscini indiane ecc.		
Corde di crine, vide sacchi.		
Corde di minugia .	Darmsaiten	كريش
Corone (rosari) di Gerusalemme . .	Rosenkränze aus Jerusalem	تسبيح قدس
Corna di cervo . .	Hirschgeweihe . .	كيك بوينوزى
„ di bove . . .	Ochsenhörner . . .	قرن بقر
„ di buffalo . .	Büffelhörner . . .	قرن جاموس
Cotone filato, vide filo di cotone.		
Cotone greggio di Anatolia, Cipro e Dardanelli . . .	Baumwolle aus Anatolien, Cypern und Dardanellen . .	پنبهٔ خام اناطولى و قبريس و بوغاز
Cotone greggio di Rumelia	Baumwolle aus Rumelien	پنبهٔ خام روم ايلى
Cotone tela di, vide tela.		
Cucchiaji di legno bosso, bianchi e neri	Löffel aus Buxbaumholz, weiss und schwarz	چمشير قاشق بياض و سياه
Cucchiaji di legno ordinario . . .	Löffel aus gewöhnlichem Holze . . .	اغاج قاشق بالجمله

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Regel ve scerbet sceker-i-maamul	l'occa	6,60		0,52	
Ghirisc	la decina	15,20		1,21	
Tesbih-i-kuds	l'occa	9,80		0,78	
Gheïk boinuzi	"	4		0,32	
Karn-i-bakar	100 paje	230		18,40	
Karn-i-giamus	"	262,80		21,02	
Pembe-i-cham-i-Anatholu ve Kibris ve Bogas . . .	il cantaro	270		21,60	
Pembe-i-cham-i-Rumili . .	"	257,20		20,57	
Cemscir kascik bejas ve sijah	l'occa	4,90		0,39	
Agatsc kascik bilgiumle .	"	2,60		0,20	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Cucchiaji pitturati .	Löffel, gemahlt . . .	بویامه قاشق
„ con manico di corallo o madreperla	„ mit Heften aus Korallen oder Perlmutter	صدفلی و مرجانلی قاشق
Culah, vide berette.		
Cuojo, vide pelle concia e marrocchini.		
Cuojo per suole cotto, detto Davlun di Costantinopoli . .	Sohlenleder (gesott.), Davlun genannt, aus Constantinopel	داولون کوسالهٔ استانه
Cuojo per suole colte di buffale e di bove nero	Sohlenleder von Büffeln und schwarzen Ochsen	پشمش کوساله‌ء مانده و قره صغیر
Cuojo di Aidin . .	Sohlenleder von Aidin	کوسالهٔ آیدین
„ di Gherede .	„ v. Gherede	کوسالهٔ کره‌ده
„ detto Chefalietek (pezzi della testa, margine ecc.) di Costantinopoli .	Leder, Kefali Etek genannt, d. i. Stücke vom Kopf, Ränder etc. von Constantinopel	قفالی اتك استانه
Cuscini di Bilegic .	Pölster v. Biledschik	بالین بیله جك
„ e coperte di sofa di Bilegic . .	„ und Divanüberzüge	دوشمه بالین بیله جك
Cuscini di Bilegic ricamati	Pölster v. Biledschik, gestickt	تللی بالین بیله جك
Cuscini e coperte di Sofa di Scutari .	Pölster und Divanüberzüge a. Scutari	دوشمه بالین اسکدار

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bojama kascik	la decina	6,60		0,52	
Saadeflû ve mergianlû kascik	"	9,80		0,78	
Davlun kösele-i-asitane .	il pezzo	30,80		2,46	
Piscmics kösele-i-mande ve kara sighir	"	48,20		3,85	
Kösele-i-Aidin	"	25,70		2,05	
Kösele-i-Gherede	"	32,20		2,57	
Kefali etek i asitane . .	"	24,70		1,97	
Balin-i-Bilegik	il pajo	38,50		3,08	
Dusceme balin-i-Bilegik .	"	57,90		4,63	
Telli balin-i-Bilegik . . .	"	209		16,72	
Dusceme balin-i-Uskûdar .	sul valore				

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Cuscini di Brussa, detti Beledi	Pölster aus Brussa, Beledi genannt .	بلدیء بروسه
Cuscini di Mersifon, detti Beledi . .	Pölster aus Mersifon, Beledi genannt .	بلدیء مرزیفون
Cutni (stoffe) di Aleppo	Kutni (Stoffe) aus Aleppo	قوطنئ حلب
„ di Brussa .	Kutni aus Brussa .	قوطنئ بروسه
„ di Costant., vide Cetari.		
Cutni di Damasco .	„ aus Damascus	قوطنئ شام
D		
Damga chanė (stoffa)	Damgachane (Stoff) .	تمغاخانه
Destar (stoffa)	Destar (Stoff) . . .	دستار
Doghe	Fassdauben	واریل تخته سی
Doppioni, vide bozzoli di seta.		
Dragante, vide gomma.		
E.		
Ejirme, vide filo di seta.		
Eleclic, vide stoffa, detta Eleclic.		
Esca, vide fungo.		
Essenza di rosa . .	Rosenöl	گل یاغی

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Beledi-i-Brussa	il pajo	19,60		1,56	
Beledi-i-Merzifon	"	26,10		2,08	
Kutni-i-Haleb	la pezza	53,30		4,26	
Kutni-i-Brussa	"	83,20		6,65	
Kutni-i-Sciam	"	66,70		5,33	
Tamgachane	"	52,90		4,23	
Destar	il pezzo	9,90		0,79	
Varil tahtasi	sul valore				
Gûl jaghi	il meticale	11,80		0,94	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
F.		
Fazzoletti, detti Basmachane	Tücher, Basmachane genannt	بصمه خانه
Fazzoletti, detti Ustluc (bianchi) . . .	Tücher, Uestlük genannt	اوستلك
Fazzoletti, detti Calemkiar, grandi, di Costantinopoli .	Tücher, Kalemkiar genannt, grosse, aus Constantinopel .	كبير اعلا قلمكار يمئ استانه
Fazzoletti medii di Costantinopoli . .	Tücher, mittlere, aus Constantinopel .	اوسط قلمكار يمئ استانه
Fazzoletti piccoli ed inferiori di Costantinopoli	Tücher, kleine gemeine, aus Constantinopel . . .	صغير و ادنا قلمكار يمئ استانه
Fazzoletti di Scutari	Tücher aus Scutari .	اسكدار يمنيسى
Feltri di Carahissar, bianchi e coloriti	Filze aus Karahissar, weiss und färbig .	كچهٔ قره حصار بياض و الون
Feltri di Cesarea .	Filze aus Cäsarea .	كچهٔ قيصريه
„ di Ismid . .	„ aus Ismid . .	كچهٔ ازميد
„ di Salonicco .	„ aus Salonich .	كچهٔ سلانيك
„ di Usciac, detti Zille-i-Usciac . .	„ aus Uschak, genannt Zille von Uschak	كچهٔ زيلهٔ عشاق
Ferri da cavallo . .	Hufeisen	نعل
„ per stivali . .	Eisen auf Stiefelabsätze	آهن نعلچه
Fes, colore per, vide Oriana.		

Nome delle mercanzie in turco.	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Basmachane	la balla di 20 pezzi quadrati	12,30		0,98	
Ustluc	il pezzo	2		0,16	
Kebir aala kalemkiar jemeni-i-asitane	"	6,20		0,49	
Evsat kalemkiar jemeni-i-asitane	"	4,60		0,36	
Ssaghir ve edna kalemkiar jemeni-i-asitane . . .	"	1,50		0,12	
Ûskûdar jemenisi	la balla	27,80		2,22	
Kece-i-karahissar bejas ve elvan	il pezzo	12,30		0,98	
Kece-i-kaisserie . . .	"	16,40		1,31	
Kece-i-Ismid	"	13,10		1,04	
Kece-i-Selanik	l'occa	19,70		1,57	
Kece-i-Zille-i-Usciak . . .	"	19,40		1,55	
Naal	160 pezzi	131,40		10,51	
Ahen Naalce	l'occa	6,50		0,52	

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	أسامى امتعه و اشيا
Fes di Tunisi, grandi, superiori ed inferiori . . .	Fess v. Tunis, grosse, feinere u. gemeine Gattung	فس تونس كبير اعلا و ادنا
Fes di Tunisi, piccoli	Fess v. Tunis, kleine	فس تونس صغير
„ „ „ detti Megidije . . .	„ „ „ genannt Medschidije . . .	فس تونس مجيديه تعبير اولنور
Ficchi secchi di ogni qualità	Gedörrte Feigen aller Art	بالجمله انجير
Filo d'argento e d'oro di Costantinopoli	Silber und Golddrath aus Constantinopel	صرمه و سيم تل استانه
Filo d'argento dorato detto clabdan di Costantinopoli .	Vergoldeter Silberdraht, Klabdan genannt, aus Constantinopel . . .	قلابدان استانه
Filo di Angora (di capra), detto tiftic, di ogni qualità .	Garn aus Ziegenwolle, aus Angora (Tiftik) jeder Art . . .	رشتهٔ انقره تفتك بالجمله
Filo di Beibasar . .	Garn aus Beibasar .	رشتهٔ بكپازارى
„ di Caragialar .	„ a. Karadschalar	رشتهٔ قره‌جه‌لر
„ di Castamboli, di Chiva e d'Alaja .	„ aus Castambol, Geïve und Alaja .	رشتهٔ قسطمونى و كيوه علائيه
Filo di Cheleb e Surmenè	Garn aus Keleb und Sürmene	رشتهٔ كلب و سورمنه
Filo di cotone di Argatsc e dei Dardanelli	Baumwollgarn a. Argadsch und den Dardanellen . .	رشتهٔ پنبه ارغاج و بوغاسى
Filo di cotone di Smirne, bianco e colorito	Baumwollgarn aus Smyrna, weiss und färbig	رشتهٔ پنبهٔ ازمير بياض و الوان

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Fes-i-Tunus kebir aala ve edna	il pacco di 4 pezzi	113,30		9,06	
Fes-i-Tunus-i-saaghir. . .	la dozzina	113,30		9,06	
Fes-i-Tunus Megidije taabir olunur	il pacco di 4 pezzi	66,70		5,33	
Bilgiumle ingir	sul valore				
Sirma ve sim lel-i-asitane .	"				
Klabdan-i-asitane	il meticale	4,30		0,34	
Riscte-i-Angora tiftik bilgiumle	l'occa	25,90		2,07	
Riscte-i-Beibasari	"	16,20		1,29	
Riscte-i-Karagialar . .	"	19,40		1,55	
Riscte-i-Kastamuni veGheïve ve Alaja	"	9,70		0,77	
Riscte-i-Keleb ve Surmene	"	16,20		1,29	
Riscte-i-pembe-i-Argatsc ve Bogas	"	9,70		0,77	
Riscte-i-pembe-i-Ismir bejas ve elvan	"	13		1,04	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Filo di lino, detto Hamalat Tire . . .	Leinenzwirn, Hamalat-Tire genannt .	حملات تیره تعبیر اولنور کتان ایپلکی
Filo di lino di Anatolia	Leinenzwirn aus Anatolien	رشتهٔ کتان اناطولی
Filo di lino di Marcula	Leinenzwirn von Markula	رشتهٔ کتان مارقوله
„ „ „ in matasse	Leinenzwirn in Strängen	رشتهٔ کتان طوره
„ „ „ di Monastir	Leinenzwirn von Monastir	رشتهٔ مناستر
„ „ „ di Scio .	Leinenzwirn v. Schio	رشتهٔ ساقز
„ „ setta, detto Ejirme	Gespinnst von Seide, genannt Ejirme .	اکرمه
Filo di Tire, in colori	Gespinnst von Tire, färbig	رشتهٔ تیرهٔ الوان
„ nominato Tire-i-gasasije	Gespinnst, gen. Tire-i-Gasasie	تیرهٔ غزازیه
Filo per frangie . .	Gespinnst zu Fransen	تیرهٔ صچاق
„ rosso	„ roth . .	رشتهٔ سرخ
Foglie d'oro di Constantinopoli . . .	Goldblätter von Constantinopel . . .	التون ورق استانه
Formaggi di ogni genere, pekmes (mosto di uva), halva, bulama e candele di cera e di sevo	Käse aller Art, Pekmes (Traubenmost), Halva, Bulama und Kerzen von Wachs und von Unschlitt	بالجمله پنائر و پکمز و حلوا و بولامه و شمع عسل و روغن

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Hamalat Tire taabir olunur ketan iplighi	l'occa	31,50		2,52	
Riscte-i-keten-i-Anatholu .	"	13		1,04	
Riscte-i-ketan-i-marcula . .	"	8,40		0,67	
Riscte-i-ketan-i-thura . .	"	16,20		1,29	
Riscte-i-Monastir	sul valore				
Riscte-i-Sakis	"	13,10		1,04	
Ejirme	"	78,90		6,31	
Riscte-i-Tire-i-elvan . . .	"	19,80		1,58	
Tire-i-gasasie	"	52,90		4,23	
Tire-i-ssaciak	"	33,10		2,64	
Riscte-i-sürch	"	19,70		1,57	
Altun varak-i-asitane . .	il tefè	92,50		7,40	
Bilgiumle penaïr pekmes-halva, bulama ve scem-i-assel ve rogan	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Formentone . . .	Türkischer Weizen .	قوقوروز
Fungo di legno per esca	Baumschwamm zu Feuerschw. . . .	اغاج قاوی
Fungo di legno per tappi	Baumschwamm zu Stöpseln	منطار قاوی
Fute, vide grembiali.		
G.		
Galbanum	Galban (Mutterharz)	قصنی
Galette, vide biscotti.		
Galle, vide noci di.		
Galloni di Costantinopoli	Borten aus Constantinopel	شرید استانه
Galosce di legno (galenses)	Holzsockel (galenses)	خرجی نعلین
Ghesi (stoffa) di Brussa e Sparta	Gesi (Stoff) v. Brussa und Sparta . . .	کریء اسپارته و بروسه
Gomma arabica . .	Arabischer Gummi .	کترهٔ مصر
Gomma dragante, in foglie prima qualità	Gummidragant in Blättern, I. Qualität	ممالك محروسهٔ شاهانه‌ده حاصل اولان اشلنمش اعلا یپراق تعبیر اولنور بیاض کتره
Gomma dragante in filetti, qualità media	Gummidragant in Fäden, mittlere Gattung	ممالك محروسهٔ شاهانه‌ده حاصل اولان قیوه تعبیر اولنور اوسط کتره

Nome delle mercansie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
kukurus	il kilo di Costantinopli	7,20		0,57	
Agadsc kavi	l'occa	26,30		2,10	
Manthar kavi	"	6,50		0,52	
Kussni	"	7,70		0,61	
Seirid-i-asitane	sul valore				
Chargi naalin	il pajo	2,70		0,21	
Ghezi-i-Isparta ve Brussa .	il pezzo di 26 picchi	118,30		7,46	
Kitre-i-Missr	l'occa	5,20		0,41	
Memalik-i-mahruse-i-sciahanede hassil olan iselenmamisc japrak taabir olunur bejas kitre	"	23		1,84	
Memalik-i-mahruse-i-sciahanede hassil olan kiva taabir olunur evsath kitre .	"	9,10		0,72	

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
		ممالك محروسهٔ شاهانه‌ده حاصل
Gomma dragante inferiore e mista .	Gummidragant mindere Gattung und gemischt	اولان ادنا مخلوط تعبیر اولنور كتره
Gomma dragante di Bagdad, ordinaria	Gummidragant aus Bagdad, ordinär .	كترهٔ بغداد ادنا
Gomma dragante di Bassora, ordinaria	Gummidragant aus Bassora, ordinär .	كترهٔ بصره ادنا
Gomma sandracca, vide sandaraca.		
Grana gialla di Angora, Cesarea, Tocat e Schilip, ottima	Kreuzbeeren von Angora, Cäsarea, Tokat u. Esklep, beste	الاجهر انقره و قیصریه و توقاد و اسکلب اعلا
Grana gialla di Schilip, Cesarea e detta Dag gehresi di Anatolia, inferiore . .	Kreuzbeeren von Esklep, Cäsarea, Dagh - Tschehresii genannt, aus Anatolien, ordinär . .	الاجهر اسکلب و قیصریه و طاغ جهریسی اناطولی ادنا
Grana gialla di Rumelia di ogni qualità	Kreuzbeeren von Rumelien aller Sorten	الاجهر روم ایلی بالجمله
Grana lunga, vide scagliola.		
Grani detti Mehleb .	Kerne vom Vogelkirschbaum . . .	محلب
Grano	Weizen	حنطه
Grano di canapa . .	Hanfsamen	كنویر تخمی
„ di lino . . .	Leinsamen	كتان تخمی

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Memalik-i-mahruse-i-sciahanede hassil olan edna machlut taabir olunur kitre	l'occa	6,50		0,52	
Kitre-i-Bagdad edna . . .	"	3,40		0,27	
Kitre-i-Bassra edna . . .	"	1,40		0,11	
Alageher-i-Angara ve kaissarije ve Tokad ve Eskleb aala	"	4,20		0,33	
Alageher-i-Eskleb, Kaissarije ve thag gehrisi-i-Anatholu edna	"	2,90		0,23	
Alageher-i-Rumili bilgiumle	"	1,30		0,10	
Mehleb	"	4,10		0,32	
Hinta	il kilo di Cospoli	15,30		1,22	
Kenewr tochumi	l'occa	0,80		0,06	
Ketan tochumi	il kilo di Cospoli 20 occhе	18		1,44	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Grano di sesamo . .	Sesamsamen . . .	سيسام
„ di seta di ogni genere . . .	Seidenwurmsamen aller Art	بالجمله حرير تخمى
Grasso di animali detto cervisc. vide buttiro.		
Grembiali (Futa) di Brussa	Schürzen (Futa) von Brussa	فوطهٔ بروسه
Grembiali di Hama, semplici	Schürzen (Futa) von Hama, einfach .	فوطهٔ حماساده
Grembiali di Hama, ricamati a falso .	Schürzen (Futa) von Hama, gestickt .	تللى فوطهٔ حما
Grembiali (Pesctemal) di Brussa . . .	Schürzen (Peschtemal) von Brussa . .	پشتمال بروسه
Grembiali di Brussa, detti Akbasc Pesctemal	Schürzen, (Akbasch) Peschtemal genannt	اقباش پشتمال بروسه
Grembiali di Gheïve, detti Pesctemal .	Schürzen, (Peschtemal) von Geive . .	پشتمال كيوه
Grembiali di Gheïve, detti Acbasc Pesctemal	Schürzen von Geive, genannt Akbasch Peschtemal . . .	اقباش پشتمال كيوه
Grembiali di Costantinopoli, detti Acbasc Pesctemal e sciugamani di Costantinopoli . . .	Schürzen v. Constantinopel, genannt Akbasch Peschtemal und Handtücher von Constantinopel . .	اقباش پشتمال و حاولىء استانه
Grembiali di Salonicco	Schürzen von Salonich	پشتمال سلانيك

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Sisam	l'occa	1,50		0,12	
Bilgiumle Harir tochumi .	„	450		36	
Futha-i-Brussa	il pajo	32,20		2,57	
Futha-i-Hamasade . . .	„	46,70		3,73	
Telli Futha-i-Hama . . .	„	128,60		10,28	
Pesctemal-i-Brussa . . .	„	16,70		1,33	
Akbasc pesctemal-i-Brussa	„	9,80		0,78	
Pesctemal-i-Gheïve . . .	il pajo	9,90		0,79	
Akbasc pesctemal Gheïve .	„	7,90		0,63	
Akbasc pesctemal ve havli-i-asitane	„	10 60		0,84	
Pesctemal-i-Selanik . . .	„	16,30		1,30	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Grembiali di seta, detti Chirc calem di Costantinopoli . . .	Schürzen Peschtemal von Seide, Kirk-Kalem genannt, aus Constantinopel	قرق قلم تعبیر اولنور ابپکلی پشتمال استانه
Grembiali di seta ordinarii . . .		ابپکلی پشتمال عادی
Gulmes (stoffa) . .	Gülmes (Stoff) . . .	کلمز
H.		
Hachir (stoffa) di Brussa	Hahir aus Brussa .	حکیر بروسه
Hachir di Costantinopoli, vide Cetari.		
Hachir Ibrahimije e Chetabi del Libano	„ Ibrahimie und Ketabi vom Libanon	حکیر و ابراهمیه و کتابی درزی طاغ
Halva, detta Tahin e salsicci di noce .	Halva, Tahin genannt	جویز و طاحین حلواسی
I.		
Ibrahimije (stoffa)		ابراهمیه
„ del Libano, vide Hachir.		
Ihram (stoffa) di Rumelia, bianca e colorita	Ihram (Stoff), weiss und färbig, von Rumelien	بیاض و الوان احرام روم ایلی
Ihram (stoffa) di Tunisi, vide Batanije.		

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Kirk kalem taabir olunur pesctemal-i-asitane . .	il pajo	49,60		3,96	
Ipekli pesctemal-i-aadi . .	»	19,80		1,58	
Gûlmez	la pezza	82,70		6,61	
Hakir-i-Brussa	»	65,70		5,65	
Hakir ve Ibrahimije ve ketabi-i-Durzi Thagh . .	la pezza 9—10 picchi	41,20		3,29	
Cevis ve Thahin helvasi .	sul valore				
Ibrahimije	la pezza	57,90		4,63	
Bejas ve elvan ihram Rumili	l'occa	22,50		1,80	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Ihram (stoffa) scarlata per coperte di sofà e cuscini	Ihram (Stoff), scharlachroth zu Sophaüberzügen und Pölstern . . .	آل دوشمه‌لك احرام و يصدق
Incenso	Weihrauch	كونلك
Inchiostro ordinario, liquido	Tinte, gewöhnliche flüssige	خرجى مركب
Inchiostro secco . .	Tinte, trockene . .	قورى مركب
Indiane e sopracoperte di Castamboli	Zitz und Deckenüberzüge a. Castambol	چيت قسطمونى و يورغان يوزى
Indiane di Cipro per coperte di tavola e sopracoperte . .	Zitz aus Cypern zu Tischdecken und Ueberzügen . .	قبريس يورغان يوزى و صفره
Indiane di Cipro per fassla, boccia e cuscini	Zitz aus Cypern, Fassla, Bokdscha und für Pölster . . .	قبريس فصله و يصدق و بوغچه
Indiane per letti e materassi . . .	Zitz zu Bettzeug . .	قبريس دوشك و شلته
Indiane per mobiglie di camera . . .	„ zu Möbeln . .	قبريس اوطه طاقمى
Indiane di Costantinopoli	„ a. Constantinopel	چيت استانه
Indiane di Tocat, e Bogassino di colore	„ aus Tokat, und färbiger Bogassin	چيت يورغان يوزى توقاد و الوان بوغاصى
Indiane per sopracoperte e lenzuola da bagno, detti Silegec	Zitz zu Deckenüberzügen und Badetüchern, Siledschek genannt	يورغان يوزى و بصمه سيله‌جك

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Al duscemelik ihram ve jassdik	l'occa	39,40		3,15	
Gûnlûk	sul valore				
Chargi murekkeb	l'occa	2,70		0,21	
Kuru murekkeb . .	"	9,90		0,79	
Cit-i-kastamuni ve jorghan juzi	la balla di 60 pezze	566,50		45,32	
Kibris jorghan juzi ve ssofra	il pezzo	10		0,80	
Kibris fassla ve jassdik ve bogcia	"	13,30		1,06	
Kibris dûscek ve scielte .	"	13 30		1,06	
Kibris otha thakimi . .	sul valore				
Cit-i-asitane	il pezzo	16,50		1,32	
Cit jorghan juzi Tokad ve elvan bogassi	la pezza	6 30		0,50	
Jorghan juzi ve basma silegek	il pezzo	6,60		0,52	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Indiane silegek (lenzuola da bagno di Brussa), vide lenzuola.		
L.		
Lana greggia di Anatolia, Rumelia e Costantinopoli incalcinata, sporca, non lavata . . .	Schafwolle aus Anatolien, Rumelien u. Constantinopel, kalkig und ungewaschen . . .	بياغى اناطولى و روم ايلى و در سعادتك كيرجلو و كيرلو بيقانمامش بياغى
Lana greggia di Anatolia, Rumelia e Costantinopoli, lavata	Schafwolle, roh, aus Anatolien, Rumelien und Constantinopel, gewaschen	اناطولى و روم ايلى و درسعادتك يقنمش بياغى
Lana greggia di Soria, Tripoli di Barb., Bagdad e quei contorni, non lavata ed incalcinata . . .	Schafwolle a. Syrien, Tripolis, Bagdad und jenen Gegenden, ungewaschen und kalkig . . .	بريـة الشـام و طرابلس غرب و بغداد و اولحواليلرده حصوله كلان بيـاغى بيقانمامش و كرجلى
Lana greggia di Soria, Tripoli di Barb., Bagdad e quei contorni, lavata . . .	Schafwolle a. Syrien, Tripolis, Bagdad und jenen Gegenden, gewaschen .	برية الشـام و طرابلس و غرب و بغداد و اولحواليلرده حصوله كلان بياغى بيقانمش
Legnami di costruzione di ogni qualità	Bauholz von jeder Gattung	بالجمله كراسته
Legno bosso di ogni qualità	Buchsbaumholz jeder Gattung	بالجمله چمشير اناطولى و روم ايلى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Japaghi-i-Anatholu ve Rumili ve der-i-saadetûn kireglu ve kirlû jiikanmamisc japaghi	il cantaro	192		15,36	
Anatholu ve Rumili ve der-i-saadetûn jiikanmisc japaghi	"	234		18,62	
Berriet-uscsciam ve Tharablus-i-gharb ve Bagdad ve ol havalilerde hussule gelan japaghi, jiikanmamisc ve kireglû . . .	"	134,50		10,76	
Berriet-uscsciam ve Tharablus-i-gharb ve Bagdad ve ol havalilerde hussule gelan japaghi jiikanmisc	"	164		13,12	
Bilgiumle keraste	sul valore				
Bilgiumle cemscir-i-Anatholu ve Rumili . .	il cantaro	12,60		1	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Legno tagliato detto sepetci cibuc, canne da cestaruolo per damigiane e per cestelli di fanciulli	Holzstäbe für Korbflechter, für überflochtene Flaschen und Kinderkörbe	سپتجی چبوغی تعبیر اولنور قارلق و چوجق سپتی اعمال اولنور چبوق
Lenzuola da bagno, detti Silegec di Brussa, di indiana	Badetücher (Mäntel), Siledschek gen., aus Brussa, von Zitz	بصمه سیله جك بروسه
Lenzuola da bagno, detti Silegec ed asciugamani di Brussa, grandi e piccoli	Badetücher (Mäntel) u. Handtücher von Brussa, grosse und kleine	سیله جك و حاولی بروسه کبیر و صغیر
Lenzuola da bagno, (Silegec) di Cipro	Badetücher a. Cypern	قبریس سیله جك
Lenzuola detti ciarsciaf, coloriti, di Magnesia . . .	„ Tscharschaf genannt, von Magnesia, färbig . .	الوان چارشب مغنیسا
Legumi, vide Bamie.		
Lingue, vide Carne.		
Lino di Ismid . . .	Flachs von Ismit . .	کتان ازمید
Lucchetti di Filippopoli	Vorhängschlösser v. Filippopel . .	اصمه کلید فلبه
M.		
Manna	Manna	قدرت حلواسی
Marrochini di Cesarea ed Eghina . . .	Marokinleder aus Cäsarea und Egina .	سختیان قیصریه و اکین

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Sepetgi cibughu taabir olunur karlik ve ciogiuk sepeti imaal olunur cibuk	la vettura	361,30		28,90	
Bassma silegek-i-Brussa .	il pajo	9,90		0,79	
Silegek havli-i-Brussa kebir ve ssaghir	l'occa	33,90		2,71	
Kibris silegek	il pezzo	13,30		1,06	
Elvan ciarsciab-i-Magnissa	la balla	5,80		0,46	
Ketan-i-Izmid	l'occa	3,30		0,26	
Assma kilid-i-Filibe . . .	la decina	12,80		1,02	
Kudret halvassi	sul valore				
Sachtian - i - Kaissarije ve Eghin	il fascio di 5 pezzi	86,50		6,92	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Marrochini di Eraclea e Balicheser .	Marokinleder aus Heraklea u. Balikkeser	سختيان اركلى و باليكسرى
Marrochini neri di Sparta, Conja, Smyrne, Sciumla ed Usciac . . .	Marokinleder, schwarzes, von Sparta, Koniah, Smyrna, Schumla u. Uschak	سياه سختيان اسپارطه و قونيه و ازمير و عشاق و شمنى
Marrochini neri e gialli di Selimnia, Cirpan, Carlova ed altri luoghi . . .	Marokinleder, schwarzes und gelbes, von Selimnia, Tschirpan, Carlova und anderen Orten .	سختان اسليه و چرپان و قارلوه و محال سائره و سياه و صارى
Marrochini rossi di Usciac e di Tossia	Marokinleder, roth, von Uschak und Tossia	سختيان قرمزى عشاق
Marrochini scarlati di Rumelia	Marokinleder, scharlachroth, von Rumelien . . .	ال سختيان روم ايلى
Mastica acquavita, vide Aqua vita.		
Mastica in barili . .	Mastix in Fässern .	مصطكى
„ in tocchi .	„ in Tropfen .	دانه مصطكى
Meles (stoffa) e gaz di Costantinopoli	Meles (Stoff) u. Gaze aus Constantinopel	ملس و بروجك استانه
Meles, vide tela.		
Miglio	Hirse	طارى طاوق و كوكرجين ايچون
Mignatte	Blutegel	سلوك

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Sachtian-i-Erekli ve Balikesor	il pezzo	12,50		1	
Sijah sachtian-i-Isparta ve Konja ve Ismir ve Usciak ve Sciumna	"	11,10		0,88	
Sachtian-i-Islimije ve Cirpan ve Karlova ve mahal-i-saïre sijah ve ssari	"	6,90		0,55	
Sachtian-I-kirmizi-i-Usciak	il fascio di 6 pezzi	83,10		6,64	
Al sachtian-i-Rumili . . .	il pezzo	13,90		1,11	
Masstaki	il barile di 70 occhè	3500		280	
Dane-i-Masstaki	l'occa	98,50		7,88	
Meles ve burûmgik-i-asitane	la pezza	66,20		5,29	
Thari thauk ve govergin iciun	il kilo di Costantinopoli	4,50		0,36	
Sûlûk	l'occa	195,60		15,64	

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Mirra	Myrrhen	مر صافى
Mulini da cafè . .	Kaffehmühlen . . .	اسياب قهوه
Mutande di tela, detto Meles	Unterhosen aus Leinwand, genannt Meles	ملس دون
Mutande di tela di cotone	Unterziehbeinkleider aus Baumwollstoff	كرپاس پنبهٔ دون
Muitab, vide sacchi.		
N.		
Nardene Pecmes (mosto di uva) e salsicci di nocci	Nardenk, Pekmes, Traubenmost, Nusswürste	ناردنك پكمز و جويز سجوغى
Natrone, vide salnitro.		
Nocciuole	Haselnüsse	فندق
Noci	Nüsse	جوز
„ di galla di ogni qualità, inferiore e superiore . . .	Galläpfel jeder Gattung, bessere und gemeinere . . .	مازو بالجمله اعلا و ادنا
O.		
Oglio di olive . . .	Olivenöl	زيتون ياغى
„ di rosa, vide essenza di.		
Ojabasc (stoffa di gaz)	Ojabasch (Gazstoff) .	اويه باش بورمجك

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Mirr ssafi	l'occa	4,70		0,37	
Asjab-i-kahve	il pezzo	16,40		1,31	
Meles don	„	23,20		1,85	
Kirpas pembe don . . .	„	6,60		0,52	
Nardenk pekmez ve gevis sugiughi	sul valore				
Findik	il cantaro (kilo)	65,70		5,25	
Geviz	il kilo di 100 occhè	163		13,04	
Masu bilgiumle aala ve edna	il cantaro	296		23,68	
Zeitun jaghi	„	140		11,20	
Ojabasc bûrûmgik . . .	il pezzo	7,90		0,63	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Opio di Carahissar, Chiva, (Gheïve), Amasia e Angora, di ogni qualità .	Opium a. Karahissar, Geïve, Amasia und Angora jeder Gattung	افیون قره‌حصار و کیوه و اماسیه و انقره بالجمله
Oriana, colore per fes	Färbestoff für Fes .	فس بویه‌سی
Orpimento	Operment . . .	زرنیخ
Orzo	Gerste	اربه
Ossa d'animali . .	Thierknochen . . .	کمیك
P.		
Panno grosso, detto Sciajac . . .	Tuch (grobes), Schajak genannt . . .	شیاق
Pantaloni, detti Caravandislic	Beinkleider, genannt Caravandislik . .	قراوانه دیزلك
Pantaloni di cavalleria conpassamani	Reitbeinkleider mit Passementerie . .	خرجلی آتلی شلواری
Pantaloni ordinarii colle loro uose .	Reitbeinkleider, gewöhnliche, mit Gamaschen	یاغی شلواری و پطور
Passamani, detti Sermackesc bücmesi sigimli chardsc filo, coperto di fili di metallo avvoltati .	Passementerie, Sirmakesch, Bukmesi, Sidschimli Chardsch genannt (mit Metall übersponnenen Fäden)	صرمه‌کش بوکمه‌سی سیجملی خرج
Passamani, detti Huseïni chardsc (disegni fatti col precedente)	Passementerie, Hüsseini Chard genannt, Verschnürungen aus dem Vorhergehenden .	حسینی خرج

Nome delle mercansie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Afiun-i-karahissar ve Gheïve ve Amasia ve Angara bilgiumle	l'occa	200		16	
Fes bojasi	sul valore				
Zernidsc	l'occa	3,20		0,25	
Arpa	il kilo di Costantinopoli	5,40		0,43	
Kemik	il cantaro	10		0,80	
Sciajak	l'arscin	3,30		0,26	
Karavane dislik	il pezzo	26,50		2,12	
Chargli atlü scialvar . .	"	86,70		6,93	
Bajaghi scialvar ve puthur	"	40		3,20	
Sirmakesc bükmesi sigimli chardsc	l'occa	99,30		7,94	
Husseïni chardsc	"	165,40		13,23	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Passamani di Aba di Rumelia	Passementerie v Aba aus Rumelien . .	عبا غیتانیء روم ایلی
Passamani di Aba di Volo	Passementerie v. Aba aus Volo	عبا غیتانیء غلوس
Passamani di lana .	Passementerie von Schafwolle . . .	یون خرج
„ seta di Volo .	Passementerie von Seide aus Volo .	حریر غیطان غلوس
Pastoje	Halfter	یولار
Pelli concie (mescin) di montoni di Anatolia e Rumelia .	Gegärbte Felle (Meschin) von Schafen aus Anatolien und Rumelien . . .	مشین اناطولی و روم ایلی
Pelli scarlate . . .	Gegärbte Felle, scharlachrothe . . .	آل مشین اناطولی و روم ایلی
„ (mescin) di Costantinopoli . .	Gegärbte Felle aus Constantinopel .	مشین استانه
Pelli suole, vide cuojo.		
„ di agnelli e caprette	Lamm- und Zickelfelle	جلد قوزی و صغیر کچی
Pelli di buffalo e bove secche e salate, grandi e piccoli .	Büffel- und Ochsenfelle, getrocknet u. eingesalzen, grosse und kleine . . .	قوری و طوزلو کون مانده و جلد بقر صغیر و کبیر
Pelli di capra d'Angora, bianche e colorite	Ziegenfelle aus Angora, weiss und färbig . . .	بیاض و الوان پوست انقره
Pelli di lepre di Anatolia	Hasenfelle aus Anatolien	جلد طوشان اناطولی

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Aba gaitani-i-Rumili . . .	l'occa	26,30		2,10	
Aba gaitani-i-Golos . . .	"	39,40		3,15	
Jon chardse	"	49,60		3,96	
Harir gaithani Golos . .	"	262,80		21,02	
Jular	10 pezzi	16,50		1,32	
Mescin-i-Rumili	il pezzo	3,20		0,25	
Al mescin-i-Anatholu ve Rumili	"	5,30		0,42	
Mescin-i-asitane	"	3,30		0,26	
Gild-i-kusu ve ssaghir keci	"	3,10		0,24	
Kuru ve thuzlu gön-i-mande ve gild bakar ssaghir ve kebir	sul valore				
Bejas ve elvan püst-i-Angara	"				
Gild-i-tauscian-i-Anatholu	100 pelli	157,30		12,58	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Pelli di lepre di Rumelia	Hasenfelle aus Rumelien	جلد طوشان روم ایلی
Pelli di montone e capra	Schaf- und Ziegenhäute	جلد قیون و کچی
Pellicceria di Agnello di Rumelia . .	Rauchwerk, Lamm aus Rumelien . .	قوزیء روم ایلی
Pellicceria di capra .	Rauchwerk, Ziegen-	کچی
„ „ castoro	„ Biber- .	قوندوز
Pellicceria di fuina, di Anatolia . . .	„ Steinmarder-, aus Anatolien	سکصار اناطولی
Pellicceria di fuina piedi di, ottimi di Rumelia	Rauchwerk aus Rumelien	سکصار روم ایلی
Pellicceria di fuina piedi di, ottimi .	Rauchwerk, Steinmarder-Füsse von, beste	اعلا سکصار پاچه‌سی
Pellicceria di Rumelia	Rauchwerk aus Rumelien	سکصار پاچه‌سی روم ایلی
Pellicceria di fuina, teste di, di Rumelia	Rauchwerk, Steinmarder-Köpfe von, aus Rumelien . .	سکصار قفاسی روم ایلی
Pellicceria tocchi .	Rauchwerk, kleine Stücke	سکصار خرده‌سی
„ detta senza pello	Rauchwerk, haarlos genannt	تویسز سکصار
Pellicceria di fuina (specie di), detta gogen	Rauchwerk, Steinmarder - Gattung, Gödschen genannt	کوجن

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Gild-i-tauscian-i-Rumili . .	100 pelli	94,40		7,55	
Gild-i-kojun ve keci . . .	il pezzo	6,30		0,50	
Kuzu-i-Rumili	il thulum	46,70		3,73	
Keci	"	14,70		1,17	
Kondos	il pezzo	30		2,40	
Sanssar-i-Anatholu . . .	"	33 30		2,66	
Sanssar-i-Rumili	il pezzo sul valore				
Aala Sanssar paciasi . .	"				
Sanssar paciasi-i-Rumili .	il thulum	266,70		21,33	
Sanssar kafasi-i-Rumili . .	"	233,30		18,66	
Sanssar churdesi	l'occa	150		12,	
Tuisus sanssar	il pezzo	6,70		53,	
Gögen	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Pellicceria di fuina (specie di), detta piedi	Rauchwerk, Füsse .	كوجن پاچه‌سى
Pellicceria di fuina (specie di), detta tocchi	„ Stückchen	كوجن خرده‌سى
Pellicceria di gatto di Anatolia . . .	„ Katze aus Anatolien . . .	كدى‌ء اناطولى
Pellicceria di gatto di Anatolia, piedi	Rauchwerk, Katze, Füsse	كدى پاچه‌سى اناطولى
Pellicceria di gatto di Rumelia	Rauchwerk, Katze a. Rumelien . . .	كدى‌ء روم ايلى
Pellicceria di gatto di Rumelia, nero .	Rauchwerk, Katze, schwarz	سياه كدى‌ء روم ايلى
Pellicceria di gatto di Rumelia, piedi .	Rauchwerk, Katze, Füsse	سياه كدى پاچه‌سى
Pellicceria di gatto selvaggio . . .	Rauchwerk, wilde Katze	سازكديسى
Pellicceria di lince di Erzerum . . .	Rauchwerk, Luchs aus Erzerum . .	وشق ارضروم
Pellicceria di lince di Rumelia . . .	Rauchwerk, Luchs aus Rumelien	وشق روم ايلى
Pellicceria di lupo di Anatolia	Rauchwerk, Wolf a. Anatolien .	قورد اناطولى
Pellicceria di lupo di Anatolia	Rauchwerk, Wolf aus Anatolien . . .	قورد اناطولى
Pellicceria di lupo di Rumelia . . .	Rauchwerk, Wolf a. Rumelien . . .	قورد روم ايلى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Mez. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Gögen paciasi	sul valore				
Gögen churdesi	l'occa	20		1,60	
Kedi-i-Anatohlu	il thulum	33,30		2,66	
Kedi paciasi-i-Anatholu .	"	36,70		2,93	
Kedi-i-Rumili	il pezzo	6,70		0,53	
Sijah kedi-i-Rumili . . .	il thulum	183,30		14,66	
Sijah kedi paciasi . . .	"	80		6,40	
Saz kedisi	"	46,70		3,73	
Vusciak-i-Erzerum . . .	il pezzo	150		12	
Vusciak-i-Rumili	il pezzo sul valore				
Kurd-i-Anatholu	il pezzo	14,70		1,17	
Kurd-i-Anatholu	il thulum	83,30		6,66	
Kurd-i-Rumili	"	76,70		6,13	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Pellicceria di lupo di Zagra gole . .	Rauchwerk, Wolfskehlen aus Zagra	بوغاز زغره
Pellicceria di Martora di Anatolia e Rumelia	Rauchwerk von Marder aus Anatolien und Rumelien . .	زردوا اناطولی و روم ایلی
Pellicceria di Martora, detta Nafè, pezzi del ventre ecc. .	Rauchwerk von Marder, Nafè (d. i. Weichtheile) . .	زردوا نافه‌سی
Pellicceria di Martora, pezzettini . . .	Rauchwerk von Marder, kleine Stücke	زردوا خرده‌سی
Pellicceria di Martora, piedi	Rauchwerk von Marder, Füsse . .	زردوا پاچه‌سی
Pellicceria di Martora, teste	Rauchwerk von Marder, Köpfe . . .	زردوا قفاسی
Pelliccerie di Sciacal di Anatolia . . .	Rauchwerk von Schakal aus Anatolien	چقال اناطولی
Pellicceria di Sciacal di Rumelia . . .	Rauchwerk von Schakal aus Rumelien	چقال روم ایلی
Pellicceria di Sorcio	Rauchwerk von Mäusen	فاره
„ di Volpe d'Anatolia . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Anatolien . .	دیلکوی اناطولی
Pellicceria di Volpe di Anatolia, dorso	Rauchwerk v. Fuchs aus Anatolien, Rücken	صرت اناطولی
Pelliccerie di Volpe di Anatolia, nafè (ventre), cilcafa (teste)	Rauchwerk v. Fuchs, Weichtheile (nafè) und Köpfe (cilcafa)	نافه و چلقفاء اناطولی

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Bogas-i-Zagra	il pajo	80		6,40	
Zerdeva-i-Anatholu ve Rumili	sul valore				
Zerdeva nafesi	"				
Zerdeva churdesi	"				
Zerdeva paciasi	"				
Zerdeva kafasi	"				
Ciakal-i-Anatholu	il pezzo	8		0,64	
Ciakal-i-Rumili	il thulum	60		4,80	
Fare	sul valore				
Dilku-i-Anatholu	il pezzo	8		0,64	
Seirt-i-Anatholu	il thulum	106,80		8,53	
Nafè ve cilkafa-i-Anatholu	"	83,30		6,66	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Pellicceria di volpe, detto casikli göks (petto ecc.) . .	Rauchwerk v. Fuchs (kasikli gögs) Brust etc.	قاسقلى كوكس اناطولى
Pellicceria di volpe di Bosnia . . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Bosnien . .	ديلكوى بوسنه
Pellicceria di volpe di Bosnia, di teste, detta cilcafa .	Rauchwerk v. Fuchs aus Bosnien. Köpfe, genannt cilkafa .	چلقفاء بوسنه
Pellicceria di volpe di Bosnia, di teste, detto cilcafa calavros, qual. infer. del cilcafa . . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Bosnien, gen. cilkafa - calavros, geringere Gattung als cilkafa . . .	چلقفاء بوسنه قلورص
Pellicceria di volpe diBosnia, di ventre, detta nafè . . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Bosnien. Weichtheile (nafè) . .	نافهٔ بوسنه
Pellicceria di volpe di Bosnia e Rumelia, teste . . .	Rauchwerk v. Fuchs, Köpfe, aus Bosnien und Rumelien . .	ديلكو قفاسى بوسنه و روم ايلى
Pellicceria di volpe di Erzerum di ventre e teste . . .	Rauchwerk v. Fuchs a. Erzerum, Weichtheile und Köpfe .	نافه و چلقفاء ارضروم
Pellicceria di volpe di Ochrida, di teste,	Rauchwerk v. Fuchs aus Ochri, Köpfe	چلقفاء اوخرى
Pellicceria di volpe di Ochrida, ventre	Rauchwerk v. Fuchs, Weichtheile, aus Ochri	نافهٔ اوخرى
Pellicceria di volpe di Rumelia . . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Rumelien . .	ديلكوى روم ايلى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Kasikli Göks-i Anatholu .	il pajo	21,30		1,70	
Dilku-i-Bosna	il pezzo	36,70		2,93	
Cilkafa-i-Bosna	il thulum	266,70		21,33	
Cilkafa i-Bosna calavros .	"	166,70		13,33	
Nafè-i-Bosna	"	240		19,20	
Dilku kafasi i Bosna ve Rumili	il thulum di 2 pezzi	266,70		21,33	
Nafè ve cilkafa-i-Erzerum	il thulum	150		12	
Cilkafa-i-Ochri	"	400		32	
Nafè-i-Ochri	"	300		24	
Dilku-i-Rumili	il pezzo	18		1,14	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Pellicceria di volpe di Rumelia, teste, cilcafa	Rauchwerk v. Fuchs aus Rumelien, Köpfe	چلقفاء روم ايلى
Pellicceria di volpe di Rumelia, teste di media grandezza .	Rauchwerk v. Fuchs aus Rumelien, Köpfe mittl. Grösse	ديلكو قفاسى روم ايلى اوسط
Pellicceria di volpe di Rumelia, ventre	Rauchwerk v. Fuchs aus Rumelien, Weichtheile . .	نافهٔ روم ايلى
Pellicceria di volpe di Rumelia, ventre, detta calavros (qual. inferiore) . .	Rauchwerk v. Fuchs aus Rumelien, Weichtheile, Calavros genannt, geringere Gattung .	نافهٔ روم ايلى قلورص
Pellicceria di volpe di Uschiub, ventre	Rauchwerk v. Fuchs aus Uskiub, Weichtheile	نافهٔ اسكوب
Pellicceria di volpe di Zagra in Bosnia e di Rumelia, dorso calavros	Rauchwerk v. Fuchs aus Zagra in Bosnien und aus Rumelien, Rücken-Calavros	صرت زغرهٔ بوسنه و روم ايلى قلورص
Pelliccia di volpe di Zagra, di teste .	Rauchwerk v. Fuchs aus Zagra, Köpfe	چلقفاء زغره
Pellicceria di volpe, piedi di	Rauchwerk v. Fuchs, Füsse	ديلكو پاچه سى
Pellicceria di volpe, ventre di, detta nafè-i-calavros	Rauchwerk v. Fuchs, Weichtheile, nafè-i-calavros genannt	نافهٔ قلورص

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Cilkafa-i-Rumili	il thulum	233,30		18,66	
Dilku kafasi i Rumili evsat	"	116,70		9,33	
Nafè-i-Rumili	"	116,70		13,33	
Nafè-i-Rumili kalavros . .	"	90		7,20	
Nafè-i-Uskiub	"	166,70		13,33	
Seirt-i-Zagra-i-Bosna ve Rumili kalavros . . .	il pacco di 20 pezzi	46,70		3,73	
Cilkafa-i-Zagra	"	100		8	
Dilku paciasi	il thulum	46,70		3,73	
Nafè-i-kalavros	"	100		8	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Pello di capra d'Angora, Conja, Castamboli, Beibasar e Gherede, detto Tiftic e Finic . .	Ziegenhaar a. Angora, Koniah, Castambul, Beybasar und Gerede, gen. Tiftik und Finik . .	تفتك وفنك انقره وقونيه وقسطمونى وكره‌ده و بكپازارى
Pello di capra, detto Tiftic di Van . .	Ziegenhaar (Tiftik) von Van	تفتك وان
Pello di capra, nero, detto Platun . .	Ziegenhaar, schwarz, Platun genannt .	پلاطون تعسبير اولنور بالجمله دهرم
Pepe rosso		قرمزى بوبه
Pergamena	Pergament	تيرشه
Pesci salati di ogni genere	Gesalzene Fische jeder Art	بالجمله طوزلو بالق
Pesi di bilancia in bronzo		طونج ترازو درهمى
Pesi di bilancia in ottone		پرنج ترازو درهمى
Peten (stoffa broccata)	Peten (Brocatstoff) .	پتن
Pettini di avorio di Costantinopoli . .	Kämme aus Elfenbein aus Constantinopel	فيلديشى طراق استانه
Pettini di legno bosso	Kämme aus Buchsbaumholz . . .	جمشير طراق
Pettini di legno ordinario	Kämme aus gewöhnlichem Holze . .	اغاج طراق
Pietre foccaje di Rumelia	Feuersteine aus Rumelien	چقماق طاشى روم ايلى
Piombo in pane . .	Blei in Blöcken . .	قورشون خام

Nome delle mercansie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Tiftik ve finik-i-Engûrû ve Konja ve kastamuni ve Gherede ve Beipazari .	l'occa	20,50		1,64	
Tiftik-i-Van	"	10		0,80	
Platun taabir olunur bilgiumle dehrem	sul valore				
Kirmis-i-biber		4		0,32	
Tirsce	il pezzo	3,30		0,26	
Bilgiumle thuzlu balik . .	sul valore				
Thundes terazu dirhemi .	l'occa	16,50		1,32	
Pirincs terazu dirhemi . .	"	19,80		1,58	
Peten	la pezza	198,50		15,88	
Pil disci tharak-i-asitane .	l'occa	123,30		9,86	
Oemscir tharak	il capsara di 5500 pezzi	246,30		19,70	
Agacs tharak	"	131,40		10,51	
Ciakmak thasci-i-Rumili .	2 otre (thulum) 120 occhе 30000 pezzi	492,80		39,42	
Kurscium-i-cham	sul valore				

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Pistole di Perserendi, cioè ottime . . .	Pistolen a. Perserend, beste	اعلا پشتوی پرزرين
Pistole di Perserendi e di Calcandelen .	Pistolen a. Perserend und Calkandelen .	پشتوی پرزرين و قالقان دلن
Platun, vide Pello di capra nero.		
Prodotti di Egitto di ogni genere .	Producte a. Egypten jeder Art . . .	مصرده حاصل اولان اشيانك كافه‌سی
R.		
Radice saponaria, v. saponaria.		
Rame in pani . . .	Kupfer in Blöcken .	نحاس كولچه
Rame lavorato, e caffetiere di Castamboli	Kupfer, verarbeitetes, Kupfergeschirre u. Kaffeekannen aus Castambul . . .	نحاس اوانیء قسطمونی و قهوه ابریغی
Rame di Costantinopoli	Verarbeitetes Kupfer aus Constantinopel	نحاس اوانیء استانه
Rame di Tocat . .	Verarbeitetes Kupfer aus Tokat . . .	نحاس اوانیء توقاد
Rame lavorato di Trebisonda	Verarbeitetes Kupfer aus Trapezunt .	نحاس اوانیء طربزون
Rame lavorato usato	Verarbeitetes Kupfer, unbrauchbares .	مستعمل نحاس
Rame vecchio . . .	Verarbeitetes Kupfer, altes	نحاس كهنه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Aala pisctov-i-Perserin . .	sul valore				
Pisetow-i-Perzerin ve Kalkandelen	il pajo	29,50		2,36	
Missrde hasil olan escijanûn kiafesi	sul valore				
Nahas kôlce	„				
Nahas avani-i-Castamuni ve kahve ibrighi	l'occa	26,30		2,10	
Nahas avani-i-asitane . .	„	26,50		2,12	
Nahas avani-i-Tokat . . .	„	19,70		1,57	
Nahas avani-i-Trabson . .	„	23		1,84	
Mûstaamel nahas	„	16,50		1,32	
Nahas-i-kôhne	„	9,30		0,74	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Regolizia, vide sugo di.		
Resina bianca . . .	Harz, weisses . . .	چام ساقزی بیاض
„ gialla . . .	„ gelbes . . .	چام ساقزی صاری
Reti da pesca . . .	Fischernetze . . .	بالق اغی
Riso di Egitto, Filippopoli e Trebisonda	Reis aus Egypten, Filippopel und Trapezunt	ارز مصر و فلبه و طربزون
Rosari, vide corone.		
S.		
Sacchi vuoti di crine, detti muitab e corde di crine	Säcke aus Rosshaar, Muitab genannt, u. Rosshaarstricke .	مویتاب تعبیر اولنور تهی غرار و قزیل روم ایلی و اناطولی
Salep di Anatolia .	Salep aus Anatolien .	ثعلب اناطولی
„ di Rumelia .	„ aus Rumelien .	ثعلب روم ایلی
Salnitro e Natrone di Egitto	Salniter und Natron aus Egypten . .	کهرچله و نطرون مصر
Sandaraca	Sandrakgummi . .	صنداراقه
Sanguisughe, vide mignatte.		
Santa marca (specie di cassacca) ordinaria	Santamarka (Art Jacken), gewöhnl.	صالطه مارقه عادی
Santa marca piccola	Santamarka, kleine .	صالطه مارقه صغیر
Saponaria	Seifenstein	چوکن

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Mag. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Ciam sakisi bejas	il cantaro	57,80		4,62	
Ciam sakisi ssari	"	32,20		2,57	
Balik aghi	sul valore				
Erz-i-Missr ve Filibe ve Trabson	"				
Muitab taabir olunur gharar ve kasil-i-Rumili ve Anatholu	l'occa	7,80		0,62	
Ssalep-i-Anatholu	"	19,30		1,54	
Ssalep-i-Rumili	"	12,90		1,03	
Kôhergele ve nathron-i-Missr	sul valore				
Ssandaraka	"				
Ssalta marca aadi	il pezzo	19,80		1,58	
Ssalta marca ssaghir . .	"	9,90		0,79	
Ceujen	l'occa	1,90		0,15	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Sapone	Seife	صابون
Scagliola (grana lunga, per canarini)	Canariensamen . .	قناریه یمی
Scamonea	Skamonienharz . .	محموزه
Scarpe, dette Bartin jemenisi . . .		بارطین یمنیسی
Scarpe, vide calzature.		
Scarpini, detti Terlic	Schuhe, Terlik genannt	ترلك
„ di Aba, grandi	Schuhe aus Aba, gross	عبا ترلك کبیر
„ „ „ piccoli	„ „ „ klein	عبا ترلك صغیر
Schiuma di mare .	Meerschaum . . .	لولهٔ استفه
Sciali di Tunisi, bianchi	Shawls aus Tunis, weiss	بیاض شال تونس
Sciali di Tunisi, colorati	Shawls aus Tunis, färbig	الوان شال توبس
Sciali di Tunisi, detti Helali	Shawls aus Tunis, Hellali genannt .	حلالی شال تونس
Sciali di Tunisi, detti Tonluc (a disegni)	Shawls aus Tunis, Thonluk genannt (geblümt) . . .	طونلق شال تونس
Sciali di Caragialar .	Shawls aus Caradschilar	شال قره جه‌لر
„ di Costantinopoli	Schali aus Constantinopel	شالیء استانه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Saabun	il cantaro	136,50		10,92	
Kanaria jemi	il kilo di Costantinopoli 20 occhè	19,30		1,54	
Mahmuse	l'occa	138		11,04	
Barthin jemenisi	il pajo	14,70		1,17	
Terlik	"	4		0,32	
Aba terlik kebir	il pacco di 10 paje	26,70		2,13	
Aba terlik ssaghir . . .	"	13,30		1,06	
Lûle-i-istife	la cassa	616,40		49,31	
Bejas scial-i-Thunus . . .	il pezzo	26,10		2,08	
Elvan scial-i-Thunus . .	"	32,60		2,60	
Helali scial-i-Thunus . .	"	97,80		7,82	
Thonluk scial-i-Thunus . .	"	52,20		4,17	
Scial-i-Karagialar	"	13		1,04	
Sciali-i-asitane	il pezzo di 27 picchi	178,70		14,29	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Sciali di Tossia e cinture dette Talat .	Schali aus Tossia, und Leibbinden, Thalat genannt . . .	شالی طوسیه و طللت قوشاق
Sciali e sof (camelto) di Angora, largo e stretto	Schali und Sof (Camelott) aus Angora, breit und schmal	شالی و صوف انقره اکلی و انسز
Sciugamani, detti havlu, di Caraferia .	Handtücher, Hawlu genannt, aus Caraferia	حاولی قره فره
Sciugamani di Chiva (Gheïve) . . .	Handtücher a. Geïve	حاولی کیوه
Sciugamani di Costantinopoli . .	„ aus Constantinopel . . .	
Sciugamani ricamati a falso	Handtücher mit falscher Stickerei .	کاذب اشلمه حاولی
Scope di giunco . .	Binsenbesen . . .	حصیر سپورکه‌سی
Segala	Roggen	چودار
Selle di legno . . .	Holzsättel . . .	اغاج قالتاق
Seme, vide grana.		
Sena	Sennes	سناءمکی
Sesamo, vide grano di.		
Seta, detta Gasasie di Costantinopoli . .	Seide, Gasasie genannt, aus Constantinopel	حریر غزازیه استانه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Sciali Tossia ve Thallat cusciak	sul valore				
Sciali ve ssof-i-Angara enli ve ensis	la pezza di 32 picchi	424		33,92	
Havli-i-karaferia	l'occa	39,40		3,15	
Havli-i-gheive	"	24,60		1,96	
Kissib iscleme havli . . .	il pajo	6,60		0,52	
Hassir sûpurghesi	la vet. 2000 pezzi	1314		105,12	
Ciandar	il kilo di Cospoli	6,30		0,50	
Agac kaltak	il pezzo	4		0,32	
Senameki	sul valore				
Harir-i-ghazazie-i-asitane .	l'occa	308,20		24,65	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Seta dell' Impero Ottomano, lavorata all'uso del paese, cioè al manginic (la maggior parte di Adrianopoli, Brussa, Salonicco, Amasia ecc.) di ogni genere	Seide aus dem osmanischen Reich, verarbeitet nach Gebrauch des Landes, d i. mit dem sogenannten Mandschinik gearbeitet (aus Adrianopel, Brussa, Salonich, Amasia etc.) aller Art	ممالك محروسه ده كائن بالجمله منجينقلرده حاصل اولان حرير
Seta delle filature (alla machina) dell' Impero Ottomano di ogni genere . .	Seide aus den Maschinenspinnereien des ottomanischen Reiches von aller Art	ممالك محروسه ده كائن بالجمله ماشينلرده حاصل اولان حرير
Seta di Cipro, Aidin, Mentesce, Scio, Creta, Sigalla, Aleppo, Beirut, Saida e Damasco	Seide aus Cypern, Aidin, Mentesche, Schio, Creta, Sigala, Aleppo, Beirut, Saïda und Damascus	قبريس و ايدين و منتشا و ساقز و كريد و صغله و حلب و بيروت و صيدا و شام حريرى
Seta di colore . .	Seide, färbig . . .	الوان حرير
„ bozzoli di, vide bozzoli.		
Seta, vide doppioni.		
„ „ grano di.		
Sevai (stoffa) di Aleppo, superiore .	Sevai (Stoff) a. Aleppo, feinster	اغر سوايىء حلب
Sevai (stoffa) di Aleppo, qualità media .	Sevai, mittelfein . .	اوسط سوايىء حلب

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Memalik-i-Mahrusede kiaïn bilgiumle manginiklerda hassil olan harir . . .	l'occa	155		12,40	
Memalik-i-Mahrusede kiaïn bilgiumle mascinlerde hassil olan harir	"	217,30		17,38	
Kibris ve Aïdin ve Mentesce ve Sakiz ve Kirid ve Ssegala ve Haleb ve Sciam ve Ssaida ve Beïrut hariri	"	108,50		8,68	
Elvan harir	l'occa	242,60		19,72	
Aghir sevai-i-Haleb . . .	la pezza	295,60		23,61	
Evsat sevai-i-Haleb . . .	"	197,10		15,76	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامیٔ امتعه و اشیا
Sevai (stoffa) di Aleppo, ordinaria . .	Sevai, gemein . . .	ادنا سوايى حلب
Sevo, vide buttiro.		
Smeriglio di ogni qualità	Schmergel aller Art	بالجمله سمپاره
Sottotazze, vide zarf.		
Spago	Spagat	اسپاولى
Spugne	Badeschwämme . .	سونكر
Staffe di ferro . . .	Eiserne Steigbügel .	اهن ركاب
Stivali neri e rossi .	Stiefel, roth u. schwarz	چزمه سياه و قرمزى
„ gialli . .	„ gelbe . . .	صارى چزمه
Stoffa di gaz, detta Eleclic, per Crivelli	Gazstoff, Eleklik genannt, für Siebe .	الكلك بروجك
Stoffa di gaz, detta Cehre di Costantinopoli	Gazstoff, Tschehre v. Constantinopel .	چهره بروجك
Stoffa di gaz, vide Meles.		
Stoffa di gaz, Ojabasc, vide Ojabasc.		
Stoffe, vide Aba, Abani, Agabani, Bindalli, Damgachane, Destar, Ghesi, Gulmes, Hachir, Chetabi Indiane ecc.		
Stoppa, vide canapa.		

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Edna sevai-i-Haleb . . .	la pezza	65,70		5,25	
Bilgiumle sempare . . .	sul valore				
Ispavli	l'occa	9,90		0,79	
Sungher	sul valore				
Ahen rikiab	il pajo	9,90		0,79	
Cisme sijah ve kirmisi . .	sul valore				
Ssari cisme	il pajo	23,20		1,85	
Eleclec bûrûmgik	la pezza	52,90		4,23	
Cehre bûrûmgik	il pezzo	26,50		2,12	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Stracci di seta, vide borra.		
Sugo di liquirizia . .	Süssholzsaft . . .	ميان بالى
T.		
Tappeti all' uso dell'armata	Teppiche zum Gebrauche des Militärs	عسكر يتاقلق ايچون كليم
Tappeti, detti Seischane, grandi . .	Teppiche, Seischane genannt, grosse .	كليم سايسخانهٔ كبير
Tappeti, detti Seischane, piccoli . .	Teppiche, Seischane genannt, kleine .	كليم سايسخانهٔ صغير
Tappeti di Ghediis (siggiade), di Cherdos (calicia), d'Isladi (siggiade), di Cula (id.) ed altri del genere siggiade (cioè tappeti picc.)	Teppiche von Gedes (Sidschade), von Gerdos (Calidscha) Isladi (Sidschade), von Cula (ebenso) und andere Sidschade genannt, d. i. kleine Teppiche	سجادهٔ كدوس و قاليچهٔ كوردوس و ايزلادى سجاده و سجادهٔ قوله و سجادهٔ سائره
Tappeti di Salonicco, vide feltri.		
Tappeti di Smirne, detti Usciac . .	Teppiche aus Smyrna, Uschak genannt	حالىء عشاق
Tapetti turcomani, detti chilim . . .	Teppiche, türk., Kilm genannt	كليم توركمان
Tela, detta Astar di Castamboli . . .	Leinwand, Astar genannt, aus Castambul	استار قسطمونى

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Mejan bali	sul valore				
Askier jataklik iciun kilim	il pezzo	13,10		1,04	
Kilim-i-Seïschane kiebir .	"	49,30		3,94	
Kilim-i-Seïschane ssaghir .	"	26,30		2,10	
Siggiade-i-kedüs ve kaliciai-Gordos ve Izladi, siggiade ve siggiade-i-kula ve siggiade-i-saïre . . .	sul valore				
Hali-i-Usciak	l'occa	25,20		2,01	
Kilim-i-turcmen	il pezzo	128,60		10,28	
Astar-i-kastamuni	la balla di 60 pezzi di 18 à 19 picchi	450		36	

Indicazione delle mercansie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Tela, detta Astar di Cesarea, Sivas e Gallipoli	Leinwand aus Cäsarea, Sivas u. Gallipoli	استار قيصريه وسيواس وكليبولى
Tela, detta Astar di Chiva (Gheïve) .	Leinwand aus Geïve	استار كيوه
Tela, detta Astar di Hamid	„ aus Hamid	استار حميد
Tela, detta Astar di Tasccöprü . . .	„ aus Taschköprü	استار طاشكوپرى
Tela, detta Astar detta Chirpas di Alajalarga	Leinwand, Kirpas genannt, von Alaja, breit	كرپاس علائيه اكلى
Tela, detta Chirpas di Alaja stretta . .	Leinwand von Alaja, schmal	كرپاس علائيه اكسز
Tela di Castamboli, sopranom. Chemerlik	Leinwand aus Castambul, Kemerlik genannt	كمرلك تعبير اولنور كرپاس قسطمونى
Tela di Chedüs, larga e stretta	Leinwand aus Gedos, breit und schmal .	كرپاس كدوس اكلى و اكسز
Tela (Chirpas) di Chedüs per vestiti	Leinwand, genannt Kirpas, von Gedos, für Kleider . . .	اثوابلك كرپاس كدوس
Tela di Menemen .	Leinwand aus Menemen	كرپاس منه مان
„ di Mersifon . .	Leinwand aus Mersifon	كرپاس مرزيفون
„ detta Idare . .	Leinwand, genannt Idare	كرپاس اداره

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Astar-i-kaisarie ve Sivas ve Ghelipoli	sul valore				
Astar-i-Gheïve	"				
Astar-i Hamid	la balla di 60 pezzi	443,50		35,48	
Astar-i-Thascköprü . . .	il pezzo	3,90		0,31	
Kirpas-i-Alaja enli . . .	la pezza	5,80		0,46	
Kirpas-i-Alaja ensiz . . .	la pezza	4,70		0,37	
Kemerlik taabir olunur Kirpas-i-Kastamuni . . .	"	5,80		0,46	
Kirpas-i-kiedüs enli ve ensiz	la balla 50 à 55 pezzi	411,80		32,94	
Essvablik Kirpas Kedüs .	il pezzo	7		0,56	
Kirpas-i-Menemen	la pezza	9,20		0,73	
Kirpas-i-Merzifun	"	5,80		0,46	
Kirpas-i-Idare	la pezza di 12 picchi	49,60		3,96	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامئ امتعه و اشيا
Tela, detta Meles (mescolata) di Brussa .	Leinwand, genannt Meles, gemischt, aus Brussa . . .	ملس بروسه
Tela di Cospoli, vide Meles.		
Tela, vide camiscie e mutande di		
Tela di cotone . .	Leinwand aus Baumwolle	كرپاس پنبه
„ di cotone di Mersifon	Leinwand aus Mersifon	كرپاس پنبهٔ مرزيفون
Tela di lino d'Anatolia	Leinwand-Linnen aus Anatolien . . .	كرپاس كتان اناطولى
Tela di lino di Risa, superiore . . .	Leinwand-Linnen aus Risa, beste . .	كرپاس كتان ريزه اعلا
Tela di lino di Risa, inferiore	Leinwand-Linnen aus Risa, gewöhnliche	كرپاس كتان ريزه ادنا
Tela incerata per fanali	Wachsleinwand zu Laternen	فنار مشمعه سى
Teriac falso, imitazione di altun-basc . .	Theriak, falscher, Nachahmung von Altun-Basch . .	التون باشى تقليدى كاذب تريياق
Teriac falso, ordinario	Theriak, gewöhnlicher	ادنا كاذب تريياق
Terlic, vide scarpini.		
Terra blù cosidetta (tinta violetta) . .	Violette Erde . . .	مور طوپراق

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Meles-i-Brussa	la pezza di 22 picchi	72,30		5,78	
Kirpas pembe	la pezza di 12 picchi	13,30		1 06	
Kirpas-pembe-i-Merzifun .	il pezzo	16,40		1,31	
Kirpas ketan-i-Anatholu .	l'occa	12,80		1,02	
Kirpas ketan-i-Riza aala .	"	64,30		5,14	
Kirpas ketan-i-Riza edna .	"	25,70		2,05	
Fener musciammasi . . .	il pezzo	2		0,16	
Altunbasc taklidi kiasib teriak	l'occa	26,50		2,12	
Edna kiasib teriak . . .	"	13,30		1,06	
Mor Thoprak	l'occa	4,70		0,37	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Terraglia, vide cicchere.		
Tessuti, vide Alagia.		
Tessuto di lana, detto Muhajer di Tossia e Papas	Schafwollgewebe aus Tossia, Muhajer u. Papas genannt .	محیر طوسیه و پاپاس
Testiere, briglie, morsi, cinghie . . .	Kopfzeug, Zügel, Gebiss, Gurten, Schwanzriemen .	باشلق و دزکین و کم و قوصقون و زحمه و قولان
Tiftic di Angora, vide pelli		
Tiftic di Van, vide pelli.		
Tovaglie e tovaglini di Hama, ricamati (in filo di metallo) e semplici . . .	Tischzeug aus Hama gestickt (in Metallfäden) und einfach	صفره و پشکیر حمه تللی و ساده
Tubi da narghilè . .	Röhren für Wasserpfeifen (Narghilè)	مارپیچ
U.		
Uose di Aba tiftic .	Gamaschen von Aba-Tiftik	تفتك عبادن پطور
Ustluc, vide fazzoletti.		
Uva passa di Beilerge	Rosinen aus Beilerdsché	اوزم بکلرجه
„ „ di Caraburnu senza granelli	Rosinen aus Caraburnu, ohne Körner	اوزم قره بیرون چکردکسز

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'ore à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Muhajer-i-Thosia ve papas	la pezza	29,40		2,35	
Basclik, disghin ve kem, ve kuskun ve zahme ve kolan	il deste di 10 pezzi	52,50		4,20	
Sofra ve pesckir-i-Hama telli ve sade	il pezzo	257,20		20,57	
Marpics	la decina	59,60		4,76	
Tiftik abadan puthur . .	il pajo	46,70		3,73	
Uzûmi Beïlergè	il cantaro	70,70		5,65	
Uzumi karabeirun cekerdeksiz	„	231,40		18,51	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Uva passa di Corinto	Rosinen aus Korinth	اوزم قوش
Uva passa di Mandalia e Samos . . .	Rosinen aus Mandalia und Samos . .	اوزم ماندالیات سیسام
Uva passa di Vurla, Cescme e Jerli, senza granelli (sultanine)	Rosinen aus Vurla, Tscheschme und Jerli ohne Körner (Sultaninen) . .	اورله و چشمه و یرلی محصولی چکردکسز اوزم
Uva passa rossa, detta Resacki di Caraburnu e Sejut . .	Rosinen, rothe, Resaki gen., aus Caraburnu und Sejut .	قره بیرون و سکوت اوزم رزاقی
Uva passa di Stanchio	Rosinen, rothe, aus Stanchio	اوزم استانکوی رزاقیسی
Uva passa di Vurla, Cescme, Aidin, Mentesce, Caraoglan e Tire	Rosinen, rothe, aus Burla, Tscheschme, Aidin, Mentesché, Caraoglan u. Tire	اورله و چشمه و ایدین و منتشا و قره اوغلان و تیره اوزم رزاقی
Uva nera di Aidin e Tire	Rosinen, schwarze, aus Aidin u. Tire	سیاه اوزم ایدین و تیره
V.		
Valonea di Aidin, Usciac, Gedos ed altre, che vengono calate alla scala di Smirne	Ackerdoppen (Knoppern) aus Aidin, Uschak, Gedos und anderen zur Eschelle v. Smyrna gebrachten . . .	پلاموط ایدین و عشاق و کدوس و سائر ازمیر اسکله‌سنه تنزیل اولنان
Valonea Aivagic, Esina, Metelino, Chemer e dei Dardanelli	Ackerdoppen aus Aidin, Esina, Mitylene, Kemer und Dardanellen . .	پلاموط ایواجق و ازینه و مدللو و کمر و قلعهٔ سلطانیه

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Uzûm-i-kusc	il cantaro	160,70		12,85	
Uzum-i-Mandaliat ve Sisam	„	64,30		5,14	
Vurla ve cescme ve jerli mahsuli cekerdeksiz uzum	„	186 40		14,91	
Karabeirun ve Sekiut ûzûm rezaki	„	193		15,44	
Uzum-i-Istanköi rezakisi .	„	128,50		10,28	
Vurla ve Cescme ve Aïdin ve Mentesce ve kara oghlan ve Tire uzum-i-rezaki	„	160,70		12,85	
Sijah uzum-i-Aïdin ve Tire	„	45		3,60	
Palamuth-i-Aïdin ve Usciak ve Chedûs ve saïr Izmir iskelesine tenzil olunan	„	45		3,60	
Palamuth-i-Aivagik ve Esine ve Midillû ve Kemer ve kale-i-Sultanije	„	51,40		4,11	

Indicazione delle mercanzie	Benennung der Waaren	اسامی امتعه و اشیا
Verghe da cestaruolo, vide legno.		
Vino di tutti gli stati ottomani, compresovi il vino ordinar. di Cipro	Wein des ottomanischen Reiches, der gewöhnliche Wein aus Cypern inbegriffen	قبریس عـادی شرابی داخل اولدیغی حلده بالجمله ممالك محروسه شرابی
Vino di comanderia .	Commanderie-Wein	قبریسده حاصل اولان قوماندار یه تعبیر اولنور شراب
Z.		
Zafferano di Anatolia e di Rumelia . .	Saffran aus Anatolien und Rumelien . .	زعفران اناطولی و روم ایلی
Zaffrone di Anatolia .	Safflor aus Anatolien	عصفور اناطولی
„ di Egitto .	„ „ Egypten .	عصفور مصر
Zarf (sottotazze) di ottone , ...	Sarf (Untertassen zu Kaffehbechern) aus Messing . .	ظرف طومباق
Zoccoli di legno, vide galosce.		

Nome delle mercanzie in turco	Quantità tariffata	Valutazione Meg. d'oro à 100 previo difalco del 10%		Dazio di 8%	
		Piastre	Centes.	Piastre	Centes.
Kibris aad-i-sciarabi dachil oldûghi halde bilgiumle memalik-i-mahruse sciarabi	l'occa	1,80		0,14	
Kibrisde hassil komandaria taabir olunur sciarab .	sul valore				
Zafran-i-Anatholu ve Rumili	„				
Assfur Anatholu	l'occa	10,50		0,84	
Assfur-i-Missr	sul valore				
Zarf-i-thombak	la decina	19,80		1,58	

1862

Conclusione.

A tenore del nuovo trattato di commercio tutte le merci importate dai negozianti austriaci nell' Impero Ottomano, salvo le proibite, come è detto qui sopra, nonchè quelle esportate dagli Stati Ottomani sono sottomesse ad un dazio di 8%.

Essendo però questo dazio a norma del nuovo trattato di Commercio da percepirsi sul valore, delle merci alla scala, le valutazioni, fissate sul prezzo di vendita all' ingrosso, vennero ribassate mediante un difalco di 10%, onde ridurrle al prezzo di scala.

L' importo del dazio venne dunque inserito nella presente Tariffa calcolato sui prezzi netti, di modo che verrà percepito, tale, quale vi si trova inserito.

Non essendo però applicabile il dazio di 8% indicato pel-l'esportazione nella presente Tariffa, che durante il primo anno di questa;

pel secondo anno sarà ridotto di un ottavo e portato al sette. Pel terzo anno sarà portato al sei e così in seguito di modo che sia fatto un ribasso annuale dell' uno per cento fino al-l'ottavo anno, in cui come anche per il seguito non verrà percepito che il dazio di 1% soltanto quale compenso delle spese della dogana a normia del Trattato.

Ogni mercanzia non indicata in questa tariffa, o che essendovi iscritta e tariffata ad valorem subirà, come si è detto, un ribasso del 10% sul valore corrente e pagherà poi, se è mercanzia di esportazione, la dogana sul valore rimanente, però sempre col ribasso, successivo dell' 1% all' anno come gli articoli tariffati in ciffra.

I prodotti importati in Turchia dovendo costantemente pagare l' 8% ogni mercanzia d'importazione non tariffata o lasciata ad valorem pagherà pure l' 8% previa sempre la riduzione del 10% sul loro valore.

Il pagamento dei diritti d' importazione e di esportazione sarà effettuato, moneta contante in buone valute d'oro e d'argento al corso fissato dal Governo, cioè il Juzluk (lira turca o megidiè d'oro a cento piastre) le sue subdivisioni d'oro e d'ar-

gento di giusto peso in proporzione, come cinque megidiè d'ar- 1862
gento per un megidiè d' oro di cento Piastre, e finalmente le valute straniere al corso della Zecca su questa base.

I negozianti avendo à Costantinopoli la facoltà di pagare, se lo desideranno in Caimè, al più alto corso della Borsa in vece di Megidiè d'oro a ragione di Cento Piastre, si procurerà ogni giorno il Bollettino della Borsa del giorno precedente indicante quante Piastre in Caimè rappresentino un Megidiè d'oro.

Questo Bollettino rimarrà pubblicamente affisso in dogana ove sarà ricevuto il Caimè al più alto corso indicato come si è detto.

Questo pagamento in Caimè sulla base del Megidiè d' oro a cento Piastre in surrogazione della moneta di giusto peso, è per ora riservato e circoscritto alla Capitale.

Se più tardi il Caimè sarà messo in circolazione nelle Provincie sarà pure ricevuto in quelle dogane, nei modi stabiliti per le Dogane di Costantinopoli, cioè calcolando quante Piastre Caimè sieno necessarie per rappresentare un Juzluk Megidiè d'oro a Cento Piastre.

Però siccome non è possibile prima della detta evenienza stabilire una base sull' incognito rimane per ora riservata la quistione delle norme applicabili al pagamento in Caimè nelle dogane provinciali sulla quale in caso ove fosse necessario s'intenderanno l' I. R. Internunziatura e la Sublima Porta.

Fino a quell' epoca i dazii doganali nelle provincie saranno riscossi nel modo sopra indicato, cioè il Juzluk Megidiè d'oro a ragione di Cento Piastre, le sue frazioni di peso giusto oro ed argento nella stessa proporzione cinque Megidiè di argento per un megidiè d'oro a Cento Piastre e le monete straniere al corso della zecca sulla detta base.

Se gli agenti della dogana ed i negozianti non possono intendersi sul valore delle merci non tariffate o lasciate ad valorem, e ne insorga contesa, i diritti di Dogana saranno, secondo l'uso antico, soddisfatti in natura.

La presente Tariffa entrerà in vigore alla dogana in Costantinopoli ed in tutte le altre dogane dell' Impero dal 1 marzo

1862 1278 (13 marzo 1862 N. S.) fino al 1 marzo 1285 (13 marzo 1869 N. S.).

Potendo succedere col tempo dei cambiamenti nel valore delle mercanzie, sei mesi prima di questo termine, cioè durante il corso degli ultimi sei mesi ognuna delle parti avrà diritto di chiedere la revisione della Tariffa, ma trascorsi i sei mesi senza che alcuna delle parti ne abbia chiesta la revisione, questa Tariffa continuerà a rimaner in vigore per altri sette anni. Conformemente alla decisione presa dall' I. R. Internunziatura e dalla S. Porta ed alla Sovrana risoluzione in proposito venne compilata e firmata la presente Tariffa.

Schluss.

Der von österreichischen Kaufleuten für die (mit Ausnahme der mit Verbot belegten Artikel) nach der Türkei ein- oder aus der Türkei ausgeführten Waaren zu entrichtende Zoll ist in dem neuen Handelsvertrage auf 8% festgesetzt.

Da jedoch nach den Bestimmungen desselben der Zoll auf den Werth der Waare an den Eschellen erhoben werden soll, so wurde an den Schätzungspreisen, welche auf Basis des en gros Verkaufes (das türkische Goldstück Medschidie jüslük zu 100 Piaster gerechnet) bestimmt worden waren, ein Abzug von 10% vorgenommen, um dieselben auf den Eschellepreis zurückzuführen.

Da somit die festgesetzten und in dem Tarife aufgenommenen Zollbeträge auf Grundlage des Nettowerthes bestimmt sind, so werden dieselben genau so erhoben werden, wie sie hier angegeben erscheinen.

Da der für die Ausfuhrartikel ausgeworfene Zollbetrag nur für das erste Jahr des Tarifes zu gelten hat, so wird derselbe im zweiten Jahre durch Abzug eines Achtels auf sieben, im dritten Jahre mittelst Abzugs eines Siebentels auf sechs Procent, somit alljährlich um ein Procent vermindert, bis er im achten Jahre auf ein Procent herabsinkt, in welchem und in den folgenden Jahren den Bestimmungen des Tractates gemäss fortan nur

ein Zoll von ein Procent als Deckung der Mauthauslagen behoben 1862
werden wird.

Die Waaren, welche entweder in dem Tarife nicht verzeichnet, oder zwar daselbst aufgeführt, aber ad valorem belassen sind, werden nach deren Marktpreis und Werthe bestimmt. Sind dies Ausfuhrartikel, so wird vorerst an dieser Schätzung ein Abzug von 10% vorgenommen, und der sodann bleibende Rest, so wie dies bei den tarifirten Ausfuhrartikeln der Fall ist, einer alljährlich um ein Procent geringeren Verzollung unterzogen.

Die in die ottomanischen Staaten eingeführten österreichischen Producte unterliegen einem unveränderlichen Zolle von 8% und derlei Einfuhrartikel, welche entweder in dem Tarife nicht verzeichnet, oder zwar genannt aber ad valorem belassen sind, werden gleichfalls nach Abzug von 10% von ihrem Werthe unverändert mit 8% zu verzollen sein.

Diese Zollbeträge werden im Voraus und in klingender Münze eingehoben und zwar das Medschidie-Goldstück jüslük zu 100 Piaster, dessen vollgehaltige Unterabtheilungen in Gold und Silber demgemäss, und 5 Silber-Medschidies gleich einem Gold-Medschidie zu 100 Piaster gerechnet, endlich die fremden Münzen in eben diesem Verhältnisse zum officiellen Curse des Münzamtes berechnet werden.

Da den Kaufleuten in Constantinopel die Wahl freisteht, statt des Medschidies in Gold (zu 100 Piaster berechnet) Kaimes zum höchsten Curse abzugeben, so wird die Mauth täglich den Curszettel, der den Stand des Gold-Medschidie im Verhältnisse zum Kaime angibt, von der Börse kommen lassen und denselben öffentlich auf der Mauth durch Maueranschlag bekanntgeben und das Papiergeld zu dem höchsten Curse annehmen, der dem erwähnten Curszettel zufolge dem Medschidie-Goldstücke entspricht.

Die Annahme der Kaimes statt vollgehaltiger Münzen in der eben erwähnten Weise, das Medschidie-Goldstück zu 100 Piaster gerechnet, bleibt für den Augenblick auf Constantinopel beschränkt.

1862 Wenn später Papiergeld in den Provinzen in Circulation gesetzt würde, so wird dasselbe in den Mauthen der Provinzen in derselben Weise angenommen werden, wie für die Mauthen von Constantinopel soeben erwähnt wurde, nämlich nach Massgabe der Summe Papiergeldes, welche nöthig ist, um ein Gold-Medschidie zu kaufen.

Da indessen nicht im Vorhinein, d. h. vor Eintreten dieser Eventualität eine Regel festgestellt werden kann, so bleibt die Frage über die Modalität der Bezahlung der Mauth in Kaimes in den Provinzialzollämtern vorläufig unentschieden, und je nach Umständen weiteren Vereinbarungen der hohen Pforte mit der Vertretung der kaiserlichen Regierung vorbehalten.

In der Zwischenzeit werden die Mauthgebühren in den Provinzen nach der oben erwähnten Weise erhoben werden, nämlich das Goldstück Medschidie jüslük zu 100 Piaster, dessen vollgehaltige Unterabtheilungen in Gold und Silber im gleichen Verhältnisse fünf Medschidie in Silber zu 100 Piaster für ein Medschidie in Gold und die fremden Münzen zu dem officiellen Curse der Münze.

Sollte bei der Werthbestimmung der entweder in dem Tarife nicht angeführten, oder daselbst ausdrücklich ad valorem belassenen Artikel eine Einigung zwischen den Mauthbeamten nicht erzielt werden können und Streit hierüber entstehen, so wird nach altem Gebrauche der betreffende Zoll in natura entrichtet werden.

Der gegenwärtige Tarif wird vom $\frac{\text{1. März 1278}}{\text{13. März 1862}}$ an bis $\frac{\text{1. März 1286}}{\text{13. März 1869}}$ in sämmtlichen Mauthen Constantinopels und der Provinzen Geltung haben und bis zu seinem Erlöschen beobachtet werden. Da jedoch mit der Zeit sich die Preise der Waaren ändern können, so steht jedem der beiden Theile frei, die Erneuerung und Revision des Tarifes ein Jahr vor Ablauf dieser Frist, d. h. im Laufe des letzten Jahres zu verlangen.

Wenn jedoch ein Jahr über diese Frist hinaus verstrichen ist, ohne dass einer der beiden Theile den Wunsch nach der Revision des Tarifes geäussert hätte, so wird derselbe noch für fernere sieben Jahre Geltung haben.

Demgemäss wurde gegenwärtiger Tarif laut officiellen 1862
Übereinkommens zwischen der kaiserlichen Internunciatur und der hohen Pforte, sowie des einschlägigen kaiserlichen Irades abgeschlossen und unterfertigt.

ختمه

اوستریا تجارینك بر وجه بالا غیر از ممنوعات ممالك شاهانه‌یه کتوردکلری و اندن الوب کوتوردکلری کافهٔ امتعه و اشیانك اخذ اولنه‌جق رسم کمرکی برموجب معاهدهٔ جدیده یوزده سکز اوله‌رق تعیین قلنمش و النه‌جق رسم کمرك ذکر اولنان معاهدهٔ جدیده اقتضاسنجه اسکله قیمتلرندن اولمسی مشروط بولنمش اولدیغندن اشبو تعرفه‌ده تجار مرقومه‌نك کلیت اوزره الوب صاتدقلری فیئاتلر اوزرینه یوزلك مجیدیه التونی یوز غروش اعتباریله تحقیق اولنان قیمتلرینی اسکله قیمتلرینه ایند یرمك ایچون یوزده اونی تنزیل اولندقدنصکره صافی قیمتلری اوزرینه رسم کمرکلری تعیین و تعریف اولنمغله اولوجهله اخذ و تحصیل اولنه‌جقدر اخراجات ایچون یوزده سکز حسابیله کوسترلمش اولان رسم کمرك تعرفهٔ مذکوره‌نك یالکز برنجی سنه‌سی حقنده اولدیغندن ایکنجی سنه ابتداسنده بوندن بر ثمن تنزیلیله یوزده یدی‌یه و اوچنجی سنه کذلك بر سبع تنزیلیله یوزده التی‌یه ایندیریله‌رك یعنی بوحساب اوزره رسم مذکور سکزنجی سنه‌ده یوزده بره اینجه‌یه دکین هر سنه یوزده بری تنزیل ایدیله‌رك اکا کوره استحصال قلنوب سکزنجی سنه ایله اندنصکره کله‌جك سنه‌لرده یالکز یوزده بر حسابیله و کمرك مصرفی مقابلنده اوله‌رق اخذ قلنمسی معاهدهٔ جدیده اقتضا سندن اولمغله کمرکلرده بو وجهله اجرا قلنه‌جقدر تعرفه‌ده اسمی موجود و مقید اولمیان و یاخود اسمی مقید اولوبده بهاسی تعیین اولنمیه‌رق رایجده بر اغلمش اولان امتعه و اشیا رایج و قیمتنه کوره بالحساب اخراجاتدن ایسه بر وجه محرر رایج وقت اوزره قیمتندن یوزده اون تنزیل اولندقدنصکره کیرویه قاله‌جق

1862 بهاسندن اشیای معرفه‌ده اوله جغی کبی هر سنه یوزده بری تنزیلیله رسم
کمرك النه جقدر و اوستریا ممالکی محصولاتندن اوله‌رق ممالك محروسه‌یه
ادخال اولنان امتعه و اشیادن متمادیا یوزده سکز النوب اکر معرف اولیان
و یاخود تعرفه‌ده رایجه بر اغیلان اشیا کلورایسه کذلك قیمتندن یوزده اون
تنزیلیله یوزده دائما سکز النه‌جقدر و اشبو ادخالات و اخراجاتدن النه‌جق
رسم کمرك فیأت میریه اوزره التون و کمش مسکوکات خالصه اوله‌رق تحصیل
اولنوب رسوم مذکوره ایچون و یریله‌جك یوزلك مجیدیه التونی یوز غروش
حسابیله و بونك اقسامی اولان التون و کمش مسکوکات خالصه اکا کوره و بش
عدد کمش مجیدیه بر التون مجیدیه بدلنه یوز غروش اعتباریله و مسکوکات
اجنبیه بو نسبت اوزره ضربخانه فیئاتی وجهله پشیناً اخذ اولنة جقدر و در
سعادتده تجار التون مجیدیه ینه یوز غروش حسابیله اولق اوزره مذکور مجیدیه
التونی یرینه بورسه‌ده‌کی الك زیاده یوکسك فیئاتی اوزرینه قائمهٔ نقدیه و یرمك
سترلر ایسه جائز اوله‌جغندن بونك ایچون برکون اوّل بورسه‌ده مجیدیه التونی
قائمه اعتباریله هر قاچ غروشه ایدیسه بهر کون بورسه‌دن جلب ایله کمرکده
علی ملأ الناس تعلیق قلنه‌جق بورسه پوصله‌سنده مندرج اولان الك یوکسك
فیئاتی حسابیله بر مجیدیه التونی بدلنه قاچ غروشلق قائمهٔ نقدیه ویرملری لازم
کلور ایسه اولحساب اوزره قائمهٔ نقدیهٔ مذکوره دخی قبول قلنه‌جقدر و بو وجهله
مسکوکات خالصه یرینه مجیدیه التونی یوز غروش حسابیله قائمهٔ نقدیه‌نك
قبولی شمدیکی حالده یالکز در سعادته مخصوص و منحصر اوله جقدر و اما
طشره‌لرده دخی قائمهٔ نقدیه تداول ایده‌جك اولدیغی حالده اورا کمرکلرنده
دخی انفا در سعادت کمرکلری حقنده ذکری کچدیکی مثللو یوزلك مجیدیه التونی
بدلنه هر قاچ غروشلق قائمه ویرلك لازم کلور ایسه اولحساب اوزره قائمهٔ مذکوره
قبول اولنه‌جق ایسه‌ده بونك صورت تأدیه‌سی حقنده شمدیدن یعنی قبل
الوقوع مجهول اوزرینه بر قاعده‌نك وضع و تعیینی ممکن اوله‌میه‌جغندن

1862 طشره كمركلرى حقنده اشبو قائمه‌نك صورة تأديه‌سى مسئله‌سى شمديلك موقوف
براغيله‌رق ايجاب ايدرايسه بعدما كورينه‌جك احوال اوزرينه باب عالى ايله
دولت مشارالیها سفارتى اراسنده اقتضاسنه باقيله‌جق و اولوقته قدر طشره
كمركلرنده رسم كمرك بالاده بيانى سبقت ايتديكى وجهله يوزلك مجيديه التونى
يوز غروش حسابيله و بونك اقسامى اولان التون و كمش مسكوكات خالصه اكا
كوره و بش عدد كمش مجيديه بدلنه يوز غروش اعتباريله و مسكوكات اجنبيه
بو نسبت اوزره اولان ضربخانه فيئاتى وجهله اخذ قلنه‌جقدر و بر وجه محرر
تعرفه‌ده اولميان امتعه‌نك حين ظهورنده و كرك تعرفه‌ده رايج قيمتندن رسم كمرك
لنمق اوزره مقيد اولان امتعه و اشيا حقنده فيئات تقديرندن طولايى كمرك
مأمورلريله تجار بيننده اويوشيله ميوبده منازعه ظهور ايلديكى حالده اصول
قديمه‌سى اوزره رسم كمركى عينا ويريلوب النه‌جقدر و بيك ايكيوز يتمش سكز
سنهٔ هجريه‌سنده واقع مارتك برنجى و بيك سكز يوز التمش ايكى سنهٔ
ميلاديه‌سى الافرانقه مارتك اون اوچنجى كوننده اعتبارا بيك ايكيوز سكسان
بش سنه‌سنده واقع اوله‌جق مارتك برنجى و بيك سكز يوز التمش طقوز سنه‌سى
الافرانقه مارتك اون اوچنجى كوننه قدر كرك درسعادت كمركى و كرك ممالك
محروسه‌ده كائن بالجمله كمركلرده حكمى جارى اولمق و مدت مذكوره‌نك
انقضاسنه قدر مرعى و معتبر طوتيلوب چونكه امتعه و اشياى مرقومه‌نك مرور
زمان ايله قيمتلرى تفاوت ايتمسى احتمالنه مبنى مدت مذكوره‌نك انقضاسندن
بر سنه اوّل يعنى الك صكره‌كى سنه ظرفنده احد طرفين تعرفه‌نك تعديل
و تجديدينى طلب ايتمكه استحقاقلى بولنمق و مدت مذكوره‌يى بر سنه مرور
ايدوبده جانبيندن برى تجديد تعرفه‌يى استدعا ايتمديكى حالده مدتى يدى سنه
دها ممتد اولمق اوزره دولت عليه ايله سفارت مشارالیها بيننده ويريلان قرار رسمى
و اولبابده متعلق بيوريلان ارادهٔ سنيه موجبنجه اشبو دفتر تنظيم و ترقيم و امضا
اولنمشدر

1862

212.

24 mars 1862.

Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères aux missions I. R. à Berlin, Hanovre, Munich, Dresde, Carlsruhe et Leipzig à l'égard de la compétence de la lieutenance Royale à Bude à délivrer des passeports pour dépouilles mortelles.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

In Betreff des mit
der königl. preussischen Regierung
den Regierungen von Hannover und Braunschweig
der königl. bayerischen Regierung
der königl. sächsischen Regierung
} seit dem Jahre 1856.
der grossherzogl. badischen Regierung seit dem Jahre 1858
den herzogl. anhalt'schen Regierungen seit dem Jahre 1856
und der fürstl. Reuss-Plauen'schen Regierung seit dem Jahre 1859
bestehenden Uebereinkommens wegen reciproker Giltigkeitsanerkennung der Leichentransportpässe,

beehre ich mich hier mitzutheilen, dass zufolge der seither im Verwaltungsorganismus des Königreichs Ungarn eingetretenen Aenderungen, dort nunmehr die königl. ungarische Statthalterei zur Ausfertigung der Leichentransportpässe ermächtigt worden ist, wollen der genannten Regierung hiervon mit dem Ersuchen Kenntniss geben, dass die dortigen Organe wegen Respectirung der bemerkten Leichenpässe entsprechend angewiesen werden mögen.*)

Meysenbug.

---

*) Déclarations formelles respectives des gouvernements constatant la notification faite:

Anhalt-Bernbourg du 22 avril 1862.
Anhalt-Dessau du 1 mai 1862.
Bade du 12 avril 1862.
Brunswick du 14 avril 1862.
Reuss-Greiz du 9 juin 1862.

213. 1862

18 avril 1862.

Décret des ministères des affaires étrangères et des finances, concernant une convention avec la Prusse, la Bavière et la Saxe pour régler les rapports des employés aux bureaux de douanes mixtes.

(R. G. B. 1862, Nr. 23.)

Erlass der Ministerien des Aeussern und der Finanzen vom 18. April 1862, womit der Inhalt der mit Preussen, Bayern und Sachsen geschlossenen Uebereinkünfte zur Regelung der Verhältnisse der Beamten und Angestellten bei den zusammengelegten Zollämtern kundgemacht wird.

Zur Regelung der aus dem Artikel 8 des Vertrages vom 19. Februar 1853 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 207) hervorgehenden Verhältnisse der Beamten, Angestellten und Bediensteten in den bereits zusammengelegten oder noch zusammenzulegenden Zollämtern längs der österreichischen und der zollvereinsländischen Zoll-Linie sind zwischen der k. k. österreichischen Regierung einerseits, dann

a) der königlich preussischen,
b) der königlich bayerischen,
c) der königlich sächsischen Regierung andererseits Uebereinkünfte abgeschlossen und sind die hierüber ausgefertigten Ministerialerklärungen ddo.
a) Berlin den 7. August 1861,
b) München den 14. August 1861, und
c) Dresden den 31. December 1861, gegen übereinstimmend lautende Erklärungen des österreichischen Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern ausgewechselt worden.

Der mit einigen (anmerkungsweise hervorgehobenen) Ausnahmen gleichlautende Inhalt dieser drei Uebereinkünfte *(a, b* und *c)* wird hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Artikel I.

Die Unterthans-, Heimats- *) und Dienstverhältnisse der beiderseitigen Beamten und Angestellten **) erleiden während des Aufenthaltes und der Dienstesbestimmung in dem andern Gebiete keine Veränderung. Dieselben verbleiben in Bezug auf Disciplin, Dienstverbrechen und Dienstvergehen, d. i. solche strafbare Handlungen und Unterlassungen, welche sich auf die Ausübung ihres Amtes oder

*) In *a)* wird der „Heimatsverhältnisse" nicht gedacht.
**) In *b)* wird auch der „Bediensteten" erwähnt.

1862 Dienstes beziehen, lediglich den Behörden und Gesetzen ihres Heimatslandes unterworfen, und sind in solchen Fällen auf Verlangen dieser Behörden auszuliefern.

Artikel II.

Weder die in Rede stehenden Beamten und Angestellten*) selbst, noch ihre ebenfalls im heimatlichen Staatsverbande bleibenden Angehörigen dürfen in dem andern Gebiete für Militärdienste oder zur Theilnahme an irgend einem andern Waffendienste in Anspruch genommen werden.

Artikel III.

Hinsichtlich der öffentlichen Lasten werden dieselben allen indirecten Staats- und Communalabgaben an ihrem Stationsorte unterworfen sein, dagegen von allen directen Staats- und Communalabgaben desjenigen Staates, in welchem sie fungiren, freibleiben, es sei denn, dass sie diesen Abgaben auch dann unterliegen würden, wenn sie in ihrem Heimatlande oder anderwärts lebten.

Artikel IV.

Mit der durch die Bestimmung des Artikels 1 bedingten Massgabe, wornach die in Rede stehenden Beamten und Angestellten*) wegen derjenigen strafbaren Handlungen**) die sie in ihrer amtlichen Eigenschaft begehen, dem Gerichtsstande ihres Heimatlandes unterworfen bleiben, und mit der ferneren Massgabe, dass die Behandlung der Verlassenschaften solcher Beamten und Angestellten**), sowie deren im Familienbande stehenden Angehörigen, ferner die Behandlung der Vormundschaften über dieselben und der Curatelen über deren Vermögen den Gerichten des Heimatlandes zusteht, sollen im Uebrigen diese Beamten und Angestellten**), sowie ihre im Familienbande stehenden Angehörigen während der Dauer der Function im fremden Gebiete***) ebenso wie andere Ausländer der Polizei- und Justizgewalt der Behörden dieses Gebietes unterworfen sein, jedoch soll die gegen den exponirten †) Beamten oder Angestellten von der Territorialbehörde verhängte Strafamtshandlung, sowohl bei ihrer ersten Einleitung, als nach dem Schlussergebnisse im geeigneten Wege zur Kenntniss der demselben vorgesetzten heimatlichen Dienstbehörde gebracht werden.

Artikel V.

Den zur Ausrüstung des auf fremden Boden verlegten Amtes erforderlichen Geräthen und Materialien, sowie den Uebersiedlungs-

*) In *b)* wird auch der „Bediensteten" erwähnt.
**) Bei *a)* ist beigesetzt: „und Unterlassungen".
***) In *a)* „im Gebiete des fremden Staates".
†) In *a)* „vorgedachten".

effecten*) der für das Amt bestimmten Bediensteten**) wird die Zoll- 1862
freiheit bei der Ein- und Wiederausfuhr gegen Beibringung von Specificationen und Certificaten der vorgesetzten Behörde und gegen Beobachtung der für den ausnahmsweisen zollfreien Bezug zollbarer Gegenstände vorgezeichneten Bedingungen zugesichert. ***)

Auch sind diese Bediensteten**), und nicht minder jene, welche in Vollziehung der Bestimmungen der §§. 4, 5 und 6 des Zollcartels vom 19. Februar 1853 in den Fall kommen, die Landesgrenze zu überschreiten, dem speciellen passpolizeilichen Verfahren nicht unterworfen, sondern es soll ihnen zu jeder Zeit der freie Ein- und Austritt über die Grenze, ohne Forderung einer Legitimation durch gesandtschaftlich visirte Pässe schon auf Grund einer ämtlichen Bescheinigung ihrer Diensteseigenschaft gestattet sein.†)

Die Bestimmungen der vorstehend kundgemachten Uebereinkünfte haben den österreichischen Behörden und Organen zur genauen Nachachtung zu dienen.

Graf *Rechberg* m. p. *Plener* m. p.

214.

26 avril 1862.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant une convention avec le Grand-Duché de Bade pour le traitement des successions mobilières des sujets respectifs. Déclarations ministérielles échangées à Carlsruhe le 10 avril 1862, à Vienne le 25 avril 1862.

(R. G. B. 1862, Nr. 27.)

Kundmachung des Ministeriums des Aeussern vom 26. April 1862, wirksam in allen Kronländern, betreffend ein mit der grossherzoglich badischen Regierung getroffenes Uebereinkommen wegen der gegenseitigen Behandlung beweglicher Verlassenschaften.

Die kaiserlich österreichische und die grossherzoglich badische Regierung haben vermittelst des Austausches gleichlautender

---

*) In *a)* „Effecten".

**) In *a)* „Beamten und Angestellten".

***) In *a)* fehlt der Zwischensatz: „und gegen Beobachtung der für den ausnahmsweisen zollfreien Bezug zollbarer Gegenstände vorgezeichneten Bedingungen".

†) In *c)* ist noch Folgendes beigefügt: „Dieselbe Begünstigung wird auch den auf Grund der Zollvereinsverträge im Königreiche Sachsen beglaubigten Beamten anderer Staaten des deutschen Zollvereines (für jetzt dem Zollvereinsbevollmächtigten und den Stationscontroleuren) zugestanden".

1862 Ministerialerklärungen ddo. Carlsruhe 10. April 1862 und ddo. Wien 25. April 1862 das folgende Uebereinkommen getroffen.

Einziger Artikel.

Die kaiserlich österreichische und die grossherzoglich badische Regierung sind übereingekommen, dass die Erbschaftsverhandlung hinsichtlich der in ihrem Staatsgebiete vorhandenen beweglichen Verlassenschaften der Unterthanen des anderen der beiden Staaten, es mögen sich diese Unterthanen in jenem Staatsgebiete nur vorübergehend oder bleibend aufgehalten haben, sowie die Ansetzung und Erhebung der Erbschaftsabgaben, den Behörden jenes Staates zu überlassen sei, welchem der Verstorbene als Unterthan angehört.

Hiernach haben sich die Behörden jenes der beiden Staaten, in dessen Gebiete sich der bewegliche Nachlass befindet:

1. auf die zur Bewahrung und Verwaltung des Nachlasses durch die Gesetze ihres Staates angeordneten Massregeln, sowie Benachrichtigung der bekannten Erben und Legatare und der Heimatsbehörde des Verstorbenen zu beschränken, jedoch bei der Anlegung und Abnahme der Gerichtssiegel, sowie bei der Errichtung des Inventars dort, wo ein Consulat des Staates, dem der Verstorbene als Unterthan angehörte, durch die Nähe des Aufenthaltes in der Lage ist, an diesen Acten theilzunehmen, einen Abgeordneten desselben als Zeugen des Actes beizuziehen.

2. Die Ansprüche derjenigen Erben oder Legatare, welche eigene Unterthanen des Staates oder in dessen Gebiete sich aufhaltende Fremde sind, nach Massgabe der Landesgesetze sicherzustellen, bis über diese Ansprüche von den zuständigen Behörden endgiltig entschieden sein wird. Sie selbst haben sich in ein Erkenntniss über die Rechtsbeständigkeit dieser Ansprüche in keiner Weise einzulassen, sondern die Ausscheidung der Erbtheile und Einweisung in deren Besitz (Einantwortung), dann die Austragung und Entscheidung der streitigen Erbrechtsansprüche an die zuständigen auswärtigen Behörden zu verweisen.

3. Nach erfolgter Sicherstellung der Ansprüche der im Staatsgebiete sich aufhaltenden Erben, Legatare und Gläubiger ist der bewegliche Nachlass, beziehungsweise der nach Abzug des zur Deckung dieser Ansprüche erforderlichen Theiles erübrigende Rest des Nachlasses, entweder unmittelbar oder im diplomatischen Wege zur Theilung und Ansetzung der Erbschaftsabgaben an die zuständige Behörde des Staates zu übersenden, dem der Verstorbene angehörte.

Die gegenwärtige Vereinbarung bleibt in Kraft, bis sechs Monate nach, von einer oder der anderen Seite erfolgten, Aufkündigung.

Graf *Rechberg* m. p.

215. 1862

22 mai 1862.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Turquie. Conclu à Constantinople. Ratifications échangées le 6 juillet 1862.

(R. G. B. 1862, Nr. 42.)

Handels- und Schifffahrts-Vertrag zwischen Oesterreich und der Türkei vom 22. Mai 1862. Abgeschlossen zu Constantinopel am 22./10. Mai 1862. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden am 6. Juli 1862 zu Constantinopel ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam inter Nostrum et Majestatis Suae Ottomanicae plenipotentiarium Constantinopoli die 22./10. Maji anni currentis tractatus infra scriptus una cum actu additionali initus et signatus fuit tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté Impériale le Sultan, désireux de donner plus d'extension et tout le développement possible aux relations de commerce et de navigation entre Leurs États respectifs, ont résolu, d'un commun accord, d'élargir ou de modifier par une nouvelle convention et sur des bases plus conformes aux intérêts des deux pays, celles des dispositions des traités et arrangements antérieurement conclus qui, dans leur teneur actuelle, ne répondent plus au but qu'on a en vue.

LL. MM. ont par conséquent nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Son Excellence M. le baron Antoine de Prokesch-Osten, Conseiller intime actuel, membre de la Chambre des Seigneurs de l'Empire, Lieutenant général, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de Léopold, décoré de l'Ordre Impérial du Médjidié de 1ère classe, etc., etc., Son Internonce et Ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte Ottomane.

Sa Majesté Impériale le Sultan, Son Altesse Séid Mohammed Emin Aali Pascha, Ministre des affaires étrangères, décoré des Ordres Impériaux d'Osmanié, du Médjidié et du Mérite de 1ère classe, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de St. Etienne, de l'Ordre de la Légion d'Honneur de France, de l'Aigle Rouge de Prusse, de St. Alexandre Newski de Russie et de plusieurs autres Ordres étrangers,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1862

Article I.

Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de l'Autriche, par les capitulations, les traités et les arrangements existant, sont confirmés maintenant et pour toujours, à l'exception des clauses que la présente convention a pour objet de modifier, et il est en outre expressément stipulé que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime Porte a accordés jusqu'aujourd'hui, qu'elle accorde à présent, ou qu'elle pourra accorder à l'avenir ou dont elle pourra permettre la jouissance aux sujets, aux bâtiments, à la navigation ou au commerce de toute autre nation, seront également accordés et l'exercice et la jouissance en seront assurés aux sujets et aux bâtiments, à la navigation et au commerce de l'Autriche.

Article II.

Il reste par conséquent expressément entendu que les sujets et les navires, le commerce et la navigation de l'Autriche continueront à jouir comme par le passé, sauf les modifications apportées par la présente convention, de tous les droits, priviléges et immunités qui leur ont été conférés et garantis par l'accession de l'Autriche aux traités de commerce conclus par la Sublime Porte le 16 août 1838, avec l'Angleterre et le 25 novembre 1838 avec la France, laquelle accession résulte de la note de l'Internonciature Impériale du 27 août 1839 et de la contre-déclaration de la Sublime Porte du 13 Chaban 1255 (21 octobre 1839).

Article III.

Les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche ou leurs ayants-cause pourront acheter librement dans toutes les parties de l'Empire et des possessions ottomanes, soit pour en faire le commerce à l'intérieur, soit pour les exporter, tous les articles sans exception quelconque, provenant du sol ou de l'industrie du dit Empire ou des dites possessions

La Sublime Porte s'étant, en vertu de l'Article II du traité conclu le 16 août 1838 avec l'Angleterre et de celui du 15 novembre 1838, conclu avec la France (dont les stipulations, comme il a été dit à l'article précédent, sont en vigueur aussi pour le commerce de l'Autriche) formellement engagée à abolir tous les monopoles sur les produits de l'agriculture ou sur tout autre article quelconque de son territoire, ainsi que les tezkérés (permis) émanant d'un gouverneur ou autre fonctionnaire ottoman pour autoriser l'achat d'un article ou son transport d'un lieu à un autre après l'acquisition, toute tentative ayant pour but de contraindre les sujets autrichiens ou leurs ayants-cause à recevoir d'un gouverneur ou autre fonctionnaire

toman ces sortes de permis, ou toute perception des droits non 1862
mis par les traités ou dépassant le taux fixé par ces mêmes, sera considérée comme une infraction aux traités et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tout fonctionnaire de quelque rang qu'il soit qui se rendra coupable de cette infraction, et rendra pleine justice aux sujets autrichiens ou leurs ayants-cause pour tout préjudice ou toute perte qu'il pourront dûment prouver avoir subis par un fait pareil.

Article IV.

Les marchands autrichiens ou leurs ayants-cause qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire Ottoman, payeront, lors de l'achat ou de la vente de cet objet, et pour toute espèce d'opération commerciale y relative, les mêmes droits qui sont payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur en Turquie.

Article V.

Toute marchandise produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, achetée pour l'exportation, sera transportée par les négociants autrichiens ou leurs ayants cause, libre de toute espèce de charge et de tous droits, au lieu le plus convenable pour son exportation. Arrivée là, elle payera un droit unique de 8 p. cent de sa valeur à l'échelle ou à l'endroit d'exportation, lequel sera abaissé chaque année de 1 pour cent, jusqu'à ce qu'il ait été réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Toute article acheté au lieu d'embarquement ou d'exportation et qui aurait déjà acquitté le droit de sortie ne sera naturellement plus soumis à aucun autre droit, lors même qu'il aurait changé de main.

Article VI.

Tout produit du sol ou de l'industrie de l'Autriche et toute marchandise quelconque, qu'ils soient ou embarqués sur des bâtiments autrichiens ou autrement importés et qu'ils soient la propriété de sujets autrichiens ou apportés, soit par terre soit par eau, d'autres pays par des sujets autrichiens, seront admis comme antérieurement dans toutes les parties de l'Empire Ottoman sans aucune exception.

Il est également entendu que lorsque une marchandise, après avoir une fois acquitté le droit d'importation conformément aux stipulations du présent traité, est vendue, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur,

1862 ni de l'acheteur; mais si, n'étant pas vendue pour la consommati de la Turquie, elle était réexportée dans l'espace de six mois, e serait considérée comme marchandise de transit et traitée comme est dit ci-dessous dans l'article X.

L'administration de la douane serait, dans ce cas, tenue restituer immédiatement au négociant qui fournirait la preuve que droit d'entrée a été acquitté, la différence entre ce droit d'importati et celui de transit spécifié dans l'article X.

Le dit droit d'importation sera fixé à un droit unique de 8 po cent calculé sur la valeur de ces marchandises à l'échelle et payal au lieu de déparquement.

Article VII.

Eu égard aux circonstances exceptionnelles créées aux relatio commerciales entre l'Autriche et la Turquie, sur cette partie de les États où leurs frontières se touchent immédiatement et vu aussi caractère spécial de ce commerce qui, par suite des conditions sol et de la nature des produits des deux pays, est un compléme indispensable pour l'existence des habitants réciproques, on a tout temps trouvé nécessaire de le régler par des dispositions pa ticulières.

Ainsi, on est convenu aussi à cette occasion au sujet de commerce d'un arrangement spécial dont les stipulations se tro vent consignées dans un acte additionnel qui fait partie intégran du présent traité.

Il est entendu en même temps que l'Autriche de son côté co servera au dit commerce des frontières les facilités déjà accordées les augmentera possiblement et qu'elle laissera jouir comme par l passé, les sujets ottomans se livrant dans l'Empire au commerce ave des produits de la Turquie, de tous les droits, immunités et prér gatives qui leur ont été concédés ab-antiquo.

Article VIII.

Les articles d'importation étrangère destinés aux Principauté de Moldavie, de Valachie et de Servie et traversant les autres partie de l'Empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à les arrivée dans ces Principautés et réciproquement les marchandise d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendr dans les autres parties de l'Empire Ottoman, ne devront acquitte les droits de douane qu'au premier bureau de douane administr directement par la Sublime Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industri de ces Principautés, aussi bien que pour ceux du reste de l'Empir Ottoman destinés à l'exportation qui devront payer les droits d douane, les premiers, entre les mains de l'administration douanièr

les Principautés, et les derniers, au fisc ottoman, de telle sorte que 1862
les droits d'importation et d'exportation ne pourront, dans tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Article IX.

Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche, ni sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises, embarquées sur des bâtiments autrichiens, appartenant à des sujets autrichiens, passeront les détroits des Dardanelles, du Bosphore ou de la mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments ou que, vendues pour l'exportation, elles soient pour un temps limité, déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devraient, à Constantinople, être déposées dans les magasins de la douane et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt, placées sous la surveillance de l'administration de la douane.

Article X.

La Sublime Porte désirant accorder des facilités au transit par terre au moyen de concessions graduelles, il a été convenu que le droit de 3 pour cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour en être expédiées dans d'autres pays, sera dès aujourd'hui réduit à 2 pour cent, payable (comme le droit de 3 pour cent a été payé jusqu'ici) à leur arrivée dans les États Ottomans et à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent au bout de la huitième année, comme ce sera également le cas pour l'exportation des produits turcs, pour couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir par un réglement spécial les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Article XI.

Les sujets autrichiens ou leurs ayants-cause se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant des produits du sol ou de l'industrie de leurs propres pays.

Article XII.

Par exception aux stipulations de l'article VI, le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des

1862 marchandises que les sujets autrichiens ont la faculté d'importer
Turquie. En conséquence, les sujets autrichiens et leurs ayants-ca
qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommati
de la Turquie seront soumis aux mêmes règlements et acquittero
les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés par
ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles. Com
compensation de cette restriction, aucune taxe quelconque ne se
perçue à l'avenir sur ces deux articles quand ils seront exportés
la Turquie par des sujets autrichiens ou leurs ayants-cause. L
quantités de sel et de tabac qui seront exportées par les sujets a
trichiens ou leurs ayants cause devront être déclarées à l'administra
tion des douanes qui conservera comme par le passé, son droit
surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela ell
puisse prétendre aucune taxe quelconque soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Article XIII.

Il est entendu entre les deux hautes Parties contractantes que la Sublime Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre ou munitions militaires dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui de ces articles qui ne sera pas ainsi prohibé, sera assujetti à son introduction dans l'Empire Ottoman aux règlements locaux, sauf les cas où la légation de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche demande une permission exceptionnelle, laquelle sera alors accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son indroduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1°. Elle ne sera point vendue par les sujets autrichiens au-delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2°. Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman, à bord d'un bâtiment autrichien, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits qui seront également désignés par elles et auxquels les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements locaux.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse reservée à l'usage privé.

Article XIV. 1862

Les firmans exigés des bâtiments marchands autrichiens à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Article XV.

Les capitaines des bâtiments de commerce autrichiens ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, de déposer à la douane une copie exacte de leur manifeste.

Article XVI.

Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du Trésor Ottoman, mais un rapport ou procès-verbal du fait de la contrebande allégué devra aussitôt que les marchandises seront saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendraient les objets réputés de contrebande, et aucune marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Article XVII.

Toutes les marchandises produits du sol et de l'industrie de l'Empire Ottoman, introduits en Autriche par des bâtiments ottomans, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés à la seule exception de ceux de la Confédération Germanique (Zollverein) qui, en vertu du lien fédéral qui les unit à l'Autriche, y jouissent de facilités qui ne pourraient être accordées à d'autres.

Article XVIII.

Les stipulations de ce traité auront pleine vigueur dans toutes les possessions, territoires et dépendances de l'Empire Ottoman, tant en Europe qu'en Asie et en Afrique avec les réserves et modifications specifiées dans l'acte additionnel dont il est fait mention à l'article VII de la présente convention.

Article XIX.

Il demeure entendu que le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ne prétend par aucun des articles du présent traité, stipuler au-delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciennes capitulations et aux privilèges

1862 accordés par le présent traité aux sujets autrichiens et à leurs propriétés.

Article XX.

Le présent traité sera valable pour vingt huit ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Chacune des hautes Parties contractantes aura cependant la faculté de faire savoir à l'autre, à l'expiration de la 14ème et de la 21ème année, les modifications que l'expérience aurait suggérées.

Article XXI.

Une commission a été nommée conjointement par les hautes Parties contractantes pour établir le tarif des droits de douane à percevoir, conformément aux stipulations du présent traité, tant sur les marchandises de toute espèce provenant du sol, de l'agriculture et de l'industrie de l'Autriche et importées par les sujets autrichiens dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan, que sur les articles de toute sorte produits du sol, de l'agriculture et de l'industrie de la Turquie que les commerçants autrichiens et leurs agents achètent dans toutes les parties de l'Empire Ottoman pour les transporter soit en Autriche soit en d'autres pays.

Le nouveau tarif ainsi établi restera en vigueur pendant sept ans à dater de sa signature.

Chacune des parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du tarif. Mais si, pendant la septième année ni l'une ni l'autre n'use de ce droit, le tarif continuera d'avoir force de loi, pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes et il en sera de même à chaque période successive de sept ans.

Article XXII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace d'un mois ou plus tôt si faire se peut et il sera mis à exécution à partir du jour où l'échange des ratifications aura eu lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Constantinople, le 10/22 mai 1862.

(L. S.) Antoine Baron *Prokesch-Osten* m. p.
(L. S.) *Aali* m. p.

1862

Acte additionnel

au Traité de Commerce et de Navigation, conclu entre l'Autriche et la Turquie le $\frac{\text{dix}}{\text{vingt deux}}$ mai, mil huit cent soixante-deux.

En exécution de l'article VII du Traité de Commerce et de Navigation conclu et signé ce jourd'hui le $\frac{\text{dix}}{\text{vingt deux}}$ mai mil huit-cent soixante-deux entre le gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche et celui de S. M. I. le Sultan, et pour rester fidèle aux principes invariablement maintenus en faveur du commerce qui se fait entre les provinces limitrophes des deux Empires, les Hautes Parties Contractantes sont convenues à ce sujet par le présent Acte additionnel des réserves et modifications suivantes:

1° Conformément au principe général adopté relativement à l'augmentation des droits de douane sur les marchandises importées dans l'Empire Ottoman, le gouvernement I. d'Autriche déclare vouloir consentir à élever de trois pour cent les droits d'entrée payés jusqu'à présent pour les articles et produits venant de l'Autriche pour être introduits à travers les frontières en Bosnie et dans l'Herzégovine.

Par suite de cette disposition les droits d'importation de l'Autriche en Bosnie et dans l'Herzégovine seront doublés et portés à six pour cent sur la valeur des articles. Par contre les droits d'exportation pour les articles et produits venant de ces deux provinces Ottomanes pour être introduits en Autriche seront abaissés à un pour cent sur la valeur des dits articles et produits, dès la ratification du traité dont le présent acte additionnel fait partie. Tant à l'importation qu'à l'exportation, il ne sera plus permis de demander des articles et produits qui ont déjà payé les droits d'entrée ou de sortie de la manière susindiquée, un droit quelconque, que ces articles et produits aient changé de main ou non.

2° Il est également arrêté que, par les stipulations du Traité signé ce jourd'hui le $\frac{\text{dix}}{\text{vingt deux}}$ mai mil huit cent soixante-deux, on n'entend rien changer au statu-quo actuellement existant dans les Principautés de Moldavie, de Valachie et de Servie relativement aux droits d'importation et d'exportation.

3° Le salines de la Bosnie et de l'Herzégovine ne fournissant pas la quantité de sel nécessaire à la consommation des habitants de ces contrées et la Sublime Porte voulant faciliter l'approvisionnement des dits habitants de cet article de première nécessité, consent à permettre aussi à l'avenir, comme par le passé et exceptionnellement, en Bosnie et dans l'Herzégovine l'introduction, à travers les frontières, du sel de l'Autriche. Mais pour sauvegarder aussi dans les dites provinces les droits dérivant du monopole qui revient à la Sublime Porte sur cet article, le sel venant ainsi de l'Autriche, sera

1862 soumis dorénavant à son entrée sur le territoire Ottoman au paiement d'un droit dit taxe de monopole de vingt pour cent et pourra ensuite être vendu librement sans aucune autre charge ni impôt.

Il est bien entendu que cette exception ne saurait s'étendre que sur le sel Autrichien nécessaire à la consommation particulière des dites provinces, sans qu'elle puisse autoriser les négociants autrichiens à s'en prévaloir dans les autres parties de l'Empire Ottoman.

4° Le terme du tarif spécial qui est en vigueur en Bosnie et dans l'Herzégovine, se trouvant expiré, il sera procédé, au moyen d'une Commission mixte nommée par un accord entre les deux gouvernements à Séraïéwo, à une révision du dit tarif et on reste entendu dès-à-présent qu'on observera tant pour ce qui regarde la dite révision que par rapport à la durée de ce tarif, les dispositions adoptées au sujet du tarif général.

5° Le présent acte additionnel aura la même force et la même durée que le traité de Commerce et de Navigation du $\frac{\text{dix}}{\text{vingt deux}}$ mai mil huit cent soixante-deux dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi les soussignés agissant au nom de leurs Hauts Gouvernements y ont apposé leurs noms et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Constantinople, le $\frac{\text{dix}}{\text{vingt deux}}$ mai, mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Antoine Baron *Prokesch-Osten* m. p.
(L. S.) *Aali* m. p.

Nos visis et adcurate perpensis hujus tractatus et actus additionalis articulis ea omnia, quae in illis continentur, rata grataque habere declaramus ac profitemur, verbo Nostro Caesareo-Regio promittentes, Nos ea omnia fideliter observaturos atque executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die decima octava mensis Junii anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo secundo, Regnorum Nostrorum decimo quarto.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Rechberg* m. p.

216. 1862

1 juin 1862.

Publication ministérielle d'une convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe royale, le Wurtemberg et les Pays-Bas déclarant que les sujets respectifs ne seront plus obligés à l'avenir de faire viser leurs passe-ports par des agents diplomatiques ou consulaires.

(R. G. B. 1862, Nr. 37.)

Verordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums, dann der Ministerien des Handels, der Polizei und des Kriegswesens, vom 1. Juni 1862, wirksam für das ganze Reich, über die Aufhebung des gesandtschaftlichen Passvisazwanges, in Folge Uebereinkommens der k. k. österreichischen Regierung mit den königl. Regierungen von Preussen, Sachsen, Württemberg und der Niederlande.

Mit Beziehung auf die §§. 7, 10 und 14 der Passverordnung vom 15. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32) wird hiermit kundgemacht, dass zufolge zwischen der kaiserl. Regierung von Oesterreich und den königl. Regierungen von Sachsen, Württemberg, Preussen und der Niederlande getroffener Vereinbarungen gegenseitig die gesandtschaftlichen oder consularämtlichen Vidirungen für ordnungsmässige Pässe oder denselben gleichzuhaltende Reisedocumente der Reisenden der respectiven Staaten auch im Falle der Berührung eines Missionssitzes nicht mehr gefordert werden sollen.

Graf *von Rechberg* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.
Ritter *von Lasser* m. p.
Freiherr *von Mecséry* m. p.
Graf *Wickenburg* m. p.

1862

217.

13/1 juin 1862.

Extrait du Règlement ottoman relatif au droit de Beyié (Patente).

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III. pag. 428.)

A dater du 1er Juin 1862 il sera perçu sous le nom de *beyié* (patente) un droit sur la vente du tabac haché, tumbéki, tabac à priser, à chiquer, cigares. Tous les marchands fixes ou ambulants sont assujettis à ce droit dans toute l'étendue de l'Empire.

Le présent règlement est applicable tant aux sujets de la S. Porte qu'à ceux des puissances étrangères.

Titre I.

De la perception du droit de beyié à Constantinople, ses faubourgs, le Bosphore et les îles des Princes.

Article 1.

Le droit de *beyié* sera perçu en proportion de la valeur locative annuelle des boutiques et magasins de tabac, occupés, soit par des locataires, soit par leurs propriétaires, pour la vente de leurs marchandises. Pour établir cette valeur locative, il a été formé dans tous les quartiers où ces magasins et boutiques sont situés, une commission composée de *l'imam* et du *mukhtar* du quartier, de deux notables experts dont l'un musulman, du *kehaya* de la corporation des marchands de tabac et du percepteur du gouvernement.

Les titres et documents obtenus après le 1er Juin 1862 du trésor Impérial ou de la caisse de *l'Evcaf* pour l'achat ou le transfert d'un *ghédik*, n'auront aucune valeur en ce qui concerne la fixation et la perception du droit du *beyié*. Les établissements auxquels se rapporteront ces titres, payeront intégralement les mêmes droits que ceux qui n'en produisent pas.

Le droit de *beyié* a été fixé à trente pour cent de la valeur locative annuelle du magasin ou boutique, payable par le locataire ou le propriétaire, si ce dernier s'occupe et y exerce le commerce.

S'il est constaté par l'examen des titres produits, qu'un local a été d'ancienne date pourvu d'un *ghédik*, le propriétaire obtiendra à titre d'équivalent des intérêts de la somme payée pour le *ghédik*, une réduction de quinze pour cent sur le droit de trente. Il ne sera tenu en conséquence d'acquiter que quinze pour cent de droit sur la valeur locative de son immeuble, bien entendu que le débit exercé dans ce local n'aurait pas changé de nature et qu'il se vende actuellement du tabac haché et du tumbéki.

Si le montant des droits calculés sur la valeur locative d'un magasin ou boutique est au dessous de cent piastres, l'occupant sera assujetti à un droit fixe de cent piastres, payable d'avance. 1862

Tout individu étalagiste ou vendeur ambulant de tabac, tumbéki, etc. dans les foires, marchés, etc., payera aussi la somme de cent piastres par an.

Des permis spéciaux seront délivrés après la perception des droits au propriétaire ou locataire des boutiques et magasins ainsi qu'aux marchands ambulants et étalagistes.

Après l'obtention de ce titre ils pourront vendre leur marchandise en liberté.

Outre le droit de *beyié* et les frais *d'esnaf teskeressi*, perçu de tout temps par *l'hitissab*, il ne sera exigé aucun droit, sous le nom de *yevmié*, ni sous toute autre dénomination, des boutiques ou magasins possédant ou non un *ghédik* et des marchands ambulants et étalagistes.

Article 2.

Les permis imprimés et à souche qui seront délivrés après la perception du *beyié* indiqueront le nom du contribuable, son pays sa nationalité, la situation et la valeur locative annuelle de son établissement, la quotité du droit perçu proportionnellement à cette valeur et l'année pour laquelle il a été acquitté; ils feront connaître, en outre, si le local possède ou non un *ghédik;* ils devront être scellés, et ne seront valables que pour un an, à la fin duquel ils seront renouvelés, après l'acquittement des droits de l'année suivante.

Ces permis devant constituer des titres authentiques et valables ne présenteront aucune rature, grattage, altération de mots ou correction à la plume; les détenteurs de pièces altérées de la sorte, seront considérés comme non munis de permis et traités en conséquence.

Si un individu vend les articles imposables en vertu du présent règlement sans être muni de permis, son établissement sera fermé sans délai; il ne pourra obtenir de permis et rouvrir son débit, qu'après avoir payé le triple du droit annuel, calculé sur la valeur locative. Cette circonstance sera indiquée dans son permis.

Ceux qui voudront vendre les articles soumis au droit de *beyié* dans une boutique ou magasin spécialement affecté au débit plus ou moins important d'autres marchandises, seront tenus de se munir d'un permis en payant le droit de *beyié* établi à l'article suivant.

Les débitants de cette catégorie qui négligeraient de se munir préalablement de permis seront traités absolument de la même manière que les individus non munis du permis mentionné ci-dessus, quelles qu'en soient la quantité et la provenance des articles débités.

1862

Article 3.

L'appréciation de la valeur locative des magasins et boutiques devant être faite, conformément à l'article premier avec impartialité et justice, il ne sera permis à personne de refuser le droit requis sous prétexte d'injustes évaluations.

L'autorité exercera, au besoin, la contrainte pour la perception des droits. Ceux qui se tiendront pour lésés devront présenter une requête à l'administration des contributions indirectes, et si, à la suite de cette démarche et après examen, l'injustice de leur réclamation est prouvée, ils seront condamnés à payer le triple du droit exigé, pour avoir inutilement occasionné des embarras à l'autorité.

Article 4.

Quiconque voudra dans le cours de l'année établir une boutique ou un magasin destiné à la vente des articles imposés en vertu du présent règlement, ou entreprendre le débit de ces articles dans les foires ou les promenades publiques sera tenu de s'adresser préalablement à la régie du tabac pour se munir régulièrement d'un permis en payant d'avance le droit de *beyié* conformément aux dispositions des articles précédents. Dans les cas de cette nature, les droits à percevoir seront répartis sur trois périodes; 1° du commencement de l'exercice, c'est-à-dire, du 1er juin au 30 septembre; 2° du 1er octobre au 31 janvier; 3° du 1er février au 31 mai de l'année suivante.

Les débits ouverts, dans la première période, acquitteront le droit de *beyié* calculé sur la valeur locative pour une année entière; ceux établis dans la deuxième période, paieront le droit pour huit mois; et ceux qui seront ouverts dans la dernière période, pour quatre mois seulement. Les débits établis dans la première période, paieront intégralement le droit annuel, quand même ils ne seraient ouverts que le dernier jour de cette période.

La même règle sera observée à l'égard des boutiques établies dans la deuxième et dans la troisième période; les permis seront rédigés conformément à cette disposition qui sera également applicable aux marchands ambulants et étalagistes.

Article 5.

Les permis constatant la perception du *beyié*, devront être exhibé sans opposition aux percepteurs qui demanderaient à les voir par toutes les classes de marchands assujettis à ce droit. Les individus qui par négligence ne seront pas munis de permis dans le terme de trois mois, à dater du jour de la publication du présent règlement, seront traités de la manière énoncée plus haut à l'égard des individus

non munis de permis, quelles que soient les excuses qu'ils pourront 1862
alléguer.

Ceux qui dans le cours de l'année renonceront à leur commerce ou quitteront leur boutique ou magasin pour se transporter ailleurs, ou dont les établissements seront fermés par suite de contraventions aux règlements municipaux ne seront point admis à se faire restituer ni à faire inscrire en à compte les droits qu'ils auront acquittés. Ils seront obligés de payer un nouveau droit et d'obtenir un nouveau permis pour chaque année et pour chaque local.

Les permis délivrés aux marchands ambulants et étalagistes seront exclusivement valables à Constantinople et dans ses faubourgs, sur le Bosphore et aux îles des Princes; ils n'auront aucune valeur dans l'intérieur de l'Empire.

Article 6.

Les marchands ambulants et étalagistes ne pourront exercer leur débit dans les marchés ni dans les rues de Constantinople et des autres localités indiquées dans l'article précédent, mais seulement dans les foires et les promenades publiques.

En cas de contraventions leurs permis leur seront retirés et envoyés par la perception à la régie du tabac pour y être annulés; s'ils refusent de les livrer ils seront traités de la même manière que les individus non munis de permis.

Article 7.

Si l'occupant d'une boutique ou magasin perd son permis, il devra sans retard adresser une demande à la régie pour une nouvelle pièce qui lui sera accordée sur le payement, à titre de frais du quart du droit déjà perçu d'après les registres qui seront immédiatement consultés; le nouveau permis portera désignation du titre que, d'après les registres, il est destiné à remplacer.

Pour les marchands ambulants et étalagistes qui égareront leurs permis, il ne leur en sera délivré d'autres qu'après un nouveau payement de cent piastres, afin de prévenir toute fraude de la part de ces débitants qui n'exerçant pas leur commerce à demeure fixe pourraient vendre leurs permis et les faire passer de main en main.

Tout occupant de boutique ou de magasin et tout marchand ambulant ou étalagiste qui ne pourra pas à la demande du percepteur, produire son permis, pour n'avoir pas remplacé en temps utile celui qu'il aurait perdu ne sera pas admis à s'excuser en alléguant qu'il l'a égaré ou cédé à un parent ou ami absent, et sera traité de la même manière que les individus non munis de permis.

1862 3° ou de les déposer dans un magasin privé, à double clef, dont l'une restera entre ses mains et l'autre entre celles de la douane, avec faculté à celle-ci d'y apposer son cachet, et sous l'obligation pour l'exportateur de donner une déclaration à la douane indiquant la quantité et le prix des tabacs, d'après le cours de la place. La douane ne pesera pas à la sortie de ce magasin les tabacs destinés à l'exportation.

4° Si cet exportateur veut emmagasiner ses tabacs à domicile il devra déposer les droits de consommation (*mourourié*) ou donner une déclaration portant qu'il ne vendra pas ses tabacs pour la consommation intérieure, et spécifiant la quantité de ces tabacs et le montant des droits de consommation (*mourourié*). Dans ces deux cas il sera obligé d'exporter ses tabacs dans le terme de six mois. Ce terme une fois passé, il aura à se soumettre à l'une des trois clauses ci-dessus, car dans le cas contraire, ses tabacs seront considérés comme consommés dans le pays, et dès lors, s'il a opéré le dépôt des droits de *mourourié*, ce dépôt restera acquis à la douane. Si au lieu du dépôt du *mourourié* il a donné la déclaration susmentionnée, il sera obligé de payer les droits de consommation *mourourié*, plus les intérêts calculés à 1 pour cent par mois sur le montant des dits droits de consommation à partir de la date de sa déclaration.

Dans le cas où l'exportateur des tabacs ne serait pas une personne connue de la douane, il devra appuyer la déclaration par la garantie d'un négociant, établi à l'échelle, de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane. Cette garantie portera que le garant répond du *mourourié*, si l'exportateur des tabacs après six mois ne s'est pas soumis aux dispositions du présent article.

Si des tabacs destinés à l'exportation viennent à changer de main, ils ne seront pas soumis pour ce fait aux droits de *mourourié*, mais l'acheteur prendra lieu et place du vendeur, vis-à-vis de la douane, en assumant sur lui les mêmes obligations et en jouissant des mêmes droits qu'avait ce vendeur.

Article 3.

Si l'exportateur des tabacs veut emmagasiner sa marchandise à domicile pour la manipuler dans un autre endroit qu'à une échelle, il devra se soumettre aux dispositions de l'article 2.

Les dispositions de l'article 2 seront également applicables aux tabacs destinés à l'exportation, et qui une fois embarqués, seraient mis à terre momentanément dans une autre échelle de l'Empire.

Article 4.

Lors de l'embarquement des tabacs ou lors de leur passage par le dernier bureau de douane de la frontière de terre, l'exportateur devra donner une déclaration spécifiant le montant des droits de

Article 9. 1862

Des préposés ne seront envoyés pour la perception du *beyié* dans aucune localité, village ou échelle, autres que les villes, bourgs, ou villages, échelles, foires et marchés où réside un directeur, sous-directeur ou préposé secondaire du *murouriyé*.

Article 10.

Les permis à délivrer par chaque directeur, sous-directeur ou préposé inférieur de la régie aux marchands ambulants et étalagistes de sa circonscription n'étant destinées qu'à faciliter la circulation de ces débitants dans la même circonscription, si ces derniers s'y rendent avec le même permis dans une autre circonscription, leurs permis n'y seront plus valables et ils devront les renouveler en payant le droit fixé par l'article 1er.

Article 11.

Sauf les restrictions indiquées dans ce titre, les dispositions contenues dans le titre premier au sujet de la capitale seront exactement applicables aux provinces de l'Empire, et les directeurs, sous-directeurs et préposés secondaires de la régie veilleront également à leur exécution.

Les permis de *beyié* porteront les cachets des préposés à la perception.

Règlement ottoman pour l'exportation des Tabacs.

(Archives de la S. Porte.)

Article 1.

Les tabacs destinés à l'exportation seront librement achetés aux lieux de production et transportés directement à l'échelle d'embarquement sans avoir à fournir aucune espèce de déclaration ni d'engagements lors de l'achat.

Si ces tabacs en passant par les villes, bourgs et villages où résident des préposés de l'administration des tabacs, étaient forcés d'y séjourner momentanément, ils devront être déposés dans les entrepôts affectés à cet effet par l'administration des tabacs.

Il est bien entendu que l'administration des tabacs fera en sorte de ne pas apporter de retard ni d'entrave au transport des tabacs.

Article 2.

Lorsque les tabacs d'exportation arriveront à l'échelle d'embarquement, l'exportateur sera tenu:

1° de les embarquer immédiatement;

2° ou de les déposer dans les magasins de la douane, auquel cas il n'aurait à payer aucun droit d'ardié à moins qu'il ne les retire pour la consommation intérieure;

1862 3° ou de les déposer dans un magasin privé, à double clef, dont l'une restera entre ses mains et l'autre entre celles de la douane, avec faculté à celle-ci d'y apposer son cachet, et sous l'obligation pour l'exportateur de donner une déclaration à la douane indiquant la quantité et le prix des tabacs, d'après le cours de la place. La douane ne pesera pas à la sortie de ce magasin les tabacs destinés à l'exportation.

4° Si cet exportateur veut emmagasiner ses tabacs à domicile il devra déposer les droits de consommation *(mourourié)* ou donner une déclaration portant qu'il ne vendra pas ses tabacs pour la consommation intérieure, et spécifiant la quantité de ces tabacs et le montant des droits de consommation *(mourourié)*. Dans ces deux cas il sera obligé d'exporter ses tabacs dans le terme de six mois. Ce terme une fois passé, il aura à se soumettre à l'une des trois clauses ci-dessus, car dans le cas contraire, ses tabacs seront considérés comme consommés dans le pays, et dès lors, s'il a opéré le dépôt des droits de *mourourié*, ce dépôt restera acquis à la douane. Si au lieu du dépôt du *mourourié* il a donné la déclaration susmentionnée, il sera obligé de payer les droits de consommation *mourourié*, plus les intérêts calculés à 1 pour cent par mois sur le montant des dits droits de consommation à partir de la date de sa déclaration.

Dans le cas où l'exportateur des tabacs ne serait pas une personne connue de la douane, il devra appuyer la déclaration par la garantie d'un négociant, établi à l'échelle, de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane. Cette garantie portera que le garant répond du *mourourié*, si l'exportateur des tabacs après six mois ne s'est pas soumis aux dispositions du présent article.

Si des tabacs destinés à l'exportation viennent à changer de main, ils ne seront pas soumis pour ce fait aux droits de *mourourié*, mais l'acheteur prendra lieu et place du vendeur, vis-à-vis de la douane, en assumant sur lui les mêmes obligations et en jouissant des mêmes droits qu'avait ce vendeur.

Article 3.

Si l'exportateur des tabacs veut emmagasiner sa marchandise à domicile pour la manipuler dans un autre endroit qu'à une échelle, il devra se soumettre aux dispositions de l'article 2.

Les dispositions de l'article 2 seront également applicables aux tabacs destinés à l'exportation, et qui une fois embarqués, seraient mis à terre momentanément dans une autre échelle de l'Empire.

Article 4.

Lors de l'embarquement des tabacs ou lors de leur passage par le dernier bureau de douane de la frontière de terre, l'exportateur devra donner une déclaration spécifiant le montant des droits de

consommation intérieure *(mourourié)* et l'obligation de présenter 1862
dans le terme d'un an, ou plus tôt si faire se peut, un certificat de la douane du lieu d'arrivée.

Ce certificat portera le nom de l'exportateur, le poids, les marques et numéros des balles de tabacs, le jour de l'arrivée de ce tabac et la mention soit du transit effectué, soit du payement des droits d'importation.

Dans le cas où l'exportateur ne serait pas en mesure de porter dans le délai d'un an le certificat ci-dessus, et s'il désirait un délai ultérieur, la douane le lui accordera, pourvu que sa demande soit accompagnée d'un certificat de la douane du lieu d'arrivée portant le nom de l'exportateur, le poids, les marques et numéros des balles de tabacs, le jour de l'arrivée de ce tabac et la mention que ce même tabac se trouve à l'entrepôt.

Toutes les fois que des tabacs de Turquie seront importés et vendus pour la consommation locale dans des ports francs (pour le tabac) le certificat exigé par le présent article sera, à défaut de la douane, délivré sans frais dans ces ports exceptionnels par les consuls ottomans y résidant 24 heures après la demande.

Si l'exportateur n'était pas une personne connue de la douane, il sera obligé d'appuyer la déclaration dont il est question dans le présent article, par la garantie d'un négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane, et s'il ne pouvait pas donner cette garantie, il devra opérer le dépôt des droits de consommation *(mourourié)*.

Article 5.

Quant aux tabacs achetés pour le compte d'un gouvernement étranger, le certificat du lieu d'arrivée portera simplement que ces tabacs ont été consignés à la régie de ce gouvernement.

Si un négociant ainsi chargé par un gouvernement étranger d'acheter des tabacs pour la régie, dans une localité quelconque de la Turquie, n'était pas une personne connue de la douane et ne trouvait pas de garantie, cette garantie pourra être remplacée par une déclaration officielle du consul de cette puissance, portant que son gouvernement a chargé le négociant en question de l'achat de telle quantité de tabac, et que le certificat de la régie constatant l'arrivée de ce tabac sera remis à la douane dans le délai fixé.

Article 6.

A l'expiration du délai fixé dans l'article 4, si l'exportateur n'a pu produire de certificat ni de preuve que la marchandise n'a pu arriver à sa destination, l'administration des tabacs réclamera du signataire de la déclaration précitée, ou à défaut de celui-ci, de son garant, le payement du droit de *mourourié* plus les intérêts calculés à 1 pour

1862 cent par mois à partir de la date de la dite déclaration. Si cet exportateur produit le certificat ou preuve susmentionnés dans le délai fixé, la douane lui restituera le dépôt ou déchargera la garantie qu'il aura donnée.

Article 7.

Si un tabac destiné, dans le principe, à la consommation du pays et qui aurait déjà payé le *mourourié* venait, sans changer de main, à être exporté dans le terme de six mois à partir de la date du payement de ce droit, l'administration des tabacs restituera le montant du *mourourié* à l'exportateur qui aura, dès lors, à se soumettre bien entendu, aux dispositions du présent règlement relatif à l'exportation.

Article 8.

Pour les tabacs qui conformément à l'article 3, et aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, séjourneront dans les magasins privés ou qui y seront soumis à la manipulation, les déchets provenant de cette manipulation et les déchets de séchage de ce tabac sont fixés de la manière suivante:

Déchets de manipulation.	%
Tabac de Bafra	3 1/4
„ „ Yénidjé (plaine)	3 1/4
„ „ „ (montagne)	5 1/4
„ „ Samsoun et Sinope	5 1/4
„ „ Drama (tchiflik et plaine)	3 3/4
„ „ „ (montagne)	5
„ „ Ermié (Armiro)	3
„ „ Salonique et Nevrocop.	4
„ „ Beyrouth. Djebel, Lattaquié et tout l'Arabistan	3 1/2
„ „ Trébizonde et Andrinople	4
„ „ Magnésie et Bergame	4
„ „ Mihalitch et Uskup	6 3/4

Déchets de Séchage.	
Pendant le mois de Juin	1
„ „ Juillet	3/4
„ „ Août	3/4

Les déchets fixés ci-dessus ne seront point applicables aux tabacs consommés dans l'empire ottoman, quand même ceux-ci auraient été déclarés originairement comme destinés à l'exportation.

Article 9.

Les mêmes mesures contenues dans le présent règlement seront prises pour les tabacs exportés par voie de terre.

218. 1862

16 juin 1862.

Convention conclue entre les plénipotentiaires des administrations télégraphiques autrichienne, ottomane, roumaine et serbe, pour régler le service télégraphique international.

(Archives diplomatiques 1863, IV. p. 155.)

Les réseaux des lignes télégraphiques des pays représentés par les plénipotentiaires susdits, *constituants des territoires télégraphiques entièrement indépendants*, et les Gouvernements désirant régler le service international entre leurs pays et entre les autres pays de l'Europe, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er. Les gouvernements susdits se réservent la faculté de conclure des conventions télégraphiques entre eux et avec d'autres États; toutefois, ils s'engagent à adopter dans ces conventions, comme base pour la manipulation des dépêches, le mode de leur taxation et de leur transmission, *les règles contenues dans la convention de Bruxelles du 30 juin 1858*, ou les modifications qui seront introduites à l'avenir par les signataires de ladite convention.

Art. 2. Les décomptes pour les dépêches échangées entre l'Autriche et la Turquie, ou traversant ce pays et parcourant le territoire roumain ou serbe, aura lieu de la manière suivante:

Pour les dépêches destinées à la Turquie, ou au-delà de ce pays, l'administration autrichienne bonifiera à celle des Principautés que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit.

La taxe prélevée pour le parcours du territoire turc, ou au-delà de la Turquie, sera bonifiée par l'administration autrichienne à celle de la Turquie.

Pour les dépêches qui partiront de la Turquie, ou au-delà de cet État et qui traverseront les Principautés pour passer en Autriche, l'administration turque bonifiera à celle des Principautés que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit, et à l'administration autrichienne la taxe pour le parcours du territoire autrichien au-delà de l'Autriche.

Art. 3. Les taxes pour les dépêches qui parcourront plus que deux de quatre territoires susdits, seront prélevées en francs ou en valeur autrichienne, un florin égalant 2 fr. 50 cent.

Art. 4. La présente convention ne portera en outre aucun préjudice aux conventions spéciales que les parties contractantes jugeront convenable de conclure entre elles.

Art. 5. La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle sera ratifiée; les ratifications seront communiquées au Gouvernement

1862 autrichien, qui s'engage à en donner connaissance aux parties contractantes pour la mise en activité.

Elle demeurera en vigueur pendant deux ans à compter du jour de sa mise à exécution. Toutefois, les parties contractantes pourront d'un commun accord, la prolonger au-delà de ce terme, et elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à expiration de six mois, à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou d'une autre.

Fait à Temesvár, le 16 juin mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Le délégué I. R. autrichien *Brunner* m. p.
(L. S.) Le délégué I. ottoman *Dimitraki* m. p.
(L. S.) Le délégué roumain *Librecht* m. p.
(L. S.) Le délégué serbe Vladimir *Yakschitch* m. p.

219.

24 juin 1862.

Traité entre l'Autriche et la Bavière pour régler la ligne de démarcation et d'autres rapports territoriaux entre la Bohême et la Bavière, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 30 juillet 1862.

(R. G. B. 1862, Nr. 51.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Bayern vom 24. Juni 1862, über die Regulirung des Grenzzuges und sonstiger Territorialverhältnisse zwischen Böhmen und Bayern. Abgeschlossen zu Wien am 24. Juni 1862. Von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 1. Juli 1862. Die beiderseitigen Ratificirungen wurden in Wien am 30. Juli 1862 ausgewechselt.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unseren Bevollmächtigten und jenen Seiner Majestät des Königs von Bayern — auf Grundlage der von den Commissären der beiderseitigen Regierungen durch eine Reihe von Jahren gepflogenen Verhandlungen wegen Purification des gemischten Gebietes im sogenannten Fraischbezirke und Beseitigung der sonst zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern bestehenden Differenzen — zur nachhaltigen Feststellung der Grenzverhältnisse zwischen den vorgedachten Königreichen am 24. Juni 1862 zu Wien ein Vertrag abgeschlossen worden ist, welcher aus 62 Artikeln besteht, und zu welchem drei, über die Feststellung der durch diese

Grenzregulirung berührten privatrechtlichen Verhältnisse, zu Eger 1862
am 23. October 1845, ebenda am 10. Juni 1846 und zu Waldmünchen am 3. Juli 1849 aufgenommene Commissions-Protokolle, sowie der unter Aufsicht der beiderseitigen Commissäre ausgefertigte Plan nebst Beschreibung der böhmisch-bayerischen Landesgrenze als integrirende Beilagen gehören:

so haben Wir, nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und seiner Beilagen denselben gutgeheissen und genehmigt, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 1. Juli im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert Sechzig zwei, Unserer Reiche im Vierzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *Rechberg* m. p.

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Bayern vom 24. Juni 1862, über die Regulirung des Grenzzuges und sonstiger Territorialverhältnisse zwischen Böhmen und Bayern.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Bayern, von der Absicht geleitet, die Purification des gemischten Gebietes im sogenannten Fraischbezirke zu bewerkstelligen, und die sonstigen zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern bisher bestandenen Grenzdifferenzen zu beseitigen, haben Sich in dem Beschlusse vereinigt, hierüber eine gemeinschaftliche commissionelle Verhandlung anzuordnen, welche auch in Folge dessen von den hierzu mit den nöthigen Vollmachten und Instructionen versehenen Commissären, und zwar:

kaiserlich-königlich österreichischerseits von dem kaiserlich-königlichen Gubernialrathe Carl Breinl von Wallerstern, sodann, nach dessen Versetzung in den Ruhestand, von dem kaiserlich-königlichen Gubernialrathe, Elbogner Kreishauptmann und Egerer Burggrafenamtsverweser, Johann Nepomuk Freiherrn von Karg-Bebenburg, und nach dessen Ableben von dem k. k. Hofrathe bei der böhmischen Statthalterei, Grafen Anton Lažanzký; und

königlich bayerischerseits von dem königlichen Regierungspräsidenten Bernhard Freiherrn von Godin gepflogen wurde, und

1862 worauf Ihre Majestäten ferner beschlossen haben, auf Grundlage der erwähnten commissionellen Verhandlung einen förmlichen Staatsvertrag zur nachhaltigen Festsetzung der Grenzverhältnisse zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern abzuschliessen.

Zur Verwirklichung dieser Absicht haben Ihre Majestäten Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Johann Bernhard Grafen von Rechberg und Rothenlöwen, Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer und geheimen Rath, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe und des königlich bayerischen Hubertus-Ordens, Grosskreuz des königlich bayerischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael und Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten;

Seine Majestät der König von Bayern den Herrn Otto Grafen von Bray-Steinburg, erblichen Reichsrath der Krone Bayern, Staatsminister a. D., königlich bayerischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlich österreichischen Hofe, Grosskreuz des königlich bayerischen Civil-Verdienst-Ordens der Krone und des Verdienst-Ordens vom heiligen Michael;

welche nach vorgängiger Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Abschnitt I.

Feststellung der Landesgrenzen zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern.

A.

Grenzzug vom untern Kaiserhammer bis zum Buchbrunnen.

Artikel 1.

Auf der Strecke vom untern Kaiserhammer, wo die Grenzen der Königreiche Böhmen, Bayern und Sachsen zusammenstossen, bis zum sogenannten Buchbrunnen, soll zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern fortan jene Landesgrenzlinie bestehen und beiderseits genauestens beobachtet und eingehalten werden, welche von den beiderseitigen Grenzberichtigungs-Commissären auf den Grund der am 3. und 4., 6. und 7., dann 9. bis 12. Mai 1842 gemeinschaftlich vorgenommenen Begehung theils als unstreitig befunden, theils in den commissionellen Protokollen vom 14., 19., 20., 21., 25., 28. und 30. Mai, dann 1. Juni 1842 verglichen und in Folge der hierüber von Seite der beiden Allerhöchsten Höfe ertheilten Genehmigungen nach näherem Inhalte des am 23. Mai 1844 begonnenen und

am 17. Juli 1844 abgeschlossenen Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokolls und der dazu gehörigen tabellarischen Uebersicht, welche beide Documente künftig die ausschliessenden Grundlagen der Grenzbestimmung bilden, mit 67 Haupt- und 320 Laufersteinen neu vermarkt und beschrieben worden ist. 1862

Artikel 2.

In Folge dieser Grenzberichtigung, wobei

1. für die Grenzstrecke vom Beinlohbache gegen den Lingelberg zwischen den Laufersteinen Nr. 126 und 128 der die königlich böhmischerseits angesprochenen fünf Grundstücke der königlich bayerischen Unterthanen Wolfgang Wölfel und Johann Pröll von Unterlauterbach dem königlich böhmischen Gebiete zuweisende Grenzgang anerkannt, desgleichen am obern Teiche bei Mühlbach zwischen den Laufersteinen Nr. 178 und 179 und am sogenannten Scheitelteiche zwischen den Hauptsteinen Nr. 63 und 64 dem königlich böhmischen Grenzanspruche gemäss die diese beiden Teichgründe durchfliessenden Bäche als die wirkliche Grenze angenommen;

2. von dem mit dem Laufer Nr. 183 bezeichneten Ende des Schwarzbrunnengrabens bis zu dem Hauptsteine Nr. 37 eine gerade Linie gezogen;

3. die seit Jahrhunderten streitige Waldung „Zankspitze" durch eine mit dem Hauptsteine Nr. 42 und den Laufersteinen Nr. 214 und 215 bezeichnete Linie gleichheitlich getheilt; und

4. die an der Grenzstrecke nach der Waldung Zankspitze bis oberhalb der Drahtmühle bei dem Dorfe Sommerhau bisher bestandenen Krümmungen durch Ziehung gerader Linien zwischen den einzelnen Grenzsteinen vom Laufer Nr. 216 bis 232, dann 233 bis zum Hauptsteine Nr. 49 und vom Hauptsteine Nr. 50 bis zu jenem Nr. 52 beseitiget wurden, sollen alle entgegenstehenden Gebietsansprüche und seitherigen Grenzirrungen als völlig abgethan und erledigt betrachtet werden.

Artikel 3.

Das Eigenthum an Grund und Boden der Waldung Zankspitze steht bezüglich der zum Königreiche Böhmen vermarkten Hälfte der Domäne Liebenstein, bezüglich der zum Königreiche Bayern vermarkten dagegen dem königlich bayerischen Aerar zu; und es ist daher zwischen diesen beiden Eigenthümern auch der aus dem Holzabtriebe erzielte Erlös gleichheitlich vertheilt worden. Desgleichen bildet auch die auf der im Artikel 2, Nr. 4 bezeichneten Strecke neuregulirte Landesgrenze zugleich die Eigenthumsgrenze zwischen dem königlich bayerischen Aerar und der Domäne Liebenstein bezüglich der anstossenden Staats- und Domänen-Waldungen. Dagegen sollen durch die übrigen im Artikel 2 erwähnten Grenzbestimmungen die

1862 bestehenden Eigenthums- und sonstigen Privatrechtsverhältnisse in keiner Weise beirrt, noch beeinträchtigt sein.

Insoweit es erforderlich war, sind übrigens die einschlägigen Privatrechtsverhältnisse in einem gemeinschaftlichen Commissionsprotokolle vom 23. October 1845 festgestellt worden, welches als Beilage A*) einen integrirenden Bestandtheil des gegenwärtigen Vertrages bildet, nachdem es die Genehmigung der beiderseitigen Allerhöchsten Höfe bereits erhalten hat.

B.

Grenzzug vom Buchbrunnen bis zum Baderbrunnen und Purification des Fraischbezirkes.

Artikel 4.

In Folge der von den beiderseitigen Grenzberichtigungs-Commissären über die Purification des sogenannten Fraischbezirkes gepflogenen und von beiden Allerhöchsten Regierungen bereits genehmigten Verhandlungen ist von den bisher unter gemischter Landeshoheit gestandenen Ortschaften des Fraischbezirkes und deren Fluren

1. jene von Altalbenreuth mit dem Säuerlingshammer, Gosel und Schönlied, an die Krone Böhmen, dagegen

2. jene von Neualbenreuth, Hatzenreuth und Quernbach an die Krone Bayern übergegangen, und es soll jedem Staate künftig über die ihm hiernach zugefallenen Gebietstheile die alleinige ausschliessende Souveränität zustehen.

Artikel 5.

Nebstdem ist zur Erzielung einer vollständigen Gebietsausgleichung gemäss derselben Verhandlungen von der Krone Bayern die volle Souveränität über die Ortschaft Boden und deren Flur an die Krone Böhmen, und von letzterer die volle Souveränität über die Ortschaft Ottengrün mit Ernstgrün und die Pfudermühle nebst den dazu gehörigen Fluren, dann über den Pfuderforst, den Stadt Egerer Buchwald, den Stadt Egerer Wald am Dillenberge, den St. Clara-Augustiwald und den St. Clara-Wald am Dillenberge, endlich die Ottengrüner Waldungen, unbeschadet der Privateigenthumsrechte der gegenwärtigen Besitzer an die Krone Bayern abgetreten worden.

Artikel 6.

In Folge obiger Zutheilung der gemischten Orte und der im [illegible] bemerkten weiteren Gebietsabtretungen, werden auf der

*) Anmerkung. Die hier berufene Beilage A, sowie die in den [illegible] und 27 dieses Vertrages bezogenen Beilagen B und C werden, da [illegible] auf schon vorlängst geordnete Privatverhältnisse beziehen, wegen des Raumes nicht abgedruckt.

Strecke vom Buchbrunnen, wo die königlich bayerischen Regierungsbezirke von Oberfranken und Oberpfalz zusammenstossen, bis zum Baderbrunnen, die beiderseitigen Staatsgebiete durch jene Grenzlinie geschieden, welche in dem gemeinschaftlichen Commissionsprotokolle vom 15. November 1843 unter Beseitigung der kleineren bezüglich des Flächeninhaltes gegenseitig ausgeglichenen Ausbeugungen mit nachträglicher Genehmigung der beiden Allerhöchsten Höfe angenommen und in dessen Beilage dargestellt, sodann nach Inhalt des Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokolles vom 3. bis 17. December 1845 und der dazu gehörigen tabellarischen Uebersicht, worauf sich hiermit bezogen wird, mit 53 Haupt- und 240 Laufersteinen vermarkt und beschrieben worden ist. 1862

Artikel 7.

Durch diese Grenzbestimmung erledigt sich zugleich jene Irrung, welche bisher am Dillenberge bezüglich des Laufes der Landesgrenze vom sogenannten Rinnelbrunnen bis zum Königstein nach Angabe des gemeinschaftlichen Commissionsprotokolles vom 13. Jänner 1844 bestanden hatte und nun in der Art verglichen ist, dass die Landesgrenze in der von Böhmen angesprochenen Richtung königlich bayerischerseits, vorbehaltlich der bestehenden Privatrechtsverhältnisse, anerkannt, und durch die Grenzmarken vom Hauptsteine Nr. 48 bis zum Laufersteine Nr. 225 bezeichnet worden ist.

Artikel 8.

Durch die vom Buchbrunnen bis zum Baderbrunnen neu regulirte Grenze ist der ganze Fraischbezirk als vollkommen purificirt zu betrachten, und es soll daher kein Staat in dem vermöge dieser Grenze dem anderen Staate zugetheilten Gebiete Hoheits- oder Gerichtsbarkeitsrechte irgend einer Art mehr auszuüben oder anzusprechen haben.

Artikel 9.

Die Krone Bayern hat an die Krone Böhmen die in dem Commissionsprotokolle vom 28. December 1843 und dessen Beilage III verzeichneten Jurisdictions- und Dominicalrechte und Renten in den Ortsfluren von Altalbenreuth, Säuerlingshammer, Boden, Gosel und Schönlied nebst dem Eigenthume der Säuerlingsquelle zu Säuerlingshammer und des zu derselben gehörigen Grundstückes in dem durchschnittlich berechneten Jahresbetrage von 761 fl. 50 2/3 kr. C. M. (799 fl. 93 kr. öst. W.) oder 914 fl. 12 kr. 3 1/5 dl. rheinisch theils als Entschädigung für den zu jährlichen 435 fl. 16 3/4 kr. C. M. (457 fl. 4 1/2 kr. öst. W.) liquidirten Grundsteuerentgang von den nach Artikel 5 dem königlich bayerischen Gebiete zufallenden Waldungen, theils gegen Ablösung in Geld überlassen.

1862 Artikel 10.

In letzterer Beziehung ist die, die Krone Bayern treffende Ablösungssumme für das Surplus der an Böhmen überlassenen Jurisdictions- und Dominicalrenten mit 326 fl. 33 11/12 kr. C. M. (342 fl. 89 kr. öst. W.) auf 8164 fl. 7 11/12 kr. (achttausend einhundert sechzig vier Gulden 7 11/12 kr.) C. M. (8572 fl. 33 1/2 kr. öst. W.) berechnet und festgesetzt worden.

Von dieser Summe kamen jedoch in Abzug die der Krone Böhmen gebührenden Entschädigungen für die Ueberlassung

1. der bisher von dem Burggrafenamte Eger bezogenen Besitzveränderungs- und Gerichtsbarkeitstaxen;

2. der königlich böhmischen Lehenrenten in dem von der Krone Bayern erworbenen Gebiete mit 844 fl. 2 1/4 kr. (886 fl. 24 kr. öst. W.) und 1 fl. 52 1/4 kr. (1 fl. 96 1/4 kr. öst. W.), zusammen mit 845 fl. 54 1/2 kr. (achthundert vierzig fünf Gulden 54 1/2 kr.) C. M. (888 fl. 20 kr. öst. W.).

Dagegen erhöhte sich anderseits jene Ablösungssumme um den die Krone Bayern für die Territorialabtretung bei Waldheim (Artikel 30) respective den hiermit verbundenen Steuerentgang auf den Grund der desfallsigen Liquidation treffenden Ersatz von 17 fl. 42 1/2 kr. (siebenzehn Gulden 42 1/2 kr.) C. M. (18 fl. 59 1/4 kr. öst. W.), und es stellte sich daher das von der Krone Böhmen bar zu vergütende Guthaben der Krone Bayern auf den Betrag von 7335 fl. 55 11/12 kr. (siebentausend dreihundert dreissig fünf Gulden 55 11/12 kr.) C. M. (7702 fl. 72 3/4 kr. öst. W.) oder 8803 fl. 7 1/10 kr. (achttausend achthundert drei Gulden 7 1/10 kr.) rheinisch, deren Bezahlung bis auf den mit Beziehung auf den Artikel 6 zur Ausgleichung zurückbehaltenen Betrag von 584 fl. 7 6/12 kr. C. M., worüber eine abgesonderte Verhandlung stattzufinden hat, bereits erfolgt ist, und worüber daher von Seite der Krone Bayern hiermit rechtsförmlich quittirt wird.

Artikel 11.

Da in den sämmtlichen von der Krone Böhmen abgetretenen Gebietstheilen früher gutsherrliche Gerichtsbarkeiten bestanden haben, so ist sich königlich bayerischerseits mit den betreffenden böhmischen Dominien, nämlich mit der Stadt Eger, der Commende des Kreuzherren-Ordens zu Eger und der Gutsherrschaft Kinsberg, nach näherem Inhalte der von den beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten Commissionsprotokolle vom 14., 15. und 19. October am 2. November 1842, über die Abtretung ihrer Gerichtsbarkeiten in jenen Gebietstheilen gegen Ueberlassung entsprechender Jurisdictionsrechte auf den dem Königreiche Böhmen zuwachsenden Gebietstheilen verständigt worden, sowie auch die Stadt Eger, die bezeichnete Kreuzherren-Ordens-Commende, ferner das Dominium St. Clara.

nach Inhalt jener commis- 1862
.en Protokolles vom 20. Oc-
ihnen auf den erstgenannten
Dominicalrechte und Renten
ninicalrechte und Renten auf
urden.

.ligen Gutsherrschaft Ottengrün
nsberg zustehenden Dominicalien
s zu Quernbach und der Pfuder-
Bezugsberechtigten vorbehaltlich
den königlich bayerischen Gesetzen.

ikel 12.

che behufs der im Artikel 6 bemerkten
dem Gebiete des einen oder des anderen
nderung der Privateigenthumsgrenzen,
der Beilage des Commissionsprotokolls
speciell angegeben worden sind, werden
eränität desjenigen Staates stehen, dessen
urden, hinsichtlich ihrer grundherrlichen
sollen aber dieselben nichts destoweniger in
de mit dem Hauptgute, zu welchem sie
sollen jedoch alle, in den Artikeln 9, 10, 11
s zur gegenwärtigen Grenzausgleichung und
im Jahre 1846 übernommenen und übergebe-
e, Dominicalrechte und Renten, rücksichtlich
ng nur nach der Verfassung und Gesetzgebung
eurtheilt werden, dem sie zugefallen sind, und es
der gesetzmässig seither geschehenen oder noch
Aufhebung solcher Rechte und Bezüge keinem der
n Theile ein Entschädigungsanspruch oder An-
rliche Ausgleichung erwachsen. Für allenfallsige
der Privateigenthümer sind jedesmal die Gesetze
Staates massgebend.

Artikel 13.

wohnern der gegenseitig abgetretenen Gebietstheile
sechs Jahren, vom Tage der Gebietsextradition an ge-
Befugniss der Veräusserung ihrer Güter und des freien
ten Abzuges in den Staat, dem sie bisher angehörten, für
Familien und ihr Vermögen zu, ohne hierfür eine Abgabe
zu müssen, oder irgend einem Abzuge unterworfen

1862

Artikel 14.

Die Angehörigen der erwähnten Gebietstheile, welche zur Zeit der Hoheitsübergabe dem Heere ihres bisherigen Vaterlandes eingereiht sind, treten in das Heer desjenigen Staates über, dessen Unterthanen sie in Folge der Gebietsabtretung werden; es bleibt jedoch denselben freigestellt, die Dienstzeit, zu der sie in ihrem bisherigen Vaterlande verpflichtet waren, in demselben auch zu vollenden, ohne nach deren Ablauf in dem neuen Vaterlande einer weiteren Militärpflicht genügen zu müssen.

Artikel 15.

Den Eigenthümern von Besitzungen oder Anwesen längs der neugebildeten Grenze, von welchen durch die letztere einzelne Grundstücke durchschnitten oder abgetrennt werden, wird der zollfreie Bezug der auf den abgetretenen Theilen gewonnenen Bodenerzeugnisse, wenn dieselben in dem Zustande, in welchem sie gewonnen werden, z. B. insbesondere das Getreide im Stroh, das Obst im frischen Zustande u. s. w., unmittelbar von dem abgetretenen Grundstücke über die Zolllinie geführt werden, zugesichert, insolange diese Theile zu den fraglichen Besitzungen oder Anwesen gehören. Wo jedoch mehrere Wege, um zu einem dieser Grundstücke zu gelangen, benützt werden können, müssen sich die Grundbesitzer zwar den aus Gefällsrücksichten etwa nothwendigen Beschränkungen fügen, wobei stets auf ihre möglichste Erleichterung Bedacht genommen werden wird.

Sowohl für diesen getheilten Grundbesitz, als für die im Artikel 5 bezeichneten Waldungen, welche von den böhmischen Gutskörpern, zu denen sie gehören, ebenfalls durch die neue Grenzlinie getrennt sind, findet unter den nach allgemeinen Normen über den Grenzverkehr erforderlichen zollämtlichen Controlmassregeln der thunlichst erleichterte abgabenfreie Uebertritt über die Grenze mit den zur Bewirthschaftung der geschiedenen Besitztheile unentbehrlichen Geräthschaften und anderen Hilfsmitteln statt.

Artikel 16.

Dem Eisenhammerwerke Ottengrün wird von Seite der Krone Böhmen die zollfreie Ausfuhr eines jährlichen Quantums von zweiundzwanzigtausend dreihundert vierundvierzig Kübel Holzkohlen (sechs Kübel zu einer Klafter Holz im Durchschnitte gerechnet), dann eines jährlichen Quantums von zwei Tausend einhundert vierundsechzig Seidel Eisenerz aus Böhmen nach Ottengrün, vorbehaltlich der zollämtlichen Controlmassregeln, bewilliget und zugestanden.

Artikel 17. 1862

Bezüglich des Vermögens der zufolge Artikel 4 an das Königreich Bayern übergegangenen Pfarrei und Schule zu Neualbenreuth ist von den beiden Allerhöchsten Höfen die Vereinbarung getroffen worden, dass solches nur insoweit, als es ohne Rücksicht auf den Seelsorge- und Schullehrerdienst für die Pfarrei und Schule zu Neualbenreuth insbesondere gestiftet ist, für immerwährende Zeiten bei dieser Pfarre und Schule zu verbleiben habe, dass sonach von und für die österreichischen Unterthanen von dem Augenblicke an, wo der Pfarrer und Schullehrer zu Neualbenreuth für sie keine Seelsorge- und Schuldienste mehr leistet, an diese Pfarre und Schule auch keine nur für diese Schul- und seelsorglichen Functionen als Entgelt bisher bestimmten Leistungen zu entrichten seien.

Hiernach ist die Rente von 124 fl. 6 kr. C. M., welche der frühere österreichische Pfarradministrator zu Neualbenreuth, Prager Diöcese, als Ertrag der aufgelösten, auf den Ortschaften Altalbenreuth, Gosel, Tauberroth und Ulrichsgrün fliessenden Sackzehenten genossen hat, sowie die Rente von jährlich 148 fl. 35 kr. C. M., welche der frühere bayerische Pfarrverweser in Neualbenreuth, Regensburger Diöcese, als Aequivalent für die von ehedem bayerischen Unterthanen der laut Artikel 4 und 5 von Oesterreich abgetretenen Ortschaften Altalbenreuth, Gosel und Boden gereichten und nun abgelösten Sackzinsungen aus dem böhmischen Grundentlastungsfonde zu beziehen hatte, von der Pfarrpfründe Neualbenreuth abgetrennt und pro rata den die genannten böhmischen Gemeinden pastorirenden österreichischen Pfarrern zugewiesen worden.

Dagegen verbleibt das gesammte Pfarrwiddum der Pfarrei Neualbenreuth an Feldern, Wiesen und sonstigen Liegenschaften, sowie sämmtliche Stiftungen, und namentlich die Nothhaftische Messenstiftung, ungetheilt bei dieser Pfarrei.

Die Richtigstellung des Einkommens des Localisten in dem unter königlich bayerische Landeshoheit gefallenen Orte Ottengrün ist auf Grund der zwischen den beiden Allerhöchsten Regierungen gepflogenen Verhandlungen unter gleichzeitiger Zustimmung der Ordinariate bereits vollzogen, und es hat demgemäss die Pastorirung der böhmischen Ortschaft Neumugl von der Seelsorgestation Ottengrün aus gegen eine jährliche Remuneration von Einhundert dreissig Einen Gulden 25 kr. öst. W. aus dem böhmischen Religionsfonde zu geschehen.

Artikel 18.

Nachdem die königlich bayerische Regierung von dem Dominium der Stadt Eger das Patronats- und Präsentationsrecht auf die Pfarrei und die Schule zu Neualbenreuth nebst dem als Schulhaus verwendeten sogenannten Herrenhause daselbst sammt Zugehör gegen eine

1862 bare Ablösung von Eintausend sechshundert Gulden rheinisch durch einen inzwischen bereits vollzogenen Vertrag vom 27. Mai 1846 erworben hat, so steht dieses Patronats- und Präsentationsrecht künftig der Krone Bayern zu, wogegen die Stadt Eger von der hiermit verbunden gewesenen Concurrenzpflicht zur Bestreitung der baulichen Unterhaltung der Kirchen-, Pfarr- und Schulgebäude zu Neualbenreuth befreit wird.

Artikel 19.

In Gemässheit der in dem Commissionsprotokolle vom 2. November 1842 getroffenen Vereinbarung ist das von der Stadt Eger auf den durch die neue Grenze zum Königreiche Bayern ausgeschiedenen Gebietstheilen bisher besessene Koppeljagdrecht an das königlich bayerische Aerar übergegangen, wofür der Stadt Eger das dem letzteren in den vier Dorfsfluren Altalbenreuth, Gosel, Boden und Schönlied zustehende Jagdrecht als Entschädigung überlassen worden ist. Dagegen verblieb der Stadt Eger das Jagdrecht in dem sogenannten Egerer Hochwalde und in ihrem Walde am Dillenberge nach Massgabe der bayerischen Gesetze und Verordnungen.

Artikel 20.

Die in den Artikeln 11, 17, 18 und 19 nicht speciell berührten Privatrechte erleiden durch die vereinbarten Gebietsabtretungen keine Veränderung. Insoweit es erforderlich war, sind übrigens die einschlägigen Privatrechtsverhältnisse in einem gemeinschaftlichen Commissionsprotokolle vom 10. bis 12. Juni 1846 festgestellt worden, welches als Beilage B*) einen integrirenden Theil des gegenwärtigen Vertrages bildet, nachdem es bereits die Ratification der beiden Allerhöchsten Höfe erhalten hat.

Artikel 21.

Da die Einpflichtung der Unterthanen in den nach Artikel 4 und 5 gegenseitig abgetretenen Gebietstheilen für die respectiven neuen Landesherrschaften am 26. Juni 1846 und die Uebergabe der gemäss Artikel 9 von der Krone Bayern an die Krone Böhmen cedirten Dominicalien am 1. Juli 1846 stattgefunden hat, so hat als Zeitpunkt des Ueberganges der Landeshoheit und ebenso der Gerichtsbarkeit der 26. Juni 1846, bezüglich der Dominicalien dagegen der 1. Juli 1846 zu gelten, von welchem Zeitpunkte an auch der Steuerbezug für die betreffende neue Landesherrschaft beginnt. Den hiernach in den Commissionsprotokollen vom 1. und 7. Juli 1846 hergestellten Bezugsratenberechnungen zufolge hat die Krone Bayern für die von der Krone Böhmen über den 30. Juni hinaus

*) Siehe die Anmerkung bei Artikel 8 dieses Vertrages.

schon erhobenen Steuern eine Vergütung von 135 fl. 46 10/12 kr. 1862
C. M. (142 fl. 56 1/4 kr. öst. W.), und für die cedirten Dominicalien bis Ende Juni 1846 eine Vergütung von 121 fl. 54 kr. C. M. (127 fl. 99 1/2 kr. öst. W.), zusammen also 257 fl. 40 10/12 kr. C. M. (270 fl. 55 3/4 kr. öst. W.) oder 309 fl. 13 kr. rheinisch zu empfangen gehabt, deren Berichtigung auch bereits erfolgt ist, und worüber daher von der Krone Bayern hiermit rechtsförmlich quittirt wird. Bei der Extradition der in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Gebietstheile und der nach Artikel 9 und 11 abgetretenen Gerichtsbarkeitsrechte und Dominicalien sind auch das Vermögen der Kirche und der Schule zu Neualbenreuth, dann die einschlägigen Depositenacten, Uebersichten, Hypotheken- und Grundbuchsextracte und sonstigen Belege mitübergeben worden; die beiden Allerhöchsten Regierungen werden sich übrigens auch in der Folge die etwa noch erforderlichen Aufschlüsse und Nachweisungen durch ihre Behörde bereitwillig gegenseitig mittheilen lassen.

C.

Grenzzug vom Baderbrunnen bis zu dem am Reichenbache stehenden Hauptsteine Nr. 33 in der Nähe der Kellermühle.

Artikel 22.

Bezüglich dieses Grenzzuges hat es bei der bereits im Jahre 1774 getroffenen Grenzbestimmung und der aus 33 Hauptsteinen, dann aus 95 Laufersteinen mit den Nummern 1—8, 8 1/2, 9—94 bestehenden Demarcation sein Verbleiben, und es ist daher bei der am 10., 11. und 12. Mai 1841 von den beiden Grenzberichtigungs-Commissären vorgenommenen gemeinschaftlichen Begehung dieses Grenzzuges, deren Ergebnisse in dem Commissionsprotokolle vom 10. bis 24. Mai 1841 niedergelegt sind und die Genehmigung der Allerhöchsten Höfe erhalten haben, dafür Sorge getragen worden, die umgesunkenen Grenzsteine wieder aufzurichten, den beschädigten Lauferstein Nr. 55 durch einen andern zu ersetzen, die Grenzwalddurchschläge zu erneuern, sowie überhaupt die wahren Grenzlinien übereinstimmend mit den älteren Grenzbeschreibungen und Plänen wieder in volle Evidenz zu stellen.

Artikel 23.

Insbesondere soll zwischen den Laufersteinen Nr. 8 und 9 unweit des Dorfes Neumugel die in dem Hauptvermarkungsprotokolle vom Jahre 1774 und dem darauf bezüglichen Grenzplane angenommene ganz gerade Richtung der Grenze beibehalten bleiben, zu welchem Ende auch bereits in dem Commissionsprotokolle vom 12. August 1841, Nr. 1, die Beseitigung zweier auf eine Krümmung der Grenzlinie deutender kleiner Steine aus neuerer Zeit sowie die

1862 Setzung eines Zwischen-Laufersteines auf der geraden Linie beschlossen und wirklich in Ausführung gebracht worden ist.

Artikel 24.

Eine Abweichung von dem im Artikel 22 ausgesprochenen Grundsatze findet jedoch bezüglich der Gränzstrecken

zwischen dem Laufer Nr. 39 und dem Hauptsteine Nr. 16
„ „ „ 43 „ „ „ „ 17
„ „ „ 46 „ „ „ „ 18
dem Hauptsteine „ 18 „ „ Laufersteine „ 47

statt, indem hier in Folge der in der commissionellen Protokollarverhandlung vom 11. Mai 1841 getroffenen und beiderseits Allerhöchst genehmigten Vereinbarung in Uebereinstimmung mit den bereits bestehenden Walddurchschlägen gerade Linien an die Stelle der im Jahre 1774 festgesetzten krummen Grenzrichtungen treten.

D.

Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 33 am Reichenbache bis zum Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal.

Artikel 25.

Von dem Hauptsteine Nr. 33 am Reichenbache bis zu dem im Jahre 1844 wieder hergestellten Hauptsteine Nr. 7 an der Strasse von Bärnau nach Tachau folgt die Landesgrenze durchaus der bereits im Jahre 1774 hergestellten und am 13. Mai 1841 von den beiden Grenzberichtigungs-Commissären durchgesehenen Vermarkung, wornach auch die zwischen dem Laufersteine Nr. 13 und dem Hauptsteine Nr. 4 durch Ueberackerung beirrte urkundliche Grenzrichtung in Gemässheit des Commissionsprotokolles vom 12. August 1841, Nr. 2, wieder hergestellt wurde.

Artikel 26.

Die über die weitere Grenzstrecke bis zum Naab- oder Kreusbrunnen bisher bestandenen Grenzdifferenzen sind infolge des in dem commissionellen Protokolle vom 11. Juli 1840 niedergelegten und von den beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten Antrages dahin verglichen, dass die Grenze vom Hauptsteine Nr. 7 an dem — königlich bayerischer Seits behaupteten — alten Grenzgange über den Schmuckerberg, die Schmuckerwiese, den Schmuckerbrunnen an das Frühmessholz, zum Paulusbrunnen bis an das sogenannte Schiffelhaus in der Nähe dieses Brunnens folgt, sodann dieses Haus — sammt Nebengebäuden zum königlich böhmischen Gebiete ausscheidend — wieder dem alten bayerischen Grenzgange nach an den Rothbach sich zieht, in der Mitte dieses Baches aufwärts zweitausend

Fuss weit bis zum neuerrichteten Hauptsteine Nr. 17 fortläuft und 1862
endlich von diesem Punkte aus, das Bachrinnsal wieder verlassend, in ganz gerader Richtung den neu hergestellten Waldausbau hindurch die Mitte des Naab- oder Kreuzbrunnens erreicht, welche durch den zehn Fuss entfernt stehenden Hauptstein Nr. 27 bezeichnet wird.

Artikel 27.

Durch diese Grenzbestimmung fällt die ganze Grundfläche, welche von dem Punkte an, wo die Grenze in den Rothbach einspringt, bis zum Naab- oder Kreuzbrunnen zwischen dem alten bayerischen Grenzgange und der neu regulirten Grenzlinie liegt, zum Gebiete des Königreichs Böhmen, es bleibt jedoch der königlich bayerischen Stadtgemeinde Bärnau das ihr an dieser durch eine eigene commissionelle Versteinung ddo. 1. August 1844 abgemarkten Grundfläche zustehende volle Eigenthum nebst freier Nutzniessung, Jagdrecht und Forstaufsicht, nach Massgabe der jeweiligen Landesgesetze und Verordnungen, nach näherem Inhalte des gemeinschaftlichen Commissionsprotokolles vom 3. Juli 1849, welches, nachdem es die Genehmigung von Seite der beiden Allerhöchsten Höfe erhalten hat und nachdem in dasselbe die gleichfalls beiderseitig genehmigte veränderte Fassung des §. 8 desselben aufgenommen worden ist, als Anlage C *) einen integrirenden Bestandtheil des gegenwärtigen Vertrages bildet.

Dabei verpflichten sich die beiden Staatsregierungen, zur Beilegung der nach §. 9 dieses Protokolles noch schwebenden Differenzen nach Thunlichkeit der internationalen Natur der massgebenden Verträge vom 15. und 24. September 1548 mitzuwirken.

Artikel 28.

Von der Mitte des Naab- oder Kreuzbrunnens bis zu dem Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal bleibt der Grenzzug, wie derselbe bisher schon theils nach den im Jahre 1818 gepflogenen Grenzverhandlungen, theils nach den im Jahre 1831 hergestellten Walddurchschlägen mit beiderseitiger Anerkennung bestanden hatte, und von den beiden Grenzberichtigungs Commissären inhaltlich des bereits im Artikel 22 erwähnten Protokolles vom 10. bis 24. Mai 1841 am 14., 15. und 18. desselben Monates und Jahres gemeinschaftlich begangen worden ist, mit Ausnahme zweier nach Inhalt der beiden folgenden Artikel neuberichtigter Grenzstrecken aufrecht erhalten. Insbesondere gilt dieses auch von der in dem Grenzbegehungsprotokolle vom 12. August 1818 mit nachträglicher beiderseitiger Genehmigung verglichenen Grenzlinie zwischen dem Lager-

*) Siehe die Anmerkung bei Artikel 3 dieses Vertrages.

1862 steine an der Ecke des dem Wirth von Hagenhausen gehörigen Feldgrundes und dem sogenannten Weidenstocke.

Artikel 29.

Da über den Grenzgang vom sogenannten Grenzhügel am Acker des Georg Mages zu Neukirchen bis zum Lagersteine oberhalb der Waldheimer Mühle schon seit mehreren Jahren eine Differenz obgewaltet hatte, so ist in Folge des in dem Commissionsprotokolle vom 17. Mai 1841 verabredeten, und von den beiden Allerhöchsten Höfen angenommenen Vergleiches, das streitige Gebietsobject gleichheitlich getheilt worden, und es hat daher die hierbei festgesetzte mit den Laufern Nr. 170, 171 und 172, dann dem Hauptsteine Nr. 47 bezeichnete Theilungslinie als Landesgrenze zu gelten.

Artikel 30.

Zur Beseitigung der Missstände, welche mit der bisherigen unbestrittenen Grenzlinie von dem Lagersteine oberhalb der Waldheimer Mühle bis an den Fressbach aus dem Grunde verbunden waren, weil diese Grenzlinie die Mitte des Waldheimer Wirthshauses in der Richtung über den Küchenherd durchzog, ist in Gemässheit der beiderseits Allerhöchst genehmigten commissionellen Protokollarverhandlung vom 16. Mai 1841 die fragliche Grenze dahin abgeändert, dass sie von dem Punkte an, wo sie den Zottbach erreicht und überschreitet, dem linken Ufer dieses Baches bis zur Einmündung des Fressbaches folgt, und sich sodann in dem letzteren aufwärts fortsetzt, wodurch jenes Haus ganz nebst Backofen und drei Wiesenparzellen dem königlich böhmischen Gebiete zugetheilt wird. Die in dem Commissionsprotokolle vom 28. December 1843 berechnete und beiderseits genehmigte Entschädigung der Krone Bayern für die diesfallsige Gebietsabtretung ist bereits im Artikel 10 in Ansatz gebracht.

Artikel 31.

Nachdem der Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 33 am Reichenbache bis zum Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal nur bezüglich der im Artikel 25 bezeichneten Strecke förmlich versteint war, so ist jener Grenzzug unter Belassung dieser partiellen älteren Versteinung mit fortlaufender Nummerirung im Jahre 1844 genau so, wie er nach den Artikeln 25 bis 30 festgestellt wurde, neu vermarkt und beschrieben worden, und es hat daher das hierauf bezügliche, 58 Haupt- und 205 Laufersteine ausweisende commissionelle Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokoll ddo. 20. Juli bis 24. August 1844 nebst der dazu gehörigen tabellarischen Uebersicht an die Stelle der früheren Grenzbeschreibungen zu treten.

E. 1862

Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal bis zum Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache.

Artikel 32.

Von dem Anfangspunkte dieses Grenzzuges bis zum sogenannten steinernen Wöhr, wo der Rehlingbach in den Pfrentschteichgrund eintritt, hat es bei der bisherigen unstreitigen Grenze, wie solche durch die Vermarkungs- und Grenzprotokolle aus den Jahren 1774 und 1818 festgestellt und durch die bei der commissionellen Grenzrevision im Monate Mai 1841 getroffenen und in dem einschlägigen Protokolle vom 10. bis 24. Mai 1841 angegebenen Verfügungen neuerlich in Evidenz gestellt worden ist, auch fortan sein Bewenden.

Artikel 33.

Von dem steinernen Wöhre bis zur Einmündung des Netschbaches in den Pfrentschteichgrund folgt die Grenze in Gemässheit der von beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten commissionellen Vereinbarungen vom 11. bis 15. Mai und 8. Juli 1840, dann vom 13. September 1841 dem im Jahre 1840 durch die Pfähle Nr. 1 bis 57 und Nr. 68 bis 80 abgemarkten, jedoch zur Erleichterung der definitiven Demarcation auf 18 gerade Abgrenzungslinien reducirten normalen Umfange dieses Teichgrundes, wodurch letzterer, mit Ausnahme des durch die Pfähle Nr. 57 bis 68 verpflockt gewesenen sogenannten Troges im Catherinenbache, dem königlich bayerischen Gebiete einverleibt bleibt, der bezeichnete Troggrund dagegen dem königlich böhmischen Gebiete zugewiesen wird.

Artikel 34.

Von der Krone Bayern ist die Verbindlichkeit eingegangen worden, den bestandenen Pfrentschteich trocken liegen und sohin nie mehr als Teich bestehen zu lassen. Es wird diese Verpflichtung getreulich eingehalten und beobachtet werden.

Artikel 35.

Von dem Punkte der Einmündung des Netschbaches in den Pfrentschteichgrund, welcher Punkt in der älteren Vermarkung mit dem Hauptsteine Nr. 14 bezeichnet war, bis zum Hauptsteine Nr. 26 (älterer Demarcation) am nördlichen Fusse des Eulenberges, dann vom Hauptsteine Nr. 27 (älterer Demarcation) in der Nähe des Gerstmaier'schen Wirthshauses zu Eulenberg bis zum Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache, hat es gleichfalls wieder bei der in den Jahren 1774 und 1777 vermarkten, sodann im Jahre 1818 und neuerlich im Monate Juni 1842 inhaltlich des commissionellen Grenz-

1862 begehungsprotokolles vom 11. Juni bis 13. Juli 1842 revidirten und in Evidenz gestellten Grenze sein Verbleiben, und ebenso wird auch der im Jahre 1818 getroffene und nachmals genehmigte Vergleich über die bezüglich der Grenze zwischen den Laufersteinen Nr. 57 und 58, dann zwischen letzterem und dem Hauptsteine Nr. 30 (älterer Demarcation) bestandene Differenz neuerdings bestätiget.

Artikel 36.

Die Grenzstrecke zwischen den Hauptmarksteinen Nr. 26 und 27 (älterer Demarcation), auf welche sich das Vermarkungsgeschäft in den Jahren 1774 und 1777 desshalb nicht erstreckt hatte, weil damals längs derselben das Sulzbachische Amt Pleystein an Böhmen grenzte, ist in den bereits im Jahre 1818 theils als unstreitig constatirten, theils neu verglichenen Richtungen nach dem in dem Commissionsprotokolle über die Begehung und Revision der Landesgrenze vom Pfrentschteich bis zum Dreisesselberg (Fortsetzung vom 14. Juni 1842) dargestellten Befunde beiderseits anerkannt.

Artikel 37.

Die früher am Grubbache oberhalb des Laufersteines Nr. 100 (älterer Demarcation) bestandene Gebietsdifferenz ist in Gemässheit der von den beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten commissionellen Protokollarverhandlung vom 27. Juli 1842 als durch Annahme der bereits am 20. September 1808 vereinbarten Anträge für beseitiget zu erachten.

Artikel 38.

Der ganze Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal bis zum Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache ist auf den Grund der in den Artikeln 32, 33, 35, 36 und 37 aufgenommenen Bestimmungen, unter Ergänzung der bisherigen Lücken in der Vermarkung und unter fortlaufender Nummerirung der zusammen 65 Hauptsteine und 133 Laufer (letztere mit den Nummern 1—7, 7½, 8—72, 72½, 73—129, 129½ und 130) betragenden älteren und neueren Grenzmarken, in dem am 28. August 1844 begonnenen und am 10. September 1844 abgeschlossenen commissionellen Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokolle neu beschrieben worden, und es hat daher dieses Protokoll nebst der dazu gehörigen tabellarischen Uebersicht statt der älteren Grenzbeschreibungen zu gelten.

F.

Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache bis zum Hauptsteine Nr. 1 am sogenannten Zwergecke.

Artikel 39.

Bezüglich dieses ganzen Grenzzuges bleibt die in der zweiten Hälfte des verflossenen Jahrhunderts hergestellte, dann in den Jah-

ren 1818 und 1820 revidirte und an einzelnen Punkten berichtigte 1862
Vermarkung und die hierdurch festgesetzte Grenze unverändert beibehalten, zu welchem Ende bei der von den beiden Grenzberichtigungs-Commissären am 18. Juni bis 6. Juli 1842 vorgenommenen gemeinschaftlichen Grenzbegehung für Feststellung der den Rinnsalen von Bächen folgenden Grenzstrecken, Lichtung verwachsener Grenzlinien, Aufrichtung umgesunkener und Ergänzung abgängiger Grenzsteine oder fehlender Kennzeichen und Nummern, Beseitigung ungiltiger Grenzmarken, Aufstellung der bei den früheren Grenzrevisionen und neuerlich für nothwendig erachteten Zwischensteine, Erneuerung von Erdschürfen, Versetzung unrichtig stehender Grenzzäune auf die rechte Linie, Beseitigung der den Grenzzug beeinträchtigenden Steinmauern, Gräben und Ueberackerungslinien und dergleichen Vorkehrungen Sorge getragen wurde.

Es wird sich daher auf die einschlägigen früheren Grenzberichtigungs-, Vermarkungs- und Revisionsverhandlungen, sowie auf die von den beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten Ergebnisse der Grenzbegehung im Jahre 1842 mit dem Bemerken bezogen, dass die Demarcation dieses Grenzzuges aus 78 Hauptsteinen mit den Nummern 1—78. aus 144 Laufersteinen mit den Nummern 1—39, 1—38, 38½, 39, 40, 40½, 41, 42, 42½, 43—51, 51½, 52, 53, 53½, 54, 54¼, 54½, 55—63, 63½, 64, 64¼, 64½, 65, 66, 66½, 67, 68, 68½, 69—78, 78¼, 78½, 79 und mit den Buchstaben A—M (letztere 12 am Einsiedelbache befindlich), endlich aus 71 Lagersteinen (wovon 17 zwischen den Hauptsteinen 1—18 und 44 zwischen den Hauptsteinen 19 und 1 am Zwergecke) bestehe.

G.

Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 1 am Zwergecke bis zum Hauptsteine Nr. 1 am Beginne der königlich böhmischen Cameralwaldung auf dem Rachel und von da bis zum Hauptsteine Nr. 10 am Lusenberge.

Artikel 40.

Für diesen, zwei Vermarkungsserien in sich fassenden Grenzzug, deren erstere aus

21 Hauptsteinen mit den Nummern 1—21;
33 Laufersteinen mit den Nummern 1, 1¼, 1½, dann 2—31, und
50 Lagersteinen;

die zweite aus

10 Hauptsteinen mit den Nummern 1—10;
9 Laufersteinen mit den Nummern 1, 1½, 2, 2½, 3—7, und
35 Lagersteinen

besteht, wird die aus dem Jahre 1771 herrührende und im Jahre

1862 1820 revidirte Demarcationsbeschreibung gleichfalls als fortbestehe: beiderseits anerkannt, und es wird sich daher hier auf die desfa sigen früheren Verhandlungen, sowie auf das einschlägige von d beiden Allerhöchsten Höfen genehmigte commissionelle Gren begehungs- und Revisionsprotokoll (Fortsetzungen vom 6., 7., 8., und 11. Juni 1842) bezogen, welch letzteres Protokoll zugleich d Nachweis über die zur Evidentstellung dieses Grenzzuges weg Errichtung neuer Zwischenmarken, Erneuerung abgängiger Gren steine und unkenntlich gewordener Erdschurfe, Räumung v Grenzwegen und Bächen und dergleichen getroffenen Verfügunge enthält.

Artikel 41.

Nachdem von den beiden Allerhöchsten Regierungen die Noth wendigkeit erkannt wurde, die Beseitigung des vor dem Hauptstein Nr. 9 der ersteren Demarcationsreihe auf der Grenzlinie stehende und daher theils zu Bayerisch- theils zu Böhmisch-Eisenstein gehö rigen Hauses zu bewirken, so werden dieselben dafür Sorge tragen dass dieses Haus bei etwaiger Wiedererbauung in angemessene Entfernung von der Grenzlinie zu stehen komme.

H.

Grenzzug vom Hauptsteine Nr. 10 am Lusenberge bis zum Vereinigungspunkte der Grenzen der Königreiche Bayern und Böhmen, und des Erzherzogthums Oesterreich am Plöckensteine.

Artikel 42.

Von dem erstgenannten Punkte bis zum Teufelsbache folgt die Landesgrenze den in Gemässheit der beiderseits Allerhöchst genehmigten Commissionsprotokolle vom 30. und 31. Jänner 1844, zwischen königlich bayerischen Staatswaldungen einerseits und den obrigkeitlichen Waldungen der böhmischen Dominien Stubenbach und Grosszdickau anderseits neuregulirten, durch Walddurchschläge kenntlich gemachten geraden Linien von Grenzstein zu Grenzstein in der Art, dass Letztere zugleich die Landesgrenze und die Eigenthumsgrenzen für jene beiderseitigen Waldungen bilden.

Artikel 43.

Von dem Teufelsbache bis zum Endpunkte der bayerisch-böhmischen Grenzen am Plöckensteine hat die bisherige durch die in den Jahren 1752 und 1767 zwischen dem Hochstifte Passau einerseits und den anstossenden böhmischen Herrschaften Grosszdickau, Winterberg und Krumau anderseits stattgehabte Grenzberichtigung festgestellte und auch in der Folge unbestritten beibehaltene

Landesgrenze fortzubestehen, da sich sowohl bei der im Jahre 1820 1862
vorgenommenen, als bei der am 13. bis 15. Juli 1842 neuerlich stattgehabten commissionellen Grenzbegehung keine Anstände hierüber ergeben haben. Dabei wurde hinsichtlich der Ausübung des beiden Staaten gemeinschaftlich zustehenden Triftrechtes im Teufelsbache dem königlich bayerischen Staatsärar der Vorgang in der Ausübung dieses Triftrechtes vor allen Privattriftunternehmern anerkannt und zugesichert.

Artikel 44.

Nachdem übrigens für diesen ganzen Grenzzug bisher eine Vermarkung bestanden hatte, welche königlich böhmischerseits nur mit dem Zeichen der anstossenden böhmischen Herrschaften und mit einer mehrfach unterbrochenen, zum Theile selbst entgegenlaufenden Nummerirung versehen war, und auch bezüglich der Anzahl der Zwischensteine den Anforderungen einer vollkommenen Demarcation nicht entsprechen konnte, so ist mit Genehmigung der beiden Allerhöchsten Höfe jener Grenzzug am 14. bis 27. September 1844 unter Benützung der vorhandenen älteren Grenzsteine und unter fortlaufender Nummerirung der im Ganzen 17 Haupt- und 150 Laufersteine betragenden älteren und neueren Grenzzeichen neu vermarkt und beschrieben worden, und es hat daher das hierüber aufgenommene commissionelle Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokoll nebst der hierzu gehörigen tabellarischen Uebersicht an die Stelle der früheren Grenzbeschreibungen zu treten.

J.

Allgemeine Bestimmung.

Artikel 45.

Die in dem gegenwärtigen Abschnitte theils als fortbestehend anerkannten, theils neu bestimmten Landesgrenzen zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern sollen, wie dies im Artikel 8 für den Grenzzug lit. *B* bereits insbesondere verordnet ist, durchaus und allgemein für die Ausübung aller und jeder Souveränitäts- und Hoheitsrechte massgebend, und es sollen daher alle etwaigen diesem Grundsatze entgegenstehenden Ansprüche gegenseitig als abgethan und aufgehoben betrachtet sein.

In gleicher Weise werden auch alle mit den ausgeglichenen Gebiets- und Grenzdifferenzen etwa in Verbindung stehenden Entschädigungs- oder Ersatzforderungen von beiden Theilen als erloschen und verzichtet erklärt.

1862

Abschnitt II.

Versteinung, Vermessung und Chartirung der festgesetzten Landesgrenzen.

Artikel 46.

Die gesammte Landesgrenze der Königreiche Böhmen und Bayern theilt sich nach den bestehendenDemarcationsserien in folgende neun Vermarkungssectionen, in deren jeder die Nummerirung der Hauptsteine mit Eins beginnt.

I. Section: vom Vereinigungspunkte der Grenzen der Königreiche Böhmen, Bayern und Sachsen am sogenannten untern Kaiserhammer bis zum Buchbrunnen;

II. Section: vom Buchbrunnen bis zum Baderbrunnen;

III. Section: vom Baderbrunnen bis zum Hauptsteine Nr. 33 am Reichenbache;

IV. Section: vom Hauptsteine Nr. 33 am Reichenbache bis zum Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal;

V. Section: vom Hauptsteine Nr. 1 vor Böhmisch-Reichenthal bis zum Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache;

VI. Section: vom Hauptsteine Nr. 1 hinter dem Grubbache bis zum Hauptsteine Nr. 1 am Zwergecke;

VII. Section: vom Hauptsteine Nr. 1 am Zwergecke bis zum Hauptsteine Nr. 1 am Anfange der Cameralwaldung auf dem Berge Rachel;

VIII. Section: vom vorbenannten Hauptsteine bis zum Hauptsteine Nr. 10 am Lusenberge;

IX. Section: vom Hauptsteine Nr. 10 am Lusenberge bis zum Vereinigungspunkte der Grenzen der Königreiche Böhmen und Bayern und des Erzherzogthumes Oesterreich.

Artikel 47.

In den Sectionen III, VI, VII und VIII wurden die bisherigen älteren Versteinungen belassen, mithin auch die hierbei beobachteten Normen auf die Ergänzung fehlender Grenzzeichen angewendet, dagegen ist die Versteinung in den neu vermarkten Sectionen I, II, IV, V und IX nach jenen Vorschriften ausgeführt worden, welche die Grenzberichtigungs-Commissäre in dem beiderseits Allerhöchst genehmigten Protokolle vom 2. August 1842 verabredet und in den Grenzvermarkungs- und Beschreibungsprotokollen durch die vorangestellten allgemeinen Bemerkungen näher dargestellt haben.

Bei künftigen Erneuerungen von Grenzzeichen ist daher hierauf zur Einhaltung der Gleichförmigkeit geeignet Rücksicht zu nehmen.

Artikel 48. 1862

·her Weise in den neu demarkirten Sectionen I, II, IV. · Entfernungen von einem Grenzsteine zum andern, die ·inzelnen Grenzlinien mit der vorangehenden Linie, die ·r nicht auf der Grenze selbst stehenden Grenzsteine ·eiderseitigen technischen Individuen vermessen und die ··ssungsergebnisse conservirt wurden, ist gleichfalls in ·nen Vorbemerkungen der neuen Grenzvermarkungs- ·ungsprotokolle und in den dazu gehörigen tabellarischen näher angegeben und dargestellt.

Artikel 49.

·rung der fünf neu- und der vier altvermarkten Sectionen . von beiden Allerhöchsten Regierungen getroffenen ·en durch die beiderseitigen Grenzgeometer in der Art ·ss mit Zugrundelegung der commissionell aufgenomme- ·ngsresultate und der Grenzausgleichungs- und Be- ·olle, hierzu die einschlägigen kaiserlich österreichischen ·er, nachdem dieselben vorerst bezüglich der Grenzlinie ·iner genauen Prüfung unterzogen und corrigirt worden ·t, in diesen Blättern das königlich bayerische Gebiet ·lich bayerischen Katastralvermessungen unter Reduction ·nen Masse aufgenommen und sodann die einzelnen mit Angabe ihrer Eigenschaft (Haupt-, Laufer- oder ·nd ihrer Nummer nebst den Erdschurfen, ferner den ·itaten, Wiener und bayerischen Fussen, mit Ziffern ·nd Grenzrichtungen, Winkel und Ausbeugungen genau ·t wurden. Die in solcher Weise hergestellten, an die ·teren Pläne rücksichtlich aller neun Sectionen ge- ·einschaftlichen Grenzkarten sind, sowie sie sectionsweise waren, sammt der jedem Blatte der Karte beigefügten ·n Grenzbeschreibung von den beiderseitigen hierzu be- ·ofcommissären, und zwar rücksichtlich der ersten, zweiten, ·nften und neunten Section von dem kaiserlich-königlich ·schen Gubernialrathe Freiherrn von Karg-Bebenburg ·königlich bayerischen Regierungspräsidenten Freiherrn von dann rücksichtlich der dritten, sechsten, siebenten und ·section von dem kaiserlich-königlich österreichischen Hofrathe Lažanský und dem königlich bayerischen Ministerialrathe ·axenberger geprüft, und am Schlusse jener Section mit ·eiderseitigen Fertigung und überdies auf jeder einzelnen der ·zeichneten Karten mit der Paraphirung (ne varietur) versehen dieser Act in besonderen Protokollen beschrieben und nieder- ·gt worden.

1862 Es haben sonach diese Grenzkarten und die darin enthaltenen Grenzbeschreibungen eine weitere Beilage dieses Hauptstaatsvertrages in der Art zu bilden, dass sie fortan gleich den älteren Grenzmappen und Grenzbeschreibungen vollgiltige Acte für die Bestimmung der die Königreiche Böhmen und Bayern scheidenden Grenzlinie sind und als solche gehalten werden sollen.

Abschnitt III.

Evidenthaltung der Landesgrenze für die Zukunft.

Artikel 50.

Um den Stand der gesammten Grenzdemarcation zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern zur Vermeidung künftiger Grenzirrungen fortan zu erhalten, werden die beiden Allerhöchsten Regierungen für eine fortwährende Beaufsichtigung der Grenzzeichen durch ihre hierzu geeigneten Organe Sorge tragen, und den letzteren die Verbindlichkeit auferlegen lassen, von jeder wahrgenommenen Veränderung dieses Standes, sei es in Folge von Beschädigungen einzelner Grenzzeichen oder von Verdunkelungen oder Beeinträchtigungen der Grenzrichtungen, sogleich geeigneten Orts Anzeige zu machen, damit sodann durch beiderseitige Abordnung gemeinschaftlich Abhilfe getroffen werden könne.

Artikel 51.

Ueberdies werden die beiden Allerhöchsten Regierungen die Landesgrenze zwischen den Königreichen Böhmen und Bayern von zehn zu zehn Jahren durch die beiderseitigen Grenzbehörden, oder nöthigenfalls durch eigene Commissäre, gemeinschaftlich begehen und revidiren lassen, welchen sodann gleichfalls die Aufgabe gestellt ist, nach Massgabe des erhobenen Befundes die umgesunkenen, beschädigten oder abgängigen Grenzsteine sogleich wieder aufrichten, repariren oder ergänzen, verwachsene Walddurchschläge reinigen, die Grenzbäche zur Erhaltung ihres normalen Laufes erforderlichen Falles räumen, sowie überhaupt alle jene Vorkehrungen treffen zu lassen, welche zur Evidenthaltung der Grenze für erforderlich erachtet werden.

Artikel 52.

Um den mit den Bestimmungen in den vorstehenden Artikeln beabsichtigten Zweck desto sicherer zu erreichen, werden die beiden Allerhöchsten Regierungen ihren Grenzbehörden und dem an den Landesgrenzen verwendeten Aufsichtspersonale lithographirte Abdrücke der im Artikel 49 erwähnten Grenzmappen und Grenzbeschreibungen, insoweit diese die ihrer Aufsicht unterstellten Grenzstrecken treffen, zur Handhabung der ihnen zuständigen Grenz- und Demarcationsaufsicht mittheilen lassen.

Artikel 53. 1862

Die Kosten der bei eintretenden besonderen Abordnungen oder bei den periodischen Grenzrevisionen zum Zwecke der Evidenthaltung der Grenze zu treffenden Vorkehrungen werden, vorbehaltlich des bei absichtlichen oder culposen Beschädigungen gegen den entdeckten Thäter zu nehmenden Regresses, gemeinschaftlich getragen.

Artikel 54.

In vorkommenden Fällen vorsätzlicher Vernichtung oder Unkenntlichmachung der zur Fixirung der Grenze bestimmten Zeichen haben sich die zuständigen Behörden des einen wie des anderen Staates die Erhebung des Thatbestandes und die Ermittlung der Thäter sorgfältigst angelegen sein zu lassen, damit die Schuldigen zur Bestrafung nach Massgabe der bestehenden Landesgesetze gezogen werden.

Artikel 55.

Da, wo die Landesgrenze durch Waldungen zieht, sollen diese auf jeder Seite der Grenzlinie in einer Breite von sechs Fuss ausgelichtet sein und bleiben.

Artikel 56.

Bei neu herzustellenden Gebäuden muss gleichfalls ein Abstand von wenigstens sechs Fuss von der Grenzlinie eingehalten werden.

Artikel 57.

Auf eine Entfernung von drei Fuss an jeder Seite der Landesgrenzlinie darf kein Graben, keine Steinmauer, keine Verzäunung, noch überhaupt eine Vorrichtung angebracht werden, wodurch die Begehung der Grenze erschwert oder unmöglich gemacht werden würde.

Artikel 58.

Da die Landesgrenze häufig dem Laufe von Bächen in der Art folgt, dass deren Mitte die Grenze bildet, diese Bäche aber zu Wasserableitungen für Wassergewerke und Wiesenbewässerung dienen, und da durch solche Wasserableitungen nicht selten die Grenzbäche ganz trocken gelegt und unkenntlich gemacht werden, so sind, um dergleichen Missständen abzuhelfen, in einem von den beiden Allerhöchsten Höfen genehmigten Commissionsprotokolle vom 26. Juli 1842 nachbezeichnete Bestimmungen festgesetzt worden:

1. Die schon im Jahre 1842 angelegten Wasserableitungen aus Grenzbächen sollen, insoweit selbe nicht den Grenzbach trocken legen, beiderseits belassen bleiben.

2. Für die Zukunft jedoch dürfen neue Wasserabzapfungen aus Grenzbächen nur dann stattfinden, wenn hierzu beiderseits die Genehmigung ertheilt ist.

1862 3. Alle Wasserableitungen aus Grenzbächen sollen von zwei beiderseitigen Sachkundigen besichtiget und es soll von diesen bei jeder Abzapfung auf Kosten der Benützer des abgeleiteten Wassers eine Schütze angebracht werden, auf welcher der zulässige niederste Stand des Fallbrettes (so dass immer noch das Bachbett mit Wasser versehen bleibt) mit einem Markeisen einzubrennen ist.

4. Der Benützer des Abzugwassers hat die Schütze zu erhalten, und die eingebrannte Fallbretthöhe zu beachten.

5. Jede eigenmächtige Anlegung einer neuen Wasserleitung aus Grenzbächen ist verboten.

6. Wer ein Grenzbach-Rinnsal durch Einlegung von Steinen oder Holz, durch Errichtung einer Wehre, oder wie immer alterirt, um die Wasserabzapfung zu begünstigen, unterliegt einer angemessenen Strafe.

7. Derjenige, welchem eine Grenzbachabzapfung gestattet ist, bleibt verbunden, an der Stelle, wo sich die Abzugsschütze befindet, das Rinnsal des Baches mindestens drei Zoll unter dem eingebrannten Zeichen des mindesten Fallbrettstandes geräumt zu halten.

8. In sämmtlichen Grenzgemeinden sollen diese Vorschriften und Verbote alljährlich im Frühjahre bekanntgemacht werden.

9. Alle bestehenden Wasserableitungen aus Grenzbächen bleiben dem Vorbehalte der Rechtsansprüche unterstellt, welche auf Staatsverträgen und staatlichen Holztrifftanstalten beruhen.

10. Die Grenzbäche sollen von sechs zu sechs Jahren geräumt und genügend ausgehoben werden.

11. Uebertretungen dieser Bestimmungen sollen nach den in beiden Staaten jeweilig bestehenden Gesetzen und Verordnungen bestraft werden (in Bayern nach dem Gesetze vom 28. Mai 1852, die Benützung des Wassers betreffend). Bei Grenzbächen, deren linkes oder rechtes Ufer die Grenze bildet, so also, dass das ganze Rinnsal unter der Hoheit nur eines der beiden Grenzstaaten steht, hat die Bewilligung zur Anlegung von Wasserabzapfungen derjenige Staat zu ertheilen, zu dessen Gebiet das Rinnsal des Baches gehört. Auf dieselben finden sämmtliche oben aufgezählte Vorschriften der Uebereinkunft vom 26. Juli 1842, mit Ausnahme der in Ziffer 2 enthaltenen, gleichmässige Anwendung.

Artikel 59.

Die beiden Allerhöchsten Regierungen werden ihren betreffenden Behörden und Aufsichtsorganen die Mitwirkung zur Aufrechthaltung der in den Artikeln 55 bis 59 enthaltenen Bestimmungen besonders zur Pflicht machen, und sichern sich gegenseitig die möglichste Bedachtnahme auf Beseitigung der Hindernisse zu, welche den Bestimmungen der Artikel 55, 56, 57 und 58 auf Grund collidirender Privatrechte entgegengestellt werden könnten.

Abschnitt IV. 1862

Sicherstellung der mit der Grenzregulirung in Verbindung stehenden Privatrechte.

Artikel 60.

Hinsichtlich der Privatrechte, welche von der Regulirung der Landesgrenze berührt werden, sei es nun wegen unmittelbaren Zusammenhanges der Grundstücke mit der Grenze und deren Durchschneidung durch Letztere oder Trennung von dem Anwesen, zu dem sie gehören, sei es wegen Rechten und Nutzungen aller Art, welche den Grenzanwohnern des einen Staates in dem Gebiete des anderen Staates zustehen, oder deren dienende Objecte durch die Grenzberichtigung dem Gebiete des anderen Theiles zufielen, soll zur Vermeidung künftiger Anstände und Reibungen, in soweit es für erforderlich erachtet wird und nicht bereits geschehen ist, die Sicherstellung durch besondere der beiderseitigen Allerhöchsten Genehmigung zu unterstellende Uebereinkünfte bewirkt werden, welche einen ergänzenden Theil des gegenwärtigen Staatsvertrages zu bilden haben. Es sollen jedoch bei allen wie immer Namen habenden Verhandlungen, welche die Ablösung von derzeit noch bestehenden Lasten von Grund und Boden, insbesondere aber der den einzelnen Unterthanen der beiderseitigen Staatsgebiete im anderen Staatsgebiete fortan zustehenden Waldservitutsrechte bezwecken oder bezweckt haben, der Grundsatz für beide Staaten unabänderlich gelten, dass alle wie immer gearteten derlei Fragen und Verhandlungen nach den Gesetzen und vor den Behörden jenes Staates zu behandeln und zu entscheiden sind, dessen Hoheit das verpflichtete Object zugefallen ist; wobei der Aufenthalt oder die Angehörigkeit des Bezugsberechtigten keinen Unterschied begründen soll, wie dies bereits bei der allgemeinen Grundlastenablösung factisch anerkannt und geübt wurde.

Schlussbestimmungen.

Artikel 61.

Wenn sich wider Erwarten über einzelne Punkte in der Folge gegründete Zweifel erheben würden, so sollen dieselben aus den einschlägigen gemeinschaftlichen Protokollen der beiderseitigen Grenzberichtigungs-Commissäre und dazu gehörigen Beilagen, als einziger Grundlage für die authentische Lösung solcher Anstände, freundschaftlich und auf die kürzeste Weise gehoben werden, und es wird daher jede der beiden Allerhöchsten Regierungen ihr Exemplar jener Protokolle sammt Beilagen sorgfältig aufbewahren lassen.

Artikel 62.

Gegenwärtiger Vertrag soll sogleich den beiden Allerhöchsten Höfen zur förmlichen Ratification in Vorlage gebracht, und es sollen

1862 die Ratificationen in zwei Monaten oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag zweifach ausgefertiget und von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen zu Wien, am 24. Juni 1862.

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.
(L. S.) Graf *von Bray-Steinburg* m. p.

220.

9 juillet 1862.

Publications ministérielles concernant la cessation des visas d'offices des passe-ports, vis-à-vis des gouvernements de la Bavière, du Danemark, de la Belgique et de la Confédération suisse.

(R. G. B. 1862, Nr. 58.)

Verordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums, dann der Ministerien des Handels, der Polizei und des Kriegswesens vom 9. Juli 1862, wirksam für das ganze Reich, über die gegenseitige Aufhebung des gesandtschaftlichen Passvisazwanges gegenüber der Regierungen von Bayern, Dänemark, Belgien und der schweizerischen Eidgenossenschaft.

Mit Beziehung auf die §§. 7, 10 und 14 der Passverordnung vom 15. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32) und die Ministerialverordnung vom 1. Juni 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37) wird hiermit kundgemacht, dass nunmehr auch zwischen der kaiserlichen Regierung von Oesterreich und den königlichen Regierungen von Bayern, Dänemark und Belgien die Vereinbarung getroffen worden ist, gegenseitig die gesandtschaftlichen oder consularämtlichen Vidirungen für ordnungsmässige Pässe oder denselben gleichzuhaltende Reisedocumente der Reisenden der respectiven Staaten, auch im Falle der Berührung eines Missionssitzes nicht mehr zu fordern.

Ein gleicher Vorgang bezüglich der Passvidirungen wird von nun auch zwischen der kaiserlich österreichischen Regierung und der schweizerischen Eidgenossenschaft beobachtet werden.

Graf *Rechberg* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.
Ritter *von Lasser* m. p.
Freiherr *von Mecséry* m. p.
Graf *Wickenburg* m. p.

1862

221.

8 septembre 1862.

Protocole sur les affaires de la Serbie, signé à Constantinople par les Représentants des Puissances garantes du Traité de Paris de 1856.

(Archives diplomatiques 1863, I. p. 244.)

Les événements dont la Principauté de Serbie a été dernièrement le théâtre ayant engagé la Sublime-Porte à réunir en conférence les Représentants des Puissances signataires du traité de Paris, ceux-ci, désireux d'écarter avant tout les sources nouvelles d'irritation, ont cru devoir s'abstenir de soumettre à une investigation minutieuse les causes immédiates de ces incidents regrettables. Ils se sont donc bornés à constater que le rétablissement de rapports confiants et bienveillants entre la Puissance suzeraine et la Principauté était d'un intérêt majeur, aussi bien pour la Turquie que pour la paix européenne, et qu'il importait de rechercher avec soin tous les moyens propres à atteindre ce but. Ils ont reconnu avec satisfaction que, disposée à apporter à l'état de choses qui a subsisté jusqu'ici en Serbie des modifications propres à supprimer les motifs de dissentiment et de conflit, la Sublime-Porte avait à coeur d'user de tous les moyens en son pouvoir pour convaincre les Serbes qu'elle prend l'intérêt le plus sincère au développement naturel de leur prospérité et de leur autonomie. Il est donc du devoir des Serbes de donner de leur côté à la Sublime-Porte, par des témoignages irrécusables, la confiance que dans le développement légitime de cette autonomie ils ne cherchent pas les moyens de relâcher les liens qui les unissent à l'Empire ottoman, mais qu'ils s'efforceront toujours, au contraire, de resserrer ces liens et de fortifier la solidarité mutuelle que créent la communauté des intérêts et les besoins de la défense mutuelle.

Pour réaliser ces intentions aussi sages que généreuses, la Sublime-Porte a pris sans hésiter, vis-à-vis des Représentants des Puissances garantes, les engagements suivants qu'elle s'empressera de faire connaître par un firman publié dans les formes usitées, aussitôt que les Serbes auront rasé entièrement les ouvrages nouvellement élevés dans le faubourg ou entre le faubourg et les murs de la forteresse. Les Serbes devront également raser les ouvrages militaires qu'ils auraient pu indûment élever, depuis les derniers événements, dans d'autres parties de la Principauté.

L'intention de la Sublime-Porte est d'enlever de son côté les ouvrages qui ont été élevés depuis la même époque par les autorités turques dans un but défensif qui n'aura plus de raison d'être, le Gou-

1862 vernement ottoman n'ayant pas de plus vif désir que de voir disparaître, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, toutes les traces de déplorables malentendus.

Art. 1. Pour supprimer la possibilité de conflits résultant du mélange, dans le même lieu, des populations musulmane et serbe, le Gouvernement ottoman transférera en toute propriété au Gouvernement serbe, à la charge par lui d'en indemniser les propriétaires, tous les terrains et maisons appartenant aujourd'hui à des Musulmans dans le faubourg de Belgrade. La Porte abandonnera au même titre au dit Gouvernement les murailles, fossés, ouvrages formant l'ancienne enceinte qui sépare la ville moderne de l'ancienne ville, qu'on appelle faubourg, ainsi que les quatre portes de la Save, de Warosch, de Stamboul et de Widden. Ces fossés, murailles, portes et ouvrages devront être rasés et nivelés.

Les Serbes ne pourront, sur ce terrain, élever aucun ouvrage militaire. Ces modifications à l'ancien état de choses auront pour conséquence que la juridiction exclusive des autorités serbes s'étendra à l'avenir sur la totalité de la ville comme du faubourg de Belgrade.

Tous les édifices religieux et les tombeaux que la population musulmane laisserait debout en se retirant des lieux qu'elle a occupés jusqu'ici en vertu de droits séculaires, seront scrupuleusement respectés.

Art. 2. Décidée à maintenir dans toute leur intégrité ses droits sur la citadelle de Belgrade, tels que les traités les ont consacrés, la Sublime-Porte, sans vouloir en rien en aggraver pour les Serbes les conditions, est fondée néanmoins à rechercher les moyens de mettre cette place forte sur un pied de défense suffisant, et croit nécessaire de donner à l'esplanade actuelle plus de régularité et, sur certains points où cette extension ne peut inquiéter la ville, plus d'étendue.

Cette extension sera donc prise sur le quartier occupé presque exclusivement par les Musulmans, et compris entre la citadelle, le Danube et une ligne passant par le Teché de Cheikh Haçan et la mosquée d'Ali-Pacha. Si la Porte croyait qu'il fût absolument indispensable de pousser la démolition du quartier musulman un peu plus loin que la ligne précitée, la Commission militaire mixte, dont il est question dans l'article 5, aurait à en apprécier les motifs et à prendre une décision à cet égard. S'il se trouve dans cet espace quelques maisons non musulmanes, le Gouvernement ottoman en indemnisera les propriétaires. Il va sans dire qu'il se charge d'indemniser tous les expropriés qui se trouvent sous sa juridiction directe. Quant au quartier exclusivement serbe, le Gouvernement ottoman, dont la pensée ne peut être de toucher aux édifices religieux, tels que la cathédrale, le séminaire et l'évêché, ni aux rues marchandes, s'entendra à l'amiable

avec le Gouvernement princier pour l'achat des quelques maisons 1862
que des juges compétents déclareraient absolument nécessaires pour compléter l'esplanade dans cette direction, et prendra soin de faciliter le consentement des propriétaires par l'offre de généreuses compensations.

Aucune construction, de quelque nature qu'elle soit, ne devra subsister ou être élevée à l'avenir sur le terrain de cette esplanade, qui demeurera la propriété exclusive du Gouvernement turc. Personne ne devra y résider, même temporairement.

Art. 3. Le Gouvernement serbe prendra soin de faire restituer en nature ou en valeur tous les objets mobiliers que les Musulmans ont laissés dans leurs maisons ou boutiques lorsqu'ils se sont retirés dans la citadelle. Si, lors des désordres qui ont eu lieu dans ce moment, quelque habitant serbe avait, par le fait des Musulmans, subi des pertes du même genre, il serait indemnisé par le Gouvernement ottoman.

Les deux Gouvernements s'entendront dans une négociation confidentielle et amicale sur le mode de cette restitution et de l'indemnité en question.

Art. 4. La Porte, fermement résolue à maintenir tous ses droits sans jamais les dépasser, proteste qu'on ne saurait concevoir avec la moindre espèce de fondement l'appréhension que la citadelle de Belgrade, destinée à la défense du pays, puisse être considérée comme un moyen de porter atteinte aux immunités reconnues à la Serbie par les Sultans et garanties par les Traités. Ses sentiments paternels à l'égard de la Principauté excluent de sa part toute pensée de vouloir exercer une pression sur le Gouvernement princier ou une intimidation sur la population. Comme témoignage de ses intentions, la Sublime-Porte n'a pas hésité à communiquer à la conférence les instructions qu'elle a préparées, et qui formeront désormais la règle invariable de conduite des gouverneurs de Belgrade.

Les Représentants, en prenant acte de l'engagement qui résulte de cette communication, sont heureux de constater que ces instructions laissent aux Puissances toute certitude que la Sublime-Porte n'a aucune intention de donner à l'armement des remparts du côté de la ville un caractère menaçant pour cette dernière, ni de faire usage de ses canons du même côté, si ce n'est dans le cas de la plus nécessaire et légitime défense, et que, même dans ce cas, restant fidèle aux sentiments d'humanité dont elle ne peut cesser d'être animée, la Sublime-Porte ne souffrira jamais que la dévastation soit intentionnellement portée au sein d'une cité riche et populeuse dont tous les intérêts sont si étroitement unis aux siens.

La Sublime-Porte, d'ailleurs, ne doute pas que les Serbes ne veillent scrupuleusement à ce que la citadelle ne puisse être placée,

1862 par des actes d'hostilité, dans la douloureuse nécessité de repousser la force par la force. La Sublime-Porte ne fait aucune difficulté d'ajouter que, résolue à examiner l'état actuel des remparts de la citadelle afin de les placer dans des conditions défensives satisfaisantes, elle fera également porter cet examen sur la question de savoir si les ouvrages les plus avancés du côté méridional pourraient être modifiés avantageusement sans nuire à la sécurité de la forteresse et aux bonnes conditions de la défense que, dans aucun cas, elle ne saurait laisser amoindrir.

Art. 5. Le nouveau périmètre de l'esplanade sera tracé par une Commission militaire mixte, composée d'un officier désigné par chacune des Puissances garantes et d'un officier désigné par le Gouvernement ottoman. Cette Commission s'entourera de toutes les informations locales qui pourraient l'aider à résoudre cette question; elle fera son rapport à la Sublime-Porte, qui accueillera avec bienveillance toutes les observations que le Gouvernement serbe croirait devoir lui soumettre à ce sujet. La conférence verrait avec plaisir que la Sublime-Porte s'éclairât de l'avis de cette Commission pour l'examen dont il est question dans la dernière partie de l'article précédent.

Une Commission civile mixte, composée de membres nommés par le Gouvernement ottoman et le Gouvernement serbe, réglera toutes les questions d'expropriation et d'indemnités qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf celles qui ne doivent être débattues qu'entre le Gouvernement turc et les propriétaires qui ressortissent de sa juridiction directe. Cette Commission devra avoir terminé sa tâche dans le délai de quatre mois.

Art. 6. La Sublime-Porte ne voulant entretenir dans la Principauté de Serbie que le nombre de points fortifiés qui lui paraissent réellement nécessaires à la sécurité de l'Empire ottoman, s'est livrée à un examen attentif de cette question, et se fait un plaisir de déclarer à la conférence que son intention est de démolir dès-à-présent, parmi les forteresses qui lui appartiennent, celles de Sokol et d'Oujitza qui ne devront jamais être relevées sans le consentement mutuel de la Sublime-Porte et du Gouvernement serbe. Elle regarde le maintien des forteresses de Feth-Islam, de Chabatz et de Semendria comme indispensable au système général de défense de la Turquie.

Art. 7. Ne désirant user des droits qui lui appartiennent dans la Principauté de Serbie que dans les limites qu'exige sa propre sécurité, la Sublime-Porte n'entretiendra dans les points fortifiés qu'elle y occupe, soit à Belgrade, soit à Feth-Islam, Semendria et Chabatz que des garnisons proportionnées à l'étendue de ces places et aux besoins réels de leur défense.

Art. 8. La Sublime-Porte s'engage à prendre des mesures immé- 1862
diates, d'accord avec le Gouvernement serbe, pour que tous les habitants musulmans qui résident autour des cinq points fortifiés qu'elle occupe en vertu des traités, et qui sont désignés dans les articles précédents, puissent vendre leurs propriétés et se retirer du sol serbe le plus promptement possible.

Le commissaire ottoman, envoyé à Belgrade à l'effet de régler cette question, et d'autres qui étaient antérieurement pendantes, devra avoir terminé sa tâche dans le délai fixé par la Commission civile mixte désignée dans l'article 5. Il est bien entendu qu'il n'y a rien dans ce qui précède qui doive empêcher les Musulmans de voyager pour leurs affaires dans l'intérieur de la Principauté à la charge de se conformer aux lois du pays.

Art. 9. Il est dans les intentions de la Sublime-Porte de veiller à ce que le gouverneur de la citadelle de Belgrade se renferme strictement dans l'exercice de ses fonctions militaires, et ne cherche à exercer, directement ou indirectement, aucune ingérence, si légère qu'elle soit, dans les affaires de la cité ou de la Principauté. Elle tiendra également la main à ce qu'il observe et fasse observer vis-à-vis du Prince et de son Gouvernement tous les égards auxquels ils ont droit. De leur côté, le Prince et son Gouvernement agiront dans le même esprit vis-à-vis du gouverneur de la citadelle, ne se permettront aucun empiètement sur ses attributions, et veilleront à ce que tous les fonctionnaires ottomans soient traités en toutes circonstances conformément à leur rang.

Les mêmes procédés seront observés entre les commandants des trois forts que la Sublime-Porte conserve en dehors de la citadelle de Belgrade et les autorités serbes voisines.

Art. 10. Tout corps particulièrement recruté d'étrangers à la Serbie devra être dissous, et le Gouvernement serbe s'abstiendra soigneusement de motiver, par une extension abusive du droit d'asile, la défiance de la Sublime-Porte.

Art. 11. Quant aux questions qui ne sont pas prévues au présent arrangement et qui sont de nature à influer sur les bons rapports de la Turquie et de la Serbie, la Conférence ne doute pas que le Gouvernement serbe ne s'empresse de les traiter avec la Puissance suzeraine, dans le désir de donner à celle-ci toutes les satisfactions possibles et légitimes. Il est désirable, en particulier, que le prince Michel s'efforce d'aller au dévant des appréhensions que la nouvelle organisation militaire de la Serbie a fait naître à Constantinople. — La Sublime-Porte a déjà déclaré qu'elle n'entretiendra dans ses forteresses que le nombre d'hommes nécessaire pour en assurer la défense; elle considère comme naturel que le Gouvernement serbe n'entretienne pas un nombre d'hommes supérieur à ce qui est nécessaire

1862 pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre intérieur du pays. Les limites dans lesquelles la Porte exercera son droit de garnison sont faciles à apprécier et même à déclarer. Il sera aisé au Prince de Serbie de donner des déclarations également satisfaisantes sur le nombre d'hommes dont se composerait son effectif normal, et d'arriver, par un échange de communications confidentielles et amicales entre les deux parties, à un arrangement qui, faisant disparaître de part et d'autre tous les doutes et ne portant atteinte à aucun des droits de la Principauté, puisse rassurer la Sublime-Porte sur le chiffre et l'emploi de l'effectif, qui doivent être conformes à l'esprit des hatti-chérifs.

Art. 12. Les Serbes trouveront toujours la Sublime-Porte disposée à accueillir les réclamations qu'ils pourraient avoir à formuler par la suite dans un esprit bienveillant et équitable, et elle y répondra dans le plus court délai possible.

Les Puissances garantes, en donnant à la Sublime-Porte les conseils qui ont servi de base au présent arrangement, et en prenant acte de ses bonnes intentions, déclarent n'avoir eu en vue que de garantir le maintien des articles 28 et 29 du traité de Paris, au moyen de sages modifications fondées sur l'intérêt de la Turquie et de la Serbie, et dictées par le désir de consolider la paix européenne. — Elles sont convaincues qu'appréciant les efforts qui ont été faits pour donner, dans la mesure du juste et du possible, satisfaction à leurs plaintes et à leurs désirs, et ramenés à un sentiment vrai de leur situation, les Serbes comprendront que leur intérêt est de rester unis à la Puissance suzeraine, de s'appuyer sur elle et de contribuer à la défense générale de l'Empire, avec la fidélité dont ils ont toujours donné tant de preuves et qui seule peut assurer l'autonomie et l'existence de la Serbie.

Instructions de la Porte au Gouverneur de Belgrade.

Annexe au Protocole du 8 septembre 1862.

La Sublime-Porte a été toujours animée de la plus haute bienveillance à l'égard de la population serbe; comme conséquence naturelle de cette bienveillance, notre auguste Souverain désire sincèrement le développement progressif de sa prospérité, et, mue par ce principe invariable, Sa Majesté Impériale ne saura tolérer qu'on puisse y porter atteinte. C'est donc pour vous en faire pénétrer, et afin de prévenir tout conflit d'autorité, que j'ai l'ordre souverain de vous indiquer les points suivants qui doivent vous servir de règle de conduite dans l'exercice de vos fonctions:

1°. Vous savez que l'administration intérieure de la Principauté de Serbie est exclusivement confiée au Prince et à ses fonctionnaires,

vous n'aurez par conséquent à vous immiscer d'aucune façon dans les affaires qui concernent cette administration. 1862

2°. Vous ferez tout votre possible pour vivre en bonne harmonie avec l'Administration serbe, et vous aurez à rendre personnellement et à faire rendre par vos subordonnés, tant au Prince qu'à tous ses fonctionnaires, tous les égards auxquels ils ont droit. De même, et naturellement, les Serbes ne s'immisceront en aucune manière de ce qui regarde la forteresse, et ils vous témoigneront et feront témoigner le respect dû à un haut fonctionnaire de la Sublime-Porte ainsi qu'aux officiers de la garnison.

3°. Vous ne donnerez aucun air de menace, et qui peut, sans nécessité, inquiéter ou alarmer la population serbe à la disposition de votre artillerie sur les remparts tournée vers la ville.

4°. Vous ne ferez usage de l'artillerie que dans le cas d'attaque sérieuse tentée contre la forteresse que vous êtes chargé de défendre.

5°. Dans le cas de défense nécessaire, et dans ce cas seulement, vous vous servirez de votre artillerie, ayant soin de ne diriger le feu que sur les parties de la ville d'où provient l'attaque, et, vous inspirant toujours des intentions généreuses de Sa Majesté Impériale, d'épargner autant que possible une ville à la conservation de laquelle Elle attache le plus grand prix.

6°. Vous devez comprendre que l'article précédent n'a pour objet que de fixer la ligne de conduite que vous devez suivre dans des éventualités que vous devez avant tout faire votre possible pour éviter.

Si, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, vous vous trouvez dans la fâcheuse nécessité de faire usage de vos canons pour repousser une attaque contre la forteresse, vous tâcherez d'en prévenir à l'avance les consuls résidants à Belgrade, et s'il est possible, les habitants paisibles de Belgrade.

1862

222.

27 octobre 1862.

Publication ministérielle d'une convention avec les gouvernements de la Suède, du Hanovre, du Grand-Duché de Hesse-Darmstadt et du Duché de Nassau, ayant pour but de faire cesser les visas d'office des passe-ports délivrés aux sujets respectifs de ces états.

(R. G. B. 1862, Nr. 84.)

Verordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums, dann der Ministerien des Handels, der Polizei und des Kriegswesens, vom 27. October 1862, wirksam für das ganze Reich, über die gegenseitige Aufhebung des gesandtschaftlichen Passvisazwanges, in Folge Uebereinkommens der k. k. österreichischen Regierung mit den königlichen Regierungen von Schweden und Norwegen, sowie von Hannover, ferner mit der grossherzoglichen Regierung von Hessen-Darmstadt und der herzoglichen Regierung von Nassau.

Mit Beziehung auf die §§. 7, 10 und 14 der Passverordnung vom 15. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32), sowie auf die Ministerialverordnungen vom 1. Juni 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37) und 9. Juli 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 58), wird hiermit kundgemacht, dass nunmehr auch seitens der kaiserlichen Regierung von Oesterreich mit der königlichen Regierung von Schweden und Norwegen, dann der königlichen Regierung von Hannover, der grossherzoglichen Regierung von Hessen-Darmstadt und der herzoglichen Regierung von Nassau die Vereinbarung getroffen worden ist, gegenseitig die gesandtschaftlichen oder consularämtlichen Vidirungen für ordnungsmässige Pässe oder denselben gleichzuhaltende Reisedocumente der Reisenden der respectiven Staaten, auch im Falle der Berührung eines Missionssitzes, nicht mehr zu fordern.

Graf *von Rechberg* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.
Ritter *von Lasser* m. p.
Freiherr *von Mecséry* m. p.
Graf *Wickenburg* m. p.

223.

1862

4 novembre 1862.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la notification des autorités compétentes à délivrer les passe-ports pour dépouilles mortelles en Bavière.

(F. V. B. 1862, N. 50.)

Bekanntgabe der zur Ausfertigung von Leichenpässen in Bayern competenten Behörden.

Mit Beziehung auf den Erlass vom 5. Juli 1856, Z. 17083-932 wird bekannt gegeben, dass, nach von dem königl. bayerischen Ministerium des Innern getroffenen Anordnungen, in Bayern nunmehr lediglich die Districts-Polizeibehörden (die königl. Polizeidirection in München, die königl. Bezirksämter, dann die einer Kreisbehörde unmittelbar untergeordneten Stadtmagistrate) und die exponirten Bezirksamts-Assessoren zur Ausfertigung von Leichenpässen ermächtigt sind.

224.

22 décembre 1862.

Convention conclue à Dresde entre l'Autriche et la Saxe royale à l'égard du transport des vagabonds à rapatrier sur la ligne Zittau-Reichenberg. — Ratifiée par l'Autriche le 18 janvier et par la Saxe le 27 janvier 1863. Ratifications échangées le 29 janvier 1863.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Vertrag zwischen den hohen Regierungen von Oesterreich und von Sachsen in Betreff der Uebernahme und Weiterbeförderung der Schüblinge auf der Zittau-Reichenberger Eisenbahn, geschlossen mit Rücksicht auf die Bestimmungen in Artikel 18 der zwischen Oesterreich und Sachsen über die Telegraphen-, Post-, Polizei- und Zollverhältnisse auf der Zittau-Reichenberger Eisenbahn abgeschlossenen Convention vom 1. März 1860,

durch die Bevollmächtigten der beiden genannten hohen Regierungen und zwar: kaiserlich-königlich österreichischerseits den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königl. sächsischen Hofe, wirklichen geheimen Rath Joseph Freiherrn v. Werner, königlich sächsischerseits den geheimen Rath und Abtheilungsdirector im Ministerium des Innern, Ernst Adolph Körner.

1862

1.

Im Allgemeinen hat es bei den Bestimmungen der Convention vom Jahre 1844 über die Richtung und die Art des Schubtransportes sein Verbleiben.

Wegen der Uebernahmsstationen, die sich von Zeit zu Zeit verändern können, werden sich die beiden hohen Regierungen seinerzeit wechselseitig die Verständigung zukommen lassen.

2.

Rücksichtlich aller Schüblinge, die auf der Eisenbahn transportirt werden, sind das kaiserl. königl. österreichische Grenzpolizeicommissariat und das königl. sächsische Grenzpolizeicommissariat in Zittau als Schubübernahmestationen zu betrachten.

3.

Bezüglich der Frage, welche Schüblinge von den beiderseitigen Polizeicommissariaten in Zittau zur Weiterbeförderung auf der Eisenbahn und beziehungsweise weiteren Abgabe zu übernehmen sein werden, haben folgende Grundsätze zu gelten:

a) Für jeden zu übernehmenden Schübling muss die Aufnahme zur Sicherung der Heimathbehörde oder ein legaler noch giltiger Heimatschein dem Schubpasse beiliegen.

b) In allen jenen Fällen, wo Schubtransporte aus Oesterreich durch Sachsen und Preussen nach einem anderen Staate oder umgekehrt aus Preussen und Sachsen durch Oesterreich nach einem anderen Staate abgehen, sind die betreffenden Schüblinge von den beiderseitigen Polizeicommissariaten in Zittau nur dann zu übernehmen, wenn die ausdrückliche Erklärung, „dass die Kosten des Durchtransportes durch Sachsen und Preussen österreichischerseits und jene des Durchtransportes durch Oesterreich sächsischer und preussischerseits werden getragen werden“, auf den bezüglichen Schubpässen enthalten ist.

c) Der Fall, dass Schüblinge gefesselt auf der Eisenbahn zu transportiren wären, wird sich ohnehin nur selten ereignen, da die Möglichkeit des Entspringens bei dem Transporte auf der Eisenbahn nur eine geringe ist.

Wegen der mit dem Transporte in Fesseln auf der Eisenbahn verbundenen Belästigung des Publicums hat jedoch als Regel zu gelten, dass keines der beiderseitigen Polizeicommissariate zur Uebernahme eines in Fesseln weiter zu schaffenden Schüblings verpflichtet sei. Sollte sich gleichwohl in besonderen Fällen der Transport eines Schüblings in Fesseln auf der Eisenbahn als nothwendig herausstellen, so hat hierüber von Fall zu Fall stets eine Verhandlung vorauszugehen.

Ebenso ist in jenen Fällen, wo der Schübling, nachdem er 1862
die Eisenbahn verlassen hat, bei dem Weitertransporte in das Innere des Landes in Eisen zu legen ist, dieser Umstand stets in dem Schubpasse ersichtlich zu machen.

d) Unter diesen Voraussetzungen (*a*, *b* und *c*) werden die beiderseitigen Polizeicommissariate in Zittau nur jene Schüblinge zur Weiterbeförderung resp. weiteren Abgabe übernehmen, deren Transport an den Ort ihrer Bestimmung am schnellsten und sichersten nur mittelst der Eisenbahn bewerkstelligt werden kann. Insbesondere wird

α) der königlich sächsische Polizeicommissär jene aus den österreichischen Staaten abzuschaffenden Schüblinge übernehmen, die, um an den Ort ihrer Bestimmung in geradester Richtung zu gelangen, den königl. Gerichtsämtern in Zittau, Herrnhut oder Lübau, oder der königl. Polizeidirection in Dresden entweder zur eigenen Verfügung oder zur Weiterinstradirung übergeben werden müssen; ebenso wird

β) der kaiserl. königl. österreichische Polizeicommissär jene aus Sachsen abzuschaffenden Schüblinge übernehmen, welche, um an den Ort ihrer Bestimmung in geradester Richtung zu gelangen, den kaiserl. königl. Bezirksämtern in Kratzau oder Reichenberg, dem Magistrate in Reichenberg oder an die kaiserl. königl. Polizeidirection in Prag zur eigenen Verfügung oder zur weiteren Instradirung übergeben werden müssen.

e) Kranke, oder mit Ungeziefer behaftete, oder unzureichend bekleidete Schüblinge werden weder von dem königl. sächsischen, noch von dem kaiserl. königl. österreichischen Polizeicommissariate angenommen.

Rücksichtlich solcher Schüblinge, die während des Transportes erkranken, treten die allgemeinen, durch Humanitätsrücksichten gebotenen Massregeln in Wirksamkeit.

4.

Die einstweilige Detention aller Schüblinge hat in den auf dem Bahnhofe in Zittau befindlichen Arrestlocalen zu erfolgen, und übernimmt die Ueberwachung derselben das kaiserl. königl. österreichische Polizeicommissariat. Die Kosten der Verpflegung derselben in der Station Zittau fallen derjenigen Regierung zur Last, welche die Uebergabe zu bewirken hat.

Die Dauer dieser Verpflichtung erstreckt sich rücksichtlich des in der Richtung nach Reichenberg zu befördernden Schüblings bis zu dem Momente der Uebergabe desselben an das kaiserl. königl. österreichische Polizeicommissariat und des von der Reichenberger Seite

6. 1863

Zur Bestreitung der Schubkosten erhalten die beiderseitigen Polizeicommissäre von ihren hohen Regierungen angemessene Bezahlungsgelder.

7.

Die beiderseitigen hohen Regierungen werden dafür Sorge tragen, dass die mit der Besorgung des Schubwesens betrauten Behörden in beiden Staaten von der getroffenen Convention zur Darnachachtung bei Schubinstradirungen in angemessener Weise in Kenntniss gesetzt werden.

Dresden, den 22. December im Jahre 1862.

Joseph Freiherr *von Werner.*
Ernst Adolph *Körner.*

225.

2 janvier 1863.

Ordonnance du ministère I. R. des finances sur les conditions du traitement douanier par acquit à caution de la part des bureaux mixtes autrichiens et saxons à Reichenberg et Zittau.

(R. G. B. 1863, Nr. 3.)

Verordnung des Finanzministeriums vom 2. Jänner 1863, über die Bedingungen der Zollcreditirung bei den zusammengelegten österreichischen und sächsischen Zollämtern zu Reichenberg und Zittau.

Das k. k. österreichische und das königl. sächsische Finanzministerium haben sich mit Vorbehalt des jederzeitigen Widerrufes über folgendes Regulativ bezüglich der Bedingungen geeiniget, unter welchen die Zollgebühren bei den beiderländigen exponirten Zollämtern zu Reichenberg und Zittau creditirt werden können; dasselbe wird, zufolge Allerhöchster Ermächtigung vom 25. December 1862 hiermit zur Nachachtung bekannt gegeben:

§. 1.

Sowohl bei dem k. k. österreichischen Hauptzollamte zu Zittau, als bei dem königl. sächsischen Nebenzollamte I. Classe in Reichenberg können Kaufleuten und Fabrikanten, wozu auch die Transports-, Bergwerks- und Agricultursunternehmer gehören, Zollcredite eröffnet werden, sobald sie grössere Waarenmengen zur Einfuhr nach Oesterreich, beziehungsweise Sachsen, beziehen.

1863

§. 2.

Nur Einfuhrzölle, einschliesslich der in Oesterreich bestehenden Licenzgebühr und Verzehrungssteuerzuschläge, können creditirt werden. Ausgeschlossen von der Creditirung (Zollborgung) bleiben daher die Aus- und beziehentlich Durchfuhrzölle und die Nebengebühren jeder Art.

Der Credit wird unverzinslich auf drei oder sechs Monate, je nach dem Wunsche des Creditnehmers und dem Ermessen der Zollverwaltung, in der Art eröffnet, dass die Einfuhrzölle für die im Laufe eines Monates bezogenen Waaren erst am Ende des dritten- oder beziehungsweise sechsten Monates, vom nächsten Monate nach dem Tage des Bezuges gerechnet, zu bezahlen sind.

Auf länger als sechs Monate findet keine Creditirung statt; dagegen können Creditreste in das nächste Verwaltungsjahr übertragen werden.

§. 3.

Die Creditberechtigung, das ist das Recht, die Zollborgung in Anspruch zu nehmen, steht denjenigen Kaufleuten und Fabrikanten nicht zu,

a) welche

aa) wegen eines aus Gewinnsucht entspringenden Verbrechens, Vergehens oder einer Uebertretung dieser Art, oder

bb) wegen Schleichhandel (Zollhinterziehung und Contrebande) oder einer schweren Gefällsübertretung schuldig erkannt worden sind, oder wenn im Falle *aa)* der Angeschuldigte nur wegen Unzulänglichkeit der Beweismittel freigesprochen und im Falle *bb)* die Untersuchung nur aus Abgang rechtlicher Beweise aufgehoben wurde;

b) über deren Vermögen ein Concurs eröffnet worden, oder gegen deren Solidität und Zahlungsfähigkeit sonst etwas Nachtheiliges bekannt ist;

c) welche bei dem exponirten Amte, wo sie den Credit erlangen wollen, und dem gegenüberliegenden territorialen Hauptamte zusammengenommen, während des letzten Creditjahres weniger als Neunhundert Gulden österr. Währung — Sechshundert Thaler — an Einfuhrzöllen, beziehentlich Licenzgebühren und Verzehrungssteuerzuschlägen creditirt erhalten, beziehentlich eingezahlt haben.

§. 4.

Die Creditberechtigung, welche im Allgemeinen für Zittau von dem k. k. österreichischen Hauptzollamte in Zittau, beziehentlich dem Amtsdirector in Reichenberg, für Reichenberg von dem königl. sächsischen Hauptzollamte Zittau bewilligt wird, kann nach dem Er-

messen der Zollverwaltung entweder unter Beschränkung auf eine 1863
im Voraus bestimmte Frist (ein oder mehrere Jahre, Monate, Wochen u. s. w.) oder auf unbestimmte Zeit mit Vorbehalt einer gewissen (halb-, vierteljährigen, monatlichen u. s. w.) Kündigungsfrist ertheilt werden, welchen Falles ein erneutes Einschreiten um die Creditbewilligung nicht erforderlich ist.

In einem wie in dem anderen Falle bleibt jedoch der betreffenden Zollbehörde das Recht des jederzeitigen Widerrufes (vergl. §. 10) vorbehalten.

Uebrigens erlischt die Bewilligung, sobald die Bedingungen derselben weggefallen sind.

§. 5.

Die Höhe der zu bewilligenden Creditsumme hängt von dem Wunsche des Nachsuchenden (in dem am Schlusse des §. 6 vorausgesetzten Falle überdies von dem Ermessen der Zollbehörde des Garantie leistenden Staates) ab, mit der Einschränkung jedoch, dass dieselben in runden durch 10 theilbaren Beträgen — Gulden oder Thalern — und soviel Creditertheilungen durch das k. k. Hauptzollamt Zittau angehen, mit nicht mehr als 15.000 Gulden bemessen werden darf. Höhere Creditbewilligung ist vom Ermessen der k. k. Finanzlandesdirection für Böhmen, beziehentlich dem k. k. Finanzministerium abhängig.

Die Creditfrist, sowie die Credithöhe, bleibt während der Dauer der Creditberechtigung ungeändert.

§. 6.

Für die creditirten Abgabenbeträge ist stets entsprechende Sicherheit zu bestellen.

Als Caution können bloss Staatspapiere und Wertheffecten verwendet werden, für deren Gattung und Werthberechnung die allgemeinen Creditreglements jedes Staates die näheren Vorschriften enthalten.

Nach letzteren richtet sich auch die Höhe der zu leistenden Caution, welche sonach bei dem k. k. österreichischen Hauptzollamte Zittau stets dem vollen Betrage der Creditsumme zu entsprechen hat, und im gleichen Masse auch bei dem königl. sächsischen Nebenzollamte Reichenberg bemessen und erfordert werden kann.

Die Annahme anderer als in-, resp. vereinsländischer Wertheffecten von Seiten des Credit bewilligenden Hauptamtes ist in jedem einzelnen Falle an die Genehmigung der oberen Finanzbehörde gebunden.

Indess kann die Sicherheitsleistung auch in der Weise erfolgen, dass die Territorialbehörde des Creditwerbers, in ihr hierzu geeignet erscheinenden Fällen, auf Ansuchen und gegen die erforderliche

1863 Deckung seitens des letzteren, unter Vorbehalt des jederzeitigen Widerrufes, der creditirenden Zollbehörde gegenüber die Haftung für die richtige Einzahlung der von derselben gestundeten Gefälle übernimmt.

In solchen Fällen wird sich die Territorialbehörde des Ansuchenden der Erörterung und Feststellung der Creditbedingungen, sowie der Regelung des Cautionspunktes unterziehen, und der Credit bewilligenden Zollbehörde auf deren Anfrage über die zulässige Höhe und Dauer des Credites Auskunft ertheilen.

Die Modalität der Sicherheitsleistung, sowie die Feststellung der Creditbedingungen den eigenen Staatsangehörigen gegenüber bleibt in derartigen Fällen (ursprünglich in diesem Falle) ganz dem Ermessen der Zollbehörden des Garantie leistenden Staates anheimgestellt.

Dafern sich zur Ausführung der ebenerwähnten Art und Weise der Creditgarantie besondere gemeinschaftliche Massnahmen der beiderseitigen Zollbehörden erforderlich erweisen sollten, so werden sich dieselben darüber vernehmen und die weiteren Bestimmungen feststellen.

§. 7.

Die Art der Benützung des zugestandenen Credites hängt von dem freien Ermessen des Creditinhabers ab, mit der Massgabe jedoch, dass der für einen einzelnen Waarenbezug anzuschreibende Gefällsbetrag nicht weniger als 10 fl., beziehungsweise fünf Thaler betragen darf, und dass der Gesammtbetrag die Höhe des bewilligten Credites nicht überschreitet.

Geringere Einfuhrzollbeträge, sowie Theilzollbeträge, wodurch die Credithöhe überschritten werden würde, und Nebengebühren sind durch sofortige Barzahlung zu erledigen.

§. 8.

Die Zahlung der Zölle erfolgt bei jedem Amte in der für jedes Land gesetzlichen, beziehungsweise für Oesterreich in der für Zollzahlungen vorgeschriebenen Währung, sowie überhaupt nach den beiderseitigen allgemeinen Vorschriften über die Zollcreditirung.

Ueber diejenigen Waaren, für welche der Credit in Anspruch genommen werden soll, hat der Creditberechtigte ein schriftliches Anerkenntniss einzureichen, dessen Form und Inhalt den beiderseitigen Vorschriften entsprechen muss.

§. 9.

Wird der gestundete Abgabenbetrag nicht rechtzeitig eingezahlt, so hat der Creditinhaber nicht nur die Kosten der Einbringung zu tragen, sondern auch 5percentige Verzugszinsen zu zahlen.

§. 10. 1863

Die Creditberechtigung bleibt jederzeit widerruflich und erlischt jedenfalls mit dem Ablaufe der Periode, für welche sie ertheilt worden ist, sowie durch das Aufhören oder die Verzichtleistung der berechtigten Firma.

In welchen Fällen die Entziehung des bewilligten Credits, beziehentlich die Suspension desselben zu erfolgen hat, ist nach den desshalb in den allgemeinen Creditvorschriften jedes Staates bestehenden Normen zu beurtheilen.

Wird der Credit von Amtswegen entzogen oder beziehentlich suspendirt, so sind die creditirten Beträge ohne Rücksicht auf deren Verfallszeit längstens binnen drei Tagen von dem Tage angefangen, an welchem die amtliche Benachrichtigung von der Einziehung, beziehentlich Suspension des Credits erfolgt ist, an dasjenige Amt, bei welchem der Credit eröffnet worden, einzuzahlen.

Um die für die Sicherheit des beiderseitigen fiscalischen Interesses erforderlich erscheinenden Massnahmen rechtzeitig treffen zu können, haben die bewilligenden, beziehentlich die den Cautionspunkt regelnden (vergl. §. 6, letzter Absatz) Hauptzollämter über die Verhältnisse der Creditinhaber sich in fortlaufender Kenntniss zu erhalten, und demgemäss die untergebenen Amtsstellen nach den ihnen beiderländig zur Norm dienenden Vorschriften über die Zollcreditirung anzuweisen.

§. 11.

Die Recurse gegen die Entscheidungen der Hauptzollämter, welchen in keinem Falle aufschiebende Wirkung beizulegen ist, gehen an die vorgesetzte Directivbehörde.

Inwieweit ein nochmaliger Recurs Beachtung finden könne, ist nach den allgemeinen Vorschriften und beziehentlich Landesgesetzen zu beurtheilen.

Die beiderseitigen Behörden sind nicht verpflichtet, Gründe für die Nichtbewilligung, Entziehung oder Suspension des Credits anzugeben.

§. 12.

Die beiderseitigen Zollverwaltungen werden sich zur Ausführung der getroffenen Bestimmungen jede mögliche Unterstützung gegenseitig angedeihen lassen, namentlich sich jede in Bezug hierauf gewünschte Auskunft ertheilen, und die Einsicht der betreffenden Zollregister nebst Belegen, soweit nicht hierzu bereits in Folge der Bestimmungen des Handels- und Zollvertrages und des Zollcartells zwischen dem Zollvereine und Oesterreich vom 19. Februar 1853 die Verpflichtung besteht, gestatten. Auch bleibt den beiderseitigen Zollverwaltungen vorbehalten, auf Grund weiteren Einvernehmens

1863 der obersten Finanzbehörden beider Zollgebiete, die Bestimmungen dieses Regulativs nach den gemachten Erfahrungen abzuändern, auszudehnen oder einzuschränken, oder auch ganz aufzuheben.

Diese Bestimmungen haben, soweit es die österreichischen Zollämter betrifft, mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie ihnen bekannt werden.

Plener m. p.

226.

13 février 1863.

Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la légalisation des documents délivrés par les autorités des états contractants, conclue à Vienne. Ratifications échangées le 24 mars 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 31.)

Convention zwischen Oesterreich und Bayern vom 13. Februar 1863, bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden. Geschlossen zu Wien am 13. Februar 1863; in den Ratificirungen daselbst ausgewechselt am 24. März 1863.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Bayern behufs der Vereinfachung des Geschäftsganges im internationalen Verkehre bezüglich der Legalisirung der in den beiderseitigen Staaten von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden am 13. Februar 1863 zu Wien ein Vertrag folgenden Inhalts abgeschlossen worden:

Seine Apostolische Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Bayern, in der Absicht, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehrs Erleichterungen bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden in Ihren beiderseitigen Staaten einzuführen und darüber eine Vereinbarung zu treffen, haben zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Johann Bernhard Grafen von Rechberg-Rothenlöwen, Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, Kämmerer, Grosskreuz des königl. ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe und des königlich bayerischen Hubertus-Ordens, Grosskreuz

des königlich bayerischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael und 1863
Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern;

Seine Majestät der König von Bayern den Herrn Otto Grafen von Bray-Steinburg, erblichen Reichsrath der Krone Bayern, Staatsminister ausser Dienst, königlich bayerischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlich österreichischen Hofe, Grosskreuz des königlich bayerischen Civilverdienst-Ordens der Krone und des Verdienst-Ordens vom heiligen Michael;

welche, nach vorgängiger Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen Ehegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von den Notaren und in der Pfalz von den Civilstandsbeamten oder anderen nicht unmittelbar im öffentlichen Dienste angestellten Functionären ausgefertigten Urkunden müssen mit der Legalisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit alleiniger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es bei den bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne nicht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, der Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen; — in Oesterreich: der politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitäts-Angelegenheiten der Central-Seebehörde, und bei den von Militärbehörden ausgefertigten Urkunden des Landes-Generalcommandos; — in Bayern: der Kreisregierung, Kammer des Innern, und bezüglich der von bayerischen Militärbehörden ausgestellten Urkunden der Legalisation durch die betreffenden Generalcommandos, beziehungsweise durch das Artilleriecorps und das Geniecorpscommando; — für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine höhere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853, oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Be-

1863 glaubigung durch die leitende Finanzbehörde, in Oesterreich: der Finanz-Landesdirection, oder beziehungsweise der Steuerdirection; — in Bayern: der Kreisregierung, Kammer der Finanzen.

Urkunden, welche von den Finanzbehörden oder von diesen untergeordneten Aemtern im Grenzbezirke ausgestellt werden, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.

Dasselbe ist ferner der Fall bei Urkunden, welche von dem k. k. österreichischen Finanzministerium und dem k. k. österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft und beziehungsweise dem königlich bayerischen Staatsministerium des Handels und der öffentlichen Arbeiten unmittelbar untergeordneten*) Behörden und Aemtern ausgefertigt werden.

Artikel V.

Die Auszüge aus den ämtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der politischen Landesstelle, — bei dem Militär aber des Kriegsministeriums, — in Bayern bedürfen derlei Auszüge neben der Beglaubigung durch die Districts-Polizeibehörde auch jener der im Artikel III erwähnten vorgesetzten Verwaltungsstelle.

Artikel VI.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen nur der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat, — bei den evangelischen Religionsgenossenschaften in Oesterreich: durch die vorgesetzte Superintendentur, — in Bayern: durch die betreffende protestantische Consistorialstelle.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landes-Generalcommando zu legalisiren.

Die Ausfertigung der Capitel- und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach diesem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren Legalisirung.

---

*) Verzeichniss der diesfallsigen Behörden und Aemter:
a) in Oesterreich;
b) in Bayern.

Artikel VIII. 1863

Gegenwärtiger Vertrag soll den beiden Allerhöchsten Höfen zur förmlichen Ratification in Vorlage gebracht und es sollen die Ratificationen binnen sechs Wochen, oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag zweifach ausgefertigt und von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Insiegeln versehen worden.

Wien, den 13. Februar 1863.

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.
(L. S.) Graf *von Bray* m. p.

So haben wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages und seiner Beilage denselben gutgeheissen und genehmiget, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 23. Februar im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert Sechzig drei, Unserer Reiche im fünfzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

Ad Artikel IV, Absatz 3.

Verzeichniss

a) der kaiserl. königl. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staats-Centralcasse.
3. Die Staats-Hauptcassen.
4. Die Lotto-Gefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarial-Papierfabrik in Schlögelmühle.
9. Aerarial-Porzellanfabrik.

1863 10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction der Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. General-Probiramt.
15. Haupt-Punzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Wien, Gmunden, Salzburg, Gratz, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Motan-Lehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóvár.
24. Bergwesen-Inspectoratsamt in Agordo.
25. Die General-Inspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

b) der königl. bayerischen Behörden und Aemter.

1. Oberst-Rechnungshof.
2. Central-Staatscasse.
3. Haupt-Münz- und Stämpelamt.
4. General-Bergwerk- und Salinen-Administration.
5. Staatsschulden-Tilgungs-Commission.
6. Rechnungskammer.
7. Bankdirection.
8. Steuercataster-Commission.
9. Haupt-Stämpelverwaltungs- und Verlagsamt.
10. Central - Forstlehranstalt für das Königreich Bayern in Aschaffenburg.
11. Generaldirection der königlichen Verkehrsanstalten.
12. General - Zolladministration.

227. 1863

27 février 1863.

Ordonnance du ministère de la marine concernant les dispositions prises dans le but de prévenir des collisions sur mer.

(R. G. B. 1863, Nr. 25.)

Verordnung des Marineministeriums vom 27. Februar 1863, womit Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen für die österreichische Handelsmarine kundgemacht werden.

Die nachfolgenden, zwischen der königlich grossbritannischen und der kaiserlich französischen Regierung vereinbarten und für die beiderseitigen Marinen am 1. Juni d. J. in Kraft tretenden Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen, haben, vom 1. Juni 1863 angefangen, auch in der österreichischen Handelsmarine in Kraft und Wirksamkeit zu treten.

Mit dem gleichen Tage verlieren die mit der Handelsministerial-Verordnung vom 13. September 1858, Z. 18548-511, kundgemachten Vorschriften zur Signalisirung der Dampf- und Segelschiffe der österreichischen Handelsmarine ihre Giltigkeit.

Allgemeine Bestimmung.

Artikel I.

In den nachstehenden Vorschriften ist jedes Dampfschiff, welches unter Segel und nicht unter Dampf ist, als Segelschiff, und jedes Dampfschiff, welches unter Dampf ist, ob es Segel führt oder nicht, als Schiff unter Dampf zu betrachten.

Vorschriften bezüglich der Lichter.

Artikel II.

Lichter.

Die in den folgenden Artikeln bezeichneten Lichter, und keine anderen, sind bei jedem Wetter von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang zu führen.

Artikel III.

Lichter für Dampfer.

Seedampfer, wenn in Fahrt, haben zu führen:

a) am Top des Fockmastes ein glänzendes, weisses Licht, so angebracht, um ein gleichmässiges und ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizonts von 20 Compassstrichen, und zwar von

1863 10 Strichen nach jeder Seite zu werfen, d. h. von der Richtung gerade vorne bis zwei Striche hinter den Segelbalken an beiden Seiten, und von solcher Stärke, um bei einer dunklen Nacht und klarer Atmosphäre auf wenigstens fünf Meilen sichtbar zu sein;

b) an der Steuerbordseite ein grünes Licht, so eingerichtet, um ein gleichförmiges und ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizonts von 10 Compassstrichen zu werfen, und zwar von der Richtung gerade nach vorne bis auf zwei Striche achter von dem Segelbalken auf der Steuerbordseite, und von solcher Stärke, um bei einer dunklen Nacht und klarer Atmosphäre auf eine Distanz von wenigstens zwei Meilen sichtbar zu sein.

c) an der Backbordseite ein rothes Licht, so eingerichtet, um ein gleichförmiges und ununterbrochenes Licht über einen Bogen des Horizonts von 10 Compassstrichen zu werfen, und zwar von der Richtung gerade nach vorne bis auf zwei Striche achter zu dem Segelbalken auf der Backbordseite und von solcher Stärke, um bei einer dunklen Nacht und klarer Atmosphäre auf eine Distanz von wenigstens zwei Meilen sichtbar zu sein;

d) die besagten grünen und rothen Seitenlichter müssen, um nicht quer über den Bug gesehen zu werden, innerbords mit Schirmen versehen sein, welche wenigstens drei Fuss von der Laterne nach vorne reichen.

Artikel IV.

Lichter für Dampfschleppschiffe.

Dampfschiffe haben, während sie andere Schiffe schleppen, ausser den Seitenlichtern zwei helle weisse Lichter vertical untereinander am Top des Mastes zu führen, um sie auf diese Art von anderen Dampfschiffen zu unterscheiden. Jedes dieser Toplichter hat von derselben Construction und Stärke zu sein, wie die unter Artikel III beschriebenen weissen Toplichter.

Artikel V.

Lichter für Segelschiffe.

Segelschiffe haben, wenn unter Segel oder in Schlepp, dieselben Lichter zu führen, wie Dampfschiffe in Fahrt, mit Ausnahme der weissen Lichter am Top, welche sie niemals führen dürfen.

Artikel VI.

Ausnahmslichter für kleinere Segelschiffe.

Wann immer auf kleinen Schiffen während schlechten Wetters die grünen und rothen Lichter nicht ausgesetzt werden können, so

haben dieselben auf Deck an der entsprechenden Seite des Schiffes 1863
für den augenblicklichen Gebrauch klar gehalten zu werden und müssen bei Annäherung anderer Schiffe an der entsprechenden Seite, und zwar zu rechter Zeit, um Zusammenstoss zu verhindern, und in einer solchen Weise gezeigt werden, dass sie möglichst sichtbar sind, und dass das grüne Licht nicht an der Backbordseite, noch das rothe an der Steuerbordseite gesehen werden kann.

Um den Gebrauch dieser tragbaren Lichter sicherer und leichter zu machen, hat jedes an der Aussenseite mit der Farbe des Lichtes, das sie enthalten, angestrichen und mit entsprechenden Schirmen versehen zu sein.

Artikel VII.

Lichter für Schiffe vor Anker.

Schiffe, sowohl Dampf- als Segelschiffe, haben, wenn vor Anker, auf Rheden oder besuchten Fahrwassern zwischen Sonnenuntergang und Aufgang an einer Stelle, wo am besten sichtbar und in einer Höhe nicht mehr als 20 Fuss über dem Schiffskörper, ein weisses Licht in einer kugelförmigen Laterne von 8 Zoll Diameter zu zeigen. Dasselbe hat so eingerichtet zu sein, um ein klares, gleichförmiges und ununterbrochenes Licht zu geben, das ringsum und auf eine Distanz von wenigstens einer Meile sichtbar ist.

Artikel VIII.

Lichter für Lootsenfahrzeuge.

Lootsenfahrzeuge, wenn Segelschiffe, dürfen nicht die Lichter wie andere Segelschiffe führen, sondern ein weisses Licht am Mastentop, das ringsum sichtbar ist; überdies haben sie von Viertelstunde zu Viertelstunde ein Blickfeuer zu zeigen.

Artikel IX.

Lichter für Fischerfahrzeuge und Boote.

Offene Fischerboote und andere offene Boote brauchen keine Seitenlichter wie andere Schiffe zu führen, doch müssen sie für den Fall, als sie solche Lichter nicht besitzen, eine Laterne führen, welche an der einen Seite einen grünen, auf der anderen Seite einen rothen Schieber hat.

Bei Annäherung anderer Schiffe hat diese Laterne zu rechter Zeit ausgesetzt zu werden, um Zusammenstoss zu verhindern, und zwar derart, dass das grüne Licht nicht an der Backbordseite, noch das rothe Licht an der Steuerbordseite gesehen werden kann.

Diese Fahrzeuge, wenn vor Anker, oder an ihren Netzen fest und daher an einer Stelle ruhig liegend, haben ein helles, weisses Licht zu zeigen. Es ist denselben ausserdem, wenn sie es für zweckdienlich erachten, gestattet, zeitweise Blickfeuer zu zeigen.

1863 **Vorschriften bezüglich der Nebelsignale.**

Artikel X.

Nebelsignale.

Wann immer Nebel eingetreten, sowohl bei Tag als bei Nacht, haben die hier unten beschriebenen Nebelsignale gebraucht zu werden, und zwar in Intervallen zu höchstens fünf Minuten, nämlich:

a) Dampfschiffe in Fahrt haben eine Dampfpfeife zu gebrauchen, die vor dem Schlott, und zwar in einer Höhe von nicht weniger als 8 Fuss, vom Deck angebracht zu sein hat;

b) Segelschiffe in Fahrt haben sich eines Horns,

c) Dampfschiffe und Segelschiffe, wenn nicht in Fahrt, haben sich einer Glocke zu bedienen.

Vorschriften bezüglich des Courses..

Artikel XI.

Zwei Segelschiffe begegnen sich mit entgegengesetztem Cours.

Wenn zwei Segelschiffe sich mit entgegengesetztem oder nahezu entgegengesetztem Cours begegnen, und Gefahr eines Zusammenstosses vorhanden ist, so haben beide nach Steuerbord abzufallen, um sich gegenseitig an Backbord zu passiren.

Artikel XII.

Zwei Segelschiffe begegnen sich in Coursrichtungen, welche sich kreuzen.

Wenn die Course zweier Segelschiffe sich derart kreuzen, dass die Gefahr eines Zusammenstosses vorhanden ist, so hat, wenn sie den Wind von verschiedenen Seiten haben, das Schiff mit dem Wind an Backbord dem Schiff mit dem Wind an Steuerbord auszuweichen, ausgenommen der Fall, dass das Schiff mit dem Wind an Backbord hart am Winde, und das andere Schiff mit Backstagswind läuft, in welchem Falle das letztere Schiff ausweichen muss.

Wenn sie aber beide den Wind von derselben Seite haben, oder wenn eines derselben den Wind achter hat, so muss das Schiff in Luw dem Schiffe in Lee ausweichen.

Artikel XIII.

Zwei Schiffe unter Dampf begegnen sich mit entgegengesetztem Cours.

Wenn zwei Schiffe unter Dampf sich in Coursrichtungen begegnen, die entgegengesetzt oder nahezu entgegengesetzt sind, und Gefahr eines Zusammenstosses vorhanden ist, so haben beide nach Steuerbord abzufallen, um sich gegenseitig an Backbord zu passiren.

Artikel XIV. 1863

Zwei Schiffe unter Dampf begegnen sich in Coursrichtungen, welche sich kreuzen.

Wenn die Course zweier Schiffe unter Dampf sich derart kreuzen, dass Gefahr eines Zusammenstosses vorhanden ist, so hat das Schiff, welches das andere an der eigenen Steuerbordseite sieht, dem anderen auszuweichen.

Artikel XV.

Wenn sich Segelschiffe und Dampfer begegnen.

Wenn zwei Schiffe, von denen das eine ein Segelschiff, das andere ein Dampfer ist, Richtungen verfolgen, wodurch die Gefahr eines Zusammenstosses entsteht, so hat das Dampfschiff so zu manövriren, um die Fahrt des Segelschiffes nicht zu beeinträchtigen.

Artikel XVI.

Wenn Dampfschiffe ihre Fahrt zu mindern haben.

Jedes Dampfschiff, wenn es sich einem andern derart nähert, dass Gefahr eines Zusammenstosses erwächst, hat seine Fahrt zu mindern, im Nothfalle ganz einzustellen und rückwärts zu schlagen. Jedes Dampfschiff hat bei Nebel mit mässiger Geschwindigkeit zu fahren.

Artikel XVII.

Schiffe, welche andere einholen.

Jedes Schiff, welches ein anderes einholt, hat demselben auszuweichen.

Artikel XVIII.

Beisatz zu den Artikeln XII, XIV, XV und XVII.

Wenn den obigen Regeln zufolge eines von zwei Schiffen ausweichen muss, so hat doch das andere sein Manöver nach den Grundsätzen zu richten, welche im folgenden Artikel ausgesprochen sind.

Artikel XIX.

Vorbehalt für specielle Fälle.

Bei Einhaltung der obigen Regeln ist doch all' den Gefahren der Schifffahrt Rechnung zu tragen, und muss auf die speciellen Umstände irgend eine Art Rücksicht genommen werden, welche in irgend einem besonderen Falle vorkommen mögen und eine Abweichung von den obigen Regeln nothwendig machen, um einer unmittelbaren Gefahr zu entgehen.

1863

Artikel XX.

Kein Schiff unter was immer für Umständen darf entsprechende Vorsichtsmassregeln vernachlässigen.

Nichts in diesen Regeln kann irgend ein Schiff oder den Eigenthümer, oder Schiffsführer, oder Capitän, oder die Mannschaft desselben von den Folgen irgend einer Nachlässigkeit in Führung der Lichter oder Signale, oder im Ausluggen oder in Ergreifung irgend einer Vorsichtsmassregel, welche die gewöhnliche Seemannspraxis oder specielle Umstände der Lage vorschreiben, entheben.

Artikel XXI.

Disciplinarstrafen für Uebertretungen der vorstehenden Vorschriften.

Von jedem Handelsfahrzeuge, auf welchem die Vorschriften des Artikels VII ausser Acht gelassen werden, ist eine Disciplinarstrafe im Betrage von 5 fl., und für jede Nichtbeachtung der in den Artikeln III, IV, V, VI, VIII, X enthaltenen Vorschriften eine Disciplinarstrafe von 50 fl. zu zahlen; Fischerboote, welche die Vorschrift des Artikels IX nicht beobachten, verfallen einer gleichen Strafe im Betrage von 1 fl.

Die Strafbeträge fliessen dem Marine-Unterstützungsfonde zu.

Freiherr *von Burger* m. p.

228.

30 mars 1863.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant un nouveau traitement douanier des imprimés de provenance étrangère.

(F. V. Bl. 1863, Nr. 16.)

Aenderung des Zollverfahrens bezüglich der aus dem Auslande einlangenden Druckschriften.

In Folge des Aufhörens der polizeilichen Revision der aus dem Auslande kommenden Büchersendungen wird, im Vernehmen mit den Ministerien des Handels und der Polizei, die Finanzministerial-Verordnung vom 13. September 1852 (R. G. Bl. Nr. 183), wornach die Eingangsverzollung ausländischer Druckschriften auf gewisse, namentlich bezeichnete Hauptzollämter beschränkt wurde, ausser Kraft gesetzt und auch die Bestimmung des allgemeinen Zolltarifes vom 5. December 1853 (R. G. Bl. Nr. 262), wornach die Eingangsverzollung der in den Tarifsposten 79 *a)* und *b)* genannten Gegenstände, als

Bücher, Bilder auf Papier u. s. w. in unbeschränkter Menge nur bei 1863
Hauptzollämtern I. Classe stattfinden durfte, in der Art geändert, dass auch bezüglich dieser Gegenstände der im ersten Absatze des §. 29 der Vorerinnerung zum Zolltarife ausgesprochene Grundsatz in Anwendung kommt, wornach zu Verzollungen in der Regel alle Hauptzollämter und die Nebenzollämter I. Classe ohne Beschränkung auf eine bestimmte Menge ermächtigt sind.

Hieraus folgt, dass mit Rücksicht auf §. 29, *lit. a)* der Vorerinnerung zum allgemeinen Zolltarife, von dem Tage, an welchem gegenwärtige Verordnung den Zollämtern bekannt wird, die Eingangsverzollung von Büchern u. s. w. bis zur Menge eines Zollcentners im allgemeinen Zollgebiete selbst bei Nebenzollämtern II. Classe, in Dalmatien aber nach §. 17 der Vorerinnerung zum dalmatinischen Zolltarife vom 18. Februar 1857 (R. G. Bl. Nr. 44) bei allen Zollämtern ohne Beschränkung auf eine bestimmte Menge stattfinden darf.

229.

4 avril 1863.

Ratification Impériale de la convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, les Duchés d'Anhalt et la ville libre d'Hambourg, concernant l'administration et la perception commune des droits de navigation sur l'Elbe à Wittenberge.

(R. G. B. 1863, Nr. 47.)

Kaiserliche Ratification vom 7. Mai 1863, zu der Vereinbarung zwischen Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg vom 4. April 1863, die Verwaltung und Erhebung des gemeinschaftlichen Elbezolles zu Wittenberge betreffend.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem die von Uns, von Seiner Majestät dem Könige von Preussen, von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen, von Seiner Hoheit dem ältestregierenden Herzoge von Anhalt-Dessau-Cöthen, von Seiner Hoheit dem regierenden Herzoge und Ihrer Hoheit der Herzogin Mitregentin von Anhalt-Bernburg, endlich von dem Senate der freien und Hansestadt Hamburg zur fünften Elbeschifffahrts-Revisions-Commission entsendeten Bevollmächtigten wegen der Verwaltung und Erhebung der nach Artikel 5 der Uebereinkunft vom

1863 4. April 1863*), eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend, an Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg überwiesenen Hälfte des gemeinschaftlichen Elbezolles am Wittenberge, kraft der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen eine aus 11 Artikeln bestehende Vereinbarung abgeschlossen und am vierten April laufenden Jahres unterzeichnet haben, welche von Wort zu Wort lautet wie folgt:

Vereinbarung zwischen Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg vom 4. April 1863, die Verwaltung und Erhebung des gemeinschaftlichen Elbezolles zu Wittenberge betreffend. — Die Ratificationen der sechs betheiligten Staaten wurden am 30. Mai 1863 zu Berlin ausgewechselt.

Wegen der Verwaltung und Erhebung der nach Artikel 5 der Uebereinkunft vom 4. April 1863, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend, an Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg überwiesenen Hälfte des gemeinschaftlichen Elbezolles zu Wittenberge, haben die genannten Elbeuferstaaten durch ihre zur fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission versammelten Commissarien, und zwar:

für Oesterreich:

den kaiserlich-königlichen Statthaltereirath Wenzel Franz Ritter Rieger von Riegershofen, Ritter des k. k. österreichischen Ordens der eisernen Krone III. Classe;

für Preussen:

den königlichen Ober- und geheimen Regierungsrath Carl Theodor Olberg, Ritter des königl. preussischen rothen Adler-Ordens IV. Classe und Commandeur des königl. grossherzogl. luxemburgischen Ordens der Eichenkrone;

für Sachsen:

den königlichen geheimen Finanzrath Julius Hans von Thümmel;

für Anhalt-Dessau-Cöthen und für Anhalt-Bernburg:

den herzoglichen Anhalt-Bernburgischen Oberregierungsrath Heinrich Hempel, Ritter I. Classe des anhalt'schen Gesammthaus-Ordens Albrecht des Bären und Ritter des königl. preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe;

für Hamburg:

den Dr. juris Adolph Soetbeer, Ritter des königl. preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe, folgende Vereinbarung unter Vor-

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1863, Nr. 46

behalt der Allerhöchsten, höchsten und hohen Ratificationen verab- 1863
reden lassen:

Artikel 1.

Oesterreich, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg übertragen ihre Rechte zur Verwaltung und Erhebung der ihnen zustehenden Antheile an der ihnen in Gemeinschaft mit Preussen überwiesenen im Eingange näher bezeichneten Hälfte des Wittenberger Elbezolles an Preussen, welches die Verwaltung und Erhebung der letzteren durch sein, in Wittenberge bestehendes, der Leitung und Aufsicht der königl. preussischen Regierung, Abtheilung für die Verwaltung der indirecten Steuern zu Potsdam, unterstelltes, und als Elbezollhebestelle unter der Bezeichnung: „Vereinigtes Elbezollamt" zu constituirendes Hauptzollamt, nach den im Königreiche Preussen bestehenden Vorschriften geschehen lassen wird.

Artikel 2.

Den Regierungen von Oesterreich, Sachsen, beiden Anhalt und Hamburg soll es freistehen, nach Wittenberge Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsführung des vereinigten Elbezollamtes nach allen Richtungen hin eingehende Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig gewährt werden wird.

Artikel 3.

Preussen stellt die für das vereinigte Elbezollamt erforderlichen Locale und Beamten, unterhält die ersteren, besoldet die letzteren, und übernimmt auch die etwa an diese nach eingetretener Dienstunfähigkeit zu zahlenden Pensionen; es beschafft und unterhält ferner alle zur Ausrüstung der Bureaux erforderlichen Dienstutensilien und gewährt alle Bureaubedürfnisse.

Zur Entschädigung der hier übernommenen Verpflichtungen wird Preussen für berechtiget erklärt, alljährlich von dem Bruttobetrage der bei dem vereinigten Elbezollamte eingehobenen Elbezölle ein und ein halbes Procent in Abzug zu bringen, und in seine separative Staatscasse zu vereinnahmen.

Wenn der in dem vorletzten Absatze des Artikels 7 der Uebereinkunft vom 4. April 1863, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend, vorgesehene Fall einer Blokade der Elbe eintreten und dem zufolge die dort erwähnte Ueberweisung der Elbezolleinnahmen an Hannover, Dänemark, Mecklenburg und beide Anhalt erfolgen sollte, so verpflichten sich Oesterreich, Sachsen, beide Anhalt und Hamburg, den Betrag der vorerwähnten Verwaltungsposten von einem und einem halben Procente der Einnahmen aus der ihnen gemeinschaftlich mit Preussen zugewiesenen Elbezollhälfte nach

1863 Verhältniss der ihnen an derselben zustehenden Antheile an Preussen zu gewähren.

Artikel 4.

Nach dem Schlusse jedes Kalenderhalbjahres wird Preussen an Oesterreich, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg eine Uebersicht des in dem abgelaufenen Zeitraume eingehobenen Elbezollbetrages und der aus demselben, in Gemässheit des Artikels 6 der Uebereinkunft vom 4. April 1863, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend, an Anhalt-Dessau-Cöthen und Anhalt Bernburg, sowie nach Artikel 7 derselben an diese beiden Staaten und Hannover, Dänemark und Mecklenburg-Schwerin zu leistenden und abgeführten Zahlungen gelangen lassen.

Artikel 5.

Insoweit die eingehobenen Zollbeträge zur Bestreitung der im vorstehenden Artikel 4 erwähnten Zahlungen nicht ausreichen, wird Preussen das Fehlende für Rechnung von Oesterreich, Sachsen und Hamburg vorschiessen, beziehentlich für eigene Rechnung hinzuzahlen, wogegen diese Staaten sich verpflichten, den am Schlusse des Kalenderjahres aus der alsdann von Preussen gelegten Schlussrechnung sich für Preussen ergebenden Vorschuss, und zwar Oesterreich und Sachsen mit je zwanzig Procent, Hamburg aber mit dreissig Procent, an die königl. preussische Generalstaatscasse in Berlin zu erstatten.

Artikel 6.

Ergibt dagegen die Jahresschlussrechnung einen Ueberschuss von den erhobenen Zöllen, so werden von demselben an Oesterreich und Sachsen je zwanzig Procent und an Hamburg dreissig Procent abgeführt werden.

Artikel 7.

Die Geldbussen, welche wegen Hinterziehung des Elbezolles oder wegen Uebertretung solcher Vorschriften verhängt werden, die sich auf die Erhebung des Elbezolles unmittelbar beziehen (Elbezolldefraudationen oder Contraventionen), werden in gleicher Weise wie die Erträge aus dem Elbezolle zur Vertheilung gebracht; dagegen verbleiben solche Geldbussen, welche wegen Uebertretung schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften verhängt werden, wie bisher denjenigen Staaten, durch deren Behörden dieselben verhängt worden sind.

Artikel 8.

Wegen des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechtes verbleibt es bei den desshalb im §. 51 der Elbeschifffahrts-Additionalacte vom 13. April 1844 getroffenen Bestimmungen.

Artikel 9. 1863

Ueber die Zulässigkeit der Rückzahlung von zuviel oder mit Unrecht erhobenen Elbezollbeträgen befindet Preussen ausschliesslich, und zwar theils auf besonderes Ansuchen, theils bei Gelegenheit der durch seine Behörden zu bewirkenden Revision der von dem vereinigten Elbezollamte geführten Register und alljährlich zu legenden Rechnung. Dahingegen sollen Elbezollremissionen nur mit Zustimmung sämmtlicher bei dieser Vereinbarung betheiligten Staaten zulässig sein.

Artikel 10.

Gegenwärtige Vereinbarung soll so lange dauern, als die Uebereinkunft vom 4. April 1863, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend, in Wirksamkeit bleibt.

Artikel 11.

Die vorstehende Vereinbarung soll den contrahirenden Regierungen zur Genehmigung vorgelegt, und sollen die darüber ausgefertigten Ratifications-Urkunden vor dem Schlusse des Monates Mai dieses Jahres zu Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen zu Hamburg den vierten April Eintausend achthundert drei und sechzig.

(L. S.) Wenzel Franz Ritter *Rieger von Riegershofen* m. p.
(L. S.) Karl Theodor *Olberg* m. p.
(L. S.) Julius Hans *von Thümmel* m. p.
(L. S.) Heinrich *Hempel* m. p.
(L. S.) Adolph *Soetbeer* m. p.

So haben Wir nach sorgfältiger Prüfung und Erwägung sämmtlicher Bestimmungen dieser Vereinbarung dieselbe vollinhaltlich gut geheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, gedachten Bestimmungen getreulich nachzukommen, und auch darüber zu wachen, dass sie von Unseren Behörden und Unterthanen jederzeit genau erfüllt werden.

Zu mehrerer Bekräftigung dessen haben Wir Unsere Bestätigungs-Urkunde in fünf gleichlautenden, zur Auswechslung gegen die Ratificationen der mitcontrahirenden Theile bestimmten Ausfertigungen eigenhändig unterschrieben, und denselben Unser kaiserliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den siebenten Mai des Jahres Eintausend achthundert drei und sechzig, Unserer Reiche im fünfzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

s der ihnen an derselben zustel
en.

Artikel 4

dem Schlusse jedes Kalen
reich, Sachsen, Anhalt-Des
urg eine Uebersicht des in
ien Elbezollbetrages und de
rtikels 6 der Uebereinkunft
; der Elbezölle betreffend,
rnburg, sowie nach Artike
nd Hannover, Dänemark
und abgeführten Zahlung

Artik

veit die eingehobenen Z
len Artikel 4 erwähnten
las Fehlende für Rechn
vorschiessen, beziehen
vogegen diese Staaten
derjahres aus der also
sich für Preussen
h und Sachsen mit je
Procent, an die königl
erstatten.

A

ot dagegen die Jah
rhobenen Zöllen, s
ien je zwanzig Pr
werden.

Geldbussen, wel
n Uebertretung
ie Erhebung des
onen oder Contr
e aus dem Elb
solche Geldbu
polizeilicher V
aaten, durch

en des Begn
bei den dess
3. April 18

1863

230.

16 avril 1863.

Déclaration ministérielle concernant un arrangement entre le gouvernement autrichien et celui de la Saxe royale relatif à la compétence judiciaire dans les causes matrimoniales des sujets respectifs employés dans les gares des chemins de fer limitrophes. Les déclarations des deux gouvernements furent échangées à Vienne le 18 avril 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 38.)

Ministerialerklärung vom 16. April 1863, betreffend eine zwischen der k. k. österreichischen und der königlich sächsischen Regierung getroffene Uebereinkunft wegen der Gerichtscompetenz in Ehesachen der auf den Bahnhöfen zu Bodenbach und Zittau und an den von da bis zur bezüglichen Landesgrenze reichenden Bahnstrecken dienstlich verwendeten gegenseitigen Staatsangehörigen. Diese Erklärung wurde gegen eine analoge königlich sächsische Ministerialerklärung ddo. Dresden 26. Jänner 1863, am 18. April 1863 in Wien ausgewechselt.

Die k. k. österreichische und die königl. sächsische Regierung sind zur Erläuterung der im §. 3 der Convention vom 31. December 1850*) über die Ausübung der Justiz bezüglich der auf dem Bahnhofe zu Bodenbach und der von da bis zur sächsischen Grenze reichenden Bahnstrecke dienstlich verwendeten sächsischen Staatsangehörigen und im §. 26 der Convention vom 1. März 1860**) über die Ausübung der Justiz bezüglich der auf dem Bahnhofe zu Zittau und der von da bis zur österreichischen Grenze reichenden Bahnstrecke dienstlich verwendeten österreichischen Staatsangehörigen getroffenen Bestimmungen miteinander dahin übereingekommen, dass für Ehesachen dieser Beamten im engeren Sinne, d. h. solche Processsachen, bei denen es auf Entscheidung über die Giltigkeit der Ehe, über die Fortsetzung der ehelichen Gemeinschaft oder deren Aufhebung durch Scheidung, über Ehegelöbnisse oder über die Frage, welchem der Ehegatten während der Dauer des Ehestreites oder während einer zeitweiligen Scheidung von Tisch und Bett die Obsorge für die Erziehung der Kinder obliege, endlich ob und in welchem Masse der Ehemann der Ehefrau und den Kindern während der gedachten Zeit Alimente zu reichen habe, die Gerichte des Staates,

---

* Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1851, Nr. 80.

** Verordnungsblatt für den Dienstbereich des österreichischen Finanzministeriums, Jahrgang 1860, I. Semester, Nr. 23, Seite 188.

welchem der Ehemann angehört, zuständig sein sollen, mit Ausnahme 1863
des Falles, wenn die Ehefrau zur Zeit der Eingehung der fraglichen Ehe eine Angehörige des anderen Staates gewesen ist, und die Giltigkeit dieser Ehe angefochten wird. In diesem Falle sollen die Gerichte desjenigen Staates zuständig sein, welchem die Ehefrau angehörte.

Hierüber ist österreichischerseits die gegenwärtige Ministerialerklärung ausgefertiget worden, und soll dieselbe, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des königlich sächsischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten ausgetauscht worden, öffentlich bekannt gemacht werden.

Wien, den 16. April 1863.

Seiner k. k. Apostol. Majestät Minister des kaiserl. Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten:

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.

231.

17 avril 1863.

Notification officielle de l'administration générale ottomane des contributions indirectes à l'égard des mesures à adopter pour prévenir la fraude.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III. 378.)

Conformément aux stipulations du traité de commerce entre la Sublime Porte et les puissances amies, par lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté Impériale réserve son droit d'établir, par une disposition spéciale, les mesures à adopter pour prévenir la fraude, l'administration générale des douanes de l'Empire, dans le double but de sauvegarder les intérêts du trésor et de donner plus de sécurité et de garantie aux opérations du commerce loyal et honnête, notifie les mesures suivantes qui auront force de loi dans toute l'étendue de l'Empire, à dater du jour de cette notification.

Article 1.

A l'arrivée d'un navire, tant à voiles qu'à vapeur, dans un port de la Turquie, l'agent de la compagnie, le capitaine, ou qui pour lui sera, devra, avant tout débarquement de marchandise, remettre à l'administration de la douane deux copies de son manifeste, signées et certifiées par lui, conformes à l'original. Les copies du manifeste qui porteront les marques, numéros et quantités des colis devront com-

1863 prendre toutes les marchandises de la cargaison du navire destinées à être débarquées dans le port de l'arrivée.

Le manifeste original devra être présenté en même temps que les deux copies, et l'administration de la douane aura la faculté de confronter et de collationner immédiatement ces deux copies sur le dit original qui restera entre les mains de celui qui le présentera.

L'administration de la douane affectera un préposé qui pointera contradictoirement avec le capitaine, l'agent de la compagnie, le consignataire ou qui pour eux sera, sur les deux copies de manifeste les colis débarqués à terre.

Le déchargement terminé et les opérations reconnues conformes, une des copies contresignée par l'administration de la douane, sera remise à ce capitaine, à l'agent de la compagnie, au consignataire ou à qui pour eux sera, et l'autre restera dans les archives de la douane.

Si les colis débarqués étaient en quantité moindre que ceux portés sur le manifeste, en destination du port respectif, quatre cas peuvent se présenter:

1° ou le colis n'a pas été débarqué;

2° ou le colis a été débarqué sur un point qui n'était pas celui de sa destination.

Dans ces deux cas, le capitaine, l'agent de la compagnie, ou qui pour eux sera, devra en apporter la justification dans un délai déterminé.

3° ou le colis a été perdu et réclamé par le chargeur ou le destinataire, le capitaine, l'agent de la compagnie, ou qui pour eux sera, aura à justifier dans un délai déterminé qu'il en a remboursé la valeur.

La douane n'aura rien à réclamer si les justifications énumérées dans les paragraphes 1, 2, 3 ci-dessus ont été produites.

4° Si le colis a été perdu et n'est pas réclamé, dans ce cas le capitaine, l'agent de la compagnie, ou qui pour eux sera, devra payer le droit de douane, suivant la valeur déclarée ou assurée d'après le manifeste. Si la valeur en était inconnue, il devra, à titre d'amende, verser à la douane le double du colis payé ou assigné.

Le délai pour faire les justifications ci-dessus, ainsi que celles d'avarie, sera de six mois pour tous les ports sans distinction.

Si ces justifications ne peuvent pas être données, dans un délai de quarante-huit heures après le débarquement, les agents des compagnies des paquebots à vapeur devront donner une déclaration écrite portant engagement de produire, dans le délai de six mois, les justifications nécessaires.

Pour les navires à voiles ou à vapeur qui n'ont pas de représentant permanent, le capitaine devra, avant de quitter le port, ou

déposer à la douane le montant des droits ou des amendes qu'il aurait à payer, s'il ne faisait pas dans le délai de six mois les dites justifications, ou donner une garantie à la satisfaction de la douane pour le montant des dits droits ou amendes. 1863

Le débarquement des marchandises à terre sur les quais de la douane ne pourra s'opérer sans une permission de l'administration.

Cette permission sera accordée immédiatement après la remise des deux copies du manifeste.

Comme il arrive souvent qu'il est indispensable aux navires à voiles, ayant une autre destination, et aux bateaux à vapeur qui font un service régulier, de commencer le débarquement de leurs marchandises sans retard, l'administration de la douane leur permettra de décharger dans des alléges, pendant que la formalité de la remise des deux copies des manifestes s'opérera. Ces marchandises pourtant ne pourront être mises à terre avant que le capitaine ou le consignataire ne se soit mis en ordre à cet égard, et n'ait obtenu la permission précitée.

L'administration de la douane affectera un emplacement *ad hoc* pour la visite des effets des voyageurs, dont personne ne pourra s'exempter. Ceux de ces effets qui porteront les indices d'avoir déjà servi, ainsi que les vêtements, linge, chaussures et autres mêmes effets neufs et objets que la douane reconnaîtrait être destinés à l'usage personnel du voyageur, seront affranchis des droits de douane.

Article 2.

Toutes les marchandises *en transit* par terre seront soumises au droit de visite.

Le Gouvernement, voulant néanmoins donner au commerce toutes les facilités possibles et compatibles avec la sauvegarde des intérêts du trésor, a adopté à l'égard de ces marchandises les mesures suivantes:

1° La demande d'un teskéret pour faire traverser des marchandises *en transit* devra être accompagnée d'une déclaration écrite, signée par le négociant ou son agent, portant les marques, numéros, quantités et qualités des dites marchandises.

L'administration de la douane fera vérifier le contenu d'un colis à son choix, si la partie est inférieure à dix colis, et d'un sur chaque dix colis, si la partie est plus considérable. Le contenu des colis, ainsi ouverts, se trouvant conforme à la déclaration, les droits sur toute la quantité seront réglés sans autre formalité.

Il sera procédé de même pour les colis venant de pays étrangers, par voie de terre, et devant immédiatement continuer leur route, après avoir acquitté les droits de douane au premier bureau ottoman.

1863 Les douaniers devront porter le plus grand soin à l'ouverture des colis, de manière à ce qu'il soit facile de les remettre dans un bon état de conditionnement.

Si le contenu des colis ouverts n'est pas conforme en quantité ou espèce à la déclaration susmentionnée, l'administration de la douane ne pouvant plus se baser sur l'exactitude de la déclaration, aura le droit d'ouvrir tous les colis restants; et les colis ainsi ouverts, dont le contenu ne se trouverait pas conforme à cette déclaration, seront passibles du double droit soit de transit, soit d'importation, suivant le cas.

Le négociant ou son agent, sera tenu de restituer, dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut, à l'administration de la douane, le teskéret qu'il aurait obtenu d'elle pour accompagner les marchandises en transit sur le territoire ottoman.

Ce teskéret devra être contresigné par le dernier bureau de douane qui constatera que les dites marchandises sont entrées en pays étranger.

2° Le teskéret de transit sera délivré contre payement intégral du droit de transit fixé par les traités; seulement le négociant sera tenu de fournir caution à la satisfaction de la douane pour la représentation dans le délai précité de six mois, du teskéret constatant la sortie des marchandises du territoire ottoman; à défaut de cette justification dans de délai prescrit, le négociant ou sa caution, devra payer à la douane le surplus pour compléter le droit d'importation. Toutefois s'il convenait au négociant de déposer, en garantie de la sortie effective du territoire, le droit d'importation, la différence entre le droit de transit et le droit d'importation sera restituée à la douane de sortie, suivant la convention qui sera inscrite au teskéret.

Si la convention stipule le remboursement à la douane de départ, le teskéret portant la justification de la sortie des marchandises devra être rapporté à cette douane de départ dans le délai mentionnée plus haut.

Dans le cas de perte dûment prouvée du teskéret de transit contresigné par le dernier bureau de la frontière, ce bureau sera tenu de délivrer un certificat destiné à suppléer le teskéret et dans le cas où, par force majeure constatée, les marchandises seraient totalement perdues, il y aura lieu à la restitution de la somme déposée en garantie de la sortie effective du territoire.

Article 3.

Les stipulations du traité de commerce avec les puissances amies portant que les marchandises déposées à terre pour un temps limité afin d'être mises à bord du même bâtiment ou d'autres bâtiments pour continuer le voyage, ne payeront aucun droit quelconque,

mais qu'elles devront à Constantinople être déposées dans les magasins de la douane et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt sous la surveillance de l'administration de la douane, le gouvernement a arrêté que cette surveillance sera déterminée de la manière suivante. 1863

Le négociant ou son agent qui aura importé des marchandises pour un temps limité dans un port de mer de la Turquie où il n'y aurait pas d'entrepôt, aura la faculté de placer ces marchandises dans un magasin à lui, fermé à double clef, dont l'une sera remise à la douane qui aura en outre la faculté de cacheter ce magasin si elle le juge nécessaire. La durée du séjour des marchandises dans les magasins privés ou ceux dits de transit ne devra pas dépasser le délai d'un mois, à moins de cas de force majeure constatée.

Ce terme passé, la douane percevra le droit de 8 pour cent et le négociant devra retirer sa marchandise, faute de quoi elle sera passible, dans les magasins de transit de la douane, du droit d'ardié.

La différence entre le droit d'importation et celui de transit, sera restituée, conformément aux stipulations du traité de commerce, si ces marchandises étaient réexportées pour un pays étranger dans le délai de six mois, à partir du jour de leur arrivée.

Article 4.

L'administration générale des douanes a fixé pour la visite des marchandises les heures suivantes:

Du 1/13 avril au 30 septembre (12 octobre) la visite commencera une heure et demie après le lever et cessera une heure et demie avant le coucher du soleil.

Du 1/13 octobre au 31 mars (12 avril) la visite commencera une heure après le lever et sera terminée une heure avant le coucher du soleil.

Relativement aux ports où la pratique de nuit est accordée, l'administration des douanes prendra telle mesure que la navigation ne soit pas entravée dans ses opérations.

Article 5.

Le traité de commerce portant que pour les marchandises confisquées comme contrebande un procès-verbal du fait devra aussitôt être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendront ces marchandises, il a été décidé ce qui suit.

Immédiatement après la saisie de la marchandise, le directeur et le chef comptable avec deux ou trois des principaux employés de la douane se réuniront en commission, et, après avoir examiné le fait et interrogé ceux qu'il convient, ils décideront s'il y a lieu à confiscation et rédigeront un procès-verbal.

1863 Ce procès-verbal devra énoncer la date, les circonstances dans lesquelles la saisie a été faite, les noms, la qualité, la nationalité des saisissants, des témoins et du prévenu, l'espèce et la quantité de la marchandise, les preuves justifiant sa confiscation, et les motifs que le prévenu aurait produits pour sa défense.

Une copie de ce procès-verbal signée par le directeur de la douane sera envoyée, dans les 24 heures de sa rédaction, au consulat du prévenu.

Le conseil en accusera réception à la douane; — à défaut d'opposition faite par le prévenu et communiquée à la douane dans le délai de 15 jours à compter du jour de la remise du procès-verbal, la confiscation sera définitive sans qu'aucune réclamation puisse être admise.

Si après avoir soumis la question à l'examen de son autorité consulaire, le prévenu croit devoir faire opposition, l'acte d'opposition sera transmis, si c'est à Constantinople, au tribunal de commerce, qui devra examiner et statuer sur la validité de la confiscation, et si c'est dans les villes de provinces où il n'existera pas de tribunal de commerce, aux conseils (medjliss) de la localité.

Les procès-verbaux, dressés par les employés du gouvernement réunis en commission, feront foi devant les conseils (medjliss).

Les tribunaux de commerce ou les medjliss examineront seulement si les preuves spécifiées dans ces procès-verbaux sont suffisantes et valables pour motiver la confiscation.

Les prévenus, les saisissants, les témoins à charge ou à décharge seront entendus contradictoirement.

Si le jugement rendu par les tribunaux de commerce ou les medjliss déclare la saisie non fondée, le propriétaire de la marchandise saisie, s'il en a éprouvé du dommage, aura droit à une indemnité égale au dommage réel qui lui aurait été occasionné par la dite saisie, à la charge par lui d'en justifier devant les dits tribunaux ou les medjliss, le tout sous réserve d'appel.

Si le jugement déclare l'opposition mal fondée, le prévenu sera passible d'une amende qui en aucun cas ne devra dépasser 5 pour cent de la valeur des objets saisis.

La valeur des marchandises ou objets saisis sera estimée pour la liquidation des dommages ou des amendes encourues, savoir: les marchandises tarifées d'après le tarif; celles *ad valorem* d'après le prix en gros de la place, déduction faite de 10 pour cent.

Les décisions du tribunal de commerce de Constantinople seront définitives et sans appel.

Quant aux décisions rendues dans les provinces, soit par les tribunaux de commerce, soit par les conseils (medjliss), il sera réservé à la douane et à la partie intéressée le droit d'en appeler par devant

le tribunal de commerce de Constantinople dont la décision sera définitive. 1863

L'appel devra s'effectuer sans retard. Toutefois la demande en appel ne sera reçue qu'autant que la partie quelle qu'elle soit aura déposé à la douane le montant de l'amende à laquelle elle aura été condamnée, ou bien aura fourni une garantie pour cette amende à la satisfaction de la douane.

Dans le cas où la personne dont la marchandise a été saisie voudrait s'inscrire en faux contre le procès-verbal et attaquer individuellement ou collectivement les signataires du dit procès-verbal, il en sera référé à la S. Porte et le procès criminel se poursuivrait comme il est d'usage lorsque une plainte semblable est portée contre un fonctionnaire du gouvernement.

L'administration de la douane, avant tout jugement, aura la faculté de transiger avec le prévenu en substituant à la rigueur de la confiscation une amende appréciée suivant les circonstances et qui ne devra pas être inférieure au double des droits du traité de commerce. Si le prévenu accepte la transaction, les objets saisis lui seront restitués après payement.

Article 6.

Les compagnies de bateaux à vapeur sont exemptes du payement de l'ardié pour les colis soit en litige, soit mal dirigés ou retenus par force majeure. Mais si ces colis mal dirigés ou retenus par force majeure devaient par suite d'un changement de destination être retirés pour la consommation locale, ils seront passibles du droit d'ardié.

Aucun droit d'ardié ne sera exigé pour les colis arrêtés en douane par suite d'un séquestre mis par l'autorité compétente et dûment notifié, ainsi qu'à l'égard de ceux retenus pour cause d'avaries.

Article 7.

La douane fera opérer la vente des colis délaissés dans ses magasins après un an et un jour, et de la manière suivante:

A l'expiration du dit délai d'un an et un jour, l'administration de la douane annoncera cette vente à Constantinople, par un avis inséré dans deux des journaux de cette ville, l'un turc et l'autre français, et dans les provinces par un avis en langue turque affiché à la douane et à l'entrée de l'hôtel du gouverneur, du caimakam ou du mudir.

Un mois après cette publication, la douane procédera à l'ouverture des colis destinés à la vente, en présence, 1° de deux délégués du tribunal de commerce, et là où il n'y aurait pas de semblable tribunal, de deux délégués du medjliss de la localité; 2° d'un délégué

1863 Ce procès-ver
lesquelles la saisie
saisissants, des tém
marchandise, les pr
le prévenu aurait
Une copie de
douane sera envoyé
du prévenu.
Le conseil en
position faite par
délai de 15 jours
la confiscation sera
être admise.
Si après avoir
consulaire, le prévenu
sition sera transmis
merce, qui devra
tion, et si c'est dans
tribunal de commerce
Les procès-verbaux
réunis en commission
Les tribunaux de
ment si les preuves
et valables pour motiver
Les prévenus, les
seront entendus contradi
Si le jugement
medjliss déclare la
dise saisie, s'il en a
nité égale au dommage
saisie, à la charge par
les medjliss, le tout sous
Si le jugement déc
passible d'une amende
de la valeur des objets
La valeur des march
la liquidation des dommages
marchandises tarifées d'
prix en gros de la place,
Les décisions du trib
définitives et sans appel.
Quant aux décisions
tribunaux de commerce, sol
à la douane et à la partie

2° ou de donner une déclaration écrite par laquelle il s'engage à payer le droit de consommation, plus les intérêts calculés à 1 pour cent par mois à partir de la date de cette déclaration s'il ne pouvait pas, dans le terme de six mois, rapporter le laisser-passer *(Ilmi-haber)* dont il va être parlé plus bas et que la douane de l'échelle définitive d'exportation aura à lui rendre après l'avoir revêtu d'un *visa* constatant que cette marchandise est bien arrivée à la dite échelle définitive. 1863

Le négociant qui ne serait pas connu de la douane, devra appuyer cette déclaration de la garantie d'un négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane.

Lorsqu'une fois les formalités du dépôt ou de la déclaration auront été remplies, la douane de l'échelle de départ délivrera au négociant un laisser-passer *(Ilmi-haber)* que celui-ci aura à exhiber à la douane de l'échelle définitive d'exportation qui le visera, à son tour, en certifiant que la marchandise qu'il accompagnait y est arrivée.

Dès que ce laisser-passer, ainsi visé, sera apporté dans le terme de six mois à la dite douane de l'échelle de départ, cette dernière restituera le dépôt ou la déclaration et déchargera la garantie, si celle-ci a été donnée pour appuyer la déclaration.

Article 2.

Lorsqu'une marchandise destinée à l'exportation arrivera d'une échelle de la Turquie à une autre pour y être mise à terre, la douane de cette seconde échelle exigera du propriétaire de la marchandise, soit l'exhibition de l'acquit constatant que cette même marchandise a déjà payé le droit d'exportation, soit la présentation du laisser-passer qui aura été délivré par la douane de la première échelle et qui devra dès lors être visé de la manière indiquée dans l'article 1er, soit enfin le payement du droit d'exportation qui sera exigible au moment du réembarquement de la marchandise.

Si le propriétaire d'une telle marchandise venue d'une échelle de la Turquie pour être mise à terre dans une autre échelle, veut la laisser dans les entrepôts de la douane jusqu'à son exportation définitive pour l'étranger, l'administration de la douane, pendant un mois, n'exigera de ce propriétaire, aucun droit d'ardié, à moins que sa marchandise ne soit retirée pour la consommation intérieure.

Si ce même propriétaire voulait au contraire retirer une telle marchandise de la douane et la mettre dans ses propres magasins pour la manipuler ou pour tout autre motif, il aura la faculté :

1° ou de déposer le droit de consommation, dont la différence avec le droit d'exportation lui sera restituée immédiatement, si la marchandise est exportée dans le terme de six mois, à partir de la date de son départ de la première échelle.

1863 2° ou de donner, s'il ne veut pas faire le dépôt dont il vient d'être parlé, une déclaration à la douane portant que cette marchandise sera exportée dans le susdit délai de six mois et que, dans le cas contraire, il sera obligé de payer le droit de consommation, plus les intérêts calculés à 1 pour cent par mois, à partir de la date de sa déclaration.

Si le négociant ou propriétaire qui aurait donné une pareille déclaration, n'était pas connu de la douane, il devra l'appuyer par la garantie d'un autre négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane.

Règlement ottoman relatif aux formalités à remplir, lors de l'arrivée, de l'intérieur à l'échelle, des marchandises destinées à être exportées pour l'étranger.

(Archives de la S. Porte.)

Lorsqu'une marchandise d'exportation arrivera à l'échelle d'embarquement, elle pourra être emmagasinée à domicile, sans consignation de droit quelconque, moyennant une déclaration exprimant la quotité des droits de consommation et portant que la marchandise en question est destinée à l'exportation.

Si le négociant ne donne point une pareille déclaration, alors il devra:

1° exporter de suite sa marchandise;

2° ou la déposer dans les magasins de la douane, si celle-ci dispose de locaux à cet usage, auquel cas elle n'aurait à payer aucun droit d'ardié, à moins qu'elle ne soit retirée pour la consommation du pays;

3° ou la déposer dans un magasin privé, à double clef, avec faculté pour la douane d'y apposer son cachet;

4° ou déposer préalablement les droits de douane de consommation dont la différence avec les droits d'exportation, lui sera restituée immédiatement, si la marchandise en question venait à être exportée.

Si le négociant se borne à donner simplement la déclaration susmentionnée, il sera obligé d'exporter sa marchandise dans le terme de six mois, ou de se soumettre, ce terme une fois passé, à une des clauses ci-dessus spécifiées, car dans le cas contraire, sa marchandise serait considérée, dès-lors, comme consommée dans le pays, et il aurait par suite à payer les droits de consommation intérieure, les intérêts calculés à un pour cent par mois, sur le montant des dits droits de consommation, à partir de la date de sa déclaration, jusqu'au jour du payement.

Si le propriétaire des marchandises d'exportation qui voudrait donner la déclaration sus-mentionnée, n'était pas connu de la douane,

il devra appuyer cette déclaration par la garantie d'un autre négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane. 1863

232.

7 mai 1863.

Ratification Impériale du protocole final du 4 avril 1863 de la commission convoquée pour réviser plusieurs articles des actes de 1821 et 1844 sur la navigation de l'Elbe.

(R. G. B. 1863, Nr. 46.)

Kaiserliche Ratification vom 7. Mai 1863, zu den Vereinbarungen der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission über mehrere Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbeschifffahrtsacten vom Jahre 1821 und vom Jahre 1844, sowie des Schlussprotokolles der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dann wegen einer durchgreifenden neuen Regulirung der Elbezölle.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem Wir, Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Sachsen, Seine Majestät der König von Hannover, Seine Majestät der König von Dänemark, Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, Seine Hoheit der ältestregierende Herzog von Anhalt-Dessau-Cöthen, Seine Hoheit der regierende Herzog und Ihre Hoheit die Herzogin Mitregentin von Anhalt-Bernburg, der Senat der freien und Hansestadt Lübeck (wegen des Mitbesitzes von Bergedorf), und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg eigene Bevollmächtigte zu einer fünften Elbeschiffahrts-Revisionscommission nach Hamburg gesendet, und dieselben in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen über mehrere Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbeschifffahrtsacten von 1821 und 1844, sowie des Schlussprotokolles der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dann wegen einer durchgreifenden neuen Regulirung der Elbezölle Verhandlungen gepflogen und hierüber die in je einem wörtlichen Abdrucke hier eingefügten Vereinbarungen zu Stande gebracht und am 4. April 1863 unterzeichnet haben.

1863 2° ou de donner, s'il ne veut pas faire le dépôt dont il vient d'être parlé, une déclaration à la douane portant que cette marchandise sera exportée dans le susdit délai de six mois et que, dans le cas contraire, il sera obligé de payer le droit de consommation, plus les intérêts calculés à 1 pour cent par mois, à partir de la date de sa déclaration.

Si le négociant ou propriétaire qui aurait donné une pareille déclaration, n'était pas connu de la douane, il devra l'appuyer par la garantie d'un autre négociant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane.

Règlement ottoman relatif aux formalités à remplir, lors de l'arrivée, de l'intérieur à l'échelle, des marchandises destinées à être exportées pour l'étranger.

(Archives de la S. Porte.)

Lorsqu'une marchandise d'exportation arrivera à l'échelle d'embarquement, elle pourra être emmagasinée à domicile, sans consignation de droit quelconque, moyennant une déclaration exprimant la quotité des droits de consommation et portant que la marchandise en question est destinée à l'exportation.

Si le négociant ne donne point une pareille déclaration, alors il devra:

1° exporter de suite sa marchandise;

2° ou la déposer dans les magasins de la douane, si celle-ci dispose de locaux à cet usage, auquel cas elle n'aurait à payer aucun droit d'ardié, à moins qu'elle ne soit retirée pour la consommation du pays;

3° ou la déposer dans un magasin privé, à double clef, avec faculté pour la douane d'y apposer son cachet;

4° ou déposer préalablement les droits de douane de consommation dont la différence avec les droits d'exportation, lui sera restituée immédiatement, si la marchandise en question venait à être exportée.

Si le négociant se borne à donner simplement la déclaration susmentionnée, il sera obligé d'exporter sa marchandise dans le terme de six mois, ou de se soumettre, ce terme une fois passé, à une des clauses ci-dessus spécifiées, car dans le cas contraire, sa marchandise serait considérée, dès-lors, comme consommée dans le pays, et il aurait par suite à payer les droits de consommation intérieure, les intérêts calculés à un pour cent par mois, sur le montant des dits droits de consommation, à partir de la date de sa déclaration, jusqu'au jour du payement.

Si le propriétaire des marchandises d'exportation qui voudrait donner la déclaration sus-mentionnée, n'était pas connu de la douane,

il devra appuyer cette déclaration par la garantie d'un autre négo- 1863
ciant de quelque nationalité qu'il soit, à la satisfaction de la douane.

232.

7 mai 1863.

Ratification Impériale du protocole final du 4 avril 1863 de la commission convoquée pour réviser plusieurs articles des actes de 1821 et 1844 sur la navigation de l'Elbe.

(R. G. B. 1863, Nr. 46.)

Kaiserliche Ratification vom 7. Mai 1863, zu den Vereinbarungen der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission über mehrere Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbeschifffahrtsacten vom Jahre 1821 und vom Jahre 1844, sowie des Schlussprotokolles der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dann wegen einer durchgreifenden neuen Regulirung der Elbezölle.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem Wir, Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Sachsen, Seine Majestät der König von Hannover, Seine Majestät der König von Dänemark, Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, Seine Hoheit der ältestregierende Herzog von Anhalt-Dessau-Cöthen, Seine Hoheit der regierende Herzog und Ihre Hoheit die Herzogin Mitregentin von Anhalt-Bernburg, der Senat der freien und Hansestadt Lübeck (wegen des Mitbesitzes von Bergedorf), und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg eigene Bevollmächtigte zu einer fünften Elbeschiffahrts-Revisionscommission nach Hamburg gesendet, und dieselben in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen über mehrere Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbeschifffahrtsacten von 1821 und 1844, sowie des Schlussprotokolles der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dann wegen einer durchgreifenden neuen Regulirung der Elbezölle Verhandlungen gepflogen und hierüber die in je einem wörtlichen Abdrucke hier eingefügten Vereinbarungen zu Stande gebracht und am 4. April 1863 unterzeichnet haben.

1863 *Schlussprotokoll vom 4. April 1863, der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission. Ratificirt von sämmtlichen Elbeuferstaaten in je Einem, zur Hinterlegung im Archive der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dem Senate der freien und Hansestadt Hamburg übergebenen Ratifications-Instrumente.*

Auf Grund der Verhandlungen der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission sind die Bevollmächtigten, nämlich

für Oesterreich:

der kaiserlich-königliche Statthaltereirath Wenzel Franz Ritter Rieger von Riegershofen, Ritter des k. k. österreichischen Ordens der eisernen Krone III. Classe;

für Preussen:

der königliche Ober- und geheime Regierungsrath Karl Theodor Olberg, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens IV. Classe und Commandeur des königlich grossherzoglich luxemburgischen Ordens der Eichenkrone;

für Sachsen:

der königliche geheime Finanzrath Julius Hans von Thümmel;

für Hannover:

der königliche Staatsminister und Minister der Finanzen und des Handels Karl August Christian Friedrich Erxleben, Ritter des königlich hannover'schen Guelphen-Ordens, Commandeur des königlich spanischen Ordens Isabella's der Katholischen und des königlich grossherzoglich luxemburgischen Ordens der Eichenkrone, sowie Ritter des grossherzoglich oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des Herzogs Peter Friedrich Ludwig;

für Dänemark:

der königliche Justizrath und Oberzollinspector Christian Friedrich Adolph Maximilian Kielmann;

für Mecklenburg-Schwerin:

der grossherzogliche Landdrost Wilhelm Carl Georg Danckwarth;

für Anhalt-Dessau-Cöthen und für Anhalt-Bernburg:

der herzogliche Oberregierungsrath Heinrich Hempel, Ritter I. Classe des herzoglich anhalt'schen Gesammtshausordens Albrecht des Bären und Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe;

für Lübeck wegen des Mitbesitzes von Bergedorf:

der Senator Dr. Theodor Curtius;

für Hamburg: 1863

der Doctor juris Adolph Soetbeer, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe

unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer Regierungen über folgende Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbeschifffahrtsacten von 1821 und 1844, sowie des Schlussprotokolls der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission übereingekommen:

§. 1.

Zu den Artikeln I und II der Elbeschifffahrtsacte vom 23. Juni 1821 und zu §. 5 der Additionalacte vom 13. April 1844, zu den §§. 23 und 29 der Uebereinkunft wegen der Schifffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften auf der Elbe vom 13. April 1844 und zum §. 10 des Schlussprotokolls der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission vom 8. Februar 1854.

Giltigkeit der Dienstbücher der Schiffsleute für Reisen zu Lande.

Die Dienstbücher der Schiffsmannschaften (§. 10 des Schlussprotokolls vom 8. Februar 1854) sind

a) bei Wasserreisen, d. h. so lange sich der Inhaber des Dienstbuches auf dem Schiffe, auf welches sich sein Dienst bezieht, befindet, als auf unbestimmte Zeit giltige Reiselegitimation zu betrachten, soferne nicht wegen der Militärpflicht des Inhabers die Giltigkeitsdauer zu beschränken gewesen ist. Eine Visirung der Dienstbücher bei Wasserreisen ist nicht erforderlich.

b) Bei Landreisen haben die Dienstbücher ebenso als genügende Reiselegitimation zu gelten, wenn die im Dienste eines Schiffseigenthümers befindlichen Schiffsleute sich aus einem bestimmt anzugebenden Grunde, im Interesse des Schiffsherrn, nach einem Orte zu Lande begeben, oder wenn sie nach Auflösung des Dienstverhältnisses die Landreise zur Rückkehr in ihre Heimat oder zur Reise nach einem anderen Uferplatze, um ein anderweitiges Dienstverhältniss einzugehen, antreten müssen. In diesem Falle ist das Dienstbuch unter Bestätigung des fortdauernden oder aufgelösten Dienstverhältnisses, des Reisezwecks und der Reiseroute von der Polizeibehörde des Ortes, wo der Schiffsmann das Schiff verlässt und die Landreise antritt, zu visiren. An Orten, wo keine besondere Polizeibehörde besteht, geschieht die Visirung von der für den Ort mit der Fremdenpolizei beauftragten Verwaltungsbehörde.

Die Giltigkeit der in solcher Weise visirten Dienstbücher dauert jedoch nur vier Monate, nach deren Ablauf die Dienstbuchinhaber verpflichtet sind, sich mit einer vorschriftmässigen Reiseurkunde zu versehen.

1863

§. 2.

Zu den Artikeln I und II der Elbeschifffahrtsacte, §. 5 der Elbeschifffahrts-Additionalacte und §§. 16 bis 20 der Uebereinkunft, die Erlassung schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften für die Elbe betreffend.

Passirung von in Bau begriffenen oder stark gekrümmten etc. Fahrwasserstellen seitens der Dampfschiffe.

a) Die Dampfschiffe und die Dampfschleppschiffe sind verpflichtet, sich von denjenigen Stellen, an welchen Strombauten ausgeführt werden, wenn diese Stellen bei Tage mit einer rothen Fahne und bei Nachtzeit mit zwei übereinander stehenden Laternen, welche am linken Elbeufer ein rothes, am rechten aber ein weisses Licht zeigen, kenntlich gemacht sind, nicht minder von den Ladestellen, an welchen Schiffe angelegt haben, möglichst entfernt zu halten und langsam in der Art an denselben vorüberzugehen, dass sie in der Auffahrt nur mit halber Kraft, in der Niederfahrt aber mit thunlichst geringer Benützung der Dampfkraft fahren.

b) Die auf Dampfschiffe bezüglichen Bestimmungen der Uebereinkunft vom 13. April 1844, die Erlassung schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften für die Elbe betreffend, beziehen sich auch auf Dampfschleppschiffe und die von ihnen bugsirten Schleppkähne.

c) Beim Passiren stark gekrümmter, oder enger, oder seichter Fahrwasserstellen haben die Dampfschleppschiffe in der Bergfahrt zu gleicher Zeit nur ein oder höchstens zwei Schiffe durchzuschleppen, die übrigen aber unterhalb, beziehungsweise oberhalb der bezeichneten Gefahrstellen so lange zu Anker zu bringen, bis der ganze Schleppzug hinübergebracht ist. In der Thalfahrt dagegen sind auf der Strecke unterhalb Magdeburg die Schleppkähne entweder sämmtlich loszulassen, damit sie einzeln über die Gefahrstellen treiben, oder sie sind von dem Dampfschiffe einzeln, und zwar neben demselben befestigt, über die Gefahrstellen zu bringen.

d) Uebertretungen der vorstehenden Vorschriften werden nach Artikel 30 der Uebereinkunft vom 13. April 1844 bestraft.

§. 3.

Zum Artikel IV der Elbeschifffahrtsacte und zu den §§. 12 und 13 der Additionalacte.

Patentirung der von einem Uferstaate in den andern übersiedelnden Schiffer.

Im Falle der Uebersiedlung eines Schiffers oder Schiffführers aus einem Elbeuferstaate in den andern hat derselbe zwar, an Stelle

seines nach §. 13 der Additionalacte erlöschenden, bisherigen 1863
Schifferpatentes, in demjenigen Staate, in welchem er sich niederlässt, die Ertheilung eines neuen Schifferpatentes nachzusuchen; dabei soll aber in der Voraussetzung, dass aus dem älteren Patente die vorausgegangene betreffende Prüfung des Inhabers (§. 12 der Additionalacte) sich ergibt, und falls nicht etwa aus besonderen Gründen eine nochmalige Prüfung sich als angemessen darstellen sollte, von der letzteren abgesehen werden.

§. 4.

Zum Artikel IV der Elbeschifffahrtsacte und §. 7 der Additionalacte, sowie zur Anlage *A* des Schlussprotokolls der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission.

Patentirung der Lootsen und Verpflichtung der sogenannten Häupter zur Führung von Dienstbüchern.

Denjenigen Staaten, in welchen sich Veranlassung dazu ergibt, bleibt die Patentirung der Lootsen und die Ausschliessung nicht patentirter Lootsen von dem Schiffsdienste überlassen, dabei darf aber ein Lootsenzwang, d. h. die Verpflichtung, sich überhaupt eines Lootsen zu bedienen, auf der Elbe oberhalb Hamburg nicht eingeführt werden.

Zu den Personen, welche nach der unter Ziffer 1 der Anlage *A* zum Schlussprotokolle der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission mit einem Dienstbuche für Schiffsleute versehen sein müssen, sollen in Zukunft auch die sogenannten Häupter gehören.

§. 5.

Zum Artikel VIII der Elbeschifffahrtsacte und §. 22 der Additionalacte.

Verhältniss verschiedener Landesgewichte zum Elbezollgewichte.

In der Anlage *D* † IV zur Additionalacte ist die Vergleichung des Zollgewichtes mit dem Landesgewichte verschiedener Uferstaaten dahin abzuändern, dass 10.000 Zollpfunde oder 100 Zollcentner gleich sind 10.000 anhalt'schen, hamburgischen, hannover'schen, holsteinischen, lauenburgischen, lübeckischen, mecklenburgischen, preussischen und sächsischen Pfunden.

§. 6.

Neue Regulirung der Elbezölle.

Für die Dauer der am heutigen Tage abgeschlossenen „Uebereinkunft, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend", werden die mit derselben nicht im Einklange stehenden Bestimmungen der Elbeschifffahrtsacte, der Elbeschifffahrts-

1863 Additionalacte und des Schlussprotokolls der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission suspendirt.

§. 7.

Zum Artikel XII der Elbeschifffahrtsacte und §. 28 der Additionalacte, sowie zu Artikel 30 der Uebereinkunft, die Erlassung schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften für die Elbe betreffend.

In welchen Münzsorten der Elbezoll zu erlegen.

An die Stelle der obengenannten Artikel und Paragraphen treten folgende Bestimmungen:

Die Bezahlung des Zolles ist, bis auf Beträge von $^1/_6$ Thaler hinab, in Silbermünzen des Dreissigthaler-Fusses (Münzvertrag vom 24. Jänner 1857 *) zu leisten. — Ein Thaler ist gleich 30 Groschen oder 360 Pfennigen preussischer und anhalt'scher, oder 300 Pfennigen sächsischer und hannover'scher Münzeintheilung. — Gleich den Münzstücken des Dreissigthaler-Fusses werden die gleichnamigen Münzstücke des Vierzehnthaler-Fusses bei den Elbezollcassen angenommen.

Die nach dem Fünfundvierziggulden-Fuss (Münzvertrag vom 24. Jänner 1857) ausgeprägten österreichischen Silbermünzen bis zu $^1/_4$-Gulden einschliesslich, und die nach dem Vierzehnthaler-Fuss ausgeprägten Mecklenburgischen Silbermünzen bis zu $^1/_6$-Thaler (8 ß) einschliesslich werden ebenfalls bei den Elbezollcassen angenommen.

Münzstücke unter 5 Groschen werden bei den Elbezollcassen nur zur Berichtigung der in $^1/_6$-Thaler nicht aufgehenden Beträge angenommen.

Mit dieser Beschränkung sind von den Elbezollcassen die in den Elbeuferstaaten ausgeprägten Münzstücke unter $^1/_6$-Thaler anzunehmen.

Uebrigens hängt es von jedem Elbeuferstaate ab, ob und nach welchem Werthverhältnisse er ausser den vorerwähnten Münzsorten noch andere bei seinen Elbezollcassen zulassen will.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auch Anwendung auf Artikel 30 der Uebereinkunft, die Erlassung schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften für die Elbe betreffend, dessen zweites Alinea dahin abgeändert wird:

Die erkannten Geldstrafen sind in der Währung des Dreissigthaler-Fusses oder des Fünfundvierziggulden-Fusses (Münzvertrag vom 24. Jänner 1857) oder auch des Vierzehnthaler-Fusses zu erlegen.

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1857, Nr. 101.

§. 8. 1863

Zum Artikel XV der Elbeschifffahrtsacte und §. 29 der Additionalacte, sowie zum Staatsvertrage vom 13. April 1844, die Regulirung des Brunshauser Zolles betreffend.

Brunshauser Zoll.

In Betreff des Brunshauser Zolles wird auf den am 22. Juni 1861*) zu Hannover abgeschlossenen in der Anlage I beigefügten Vertrag, betreffend die Ablösung des Stader oder Brunshauser Zolles, und das sich diesem Vertrage anschliessende Protokoll von demselben Tage Bezug genommen.

§. 9.

Zu den §§. 31 und 34 der Additionalacte und dem Artikel XXI der Elbeschifffahrtsacte.

Manifeste.

Während der Dauer der oben in §. 6 erwähnten Uebereinkunft, die neue Regulirung der Elbezölle betreffend, wird

1. die Bestimmung im §. 31 der Additionalacte, nach welcher kein Schiffer oder Flösser vom Ladungsplatze abfahren darf, bevor er mit einem vorschriftmässigen Manifeste versehen ist, sowie die Vorschrift in Artikel XXI der Elbeschifffahrtsacte, nach welcher die Manifeste das Fahrzeug vom Einladungs- bis zum Ausladungsorte begleiten und an letzterem bei der hierzu bestimmten Behörde zur Aufbewahrung und Benützung in geeigneten Fällen abgegeben werden sollen, rücksichtlich derjenigen Schiffe und Flösse suspendirt, welche auf ihrer Fahrt weder den Zollgeleitsbezirk von Wittenberge, noch die unterhalb desselben belegene Stromstrecke berühren; rücksichtlich der übrigen Schiffe und Flösse bleiben sie unverändert in Kraft;

2. haben diejenigen Schiffer und Flösser, welche auf ihrer Fahrt den Zollgeleitsbezirk von Wittenberge berühren, jeder der dort befindlichen beiden Elbezollstellen eine richtige Abschrift des vorzuzeigenden Originalmanifestes zu behändigen.

§. 10.

Zum Artikel XXIV der Elbeschifffahrtsacte und zu den §§. 36 und 37 der Additionalacte.

Rasche Abfertigung der mit frischem Obste u. dgl. beladenen Schiffe.

Schiffe, welche mit Gegenständen, die dem schnellen Verderben unterliegen, wie namentlich mit frischem Obste und dergleichen, beladen sind, sollen innerhalb der Geschäftsstunden ohne Verzug

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1861, Nr. 103.

1863 abgefertigt und auch bei den Schleusen thunlichst vor anderen Schiffen durchgeschleuset werden.

§. 11.

Zum Artikel XXVIII der Elbeschifffahrtsacte und zu den §§. 53, 54 und 56 der Additionalacte.

Massregeln zur Verbesserung des Fahrwassers.

a) Nach jedesmal stattgehabter Stromschau (§. 56 der Additionalacte) ist von der dazu berufenen Commission ein nach den verschiedenen Staatsgebieten geordnetes Verzeichniss der vorgefundenen Mängel des Strombettes und des Fahrwassers anzufertigen, in welchem diejenigen Stellen in fortlaufender Reihenfolge besonders zu verzeichnen sind, welche in einer oder der anderen Beziehung als der Schifffahrt vorzugsweise hinderlich und mithin als der Correction am dringendsten bedürftig zu betrachten sind.

Mit Bezug auf dieses Verzeichniss ist dann bis zur nächstfolgenden Stromschau gelegentlich der Mittheilungen, welche die Uferstaaten zufolge §. 53 der Additionalacte am Schlusse eines jeden Jahres über den Fortgang der Correctionsarbeiten zu machen haben, Auskunft darüber zu ertheilen, ob und wie den gerügten einzelnen Mängeln abgeholfen ist.

b) Um den Stromschaucommissionen die Ermittlung der Untiefen zu erleichtern, werden die Uferstaaten, jeder in seinem Gebiete, die betreffenden Localbeamten anweisen, bei ungewöhnlich niedrigem Wasser periodisch die seichtesten Stellen des Fahrwassers aufzusuchen, sowie die vorgefundenen Fahrtiefen, unter Angabe der Wasserstände an den nächsten Pegeln, aufzuzeichnen, und die hierüber aufzustellenden Verzeichnisse jedesmal der nächstfolgenden Stromschaucommission vorlegen.

c) Die Uferstaaten werden auf eine gänzliche Beseitigung der Schiffmühlen in den Stromstrecken, woselbst sie der Schifffahrt irgendwie hinderlich werden können, thunlichst Bedacht nehmen und daselbst in keinem Falle eine Vermehrung derselben zulassen. Sie werden unausgesetzt dafür Sorge tragen, dass die vorhandenen Schiffmühlen nicht willkürlich ihre Liegeplätze verändern, und jederzeit nur eine solche Stellung einnehmen, dass ein hinreichend breites und sicher zu passirendes Fahrwasser offen bleibt und durch sie in keiner Weise beengt wird.

Die Schiffmühlen sind in den Staatsgebieten, wo dies bisher noch nicht geschehen ist, mit fortlaufenden Nummern zu versehen.

d) Nach erfolgter Beendigung des Nivellements der ganzen Elbe soll zur Feststellung der Höhen aller Pegel an der Elbe gegen den Nullpunkt des Hauptpegels zu Cuxhaven geschritten werden. 1863

Die Ausführung dieser Feststellung in ihrer ganzen Ausdehnung wird von sämmtlichen Uferstaaten zwei geeigneten Technikern übertragen werden, von welchen der eine von der k. k. österreichischen, der andere von der königlich preussischen Regierung in Vorschlag gebracht wird. Denselben ist von Seiten der einzelnen Regierungen das erforderliche Material zugänglich zu machen, und auch sonst die etwa dabei erforderlich werdende Assistenz zu gewähren.

Die hierdurch entstehenden Kosten sind von allen Uferstaaten gemeinsam, und zwar von jedem derselben nach Verhältniss seiner Uferlängen zu tragen.

§. 12.

Zum Artikel XXVIII der Elbeschifffahrtsacte, §. 56 der Additionalacte und §. 7 des Schlussprotokolls der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission.

Nächste Stromschau.

Die nächste Stromschau soll im Spätsommer des Jahres 1869 nach Aufforderung der k. k. österreichischen Regierung stattfinden.

§. 13.

Zum Artikel XXX der Elbeschifffahrtsacte und zum §. 57 der Additionalacte.

Anmeldung der bei der Revisionscommission zu stellenden Anträge.

a) Die Regierungen der Elbeuferstaaten sagen sich in Beziehung auf die von ihnen bei einer Revisionscommission zur Verhandlung zu bringenden Anträge deren vorherige gegenseitige Mittheilung zu, und werden die letzteren in der Regel mindestens 6 Wochen vor dem Zusammentritte einer Revisionscommission ergehen lassen. Das Recht, auch solche Anträge, deren vorherige Anmeldung unterblieben ist, später und nach Beginn der Commissionsverhandlungen einzubringen, wird hierdurch nicht geändert.

Zeit und Ort der nächsten Revisionscommission.

b) Die sechste Revisionscommission wird im Laufe des Jahres 1870 in Prag auf die dazu von der k. k. österreichischen Regierung zu erlassende Einladung zusammentreten, und hat dieselbe vor der Beendigung ihrer Berathungen Zeit und Ort der nächsten Zusammenkunft zu bestimmen.

1863 Sollten dringende Veranlassungen vorkommen, so werden die Uferstaaten sich auch vor Ablauf der oben verabredeten Frist über den Zusammentritt einer Revisionscommission verständigen.

§. 14.

Inkrafttreten der neuen Vereinbarungen.

Die vorstehend vereinbarten Bestimmungen sollen vom 1. Juli 1863 an in Kraft treten.

Die vorbehaltene Genehmigung des gegenwärtigen Schlussprotokolls wird binnen sechs Wochen in der Art erfolgen, dass darüber von jeder Regierung nur eine, zur demnächstigen Hinterlegung im Archive der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission bestimmte Urkunde auszustellen ist. Der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg wird diese Urkunde von Seiten der übrigen Regierungen entgegennehmen, und letztere davon benachrichtigen, sobald die Genehmigung allseitig erfolgt sein wird.

So geschehen zu Hamburg, den vierten April Eintausend achthundert und dreiundsechzig.

(L. S.) Wenzel Franz Ritter *Rieger von Riegershofen.*
(L. S.) Karl Theodor *Olberg.*
(L. S.) Julius Hans *von Thümmel.*
(L. S.) Karl August Christian Friedrich *Erxleben.*
(L. S.) Christian Friedrich Adolph Maximilian *Kielmann.*
(L. S.) Wilhelm Karl Georg *Danckwarth.*
(L. S.) Heinrich *Hempel.*
(L. S.) Theodor *Curtius.*
(L. S.) Adolph *Soetbeer.*

Anlage I zum Schlussprotokoll der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission.

Traité concernant l'abolition du droit de Stade ou de Brunshausen.

Article I.

Sa Majesté le Roi de Hanovre prend envers Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de

Pologne, Grand Duc de Finlande, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, qui l'acceptent, l'engagement: 1863

1° d'abolir complétement et à jamais le droit jusqu'ici prélevé sur les cargaisons des navires qui, en montant l'Elbe venaient passer l'embouchure de la rivière dite Schwinge, droit généralement désigné sous le nom de péage de Stade ou de Brunshausen;

2° de ne substituer au droit dont la suppression est stipulée par le paragraphe précédent aucune nouvelle taxe, de quelque nature qu'elle soit, à raison de la coque ou des cargaisons, sur les navires qui monteront ou descendront l'Elbe;

3° de n'assujettir désormais sous quelque prétexte que ce soit, à aucune mesure de contrôle relative au droit cessant les navires qui monteront ou descendront l'Elbe.

Il est cependant bien entendu que les dispositions ci-dessus ne seront obligatoires qu'à l'égard des Puissances qui ont pris part ou adhéreront au présent traité, Sa Majesté le Roi de Hanovre Se réservant expressément le droit de régler par accords particuliers, n'impliquant ni visite ni détention, le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux Puissances qui sont restées ou resteront en dehors de ce traité.

Article II.

Sa Majesté le Roi de Hanovre S'engage en outre envers les susdites Hautes Parties Contractantes

1° à prendre soin comme par le passé et dans la mesure de Ses obligations actuelles, de la conservation des ouvrages qui sont nécessaires à la libre navigation de l'Elbe,

2° à n'introduire, à titre de compensation pour les dépenses résultant de l'exécution de cet engagement, aucune charge quelconque aux lieu et place du droit de Stade ou de Brunshausen.

Article III.

Les engagements contenus dans les deux articles précédents produiront leur effet à partir du 1er juillet 1861.

Article IV.

Comme dédommagement et compensation des sacrifices que les stipulations ci-dessus doivent imposer à Sa Majesté le Roi de Hanovre, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Royaumes de Portugal et des Algarves, Sa

1863 Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand Duc de Finlande, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg S'engagent de Leur côté à payer à Sa Majesté le Roi de Hanovre qui l'accepte, une somme totale de

2,857.338 2/3 Thalers (Allemands)

à répartir de la manière suivante:

Sur l'Autriche	pour	1.273	Th.	All.
„ la Belgique	„	19.413	„	„
„ Brême	„	40.334	„	„
„ le Brésil	„	1.013	„	„
„ le Danemark	„	209.543	„	„
„ l'Espagne	„	37.789	„	„
„ la France	„	71.166	„	„
„ la Grande-Bretagne	„	1,033.333 1/3	„	„
„ Hambourg	„	1,033.333 1/3	„	„
„ Lubeck	„	8.885	„	„
„ le Mecklembourg	„	15.855	„	„
„ la Norvége	„	64.258	„	„
„ les Pays-Bas	„	169.963	„	„
„ le Portugal	„	16.213	„	„
„ la Prusse	„	34.489	„	„
„ la Russie	„	7.983	„	„
„ la Suède	„	92.495	„	„

Il est bien entendu que les Hautes Parties Contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la quote-part mise à la charge de chacune d'Elles.

Article V.

En ce qui regarde le mode, le lieu et l'époque de payement des différentes quote-parts, il est convenu que le payement sera effectué

en Thalers (allemands);

à Hanovre ou à Hambourg selon le choix du Gouvernement payant;

et dans le terme de trois mois à partir du 1er juillet 1861.

Il pourra cependant intervenir des arrangements particuliers aux fins de proroger le terme susindiqué ou de stipuler le payement par annuités.

L'acquittement d'intérêts au taux de quatre pour cent du capital deviendra obligatoire à partir du 1er octobre 1861 pour les payements en somme intégrale;

à partir du 1er juillet 1861 pour les payements en termes.

Article VI. 1863

L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionelles de celles des Hautes Puissances Contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'Elles S'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Hanovre avant le 1er juillet 1861 ou aussitôt que possible après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Hanovre, le 22ème jour du mois de juin de l'an 1861.

Protocole.

Dans le cas où l'exécution des engagements contenus dans les articles VI et VII du traité de ce jour ne pourrait avoir lieu avant le 1er juillet 1861 il demeure entendu que le Gouvernement Hanovrien conservera le droit de maintenir après cette époque, à titre provisoire, par voie de cautionnement, le droit qu'il s'est engagé à abolir; mais au fur et à mesure, qu'une des Puissances Contractantes aura rempli les susdits engagements, le Gouvernement Hanovrien fera cesser, de son côté, les mesures provisoires de cautionnement et en ordonnera la décharge à l'égard des marchandises transportées dans les navires de cette Puissance. Il pourra néanmoins, jusqu'à l'accomplissement définitif, par toutes les Puissances Contractantes, des engagements contenus dans les articles VI et VII, exiger des navires affranchis la justification de leur nationalité, sans qu'il puisse en résulter pour ces navires ni retard ni détention.

Fait à Hanovre, le 22ème juin 1861.

Uebereinkunft vom 4. April 1863, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend. Ratificirt von sämmtlichen Elbeuferstaaten in je Einem, zur Hinterlegung im Archive der V. Elbeschifffahrts-Revisionscommission, dem Staate der freien und Hansestadt Hamburg übergebenen Ratifications-Instrumente.

In Veranlassung der Berathungen der fünften, zu Hamburg zusammengetretenen Elbeschifffahrts-Revisionscommission haben die sämmtlichen Elbeuferstaaten wegen einer durchgreifenden neuen Regulirung der Elbezölle Verhandlungen eintreten lassen.

1863 Zu denselben haben

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, Allerhöchstihren Statthaltereirath, Wenzel Franz Ritter Rieger von Riegershofen, Ritter Allerhöchstihres Ordens der eisernen Krone III. Classe;

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Ober- und geheimen Regierungsrath, Karl Theodor Olberg, Ritter Allerhöchstihres rothen Adler-Ordens IV. Classe und Commandeur des königlich grossherzoglich Luxemburgischen Ordens der Eichenkrone;

Seine Majestät der König von Sachsen Allerhöchstihren geheimen Finanzrath, Julius Hans von Thümmel;

Seine Majestät der König von Hannover Allerhöchstihren Staatsminister und Minister der Finanzen und des Handels, Carl August Christian Friedrich Erxleben, Ritter Allerhöchstihres Guelphen-Ordens, Commandeur des königlich spanischen Ordens Isabella's der Katholischen und des königlich grossherzoglich Luxemburgischen Ordens der Eichenkrone, sowie Ritter des grossherzoglich Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens des Herzogs Peter Friedrich Ludwig;

Seine Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein und Lauenburg, Allerhöchstihren Justizrath und Oberzollinspector Christian Friedrich Adolph Maximilian Kielmann;

Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin Höchstihren Landdrosten Wilhelm Karl Georg Danckwarth;

Seine Hoheit der ältestregierende Herzog von Anhalt-Dessau-Cöthen, und

Seine Hoheit der regierende Herzog und Ihre Hoheit die Herzogin Mitregentin von Anhalt-Bernburg den herzoglich Anhalt-Bernburgischen Oberregierungsrath Heinrich Hempel, Ritter I. Classe des herzoglich Anhalt'schen Gesammthaus-Ordens Albrecht des Bären und Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe; endlich

der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck, wegen des Mitbesitzes von Bergedorf, den Senator Dr. juris Theodor Curtius, und

der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg den Dr. juris Adolph Soetbeer, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe

als Commissarien bestellt, welche, unter Vorbehalt der Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Ratificationen, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Anstatt der den einzelnen Elbeuferstaaten nach der Additionalacte vom 13. April 1844 zur Elbeschifffahrtsacte vom 23. Juni 1821

zustehenden Elbezölle, einschliesslich des Recognitionsgebühren-Aequivalents, soll nur ein Elbezoll für sämmtliche Uferstaaten in Wittenberge nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen erhoben werden. 1868.

Artikel 2.

Die Verpflichtung zur Entrichtung des Elbezolles wird durch die Berührung des Zollgeleitsbezirkes von Wittenberge begründet. Derselbe beginnt Eintausend Ruthen rheinländischen Masses oberhalb Wittenberge, und endigt Eintausend Ruthen rheinländischen Masses unterhalb Wittenberge, vom dortigen königlich preussischen Hauptzollamtslocale an gerechnet.

Es sollen jedoch von der Entrichtung des Elbezolles befreit sein:

a) diejenigen Güter, welche innerhalb des Zollgeleitsbezirkes, ohne denselben zu überschreiten, versendet werden;

b) diejenigen Güter, welche aus dem Zollgeleitsbezirke nach oberhalb desselben belegenen Orten oder von letzteren nach dem Zollgeleitsbezirke versendet werden.

Artikel 3.

Der Elbezoll wird nach drei verschiedenen Classen erhoben, und zwar in der ersten Classe (Normalclasse) mit sechzehn Silberpfennigen, von denen dreihundert und sechzig einen Thaler nach dem Dreissigthaler-Fusse ausmachen;

in der zweiten Classe mit acht Silberpfennigen, und

in der dritten Classe mit zwei Silberpfennigen

vom Centner Bruttogewichts.

Artikel 4.

Diejenigen Waaren, welche nicht dem Normalsatze, sondern entweder den geringeren Sätzen der übrigen zwei Classen unterliegen, oder vom Elbezolle gänzlich befreit sein sollen, sind in dem anliegenden Verzeichnisse *A* zusammengestellt.

Artikel 5.

Von den Tarifsätzen, nach welchen in Gemässheit der vorstehenden Artikel der Elbezoll zu entrichten ist, wird

a) die eine Hälfte, also nach Verschiedenheit der Classen der Zollsatz beziehentlich von acht, vier und einem Pfennige zur gemeinschaftlichen Erhebung an Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg;

b) die andere Hälfte aber, also nach Verschiedenheit der Classen beziehentlich von acht, vier und einem Pfennige,

1863 zur gemeinschaftlichen Erhebung an Hannover, Dänemark und Mecklenburg

überwiesen.

Artikel 6.

Von dem nach Abzug der Verwaltungskosten, der Remissionen und Restitutionen verbleibenden Nettoertrage der im Artikel 5, *a)* erwähnten ersten Hälfte des Elbezolles, deren Erhebung und Verwaltung, in Folge einer besonderen Uebereinkunft, Oesterreich, Sachsen, beide Anhalt und Hamburg an Preussen übertragen werden, erhalten beide Anhalt zusammen ein Zehntel.

Artikel 7.

Um Hannover, Dänemark, Mecklenburg und beiden Anhalt die Gewähr zu verschaffen, dass die Einnahmeausfälle, welche sie in Folge der gegenwärtigen Vereinbarung an ihren bisherigen Elbezolleinnahmen zu tragen haben, ein gewisses Mass nicht überschreiten, wird ihnen von Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg die Zahlung einer Summe von jährlich Ein Hundert Zwei und Dreissig Tausend Thalern im 30-Thaler-Fusse, und zwar:

an Hannover	von jährlich	59.250	Thlr.
„ Dänemark	„ „	19.350	„
„ Mecklenburg	„ „	41.400	„
„ Anhalt-Dessau-Cöthen und „ Anhalt-Bernburg	„ „	12.000	„

in der Art zugesichert, dass von den hiernach jedem der ebengenannten Staaten gebührenden Summen

Oesterreich	zwanzig	Procent,
Preussen	dreissig	„
Sachsen	zwanzig	„
und Hamburg	dreissig	„

zu zahlen sich verpflichten.

Die Zahlung jener Summen von überhaupt jährlich 132.000 Thalern soll zunächst aus dem Ertrage der einen, an Oesterreich, Preussen, Sachsen, beide Anhalt und Hamburg überwiesenen Hälfte des Wittenberger Elbezolles erfolgen, und wird für Rechnung von Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg durch deren „Vereinigtes Elbezollamt“ zu Wittenberge in halbjährlichen Raten in der ersten Hälfte der Monate Juli und Jänner postnumerando ausgezahlt werden, und zwar für Hannover, Dänemark und Mecklenburg an das von diesen Staaten zu Wittenberge zu errichtende „Gemeinschaftliche Elbezollamt“, für beide Anhalt aber an deren Staatscassen beziehentlich zu Dessau und Bernburg. Wenn und insoweit die Zahlung aus dem Ertrage der oben

erwähnten Zollhälfte nicht zu bewirken ist, verpflichten sich Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg, das Fehlende nach dem oben erwähnten Procentverhältnisse aus anderen Staatsmitteln an die empfangsberechtigten Staaten in gleicher Weise auszahlen zu lassen. 1863

Für den Fall einer Blockade der Elbe sollen Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg jedoch berechtiget sein, in den Kalenderjahren, in denen die Blockade stattgefunden hat, statt der Summe von jährlich 132.000 Thalern nur den vollen Betrag ihrer Elbezolleinnahmen (Artikel 5, *a)* und Artikel 6) nach Abzug der Restitutionen an Hannover, Dänemark, Mecklenburg und beide Anhalt herauszuzahlen, welche letztere fünf Staaten den hiernach zu empfangenden Betrag nach dem Verhältnisse ihrer oben bestimmten Antheile an der Summe von 132.000 Thalern unter sich zu vertheilen haben.

Ergibt der Reinertrag des für Rechnung von Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg erhobenen Antheils am Elbezolle im Verlaufe eines Kalenderjahres mehr als die Summe von 132.000 Thalern, so ist solcher Ueberschuss zwischen Oesterreich, Preussen, Sachsen und Hamburg nach dem oben erwähnten Procentverhältnisse zu vertheilen.

Artikel 8.

Hannover, Dänemark und Mecklenburg werden die ihnen nach Artikel 5, *b)* überwiesene Hälfte des Wittenberger Elbezolles, ohne alle Mitwirkung anderer Staaten, durch ihre oberen Behörden verwalten und durch ihr, anstatt ihres bisherigen gemeinschaftlichen Elbezollcommissariats zu Wittenberge zu errichtendes gemeinschaftliches Elbezollamt erheben lassen. Die innere Organisation dieses Elbezollamtes bleibt der Vereinbarung der genannten drei Staaten vorbehalten.

Die bei demselben fungirenden Beamten und Hilfsbeamten verbleiben im Unterthanenverbande desjenigen Staates, von welchem sie ernannt sind, und im Besitze ihrer bisherigen Wohnrechte. Es wird von Preussen für sie und ihre Familien eine Befreiung von allen persönlichen Leistungen für den Staat und die Gemeinde, sowie von allen persönlichen directen Staats- und Gemeindeabgaben, einschliesslich etwaiger Abgaben von ihren Hinterlassenschaften, zugestanden. Im Uebrigen sind sie, insoweit nicht die Erbfolge oder die Bevormundung ihrer Hinterbliebenen in Frage ist, den preussischen Gesetzen und Gerichten, dagegen in Beziehung auf ihre Dienstverrichtungen, die Disciplin und etwaige Dienstverbrechen, den Gesetzen und Behörden desjenigen Staates, von welchem sie angestellt sind, unterworfen.

1863

Artikel 9.

Ueber das Verfahren bei der Revision der Waaren und der Erhebung des Elbezolles sollen die in der Anlage *B* enthaltenen Bestimmungen massgebend sein.

Artikel 10.

Bei der Anwendung des Tarifes und etwaiger Gewährung von Zollerlassen und Zollerstattungen soll eine vollkommene Gleichstellung der Schiffe und Waaren aller Uferstaaten ohne Rücksicht auf Herkunft, Bestimmung, Umschlag oder Umladung der Waaren stattfinden.

Artikel 11.

Wenn der Bruttoertrag des nach der gegenwärtigen Vereinbarung zu erhebenden Elbezolls im Durchschnitte aller, seit dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung und demnächst im Durchschnitte aller seit der letzten Herabsetzung des Tarifes abgelaufenen vollen Kalenderjahre, nach Absetzung der Remissionen und Restitutionen, die Summe von dreihundert und fünfzigtausend Thalern jährlich überstiegen hat, so soll, jedoch nicht öfter als nach Ablauf von je fünf Jahren, eine weitere Herabsetzung des Elbezolltarifes auf Grund nachstehender Bestimmungen stattfinden.

Es wird der Ueberschuss, welchen der vorerwähnte durchschnittliche Bruttoertrag der Einnahmen über die Summe von 350.000 Reichsthalern ergibt, zunächst von dem entsprechenden Durchschnittsbetrage der Einnahme aus den Zollerhebungen für die Güter der letzten, und späterhin jedesmal von dem Durchschnittsbetrage der Erträge aus den Zollerhebungen für die Güter der ersten Zollclasse abgerechnet, und die auf diese Weise gefundene Summe auf die betreffende Centnerzahl vertheilt. Der Geldbetrag, welcher hiernach auf jeden Centner trifft, bildet den Zollsatz, welcher künftig in Anwendung zu bringen ist. Bei dieser Berechnung werden Beträge über einen halben Pfennig für voll gerechnet, dagegen solche von einem halben Pfennig und darunter unberücksichtigt gelassen.

Ist hierdurch der Zollsatz für die letzte Classe auf den Tarifsatz von einem Pfennig gelangt, so findet eine weitere Ermässigung für diese Classe nicht statt; vielmehr wird dann der Zollsatz der ersten Classe so lange ermässigt, bis derselbe dem Zollsatze der zweiten Classe gleichsteht.

Die Tarifermässigung erfolgt auf Grund der von den in Wittenberge bestehenden Zollhebestellen (Artikel 6 und 8) aufzustellenden Registerauszüge, welche, wenn nöthig, in Uebereinstimmung gebracht und alljährlich jedem Uferstaate mitgetheilt werden sollen. Sie wird, nach zuvor erwirktem Einverständnisse sämmtlicher Uferstaaten, von

jedem Staate zur öffentlichen Kenntniss gebracht und spätestens vom 1863
15. April des auf die betreffende Durchschnittsperiode folgenden Jahres an in Kraft gesetzt.

Artikel 12.

Die Erhebung des sogenannten Esslinger Zolls wird von dem Tage ab eingestellt, an welchem diese Uebereinkunft in Kraft tritt.

Artikel 13.

Die Dauer dieser Uebereinkunft wird auf zwölf Jahre festgesetzt, vom 1. Jänner desjenigen Jahres an gerechnet, in welchem sie in Kraft getreten ist. Nach dem Ablaufe dieser 12 Jahre wird sie von Jahr zu Jahr immer um ein Jahr verlängert, bis einer der contrahirenden Staaten den anderen durch Kündigung den Wunsch ihrer Wiederaufhebung zu erkennen gegeben hat.

Die Wiederauflösung dieser Uebereinkunft darf nur vom Anfange eines Kalenderjahres an eintreten, und die Kündigung, welche derselben mindestens ein Jahr vorhergehen muss, nur stattfinden, wenn im Durchschnitte von fünf aufeinander folgenden, nach dem Ablaufe der ersten zwölfjährigen Vertragsperiode verflossenen Kalenderjahre der Bruttoertrag des von allen Elbeuferstaaten nach dieser Uebereinkunft zu erhebenden Elbezolls die Summe von jährlich Einhundert sieben und achtzig Tausend fünfhundert Thalern nicht erreicht hat. Bei Berechnung des eben erwähnten fünfjährigen Durchschnitts sind diejenigen Jahre, in denen eine Blockade der Elbe stattgefunden hat, in jeder Hinsicht unberücksichtigt zu lassen.

Artikel 14.

Während der Dauer dieser Uebereinkunft wird die Wirksamkeit aller mit derselben nicht im Einklange befindlichen Bestimmungen der hinsichtlich der Elbeschifffahrt bestehenden Verträge und Vereinbarungen suspendirt. Sobald jedoch diese Uebereinkunft nach Massgabe des Artikels 13 durch Kündigung wieder aufgelöst werden sollte, treten die eben erwähnten, während der Dauer derselben suspendirten Bestimmungen wieder in Kraft, und die sämmtlichen contrahirenden Staaten in den Genuss derjenigen Rechte wieder ein, welche ihnen durch die Elbeschifffahrtsacte vom 23. Juni 1821, die Additional-Elbeschifffahrtsacte vom 13. April 1844 und das Schlussprotokoll der dritten Elbeschifffahrts-Revisionscommission vom 8. Februar 1854 zugesichert sind, und in deren Ausübung sie gegenwärtig sich befinden.

Artikel 15.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll von dem 1. Juli 1863 an in Kraft treten.

1863 Die Ratificationen werden gleichzeitig und in Verbindung mit denen zu dem Schlussprotokolle der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission in der Weise ertheilt werden, dass darüber von jeder Regierung nur eine, zur demnächstigen Hinterlegung im Archive der eben genannten Revisionscommission bestimmte Urkunde auszustellen ist. Der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg wird diese Urkunden von Seiten der übrigen Regierungen entgegennehmen und letztere davon benachrichtigen, sobald die Ratification allseitig erfolgt sein wird.

Zur Urkunde dessen haben die sämmtlichen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet, und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Hamburg den vierten April Achtzehnhundert und drei und sechszig.

(L. S.) Wenzel Franz Ritter *Rieger von Riegershofen.*
(L. S.) Carl Theodor *Olberg.*
(L. S.) Julius Hans *von Thümmel.*
(L. S.) Carl August Christian Friedrich *Erxleben.*
(L. S.) Christian Friedrich Adolph Maximilian *Kielmann.*
(L. S.) Wilhelm Carl Georg *Danckwarth.*
(L. S.) Heinrich *Hempel.*
(L. S.) Theodor *Curtius.*
(L. S.) Adolph *Soetbeer.*

Anlage A

zur Uebereinkunft, eine neue Regulirung der Elbezölle betreffend.

Classificirte Zusammenstellung der Elbezollermässigungen und Elbezollbefreiungen.

Folgende Waarenartikel unterliegen nicht dem Normalsatze des Elbezolles, sondern den geringeren Sätzen der übrigen zwei Classen, nämlich dem Satze:

1. der zweiten Classe.

Beeren, getrocknete, zum Genusse (Flieder-, Heidel-, Preisselsbeeren etc.).
Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes.
Braunroth, colcothar, caput mortuum, Rückstände bei chemischen Arbeiten.
Brucheisen, altes; alte, abgenutzte und zerbrochene Eisenbahnschienen; Eisenfeile, Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel, Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren).
Butter, die nicht in Tonnen oder anderen Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird.
Derbyspath (kohlensaurer Baryt), gepocht, gemahlen und zu Farbe bereitet.
Eier.

Erdenwaaren, als: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabakspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thönerne Zuckerformen mit und ohne Holzbände, ingleichen Fayence, Majolika, Steingut, Siderolith- und Wedgewood-Waaren; Putzsteine. 1863

Erdfarben und Farbenerden, als: gelbe, grüne, rothe, braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide (weisse, schwarze, rothe; roh, gemahlen oder geschlemmt), Oker (Berggelb), Rothstein (Röthel), ferner gepochter, gemahlener oder zu Farbe bereiteter Schwerspath; metallische Mineralerde, ingleichen Talk oder Talkerde, terra de Sienna, terra sigillata, Triepel.

Erze aller Art (mit Ausnahme der in der III. Classe aufgeführten) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich: Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies, Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Gusserz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.), Schmirgel, Silbererz, Spiessglanzerz etc., ingleichen zinkischer Ofenbruch (tutia).

Fische, lebendige und frische, zu welchen letzteren auch die blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen.

Häringe.

Holz, europäisches Bau- und Nutzholz, als: Balken, Sparren, Krummholz, Pfahlholz und Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Bretter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne und Schindeln, Stabholz für Böttcher; ingleichen Band- und Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbände), rohe Speichen und Felgen (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete), auch Korbruthen (geschälte und ungeschälte), ungehobelte Fourniere und Resonnanzbretter, ungehobeltes Claviaturholz (Rinnen blos behauene), Span (anderer als Schuster- oder Schwertfeger-Span).

Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr).

Kreuzbeeren, frische und getrocknete.

Laugenfluss jeder Art, krystallisirt, unkrystallisirt, auch in calcinirtem Zustande (Seifensiederfluss, Unterlauge).

Milch und Rahm.

Mineralwasser.

Obst und Früchte, getrocknete, als: Aepfel, Birnen, Kirschen und Pflaumen (Backobst), auch gedörrte Hagebutten etc.

Runkelrübensyrup.

Salpeter aller Art.

Schiefertafeln und Griffel.

Schwefelsäure (Vitriolöl); Salz und Salpetersäure.

Serpentinsteinwaaren.

Steinöl (Petroleum, Erdöl).

Theer und Pech: Mineraltheer (z. B. Berg-Steinkohlentheer) und anderer, Daggert, gemeines Pech (schwarzes Schiffspech, Schusterpech, Pechsatz, welches durch Einkochen von Theer gewonnen wird), Theergalle.

Wacholderbeeren, frische und getrocknete.

2. der dritten Classe.

Abfall von Sandstein (Steingrus).

1863 Abfall von der Zuckerfabrikation (ausgepresster Schaum, Zuckererde, Knochenschaum).

Asche, gemeine Holz- und Pflanzen-, auch Torf- und Steinkohlenasche, sowohl ausgelaugte (Aschenkalk oder Kalkäscher) als unausgelaugte.

Asphalt (Judenpech), auch sonstiges Erdpech oder Erzharz; Asphalterde; Asphaltsteine (rohe und gemahlene) ingleichen Asphaltplatten.

Austernschalen.

Bäume, Gesträuche und Gewächse, frische, zum Verpflanzen, auch grüne und trockene Reben.

Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.), ingleichen Heidebesen.

Bienenerde (Bienenkeule, Bienenrab, Abfall von der Wachsbereitung).

Blumen, Blüthen, Blätter und Kräuter, frische: Futterkräuter, Gras und Heu; frische Pilze, einschliesslich Trüffeln, und frische essbare Schwämme; Runkelrüben und Runkelrübenblätter, sowohl frische als getrocknete und gedörrte, gemeines Moos.

Brennholz und Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- und Sägespäne, dessgleichen Holzrinden, Lohkuchen und ausgelaugte Lohe zur Feuerung.

Cement oder Mörtel: roher oder gerösteter gemahlener Stein (Puzzolanerde, Tufstein, Trass, Ziegelcement), ingleichen mit Harzen und anderen Materialien präparirter Mastix etc. -Cement.

Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte.

Derbyspath (kohlensaurer Baryt) in krystallisirten Stücken.

Drusen (Treber und Trester); ingleichen Branntweinspülig.

Dünger, als: Mist, Stoppeln, Dornschlag, Guano, Kaff.

Eicheln, auch Rosskastanien.

Erden und Erze, folgende: Gartenerde, Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc., und spanischer Sand; Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker- und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde, Feldspath, roher Flussspath, Schwerspath (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken, ingleichen Galmei und Galmeistein; Vitriolerz (Vitriolkies, Vitriolstein) und Erzschlacken.

Früchte, frische (Obst), sowie Beeren, jedoch mit Ausschluss von frischen Kreuz- und Wachholderbeeren, ferner Weintrauben, Nüsse und Obstkerne aller Art.

Gartengewächse, frische, als: Gemüse und Krautarten, Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln, Erdbirnen; Rüben und andere essbare Wurzeln, auch dergleichen getrocknete.

Glas- und Topfscherben, Glasbrocken, Glasglanz (Streuglanz).

Kalk, gebrannter (Stein- und Muschelkalk, Bau- und Düngekalk); auch Wienerkalk (feingeriebener Kalkmergel).

Kalkstein, roher; Muschelschalen zum Kalkbrennen; auch Gypsstein oder Gypserde (roher Gyps), ingleichen gebrannter Gyps, sowie gemahlener Gyps, Kalk und Marmor.

Knochen, rohe, aller Art, auch ausgelaugte sowie zerkleinerte, ingleichen Wallfischrippen; Knochenmehl.

Knochenkohle (Beinschwarz) aller Art.

Kohlen, als: Braun-, Stein- und Torfkohlen; ingleichen Coaks, Cinders und Carbolein.

Marienglas (Frauenglas).

Rohr, als: Dach- und Schilfrohr, Schachtelhalm und Binsen; ingleichen Stuhlrohr aller Art, mit Einschluss des brasilianischen und sonstigen ausländischen, auch Weberrohr.

Salz, als: Küchen-, Meer-, See- und Steinsalz aller Art, mit Ausschluss des gesottenen Salzes; ingleichen Düngesalz ohne Unterschied. 1863

Seegras (Seetang).

Steine, Bruchsteine und behauene, jedoch nicht geschliffene Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein, auch Lithographirsteine (nicht gravirte oder bezeichnete), Mühlsteine, steinerne Kufen, Rinnen, Röhren, Krippen, Tröge etc., Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden), ingleichen Pflastersteine und Feuersteine (roh und gehauene), Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuff oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.).

Stroh und Spreu, Häckerling (Häcksel).

Torf.

Ziegel- und Backsteine aller Art (Dachpfannen und Klinker etc.) ingleichen Ziegelmehl.

3. Vom Elbezoll befreit sind:

1. das Reisegepäck der Reisenden, d. h. die von diesen zum Gebrauche auf der Reise mitgeführten Sachen und deren Behältnisse, auch die im Manifeste nicht verzeichneten Reisevictualien der Schiffer und Passagiere in verhältnissmässiger Quantität, welche mit der billigsten Umsicht nach der Länge der Reise, der Stärke der Bemannung etc. zu bestimmen ist.
2. Wagen, welche die mit Dampfschiffen Reisenden mit sich führen.
3. Schiffe und Böte jeder Art.
4. Die zum Inventar eines in der Fahrt begriffenen Elbeschiffes gehörigen Gegenstände, mit Einschluss der zum Verdecke eines solchen Fahrzeuges zugerichteten Bretter, auch, in Ermanglung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter, und zwar:
   a) bei Schiffen unter 10 Lasten Ladungsfähigkeit 1 Schock,
   b) „ „ von 10—25 „ „ 2 „
   c) „ „ „ 25—45 „ „ 2½ „
   d) „ „ „ 45 und mehr Lasten Ladungsfähigkeit 3 Schock,
   ingleichen Unterlagebretter zum Bedarfe der Schiffer beim Laden der Waaren.
5. Eis.
6. Leinpferde, welche zurückgeführt werden.
7. Flossgeräthe } zur Fahrt und zurückgehende.
8. Schiffsgeräthschaften }

1863 4. **Alphabetisches Verzeichniss der im Elbezolle ermässigten und elbezollfreien Waaren-Artikel.**

Vorbemerkungen.

1. Waaren, deren declarirte Benennung in diesem alphabetischen Verzeichnisse nicht aufgeführt ist, unterliegen, falls jene Benennung unzweifelhaft mit einer in dem nachstehenden Verzeichnisse aufgeführten Waarenbenennung gleichbedeutend oder darunter begriffen ist, dem der letzteren beigesetzten Zollsatze, anderen Falls aber dem Normalsatze.
2. Waaren mehrerer Zollclassen, durcheinander verpackt, unterliegen, wenn die verschiedenen Waarengattungen und deren Mengen nicht durch specielle Revision ermittelt sind und der Schiffsführer diese Ermittlung nicht ausdrücklich verlangt, demjenigen Zolle, welcher die am höchsten tarifirte der in der Verpackung befindlichen Waarengattungen trifft.
3. Ein geringerer als der Normalelbezoll wird von denjenigen Waaren erhoben, welche entweder
   a) der 2. oder
   b) der 3. Classe des Tarifes angehören, oder welche endlich
4. vom Elbezoll gänzlich befreit sind.

Es sind dies folgende Gegenstände:

Gegenstände	Tarifclasse	Gegenstände	Tarifclasse
Abfälle von Sandstein (Steingrus	3	Asphalterde, rohe	3
„ von der Zuckerfabrikation (ausgepresster Zuckerschaum, Zuckererde)	3	Asphaltplatten	3
„ von der Wachsbereitung (Bienenrab) .	3	Asphaltsteine, roh und gemahlen	3
Aepfel, s. Obst.		Austerschalen	3
Alaunerde, Alaunstein . . .	3	Backobst (getrocknetes Obst)	2
Alquifoux (Hafnererz, Bleiglanz)	2	Backsteine aller Art	3
Antimonerz	2	Bäume zum Verpflanzen . .	3
Armenische Erde (Bolus) .	2	Balken	2
Arsenikerz, Arsenikkies . .	2	Bandholz, als: unverarbeitete Bandstöcke und fertige (verarbeitete) Tonnenbände	2
Artischoken, frische . . .	3	Bandstöcke	2
Asche, gemeine Holz- und Pflanzen-, auch Torf- und Steinkohlenasche, sowohl ausgelaugte (Aschenkalk, Kalkäscher) als unausgelaugte	3	Basalt	3
Aschenkalk (Kalkäscher) . .	3	Bauholz, auch abgebundenes .	2
Asphalt (Judenpech)	3	Baumrinde, s. Holzborke.	
		Beeren:	
		a) frische (mit Ausnahme der Wachholder- und Kreuzbeeren)	3
		b) getrocknete zum Genusse (Flieder-, Heidel-, Preisselbeeren etc.), ingleichen frische und getrock-	

1863

Gegenstände	Tarif-classe
nete Kreuz- und Wachholderbeeren	2
Beinschwarz	3
Berberisholz und Berberiswurzeln	2
Berggelb (Oker)	2
Bergpech (Erdpech)	3
Bergroth (Farbenerde)	2
Bergtheer	2
Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.), auch Haidbesen	3
Bienenerde (Bienenkeule, Bienrab, Abfall von der Wachsbereitung)	3
Bierkrüge, thönerne (gemeine irdene)	2
Binsen	3
Birnen, s. Obst.	
Birnbaumholz, s. Holz.	
Blätter, s. Blumen.	
Bleierde	2
Bleierz	2
Bleiglanz	2
Blumen, Blätter u. Blüthen, frische	3
Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes	2
Blutdünger	3
Blutstein	2
Bohlen	2
Bohnen (Feld- und Garten-), grüne	3
Bolus	2
Borke, s. Holzborke.	
Boysalz (Seesalz)	3
Branntweinspülig	3
Bratpfannen, irdene	2
Braunkohlen	3
Braunroth (Rückstände von chemischen Arbeiten)	2
Braunstein, roh u. gemahlen	2
Brennholz	3
Brettbäume, Bretterklötze, Bretter von europäischem Holze	2
Briquets, s. Carboleïn	3
Brucheisen, altes	2

Gegenstände	Tarif-classe
Bruchglas	3
Bruchsteine	3
Brunnenröhren, s. Röhren.	
Bugspriete	2
Busch aller Art	3
Butter, die nicht in Tonnen oder anderen Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird	2
Candiskistenbretter, buchene	2
Caput mortuum (Todtenkopf)	2
Carboleïn (künstliches Brennmaterial aus Steinkohlen, Theer etc.)	3
Cement, roher oder gerösteter, gemahlener Stein- (Puzzolanerde-, Tufstein-, Trass-, Ziegelcement), ingleichen mit Harzen oder anderen Materialien präparirter Mastix- etc. Cement	3
Champignons, frische	3
Chromerz	2
Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene u. gedörrte	3
Cichorienblätter, getrocknete	3
Cinders	3
Claviaturholz, ungehobeltes, von europäischem Holze	2
Coaks	3
Colcothar (caput mortuum)	2
Cornelholz, s. Holz.	
Cucummere (Gurken), frische	3
Dachpfannen (Dachziegel)	3
Dachplatten, s. Platten.	
Dachrinnen, s. Rinnen.	
Dachrohr	3
Dachschiefer	3
Dachschindeln, Dachspäne	2
Dachziegel	3
Daggert (Birkentheer)	2
Dauben (Fassholz)	2
Deckel, s. Resonnanzbretter.	
Derbyspath (kohlensaurer Baryt):	
a) in krystallisirten Stücken	3

1863

Gegenstände	Tarif-classe
b) gepocht, gemahlen u. zu Farbe bereitet	2
Dielen	2
Dornschlag	3
Drusen	3
Düngekalk	3
Dünger, als: Mist, Stoppeln etc.	3
Düngesalz	3
Ebereschenbeeren (Vogelbeeren), frische	3
Effecten der Reisenden . .	frei
Eibenholz, s. Holz.	
Eicheln	3
Eichenholz, s. Holz.	
Eier	2
Eis	frei
Eisen, altes Brucheisen, alte abgenutzte u. zerbrochene Eisenbahnschienen, Eisenfeile und Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel und Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren)	2
Eisenerz	2
Eisenfeile oder Eisenfeilspäne	2
Eisenkies oder Schwefelkies	2
Erbsen, grüne	3
Erdäpfel	3
Erdbeeren, frische	3
Erdbirnen	3
Erden und Erze:	
a) gemeine Erde, als: Garten- und Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc., auch spanischer Sand, Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker- und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde; Feldspath, Schwerspath, (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken; ingleichen Galmei und Galmeistein, Vitriolerz (Vitriolkies) und Erzschlacken, roher Flussspath	3
b) Erdfarben und Farbenerde, als: gelbe, grüne, rothe, braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide (weisse, schwarze, rothe; roh, gemahlen oder geschlemmt), Oker (Berggelb), Rothstein (Röthel), ferner gepochter, gemahlener u. zu Farbe bereiteter Schwerspath; ingleichen Talk oder Talkerde, terra de Sienna, terra sigillata, Triepel, auch metallische Mineralerden	2
c) Erze aller Art (mit Ausnahme der zur 3. Tarifclasse gehörigen) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies, Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Gusserz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.), Schmirgel, Silbererz, Spiessglanzerz etc., ingleichen zinkischer Ofenbruch (Tutia) . . .	2
Erdenwaaren, als: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabakspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thö-	

1863

Gegenstände	Tarif-classe
nerne Zuckerformen mit oder ohne Holzbände; ingleichen Fayence, Majolika, Steingut, Siderolith- und Wedgewoodwaaren, Putzsteine	2
Erdfarben (Farbenerden)	2
Erdharze	3
Erdmandeln, wie Cichorienwurzeln	3
Erdöl, s. Steinöl.	
Erdpech	3
Erdpechkitt (Asphalt)	3
Erlenholz, s. Holz.	
Erze, s. Erden und Erze.	
Erzschlacken	3
Eschenholz, s. Holz.	
Espersette, s. Klee.	
Fächser (Schösslinge von Bäumen und Reben	3
Farbenerde, gelbe, grüne, rothe, braune	2
Faschinen	3
Fassdauben (Fassstäbe, Fassholz)	2
Fayence	2
Feldfrüchte, s. Gras, Gartengewächse, Stroh.	
Feldspath	3
Felgen, rohe (Felgenholz), vom Stellmacher noch nicht bearbeitet	2
Feuersteine, rohe u. gehauene	3
Fichtenholz, s. Holz.	
Fische, lebendige und frische, zu welchen letzteren auch die bloss zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen	2
Flaschen von Thon	2
Flechtweiden	2
Fliederbeeren, s. Beeren.	
Fliederblüthen, frische	3
Fliesen, aus Sandstein	3
Fliesen, aus Thon gebrannt	2
Flossgeräthschaften zu der Fahrt, ingleichen zurückgehende	frei
Flussspath, roher	3
Formerarbeit a. Töpferthon, Fayence oder Steingut	2
Formsand (Giesssand), roh, gewaschen, gerieben oder geschlemmt	3
Fourniere von europäischem Holze, ungehobelte	2
Frauencis (Frauenglas)	3
Früchte, s. Obst, Gartengewächse.	
Fruchtkerne v. Obstfrüchten	3
Futterkräuter	3
Galmei und Galmeistein	3
Gartenerde	3
Gartengewächse, frische, als: Gemüse und Krautarten; Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln, Erdbirnen, Rüben und andere essbare Wurzeln; ferner Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte, ingleichen Runkelrüben u. Runke'rübenblätter, sowohl grün als getrocknet	3
Geräthe wie Waaren aus dem Material, aus welchem sie gefertigt sind.	3
Gesträuche zum Verpflanzen	3
Gewächse, frische, desgleichen	3
Giesssand, s. Formsand.	
Gips, roher oder gebrannter	3
Gipsmehl	3
Glasbrocken (Glasbruch)	3
Glasglanz (Streuglanz)	3
Glaskopf	2
Glasscherben	3
Glasurerz	2
Grabsteine aus Sandstein, insoferne durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke darunter nicht begriffen sind	3

1863

Gegenstände	Tarif-classe
Grand	3
Granit	3
Graphit, in Stücken oder gemahlen	2
Gras	3
Griffel von Schiefer (Schieferstifte)	2
Guano	3
Gurken, frische	3
Gusserz	2
Häckerling (Häcksel)	3
Hafnererz (Alquifoux) . . .	2
Hagebutten, s. Obst.	
Hammerschlag, s. Eisen.	
Harze, s. Erdharze.	
Haselnüsse	3
Hausgeräthe wie Waaren aus dem Materiale, aus welchem sie gefertigt sind.	
Heidelbeeren, s. Beeren.	
Heringe	2
Heu	3
Himbeeren, s. Beeren.	
Hobelspäne	3
Holländisches Roth (Braunroth)	2
Holz und Holzwaaren:	
a) Brennholz u. Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- u. Sägespäne, desgleichen Holzrinden zur Feuerung, ferner Besen aus Reisig (Birkenbesen), auch Heidbesen	3
b) europäisches Bau- und Nutzholz, als: Balken, Sparren, Krummholz, Pfahlholz u. Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Bretter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne u. Schindeln, Stabholz für Böttcher, ingl. Band- o. Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbänder), rohe (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete) Speichen u. Felgen, auch Korbruthen (geschälte u. ungeschälte), ungehobelte Resonnanzbretter und ungehobeltes Claviaturholz	2
Holzasche	3
Holzborke und Baumrinden, Holzrinden zur Feuerung, Lohkuchen u. ausgelaugte Lohe als Brennmaterial . .	3
Holzrinden, s. Holzborke.	
Holzwaaren, s. Holz.	
Huano	3
Inventarienstücke der Schiffe behufs der Fahrt	frei
Irdenzeug, s. Erdenwaaren.	
Judenpech (Asphalt)	3
Kacheln	2
Kähne	frei
Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr)	2
Kaff	3
Kalk u. Gips, als: roher Kalk, Kalkstein, Muschelschalen zum Kalkbrennen, auch Gipsstein und Gipserde; gebrannter Kalk (Stein- u. Muschelkalk), gebrannter Gips, Gipsmehl, auch Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel)	3
Kalkäscher	3
Kalksteine	3
Kaolin (Porzellanerde) . . .	3
Kartoffeln	3
Kastanien, wilde, oder Rosskastanien	3
Kerne und Steine von Obstfrüchten	3
Kies (gemeiner Steinkies) .	3
Kirschen, s. Obst.	
Kirschholz, s. Holz.	

1863

Gegenstände	Tarifclasse
Klee	3
Klinker	3
Knicker oder Knippkugeln von Marmor od. sonstigem Stein, ingleichen von gebranntem Thon	2
Knochen, rohe, aller Art, auch ausgelaugte, sowie zerkleinerte, ingleichen Wallfischrippen, gemahlene Knochen und Knochenmehl	3
Knochenkohle (Beinschwarz) aller Art	3
Knochenmehl	3
Knochenschaum (Zuckererde, Abfall von der Zuckerfabrikation)	3
Kobalt und Kobaltspeise	2
Kochsalz, s. Salz.	
Kohlen, als: Braun-, Stein- und Torfkohlen	3
Korbruthen, geschälte und ungeschälte	2
Kräuter, frische	3
Kreide (weisse, schwarze oder rothe Farbenerde), roh, gemahlen oder geschlemmt	2
Kreuzbeeren, frische und getrocknete	2
Krippen, steinerne	3
Krüge, Kruken, s. Erdenwaaren.	
Krummholz	2
Kufen, steinerne	3
Küchensalz, s. Salz.	
Kupfererz	2
Kupferlasur	2
Latten	2
Laugenfluss jeder Art, krystallisirt, umkrystallisirt, auch im calcinirten Zustande (Seifensiederfluss, Unterlauge)	2
Lehm	3
Leichensteine, s Grabsteine.	
Leinpferde, zurückgeführt werdende	frei
Leiterbäume	2
Lithographirsteine, rohe, (nicht gravirte oder bezeichnete)	3
Lohkuchen (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial)	3
Luzerne, s. Klee.	
Majolika (Fayence)	2
Mangan (Manganoxyd, Braunstein) in Stücken oder gemahlen	2
Marienglas	3
Markasitkies	2
Marmor, gemahlener	3
Masten	2
Mastixcement	3
Mauersteine	3
Meerrettig	3
Meersalz, s. Salz.	
Melonen, frische	3
Mergel	3
Milch	2
Mineralerde, metallische	2
Mineralkitt (Wassermörtel)	3
Mineraltheer	2
Mineralwasser	2
Mirabellen, s. Obst.	
Mispeln, s. Obst.	
Mist	3
Möhren (Mohrrüben), frische und getrocknete	3
Mörser von Serpentinstein	2
Mörtel (Cement)	3
Molybdän, roh u. gemahlen	2
Moos, gemeines	3
Morcheln, frische	3
Mühlsteine	3
Murmeln (Marmeln, Knicker)	2
Muschelkalk	3
Muschelschalen zum Kalkbrennen	3
Nägel, eiserne alte	2
Nüsse, Hasel- und Wallnüsse u. dgl. Schalen	3
Nutzholz, s. Holz.	
Obst und Früchte:	
a) frische Aepfel, Birnen, Kirschen, Pflaumen, Beeren, Weintrauben, auch	

Gegenstände	Tarifclasse
Kerne und Steine von Obstfrüchten, ingleichen Hasel- und Wallnüsse	3
b) getrocknete Aepfel, Birnen, Kirschen u. Pflaumen (Backobst), auch gedörrte Hagebutten etc.	2
Oefen, thönerne	2
Ofenbruch, zinkischer (Tutia)	2
Oker	2
Pappelholz, s. Holz.	
Pech und Theer:	
a) Theer (Mineraltheer und anderer), Daggert, gemeines Pech (schwarzes Schiffspech, Schusterpech, Pechsatz, welches durch Einkochen von Theer gewonnen wird), Theergalle	2
b) Asphalt (Judenpech), auch sonstiges Erdpech oder Erdharz	3
Pechsatz	2
Petroleum (Steinöl)	2
Perlen aus gebranntem oder ungebranntem Thon	2
Pfähle (Pfahlholz)	2
Pferde, Leinpferde, zurückgeführt werdende	frei
Pfeifenerde	3
Pfirsiche, s. Obst.	
Pfirsichkerne	3
Pflanzen, frische	3
Pflanzenasche, gemeine	3
Pflastersteine	3
Pflaumen, s. Obst.	
Pfosten	2
Pilze, frische	3
Pippenholz (Fassholz)	2
Planken	2
Platten aus Sandstein	3
„ „ Thon	2
Porphyr, roher	3
Porzellanerde	3
Pottloth (Wasserblei)	2
Preisselbeeren, s. Beeren.	
Preussischroth (Braunroth)	2

Gegenstände	Tarifclasse
Prünellen, s. Obst.	
Putzsteine wie Erdenwaaren	2
Puzzolan oder Puzzolanerde	3
Quarz	3
Quitten, s. Obst.	
Quittensamen oder Quittenkerne	3
Radfelgen, bloss roh zugerichtete (Felgenholz)	2
Radspeichen, bloss roh zugerichtete, vor der Einsetzung noch einer Bearbeitung bedürfende	2
Rahm, fette Milch	2
Reben, grüne und trockene	3
Reifen, hölzerne	2
Reifholz	2
Reisegepäck u. Reisevictualien der Schiffer und Passagiere, letztere in der bestimmten verhältnissmässigen Quantität	frei
Reisig	3
Reissblei	2
Resonnanzbretter, ungehobelte, von europäischem Holze	2
Rinden, s. Holzborke.	
Rinnen, steinerne	3
„ bloss behauene hölzerne	2
Röhren, steinerne Brunnenröhren	3
Röhren, hölzerne desgleichen (gebohrte Holzstämme), ingleichen thönerne Röhren	2
Röthel (Rothstein)	2
Rohr, Dach- und Schilfrohr; ingleichen Stuhlrohr aller Art, mit Einschluss des brasilianischen u. sonstigen ausländischen, auch Weberrohr	3
Rosskastanien	3
Rothstein (Röthel)	2
Rüben, frische und getrocknete	3
Rundholz	2

1863

Gegenstände	Tarifclasse
Runkelrüben, sowohl frische als getrocknete und gedörrte	3
Runkelrübenblätter, grüne und getrocknete	3
Runkelrübensyrup	2
Ruthen (Flechtweiden), s. Holz.	
Samenkerne und Steine von Obstfrüchten	3
Sägespäne	3
Sägewaaren	2
Salat, frischer	3
Salpeter aller Art	2
Salpetersäure	2
Salz, Küchen-, Meer-, See-, Steinsalz aller Art, mit Ausschluss des gesottenen Salzes; ingleichen Düngesalz	3
Salzsäure	2
Sand, gemeiner; dessgleichen Giesssand, gewaschener, geriebener, geschlemmter; Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand	3
Sandstein	3
Sanitätsgeschirr, s. Fayence.	
Sauerampfer, frischer	3
Schachtelhalm	3
Schaum, ausgepresster, bei der Zuckerfabrikation abgefallener	3
Schiefer	3
Schieferstifte, Schiefertafeln	2
Schiffe	frei
Schiffsgeräthschaften, als:	
a) die zum Schiffsinventar gehörigen Gegenstände mit Einschluss der zum Verdeck einmal eingerichteten Bretter, auch, in Ermanglung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter in der bestimmten Quantität, ingleichen Unterlagebretter zum Bedarfe der Schiffer beim Laden der Waaren	frei
b) Schiffsgeräthschaften, zurückgehende	frei
Schiffspech	2
Schilf	3
Schindeln	2
Schlacken von Erzen	3
Schlehen, s. Obst.	
Schleifsteine, grobe	3
Schlempe (Branntweinspülig)	3
Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren	2
Schmelztiegel, irdene u. von Graphit	2
Schmiedezunder (Hammerschlag)	2
Schmirgel	2
Schönroth (Braunroth, Colcothar)	2
Schüsser (Knicker)	2
Schusterpech	2
Schwämme, essbare frische	3
Schwefelkies	2
Schwefelsäure	2
Schwerspath in krystallisirten Stücken	3
Schwerspath, gepochter, gemahlener, zu Farbe bereiteter	2
Seegras, Seetang	3
Seesalz, s. Salz.	
Seifensiederfluss, s. Laugenfluss.	
Serpentinsteinwaaren	2
Siderolithwaaren	2
Siegelerde (terra sigillata)	2
Silbersand	3
Silbererz	2
Span, anderer als Schuster-Schwertfegerspan	2
Spanischer Sand	3
Spargel, frischer	3
Sparren	2
Speckstein, roher	3
Speichen, bloss roh zugerichtete, vor der Einsetzung	

1863

Gegenstände	Tarifclasse
einer weiteren Bearbeitung bedürfende (Speichenholz)	2
Spieren	2
Spiessglanzerz	2
Splittholz	2
Spreu	3
Spülig (Branntweinspülig)	3
Stabholz	2
Stangen	2
Steine und Steinwaaren:	
a) Bruchsteine u. behauene, jedoch nicht geschliffene, Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein, auch Lithographirsteine (nicht gravirte od. bezeichnete), Mühlsteine, steinerne Kufen, Krippen, Rinnen, Röhren, Tröge etc., Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insoferne durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden), ingleichen Pflastersteine und Feuersteine (rohe und gehauene), Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuff oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.)	3
b) Serpentinstein - Waaren, Schiefertafeln und Griffel, Knicker oder Steinschusser	2
Steingruss	3
Steingut	2
Steinkohlen	3
Steinkohlenasche	3
Steinkohlentheer	2
Steinkies	3

Gegenstände	Tarif-
Steinöl (Petroleum, Erdöl)	
Steinsalz, s. Salz.	
Steinschusser	
Stöcke, hölzerne rohe	
Stoppeln	
Sträucher zum Verpflanzen	
Streu (Spreu)	
Streublau, Streuglanz, Streuglas, Streugold und Streusilber	
Streusand	
Stroh	
Stubben	
Stufen (Erzstufen)	
Stuhlrohr (auch brasilianisches)	
Syrup von Runkelrüben	
Tabakspfeifen, thönerne	
Talk, Talkerde	
Talkstein	
Tannenholz, s. Holz.	
Teller, gemeine thönerne, auch von Steingut oder Fayence	
Terra de Sienna, gebrannt u. ungebrannt	
Terra sigillata (Siegelerde)	
Theer (Mineraltheer und anderer)	
Theergalle	
Thierknochen, s. Knochen.	
Thon, Thonerde, gewöhnliche Töpferthon- u. Pfeifenerde, auch Zuckerbäckererde und Porzellanerde	
Thongeschirr	
Tiegel aus gebranntem Thon	
Todtenkopf (caput mortuum)	
Töpfe, gemeine irdene	
Töpfererde	
Töpferthon	
Töpferwaaren	
Topfscherben	
Tonnenbände, hölzerne	
Torf	
Torfasche	
Torfkohlen	
Trass	

1863

Gegenstände	Tarifclasse	Gegenstände	Tarifclasse
Trauben, frische	3	Weinbeeren, frische	3
Träber und Trester	3	Weinreben, grüne oder trockene	3
Tripel	2	Weintrauben, frische . . .	3
Tröge, steinerne	3	Wellen (Brandbusch und Reisig)	3
Tropfsteine	3	Wetzsteine, grobe, zum Schärfen der Sensen	3
Trüffeln, frische	3	Wiener Kalk (feingeriebener Kalkmergel)	3
Tuff oder Tuffstein . . .	3	Wismutherz	2
Tutia, zinkischer Ofenbruch	2	Wolframerz	2
Unterlauge, s. Laugenfluss.		Wurzeln, essbare, frische u. getrocknete	3
Venetianisch-Roth (Braunroth)	2	Ziegel	3
Verzehrungsgegenstände z. Reiseverbrauche, s. Reisevictualien.		Ziegelcement	3
Vitriolerz (Vitriolkies) und Vitriolstein	3	Ziegelerde	3
Vitriolöl	2	Ziegelmehl	3
Wachholderbeeren, frische u. getrocknete	2	Ziegelsteine	3
Wagen, welche die mit den Dampfschiffen Reisenden mit sich führen	frei	Zimmerholz, s. Holz.	
Walkererde	3	Zuckerbäckererde (Thon zum Läutern des Zuckers) . .	3
Wallfischrippen	3	Zuckererde (Knochenschaum, Abfall von der Zuckerfabrikation)	3
Wasserblei, in Stücken oder gemahlen	2	Zuckerformen, thönerne, mit oder ohne Holzbände . .	2
Weberrohr	3	Zwetschken, s. Obst.	
Wedgewoodwaaren	2	Zwiebeln (Gemüsezwiebeln)	3
Weichselstöcke, rohe . . .	2		

Anlage B.

Bestimmungen über das Verfahren bei Erhebung des Elbezolles.

§. 1.

Zum Zwecke der Erhebung des Elbezolles, welche künftig in Wittenberge stattfinden soll, werden sämmtliche Schiffe und Flösse, welche Wittenberge passiren, dort einer speciellen Revision, soweit dieselbe zur Sicherung des Elbezolles erforderlich ist, unterworfen werden. Die Revision geschieht gemeinschaftlich von den Beamten, welche für Oesterreich, Preussen, Sachsen, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg und Hamburg von dem königlich preussischen Hauptzollamte („Vereinigten Elbezollamte") zu Wittenberge und für

1863 Hannover, Dänemark und Mecklenburg von ihrem gemeinschaftlichen Elbezollamte daselbst, hierzu bestimmt werden.

Insofern ein von Letzterem bestimmter Beamter an der Revisionsstelle sich nicht einfindet, geschieht die Revision ohne dessen Theilnahme, und soll auch in einem solchen Falle der Revisionsbefund in das für das gemeinschaftliche Elbezollamt bestimmte Manifest eingetragen werden.

§. 2.

Die vorgedachte (§. 1) specielle Revision soll nur unterbleiben:

a) wenn eine solche schon früher bei einer dazu befugten zollvereinsländischen Zoll- oder Steuerstelle erwiesenermassen stattgefunden hat;

b) wenn die Ladung auf ein zollvereinsländisches Zoll- oder Steueramt zur Abfertigung abgelassen wird,

und in beiden Fällen zugleich jeder Veränderung hinsichtlich der Identität und Quantität der Ladung durch Anlegung des Verschlusses oder in sonst geeigneter Weise vorgebeugt ist.

§. 3.

Die betheiligten Regierungen werden ihre Zoll- und Steuerbeamten besonders verpflichten, in allen Fällen, wo nach den Bestimmungen des §. 2 die Revision in Wittenberge nicht erfolgt, diese Revision bei denjenigen ihrer Zoll- und Steuerämter, bei welchen die Erledigung der Begleitscheine oder die weitere Abfertigung auf Begleitschein geschieht, sorgfältigst vorzunehmen, und die Anordnung treffen, dass das Ergebniss der bei ihren Zoll- oder Steuerämtern, unter Berücksichtigung des Elbezolltarifes, bewirkten speciellen Revision in die Begleitscheine, beziehungsweise in die Manifeste vollständig und genau eingetragen werde. Diese Bestimmung bezieht sich insbesondere auch auf die unter Begleitscheincontrole zum Transit durch den Zollverein von und nach Oesterreich abgefertigten Güter, so dass entweder bei der Ausstellung oder der Erledigung der Begleitscheine zum Behufe der Elbezollerhebung eine specielle Revision eintreten muss, selbst wenn sie zur Erhebung oder Sicherung der zollvereinsländischen Zollabgaben nicht erforderlich wäre

§. 4.

Ergibt sich bei der Revision solcher Ladungen, welche, ohne dass zu Wittenberge eine Revision stattgefunden hat, auf andere Zoll- oder Steuerämter abgelassen worden sind, eine unrichtige Manifestation dahin, dass zu den Ladungen gehörige Gegenstände gar nicht, oder in zu geringer Menge, oder in einer Gattung, welche die Zollfreiheit oder die Anwendung eines geringeren Zollsatzes zur

Folge gehabt haben würde, declarirt sind, so wird rücksichtlich 1863
solcher Güter der zu wenig angebotene oder erhobene Zoll als defraudirt angenommen, und der Schiffer wird nicht abgefertigt, bevor er nicht die verkürzten Zollgefälle nachgezahlt und zugleich Strafe und Kosten erlegt oder dieserhalb Sicherheit bestellt hat.

Die so erhobenen Zollgefälle sowohl als die erlegten Strafen werden zur einen Hälfte an das Vereinigte Elbezollamt zu Wittenberge, zur anderen Hälfte aber an das daselbst zu errichtende gemeinschaftliche Elbezollamt abgeführt.

§. 5.

Die strafrechtliche Verfolgung etwaiger Elbezolldefraudationen und Ordnungswidrigkeiten (§§. 38—45 der Additionalacte), der Bezug der defraudirten Zollgefälle und der Geldstrafen, sowie das Recht, die Letzteren im Wege der Gnade ganz oder theilweise zu erlassen, steht denjenigen Staaten, denen die eine Hälfte des Elbezolles überwiesen ist, nur rücksichtlich dieser, den übrigen Staaten aber nur rücksichtlich der anderen Hälfte des Elbezolles zu.

Ueber die Ausübung dieser Rechte werden die jeder Gruppe angehörigen Staaten sich untereinander, soweit nöthig, verständigen.

Es sollen die etwa vorkommenden Elbezolldefraudationen und Ordnungswidrigkeiten möglichst ohne förmliches Processverfahren im Wege der Submission unter die volle oder eine geringere Strafe auf Grund protokollarischer Vernehmungen der Betheiligten erledigt werden, welche Vernehmungen, soviel als thunlich, gemeinschaftlich durch Beamte der beiderseitigen Elbezollämter geschehen sollen.

Falls dies nicht geschehen kann, ist die Bestrafung für Oesterreich, Preussen, Sachsen, beide Anhalt und Hamburg von dem Vereinigten Elbezollamte in Wittenberge, und für Hannover, Dänemark und Mecklenburg von ihrem gemeinschaftlichen Elbezollamte daselbst, im abgesonderten Verfahren unter der oberen Leitung ihrer vorgesetzten Behörden zu veranlassen, und zwar, insoweit nicht ein anderes competentes Gericht angegangen werden oder eine administrative Entscheidung zulässig sein sollte, vor dem königlich preussischen Elbezollgerichte zu Wittenberge, dessen Rechtszuständigkeiten und Verpflichtungen (Artikel XXVI der Elbeschifffahrtsacte und §. 46 ff der Additionalacte) durch die wegen einer neuen Regulirung der Elbezölle getroffene Uebereinkunft nicht geändert werden.

§. 6.

Auch in Betreff der Einziehung und Beitreibung derjenigen Zollgefälle, welche nicht den Gegenstand eines Strafverfahrens bilden, werden die königlich preussischen Behörden den sie requirirenden

1863 Behörden der anderen Elbeuferstaaten stets dieselbe Hilfe und denselben Beistand gewähren, als wenn es sich um die Beitreibung königlich preussischer Gefälle handelte.

§. 7.

Das Vereinigte Elbezollamt zu Wittenberge und das gemeinschaftliche Elbezollamt, welches Hannover, Dänemark und Mecklenburg daselbst zu errichten beabsichtigen, werden in allen Elbezollangelegenheiten stets ein gedeihliches Zusammenwirken eintreten lassen, und sich beiderseits zur Wahrnehmung der ihnen anvertrauten Interessen thunlichst behilflich sein. Zu diesem Behufe sollen

a) den Vorständen der gedachten Aemter oder deren Vertretern die Zollregister über eingehende und ausgehende Güter und über die davon erhobenen zollvereinsländischen und Elbezollgefälle zu jeder Zeit auf Verlangen im Amtslocale und, insoweit sich keine Unzuträglichkeiten ergeben, auch ausserhalb desselben zur Einsicht vorgelegt, sowie

b) dem Vorstande des gemeinschaftlichen Elbezollamtes in jedem Falle des in Wittenberge eingetretenen Begleitscheinverfahrens von dem Ausfalle der am Bestimmungsorte der Ladungen oder bei dem Wiederausgange aus dem Zollvereine vorgenommenen speciellen Revision (§§. 3 und 4) durch das Hauptzollamt zu Wittenberge vollständigste Mittheilungen gemacht werden, und soll ihm auch nicht minder gestattet sein, den elbezollrichterlichen Untersuchungen (§. 5) persönlich beizuwohnen und die verhandelten Acten einzusehen und zu extrahiren.

§. 8.

Die statistischen Nachweise über den Elbeverkehr sollen in der Form, welche für dieselben in Preussen bisher beobachtet ist, auch ferner alljährlich angefertigt werden, und ist verabredet, dass bis auf Weiteres diese Nachweise über den Güterverkehr zu Berg künftighin von dem Vereinigten Elbezollamte zu Wittenberge, diejenigen über den Güterverkehr zu Thal aber von dem gemeinschaftlichen Elbezollamte zu Wittenberge aufgestellt werden.

So haben Wir nach sorgfältiger Prüfung und Erwägung sämmtlicher Bestimmungen dieser Vereinbarungen dieselben ihrem vollen Inhalte nach gutgeheissen und genehmiget, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte, gedachten Bestimmungen getreulich nachzukommen, und auch darüber zu wachen, dass sie von Unseren Behörden und Unterthanen jederzeit genau erfüllt werden.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige, zur Hinterlegung in das Archiv der fünften Elbeschifffahrts-Revisionscommission bestimmte Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 1863
siebenten Mai des Jahres Eintausend achthundert drei und sechzig,
Unserer Reiche im fünfzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

233.

7 juin 1863.

Déclaration ministérielle concernant la convention conclue avec vingt-trois états allemands pour l'abolition des visas d'office des passe-ports des sujets respectifs.

(R. G. B. 1863, Nr. 57.)

Verordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums, dann der Ministerien des Handels, der Polizei und des Kriegswesens vom 7. Juni 1863, über die gegenseitige Aufhebung des gesandtschaftlichen Passvisazwanges, in Folge Uebereinkommens der k. k. österreichischen Regierung mit den grossherzoglichen Regierungen von Baden, Mecklenburg, Oldenburg, Sachsen, mit der churfürstlich hessischen Regierung, mit den Regierungen des Herzogthumes Braunschweig und der drei herzoglich sächsischen Häuser, mit den Regierungen der zwei herzoglich Anhalt'schen Häuser, des Fürstenthumes Liechtenstein, der zwei fürstlich Lippe'schen, der zwei fürstlich Reuss'schen, der zwei fürstlich Schwarzburg'schen Häuser und des Fürstenthumes Waldeck, mit der Regierung der Landgrafschaft Hessen-Homburg, endlich mit den Regierungen der freien Städte Bremen, Frankfurt a. M., Hamburg und Lübeck.

Wirksam für das ganze Reich.

Mit Beziehung auf die §§. 7, 10 und 14 der Passverordnung vom 15. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32), sowie auf die Ministerialverordnungen vom 1. Juni 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37), 9. Juli 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 58) und 27. October 1862 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 84), wird hiermit kundgemacht, dass seitens der kaiserlichen Regierung von Oesterreich nunmehr auch mit den Regierungen der Grossherzogthümer Baden, Mecklenburg-Schwerin, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg und Sachsen-Weimar, des Churfürstenthumes Hessen, der Herzogthümer Braunschweig, Sachsen-Coburg-Gotha, Sachsen-Meiningen-Hildburghausen, Sachsen-Altenburg, Anhalt-Bernburg, Anhalt-Dessau, der Fürstenthümer

1863 Liechtenstein, Lippe-Detmold, Schaumburg-Lippe, Reuss älterer und jüngerer Linie, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt und Waldeck, der Landgrafschaft Hessen-Homburg, endlich der freien Städte Bremen, Frankfurt a. M., Hamburg und Lübeck die Vereinbarung getroffen worden ist, gegenseitig die gesandtschaftlichen oder consularämtlichen Vidirungen für ordnungsmässige Pässe oder denselben gleichzuhaltende Reisedocumente der Reisenden der respectiven Staaten, auch im Falle der Berührung eines Missionssitzes, nicht mehr zu fordern.

Graf *von Rechberg* m. p.
Schmerling m. p.
Freiherr *von Mécsery* m. p.
Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.
Graf *Wickenburg* m. p.

234.

13 juin 1863.

Deuxième convention supplémentaire au traité revisé de l'union télégraphique austro-allemande du 16 novembre 1857. Conclue à Hanovre. Ratifiée le 20 juillet 1863. Ordonnance du ministère I. R. du commerce du 24 septembre 1863 pour la mise à exécution de cette convention.

(T. V. B. 1863. Nr. 38.)

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten bei der zu Hannover zusammengetretenen siebenten Conferenz des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines und den Bevollmächtigten für die deutschen Bundesstaaten: Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden und Mecklenburg-Schwerin, sowie für das Königreich der Niederlande, eine aus neun Artikeln bestehende Nachtragsconvention zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphenvereinsvertrage vom 16. November 1857 verabredet und unterm 13. Juni 1863 unterzeichnet worden ist, welche von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Nachtrag zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphenvereinsvertrage.

Die zur siebenten Conferenz des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines versammelten Bevollmächtigten der in derselben

Reihenfolge wie bei dem Vertrage vom 16. November 1857 nachstehend aufgeführten Vereinsregierungen, und zwar: 1863

für Oesterreich:

der kaiserlich-königliche Telegraphendirector Carl Brunner von Wattenwyl;

für Preussen:

der königliche Telegraphendirector Oberstlieutenant Franz Chauvin;

für Bayern:

der Vorstand des königlich bayerischen Telegraphenamtes Generaldirectionsrath Carl von Dyck;

für Sachsen:

der königliche Telegraphendirector Carl Louis Galle;

für Hannover:

der königliche Oberbaurath Carl Joseph Gauss und der königliche Regierungsrath Ernst Jacobi;

für Württemberg:

der Vorstand der königlichen Eisenbahnbaucommission und Telegraphendirector Ludwig von Klein;

für Baden:

der grossherzogliche Postrath Dr. Victor Paris;

für Mecklenburg-Schwerin:

der grossherzogliche geheime Ministerialrath Dr. Eduard Meyer;

für die Niederlande:

der königliche Divisionschef im Ministerium des Innern Wilhelm Constantin Arnold Staring;

haben mit Vorbehalt höherer Genehmigung über die in den nachstehenden Artikeln 2 und 4 enthaltenen Abänderungen des Vereinsvertrages sich vereinbart, welchen, der Uebersichtlichkeit halber, die Bestimmungen des Uebereinkommens ddo. Haag, den 31. August 1861 in den Artikeln 1, 3, 5 und 6 hinzugefügt worden sind.

Artikel 1.

Zu Artikel 4 des revidirten Vereinsvertrages.

Zu Anfang jedes Jahres wird die neue Auflage einer Specialkarte sämmtlicher Linien und Stationen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines veranstaltet, zu welcher von den einzelnen Verwaltungen das Material rechtzeitig zu liefern ist.

Artikel 2.

An Stelle des Artikels 15 des revidirten Vereinsvertrages treten folgende Bestimmungen:

1863 Die Einheit der Beförderungsgebühr bildet je nach der Währung, welche bei der Aufgabestation besteht, der Satz von 8 gr. gleich 40 kr. österr. = 28 kr. süddeutsch. = 50 Cent. niederl. für die einfache Depesche und eine Zone.

Eine einfache Depesche ist eine solche, welche nicht mehr als 20 Worte enthält.

Für jede folgenden 10 Worte wird jedesmal die Hälfte der Einheitsgebühr mehr erhoben, so dass Depeschen mit 21 bis 30 Worten 12 gr., dergleichen mit 31 bis 40 Worten 16 gr. u. s. f. kosten.

Die Zonen bestimmen sich durch directe Entfernungen (Luftlinien) in der Weise, dass bis zu 10 geographischen Meilen eine Zone, über 10 bis 45 Meilen zwei Zonen, über 45 bis 100 Meilen drei Zonen und über 100 Meilen vier Zonen in Berechnung kommen.

Die nach Massgabe der Wortzahl für die erste Zone ermittelte Gebühr steigt jedesmal um denselben Betrag für jede folgende Zone.

Die bei der Aufgabe bezahlten reglementsmässigen Gebühren für die Weiterbeförderung von Depeschen nach ausserhalb der Telegraphenlinien gelegenen Orten, oder für Depeschen, welche vermittelst Eisenbahnbetriebs-Telegraphen weiter zu bringen sind, werden jedesmal der Verwaltung der Adressstation vergütet.

Artikel 3.

Zu Artikel 16 des revidirten Vertrages.

Ob und in wie weit die Entrichtung einzelner Gebühren auch durch den Adressaten zulässig ist, bestimmt das Reglement.

Artikel 4.

An Stelle des Artikels 19 des revidirten Vereinsvertrages treten folgende Bestimmungen:

Die Vereinsgebühren werden unter die Vereinsmitglieder vertheilt nach Massgabe der in einem jeden Staate vorhandenen Telegraphenleitungen, der in demselben beförderten Anzahl Vereinsdepeschen und der von den Depeschen in jedem einzelnen Staate durchlaufenen durchschnittlichen Meilenzahl, und zwar in nachstehender Weise:

Ein Zehntel der Vereinseinnahme kommt zur Vertheilung nach Verhältniss der Länge der Telegraphenlinien und Leitungen, welche am 1. Jänner des betreffenden Jahres in den einzelnen Staaten in Benützung waren. Hierbei wird von jeder Telegraphenlinie ein Draht mit der vollen Meilenzahl, jeder weitere Draht aber nur mit der halben Meilenzahl seiner Länge in Berechnung genommen.

Drei Zehntel des Vereinseinkommens werden getheilt nach Verhältniss der in dem betreffenden Abrechnungsquartale in den einzelnen Staaten beförderten (d. i. abgegangenen, angekommenen

und durchgegangenen) Anzahl Vereinsdepeschen, auf einfache reducirt; die übrigen 1863

sechs Zehntel der Vereinseinnahmen kommen nach Verhältnisszahlen zur Vertheilung, welche sich ergeben, wenn man die Anzahl der Vereinsdepeschen eines jeden Staates auf einfache reducirt, multiplicirt mit der durchschnittlichen Meilenzahl, welche die Depeschen in diesem Staate durchlaufen.

Bei der Zählung der Depeschen werden solche von 20 Worten und darunter als einfache, von 21 bis zu 40 Worten als doppelte, von 41 bis 60 Worten als dreifache u. s. w. berechnet.

Für die Zeit bis 31. December 1866 kommen für die durchschnittliche Meilenzahl der Depeschenbeförderung in den verschiedenen Vereinsstaaten die Ziffern in Anwendung, welche aus den vom März 1862 bis Februar 1863 stattgefundenen Aufzeichnungen sich ergeben haben.

Diese Ziffern sind:	für Oesterreich	72·79
	„ Preussen	80·50
	„ Bayern	53·21
	„ Sachsen	17·30
	„ Hannover	42·80
	„ Württemberg	20·28
	„ Baden	22·26
	„ Mecklenburg-Schwerin	15·30
	„ die Niederlande	24·50

Die gleichen Ermittlungen zur Bestimmung der durchschnittlichen Meilenzahl der Depeschenbeförderung in den einzelnen Vereinsstaaten sollen periodisch von drei zu drei Jahren, nächstesmal im Jahre 1866 stattfinden.

Für den Fall des Beitrittes einer neuen Verwaltung zum deutsch-österreichischen Telegraphenvereine soll deren Theilnahme an dem Vereinseinkommen von dem Tage des Beitrittes ab, welcher jedoch nur der erste Tag eines Abrechnungsquartals sein darf, beginnen.

Zur Ermittlung der durchschnittlichen Meilenzahl der Depeschenbeförderung in dem neu hinzugetretenen Staate haben alsdann entsprechende Aufzeichnungen während eines ganzen Quartals zu dienen, und es soll die hiernach ermittelte durchschnittliche Meilenzahl für den Rest der dreijährigen Periode gelten.

Artikel 5.

Zu Artikel 22 des revidirten Vereinsvertrages.

Die Vereinsverwaltungen, für welche sich aus den Abrechnungen eine Schuld ergibt, haben ihre Zahlungen unmittelbar an jene Verwaltungen, zu deren Gunsten die Guthaben ausgemittelt worden sind, zu leisten. Porto-Auslagen und Wechselspesen für

1863 diese Zahlungen werden von allen Vereinsverwaltungen gemeinschaftlich, und zwar nach Massgabe ihres Antheils an der Vereinseinnahme, getragen.

Artikel 6.

Zu Artikel 24 des revidirten Vereinsvertrages.

Bei den Conferenzen ist Stimmeneinhelligkeit nothwendig zu allen Beschlüssen, welche sich beziehen:

a) auf den Umfang und die Dauer des Vereins;
b) auf Veränderungen der Vereinstarife;
c) auf Theilung des Vereinseinkommens;
d) auf Gebührenfreiheiten;
e) auf die den Verein berührenden Verträge mit fremden Staaten.

In allen minder wichtigen Fällen genügt zur Beschlussfassung die absolute Majorität.

Sowohl die einhellig, als die mit absoluter Majorität gefassten Beschlüsse unterliegen der höheren Ratification. Bei Gegenständen reglementarischer Natur ist nur die durch absolute Stimmenmehrheit getroffene Vereinbarung der Vereinsverwaltungen erforderlich.

Artikel 7.

Die in Folge der gefassten Beschlüsse in dem Reglement und in der Dienstanweisung eintretenden Aenderungen und Ergänzungen (Anlagen I und II) bilden integrirende Bestandtheile dieses Nachtragsvertrages.

Artikel 8.

Der Nachtragsvertrag tritt mit dem 1. October 1863 in Wirksamkeit, und bleibt für die Dauer des Hauptvertrages in Kraft.

Artikel 9.

Die Ratification dieses Nachtragsvertrages soll binnen sechs Wochen von heute an in der Weise erfolgen, dass jede der hohen Vereinsregierungen ihre Ratificationsurkunde im Correspondenzwege an die königlich hannoversche Regierung gelangen und letztere nach Eingang sämmtlicher Erklärungen das Ergebniss derselben nebst ihrer eigenen Erklärung den sämmtlichen übrigen Vereinsregierungen binnen acht Wochen von heute an zugehen lässt.

So geschehen Hannover, den 13. Juni 1863.

(L. S.) Carl *Brunner* m. p.
(L. S.) Franz *Chauvin* m. p.
(L. S.) Carl *Dyck* m. p.
(L. S.) Carl *Louis Galle* m. p.
(L. S.) Carl *Joseph Gauss* m. p.
(L. S.) Ernst *Jacobi* m. p.
(L. S.) Ludwig *von Klein* m. p.
(L. S.) Dr. Victor *Paris* m. p.
(L. S.) Eduard *Meyer* m. p.
(L. S.) Willem Constantin Arnold *Staring* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses 1863
Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrucken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am 20. Juli im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig und drei. Unserer Reiche im fünfzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

Anlage I.

Zusammenstellung der Aenderungen und Ergänzungen, welche nach den Beschlüssen der siebenten Conferenz des deutsch-österreichischen Telegraphenvereins in dem Reglement für die telegraphische Correspondenz im deutsch-österreichischen Telegraphenvereine einzutreten haben.

Zu §. 5. Der Schlusssatz des zweiten Alinea (fehlt die Angabe etc. bis vorausgesetzt) fällt aus, und ist an dessen Stelle ein neues Alinea folgenden Inhaltes einzuschalten:

Ist keine Bestimmung über die Art der Weiterbeförderung getroffen, so wählt die Adressstation nach ihrem besten Ermessen die zweckmässigste Art derselben. Das Gleiche findet statt, wenn die vom Aufgeber angegebene Art der Weiterbeförderung sich als unausführbar erweist.

Zu §. 12. Fällt der letzte Satz (Im letzteren Falle etc.) aus, und tritt an dessen Stelle folgende Bestimmung:

Soll der Adressat den Botenlohn bezahlen, so kann die Aufgabestation ein entsprechendes Depositum vom Aufgeber verlangen, welches zurückerstattet wird, wenn innerhalb fünf Tagen eine Rückmeldung über verweigerte Bezahlung des Botenlohnes nicht stattgefunden hat.

Zu §. 14. Dieser Paragraph erhält folgende neue Fassung:

Die Einheit der Beförderungsgebühr bildet je nach der Währung, welche bei der Aufgabestation besteht, der Satz von

8 Silbergroschen preussisch,
40 Kreuzer österreichisch,
28 „ süddeutsch,
50 Cent. niederländisch,
= 1 Franc

1863 für die einfache Depesche bis auf die Entfernung von zehn Meilen (erste Zone).

Eine einfache Depesche ist eine solche, welche nicht mehr als 20 Worte enthält, für jede folgenden 10 Worte wird jedesmal die Hälfte der Einheitsgebühr mehr erhoben, so dass Depeschen mit 21 bis 30 Worten 12 Silbergroschen etc., solche mit 31 bis 40 Worten 16 Silbergroschen u. s. f. kosten.

Die Zonen bestimmen sich durch directe Entfernungen (Luftlinien) in der Weise, dass die ersten 10 geographischen Meilen die erste, die folgenden 35 geographischen Meilen die zweite, die weiteren 55 Meilen die dritte und was über 100 Meilen die vierte Zone bilden. Die nach Massgabe der Wortzahl für die erste Zone ermittelte Gebühr steigt jedesmal um denselben Betrag für jede folgende Zone.

Es ergibt sich hiernach folgende Tabelle:

Entfernung nach		Beförderungsgebühr																	
		für eine einfache Depesche von 1 bis 20 Worten										Zuschlag für jede folgenden 10 Worte					
Zonen	Meilen	preussisch		österreichisch		süddeutsch		niederländisch		französisch		preussisch	österreichisch	süddeutsch	niederländisch	französisch	
		Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	Fr.	Cent.	Fr.	Cent.	Sgr.	kr.	kr.	Cent.	Fr.	Cent.
I.	bis 10	.	8	.	40	.	28	.	50	1	.	4	20	14	25	.	50
II.	über 10 bis 45 .	.	16	.	80	.	56	1	.	2	.	8	40	28	50	1	.
III.	über 45 bis 100	.	24	1	20	1	24	1	50	3	.	12	60	42	75	1	50
IV.	über 100 . . .	1	2	1	60	1	52	2	.	4	.	16	80	56	100	2	.

Zu §. 15. Hier treten folgende Aenderungen ein: In 2. muss es heissen:

Zahlenangaben, welche in französischer oder italienischer Sprache mit Buchstaben ausgeschrieben sind, werden als ebenso

viele Worte taxirt, als erforderlich sind, um sie auszudrücken, und 1863
dürfen in französischen und italienischen Depeschen dergleichen aus mehreren Worten bestehende Zahlenausdrücke nie in ein Wort zusammengezogen werden.

In 3. muss der erste Satz lauten:

Jedes getrennt stehende Buchstaben- oder Zahlenzeichen, das Zeichen für %, ferner jedes apostrophirte Wort oder Vorwort werden als ein Wort gezählt.

In 4. An Stelle des letzten Satzes (die zwischen den etc.) treten folgende Bestimmungen:

Dasselbe gilt von den in der Mitte oder am Ende einer Zahl vorkommenden Schillingszeichen (|). Die zwischen einzelnen Zahlengruppen als Trennungsmerkmale erscheinenden Zeichen dagegen werden nicht mitgezählt.

Zu §. 18 sind folgende Aenderungen zu treffen:

a) erhält am Schlusse den Zusatz:
Diese Gebühr ist auch für diejenigen Depeschen zu entrichten, welche die Bezeichnung poste restante enthalten und demgemäss der Postbehörde zur Aufbewahrung überliefert werden.

b) Hier muss esstatt: bis zu einer Entfernung von 2 Meilen, heissen: bis zu einer Entfernung von 3 Meilen.

c) hat zu lauten:
Für die Beförderung durch Eisenbahnbetriebstelegraphen nach Massgabe der in den bezüglichen Staaten bestehenden Bestimmungen, ohne Rücksicht auf die Entfernung, der Gebührensatz der ersten Zone für die einfache Depesche von 20 Worten, mit Zuschlag der Hälfte dieser Taxe für je 10 Worte mehr.

d) Hier muss es im ersten Satze statt: auf mehr als 2 Meilen, heissen:
auf mehr als 3 Meilen.

Zu §. 24. Im letzten Alinea ist im ersten Satze nach dem Worte „nachtelegraphirt", einzuschalten:
und mit Post, Bote oder Estafette nachgesendet.

Zu §. 26 ist im zweiten Absatze an Stelle des Wortes „ausgehängt", zu setzen:
aufbewahrt.

Zu §. 28. Im ersten Alinea muss es am Schlusse nach den Worten: für die Vorausbezahlung fixirten Beträgen, heissen:
im Fall die Depesche unbestellbar ist, oder die Bezahlung der Weiterbeförderungsgebühr vom Adressaten verweigert wird.

Das zweite Alinea (die Verweigerung der Zahlung etc. — gleich erachtet) ist zu streichen.

1863

Anlage II.

Zusammenstellung derjenigen Aenderungen und Ergänzungen, welche nach den Beschlüssen der siebenten Conferenz des deutsch-österreichischen Telegraphenvereins in der Dienstanweisung für die telegraphische Correspondenz auf den Linien des deutsch-österreichischen Telegraphenvereins einzutreten haben.

Zu §. 9 ist das dritte Alinea zu streichen.

Im nämlichen Paragraphe ist an die Stelle der beiden letzten Alinea zu setzen: Findet die Adressstation in der empfangenen Depesche keine Angabe über die Weiterbeförderung, so hat sie die zweckmässigste Art derselben nach bestem Ermessen selbst auszuwählen.

Dasselbe hat stattzufinden, wenn die vom Aufgeber angegebene Weiterbeförderungsweise unausführbar befunden wird.

In allen Fällen, wo eine Weiterbeförderung seitens des Aufgebers nicht angegeben ist, oder von der Angabe des Aufgebers abweicht, muss die Art der stattgefundenen Weiterbeförderung sofort telegraphisch zurückgemeldet werden.

Zu § 14 ist folgendes Alinea beizufügen:

Die Berichtigung einer während der Beförderung entstellten Adresse hat von Amtswegen zu geschehen.

§. 18 hat zu lauten:

Bei denjenigen Depeschen, welche von der letzten Vereinstelegraphenstation aus weiter befördert werden sollen, hat der Aufgeber die Art der Weiterbeförderung hinter der Adresse der Depesche anzugeben, und zwar, je nachdem eine Vorausbezahlung stattgefunden hat oder nicht, mit der Bezeichnung:

„Post frei"
„Post"
„Bote frei"
„Bote";

bei deponirten Botengebühren für mehr als drei Meilen Entfernung:

„Bote deponirt";

endlich bei Estafettenbeförderung:

„Estafette".

In §. 31 hat das letzte Alinea folgende Fassung zu erhalten:

Soll der Adressat den Botenlohn bezahlen, so hat die Aufgabestation ein entsprechendes Depositum von dem Aufgeber zu verlangen, wenn die Nachzahlung der Gebühr seitens desselben nicht gesichert erscheint. Dieses Depositum wird nach fünf Tagen zurückgezahlt, wenn innerhalb dieser Frist eine Rückmeldung über verweigerte Bezahlung des Botenlohnes nicht erfolgt ist.

§. 35 hat folgendermassen zu lauten: 1863

Auf jeder Telegraphenstation sind die Gebührentarife auf Verlangen dem Publikum vorzulegen.

Im §. 36 sind folgende Aenderungen zu machen:

2. Alinea 2 ist dahin abzuändern: Eigennamen und Ortsnamen, welche aus mehreren getrennten Worten bestehen, zählen für so viele Worte, als sie enthalten.

3. soll heissen:

Jeder getrennt stehende Buchstabe, sowie das Zeichen für (%) Procent wird für ein Wort gerechnet. Ebenso ist, wenn zwei Worte mittelst Apostrophirung des einen zusammengezogen sind, z. B. *l'un. qu'on, l'Europé* jedes der beiden Worte besonders für ein Wort zu rechnen.

5. Das zweite Alinea soll heissen:

Die einer Zahl angehängten, sie als eine Ordnungszahl bezeichnenden Buchstaben z. B. 25sten, 3ième, 20th, 8vo, sowie das in der Mitte oder am Ende einer Zahl vorkommende Schillingszeichen (/) werden als eben so viele Ziffer der Zahl hinzugerechnet.

Das vierte Alinea soll heissen:

Die zwischen den einzelnen Zahlengruppen als Trennungsmerkmale erscheinenden Zeichen werden nicht mitgezählt.

6. Dem dritten Alinea ist beizufügen:

Zahlenangaben, welche in französischer oder italienischer Sprache etc. — ferner muss es heissen: „dürfen in französischen und italienischen Depeschen" etc.

In §. 39

a) ist hinzuzufügen:

Diese Gebühr ist auch für diejenigen Depeschen zu entrichten welche die Bezeichnung „poste restante" enthalten und demzufolge der Postbehörde zur Aufbewahrung überliefert werden.

b) ist statt der Worte „zwei Meilen" „drei Meilen" zu setzen.

c) soll statt der Zahlenangaben heissen: die Vereinsgebühr der ersten Zone für die einfache Depesche von 20 Worten mit Zuschlag der Hälfte dieser Taxe für je 10 Worte mehr.

d) ist statt der Worte „zwei Meilen" „drei Meilen" zu setzen.

Im §. 40 ist das dritte Alinea zu ersetzen durch folgende Fassung:

Wird nur die Zahlung der Weiterbeförderungsgebühr, nicht aber die Annahme des Telegramms vom Adressaten verweigert, so ist das Telegramm dem letzteren auszuliefern und die Aufgabestation ebenfalls sofort telegraphisch behufs Nacherhebung der fixirten Weiterbeförderungskosten davon in Kenntniss zu setzen.

Im §. 49 soll das erste Alinea lauten:

Eine Rückerstattung der Telegraphengebühren kann versagt werden, wenn der Verlust, die Verstümmlung oder die Verspätung

1863 auf dem Vereine nicht angehörigen Linien oder auf Eisenbahnbetriebstelegraphen stattgefunden hat.

Zu §. 53

a) ist einzuschalten nach den Worten „sind beide zugleich Eisenbahn- oder Privat-Telegraphenstationen.

b) der letzte Satz soll heissen: „Diese Nummern beginnen mit dem ersten Tage jedes Monats und je nachdem die Nummer 1000 erreicht ist, mit [illegible]

§. 58 ist abzuändern [illegible]

Wenn eine Vereinsstation mit einer anderen Vereinsstation in telegraphischer Correspondenz [illegible] so hat die anrufende Station das Recht, bis [illegible] einschliesslich an die gerufene Station hintereinander [illegible], worauf letztere berechtigt ist, ebenfalls bis [illegible] an jene Station, von welcher sie die Depesche [illegible] zu geben. Auf solche Weise wird alternirend [illegible] den betreffenden Stationen keine Depesche [illegible] sind.

Den §. [illegible]

[illegible] bei welchen die Chiffern nur als Zahlen [illegible] abgekürzten Zifferzeichen bedienen.

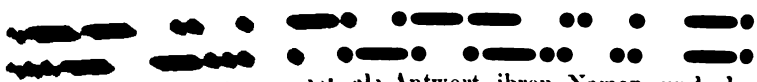
[illegible] §. 58 erhält folgende Fassung:

[illegible] Correspondenz geht als Einleitung der [illegible] Ruf derjenigen Station voran, bis zu [illegible] möglich ist.

[illegible] „V“ und der Name der anrufenden [illegible] der Depesche, ob Staats-, Amts- [illegible] Buchstaben *S*, *A* oder *P*; z. B.

[illegible] Berlin *S* durch die Zeichen:

[illegible]



[illegible] als Antwort ihren Namen und das [illegible] z. B. Wien hier.

[illegible]

etc. etc. etc.

[illegible] dem ersten und zweiten Alinea ein [illegible]

[illegible] von Zahlen ist es gestattet, sich der [illegible] zu bedienen.

[illegible] den Worten „nach dem neuen Adressorte [illegible] „und mit Post, Bote oder Estafette“ [illegible]

[illegible] Worte „ausgehängt“ und „Aushängung“ [illegible] „Aufbewahrung“ zu ersetzen.

Vollzugsvorschrift zu der in Hannover am 13. Juni 1863 abgeschlossenen zweiten Nachtragsconvention zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphenvereinsvertrage v. 16. November 1857. 1863

Die in Hannover am 13. Juni 1863 abgeschlossene zweite Nachtragsconvention zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphen-Vereinsvertrage vom 16. Norember 1857 (Handelsministerium V. Bl. Nr. 14, S. 151, Jahrgang 1858) und die dazu gehörigen Aenderungen und Ergänzungen des Reglements und der Dienstanweisung treten am 1. October 1863 für den telegraphischen Verkehr im Inlande und mit den Vereinsstaaten in Kraft. Für den Verkehr mit den übrigen fremden Staaten gelten die bisherigen Bestimmungen.

Die Aenderungen und Ergänzungen zum Reglement und zur Dienstanweisung sind in der Anlage I und II unter Artikel 7 des Nachtragsvertrages vom 13. Juni 1863 enthalten, und von dem oben angegebenen Zeitpunkte in Anwendung zu bringen.

Eine neue Auflage der beiden letzterwähnten Vorschriften wird den k. k. Telegraphenstationen im Wege der k. k. Telegrapheninspectorate zukommen; dieselben werden überdies eine neue auf Grundlage des Artikels 2 der Nachtragsconvention von Hannover verfasste Zusammenstellung der vereinsländischen und internationalen Telegraphentarife erhalten, sobald deren Umarbeitung beendet sein wird. Inzwischen sind selbstverständlich die Gebühren für jene im Inlande aufgegebenen Staats- und Privatdepeschen, welche sich innerhalb der Vereinslinien bewegen, nach dem in dem bezogenen Artikel 2 festgesetzten ermässigten Tarife zu berechnen, so zwar, dass die bisherige, für eine einfache Depesche geltende Einheitstaxe von 60 kr. mit 40 kr. österr. Währ. und

die bisherige	1.		Zone als	1.,
„ „	2. und 3.		„ „	2.,
„ „	4. „ 5.		„ „	3.,
„ „	6. — 10.		„ „	4.

Zone angenommen wird.

Für die Beförderung der Depeschen auf den österreichischen Eisenbahn-Telegraphenlinien sind bis auf Weiteres die im §. 14 des Reglements unter Zusatz *a—h* angegebenen Gebühren im ermässigten Verhältnisse von 3 zu 2 einzuheben, derart, dass die bisherige Einheitsgebühr von 60 kr. mit 40 kr. und jene von 30 kr. mit 20 kr. berechnet wird.

Auf den Verkehr mit den auswärtigen, d. i. zum Vereine nicht gehörigen Staaten finden die neuen Tarifbestimmungen keine Anwendung, sondern es sind die betreffenden Depeschen für den ganzen Weg von der Aufgabe- bis zur Adressstation den früheren Tarifsätzen unterworfen.

Majestät der Kaiser von Oesterreich: 1863
Vincenz Maly, Ritter von Vevanovic, Ritter des Ordens
Krone III. Classe, des Verdienstordens der königlich
Krone und des königlich preussischen rothen Adler
lasse, Comthur des königlich sächsischen Albrecht-
rlich-königlicher Ministerialrath im Ministerium für
lkswirthschaft, Doctor der Rechte etc. etc.
estät der König von Bayern:
helm von Weber, Ritter des Verdienstordens der
chen Krone und des bayerischen Verdienstordens
chael, Comthur des kaiserlich österreichischen Franz
s herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens
oglich Sachsen-Weimar'schen Ordens vom weissen
r französischen Ehrenlegion, Ritter des Ordens
embergischen Krone, Ministerialrath im Staats-
iglichen Hauses und des Aeussern, und
m Michael Diepolder, Ritter des kaiserlich-
r eisernen Krone III. Classe, Ministerialassessor
inisterium des Handels und der öffentlichen Ar-
hehener Mittheilung und gegenseitiger Anerken-
über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel I.

lich österreichische und die königlich bayeri-
n sich, den Bau der Eisenbahnstrecken:
ise Oberkotzau über Asch und Franzens-

h-bayerische Grenze bei Waldsassen zum
che Ostbahn zu gestatten und zu fördern.

tikel II.

die kaiserlich-königlich österreichische
gierung jede für die in ihrem Staats-
oncession zum Baue und Betriebe
die im Artikel I ad *a)* erwähnte
bahn-Consortium, und für die im
r königlich privilegirten Actien-
ien.

III.

ionen werden sich die beiden
chluss von Copien der dies-
r Mittheilung machen.

gestellten Trace hat die im
enau und die im selben

1863 Den k. k. Telegraphenstationen werden ferner folgende besor dere Bestimmungen bekanntgegeben, welche auf Grund der proto kollarischen Conferenzbeschlüsse von Hannover gleichzeitig mit de zweiten Nachtragsconvention in Wirksamkeit treten sollen.

1. Für jede Eisenbahn-Telegraphenstation gilt diejenige Verein station zugleich als Tax- und Vermittlungsstatio welche der Eisenbahn-Telegraphenstation am nächsten gelegen un überhaupt unter gewöhnlichen Verhältnissen in der Lage ist, d Vermittlung der telegraphischen Correspondenz zu bewirken. D neue Tarifzusammenstellung wird demgemäss abgeändert. Bis z Herausgabe derselben gelten die bisherigen im Tarife *I* angeführte Tax- und Vermittlungsstationen.

2. Der §. 15 der Dienstanweisung wird dahin erläutert, da die Angabe von Eigennamen im Texte der Depeschen durch blos Anfangsbuchstaben nicht ausgeschlossen ist.

Wien, den 24. September 1863.

235.

17 juin 1863.

Traité entre l'Autriche et la Bavière concernant l jonction des chemins de fer de Hof-Eger et de Wal sassen-Eger. Conclu à Munich. Ratifications échangée le 31 juillet 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 71

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Bayern vom 17. Juni 186 über die Eisenbahnverbindungen von Hof über Asch nach Eg und von Eger nach Waldsassen. Abgeschlossen zu München a 17. Juni 1863: ratificirt am 12. Juli 1863. Die Ratificatione wurden am 31. Juli 1863 in München ausgewechselt.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser v Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenen Sein Majestät des Königs von Bayern zum Zwecke des Anschlusses d Hof-Egerer und der Waldsassen-Egerer Eisenbahn an die böhmisch Eisenbahnlinien am 17. Juni l. J. zu München ein Vertrag abg schlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wo lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majest der König von Bayern, von dem Wunsche geleitet, die Eisenbah verbindungen der beiderseitigen Staatsgebiete zu vervollständige haben zum Zwecke einer hierüber zu treffenden Vereinbarung z Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: 1863

Herrn Vincenz Maly, Ritter von Vevanovic, Ritter des Ordens der eisernen Krone III. Classe, des Verdienstordens der königlich bayerischen Krone und des königlich preussischen rothen Adler Ordens II. Classe, Comthur des königlich sächsischen Albrecht-Ordens, kaiserlich-königlicher Ministerialrath im Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, Doctor der Rechte etc. etc.

Seine Majestät der König von Bayern:

Herrn Wilhelm von Weber, Ritter des Verdienstordens der königlich bayerischen Krone und des bayerischen Verdienstordens vom heiligen Michael, Comthur des kaiserlich österreichischen Franz Joseph-Ordens, des herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens und des grossherzoglich Sachsen-Weimar'schen Ordens vom weissen Falken, Officier der französischen Ehrenlegion, Ritter des Ordens der königlich württembergischen Krone, Ministerialrath im Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern, und

Herrn Dr. Johann Michael Diepolder, Ritter des kaiserlich-königlichen Ordens der eisernen Krone III. Classe, Ministerialassessor im königlichen Staatsministerium des Handels und der öffentlichen Arbeiten, welche nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel I.

Die kaiserlich-königlich österreichische und die königlich bayerische Regierung verpflichten sich, den Bau der Eisenbahnstrecken:

a) von Hof beziehungsweise Oberkotzau über Asch und Franzensbad nach Eger;

b) von Eger an die böhmisch-bayerische Grenze bei Waldsassen zum Anschlusse an die bayerische Ostbahn zu gestatten und zu fördern.

Artikel II.

Zu diesem Zwecke ertheilen die kaiserlich-königlich österreichische und die königlich bayerische Regierung jede für die in ihrem Staatsgebiete gelegene Strecke die Concession zum Baue und Betriebe einer Locomotiv-Eisenbahn für die im Artikel I ad *a)* erwähnte Linie dem zu Hof gebildeten Eisenbahn-Consortium, und für die im Artikel I ad *b)* erwähnte Linie der königlich privilegirten Actiengesellschaft der bayerischen Ostbahnen.

Artikel III.

Ueber diese ertheilten Concessionen werden sich die beiden contrahirenden Regierungen unter Anschluss von Copien der diesfalls angefertigten Urkunden gegenseitig Mittheilung machen.

Artikel IV.

Nach der bisher commissionell festgestellten Trace hat die im Artikel I ad *a)* erwähnte Bahn bei Wildenau und die im selben

1863 Artikel ad *b)* bezeichnete Bahn bei Schönlind die böhmisch-bayerische Landesgrenze zu überschreiten.

Artikel V.

Die nach diesem Vertrage zu erbauenden Eisenbahnen haben gleichmässig eine Spurweite von 4 Fuss 8½ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen zu erhalten, und sollen bezüglich der Einrichtungen des Baues (namentlich auch rücksichtlich der Construction des Oberbaues), dann bezüglich der Betriebsmittel, der Signalisirungsvorrichtungen und sonstigen Betriebseinrichtungen mit den diesfälligen, auf den übrigen bayerischen Bahnen bestehenden und von der königlich bayerischen Regierung genehmigten analogen Einrichtungen übereinstimmen.

Auch sollen die auf solche Weise construirten Locomotive und Waggons (welche die königlich bayerische Regierung in Betreff ihrer Betriebsfähigkeit einer sorgfältigen Prüfung unterwerfen und gehörig überwachen wird) ohne weiters auf die in Oesterreich gelegenen Strecken dieser Bahnen übergehen dürfen.

Artikel VI.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das kaiserlich österreichische Gebiet und beziehungsweise das königlich bayerische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, und auf dem bayerischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Bayern ausschliesslich vorbehalten.

Artikel VII.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden Regierungen über die in ihrem Gebiete gelegenen Bahnstrecken soll die Bahnbetriebspolizei unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden, in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften, zunächst durch die Beamten der Eisenbahnbetriebsverwaltung gehandhabt werden, welchen auch auf österreichischem Gebiete jene Befugnisse eingeräumt werden, welche für die Beamten österreichischer Bahnen Geltung haben.

Auch wird die kaiserlich österreichische Regierung Vorsorge treffen, dass diese Bahnbeamten auf der in Oesterreich gelegenen Strecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

Artikel VIII.

Die Ernennung der für den Betrieb auf den in Oesterreich gelegenen Strecken erforderlichen Beamten und Diener kommt ausschliesslich der bayerischen Regierung, beziehungsweise der ein-

schlägigen bayerischen Eisenbahnverwaltung zu, welche auch über 1863
dieselben die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat. Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale untersteht jedoch während des Aufenthaltes auf österreichischem Territorium den österreichischen Gesetzen und Polizeiverordnungen.

Bei allenfallsiger Verhaftnahme der conventionsmässig auf österreichischem Gebiete aufgestellten bayerischen Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamten hat das mit Verordnung des kaiserlich-königlich österreichischen Justizministeriums vom 18. December 1850 (Nr. 472 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1850) vorgezeichnete Verfahren in Anwendung zu kommen.

Artikel IX.

Die königlich bayerische Regierung leistet die Zusage, dass innerhalb des österreichischen Gebietes solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen gemeiner Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht werden verwendet werden.

Artikel X.

Die Festsetzung und beziehungsweise Genehmigung der Tarife und der Fahrordnungen für die in diesem Vertrage ad Artikel I besprochenen Eisenbahnen bleibt, jedoch unbeschadet der in den Concessionsurkunden diesfalls getroffenen besonderen Bestimmungen, der königlich bayerischen Regierung, in deren Gebiete sich das Hauptunternehmen befindet, vorbehalten, welche hierbei die Interessen des Verkehrs gehörig berücksichtigen wird.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Eisenbahnstrecken nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Ueberhaupt soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung bezüglich der Bewohner beider contrahirenden Staaten und bezüglich der aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte kein Unterschied gemacht werden.

Artikel XI.

Die Eisenbahn von Hof über Eger nach Waldsassen wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag als bei Nacht für den vorschriftmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Nur rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung aufrecht.

1863

Entfernung nach		Beförderungsgebühr für eine Depesche																																							
		bis 20 Worte								von 21 bis 30 Worten								von 31 bis 40 Worten								und so fort für 10 Worte mehr							
				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch	
Zonen	Meilen	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.
I.	bis 10	.	8	.	40	.	28	.	50	.	12	.	60	.	42	.	75	.	16	.	80	.	56	1	.	.	4	.	20	.	14	.	25
II.	über 10 bis 45 .	.	16	.	80	.	56	1	.	.	24	1	20	1	24	1	50	1	2	1	60	1	52	2	.	.	8	.	40	.	28	.	50
III.	über 45 bis 100 .	.	24	1	20	1	24	1	50	1	6	1	80	2	6	2	25	1	18	2	40	2	48	3	.	.	12	.	60	.	42	.	75
IV.	über 100	1	2	1	60	1	52	2	.	1	18	2	40	2	48	3	.	2	4	3	20	3	44	4	.	.	16	.	80	.	56	1	.

Vollzugsvorschrift zu der in Hannover am 13. Juni 1863 abgeschlossenen zweiten Nachtragsconvention zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphenvereinsvertrage v. 16. November 1857. 1863

Die in Hannover am 13. Juni 1863 abgeschlossene zweite Nachtragsconvention zu dem revidirten deutsch-österreichischen Telegraphen-Vereinsvertrage vom 16. Norember 1857 (Handelsministerium V. Bl. Nr. 14, S. 151, Jahrgang 1858) und die dazu gehörigen Aenderungen und Ergänzungen des Reglements und der Dienstanweisung treten am 1. October 1863 für den telegraphischen Verkehr im Inlande und mit den Vereinsstaaten in Kraft. Für den Verkehr mit den übrigen fremden Staaten gelten die bisherigen Bestimmungen.

Die Aenderungen und Ergänzungen zum Reglement und zur Dienstanweisung sind in der Anlage I und II unter Artikel 7 des Nachtragsvertrages vom 13. Juni 1863 enthalten, und von dem oben angegebenen Zeitpunkte in Anwendung zu bringen.

Eine neue Auflage der beiden letzterwähnten Vorschriften wird den k. k. Telegraphenstationen im Wege der k. k. Telegrapheninspectorate zukommen; dieselben werden überdies eine neue auf Grundlage des Artikels 2 der Nachtragsconvention von Hannover verfasste Zusammenstellung der vereinsländischen und internationalen Telegraphentarife erhalten, sobald deren Umarbeitung beendet sein wird. Inzwischen sind selbstverständlich die Gebühren für jene im Inlande aufgegebenen Staats- und Privatdepeschen, welche sich innerhalb der Vereinslinien bewegen, nach dem in dem bezogenen Artikel 2 festgesetzten ermässigten Tarife zu berechnen, so zwar, dass die bisherige, für eine einfache Depesche geltende Einheitstaxe von 60 kr. mit 40 kr. österr. Währ. und

die bisherige	1.		Zone	als	1.,
„ „	2. und 3.		„	„	2.,
„ „	4. „ 5.		„	„	3.,
„ „	6. — 10.		„	„	4.

Zone angenommen wird.

Für die Beförderung der Depeschen auf den österreichischen Eisenbahn-Telegraphenlinien sind bis auf Weiteres die im §. 14 des Reglements unter Zusatz *a—k* angegebenen Gebühren im ermässigten Verhältnisse von 3 zu 2 einzuheben, derart, dass die bisherige Einheitsgebühr von 60 kr. mit 40 kr. und jene von 30 kr. mit 20 kr. berechnet wird.

Auf den Verkehr mit den auswärtigen, d. i. zum Vereine nicht gehörigen Staaten finden die neuen Tarifbestimmungen keine Anwendung, sondern es sind die betreffenden Depeschen für den ganzen Weg von der Aufgabe- bis zur Adressstation den früheren Tarifsätzen unterworfen.

1863

Entfernung nach		Beförderungsgebühr für eine Depesche																																	
		bis 20 Worte								von 21 bis 30 Worten								von 31 bis 40 Worten								und so fort für 10 Worte mehr							
				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch				österreichisch		süddeutsch		niederländisch	
Zonen	Meilen	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.	Thlr.	Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	fl.	Cent.
I.	bis 10	.	8	.	40	.	28	.	50	.	12	.	60	.	42	.	75	.	16	.	80	.	56	1	.	.	4	.	20	.	14	.	25
II.	über 10 bis 45 .	.	16	.	80	.	56	1	.	.	24	1	20	1	24	1	50	1	2	1	60	1	52	2	.	.	8	.	40	.	28	.	50
III.	über 45 bis 100 .	.	24	1	20	1	24	1	50	1	6	1	80	2	6	2	25	1	18	2	40	2	48	3	.	.	12	.	60	.	42	.	75
IV.	über 100	1	2	1	60	1	52	2	.	1	18	2	40	2	48	3	.	2	4	3	20	3	44	4	.	.	16	.	80	.	56	1	.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: 1863

Herrn Vincenz Maly, Ritter von Vevanovic, Ritter des Ordens der eisernen Krone III. Classe, des Verdienstordens der königlich bayerischen Krone und des königlich preussischen rothen Adler Ordens II. Classe, Comthur des königlich sächsischen Albrecht-Ordens, kaiserlich-königlicher Ministerialrath im Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, Doctor der Rechte etc. etc.

Seine Majestät der König von Bayern:

Herrn Wilhelm von Weber, Ritter des Verdienstordens der königlich bayerischen Krone und des bayerischen Verdienstordens vom heiligen Michael, Comthur des kaiserlich österreichischen Franz Joseph-Ordens, des herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens und des grossherzoglich Sachsen-Weimar'schen Ordens vom weissen Falken, Officier der französischen Ehrenlegion, Ritter des Ordens der königlich württembergischen Krone, Ministerialrath im Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern, und

Herrn Dr. Johann Michael Dicpolder, Ritter des kaiserlich-königlichen Ordens der eisernen Krone III. Classe, Ministerialassessor im königlichen Staatsministerium des Handels und der öffentlichen Arbeiten, welche nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel I.

Die kaiserlich-königlich österreichische und die königlich bayerische Regierung verpflichten sich, den Bau der Eisenbahnstrecken:

a) von Hof beziehungsweise Oberkotzau über Asch und Franzensbad nach Eger;

b) von Eger an die böhmisch-bayerische Grenze bei Waldsassen zum Anschlusse an die bayerische Ostbahn zu gestatten und zu fördern.

Artikel II.

Zu diesem Zwecke ertheilen die kaiserlich-königlich österreichische und die königlich bayerische Regierung jede für die in ihrem Staatsgebiete gelegene Strecke die Concession zum Baue und Betriebe einer Locomotiv-Eisenbahn für die im Artikel I ad *a)* erwähnte Linie dem zu Hof gebildeten Eisenbahn-Consortium, und für die im Artikel I ad *b)* erwähnte Linie der königlich privilegirten Actiengesellschaft der bayerischen Ostbahnen.

Artikel III.

Ueber diese ertheilten Concessionen werden sich die beiden contrahirenden Regierungen unter Anschluss von Copien der diesfalls angefertigten Urkunden gegenseitig Mittheilung machen.

Artikel IV.

Nach der bisher commissionell festgestellten Trace hat die im Artikel I ad *a)* erwähnte Bahn bei Wildenau und die im selben

1863 auf dem Vereine nicht angehörigen Linien oder auf Eisenbahnbetriebstelegraphen stattgefunden hat.

Zu §. 53

a) ist einzuschalten nach den Worten „sind beide zugleich Eisenbahn-“ oder Privat-Telegraphenstationen.

b) der letzte Satz soll heissen: „Diese Nummern beginnen mit dem ersten Tage jedes Monats und je nachdem die Nummer 1000 erreicht ist, mit 1.“

§. 58 ist abzuändern, wie folgt:

Wenn eine Vereinsstation mit einer anderen Vereinsstation in telegraphischer Correspondenz steht, so hat die anrufende Station das Recht, bis zu sechs Depeschen einschliesslich an die gerufene Station hintereinander zu befördern, worauf letztere berechtigt ist, ebenfalls bis zu sechs Depeschen an jene Station, von welcher sie die Depeschen empfangen hat, zu geben. Auf solche Weise wird alternirend fortgefahren, bis zwischen den betreffenden Stationen keine Depeschen mehr zu wechseln sind.

Dem §. 67 ist beizufügen:

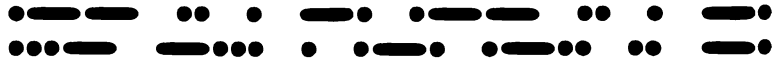
Bei solchen Chifferdepeschen, bei welchen die Chiffern nur als Zahlen bestehen, darf man sich der abgekürzten Zifferzeichen bedienen.

Der erste Theil des §. 68 erhält folgende Fassung:

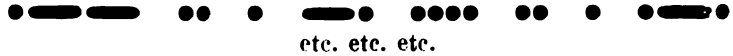
Jeder telegraphischen Correspondenz geht als Einleitung der nach Bedarf zu wiederholende Ruf derjenigen Station voran, bis zu welcher die directe Telegraphirung möglich ist.

Hierauf folgt der Buchstabe „V“ und der Name der anrufenden Station, endlich die Bezeichnung der Depesche, ob Staats-, Amts- oder Privatdepesche mit den Buchstaben *S*, *A* oder *P*; z. B.

Wien, Wien etc. v. Berlin *S* durch die Zeichen:



Die gerufene Station hat als Antwort ihren Namen und das Wort „hier“ zurückzugeben, z. B. Wien hier.



etc. etc. etc.

Im §. 72 ist zwischen dem ersten und zweiten Alinea einzuschalten:

Bei der Collationirung von Zahlen ist es gestattet, sich der abgekürzten Zifferzeichen zu bedienen.

Bei §. 86 ist nach den Worten „nach dem neuen Adressorte nachtelegraphirt“ einzuschalten: „und mit Post, Bote oder Estafette“ nachgesendet.

Im §. 88 sind die Worte „ausgehängt“ und „Aushängung“ durch „aufbewahrt“ und „Aufbewahrung“ zu ersetzen.

schlägigen bayerischen Eisenbahnverwaltung zu, welche auch über 1863
dieselben die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat. Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale untersteht jedoch während des Aufenthaltes auf österreichischem Territorium den österreichischen Gesetzen und Polizeiverordnungen.

Bei allenfallsiger Verhaftnahme der conventionsmässig auf österreichischem Gebiete aufgestellten bayerischen Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamten hat das mit Verordnung des kaiserlich-königlich österreichischen Justizministeriums vom 18. December 1850 (Nr. 472 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1850) vorgezeichnete Verfahren in Anwendung zu kommen.

Artikel IX.

Die königlich bayerische Regierung leistet die Zusage, dass innerhalb des österreichischen Gebietes solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen gemeiner Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht werden verwendet werden.

Artikel X.

Die Festsetzung und beziehungsweise Genehmigung der Tarife und der Fahrordnungen für die in diesem Vertrage ad Artikel I besprochenen Eisenbahnen bleibt, jedoch unbeschadet der in den Concessionsurkunden diesfalls getroffenen besonderen Bestimmungen, der königlich bayerischen Regierung, in deren Gebiete sich das Hauptunternehmen befindet, vorbehalten, welche hierbei die Interessen des Verkehrs gehörig berücksichtigen wird.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Eisenbahnstrecken nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Ueberhaupt soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung bezüglich der Bewohner beider contrahirenden Staaten und bezüglich der aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte kein Unterschied gemacht werden.

Artikel XI.

Die Eisenbahn von Hof über Eger nach Waldsassen wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag als bei Nacht für den vorschriftmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Nur rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung aufrecht.

1863 Artikel ad *b)* bezeichnete Bahn bei Schönlind die böhmisch-bayerische Landesgrenze zu überschreiten.

Artikel V.

Die nach diesem Vertrage zu erbauenden Eisenbahnen haben gleichmässig eine Spurweite von 4 Fuss 8½ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen zu erhalten, und sollen bezüglich der Einrichtungen des Baues (namentlich auch rücksichtlich der Construction des Oberbaues), dann bezüglich der Betriebsmittel, der Signalisirungsvorrichtungen und sonstigen Betriebseinrichtungen mit den diesfälligen, auf den übrigen bayerischen Bahnen bestehenden und von der königlich bayerischen Regierung genehmigten analogen Einrichtungen übereinstimmen.

Auch sollen die auf solche Weise construirten Locomotive und Waggons (welche die königlich bayerische Regierung in Betreff ihrer Betriebsfähigkeit einer sorgfältigen Prüfung unterwerfen und gehörig überwachen wird) ohne weiters auf die in Oesterreich gelegenen Strecken dieser Bahnen übergehen dürfen.

Artikel VI.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das kaiserlich österreichische Gebiet und beziehungsweise das königlich bayerische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, und auf dem bayerischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Bayern ausschliesslich vorbehalten.

Artikel VII.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden Regierungen über die in ihrem Gebiete gelegenen Bahnstrecken soll die Bahnbetriebspolizei unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden, in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften, zunächst durch die Beamten der Eisenbahnbetriebsverwaltung gehandhabt werden, welchen auch auf österreichischem Gebiete jene Befugnisse eingeräumt werden, welche für die Beamten österreichischer Bahnen Geltung haben.

Auch wird die kaiserlich österreichische Regierung Vorsorge treffen, dass diese Bahnbeamten auf der in Oesterreich gelegenen Strecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

Artikel VIII.

Die Ernennung der für den Betrieb auf den in Oesterreich gelegenen Strecken erforderlichen Beamten und Diener kommt ausschliesslich der bayerischen Regierung, beziehungsweise der ein-

schlägigen bayerischen Eisenbahnverwaltung zu, welche auch über 1863
dieselben die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat. Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale untersteht jedoch während des Aufenthaltes auf österreichischem Territorium den österreichischen Gesetzen und Polizeiverordnungen.

Bei allenfallsiger Verhaftnahme der conventionsmässig auf österreichischem Gebiete aufgestellten bayerischen Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamten hat das mit Verordnung des kaiserlich-königlich österreichischen Justizministeriums vom 18. December 1850 (Nr. 472 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1850) vorgezeichnete Verfahren in Anwendung zu kommen.

Artikel IX.

Die königlich bayerische Regierung leistet die Zusage, dass innerhalb des österreichischen Gebietes solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen gemeiner Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht werden verwendet werden.

Artikel X.

Die Festsetzung und beziehungsweise Genehmigung der Tarife und der Fahrordnungen für die in diesem Vertrage ad Artikel I besprochenen Eisenbahnen bleibt, jedoch unbeschadet der in den Concessionsurkunden diesfalls getroffenen besonderen Bestimmungen, der königlich bayerischen Regierung, in deren Gebiete sich das Hauptunternehmen befindet, vorbehalten, welche hierbei die Interessen des Verkehrs gehörig berücksichtigen wird.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Eisenbahnstrecken nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Ueberhaupt soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung bezüglich der Bewohner beider contrahirenden Staaten und bezüglich der aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte kein Unterschied gemacht werden.

Artikel XI.

Die Eisenbahn von Hof über Eger nach Waldsassen wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag als bei Nacht für den vorschriftmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Nur rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung aufrecht.

1863 Artikel ad *b)* bezeichnete Bahn bei Schönlind die böhmisch-bayerische Landesgrenze zu überschreiten.

Artikel V.

Die nach diesem Vertrage zu erbauenden Eisenbahnen haben gleichmässig eine Spurweite von 4 Fuss 8½ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen zu erhalten, und sollen bezüglich der Einrichtungen des Baues (namentlich auch rücksichtlich der Construction des Oberbaues), dann bezüglich der Betriebsmittel, der Signalisirungsvorrichtungen und sonstigen Betriebseinrichtungen mit den diesfälligen, auf den übrigen bayerischen Bahnen bestehenden und von der königlich bayerischen Regierung genehmigten analogen Einrichtungen übereinstimmen.

Auch sollen die auf solche Weise construirten Locomotive und Waggons (welche die königlich bayerische Regierung in Betreff ihrer Betriebsfähigkeit einer sorgfältigen Prüfung unterwerfen und gehörig überwachen wird) ohne weiters auf die in Oesterreich gelegenen Strecken dieser Bahnen übergehen dürfen.

Artikel VI.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das kaiserlich österreichische Gebiet und beziehungsweise das königlich bayerische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, und auf dem bayerischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Bayern ausschliesslich vorbehalten.

Artikel VII.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden Regierungen über die in ihrem Gebiete gelegenen Bahnstrecken soll die Bahnbetriebspolizei unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden, in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften, zunächst durch die Beamten der Eisenbahnbetriebsverwaltung gehandhabt werden, welchen auch auf österreichischem Gebiete jene Befugnisse eingeräumt werden, welche für die Beamten österreichischer Bahnen Geltung haben.

Auch wird die kaiserlich österreichische Regierung Vorsorge treffen, dass diese Bahnbeamten auf der in Oesterreich gelegenen Strecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

Artikel VIII.

Die Ernennung der für den Betrieb auf den in Oesterreich gelegenen Strecken erforderlichen Beamten und Diener kommt ausschliesslich der bayerischen Regierung, beziehungsweise der ein-

schlägigen bayerischen Eisenbahnverwaltung zu, welche auch über 1863
dieselben die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat. Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale untersteht jedoch während des Aufenthaltes auf österreichischem Territorium den österreichischen Gesetzen und Polizeiverordnungen.

Bei allenfallsiger Verhaftnahme der conventionsmässig auf österreichischem Gebiete aufgestellten bayerischen Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamten hat das mit Verordnung des kaiserlich-königlich österreichischen Justizministeriums vom 18. December 1850 (Nr. 472 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1850) vorgezeichnete Verfahren in Anwendung zu kommen.

Artikel IX.

Die königlich bayerische Regierung leistet die Zusage, dass innerhalb des österreichischen Gebietes solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen gemeiner Verbrechen oder Vergehen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechtskräftig verurtheilt worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht werden verwendet werden.

Artikel X.

Die Festsetzung und beziehungsweise Genehmigung der Tarife und der Fahrordnungen für die in diesem Vertrage ad Artikel I besprochenen Eisenbahnen bleibt, jedoch unbeschadet der in den Concessionsurkunden diesfalls getroffenen besonderen Bestimmungen, der königlich bayerischen Regierung, in deren Gebiete sich das Hauptunternehmen befindet, vorbehalten, welche hierbei die Interessen des Verkehrs gehörig berücksichtigen wird.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den beiderseitigen Gebieten zu bauenden Eisenbahnstrecken nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden.

Ueberhaupt soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise, als der Zeit der Abfertigung bezüglich der Bewohner beider contrahirenden Staaten und bezüglich der aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet des anderen Staates übergehenden Transporte kein Unterschied gemacht werden.

Artikel XI.

Die Eisenbahn von Hof über Eger nach Waldsassen wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag als bei Nacht für den vorschriftmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Nur rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole nach Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung aufrecht.

1863

Artikel XII.

Die Zollbehandlungen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr mittelst jener Bahn sollen in den Bahnhöfen zu Asch und Eger vorgenommen werden. Zu diesem Zwecke wird von den contrahirenden Regierungen in den gedachten beiden Bahnhöfen je ein Grenzzollamt errichtet und beziehungsweise zusammengelegt.

Diesen Grenzzollämtern sind mindestens die Befugnisse eines Nebenzollamtes I. Classe mit Begleitschein-, Aus- und Abfertigungsbefugnissen einzuräumen, und sind die Befugnisse dieser Aemter entsprechend zu erweitern, wenn der Verkehr dies in der Folge erfordern sollte.

Artikel XIII.

Die kaiserlich-königlich österreichische Regierung wird für den unmittelbaren Gütertransit durch ihr Gebiet auf jener Bahn die Freiheit von allen Durchgangsabgaben aufrecht erhalten.

Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren Eisenbahnwägen auf der genannten Eisenbahn aus Bayern durch österreichisches Gebiet nach Bayern ohne Umladung durchgeführt werden, sollen in Oesterreich von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschlusse frei bleiben, insoferne dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgange angemeldet werden.

Im Uebrigen haben für diese Bahn diejenigen Bestimmungen reciproke und beziehungsweise analoge Anwendung zu finden, welche im Staatsvertrage über Eisenbahnverbindungen vom 21. Juni 1851*) in den Artikeln 85—108 rücksichtlich des Zollwesens und insbesondere für die Bahnstrecken zwischen Salzburg und Kufstein vereinbart sind.

Artikel XIV.

Die kaiserlich-königlich österreichische Regierung gestattet Zollfreiheit:

a) für alle den bayerischen Aemtern in den Bahnhöfen zu Asch und Eger sowohl zur ersten Einrichtung als auch für den laufenden Dienst erforderlichen Gegenstände, sowie für die Uebersiedlungseffecten der bayerischen Bediensteten;

b) für alle zum Baue, Bauunterhalte und Betriebe der Hof-Eger-Waldsassener-Bahn auf österreichischem Gebiete benöthigten Gegenstände, welche von den bayerischen Eisenbahnverwaltungen aus ihren in Bayern befindlichen Magazinen, Depots und Werkstätten bezogen werden, in beiden (ad *a* und *b*) erwähnten Fällen jedoch gegen Beibringung von Specificationen und Certificaten der einschlägigen königlich bayerischen Behörde

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1852, Nr. 31.

und für die bayerische Ostbahn des bei derselben bestellten 1863
königlichen Commissärs über die Bestimmung und Nothwendigkeit der Verwendung der fraglichen Gegenstände auf der in Oesterreich gelegenen Strecke und gegen Beobachtung der für den ausnahmsweisen zollfreien Bezug von Gegenständen in Oesterreich vorgezeichneten Bedingungen.

Die Controle über die Verwendung dieser Gegenstände wird durch die beiderseitigen Zollbehörden im gegenseitigen Benehmen festgesetzt werden.

Artikel XV.

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahnen unter den beiden Regierungen schon bestehenden oder noch zu vereinbarenden Bestimmungen, sollen auch auf die in Rede stehenden Eisenbahnverbindungen Anwendung finden.

Ueberhaupt soll bei der Passrevision jede, nach den in beiden Staaten bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung im Interesse des Verkehrs eintreten.

Artikel XVI.

Insoferne sich die Nothwendigkeit ergeben sollte, über die Manipulation des Post- und Telegraphendienstes auf den Grenzstationen noch besondere nähere Verabredungen zu treffen, sollen dieselben von Commissären der beiderseitigen Regierungen nachträglich gepflogen werden.

Artikel XVII.

Von den innerhalb des österreichischen Gebietes gelegenen Strecken der im Artikel I erwähnten Eisenbahnen sollen mit Rücksicht auf deren geringe Ausdehnung und Unselbstständigkeit mit Ausnahme der Grundsteuer für die eingelösten oder sonst erworbenen Gründe und sonstigen Objecte, keinerlei Abgaben und Steuern erhoben werden.

Die gedachten Eisenbahnunternehmungen bleiben daher auch rücksichtlich der auf österreichischem Gebiete gelegenen Strecken von der Stempel- und Gebührenentrichtung rücksichtlich ihrer Bücher, Fahrkarten und sonstigen Schriften befreit, und hat demnach bei ihnen die Stempel- und Gebührenentrichtung bloss hinsichtlich der in Oesterreich abgeschlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentlichen Rechtsurkunden einzutreten.

Artikel XVIII.

Im Falle die gedachten auf österreichischem Gebiete gelegenen Bahnstrecken nach Ablauf der Concessionsdauer oder durch Einlösung von der österreichischen Regierung erworben werden sollten,

[illegible] Betriebes auf diesen [illegible] Vorsorge getroffen [illegible]

[illegible] Genehmigung [illegible] Ratificationsurkunden spätestens [illegible]

[illegible] Bevollmächtigten diesen [illegible]

[illegible] m. p.

[illegible] Bestimmungen dieses [illegible] gutgeheissen und [illegible] kaiserlichen Worte [illegible] ganzen Inhalte nach [illegible] lassen.

[illegible] gegenwärtige Urkunde eigen- [illegible] kaiserliches Insiegel bei- [illegible]

[illegible] und Residenzstadt [illegible] achthundert [illegible]

[illegible]

[illegible] m. p.

[illegible] Eisen- [illegible] Eger

[illegible] heutigen [illegible] Landsassen über- [illegible] und [illegible] eigentliche [illegible] niedern [illegible]

[illegible] Eger

an die Grenze bei Asch und von Eger an die Grenze bei Waldsassen 1863
in beglaubigter Abschrift vor.

Die königlich bayerischen Commissäre theilten demselben einen beglaubigten Abdruck der von ihrer hohen Regierung an die königlich privilegirte Actiengesellschaft der bayerischen Ostbahnen schon am 3. Jänner 1862 ausgefertigten Concessionsurkunde zum Baue einer Eisenbahn von Schwandorf über Weiden nach Bayreuth und Eger mit, und bemerkten, dass wegen Ertheilung der bayerischen Concession zum Baue der Eisenbahn von Hof, beziehungsweise Oberkotzau an die Grenze, bei Asch, ungesäumt die erforderlichen Verfügungen werden getroffen werden, wobei in Aussicht genommen sei, dass das Hofer Eisenbahn-Consortium die Concession an die Stadtgemeinde Hof übertragen kann, und dass die bayerische Staatseisenbahnverwaltung nach den mit dem Eisenbahn-Consortium getroffenen Verabredungen den Betrieb der ganzen Bahn von Hof über Asch bis Eger übernimmt, und eventuell sich auch vorbehält, die Concessionsrechte mit den in der österreichischen Concessionsurkunde enthaltenen Verpflichtungen an sich zu lösen.

In ähnlicher Weise wird der königlich bayerischen Staatsregierung mit Rücksicht auf §. 20, Ziffer 6 der bayerischen Concession für die bayerischen Ostbahnen vom 12. April 1856 das Recht vorbehalten, falls sie die Ostbahnen einlösen sollte, auch die Concessionsrechte für die Waldsassen-Egerer Bahnstrecke mit den in der österreichischen Concessionsurkunde enthaltenen Verpflichtungen an sich zu nehmen.

Der kaiserlich-königlich österreichische Commissär erklärte, dass gegen den in Aussicht genommenen Uebergang der Concession der Hof-Egerger Bahn an die Stadtgemeinde Hof und eventuell an die bayerische Staatseisenbahnverwaltung, sowie gegen den eventuellen Uebergang der Concession der österreichischen Bahnstrecke von Eger nach Waldsassen an die bayerische Staatseisenbahnverwaltung (versteht sich unter Aufrechthaltung aller in den Concessionsurkunden enthaltenen Verpflichtungen) keine Erinnerung von Seite seiner hohen Regierung bestehe, dass dieselbe jedoch seinerzeit eine Anzeige über einen derartigen Uebergang gewärtige, und dass für den in Aussicht genommenen Uebergang der österreichischen Concession an die Stadtgemeinde Hof, beziehungsweise an die bayerische Staatseisenbahnverwaltung, dem Wunsche der letzteren gemäss, keine Taxe, Stempel- oder Besitzveränderungsgebühr in Oesterreich erhoben werden würde.

2. Zum §. 2 der österreichischen Concessionsurkunden.

Rücksichtlich des Vollendungstermines der Hof-Egerer Bahnstrecke wird vereinbart, dass der Bau der Hof-Egerer Bahn-

1863 wird für die entsprechende Forti
Strecken durch ein besonderes U
werden.

Artik

Gegenwärtiger Vertrag soll
vorgelegt und die Auswechslung d
binnen vier Wochen in München

Zur Beglaubigung dessen h
Vertrag unterzeichnet und besieg

München, den 17. Juni 186

(L. S.) *Maly* m. p.
(L. S.) *Weber* m. p.

So haben Wir nach Prüfun
aus 19 Artikeln bestehenden Ve
genehmigt, und versprechen an
für Uns und Unsere Nachfolger,
getreu zu beobachten und beoba

Zu dessen Bestätigung hab
händig unterzeichnet, und sel
drücken lassen.

So geschehen in Unserer k
Wien am zwölften Juli im Jah
sechzig und drei, Unserer Reic

Franz Joseph m. p.

—

Schlussprotokoll vom 17. Ju
17. Juni 1863 zwischen Oest
bahnverbindungen von Hof
nach

Die unterzeichneten Bev
Abschlusse des Staatsvertra
von Hof über Asch nach Eger
eingekommen, diejenigen Nel
Erklärungen, welche sich niel
Vertragsurkunde eignen, in g
zulegen.

1. Der kaiserlich-königl
österreichischen Concessions

und den zollämtlichen Localitäten so nahe als möglich gelegen, dann in Verbindung mit diesem Amtszimmer 1863

1 Cabinet für den Amtsleiter von . . . . 4 □Klafter
1 Mannschaftszimmer . . . . . 10 „
ferner für den Amtsdiener:
1 Kammer mit . . . . . 4 „
1 Küche mit . . . . . 3 „
alles im Erdgeschosse;

c) für den Postdienst:

im Bahnhofe zu Asch
1 Manipulationszimmer von . . . . . 9 □Klafter
1 Wohnung mit 3 Zimmern, Küche etc.
im Bahnhofe zu Eger
1 Manipulationszimmer . . . . . 12 „
1 Zimmer von . . . . . 6 „
1 Requisitenkammer.
1 Vorrichtung zum Schutze der Postwägen während der Auf- und Abladung,
1 Wagenschupfe;

d) für den Telegraphendienst:

im Bahnhofe zu Asch
1 Zimmer von . . . . . 8 □Klafter
1 Zimmer . . . . . 4 „
1 Material-Depot.
1 offener Platz von . . . . . 10 „
im Bahnhofe zu Eger
dieselben Räume.

II. Für die königlich bayerischen Verwaltungszweige.

Die für den königlich bayerischen Zoll-, Post- und Telegraphendienst in den Bahnhöfen zu Asch und Eger erforderlichen Amts- und Wohnungslocalitäten werden der einschlägigen Eisenbahnverwaltung durch die betheiligten königlichen Verwaltungen bezeichnet.

In Bezug auf diese nach Ziffern I und II herzustellenden Localitäten wird folgende Vereinbarung getroffen.

Die Localitäten im Bahnhofe zu Asch sind von den Concessionären der Hof-Egerer Bahn, die Localitäten im Bahnhofe zu Eger von der privilegirten Actiengesellschaft der bayerischen Ostbahnen herzustellen, und der österreichischen beziehungsweise bayerischen Staatsregierung ohne Entgelt zur Benützung während der Concessionsdauer zu überlassen, jedoch unter nachstehenden näheren Bestimmungen:

1863 *a)* So lange der Reinertrag der genannten österreichischen Bahnstrecken nicht mindestens $4^1/_2$ Procent des Anlagecapitals erreicht, werden der einschlägigen Eisenbahnverwaltung von der kaiserlich - königlich österreichischen und königlich bayerischen Regierung für die ihren Bediensteten eingeräumten Wohnungslocalitäten fünf Procent des für Herstellung dieser Wohnungen gemachten Kostenaufwandes als Miethzins jährlich vergütet.

b) Die Kosten der inneren Einrichtung, Erhaltung, Beheizung, Beleuchtung und Reinigung werden auf Rechnung der die Localitäten benützenden Verwaltungsbehörde übernommen.

c) Der Verwaltung der bayerischen Ostbahnen wird vorbehalten, falls noch andere Bahnen in den Bahnhof zu Eger einmünden sollten, welchen die hergestellten erwähnten Amts- und Wohnungs-Localitäten im Bahnhofe zu Eger zu Gute kommen, von den Verwaltungen dieser Eisenbahnen nach Massgabe ihrer Betheiligung an dem von der bayerischen Ostbahnverwaltung hergestellten Raume des Egerer Bahnhofes diesfalls eine angemessene Vergütung anzusprechen, in welcher Beziehung bei Ertheilung neuer im gegenwärtigen Vertrage noch nicht in Aussicht genommenen Concessionen für die in Eger einmündenden Bahnen von der kaiserlich - königlich österreichischen Regierung Vorsorge getroffen werden wird.

5. Zum §. 7 der österreichischen Concessionen und Artikel 16 des Vertrages.

Die Einrichtung des Postdienstes, insbesondere die Bestellung der Postconducteure zu den Bahnzügen und die wechselseitige Vergütung hierfür soll von den beiderseitigen Postverwaltungen im gegenseitigen Benehmen geregelt werden, jedoch wird schon jetzt vereinbart, dass

a) die Postconducteure zwischen Eger und Hof einerseits, dann zwischen Eger und Schwandorf oder Weiden anderseits und umgekehrt, durchlaufen sollen, und eine Uebergabe der Postsendungen von einer Verwaltung an die andere unterwegs im Interesse der Beschleunigung des Postdienstes nicht platzgreifen soll, dass aber diese Conducteure den Localverkehr zu vermitteln haben;

b) für jeden Eisenbahnwagen, welcher für den Postdienst zu dem nach §. 7 Absatz 2 der österreichischen Concessionsurkunden unentgeltlich gegebenen noch weiters beizustellen ist, wird von der österreichischen Postverwaltung bis auf etwaige weitere Vereinbarung eine Entschädigung von acht Neukreuzern österreichischer Währung Silber pro Achse und Meile an die Eisenbahnverwaltung geleistet.

6. Zum §. 14 der österreichischen Concessionen. 1863

Es wird einverständlich festgesetzt, dass unter den im §. 14 der österreichischen Concessionsurkunden erwähnten Staatsbeamten, Angestellten und Dienern, welche auf den fraglichen Bahnen unentgeltlich zu befördern sind, die ausübenden im Dienste befindlichen kaiserlichen Zoll-, Post-, Polizei- und Telegraphenbeamten und Diener (mit Einschluss der Finanzwachorgane) wie die Beamten der Generalinspection für die österreichischen Eisenbahnen zu verstehen seien, und das frei zu befördernde Reisegepäck nicht mehr als einen Zentner betragen soll.

7. Zum §. 15 der österreichischen Concessionen.

Was die im §. 15 der österreichischen Concessionsurkunden festgesetzte Concessionsdauer und deren eventuelle Verlängerung anbelangt, so wird hierzu die Vereinbarung getroffen, dass von dem wirklichen Reinertrage der einschlägigen österreichischen Bahnstrecke (welcher nach Abzug aller Betriebsausgaben, wozu auch ein entsprechender Beitrag zu den Kosten der Oberleitung und eine entsprechende Abschreibungsquote für die Abnützung der Betriebsmittel und insbesondere des Fahrmaterials, sowie der Ersatz der allfällig vorkommenden Beschädigungen gehört, übrig bleibt) der bayerischen Eisenbahnverwaltung jährlich 5% Zins des Anlagecapitals für Bahnbau und Betriebseinrichtung zugetheilt, beziehungsweise gutgeschrieben, der hiernach verbleibende Ueberschuss aber nebst den daraus entfallenden Zinsen für Tilgung des Anlagecapitals in Rechnung gebracht werden soll, und dass daher auch nach dem Ablaufe der Concessionsfrist der ungeschmälerte gleichmässige Betrieb mit den während der Concessionsdauer zustehenden Befugnissen und Verpflichtungen auf so lange sich zu erstrecken hat, bis nach solcher Berechnung die vollständige Tilgung des Anlagecapitals und der allenfallsigen Zinsrückstände als nachgewiesen erscheint.

Die königlich bayerische Regierung wird übrigens rücksichtlich beider gedachten Bahnstrecken nach vollendetem Baue und Einrichtung des Betriebes der kaiserlich-königlich österreichischen Regierung eine summarische Nachweisung über die Grösse des Anlagecapitals mittheilen, sowie auch die jährlichen Betriebsergebnisse seinerzeit durch eine summarische Uebersicht zur Kenntniss bringen.

8. Zum §. 16 der österreichischen Concessionen.

Im Falle, dass die bayerischen Eisenbahnverwaltungen beim Baue oder Betriebe der österreichischen Bahnstrecken von Eger an die Grenze bei Asch und bei Waldsassen wider Erwarten einer Vorschrift der österreichischen Gesetze oder Concessionsurkunden nicht nachkommen sollten, wird die kaiserlich-königlich österreichische Regierung ohne Einverständniss mit der königlich bayerischen Regierung keine solche Massregel treffen, durch welche einer bayeri-

1863 schen Eisenbahnverwaltung der Genuss der österreichischen Bahnstrecke entzogen würde.

Die im gegenwärtigen Protokolle niedergelegten Erklärungen und Verabredungen sollen als ein integrirender Theil des heute abgeschlossenen Staatsvertrages und mit der Ratification dieses Vertrages als gleichzeitig genehmigt angesehen werden.

München, den 17. Juni 1863.

(L. S.) *Maly* m. p. (L. S.) *Diepolder* m. p.
(L. S.) *Weber* m. p.

236.

23 juin 1863.

Deuxième convention additionnelle à la convention du 1 février 1858 entre l'Autriche et la Bavière sur l'entretien des troupes autrichiennes de passage dans la Bavière. Conclue à Vienne. Ratifications ministérielles échangées à Vienne le 4 août 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 72.)

Zweite Nachtrags - Uebereinkunft vom 23. Juni 1863, zu der Convention zwischen Oesterreich und Bayern vom 1. Februar 1858, betreffend die Einquartierung und Verpflegung kaiserlich österreichischer Truppen in Bayern, dann die Vorspannsleistungen an dieselben. Abgeschlossen zu Wien am 23. Juli 1863. Ratificirt mittelst des im kaiserl. Ministerium des Aeussern am 4. August 1863 stattgefundenen Austausches gegenseitiger Ministerialerklärungen.

Nachdem die Eisenbahnen von Prag über Pilsen nach Furth, dann von Wels über Schärding nach Passau hergestellt sind, wodurch eine schnellere Beförderung k. k. österreichischer Truppentransporte aus Böhmen und Oberösterreich nach den Bundesfestungen Mainz und Rastatt ermöglicht ist, und die k. k. österreichische Regierung die im Artikel 2 der Uebereinkunft vom 1. Februar 1858 *) vorbehaltene Festsetzung neuer Etapenrouten in der vorerwähnten Richtung in Anregung gebracht hat, haben sich die Unterzeichneten, nämlich im Namen der k. k. österreichischen Regierung:

der Herr Johann Bernhard Graf von Rechberg-Rothenlöwen, Seiner k. k. Majestät wirklicher geheimer Rath, Kämmerer, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des kaiserlichen Ordens der eisernen Krone I. Classe und des königlich

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1858, Nr. 58.

bayerischen Hubertus-Ordens, Grosskreuz des königlich bayerischen Verdienstordens vom heiligen Michael, und Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern; 1863

und im Namen der königlich bayerischen Regierung:

der Herr Otto Graf von Bray-Steinburg, erblicher Reichsrath der Krone Bayern, Staatsminister ausser Dienst, königlich bayerischer ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am kaiserlich österreichischen Hofe, Grosskreuz des königlich bayerischen Civil-Verdienstordens der Krone und des Verdienstordens vom heiligen Michael;

über nachstehende Bestimmungen geeinigt:

I.

Für k. k. österreichische Truppen werden zu den bereits mit der k. k. österreichischen Regierung vereinbarten Etapenrouten die nachbemerkten königlich bayerischen Eisenbahnlinien als weitere Etapenrouten eingeräumt, und zwar für Truppentransporte

A. aus Böhmen:

am 1. Tage von Prag nach Amberg,
am 2. Tage von Amberg nach Schweinfurt,
am 3. Tage von Schweinfurt nach Mainz oder Rastatt;

B. aus Oberösterreich:

am 1. Tage von Schärding nach Nürnberg,
am 2. Tage von Nürnberg nach Würzburg,
am 3. Tage von Würzburg nach Mainz oder Rastatt;

C. nach Böhmen:

am 1. Tage von Rastatt oder Mainz nach Schweinfurt,
am 2. Tage von Schweinfurt nach Amberg,
am 3. Tage von Amberg nach Prag;

D. nach Oberösterreich:

am 1. Tage von Rastatt oder Mainz nach Würzburg,
am 2. Tage von Würzburg nach Nürnberg,
am 3. Tage von Nürnberg nach Schärding.

II.

Die Benützung der in dieser Richtung bereits vereinbarten, sonach älteren Routen, bleibt den fraglichen k. k. österreichischen Truppendurchzügen vorbehalten.

III.

Die sub Nr. II der Nachtrags-Uebereinkunft vom 27. Juli 1861 *) erwähnte Modification des Artikels 3 der Uebereinkunft vom 1. Fe-

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1861, Nr. 92.

1863 bruar 1858 ist auch für gegenwärtige zweite Nachtrags-Uebereinkunft massgebend.

IV.

Gegenwärtige zweite Nachtrags-Uebereinkunft tritt sofort nach erfolgter Ratification beider contrahirenden Allerhöchsten Höfe in Wirksamkeit, und dieselbe soll die nämliche Kraft und Giltigkeit haben, als wäre sie Wort für Wort in der Uebereinkunft vom 1. Februar 1858 enthalten, auch soll dieselbe in beiden Staaten zur üblichen Veröffentlichung gebracht werden.

So geschehen zu Wien, am 23. Juni 1863.

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.
(L. S.) Graf *von Bray* m. p.

237.

16 juillet 1863.

Traité entre l'Autriche, la Belgique et les autres états intéressés sur l'abolition du péage de l'Escaut, conclu à Bruxelles. Ratifications de l'Autriche et de la Belgique échangées à Bruxelles le 20 août 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 1.)

Staatsvertrag vom 16. Juli 1863, zwischen Oesterreich, Belgien und den übrigen betheiligten Staaten, über die Ablösung des Scheldezolles. Abgeschlossen zu Brüssel am 16. Juli 1863; ratificirt von Seiner k. k. Apostolischen Majestät am 12. August 1863. Die Auswechslung der bezüglichen Ratificationen zwischen Oesterreich und Belgien hat zu Brüssel am 20. August 1863 stattgefunden.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam Plenipotentiarius Noster atque Brasiliae, Chilae, Daniae, Hispaniae, Franciae, Magnae Britanniae, Hannoverae, Sardiniae, Oldenburgi, Peruviae, Lusitaniae, Prussiae, Russiae, Sueciae et Norvegiae, Turciae atque urbium foederatarum Plenipotentiarii ex una parte, ex altera autem parte Commissarii Regni belgici die 16. Julii a. c. Bruxellis de redimendo Scaldis portorio, conventionem inierunt octo articulis consistentem tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Son

Excellence le Président de la République du Chili, Sa Majesté le 1863
Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Hanovre, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg, Son Excellence le Président de la République du Pérou, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et les Sénats des Villes Libres et Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, également animés du désir de libérer à jamais la navigation de l'Escaut du péage qui la grève, d'assurer la réforme des taxes maritimes perçues en Belgique, et de faciliter par là le développement du commerce et de la navigation de leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême etc.

le Sieur Charles Baron de Hügel, Chevalier de l'Ordre Impérial et Royal de la Couronne de fer de 1ère classe, Chevalier de l'Ordre Impérial et Royal de Léopold d'Autriche, Grand' Croix de l'Ordre de Saint Joseph de Toscane, Grand Cordon de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand, Sénateur Grand'Croix de l'Ordre Constantin de Saint George de Parme, Chevalier de l'Ordre Papal du Christ, Commandeur de l'Ordre Royal du Danebrog de Danemark et de l'Ordre Royal de Wasa de Suède, Officier de l'Ordre Royal de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre Royal de l'Aigle Rouge de Prusse, etc., docteur en droit de l'Université d'Oxford, Membre effectif des Académies Impériales des sciences de Vienne et de Léopoldino-Carolina, Président de la Société Impériale d'horticulture de Vienne, Membre honoraire et effectif de beaucoup de Sociétés savantes, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi des Belges

le Sieur Charles Rogier, Grand Officier de Son Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Grand Cordon de la Légion d'honneur, Grand' Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand' Croix de l'Ordre de l'Étoile Polaire, Grand'Croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, Grand' Croix de l'Ordre de Notre Dame de la Conception de Villa Viçosa, Grand' Croix de l'Ordre de l'Aigle Blanc, Grand' Croix de l'Ordre de Charles III, Grand' Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge, Son Ministre des Affaires Etrangères, et le Sieur Auguste Baron Lambermont, Officier de Son Ordre de

1863 Léopold, Grand Cordon de l'Ordre de Saint Stanislas, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier de 1ère classe de l'Ordre de Saint Ferdinand d'Espagne, etc., Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères,

Sa Majesté l'Empereur du Brésil

le Sieur Joaquim Thomas do Amaral, Commandeur de Son Ordre Impérial de l'Ordre de la Rose, Commandeur de l'Ordre de François 1er de Naples, Son Ministre Résident près Sa Majesté le Roi des Belges,

Son Excellence le Président de la République du Chili

Don Manuel Carvallo, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi de Danemark

le Sieur François Preben, Baron de Bille-Brahe, Chevalier de Son Ordre du Danebrog, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier des Ordres de l'Étoile Polaire de Suède et de l'Aigle Rouge de Prusse, Chambellan et Veneur de la Cour, Son Ministre Résident près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté la Reine d'Espagne

Don Diego Coello de Portugal y Quesada, Grand Cordon de Son Ordre d'Isabelle la Catholique, Commandeur de Son Ordre de Charles III, Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre de Saint George de Parme, Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Député aux Cortès, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près la Confédération Suisse.

Sa Majesté l'Empereur des Français

le Sieur Joseph Alphonse Paul, Baron de Malaret, Officier de la Légion d'Honneur, Grand' Croix de l'Ordre des Guelfes de Hanovre, Grand' Croix de l'Ordre de Henri de Brunswic, Commandeur de nombre extraordinaire de l'Ordre de Charles III d'Espagne, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande

Charles Auguste Lord Howard de Walden et Seaford, Pair du Royaume Uni, Chevalier Grand'Croix du très-honorable Ordre du Bain, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi de Hanovre 1863

le Sieur Bodo Baron de Hodenberg, décoré de la 4ème classe des l'Ordre des Guelfes de Hanovre, Commandeur de l'Ordre du Lnio Néerlandais, Ministre Résident de Sa Majesté le Roi de Hanovre p6rè Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas,

Sa Majesté le Roi d'Italie

le Sieur Albert Lupi, Comte de Montalto, Grand Cordon de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre du Lion Néerlandais, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg

le Sieur Geffcken, Chevalier de 2de classe avec plaque de l'Ordre de la Couronne de Prusse, Officier de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, Chevalier de la Légion d'Honneur, Docteur en droit, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Son Excellence le Président de la République du Perou

Don Manuel Yrigoyen, Son Chargé d'Affaires près le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

le Sieur Joseph Maurice Correa Henriquez Vicomte de Seisal, Membre de Son Conseil, Grand' Croix de Son Ordre du Christ, Commandeur de Son Ordre de Notre Dame de la Conception de Villa Viçosa, Grand' Croix de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, Grand' Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, Grand' Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais des Pays-Bas, Grand' Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, Grand' Croix des Ordres de Sainte Anne et de Saint Stanislas de Russie, Grand' Croix de l'Ordre d'Albert le Valeureux de Saxe, Commandeur de l'Ordre du Danebrog de Danemark, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Nichan Iftihar de 1ère classe, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

Sa Majesté le Roi de Prusse

le Sieur Charles Frédéric de Savigny, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle rouge de 2de classe avec la plaque, Grand' Croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen de Bade, Grand' Croix de l'Ordre d'Albert de la Saxe Royale, Grand Cordon des Ordres de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe, d'Anhalt, etc. etc., Son Chambellan et Conseiller Privé actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

1863 Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies

le Prince Nicolas Orloff, Chevalier de Son Ordre de Saint Wladimir de 3ème classe avec les glaives, Chevalier de Son Ordre de Sainte Anne de 2de classe, Chevalier de Son Ordre de Saint George de 4ème classe, Chevalier de l'Ordre de Léopold d'Autriche de 2de classe, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche de 2de classe, Chevalier de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de Prusse de 3ème classe, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Wurtemberg de 3ème classe, Chevalier de l'Ordre de la Maison Saxe Ernestine de 3ème classe, Commandeur de l'Ordre du Faucon Blanc de Saxe-Weimar, Son Aide-de-camp général, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége

le Sieur Adalbert de Mansbach, Chevalier de Son Ordre de Saint Olaf de Norvége, Chevalier de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Chevalier de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de Prusse de 3ème classe, Chevalier de l'Ordre du Mérite civil du Royaume de Saxe, Son Chambellan, Son Ministre Résident près Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans

Musurus-Bey, Fonctionnaire du rang de Bala de Son Gouvernement Impérial, décoré de l'Ordre Impérial de l'Osmanié de la 2de classe, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de la 1ère classe, Grand Cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, Grand Cordon de l'Ordre de la Croix du Sud du Brésil, Grand'Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand'Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand Commandeur de l'Ordre du Sauveur de Grèce, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Les Sénats des Villes Libres et Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg

le Sieur Geffcken, Chevalier de 2de classe avec plaque de l'Ordre de la Couronne de Prusse, Officier de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, Chevalier de la Légion d'Honneur, Doctor en droit, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des dites villes près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes prennent acte:

1° du traité conclu le 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas, qui restera annexé au présent traité et par lequel Sa

Majesté le Roi des Pays-Bas renonce à jamais au péage établi sur la 1863
navigation de l'Escaut et de ses embouchures par le § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839, et Sa Majesté le Roi des Belges s'engage à payer le capital de rachat de ce péage, fixé à 17,141.640 florins;

2° de la déclaration faite au nom de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le 15 juillet 1863, aux Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes et portant que la suppression du péage de l'Escaut consentie par Sa dite Majesté s'applique à tous les Pavillons, que ce péage ne pourra être rétabli sous une forme quelconque, et que cette suppression ne portera aucune atteinte aux autres dispositions du traité du 19 avril 1839, déclaration qui sera considérée comme insérée au présent traité auquel elle restera également annexée.

Article 2.

Sa Majesté le Roi des Belges fait, pour ce qui La concerne, la même déclaration que celle qui est mentionnée au § 2 de l'article précédent.

Article 3.

Sa Majesté le Roi des Belges prend encore envers les autres Parties contractantes les engagements suivants, qui deviendront exécutoires à partir du jour où le péage de l'Escaut cessera d'être perçu:

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges sera supprimé;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut seront réduits:

De 20 p°/₀ pour les navires à voiles,
„ 25 „ „ „ „ remorqués,
„ 30 „ „ „ „ à vapeur;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrévé.

Il est bien entendu que le droit de tonnage ainsi supprimé ne pourra être rétabli, et que les droits de pilotage et les taxes locales ainsi réduits ne pourront être relevés.

Le tarif des droits de pilotage et celui des taxes locales à Anvers, abaissés comme il est dit ci-dessus, seront inscrits dans les protocoles de la Conférence qui a arrêté le présent traité.

Article 4.

En considération des dispositions qui précèdent, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Son Excellence le Président de la République du Chili, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi

1863 de Hanovre, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg, Son Excellence le Président de la République du Pérou, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et les Sénats des Villes Libres et Hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg s'engagent à payer à Sa Majesté le Roi des Belges, pour leurs quote-parts dans le capital de rachat du péage de l'Escaut, que Sa dite Majesté s'est obligée à compter en entier à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, les sommes indiquées ci-après, savoir:

Pour la quote-part de l'Autriche	549.360	francs.
" " " " Brême	190.320	"
" " " du Brésil	1.680	"
" " " " Chili	13.920	"
" " " " Danemark	1,096.800	"
" " " de l'Espagne	431.520	"
" " " de la France	1,542.720	"
" " " de la Grande-Bretagne	8,782.320	"
" " " de Hambourg	667.680	"
" " " du Hanovre	948.720	"
" " " de l'Italie	487.200	"
" " " de Lubeck	25.680	"
" " " de la Norvége	1,560.720	"
" " " d'Oldenbourg	121.200	"
" " " du Pérou	4.320	"
" " " " Portugal	23.280	"
" " " de la Prusse	1,670.640	"
" " " " " Russie	428.400	"
" " " " " Suède	543.600	"
" " " " " Turquie	4.800	"

Il est convenu que les Hautes Parties contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la part contributive mise à la charge de chacune d'elles.

Article 5.

En ce qui regarde le mode, le lieu et l'époque du payement des différentes quote-parts, les Hautes Parties contractantes se réfèrent aux arrangements particuliers qui sont ou seront conclus entre chacune d'elles et le Gouvernement Belge.

Article 6.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en

provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible. 1863

Article 7.

Il est bien entendu que les dispositions de l'article 3 ne seront obligatoires qu'à l'égard des Puissances qui ont pris part ou qui adhéreront au traité de ce jour, Sa Majesté le Roi des Belges Se réservant expressément le droit de régler le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux Puissances qui sont restées ou resteront en dehors de ce traité.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, avant le 1er août 1863, ou aussitôt que possible après ce terme.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le seizième jour du mois de juillet de l'an mil huit cent soixante trois.

(L. S.) Baron Ch. *Hügel.*
(L. S.) Ch. *Rogier.*
(L. S.) Baron *Lambermont.*
(L. S.) J. T. *do Amaral.*
(L. S.) M. *Carvallo.*
(L. S.) P. *Bille-Brahe.*
(L. S.) D. *Coello de Portugal.*
(L. S.) *Malaret.*
(L. S.) *Howard de Walden et Seaford.*
(L. S.) *von Hodenberg.*
(L. S.) Cte. *de Montalto.*
(L. S.) *Geffcken.*
(L. S.) M. *Yrigoyen.*
(L. S.) Vte. *de Seisal.*
(L. S.) *Savigny.*
(L. S.) *Orloff.*
(L. S.) Adalbert *de Mansbach.*
(L. S.) *Musurus.*

1863 *Traité du 12 mai 1863, entre la Belgique et les Pays-Bas, annexé au Traité général du 16 juillet 1863.*

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

s'étant mis d'accord sur les conditions du rachat, par voie de capitalisation, du péage établi sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, par le § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839, ont résolu de conclure un traité spécial à ce sujet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges

le Sieur Aldephonse Alexandre Félix Baron du Jardin, Commandeur de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Commandeur du Lion Néerlandais, Chevalier Grand'Croix de la Couronne de chêne, Grand'-Croix et Commandeur de plusieurs autres Ordres, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas

Messire Paul van der Maesen de Sombreeff, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre du Nichan Iftihar de Tunis, Son Ministre des Affaires Étrangères,

le Sieur Jean Rudolphe Thorbecke, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand'Croix de l'Ordre Léopold de Belgique et de plusieurs autres Ordres, Son Ministre de l'Intérieur,

et le Sieur Gérard Henri Betz, Son Ministre des Finances;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Article 1.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas renonce à jamais, moyennant une somme de dix sept millions cent quarante et un mille six cent quarante florins des Pays-Bas, au droit perçu sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures en vertu du § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839.

Article 2.

Cette somme sera payée au Gouvernement Néerlandais par le Gouvernement Belge à Anvers ou Amsterdam, au choix de ce dernier, le franc calculé à 47 1/4 cents des Pays-Bas, savoir:

Un tiers sitôt après l'échange des ratifications, et les deux autres tiers, en trois termes égaux échéant le 1er mai 1864, le 1er mai 1865 et le 1er mai 1866.

Il sera loisible au Gouvernement Belge d'anticiper les susdites échéances.

Article 3.

À dater du payement du premier tiers, le péage cessera d'être perçu par le Gouvernement des Pays-Bas.

Les sommes non immédiatement soldées porteront intérêt à 4% l'an, au profit du Trésor Néerlandais. 1863

Article 4.

Il est entendu que la capitalisation du péage ne portera aucune atteinte aux engagements qui résultent, pour les deux États, des traités en vigueur en ce qui concerne l'Escaut.

Article 5.

Les droits de pilotage actuellement perçus sur l'Escaut sont réduits de

20% pour les navires à voiles,
25 „ „ „ „ remorqués, et
30 „ „ „ „ à vapeur.

Il reste d'ailleurs convenu que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse.

Article 6.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à La Haye, le douze mai mil huit cent soixante trois.

(L. S.) Baron *du Jardin.*
(L. S.) P. *Van der Maesen de Sombreeff.*
(L. S.) *Thorbecke.*
(L. S.) *Betz.*

Protocole annexé au Traité du 16 juillet 1863.

Les Plénipotentiaires soussignés, s'étant réunis en Conférence pour arrêter le Traité général relatif au rachat du péage de l'Escaut et ayant jugé utile, avant de formuler cet arrangement, de s'éclairer sur la portée du Traité conclu le 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas, ont résolu d'inviter le Ministre des Pays-Bas à prendre place, à cet effet, dans la Conférence.

Le Plénipotentiaire des Pays-Bas a bien voulu se rendre à cette invitation et a fait la déclaration suivante:

Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, déclare, en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été délivrés, que la suppression du péage de l'Escaut consentie par Son Auguste Souverain, dans le Traité du 12 mai, s'applique à tous les pavillons, que ce péage ne pourra être rétabli

1863 sous une forme quelconque et que cette suppression ne portera aucune atteinte aux autres dispositions du Traité du 19 avril 1839.

Bruxelles, le 15 juillet 1863.

Baron *Gericke d'Herwynen.*

Il a été pris acte de cette déclaration, qui sera insérée ou annexée au Traité général.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1863.

(L. S.) Baron *Gericke d'Herwynen.*
(L. S.) Baron *de Hügel.*
(L. S.) Ch. *Rogier.*
(L. S.) Baron *Lambermont.*
(L. S.) J. T. *do Amaral.*
(L. S.) M. *Carvallo.*
(L. S.) P. *Bille-Brahe.*
(L. S.) D. *Coello de Portugal.*
(L. S.) H. S. *Sanford.*
(L. S.) *Malaret.*
(L. S.) *Howard de Walden et Seaford.*
(L .S.) *Von Hodenberg.*
(L. S.) Cte. *de Montalto.*
(L. S.) *Geffcken.*
(L. S.) M. *Yrigoyen.*
(L. S.) Vte. *de Seisal.*
(L. S.) *Savigny.*
(L. S.) *Orloff.*
(L. S.) Adalbert *Mansbach.*
(L. S.) C. *Musurus.*

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis illos omnes ratos hisce confirmatosque profitemur verbo Nostro Caesareo pro Nobis Nostrisque successoribus promittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austria di duodecima mensis Augusti anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo tertio, Regnorum Nostrorum vero decimo quinto.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Comes *a Rechberg* m. p.

reifenden k. k. Länderstellen bereits 1863
den sind, der königlich bayerischen
der k. k. Gesandtschaft in München
rzeichnete u. s. w.

Meysenbug.

241.

12 août 1863.

à l'égard d'un arrangement
le Grand-Duché de Bade pour
utrichiennes de passage par le
e grand-ducal.

(R. G. B. 1863, Nr. 76.)

12. August 1863, betreffend eine
reichischen und der grossherzoglich
ne Uebereinkunft wegen Einquar-
durch das grossherzoglich badische
österreichischen Truppen, dann über
dieselben und über die Vergütung
hselt am 12. August 1863 gegen eine
sche Ministerialerklärung ddo. Carls-
27. Juni 1863.

königlich österreichische und die gross-
ng beschlossen haben, über die Ein-
der durch das grossherzoglich badische
-königlich österreichischen Truppen,
ng an dieselben und über die Vergütung
Uebereinkunft abzuschliessen, so haben
nde Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

ereinkunft umfasst alle während der
h das grossherzoglich badische Gebiet
Transporte kaiserlich österreichischer

serlich österreichischen und der gross-
rung abgeschlossene Etapen-Convention
l der dazu gehörige Additional-Artikel
nd hierdurch aufgehoben.

1863 lieferung von Deserteuren und mitgenommenen Pferden festgesetzten Prämie, keinerlei Vergütung der durch die Auslieferung von Deserteuren entstehenden Kosten — weder für den Transport, die Bewachung u. s. f., — noch für den Unterhalt der Deserteure und der mitgenommenen Pferde zu gewähren ist.

Diese Aenderung hat mit 31. Juli 1863 in Kraft zu treten, und es erlischt sonach mit diesem Tage das mit der königlich sächsischen Regierung getroffene abweichende Uebereinkommen, welches mit der Circular-Verordnung vom 15. August 1860, Abth. 11, Nr. 3612 (31. Stück des Normal - Verordnungsblattes) publicirt wurde, während das mit der königlich preussischen Regierung diesfalls getroffene erweiterte Uebereinkommen vom Jahre 1860, kundgemacht mit der Circular-Verordnung vom 24. Februar 1863, Abth. 11, Nr. 435 (6. Stück des Normal-Verordnungsblattes), fortan in Wirksamkeit zu bleiben hat.

Graf *Degenfeld* m. p., F. Z. M.

240.

30 juillet / 10 août 1863.

Arrangement entre l'Autriche et la Bavière pour l'admission des sujets réciproques dans les districts frontières, à l'exercice de leur métier. Échangée contre une déclaration analogue de Bavière datée du 8 septembre 1863.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Note des k. k. Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 30. Juli 1863 an den königlich bayerischen Geschäftsträger Baron Malzen in Wien.

Das Ministerium des Aeussern beehrt sich, dem Herrn N. N. ergebenst mitzutheilen, dass Seine k. k. Apostolische Majestät über einen allerunterthänigsten Vortrag des k. k. Ministers für Handel und Volkswirthschaft, mit Resolution vom 11. l. M. zu genehmigen geruht haben, dass den bayerischen Staatsangehörigen, welche in ihrem Lande zum selbstständigen Gewerbsbetriebe berechtiget sind, auf Grundlage der Gegenseitigkeit zu gestatten ist, in den diesseitigen, an Bayern liegenden Grenzbezirken Arbeiten ihres Gewerbes auf Bestellung zu übernehmen, und selbst sowie mit ihren Hilfsarbeitern auszuführen, ohne Unterschied, ob das betreffende Gewerbe zu den freien oder concessionirten gehören möge. Indem das Ministerium des Aeussern die Ehre hat, beizufügen, dass dieses Zuge-

ständniss, wovon auch die betreffenden k. k. Länderstellen bereits 1863
in die Kenntniss gesetzt worden sind, der königlich bayerischen Regierung unter Einem im Wege der k. k. Gesandtschaft in München intimirt wird, benützt der Unterzeichnete u. s. w.

Meysenbug.

241.

12 août 1863.

Déclaration ministérielle à l'égard d'un arrangement pris entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade pour l'entretien des troupes autrichiennes de passage par le territoire grand-ducal.

(R. G. B. 1863, Nr. 76.)

Ministerialerklärung vom 12. August 1863, betreffend eine zwischen der kaiserlich österreichischen und der grossherzoglich badischen Regierung getroffene Uebereinkunft wegen Einquartierung und Verpflegung der durch das grossherzoglich badische Gebiet ziehenden kaiserlich österreichischen Truppen, dann über die Vorspannsleistung an dieselben und über die Vergütung dieser Leistungen. Ausgewechselt am 12. August 1863 gegen eine analoge grossherzoglich badische Ministerialerklärung ddo. Carlsruhe den 27. Juni 1863.

Nachdem die kaiserlich-königlich österreichische und die grossherzoglich badische Regierung beschlossen haben, über die Einquartierung und Verpflegung der durch das grossherzoglich badische Gebiet ziehenden kaiserlich-königlich österreichischen Truppen, dann über die Vorspannstellung an dieselben und über die Vergütung aller dieser Leistungen, eine Uebereinkunft abzuschliessen, so haben dieselben sich über nachstehende Bestimmungen vereinbart:

Artikel 1.

Die gegenwärtige Uebereinkunft umfasst alle während der Dauer ihrer Giltigkeit durch das grossherzoglich badische Gebiet stattfindenden Märsche und Transporte kaiserlich österreichischer Truppen.

Die zwischen der kaiserlich österreichischen und der grossherzoglich badischen Regierung abgeschlossene Etapen-Convention vom 23. October 1817 und der dazu gehörige Additional-Artikel vom 30. November 1817 sind hierdurch aufgehoben.

1863

Artikel 2.

Die grossherzoglich badische Regierung räumt der kaiserlich-königlich österreichischen Regierung für die von und nach den Bundesfestungen Rastatt, Ulm und Mainz oder nach Frankfurt am Main bestimmten Militärtransporte folgende Etapenstrassen durch das Grossherzogthum ein:

1. Die Eisenbahnlinie von Rastatt über Durlach nach Bruchsal, beziehungsweise über Bruchsal nach Heidelberg, Mannheim oder Darmstadt und umgekehrt;

2. die Eisenbahnlinie von Rastatt über Ettlingen, Durlach, Pforzheim nach Mühlacker und umgekehrt;

3. die Strasse von Rastatt über Ettlingen, Ellmendingen und Pforzheim an die württembergische Grenze bei Illingen und umgekehrt;

4. die Strasse von Rastatt über Mühlburg, Wiesenthal nach Mannheim, zum Uebergang auf das linke Rheinufer und umgekehrt;

4. *a)* die Strasse von Schwetzingen über Heidelberg nach Weinheim bis an die grossherzoglich hessische Grenze und umgekehrt;

5. die Strasse von Mannheim über Heidelberg nach Sinsheim an die württembergische Grenze und umgekehrt.

Die Entfernung der genannten Etapenorte beträgt bei

a) der Strasse von Rastatt nach Pforzheim:

von Rastatt nach Ettlingen	$4\frac{1}{4}$	badische	Wegstunden
„ Ettlingen nach Pforzheim . . .	$5\frac{1}{2}$	„	„
„ Pforzheim nach Illingen . . .	$4\frac{1}{2}$	„	„

b) der Strasse von Rastatt nach Mannheim und Weinheim:

von Rastatt bis Mühlburg	5	badische	Wegstunden
„ Mühlburg bis Graben	$4\frac{3}{4}$	„	„
„ Graben bis Schwetzingen . . .	$6\frac{3}{4}$	„	„
„ Schwetzingen bis Frankenthal .	$6\frac{1}{2}$	„	„
„ Schwetzingen bis Mannheim . .	$3\frac{1}{2}$	„	„
dann „ Schwetzingen bis Weinheim . .	$6\frac{3}{4}$	„	„
„ Weinheim bis Heppenheim . .	3	„	„

c) Strasse von Mannheim nach Sinsheim:

von Dorms nach Mannheim	$5\frac{1}{2}$	badische	Wegstunden
„ Mannheim nach Heidelberg . .	5	„	„
„ Heidelberg nach Sinsheim . .	$6\frac{1}{2}$	„	„
„ Sinsheim nach Heilbronn . . .	$7\frac{1}{4}$	„	„

Artikel 3.

Die Fortbewegung der kaiserlich österreichischen Truppen im Grossherzogthume Baden findet in der Regel mit Benützung der

Eisenbahn statt, und nur im Falle der Unterbrechung des Verkehres, 1863
oder wo die besondere Natur der Militärtransporte, z. B. Munitionstransporte oder sonstige besondere Verhältnisse eine Beförderung auf der Eisenbahn unthunlich erscheinen lassen, werden die unter 3, 4 und 5 oben aufgezählten Etapenstrassen benützt.

Bei Transporten kaiserlich österreichischer Militärmannschaften zwischen den Bundesfestungen Ulm, Rastatt und Mainz oder der freien Stadt Frankfurt am Main durch die Eisenbahn, wird denselben auf grossherzoglichem Gebiete nur dann ein Nachtquartier angewiesen werden, wenn nach den Eisenbahnfahrplänen die Route nicht in einem Tage zurückgelegt werden kann, und alsdann abwechselnd in Bruchsal und in Heidelberg.

Artikel 4.

Die kaiserlich österreichischen Militärmannschaften sind gehalten, auf keiner anderen als auf den bezeichneten Etapenstrassen zu marschiren, und nur die im Artikel 2 benannten Orte als Etapenorte zu betrachten.

Sollte von grösseren oder kleineren Abtheilungen dem zuwidergehandelt werden, so ist davon der kaiserlich österreichischen Militärbehörde Anzeige zu machen, welche die an die Mannschaften geschehenen Leistungen aller Art nicht in den zwischen den beiderseitigen Regierungen verabredeten Preisen, sondern nach den von den grossherzoglichen Beamten attestirten wirklichen Kostenpreisen erstatten, sowie allen durch den Marsch entstandenen Schaden nach geschehener pflichtmässiger Abschätzung durch drei Taxatoren vergüten wird.

Artikel 5.

Bei dem Marsche grösserer Truppentheile, als die im Artikel 2 bezeichneten Stationsorte ohne Ueberlastung der Einwohner und Benachtheiligung der unterzubringenden Truppen fassen können, steht es der bezüglichen grossherzoglichen Behörde zu, Abtheilungen der marschirenden Truppen in die dem Stationsorte zunächst gelegenen Orte zu verlegen. Diese Orte dürfen in der Regel nicht über eine badische Wegstunde von der Etapenstation entfernt sein, und die zu dislocirenden Abtheilungen sollen mindestens die Stärke eines gewöhnlichen Officiers-Commandos nach den kaiserlich österreichischen Armee-Einrichtungen haben.

Bei dem Marsche eines ganzen Regiments kann bis auf zwei badische Wegstunden von der Etapenstation dislocirt oder es kann ein Theil der Colonne auf Parallelstrassen angewiesen werden.

Artikel 6.

Die grossherzoglich badische Regierung wird einen grossherzoglichen höheren Officier (Stabsofficier) als Marschcommissär aufstellen,

1863 welcher mit dem kaiserlichen Militärcommando in Mainz in allen das Quartier-, Verpflegungs- und Transportwesen der kaiserlich österreichischen Truppen betreffenden Beziehungen in directen Verkehr tritt.

Die kaiserlich österreichische Regierung wird das obengedachte Militärcommando auch ihrerseits anweisen, mit dem grossherzoglichen Marschcommissär in directen Verkehr zu treten.

Der grossherzoglich badische Marschcommissär vermittelt die Anforderungen, Reclamationen u. s. w. der kaiserlich österreichischen Militärcommandanten bei den grossherzoglichen Civilstaatsstellen und bürgerlichen Behörden und ebenso letzterer bei den kaiserlich österreichischen Militärbehörden, soweit solche Gegenstände nicht wegen besonderer Wichtigkeit oder Unthunlichkeit der Verständigung auf den geordneten diplomatischen Weg zu verweisen sind.

Der grossherzogliche Marschcommissär ordnet die etwa erforderlich werdenden Dislocationen an, und setzt das betreffende kaiserlich österreichische Militärcommando von den bestimmten Quartieren in Kenntniss, sowie er auch dafür Sorge trägt, dass beim jeweiligen Einrücken kaiserlicher Truppentheile den vorausgehenden Quartiermachern in dem ersten Etapenorte auf grossherzoglichem Gebiete die Bezeichnung der Marschquartiere für die ganze Route eingehändigt wird.

Im Uebrigen ist die Leitung und Besorgung der Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transportangelegenheiten, sowie die Etapenpolizei, Sache des an den Haupt-Etapenorten befindlichen grossherzoglichen Bezirksamtes.

Die Vertheilung der Einquartierung etc. hat die in jeder Gemeinde bestehende Einquartierungscommission zu besorgen.

Artikel 7.

Das kaiserlich österreichische Militärcommando in Mainz stellt die Marschvorweise aus, auf welche hin die Instradirung der Militärtransporte erfolgt, und welche die Zahl der Mannschaften (Officiere, Unterofficiere, Soldaten), der Pferde, den Bedarf an Vorspannpferden und Wagen mit dem Gewichte des Gepäckes genau bestimmen.

Artikel 8.

Das kaiserlich österreichische Militärcommando setzt den grossherzoglichen Marschcommissär rechtzeitig in Kenntniss von der Abmarschzeit und der summarischen Stärke der Marschcolonne, damit derselbe die Civilbehörden zeitig benachrichtigen könne. Bei Detachements unter und bis zu 25 Mann und Pferden ist eine Benachrichtigung des grossherzoglichen Marschcommissärs nicht erforderlich, sondern es sind nur die bürgerlichen Behörden (Bezirksämter) der geordneten Stationsorte direct durch die kaiserlichen Militär-

commanden von dem betreffenden Durchmarsche mindestens drei 1863
Tage vor dem Eintreffen der Mannschaften in Kenntniss zu setzen.

Die grossherzoglichen Civilbehörden haben sich in allen Fällen, in welchen etwaige Anstände sich nicht augenblicklich durch persönliches Benehmen mit dem Commandanten der marschirenden Truppen beseitigen lassen, der Vermittlung des grossherzoglichen Marschcommissärs zu bedienen.

Nur bei Truppenbewegungen von 500 Mann und mehr wird die kaiserliche Regierung durch die kaiserliche Gesandtschaft in Carlsruhe dem grossherzoglichen Ministerium des grossherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten acht Tage vor dem Einrücken beziehungsweise Abmarsche der Truppen Kenntniss geben lassen.

Bei grösseren Truppenmärschen bleibt es der grossherzoglichen Regierung anheimgestellt, die kaiserlichen Truppendurch besondere Marschcommissäre oder Officiere begleiten zu lassen.

Artikel 9.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Mannschaften steht weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch zu, dagegen werden die auf oben bezeichneten Etapenstrassen durchmarschirenden kaiserlichen Militärmannschaften vom Feldwebel, Wachtmeister einschliesslich abwärts, sowie die Militärdiener ihren Marschvorweisen gemäss, bei den Einwohnern der zum Etapenbezirke gehörigen Ortschaften einquartiert und erhalten auf die Anweisung der grossherzoglichen Etapenbehörde die Naturalverpflegung vom Quartierträger.

Die Officiere bis zum Hauptmann einschliesslich und die Kriegsbeamten dieses Ranges werden in Orten, wo sie in den Gasthöfen gegen Bezahlung ein angemessenes Unterkommen nicht finden können, gleichfalls bei den Einwohnern einquartiert. Sie erhalten in diesem Falle ein Zimmer mit einer den Ortsverhältnissen entsprechenden Einrichtung, und mit der erforderlichen Heizung und Beleuchtung, ausserdem die nöthige Unterkunft für den Diener.

Höheren Officieren wird für ihre eigene Rechnung ein ihrem Range entsprechendes Unterkommen verschafft werden. Alle Officiere und Kriegsbeamte mit Officiersrang, mögen sie einquartiert sein oder nicht, haben sich auf eigene Rechnung zu verpflegen.

Die Benützung des Quartiers über Nacht wird für einen Tag gerechnet.

Artikel 10.

Hinsichtlich der Bequartierung und Verpflegung der Mannschaften vom Feldwebel oder Wachtmeister einschliesslich abwärts und der Militärdiener dieses Grades wird Folgendes als allgemeine Regel festgestellt:

1863 Jeder Mann hat nur den Aufenthalt in dem Wohnzimmer bei dem Licht und Feuer des Quartierträgers anzusprechen, sodann ein frisch überzogenes Bett und in dessen Ermanglung frisches Stroh in hinreichender Menge.

Die volle Tagesbeköstigung jedes Mannes besteht aus dem Mittagessen und Abendessen des einen und aus dem Morgenessen des darauffolgenden Tages ohne Wein, Bier oder Branntwein.

Das Mittagessen muss bestehen in Suppe, $^1/_2$ Pfund Fleisch, in Gemüse und $^1/_2$ Pfund Brot. Das Abendessen besteht in Gemüse und $^1/_2$ Pfund Brot; das Morgenessen in Suppe und einem Pfund Brot.

Artikel 11.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dies nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu vermerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten, gegen die für letztere festgesetzte Vergütung für jeden Kopf, einquartiert und verpflegt.

Artikel 12.

Unterwegs erkrankte Militärpersonen, welche nicht weiter transportirt werden können, werden in einer Civilheilanstalt, in einem öffentlichen Gebäude oder in Privatwohnungen untergebracht.

Ueber derlei erkrankte Leute werden von dem österreichischen Commandanten, der dieselben zurücklässt, eigene Uebergabslisten, enthaltend die Charge, die Vor- und Zunamen, den Geburtsort, den Truppenkörper, den Zeitpunkt der Erkrankung und das Verzeichniss der Montur-, Rüstungs- und Armaturgegenstände, dann den Betrag der etwaigen eigenen Barschaft ausgestellt und dem Bürgermeister sowie dem Transportscommandanten eingehändigt.

Die kaiserlich-königlich österreichische Regierung vergütet für die ärztliche Behandlung und Medicamente in solchen Fällen die in der badischen Medicinalordnung festgesetzten Preise. Im Falle des Ablebens solcher Kranken übernimmt das kaiserlich-königlich österreichische Aerar die Kosten der Beerdigung und vergütet dafür die polizeilich festgesetzten oder ortsüblichen Taxen.

Der Bürgermeister hat in einem solchen Falle unter Mittheilung des Todtenscheines die Effecten des Verstorbenen gehörig verzeichnet und wohl verpackt dem Commando des Truppentheiles, welchem der Verstorbene angehört hatte, zuzusenden.

Erkrankte Officiere und Militärbeamte haben ihre Verköstigung sowie den ganzen wirklichen Aufwand für Quartier, Verpflegung und Medicamente und ärztliche Behandlung selbst zu bestreiten.

1863

Artikel 13.

Die zu dem Truppentransporte gehörigen Dienstpferde sind in gesunde und gehörig eingerichtete Stallungen unterzubringen.

Es kann von dem Quartiergeber ausser der Stallung nur das zur Reinhaltung des Stalles erforderliche Geräthe, dann während der Zeit des Putzens und Fütterns die erforderliche Beleuchtung ohne Vergütung gefordert werden.

Der entfallende Dünger verbleibt dem Quartiergeber.

Für auf Verlangen zu stellende Stallbeleuchtung ist der Betrag von vier Kreuzern für jedes Licht und jede Nacht zu vergüten.

Artikel 14.

Die Fourage, einschliesslich des Streustrohes, ist, soweit die Truppen damit nicht versehen sind, von den Gemeinden um die ortsüblichen Preise zu liefern.

Artikel 15.

Die Fourage wird, nur auf Anweisung der grossherzoglichen Etapenbehörden und gegen vorläufige Quittung des Empfängers, nur im Ganzen von der Gemeinde abgegeben (der Hafer in gestrichenem Masse, das Heu ohne Strohband). Die Vertheilung der Rationen haben die Truppen selbst zu besorgen.

Artikel 16.

Für kranke zurückgelassene Pferde werden die Curkosten auf die durch die grossherzoglichen Etapenbehörden attestirten Rechnungen vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagen, Reparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und ähnlichen Dingen werden von dem durchmarschirenden Militär nach den ortsüblichen Preisen bezahlt.

Erkranken Militärpferde, so dass von Seiten der Thierärzte deren Unterbringung in besonderen Stallungen für angemessen und erforderlich erachtet wird, so leistet das Militär gleichfalls für die Abtretung derselben angemessene Vergütung.

Artikel 17.

Die Transportmittel werden dem durchmarschirenden kaiserlichen Militär auf Anweisung der grossherzoglichen Etapenbehörden insoweit verabreicht, als desshalb darüber in den Marschvorweisen (Artikel 7) das Nöthige bemerkt ist. Nur diejenigen Mannschaften, welche unterwegs erkrankt sind, können, nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Zeugniss eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur weiteren Fortschaffung Anspruch machen.

1863 Die grossherzoglichen Amtsärzte, Aerzte und Wundärzte sollen für solche, erkrankten Militärs auszustellende Atteste nach Vorschrift der badischen Medicinalordnung entschädigt werden.

Unter Transportmittel werden nur zweirädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen und angeschirrte Vorspannpferde gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als 5 Centner badischen Gewichtes gerechnet werden.

Artikel 18.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etapenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den grossherzoglichen Landesbehörden gänzlich überlassen.

Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle.

Artikel 19.

Die den Fuhrpflichtigen zu leistende Vergütung wird nach der Entfernung des zurückgelegten Weges bemessen und die badische Wegstunde zu 14.814 badische oder 14.800 Wiener Fuss berechnet. Dabei werden Viertelstunden für halbe Stunden, die Entfernung unter einer Viertelstunde jedoch gar nicht berechnet.

Wenn die Entfernung vom Abfahrtsorte bis zum Bestimmungsorte weniger als eine Viertelstunde beträgt, so wird eine halbe Stunde vergütet.

Aufenthalt auf dem Marsche, wenn er mehr als eine Stunde währt, wird mit der Hälfte der Taxe berechnet.

Artikel 20.

Die kaiserlich österreichische Regierung verpflichtet sich, für die in Artikel 9, 10, 11, 12, 17, 18, 19 aufgezählten Leistungen, nämlich für Verpflegung, einschliesslich des Quartiers der Mannschaften vom Feldwebel, Wachtmeister abwärts, für Verpflegung der Kranken, ausschliesslich der Officiere, und Stellung der Transportmittel, die für das grossherzoglich badische Armeecorps jeweils bestehenden Sätze, für welche gegenwärtig die durch die Gesetze vom 24. Mai 1860 (Regierungsblatt XXVIII. Stück, Seite 194 und 196) festgestellten Tarife massgebend sind, zu vergüten.

Werden Officiere und Kriegsbeamte dieses Ranges einquartiert, so beträgt die Entschädigung:

a) für ein Zimmer täglich 24 kr.,

b) wenn das Zimmer von Mehreren zugleich bewohnt wird, für Jeden täglich 12 kr. einschliesslich Beleuchtung und Heizung.

Ueber Nacht wird für einen Tag gerechnet.

Artikel 21. 1863

Wird auf besonderes Verlangen des kaiserlichen Militär-Commando dieser eine Wachstube zur Verfügung gestellt, so ist für eine solche, welche die erforderliche Grösse haben und mit den üblichen Wachutensilien versehen sein muss, in den Wintermonaten September bis einschliesslich April, nebst Feuerungs- und Beleuchtungsmaterial (das Lagerstroh, wofür besondere ortsübliche Vergütung zu leisten, ausgenommen) 40 kr., in den Sommermonaten Mai bis August 20 kr. für jeden Tag, während welchem sich eine Wache darin befindet, zu vergüten.

Sämmtliche Zahlungen haben in badischer Landesmünze oder 52½ Gulden-Fusse zu geschehen.

Artikel 22.

Für die Beförderung der durch das Grossherzogthum Baden erfolgenden kaiserlich österreichischen Militärtransporte auf der Eisenbahn verpflichtet sich die kaiserlich österreichische Regierung, die Transportkosten auf der Eisenbahn nach den für das grossherzoglich badische Armeecorps hierfür bestehenden Sätzen zu vergüten und die Vorschriften des Militär-Transportreglements genau einzuhalten.

Das Transportreglement für die Beförderung grossherzoglich badischer Truppen auf der Eisenbahn vom 11. Juni 1859 sammt dem Reglement wegen Beförderung entzündlicher militärischer Munition vom 28. Juni 1859 ist zu diesem Ende der gegenwärtigen Uebereinkunft als Beilage beigegeben.

Artikel 23.

Die Vergütung für die den durchmarschirenden Truppen gemachten Leistungen haben jedesmal vor dem Wiederabmarsch mittelst Barzahlung zu geschehen.

Die Zahlung wird in der Regel von dem Militär an die Gemeindecasse und von dieser erst an die einzelnen Quartierträger etc. geleistet. Diejenigen Kosten, welche vor dem Abmarsche der Truppen nicht berichtiget werden können, werden auf Liquidation durch das kaiserlich-königliche Militärcommando zu Mainz zur Zahlung angewiesen werden.

Artikel 24.

In etwa vorkommenden Fällen, welche in gegenwärtiger Uebereinkunft nicht vorgesehen sind, sind die bezüglichen badischen Gesetze und Verordnungen massgebend.

Artikel 25.

Die Bestimmungen vorstehender Uebereinkunft finden gleichmässige Anwendung in dem Falle, wenn grossherzoglich badische Truppen durch kaiserlich österreichisches Gebiet marschiren sollten.

1863

Artikel 26.

Die gegenwärtige Uebereinkunft tritt sofort nach erfolgter Genehmigung beider contrahirender Theile in Kraft, sie verliert ihre Wirksamkeit sechs Monate nach erfolgter, jedem Theile freistehender Aufkündigung.

Zur Urkunde dessen wurde mit Allerhöchster Genehmigung Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät gegenwärtige Ministerialerklärung ausgestellt, um gegen eine gleichlautende Erklärung des grossherzoglich badischen Ministeriums des Aeussern ausgetauscht zu werden.

Wien, den 12. August 1863.

K. K. österreichisches Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.

242.

1 septembre 1863.

Projet d' un acte de réforme de la Confédération Germanique concerté à Francfort et présenté par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

(Staatsarchiv VIII. 1760.)

Entwurf einer Reformacte des Deutschen Bundes, wie derselbe aus den Berathungen des Fürstentages hervorgegangen ist.

(Die Abweichungen des ursprünglichen, von Oesterreich vorgelegten Entwurfes sind in den Anmerkungen angegeben.)

Abschnitt I.

Allgemeine Verfügungen.

Artikel 1.

Erweiterung des Bundeszweckes.

Die Zwecke des deutschen Bundes sind: Wahrung der Sicherheit und Machtstellung Deutschlands nach Aussen, Wahrung der öffentlichen Ordnung im Innern, Förderung der Wohlfahrt der deutschen Nation und Vertretung ihrer gemeinsamen Anliegen, Schutz der Unverletzbarkeit und verfassungsmässigen Unabhängigkeit der einzelnen deutschen Staaten, Schutz des öffentlichen Rechtszustandes in denselben, Gemeinsamkeit der Gesetzgebung im Bereiche der dem Bunde verfassungsmässig zugewiesenen Angelegenheiten, Erleichterung der Einführung allgemeiner deutscher Gesetze und Ein-

richtungen im Bereiche der gesetzgebenden Gewalt der einzelnen 1863
Staaten.

Artikel 2.

Neue Organe des Bundes.

Die Leitung der Bundesangelegenheiten wird von den souveränen Fürsten und freien Städten Deutschlands einem aus ihrer Mitte hervorgehenden Directorium übertragen.

Ein Bundesrath wird aus den Bevollmächtigten der Regierungen gebildet.

Eine Versammlung der Bundesabgeordneten wird periodisch einberufen werden.

Eine Fürstenversammlung wird periodisch zusammentreten.

Ein Bundesgerichtshof wird errichtet.

Abschnitt II.

Directorium und Bundesrath.

Artikel 3.*)

Bildung des Directoriums.

Das Directorium des Deutschen Bundes besteht aus sechs Stimmen:

1. aus dem Kaiser von Oesterreich;
2. aus dem Könige von Preussen;
3. aus dem Könige von Bayern;
4. aus den Königen von Sachsen, Hannover, Württemberg in jährlichem Wechsel durch einen aus ihrer Mitte, insofern nicht eine andere gemeinschaftliche Vereinbarung unter ihnen eintritt;

---

*) Ursprünglicher Entwurf: „Das Directorium des Deutschen Bundes besteht aus dem Kaiser von Oesterreich, dem Könige von Preussen, dem Könige von Bayern und zweien der am 8., 9. und 10. Bundes-Armeecorps betheiligten Souveräne. Letztere beide Directorialmitglieder werden in der Weise gewährt, dass diejenigen Regierungen, welche zusammen eines der genannten Armeecorps aufzustellen haben, aus ihrer Mitte je ein Directorialmitglied für eine Periode von 6 oder nach Umständen von 3 Jahren wählen, und abwechselnd in jedem dritten Jahre die Vertretung eines dieser Corps im Directorium ruht. Die am Directorium betheiligten Fürsten werden sich in der Regel durch Bevollmächtigte am Bundessitze vertreten lassen, es bleibt jedoch den Souveränen vorbehalten, sich bei wichtigeren Veranlassungen zu vereinigen, um die Befugnisse des Directoriums in Person auszuüben.“ — Dazu die Anmerkung: „Da die obige Bestimmung über die beiden durch die Wahl zu besetzenden Stellen im Directorium keine Classe der deutschen Souveräne grundsätzlich von der Wahl ausschliessen soll, so ist erläuternd zu bemerken, dass die vorgeschlagene Texirung auf der Unterstellung beruhe, es werde in Folge der noch schwebenden Verhandlungen über die Reserve-Infanterie-Division des Bundesheeres die Auflösung dieses Truppen-

1863 5. aus einem durch den Grossherzog von Baden, den Churfürsten von Hessen, Grossherzog von Hessen, den König von Dänemark als Herzog von Holstein und Lauenburg, den König der Niederlande als Grossherzog von Luxemburg, den Herzog von Braunschweig, die Grossherzoge von Mecklenburg - Schwerin und Mecklenburg-Strelitz und den Herzog von Nassau zu wählenden Bundesmitglieder;

6. aus einem durch den Grossherzog von Sachsen-Weimar, den Grossherzog von Oldenburg, die Herzoge von Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha und Anhalt, die Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Liechtenstein, Waldeck, Reuss ältere Linie, Reuss jüngere Linie, Schaumburg-Lippe und Lippe, den Landgrafen von Hessen-Homburg und die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg zu wählenden Bundesgliede.

Die Wahlen unter 5 und 6 geschehen auf drei Jahre und unter Anwendung des im Artikel 6 der Bundesacte festgestellten Stimmverhältnisses, insofern nicht unter den unter 5 genannten Staaten eine andere gemeinschaftliche Vereinbarung eintritt.

Die Mitglieder des Directoriums werden sich in der Regel durch Bevollmächtigte am Bundessitze vertreten lassen. Es bleibt ihnen jedoch vorbehalten, sich bei wichtigen Veranlassungen zu vereinigen, um die Befugnisse des Directoriums in Person auszuüben.

Artikel 4.

Bildung des Bundesrathes.

Der Bundesrath besteht aus den Bevollmächtigten der siebzehn Stimmen des engeren Rathes der Bundesversammlung. Oesterreich und Preussen führen im Bundesrathe je drei Stimmen, so dass die Zahl der Stimmen sich auf 21 erhöht.

Die für das Directorium ernannten Bevollmächtigten werden in der Regel ihre Regierungen auch im Bundesrathe vertreten.

Artikel 5.

Vorsitz im Directorium und im Bundesrathe. Art der Abstimmung. Verhältniss zu den vollmachtgebenden Regierungen. Hilfsbehörden.

Den Vorsitz im Directorium und im Bundesrathe führt Oesterreich. Im Falle der Verhinderung des österreichischen Bevollmächtigten geht der Vorsitz auf Preussen über.

---

körpers und die Wiedereintheilung der Contingente desselben in die drei gemischten Armeecorps beschlossen werden. Für den Fall des Fortbestehens der Reservedivision bleibt daher eine Modification des Vorschlags vorbehalten. Ebenso bleibt die Frage offen, wie der Wechsel in der Besetzung jener beiden Stellen in dem Falle einzurichten wäre, wenn statt der gegenwärtig bestehenden drei gemischten Corps, deren vier gebildet oder eine andere neue Eintheilung vorgezogen würde.

Mit dem Vorsitze sind keine anderen Befugnisse, als die zur 1863
formellen Erledigung der Geschäfte erforderlichen, verbunden.

Alle Beschlüsse des Directoriums werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit wird die Zahl der Bevölkerung (nach der Bundesmatrikel) der von jeder Stimme vertretenen Staaten, also: 1. Oesterreichs, 2. Preussens, 3. Bayerns, 4. der drei Königreiche, 5. der im Artikel 3 unter 5 genannten Staaten, 6. der ebendaselbst unter 6 genannten Staaten, nach den sich gegenüberstehenden drei Stimmen zusammengerechnet und solchergestalt die Majorität entschieden. *)

Die Beschlüsse des Bundesrathes werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen von diesem Grundsatze anordnen.

Die Directorialbevollmächtigten, sowie die Mitglieder des Bundesrathes, sind an die Weisungen ihrer Regierungen gebunden. Doch sind die Regierungen und vorzugsweise die Directorialhöfe verpflichtet, ihre Bevollmächtigten mit thunlichst ausgedehnten Instructionen zu versehen, damit der Gang der Bundesgeschäfte durch den Verkehr zwischen den Bevollmächtigten und ihren Vollmachtgebern so wenig wie möglich aufgehalten werde.

Die Beziehungen zwischen dem Directorium und den einzelnen Regierungen werden durch deren Bevollmächtigte im Bundesrathe vermittelt.

Die Militärcommission ist dem Directorium untergeordnet. Als weitere Hilfsbehörden werden demselben eine Commission für Inneres und Justiz, eine Finanzcommission und eine Commission für Handels- und Zollsachen beigegeben.

Directorium und Bundesrath haben ihren Sitz zu Frankfurt am Main.

Artikel 6.

Allgemeiner Grundsatz, betreffend die Befugnisse des Directoriums und des Bundesrathes.

Die vollziehende Gewalt des Bundes wird durch das Directorium ausgeübt.

Das Directorium kann sich bei Ausübung dieser Gewalt des Beirathes des Bundesrathes bedienen, ist aber an dessen Beschlüsse nur in den Fällen gebunden, für welche die nachfolgenden Artikel dies ausdrücklich vorschreiben.

In den Angelegenheiten der Bundesgesetzgebung vertritt das Directorium die Gesammtheit der Bundesregierungen auf Grund

*) Der Satz: „Bei Stimmengleichheit etc. etc.“ — fehlt in dem ursprünglichen Entwurfe.

1863 der Beschlüsse des Bundesrathes, beziehungsweise der Fürstenversammlung.

Artikel 7.

Auswärtige Verhältnisse.

Die völkerrechtliche Vertretung des Bundes in seiner Eigenschaft als Gesammtmacht steht dem Directorium zu.

Der präsidirende Directorialbevollmächtigte nimmt die Beglaubigungs- und Abberufungsschreiben der fremden diplomatischen Agenten entgegen. Er vermittelt den schriftlichen und mündlichen Verkehr mit denselben auf Grund der Beschlüsse des Directoriums und in dessen Namen.

Das Directorium hat das Recht, zum Zwecke der Unterhandlung über Gegenstände der Bundesthätigkeit diplomatische Agenten jeden Ranges bei auswärtigen Staaten zu beglaubigen. Die Beglaubigungs- und Abberufungsschreiben dieser Agenten, sowie die ihnen zugehenden Instructionen werden von dem präsidirenden Directorialbevollmächtigten im Namen und Auftrage des Directoriums vollzogen.

Verträge mit auswärtigen Staaten über Gegenstände der Bundesthätigkeit können von dem Directorium nur mit Zustimmung der Fürstenversammlung oder, wenn diese nicht vereinigt ist, mit Zustimmung des Bundesrathes ratificirt werden. Sofern solche Verträge den Bereich der Bundesgesetzgebung berühren, kann deren Ratification nur mit Vorbehalt der Zustimmung der Versammlung der Bundesabgeordneten erfolgen.

Artikel 8.

Krieg und Frieden.

Dem Directorium liegt die Sorge für die äussere Sicherheit Deutschlands ob.

Bei Gefährdung der Sicherheit des Bundes, insbesondere wenn derselbe oder ein einzelner Theil des Bundesgebietes mit einem feindlichen Angriffe bedroht ist, hat das Directorium alle durch die Umstände erforderten militärischen Vorsichts- und Vorbereitungsmassregeln anzuordnen.*)

Es übt zu diesem Zwecke sämmtliche nach der Bundeskriegsverfassung dem Bunde zustehende Befugnisse aus. Insbesondere

*) Dieser Absatz lautet in dem ursprünglichen Entwurfe: „Ergibt sich die Gefahr eines feindlichen Angriffes auf den Bund oder einen einzelnen Theil des Bundesgebietes, oder wird das europäische Gleichgewicht in einer für die Sicherheit des Bundes bedrohlichen Weise gefährdet, so hat das Directorium alle durch die Umstände erforderten militärischen Vorsichts- und Vorbereitungsmassregeln anzuordnen."

kommt es ihm zu, die Kriegsbereitschaft und Mobilmachung des 1863
Bundesheeres oder einzelner Contingente desselben zu beschliessen, für die rechtzeitige Instandsetzung der Bundesfestungen zu sorgen, den Bundesfeldherrn zu ernennen, die Bildung des Hauptquartiers und der Heeresabtheilungen zu veranlassen, eine eigene Kriegscasse des Bundes zu errichten.

Zu einer förmlichen Kriegserklärung des Bundes ist ein im Bundesrathe mit zwei Dritttheilen der Stimmen gefasster Beschluss erforderlich.

Ergibt sich die Gefahr eines Krieges zwischen einem Bundesstaate, welcher zugleich ausserhalb des Bundesgebietes Besitzungen hat, und einer auswärtigen Macht, so hat das Directorium den Beschluss des Bundesrathes darüber, ob der Bund sich am Kriege betheiligen wolle, zu veranlassen. Die Entscheidung hierüber erfolgt ebenfalls mit zwei Dritttheilen der Stimmen.*)

Wird das Bundesgebiet durch feindliche Streitkräfte angegriffen, so tritt der Stand des Bundeskrieges von selbst ein.

Das Directorium hat das Recht, Friedensunterhandlungen einzuleiten und zu diesem Zwecke eigene Bevollmächtigte zu ernennen und mit Instructionen zu versehen. Es hat jedoch über die Bedingungen des Friedens die Ansicht des Bundesrathes zu vernehmen. Die Annahme und Bestätigung des Friedensvertrages kann nur auf Grund eines mit einer Stimmenmehrheit von zwei Dritttheilen gefassten Beschlusses des Bundesrathes geschehen.

In dem Falle des Artikels 45 der Wiener Schlussacte hat das Directorium die zur Behauptung der Neutralität des Bundes erforderlichen Massregeln zu beschliessen.

In Bezug auf Streitigkeiten einzelner deutscher Staaten mit auswärtigen Staaten hat das Directorium die durch die Artikel 36 und 37 der Wiener Schlussacte der Bundesversammlung zugewiesenen Befugnisse auszuüben.

Artikel 9.

Innere Sicherheit.

Die Sorge für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und der Gesetzlichkeit in den einzelnen Bundesstaaten liegt zunächst den betreffenden Regierungen ob.

Das Directorium hat jedoch auch seinerseits darüber zu wachen, dass der innere Friede Deutschlands nicht gefährdet werde. Treten Fälle von Ruhestörungen ein, so hat das Directorium diejenigen

*) Nach dem ursprünglichen Entwurfe: „mit einfacher Stimmenmehrheit".

1863 Befugnisse auszuüben, welche die Artikel 25 bis 28 der Wiener Schlussacte der Bundesversammlung zuweisen.*)

Artikel 10.

Friede und Eintracht zwischen den Bundesgliedern.

Das Directorium hat für die Erhaltung des Friedens und der Eintracht unter den Bundesgliedern Sorge zu tragen.

Selbsthilfe zwischen Bundesgliedern ist untersagt, und jedem Versuche zu einer solchen hat das Directorium Einhalt zu thun.

Bei Streitigkeiten aller Art zwischen Bundesstaaten hat es seine Vermittlung eintreten zu lassen, und falls der Vergleichsversuch erfolglos ist, die Verweisung an das Bundesgericht zu beschliessen.

Artikel 11.

Bundesgesetzgebung.

Das Directorium übt auf Grund der Beschlüsse des Bundesrathes Namens der deutschen Regierungen das Recht des Vorschlags in Angelegenheiten der Bundesgesetzgebung aus. (Artikel 20.)

In gleicher Weise steht demselben die Initiative auch in denjenigen Angelegenheiten zu, in welchen die Erlassung eines gemeinsamen Gesetzes oder die Gründung einer gemeinsamen Einrichtung von der freien Zustimmung der einzelnen Staaten abhängt, die Wirksamkeit des Bundes gegenüber diesen letzteren sich somit nur als eine vermittelnde darstellt. (Artikel 21.)

Der Bundesrath hat in beiden Fällen die in die Versammlung der Bundesabgeordneten einzubringenden Vorlagen vorzubereiten.

Gesetzesvorschläge, welche eine Abänderung der Bundesverfassung oder einen Zusatz zu derselben enthalten, oder der gesetzgebenden Gewalt des Bundes einen neuen, seither der Gesetzgebung der Einzelstaaten angehörigen Gegenstand überweisen, können im Bundesrathe nur mit Einhelligkeit sämmtlicher 21 Stimmen genehmigt werden.**)

---

*) Statt des letzten Satzes dieses Absatzes heisst es in dem ursprünglichen Entwurfe: „Sind Ruhestörungen zu befürchten, so ist es (das Directorium) berufen, auf deren Verhütung hinzuwirken. Sind Unruhen wirklich ausgebrochen, so hat es die zur Wiederherstellung der Herrschaft der Gesetze erforderlichen Massregeln zu ergreifen, wenn die betheiligte Regierung dies beantragt, oder wenn sie die nöthigen Mittel zur Bewältigung der Unruhen entbehrt, oder wenn die Unruhen sich über mehrere Bundesstaaten erstrecken."

**) Ursprünglicher Entwurf: „Gesetzesvorschläge, welche eine Abänderung der Bundesverfassung in sich schliessen, oder auf Kosten des Bundes eine neue organische Einrichtung begründen sollen, oder der gesetzgebenden Gewalt des Bundes einen neuen seither der Gesetzgebung der Einzelstaaten angehörigen Gegenstand überweisen, können im Bundesrathe nur mit einer Mehrheit von wenigstens 17 Stimmen genehmigt werden."

Vorschläge, durch welche einzelnen Bundesgliedern besondere, 1863
nicht in den gemeinsamen Verpflichtungen Aller begriffene Leistungen oder Verwilligungen für den Bund angesonnen werden, bedürfen der freien Zustimmung aller betheiligten Regierungen.

Ueber Religionsangelegenheiten findet kein Beschluss anders, als mit allseitiger freier Zustimmung statt.

Artikel 12.

Bundesexecutive.

Das Directorium hat dafür zu sorgen, dass die Bundesgesetze, die Bundesbeschlüsse, die Erkenntnisse des Bundesgerichtes, die am Bunde vermittelten Vergleiche, die vom Bunde übernommenen Garantien durch die betheiligten Regierungen vollzogen werden.

Ergeben sich hierbei Hindernisse irgend einer Art, so steht es dem Directorium zu, das Geschäft der Vollziehung unmittelbar von Bundeswegen in die Hand zu nehmen. Es kann zu diesem Zwecke Commissäre ernennen und denselben, wenn nöthig, eine angemessene Truppenzahl zur Verfügung stellen.

Artikel 13.

Militärangelegenheiten.

Dem Directorium liegt die Handhabung der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes ob. Es führt die durch diese Verfassung dem Bunde in Bezug auf das Bundesheer, die Bundesfestungen und die Küstenvertheidigung überwiesenen Geschäfte. Es hat sich der genauen und vollständigen Erfüllung der militärischen Bundesverpflichtungen in allen Bundesstaaten zu versichern, auch auf zweckmässige Uebereinstimmung in der Organisation des Bundesheeres hinzuwirken. Es hat sein Augenmerk unausgesetzt dahin zu richten, dass das Heerwesen des Bundes ohne unnöthige Belastung der Bevölkerungen im Frieden, gekräftigt, vervollkommnet und in einem allen Anforderungen an die Wehrkraft Deutschlands entsprechenden Stande erhalten werde.

Werden zu diesem Zwecke neue gesetzliche Bestimmungen, organische Vorschriften oder Aenderungen der Bundeskriegsverfassung erforderlich, so hat das Directorium dieselben im Bundesrathe in Anregung zu bringen.

Bedarf das Directorium in den Fällen der Artikel 9, 10 und 12 der unmittelbaren Verfügung über militärische Mittel, so hat es die Stellung der für den jedesmaligen Zweck am meisten geeigneten Truppenkörper zum Bundesdienste zu beschliessen.

Ist der Zweck dieser Massregel erreicht, so hat die Verwendung zum Bundesdienste wieder aufzuhören.

1863 Die Kosten der Verwendung von Truppen im Bundesdienste hat der Bund, vorbehaltlich aller gesetzlich begründeten Ersatzverbindlichkeiten, vorschussweise zu bestreiten.

Die im Bundesdienste stehenden Truppen tragen die Abzeichen des Bundes.

Während gemeinsamer Uebungen, überhaupt während jeder Vereinigung der Contingente mehrerer Bundesstaaten werden gleichfalls diese Abzeichen getragen.

Artikel 14.

Bundesfinanzen.

Das Directorium lässt die aus den Matricularbeiträgen der einzelnen Staaten gebildete Bundescasse verwalten.

Es lässt von drei zu drei Jahren nach eingeholter Zustimmung des Bundesrathes den Voranschlag der ordentlichen und ausserordentlichen Bundesauslagen aufstellen und der Versammlung der Bundesabgeordneten zur Genehmigung vorlegen.

Es lässt die von der Versammlung der Bundesabgeordneten genehmigten Matricularumlagen ausschreiben. *)

Kommt in Betreff des Voranschlages eine Einigung mit der Versammlung der Bundesabgeordneten nicht zu Stande, so ist bis zu einer Verständigung der Voranschlag der vorhergehenden Periode massgebend, insofern die darin enthaltenen Ausgaben nicht ausdrücklich nur für einen vorübergehenden, bereits erreichten Zweck bestimmt sind. **)

Zur Deckung unvorhergesehener Bundesausgaben kann das Directorium mit Genehmigung des Bundesrathes und der Versammlung der Bundesabgeordneten, oder wenn letztere nicht vereinigt ist, unter Vorbehalt der Rechtfertigung vor derselben, ausserordentliche Matricularumlagen ausschreiben.

Es lässt den Rechenschaftsbericht über die abgelaufene dreijährige Periode des Bundeshaushaltes der Versammlung der Bundesabgeordneten vorlegen.

Artikel 15.

Verhältniss zur Versammlung der Bundesabgeordneten.

Dem Directorium steht die Einberufung, Eröffnung, Vertagung, Auflösung, Schliessung der Versammlung der Bundesabgeordneten zu.

Zur Einberufung ausserordentlicher Sitzungen derselben bedarf dasselbe jedoch der Zustimmung des Bundesrathes.

---

*) Ursprünglicher Entwurf: „austheilen."

**) Dieser Absatz fehlt in dem ursprünglichen Entwurfe.

Das Directorium hat von der Versammlung der Abgeordneten die Gesammtheit der Bundesregierungen zu vertreten, insbesondere wird es die vom Bundesrathe genehmigten Gesetzesentwürfe und sonstige Vorlagen einbringen und für die darüber in der Abgeordnetenversammlung zu eröffnende Verhandlung geeigneten Falles Commissäre ernennen. Es ist berechtigt, der Versammlung der Abgeordneten Mittheilungen über allgemeine Bundesangelegenheiten zugehen zu lassen, und deren Ansicht darüber einzuholen. 1863

Nach dem Schlusse der Session der Abgeordnetenversammlung wird es die Ergebnisse der Verhandlungen derselben der Schlussfassung der Fürstenversammlung unterziehen, oder, falls eine solche ausnahmsweise nicht stattfinden sollte, die Schlussfassung im Bundesrathe veranlassen.

Abschnitt III.

Die Versammlung der Bundesabgeordneten.

Artikel 16.

Zusammensetzung der Versammlung.

Die Versammlung der Bundesabgeordneten geht durch Delegation aus den Vertretungskörpern der einzelnen deutschen Staaten hervor.

Sie besteht aus 302 von diesen Körpern gewählten Mitgliedern. *)

Oesterreich entsendet zum Bunde 75 vom Reichsrathe aus der Zahl seiner, den deutschen Bundesländern angehörigen Mitglieder, oder aus den Mitgliedern der Landtage des Bundesgebietes gewählte Abgeordnete.

Preussen entsendet 75 Abgeordnete aus der Zahl der Vertreter der deutschen Bundeslande im preussischen Landtage.

Bayern entsendet 27 Abgeordnete, Sachsen, Hannover, Württemberg entsenden je 15, Baden 12, Churhessen 9, Grossherzogthum Hessen 9, Holstein und Lauenburg 5, Luxemburg und Limburg 4, Braunschweig 3, Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz zusammen 6, Nassau 4, Sachsen-Weimar 3, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg-Gotha je 2, Oldenburg 3, Anhalt 2, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Liechtenstein, Waldeck, Reuss ältere Linie und Reuss

*) Nach dem ursprünglichen Entwurfe nur 300, indem Hessen-Homburg, als keine Landesvertretung besitzend, übergangen, und Hamburg nur mit 1 Stimme bedacht war.

1863 jüngere Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe, Hessen-Homburg je 1, die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen je 1, Hamburg 2 Abgeordnete und zwar alle diese Staaten aus der Mitte ihrer Vertretungskörper.

In denjenigen Staaten, in welchen das Zweikammersystem besteht, wählt die Erste Kammer ein Dritttheil, die Zweite Kammer zwei Dritttheile der Bundesabgeordneten. Wo die Abgeordnetenzahl nicht durch 3 theilbar ist, wird die betreffende Regierung bestimmen, wie die Zahl der Vertreter unter beiden Kammern zu vertheilen sei.

Artikel 17.

Nähere Bestimmungen über die Art der Bildung der Versammlung.

Die Wahl der Bundesabgeordneten erfolgt in jedem Staate sogleich nach dem Zusammentritte der betreffenden Landesvertretung. Sie erfolgt für die Dauer des Mandats der wählenden Körperschaft, bleibt jedoch nach Ablauf dieses Mandats, oder nach Auflösung der wählenden Körperschaft bis zur erfolgten Neuwahl der nächstfolgenden Versammlung wirksam.

Die persönliche Fähigkeit zur Mitgliedschaft der wählenden Körperschaft entscheidet zugleich über die persönliche Fähigkeit zur Mitgliedschaft der Versammlung der Bundesabgeordneten.

Für je drei Bundesabgeordnete wird ein Ersatzmann gewählt. Diejenigen Wahlkörperschaften, die weniger als 3 Bundesabgeordnete zu ernennen haben, wählen je einen Ersatzmann.

Die Landesvertretungen der Einzelstaaten können ihre Abgeordneten zum Bunde nicht an Instructionen binden.

Die Bundesabgeordneten beziehen gleichmässige Taggelder und Reiseentschädigungen aus der Bundescasse.

Artikel 18.

Einberufung, Vertagung, Auflösung der Versammlung.

Die Versammlung der Bundesabgeordneten wird regelmässig in jedem dritten Jahre im Monate Mai nach Frankfurt a. M. einberufen. Sie kann vom Directorium mit Zustimmung des Bundesrathes jederzeit zu einer ausserordentlichen Sitzung einberufen werden.

Eine Vertagung der Versammlung kann vom Directorium höchstens für eine Zeit von zwei Monaten ausgesprochen werden. Durch eigenen Beschluss kann sich die Versammlung höchstens auf acht Tage vertagen. Im Falle einer Auflösung der Versammlung wird das Directorium unverzüglich die Bundesregierungen auffordern, die Neuwahlen sobald als thunlich vornehmen zu lassen. Sobald die Neuwahlen erfolgt sind, wird das Directorium zur Wiedereinberufung der Versammlung schreiten.

Die Regierungen werden in der Regel dafür sorgen, dass die 1863
Ständekammern der einzelnen Staaten nicht gleichzeitig mit der Versammlung der Bundesabgeordneten tagen.

Artikel 19.

Innere Einrichtung der Versammlung.

Die Versammlung der Bundesabgeordneten wählt ihren Präsidenten, ihre Vicepräsidenten und Schriftführer.

Die Sitzungen der Versammlung sind öffentlich. Die Geschäftsordnung wird bestimmen, unter welchen Bedingungen vertrauliche Sitzungen stattfinden können.

Die Versammlung prüft die Vollmachten ihrer Mitglieder und entscheidet über die Zulassung derselben.

Zur Beschlussfähigkeit der Versammlung ist die Anwesenheit von wenigstens zwei Dritttheilen der Mitglieder erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen von diesem Grundsatze anordnen.

Die Versammlung wird mit Genehmigung des Directoriums ihre Geschäftsordnung feststellen.

Artikel 20.

Beschliessende Befugniss der Versammlung.

Der Versammlung der Bundesabgeordneten steht das Recht beschliessender Mitwirkung zur Ausübung der gesetzgebenden Gewalt des Deutschen Bundes zu *).

---

*) Ursprünglicher Entwurf: „Der Versammlung der Bundesabgeordneten steht das Recht beschliessender Mitwirkung zur Ausübung der gesetzgebenden Gewalt des Deutschen Bundes zu. Die gesetzgebende Gewalt des Bundes erstreckt sich:

1. auf Abänderungen der Bundesverfassung;
2. auf die bestehenden oder neu zu errichtenden organischen Einrichtungen des Bundes;
3. auf den Bundeshaushalt;
4. auf Feststellung allgemeiner Grundzüge für die Gesetzgebung der Einzelstaaten, über die Angelegenheiten der Presse und der Vereine, über literarisches und künstlerisches Eigenthumsrecht, über Heimatsrecht, Ansässigmachung und allgemeines deutsches Bürgerrecht, über gegenseitige Vollstreckung rechtskräftiger Erkenntnisse, über Auswanderungen, sowie über diejenigen Gegenstände von gemeinsamem Interesse, deren allgemeine Regelung etwa künftig der gesetzgebenden Gewalt des Bundes durch verfassungsmässige Beschlüsse des Directoriums (Art. 11) und der Abgeordnetenversammlung würde übertragen werden.

Gesetzesvorschläge, welche eine Abänderung der Bundesverfassung in sich schliessen, oder eine neue organische Einrichtung auf Kosten des

1863 Di gesetzgebende Gewalt des Bundes erstreckt sich:

1. auf Abänderungen der Bundesverfassung und Zusätze zu derselben;
2. auf den Bundeshaushalt;
3. auf Feststellung allgemeiner Grundzüge für die Gesetzgebung der Einzelstaaten, über die Angelegenheiten der Presse und der Vereine, über literarisches und künstlerisches Eigenthumsrecht, über Heimatrecht, Ansässigmachung und allgemeines deutsches Bürgerrecht, über gegenseitige Vollstreckung rechtskräftiger Erkenntnisse, über Auswanderungen, sowie über diejenigen Gegenstände von gemeinsamem Interesse, deren allgemeine Regelung etwa künftig der gesetzgebenden Gewalt des Bundes durch verfassungsmässige Beschlüsse des Directoriums (Artikel 11) und der Abgeordnetenversammlung würde übertragen werden.

Gesetzesvorschläge, welche eine Abänderung der Bundesverfassung oder einen Zusatz zu derselben enthalten, oder der gesetzgebenden Gewalt des Bundes einen neuen, seither der Gesetzgebung der Einzelstaaten angehörigen Gegenstand überweisen, können in der Versammlung der Bundesabgeordneten nur mit einer Mehrheit von wenigstens drei Viertheilen der Stimmen angenommen werden.

Wie das Directorium, so besitzt auch die Abgeordnetenversammlung das Recht, Bundesgesetze in Vorschlag zu bringen.

Betreffen solche Vorschläge eine Abänderung der Bundesverfassung oder einen Zusatz zu derselben, oder die Ueberweisung eines neuen, seither der Gesetzgebung der Einzelstaaten angehörigen Gegenstandes an die gesetzgebende Gewalt des Bundes, so können sie von der Abgeordnetenversammlung nur mit einer Mehrheit von wenigstens drei Viertheilen der Stimmen beschlossen werden.

Artikel 21.

Berathende und vermittelnde Befugnisse der Versammlung.

Die Versammlung der Bundesabgeordneten ist gleich dem Directorium berechtigt, in Angelegenheiten, welche dem Bereiche der gesetzgebenden Gewalt des Bundes nicht zugewiesen sind, die Einführung gemeinsamer Gesetze oder Einrichtungen auf dem Wege freier Vereinbarung in Antrag zu bringen.

Bundes begründen sollen oder der gesetzgebenden Gewalt des Bundes einen neuen, seither der Gesetzgebung der einzelnen Staaten angehörigen Gegenstand überweisen, können in der Versammlung der Bundesabgeordneten nur mit einer Mehrheit von wenigstens $^4/_5$ der Stimmen angenommen werden. Wie das Directorium, so besitzt auch die Abgeordnetenversammlung das Recht, Bundesgesetze in Vorschlag zu bringen."

Um in den einzelnen Staaten zur Ausführung gelangen zu können, bedürfen jedoch die in Angelegenheiten solcher Art von der Abgeordnetenversammlung gefassten Beschlüsse der Zustimmung der betreffenden Regierungen und Vertretungen. (Artikel 25.) 1863

Artikel 22.

Recht der Vorstellung und der Beschwerde.

In allen Angelegenheiten des Bundes steht der Versammlung der Bundesabgeordneten das Recht der Vorstellung und der Beschwerde zu.

Abschnitt IV.

Die Fürstenversammlung.

Artikel 23.

Einrichtung der Fürstenversammlung.

In der Regel wird nach dem Schlusse der ordentlichen oder ausserordentlichen Sitzung der Versammlungen der Bundesabgeordneten eine Versammlung der souveränen Fürsten und der obersten Magistrate der freien Städte Deutschlands sich vereinigen.

Der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen gemeinschaftlich erlassen die Einladungen zur Fürstenversammlung.

Die nicht persönlich erscheinenden Souveräne können sich durch einen Prinzen ihres oder eines anderen regierenden deutschen Hauses als *Alter Ego* vertreten lassen. *)

Artikel 24.

Stimmordnung.

Die Verhandlungen der Fürstenversammlung tragen den Charakter freier Berathung und Verständigung zwischen unabhängigen und gleichberechtigten Souveränen an sich. Deutschlands Fürsten und freie Städte sind jedoch übereingekommen, die für die Beschlüsse des Bundesrathes geltende Stimmordnung in der Art auch unter sich in Anwendung zu bringen, dass ein Beschluss der Fürstenversammlung nicht aufgehalten werden kann, wenn die bejahenden Stimmen das im Bundesrathe je nach der Natur des Gegenstandes vorgeschriebene Stimmverhältniss erreichen.

*) Der letzte Satz dieses Artikels in dem ursprünglichen Entwurfe: „Zwei Vertretern der deutschen Standesherren wird in der Fürstenversammlung ein Antheil an einer Curiatstimme (anstatt des erloschenen Antheils der beiden Hohenzollern) zugestanden" — ist in Wegfall gekommen.

1863

Artikel 25.

Gegenstände der Beschlüsse der Fürstenversammlung.

Die Fürstenversammlung nimmt die ihr durch das Directorium unterlegten Ergebnisse der Verhandlungen der Abgeordnetenversammlung in Erwägung.

Sie fasst die endgiltigen Beschlüsse über diejenigen Anträge der Versammlung der Bundesabgeordneten, welche nicht der Zustimmung der Vertretungskörper in den einzelnen Staaten bedürfen.

Sie lässt die mit ihrer Sanction versehenen Bundesgesetze sowohl durch das Directorium als in den einzelnen Staaten verkündigen.

Sie pflegt Berathung wegen thunlichster Förderung der Ausführung über diejenigen Anträge der Versammlung der Bundesabgeordneten, über welche der endgiltige Beschluss den verfassungsmässigen Gewalten der einzelnen Staaten zusteht. (Artikel 11 und 21.)

Sie prüft die Vorstellungen und Beschwerden der Versammlung der Abgeordneten in allgemeinen Bundesangelegenheiten und lässt dem Directorium die betreffenden Entschliessungen zugehen.

Sie kann alle für das Gesammtvaterland wichtigen Angelegenheiten in den Kreis ihrer Berathung ziehen.

Ueber folgende Gegenstände:

Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund,

Aenderung des Stimmverhältnisses im Bunde bei verändertem Besitzstande der Bundesglieder,

steht die Schlussfassung ausschliesslich der Fürstenversammlung zu.

Abschnitt V.

Das Bundesgericht.

Artikel 26.

Doppelte Eigenschaft des Bundesgerichtes.

Das Bundesgericht entscheidet im Namen des Deutschen Bundes theils in richterlicher, theils in schiedsrichterlicher Eigenschaft.

Artikel 27.

Richterliche Wirksamkeit des Bundesgerichtes.

Das Bundesgericht in seiner richterlichen Eigenschaft kann angerufen werden:

1. von Bundesregierungen oder von Privatpersonen gegen den Deutschen Bund, wenn erstere gegen letzteren Ansprüche aus privatrechtlichen Titeln erheben, und ein besonderer Gerichtsstand hierwegen nicht begründet ist;

2. von Privatpersonen gegen mehrere Bundesglieder, wenn bestritten ist, welche der letzteren eine Forderung der ersteren zu befriedigen habe; 1863

3. von Privatpersonen gegen *) die Civilliste oder den Staatsfiscus eines einzelnen Bundesstaates, wenn wegen der behaupteten, auf privatrechtlichen Titeln beruhenden Forderung in der Verfassung oder Gesetzgebung des betreffenden Staates kein Gerichtsstand begründet ist; } Revision vorbehalten.

4. von Privatpersonen behufs der Eröffnung des Rechtsweges gegen eine einzelne Bundesregierung, wenn erstere auf Grund der Verfassung und der bestehenden Gesetze des Landes und nach Erschöpfung der landesgesetzlichen Mittel der Abhilfe, über Verweigerung oder Hemmung der Rechtspflege Beschwerde führen;

5. von Bundesregierungen gegen andere Bundesregierungen, wenn der klagende Theil Befriedigung einer Geldforderung oder Erfüllung eines privatrechtliche Leistungen betreffenden Vertrages oder Schadloshaltung wegen Nichterfüllung eines solchen Vertrages verlangt;

6. in denjenigen Fällen, für welche dem Bundesgerichte, mit Zustimmung des Directoriums und des Bundesrathes, durch die Verfassung oder Gesetzgebung eines Einzelstaates eine richterliche Gewalt besonders übertragen werden sollte;

endlich tritt

7. in Fällen, wo es sich zwischen zwei oder mehreren Mitgliedern des Bundes um den vorläufigen Schutz des jüngsten Besitzstandes handelt, das Bundesgericht an die Stelle des nach Arttikel 20 der Wiener Schlussacte zu bezeichnenden obersten Gerichtshofes.

Artikel 28.

Schiedsrichterliche Wirksamkeit des Bundesgerichtes.

Der schiedsrichterlichen Entscheidung des Bundesgerichtes werden vom Directorium nach vergeblich versuchter Vermittlung, auf Verlangen des einen oder des anderen der streitenden Theile überwiesen:

1. alle nicht zu der im Artikel 27 unter 4 erwähnten Kategorie gehörigen Streitigkeiten zwischen Mitgliedern des Bundes;

---

*) In dem ursprünglichen Entwurfe wird hier von der Civilliste ausdrücklich noch „der Souverän" erwähnt.

1863 2. Streitigkeiten zwischen Mitgliedern regierender deutscher Familien über Thronfolge, Regentschaft, Regierungsfähigkeit, Vormundschaft, sowie über Ansprüche an das Hausfideicommiss, insofern nicht über das Verfahren in dergleichen Streitigkeiten und deren Entscheidung durch die Verfassung des betreffenden Landes, Hausgesetze oder Verträge besondere Bestimmungen getroffen sind; (Revision vorbehalten.)

3. Streitigkeiten zwischen der Regierung eines Bundesstaates und einzelnen Berechtigten, Corporationen oder ganzen Classen, wenn dieselben wegen Verletzung der ihnen durch die Bundesverfassung (Artikel 13 bis 18 der Bundesacte) gewährleisteten Rechte Klage führen;

soweit das betreffende Rechtsverhältniss nicht vor dem 1. Jänner 1863 durch Bundesbeschluss oder durch die einschlägige Landesgesetzgebung geregelt ist;

4. Streitigkeiten zwischen der Regierung und der Landesvertretung eines Bundesstaates über Auslegung oder Anwendung der Landesverfassung, sofern zur Austragung solcher Streitigkeiten nicht schon anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, oder dieselben nicht zur Anwendung gebracht werden können.

Artikel 29.

Sonstige Aufgaben des Bundesgerichtes.

Damit in der Anwendung gemeinsamer deutscher Gesetze über Civil- oder Strafrecht die möglichste Gleichartigkeit bestehe, ist das Bundesgericht berufen, in Fällen, wo sich bezüglich dieser Anwendung in der Rechtsprechung der obersten Gerichtshöfe der Bundesstaaten Verschiedenheiten ergeben, das Directorium, behufs der weiter erforderlichen Veranlassung, auf das Bedürfniss einer authentischen Auslegung oder gesetzlichen Regelung aufmerksam zu machen.

Das Bundesgericht hat dem Directorium auf Erfordern rechtliche Gutachten zu erstatten, insofern es sich nicht um Fälle handelt, in welchen das Bundesgericht demnächst selbst zuständig werden kann.

Artikel 30.

Besondere Bestimmungen.

Wo keine besonderen Entscheidungsnormen vorhanden sind, hat das Bundesgericht nach den in Rechtsstreitigkeiten derselben Art vormals von den Reichsgerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, insofern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundesglieder und auf die Streitsachen selbst noch anwendbar sind, zu erkennen.

Streitigkeiten oder Beschwerden, welche bereits vor Errichtung des Bundesgerichtes durch einen Bundesbeschluss endgiltig erledigt worden sind, können nicht von Neuem vor dem Bundesgerichte angebracht werden. 1863

Gegenwärtig in anerkannter Wirksamkeit stehende Verfassungen können durch Klageführung bei dem Bundesgerichte nicht angefochten werden.*)

Artikel 31.

Zusammensetzung des Bundesgerichtes.

Das Bundesgericht besteht aus einem Präsidenten, zwei Vicepräsidenten und zwölf ordentlichen Beisitzern. Für die schiedsrichterliche Entscheidung in Straffällen zwischen Regierung und Ständen eines Bundesstaates (Artikel 28 unter 4) wird das Bundesgericht durch zwölf ordentliche Beisitzer verstärkt.

Zwölf ordentliche Mitglieder des Bundesgerichtes werden von den Regierungen aus den Mitgliedern der obersten Gerichtshöfe ernannt. Oesterreich und Preussen ernennen je zwei, Bayern einen, die folgenden 14 Stimmen des Bundesrathes in einem der Reihenfolge der Stimmordnung entsprechenden Wechsel sieben ordentliche Beisitzer.

Drei ordentliche Beisitzer des Bundesgerichtes ernennt das Directorium mit Zustimmung des Bundesrathes aus der Zahl der ordentlichen öffentlichen Rechtslehrer an den deutschen Hochschulen.

Das Directorium ernennt ferner mit Zustimmung des Bundesrathes aus der Mitte der fünfzehn ordentlichen Mitglieder des Bundesgerichtes den Präsidenten und die beiden Vicepräsidenten.

Alle diese Ernennungen erfolgen auf Lebensdauer.

Die zwölf ausserordentlichen Mitglieder des Bundesgerichtes werden von den Regierungen auf Vorschlag und aus der Mitte der Ständeversammlungen auf zwölf Jahre ernannt. Die Ernennungen geschehen durch dieselben Regierungen, beziehentlich in derselben Reihenfolge, wie die Ernennungen der ordentlichen Beisitzer.

Wo zwei Kammern einen Bundesrichter zu bezeichnen haben, wechselt in Ermanglung eines Einverständnisses das Recht des Vorschlags zwischen denselben, wobei das Loos den Anfang zu bestimmen hat.

Sollte sich demnächst das Bedürfniss einer Vermehrung der Mitgliederzahl des Bundesgerichtes herausstellen, so kann das Directorium, mit Zustimmung des Bundesrathes, eine solche Vermehrung

*) Der letzte Absatz fehlt in dem ursprünglichen Entwurfe.

1863 beschliessen. Die Zahl der ausserordentlichen Beisitzer muss alsdann in gleichem Verhältnisse, wie die der ordentlichen erhöht werden.

Das Bundesgericht hat seinen Sitz zu Frankfurt a. M. Die ordentlichen Mitglieder müssen am Sitze des Bundesgerichtes wohnen.

Die Kanzleibeamten des Bundesgerichtes werden auf dessen Vorschlag von dem Directorium ernannt.

Die Aufstellung einer Bundesanwaltschaft bleibt vorbehalten.

Artikel 32.

Grundzüge der Verfassung des Bundesgerichtes.

Das Bundesgericht wird in mehrere Senate eingetheilt werden, damit eine zweckmässige Vertheilung der Geschäfte in Senats- und Plenarsitzungen stattfinde, und in den zur richterlichen Entscheidung des Bundesgerichtes gehörigen Fällen (Artikel 27) ein Instanzenzug hergestellt werde.

Die schiedsrichterlichen Entscheidungen des Bundesgerichtes (Artikel 28) erfolgen in ordentlicher, und wenn sie Streitigkeiten zwischen Regierung und Ständen eines Bundesstaates betreffen, in ausserordentlicher Plenarsitzung, zu welcher letzteren der Präsident die sämmtlichen ordentlichen und ausserordentlichen Beisitzer einberuft.

Die in den gesetzlichen Formen gefällten Schiedssprüche unterliegen keiner weiteren Berufung und sind sofort vollziehbar.

Artikel 33.

Unabhängige Stellung des Bundesgerichtes.

Die ordentlichen Mitglieder des Bundesgerichtes werden für den Bund in Eid und Pflicht genommen, und vom Bunde aus der Matricularcasse besoldet. Sie können nach ihrer Ernennung weder Geldabzüge noch Ehrenauszeichnungen von einem einzelnen Bundesgliede erhalten. Gegen ihren Willen können sie nur durch einen Spruch des Bundesgerichtes selbst von ihrem Amte entlassen werden. Nach erreichtem 70. Lebensjahre kann das Directorium sie mit vollem Gehalte in den Ruhestand versetzen.

Die ausserordentlichen Mitglieder des Bundesgerichtes, zur Ausübung ihres Amtes einberufen, werden gleichfalls für den Bund in Eid und Pflicht genommen, und erhalten vom Bunde Reiseentschädigungen und Functionsgebühren aus der Matricularcasse.

Ein Reglement wird die betreffenden Gehalte und Gebühren feststellen.

Artikel 34.

Bundesgerichtsstatut.

Die näheren Bestimmungen über die Verfassung des Bundesgerichtes, sowie über das Verfahren vor demselben werden durch

ein Statut getroffen werden, welches das Bundesgericht zu entwer- 1863
fen und dem Directorium zur weiteren Veranlassung vorzulegen haben wird.

Artikel 35.

Wegfall der früheren gerichtlichen Bundeseinrichtungen.

Mit Einführung des Bundesgerichtes kommen die seitherigen Bestimmungen über Austrägalinstanz, beziehentlich das Bundesschiedsgericht, auch die Competenz der Bundesversammlung in den im Artikel 29 der Wiener Schlussacte bezeichneten Fällen und der Bundesbeschluss vom 15. September 1842 in Wegfall. Dagegen bewendet es auch fernerhin bei Artikel 24 der Schlussacte.

Schlussbestimmung.

Artikel 36.

Die bestehenden Bundesgesetze behalten ihre Kraft und Giltigkeit, soweit sie nicht durch die vorstehenden Bestimmungen abgeändert werden.

243.

8 septembre 1863.

Convention additionnelle conclue entre l'Autriche et la Saxe Royale pour compléter les arrangements pris le 16 août 1853 et le 22 décembre 1862 à l'égard du transport des vagabonds.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Ministerial-Erklärung.

Die königl. sächsische und die kaiserl. königl. österreichische Regierung haben, in Bezug auf Artikel 3, sub *b*) des die Uebernahme und Weiterbeförderung der Schüblinge auf der Prag-Dresdener Eisenbahn betreffenden Vertrages vom 16. August 1853, sowie in Bezug auf Artikel 3, sub *c*) des über den Schüblingstransport auf der Zittau-Reichenberger Eisenbahn unter dem 22. December 1862 abgeschlossenen Vertrages, nachträglich die Uebereinkunft getroffen, dass die Annahme von gefesselten Schüblingen auf den beiderseitigen Uebernahmsstationen ohne vorhergegangene besondere Verhandlung zwischen den beiderseitigen Polizeicommissariaten stattfinden darf, insofern zur Vermeidung der Belästigung des reisenden Publikums und aus Schicklichkeitsrücksichten, die Einrichtung für den Transport sich treffen lässt, dass der zu transportirende Schübling ausser aller näheren Berührung mit dem reisenden Publikum bleibt.

1863 Hierüber ist königlich sächsischerseits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und mit königlichem Insiegel versehen worden.

Dresden, am 8. September 1863.

Königlich sächsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr *von Beust.*

244.

8 octobre 1863.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'application du tarif réduit de l'union télégraphique aux dépêches échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande et à celles échangées avec les stations situées sur le territoire de l'union, mais n'en faisant pas partie.

(T. V. B. 1863, Nr. 41.)

Anwendung des ermässigten Vereinstarifes auf die telegraphische Correspondenz mit den Stationen Grossbritanniens und Irlands, dann mit den innerhalb des Vereines gelegenen und nicht zu demselben gehörigen Telegraphenstationen.

Der mit 1. October d. J. in Wirksamkeit getretene ermässigte Vereinstarif hat zu Folge eines Uebereinkommens der Verwaltungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines auch auf die telegraphische Correspondenz zwischen den Vereinsstationen und den Stationen in Grossbritannien und Irland sowohl bei der Beförderung via Ostende, als auch bei der Beförderung via Ostende in Anwendung zu kommen.

Demnach ist die Zonenentfernung von den Vereins-Telegraphenstationen nach den Grenzpunkten bei Haag und Herbesthal (letztere jedoch nur für die englische, nicht aber auch für die belgische Correspondenz) auf Grundlage der neuen vereinsländischen Zoneneintheilung zu bemessen.

Diese Gebührenermässigung gilt auch für die Beförderung der Depeschen via Emden in allen jenen Fällen, in welchen im Sinne der Verordnung vom 23. Juli 1863, Zahl 5400-T., nach Abzug der vereinsländischen Gebühren von dem Gesammtbetrage der Beförderungstaxen der *Submarine Telegraph Company* mindestens ein Betrag von 1 fl. 20 kr. österr. Währ. für eine einfache Depesche verbleibt.

Der neue Vereinstarif ist weiters anzuwenden auf den Verkehr mit folgenden innerhalb des Vereins gelegenen, demselben aber nicht

gehörigen Staats- und Privat-Telegraphenstationen, nämlich auf die 1863
Correspondenz mit den

1. herzoglich braunschweig-lüneburgischen,
2. bremischen,
3. lübeck'schen,
4. niederländischen Privat-,
5. herzoglich oldenburgischen und
6. herzoglich nassauischen Stationen, ferner
7. mit der grossherzoglich sächsischen Station Ilmenau,
8. mit den Stationen der Werrabahn und
9. der Frankfurt-Hanauer Bahn.

Die Beförderungsgebühren für Depeschen nach den Telegraphenstationen der 1. herzoglich anhaltischen Eisenbahn, 2. der Churfürst Friedrich Wilhelm-Nordbahn und 3. der Taunus-Eisenbahn sind bis auf Weiteres nach den bisherigen Tarifsätzen zu berechnen.

Hierbei wird bemerkt, dass die Correspondenz mit den Stationen der Werrabahn und der Frankfurt-Hanauer Bahn durchwegs nach den Bestimmungen des Vereinsvertrages zu behandeln ist, und dass demgemäss für die Stationen der Werrabahn folgende neue Tax- und Vermittlungsstationen festgesetzt wurden:

1. Für Ebersburg, Eisfeld, Neustadt, Niederfüllbach, Oeslau und Sonneberg die Vereinsstation Coburg;

2. für Grimmenthal, Hildburgshausen, Immelborn, Themar, Walldorf, Wasungen und Wernhausen die Vereinsstation Meiningen, und

3. für Marksuhl und Salzungen die Vereinsstation Eisenach.

Diese Bestimmungen treten sofort in Wirksamkeit, und sind bezüglich der Correspondenz mit Grossbritannien und Irland im Tarife VII, hinsichtlich der übrigen im Vereinsgebiete gelegenen Telegraphenlinien in der Einleitung zum Tarife I unter Abschnitt V „Anmerkungen", einzutragen.

1863 **245.**

15 octobre 1863.

Déclaration ministérielle faisant part d'une convention entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade concernant la poursuite de criminels fugitifs. La déclaration autrichienne du 22 octobre 1863 échangée à Carlsruhe avec celle du 24 août 1863 délivrée par le ministère du Grand-Duché de Bade.

(R. G. B. 1863, Nr. 94.)

Ministerialerklärung vom 15. October 1863, zur Feststellung des Uebereinkommens zwischen Oesterreich und Baden, wegen Handhabung des Sicherheitsdienstes durch die beiderseitigen Grenzpolizeibehörden. Ausgewechselt zu Carlsruhe am 22. October 1863 gegen eine gleiche grossherzoglich badische Ministerialerklärung ddo. Carlsruhe 24. August 1863.

Die k. k. österreichische und die grossherzoglich badische Regierung, von der Absicht geleitet, durch Regelung eines geeigneten Zusammenwirkens der beiderseitigen Sicherheitsorgane an den Landesgrenzen und durch gegenseitige Gestattung der gerichtlichen Nacheile die wirksame Handhabung des Sicherheitsdienstes an der Grenze zu erleichtern und zu fördern, haben sich über nachstehende Artikel geeinigt:

Artikel 1.

In dringenden Fällen, wo Gefahr auf dem Verzuge obwaltet und es sich nicht um Uebertretung von Zollgesetzen handelt, soll der Gendarmerie des einen Staates gestattet sein, die Verfolgung eines flüchtigen Verbrechers oder sonst der öffentlichen Sicherheit gefährlichen Individuums auch über die Landesgrenze in das Gebiet des anderen Staates zu dem Ende fortzusetzen, um mit Vermeidung eines jeden durch schriftliche Benachrichtigung entstehenden Aufenthaltes, der nächsten Sicherheitsbehörde, Gemeindevorstehung, den Gendarmerieposten oder sonstigen zur polizeilichen Einschreitung berufenen Organen den Sachverhalt mündlich mitzutheilen und dieselben zur ferneren entsprechenden Amtshandlung aufzufordern.

Artikel 2.

Eine weitere Begleitung dieser Sicherheitsorgane des Nachbarstaates kann nur ausnahmsweise und mit Ausschluss jeder ferneren eigenen Amtshandlung in dem Falle Platz greifen, wenn es von jenen ausdrücklich verlangt wird, und zur sicheren Erkennung des Verfolgten nothwendig erscheint.

Artikel 3. 1863

Eine Haussuchung auf fremdem Gebiete vorzunehmen, ist keinem Sicherheitsorgane erlaubt; dieses ist vielmehr verbunden, zur Erreichung des Zweckes die Localpolizei in Anspruch zu nehmen, welche hierbei nach den in dem betreffenden Staate überhaupt geltenden Vorschriften sich zu richten hat, für keine hierbei vorzunehmende Amtshandlung aber irgend eine Belohnung in Anspruch zu nehmen berechtiget ist.

Artikel 4.

Den auf fremdem Gebiete ergriffenen Uebelthäter darf der Gendarme in keinem Falle, somit auch dann nicht, wenn die Ergreifung noch vor dem Eintreffen bei der ersten Station gelungen wäre, mit sich über die Landesgrenze zurück führen, sondern ein solcher ist unter den nöthigen Vorsichten der zuständigen Behörde oder den oben (Artikel 1) erwähnten Organen in dem Gebiete, wo die Ergreifung geschah, zu übergeben, eine allfällige Reclamation aber nur im Wege amtlicher Correspondenz zwischen den zur Untersuchung berufenen Gerichts- oder Polizeibehörden anzutragen.

Artikel 5.

Jedes Sicherheitsorgan hat sich die Ueberschreitung des fremden Gebietes und deren Erfolg von der Localpolizeibehörde des auswärtigen Staates bestätigen zu lassen. Auch wird in den vorhergehenden Artikeln 1—4 vorausgesetzt, dass der im fremden Gebiete auftretende Officiant, insoferne denselben nicht schon seine Dienstkleidung kenntlich macht, zu seiner Legitimation mit einem schriftlichen Vorweise versehen sei.

Artikel 6.

Die Befreiung von der grenzzollamtlichen Behandlung kann der Gendarme nicht ansprechen; doch wird vorausgesetzt, dass dieselbe ohne Beeinträchtigung des dringenden Sicherheitsdienstes gehandhabt werde.

Artikel 7.

Zwischen den beiderseitigen Grenzbehörden soll ein Austausch der in beiden Staaten bestehenden Polizei- und Fahndungsblätter stattfinden; die Art des Austausches und die Zahl der abzugebenden Exemplare bleibt der Vereinbarung der genannten Behörden selbst vorbehalten

Artikel 8.

Den beiden hohen Regierungen steht jederzeit frei, diese Uebereinkunft, welche mit 1. November 1863 ins Leben zu treten hat, wieder aufzukünden, was jedoch 6 Monate im Voraus geschehen muss.

1863 Zur Urkunde dessen wird von dem unterzeichneten k. k. österreichischen Ministerium des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, im Namen der kaiserlich österreichischen Regierung, die gegenwärtige Ministerialerklärung gegen eine ähnliche grossherzoglich badische ausgetauscht werden.

Wien, am 15. October 1863.

K. K. österreichisches Ministerium des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten:

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.

246.

29 octobre 1863.

Déclaration ministérielle à l'égard d'une convention entre l'Autriche et le Wurtemberg pour maintenir la sureté dans les districts frontières respectifs. Échangée à Stuttgart le 6 novembre 1863 contre une déclaration analogue wurtembergeoise datée de Stuttgart le 4 novembre 1863.

(R. G. B. 1863, Nr. 96.)

Ministerialerklärung vom 29. October 1863, zur Feststellung des Uebereinkommens zwischen Oesterreich und Württemberg, wegen Handhabung des Sicherheitsdienstes in den beiderseitigen Grenzbezirken. Ausgewechselt zu Stuttgart am 6. November 1863 gegen eine gleichlautende königlich württembergische Ministerialerklärung ddo. Stuttgart 4. November 1863.

Zu wirksamer Handhabung der Polizei auf der Grenze gegen den Bodensee ist zwischen der k. k. österreichischen und der königlich württembergischen Regierung nachstehende Uebereinkunft getroffen und mittelst ausgewechselter Ministerialerklärungen vollzogen worden.

Artikel 1.

Den k. k. österreichischen und den königlich württembergischen Gendarmen ist gestattet, im Grenzgebiete des anderen Staates bezüglich sicherheitsgefährlicher oder verfolgter Individuen gegenseitig Erkundigungen einzuziehen, und wenn hierdurch eine specielle Veranlassung dazu gegeben wird, die Spuren derselben weiter zu verfolgen. Sie sind jedoch verbunden, der nächsten Sicherheitsbehörde des von ihnen betretenen fremden Gebietes, dem Gemeindevorsteher oder den zur polizeilichen Einschreitung berufenen Organen den Sachverhalt sogleich mündlich mitzutheilen und dieselben zur Unterstützung oder ferneren entsprechenden Amtshandlung aufzufordern.

Artikel 2. 1863

Wenn der Gendarme des einen Staates den in den anderen geflüchteten Verbrecher, oder die zur Arretirung bezeichnete Person bei der nach Artikel 1 gestatteten Nachforschung erreicht, so ist er ermächtigt, den Verbrecher festzuhalten, jedoch verpflichtet, denselben vor die nächste Polizeibehörde des Staates, in dessem Gebiete die Festnahme des Verbrechers erfolgte, zu führen.

Artikel 3.

Eine Haussuchung auf fremdem Gebiete vorzunehmen, ist dem Gendarmen nicht erlaubt; derselbe ist vielmehr verbunden, zur Erreichung des Zweckes die Localpolizei in Anspruch zu nehmen, welche hierbei nach den in dem betreffenden Staate überhaupt geltenden Vorschriften sich zu richten hat.

Artikel 4.

Der Gendarme hat sich die Ueberschreitung des fremden Gebietes und deren Erfolg von der Localpolizeibehörde des auswärtigen Staates bestätigen zu lassen.

Artikel 5.

Auf Verlangen einer Polizeibehörde des einen der beiden Staaten sind die Gendarmen des anderen befugt, nicht bloss bei Elementar-Ereignissen, sondern im Interesse der Sicherheit überhaupt, in dem Grenzgebiete des Staates der requirirenden Behörde dienstliche Functionen, jedoch nur nach den Anordnungen der leitenden Polizeibehörde zu übernehmen.

Artikel 6.

Die Gendarmen haben auch bei ihren, in Gemässheit der gegenwärtigen Uebereinkunft, jenseits der Grenze vorzunehmenden Handlungen sich im Allgemeinen und vorbehaltlich der im Artikel 5 gemachten Ausnahmen nach den Bestimmungen der ihnen von ihrer Behörde gegebenen Dienstvorschriften zu achten, und sind für deren Beobachtung nur der eigenen Regierung verantwortlich.

Artikel 7.

Die Befreiung von der grenzzollamtlichen Behandlung kann der Gendarme nicht ansprechen; doch wird vorausgesetzt, dass dies ohne Beeinträchtigung des dringenden Sicherheitsdienstes geschehe.

Artikel 8.

Zwischen beiden Regierungen findet ein gegenseitiger Austausch der Polizeiblätter nach näherer Verabredung statt.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] Kaiser von [illegible]

[illegible] Bevoll- [illegible] Württemberg [illegible] Namen der [illegible] Telegraphenvereines. [illegible] Bevollmächtigten der [illegible] Nachtrag zu dem Vertrage vom 26. October 1858*, über die gegenseitige telegraphische Cor-

* [illegible] Gesetz-Blatt vom Jahre 1859, Nr. 134.

spondenz, vereinbart worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet 1863
folgt:

Nachtrag zu dem Vertrage über die telegraphische Correspondenz zwischen dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine und der Schweiz.

In der Absicht, die bei dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine eingeführten Aenderungen in den Tarifsätzen und reglementarischen Bestimmungen auch für den internationalen Verkehr zwischen diesem Vereine und der Schweiz in Anwendung zu bringen, sind in Ausführung des Artikels 40 des Vertrages, ddo. Friedrichshafen, 26. October 1858, die nachstehend genannten Bevollmächtigten zusammengetreten, und zwar:

für Baden:

der grossherzogliche Postrath Dr. Victor Paris;

für Bayern:

der Vorstand des königlichen Telegraphenamtes, Generaldirectionsrath Carl von Dyck;

für Oesterreich:

der k. k. Telegraphendirector Carl Brunner von Wattenwyl;

für die Schweiz:

der Centraldirector der schweizerischen Telegraphen Louis Curchod;

für Württemberg:

der königliche Eisenbahnbau- und Telegraphendirector Ludwig von Klein;

und haben nach gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten unter Vorbehalt höherer Ratification Nachstehendes vereinbart:

Artikel I.

Zu Artikel 7 des Hauptvertrages:

Die Aufgabe von Depeschen mit der Bezeichnung „bureau restant“ oder „poste restante“ ist zulässig.

Artikel II.

An die Stelle des vorletzten Alinea im Artikel 9 ist zu setzen: Zwischen zwei in directem telegraphischen Verkehre stehenden Stationen sind die Telegramme eines und desselben Ranges in solcher Weise alternirend zu befördern, dass jede Station das Recht hat, bis zu sechs Telegramme nacheinander zu geben.

1863

Artikel III.

An die Stelle der beiden Alinea des Artikels 14 treten folgende Bestimmungen:

Findet die Adressstation in dem empfangenen Telegramme keine Angabe über die Weiterbeförderung, so hat sie die zweckmässigste Art derselben nach bestem Ermessen selbst auszuwählen.

Dasselbe hat stattzufinden, wenn die vom Aufgeber angegebene Weiterbeförderungsweise unausführbar befunden wird.

In allen Fällen, wo eine Weiterbeförderung seitens des Aufgebers nicht angegeben ist, oder von der Angabe des Aufgebers abweicht, muss die Art der stattgefundenen Weiterbeförderung sofort telegraphisch zurückgemeldet werden.

Artikel IV.

An die Stelle der beiden letzten Alinea des Artikels 15 ist zu setzen:

Die Dienststunden der Stationen mit beschränktem Tagesdienste sind an Wochentagen mit Einschluss der auf Wochentage fallenden Festtage von 9 bis 12 Uhr Vormittags und von 2 bis 7 Uhr Nachmittags, und an Sonntagen von 8 bis 9 Uhr Vormittags und von 2 bis 5 Uhr Nachmittags.

Artikel V.

Das zweite Alinea des Artikels 16 fällt weg.

Artikel VI.

An die Stelle des Artikels 18 treten folgende Bestimmungen:

Die contrahirenden Regierungen nehmen für die Bildung der Tarife, aus welchen sich der internationale Tarif zusammensetzt, folgende Grundlagen an:

Zonen	Entfernung: im deutsch-österreichischen Telegraphenvereine (Geographische Meilen)	Entfernung: in der Schweiz (Kilometer)	Gebühren für ein Telegramm von 1—20 Worten: österr. fl. kr.	Gebühren: süddeutsch fl. kr.	Gebühren: schweizerisch Fr. Ct.	Zuschlag für jede weiteren 10 Worte: österr. fl. kr.	Zuschlag: süddeutsch fl. kr.	Zuschlag: schweizerisch Fr. Ct.
I	bis 10	bis 100	. 40	. 28	1 .	. 20	. 14	. 50
II	über 10 bis 45	über 100	. 80	. 56	2 .	. 40	. 28	1 .
III	über 45 bis 100	—	1 20	1 24	3 .	. 60	. 42	1 50
IV	über 100	—	1 60	1 52	4 .	. 80	. 56	2 .

Artikel VII. 1863

An die Stelle des Artikels 19 ist zu setzen:

Bei Ermittlung der Beförderungsgebühren wird grundsätzlich der Weg, welchen ein Telegramm im Gebiete der Schweiz und des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines zurückzulegen hat, beiderseits in gerader Linie berechnet, und zwar von der Abgangsstation bis zu dem Punkte, wo das Telegramm die Grenze erreicht, und von da bis zur Adressstation. Auf gleiche Weise wird die Gebühr der transitirenden Telegramme von Grenzpunkt zu Grenzpunkt bemessen.

Zur Vereinfachung der Tarife für den Verkehr zwischen dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine und der Schweiz wird die Taxe ohne Rücksicht auf den wirklichen Beförderungsweg nach dem nächstgelegenen Anschlusspunkte berechnet, so dass zwischen einer Station des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines und einer solchen der Schweiz stets nur Ein Tarifsatz in Anwendung kommt, welches auch der von dem Telegramme wirklich zurückgelegte Weg sein mag.

In gleicher Weise sollen die durch den deutsch-österreichischen Telegraphenverein und durch die Schweiz transitirenden Telegramme behandelt werden, derart, dass die mit den angrenzenden Staaten über den gegenseitigen Verkehr jeweilen geltenden Tarifgrundlagen auch auf den Transitverkehr Anwendung finden.

Für den Transit durch die Schweiz nach jeder Richtung wird die Taxe von einer Zone berechnet.

Die nach den obigen Grundsätzen gebildeten Tarife werden sich die contrahirenden Staaten gegenseitig mittheilen.

Artikel VIII.

An die Stelle des Artikels 20 treten die nachstehenden Bestimmungen:

Bei Ermittlung der Wortzahl eines Telegrammes behufs der Tarifirung werden folgende Regeln beobachtet:

1. Die Wortzahl wird durch den Gesammtinhalt dessen bestimmt, was vom Absender zum Zwecke der Telegraphirung in das Original des Telegrammes geschrieben worden ist. Jedes Wort, welches aus nicht mehr als sieben Silben besteht, wird als Ein Wort gezählt, bei längeren Wörtern wird der Ueberschuss wieder als Ein Wort gerechnet.

2. Zusammengesetzte Wörter gelten als ein Wort, wenn sie in Einem Worte geschrieben sind und nicht mehr als sieben Silben enthalten.

Sind dagegen die einzelnen Theile getrennt geschrieben, wenn auch durch Bindestriche verbunden, so gelten sie als eben so viele einzelne Wörter.

1863 Mit Buchstaben ausgeschriebene Zahlen können in ein Wort geschrieben werden und unterliegen dann den Bestimmungen für die Zählung einfacher und zusammengesetzter Wörter. Ausgeschriebene Bruchtheile sind von den Zahlen zu trennen und werden besonders gezählt. Zahlenangaben, welche in französischer oder italienischer Sprache mit Buchstaben ausgeschrieben sind, werden als so viele Wörter taxirt, als erforderlich sind, um sie auszudrücken, und dürfen in französischen und italienischen Telegrammen dergleichen aus mehreren Wörtern bestehende Zahlenausdrücke nie in ein Wort zusammengezogen werden.

3. Jedes getrennt stehende Buchstaben- oder Zahlenzeichen, das Zeichen für Procent (%), ferner jedes apostrophirte Wort oder Vorwort wird als Ein Wort gezählt.

Zum Worttexte des Telegramms gehörige Interpunktionszeichen, Apostrophe, Bindestriche, Anführungszeichen, Parenthesen und die Zeichen für den neuen Absatz (Alinea) werden nicht mitgerechnet. Dagegen werden die Zeichen für das Unterstreichen, sowie alle durch den Telegraphen nicht darstellbaren Zeichen, welche daher durch Wörter wiedergegeben werden müssen, als Wörter berechnet.

4. Zahlen mit Ziffern geschrieben gelten nur bis zur Summe von fünf Ziffern als Ein Wort. Der etwaige Ueberschuss wird bis zur Summe von fünf Ziffern abermals als Ein Wort berechnet. Die einer Zahl angehängten, sie als eine Ordnungszahl bezeichnenden Buchstaben werden als eben so viele Ziffern der Zahl hinzugerechnet. Befinden sich innerhalb selbstständiger Zahlengrössen (Zahlengruppen) Commata oder Bruchstriche, so werden diese mitgezählt und der Zeichenzahl der betreffenden Gruppe zugerechnet. Dasselbe gilt von den in der Mitte oder am Ende einer Zahl vorkommenden Schillingszeichen (/). Die zwischen einzelnen Zahlengruppen als Trennungsmerkmale erscheinenden Zeichen dagegen werden nicht mitgezählt.

5. Bei chiffrirten Telegrammen werden sämmtliche als Chiffern benützte Zahlen und Buchstaben, sowie Commata und sonstige Zeichen im chiffrirten Texte zusammengezählt, die gefundene Summe wird durch drei getheilt und der Quotient als die für den chiffrirten Text zu taxirende Wortzahl angesehen.

Soferne die Theilung durch drei einen Rest lässt, gilt dieser ebenfalls als ein Wort. Der Wortzahl des chiffrirten Textes tritt die Zahl der ausgeschriebenen Wörter, nach den gewöhnlichen Regeln berechnet, hinzu.

6. Adresse und Unterschrift, ferner die Angabe über die Weiterbeförderung des Telegramms von der letzten Telegraphenstation aus, über bezahlte Rückantwort und die nach der Unterschrift etwa folgende Beglaubigung werden mitgezählt.

7. Die Namen von Städten, Personen, Plätzen, Strassen u. s. w., die Titel, Vornamen, Partikel und Eigenschaftsbezeichnungen werden nach der Anzahl der zum Ausdrucke derselben gebrauchten Wörter in Rechnung gebracht. 1863

Der Name der Aufgabsstation, der Tag, die Stunde und Minute der Aufgabe werden von Amtswegen befördert und dem Adressaten mitgetheilt.

Für diese Angaben kommen keine Gebühren zur Erhebung, woferne der Aufgeber sie nicht in das Original des Telegrammes geschrieben hat und deren Beförderung verlangt.

In diesem Falle werden Datum und Aufgabsort sowohl von Amtswegen als auch im Telegramme, wie sie vom Absender angegeben wurden, befördert.

Artikel IX.

Die in Artikeln 23 und 24 enthaltenen Bestimmungen über bezahlte Empfangsanzeige und Collationirung der Telegramme werden aufgehoben.

Artikel X.

Der Artikel 26 hat zu lauten, wie folgt:

Es ist gestattet, bei der Aufgabe eines Telegramms zugleich die Gebühr für die Rückantwort unter Festsetzung einer beliebigen Wortzahl zu hinterlegen.

Das Telegramm muss in diesem Falle vor der Unterschrift die Notiz enthalten:

„Antwort bezahlt“,

wenn nicht mehr als zwanzig Wörter, dagegen:

„Antwort . . . . . bezahlt (z. B. Antwort 30 bezahlt)“,

wenn mehr als zwanzig Wörter vorausbezahlt sind.

Enthält das Antwortstelegramm weniger Wörter als wofür die Gebühren bezahlt sind, so hat der Aufgeber keinen Anspruch auf Rückerstattung der erlegten Mehrgebühr.

Geschieht die Aufgabe des Antworttelegramms später als acht Tage nach der Aufgabe des Ursprungstelegramms, oder enthält das Telegramm mehr Wörter als bezahlt sind, so ist es als ein neues Telegramm zu betrachten und vom Antwortgeber zu bezahlen.

Ist binnen zehn Tagen, vom Tage der Aufgabe des Telegramms an gerechnet, keine Antwort eingegangen, oder hat der Antwortgeber wegen Ueberschreitung der Wortzahl das Antwortstelegramm selbt bezahlt, so kann der Aufgeber des ersten Telegramms die von ihm hinterlegte Rückantwortsgebühr zurückverlangen, hat aber 30 Kreuzer österreichisch = 21 Kreuzer süddeutsch = 75 Centimes zu Gunsten der Verwaltung der Aufgabsstation zu erlegen.

2. Für Beförderung durch Expressboten 1 Gulden 20 Kreuzer 1863
österreichisch, oder 1 Gulden 24 Kreuzer süddeutsch, oder 3 Franken in einem Umkreise bis zu einer Entfernung von drei Meilen oder vier Schweizerstunden.

3. Für Expressen auf grössere Entfernung oder für Estafetten die hierfür wirklich erwachsenen Auslagen.

Ist der Betrag dieser Auslagen nicht bekannt, so ist von dem Aufgeber 1 Gulden 20 Kreuzer österreichisch, oder 1 Gulden 24 Kreuzer süddeutsch, oder 3 Franken für jede Meile, beziehungsweise 80 Kreuzer österreichisch, oder 56 Kreuzer süddeutsch, oder 2 Franken für jede Schweizerstunde zu deponiren.

In diesem Falle muss die Adressstation die Aufgabestation in in der kürzesten Frist auf telegraphischem Wege von dem Betrage der wirklichen Kosten in Kenntniss setzen.

In Ermanglung einer Estafette hat die Adresstation sich zur Weiterbeförderung des schnellsten Beförderungsmittels zu bedienen, welches ihr zu Gebote steht.

4. Für Beförderung durch Eisenbahnbetriebstelegraphen, nach Massgabe der in den bezüglichen Staaten bestehenden Bestimmungen, wird jede Verwaltung die für die Stationen ihres Gebietes zu erhebenden Gebühren den anderen Verwaltungen mittheilen. Hierbei darf der Gebührensatz der ersten Zone nicht überschritten werden.

Die obigen Weiterbeförderungsgebühren kommen derjenigen Verwaltung zu, auf deren Gebiet die Weiterbeförderung stattfindet.

Findet die Bezahlung des Postporto oder der Botengebühr durch den Adressaten statt, so hat dieser nur den wirklichen Betrag der Post- oder Botengebühr zu entrichten.

In diesem Falle kann die Aufgabestation ein entsprechendes Depositum vom Aufgeber verlangen, welches zurückerstattet wird, wenn innerhalb fünf Tagen eine Rückmeldung über verweigerte Bezahlung des Botenlohnes oder der Postgebühr durch den Adressaten nicht stattgefunden hat.

Wird die Bezahlung der Weiterbeförderungsgebühr verweigert, so ist behufs Nacherhebung der letzteren die Aufgabestation sofort telegraphisch davon zu benachrichtigen.

Artikel XIII.

Bei denjenigen Telegrammen, welche von der letzten Telegraphenstation aus weiter befördert werden sollen, hat der Aufgeber die Art der Weiterbeförderung hinter der Adresse des Telegramms anzugeben, und zwar, je nachdem eine Vorausbezahlung stattgefunden hat oder nicht, mit der Bezeichnung:

„Post frei“

„Post“

1863 „Bote frei“

„Bote“,

bei deponirten Botengebühren für mehr als drei Meilen oder vier Schweizerstunden Entfernung:

„Bote deponirt“,

endlich bei Estafettenbeförderung:

„Estafette“.

Artikel XIV.

Wenn der Adressat seinen Aufenthaltsort geändert hat, so werden demselben für ihn einlangende Telegramme an den neuen Adressort nachtelegraphirt, oder mit Post, Estafette oder Boten nachgesendet, wenn er in einer bei der betreffenden Telegraphenstation niederzulegenden schriftlichen Erklärung das Verlangen der Nachsendung ausdrücklich ausgesprochen hat.

Zur Deckung der entfallenden Gebühren kann die Hinterlegung eines entsprechenden Geldbetrages verlangt werden.

Artikel XV.

Der Artikel 31 wird abgeändert, wie folgt:

Wenn ein Telegramm wegen Unzulässigkeit des Inhaltes zurückgewiesen oder verloren gegangen, oder in dem Grade verstümmelt worden ist, dass es erwiesenermassen seinen Zweck nicht hat erfüllen können, oder endlich, wenn es dem Empfänger später behändigt worden ist, als es mit gleicher Adressirung demselben durch die Post zugekommen wäre, so wird die ganze Gebühr zurückerstattet.

Die Zurückforderung der Gebühr muss innerhalb sechs Monaten, vom Tage der Aufgabe des Telegramms an gerechnet, erfolgen.

Der zurück zu erstattende Betrag wird von derjenigen Verwaltung getragen, auf deren Gebiete die Zurückweisung stattgefunden, oder welche den Verlust, die Verstümmlung oder Verspätung verschuldet hat.

Die Zurückerstattung der Gebühren für verloren gegangene, entstellte oder verzögerte Telegramme kann versagt werden, wenn die Schuld den Eisenbahnbetriebstelegraphen oder den Linien anderer als der contrahirenden Staaten beizumessen ist.

Im letzten Falle wird die betreffende Verwaltung sich bei der fremden Verwaltung für die Zurückerstattung der Gebühren verwenden.

Verzögerungen, welche bei Beförderungen durch die Post, Expressboten oder Estafette entstehen, begründen keinen Anspruch auf Erstattung der Gebühren.

Artikel XVI.

Das zweite Alinea des Artikels 32 erhält folgende veränderte Fassung:

Ist ein Telegramm unbestellbar, weil der Adressat nicht hat auf- 1863
gefunden werden können, so wird dasselbe bei der Adressstation aufbewahrt.

Artikel XVII.

An die Stelle des Artikels 33 ist zu setzen:

Gebührenbeträge, welche für beförderte Telegramme irrthümlich zu wenig erhoben worden sind, hat der Absender auf Verlangen nachzuzahlen; ebenso die nicht im Voraus bezahlten Gebühren für Weiterbeförderung mittelst Post oder Boten nach den für die Vorausbezahlung fixirten Beträgen, im Falle das Telegramm unbestellbar ist, oder die Bezahlung der Weiterbeförderungsgebühren vom Adressaten verweigert wurde.

Irrthümlich zu viel erhobene Gebühren werden dem Aufgeber zurückvergütet.

Artikel XVIII.

Zu Artikel 37:

Differenzen in den Abrechnungen haben nach Ablauf von zwei Jahren auf eine weitere Berücksichtigung keinen Anspruch.

Artikel XIX.

An die Stelle des Artikels 39 ist zu setzen:

Die Münzreduction sowohl für die Erhebung der Gebühren, als für die Abrechnung, geschieht nach folgenden Verhältnissen:
1 Frank = 40 Kreuzer österreichisch = 28 Kreuzer süddeutsch.

Artikel XX.

Gegenwärtiger Nachtragsvertrag tritt mit dem 1. Jänner 1864 in Wirksamkeit, und bleibt auf die Dauer des Hauptvertrages vom 26. October 1858 in Kraft.

Artikel XXI.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Nachtragsvertrages sollen in möglichst kurzer Frist erfolgen.

Uebrigens behalten sich die contrahirenden Regierungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines vor, die Ratificationen von der erfolgten Beitrittserklärung der übrigen Regierungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines abhängig zu machen.

Die Auswechslung der Ratificationen hat in Wien stattzufinden, nachdem die Erklärungen sämmtlicher betheiligten Regierungen der k. k. österreichischen Regierung zugegangen sein werden.

So geschehen zu Bregenz, am 1. November 1863.

(L. S.) *Paris* m. p.
(L. S.) *Dyck* m. p.
(L. S.) *Brunner* m. p.
(L. S.) L. *Curchod* m. p.
(L. S.) *Klein* m. p.

1863 So haben wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieser Nachtrags-Convention dieselbe gutgeheissen und genehmigt, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, dieselbe ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zur Bestätigung dessen haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 29. December im Jahre des Heils Eintausend achthundert sechzig und drei, Unserer Reiche im sechzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

248.

14 novembre 1863.

Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie concernant la réunion des îles Joniennes avec la Grèce, conclu à Londres. Ratifications échangées à Londres le 2 janvier 1864.

(R. G. B. 1864, Nr. 24.)

Tractat vom 14. November 1863 zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland, in Betreff der Vereinigung der jonischen Inseln mit Griechenland. Abgeschlossen zu London am 14. November 1863; ratificirt von Seiner k. k. Apostolischen Majestät am 19. December 1863. Die Ratificationsurkunden wurden zu London am 2. Jänner 1864 ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum inter Plenipotentiarium Nostrum atque Serenissimorum Potentissimorumque Principum, Francorum Imperatoris, Magnae Britanniae Hiberniaeque Reginae, Borussiae Regis, et Omnium Russiarum Imperatoris Plenipotentiarios Londini die 14. Novembris 1863 conventio insularum jonicarum causa inita et signata fuit tenoris sequentis.

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité. 1863

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant fait connaître à Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse et l'Empereur de Toutes les Russies, que l'Assemblée Législative des États Unis des Îles Joniennes dûment informée de l'intention de Sa Majesté de consentir à l'Union de ces Îles au Royaume de Grèce, s'est prononcée unanimement en faveur de cette Union; et la condition établie par la dernière clause du Protocole signé par les Plénipotentiaires des cinq Puissances le 1 août dernier, se trouvant ainsi remplie, Leurs dites Majestés, savoir: l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de Toutes les Russies, ont résolu de constater par un traité solennel l'assentiment qu'elles ont donné à cette Union, en stipulant les conditions sous lesquelles elle s'effectuerait.

À cet effet Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Felix Comte de Wimpffen, Son Chambellan actuel et Chargé d'Affaires auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Camille de Nompère de Champagny, Marquis de Cadore, Son Chambellan et Chargé d'Affaires auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Jean Comte Russell, Vicomte Amberley de Amberley et Ardsalla, Pair du Royaume Uni, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretière, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé; Son Principal Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Albert Comte de Bernstorff-Stintenburg, Son Ministre d'État et Chambellan, Grand' Croix de Son Ordre de l'Aigle Rouge avec des feuilles de chêne et Grand Commandeur de Son Ordre de la Maison Royale de Hohenzollern en diamants, Grand' Croix de l'Ordre Ducal de la Branche Ernestine de la Maison de Saxe et de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur de France, Chevalier de l'Ordre Impérial de St. Stanislas de Russie de première classe, Grand' Croix de l'Ordre Royal du Mérite civil de la couronne de Bavière, de l'Ordre Impérial du Lion et du soleil de Perse avec le Grand Cordon vert, de l'Ordre Royal et Militaire du Christ de Portugal, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Janvier etc. etc., Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

1863 Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies le Sieur Philippe Baron de Brunnow, Son Conseiller Privé Actuel, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier des Ordres de Russie, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, de l'Aigle Rouge de Prusse de première classe et Commandeur de l'Ordre de St. Etienne d'Autriche etc. etc.,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article I.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande renonce, sous les conditions ci-dessous spécifiées, au Protectorat des Îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte Maure, Ithaque, Cerigo et Paxo, avec leurs dépendances, que le Traité signé à Paris le 5 novembre 1815, par les Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie a constitué en un seul État libre et indépendant, sous la dénomination d'États Unis des Îles Joniennes, placé sous la protection immédiate et exclusive de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Ses héritiers et Successeurs.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse et l'Empereur de Toutes les Russies, acceptent, sous les conditions ci-dessous specifiées l'abandon que Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande fait du Protectorat des États Unis des Îles Joniennes, et reconnaissent, conjointement avec Sa Majesté, l'Union desdits États au Royaume Hellénique.

Article II.

Les Îles Joniennes, après leur union au Royaume de Grèce, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle; et en conséquence aucune force armée, navale ou militaire, ne pourra jamais être réunie ou stationnée sur le territoire ou dans les eaux de ces Îles, au-delà du nombre strictement nécessaire pour maintenir l'ordre public et pour assurer la perception des revenus de l'État.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Article III.

Comme conséquence nécessaire de la neutralité dont les États Unis des Îles Joniennes sont appelés ainsi à jouir, les fortifications construites dans l'Île de Corfou et dans ses dépendances immédiates, étant désormais sans objet, devront être démolies, et leur démolition s'effectuera avant la retraite des troupes employées par la Grande-Bretagne à occuper ces Îles en sa qualité de Puissance Protectrice. Cette démolition se fera de la manière que Sa Majesté la Reine du

Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande jugera suffisante 1863
pour remplir les intentions des Hautes Parties Contractantes.

Article IV.

La réunion des Îles Joniennes au Royaume Hellénique n'apportera aucun changement aux avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers en vertu de Traités et de Conventions conclus par les Puissances étrangères avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Sa qualité de Protectrice des États Unis des Îles Joniennes.

Tous les engagements qui résultent des dites transactions ainsi que des règlements actuellement en vigueur, seront maintenus et strictement observés comme par le passé.

En conséquence il est expressément entendu que les bâtiments et le commerce étrangers dans les ports Joniens, et, réciproquement, les bâtiments et le commerce Joniens dans les ports étrangers, de même que la navigation entre le ports Joniens et ceux de la Grèce, continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des Îles Joniennes à la Grèce.

Article V.

La réunion des États Unis des Îles Joniennes au Royaume de Grèce n'invalidera en rien les principes établis par la législation existante de ces Iles en matière de liberté du culte et de tolérance religieuse; conséquemment les droits et immunités consacrés en matière de religion par les chapitres I et V de la Charte Constitutionnelle des États Unis des Îles Joniennes, et spécialement la reconnaissance de l'Église Grecque Orthodoxe comme religion dominante dans ces Îles; l'entière liberté du culte accordée à l'Église de l'État de la Puissance Protectrice; et la parfaite tolérance promise aux autres Communions Chrétiennes, — seront maintenus après l'union dans toute leur force et valeur.

La protection spéciale garantie à l'Église Catholique Romaine, ainsi que les avantages dont elle est présentement en possession, seront également maintenus; et les sujets appartenant à cette communion jouiront dans les Îles Joniennes de la même liberté de culte qui leur a été reconnue en Grèce par le Protocole du 3 février 1830.

Le principe de l'entière égalité civile et politique entre les sujets appartenant aux divers rites consacré en Grèce par le même Protocole, sera pareillement en vigueur dans les Îles Joniennes.

Article VI.

Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie en leur qualité des Puissances Garantes du Royaume de Grèce, se réservent de conclure un traité avec le Gouvernement Hellénique sur

[illegible]gements que pourra nécessiter la réunion des Îles Joniennes [illegible]

[illegible] forces militaires de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni [illegible] Grande-Bretagne et d'Irlande seront retirées du territoire des [illegible] Unis des Îles Joniennes dans l'espace de trois mois, ou plus [illegible] faire se peut, après la ratification du susdit traité.

Artikel VII.

Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie s'engagent à communiquer aux Cours d'Autriche et de Prusse le traité qu'Elles auront conclu avec le Gouvernement Hellénique conformément à l'article précédent.

Article VIII.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent entr'elles qu'après la mise à exécution des arrangements compris dans le présent traité, les stipulations du traité du 5 novembre 1815, conclu entre les Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, relatif aux États Unis des Îles Joniennes, cesseront d'être en vigueur, à l'exception de la clause par laquelle les Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie ont renoncé à tout droit ou prétention particulière qu'elles pourraient avoir sur toutes ou sur quelques-unes des Îles ou de leurs dépendances, reconnues par le traité du 5 novembre 1815 comme formant un seul État libre et indépendant sous la dénomination des États Unis des Îles Joniennes. Par le présent traité Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur des Toutes les Russies, renouvellent et confirment ladite renonciation en leur nom, pour leurs héritiers et leurs successeurs.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 novembre, l'an de grâce mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) *Wimpffen* m. p. (L. S.) *Russell* m. p.
(L. S.) *Cadore* m. p. (L. S.) *Bernstorff* m. p.
(L. S.) *Brunnow* m. p.

hujus articulis illos omnes 1863
bere profitemur ac declara-
ittentes, Nos omnia, quae in
daturos esse.
r praesentes Ratihabitionis
s, sigilloque Nostro Caesareo-

stra Vienna, die 19 Decem-

LS

Comes *a Rechberg* m. p.

219.

23 décembre 1863.

l'Empereur d'Autriche et le
nstein concernant la prolon-
nanière du 5 juin 1852.

(R. G. B. 1864, Nr. 47.)

*863 zwischen Seiner Majestät dem
ner Durchlaucht dem souveränen
die Fortsetzung des durch den
ündeten österreichisch-liechten-
al Steuervereines.*

von Gottes Gnaden Kaiser von
d Böhmen etc. etc.
vollmächtigten und jenem Seiner
von Liechtenstein wegen Er-
n Oesterreich und dem Fürsten-
Zoll- und Steuer-Einigung am
15 Artikeln und 7 Separat-
ssen und unterzeichnet worden
lgt, lautet:

*Kaiser von Oesterreich
en Fürsten von Liechten-
den Vertrag vom 5. Juni
tensteinischen Zoll- und
s.*

Oesterreich etc. etc. und
n Liechtenstein haben, in

1863 Anerkennung der wohlthätigen Wirkungen, welche der Vertrag vom 5. Juni 1852 über den Beitritt des souveränen Fürstenthums Liechtenstein zu dem österreichischen Zoll- und Steuergebiete durch Herstellung eines vollkommen freien Verkehrs zwischen der stammverwandten Bevölkerung von Vorarlberg und Liechtenstein für beide Länder hervorgebracht hat, wegen Erneuerung des erwähnten mit letztem December 1863 ablaufenden Vertrages mit einigen durch die inzwischen geänderten Verhältnisse nothwendig gewordenen Modificationen Unterhandlungen eingeleitet und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich etc. etc.:

Herrn Anton Peter, Ritter des russischen Anna-Ordens II. Classe, des bayerischen Civil-Verdienstordens, dann des preussischen rothen Adler-Ordens III. Classe, Ministerialrath im k. k. Finanzministerium;

Seine Durchlaucht der souveräne Fürst von Liechtenstein:

Herrn J. U. Dr. Cajetan Ritter von Mayrau, Ritter des kaiserlich österreichischen Leopold- und des Franz Joseph-Ordens, Officier des kaiserlich französischen Ordens der Ehrenlegion, k. k. pensionirter Ministerialrath, welche, nachdem sie ihre Vollmachten eingesehen und in guter Ordnung befunden hatten, sich über folgende Bestimmungen geeiniget haben:

Artikel I.

Seine Durchlaucht der souveräne Fürst von Liechtenstein treten vorläufig auf weitere zwölf Jahre, vom ersten Jänner 1864 an gerechnet, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, mit dem Fürstenthume Liechtenstein dem österreichischen Systeme der Zölle, Staatsmonopole, Verzehrungssteuern und der Stempel auf Kalender, Zeitungen und Spielkarten bei, wie solches namentlich im Lande Vorarlberg auf Grund der diesfälligen Gesetze und der darauf bezüglichen Vorschriften und Einrichtungen gegenwärtig besteht oder in der Folge abgeändert werden sollte.

Artikel II.

Zu diesem Ende werden Seine Durchlaucht die Zoll- und Staatsmonopolsordnung und das Gefällsstrafgesetz vom 11. Juli 1835, die Gesetze und Vorschriften in Bezug auf die Verzehrungssteuer vom 25. Mai 1829, vom 15. December 1852, vom 19. August 1857, vom 25. September 1858, vom 9. Juli und vom 17. August 1862, das Stempelgesetz für Kalender, Spielkarten und Zeitungen vom 6. September 1850 und den Zolltarif vom 5. December 1853 sammt den auf diese Gesetze bezugnehmenden Nachträgen und Vorschriften noch ferner in Ihrem Fürstenthume Liechtenstein handhaben lassen und die Verfügung treffen, dass die zu diesen Gesetzen nach-

träglich erscheinenden Verordnungen, sowie neue Gesetze dieser 1863
Art im gesetzlichen Wege im Fürstenthume kundgemacht werden.

Dagegen bleiben während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages der im Fürstenthume Liechtenstein ehemals eingehobene Transitozoll, der sogenannte Kleinzoll, das Umgeld und alle wie immer gearteten indirecten Abgaben aufgehoben, welche ehemals, sei es für Rechnung des Staates oder der Gemeinden und Körperschaften, im Ein-, Aus- oder Durchgange, bei der Hervorbringung, Zubereitung, dem Verkaufe oder Verbrauche von Waaren oder von Kalendern, Zeitungen und Spielkarten im Fürstenthume Liechtenstein zu entrichten waren, und es können künftig in diesem Fürstenthume Abgaben solcher Art, wenn sie Gegenstände treffen sollen, die aus dem Auslande oder aus Oesterreich eingeführt werden, nur mit Zustimmung der kaiserlichen Regierung festgesetzt werden.

Die Verhältnisse hinsichtlich des Rheinzolles haben ungeändert fortzubestehen.

Artikel III.

Die gegenwärtig im Fürstenthume Liechtenstein bestehenden Einrichtungen der Verwaltung, der den Gegenstand dieses Vertrages bildenden Gefälle, insbesondere die Bestimmung des Grenzbezirkes, der Standorte, der Aemter und Wachposten, der Richtung der Zollstrassen, können nur im gegenseitigen Einverständnisse geändert werden.

Seine Durchlaucht werden wie bisher die gedachte Verwaltung dem kaiserlich österreichischen Verwaltungsbezirke Feldkirch zugetheilt belassen.

Die an der Vorarlberger Grenze beginnende, bei Balzers und Mäls ausmündende Hauptstrasse sowie die bei Bendern ausmündende Nebenstrasse werden noch ferner als Zollstrassen dem über die Zolllinie stattfindenden Verkehre geöffnet bleiben, und es wird stets wenigstens Ein mit den Befugnissen eines Nebenzollamtes erster Classe versehenes Zollamt im Fürstenthume aufgestellt sein.

Untersuchungen über im Fürstenthume begangene Gefällsübertretungen werden dann, wenn der Aufenthalt der Beschuldigten oder der Zusammenhang mit anderen bereits eingeleiteten Untersuchungen nicht eine Abweichung räthlich machen, stets am Sitze der liechtensteinischen Regierungsbehörde, durch einen dazu ermächtigten kaiserlich österreichischen Beamten abgeführt werden.

Artikel IV.

Die Zoll- und Steuerämter im Fürstenthume Liechtenstein sollen auch künftig als gemeinschaftliche angesehen, als kaiserlich österreichische und fürstlich liechtensteinische bezeichnet und mit beiden Wappen versehen sein.

1863 Die Zoll- und sonstigen Tafeln, Schlagbäume u. s. w. bleiben mit den liechtensteinischen Landesfarben bezeichnet.

Die Zoll- und Steuerbeamten und Aufsichtsorgane im Fürstenthume werden von Oesterreich ernannt, beeidet, besoldet, enthoben und entlassen, in zeitlichen oder bleibenden Ruhestand versetzt; sie führen die Uniform und die Bewaffnung der Oesterreicher und ihre Angehörigen geniessen die Ansprüche der Angehörigen österreichischer Beamten und Diener. Sie unterstehen in allen Dienstangelegenheiten, insbesondere in Absicht der gesammten Disciplin, den österreichischen Oberbeamten und Behörden.

Doch haben alle im Fürstenthume stationirten österreichischen Beamten und Diener für die Zeit ihrer dortigen Dienstleistung Seiner Durchlaucht dem Fürsten von Liechtenstein Gehorsam und Treue anzugeloben und werden sodann von der liechtensteinischen Regierung mit Legitimationen behufs der Ausübung ihres Dienstes versehen werden.

Sie haben während ihrer Dienstleistung im Fürstenthume nebst der österreichischen auch die liechtensteinische Cocarde zu tragen.

Sie unterstehen sammt ihren Angehörigen in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner wegen aller im Fürstenthume begangenen Verbrechen und sonstiger nach den österreichischen Strafgesetzen strafbaren Handlungen in erster Instanz den Gerichten des Fürstenthumes.

Von jeder eingeleiteten Untersuchung oder geschehenen Aburtheilung ist die Mittheilung an die dem Beschuldigten vorgesetzte Behörde binnen derselben Zeit und in derselben Weise zu machen, wie dies den österreichischen Gerichten obliegt.

Directen Steuern oder Gemeindeumlagen sowie persönlichen Dienstleistungen können sie nicht unterworfen werden; nur in Ansehung ihres unbeweglichen Eigenthumes unterliegen sie denselben Verpflichtungen und Lasten, wie andere Eigenthümer im Fürstenthume.

Bei Ernennung von Beamten und Angestellten, sei es im Fürstenthume, sei es in Vorarlberg, ist auf Angehörige des Fürstenthumes, welche die erforderlichen Eigenschaften besitzen und von der fürstlichen Regierung empfohlen werden, besondere Rücksicht zu nehmen.

Tabak- und Schiesspulververschleissplätze im Fürstenthume werden in der Regel nur Angehörigen desselben verliehen werden.

Artikel V.

Den Beamten und Angestellten, welche auf die im Artikel IV erwähnte Weise im Fürstenthume Liechtenstein im Zoll- und Steuerfache Dienste zu leisten haben, werden dieselben Rechte und Befugnisse eingeräumt, und sie haben dieselben Verpflichtungen zu erfüllen, wie auf österreichischem Gebiete.

Die Gerichte, Behörden und Ortsvorsteher des Fürstenthumes 1863
werden ihnen bei ihren Dienstverrichtungen denselben Beistand zu leisten haben, wie die österreichischen Behörden auf österreichischem Gebiete den Beamten der gleichen Kategorie.

Artikel VI.

Die im Umfange des Fürstenthumes Liechtenstein, sowie die von den Angehörigen desselben versuchten oder verübten Uebertretungen der in Folge des gegenwärtigen Vertrages daselbst in Wirksamkeit stehenden Gefällsgesetze werden nach denselben Bestimmungen und von denselben Behörden und Gerichten untersucht und bestraft, wie diejenigen, welche in Vorarlberg, oder welche von österreichischen Unterthanen versucht oder verübt werden.

Der jeweilige Landesrichter des Fürstenthumes ist Beisitzer des Gefällenbezirksgerichtes für den Verwaltungsbezirk Feldkirch, und wird zur Aburtheilung aller von Liechtensteinern im Fürstenthume begangenen Gefällsübertretungen bei sonstiger Nichtigkeit beigezogen werden. Die Ortsvorstände, Behörden und Gerichte des Fürstenthumes haben bei Entdeckung und Untersuchung von Gefällsübertretungen, Ergreifung und Aufbewahrung der Beschuldigten und der Gegenstände der Uebertretung, Erhebung und Sicherstellung des Thatbestandes und des Erfolges der Untersuchung und der Vollstreckung der Straferkenntnisse dieselben Verpflichtungen zu erfüllen und es werden ihnen dieselben Befugnisse, sowie der Bezug derselben Gebühren eingeräumt, wie sie in Vorarlberg für die entsprechenden Ortsvorstände, Behörden und Gerichte gegenwärtig bestehen oder in der Folge eingeführt werden sollten.

Seiner Durchlaucht dem souveränen Fürsten von Liechtenstein bleibt das Begnadigungsrecht vorbehalten.

Artikel VII.

Es wird eine Gemeinsamkeit der Reinerträgnisse der in Vorarlberg und der im Fürstenthume Liechtenstein eingehenden Zölle, Verzehrungssteuern, der von den im Artikel I genannten stempelpflichtigen Gegenständen eingehenden Stempelabgaben und der Erlöse von den in Vorarlberg und dem Fürstenthume Liechtenstein verbrauchten Gegenständen des Tabak- und Schiesspulvermonopols bestehen, und zwar erfolgt die Theilung auf folgende Weise:

A. Die Reinerträgnisse der Verzehrungssteuer, des Tabak- und Schiesspulvermonopols und der Stempelabgaben von Kalendern, Zeitungen und Spielkarten werden im Verhältnisse der Bevölkerung dieser Gebiete getheilt.

B. Was die Zölle betrifft, so wird von dem Reinerträgnisse ein Dritttheil, als den Ertrag der in Vorarlberg für das obere Innthal und das Vintschgau stattfindenden Verzollungen darstellend, für

1863 Oesterreich zurückbehalten, und die übrigen zwei Dritttheile werden zwischen Vorarlberg und Liechtenstein nach Verhältniss der Bevölkerung getheilt.

C. Rücksichtlich des Ertrages des Salzgefälles wird keine Gemeinsamkeit der Reinerträgnisse bestehen.

Die Reinerträgnisse werden dadurch ermittelt, dass von der Summe der Bruttoeinnahmen, wie sie sich an den individuell aufzuführenden Rechnungsabschlüssen aller in Vorarlberg und Liechtenstein bestehenden Aemter, Verschleissniederlagen und Grossverschleisser ergeben, abgezogen werden:

a) die Vergütungen wegen unrichtiger Erhebungen;

b) die Kosten der Verschleissniederlagen und der Aemter, dann die Perceptionskosten und Verschleissprovisionen;

c) die Gestehungskosten des verschlissenen Tabakes und Schiesspulvers, nach fixen Durchschnittspreisen des Vorjahres berechnet.

d) Als Beitrag zu den Kosten der Verwaltung und der Finanzwache hat Liechtenstein ein Pauschale von 10% (zehn Procent) des ihm zufallenden Antheiles aus den gemeinsamen Reinerträgnissen (Lit. *A* und *B*) zu entrichten, welcher von jenen Reinerträgnissen abzuziehen ist, so dass nur der Rest von Liechtenstein hinausgezahlt wird.

Die Bevölkerung wird wie bisher von 3 zu 3 Jahren, und zwar im Fürstenthume Liechtenstein ganz auf dieselbe Weise wie in Vorarlberg ermittelt, und die Nachweisungen werden gegenseitig mitgetheilt werden.

Artikel VIII.

Um die fürstliche Regierung vor plötzlichen Ausfällen in den Jahreseinkünften sicherzustellen, verbürgt Oesterreich derselben ein jährliches Reineinkommen an Zöllen, Verzehrungssteuern, Stempelabgaben von Spielkarten, Kalendern und Zeitungen, und Erlös von Tabak und Schiesspulver von 1 fl. 90 kr., sage Einen Gulden 90 Neukreuzer österr. Währ., für den Kopf der Bevölkerung.

Dieser von Oesterreich verbürgte Minimalreinertrag wird in vierteljährigen Raten im Vorhinein an die liechtensteinische Staatscasse abgeführt, und der aus der provisorischen Schlussrechnung der vier Quartale sich ergebende Mehrbetrag am Schlusse jedes Jahres darauf bezahlt.

Artikel IX.

Während der Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft findet wie bisher gegenseitig freier Verkehr zwischen dem Fürstenthume Liechtenstein und dem Lande Vorarlberg in demselben Masse statt, als der freie Verkehr zwischen Vorarlberg und dem übrigen Theile Oesterreichs gestattet ist.

Diese Bestimmung bezieht sich insbesondere auf Handels- und 1863
Gewerbsleute, welche in dem Gebiete des anderen contrahirenden Staates Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, dergestalt, dass dieselben keiner Abgabe unterzogen werden, welcher nicht gleichmässig die eigenen Unterthanen in derselben Art unterworfen sind.

Dessgleichen soll Fabrikanten und Händlern der Aufkauf von Waaren zu ihrem Gewerbsbetriebe im Heimatlande und Handlungsreisenden, welche nicht Waaren (sondern höchstens Muster derselben) mit sich führen, das Suchen von Bestellungen in dem einen Staate ohne Abgabe gestattet werden, wenn sie die Befugniss hierzu in dem anderen Staate erworben haben.

Endlich sollen die Unterthanen des einen Staates ihre Waaren in dem Gebiete des anderen frei von Abgaben und ohne hierzu von diesem Staate einer besonderen Concession oder eines Gewerbescheines zu bedürfen, auf die Märkte bringen können, wenn sie die Berechtigung hierzu in dem eigenen Lande geniessen und die Waaren solche sind, deren Verkauf auf Märkten nicht auch Inländern verwehrt ist.

Artikel X.

Die Chausséegelder und andere statt derselben bestehende Gebühren, dann Pflaster-, Damm-, Brücken- und Ueberfuhrgelder sollen in Vorarlberg und Liechtenstein ohne Rücksicht, ob sie für Rechnung des Staates oder von Gemeinden und Corporationen bestehen, nur in einem solchen Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden, dass sie die Unterhaltungskosten und die landesüblichen Zinsen des Anlagecapitals nicht überschreiten; auch soll dabei ein Unterschied je nach der Beschaffenheit oder Herkunft der transportirten Gegenstände nicht stattfinden. Der in Oesterreich jeweilig bestehende Weg- und Brückenmauthtarif, gegenwärtig jener vom Jahre 1858, soll als der höchste, in keinem Falle zu überschreitende angesehen werden. Die im Fürstenthume zur Einhebung der Zölle aufgestellten Aemter haben an den Punkten, wo sie aufgestellt sind, auch die liechtensteinischen Chausséegelder einzuheben und an die liechtensteinische Staatscasse abzuführen.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- oder Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen diesem Grundsatze gemäss nicht stattfinden, sondern die Ortspflaster der Chausséestrecke dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausséegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Artikel XI.

Privilegien auf die ausschliessende Benützung von Erfindungen, Entdeckungen und Verbesserungen, welche nach österreichischen

1863 Gesetzen erworben werden, sind auch als für das Fürstenthum Liechtenstein giltig anzusehen; jedoch ist die Verfertigung oder der gewerbsmässige Verschleiss der Gegenstände solcher Privilegien im Fürstenthume Liechtenstein an die Beobachtung der daselbst bestehenden Gewerbegesetze geknüpft.

Uebrigens werden Angehörige des Fürstenthumes Liechtenstein in Allem, was die Erwerbung solcher Privilegien betrifft, den österreichischen Unterthanen gleichgestellt, und die Ausübung der ihnen ertheilten Privilegien im Fürstenthume wird von derselben Rechtswirkung angesehen, als wenn die Ausübung auf österreichischem Gebiete stattfinden würde.

Der fürstlichen Regierung in Vadutz werden in Ansehung der von den fürstlichen Unterthanen angesuchten und erlangten Privilegien dieselben Befugnisse zugestanden und dieselben Verpflichtungen auferlegt, welche die österreichischen Gesetze den Statthaltereien auferlegt haben oder in der Folge auferlegen sollten.

Artikel XII.

Seine Durchlaucht der Fürst von Liechtenstein verpflichten sich, dasselbe Gewicht-, Mass- und Münzsystem im Fürstenthume einzuführen, welches die kaiserliche Regierung mit Abänderung des jetzt bestehenden Systems in Vorarlberg einzuführen finden sollte.

Artikel XIII.

Oesterreich wird sich bemühen, alle Vortheile für den Handel und Verkehr, welche ihm durch die bestehenden Handelsverträge schon gegenwärtig eingeräumt sind, oder durch neue Verträge und durch Zolleinigungen in der Folge eingeräumt werden sollten, auch auf das Fürstenthum Liechtenstein ausdehnen zu machen, wogegen Liechtenstein sich zur Mitübernahme der Verpflichtungen bereit erklärt, welche Oesterreich durch die bereits bestehenden oder die in der Folge abzuschliessenden Handels- und Schifffahrtsverträge oder durch Zolleinigungen erwachsen.

Zu Verpflichtungen, wodurch von Liechtenstein Geldbeträge gefordert werden, ist die Zustimmung Seiner Durchlaucht erforderlich.

Sollte es sich um Handels- und Zollverträge mit der Schweiz überhaupt oder mit den Kantonen Graubündten oder St. Gallen handeln, so wird Oesterreich nicht bloss die besonderen Wünsche der fürstlichen Regierung bei der Unterhandlung berücksichtigen, sondern auch den Vertrag nicht ratificiren, bevor es sich der Zustimmung Liechtensteins versichert hat.

Artikel XIV.

Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis Ende 1875 festgesetzt. Erfolgt Ein Jahr vor Ablauf dieses Zeitraumes keine

Kündigung, so ist gegenwärtiger Vertrag als auf weitere zwölf Jahre 1863
verlängert anzusehen, und ebenso ist in der Folge der Vertrag jedesmal als auf weitere zwölf Jahre verlängert zu betrachten, wenn Ein Jahr vor dem Ablaufe seiner Dauer von keiner Seite eine Kündigung erfolgt.

Artikel XV.

Die Ratification gegenwärtigen Vertrages wird, wenn nicht eher, längstens binnen 14 Tagen vom heutigen Tage an gerechnet, in Wien erfolgen.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contrahirenden Theile den Vertrag unterschrieben und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, den 23. December 1863.

(L. S.) Anton *Peter* m. p.
(L. S.) Dr. Cajetan Ritter *von Mayrau* m. p.

Separat-Artikel I.

(Zu Artikel II.)

1. Die Erhöhung der nach den gegenwärtig in Oesterreich bestehenden Gesetzen im Fürstenthume Liechtenstein eingeführten Verzehrungssteuer um ein Fünftel des gegenwärtigen Satzes oder ihre Ausdehnung auf derselben jetzt nicht unterliegende Gegenstände wird nur im Einverständnisse mit Seiner Durchlaucht erfolgen.

Wird ein Einverständniss nicht erzielt, so steht es jedem der contrahirenden hohen Theile zu, den Vertrag zu kündigen und nach drei Monaten aus demselben auszuscheiden.

2. Für so lange, als in Oesterreich die amtlichen Zeitungen vom Zeitungsstempel befreit bleiben, wird auch im Fürstenthume Liechtenstein eine amtliche Zeitung (die Regierungszeitung) vom Stempel frei belassen.

Separat-Artikel II.

(Zu Artikel II.)

1. Die Durchfuhr aus und nach der Schweiz, der Grenz- und Postverkehr werden im Fürstenthume Liechtenstein dieselben Erleichterungen und Begünstigungen geniessen, wie in Vorarlberg, der Weideverkehr aber überdies die grösste, an irgend einer österreichischen Grenze gegen die Schweiz oder Deutschland gestattete Erleichterung.

2. Der zwischen der österreichischen und liechtensteinischen Regierung abgeschlossene Salzlieferungsvertrag vom Jahre 1849 (rücksichtlich 1851) wird auf die Dauer des gegenwärtigen

1863 Vertrages verlängert und dahin abgeändert, dass die liechtensteinische Regierung jährlich nicht unter dreihundert sechzig und nicht über fünfhundert Fass Salz aus der Salzlegstätte in Feldkirch beziehen und für je vierhundert fünf und siebzig Wiener Pfund Nettogewicht den Preis von zwölf Gulden österreichischer Währung entrichten soll.

Ausserdem soll der liechtensteinischen Regierung auch das für die Viehzüchter und Landwirthe des Fürstenthumes für das Vieh, beziehungsweise für die Düngung erforderliche Salz auf Verlangen erfolgt werden. Die Menge des Bedarfes an solchem Oekonomiesalz wird von der fürstlichen Regierung längstens bis Ende October jeden Jahres für das nächstfolgende Sonnenjahr bei der Finanzbezirksdirection in Feldkirch angemeldet werden. Dieses Salz wird der fürstlichen Regierung von der k. k. Salzlegstätte in Feldkirch um die dortigen Gestehungskosten, d. i. um die in Hall bestehenden Verschleisspreise mit Zuschlagung der Verpackungs- und Frachtkosten und in dem Zustande, beziehungsweise mit der Beimischung überlassen werden, wie es in Vorarlberg in Verschleiss gesetzt wird.

Die Preise, um welche die liechtensteinische Regierung das Salz im Fürstenthume verkaufen lässt, dürfen höchstens um die Kosten der Fracht von Vadutz nach Feldkirch niedriger sein, als die in Feldkirch bei der k. k. Salzlegstätte bestehenden Monopols- oder die dortigen Verkaufspreise des Grossverschleisses der Privaten.

Auch ist das im Preise begünstigte Vieh- und Dungsalz nur in jenem Ausmasse und unter jenen Vorsichten zu verkaufen, die diesfalls in Vorarlberg eingeführt sind. Für den Fall, als die österreichische Regierung es künftig vorziehen sollte, das an die liechtensteinische Regierung abzugebende Speisesalz statt in Fässern in Säcken verpacken zu lassen, wird über die Durchführung dieser Modalitäten eine Vereinbarung vorbehalten.

3. Die Preise von Tabak und Schiesspulver werden in Vorarlberg und Liechtenstein dieselben sein, und diejenigen Personen und Körperschaften, sowie diejenigen Beschäftigungsarten, welchen in Vorarlberg der begünstigte Bezug von Tabak oder Schiesspulver eingeräumt ist, werden denselben auch in Liechtenstein zu geniessen haben.

4. Die den Gegenstand dieses Vertrages bildenden Zölle, Steuern und Preise der Gegenstände des Staatsmonopols sind in derselben Valuta zu entrichten, welche auch in Vorarlberg zu diesem Zwecke angenommen wird und in dem daselbst gesetzlich bestehenden Werthverhältnisse; in derselben Valuta und in gleichem Werthverhältnisse haben auch die Hinauszahlungen wegen unrichtiger Erhebungen, dann Steuernachlässe, Provisionen für Steuerperceptionen und für den Verschleiss von Staatsmonopolsgegenständen, sowie Zahlungen wegen ähnlicher auf die unmittelbare Abgabenerhebung sich beziehender Anlässe zu erfolgen.

Die im Fürstenthume Liechtenstein coursirenden fremden Münzen sind nach den für Vorarlberg bestehenden Evalvations-Tabellen anzunehmen. Bei Zahlungen mit klingender Münze ist die Partei zur Annahme des Herausbetrages in österreichischem Papiergelde nicht verpflichtet. 1863

Separat-Artikel III.

(Zu Artikel IV.)

1. Jeder Wechsel in der Person der im Fürstenthume stationirten Beamten und Diener wird der fürstlichen Regierung mitgetheilt, und sollen gegründete Bedenken, welche die Zuweisung eines Individuums zur Dienstleistung im Fürstenthume nicht räthlich erscheinen lassen, berücksichtiget werden.

Auch werden die österreichischen Behörden den von der fürstlichen Regierung aus öffentlichen Rücksichten beregten Uebersetzungen so viel als thunlich Rücksicht tragen.

2. Die im Fürstenthume stationirte k. k. Finanzwache hat über Anrufen der politischen Landesbehörde polizeiliche Assistenz zu leisten.

3. Die Verhandlungen mit Parteien oder Gemeinden im Fürstenthume Liechtenstein über die systemmässigen Abfindungen hinsichtlich der Entrichtung der Verzehrungssteuer, werden nicht durch einen Finanzwachcommissär, sondern durch einen Abgeordneten der Finanzbezirksdirection, oder durch den Amtsdirector des Hauptzollamtes Feldkirch, unter Beiziehung eines Delegirten der liechtensteinischen Regierung gepflogen werden.

Separat-Artikel IV.

(Zu Artikel V.)

1. Ausser den bereits in Folge des Separat-Artikels IV zu Artikel V des Vertrages vom 5. Juni 1852 im Fürstenthume Liechtenstein bestehenden zwei Nebenzollämtern Balzers und Bendern, soll zum Zwecke einer von der liechtensteinischen Regierung gewünschten weiteren Erleichterung des Grenzverkehres noch ein Nebenzollamt 2. Classe in Schaar errichtet werden, sobald für dessen Unterbringung auf Kosten Liechtensteins angemessen gesorgt sein wird. Ferner wird, um einem Wunsche der liechtensteinischen Regierung zu entsprechen, auch in Vadutz ein Nebenzollamt zweiter Classe, jedoch nur unter der Bedingung errichtet werden, dass die Kosten, welche die Errichtung und der Unterhalt dieses Zollamtes veranlasst, mit Einschluss der Bezüge des Personales von der fürstlich liechtensteinischen Regierung allein getragen werden sollen.

Die fürstliche Regierung verschafft dem österreichischen Beamten, welcher am Sitze derselben die Untersuchungen über die im

1863 Fürstenthume begangenen Gefällsübertretungen abzuführen hat, auf ihre Kosten das Kanzleilocale.

Die Kosten der Einrichtung, der Beheizung, Beleuchtung und Erhaltung der Gebäude, mit Ausnahme jener für das Zollamt Vaduz, ferner die Kosten der Casernirung und Unterbringung der Wachposten hat Oesterreich zu tragen. Die liechtensteinische Regierung hat aber, falls Schwierigkeiten entstehen, für Ausmittlung der Casernen auf Kosten Oesterreichs Sorge zu tragen.

2. Bei den von der kaiserlichen Regierung und deren Beamten und Angestellten zu leistenden Zahlungen sollen die fürstliche Regierung und die Angehörigen des Fürstenthumes nicht gezwungen sein, dort, wo es gegenwärtiger Vertrag oder besondere Stipulationen nicht ausdrücklich bestimmen, Papiergeld in Nominalwerth an Zahlung anzunehmen.

Separat-Artikel V.

(Zu Artikel VI.)

Seine Durchlaucht erklären, das Begnadigungsrecht nur nach geendetem Instanzenzuge und dergestalt ausüben zu wollen, dass der Anzeigersantheil nicht verkürzt wird.

Separat-Artikel VI.

(Zu Artikel VII.)

1. Die Feststellung der Reineinkünfte findet provisorisch am Schlusse jedes Quartales bei der Finanzbezirksdirection in Feldkirch statt.

Der Abrechnungsausweis, welcher alle der Theilung unterliegenden Einnahmen und Ausgaben jedes Amtes, jeder Verschleissstätte und jedes Grossverschleisses in Vorarlberg und Liechtenstein abgesondert enthalten wird, ist in zwei Parien zu verfassen, von dem Vorstande der Bezirksdirection als mit den Rechnungen übereinstimmend und nach den Bestimmungen dieses Vertrages abgefasst, zu bestätigen. Beide Parien sind der fürstlich liechtensteinischen Regierung zu übermitteln, welche das eine Pare, mit dem Anerkenntniss der Richtigkeit versehen, der Bezirksdirection zurücksendet. Es steht der fürstlichen Regierung frei, die nöthigen Aufklärungen zu fordern, und durch einen Commissär in die Rechnungen Einsicht zu nehmen, die ihm bereitwilligst zu gestatten ist.

Die definitive Abrechnung wird für das gesammte Verwaltungsjahr durch die oberste Rechnungsbehörde in Wien gepflogen.

Da vom 1. Jänner 1865 angefangen das Verwaltungsjahr mit dem Solarjahre zusammenfällt, so wird für die Monate November und December 1864 eine besondere provisorische Abrechnung gepflogen, und dieser zweimonatliche Zeitraum in die definitive Abrechnung für das Verwaltungsjahr 1864 einbezogen werden.

Seine Durchlaucht wird die definitive Abrechnung, wiewohl 1863
durch deren Ergebnisse die dem Fürstenthume gebührende Einnahmsquote geändert werden kann, insoweit als bindend anerkennen, als dadurch blosse Rechnungsfehler richtiggestellt werden, welche bei Ermittlung der einzelnen in der provisorischen Abrechnung erscheinenden Einnahms- oder Ausgabsposten sich ergeben. Ausscheidungen von Einnahms- oder Aufnahme von Abzugsposten sind für Liechtenstein nicht bindend, daher sich alle in der Sache oder in diesem Vertrage gegründeten Einwendungen gegen die definitive Abrechnung vorbehalten werden.

Wird die definitive Abrechnung der fürstlichen Regierung nicht binnen drei Jahren vom Tage der Zurückmittlung der anerkannten provisorischen Abrechnung des letzten Quartales des betreffenden Verwaltungsjahres an gerechnet zugestellt, so verbleibt es bei den Bestimmungen der provisorischen Abrechnung.

2. Die Abrechnung findet in der Valuta statt, in welcher die einzelnen Zölle und Steuern eingehoben werden, also auch ganz oder theilweise in Papiergeld, insofern dasselbe bei den Zoll- und Steuerämtern für alle oder beziehungsweise für einige Abgaben an Zahlung angenommen wurde, und zu dem Werthverhältnisse, in welchem dieses der Fall war.

Separat-Artikel VII.

(Zu Artikel VIII.)

1. Wenn im Sinne der österreichischen Vorschläge vom 10. Juli 1862 eine Zolleinigung oder eine solche engere commercielle Verbindung zwischen Oesterreich und anderen deutschen Staaten zu Stande kömmt, in Folge welcher Vorarlberg und Liechtenstein mit den benachbarten deutschen Staaten bezüglich des wechselseitigen Austausches ihrer Erzeugnisse, mit Ausnahme der Staatsmonopolsgegenstände und anderer einer inneren Steuer unterliegenden Objecte, in freien Verkehr treten, so soll es der österreichischen Regierung freistehen, sich der im Artikel VIII zu Gunsten Liechtensteins stipulirten Garantie eines bestimmten Reineinkommens unter der Bedingung zu entschlagen, dass mit dem Wegfalle dieser Garantie zugleich die Bestimmung unter Artikel VII B, wornach von dem Reinerträgnisse der Zölle ein Dritttheil für Oesterreich vorab ausgeschieden wird, ausser Wirksamkeit zu treten hat.

2. Der Ersatz, wie die Ausgleichung nach Artikel VIII, geschieht in der Valuta, in welcher nach Separatartikel VI, Zahl 2, die Abrechnung stattfindet.

Die gegenwärtigen Separat-Artikel haben dieselbe Kraft und Geltung, als wenn sie in den Vertrag vom heutigen Tage aufgenommen

1863 wären. Sie sollen ratificirt und die Ratificationen sollen gleichzeitig mit jenen des Vertrages selbst ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contrahirenden Theile diese Separatartikel unterschrieben und ihre Siegel beigedrückt.

(L. S.) Anton *Peter* m. p.
(L. S.) Dr. Cajetan Ritter *von Mayrau* m. p.

So haben wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachkommen, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 8. Jänner Eintausend achthundert sechzig vier, Unserer Reiche im sechzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *von Rechberg* m. p.

250.

27 décembre 1863.

Ordonnance circulaire du ministre d'État Impérial Royal à l'égard de l'arrangement entre l'Autriche et la France concernant la communication réciproque des actes de décès des enfants trouvés, des aliénés et indigens traités dans les hospices réciproques.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Die kaiserliche österreichische Regierung ist mit der kaiserlichen französischen Regierung übereingekommen*), dass bei Todesfällen von verlassenen Kindern (Findlingen), von Irrsinnigen oder Armen französischer Nationalität, welche in österreichischen Wohlthätigkeitsanstalten untergebracht waren, und umgekehrt, im Interesse der Familien der Verstorbenen von Amtswegen und kostenfrei

*) Les déclarations respectives portent la date de Vienne le 25 juin et le 24 août 1863.

ein Todtenschein der Regierung des Staates, welchem der Verstorbene angehörte, mitgetheilt werde. 1863

Die k. k. wird hiernach angewiesen, zur Durchführung dieses Uebereinkommens das Nöthige zu veranlassen und die an sie gelangenden Todtenscheine dem k. k. Ministerium des Aeussern zur Ausfolgung an die französische Regierung mitzutheilen.

Wien, am 27. December 1863.

251.

30 décembre 1863.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement douanier des journaux étrangers.

(F. V. B. 1864, Nr. 1.)

Ueber die zollamtliche Behandlung ausländischer Zeitschriften.

Giltig für alle Finanzbehörden.

Zur Sicherung der durch das Gesetz vom 6. September 1850 vorgeschriebenen Stämpelgebühren von ausländischen Zeitschriften, in dem Falle, wenn sie nicht durch die k. k. Postanstalt bezogen werden, ist bereits in der Anmerkung 4 zur Tarifsabtheilung 79 des Zolltarifes vom 5. December 1853 angeordnet worden, dass bei deren Einfuhr die bestehenden Stämpel- und Controlvorschriften zu beobachten und dass sie gesondert, sowohl nach dem Nettogewichte als nach der Stückzahl zu erklären sind. Als stämpelpflichtige Zeitschriften des Auslandes sind aber nach den Gesetzen vom 6. September 1850 (R. G. Bl. Nr. 348), 23. October 1857 (R. G. Bl. Nr. 207) und 23. November 1858 R. G. Bl. Nr. 217) alle Zeitschriften des Auslandes, welche ein- oder mehrmal in der Woche erscheinen, mit alleiniger Ausnahme derjenigen anzusehen, welche der Besprechung reinwissenschaftlicher, künstlerischer oder anderer Fachgegenstände gewidmet sind.

Zeitungen solcher Art sind nun nach den bestehenden Vorschriften von den zu ihrer Einfuhrbehandlung berufenen Zollämtern nach erfolgter zollamtlicher Behandlung nur in den nachstehenden Fällen in den freien Verkehr zu setzen:

A. wenn seit dem Tage ihres Erscheinens ein halbes Jahr verflossen ist;

B. wenn seit dem Tage ihres Erscheinens kein halbes Jahr verflossen ist, jedoch von der Partei die Stämpelgebühr sogleich entrichtet wird, oder

wenn im Falle der Behauptung, die Zeitschrift sei als Fachblatt stempelfrei, eine diese Stämpelfreiheit anerkennende Entschei-

1864 dung der vorgesetzten Behörde bereits vorliegt, oder, falls eine solche Entscheidung nicht vorliegt, die Stempelgebühr deponirt wird.

In anderen Fällen hat das Zollamt die Sendung je nach dem Wunsche der Partei entweder an das dem Bestimmungsorte der letzteren zunächst gelegene Hauptzollamt auf die für ausländische unverzollte Güter vorgeschriebene Art anzuweisen, oder es ist die Entscheidung der vorgesetzten leitenden Finanzbehörde einzuholen. Die Entrichtung der Stämpelgebühr, welche für die in Staaten, welche mit Oesterreich einen gemeinschaftlichen Postverein bilden, erscheinenden Blätter einen Kreuzer, für alle anderen ausländischen Zeitungen aber zwei Kreuzer für jedes Hauptblatt, und, wenn an einem Tage kein Hauptblatt, sondern nur ein Nebenblatt erscheint, für dieses beträgt, wird durch die Befestigung der entsprechenden Stämpelmarken und deren amtliche Ueberstämpelung bestätigt.

Im Falle der Depositirung der Gebühr sind die Zeitschriften auf der ersten Seite mit dem Amtssiegel zu bedrucken, und ist die Entscheidung über die angefochtene Stämpelpflicht der Zeitschrift im Wege der vorgesetzten Finanzbezirksdirection einzuholen. Auf dieselbe Art haben sich auch die Hauptzollämter zu benehmen, an welche das Zollamt, weil die Partei es verlangt, eine Zeitung anweiset.

Es ist Vorsorge zu treffen, dass die Zollämter, bei denen Zeitungen im Wege des Buchhandels vorzukommen pflegen, mit einem entsprechenden Verlage von Zeitungsstämpelmarken versehen werden.

Bezüglich der periodischen Zeitschriften, welche im Wege der k. k. Postanstalt bezogen werden, bleibt das bisher beobachtete Verfahren unberührt.

252.

8 janvier 1864.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les fonctions des desserwants vis-à-vis des employés aux bureaux douaniers mixtes autrichiens et bavarois.

[illegible] 1864. Nr. 4.

[illegible]

[illegible] Artikel 8 des Zoll- [illegible] Regelung [illegible] zusammen-

gelegten Zollämternangestellten Bediensteten und an den mit ihnen 1864
gemeinschaftlich lebenden Angehörigen derselben mit der königl. bayerischen Regierung nach dem in dem katholischen und protestantischen Kirchenrechte anerkannten Grundsatze, dass der parochus domicilii (der Pfarrer des Wohnortes) zu pfarrlichen Pastoralacten an sämmtlichen in seinem Pfarrbezirke wohnenden Genossen seines Glaubens berechtiget ist, eine Verständigung dahin getroffen worden, dass die Vornahme der Trauung der Zollbediensteten in beiden Staaten dem Pfarrer des Wohnortes der Brautleute kraft eigenen Rechtes und ohne Delegation eines anderen Pfarrers zustehe, dass jedoch der trauende Pfarrer bei der Beurtheilung der gesetzlichen Befähigung des betreffenden Zollbediensteten zur Eheschliessung nebst den kirchlichen Bestimmungen die hierbei in Betracht kommenden bürgerlichen Vorschriften des Landes, dem derselbe angehört, zur Richtschnur zu nehmen, und sich in legaler Weise die Ueberzeugung zu verschaffen habe, dass die Eheschliessung mit den erwähnten Vorschriften im Einklange stehe. Weiter wurde das Geeignete eingeleitet, dass der trauende Pfarrer verpflichtet werde, zur Evidenzhaltung der geschlossenen Ehe, in den inländischen Trauungsbüchern, beziehungsweise Civilstandsregistern, über die vollzogene Trauung der fremdländischen Zollbediensteten den Heimatsbehörden desselben einen tax- und stämpelfrei ausgestellten Matrikel-Extract zuzumitteln.

Es wurden in Folge des an die politischen Landesehörden erflossenen Erlasses des k. k. Staatsministeriums vom 24. October 1862, Z. 10218-2199, die an der bayerischen Grenze gelegenen diesseitigen Pfarrämter angewiesen, sich bei der Eheschliessung von Zollbediensteten, welche königl. bayerische Staatsangehörige sind, die angeführten Bestimmungen gegenwärtig zu halten und auf das Genaueste in Vollzug zu bringen.

253.

12 janvier 1864.

Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant les successions mobilières des sujets Moldo-valaques décédés en Autriche.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Erlass des Justizministeriums an das k. k. lomb. venet. Oberlandesgericht in Venedig. Z. 285.

In Erledigung der Berichte vom 1. und 9. v. Mts., Z. 21241 und 22061, wird dem Oberlandesgerichte über das mit dem k. k.

1864 Ministerium des Aeussern gepflogene Einvernehmen Folgendes bekanntgegeben:

Nachdem in den Donaufürstenthümern gleichwie in den anderen Ländern des Osmanischen Reiches die Verlassenschaftsabhandlung nach den daselbst verstorbenen österreichischen Unterthanen von den kaiserl. Consularämtern auf Grund des denselben kraft unserer Tractate mit der Pforte zustehenden Jurisdictionsrechtes gepflogen wird, so ist das Ministerium des Aeussern nicht in der Lage, der fürstlich moldo-wallachischen Regierung eine Erklärung über die Bestimmungen der dortigen Landesgesetzgebung bezüglich der Behandlung des beweglichen Nachlasses österreichischer Unterthanen zum Zwecke einer darnach festzustellenden Reciprocität hinsichtlich der Behandlung des beweglichen Nachlasses ihrer Staatsangehörigen in Oesterreich abzuverlangen.

Aus derselben Rücksicht entfällt auch die Frage des allfälligen Abschlusses einer Convention mit den Donaufürstenthümern wegen der Behandlung der beweglichen Nachlässe der beiderseitigen Staatsangehörigen wie eine ähnliche Vereinbarung mit Griechenland besteht.

Das Justizministerium findet sich daher veranlasst, im Einverständnisse mit dem k. k. Ministerium des Aeussern zu erklären, dass die kaiserl. Gerichte hinsichtlich des hierlandes vorkommenden Nachlasses eines moldo-walachischen Staatsangehörigen wie bisher so auch weiterhin vorzugehen, d. i. der betreffenden Heimathsbehörde desselben sowohl die Erbschaftsverhandlung als die Entscheidung aller streitigen Erbansprüche zu überlassen, und sich in der Regel darauf zu beschränken haben, für die Sicherung des Nachlasses und der Ansprüche derjenigen Erben und Legatare, welche österreichische Unterthanen oder in dem österreichischen Staate sich aufhaltende Fremde sind, dann für die Befriedigung der hierländigen Gläubiger zu sorgen.

Die diesbezüglichen Verhandlungsacten sind in jedem einzelnen solchen Falle nebst dem ganzen Nachlasse oder der entfallenden Theilquote desselben entweder direct oder im Wege des Ministeriums des Aeussern an die kaiserl. Agentie in Bukarest zur weiteren Uebermittlung an die dortige Regierung zu leiten, nachdem bei der Autonomie der Fürstenthümer in der inneren Verwaltung die im §. 143 des Gesetzes vom 9. August 1854 vorkommende Bestimmung wegen Uebergabe des Nachlasses an eine hierlands befindliche osmanische Mission auf Verlassenschaften moldo-wallachischer Staatsangehörigen nicht anwendbar erscheint.

---

254. 1864

16 janvier 1864.

Déclaration ministérielle concernant une convention entre les gouvernements autrichien et prussien pour régler le service de sûreté et l'assistance mutuelle en cas d'accident sur les frontières respectives. Echangée contre une déclaration analogue de la Prusse du 27 février 1864, selon le protocole de Berlin du 1 mars 1864.

(R. G. B. 1864, Nr. 27.)

Ministerialerklärung vom 16. Jänner 1864, betreffend eine Uebereinkunft zwischen der kaiserl. königl. österreichischen und der königl. preussischen Regierung zur Beförderung des Sicherheitsdienstes im Grenzgebiete beider Staaten und wegen gegenseitiger Hilfeleistung bei Elementarereignissen. (Laut Protokoll ddo. Berlin 1. März 1864 gegen eine gleichlautende königl. preussische Erklärung ddo. 27. Februar 1864 ausgetauscht, und wurde der 1. April 1864 als der Tag festgesetzt, an welchem das Uebereinkommen in Wirksamkeit tritt.)

Die kaiserlich - königlich österreichische und die königlich preussische Regierung sind übereingekommen, die Verfolgung flüchtiger Verbrecher und anderer der öffentlichen Sicherheit gefährlichen Personen über die Landesgrenze hinaus, sowie die gegenseitige Hilfeleistung der Gendarmeriemannschaften des einen Staates auf dem Gebiete des anderen Staates bei Elementarereignissen, und ein gemeinschaftliches Zusammenwirken der Sicherheitsorgane beider Staaten unter den nachstehend verabredeten Massgaben zu gestatten.

Artikel 1.

In dringenden Fällen, wo Gefahr im Verzuge obwaltet, sollen die Gendarmen und übrigen gesetzlich hierzu befugten Sicherheitsorgane des einen Staates, mit Ausschluss der bewaffneten Macht, ermächtiget sein, flüchtige Verbrecher und andere der öffentlichen Sicherheit gefährliche Personen, letztere jedoch nur insofern, als die Aufrechthaltung der öffentlichen Sicherheit es dringend erfordert, dieselben in polizeilichen Gewahrsam zu nehmen, über die Landesgrenze des anderen Staates zu verfolgen und innerhalb des Grenzgebietes festzunehmen.

Artikel 2.

Die festgenommene Person ist unverzüglich an die Polizei- oder Justizbehörde abzuliefern, in deren Bezirke die Festnehmung erfolgt ist.

1864

Artikel 3.

Der Antrag auf Auslieferung der festgenommenen Person kann nur schriftlich von der zuständigen Behörde des einen Staates an die des anderen Staates gerichtet werden.

Artikel 4.

Das Eindringen in eine Wohnung oder die Vornahme einer Haussuchung auf fremdem Landesgebiete ist dem verfolgenden Sicherheitsorgane untersagt; dieses hat sich wegen der in seiner Gegenwart vorzunehmenden Massregeln dieser Art an die dazu gesetzlich befugte Behörde des Ortes zu wenden, und bis zu deren Eintreffen auf die äussere Ueberwachung des Hauses zu beschränken.

Artikel 5.

Die Sicherheitsorgane müssen bei der Verfolgung entweder durch ihre Dienstkleidung kenntlich, oder zu ihrer Legitimation mit zureichendem schriftlichen Ausweise versehen sein.

Artikel 6.

In Betreff der Verfolgung von Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze hat es bei den Bestimmungen des Zollcartells vom 19. Februar 1853 *) sein Bewenden.

Artikel 7.

Den Gendarmeriemannschaften beider Staaten soll der Grenzübertritt auch zu dem Zwecke zugestanden sein, um in dem Grenzgebiete des anderen Staates über sicherheitsgefährliche oder verfolgte Individuen Erkundigung einzuziehen, und insoferne hierzu eine specielle Veranlassung gegeben sein sollte, die Spuren dieser Personen, unter gleichzeitiger Verständigung der betreffenden Sicherheitsbehörden und Aufforderung der Letzteren zur Unterstützung oder zum ferneren entsprechenden Einschreiten, weiter zu verfolgen.

Artikel 8.

Die an der Grenze befindlichen k. k. österreichischen Verwaltungsbehörden erster Instanz und auf königlich preussischer Seite die Kreisbehörden im Grenzgebiete sind befugt, in besonderen Fällen, wo sie im gemeinschaftlichen Einverständnisse eine Zusammenkunft der von ihnen hierzu zu bezeichnenden Gendarmen oder sonstiger Sicherheitsorgane wünschen, solche zu veranstalten und Zeit und Ort hierfür zu bestimmen. Es bleibt näherer Verabredung zwischen

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 207.

den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, Einrichtungen zu treffen, 1864
nach welchen die Grenzpolizeibehörden und die an der Grenze postirten Sicherheitsorgane des einen Staates von den die Sicherheitspolizei im Grenzbezirke des anderen Staates betreffenden öffentlichen Bekanntmachungen, sei es im Wege des Austausches oder der Vorlegung der bezüglichen Polizeiblätter, möglichst in Kenntniss gesetzt werden.

Den Einladungen der Grenzpolizeibehörden des einen Staates zur Vornahme gemeinschaftlicher Sicherheitspatrouillen in dem Grenzgebiete ist seitens der Gendarmerie des anderen Staates, soweit es deren sonstiger Dienst zulässt, bereitwillig entgegen zu kommen, und hierbei ist der letzteren, im Falle der Nothwendigkeit, der Uebertritt in das jenseitige Landesgebiet gestattet.

Artikel 9.

Werden bei einer Feuer- oder Wassergefahr oder einem sonstigen jenseits der Landesgrenze eintretenden Elementarereignisse die nachbarlichen Rettungsanstalten in Anspruch genommen, so soll es der beiderseitigen Gendarmerie, auch ohne die Requisition der jenseitigen Sicherheitsbehörde abwarten zu müssen, wenn es ohne wesentliche Beeinträchtigung des eigenen Dienstes geschehen kann, gestattet sein, die Grenze zu übertreten, und sich in voller Ausrüstung an den Ort der Gefahr zu begeben, um nach den Anordnungen der leitenden Localbehörde zum Schutze des gefährdeten Eigenthumes und der öffentlichen Sicherheit mitzuwirken.

Artikel 10.

Die Befreiung von der Zollrevision können die Gendarmen bei ihrem Uebertritte über die Grenze nicht beanspruchen, jedoch wird vorausgesetzt, dass ihre zollämtliche Abfertigung ohne Beeinträchtigung des von ihnen zu leistenden Sicherheitsdienstes geschehe.

Artikel 11.

Ueber ihre amtliche Thätigkeit auf dem fremden Staatsgebiete ist den Gendarmen auf ihr Verlangen eine Bescheinigung in ihren Dienstbüchern oder sonst eine Bestätigung von den jenseitigen Behörden, mit welchen sie in Verbindung getreten sind, zu ertheilen.

Artikel 12.

Zur leichteren Erreichung des durch diese Uebereinkunft beabsichtigten Zweckes sind die Bewohner der beiderseitigen Grenzbezirke durch die vorgesetzten Behörden auf ihr eigenes Interesse, die in der Verfolgung flüchtiger Verbrecher oder sicherheitsgefährlicher Personen begriffenen Sicherheitsorgane des Nachbarstaates

1864 nach Thunlichkeit zu unterstützen, aufmerksam zu machen, die Behörden und öffentlichen Sicherheitsorgane aber ausdrücklich dazu zu verpflichten.

Artikel 13.

Den beiden Regierungen steht jederzeit frei, diese Uebereinkunft, welche ohne Verzug in Kraft treten soll, wieder aufzukündigen. Dieselbe läuft zwei Monate nach erfolgter Kündigung ab.

Zur Urkunde dessen wurde von dem unterzeichneten kaiserlich-königlichen österreichischen Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten im Namen der kaiserlich österreichischen Regierung die gegenwärtige Erklärung ausgefertigt, und wird dieselbe gegen eine ähnliche Erklärung des königlich preussischen Ministeriums ausgetauscht werden.

Wien, am 16. Jänner 1864.

K. K. österreichisches Ministerium des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten:

(L. S.) Graf *von Rechberg* m. p.

255.

7 février 1864.

Ordonnance du ministère Impérial Royal de la justice concernant le traitement des successions mobilières des sujets espagnols décédés en Autriche.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

In vorläufiger Erledigung des Berichtes vom 6. Februar 1864, Z. 14574, wird dem k. k. Oberlandesgerichte Nachstehendes bedeutet:

In Spanien kommt bei Behandlung der beweglichen Nachlässe der Ausländer der Artikel 28 des spanischen Fremdengesetzes vom 17. November 1852 zur Anwendung, welcher lautet:

„In den ab intestato ansässiger und durchreisender Fremden wird die Localautorität im Vereine mit dem Consul des Verstorbenen das Inventar der Güter und Effecten aufnehmen, und die erforderlichen Verfügungen treffen, dass sie in gutem Verwahrsam bleiben, bis sich der legitime Erbe oder die ihn gesetzmässig vertretende Person melden wird. In diesem Falle sowohl als in den testamentarischen Erbschaften werden die Gerichtshöfe nur von denjenigen Reclamationen Kenntniss nehmen, welche vom Embargo der Güter durch Gläubiger, auch anderen in Spanien contrahirten Verbindlichkeiten

und Verantwortlichkeiten herrühren oder spanische Unterthanen 1864
betreffen könnten."

Die hierländigen Gerichte haben daher in Gemässheit des §. 23 des Gesetzes vom 9. August 1854, Nr. 208, R. G. Bl., den Grundsatz der Gegenseitigkeit zu beobachten und sich darauf zu beschränken, im Vereine mit dem Consul des Königreiches Spanien für die Sicherung des Nachlasses, dann weiter für die Ansprüche derjenigen Erben und Legatare, welche österreichische Unterthanen oder in dem österreichischen Staate sich aufhaltende Fremde sind, sowie für die Befriedigung der hierländigen Gläubiger nach den in den §§. 137 bis 139 dieses Gesetzes enthaltenen Vorschriften zu sorgen; die Erbschaftsverhandlung sowohl als die Entscheidung aller streitigen Erbansprüche aber der zuständigen Behörde des Erblassers im Königreiche Spanien zu überlassen.

Hiervon hat das k. k. Oberlandesgericht das k. k. Bezirksgericht Landstrasse zur weiteren Benehmung in dieser Angelegenheit mit dem Beifügen in Kenntniss zu setzen, dass das k. k. Ministerium des Aeussern gleichzeitig ersucht wird, die Verständigung der königlich spanischen Regierung von dem Todfalle des Manuel Cortines und jene seiner Erben von dem Erb-, rücksichtlich Legatsanfalle zu veranlassen.

256.

3 mars 1864.

Ordonnance du ministère concernant la capture de vaisseaux ennemis et suspects par des vaisseaux de guerre autrichiens à l'occasion des hostilités ordonnées par le gouvernement danois contre les bâtiments de commerce de l'Autriche et de la Prusse.

(R. G. B. 1864, Nr. 23.)

Verordnung der Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten, der Justiz, des Handels, des Krieges und der Marine vom 3. März 1864, betreffend die Aufbringung feindlicher und verdächtiger Schiffe durch österreichische Kriegsschiffe, aus Anlass der von der königlich dänischen Regierung gegen die österreichischen und preussischen Handelsschiffe, sowie gegen die Handelsschiffe der übrigen deutschen Bundesstaaten angeordneten Feindseligkeiten.

§. 1.

Die Aufbringung von feindlichen und verdächtigen Schiffen darf in Gemässheit des 1. Absatzes der Declaration ddo. Paris, 16. April

1864 1856, welcher die Kaperei untersagt (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1856, Nr. 69), ausschliesslich nur durch Schiffe der k. k. Kriegsmarine geschehen, und sind deren Schiffscommandanten verpflichtet, nachstehend bezeichnete Fahrzeuge aufzubringen:

a) Schiffe, welche dem feindlichen Staate oder dessen Unterthanen angehören;

b) Schiffe, deren Neutralität nicht gehörig legitimirt ist (§. 4), oder welche nach den Bestimmungen dieser Verordnung (§. 5) als verdächtig erscheinen.

§. 2.

Schiffe neutraler Mächte oder ihrer Unterthanen, wem immer die Ladung gehöre, dürfen nicht aufgebracht werden, vorausgesetzt, dass

a) die auf Schiff und Ladung bezüglichen Papiere in Ordnung sind (§. 4),

b) das Schiff nicht mit Kriegscontrebande, die für den Feind bestimmt ist, beladen, oder

c) auch sonst nicht nach den Bestimmungen des vorhergehenden Paragraphes der Aufbringung unterworfen ist.

§. 3.

Auf neutralem Seeterritorium darf kein Schiff angehalten oder aufgebracht werden.

§. 4.

Die Neutralität eines Schiffes wird durch die Papiere dargethan, welche nach den Gesetzen der Heimat des betreffenden Schiffes zur Legitimirung der Nationalität desselben erforderlich sind.

§. 5.

Als verdächtig anzuhalten und zur Untersuchung aufzubringen sind:

a) Schiffe, welche doppelte oder wahrscheinlich falsche Papiere haben;

b) Schiffe, welche keine Papiere haben, oder von denen in Erfahrung gebracht wurde, dass sie ihre Papiere über Bord geworfen oder sonst vernichtet haben, insbesondere wenn solches erst geschehen, da der Kreuzer in Sicht war;

c) Schiffe, welche nach geschehener Aufforderung des Kreuzers nicht beilegen, oder sich der Visitation von Schiffsräumen oder Behältnissen, in denen muthmasslich Kriegscontrebande oder Papiere verborgen sind, widersetzen.

§. 6.

Als gute Prisen werden angesehen:

a) Schiffe, welche dem feindlichen Staate oder feindlichen Unterthanen gehören, sowie das feindliche Gut an Bord solcher Schiffe.

Neutrales Gut an Bord feindlicher Schiffe, das keine Kriegs- 1864
contrebande ist, kann nach Absatz 4 der obcitirten Declaration, ddo. Paris 16. April 1856, nicht als gute Prise angesehen werden.

b) Neutrale Schiffe, deren ganze Ladung aus Kriegscontrebande besteht (vergleiche §§. 2 und 7).

Ist nur ein Theil der Ladung Contrebande, so kann der Schiffsführer selbst der Aufbringung entgehen, wenn er die Contrebande freiwillig auf der Stelle oder im nächsten Hafen löscht. Nach geschehener Entlöschung kann das Schiff mit der übrigen Ladung weitersegeln. Die Kriegscontrebande ist als gute Prise anzusehen.

c) Schiffe, welche sich der Anhaltung gewaltsam widersetzen.

d) Vom Feinde genommene und demselben wieder abgenommene österreichische Schiffe, wenn diese nicht als Reprise betrachtet werden können.

e) Als verdächtig aufgebrachte Schiffe (§. 5), woferne der gegen sie vorliegende Verdacht nicht behoben wird.

§. 7.

Als Kriegscontrebande werden die nachfolgenden Gegenstände erklärt, jedoch nur dann, wenn sie nach feindlichen Häfen bestimmt sind: Kanonen, Mörser, Drehbassen, alle Arten von Waffen, Bomben, Granaten, Kugeln, Zündhütchen, Lunten, Pulver, Salpeter, Schwefel, Kürasse, Armatursgegenstände, Sättel und Zäume, sowie überhaupt alle Gegenstände, welche unmittelbar zum Kriegsgebrauche angewendet werden können, mit Ausnahme eines zur Vertheidigung der Mannschaft und des Schiffes erforderlichen, diesem Zwecke angemessenen Vorrathes.

§. 8.

Bei Begegnung eines Handelsschiffes, das nicht unter Convoi segelt, hat der Commandant des Kreuzers dasselbe anzurufen, und den Schiffsführer mit den Schiffspapieren zu sich an Bord kommen zu lassen.

Ergibt sich hierbei kein begründeter Anstand, so soll er das Schiff in seiner Weiterreise nicht behindern. Findet jedoch der Commandant des Kreuzers Anlass zu gegründetem Verdacht eines ungesetzlichen Sachverhaltes oder betrügerischen Vorganges, so hat er einen Officier abzusenden, um die Umstände genauer zu untersuchen. Bei dieser Untersuchung dürfen die Anhaltenden keine geschlossenen Räumlichkeiten, Tonnen, Kisten, Schränke, Verschläge, Fustagen oder sonstige Behältnisse öffnen oder erbrechen, eben so wenig eigenmächtig durchsuchen, was von der Ladung lose im Schiffe

1864 liegt. Besteht aber ein Verdacht wegen irgendwo verborgener Kriegscontrebande oder compromittirender Papiere, so soll der untersuchende Officier die verdächtigen Räume oder Verstecke durch den Schiffer öffnen lassen.

Derjenige Officier, welcher gegen diese Bestimmungen verstösst, ist desshalb zur Verantwortung zu ziehen.

§. 9.

Neutrale Handelsschiffe, welche unter Convoi von Kriegsschiffen einer neutralen Macht gehen, unterliegen der Untersuchung nicht. Es genügt in diesem Falle die Erklärung des Convoichefs, dass die Papiere der convoiirten Schiffe in Ordnung sind, und dieselben keine Contrebande an Bord haben.

§. 10.

Der Aufbringende darf unter eigener Verantwortung von der Ladung eines aufgebrachten Schiffes nichts löschen, verkaufen, vertauschen oder auf irgend eine Weise entfernen oder verloren gehen lassen. Er muss vielmehr im Vereine mit dem Schiffer oder Steuermann auf dem aufgebrachten Schiffe, soweit möglich, die ganze Ladung unter Siegel und Verschluss legen.

Die Papiere des Schiffes sind von dem Aufbringenden in ein Convolut zu legen, welches mit seinem Amtssiegel und dem Siegel des angehaltenen Schiffers versehen wird.

Das Schiff wird hierauf mit ungeöffneter Ladung (soferne nicht der Schiffer mit Rücksicht auf die Conservirung derselben in die Oeffnung willigt) in einen österreichischen Hafen, oder bis zur thunlichen Abstellung in einen solchen, nach dem nächsten Platze gebracht, wo das aufgebrachte Schiff in militärischen Gewahrsam genommen werden kann. Nach anderen Plätzen darf das Schiff nur dann gebracht werden, wenn Sturm, Wetter, Mangel an Proviant, feindliche Verfolgung oder sonstige Seenoth es nothwendig machen. Auch in diesem Falle muss der Aufbringende, sobald es die Umstände erlauben, das Schiff mit ungebrochener Ladung nach dem nächsten Hafen, wo sich ein competentes Prisengericht befindet, bringen oder senden.

§. 11.

Es soll jedoch, wenn die Ladung aus leicht verderblichen Waaren besteht, oder das Schiff havariehalber die Reise nicht fortsetzen kann, dem Aufbringenden gestattet sein, auf eigene Verantwortung oder mit Einwilligung des Schiffers, die zweckmässigen Verfügungen zum Besten des Schiffes und der Ladung zu treffen.

§. 12. 1864

Sobald der Aufbringende mit dem aufgebrachten Schiffe einen österreichischen Hafen erreicht, hat er hiervon unverweilt die Meldung an das zur Untersuchung und Aburtheilung berufene Prisengericht zur entsprechenden Amtshandlung zu machen. In gleicher Weise ist diese Anzeige zu erstatten, wenn das aufgebrachte Schiff in einen anderen Hafen gebracht wird, wo sich ein competentes Prisengericht befindet.

§. 13.

Der Commandant, welcher die obigen zur Sicherheit der neutralen Schifffahrt gegebenen Bestimmungen übertreten, oder zu deren Schaden seine Macht missbrauchen sollte, wird zur Verantwortung gezogen, und kann ausserdem zur Vergütung des widerrechtlich zugefügten Schadens verhalten werden.

§. 14.

Die Mannschaft eines aufgebrachten Schiffes wird auf Kosten des k. k. Aerars unterhalten und verpflegt, bis das schliessliche Urtheil in der Sache gefällt ist. Ergreift jedoch der Schiffer die Berufung gegen das in erster Instanz erflossene Urtheil, so hat er zur Deckung der Kosten, deren Ersatz ihm im Falle der Sachfälligkeit im höheren Rechtszuge auferlegt werden könnte, eine angemessene Caution zu erlegen.

§. 15.

Die Mannschaft eines aufgebrachten und verurtheilten Schiffes ist der Localbehörde zu übergeben, und sind die darunter befindlichen feindlichen Unterthanen als Kriegsgefangene zu behandeln. Die Unterthanen befreundeter und neutraler Mächte werden an ihre betreffenden Consuln zur weiteren Veranlassung abgegeben.

§. 16.

Ein Exemplar dieser Verordnung soll sich stets auf jedem kreuzenden k. k. Kriegsschiffe befinden.

Rechberg m. p. *Hein* m. p.
Burger m. p. Ritter *von Franck* m. p., F. M. L.

Für das k. k. Handelsministerium:
Kalchberg m. p.

1864

257.

4 mars 1864.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'abolition du for privilégié des sujets nobles et des sujets ottomans dans la frontière militaire.

(A. V. B. 1865, Nr. 31.)

Circularverordnung vom 4. März 1864, betreffend die Aufhebung des privilegirten Gerichtsstandes der adeligen und der türkischen Unterthanen in der Militärgrenze.

In Folge Allerhöchster Genehmigung Seiner k. k. Apostolischen Majestät vom 26. Februar 1864 wird bestimmt, dass für die Zukunft die adeligen und die türkischen Unterthanen in der Militärgrenze, und zwar erstere, insoweit dieselben nicht vermöge ihrer sonstigen Standesverhältnisse einem anderen Gerichtsstande zugewiesen sind, sowohl in Strafsachen als in bürgerlichen Rechtsangelegenheiten in und ausser Streitsachen der Territorialgerichtsbarkeit der Grenzregiments-Gerichte und der Magistrate der Militärcommunitäten unter Aufrechthaltung der sonst bestehenden Vorschriften über die Zuständigkeit und Wirksamkeit dieser Gerichte unterworfen sein sollen.

Ritter *von Franck* m. p., F.M.L.

258.

21 mars 1864.

Ordonnance Impériale concernant l'installation de cours de prises et la procédure à observer par ces cours.

(R. G. B. 1864, Nr. 31.)

Kaiserliche Verordnung vom 21. März 1864, betreffend die Einsetzung von Prisengerichten und das Verfahren bei denselben.

Wirksam für das ganze Reich.

Aus Anlass der von der königlich dänischen Regierung gegen die österreichischen und preussischen Handelsschiffe, sowie gegen die Handelsschiffe der übrigen deutschen Bundesstaaten verfügten Feindseligkeiten, finde Ich, in Gemässheit des §. 13 des Grundgesetzes vom 26. Februar 1861, anzuordnen, wie folgt:

§. 1.

Zur Urtheilsfällung in Betreff der von österreichischen Kriegsschiffen in Gemässheit der Ministerialverordnung vom 3. März 1864,

Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 23, aufgebrachten feindlichen und verdächtigen 1864
Schiffe und ihrer Ladungen, werden ein Prisengericht erster Instanz in Triest, ein Prisengericht zweiter Instanz in Wien und zur Instruction des Processes vorläufig eine Prisen-Untersuchungscommission in Pola eingesetzt.

§. 2.

Die Prisen - Untersuchungscommission in Pola hat unter dem Vorsitze des Hafenadmirals aus vier Stimmführern zu bestehen, nämlich einem Marineauditor, als Untersuchungsrichter und Referenten, einem zur Ausübung des Richteramtes befähigten Civil-Justizbeamten und zwei unparteiischen, auf gewissenhafte Erfüllung ihrer Obliegenheiten zu beeidigenden Beisitzern aus dem Handels- oder Bürgerstande, dann einem Civil-Justizbeamten als Protokollführer.

Denselben können Hilfsbeamte aus dem Status der Marine-Verwaltung zugetheilt werden.

Die Aufgabe der Commission ist, die Untersuchung zu führen, alle im Interesse der Betheiligten oder zur Förderung der Untersuchung noch vor der Urtheilsfällung erforderlichen Massregeln in Betreff des Schiffes, der Ladung und der Bemannung zu beschliessen und auszuführen, die spruchreifen Untersuchungsacten dem Prisengerichte zur Urtheilsfällung vorzulegen, und dessen Erkenntnisse in Vollzug zu setzen.

Die Ministerien des Aeussern, der Justiz und der Marine sind ermächtiget, in ähnlicher Weise, nach Bedarf auch an anderen inländischen Hafenplätzen, Prisen - Untersuchungscommissionen mit gleichem Wirkungskreise zu bestellen, sowie, wenn Schiff und Ladung nicht mit der erforderlichen Beschleunigung in einen inländischen Hafen gebracht werden können, den österreichischen Consulaten in auswärtigen Häfen einen Theil der den Prisen-Untersuchungscommissionen zustehenden Amtshandlungen zu übertragen.

§. 3.

Das Prisengericht in Triest hat unter dem Vorsitze des Präsidenten des Oberlandesgerichtes aus sechs Stimmführern zu bestehen, nämlich: drei Räthen des Oberlandesgerichtes, deren einer das Referat übernimmt, dem Hafenadmiral, einem Rathe der Centralseebehörde und dem Justizreferenten des Marinecommandos, dann einem Protokollisten des Oberlandesgerichtes.

Dasselbe urtheilt in erster Instanz über die von der Prisen-Untersuchungscommission dahin einbegleiteten Acten.

§. 4.

Das Prisengericht in Wien hat, unter dem Vorsitze des Präsidenten oder eines Senatspräsidenten des obersten Gerichtshofes, aus

1864 sechs Stimmführern zu bestehen, nämlich: drei Räthen des obersten Gerichtshofes, deren einer das Referat übernimmt, einem Contre-admiral, einem Rathe des obersten Militärgerichtshofes, und einem Rathe der Handelsabtheilung des Marineministeriums, dann einem Hofsecretär als Protokollführer.

Dasselbe urtheilt in zweiter und letzter Instanz über die in Folge Berufung gegen Erkenntnisse des Prisengerichtes in Triest einbegleiteten Acten.

§. 5.

Aufgebrachte feindliche oder verdächtige Schiffe sind in der Regel in den Kriegshafen von Pola zu führen.

Von der Ankunft des Schiffes hat der Commandant des aufbringenden Kriegsfahrzeuges oder der Führer der Prise bei dem Vorsitzenden der Prisen - Untersuchungscommission sogleich die Meldung zu erstatten.

Der Untersuchungsrichter hat sohin ohne Verzug den Prisenführer über alle erheblichen Umstände der Anhaltung und Aufbringung zu Protokoll zu vernehmen, die etwa schon vorbereitete und unterschriebene Species facti einlegen zu lassen, und das versiegelte Convolut mit den Schiffspapieren entgegenzunehmen.

Ebenso hat der Untersuchungsrichter den Schiffer des aufgebrachten Schiffes zu verhören, welcher, insolange die sonstigen Betheiligten an Schiff und Ladung sich nicht gemeldet und ausgewiesen haben, als deren Vertreter anzusehen ist, und in Gegenwart des Schiffers und des Prisenführers das Convolut mit den Schiffspapieren zu entsiegeln und diese zu verzeichnen.

In gleicher Weise hat er, soweit es erheblich erscheint, die Mannschaft, welche bei der Aufbringung oder Führung der Prise mitgewirkt hat, in jedem Falle aber die gesammte Mannschaft des aufgebrachten Schiffes und nach Umständen die Passagiere zu verhören, und erst nach diesem Verhöre dem Schiffer und der Mannschaft, wenn keine Bedenken entgegenstehen, die Gemeinschaft mit dem Lande zu gestatten.

Die Prisen - Untersuchungscommission hat das eingelaufene Schiff sobald als möglich zu übernehmen, und nöthigenfalls im Einvernehmen mit der Localmilitärbehörde alle Vorkehrungen zu treffen, welche zur Sicherung von Schiff und Ladung, sowie zur Verpflegung und Bewachung der Mannschaft erforderlich sind.

Ueber Schiff und Ladung hat der Untersuchungsrichter durch beeidete Sachverständige ein Inventar aufnehmen zu lassen. Hierbei sind in Betreff der Ladung die auf dieselbe sich beziehenden Papiere zu benützen; auch kann eine commissionelle Eröffnung oder Entsieglung der Schiffsräumlichkeiten stattfinden, dagegen ist die

Entlöschung der Güter oder die Aufnahme einer Schätzung nur auf 1864
Grund eines Beschlusses der Untersuchungscommission zulässig.

§. 6.

Dem Untersuchungsrichter liegt ob, auf Grundlage der ihm von den Parteien zu liefernden Nachweisungen, die vollständige Aufklärung des Sachverhaltes sich angelegen sein zu lassen, und bei seinen Amtshandlungen das Interesse des Captors und des aufgebrachten Schiffes mit gleicher Sorgfalt im Auge zu behalten.

Er hat die Untersuchung mit möglichster Beschleunigung zu führen, und einer Verschleppung derselben durch Anträge, welche auf die Einleitung langwieriger Erhebungen, besonders im Wege der Correspondenz, gerichtet sind, nicht stattzugeben.

Für solche Betheiligte an Schiff und Ladung, die sich in Abwesenheit des Schiffers offenbar in der Unmöglichkeit befinden, ihre Rechte selbst oder durch Vertreter rechtzeitig zu wahren, ist die Aufstellung von Curatoren zu veranlassen.

Die Rechte des Captors werden im öffentlichen Interesse durch einen von dem Marinecommando abzuordnenden Vertreter der Kriegsmarine geltend gemacht, welcher in Betreff des Erkenntnisses über die Prise und die Kosten ein bestimmtes Begehren zu stellen hat.

Sind die Erhebungen zu Ende geführt, so hat der Untersuchungsrichter allen Betheiligten Einsicht in die Acten zu gestatten, auch Jeden zur Erklärung aufzufordern, ob er noch etwas zur Wahrung seiner Rechte anzugeben wisse.

Hierauf sind der Vertreter der Kriegsmarine zu einem Schlussworte und die Gegner zu einer Beantwortung binnen einer ihnen zu bestimmenden kurzen Frist zuzulassen und sohin die Acten zu schliessen.

Die Untersuchungscommission hat zu prüfen, ob die als abgeschlossen eingelegten Untersuchungsacten vollständig sind, eine allfällige Ergänzung oder Berichtigung derselben anzuordnen und die spruchreife Untersuchung an das Präsidium des Prisengerichtes in Triest einzubegleiten.

§. 7.

Die von dem Untersuchungsrichter und dem Protokollisten aufgenommenen Verhöre, Augenscheine, Kunstbefunde oder Verzeichnisse sind den vernommenen Personen vor der Unterfertigung in Gegenwart von zwei Gerichtszeugen, von welchen, falls der Vernommene der Militärgerichtsbarkeit untersteht, wenigstens einer ein Oberofficier sein soll, vorzulesen und die Regelmässigkeit des Vorganges von den Gerichtszeugen durch ihre Mitfertigung zu bestätigen.

1864

§. 8.

Die Prisen-Untersuchungscommission hat sich von dem Gange der Untersuchung in steter Kenntniss zu erhalten, sich erforderlichen Falles von dem Untersuchungsrichter mündlichen Bericht erstatten zu lassen, in die Acten Einsicht zu nehmen, und die nothwendigen Vorkehrungen zu beschliessen.

§. 9.

Folgende Amtshandlungen sind der Beschlussfassung der zusammen zu berufenden Prisen-Untersuchungscommission vorbehalten:

a) die Aufstellung von Curatoren für die Betheiligten an Schiff und Ladung;

b) die Anordnung aller Massregeln in Betreff des Schiffes und der Ladung, soferne deren Ausführung mit einem grösseren Kostenaufwande verbunden oder geeignet ist, den Stand der Dinge zu verändern, insbesondere die Bewilligung zur Entlöschung des Schiffes, zur Aufnahme der Schätzung des Schiffes und der Ladung, zur Reparatur des ersteren, zur Einlagerung der letzteren und zum öffentlichen Verkaufe des einen oder der andern, gegen gerichtlichen Erlag des Verkaufserlöses, zu welchem letzteren Schritte jedoch auch die Commission nur dann ermächtiget ist, wenn die Veräusserung mit Zustimmung aller Betheiligten erfolgt, oder zur Rettung vor drohender Entwerthung oder vor Verderben dringend geboten ist;

c) die Ausscheidung von Gütern, welche in keinem Falle den Gegenstand einer Prise bilden können, sowie deren Auslieferung an die ausgewiesenen Eigenthümer oder ihre Vertreter, soferne die längere Zurückbehaltung zwecklos wäre und den Betheiligten zum offenbaren Schaden gereichen würde, jedoch, wenn nicht alle Betheiligten ausdrücklich zustimmen, nur gegen entsprechende Cautionsleistung;

d) unter denselben Voraussetzungen die Freigebung des unverdächtigen Schiffes mit Zurücklassung der verdächtigen Ladung;

e) jede Verfügung mit der Mannschaft, soweit eine solche noch vor dem Erfliessen der Entscheidung des Prisengerichtes unabweislich erfolgen muss, sowie die Genehmigung der Entlassung unbetheiligter Passagiere;

f) die Gewährung der angesuchten Abhilfe, so oft von Betheiligten gegen eine Amtshandlung des Untersuchungsrichters Einspruch angemeldet oder eine Beschwerde wegen Verzögerung oder Ueberstürzung der Untersuchung eingebracht wird.

Die Ergreifung eines Rechtsmittels gegen Amtshandlungen der Prisen-Untersuchungscommission an das Prisengericht I. Instanz im Zuge der Untersuchung ist nicht zulässig. Allfällige Beschwerden

lieser Art sind zu Protokoll zu nehmen, und die Entscheidung darüber 1864
hat von dem Prisengerichte gleichzeitig mit der Fällung des Spruches
I. Instanz über die geschlossenen Untersuchungsacten zu erfolgen.

§. 10.

Das Prisengericht I. Instanz kann über die an dasselbe gelangenden Acten deren Vervollständigung anordnen, namentlich die Betheiligten zur Beibringung weiterer Beweismittel zulassen, und zu diesem Behufe die Acten an die Prisen-Untersuchungscommission zurücksenden.

Schreitet das Prisengericht zur Fällung eines Urtheils, so hat es in diesem nicht bloss darüber zu erkennen, ob das aufgebrachte Schiff und ob die Ladung und in wie weit die letztere als gute Prise zu betrachten oder als solche nicht anzusehen sei, sondern insbesondere auch noch über die durch diesen Beschluss bedingte Zulassung oder Abweisung angemeldeter Ansprüche von Betheiligten, über die weiters erforderlichen Verfügungen in Betreff des Schiffes, der Ladung, der Frachtgelder, der bestellten oder zu bestellenden Cautionen, über die Pflicht zur Tragung der von der Untersuchungscommission liquidirten oder noch zu liquidirenden Kosten, endlich über die definitive Behandlung der Mannschaft, insoferne nicht ein strafgerichtliches Verfahren Platz zu greifen hat, zu entscheiden.

Die Entscheidung über Ersatzansprüche wegen ungerechtfertigter Aufbringung bildet keinen Gegenstand des prisengerichtlichen Spruches.

Bei Fällung des Urtheils haben die anerkannten Grundsätze des Völkerrechtes und insbesondere des internationalen Seerechtes, welche den Bestimmungen der Ministerialverordnung vom 5. März 1864, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 23, zum Grunde liegen, zur Richtschnur zu dienen, und die unter lit. *b)* und *c)* des §. 6 der erwähnten Ministerialverordnung für neutrale Schiffe aufgestellten Normen auch auf österreichische Handelsschiffe und auf die Handelsschiffe alliirter Mächte Anwendung zu finden.

In den Spruch ist die Begründung aufzunehmen, und jedem Betheiligten, welcher während der Untersuchung einen Schriftenempfänger am Sitze der Untersuchungscommission oder des Prisengerichtes angezeigt hat, sowie dem Marinecommando in Triest, in Vertretung des Captors, ein Exemplar des Urtheiles zuzufertigen, auch dessen Wortlaut durch einmalige Einschaltung in das Amtsblatt der Wiener Zeitung bekannt zu machen, und gleichzeitig eine Abschrift des Erkenntnisses dem Ministerium des Aeussern und der Marine mitzutheilen.

§. 11.

Wenn binnen 30 Tagen nach der Bekanntmachung durch die Wiener Zeitung, welche die Wirkung einer gerichtlichen Zustellung

1864 hat, gegen den Spruch von keinem der Betheiligten bei dem Präsidium des Prisengerichtes in Triest schriftliche Berufung, mit welcher die Rechtsausführung zu verbinden ist, eingelegt wurde, erwächst das Urtheil in Rechtskraft, und sind zum Behufe der Vollziehung desselben sämmtliche Acten an das Prisen-Untersuchungsgericht zurückzuleiten.

Wird von dem Vertreter der Kriegsmarine für den Captor, von dem Schiffer oder von anderen Betheiligten Berufung eingelegt, so steht denjenigen Betheiligten, welchen eine Abänderung des Erkenntnisses zum Nachtheile gereichen kann, frei, von den überreichten Berufungsschriften in der Präsidialkanzlei des Oberlandesgerichtes in Triest binnen 14 Tagen, nach Ablauf der Berufungsfrist, Einsicht zu nehmen, und innerhalb dieser 14 Tage auch schriftliche Gegenausführungen einzulegen.

Nach Ablauf der 14 Tage hat das Prisengericht die eingelangten Schriften sammt den Untersuchungsacten an das Präsidium des Prisengerichtes II. Instanz in Wien einzubegleiten und die Prisen-Untersuchungscommission hiervon zu verständigen.

Jene Punkte des Spruches, in Betreff welcher keine Berufung eingelegt ist, und die sonach in Rechtskraft erwachsen, können über Ansuchen der Betheiligten bei der Prisen-Untersuchungscommission ohne Cautionsleistung, diejenigen dagegen, wider welche die Berufung im Zuge ist, nur gegen Leistung vollständiger Caution mittelst gerichtlicher Deponirung des bezüglichen Betrages im Gelde oder, soferne die Gegner einwilligen, in anderen Werthen in Vollzug gesetzt werden.

In allen Fällen ist jedoch hiezu vorläufig die Genehmigung des Prisengerichtes in Triest einzuholen.

§. 12.

Für die Schöpfung und Kundmachung des Urtheils des Prisengerichtes in Wien in II. und letzter Instanz gelten gleichfalls die im §. 10 enthaltenen Bestimmungen.

Nach der Fällung des Urtheils ist unter gleichzeitiger Bekanntgebung desselben an die Ministerien des Aeussern und der Marine, die Einschaltung in die Wiener Zeitung und die Zufertigung des Urtheils, unter Rückschluss der Acten, an das Prisengericht I. Instanz zu veranlassen, welchem letzteren die weitere Sorge für die Verständigung der Betheiligten und des Prisen-Untersuchungsgerichtes und für die Zurückstellung der Acten an dasselbe obliegt.

§. 13.

Bei der Vollziehung des Urtheils hat die Prisen-Untersuchungscommission, sofern das Schiff oder die Ladung als gute Prise erklärt

wurden, die öffentliche Versteigerung derselben entweder in dem 1864
Hafen von Pola, oder in einem anderen österreichischen Hafen, mittelst Ersuchen an die Localgerichtsbehörde zu veranlassen, den Verkauferlös nach Abzug der Kosten an die Marinekriegscasse abzuführen und hierüber dem Marinecommando, welchem die Vertheilung der Prisengelder vorbehalten ist, Bericht zu erstatten.

Jedoch dürfen Gegenstände, welche als Kriegscontrebande erklärt sind, nur unter Beobachtung der von dem Marinecommando in jedem einzelnen Falle anzuordnenden Vorsichtsmassregeln veräussert werden; auch ist der Marineverwaltung das Recht eingeräumt, dieselben um den inventarischen Schätzungswerth zu übernehmen, weshalb in solchen Fällen dem Marinecommando von der bevorstehenden Veräusserung unverweilt, unter Anschluss einer Abschrift des Inventars, Nachricht zu geben ist.

Werden Schiff oder Ladung nicht als gute Prise erklärt, so hat die Prisen-Untersuchungscommission die Freigebung und Rückstellung dieser Gegenstände an die zur Uebernahme berechtigten Personen, entweder mit oder ohne Abzug der Kosten, nach Anordnung des prisengerichtlichen Erkenntnisses zu veranlassen.

§. 14.

Die in der gegenwärtigen Verordnung enthaltenen Bestimmungen über die Untersuchung, Entscheidung und Urtheilsvollstreckung in Prisensachen, haben mit den durch die Natur der Sache gebotenen Abänderungen auch dann in Anwendung zu kommen, wenn nicht das aufgebrachte Schiff, sondern nur die Ladung, oder wenn, namentlich in dem im §. 11 der Ministerialverordnung vom 5. März d. J., Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 23 vorgesehenen Falle, nur der Verkaufserlös von Schiff oder Ladung in den Hafen gebracht werden kann, in welchem die Prisen-Untersuchungscommission ihren Sitz hat.

§. 15.

Die Localbehörden in den Häfen des Inlandes und die österreichischen Consulate in den Häfen des Auslandes haben in Prisensachen dem von der Prisen-Untersuchungscommission an sie ergehenden Ersuchen unmittelbar zu entsprechen, und in Gemässheit derselben in ihrem Sprengel die requirirten dringlichen Amtshandlungen nach Thunlichkeit vorzunehmen oder zu veranlassen.

§. 16.

Bei allen Beschlüssen der Prisen-Untersuchungscommission und der Prisengerichte entscheidet die Stimmenmehrheit der Votanten. Bei gleichgetheilten Stimmen gibt das Votum des Vorsitzenden den Ausschlag.

1864 Sämmtliche Verhandlungen und Eingaben in Prisensachen geniessen die Befreiung von der Stempelgebühr.

Die Anwendung der Zoll-, Staatsmonopol- und Seesanitätsvorschriften hat in einer die Amtshandlungen der Prisen-Untersuchungscommission nicht behindernden Weise zu geschehen.

§. 17.

Auf genommene feindliche Kriegsfahrzeuge, sowie auf eingebrachte Piratenschiffe, finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

§. 18.

Mit dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung sind die Ministerien des Aeussern, der Justiz und der Marine beauftragt.

Wien, am 21. März 1864.

Franz Joseph m. p. (LS)

Erzherzog *Rainer* m. p. *Burger* m. p.
Rechberg m. p. *Hein* m. p.

259.

6 avril 1864.

Ordonnance du gouvernement central maritime concernant plusieurs rectifications de l'ordonnance ministérielle du 27 février 1863 à l'égard des prescriptions tendant à prévenir les collisions sur mer.

(Ann. marit. 1865.)

Kundmachung der k. k. Centralseebehörde.

In Befolgung des mit hohem Marine-Ministerialerlasse vom 23. März l. J., Z. 276/140-H., erhaltenen Auftrages und mit Beziehung auf die hierortige Kundmachung vom 19. März v. J., Z. 2238, wird die beiliegende Nachtragsverordnung des hohen k. k. Marineministeriums vom 23. März l. J., Z. 276/140-H., enthaltend einige Correcturen in den mit Ministerialverordnung vom 27. Februar v. J., Z. 168, erlassenen Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen für die österreichische Handelsmarine zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Der k. k. Vicepräsident *Becke.* Der k. k. Gubernialrath *Serem.*

***Nachtragsverordnung** des Marineministeriums vom 23. März 1864, Nr. 276/140-H., womit einige Correcturen in den Vorschriften zur Vermeidung von Seeunfällen durch Zusammenstoss von Schiffen für die österreichische Handelsmarine kundgemacht werden.* 1864

In Uebereinstimmung mit der neuen von der königlich grossbritannischen Regierung verbesserten Ausgabe der Regeln zur Verhütung des Zusammenstosses von Schiffen zur See sind folgende Correcturen auch in den mit Reichsgesetzblatt vom 10. März 1863, X. Stück, Nr. 25, für die österreichische Handelsmarine kundgemachten Vorschriften vorzunehmen, und zwar:

Im Nachhange zum Artikel VI soll es heissen: „Um den Gebrauch dieser tragbaren Lichter sicherer und leichter zu machen, hat jede der Laternen, in welcher dieselben angebracht sind, an der Aussenseite mit der Farbe des Lichtes, das sie enthält," u. s. w. wie im Original.

Im Artikel VII sind die Worte „zwischen Sonnenuntergang und Aufgang" zu streichen, da die allgemeine Vorschrift im Artikel II auch die im Artikel VII bezeichneten Lichter betrifft.

Im Artikel XVI soll es heissen statt: „wenn es sich einem anderen derart nähert," „wenn es sich einem anderen Schiffe derart nähert."

Die bereits hinausgegebenen Exemplare obiger Vorschriften sind demgemäss abzuändern, und ist bei einer seinerzeitigen neuen Auflage auf diese Abänderungen Rücksicht zu nehmen.

Zum leichteren Verständnisse der Regeln über das Ausweichen der Schiffe wird gleichzeitig die nachfolgende erläuternde Tabelle veröffentlicht, und ist dieselbe den kundgemachten Vorschriften über die Verhütung des Zusammenstosses zur See beizuschliessen.

Der Marineminister
Freiherr *von Burger* m. p.

Figuren zur Erläuterung des Gebrauches der Lichter, wie sie von den Schiffen in See geführt werden, desgleichen die Art und Weise, wie sie dem Schiffe, welches sie in Sicht bekommt, Stellung und Gattung des Schiffes anzeigen, welches dieselben führt.

Wenn beide Lichter, das rothe und grüne, gesehen werden.

A sieht ein rothes und grünes Licht vorne; *A* erkennt hieraus, dass ein Schiff sich mit einem Curse gerade entgegengesetzt dem eigenen nähert wie *B*.

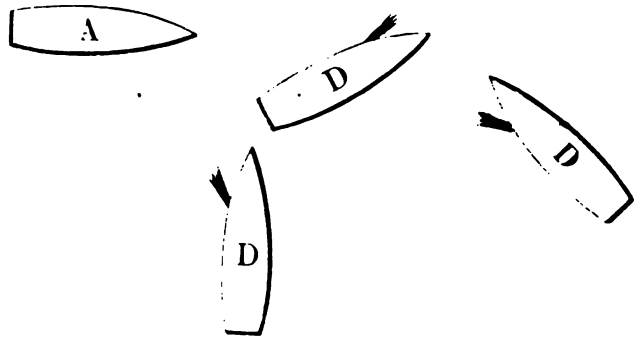
1864 Wenn *A* ein weisses Toplicht über den anderen zwei sieht, so weiss es, dass *B* ein Dampfschiff ist.

Wenn das rothe und nicht das grüne Licht gesehen wird.

A sieht ein rothes Licht voran oder am Bug; — *A* weiss, dass entweder

1. ein Schiff sich gegen seinen Bug am Backbord nähert wie *B*,

oder 2. dass ein Schiff seinen Curs in irgend einer Richtung nach Backbord wie *D D D* zu kreuzen im Begriffe ist.



Wenn *A* ein weisses Toplicht über dem rothen Lichte sieht, so weiss *A*, dass das Schiff ein Dampfschiff ist, und sich entweder in derselben Richtung nähert wie *B*, oder in irgend einer Richtung wie *D D D* seinen Curs zu kreuzen im Begriffe ist.

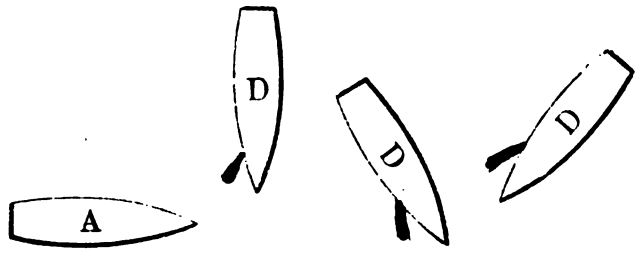
Wenn das grüne und nicht das rothe Licht gesehen wird.

A sieht ein grünes Licht vorne oder am Bug; — *A* weiss, dass entweder

1. ein Schiff sich gegen seinen Bug am Steuerbord nähert, wie *B*,

oder 2. dass ein Schiff seinen Curs in irgend einer Richtung nach Steuerbord wie *D D D* zu kreuzen im Begriffe ist.

1864



Wenn *A* ein weisses Toplicht über dem grünen Lichte sieht, so weiss *A*, dass das Schiff ein Dampfschiff ist, und sich entweder in derselben Richtung wie *B* nähert, oder in irgend einer Richtung nach Steuerbord wie *D D D* seinen Curs zu kreuzen im Begriffe ist.

260.

7 avril 1864.

Déclaration ministérielle concernant une modification des articles 1 et 8 de la convention postale conclue le 19 décembre 1851 entre l'Autriche et les Pays-Bas. Échangée à la Haye, le 12 mai 1864 contre une déclaration analogue du ministère néerlandais des affaires étrangères datée du 11 mai 1864.

(P. V. B. 1864, 20.)

Ministerialerklärung vom 7. April 1864, betreffend die Abänderung der Artikel 1 und 8 des zwischen Oesterreich und den Niederlanden am 19. December 1851 abgeschlossenen Postvertrages. Am 12. Mai 1864 im Haag gegen eine analoge Erklärung des königl. niederländischen Ministeriums des Aeussern vom 11. Mai 1864 ausgewechselt.

Le Gouvernement Impérial d'Autriche déclare par l'organe du soussigné Ministre des affaires étrangères:

1° d'adhérer aux dispositions convenues dans l'article XX du traité postal entre les Pays-Bas et la Prusse du 18 septembre 1863,*)

---

*) Auszug aus dem Artikel XX des Postvertrages zwischen den Niederlanden und Preussen vom 18. September 1863; 4. alinea: „In Gemässheit der obigen Bestimmungen wird, vorbehaltlich des Einverständnisses der kaiserl. österreichischen Postverwaltung, die niederländischerseits für den Transit der geschlossenen Briefpackete zwischen den Niederlanden und den niederländischen Besitzungen in Indien auf der deutschen Strecke von Emmerich bis

1864 par lesquelles le droit de transit à payer par l'administration des postes des Pays-Bas pour le transport des paquets clos renfermant les correspondances entre le royaume des Pays-Bas et les établissements néerlandais aux Indes-Orientales sur la distance du territoire allemand à parcourir depuis Emmerich jusqu'à Trieste et vice-versa a été fixé à deux gros d'argent par poids net de 15 grammes pour les lettres et à un tiers d'un gros d'argent par poids net de 15 grammes pour les imprimés;

2° de faire expédier et transporter les dits paquets clos sur la distance de Trieste à Alexandrie et vice-versa par l'intermédiaire des bâteaux à vapeur de la société du Lloyd autrichien moyennant un prix à payer par l'administration des postes des Pays-Bas de deux gros d'argent par poids net de 15 grammes pour les lettres et d'un tiers d'un gros d'argent par poids net de 15 grammes pour les imprimés.

Les présentes stipulations substituées aux Articles I et VIII du traité entre l'Autriche et les Pays-Bas du 19 décembre 1851 sont mises à exécution à dater du 1er janvier 1864.

Vienne, le 7 avril 1864.

(L. S.) Comte *Rechberg* m. p.

261.

19 avril 1864.

Pacte de famille entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur du Mexique, communiqué à la Chambre des Seigneurs, dans la séance du 18 novembre 1864.

(Archives diplomatiques 1864, IV, p. 399.)

S. A. Illustrissime l'Archiduc Ferdinand Maximilien ayant communiqué à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sa résolution d'accepter le Trône du Mexique qui lui est offert et d'y fonder un Empire, avec l'assistance de Dieu, Sa Majesté a assemblé, à cet effet, un conseil de famille, et examiné les conditions auxquelles les devoirs gouvernementaux qui lui sont imposés comme chef de la Maison archiducale, lui permettraient de donner à Son Altesse Impériale son autorisation souveraine d'accomplir cet acte d'État.

Triest et vice-versa zu zahlende Transitvergütung auf den Betrag von 2 Silbergroschen für 15 Gramm netto Briefe festgesetzt. Für die in den gedachten Briefpacketen enthaltenen Drucksachen wird die Transitvergütung 4 Pfennige pro 15 Gramm netto betragen".

En conséquence, ont été stipulées entre Sa Majesté l'Empereur, 1864
d'une part, et S. A. I. l'archiduc Ferdinand Maximilien, d'autre part, les dispositions suivantes:

Art. 1er. S. A. Illustrissime l'Archiduc Ferdinand Maximilien renonce, pour son auguste personne et pour ses descendants, à la succession dans l'Empire d'Autriche, à tous les royaumes et pays qui en dépendent, sans aucune exception, en faveur de tous les autres membres habiles à succéder à la ligne masculine de la maison d'Autriche et de leur descendance de mâle en mâle, de manière que, aussi longtemps qu'il restera un seul des archiducs ou de leurs descendants mâles, aux degrès même les plus éloignés, appelés à succéder en vertu des lois qui régissent l'ordre de succession dans la Maison Impériale et particulièrement en vertu du statut de famille, signé le 19 août 1713, par l'Empereur Charles VI, sous le nom de la Pragmatique Sanction, de même que du statut de famille, érigé le 3 février 1839, par S. M. l'Empereur Ferdinand, ni Son Altesse Impériale ni ses descendants, ou qui que ce soit en son nom, et en quelque temps que ce puisse être, ne pourra faire valoir le moindre droit à ladite succession.

Art. 2. Cette renonciation s'étend pareillement à toutes les attributions afférentes au droit de succession, par conséquent au droit établi par le statut de famille, sous certaines conditions, d'assumer la tutelle d'un prince héréditaire mineur.

Art. 3. Dans les cas néanmoins (ce qu'à Dieu ne plaise!) où il arriverait que tous les autres Illustrissimes Archiducs et leurs descendants mâles, qu'ils précèdent ou non Son Altesse Impériale ou sa descendance par le droit de primogéniture ou d'âge, viendraient à s'éteindre, Son Altesse Impériale conserve formellement et de plein droit, pour ce cas-là, tant pour son auguste personne que pour sa descendance qui sera issue sans interruption de mariages, contractés régulièrement et sans mésalliance, conformément aux coutumes et statuts de la Maison archiducale d'Autriche, tous les droits mentionnés de succession, tels qu'ils appartiennent à ces membres, en vertu de la loi autrichienne de primogéniture et du dit statut de famille, de sorte que pour ce cas la renonciation prononcée par l'article premier ne devra porter préjudice ni à Son Altesse Impériale ni à ses descendants. En ce qui concerne la descendance féminine, qui n'est appelée à succéder qu'après l'extinction de la branche masculine dans toutes les lignes, l'ordre établi par les lois de succession mentionnées ci-dessus sera invariablement observé des deux parts. Toutefois les illustrissimes descendants de Son Altesse Impériale ne pourront, dans tous les cas, arriver à succéder dans le gouvernement, que s'ils professent la foi de l'église catholique romaine.

Art. 4. Son Altesse Impériale déclare en outre renoncer pour elle-même et pour ses descendants du sexe masculin et du sexe féminin à

1864 tous les droits et prétentions qui lui appartiennent ou qui pourraient lui appartenir en vertu de la parenté, de la naissance ou des us ou coutumes, à la fortune privée actuelle ou à venir, mobilière ou immobilière, de l'Illustrissime Maison archiducale d'Autriche, et ce sous les réserves suivantes:

A. Pour le cas d'évènements extraordinaires qui auraient eu pour conséquence un changement essentiel dans la situation qui leur est nouvellement créée, Son Altesse Impériale ou ses descendants auraient une part des revenus des fonds de prévoyance de la famille de la manière prévue au § 44 du statut de famille du 3 février 1839, pour les branches de l'Illustrissime Maison archiducale qui sont dotées de souverainetés particulières.

B. Dans le cas où se produirait le douloureux évènement de l'extinction de tous les autres Illustrissimes Archiducs et de leurs descendants mâles et qu'en conséquence la branche masculine de Son Altesse Impériale arriverait à succéder au Trône; dans le cas où après l'extinction de la ligne masculine de toute la Maison d'Autriche, suivant l'ordre établi dans les règlements de succession mentionnés ci-dessus, la succession au Trône devait passer, en tenant compte du degré de consanguinité avec le dernier Prince régnant de la branche masculine, à la descendance féminine de son Altesse Impériale, dans ce cas revivraient aussi tous les droits, émanant de la parenté, de la naissance ou des us et coutumes, de Son Altesse Impériale ou de sa descendance sur la fortune privée encore existante de l'Illustrissime Maison archiducale.

Art. 5. En ce qui concerne le droit de succession ab intestat sur la fortune mobilière et immobilière des membres de la Maison Impériale et de leurs descendants, les dispositions contenues au paragraphe 39 du statut de famille du 3 février 1839, valables pour les membres de la Maison Impériale qui sont dotés de souverainetés particulières, resteront en vigueur. Cependant sont exceptés de cette renonciation les cas où, par suite de donations entre-vifs ou de dispositions testamentaires valables, il écherrait des biens privés ou des successions à Son Altesse Impériale ou à ses descendants de la part de membres de leur Illustrissime Parenté ou d'autre part, et quand il n'en résulterait pas un préjudice notable quelconque pour les droits de la Maison archiducale.

En foi de quoi, le présent traité a été libellé en double exemplaire, signé de la propre main de Sa Majesté Impériale Apostolique, d'une part, de S. A. I. l'Illustrissime Archiduc Ferdinand Maximilien, d'autre part, et revêtu de leurs sceaux.

Ainsi fait et passé au château de Miramar, le neuvième jour du mois d'avril de l'an de grâce 1864.

Signé: *François Joseph.* Signé: *Maximilien.*

Ont été appelés à titre de témoins requis à signer le susdit acte 1864
de famille :

LL. AA. II. les Archiducs Charles Louis, Louis Victor, Charles Salvator, Guillaume, lieutenant-feld-maréchal, Joseph Léopold, lieutenant-feld-maréchal, Reinier, le comte de Kuefstein, chevalier de la Toison d'or, grand-maréchal de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; Louis de Benedek, feld-zeugmestre ; le comte François Crenneville, lieutenant-feld-maréchal ; le comte François Zichy, conseiller intime; le comte de Rechberg, ministre de la Maison Impériale et des affaires étrangères ; le chevalier Antoine de Schmerling, ministre d'État; le comte Maurice Esterhazy, ministre de Sa Majesté Impériale et Royale ; Ladislas de Karolyi, vice-chancelier aulique de Hongrie ; le baron François de Geringer, pour le chancelier aulique de Transylvanie; J. Mazuranich, chancelier aulique du royaume de Croatie et de Slavonie.

262.

14 mai 1864.

Protocoles de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.

(Archives diplomatiques 1864, IV, p. 421.)

Protocole n° 1.

Séance du 9 mai 1864.

Présents: Les Plénipotentiaires de Turquie, de la Grande-Bretagne, de France, d'Autriche, de Prusse, de Russie et d'Italie.

Les Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris ont été invités par le Ministre des affaires étrangères de S. M. I. le Sultan à se réunir en Conférence pour donner une solution équitable à la question des biens conventuels situés dans les Provinces Unies.

Ayant obtenu de leurs Gouvernements respectifs l'autorisation de se rendre à cette invitation, ils se sont rencontrés aujourd'hui, 9 mai, chez S. A. le Ministre des affaires étrangères et ont commencé l'examen des questions qui leur sont soumises.

Ils ont pris pour point de départ le Protocole 13 de la Conférence de Paris, en date du 30 juillet 1858.

Ils ont reconnu:

1° Que les différentes prévisions de ce Protocole ne se sont pas réalisées;

2° Que le Gouvernement moldo-valaque a, par une série de mesures successives, tranché à son profit des questions dont le mode de solution avait été prévu par les Puissances et consigné dans un acte obligatoire pour ledit Gouvernement;

1864 3° Qu'en conséquence le devoir de la Conférence est de regarder comme non avenues les mesures dont le caractère arbitraire ne saurait avoir aucune valeur à ses yeux, et de blâmer la manière dont le Gouvernement moldo-valaque a cru pouvoir dépasser sa compétence dans des questions qu'il ne lui appartient pas de résoudre.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 2.

Séance du 14 mai 1864.

La Conférence reconnaît qu'elle doit avant tout s'entourer de toutes les lumières qui peuvent lui faciliter l'accomplissement de son mandat. Il convient donc de nommer une Commission chargée de dresser un état général des propriétés, objets de litige entre le Gouvernement des Principautés Unies et les communautés grecques de la Turquie, de les classer suivant leur nature et leur origine, de constater l'importance de leurs revenus et celle des charges qui peuvent leur être affectées.

Cette Commission se composera d'un membre désigné par la Sublime Porte et des membres désignés par chacun des Représentants, à moins que quelques-uns de ces derniers ne veuillent se réunir pour nommer en commun un même membre.

Cette Commission aura son siége à Constantinople auprès de la Conférence dont elle relève, et qui se réserve la faculté de l'envoyer sur les points des Principautés Unies où sa présence serait utile, pour étudier sur place les questions soumises à son examen.

La Commission rédigera un Rapport général et raisonné résumant l'ensemble de son travail et propre à servir de base aux décisions ultérieures de la Conférence.

Il est entendu que la nomination de cette Commission ne préjuge pas l'opinion des membres de la Conférence et qu'elle laisse à celle-ci une liberté entière quant à la solution définitive qui lui paraîtrait la meilleure pour terminer le différend, objet de sa réunion.

Le Gouvernement des Principautés Unies et les Saints-Lieux d'Orient seront invités à désigner chacun une personne chargée de fournir à ladite Commission, chaque fois qu'elle le demandera, les éclaircissements qui pourront lui être utiles.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 3.

Séance du 28 mai 1864.

Portant leur attention sur les mesures qui devraient être adoptées à l'égard des biens conventuels et de leurs revenus en attendant la solution définitive des questions en litige, les membres de la Con-

férence, agissant dans un esprit de conciliation mutuelle, ont trouvé 1864
convenable de stipuler qu'aucun acte d'aliénation de ces propriétés ne doit être opéré, et que la conservation des revenus doit être assurée jusqu'à l'entière conclusion du débat; qu'il importe enfin que le Gouvernement des Principautés-Unies en soit averti.

L'hospodar, qui a du reste déclaré, dès l'origine, que son intention était de ne pas disposer de ces revenus, a donc le devoir de s'abstenir d'y toucher dorénavant; et la Conférence est d'accord que lesdits revenus, quant à présent, devront être intégralement versés, d'une manière qui en assure la conservation, dans une caisse spéciale sous la surveillance des Puissances.

Les objets du culte provenant des couvents devront être religieusement conservés.

(L. S.) Signé: *Aali.* — H. *Bulwer.* — Marquis *de Moustier.* — *Prokesch-Osten.* — *Brassier de Saint-Simon.* — *Novikof.* — *Greppi.*

Lettre de S. A. le Grand-Vizir à S. A. S. le prince Couza.

Constantinople, le 9 juin 1864.

Mon Prince, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, d'ordre de S. M. I. le Sultan, les Protocoles contenant le résultat des délibérations de la Conférence qui s'est réunie à Constantinople pour examiner les questions relatives à l'affaire des biens conventuels dans les Principautés-Unies.

Votre Altesse remarquera en lisant ces documents que la Conférence est d'accord que les revenus des couvents devront, quant à présent, être intégralement versés, d'une manière qui en assure la conservation, dans une caisse spéciale sous la surveillance des Puissances.

La Conférence est unanime à penser que cette surveillance ne doit pas être de pure forme, mais sérieuse et réelle. Votre Altesse voudra donc bien prendre avec la Sublime Porte les arrangements nécessaires pour que la constitution de cette caisse remplisse le but que la Conférence s'est proposé. Ce but ne serait pas suffisamment atteint, si le choix du Receveur n'offrait pas à la Sublime Porte et aux Puissances toutes les garanties qu'elles peuvent désirer et si leurs Délégués n'étaient pas mis par le Gouvernement de Votre Altesse en mesure de remplir complètement leur tâche, en recevant les états exacts des revenus à percevoir, ainsi que l'indication des époques où les versements doivent être opérés.

Il est bien entendu que le contenu de la présente communication ayant été concerté entre la Sublime Porte et les Puissances n'est que l'expression de ce concert.

Agréez, etc. Signé: *Fuad.*

1862 **263.**

15 mai 1864.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le remboursement des droits de douane dans les cas de renvoi d'envois de provenance étrangère.

(F. V. B. 1864, Nr. 26.)

Betreffend die Zurückerstattung der Zollgebühren für retournirte ausländische Postsendungen.

Giltig für alle Kronländer.

Im Vernehmen mit dem Handelsministerium wird zur Erleichterung des Verkehrs angeordnet, dass die Postämter in jenen Fällen, wo die aus dem Auslande eingelangten Fahrpostsendungen, wofür das Postamt den österreichischen Einfuhrzoll vorschussweise entrichtet hat, entweder von dem Adressaten nicht angenommen werden oder sonst unbestellbar sind, und daher zurück ins Ausland gesendet werden, die Zurückstellung der vorschussweise für den Adressaten bestrittenen Zollgebühren von Amtswegen ansuchen können.

Den Postämtern wurde vorgezeichnet, dass sie den verzollten Gegenstand vor dessen Zurücksendung in das Ausland dem Zollamte, welches die Amtshandlung der Eingangsverzollung vollzog, unter Anschluss des die geleistete Zahlung der Zollgebühr erweisenden Documents (Declarationsschein, Zollquittung) vorzulegen haben. Das Zollamt hat sich von der Identität des Gegenstandes zu überzeugen, und denselben zum Wiederaustritt ins Ausland anzuweisen. War der Gegenstand nach der Eingangsverzollung unter zoll- oder postamtlichem Verschlusse und dieser zur Zeit, als der Gegenstand dem Zollamte vor der Zurücksendung wieder vorgelegt wurde, noch vorhanden, so ist dieses Zollamt ermächtigt, nach dem Einlangen der zollamtlichen Austrittsbestätigung den Zoll ohne Einholung einer höheren Weisung zurückzustellen. Das die geleistete Zollzahlung nachweisende Original-Document ist bei Ausfolgung der zum Wiederaustritt angewiesenen Waare dem Postamte mitzugeben, und dieses Document erst bei Zurückzahlung des Zolles einzuziehen.

In anderen Fällen, wenn nämlich der amtliche Verschluss nicht angelegt wurde oder derselbe bei der Wiedervorlage an das Zollamt aber abgenommen oder verletzt war, ist das Ansuchen des Postamtes um Zurückstellung des Zolles unter Anschluss der Zolldocumente von dem Zollamte im Wege der vorgesetzten Behörde an das Finanzministerium zu leiten, und die Sendung bis zur erfolgten Entscheidung beim Zollamte zurückzubehalten. Diese Bestimmungen haben von dem Tage zu gelten, an dem sie den Aemtern bekannt werden.

264. 1864

16 mai 1864.

Ordonnance du ministère I. R. du commerce publiant le protocole signé à Brigance le 1 novembre 1863 entre l'Autriche et la Suisse à l'égard des taxes pour la correspondance télégraphique échangée entre les districts frontières des deux pays.

(T. V. B. 1864, 20.)

Wortlaut des zwischen Oesterreich und der Schweiz abgeschlossenen Protokolles, betreffend die Taxirung der zwischen den beiderseitigen Grenzstationen gewechselten Telegramme.

Mit Beziehung auf den letzten Absatz der Verordnung vom 16. Februar 1864, Z. 1154-T., wird nachstehend der Wortlaut des Protokolles über den telegraphischen Grenzverkehr zwischen Oesterreich und der Schweiz kundgemacht.

Protokoll, betreffend den telegraphischen Grenzverkehr zwischen Oesterreich und der Schweiz.

In Folge des zu Bregenz abgeschlossenen Nachtragsvertrages vom 1. November 1863 haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten der k. k. österreichischen Regierung und der schweizerischen Eidgenossenschaft unter Vorbehalt höherer Ratification zu nachstehender Abänderung des Artikels 1 des Protokolles de dato Friedrichshafen am 26. October 1858 verständigt:

Für den telegraphischen Verkehr derjenigen beiderseitigen Stationen, welche nicht weiter als 10 deutsche Meilen oder 15 1/2 Schweizer Stunden in gerader Linie von einander entfernt sind, wird für ein Telegramm von 20 Wörtern 40 Kreuzer ö. W. oder 1 Franc., und für jede weiteren 10 Wörter 20 kr. ö. W. oder 50 Centimes berechnet. Ferner ist der Artikel 4 des oben genannten Protokolles aufgehoben.

So geschehen zu Bregenz, am 1. November 1863.

Der Bevollmächtigte der k. k. österreichischen Regierung:	Der Bevollmächtigte der schweizerischen Eidgenossenschaft:
Brunner m. p.	*Churchod* m. p.

1864

265.

28 mai 1864.

Circulaire du gouvernement central maritime concernant le traitement du pavillon espagnol dans les ports autrichiens en ce qui concerne les droits de port et de tonnage.

(Ann. marit. 1865, 13.)

Circolare dell' i. r. Governo Centrale Marittimo di data 28 maggio 1864, N. 4883, a tutti gl' ii. rr. Organi portuali sanitari nel Litorale dell' Impero circa al trattamento della bandiera spagnuola nei porti austriaci per quanto concerne i diritti portuali e di tonnellaggio.

Sua Maestà I. R. Apostolica con Sovrana risoluzione del 14 corrente si è graziosissimamente degnata di ordinare che per quanto concerne i diritti portuali e di tonnellaggio, la bandiera spagnuola sia nei porti austriaci da pareggiarsi alla bandiera austriaca, ed a quella dei navigli esteri favoriti, e che di ciò ne venga reso consapevole il regio Governo spagnuolo, affinchè i navigli austriaci possano godere in Spagna della facilitazione reciproca in base al decreto del Governo reale spagnuolo di data 3 gennaio 1852.

Se ne rendono di ciò avvertiti gli Organi portuali sanitari nel Litorale dell' Impero in seguito a dispaccio dell' Eccelso i. r. Ministero di Marina del 24 andante N. 302-M. M. H. per loro notizia ed impreteribile norma di contegno coll' osservazione che il trattamento della bandiera spagnuola nel senso della premessa Sovrana risoluzione deve entrare in attività col dì 1° giugno prossimo venturo.

266. 1864

6 juin 1864.

Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant les prises danoises capturées en commun par les vaisseaux de guerre des états contractants, et la répartition de la valeur de ces prises.

(R. G. B. 1864, Nr. 62.)

Convention zwischen Oesterreich und Preussen vom 6. Juni 1864, über die Competenz zur Entscheidung über die durch die Kriegsmarine der beiden contrahirenden Staaten gemeinschaftlich als Prisen aufgebrachten dänischen Fahrzeuge und über die Art der Vertheilung des Reinerträgnisses solcher Prisen. Abgeschlossen zu Berlin am 6. Juni 1864 und durch beiderseitige Ministerialerklärungen ratificirt.

Nachdem die kaiserlich österreichische und die königlich preussische Regierung es für nöthig erachtet haben, durch ein besonderes Uebereinkommen die Competenz zur Entscheidung in Betreff derjenigen Prisen festzustellen, welche bei dem gemeinschaftlichen Vorgehen der Kriegsmarine der beiden Staaten gegen Dänemark gemacht werden sollten, und zugleich die Art der Vertheilung der gemeinschaftlich aufgebrachten Prisen zu regeln, haben sie zum Abschlusse einer Convention hierüber zu ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, wirklichen Kämmerer Alois Grafen Károlyi von Nagy-Károly, und

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Präsidenten des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten Otto Eduard Leopold von Bismarck-Schönhausen,

welche nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Wenn eine Prise durch die Seemacht der beiden contrahirenden Staaten gemeinschaftlich gemacht wird, soll die diesfällige Entscheidung den für Prisensachen competenten Behörden desjenigen Staates zustehen, dessen Flagge von dem Officier geführt wird, welcher das Obercommando bei der bezüglichen Action hatte.

Artikel 2.

Wenn eine Prise durch einen Kreuzer der einen der beiden contrahirenden Staaten in Gegenwart und in Sicht eines Kreuzers des

1864 anderen gemacht wird, und letzterer hierdurch zur Einschüchterung des Feindes und zur Ermuthigung des Captors beigetragen hat, soll die Entscheidung darüber den Prisenbehörden desjenigen Staates zustehen, dessen Flagge der wirkliche Captor führt.

Artikel 3.

Für den Fall, dass ein Fahrzeug der Handelsmarine des einen der beiden contrahirenden Staaten, sei es durch die Seemacht beider Staaten gemeinschaftlich, sei es durch die Seemacht des anderen Staates allein, wegen Blockadeverletzung, Führung von Kriegscontrebande oder wegen sonstiger, die Aufbringung begründender Umstände aufgebracht ist, soll die Aburtheilung, sowohl in Ansehung des Schiffes als der Ladung, den Behörden desjenigen Staates zustehen, welchem das aufgebrachte Handelsschiff angehört.

Artikel 4.

Findet eine Verurtheilung in Betreff eines gemeinschaftlich aufgebrachten Handelsschiffes statt (Artikel 1 und 2), so soll das Reinerträgniss der Prise, nach Abzug der nothwendigen Auslagen, in eben so viele Theile getheilt werden, als die Personenzahl der Bemannung der bezüglichen Kriegsschiffe beträgt, ohne Rücksicht auf die Rangstufen derselben.

Die der Bemannung der Kriegsschiffe des verbündeten Staates gebührenden Antheile werden der von dessen Regierung zur Empfangnahme gehörig autorisirten Person ausgefolgt, und die Vertheilung der den betreffenden Schiffen zukommenden Beträge von deren eigener Regierung nach ihren Gesetzen und Reglements vorgenommen.

In gleicher Weise wird, wenn über die von einem Kreuzer des einen der beiden contrahirenden Staaten aufgebrachte Prise durch die Behörden des anderen Staates abgeurtheilt worden ist (Artikel 3), das Reinerträgniss der Prise, nach Abzug der nothwendigen Auslagen, der Regierung des Captors ausgefolgt, um nach ihren Gesetzen und Reglements vertheilt zu werden.

Artikel 5.

Wenn ein feindliches oder verdächtiges Handelsschiff in der vorgedachten Weise durch die gemeinschaftliche Action der Kriegsmarine der beiden contrahirenden Staaten aufgebracht wird, soll die Erhebung des Thatbestandes der Aufgreifung und aller anderen Umstände, welche als Grundlage für die Entscheidung über die Rechtmässigkeit der Prise zu dienen haben, sowie die Anordnung der für die einstweilige Erhaltung des aufgebrachten Schiffes und der Ladung oder des Werthes der letzteren nöthigen Massregeln, und der in Betreff der Schiffsequipage etwa erforderlichen Verfügungen, den für

solche Amtshandlungen competenten Behörden desjenigen der beiden Staaten zustehen, dem nach der gegenwärtigen Convention die Entscheidung über die Prise gebührt. 1864

In Dringlichkeitsfällen jedoch, oder wenn sonstige Umstände das Einschreiten der gedachten Behörde unthunlich erscheinen lassen, soll von den beiden contrahirenden Regierungen eine gemischte Commission in einem von Truppen der verbündeten Mächte besetzten Hafen oder in einem Hafen eines Landes, dessen Regierung hierzu ihre Zustimmung ertheilt, bestellt werden, welche die oberwähnten Amtshandlungen vorzunehmen und die Untersuchungsacten an die nach den Bestimmungen der gegenwärtigen Convention zur Spruchfällung competente Prisenbehörde, beziehungsweise an den bei derselben angestellten Staatsanwalt, einzusenden hat.

Diese Commission wird aus je einem Seeofficier und einem Auditor oder richterlichen Beamten der beiden contrahirenden Staaten, von denen ein Auditor oder richterlicher Beamter als Untersuchungsrichter und Referent zu fungiren hat, und aus zwei, dem Handels- oder Rhederstande angehörigen Beisitzern, von denen jede der beiden Regierungen einen wählt, bestehen.

Den Vorsitz hat ein Seestabsofficier desjenigen der beiden Staaten zu führen, dessen Behörden nach Massgabe der gegenwärtigen Convention zur Entscheidung in der Sache competent sind, und letzterer Umstand ist auch für die Ernennung des jeweiligen Untersuchungsrichters und Referenten entscheidend.

Bei Vornahme ihrer Amtshandlungen hat die gemischte Commission, wenn die Entscheidung in der Sache den kaiserlich österreichischen Behörden gebührt, die Bestimmungen der kaiserlich österreichischen Verordnung vom 21. März 1864*), wenn dagegen die Entscheidung den königlich preussischen Behörden zusteht, die königlich preussischen Bestimmungen über das Verfahren in Prisensachen thunlichst zu beobachten.

Artikel 6.

Sollte es sich um die Ausführung der gegenwärtigen Convention in Betreff eines durch gemeinschaftliche Action genommenen Kriegsschiffes handeln, so ist in Bezug auf die Bestimmung des Ortes, wohin die Prise zu bringen ist, und auf die sonstigen militärischen Vorkehrungen die Weisung des Obercommandanten der verbündeten Seemacht massgebend.

Die Schätzung einer solchen Prise ist nach dem wirklichen Werthe vorzunehmen, und sollen von den beiden contrahirenden

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 31.

1864 Regierungen ein oder mehrere Seeofficiere zur Theilnahme an dem Schätzungsacte abgeordnet werden.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit ist durch das Los zu bestimmen, welcher Officier durch seine Stimme den Ausschlag zu geben hat.

Artikel 7.

Die Bemannung der aufgebrachten oder genommenen Fahrzeuge ist nach den Gesetzen und Anordnungen desjenigen Staates zu behandeln, welchem die gegenwärtige Convention die Aburtheilung über die Prise einräumt.

Artikel 8.

Die Commandanten der Kriegsschiffe beider contrahirenden Staaten werden sich bezüglich der Abstellung und Uebergabe der durch gemeinschaftliche Action aufgebrachten Prisen nach der gleichzeitig mit der gegenwärtigen Convention zu vereinbarenden Instruction richten, welche, wenn es erforderlich sein sollte, noch gemeinschaftlich modificirt werden wird.

Zu Urkund dessen haben die beiden Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet, und mit ihrem Siegel versehen.

Berlin, am 6. Juni 1864.

(L. S.) Graf A. *Károlyi* m. p.
(L. S.) *v. Bismarck* m. p.

Instruction für die Commandanten der Kriegsschiffe Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät und Seiner Majestät des Königs von Preussen.

Zur Sicherung des Vollzuges der von den Bevollmächtigten der kaiserlich-königlich österreichischen und der königlich preussischen Regierung zu Berlin am 6. Juni 1864 unterzeichneten Convention über die Behandlung der durch gemeinschaftliche Action der Kriegsmarine der beiden Staaten wider Dänemark gemachten Prisen, werden den Commandanten Seiner Majestät Kriegsschiffe nachfolgende Instructionen ertheilt:

Artikel 1.

Wenn die Commandanten infolge einer gemeinsamen Action in dem Falle sein werden, den vorgeschriebenen Bericht über die Wegnahme und Aufbringung einer Prise einzureichen, so haben sie die Namen der Kriegsschiffe und ihrer Commandanten, welche bei der Action gegenwärtig waren, und, soweit dies thunlich ist, auch die Zahl der bei Anfang der Action an Bord dieser Schiffe befindlich gewesenen Individuen der Gesammtbemannung genau zu verzeichnen.

Eine Abschrift des Berichtes ist dem Officiere der verbündeten Macht zu übergeben, welcher das Obercommando bei der Action

geführt hat, und ist den Instructionen dieses Officiers in Betreff des 1864
weiteren Verfahrens wegen Abstellung der unter seinem Commando gemeinschaftlich gemachten Prise und Einleitung der bezüglichen Aburtheilung Folge zu leisten.

Wenn ein Officier der eigenen Flagge das Commando bei der Action geführt hat, so sind lediglich die Vorschriften des eigenen Staates massgebend, jedoch ist dem im Range höchst stehenden Officier der verbündeten Macht, welcher der Action beiwohnte, eine beglaubigte Abschrift des Berichtes zu übergeben.

Artikel 2.

Wenn die Commandanten die Aufbringung eines Fahrzeuges in Gegenwart und in Sicht eines verbündeten Kriegsschiffes bewerkstelligt haben, so werden sie in dem aufzusetzenden Berichte die Zahl der Individuen der Gesammtbemannung, welche sie bei Anfang der Action an Bord hatten, genau angeben, ebenso den Namen des verbündeten Kriegsschiffes, welches in Sicht war, und, falls dies thunlich ist, auch die Anzahl der Individuen seiner Gesammtbemannung.

Dem Commandanten dieses Schiffes ist eine beglaubigte Abschrift des Berichtes zu übermitteln.

Artikel 3.

Sobald die Commandanten ein der Handelsmarine des verbündeten Staates gehöriges Fahrzeug wegen Blockadeverletzung, Transportirung von Kriegscontrebande oder von feindlichen Land- oder Seetruppen, Ueberbringung von für den Feind bestimmten oder von diesem herrührenden Depeschen aufbringen, so haben sie

a) einen Bericht aufzusetzen, worin der Ort, der Zeitpunkt und die Ursache der Anhaltung, der Name des Fahrzeuges und der Capitäns, die Zahl der zur Schiffsequipage gehörigen Personen und die allfälligen Passagiere anzugeben sind, und welches überdies die genaue Beschreibung von dem Stande des Schiffes und seiner Ladung zu enthalten hat;

b) sämmtliche Schiffspapiere, als: die auf die Staatsangehörigkeit und das Eigenthum bezüglichen Documente, die Bemannungsrolle, Gesundheitspässe, chartes parties, connaissements, Facturen und andere Urkunden, aus welchen die Natur und das Eigenthum des Schiffes und seiner Ladung ermittelt werden können, in einem von ihnen und dem Schiffer des aufgebrachten Schiffes unterschriebenen Inventar zu verzeichnen, und in einem Convolut unter dem Siegel des Kreuzers und des Schiffers zusammenzulegen;

c) behufs Sicherung der Ladung und des Schiffszubehörs die vorgeschriebenen Massregeln zu treffen;

1864 *d)* erforderlichenfalls einen Seeofficier oder Seecadeten nebst der zur Bewachung und Führung der Prise erforderlichen Mannschaft an Bord zu geben;

e) das Schiff nach dem nächsten Hafen derjenigen Macht, deren Flagge es führt, oder, falls die Voraussetzungen des Artikels 5 der Convention vom 6. Juni 1864 eintreten, in den in jenem Artikel sonst noch bezeichneten Hafen zu senden;

f) das Schiff sammt einer Abschrift des Berichtes, sowie das die versiegelten Schiffspapiere enthaltende Convolut der betreffenden Behörde übergeben zu lassen.

Artikel 4.

Der Prisenführer hat sich eine Empfangsbestätigung über die erfolgte Uebergabe des Schiffes und des versiegelten Convolutes, dann einer Ausfertigung des oberwähnten Berichtes und des Inventars von der übernehmenden Behörde einhändigen zu lassen.

Artikel 5.

Der Prisenführer darf von der ihm vorgeschriebenen Route nur im Falle der Seenoth abweichen, und wird nach behobenen Hindernissen seine Fahrt unverweilt fortsetzen, oder, wenn dies nicht möglich wäre, der Behörde, welcher er die Prise zu übergeben hätte, die Meldung erstatten.

Artikel 6.

Von den an Bord eines genommenen Schiffes befindlichen Personen werden die Commandanten den Capitän, den Supercargo und die zur Schiffsequipage gehörigen Individuen, dann alle Personen, die in feindlichen Civil- oder Militärdiensten stehen, endlich alle diejenigen, welche der Unterstützung des Feindes oder des Einverständnisses mit demselben verdächtig sind, als Kriegsgefangene behandeln und demgemäss entsprechend bewachen lassen.

Feindliche Unterthanen, die zwar weder in feindlichen Diensten stehen, noch verdächtig sind, ihrer Beschäftigung nach aber zum Seemannshandwerke gehören, dann alle jene Personen ohne Unterschied der Nationalität, deren Aussagen vor der Prisenbehörde nothwendig sein werden, dürfen nicht entlassen werden, sondern sind an Bord zu behalten, es ist ihnen hierbei jedoch jede mit der Sicherheit der Prise vereinbarliche Erleichterung zu gewähren, bis die betreffende Behörde ihre Entlassung verfügt.

Die übrigen Passagiere, Frauen und Kinder sind zu entlassen, und ist ihre sofortige Ausschiffung nach Thunlichkeit zu ermöglichen.

Befinden sich unter den als Kriegsgefangene behandelten oder an Bord zurück zu behaltenden Personen Unterthanen des eigenen oder des verbündeten Staates, so ist denselben jedwede Rücksicht an-

gedeihen zu lassen, insoweit eine solche nicht die Sicherheit der Prise und den vorhabenden Zweck zu vereiteln oder zu gefährden droht. 1864

Die bezüglichen Weisungen haben die Commandanten dem Prisenführer schriftlich mitzugeben.

267.

19 juin 1864.

Décret du ministère I. R. de la justice adressé à la cour d'appel de Vienne à l'égard de la franchise du droit de détraction reconnue aux sujets austro-hongrois en Serbie.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Das k. k. Ministerium des Aeussern hat dem Justizministerium die Mittheilung gemacht, dass im Fürstenthume Serbien die Erbfähigkeit österreichischer Unterthanen und die Freizügigkeit des denselben dort angefallenen Vermögens ebenso, wie es in der Moldau und Wallachei der Fall ist, anerkannt werde, und dass daher der fürstlich serbischen Regierung von Seite Oesterreichs die ausdrückliche Erklärung gegeben wurde, dass, insolange den österreichischen Unterthanen in Serbien das ihnen dort zufallende Vermögen wie bisher unbeanständet erfolgt wird, auch in Ansehung der Angehörigen Serbiens von österreichischer Seite das gleiche Verfahren werde beobachtet werden.

Das k. k. Oberlandesgericht wird hiervon zur Darnachachtung in die Kenntniss gesetzt.

268.

28 juin 1864.

Protocole de la conférence tenue à Constantinople à l'égard de l'acte additionnel à la convention de Paris du 19 août 1858 comme loi fondamentale des Principautés Unies.

(Archives diplomatiques 1865, II, p. 383.)

S. A. Aali-Pacha, Ministre des affaires étrangères, expose aux Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris que la Sublime Porte s'est entendue avec le prince Couza sur certaines modifications qu'il conviendrait d'apporter à la Convention du 19 août 1858.

1864 En conséquence, il a donné lecture à la conférence d'un acte additionnel à ladite Convention et d'une annexe à cet acte, renfermant toutes les dispositions ou principes sur lesquels le Gouvernement de S. M. le Sultan est tombé d'accord avec S. A. le prince Couza.

Les Représentants ont appris avec satisfaction la conclusion de cet accord, et ils se sont déclarés suffisamment autorisés par leurs Gouvernements respectifs à adhérer à cet arrangement, à l'exception du Représentant de S. M. l'Empereur de Russie, qui a dit n'être pas muni d'instructions suffisantes et se trouver dans le cas d'en référer à sa Cour*).

L'acte additionnel susmentionné et son annexe demeurent joints au présent Protocole.

Signé: *Aali.* — H. *Bulwer.* — *Moustier.* — *Prokesch-Osten.* — *Brassier de Saint-Simon.* — *Novikow.* — *Greppi.*

Acte additionnel à la Convention de 1858.

La Convention conclue à Paris, le 19 août 1858, entre la Cour suzeraine et les Puissances garantes, est et demeure la loi fondamentale des Principautés-Unies.

Quoique les Principautés Unies puissent désormais modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, avec le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention, il est néanmoins bien entendu que cette faculté ne saurait s'étendre aux liens qui unissent les Principautés à l'Empire ottoman ni aux traités en vigueur entre la Porte et les autres Puissances, qui sont et demeurent également obligatoires pour lesdites Principautés.

Toutefois, les évènements qui se sont succédé depuis la conclusion de la Convention à Paris ayant rendu nécessaire la modification de quelques-unes des dispositions de cette Convention, la Sublime Porte vient de s'entendre avec S. A. le Prince des Principautés Unies et de se mettre d'accord avec LL. Exc. Exc. MM. les Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris sur le présent acte additionnel à ladite Convention, arrêté et convenu comme suit:

Art. 1er Les Pouvoirs publics sont confiés au Prince, à un Sénat et à une Assemblée élective.

---

*). L'adhésion de M. l'Envoyé de Russie a été, d'après les ordres de son gouvernement, donnée peu de jours après.

Art. 2. Le Pouvoir législatif sera collectivement exercé par le Prince, le Sénat et l'Assemblée élective. 1864

Art. 3. Le Prince a l'initiative des lois. Il les prépare avec le concours du Conseil d'État et les soumet à l'Assemblée élective et au Sénat pour être discutées et votées.

Aucune loi ne peut être soumise à la sanction du Prince qu'après avoir été discutée et votée par l'Assemblée élective et par le Sénat.

Le Prince accorde ou refuse sa sanction. Toute loi exige l'accord des trois Pouvoirs.

Dans le cas où le Gouvernement serait forcé à prendre des mesures d'urgence qui exigent le concours de l'Assemblée élective et du Sénat, pendant que ces Assemblées ne siégent pas, le Ministère sera tenu de leur soumettre, à leur prochaine convocation, les motifs et les résultats de ces mesures

Art. 4. Les députés de l'Assemblée élective sont élus conformément aux dispositions électorales ci-annexées.

Le président de l'Assemblée élective est nommé chaque année par le Prince; il est choisi dans le sein de l'Assemblée. Les vice-présidents, les secrétaires et les questeurs sont nommés par l'Assemblée.

Art. 5. L'Assemblée élective discute et vote les projets de lois.

Les projets présentés par le Prince sont soutenus dans l'Assemblée par les ministres ou par les membres du Conseil d'État qui seront délégués par le Prince à cet effet. Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont la parole.

Art. 6. Le budget des recettes et des dépenses, préparé chaque année par les soins du Pouvoir exécutif et soumis à l'Assemblée, qui pourra l'amender, ne sera définitif qu'après avoir été voté par elle et le vote approuvé par le Sénat. Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le Pouvoir exécutif pourvoira au service public conformément au dernier budget voté.

Art. 7. Le Sénat sera composé des métropolitains du pays, des évêques diocésains, du premier président de la Cour de cassation, du plus ancien des généraux de l'armée en activité, et, en outre, de soixante-quatre membres dont trente-deux seront choisis et nommés par le Prince entre les personnes qui ont exercé les plus hautes fonctions dans le pays, ou qui peuvent justifier d'un revenu annuel de huit cents ducats.

Quant aux trente-deux autres membres, ils seront élus entre les membres des Conseils généraux de chaque district et nommés par le Prince à la présentation de trois candidats.

Les membres du Sénat jouissent de l'inviolabilité garantie aux députés.

1864 Art. 8. Les soixante-quatre membres du Sénat choisis conformément aux dispositions de l'article précédent se renouvellent de trois ans en trois ans par moitié.

Les membres sortant pourront être nommés de nouveau. Leurs fonctions ne cesseront qu'à l'installation des nouveaux membres.

Art. 9. La durée des sessions du Sénat, leur prolongation et la convocation de ce Corps sont soumises aux règles prescrites par l'article 17 de la Convention de 1858 touchant l'Assemblée élective.

Art. 10. Les membres du Sénat seront rétribués durant toute la session.

Art. 11. Le métropolitain primat est de droit président du Sénat. Un des vice-présidents, pris dans ce Corps, est nommé par le Prince: l'autre vice-président et le bureau sont élus par l'Assemblée. En cas de partage égal des votes, le vote du président est prépondérant.

Les séances du Sénat sont publiques, à moins que le contraire ne soit demandé par le tiers des membres présents.

Les ministres, même s'ils ne font pas partie du Sénat, ont le droit d'assister et de prendre part à toutes les délibérations.

Ils seront entendus toutes les fois qu'ils demanderont la parole.

Art. 12. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés Unies sont mises sous la sauvegarde du Sénat. À la fin de chaque session, le Sénat et l'Assemblée élective nommeront chacun un Comité dont les membres seront choisis dans leur sein. Les deux Comités se réuniront en commission mixte pour faire un rapport au Prince sur les travaux de la dernière session et lui soumettre les questions d'amélioration qu'ils croiraient nécessaires dans les différentes branches d'administration. Ces propositions pourront être recommandées par le Prince au Conseil d'État pour être transformées en projets de lois.

Art. 13. Tout projet de loi voté par l'Assemblée élective, en dehors du budget des revenus et des dépenses, est soumis au Sénat.

Art. 14. Le Sénat adopte le projet de loi tel qu'il a été voté par l'Assemblée, ou il l'amende, ou il le repousse.

Si le projet de lois est adopté sans modification par le Sénat, il est soumis à la sanction du Prince. Si le projet de loi est amendé par le Sénat, il retourne à l'Assemblée élective.

Si l'Assemblée approuve les amendements du Sénat, le projet est soumis à la sanction princière.

Si, au contraire, l'Assemblée élective repousse ces amendements, le projet est renvoyé au Conseil d'État pour y être de nouveau étudié.

Le Gouvernement peut ensuite présenter à la Chambre, dans la session courante ou la suivante, le projet revu par le Conseil d'État.

Si le Sénat repousse tout à fait le projet voté par l'Assemblée, ce projet est renvoyé au Conseil d'État pour y être de nouveau étudié.

Un pareil projet ne peut être présenté à l'Assemblée élective 1864
que dans une autre session.

Art. 15. Le Sénat a le droit de recevoir des pétitions. Ces pétitions seront renvoyées à une Commission ad hoc qui les examinera et fera un rapport au Sénat pour qu'il soit renvoyé au Gouvernement.

Art. 16. Les règlements intérieurs de l'Assemblée élective et du Sénat sont préparés par les soins du Gouvernement.

Art. 17. Tous les fonctionnaires publics sans exception, à leur entrée en fonctions, sont obligés de jurer soumission à la Constitution, aux lois du pays et fidélité au Prince.

Art. 18. Le présent acte et les dispositions électorales ci-annexées auront force de loi à partir du jour de leur sanction par la Cour suzeraine. La nouvelle Assemblée et le Sénat seront constitués et réunis dans les termes prévus par l'article 17 de la Convention de 1858.

Art. 19. Le Prince formera un Conseil d'État composé des personnes les plus compétentes par leur mérite et leur expérience. Ce Conseil n'aura aucun pouvoir par lui-même, mais il aura pour mission d'étudier et de préparer les projets de lois que le Prince lui déférera. Les membres seront admis comme délégués du Prince au sein des deux Assemblées, pour expliquer et défendre les projets de lois par lui présentés.

Art. 20. Toutes les dispositions de la Convention de Paris qui ne sont pas modifiées par le présent acte sont une fois de plus confirmées et demeureront en pleine et entière vigueur.

Principes destinés à servir de base à la rédaction d'une nouvelle loi électorale.

1° Les électeurs des communes et des municipalités éliront des électeurs directs. Pour les électeurs du premier degré il y aura un électeur direct;

2° Dans les villes où il n'y aura pas cent électeurs, on adjoindra les électeurs des communes voisines, qui se trouveront ainsi distraits des autres électeurs du district;

3° Chaque électeur direct devra justifier de cent ducats de revenu; il pourra faire la justification de ce revenu, soit par la production de sa cote d'imposition, soit de toute autre manière suffisante. Les salaires privés et les traitements affectés aux fonctions publiques ne seront pas compris dans l'estimation du revenu.

Peuvent être électeurs sans justifier d'un revenu de cent ducats les personnes des catégories suivantes:

1864 anderen gemacht wird, und letzterer hierdurch zur Einschüchterung des Feindes und zur Ermuthigung des Captors beigetragen hat, soll die Entscheidung darüber den Prisenbehörden desjenigen Staates zustehen, dessen Flagge der wirkliche Captor führt.

Artikel 3.

Für den Fall, dass ein Fahrzeug der Handelsmarine des einen der beiden contrahirenden Staaten, sei es durch die Seemacht beider Staaten gemeinschaftlich, sei es durch die Seemacht des anderen Staates allein, wegen Blockadeverletzung, Führung von Kriegscontrebande oder wegen sonstiger, die Aufbringung begründender Umstände aufgebracht ist, soll die Aburtheilung, sowohl in Ansehung des Schiffes als der Ladung, den Behörden desjenigen Staates zustehen, welchem das aufgebrachte Handelsschiff angehört.

Artikel 4.

Findet eine Verurtheilung in Betreff eines gemeinschaftlich aufgebrachten Handelsschiffes statt (Artikel 1 und 2), so soll das Reinerträgniss der Prise, nach Abzug der nothwendigen Auslagen, in eben so viele Theile getheilt werden, als die Personenzahl der Bemannung der bezüglichen Kriegsschiffe beträgt, ohne Rücksicht auf die Rangstufen derselben.

Die der Bemannung der Kriegsschiffe des verbündeten Staates gebührenden Antheile werden der von dessen Regierung zur Empfangnahme gehörig autorisirten Person ausgefolgt, und die Vertheilung der den betreffenden Schiffen zukommenden Beträge von deren eigener Regierung nach ihren Gesetzen und Reglements vorgenommen.

In gleicher Weise wird, wenn über die von einem Kreuzer des einen der beiden contrahirenden Staaten aufgebrachte Prise durch die Behörden des anderen Staates abgeurtheilt worden ist (Artikel 3), das Reinerträgniss der Prise, nach Abzug der nothwendigen Auslagen, der Regierung des Captors ausgefolgt, um nach ihren Gesetzen und Reglements vertheilt zu werden.

Artikel 5.

Wenn ein feindliches oder verdächtiges Handelsschiff in der vorgedachten Weise durch die gemeinschaftliche Action der Kriegsmarine der beiden contrahirenden Staaten aufgebracht wird, soll die Erhebung des Thatbestandes der Aufgreifung und aller anderen Umstände, welche als Grundlage für die Entscheidung über die Rechtmässigkeit der Prise zu dienen haben, sowie die Anordnung der für die einstweilige Erhaltung des aufgebrachten Schiffes und der Ladung oder des Werthes der letzteren nöthigen Massregeln, und der in Betreff der Schiffsequipage etwa erforderlichen Verfügungen, den für

solche Amtshandlungen competenten Behörden desjenigen der beiden Staaten zustehen, dem nach der gegenwärtigen Convention die Entscheidung über die Prise gebührt. 1864

In Dringlichkeitsfällen jedoch, oder wenn sonstige Umstände das Einschreiten der gedachten Behörde unthunlich erscheinen lassen, soll von den beiden contrahirenden Regierungen eine gemischte Commission in einem von Truppen der verbündeten Mächte besetzten Hafen oder in einem Hafen eines Landes, dessen Regierung hierzu ihre Zustimmung ertheilt, bestellt werden, welche die oberwähnten Amtshandlungen vorzunehmen und die Untersuchungsacten an die nach den Bestimmungen der gegenwärtigen Convention zur Spruchfällung competente Prisenbehörde, beziehungsweise an den bei derselben angestellten Staatsanwalt, einzusenden hat.

Diese Commission wird aus je einem Seeofficier und einem Auditor oder richterlichen Beamten der beiden contrahirenden Staaten, von denen ein Auditor oder richterlicher Beamter als Untersuchungsrichter und Referent zu fungiren hat, und aus zwei, dem Handels- oder Rhederstande angehörigen Beisitzern, von denen jede der beiden Regierungen einen wählt, bestehen.

Den Vorsitz hat ein Seestabsofficier desjenigen der beiden Staaten zu führen, dessen Behörden nach Massgabe der gegenwärtigen Convention zur Entscheidung in der Sache competent sind, und letzterer Umstand ist auch für die Ernennung des jeweiligen Untersuchungsrichters und Referenten entscheidend.

Bei Vornahme ihrer Amtshandlungen hat die gemischte Commission, wenn die Entscheidung in der Sache den kaiserlich österreichischen Behörden gebührt, die Bestimmungen der kaiserlich österreichischen Verordnung vom 21. März 1864 *), wenn dagegen die Entscheidung den königlich preussischen Behörden zusteht, die königlich preussischen Bestimmungen über das Verfahren in Prisensachen thunlichst zu beobachten.

Artikel 6.

Sollte es sich um die Ausführung der gegenwärtigen Convention in Betreff eines durch gemeinschaftliche Action genommenen Kriegsschiffes handeln, so ist in Bezug auf die Bestimmung des Ortes, wohin die Prise zu bringen ist, und auf die sonstigen militärischen Vorkehrungen die Weisung des Obercommandanten der verbündeten Seemacht massgebend.

Die Schätzung einer solchen Prise ist nach dem wirklichen Werthe vorzunehmen, und sollen von den beiden contrahirenden

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 31.

1864 Regierungen ein oder mehrere Seeofficiere zur Theilnahme an dem Schätzungsacte abgeordnet werden.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit ist durch das Los zu bestimmen, welcher Officier durch seine Stimme den Ausschlag zu geben hat.

Artikel 7.

Die Bemannung der aufgebrachten oder genommenen Fahrzeuge ist nach den Gesetzen und Anordnungen desjenigen Staates zu behandeln, welchem die gegenwärtige Convention die Aburtheilung über die Prise einräumt.

Artikel 8.

Die Commandanten der Kriegsschiffe beider contrahirenden Staaten werden sich bezüglich der Abstellung und Uebergabe der durch gemeinschaftliche Action aufgebrachten Prisen nach der gleichzeitig mit der gegenwärtigen Convention zu vereinbarenden Instruction richten, welche, wenn es erforderlich sein sollte, noch gemeinschaftlich modificirt werden wird.

Zu Urkund dessen haben die beiden Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet, und mit ihrem Siegel versehen.

Berlin, am 6. Juni 1864.

(L. S.) Graf A. *Károlyi* m. p.
(L. S.) *v. Bismarck* m. p.

Instruction für die Commandanten der Kriegsschiffe Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät und Seiner Majestät des Königs von Preussen.

Zur Sicherung des Vollzuges der von den Bevollmächtigten der kaiserlich-königlich österreichischen und der königlich preussischen Regierung zu Berlin am 6. Juni 1864 unterzeichneten Convention über die Behandlung der durch gemeinschaftliche Action der Kriegsmarine der beiden Staaten wider Dänemark gemachten Prisen, werden den Commandanten Seiner Majestät Kriegsschiffe nachfolgende Instructionen ertheilt:

Artikel 1.

Wenn die Commandanten infolge einer gemeinsamen Action in dem Falle sein werden, den vorgeschriebenen Bericht über die Wegnahme und Aufbringung einer Prise einzureichen, so haben sie die Namen der Kriegsschiffe und ihrer Commandanten, welche bei der Action gegenwärtig waren, und, soweit dies thunlich ist, auch die Zahl der bei Anfang der Action an Bord dieser Schiffe befindlich gewesenen Individuen der Gesammtbemannung genau zu verzeichnen.

Eine Abschrift des Berichtes ist dem Officiere der verbündeten Macht zu übergeben, welcher das Obercommando bei der Action

ns le territoire du Slesvig, Sa Majesté le Roi de Dane- 1864
à Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche
ions Jutlandaises situées au Sud de la ligne de frontière
du district de Ribe indiquée sur les cartes géographiques
territoire Jutlandais de Mögeltondern, l'île d'Amrom, les
ndaises des îles de Foehr, Sylt et Roemoe &c. Par
rs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche
à ce qu'une portion équivalente du Slesvig et compre-
re l'île d'Arroe des territoires servant à former la contiguité
t susmentionné de Ribe avec le reste du Jutland et à cor-
igne de frontière entre le Jutland et le Slesvig du côté de
soit détachée du Duché de Slesvig et incorporée dans le
de Danemark. L'île d'Arroe n'entrera dans la compensation
on de son étendue géographique. Le détail de la délimi-
frontières sera réglé par le traité de paix définitif.

III.

dettes contractées pour le compte spécial soit du Royaume
ark, soit d'un des Duchés de Slesvig, Holstein et Lauen-
steront respectivement à la charge de chacun de ces pays.
es contractées pour le compte de la Monarchie Danoise
parties entre le Royaume de Danemark d'une part et les
édés de l'autre part, d'après la proportion respective de la
n des deux parties. De cette répartition seront exceptés:
L'emprunt contracté en Angleterre par le Gouvernement
u mois de décembre 1863 et qui restera à la charge du
de Danemark.
es frais de guerre encourus par les Puissances alliées dont
s assumeront le remboursement.

IV.

antes Parties contractantes s'engagent à établir un armi-
base de l'Uti-possidetis militaire à dater du 2 août, dont
s se trouvent spécifiées dans le protocole ci-annexé.

V.

après la signature de ces préliminaires de paix les
contractantes se réuniront à Vienne pour négocier un
définitif.

ne, le 1 août 1864. *(Signatures.)*

Annexe.

concernant les conditions de l'armistice.

de l'article IV des Préliminaires de paix signés
. M. le Roi de Danemark d'une part et Leurs

1864 Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche de l'autre, les soussignés Plénipotentiaires réunis en conférence sont convenus des dispositions suivantes.

1.

A dater du 2 août prochain il y aura une suspension complète d'hostilités par terre et par mer, laquelle durera jusqu'à la conclusion de la paix. Pour le cas que, contre toute attente, la négociation de paix n'aboutirait pas jusqu'au 15 septembre prochain, les hautes Parties contractantes auront, à partir de ce terme, la faculté de dénoncer l'armistice avec un délai de six semaines.

2.

S. M. le Roi de Danemark S'engage à faire lever définitivement les blocus à dater du 2 août.

3.

Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche tout en maintenant l'occupation du Jutland dans les conditions actuelles de l'Uti-possidetis, se déclarent prêts à ne conserver dans ce pays que le nombre de troupes que d'après les considérations purement militaires Leurs dites Majestés jugeront nécessaire.

4.

La perception des contributions pour autant qu'elle n'a pas encore été effectuée, est suspendue. Les marchandises ou autres objets qui ont été saisis à titre de ces contributions de guerre et qui n'auront pas été vendus avant le 3 août, seront relâchés. De nouvelles levées de contributions ne seront pas ordonnées.

5.

L'approvisionnement des troupes alliées aura lieu aux dépens du Jutland conformément aux règlements d'approvisionnement Prussien et Autrichien en vigueur pour chacune des deux armées alliées sur pied de guerre. Le logement des troupes et des employés à la suite de l'armée ainsi que les moyens de transport à l'usage de l'armée seront également fournis aux dépens du Jutland.

6.

L'excédant des revenus ordinaires du Jutland, qui se trouvera dans les caisses publiques de ces pays après que les différentes fournitures et prestations précitées auront été payées par ces mêmes caisses aux communes chargées de donner suite aux réquisitions militaires et après que les dépenses nécessaires à la marche de l'administration auront été défrayées également par les dites caisses, sera restitué, soit en espèces, soit en liquidation, au Gouvernement Danois au moment de l'evacuation du Jutland.

7. 1864

La paye des troupes alliées, la paye extraordinaire de guerre (Kriegszulage) y comprise, est exclue des dépenses mises à la charge du Jutland.

8.

Les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté contre l'assurance que les prisonniers de guerre ne serviront plus dans l'armée Danoise avant la conclusion de la paix. La remise en liberté des prisonniers aura lieu le plutôt possible dans les ports de Svinemunde et Lubeck.

9.

Les soldats Danois, licenciés pour se rendre en Jutland pendant l'armistice, pourront sans obstacles quelconques retourner à l'armée Danoise pour le cas de la reprise des hostilités, dès qu'ils auraient été rappelés sous les drapeaux.

Fait à Vienne, le 1 août 1864.

(Signatures.)

272.

20 août 1864.

Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour la régularisation du cours du San et de la Vistule dans les parties de ces rivières qui forment la frontière entre l'Autriche et la Russie. Conclu à Cracovie. Ratifié par le Gouvernement Impérial et Royal à Vienne le 27 mai 1871 et par le Gouvernement Impérial de Russie à St. Pétersbourg le $\frac{\text{24 octobre}}{\text{5 novembre}}$ 1871.

(R. G. B. 1872, Nr. 2).

Vertrag zwischen der k. und k. österreichisch-ungarischen und der kaiserl. russischen Regierung vom 20. August 1864, wegen Regulirung des Weichselstromes und des Sanflusses in den Grenzstrecken zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Königreiche Polen. Vereinbart zu Krakau am 20. August 1864, ratificirt von der k. und k. Regierung in Wien am 27. Mai 1871 und von der kaiserl. russischen Regierung in St. Petersburg am $\frac{\text{24. October}}{\text{5. November}}$ 1871.

In Folge des zwischen der kaiserl. österreichischen und kaiserl. russischen Regierung im diplomatischen Wege erzielten Einverständnisses wurde im Zwecke der Regulirung des Weichselstromes und des

1864 Sanflusses eine internationale Commission eingesetzt, und zwar von Seite der kaiserl. österreichischen Regierung, im Grunde Decretes des kaiserl. österreichischen Staatsministeriums vom 23. Jänner 1864, Z. 25279:

der k. k. Statthaltereirath Adolph Eckhardt,
der k. k. Ministerialbauinspector Gustav Wex.

Von Seite der kaiserl. russischen Regierung in Folge Beschlusses des Administrationsrathes des Königreiches Polen vom $\frac{20.\ \text{August}}{1.\ \text{September}}$ 1863, Z. 24237:

der Inspector und Mitglied der Communicationsverwaltung im Königreiche Polen, Wilhelm von Kolberg,
der Sectionschef der technischen Abtheilung derselben Communicationsverwaltung, Wladislaw von Wierzbowski.

Die obgenannten Commissäre haben in Gemässheit der ihnen von ihren beiderseitigen hohen Regierungen ertheilten Instruction in Ausführung des eingangserwähnten Zweckes nachstehende Vertragsbestimmungen festgesetzt:

§. 1.

Die beiden hohen Regierungen von Oesterreich und Russland verpflichten sich hiermit gegenseitig, die als nothwendig erkannte, den beiderseitigen Uferstaaten wesentliche Vortheile in Aussicht stellende allgemeine Regulirung und Schiffbarmachung des Weichselstromes in den Grenzstrecken vom Niepołomice bis Zawichost und des Sanflusses in der Grenzstrecke von Korylówka bis Kopki nach dem gegenwärtig vereinbarten einheitlichen Regulirungs- und Operationsplane während eines Zeitraumes von 20 Jahren in Ausführung bringen zu lassen.

Sollte es eine der beiden hohen Regierungen für angemessen befinden, diesen Termin abzukürzen, so werden die beiden hohen Regierungen in dieser Beziehung sich in das gegenseitige Einvernehmen setzen.

§. 2.

Mit der beabsichtigten Regulirung soll der Zustand der Weichsel und des Sanflusses in den vorerwähnten Grenzstrecken derart verbessert werden, dass auch bei kleineren Wasserständen von Ein Fuss unter Null des Krakauer (Podgórzer) Pegels, welche gegenwärtig einem Wasserstande von vier Fuss ober Null am Zawichoster Pegel entsprechen, die für die Schifffahrt nothwendige Wassertiefe in der Stromrinne von wenigstens drei Fuss österreichisches oder russisches Mass erzielt und zugleich die bisherigen bedeutenden Verheerungen der beiderseitigen Ufergebiete durch die zu hohen Hochwasseranschwellungen und häufigen Eisverstopfungen möglichst beseitigt oder doch vermindert werden.

§. 3. 1864

Die beabsichtigte Regulirung der Weichsel und des Sanflusses soll nach den von den beiderseitigen technischen Commissären vereinbarten, in den bezüglichen Situationsplänen mit blauen Linien eingezeichneten Normaltracen und mit den für die einzelnen Stromstrecken ermittelten Normalbreiten durchgeführt werden, mit dem Vorbehalte, dass bei wesentlichen Veränderungen des gegenwärtigen Stromlaufes und nach Massgabe der Wahrnehmungen beim Fortschritte der Correctionsarbeiten und ihrer Wirkungen, sowohl die Richtungen dieser Normaltracen, als auch ihre Entfernungen (Normalbreiten) in einzelnen Stromstrecken auf Grundlage specieller Vereinbarung der beiderseitigen technischen Organe entsprechend verändert werden können.

§. 4.

Die vorangedeutete Weichsel- und Sanflussregulirung soll im Allgemeinen mittelst der nachstehenden Correctionsarbeiten erzielt werden:

1. Bepflanzung aller Sandbänke und überbreiten Stromstrecken, welche ausserhalb der eingezeichneten Normaltrace liegen, nebst der gleichzeitigen vollständigen Ausrottung aller jener Weidenpflanzungen, Gestrüppe oder Anflüge, welche innerhalb der vereinbarten Normalbreite fallen, sowie auch die Abstockung jener, welche an den convexen Ufern näher als 50 Klafter an der Regulirungstrace liegen, mithin auf das gegenüberliegende Ufer nachtheilig einwirken oder den Abzug der Hochwässer und Eisgänge hemmen.

2. Versicherung der ausserhalb der Normaltrace liegenden, im starken Abbruche befindlichen Uferstrecken mit entsprechenden Schutzbauten.

3. Beschränkung überbreiter Stromstrecken und Concentrirung des Stromes bis auf die vereinbarte Normalbreite nebst der Absperrung aller schädlichen Seitenarme.

Die Wahl des Bausystems, der Uferversicherungen, Concentrirungs- und Absperrungswerke bleibt den beiden hohen Regierungen für ihre Uferstrecken überlassen.

Bezüglich der Art und Weise der Ausführung aller Correctionsbauten. wie auch ihrer Dimensionen sollen alle jene Bestimmungen, welche in dem, dem Conferenzprotokolle beiliegenden technischen Gutachten, §. 32, vereinbart worden sind, in der Folge beiderseits genau eingehalten werden.

4. Ausführung der zur Geradeleitung des Weichselstromes gegenwärtig als nothwendig erkannten Durchstiche bei Wola Batorska, an der Raba-Einmündung und bei Wola Przemykowska, sowie auch jener, welche nach Massgabe der Wahrnehmungen beim Fortschritte

1864 der Regulirungsarbeiten und ihrer Wirkungen in der Folge sich noch als nöthig herausstellen und von den beiden hohen Regierungen nach gemeinsamen besonderen Einverständnissen genehmigt werden.

5. Durchgrabung der innerhalb der Normaltrace gelegenen Inseln und Sandbänke auf Grund der seinerzeit gemeinsam zu vereinbarenden hydrotechnischen Detailprojecte.

6. Herstellung der Bedämmungen (Bedeichungen), insoferne solche zum Schutze der niedrig gelegenen Ländereien gegen Ueberschwemmungen durch die Hochwässer und Eisverstopfungen von den Grundeigenthümern ausgeführt werden.

Damit jedoch diese Bedämmungen den regelmässigen Abfluss der Hochwässer und Eisgänge nicht hemmen und auf das gegenüberliegende Ufer keinen nachtheiligen Einfluss ausüben, sollen dieselben nach möglichst regelmässigen, dem Stromlaufe angepassten Tracen ohne vorspringende Ecken angelegt werden, und die Entfernungen zwischen den beiderseitigen Dämmen dürfen nicht kleiner sein, als im technischen Gutachten für die einzelnen Stromstrecken ermittelt worden ist, oder bei einer nachfolgenden Zusammentretung bestimmt werden wird.

Die in früheren Jahren von den Gemeinden, Grundherrschaften oder sonstigen Interessenten auf den beiden Uferseiten hergestellten Bedeichungen sollen in jenen Abtheilungen, wo solche entweder nach unzweckmässigen Tracen oder nicht in genügender Entfernung von einander angelegt worden sind, an der oberen Weichsel bis zur Dunajec-Einmündung nach den von den Commissarien vereinbarten, in den Situationsplänen mit grüner Farbe eingezeichneten Tracen, und in der unteren Stromabtheilung nach den von den Strecken-Ingenieuren zur Genehmigung vorzulegenden Anträgen im Verlaufe der nächsten zehn Jahre umgelegt werden.

§. 5.

Jede der beiden hohen Regierungen wird die nothwendigen Regulirungsbauten an dem eigenen Ufer auf eigene Kosten ausführen oder durch ihre Unterthanen herstellen lassen, nur mit Ausnahme der Durchstiche, deren Ausführungskosten nach dem in jedem speciellen Falle getroffenen beiderseitigen Uebereinkommen zu bestreiten sein werden. Für die vorerwähnten Durchstiche wird die Vertheilung der Ausführungskosten nachstehend bestimmt:

a) Bei Wola Batorska soll der Weichseldurchstich auf der rechten galizischen Seite auf Kosten der kaiserl. österreichischen Regierung, dagegen der zweite Durchstich auf der linken Uferseite auf Kosten der königl. polnischen Regierung hergestellt werden.

b) Die Ausführungskosten des Doppeldurchstiches an der Weichsel bei der Ausmündung des Rabaflusses sollen von den beiden

hohen Regierungen zu gleichen Theilen getragen, dagegen die 1864
Correctionsarbeiten an der besagten fehlerhaften Raba-Ausmündung von der kaiserl. österreichischen Regierung allein bewerkstelligt werden.

c) Bei der Ausführung des Doppeldurchstiches an der Weichsel bei Wola Przemykowska wird die kaiserl. österreichische Regierung zwei Drittel und die königl. polnische Regierung ein Drittel der Gesammtbaukosten beitragen.

Die Kosten bei den als nothwendig sich zeigenden Durchgrabungen der innerhalb der ermittelten Normalbreiten gelegenen Inseln und Sandbänke sollen von den beiden hohen Regierungen zu gleichen Theilen getragen werden.

§. 6.

Damit die vorbesprochenen Regulirungsarbeiten an den beiderseitigen Ufern, insoweit es thunlich ist, gleichzeitig in vollständiger Uebereinstimmung einander unterstützend, also mit dem sichersten Erfolge und dem geringsten Kostenaufwande, in Ausführung gebracht werden, wird von den beiden hohen Regierungen hierfür das nachstehende Verfahren vorgezeichnet:

a) Die von den beiden hohen Regierungen hierzu delegirten Behörden werden in jedem Frühjahre nach vorhergegangener Festsetzung des Commissionstermines, unter Zuziehung der mit der Weichselregulirung betrauten beiderseitigen Ingenieure und der Stromanrainer, den Stromlauf in ihren Bezirken an den beiden Ufern begehen, die in diesen Strecken in diesem Jahre nothwendigen Correctionsbauten einander vorweisen, die Zustimmung zur Ausführung derselben von den Abgeordneten der gegenüberliegenden Behörde einholen, sich über die Modalitäten der Bauausführung verständigen, bei dieser Gelegenheit auch die im vorangegangenen Jahre erbauten Wasserwerke untersuchen und constatiren, ob solche den getroffenen Vereinbarungen gemäss hergestellt worden sind. endlich die über die obige Verhandlung in duplo aufgenommenen Protokolle den beiderseitigen vorgesetzten Behörden zur Einsichtnahme und Genehmigung vorlegen.

b) Wenn die beiderseitigen Delegirten sich bezüglich der auszuführenden Bauten nicht einigen oder wenn deren vorgesetzte Behörden die im Protokolle beantragten Arbeiten nicht genehmigen sollten. so werden in diesen Fällen die beiderseitigen höheren Behörden das Einvernehmen pflegen.

c) Um die systematische Durchführung der beabsichtigten Stromregulirung zu überwachen, und die Reihenfolge der herzustellenden Arbeiten nach Massgabe der wahrgenommenen Wirkungen

1864 der in den Vorjahren ausgeführten Correctionsbauten näher zu bestimmen, wird der für die Vollendung der Weichsel- und Sanflussregulirung bestimmte zwanzigjährige Zeitraum in fünfjährige Perioden eingetheilt, und am Schlusse einer jeden solchen Periode sollen von den beiden Uferstaaten gleichzeitig höhere Baubeamte entsendet werden, welche sich gemeinsam von dem Zustande des Stromes und der ausgeführten Bauwerke, dann von den Wirkungen der letzteren zu überzeugen und hiernach die allgemeinen Anordnungen für die Art und Reihenfolge der Arbeiten in der nächsten Periode gleich an Ort und Stelle zu treffen, oder die bezüglichen Anträge den vorgesetzten Behörden zu erstatten haben werden.

d) Wenn eine der beiden hohen Regierungen bei der Ausführung eines Regulirungsbaues (insbesondere der Durchstiche) die Herstellung eines Unterstützungsbaues an dem gegenüberliegenden fremden Ufer benöthigen sollte, so wird die andere Regierung hierzu ihre Bewilligung geben, vorausgesetzt, dass hierdurch weder ihr selbst, noch ihren Unterthanen ein Nachtheil erwächst.

e) Die beiden hohen Regierungen wollen auch noch die nöthigen Verfügungen treffen, damit zur Förderung und Erleichterung der Ausführung aller Regulirungsarbeiten an der Weichsel den damit betrauten Organen, Bauunternehmern und Arbeitern jede nur thunliche Erleichterung im Grenzverkehre zu Theil werde.

§. 7.

Bezüglich der Ausgleichung der bereits schwebenden und der in der Folge neu erwachsenden Grenzregulirungsfragen werden die nachstehenden Vereinbarungen getroffen:

Der bei der letzten gemeinschaftlichen Grenzbestimmung im Jahre 1818/21 am Weichselstrome vorgefundene und mittelst der gesetzten Grenzsäulen und der Grenzbeschreibung fixirte Stand wird insoweit als Normalstand festgehalten, als solcher durch die nachgefolgten Grenzberichtigungen nicht geändert worden ist und durch die gegenwärtigen Stipulationen nicht modificirt wird.

Bei dem gegenwärtigen Zustande des Weichselstromes wird in allen jenen Strecken, wo keine Grenzstreitigkeiten in Verhandlung sind, der vorgefundene Thalweg als die dermalige factische Landesgrenze zwischen den beiden hohen Staaten anerkannt.

Es sollen ferner alle jene Grundparzellen, welche bei der Ausführung der Durchstiche vom rechten auf das linke oder vom linken auf das rechte Stromufer zu liegen kommen, von der betreffenden Regierung oder von ihren angrenzenden Unterthanen um den vollen Schätzungswerth eingelöst werden.

Die Höhe dieser Ablösungssumme, falls solche nicht auf dem Wege eines gütlichen Vergleiches erfolgt, wird nach den Grundsätzen des Verfahrens und der Gesetze jenes Landes, von dessen Territorium diese Grundstücke abfallen, ausgemittelt werden. 1864

§. 8.

Die beiden hohen Regierungen verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass nach der Bestimmung im Artikel V, Absatz 6, der zwischen Oesterreich und Russland im Jahre 1818 abgeschlossenen Convention für die zur Erleichterung und Hebung der Schifffahrt auf der Weichsel unbedingt nothwendigen Hufschläge (Treppelwege) längs dem beiderseitigen Ufer ein 15 polnische Ellen oder 28 russische Fuss breiter Grundstreifen reservirt und dieser in den Wäldern, Auen und Weidepflanzungen in einer Breite von 6 Fuss von Bäumen, Stöcken und Gesträuchen jederzeit freigehalten werde.

Die Benützung dieser Hufschläge zum Ziehen der Schiffe stromaufwärts durch Menschen oder Thiere soll den beiderseitigen Unterthanen auf den beiden Ufern jederzeit ohne Anstand gestattet sein, und dieselben sollen hierfür gar keine Zahlungen zu leisten haben, noch sonstigen Behelligungen durch die Grenzwächter ausgesetzt sein.

§. 9.

Die kaiserl. österreichische Regierung wird die Verfügung treffen, dass bis zur Durchführung der Weichsel- und Sanflussregulirung jährlich nach dem Abgange grösserer Hochwässer durch ihre bestellten Stromaufseher die Richtungen des besten Fahrwassers für die Schiffe mit Stöcken bezeichnet, sowie auch die Untiefen und sonstigen Schifffahrtshindernisse kenntlich gemacht werden.

§. 10.

Die beiden hohen Regierungen werden die Einleitung treffen, dass die an der Weichsel und am Sanflusse auf den beiden Uferseiten gesetzten Grenzsäulen in die beiderseitigen hydrotechnischen Situationspläne genau eingetragen und die in der Folge allenfalls nothwendig werdenden Versetzungen derselben nur mit Zuziehung der betreffenden Navigations-Ingenieure bewerkstelligt und die neuen Standpunkte der Grenzsäulen in den gedachten Plänen corrigirt werden.

§. 11.

Alle Bestimmungen, welche in früheren Jahren bezüglich der an der Weichsel und am Sanflusse auszuführenden Wasserbauten bei den zwischen den beiderseitigen Localbehörden abgehaltenen Conferenzen vereinbart worden sind, werden insoweit, als dieselben mit den gegenwärtigen Vereinbarungen nicht übereinstimmen, hiermit aufgehoben.

§. 12.

Bevor zur Befahrung des Weichselstromes mit Dampfschiffen in der Grenzstrecke einem Unternehmer oder einer Actiengesellschaft die Concession verliehen wird, soll wegen der Sicherung der Ufer und der ausgeführten Regulirungsbauten, ferner wegen der Bezeichnung und Ausführung der Landungsplätze, endlich wegen der Stipulation aller sonstigen hierbei zu beobachtenden Massregeln, zwischen den beiden hohen Regierungen eine eigene Vereinbarung getroffen werden.

Krakau, am 20. August 1864.

Alberg. *Eckhardt,*
k. k. Statthaltereirath.

Wierzbowski. *Gustav Wex,*
k. k. Bauinspector.

DECLARATION.

Der Unterzeichnete, Reichskanzler, Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern, zu dem Ende gehörig ermächtigt, erklärt durch gegenwärtige Urkunde im Namen der kaiserlichen und königlichen Regierung, dass die angeschlossene, am 20./8. August 1864 in Krakau von den Commissären der k. und k. österreichisch-ungarischen Regierung und der kaiserlich russischen Regierung abgeschlossene Convention zur Regulirung des Laufes des San und der Weichsel in jenen Strecken dieser Flüsse, welche die Grenze zwischen Oesterreich und Russland bilden, von der Regierung Seiner kaiserlichen und königlichen Apostolischen Majestät förmlich genehmigt und angenommen ist, und von dieser Regierung gänzlich und vollständig zur Durchführung gebracht werden wird.

Urkund dessen hat der Unterzeichnete die gegenwärtige Declaration, welche gegen eine ähnliche, von dem Herrn kaiserlich russischen Reichskanzler Fürsten von Gortschakoff gezeichnete Declaration ausgewechselt werden soll, mit seiner Unterschrift versehen und sein Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Wien, am 27. Mai 1871.

(L. S.) Graf *von Beust* m. p.

Der vorstehende Vertrag wird nach erfolgter Genehmigung der beiden Häuser des Reichsrathes hiermit kundgemacht.

Wien, am 30. December 1871.

Lasser m. p.

273. 1864

6 septembre 1864.

Règlement concernant le Liban avec un protocole du même jour concerté entre l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande Bretagne, la Prusse, la Russie et la Turquie.

(Archives diplomatiques 1865, II. p. 392).

Protocole.

Adopté par la Sublime Porte et les Représentants de cinq grandes Puissances, à la suite de l'entente qui s'est établie sur les modifications que, sur la proposition de la Sublime Porte, il y avait lieu d'introduire au règlement adopté le 9 juin 1861 concernant le Liban. Ce nouveau règlement sera promulgué comme le précédent, sous la forme d'un firman, par Sa Majesté le Sultan, et communiqué officiellement aux cinq grandes Puissances.

La Sublime Porte, d'accord avec les Représentants de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, maintient toutes les dispositions du Protocole signé à Constantinople le 9 juin 1861, ainsi que celles de l'article additionnel de même date.

S. A. Aali-Pacha déclare cependant que la Sublime Porte a confirmé en son poste le Gouverneur actuel du Liban pour cinq ans encore, à partir du 9 juin 1864.

Sublime Porte, le 6 septembre 1864.

Signé: *Aali.* — H. *Bulwer.* — *Prokesch-Osten.* — *Ignatieff.* — *Steffens.* — E. *de Bonnières.*

Règlement du Liban.

Art. 1er. Le Liban sera administré par un Gouverneur chrétien, nommé par la Sublime Porte et relevant d'Elle directement.

Ce fonctionnaire amovible sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts et nommera, sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de Sa Majesté Impériale le Sultan, les agents administratifs; il instituera les juges, convoquera et présidera le Medjlis administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les révisions prévues par l'article 8.

Art. 2. Il y aura pour toute la Montagne un Medjlis administratif central composé de douze membres délégués par les mudirats, et répartis entre les différents mudirats dans la proportion suivante:

1° et 2° Les deux mudirats du Kesrouan délégueront chacun un Maronite;

1864 3° Le mudirat du Djezzin: un Maronite, un Druse et un Musulman;

4° Le mudirat du Meten: un Maronite, un Grec orthodoxe, un Druse et un Métuali;

5° Le Chouf, un Druse;

6° Le Koura, un Grec orthodoxe;

7° Zahleh, un Grec catholique.

Ce Medjlis administratif sera chargé de répartir l'impôt, contrôler la gestion des revenus et des dépenses, et donner son avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le Gouverneur.

Art. 3. La Montagne sera divisée en sept arrondissements administratifs, savoir:

1° Le Koura, y compris la partie inférieure et les autres fractions de territoire avoisinantes dont la population appartient au rite grec orthodoxe, moins la ville de Kalmoun, située sur la côte et à-peu-près exclusivement habitée par les Musulmans;

2° La partie septentrionale du Liban, comprenant Djebet, Beherré, Zavié et Belad Batroun;

3° La partie septentrionale du Liban, comprenant Belad Djébeil Djebet, Mneitra, Fetouh et le Kesrouan proprement dit jusqu'à Nahr-el-Kelb;

4° Zahleh et son territoire;

5° Le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Kata et de Solima;

6° Le territoire situé au sud de la route de Damas jusqu'à Djezzin;

7° Le Djezzin et le Teffah.

Il y aura dans chacun de ces arrondissements un agent administratif nommé par le Gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ses propriétés.

Art. 4. Les arrondissements administratifs seront divisés en cantons, dont le territoire sera à-peu-près réglé sur celui des anciens Aklims.

À la tête de chaque canton il y aura un agent nommé par le Gouverneur, sur la proposition du chef de l'arrondissement, et à la tête de chaque village un cheikh choisi parmi les habitants et nommé par le Gouverneur.

Art. 5. Égalité de tous devant la loi; abolition de tous les privilèges féodaux et notamment de ceux qui appartiennent aux Mokatadjis.

Art. 6. Il y aura dans la Montagne trois tribunaux de première instance, composés chacun d'un juge et d'un substitut nommés par

le Gouverneur, et de six défenseurs d'office désignés par les communautés, et au siége du Gouverneur un Medjlis judiciaire supérieur, composé de six juges choisis et nommés par le Gouverneur dans les six communautés, Musulmane, Sunni et Métuali, Maronite, Druse, Grecque orthodoxe et Grecque catholique, et de six défenseurs d'office désignés par chacune de ces communautés, et auxquels on adjoindra un juge et un défenseur d'office des cultes protestant et israélite, toutes les fois qu'un membre de ces communautés aura des intérêts engagés dans le procès. 1864

Le Tribunal supérieur sera présidé par un fonctionnaire nommé ad hoc par le Gouverneur. Il est réservé au Gouverneur la faculté de doubler le nombre de tribunaux de première instance dans le cas où des nécessités locales en auront constaté l'urgence, et de fixer en attendant, les localités où devront fonctionner les trois tribunaux de première instance dans l'intérêt de la distribution régulière de la justice.

Art. 7. Les cheikhs de village remplissant les fonctions de juges de paix jugeront sans appel jusqu'à concurrence de deux cents piastres.

Les affaires au-dessus de deux cents piastres seront de la compétence des Medjlis judiciaires de première instance.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, quelle que soit la valeur engagée dans le procès, seront immédiatement portées devant le tribunal de première instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence du juge de paix du défendeur.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du Medjlis. Néanmoins, quand toutes les parties engagées dans le procès appartiendront au même rite, elles auront le droit de récuser le juge appartenant à un rite différent; mais, dans ce cas, les juges récusés devront assister au jugement.

Art. 8. En matière criminelle, il y aura trois degrés de juridiction. Les contraventions seront jugées par les cheikhs des villages, remplissant les fonctions de juges de paix ; les délits, par les tribunaux de première instance, et les crimes, par le Medjlis judiciaire supérieur, dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après l'accomplissement des formalités d'usage dans le reste de l'Empire.

Art. 9. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le Tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou protégé d'une Puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même Tribunal.

Toutefois, autant que possible, et après entente entre les parties, les contestations entre des habitants du Liban et des sujets

1864 étrangers pourront être jugées par arbitrage, et, dans ce cas, l'autorité impériale du Liban et les Consulats des Puissances amies seront tenus de faire exécuter les sentences arbitrales. Mais, dans le cas où des contestations seraient portées devant le Tribunal de Beyrouth, faute d'entente entre les parties de soumettre leur différend à un arbitrage, la partie perdante sera tenue de payer les frais de déplacement d'après un tarif établi d'accord entre le Gouverneur du Liban et le Corps consulaire de Beyrouth et sanctionné par la Sublime Porte. Il reste bien entendu que les actes de compromis devront être rédigés légalement, signés par les parties et enregistrés tant au Tribunal de Beyrouth qu'au Medjlis judiciaire supérieur de la Montagne.

Art. 10. Les juges sont nommés par le Gouverneur. Les membres du Medjlis administratif sont élus dans les arrondissements par les cheiks de villages. Les cheikhs de villages sont choisis par la population de chaque village.

Le personnel du Medjlis administratif sera renouvelé par tiers tous les deux ans, et les membres sortants pourront être réélus.

Art. 11. Tous les juges seront rétribués.

Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'entre eux a prévariqué, ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué, et sera, en outre, passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Art. 12. Les audiences de tous les Medjlis judiciaires seront publiques, et il en sera rédigé procès-verbal par un greffier institué ad hoc. Ce greffier sera en outre chargé de tenir un registre de tous les contrats portant aliénation de biens immobiliers, lesquels contrats ne seront valables qu'après avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement.

Art. 13. Les habitants du Liban qui auront commis un crime ou délit dans un autre Sandjak seront justiciables des autorités de ce Sandjak, de même que les habitants des autres arrondissements qui auraient commis un crime ou délit dans la circonscription du Liban seront justiciables des tribunaux de la Montagne.

En conséquence, les individus indigènes ou non indigènes qui se seraient rendus coupables d'un crime ou délit sur le Liban, et qui se seraient évadés dans un autre Sandjak, seront, sur la demande de l'autorité de la Montagne, arrêtés par celle du Sandjak où ils se trouvent et remis à l'administration du Liban.

De même, les indigènes de la Montagne ou les habitants d'autres départements qui auront commis un crime ou délit dans un Sandjak quelconque et autre que le Liban, et qui s'y seront réfugiés, seront, sans retard, arrêtés par l'autorité de la Montagne, sur la demande de celle du Sandjak intéressé, et seront remis à cette dernière auto-

rité. Les agents de l'autorité qui auraient apporté une négligence ou des retards non justifiés dans l'exécution des ordres relatifs au renvoi des coupables devant les tribunaux compétents seront, comme ceux qui chercheraient à dérober les coupables aux poursuites de la police, punis conformément aux lois. 1864

Enfin, les rapports de l'Administration du Liban avec l'Administration respective des autres Sandjaks seront exactement les mêmes que les relations qui existent et qui seront entretenues entre tous les autres Sandjaks de l'Empire.

Art. 14. En temps ordinaire le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés par le Gouverneur au moyen d'un corps de police mixte, recruté à raison de sept hommes environ par mille habitants.

L'exécution par garnisaires devant être abolie et remplacée par d'autres modes de contrainte, tels que la saisie ou l'emprisonnement, il sera interdit aux agents de police, sous les peines les plus sévères, d'exiger des habitants aucune rétribution, soit en argent, soit en nature. Ils devront porter un uniforme ou quelque signe extérieur de leurs fonctions.

Jusqu'à ce que la police locale ait été reconnue par le Gouverneur en état de faire face à tous les devoirs qui lui sont imposés en temps ordinaire, les routes de Beyrouth à Damas et de Salda à Tripoli seront occupées par des troupes impériales. Ces troupes seront sous les ordres du Gouverneur de la Montagne.

En cas extraordinaire et de nécessité, et après avoir pris l'avis du Medjlis administratif central, le Gouverneur pourra requérir, auprès des autorités militaires de la Syrie, l'assistance des troupes régulières.

L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le Gouverneur de la Montagne; et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie ou de discipline, il sera subordonné au Gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban, et il agira sous la responsabilité de ce dernier.

Ces troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le Gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint.

Art. 15. La Sublime Porte se réservant le droit de lever, par l'intermédiaire du Gouverneur du Liban, les 3500 bourses qui constituent aujourd'hui l'impôt de la Montagne, impôt qui pourra être augmenté jusqu'à la somme de 7000 bourses lorsque les circonstances le permettront, il est bien entendu que le produit de ces impôts sera affecté avant tout aux frais d'administration de la Montagne et à ses

1864 dépenses d'utilité publique; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État.

Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'Administration dépassaient le produit des impôts, c'est au Trésor impérial à pourvoir à ces excédants de dépense.

Les bekaliks ou revenus des Domaines impériaux étant indépendants de l'impôt, ils seront versés dans la caisse du Liban, au crédit de la comptabilité de cette caisse avec le Trésor impérial.

Mais il est entendu que, pour les travaux publics ou autres dépenses extraordinaires, la Sublime Porte n'en serait responsable qu'autant qu'elle les aurait approuvés préalablement.

Art. 16. Il sera procédé le plus tôt possible au recensement de la population par commune et par rite, et à la levée du cadastre de toutes les terres cultivées.

Art. 17. Dans toute affaire où les membres du clergé séculier ou régulier sont seuls engagés, ces parties, prévenues ou accusées, resteront soumises à la juridiction ecclésiastique, sauf le cas où l'autorité épiscopale demanderait le renvoi devant les tribunaux ordinaires.

Art. 18. Aucun établissement ecclésiastique ne pourra donner asile aux individus, soit ecclésiastiques, soit laïques, qui sont l'objet des poursuites du ministère public.

Arrêté et convenu à Constantinople, le 6 septembre 1864.

Signé: *Aali.* — H. *Bulwer.* — *Prokesch-Osten.* — *Ignatieff.* — *Steffens.* — E. *de Bonnières.*

274.

9 septembre 1864.

Circulaire du gouvernement central maritime concernant l'assimilation des bâtiments autrichiens aux bâtiments espagnols dans les ports de l'Espagne quant aux droits de port et de navigation.

(Ann. marit. 1865, 29.)

Circolare dell' i. r. Governo Centrale Marittimo di data 9 settembre 1864, N. 8440 a tutti gl' ii. rr. Organi portuali sanitari nel Litorale dell' Impero, concernente la parificazione dei navigli austriaci agli spagnuoli nei porti della Spagna, riguardo al pagamento dei diritti portuali e di navigazione.

In obbedienza ad ossequiato dispaccio dell' Eccelso i. r. Ministero di Marina ddo. 27 Agosto a. c., N. 437-M. M. II., ed in appendice

alla Circolare governativa 28 maggio a. c., N. 4883, si porta a 1864
conoscenza degli Organi portuali sanitari nel Litorale del l'Impero, che giusta notificazione del regio Ministero spagnuolo del Commercio dei 10 luglio 1864 Sua Maestà la Regina di Spagna si è degnata di dichiarare parificati i legni austriaci agli spagnuoli nella penisola e nelle isole adiacenti riguardo al pagamento dei diritti portuali e di navigazione, disponendo che per effetto di giusta reciprocità tale facilitazione si consideri entrata in vigore a datare dal primo di Giugno a. c., epoca in cui la medesima fu attivata dal Governo austriaco.

275.

21 octobre 1864.

Ordonnance de la marine réglant les primes pour les prises maritimes.

(V. B. der Kriegs-Marine 1864, XXXVIII.)

Circular-Verordnung vom 21. October 1864, Nr. 1514-C.K.

Seine k. k. Apostolische Majestät haben mit Allerhöchster Entschliessung ddo. Schönbrunn, am 19. October 1864 die nachfolgende Vorschrift betreff des Anspruches auf Prisengelder und deren Vertheilung allergnädigst zu genehmigen geruht.

§. 1.

Von dem von der Prisen-Untersuchungscommission an das Marinecommando abzuführenden Reinerlöse einer guten Prise ist vorerst jener Betrag abzuziehen, welcher dem laut §. 6 der kaiserlichen Verordnung vom 21. März 1864, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 31, im öffentlichen Interesse aufgestellten Vertreter der Kriegsmarine bei den prisengerichtlichen Verhandlungen zur Deckung der Vertretungskosten in dem betreffenden Prisenprocessfalle vom k. k. Marinecommando auf Grund der diesfälligen Liquidirung zugesprochen wird.

Von dem verbleibenden Betrage kommen in jedem Falle 15% abzuziehen, wovon 5% dem Maria-Annenfond, die übrigen 10% aber dem Marineärar als Vergütung der allgemeinen Prisengerichtskosten bestimmt sind.

Der sonach verbleibende Restbetrag bildet den eigentlichen Prisenerlös, welcher dem Captor zuzuwenden ist.

Dieser eigentliche Prisenerlös wird für den Fall, als der Captor zu einer Escadre gehört, in fünf gleiche Theile, falls er ein in

1864 selbstständiger Mission befindliches k. k. Kriegsschiff ist, in drei gleiche Theile getheilt.

§. 2.

Im Falle der Captor zum Verbande einer Escadre gehört und der Prisenerlös sonach in fünf gleiche Theile getheilt wird, gebühren:

1 Theil dem Commandanten des Kriegsschiffes, welches die Prise gemacht hat,

1 Theil dem Stabe desselben,

1 Theil der Mannschaft desselben,

1 Theil dem Escadre-Commando, und

1 Theil den übrigen zur betreffenden Escadre im Zeitpunkte der Aufbringung der Prise gehörenden k. k. Kriegsschiffen.

§. 3.

War der Captor ein in selbstständiger Mission befindliches k. k. Kriegsschiff, und wird der Prisenerlös sonach in drei gleiche Theile getheilt, so gebührt:

1 Theil dem Commandanten, der die Prise gemacht,

1 Theil dem Stabe, und

1 Theil der Mannschaft des Captors.

§. 4.

Derjenige Theil, welcher dem Escadre-Commando bestimmt ist, hat nach Portionen, wovon 30 dem Escadre-Commandanten, 10 dem Escadre-Adjutanten, je 5 dem Escadre-Auditor, Escadre-Chefarzt, Escadre-Kriegscommissär oder sonstigen Escadrereferenten gebühren, vertheilt zu werden.

§. 5.

Der dem Stabe des Captors zugewiesene Theil ist derart zu vertheilen, dass auf den Gesammt-Detailofficier, wenn dieser mindestens in der Charge des Linienschiffslieutenants steht, 15 Portionen, Schiffslieutenant oder Hauptmann 10 Portionen, Linienschiffs- oder Fregattenarzt 10 Portionen, Linienschiffsfähnrich Detailofficier 10 Portionen, Linienschiffsfähnrich 8 Portionen, Corvettenarzt 8 Portionen, Seecadeten und Eleven 4 Portionen, Schiffswundärzte, Geistliche, Verwaltungsbeamte je 5 Portionen, erste Maschinisten 5 Portionen, Maschinenbeamte 4 Portionen entfallen.

§. 6.

Der für die Mannschaft des Captors bestimmte Theil hat derart vertheilt zu werden, dass auf den Lootsen 6 Portionen, Bootsmann I. Classe 6 Portionen, Bootsmann II. Classe 5 Portionen, Oberstück-

meister (Detailführer) 5 Portionen, Oberstückmeister ohne Detail 1864
4 Portionen, Stückmeister (Detailführer) 4 Portionen, Bootsmann III. Classe und Obersteuermann mit Detail 4 Portionen, Bootsmann III. Classe und Obersteuermann, Stückmeister ohne Detail und Feldwebel 3 Portionen, Schiemann, Steuermann I. Classe, Unterstückmeister mit Detail 3 Portionen, dieselben ohne Detail, sowie der Führer 2 1/2 Portionen, Quartiermeister, Steuermann II. Classe, Stückquartiermeister, Corporal, Maschinenwärter, Segelmacher, Büchsenmacher, Schmiede, Fassbinder, Zimmerleute und Kalfaterer I. Classe 2 Portionen, Steuerleute III. Classe, Marsgaste, Stückgasten, Gefreite, Büchsenmacher, Segelmacher, Schmiede, Fassbinder, Zimmerleute, Kalfaterer II. Classe 1 1/2 Portionen, Matrosen II. und III. Classe, Stückmatrosen II. Classe, Gemeine der Infanterie, Tambour, Hornisten, Köche, Speisemeister, Schmiede, Zimmerleute, Kalfaterer, Segelmacher, Fassbinder III. und IV. Classe, Musikant, Schiffsjunge, Officiersdiener und Volontärs je 1 Portion entfallen.

§. 7.

Der den übrigen k. k. Schiffen der Escadre nach §. 2 bestimmte Theil hat in drei Theile getheilt zu werden, wonach ein Theil unter die Commandanten der k. k. Schiffe nach Anzahl der Köpfe ohne Unterschied der Charge, der zweite Theil unter den Stäben der k. k. Schiffe nach den im §. 5 bestimmten Portionen und der dritte Theil unter die Mannschaft nach dem im §. 6 bestimmten Portionen-Ausmass zu vertheilen ist.

Bei der Vertheilung der auf die Stäbe und Mannschaften der Escadreschiffe entfallenden Beträge ist die Portionenanzahl ohne Rücksicht auf die Anzahl der Schiffe nach Anzahl der Köpfe zu bemessen.

§. 8.

Zum Stabe oder sonst zur Equipage eines Kriegsfahrzeuges gehörige Individuen, welche erhaltener Wunden wegen oder krankheitshalber zeitlich ausgeschifft werden, behalten das Recht auf ihren Antheil auch von jenen Prisen, die nach ihrer Ausschiffung gemacht wurden, und zwar insolange, als sie in der Schiffsrolle geführt und ihre Stelle nicht ersetzt worden ist.

§. 9.

Erscheinen zur Zeit, als k. k. Kriegsfahrzeuge sich mit feindlichen Schiffen im Gefechte befinden oder eine feindliche Prise aufzugreifen im Begriffe sind, andere k. k. Schiffe, und zwar bevor das feindliche Fahrzeug die Flagge gestrichen oder ein Kauffahrteischiff in Besitz genommen worden, so haben solche Schiffe, wenn sie durch

1864 ihr Erscheinen zur Entmuthigung des Feindes oder zur Verhinderung eines möglichen Entkommens desselben beigetragen haben, wenn sie auch nicht zu derselben Escadre gehören, gleiche Ansprüche wie der Captor, beziehungsweise Sieger selbst, und wird das Prisengeld in gleiche Theile unter sie vertheilt.

§. 10.

In einer offenen Schlacht ist jenes Schiff als Captor anzusehen, vor dem ein feindliches Fahrzeug die Flagge gestrichen, selbst wenn die Besetzung und Escortirung des eroberten feindlichen Kriegsschiffes durch ein anderes k. k. Kriegsschiff geschieht.

In zweifelhaften Fällen steht dem Marinecommando die Entscheidung zu, welches Schiff in Bezug auf die Vertheilung der Prisen als Captor zu betrachten sei.

§. 11.

Genommene Schiffe der feindlichen Kriegsmarine sammt allem auf denselben befindlichen feindlichen Gute fallen ohne Unterschied, ob die Wegnahme nach vorausgegangenem Kampfe oder etwa ohne Kampf, ob auf hoher See oder in einem eroberten Hafenorte durch k. k. Kriegsschiffe oder etwa durch Landtruppen erfolgte, unter allen Umständen dem k. k. Marineärar anheim, ohne dass es eines prisengerichtlichen Zuspruches bedarf und ohne dass den Captoren ein Anrecht auf den Werth derlei Kriegsbeute gebührt.

Werden von Sr. Majestät dem Kaiser für im Kampfe eroberte oder in Grund gebohrte feindliche Kriegsschiffe über Antrag des Marineministeriums in besonderen Fällen Prämiengelder bewilligt, so hat deren Vertheilung, wenn nichts Anderes angeordnet wird, in gleicher Weise stattzufinden, wie dies bezüglich des eigentlichen Prisenerlöses in der gegenwärtigen Vorschrift bestimmt ist.

§. 12.

Wurden Schiffe, die zwar dem feindlichen Staate, jedoch nicht seiner Kriegsmarine angehören, nach erfolgter prisengerichtlicher Behandlung in Gemässheit des Absatzes *a)* des §. 6 der Ministerialverordnung vom 3. März 1864, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 10, als gute Prise erklärt, so gebührt der gesammte Prisenerlös ohne Unterschied, ob die Ladung feindliches Staats- oder feindliches Privateigenthum war, den Captoren, und ist nach gegenwärtiger Vorschrift zu vertheilen.

Der prisengerichtlichen Untersuchungscommission steht die Entscheidung zu, ob das vor dieselbe gestellte, dem feindlichen Staate gehörige Schiff als Kriegsschiff anzusehen ist oder nicht, und im ersteren Falle sofort dem Marineärar zu übergeben; im zweiten

Falle aber nach der kaiserlichen Verordnung vom 21. März 1864 der prisengerichtlichen Behandlung zu unterziehen kommt. 1864

In zweifelhaften Fällen hat der Präses der Prisen-Untersuchungscommission die Anfrage an das Marineministerium zu stellen, welches nach Umständen mit anderen Ministerien das Einvernehmen pflegen und die Entscheidung treffen wird.

§. 13.

Wenn die k. k. Marine bei der Belagerung, Blockirung oder sonstiger Einschliessung einer von der k. k. Landtruppe angegriffenen feindlichen Seefestung mitwirkt, hat weder die Landtruppe auf die während dieser Zeit von der Marine allein in offener See gemachten Prisen, noch die Marine auf das von der Landtruppe am Lande eroberte feindliche Aerarialgut oder auf eine sonstige gesetzmässig zuständige Beute Anspruch.

§. 14.

Werden von der k. k. Kriegsmarine an der Küste oder in Hafenorten gute Prisen gemacht, und haben bei der Erbeutung dieser feindlichen Schiffe k. k. Landtruppen thätig mitgewirkt, so kommt der eigentliche Prisenerlös in so viele Theile zu theilen, als die Personenzahl der Bemannung der bezüglichen, an der Action betheiligten Kriegsschiffe und der mitgewirkt habenden Landtruppen, ohne Rücksicht auf die Rangsstufen, beträgt. Der auf die Seetruppen entfallende Antheil ist nach gegenwärtiger Vorschrift zu vertheilen. Der den Landtruppen zukommende Antheil des Prisenerlöses ist dem Kriegsministerium zu übermachen, welches mit Rücksicht auf die Umstände in jedem einzelnen Falle bestimmen wird, in welcher Art der Prisenerlös unter die betreffende Truppe zu vertheilen kommt.

§. 15.

Das Marinecommando hat durch eine unparteiische Commission den Prisengelder-Vertheilungsentwurf auf Grund dieser Vorschrift verfassen zu lassen, denselben zu prüfen, nach Umständen zu rectificiren oder zu genehmigen, und die weiteren Verfügungen zur Auszahlung zu treffen, wogegen Niemandem eine Einsprache zusteht.

In Fällen, wo der Landtruppe ein Prisenantheil gebührt, ist vom Kriegsministerium zu obiger Commission ein unbetheiligtes Commissionsglied abzuordnen.

§. 16

Wenn Schiffe einer alliirten Seemacht bei Eroberung feindlicher Kriegsschiffe oder Aufbringung feindlicher Handelsschiffe mitwirken,

1864 so hat die Vertheilung der Prisen nach den jeweilig stipulirten Staatsverträgen zu geschehen.

In Abgang derselben finden die obigen Bestimmungen auch gegenüber den alliirten Kriegsschiffen ihre Anwendung.

Hiervon geschieht die Verlautbarung zur Wissenschaft und Darnachachtung.

Der Marine-Minister:
Freiherr *von Burger m. p.*

276.

19 octobre 1864.

Convention conclue à Vienne entre l'Autriche et le Mexique sur l'enrôlement d'un corps de volontaires autrichiens pour le service militaire du Mexique, et le traitement de ces volontaires. Ratification Impériale autrichienne datée de Vienne le 13 février 1865, celle de S. M. l'Empereur du Mexique datée de Mexico le 30 janvier 1865. Ratifications échangées le 6 avril 1865 à Vienne.

(R. G. B. 1865, Nr. 24.)

Convention zwischen Oesterreich und Mexiko vom 19. October 1864, über die Anwerbung eines Freiwilligencorps für den mexikanischen Militärdienst in den österreichischen Staaten, und über die Art der Behandlung der angeworbenen Freiwilligen. Abgeschlossen zu Wien am 19. October 1864. Die kaiserlich österreichische Ratificirung ddo. Wien 13. Februar 1865 wurde gegen die kaiserlich-mexikanische Ratificirung ddo. Mexiko 30. Jänner 1865, am 6. April 1865 zu Wien ausgewechselt.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et Plenipotentiario Suae Majestatis Imperatoris Mexicani, dilectissimi fratris Nostri, Conventio de ratione conscriptionis exercitus Voluntariorum, militiam mexicanam sequentium, quem in Imperio Nostro colligi concessimus, aeque ac de modo quo milites illi conscripti tractandi sint, Viennae die 19. Octobris anni 1864 inita et signata est tenoris sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur du Mexique ayant [illegible] conclure une Convention dans le but de [illegible] ent du corps de volontaires dont Sa

Majesté Impériale et Royale Apostolique a autorisé la formation dans 1864
les états autrichiens pour le service militaire de l'Empire Mexicain,

Leurs dites Majestés ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique le Sieur Jean Bernard Comte de Rechberg et Rothenlöwen, Son Chambellan actuel et Conseiller intime, Grand' Croix de l'ordre royal de St. Étienne de Hongrie, Chevalier de première classe de l'ordre de la couronne de fer, Grand' Croix de l'ordre impérial de Guadalupe du Mexique, ministre de la maison impériale et des affaires étrangères;

et Sa Majesté l'Empereur du Mexique le Sieur Thomas Murphy, Grand-Officier de l'ordre impérial de Guadalupe du Mexique, Commandeur de l'ordre impérial et royal de François Joseph, Son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Le corps de volontaires autrichiens pour le service de S. M. l'Empereur du Mexique sera fort d'environ six mille hommes de troupes de terre et trois cents marins.

Pourront entrer dans ce corps:

1° les militaires qui après avoir fait leur temps continuent de servir dans la troupe comme remplaçants, de même que ceux qui appartiennent à la deuxième année de réserve et qui, par conséquent, sont libres de prendre leur congé définitif;

2° les individus de la population civile qui ne sont plus sujets à la loi de conscription.

Il ne résultera de la formation de ce corps aucunes dépenses pour le trésor autrichien.

Article 2.

Après avoir fait leur temps de service au Mexique, fixé à six années, les individus enrôlés dans le corps de volontaires, qu'ils soient pris dans les rangs de l'armée autrichienne ou dans ceux de la population civile, et quelque soit leur grade, seront sujets aux règlements en vigueur dans l'Empire d'Autriche en matière de passeports et d'expatriation.

Les six années révolues, il leur sera accordé un délai de six mois, soit pour retourner en Autriche, soit pour demander aux autorités Impériales et Royales la permission de continuer à résider au Mexique.

1864 Dans le cas où ils voudraient s'établir définitivement dans ce dernier pays, ils auraient à solliciter de l'autorité autrichienne compétente un permis d'émigration.

Article 3.

Le corps de volontaires comprend environ trois bataillons d'infanterie légère, d'une force réunie d'à peu près trois mille hommes; un régiment de hussards et un régiment de lanciers, d'environ six cents hommes chacun; deux cent cinquante artilleurs pour le service de deux batteries de pièces rayées de quatre livres; une compagnie du génie, d'une force approximative de cent cinquante hommes; et cent cinquante pontonniers.

Les volontaires seront choisis parmi des individus de bonne conduite, et l'on aura égard, autant que possible, à ce qu'ils ne soient pas mariés, n'aient pas dépassé l'âge de quarante ans, jouissent d'une constitution robuste, et professent la réligion chrétienne.

Article 4.

Les volontaires pris dans l'armée qui retourneront en Autriche au bout de six ans et demi ne seront admis à rentrer dans l'armée Impériale et Royale que conformément aux prescriptions des lois générales. Si, avant de s'engager dans le corps de volontaires, ils occupaient un grade de sous-officier, ce grade ne leur est donc pas réservé.

En ce qui concerne ceux qui, s'étant rengagés d'après la loi autrichienne du 23 décembre 1849 (bulletin des lois de l'Empire d'Autriche année 1850, N° 5, p. 67) s'enrôleraient dans le corps de volontaires, le gouvernement mexicain se charge pendant leur service au Mexique, de remplir envers eux les obligations stipulées en leur faveur par cette loi.

S'ils retournent en Autriche, ces obligations repassent à la charge des finances autrichiennes, sauf le cas où le rengagé se serait rendu coupable, pendant son séjour au Mexique, d'un délit qui, aux termes des lois autrichiennes, entraîne la privation de ce bénéfice.

La solde et l'entretien des volontaires pris dans l'armée cesseront, à dater du jour de leur renvoi du corps de troupes auquel ils appartenaient, d'être supportés par le trésor autrichien.

Article 5.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique permet qu'un certain nombre de cadets de l'Infanterie de ligne, des chasseurs et de la cavalerie prennent service dans le corps des volontaires, sans qu'il y ait à tenir compte du temps de service qu'ils ont accompli dans l'armée autrichienne.

Ces cadets s'engageront à passer six années au service de Sa Majesté l'Empereur du Mexique. Ils ne toucheront pas d'engagement; mais si, dans le cours de ces six années, ils sont promus au grade d'officier, ils jouiront de tous les avantages accordés aux militaires de l'armée mexicaine lors de leur promotion au grade d'officier. Lorsqu'ils rentreront en Autriche, le temps qu'ils auront passé au service du Mexique leur sera, par une faveur exceptionelle, compté relativement à l'obligation de service prescrite par les loix autrichiennes, comme s'ils avaient servi dans l'armée Impériale et Royale. 1864

Article 6.

Les officiers et employés militaires ayant rang d'officiers, en activité de service, qui passent au service mexicain, auront le droit de rentrer dans l'armée autrichienne active à l'expiration de six années de service au Mexique, de telle manière que ces officiers, sans tenir compte du grade qu'ils auront atteint au Mexique, reprendront leur ancien grade, en ne conservant leur rang d'ancienneté que sur ceux de leurs anciens camarades en Autriche qui, pendant cet intervalle n'auraient pas été promus à un grade supérieur, et qu'ils rentreront dans la solde qu'ils touchaient en dernier lieu au service de Sa Majesté Impériale et Royale.

La rentrée de ces officiers dans l'armée autrichienne ne pourra toutefois avoir lieu qu'à la condition qu'ils seront reconnus valides (Article 7) et que leur conduite pendant tout le temps de leur absence aura été conforme aux lois autrichiennes sur l'honneur militaire.

Dans le cas où ces officiers se seraient mariés au Mexique, ils seront tenus de satisfaire aux dispositions des règlements autrichiens concernant les mariages militaires.

Si un officier, en rentrant ainsi dans l'armée Impériale et Royale, vient à occuper le premier rang dans le cadre de son grade, il aura droit à être promu à la première vacance, si toutefois ses derniers états de service, dressés avant son entrée au service du Mexique, attestent sa bonne conduite et le représentent comme ayant les qualités requises pour l'avancement à un grade supérieur.

Les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine qui se trouveront dans ce cas devront, avant d'être promus au grade auquel leur tour d'ancienneté les appellera, justifier nouvellement de leur aptitude à le remplir.

Lorsque dans la suite il s'agira de calculer la pension de retraite d'un officier ou d'un employé ayant rang d'officier rentré dans l'armée Impériale et Royale, le trésor autrichien ne lui tiendra pas compte du temps passé au service mexicain.

1864

Article 7.

Comme la réintégration dans l'armée autrichienne active des officiers et employés militaires ayant rang d'officier qui ont servi au Mexique est subordonnée à leur capacité pleine et entière pour le service militaire, ils se présenteront, aussitôt après leur retour en Autriche, à une commission militaire instituée à l'effet d'en décider.

Article 8.

Les officiers et employés ayant rang d'officier au service actif de l'Autriche qui quitteront le service mexicain avant l'expiration du terme fixé de six années, ne peuvent prétendre à être réintégrés dans l'armée Impériale et Royale.

Article 9.

Ceux qui, dans le terme de six mois après l'expiration de leurs six années de service, ne se seront pas présentés pour rentrer dans l'armée autrichienne n'auront plus le droit de réclamer leur réadmission et ne pourront élever aucune prétention quelconque à la charge du gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Article 10.

A l'égard des volontaires de la troupe et des sous-officiers devenus invalides pendant leur service au Mexique le trésor Autrichien est dégagé de toute obligation, même relativement aux années qu'ils ont passées au service militaire de l'Autriche, mais ils recevront du trésor mexicain les deux tiers de la paie journalière dont ils jouissaient en dernier lieu ou, si le gouvernement mexicain le préfère, et si l'invalide y consent, une donation territoriale proportionnée à leur grade. Des mérites particuliers donneront droit à un traitement encore plus avantageux.

Les volontaires devenus invalides avant la fin de leur capitulation et qui désireraient retourner en Autriche en renonçant à toute prétention ultérieure envers le gouvernement mexicain auront droit au traitement spécifié à l'alinéa 7 de l'article 19.

Les officiers et employés militaires devenus invalides pendant leur service au Mexique auront droit soit à une pension de retraite à payer par le trésor mexicain sur le pied du système autrichien et en tenant compte des années de service passées dans l'armée de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique; soit, si l'officier ou l'employé invalide y consent et si le gouvernement mexicain le préfère, à une dotation analogue en bienfonds dans la zone tempérée et fertile. Quant aux officiers et aux employés militaires ayant rang d'officier qu'à leur retour en Autriche la commission dont il est question à l'article 7, ne jugera plus capables de servir, ils seront considérés

comme étant devenus invalides au service du Mexique et auront par 1864
conséquent droit à la pension de retraite sur le trésor mexicain indiquée cidessus.

Les officiers et employés militaires ayant rang d'officier pourront toucher la pension de retraite qui leur aura été adjugée par le gouvernement mexicain en tout pays où il leur conviendra de fixer leur résidence et s'ils résident en Autriche cette pension leur sera payée en argent effectif ayant cours dans les états autrichiens.

Article 11.

Les hommes de la troupe qui, au moment de leur entrée dans le corps de volontaires ou pendant le cours de leur service dans ce corps, seront promus au grade d'officier n'auront le droit de rentrer dans l'armée Impériale et Royale que d'après les règlements généraux en vigueur à l'égard des engagés volontaires, c'est-à-dire en qualité de simples soldats ou de cadets.

Article 12.

Les enfants nés au Mexique du mariage légitime selon les lois autrichiennes, d'un officier ou employé ayant rang d'officier en activité de service et les veuves de ces officiers ou employés auront droit en Autriche à être traités à l'égal des enfants et des veuves d'autres officiers ou employés militaires morts en activité de service, si plus tard il a été satisfait aux règlements autrichiens concernant les mariages militaires conformément à l'article 6 de la présente convention.

Les veuves et les enfants qui resteront au Mexique, des officiers et employés ayant rang d'officier, qui y auront contracté mariage du consentement du gouvernement mexicain, seront traités comme les veuves et les enfants des officiers et employés ayant rang d'officier de l'armée mexicaine.

Article 13.

Les officiers et employés militaires ayant rang d'officier qui font partie du cadre de retraite rentreront, à leur retour en Autriche, dans le grade et la pension qu'ils ont quittés en prenant service au Mexique.

Les conditions énoncées à l'article 6 de cette convention relativement à la conduite au Mexique et aux mariages, sont également applicables aux anciens officiers pensionnés. Ils ne pourront rentrer en Autriche, avant le terme de six ans, qu'avec l'autorisation expresse ou sur la demande du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique, sous peine d'être privés de leurs droits à la pension.

1864

Article 14.

Les officiers qui, avant leur engagement dans le corps de volontaires, avaient été mis temporairement à la retraite devront, à leur retour du Mexique, se présenter à une commission qui aura à décider s'ils sont ou non aptes au service militaire. Si cette décision est affirmative, ils seront traités à l'égal d'autres officiers du cadre de retraite notés pour être rappelés au service actif; dans le cas contraire, leur ancienne pension leur sera allouée. Un officier ainsi réintégré dans sa pension autrichienne pourra s'il est particulièrement digne d'intérêt être proposé à Sa Majesté Impériale Royale Apostolique pour obtenir un grade supérieur ad honores.

Article 15.

Les arsenaux, commissions d'habillement et dépôts d'effets de pionniers en Autriche pourront fournir au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique, si ce gouvernement le désire, moyennant remboursement du prix de revient en argent comptant, les pièces d'artillerie, armes, munitions, voitures, uniformes et autres objets d'équipement dont on aura besoin pour l'usage des différentes troupes mentionnées à l'article 3.

Article 16.

Les volontaires pourront, jusqu'au moment de leur départ de Trieste, être logés dans les localités disponibles. Les frais d'aménagement de ces localités à l'usage précité seront supportés par le gouvernement autrichien; mais le gouvernement mexicain s'engage à les faire remettre en bon état lorsque cet usage aura cessé.

Article 17.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique garantit aux officiers du corps de volontaires les émoluments suivants:

1° Ils entreront dans ce corps avec le grade immédiatement supérieur à celui qu'ils occupaient en dernier lieu en Autriche.

Leur solde ne sera passible d'aucune taxe. La solde des différents grades sera mise en rapport avec les prix du pays; elle ne pourra être moindre de celle des grades correspondants de la même arme dans l'armée mexicaine et devra être définitivement réglée au plus tard dans le délai de trois mois après l'arrivée du corps de volontaires sur le territoire mexicain, ou plus tôt si faire se peut.

2° L'indemnité d'équipement sera de:

200 florins pour les lieutenants, premiers lieutenants et capitaines d'infanterie,

300 florins pour les lieutenants, premiers lieutenants et capitaines de lanciers et d'artillerie,

400 florins pour les lieutenants, premiers lieutenants et capitaines 1864
de hussards,

100 florins en sus pour les officiers supérieurs,

de 800 à 1000 florins pour les généraux.

3° Indemnité des frais de voyage du lieu de résidence de chaque officier jusqu'à Trieste.

4° L'allocation dite panatica à l'instar des officiers de marine pour le temps de la traversée de Trieste à Vera-Cruz.

5° Logement effectif ou indemnité de logement pendant le séjour au Mexique.

6° Un cheval de service aux frais du gouvernement pour chaque officier de cavalerie et d'artillerie, chaque officier supérieur, aide-de-camp, auditeur et tout autre officier ou employé militaire qui y a droit d'après le système établi en Autriche. Aucun d'eux ne sera tenu au commencement de son service au Mexique de faire acquisition d'un cheval à lui.

7° En marche, chaque officier ou employé ayant rang d'officier sera pourvu d'un mulet pour le transport de ses bagages; les officiers supérieurs, aides-de-camp, auditeurs et, en général, tous ceux qui ont des papiers de chancellerie à transporter, auront deux mulets à leur disposition. Un mulet sera fourni à chaque sous-officier comptable pour le transport des dossiers de la compagnie ou de l'escadron.

8° Les officiers devenus invalides auront droit au traitement indiqué ci-dessus à l'article 10.

9° Les officiers désirant retourner en Autriche après six années de service au Mexique accomplies honorablement, auront droit au passage gratuit jusqu'à Trieste, avec la panatica due en Autriche à leur grade, et à leur arrivée ils toucheront une indemnité d'équipement égale à celle qui leur a été allouée à l'époque de leur entrée au service mexicain, et une indemnité fixée d'après les règlements autrichiens pour les frais de voyage de Trieste au lieu de leur domicile habituel.

10° Les employés militaires ayant rang d'officier seront traités d'après les dispositions ci-dessus énoncées, de même que les officiers.

Article 18.

Les hommes présents sous les drapeaux entreront dans le corps de volontaires avec le grade qu'ils occupaient au service de l'Autriche. Ceux qui y avaient un grade ad honores ne seront promus à ce grade dans le corps de volontaires que s'ils l'ont obtenu antérieurement au 1 mai 1864.

Les sergents-majors, artificiers et autres militaires d'un grade correspondant ne seront enrôlés qu'en qualité de sergents-majors de 2me classe.

1864 Les hommes enrôlés par les bureaux de conscription, qu'ils soient pris dans la réserve ou dans la population civile, n'entreront dans le corps que comme simples soldats; toutefois, les hommes de la réserve revêtus d'un grade, si leur conduite est bonne, seront derechef promus au même grade à l'une des prochaines vacances.

Article 19.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique garantit à la troupe et aux sous-officiers les allocations suivantes:

1° L'engagement pour les soldats d'infanterie sera de . 25 florins.
l'engagement pour les soldats de cavalerie sera de . 30 „
l'engagement pour les soldats des troupes spéciales . 35 „
l'engagement pour les sergents et sergents-majors de 50 „
dont 10 florins leur seront remis aussitôt qu'ils auront été reçus et le reste après leur arrivée à Trieste.

2° Une ration de pain.

3° Une ration de ménage entière.

4° Solde au moins:

a) pour l'infanterie:

simples soldats	15 kr.
exempts et conducteurs de patrouilles	20 „
caporaux	25 „
conducteurs de peloton	30 „
sergents	35 „
sergents-majors	50 „

b) pour la cavalerie et les troupes spéciales:

simples soldats	20 „
exempts et conducteurs de patrouilles	25 „
caporaux	30 „
conducteurs de peloton	35 „
sergents, maréchaux de logis et artificiers	40 „
sergents-majors	55 „

5° Les hommes décorés de médailles et les rengagés continueront à percevoir le supplément de solde dont ils jouissaient en Autriche, et les suppléments pour décorés seront payés même à ceux qui avaient cessé de les toucher parcequ'ils s'étaient retirés du service actif.

6° Les effets d'habillement seront fournis, pour le commencement, dans la mesure prescrite par les règlements autrichiens.

7° Ceux qui, après six années de service (lesquelles ne seront considerées comme interrompues qu'en cas d'emprisonnement pour crime ou de désertion) désireront retourner en Autriche auront droit à un habillement convenable et au passage gratuit jusqu'à Trieste y compris la nourriture à bord. Arrivés à Trieste, ils recevront une

gratification dont le montant sera égal à celui de l'engagement, plus une indemnité de voyage pour se rendre dans leurs foyers. 1864

8. À ceux qui, après avoir fait leur temps, désireraient s'établir au Mexique, le gouvernement mexicain pourra, s'il préfère cette alternative à celle de l'alinéa 7, allouer dans ce pays une dotation en bien-fonds situés dans la zone temperée et fertile, dans la mesure suivante:

12	arpents	de	terrain	pour	les	soldats,
16	„	„	„	„	„	exempts,
20	„	„	„	„	„	caporaux,
24	„	„	„	„	„	sergents,
28	„	„	„	„	„	sergents-majors

avec toutes les facilités nécessaires pour mettre ces terres en valeur.

Les bénéfices stipulés aux deux alinéas, qui précèdent, seront également acquis aux volontaires qui viendraient à être licenciés avant le terme de six ans, sans avoir démérité.

9. Ceux qui, après avoir accompli la cinquième année de leur service au Mexique, voudront y contracter un nouvel engagement, obtiendront la remise de la sixième année de leur première capitulation. Ils auront, en outre, droit à une gratification double de celle qu'ils ont reçue à titre d'engagement, en entrant au service mexicain; à une paie additionnelle de cinq kreuzer et après l'accomplissement de leur deuxième capitulation, à une étendue de terrain double de celle qui est assurée aux licenciés de la première capitulation, ainsi qu'à toutes les autres concessions garanties à ces derniers par les alinéa 7, 8 et 10.

10. Les invalides seront traités d'après les dispositions de l'article 10.

Article 20.

Les dispositions de la présente convention seront d'une manière analogue appliquées aux marins du corps de volontaires.

Article 21.

Les officiers et autres volontaires passant au service du Mexique feront serment de fidélité au drapeau mexicain et d'obéissance à Sa Majesté l'Empereur du Mexique comme chef suprême de l'armée et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique consent, à ce que ce serment soit prêté sur le territoire autrichien.

Article 22.

A partir du moment de la prestation du serment, les officiers et soldats du corps de volontaires devenus désormais officiers et soldats

1864 Les hommes enrôlés par les bureaux de conscription, qu'ils soient pris dans la réserve ou dans la population civile, n'entreront dans le corps que comme simples soldats; toutefois, les hommes de la réserve revêtus d'un grade, si leur conduite est bonne, seront derechef promus au même grade à l'une des prochaines vacances.

Article 19.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique garantit à la troupe et aux sous-officiers les allocations suivantes:

1° L'engagement pour les soldats d'infanterie sera de . 25 florins,
l'engagement pour les soldats de cavalerie sera de . 30 „
l'engagement pour les soldats des troupes spéciales . 35 „
l'engagement pour les sergents et sergents-majors de 50 „
dont 10 florins leur seront remis aussitôt qu'ils auront été reçus et le reste après leur arrivée à Trieste.

2° Une ration de pain.

3° Une ration de ménage entière.

4° Solde au moins:

a) pour l'infanterie:

simples soldats	15 kr.
exempts et conducteurs de patrouilles	20 „
caporaux	25 „
conducteurs de peloton	30 „
sergents	35 „
sergents-majors	50 „

b) pour la cavalerie et les troupes spéciales:

simples soldats	20 „
exempts et conducteurs de patrouilles	25 „
caporaux	30 „
conducteurs de peloton	35 „
sergents, maréchaux de logis et artificiers	40 „
sergents-majors	55 „

5° Les hommes décorés de médailles et les rengagés continueront à percevoir le supplément de solde dont ils jouissaient en Autriche, et les suppléments pour décorés seront payés même à ceux qui avaient cessé de les toucher parcequ'ils s'étaient retirés du service actif.

6° Les effets d'habillement seront fournis, pour le commencement, dans la mesure prescrite par les règlements autrichiens.

7° Ceux qui, après six années de service (lesquelles ne seront considérées comme interrompues qu'en cas d'emprisonnement pour crime ou de désertion) désireront retourner en Autriche auront droit à un habillement convenable et au passage gratuit jusqu'à Trieste y compris la nourriture à bord. Arrivés à Trieste, ils recevront une

mexicain, ce qui leur est dû pour leur entretien en vertu de l'article 19 1864
de cette convention, et qui aura soin de les expédier aussitôt que possible pour Trieste, où ils seront remis à l'autorité militaire mexicaine chargée de les recevoir et d'effectuer leur embarquement.

Article 26.

Pendant le trajet des volontaires en Autriche jusqu'au lieu de leur embarquement ils pourront, en cas de maladie, être recueillis dans les hôpitaux militaires, moyennant remboursement des frais par le gouvernement mexicain qui aura lieu le plus tôt possible.

Article 27.

Tout officier, employé ou tout autre militaire faisant partie du corps de volontaires qui viendrait à être licencié, avant l'expiration des six années, sans qu'il y ait de sa faute, jouira de tous les bénéfices stipulés dans la présente convention à la charge du Mexiquet, comme s'il avait fait son temps au service mexicain.

Article 28.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le 19 octobre 1864.

(L. S.) *Rechberg* m. p. (L. S.) Th. *Murphy* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce confirmatosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio adpromittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, Sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Urbe Imperiali Nostra Vienna Austriae, die decima tertia mensis Februarii anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo quinto, Regnorum Nostrorum decimo septimo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Alexander Comes *a Mensdorff-Pouilly* m. p., M. L. T.

1864 Les hommes enrôlés par les bureaux de conscription, qu'ils soient pris dans la réserve ou dans la population civile, n'entreront dans le corps que comme simples soldats; toutefois, les hommes de la réserve revêtus d'un grade, si leur conduite est bonne, seront derechef promus au même grade à l'une des prochaines vacances.

Article 19.

Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Mexique garantit à la troupe et aux sous-officiers les allocations suivantes:

1° L'engagement pour les soldats d'infanterie sera de . 25 florins.
l'engagement pour les soldats de cavalerie sera de . 30 „
l'engagement pour les soldats des troupes spéciales . 35 „
l'engagement pour les sergents et sergents-majors de 50 „
dont 10 florins leur seront remis aussitôt qu'ils auront été reçus et le reste après leur arrivée à Trieste.

2° Une ration de pain.

3° Une ration de ménage entière.

4° Solde au moins:

a) pour l'infanterie:

simples soldats	15 kr.
exempts et conducteurs de patrouilles	20 „
caporaux	25 „
conducteurs de peloton	30 „
sergents	35 „
sergents-majors	50 „

b) pour la cavalerie et les troupes spéciales:

simples soldats	20 „
exempts et conducteurs de patrouilles	25 „
caporaux	30 „
conducteurs de peloton	35 „
sergents, maréchaux de logis et artificiers	40 „
sergents-majors	55 „

5° Les hommes décorés de médailles et les rengagés continueront à percevoir le supplément de solde dont ils jouissaient en Autriche, et les suppléments pour décorés seront payés même à ceux qui avaient cessé de les toucher parcequ'ils s'étaient retirés du service actif.

6° Les effets d'habillement seront fournis, pour le commencement, dans la mesure prescrite par les règlements autrichiens.

7° Ceux qui, après six années de service (lesquelles ne seront considérées comme interrompues qu'en cas d'emprisonnement pour crime ou de désertion) désireront retourner en Autriche auront droit à un habillement convenable et au passage gratuit jusqu'à Trieste y compris la nourriture à bord. Arrivés à Trieste, ils recevront une

chêne, Commandeur de l'Ordre de la Maison de Hohenzollern, de 1864
l'Ordre Impérial de Léopold et de celui du Danebrog etc., Conseiller intime actuel, Membre du Conseil d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire etc. etc.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

Le Sieur George Joachim de Quaade, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de première classe et de celui de la Couronne de fer de seconde classe etc., Chambellan et Ministre sans portefeuille etc. etc.

et le Sieur Henrik Auguste Théodore de Kauffmann, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre etc., Chambellan et Colonel d'État-major, etc. etc.

lesquels se sont réunis en Conférence à Vienne, et après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenûs des articles suivants:

Article I.

Il y aura à l'avenir paix et amitié entre Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark ainsi qu'entre Leurs héritiers et successeurs, Leurs États et sujets respectifs à perpétuité.

Article II.

Tous les traités et conventions conclus avant la guerre entre les hautes Parties contractantes sont rétablis dans leur vigueur en tant qu'ils ne se trouvent pas abrogés ou modifiés par la teneur du présent Traité.

Article III.

Sa Majesté le Roi de Danemark renonce à tous Ses droits sur les Duchés de Slesvic, Holstein et Lauenbourg en faveur de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, en S'engageant à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces Duchés.

Article IV.

La cession du Duché de Slesvic comprend toutes les Îles appartenant à ce Duché aussi bien que le territoire situé sur la terre ferme.

Pour simplifier la délimitation et pour faire cesser les inconvénients qui résultent de la situation des territoires jutlandais enclavés dans le territoire du Slesvic, Sa Majesté le Roi de Danemark cède à Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse les possessions jutlandaises situées au Sud de la ligne de frontière méridionale du district de Ribe, telles que le territoire jutlandais de Moegel-

1864 tondern, l'île d'Amrom, les parties jutlandaises des îles de Foehr, Sylt et Roemoe etc.

Par contre, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse consentent à ce qu'une portion équivalente du Slesvie et comprenant outre l'île d'Aeroe des territoires servant à former la contiguité du district susmentionné de Ribe avec le reste du Jutland et à corriger la ligne de frontière entre le Jutland et le Slesvic du côté de Kolding, soit détachée du Duché de Slesvic et incorporée dans le Royaume de Danemark.

Article V.

La nouvelle frontière entre le Royaume de Danemark et le Duché de Slesvic partira du milieu de l'embouchure de la baie de Hejlsminde sur la petite Belt, et après avoir traversé cette baie, suivra la frontière méridionale actuelle des paroisses de Hejls, Vejtrup et Taps, cette dernière jusqu'au cours d'eau qui se trouve au Sud de Gejlbjerg et Bräuore, elle suivra ensuite ce cours d'eau à partir de son embouchure dans la Fovs-Aa, le long de la frontière méridionale des paroisses d'Ödis et Vandrup et de la frontière occidentale de cette dernière jusqu'à la Königs-Au (Konge-Aa) au Nord de Holte. De ce point le Thalweg de la Königs-Au (Konge-Aa) formera la frontière jusqu'à la limite orientale de la paroisse de Hjortlund. A partir de ce point le tracé suivra cette même limite et son prolongement jusqu'à l'angle saillant au Nord du village d'Obekjär, et ensuite la frontière orientale de ce village jusqu'à la Gjels-Aa. De là la limite orientale de la paroisse de Seem et les limites méridionales des paroisses de Seem, Ribe et Vester-Vedsted formeront la nouvelle frontière qui, dans la mer du Nord, passera à distance égale entre les îles de Manoe et Roemoe.

Par suite de cette nouvelle délimitation sont déclarés éteints, de part et d'autre, tous les titres et droits mixtes, tant au Séculier qu'au Spirituel qui ont existé jusqu'ici dans les enclaves, dans les îles et dans les paroisses mixtes. En conséquence le nouveau pouvoir souverain, dans chacun des territoires séparés par la nouvelle frontière, jouira à cet égard de la plénitude de ses droits.

Article VI.

Une Commission internationale composée de Représentants des Hautes Parties contractantes sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, d'opérer sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière conformément aux stipulations du précédent Article.

Cette Commission aura aussi à répartir entre le Royaume de Danemark et le Duché de Slesvic les frais de construction de la

nouvelle chaussée de Ribe à Tondern proportionnellement à l'étendue 1864
du territoire respectif qu'elle parcourt.

Enfin la même Commission présidera au partage des biensfonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu en commun à des districts ou des communes séparés par la nouvelle frontière.

Article VII.

Les dispositions des articles XX, XXI et XXII du traité conclu entre l'Autriche et la Russie le 3 mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, aux droits qu'ils exerceront et aux rapports de voisinage dans les propriétés, coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires, ainsi qu'aux propriétés qui, en Slesvic et en Jutland, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne.

Article VIII.

Pour atteindre une répartition équitable de la dette publique de la Monarchie danoise en proportion des populations respectives du Royaume et des Duchés et pour obvier en même temps aux difficultés insurmontables que présenterait une liquidation détaillée des droits et prétentions réciproques, les Hautes Parties contractantes ont fixé la quote-part de la dette publique de la Monarchie danoise qui sera mise à la charge de Duchés, à la somme ronde de vingt neuf millions de Thalers (monnaie danoise).

Article IX.

La partie de la dette publique de la Monarchie danoise qui, conformément à l'article précédent, tombera à la charge des Duchés, sera acquittée, sous la garantie de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, comme dette des trois Duchés susmentionnés envers le Royaume de Danemark, dans le terme d'une année, ou plus tôt si faire se pourra, à partir de l'organisation définitive des Duchés.

Pour l'acquittement de cette dette les Duchés pourront se servir, au total ou en partie, de l'une ou de l'autre des manières suivantes:

1. payement en argent comptant (75 Thalers de Prusse = 100 Thalers monnaie danoise);

2. remise au trésor danois d'obligations non remboursables portant intérêt de 4 p. c. et appartenant à la dette intérieure de la Monarchie danoise;

3. remise au trésor danois de nouvelles obligations d'État à émettre par les Duchés, dont la valeur sera énoncée en Thalers de

1864 Prusse (au taux de 30 la livre) ou en Mark de banque de Hambourg, et qui seront liquidées moyennant une annuité sémestrielle de 3 p. c. du montant primitif de la dette, dont 2 p. c. représenteront l'intérêt de la dette dû à chaque terme, tandisque le reste sera payé à titre d'amortissement.

Le payement susmentionné de l'annuité sémestrielle de 3 p. c. se fera tant par les caisses publiques des Duchés que par des maisons de banque à Berlin et à Hambourg.

Les obligations mentionnées sous 2 et 3 seront reçues par le trésor danois à leur taux nominel.

Article X.

Jusqu'à l'époque où les Duchés se seront définitivement chargés de la somme qu'ils auront à verser conformément à l'article VIII du présent Traité au lieu de leur quote-part de la dette commune de la Monarchie Danoise, ils payeront par sémestre 2 pour cent de la dite somme, c'est à dire 580.000 Thalers (monnaie danoise). Ce payement sera effectué de manière que les intérêts et les à-compte de la dette danoise, qui ont été assignés jusqu'ici sur les caisses publiques des Duchés, seront aussi dorénavant acquittés par ces mêmes caisses. Ces payements seront liquidés chaque sémestre et pour le cas où ils n'atteindraient pas la somme susmentionnée, les Duchés auront à rembourser le restant aux finances Danoises en argent comptant; au cas contraire il leur sera remboursé l'excédant de même en argent comptant.

La liquidation se fera entre le Danemark et les autorités chargées de l'administration supérieure des Duchés d'après le mode stipulé dans le présent article, ou tous les trimestres en tant que de part et d'autre cela serait jugé nécessaire. La première liquidation aura spécialement pour objet tous les intérêts et à-compte de la dette commune de la Monarchie danoise payés après le 23 décembre 1863.

Article XI.

Les sommes représentant l'équivalent dit de Holstein-Ploen, le restant de l'indemnité pour les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg, y compris la dette de priorité dont elles sont grevées, et les obligations domaniales du Slesvic et du Holstein, seront mises exclusivement à la charge des Duchés.

Article XII.

Les Gouvernements d'Autriche et de Prusse se feront rembourser par les Duchés les frais de la guerre.

Article XIII.

Sa Majesté le Roi de Danemark s'engage à rendre immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, avec leurs

argaisons tous les navires de commerce autrichiens, prussiens et 1864
llemands amenés pendant la guerre; ainsi que les cargaisons ppartenant à des sujets autrichiens, prussiens et allemands saisies ur des bâtiments neutres; enfin tous les bâtiments saisis par le Danemark pour un motif militaire dans les Duchés cédés.

Les objets précités seront rendus dans l'état, où ils se trouvent, bona fide, à l'époque de leur restitution.

Pour le cas que les objets à rendre n'existassent plus, on en restituera la valeur et s'ils ont subi depuis leur saisie une diminution notable de valeur, les propriétaires en seront dédommagés en proportion. De même il est reconnu comme obligatoire d'indemniser les fréteurs et l'équipage des navires et les propriétaires des cargaisons de toutes les dépenses et pertes directes qui seront prouvées avoir été causées par la saisie des bâtiments, telles que droits de port ou de rade (Liegegelder), frais de justice et frais encourus pour l'entretien ou le renvoi à domicile des navires et des équipages.

Quant aux bâtiments qui ne peuvent pas être rendus en nature, on prendra pour base des indemnités à accorder la valeur que ces bâtiments avaient à l'époque de leur saisie. En ce qui concerne les cargaisons avariées ou qui n'existent plus, on en fixera l'indemnité d'après la valeur qu'elles auraient eu au lieu de leur destination à l'époque où le bâtiment y serait arrivé d'après un calcul de probabilité.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse feront également restituer les navires de commerce pris par Leurs troupes ou Leurs bâtiments de guerre, ainsi que les cargaisons en tant que celles-ci appartenaient à des particuliers.

Si la restitution ne peut pas se faire en nature, l'indemnité sera fixée d'après les principes susindiqués.

Leurs dites Majestés s'engagent en même temps à faire entrer en ligne de compte le montant des contributions de guerre prélevées en argent comptant par Leurs troupes dans le Jutland. Cette somme sera déduite des indemnités à payer par le Danemark d'après les principes établis par le présent article.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et le Roi de Danemark nommeront une commission spéciale qui aura à fixer le montant des indemnités respectives et qui se réunira à Copenhague au plus tard six semaines après l'échange des ratifications du présent traité.

Cette commission s'efforcera d'accomplir sa tâche dans l'espace de trois mois. Si, après ce terme, elle n'a pu se mettre d'accord sur toutes les réclamations qui lui auront été présentées, celles qui n'auront pas encore été réglées seront soumises à une décision arbitrale. A cet effet Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi

1864 de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark s'entendront sur le choix d'un arbitre.

Les indemnités seront payées au plus tard quatre semaines après avoir été définitivement fixées.

Article XIV.

Le Gouvernement danois restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets des Duchés, par les communes, établissements publics et corporations dans les caisses publiques danoises à titre de cautionnement, dépôts ou consignations.

En outre seront remis aux Duchés:

1° Le dépôt affecté à l'amortissement des bons du trésor (Cassenscheine) holsteinois:

2° le fonds destiné à la construction de prisons;

3° les fonds des assurances contre incendie;

4° la caisse des dépôts;

5° les capitaux provenant de legs appartenant à des communes ou des institutions publiques dans les Duchés.

6° les fonds de caisse (Cassenbehalte) provenant des récettes spéciales des Duchés et qui se trouvaient bona fide dans leurs caisses publiques à l'époque de l'exécution fédérale et de l'occupation de ces pays.

Une commission internationale sera chargée de liquider le montant des sommes susmentionnés en déduisant les dépenses inhérentes à l'administration spéciale des Duchés.

La collection d'antiquités de Flensbourg qui se rattachait à l'histoire du Slesvic mais qui a été en grande partie dispersée lors des derniers événements, y sera de nouveau réunie avec le concours du Gouvernement danois.

De même les sujets danois, communes, établissements publics et corporations qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations dans les caisses publiques des Duchés, seront exactement remboursés par le nouveau Gouvernement.

Article XV.

Les pensions portées sur les budgets spéciaux soit du Royaume de Danemark, soit des Duchés, continueront d'être payées par les pays respectifs. Les titulaires pourront librement choisir leur domicile soit dans le Royaume, soit dans les Duchés.

Toutes les autres pensions tant civiles que militaires (y compris les pensions des employés de la liste civile de feu Sa Majesté le Roi Frédéric VII, de feu Son Altesse Royale Monseigneur le Prince Ferdinand et de feu Son Altesse Royale Madame la Landgrave Charlotte de Hesse, née Princesse de Danemark, et les pensions qui ont été payées jusqu'ici par le Secrétariat des graces [Naades-Secretariat]

...aume et les Duchés d'après la propor- 1864
...tives.

...venu de faire dresser une liste de toutes ... leur valeur de rente viagère en capital et ... à déclarer, si, à l'avenir, ils désirent ... dans le Royaume ou dans les Duchés.

... par suite de ces options, la proportion entre ... c'est-à-dire, entre celle tombant à la charge des ... à la charge du Royaume, ne serait pas ... proportionnel des populations respectives, la ... par la partie que cela regarde.

... assignées sur la Caisse générale des veuves et ... pensions des militaires subalternes, continueront ... par le passé en tant que ces fonds y suffisent. ... supplémentaires que l'État aura à payer à ces ... se chargeront d'une quote-part de ces suppléments ... portion des populations respectives.

... l'institut de rentes viagères et d'assurances pour la ... 1842 à Copenhague, à laquelle les individus originaires ... ont des droits acquis, leur est expressément conservée. ... commission internationale, composée de représentants des ..., se réunira à Copenhague immédiatement après l'échange ... du présent traité pour régler en détail les stipulations ...

Article XVI.

... Gouvernement Royal de Danemark se chargera du payement ... suivants:

... M. la Reine douairière Caroline Amélie,

... A. R. Madame la Princesse héréditaire Caroline,

... A. R. Madame la Duchesse Wilhelmine Marie de Glücks-...

... A. Madame la Duchesse Caroline Charlotte Marianne de ...-Strelitz,

... A. Madame la Duchesse douairière Louise Caroline de ...

... Monseigneur le Prince Frédéric de Hesse,

... AA. Mesdames les Princesses Charlotte, Victoire et Amélie ... Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg.

... part de ce payement tombant à la charge des Duchés ... proportion de leurs populations, sera remboursée au ... danois par celui des Duchés.

... mission mentionnée dans l'article précédent sera égale... de fixer les arrangements nécessaires à l'exécution du

1864

Article XVII.

Le nouveau Gouvernement des Duchés succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration de Sa Majesté le Roi de Danemark pour des objets d'intérêt public concernant spécialement les pays cédés.

Il est entendu que toutes les obligations résultant de contrats stipulés par le Gouvernement danois par rapport à la guerre et à l'exécution fédérale, ne sont pas comprises dans la précédente stipulation.

Le nouveau Gouvernement des Duchés respectera tout droit légalement acquis par les individus et les personnes civiles dans les Duchés.

En cas de contestation les Tribunaux connaîtront des affaires de cette catégorie.

Article XVIII.

Les sujets originaires des territoires cédés, faisant partie de l'armée ou de la marine danoises, auront le droit d'être immédiatement libérés du service militaire et de rentrer dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entr'eux qui resteront au service de Sa Majesté le Roi de Danemark, ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes droits et garanties sont assurés de part et d'autre aux employés civils originaires du Danemark ou des Duchés qui manifesteront l'intention de quitter les fonctions qu'ils occupent respectivement au service soit du Danemark, soit des Duchés ou qui préféreront conserver ces fonctions.

Article XIX.

Les sujets domiciliés sur les territoires cédés par le présent traité jouiront pendant l'espace de six ans à partir du jour de l'échange des ratifications et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens-meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les États de Sa Majesté danoise, auquel cas la qualité de sujets danois leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires cédés.

La même faculté est accordée réciproquement aux sujets danois et aux individus originaires des territoires cédés et établis dans les États de Sa Majesté le Roi de Danemark.

Les sujets qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai susdit de six ans s'applique aussi aux sujets originaires soit du Royaume de Danemark, soit des territoires cédés qui, à

l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouve- 1864
ront hors du territoire du Royaume de Danemark ou des Duchés. Leur déclaration pourra être reçue par la Mission danoise la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque du Royaume ou des Duchés.

Le droit d'indigénat tant dans le Royaume de Danemark que dans les Duchés, est conservé à tous les individus qui le possèdent à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité.

Article XX.

Les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires cédés, qui se trouvent dans les archives du Royaume de Danemark, seront remis aux commissaires du nouveau Gouvernement des Duchés aussitôt que faire se pourra.

De même toutes les parties des archives de Copenhague qui ont appartenu aux Duchés cédés et ont été tirées de leurs archives, leur seront délivrées avec les listes et registres y relatifs.

Le Gouvernement danois et le nouveau Gouvernement des Duchés s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le Danemark et les Duchés.

Article XXI.

Le commerce et la navigation du Danemark et des Duchés cédés jouiront réciproquement dans les deux pays des droits et priviléges de la nation la plus favorisée en attendant que des traités spéciaux règlent cette matière.

Les exemptions et facilités à l'égard des droits de transit qui, en vertu de l'article II du traité du 14 mars 1857, ont été accordées aux marchandises passant par les routes et les canaux qui relient ou relieront la mer du Nord à la mer Baltique, seront applicables aux marchandises traversant le Royaume et les Duchés par quelque voie de communication que ce soit.

Article XXII.

L'évacuation du Jutland par les troupes alliées sera effectuée dans le plus bref délai possible, au plus tard dans l'espace de trois semaines après l'échange des ratifications du présent traité.

Les dispositions spéciales relatives à cette évacuation sont fixées dans un protocole annexé au présent traité.

Article XXIII.

Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, les Hautes Parties contractantes déclarent et promettent qu'aucun

1864 individu compromis à l'occasion des derniers événements, de quelque classe et condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Article XXIV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de trois semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le 30ième jour du mois d'octobre de l'an de grace mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) *Rechberg* m. p. (L. S.) *Balan* m. p.
(L. S.) *Brenner* m. p. (L. S.) *Quaade* m. p.
(L. S.) *Werther* m. p. (L. S.) *Kauffmann* m. p.

Annexe.

Protocole

concernant l'évacuation du Jutland par les troupes alliées.

Conformement à l'article XXII du traité de paix conclu aujourd'hui entre Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemark, d'autre part, les hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes:

I.

L'évacuation du Jutland par les troupes alliées s'effectuera au plus tard dans l'espace de trois semaines, de manière qu'à la fin de la première semaine seront évacués: les bailliages de Hjörring, Thisted, Viborg, Aalborg et Randers, à la fin de la deuxième semaine, outre les baillages susmentionnés, ceux d'Aarhuus, Skanderborg et Ringkjöbing, et à la fin de la troisième semaine sera évacué tout le territoire du Jutland.

II.

Le jour de l'échange des ratifications du présent traité, le Gouvernement militaire actuel du Jutland cessera ses fonctions. Toute l'administration du pays passera dès lors aux mains d'un Commissaire nommé par le Gouvernement Royal de Danemark, qui se trouvera pendant toute la durée de l'évacuation, dans le même endroit que le quartier général du Commandant en Chef des troupes alliées en Jutland.

III. 1864

Les autorités danoises du Jutland fourniront sans contestation tout ce dont les troupes alliées auront besoin pour leur logement, leur approvisionnement et leurs moyens de transport (Vorspann) aussi longtemps que ces troupes se trouveront sur le territoire jutlandais. Le Gouvernement Royal de Danemark rendra son Commissaire responsable de l'exécution de la précédente stipulation. Les prestations mentionnées dans le présent article seront limitées au plus strict nécessaire.

IV.

Tous les lazarets, postes de campagne et lignes télégraphiques, établis actuellement pour les troupes alliées continueront de servir jusqu'à ce que l'évacuation des bailliages respectifs soit complétement effectuée et sans préjudice pour les établissements analogues de l'administration danoise. Le Gouvernement Royal de Danemark garantit expressément qu'il ne sera mis aucune entrave à l'exécution ponctuelle du présent article.

V.

Dans le cas que, lors de l'évacuation du Jutland, des malades ou des blessés de l'armée alliée dussent être laissés en arrière, le Gouvernement Royal de Danemark s'oblige d'avoir soin qu'ils soient convenablement traités et soignés et de les faire transporter moyennant Vorspann après leur guérison jusqu'à la plus prochaine station militaire des troupes alliées.

VI.

À dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité, tous les frais occasionnés par les préstations susdites pour le logement, l'approvisionnement, le traitement des malades et les moyens de transport (Vorspann) seront remboursés par les troupes alliés d'après les stipulations du règlement d'approvisionnement en vigueur pour l'armée de la Confédération germanique sur le territoire fédéral.

Rechberg m. p. *Balan* m. p.
Brenner m. p. *Quaade* m. p.
Werther m. p. *Kauffmann* m. p.

Nos visis perpensisque omnibus et singulis tractatus hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes tractatus tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

1864 Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austriae die decimo quarto mensis Novembris anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo quarto, Regnorum Nostrorum decimo sexto.

Franciscus Josephus m. p (LS)

Alexander Comes *a Mensdorff-Pouilly* m. p., M. L. T.

Protocole.

Pour faciliter l'exécution de l'article III du traité de paix conclu aujourd'hui entre Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus par le protocole présent de la disposition suivante.

Sa Majesté le Roi de Danemark adressera immédiatement après l'échange des ratifications du susdit traité des proclamations aux populations des pays cédés pour leur faire connaître le changement qui a eu lieu dans leurs positions et les dégager de leur serment de fidélité.

Fait à Vienne, ce 30 octobre 1864.

Rechberg m. p. *Balan* m. p.
Brenner m. p. *Quaade* m. p.
Werther m. p. *Kauffmann* m. p.

278.

19 novembre 1864.

Note du baron d'Oed, envoyé extraordinaire du Roi de Wurtemberg à Vienne au ministère I. R. des affaires étrangères concernant le traitement des sujets étrangers en Wurtemberg à l'égard du bénéfice d'indigence dans les procédures en matière civile.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Höherem Auftrage gemäss beehrt sich der ergebenst Unterzeichnete, k. württembergischer Gesandter, einem k. k. österreichischen Ministerium des Aeussern nachfolgende Mittheilung zu machen:

Einer Anzeige des k. württembergischen Oberamtsgerichtes Saulgau zufolge hat sich das k. k. österreichische Bezirksamt Landeck schon vor längerer Zeit dafür verwendet, dass der N. N.

von Landeck behufs einer bei dem gedachten Oberamtsgerichte gegen 1864
den N. N. von Pfrungen, württembergischen Oberamts Saulgau, anhängig zu machenden gerichtlichen Klage auf Schadenersatz wegen Körperverletzung zum Armenrechte zugelassen, und für denselben ein Armenanwalt aufgestellt werden möchte. Das Oberamtsgericht Saulgau hat desshalb höheren Orts angefragt, ob mit Rücksicht auf die Voraussetzung der Reciprocität die Zulassung österreichischer Unterthanen zum Armenrechte bei den diesseitigen Gerichten keinem Anstande unterliege.

Um in dieser Beziehung die genannte Gerichtsstelle bescheiden zu können, hegt das königl. württembergische Justiz-Ministerium den Wunsch, es möchten bei der k. k. österreichischen Regierung Erkundigungen darüber eingezogen werden, ob die diesseitigen Staatsangehörigen in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten bei den österreichischen Gerichten unter denselben Bedingungen und mit der gleichen Wirkung zum Armenrechte zugelassen werden, wie die eigenen Staatsangehörigen, und worin im Wesentlichen die Vortheile bestehen, welche die Zulassung zum Armenrechte in Oesterreich gewähren.

Da es der k. k. Regierung zum Zwecke der Beantwortung dieser Fragen erwünscht sein dürfte, von den in Betreff der Zulassung von Ausländern zum Armenrechte in Württemberg geltenden Grundsätzen nähere Kenntniss zu erhalten, so wird in dieser Beziehung hier bemerkt, dass nach einer bei den diesseitigen Gerichten längst bestehenden, durch eine Normalverfügung des Justizministeriums vom 11. September 1834 (II. Ergänzungsband zum Regierungsblatt S. 25 u. 26) gutgeheissenen Uebung Ausländer in bürgerlichen Rechtssachen unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit unter den gleichen Bedingungen und mit denselben Wirkungen wie Inländer zum Armenrechte zugelassen werden, und dass die Vortheile, worin diese Rechtswohlthat im Wesentlichen sich äussere, in der Befreiung von Gerichtssporteln, in der unentgeltlichen Gewährung eines rechtskundigen Armenanwalts, und in der Uebernahme der der armen Partei als Producentin obliegenden Zeugengebühren sowie sonstiger unvermeidlicher Beweiseinzugskosten und ähnlicher barer Auslagen auf die diesseitige Staatscasse bestehen.

Hiernach erlaubt sich der ergebenst Unterzeichnete, ein k. k. österreichisches Ministerium zu ersuchen, eine dem zuvor gedachten Wunsche des königl. württembergischen Justizministeriums entsprechende gefälligste Einleitung treffen, und ihm seinerzeit deren Ergebniss gefälligst mittheilen zu wollen.

Noch benützt derselbe diesen Anlass zu wiederholter Versicherung seiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Wien, am 19. November 1864.

Freiherr *von Oed.*

1864

279.

24 novembre 1864.

Déclaration ministérielle concernant l'abolition mutuelle du droit de détraction entre les pays autrichiens en dehors de la Confédération Germanique et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen. Déclaration ministérielles échangées le 10 décembre 1864.

(R. G. B. 1865. Nr. 1.)

Ministerialerklärung vom 24. November 1864, betreffend die gegenseitige Aufhebung des Abfahrtsgeldes zwischen den nicht zum deutschen Bunde gehörigen Königreichen und Ländern des österreichischen Kaiserstaates und dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen. Ausgetauscht gegen eine gleichlautende Erklärung des fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'schen Ministeriums vom 10. December 1864.

Die kaiserlich-königliche österreichische Regierung und die fürstliche Regierung zu Schwarzburg-Sondershausen sind übereingekommen, zwischen den nicht zum deutschen Bunde gehörenden Königreichen und Ländern des österreichischen Kaiserstaates einerseits und dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen anderseits die volle Freizügigkeit des Vermögens in derselben Weise einzuführen, wie selbe zwischen sämmtlichen deutschen Bundesstaaten in Folge des Bundesbeschlusses vom 23. Juni 1817 *) besteht.

Es soll demnach von nun an bei dem Abzuge von Vermögenschaften aus irgend einem der Königreiche und Länder des österreichischen Kaiserstaates nach dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen und umgekehrt, sei es aus Anlass einer Auswanderung, eines Erbfalles oder einer sonstigen Eigenthumsübertragung, keinerlei Abfahrtsgeld oder Nachsteuer erhoben werden.

Zur Urkund dessen ist von dem unterzeichneten k. k. Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten die gegenwärtige Erklärung zum Austausche gegen eine gleichlautende Erklärung des fürstlich Schwarzburg'schen Staatsministeriums zu Sondershausen ausgestellt worden.

Wien, am 24. November 1864.

Seiner k. k. Apostolischen Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

Graf *Mensdorff* m. p.

---

*) Justiz-Gesetz-Sammlung Nr. 1652.

280. 1864

30 novembre 1864.

Traité conclu à Vienne entre l'Autriche et la Saxe concernant la jonction du chemin de fer de Voitersreuth-Eger avec les chemins de fer de Bohème. Ratifications échangées à Vienne le 30 décembre 1864.

(R. G. B. 1865, Nr. 2.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Sachsen vom 30. November 1864, über den Anschluss der Voitersreuth-Egerer Eisenbahn an die böhmischen Eisenbahnlinien. Abgeschlossen zu Wien am 30. November 1864. Von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 18. December 1864. Die beiderseitige Ratificirungsauswechslung erfolgte zu Wien am 30. December 1864.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Sachsen zum Zwecke des Anschlusses der Voitersreuth-Egerer Eisenbahn an die böhmischen Eisenbahnlinien am 30. November 1864 zu Wien ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Sachsen haben, von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahnverbindungen der beiderseitigen Staatsgebiete zu vervollständigen und zu diesem Ende ein Uebereinkommen abzuschliessen, zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich

Allerhöchstihren Ministerialrath im Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, Dr. Vincenz Maly, Ritter von Vevanovic.

Seine Majestät der König von Sachsen

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlichen Hofe, wirklichen geheimen Rath und Kammerherrn, Rudolph von Könneritz,

welche nach gegenseitiger Mittheilung und Anerkennung ihrer Vollmachten über folgende Punkte übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die königlich sächsische Regierung verpflichtet sich, auf ihre Kosten eine Eisenbahn von dem sächsischen Voigtlande aus in der Richtung über Brambach, Schönberg, Voitersreuth und Franzensbad nach Eger zum Anschlusse an die von der bayerischen Ostbahngesellschaft herzustellende Strecke Waldsassen-Eger zu erbauen und zu

1864 betreiben; und die k. k. österreichische Regierung ertheilt ihre Einwilligung zum Baue und Betriebe der genannten Eisenbahn (soweit dieselbe auf österreichisches Gebiet fällt) durch die königlich sächsische Regierung unter den nachstehenden Bedingungen:

Artikel 2.

Der Bau der im Artikel 1 erwähnten Linie ist spätestens binnen drei Jahren, vom Tage der Genehmigung des Bauprojectes an gerechnet, und längstens bis zum Schlusse des Jahres 1866 zu vollenden und ordnungsmässig in Betrieb zu setzen und zu erhalten.

Artikel 3.

Die Bauten sind nach den von der k. k. österreichischen Staatsverwaltung zu genehmigenden Plänen auszuführen.

Artikel 4.

Nach der commissionell festgesetzten Trace hat die erwähnte Bahn bei Voitersreuth die böhmisch-sächsische Grenze zu überschreiten.

Artikel 5.

Die zu erbauende Eisenbahn hat auf beiderseitigen Gebieten gleichmässig eine Spurweite von 4 Fuss 8½ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen zu erhalten, und soll bezüglich der Einrichtungen des Baues (namentlich auch rücksichtlich der Construction des Oberbaues), dann bezüglich der Betriebsmittel und der Signalisirungsvorrichtungen mit den diesfälligen, auf den übrigen königlich sächsischen Bahnen bestehenden und von der königlich sächsischen Regierung genehmigten analogen Einrichtungen übereinstimmen.

Auch sollen die auf solche Weise construirten Locomotive und Waggons (welche die königlich sächsische Regierung in Betreff ihrer Betriebsfähigkeit einer sorgfältigen Prüfung unterwerfen und sorgfältig überwachen wird) auch auf die in Oesterreich gelegene Strecke der fraglichen Bahn übergehen dürfen.

Artikel 6.

Die königlich sächsische Regierung übernimmt die Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die Voitersreuth-Egerer und Asch-Egerer Bahn in der Strecke zwischen Eger und dem Abzweigungspunkte der Voitersreuther und Ascher Linie eine doppelte Fahrbahn erhalte, und dass ferner an der Egerbrücke entsprechende Sprengvorrichtungen nach hierüber vom k. k. Kriegsministerium unter Einsendung der bezüglichen Baupläne einzuholenden näheren Bestimmungen angebracht werden.

Artikel 7. 1864

Der Grenzbahnhof für die im Artikel 1 erwähnte Eisenbahn ist in Voitersreuth auf österreichischem Gebiete zu erbauen.

Artikel 8.

Die königlich sächsische Regierung übernimmt die Verpflichtung, in dem Grenzbahnhofe zu Voitersreuth im Interesse der verschiedenen österreichischen Verwaltungszweige die erforderlichen Amts- und Wohnungslocalitäten herzustellen, und den k. k. österreichischen Behörden unentgeltlich zur Verfügung zu übergeben, und zwar:

a) für den Finanzdienst:
1 Zimmer für den Amtsleiter pr. 6 Quadratklafter,
1 Zimmer für die Manipulation pr. 12 Quadratklafter,
1 Magazin pr. 40 Quadratklafter,
1 Zimmer für den Amtsdiener 4 Quadratklafter,
1 Zimmer für 4 Mann Wache,
1 Wohnung für den Amtsleiter (von 3 Zimmern, 1 Kammer, 1 Küche, 1 Vorhaus) pr. 50 Klafter, zusammen daher 124 Quadratklaftern;

b) für den Post- und Telegraphendienst:
die dem jedesmaligen Bedürfnisse entsprechenden Amtslocalitäten, desgleichen

c) für den Passantendienst, falls derselbe in der Folge nicht mehr von den Finanzorganen besorgt werden könnte.

Artikel 9.

Rücksichtlich der für die verschiedenen Verwaltungszweige im Bahnhofe zu Eger erforderlichen Localitäten übernimmt die königlich sächsische Regierung die Verpflichtung, in Betreff der Mitbenützung der von der Verwaltung der königlich bayerischen Ostbahnen in dem Bahnhofe zu Eger hergestellten Räume und Bauten für Zwecke der im Artikel 1 erwähnten Bahn mit der genannten Verwaltung ein entsprechendes Uebereinkommen zu treffen, und derselben nach Massgabe dieser Mitbetheiligung eine angemessene Vergütung zu leisten.

Nebstbei aber hat die königlich sächsische Regierung in dem Bahnhofe zu Eger eine 80 Klafter lange Rampe zur Einwaggonirung von Pferden und Fuhrwerken zu erbauen, oder die Mitbenützung der von der königlich bayerischen Ostbahngesellschaft in dem Bahnhofe zu Eger herzustellenden Rampe für die Zwecke der im Artikel 1 erwähnten Bahn gehörig und mit Zustimmung der k. k. österreichischen Staatsverwaltung sicherzustellen.

1864

Artikel 10.

Zum Zwecke des Baues der im Artikel 1 erwähnten Eisenbahn auf österreichischem Gebiete wird das Recht der Expropriation nach den diesfalls in Oesterreich geltenden gesetzlichen Vorschriften in Ansehung jener Räume zugestanden, welche nach der Entscheidung der hierzu berufenen österreichischen Behörde für unumgänglich nothwendig erkannt werden.

Artikel 11.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt) bleibt in Ansehung der das kaiserlich österreichische Gebiet und beziehungsweise das königlich sächsische Gebiet durchschneidenden Bahnstrecken auf dem österreichischen Gebiete Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und auf dem sächsischen Gebiete Seiner Majestät dem Könige von Sachsen ausschliesslich vorbehalten.

Artikel 12.

Unbeschadet des Hoheits- und Aufsichtsrechtes der contrahirenden Regierungen über die in ihrem Gebiete gelegene Bahnstrecke soll die Bahnbetriebspolizei unter Aufsicht der dazu in jedem Staatsgebiete competenten Behörden und in Gemässheit der für jedes Gebiet geltenden Vorschriften zunächst durch die Beamten der Eisenbahnbetriebsverwaltung gehandhabt werden, welchen auch auf österreichischem Gebiete jene Befugnisse eingeräumt werden, welche für die Beamten österreichischer Bahnen Geltung haben. Auch wird die kaiserlich österreichische Regierung Vorsorge treffen, dass diese Bahnbeamten auf der in Oesterreich gelegenen Strecke in Ausübung der bahnpolizeilichen Amtshandlungen von den Staatsorganen die nöthige Unterstützung erhalten.

Artikel 13.

Die Ernennung der für den Betrieb auf der in Oesterreich gelegenen Strecke erforderlichen Beamten und Diener kommt der königlich sächsischen Regierung zu, welche über dieselben auch die Disciplinargewalt im Dienste auszuüben hat.

Auch bleibt derselben vorbehalten:

1. die Untersuchung gegen die auf den Bahnhöfen zu Voitersreuth, Franzensbad und Eger und auf der bezeichneten Bahnstrecke verwendeten sächsischen Staatsangehörigen:

a) wegen etwaigen von ihnen durch Verletzung dienstlicher Obliegenheiten auf der Eisenbahn verursachten Unglücksfälle und Beschädigungen,

b) wegen der gegen den sächsischen Staat begangenen Verbrechen und Vergehen;

2. hinsichtlich der Civiljustiz: 1864

a) die Regulirung der Nachlässe jener Beamten und Diener,

b) die Beschlussfassung über die zu dem Vermögen derselben zu eröffnenden Concurse und die Leitung der letzteren, wobei jedoch der österreichischen Justizbehörde die Einleitung eines Particularconcurses zu dem auf österreichischem Gebiete befindlichen Theile solchen Vermögens unbenommen bleibt.

Die königlich sächsische Regierung wird die Behörde, welche sich dieser vorbehaltenen Gerichtsbarkeit zu unterziehen hat, bestimmen.

Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale untersteht im Uebrigen, während des Aufenthaltes auf österreichischem Gebiete, den österreichischen Gesetzen und Polizeivorschriften.

Bei allenfälliger Verhaftnahme der conventionsmässig auf österreichischem Gebiete aufgestellten königlich sächsischen Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamten hat das in den §§. 158 und 321 der Strafprocessordnung vom 29. Juli 1853 (Nr. 151 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1853) vorgeschriebene Verfahren in Anwendung zu kommen.

Artikel 14.

Die königlich sächsische Regierung leistet die Zusage, dass innerhalb des österreichischen Gebietes solche Beamte, Diener und Arbeiter, welche wegen gemeiner Verbrechen und Vergehen, wegen Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen verurtheilt worden sind, zum Dienste und beziehungsweise zur Arbeit wissentlich nicht werden verwendet werden.

Artikel 15.

Bei dem Baue und Betriebe der im Artikel 1 erwähnten, auf österreichischem Gebiete gelegenen Bahnstrecke ist sich nach dem Inhalte des gegenwärtigen Vertrages, sowie nach den diesfälligen österreichischen Gesetzen (namentlich nach dem Eisenbahnconcessionsgesetze vom 14. September 1854*) und der Eisenbahnbetriebsordnung vom 16. November 1851**), sowie nach den etwa künftig zu erlassenden Verordnungen zu benehmen.

Die Bahnverwaltung wird jedoch der im §. 69 der Eisenbahnbetriebsordnung vorgesehenen Entrichtung eines Pauschales für die erhöhten Kosten der Polizeiaufsicht und für die gefällsämtliche Ueberwachung enthoben.

Artikel 16.

Auf der gedachten Strecke ist daher auch insbesondere die Post nach Vorschrift des §. 68 der gedachten Eisenbahnbetriebsordnung

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1854, Nr. 238.

**) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1852, Nr. 1.

1864 zu befördern, wobei die kaiserlich österreichische Postverwaltung im Einverständnisse mit der königlich sächsischen Postverwaltung für einen von der Station Eger täglich abgehenden Zug die Abfahrtsstunden und dessen Geschwindigkeit zu bestimmen befugt ist.

So oft der Postdienst auf der in Osterreich gelegenen Strecke mehr als einen achträdrigen Wagen (oder zwei vierrädrige) erfordert, erhält die Bahnverwaltung für jeden weiteren beizustellenden Wagen eine zu vereinbarende billige Entschädigung per Meile.

Artikel 17.

Die königlich sächsische Bahnverwaltung hat ferner die Verpflichtung, längs der Bahn auf ihrem Grund und Boden der kaiserlich österreichischen Staatstelegraphenverwaltung die Herstellung von Telegraphenleitungen ohne besondere Vergütung oder Entschädigung zu gestatten, und die Bewachung der hergestellten Leitungen durch ihr Bahnpersonale ohne besonderes Entgelt zu übernehmen. Dagegen hat auch die Bahnverwaltung das Recht, die Drähte für den Betriebstelegraphen an die Pfähle des Staatstelegraphen zu befestigen; doch bleibt die Benützung des Ersteren ausschliesslich auf die den Betrieb betreffenden Mittheilungen beschränkt, und steht daher diese Benützung unter dem Einflusse und der Beaufsichtigung der österreichischen Staatsverwaltung.

Artikel 18.

Insofern sich die Nothwendigkeit ergeben sollte, über die Manipulation des Post- und Telegraphendienstes, sowie die Zollabfertigung und Polizeieinrichtung (namentlich auf der Grenzstation) noch nähere besondere Verabredungen zu treffen, sollen dieselben von Commissarien der beiderseitigen Regierungen nachträglich gepflogen werden.

Artikel 19.

Der k. k. österreichischen Staatsverwaltung wird das Recht vorbehalten, die Einmündung anderer Bahnen in die im Artikel 1 erwähnte auf österreichischem Gebiete hergestellte Strecke zu gestatten, und die Modalitäten dieser Einmündung und des diesfälligen Anschlussdienstes nach gepflogener Rücksprache mit der königlich sächsischen Regierung festzusetzen.

Artikel 20.

Die Festsetzung der Tarife und der Fahrordnung für die im Artikel 1 erwähnte Eisenbahn bleibt der königlich sächsischen Regierung vorbehalten, welche jedoch hierbei die Interessen des Verkehres gehörig berücksichtigen wird.

Die Tarife und Transportbestimmungen sollen für die in den 1864
beiderseitigen Gebieten zu erbauende Eisenbahnstrecke nach vollkommen gleichen Grundsätzen festgestellt werden, und dürfen für das Publikum keine ungünstigeren Bestimmungen in Anwendung kommen, als auf den im Königreiche Sachsen befindlichen Staatsbahnen.

Artikel 21.

Die Militärtransporte sind auf der in Oesterreich gelegenen Eisenbahnstrecke nach ermässigten Preisen zu besorgen, welche für Militär einzeln oder in Körpern ein Dritttheil, für Pferde, Gepäck, Militärgüter und Kriegsmateriale die Hälfte der gewöhnlichen Gebühr betragen; für Frachtstücke, welche in keiner Tarifclasse angeführt sind, wird die Fracht nach der für Waaren zweiter Classe bestehenden Gebühr bezahlt.

Diese Bestimmung findet auch auf die k. k. Gendarmerie und Finanzwache Anwendung.

Artikel 22.

Staatsbeamte, Angestellte und Diener, welche im Auftrage der die Aufsicht über die Verwaltung und den Betrieb führenden österreichischen Behörde oder zur Wahrung der Interessen des österreichischen Aerars in Folge dieser Convention oder aus Gefällsrücksichten die Eisenbahn benützen und sich mit dem Auftrage ihrer Behörde ausweisen, sind sammt ihrem Gepäcke unentgeltlich zu befördern.

Artikel 23.

Die im Artikel 1 erwähnte Eisenbahn wird als beiderseitige Zollstrasse erklärt, und auf derselben allen nicht einem unbedingten Ein-, Aus- und Durchfuhrsverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tage als bei Nacht für den vorschriftsmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Bloss rücksichtlich der Einfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole in Oesterreich bleibt die Bestimmung des §. 19, lit. *a)* der österreichischen Zoll- und Staatsmonopolsordnung vom 11. Juli 1835 aufrecht.

Artikel 24.

Die Zollbehandlungen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr mittelst der im Artikel 1 erwähnten Bahn sollen in den Bahnhöfen zu Voitersreuth und Eger vorgenommen werden.

Zu diesem Ende soll (nachdem in Eger ohnehin in Folge des mit der königlich bayerischen Regierung rücksichtlich der Strecke Hof - Eger - Waldsassen geschlossenen Eisenbahnvertrages ddo. 17. Juni *), ratificirt 12. Juli 1863 ein königlich bayerisches und

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1863, Nr. 71.

1864 beziehungsweise zollvereinsländisches Zollamt aufgestellt wird, welches auch auf der Strecke Eger-Voitersreuth die erforderlichen Zollamtshandlungen vornehmen kann), von den contrahirenden Regierungen auch noch in dem Bahnhofe zu Voitersreuth ein Grenzzollamt errichtet und beziehungsweise zusammengelegt werden.

Diesem Grenzzollamte sind mindestens die durch die Bestimmungen und die Verhältnisse eines Grenzbahnhofes bedingten Befugnisse eines Nebenzollamtes 1. Classe mit Begleitschein-Aus- und Abfertigungsbefugnissen einzuräumen, und sind die Befugnisse dieses Amtes entsprechend zu erweitern, wenn dies der Verkehr in der Folge erfordern sollte.

Die kaiserlich österreichische Regierung gestattet Zollfreiheit:

a) für alle den königlich sächsischen Aemtern in den Bahnhöfen von Voitersreuth, Franzensbad und Eger, sowohl zur ersten Einrichtung als auch für den laufenden Dienst erforderlichen Gegenstände, sowie für die Uersiedlungseffecten der sächsischen Bediensteten;

b) für alle zum Baue, Bauunterhaltung und Betriebe der Voitersreuth-Egerer Bahn auf österreichischem Gebiete benöthigten Gegenstände, welche von der königlich sächsischen Eisenbahnverwaltung aus ihren in Sachsen befindlichen Magazinen, Depots und Werkstätten bezogen werden, in beiden (ad *a* und *b*) erwähnten Fällen jedoch gegen Beibringung von Specificationen und Certificaten der einschlägigen königlich sächsischen Behörden über die Bestimmung und Nothwendigkeit der Verwendung der fraglichen Gegenstände auf der in Oesterreich gelegenen Strecke und gegen Beobachtung der für den ausnahmsweisen zollfreien Bezug von Gegenständen in Oesterreich vorgezeichneten Bedingungen.

Die Controle über die Verwendung dieser Gegenstände wird durch die beiderseitigen Zollbehörden im gegenseitigen Benehmen festgesetzt werden.

Artikel 25.

Die wegen der Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahn unter den beiden Regierungen schon bestehenden oder noch zu vereinbarenden Bestimmungen sollen auch auf die in Rede stehende Eisenbahnverbindung Anwendung finden.

Ueberhaupt soll bei der Passrevision jede nach den in den beiderseitigen Staaten bestehenden Gesetzen zulässige Erleichterung und Vereinfachung im Interesse des Verkehres eintreten.

Artikel 26.

Von der innerhalb des österreichischen Gebietes gelegenen Strecke der im Artikel 1 erwähnten Eisenbahn sollen mit Rücksicht

auf deren geringe Ausdehnung und Unselbstständigkeit mit Ausnahme der Grundsteuer für die eingelösten und sonst erworbenen Gründe und sonstigen Objecte keinerlei Abgaben und Steuern erhoben werden. 1864

Die gedachte Eisenbahnunternehmung bleibt daher auch rücksichtlich der auf österreichischem Gebiete gelegenen Strecke von der Stempel- und Gebührenentrichtung rücksichtlich ihrer Bücher und Fahrkarten und sonstigen Schriften befreit, und hat demnach bei derselben die Stempel- und Gebührenentrichtung bloss hinsichtlich der in Oesterreich abgeschlossenen förmlichen Rechtsgeschäfte und ausgestellten eigentlichen Rechtsurkunden einzutreten.

Artikel 27.

Die Dauer der von der österreichischen Regierung zum Betriebe der fraglichen Eisenbahnstrecke ertheilten Concession wird auf 60 Jahre, vom Tage der Betriebseröffnung an gerechnet, festgesetzt, nach deren Verlauf das Eigenthum der auf österreichischem Gebiete gelegenen Bahnstrecke von der sächsisch-böhmischen Grenze bei Voitersreuth an sammt allen unbeweglichen Zugehörungen ohne Entgelt lastenfrei und unmittelbar an den österreichischen Staat übergeht.

Sollte innerhalb dieser Concessionsdauer der Reinertrag nicht hinreichen, das Anlagecapital sammt Zinsen zu tilgen, so verbleibt der königlich sächsischen Regierung der ungeschmälerte Betrieb der Bahn auf so lange, bis nebst der Verzinsung auch der Ersatz des Capitals erfolgt ist.

Der österreichischen Staatsverwaltung bleibt aber auch das Recht vorbehalten, die fragliche, auf österreichischem Gebiete liegende Bahnstrecke zu jeder Zeit nach vorausgegangener halbjähriger Kündigung gegen Erlag (in Silber) der Anlagekosten und der etwa hiervon ausständigen Zinsen einzulösen.

Artikel 28.

Im Falle die gedachte, auf österreichischem Gebiete gelegene Bahnstrecke nach Ablauf der Consessionsdauer oder durch Einlösung von der k. k. österreichischen Regierung erworben werden sollte, wird für die entsprechende Fortführung des Betriebes auf dieser Strecke durch ein besonderes Uebereinkommen Vorsorge getroffen werden.

Artikel 29.

Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der Ratificationsurkunden spätestens binnen vier Wochen in Wien bewirkt werden.

1864 Zur Beglaubigung dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und besiegelt.

Wien, am 30. November 1864.

(L. S.) *Maly* m. p. (L. S.) R. *v. Könneritz* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses aus 29 Artikeln bestehenden Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 18. December im Jahre des Heils 1864, Unserer Reiche im siebzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *v. Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L.

Schlussprotokoll zu dem von der k. k. österreichischen Regierung mit der königlich sächsischen Regierung geschlossenen Staatsvertrage ddo. 30. November 1864.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind bei dem Abschlusse des Staatsvertrages in Betreff der Brambach-Voitersreuth-Eger-Eisenbahn übereingekommen, folgende Erläuterungen und Erklärungen in dem gegenwärtigen Schlussprotokolle niederzulegen.

Ad Artikel 1.

Insoferne die fragliche Bahn nach den genehmigten Plänen noch vor Voitersreuth an mehreren Stellen das österreichische Gebiet durchschneidet, versteht es sich von selbst, dass die Bestimmungen des erwähnten Vertrages auch auf diese Strecken Anwendung finden, jedoch mit Ausschluss des Artikels 27.

Ad Artikel 7.

Obgleich der Grenzbahnhof zu Voitersreuth zu erbauen und daselbst ein gemeinschaftliches Grenzzollamt zu errichten ist, wird doch auch in Brambach eine combinirte Zollstelle zu unterhalten sein.

Ad Artikel 8.

In Betreff der von der königlich sächsischen Regierung in dem Bahnhofe zu Voitersreuth herzustellenden und den kaiserlich öster-

reichischen Behörden zur Benützung zu übergebenden Localitäten 1864
wird Folgendes festgesetzt:

a) So lange der Reinertrag der fraglichen Bahn auf österreichischem Gebiete nicht mindestens 4½ Procent des Anlagecapitales erreicht, sind von der kaiserlich österreichischen Regierung für die ihren Bediensteten eingeräumten Wohnungslocalitäten 5 Procent des zur Herstellung dieser Wohnungen gemachten Kostenaufwandes als Miethzins zu vergüten.

b) Die Kosten der inneren Einrichtung, Erhaltung, Beheizung, Beleuchtung und Reinigung werden auf Rechnung der die Localitäten benützenden Verwaltungsbehörde übernommen.

Ad Artikel 10.

Wenn die königlich sächsische Regierung in der Folge für ihren eigenen alleinigen Betrieb auf der Voitersreuth-Egerer Bahnstrecke ein Doppelgeleise herstellen sollte, so hat das eingeräumte Expropriationsrecht auch auf die Erwerbung des hierzu nothwendigen Areales Anwendung zu finden.

Ad Artikel 17.

wird erklärt, das durch die Bestimmung des Vertragsartikels die Einrichtung eines telegraphischen Grenzverkehres im Sinne des deutsch-österreichischen Telegraphenvereinsvertrages nicht ausgeschlossen werden soll.

Ad Artikel 22.

wird einverständlich festgesetzt, dass unter den Staatsbeamten, Angestellten und Dienern, welche auf der fraglichen Bahn unentgeltlich zu befördern sind, die ausübenden, im Dienste befindlichen kaiserlichen Zoll-, Post-, Polizei- und Telegraphenbeamten und Diener (mit Einschluss der Finanzwachorgane), sowie die Beamten der Generalinspection für die österreichischen Eisenbahnen zu verstehen seien, und das frei zu befördernde Reisegepäck nicht mehr als Einen Centner betragen soll.

Ad Artikel 27.

Was die in dem vorliegenden Vertrage festgesetzte Concessionsdauer und deren eventuelle Verlängerung anlangt, so wird vereinbart, dass von dem wirklichen Reinertrage der Voitersreuth-Egerer Bahnstrecke, welcher nach Abzug aller Betriebsauslagen (wozu auch eine entsprechende Abschreibungsquote für die Abnützung des Oberbaumateriales und der Transportmittel nach den für die königlich sächsischen Staatseisenbahnen hierfür angenommenen Grundsätzen zu rechnen ist) übrig bleibt, der königlich sächsischen Regierung 5 Procent des Anlagecapitales gutgeschrieben, der verbleibende Ueber-

1864 schuss nebst den davon abfallenden Zinsen aber für Tilgung des Anlagecapitals in Rechnung gebracht werden soll, und dass daher auch nach dem Ablaufe der Concessionsfrist der ungeschmälerte gleichmässige Betrieb mit den während der Concessionsdauer zustehenden Befugnissen und obliegenden Verpflichtungen auf so lange sich zu erstrecken hat, bis nach solcher Berechnung die vollständige Tilgung des Anlagecapitales und der allenfälligen Zinsrückstände als nachgewiesen erscheint.

Die königlich sächsische Regierung wird übrigens rücksichtlich der fraglichen Bahnstrecke nach vollendetem Baue und Einrichtung des Betriebes der kaiserlich österreichischen Regierung eine summarische Nachweisung über die Grösse des Anlagecapitales mittheilen, sowie auch die jährlichen Betriebsergebnisse seinerzeit durch eine summarische Uebersicht zur Kenntniss bringen.

Die im gegenwärtigen Protokolle niedergelegten Erklärungen sollen als ein integrirender Theil des abgeschlossenen Staatsvertrages und mit der Ratification desselben als gleichzeitig genehmigt angesehen werden.

Schliesslich ertheilen sich die contrahirenden Regierungen wechselseitig die Zusicherung, dass die im Artikel 18 vorbehaltenen commissionellen Verhandlungen in Betreff der Manipulation des Post- und Telegraphendienstes, sowie in Betreff der näheren Vereinbarungen über die Zoll- und Polizeieinrichtungen auf der Grenzstation, nach Ratification des Vertrages ohne Verzug stattfinden werden.

Wien, am 30. November 1864.

Maly m. p. R. *v. Könneritz* m. p.

281.

3 décembre 1864.

Réponse du ministre I. R. des affaires étrangères au baron d'Oed, ministre R. de Wurtemberg à Vienne, à la note du 19 novembre 1864. V. N°. 278.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Aus Anlass eines speciellen Falles war es Sr. etc. etc. gefällig, mittelst des geschätzten Promemorias vom 19. November l. J. die Anfrage zu stellen, ob den k. württembergischen Unterthanen in Oesterreich das Armenrecht in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten in gleicher Weise und unter den gleichen Bedingungen wie den eigenen Staatsangehörigen gewährt werde; ferner worin im Wesentlichen die Vortheile des Armenrechtes nach österreichischem Gesetze bestehen.

Das kais. Ministerium des Aeussern hat die Ehre, in Erwiederung 1864
auf diese schätzbare Anfrage Sr. etc. etc. in Folgendem die Vorschriften der diesseitigen Gesetzgebung in Sachen des Armenrechtes zur Kenntniss zu bringen.

Nach Paragraph 33 des allgemeinen bürgerlichen Gesetzbuches kommen den Fremden in Oesterreich in der Regel gleiche bürgerliche Rechte mit den Eingebornen zu. Diese allgemeine Regel findet ihre Anwendung auch im Civilprocesse, und es haben demgemäss auch Ausländer in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten den gleichen Anspruch auf das Armenrecht wie die eigenen Staatsbürger, ohne dass es hierzu besonderer Verträge bedürfte. Eine verschiedene Behandlung würde nach dem, auch im bürgerlichen Gesetzbuche anerkannten Grundsatze der Reciprocität nur gegenüber den Unterthanen derjenigen Staaten eintreten, welche ihrerseits den österreichischen Staatsbürgern in dieser Beziehung nicht die gleichen Rechte wie ihren eigenen Landeskindern gewähren.

Es bildet jedoch die gleiche Behandlung der Fremden mit den Inländern die Regel, die ungleiche Behandlung derselben die Ausnahme, und wird auch der specielle Nachweis der Reciprocität nur in zweifelhaften Fällen gefordert. Da nun nach Inhalt der im geschätzten Promemoria Sr. etc. etc. vom 19. November l. J. citirten Normalverfügung des k. württembergischen Justizministeriums vom 11. November 1843 (II. Ergänzungsband zum Regierungsblatt S. 25, 26) Fremde in Württemberg unter Voraussetzung der Reciprocität unter den gleichen Bedingungen und mit denselben Wirkungen wie Inländer zum Armenrechte zugelassen werden, so entfällt damit jeder specielle Zweifel, und es steht somit nach der allgemeinen Regel den königl. württembergischen Unterthanen in Oesterreich der Anspruch auf das Armenrecht unter denselben Bedingungen und mit denselben Wirkungen zu, wie den österreichischen Staatsangehörigen.

Die Bedingung, unter welcher österreichischen Unterthanen das Armenrecht ertheilt wird, besteht darin, dass der Armenrechtswerber ein den Bestimmungen des Hofdecretes vom 26. Juli 1840, Nr. 457 Justiz-Gesetz-Sammlung entsprechend ausgefertigtes Zeugniss darüber beibringt, dass er kein grösseres Einkommen bezieht, als der in seinem Wohnorte übliche gemeine Taglohn beträgt.

Die Wirkungen des Armenrechtes erstrecken sich auf das Erkenntnissverfahren in allen Instanzen und auf das Vollstreckungsverfahren, jedoch mit Ausschluss der mit einer Personal-Execution verbundenen Alimentationskosten.

Diese Wirkungen bestehen in der ämtlichen Beigebung eines unentgeltlichen Vertreters, in der Befreiung von der Postportopflicht sowohl auf der Briefpost als auf der Fahrpost, und in der Befreiung von Stämpel und von Staatsgebühren im gerichtlichen Verfahren und

1864 rücksichtlich der dazu erforderlichen Behelfe und Beweismittel (Gesetz vom 13. December 1862, Nr. 89 Reichs-Gesetz-Blatt, Tarifpost 75), und endlich darin, dass in Gemässheit der Verordnung vom 8. Februar 1853, Nr. 110 Reichs-Gesetz-Blatt die aus Anlass der gerichtlichen Tagsatzungen auflaufenden Reise- und Zehrungskosten der amtlich bestellten Vertreter, der Zeugen und Sachverständigen, ferner die Reisekosten und Diäten der Gerichtsabgeordneten (wozu auch die bei Zustellungen auflaufenden Gang- und Meilengelder gehören), die Gebühren, welche Zeugen und Sachverständige in den gesetzlich bestimmten Fällen ansprechen können, endlich die Kosten der Kundmachung von Edicten durch die Zeitungsblätter vom Staatsschatze vorschussweise berichtigt werden.

Indem das kaiserl. Ministerium des Aeussern das ergebenste Ersuchen stellt, diese Auskünfte geneigtest der königl. württembergischen Regierung mittheilen zu wollen, benützt der Unterzeichnete

Meisenbug.

282.

24 décembre 1864.

Déclaration du canton de Zurich concernant l'exemption des sujets autrichiens du service et de la taxe militaire.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Déclaration du ministre I. R. près la Confédération baron de Mensshengen en date de Berne le 18 décembre 1864.

In Anbetracht des von der Titl. Militärdirection der hohen Regierung des Cantons Zürich unterm 19. Juli 1864 an das Bezirkscommando II auf das Gesuch eines österreichischen Staatsbürgers erlassenen Bescheides und gemäss der seitens des hohen Schweizerischen Bundesrathes unterm 13. December 1864 auf eine diesfällige Anfrage der kaiserl. österreichischen Gesandtschaft vom 2. December 1864 ertheilten Antwort, erklärt der unterzeichnete ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, im Auftrage des hohen kaiserl. Staatsministeriums und im Namen seiner Allerhöchsten Regierung, dass die in den k. k. Staaten niedergelassenen sowohl als auch daselbst sich aufhaltenden Schweizer weder zu persönlichen Militärleistungen, noch zur Bezahlung irgend einer Militärsteuer verhalten werden.

Bern, am 18. December 1864.

Der k. k. wirkliche geheime Rath und Kämmerer, ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister:

Freiherr *von Mensshengen.*

Déclaration du Conseil fédéral en date de Berne le 28 décembre 1864. 1864

Der schweizerische Bundesrath hat nicht ermangelt, die mit geehrter Note vom 18. l. M. anhergeleitete Erklärung wegen Freilassung der Schweizer in den k. k. Staaten vom Militärdienste, sowie von der stellvertretenden Militärsteuer an die Regierung des Cantons Zürich zu vermitteln.

Die genannte Regierung macht nun unterm 24. l. M. die Mittheilung, dass sie die im dortigen Cantone niedergelassenen Angehörigen der k. k. österreichischen Staaten von der Bezahlung des sogenannten Militärpflichtersatzes — effectiven Militärdienst haben Ausländer in der Schweiz ohnehin nicht zu leisten — und zwar vom Jahre 1865 hinweg befreit habe, von welcher gegenseitigen Erklärung in der Gesetzsammlung der Eidgenossenschaft Vormerkung genommen wird.

Der Bundesrath benützt übrigens auch diesen Anlass, um Seiner Excellenz Freiherrn von Mensshengen, k. k. österreichischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, die Versicherung vollkommenster Hochachtung zu erneuern.

Im Namen des Schweizer Bundesrathes der Bundespräsident:
Dr. *H. Dubs.*

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Schiess.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU TROISIÈME VOLUME.

Pag.

1861. 8 janvier. Publication du ministère des affaires étrangères concernant la prolongation de la convention postale entre l'Autriche et les Pays-Bas du 19 décembre 1851 1

— **20 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant la prolongation de la durée du traité postal austro-néerlandais du 19 décembre 1851 1

— **15 février.** Ordonnance circulaire du ministère I. R. de la justice concernant les successions des sujets du canton de Zurich décédés en Autriche 2

— **23 février.** Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant les chemins de fer. Conclue à Berlin. Ratifications échangées le 25 mars 1861 3

— **15 mars.** Convention de Paris relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie 15

— **2 avril.** Circulaire du Gouvernement central maritime concernant le traitement réciproque, sur le pied de la nation la plus favorisée, des bâtiments dominicains et autrichiens dans les ports des deux États 16

— **13 avril.** Ordonnance circulaire du ministère I. R. de l'Intérieur aux Gouverneurs à l'égard de la notification des cas d'aliénation mentale de sujets belges domiciliés en Autriche 17

— **17 avril.** Traité entre l'Autriche et l'Espagne pour l'extradition des criminels. Conclu à Vienne. Ratification échangées le 5 juillet 1861 18

— **22 juin.** Traité entre l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Mecklenbourg-Schwerin, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Russie, la Suède et la Norvége, les villes Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part et le Hanovre d'autre part, concernant l'abolition du péage de Stade ou de Brunshausen. Conclu à Hanovre. Ratifications échangées le 18 juillet 1861 24

— **27 juillet.** Articles additionnels à la convention entre l'Autriche et la Bavière du 1 février 1858 concernant le logement et l'entretien des troupes autrichiennes de passage en Bavière. Conclus à Vienne. Ratifications ministérielles échangées le 5 septembre 1861 32

— **31 août.** Convention conclue à la Haye et ratifiée par les administrations de l'union télégraphique allemande. Ordonnance du ministère I. R. du commerce, datée du 13 décembre 1861, pour la mise à exécution de cette convention 34

— **25 octobre.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession de l'Autriche aux décisions du parlement

Pag.

1861. colonial de la Nouvelle-Galles méridionale du 6 décembre 1852 pour empêcher la désertion et autres délits de marins étrangers 44

— **7 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'accession de la Grèce à la convention télégraphique de Bruxelles 50

— **22 décembre.** Déclaration échangée entre l'Autriche et le canton du Tessin à l'égard du traitement des successions mobilières, des sujets réciproques 51

1862. **11 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'application de la convention télégraphique conclue le 21 août à la Haye, aux dépêches échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande par la voie de la Haye 51

— **17 janvier.** Ordonnance des ministères des affaires étrangères, de la justice et de la guerre conférant l'exercice de la juridiction civile en première instance au Vice-Consulat à Andrinople, et assignant comme instance de pourvoi contre ses décisions la cour d'appel de Trieste 52

— **7 février.** Ordonnance des ministères des affaires étrangères, de la justice et de la guerre, concernant le pourvoi contre les décisions des tribunaux consulaires en Moldavie et Valachie, en Bulgarie, en Servie et Bosnie en matière de justice civile 53

— **17 février.** Ordonnance du ministère I. R. des finances en vertu de laquelle le traitement douanier en transit, accordé pour les colis transportés en chmin de fer sur la ligne de Asch à Cracovie est étendu aux transports sur les routes ordinaires 54

— **13/1 mars.** Tarif de douane pour le commerce autrichien en Turquie concerté en 1862 entre l'Internonciature de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et la S. Porte 55

— **24 mars.** Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères aux missions I. R. à Berlin, Hanovre, Munich, Dresde, Carlsruhe et Leipzig à l'égard de la compétence de la lieutenance Royale à Bude à délivrer des passeports pour dépouilles mortelles 196

— **18 avril.** Décret des ministères des affaires étrangères et des finances, concernant une convention avec la Prusse, la Bavière et la Saxe pour régler les rapports des employés aux bureaux de douanes mixtes 197

— **26 avril.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant une convention avec le Grand-Duché de Bade pour le traitement des successions mobilières des sujets respectifs. Déclarations ministérielles échangées à Carlsruhe le 10 avril 1862, à Vienne le 25 avril 1862 199

— **22 mai.** Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Turquie. Conclu à Constantinople Ratifications échangées le 6 juillet 1862 201

— **1 juin.** Publication ministérielle d'une convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe royale, le Wurtemberg et les Pays-Bas déclarant que les sujets respectifs ne seront plus obligés à l'avenir de faire viser leurs passe-ports par des agents diplomatiques ou consulaires 211

— **13/1 juin.** Extrait du Règlement ottoman relatif au droit de Beyié (Patente) 212

— **16 juin.** Convention conclue entre les plénipotentiaires des administrations télégraphiques autrichienne, ottomane, roumaine et serbe, pour régler le service télégraphique international 221

Pag.

1862. 24 juin. Traité entre l'Autriche et la Bavière pour régler la ligne de démarcation et d'autres rapports territoriaux entre la Bohême et la Bavière, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 30 juillet 1862 222

— **9 juillet.** Publications ministérielles concernant la cessation des visas d'office des passe-ports, vis-à-vis des gouvernements de la Bavière, du Danemark, de la Belgique et de la Confédération suisse 248

— **8 septembre.** Protocole sur les affaires de la Serbie, signé à Constantinople par les Représentants des Puissances garantes du Traité de Paris de 1856 249

— **27 octobre.** Publication ministérielle d'une convention avec les gouvernements de la Suède, du Hanovre, du Grand-Duché de Hesse-Darmstadt et du Duché de Nassau, ayant pour but de faire cesser les visas d'office des passe-ports délivrés aux sujets respectifs de ces états 256

— **4 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la notification des autorités compétentes à délivrer les passeports pour dépouilles mortelles en Bavière 257

— **22 décembre.** Convention conclue à Dresde entre l'Autriche et la Saxe royale à l'égard du transport des vagabonds à rapatrier sur la ligne Zittau-Reichenberg. Ratifiée par l'Autriche le 18 janvier et par la Saxe le 27 janvier 1863. Ratifications échangées le 29 janvier 1863 257

1863. 2 janvier. Ordonnance du ministère I. R. des finances sur les conditions du traitement douanier par acquit à caution de la part des bureaux mixtes autrichiens et saxons à Reichenberg et Zittau 261

— **13 février.** Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la légalisation des documents délivrés par les autorités des états contractants, conclue à Vienne. Ratifications échangées le 24 mars 1863 266

— **27 février.** Ordonnance du ministère de la marine concernant les dispositions prises dans le but de prévenir des collisions sur mer 271

— **30 mars.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant un nouveau traitement douanier des imprimés de provenance étrangère 276

— **4 avril.** Ratification Impériale de la convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, les Duchés d'Anhalt et la ville libre d'Hambourg, concernant l'administration et la perception commune des droits de navigation sur l'Elbe à Wittenberge 277

— **16 avril.** Déclaration ministérielle concernant un arrangement entre le gouvernement autrichien et celui de la Saxe royale relatif à la compétence judiciaire dans les causes matrimoniales des sujets respectifs employés dans les gares des chemins de fer limitrophes. Les déclarations des deux gouvernements furent échangées à Vienne le 18 avril 1863 282

— **17 avril.** Notification officielle de l'administration générale ottomane des contributions indirectes à l'égard des mesures à adopter pour prévenir la fraude 283

— **7 mai.** Ratification Impériale du protocole final du 4 avril 1863 de la commission convoquée pour réviser plusieurs articles des actes de 1821 et 1844 sur la navigation de l'Elbe 293

Pag.

1863. 7 juin. Déclaration ministérielle concernant la convention conclue avec vingt-trois états allemands pour l'abolition des visas d'office des passe-ports des sujets respectifs 329

— **13 juin.** Deuxième convention supplémentaire au traité révisé de l'union télégraphique autro-allemande du 16 novembre 1857. Conclue à Hanovre. Ratifiée le 20 juillet 1863. Ordonnance du ministère I. R. du commerce du 24 septembre 1863 pour la mise à exécution de cette convention 330

— **17 juin.** Traité entre l'Autriche et la Bavière concernant la jonction des chemins de fer de Hof-Eger et de Waldsassen-Eger. Conclu à Munich. Ratifications échangées le 31 juillet 1863.... 344

— **23 juin.** Deuxième convention additionnelle à la convention du 1 février 1858 entre l'Autriche et la Bavière sur l'entretien des troupes autrichiennes de passage dans la Bavière. Conclue à Vienne. Ratifications ministérielles échangées à Vienne le 4 août 1863 356

— **16 juillet.** Traité entre l'Autriche, la Belgique et les autres états intéressés sur l'abolition du péage de l'Escaut, conclu à Bruxelles. Ratifications de l'Autriche et de la Belgique échangées à Bruxelles le 20 août 1863 358

— **25 juillet.** Décret des ministères des affaires étrangères et de la guerre concernant une modification du cartel pour l'extradition des déserteurs conclu le 10 février 1831 entre les États de la Confédération Germanique 369

— **30 juillet.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant la modification du cartel conclu le 10 février 1831 entre les États de la Confédération Germanique..... 369

— **30 juillet/10 août.** Arrangement entre l'Autriche et la Bavière pour l'admission des sujets réciproques dans les districts frontières à l'exercice de leur métier. Échangée contre une déclaration analogue de Bavière datée du 8 septembre 1863..... 370

— **12 août.** Déclaration ministérielle à l'égard d'un arrangement pris entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade pour l'entretien des troupes autrichiennes de passage par le territoire grand-ducal 371

— **1 septembre.** Projet d'un acte de réforme de la Confédération Germanique concerté à Francfort et présenté par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche 380

— **8 septembre.** Convention additionnelle conclue entre l'Autriche et la Saxe Royale pour compléter les arrangements pris le 16 août 1853 et le 22 décembre 1862 à l'égard du transport des vagabonds 399

— **8 octobre.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce concernant l'application du tarif réduit de l'union télégraphique aux dépêches échangées avec la Grande-Bretagne et l'Irlande et à celles échangées avec les stations situées sur le territoire de l'union, mais n'en faisant pas partie 400

— **15 octobre.** Déclaration ministérielle faisant part d'une convention entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade concernant la poursuite de criminels fugitifs. La déclaration autrichienne du 22 octobre 1863 échangée à Carlsruhe avec celle du 24 août 1863, délivrée par le ministère du Grand-Duché de Bade..... 402

— **29 octobre.** Déclaration ministérielle à l'égard d'une convention entre l'Autriche et le Wurtemberg pour maintenir la sureté dans les districts frontières respectits. Échangée à Stuttgart le 6 no-

Pag.

1863. vembre 1863 contre une déclaration analogue wurtembergeoise datée de Stuttgart le 4 novembre 1863 404

— **1 novembre.** Convention additionnelle au traité pour la correspondance télégraphique entre l'union télégraphique austro-allemande et la Suisse. Conclue à Bregenz. Ratifications échangées à Vienne le 19 janvier 1863 406

— **14 novembre.** Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie concernant la réunion des îles Joniennes avec la Grèce, conclu à Londres. Ratifications échangées à Londres le 2 janvier 1864 416

— **23 décembre.** Traité entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et le Prince régnant de Lichtenstein concernant la prolongation de l'union douanière du 5 juin 1852 421

— **27 décembre.** Ordonnance circulaire du ministre d'État Impérial Royal à l'égard de l'arrangement entre l'Autriche et la France concernant la communication réciproque des actes de décès des enfants trouvés, des aliénés et indigens traités dans les hospices réciproques 434

— **30 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement douanier des journaux étrangers 435

1864. **8 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les fonctions des desservants vis-à-vis des employés aux bureaux douaniers mixtes autrichiens et bavarois 436

— **12 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. de la justice concernant les successions mobilières de sujets Moldo-valaques décédés en Autriche 437

— **16 janvier.** Déclaration ministérielle concernant une convention entre les gouvernements autrichien et prussien pour régler le service de sureté et l'assistance mutuelle en cas d'accident sur les frontières respectives. Echangée contre une déclaration analogue de la Prusse du 27 février 1864, selon le protocole de Berlin du 1 mars 1864 439

— **7 février.** Ordonnance du ministère Impérial Royal de la justice concernant le traitement des successions mobilières des sujets espagnols décédés en Autriche 442

— **3 mars.** Ordonnance du ministère concernant la capture de vaisseaux ennemis et suspects par des vaisseaux de guerre autrichiens à l'occassion des hostilités ordonnées par le gouvernement danois contre les bâtiments de commerce de l'Autriche et de la Prusse 443

— **4 mars.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'abolition du for privilégié des sujets nobles et des sujets ottomans dans la frontière militaire 448

— **21 mars.** Ordonnance Impériale concernant l'installation de cours de prises et la procédure à observer par ces cours 448

— **6 avril.** Ordonnance du gouvernement central maritime concernant plusieurs rectifications de l'ordonnance ministérielle du 27 février 1863 à l'égard des prescriptions tendant à prévenir les collisions sur mer 456

— **7 avril.** Déclaration ministérielle concernant une modification des articles 1 et 8 de la convention postale conclue le 19 décembre 1851 entre l'Autriche et les Pays-Bas. Échangée à la Haye, le 12 mai 1864 contre une déclaration analogue du ministère néerlandais des affaires étrangères datée du 11 mai 1864 459

Pag.

1864. 19 avril. Pacte de famille entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur du Mexique, communiqué à la Chambre des Seigneurs, dans la séance du 18 novembre 1864 460

— **14 mai.** Protocoles de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés 463

— **15 mai.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le remboursement des droits de douane dans les cas de renvoi d'envois de provenance étrangère 466

— **16 mai.** Ordonnance du ministère I. R. du commerce publiant le protocole signé à Brigance le 1 novembre 1863 entre l'Autriche et la Suisse à l'égard des taxes pour la correspondance télégraphique échangée entre les districts frontières des deux pays .. 467

— **28 mai.** Circulaire du gouvernement central maritime concernant le traitement du pavillon espagnol dans les ports autrichiens en ce qui concerne les droits de port et de tonnage 468

— **6 juin.** Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant les prises danoises capturées en commun par les vaisseaux de guerre des états contractants, et la répartition de la valeur de ces prises 469

— **19 juin.** Décret du ministère I. R. de la justice adressé à la cour d'appel de Vienne à l'égard de la franchise du droit de détraction reconnue aux sujets austro-hongrois en Serbie 475

— **28 juin.** Protocole de la conférence tenue à Constantinople à l'égard de l'acte additionnel à la convention de Paris du 19 août 1858 comme loi fondamentale des Principautés Unies 475

— **6 juillet.** Ordonnance du ministère I. R. d'état concernant la naturalisation de sujets Prussiens 480

— **30 juillet.** Déclaration ministérielle concernant l'abolition du droit de détraction entre les pays de l'Autriche en dehors de la Confédération Germanique et le Duché de Saxe-Meiningen. Échangée pour une déclaration identique du ministère de Saxe-Meiningen le 2 juillet 1864 481

— **1 août.** Préliminaires de paix et armistice concertés à Vienne entre l'Autriche, la Prusse et le Danemark 482

— **20 août.** Traité entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour la régularisation du cours du San et de la Vistule dans les parties de ces rivières qui forment la frontière entre l'Autriche et la Russie. Conclu à Cracovie. Ratifié par le Gouvernement Impérial et Royal à Vienne le 27 mai 1871 et par le Gouvernement Impérial de Russie à St. Pétersbourg le 24 octobre/5 novembre 1871 485

— **6 septembre.** Règlement concernant le Liban avec un protocole du même jour concerté entre l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et la Turquie 493

— **9 septembre.** Circulaire du gouvernement central maritime concernant l'assimilation des bâtiments autrichiens aux bâtiments espagnols dans les ports de l'Espagne quant aux droits de port et de navigation 498

— **2 octobre.** Ordonnance de la marine réglant les primes pour les prises maritimes 499

— **19 octobre.** Convention conclue à Vienne entre l'Autriche et le Mexique sur l'enrôlement d'un corps de volontaires autrichiens pour le service militaire du Mexique, et le traitement de ces volontaires. Ratification Impériale autrichienne datée de Vienne le 13 février 1865, celle de S. M. l'Empereur du Mexique datée

Pag.

1864. de Mexico le 30 janvier 1865. Ratifications échangées le 6 avril 1865 à Vienne 504

— **30 octobre.** Traité de paix entre l'Autriche, la Prusse et le Danemark, conclu à Vienne. Ratifications échangées à Vienne le 16 novembre 1864 516

— **19 novembre.** Note du baron d'Oed, envoyé extraordinaire du Roi de Wurtemberg à Vienne au ministère I. R. des affaires étrangères concernant le traitement des sujets étrangers en Wurtemberg à l'égard du bénéfice d'indigence dans les procédures en matière civile 528

— **24 novembre.** Déclaration ministérielle concernant l'abolition mutuelle du droit de détraction entre les pays autrichiens en dehors de la Confédération Germanique et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen. Déclaration ministérielle échangée le 10 décembre 1864 530

— **30 novembre.** Traité conclu à Vienne entre l'Autriche et la Saxe concernant la jonction du chemin de fer de Voitersreuth-Eger avec les chemins de fer de Bohême. Ratifications échangées à Vienne le 30 décembre 1864 531

— **3 décembre.** Réponse du ministre I. R. des affaires étrangères au baron d'Oed, ministre R. de Wurtemberg à Vienne, à la note du 19 novembre 1864 542

— **24 décembre.** Déclaration du canton de Zurich concernant l'exemption des sujets autrichiens du service et de la taxe militaire 544

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TOME DIXIÈME

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

ustria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763 JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,

CONSEILLER AULIQUE, DOCTEUR ET PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE

ET

ADOLPHE DE PLASON,

SECRÉTAIRE AULIQUE AU MINISTÈRE I. ET R. DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOUVELLE SUITE.

TOME QUATRIÈME.

VIENNE.

IMPRIMERIE I. R. DE LA COUR ET DE L'ÉTAT.

1877.

JY
676
1855
v. 10

5.3454-013

283.

4 janvier 1865.

Note de S. A. Aali Pacha au baron de Prokesch-Osten, Internonce de S. M. Impériale et Royale Apostolique à l'égard de l'hivernage des Mokans Transylvains sur le territoire Ottoman.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Monsieur l'Internonce,

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 8 décember N°. 2165-73, au sujet de l'hivernage des Mokans Transylvains sur le territoire Ottoman.

Votre Excellence veut bien appeler mon attention sur les difficultés que rencontreront les pâtres de Transylvanie pour évacuer au mois d'avril 1865*) les pâturages occupés par leurs troupeaux et exprime le désir que ce terme soit augmenté de trois mois, c'est-à-dire reporté au 23 août 1865, tout en maintenant en principe que l'évacuation doit s'opérer au 23 avril.

Le Gouvernement Impérial qui a déjà exprimé son regret d'être obligé de supprimer, dans l'intérêt de ses populations, l'hivernage

---

*) **Note de la S. P. du 11 novembre 1864, au même.**

Monsieur l'Internonce,

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 27 septembre dernier N°. 1788-58, relativement aux Mokans qui viennent chaque année faire paitre leurs troupeaux dans les districts Ottomans en deça du Danube.

Depuis la réception de cette note et par suite d'un accord verbal entre l'Internonciature Impériale et la Sublime Porte, il a été décidé qu'il ne serait point mis obstacle, cette année encore, à l'entrée des Mokans et à leur hivernage sur le territoire Ottoman comme par le passé, autant que la situation actuelle de ces localités pourra le comporter. Des ordres ont été donnés à cet effet aux autorités locales. La Sublime Porte en acquiesçant à cette mesure, a cédé à des raisons d'humanité qui ne permettaient pas de faire retrograder, à l'approche de l'hiver, les troupeaux déjà partis pour leur destination habituelle, en même temps qu'Elle a voulu donner au gouvernement Impérial et Royal d'Autriche cette nouvelle preuve de la déférence et des égards qu'Elle ne cesse de professer envers lui.

Je me permettrai d'ajouter, Monsieur l'Internonce, que cette mesure toute transitoire ne saurait engager l'avenir.

1865 des Mokans Transylvains qui est inconciliable avec la situation actuelle de ces contrées, est heureux de pouvoir donner au Gouvernement Impérial d'Autriche une nouvelle preuve des sentiments qui l'animent en acquiesçant à la demande de Votre Excellence.

Il reste dès lors entendu que ceux des pâtres Transylvains qui, à la date réglementaire du 23 avril 1865, ne seraient pas en mesure

---

La Convention de 1855, expirée depuis trois ans, a été de fait maintenue en vigueur, et Votre Excellence pense que la Sublime Porte était tenue, pour en suspendre l'exécution, de dénoncer son intention à cet égard six mois à l'avance. C'est aussi ma conviction. Seulement, pour ne rien enlever au caractère de la concession qui vient d'être consentie par la Sublime Porte, je prierai Votre Excellence de remarquer que cette dénonciation a été faite en temps utile, puis, qu'il y a plus d'un an que son désir à cet égard a été porté à la connaissance de l'Internonciature Impériale.

Quoi qu'il en soit, et sans insister sur un point aujourd'hui sans intérêt pratique, je dois déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement Impérial, à la suite de l'enquête contradictoire qui vient d'avoir lieu et après un examen attentif de l'état de choses actuel, s'est trouvé dans l'urgente nécessité de décider que les Mokans ne seraient plus admis à pénétrer avec leurs troupeaux sur le territoire Ottoman où le droit de pâturage leur avait été concédé. Sans essayer de mettre d'accord les appréciations contradictoires des Commissaires Autrichiens et Ottomans, le Gouvernement Impérial ne retenant que les faits hors de discussion, constate que, d'une part, le voeu des populations, voeu qui est prêt à se traduire en opposition ouverte, et, d'autre part, l'installation des émigrés Circassiens dans les plaines de la Dobrodja, mettent obstacle à l'exercice de la faculté, essentiellement révocable, accordée aux Mokans de faire hiverner leurs troupeaux dans ces contrées.

Votre Excellence reconnaîtra dans sa haute justice, que le Gouvernement Impérial cède, en prenant cette décision, à une nécessité impérieuse et au désir de veiller aux intérêts des populations tant anciennes que nouvelles, pour lesquelles la présence des Mokans serait une cause incessante de vexations et de préjudices. Je ne doute pas dès lors que Votre Excellence ne présente au Gouvernement Impérial et Royal sous ce point de vue la décision que la Sublime Porte est obligée de prendre et que j'ai l'honneur de dénoncer dès aujourd'hui, à l'effet de me conformer surabondamment à la Convention de 1855. Le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche pourra ainsi adopter telle mesure qu'Il avisera pour mettre obstacle, à l'approche de l'hiver prochain 1865, à l'acheminement des troupeaux des Mokans vers les districts Ottomans, en deçà du Danube, et les aviser qu'ils usent cette année pour la dernière fois du privilège qui leur était accordé et que désormais l'accès de ces contrées leur sera rigoureusement fermé.

Veuillez agréer, Monsieur l'Internonce, l'assurance de ma haute considération.

Aali.

Protocole signé entre le délégué autrichien et le délégué ottoman.

23 octobre 1864.

In base ad accordo passato fra la Sublime Porta Ottomana e l'Eccelsa I. R. Internunziatura affinchè i Mocani austriaci possano passare e svernare nella Dobrutcia durante la stagione invernale dell' anno 1864/65, essendo

d'évacuer le lieu de leur hivernage, jouiront d'un nouveau délai de trois mois, échéant au 23 août suivant, époque à laquelle l'évacuation devra être complète et définitive. 1865

Veuillez agréer Monsieur l'Internonce, l'assurance de ma haute considération.

Aali m. p.

---

stati nominati i sottoscritti delegati onde sorvegliare al passaggio dei Mocani stessi, provvedere al ripartimento delle greggie, ed allontanare le difficultà che potrebbero arrivare fra gli abitanti dei villaggi ed i Mocani dall'eccessivo accumulamento di questi, i delegati medesimi, di pieno accordo hanno trovato conveniente di fissare le seguenti norme le quali dovranno entrare tosto in vigore stante la necessità dell'immediato passaggio delle greggie; salvo sempre quelle modificazioniche in seguito le superiori autorità troveranno opportune:

I Mocani Austriaci non solo sono obbligati di uniformarsi alle prescrizioni del vecchio regolamento sul pascolo, ma ben anche alle seguenti norme che i sottoscritti delegati da parte dell'Eccelsa I. R. Internunziatura e della Sublime Porta Ottomana hanno trovato convenienti.

I Mocani potranno entrare colle loro greggie nella Dobrutcia dal 20 ottobre 1864 e trattennersi tutt' al più sei mesi, cioè sino li 23 aprile 1865 vecchio stile; ossia entreranno una settimana prima di S. Dimitri e resteranno tutt' al più sino il giorno di S. Giorgio vecchio stile.

Nessun Mocano potrà far svernare le sue pecore sui territorj di Silistria, Totorkan, Rustschuk o Rasgrad. Coloro che passeranno gli scali di Silistria e Totorkan dovranno, senza eccezione, andare nei distretti di Pasardjik, Balulk o Mangalia camminando ogni giorno almeno quattro ore sino che avranno raggiunto gli suddetti territorj.

I Mocani che dopo un mese del loro passaggio si troveranno ancora nei distretti di Silistria o Totorkan saranno sottomessi ad una multa, ed anche al rinvio in Valacchia se si troverà neccessario. Lo scalo di Rustschuk resta vietato.

I Mocani che passeranno per gli scali d'Hirsova, Matschin ecc. dovranno svernare nei distretti d'Hirsova, Matschin, Tulcia, Sulinà, ovvero innoltrarsi in Babadagh, Kustendji, Megidie e Mangalia.

È proibito ai Mocani di unire molte greggie in uno stesso punto, e così cagionare del danno ai terreni arati o seminati.

Resta proibito altresì il taglio dei legnami dei boschi, e l'uso dei terreni di proprietà privata senza il consentimento del proprietario.

Inoltre i sottoscritti delegati propongono che trovandosi delle greggie dei Mocani un mese dopo il loro passaggio, nei distretti di Silistria, Totorkan, Rustschuk e Rasgrad sia fissata la multa di dieci para ogni pecora, e due mesi dopo il passaggio che la stessa multa sia fissata a una piastra ogni pecora; e sottomettono tale proposizione ad approvazione superiore.

Fatto in Silistria, il giorno 23 ottobre 1864 s. n.

L' I. R. Console e Delegato da parte dell' Eccelsa I. R. Internunziatura:
L. *Viscovich* m. p.

Il Delegato della Sublime Porta Ottomana:
Edib Effendi m. p.

1865 **284.**

31 janvier 1865.

Déclaration ministérielle à l'égard d'une convention conclue avec le conseil fédéral de la Suisse agissant au nom du canton de Berne par rapport au traitement gratuit dans les hôpitaux des sujets reciproque dépourvus de moyens. Déclaration suisse datée de Berne le 20 janvier 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 11.)

Ministerialerklärung vom 31. Jänner 1865, betreffend ein Uebereinkommen mit dem schweizerischen Bundesrathe, Namens des Cantons Bern, über die unentgeltliche Spitalverpflegung der beiderseitigen mittellosen Staatsangehörigen. Ausgewechselt gegen eine übereinstimmende Erklärung des schweizerischen Bundesrathes, Namens des Cantons Bern, ddo. Bern 20. Jänner 1865.

Die kaiserlich-königliche österreichische Regierung ist mit dem schweizerischen Bundesrathe, Namens des Cantons Bern, übereingekommen, in Bezug auf die Verpflegung erkrankter, einschliessig geisteskranker (irrsinniger) und auf die Beerdigung verstorbener Angehöriger des anderen contrahirenden Theiles, die nachfolgenden Grundsätze in Anwendung treten zu lassen:

§. 1.

Jede der contrahirenden Regierungen verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass in ihrem Gebiete denjenigen hilfsbedürftigen Angehörigen des anderen contrahirenden Theiles, welche der Cur und Verpflegung benöthiget sind, diese nach denselben Grundsätzen, wie bei eigenen Staatsangehörigen, bis dahin zu Theil werde, wo ihre Rückkehr in den Heimatstaat ohne Nachtheil für ihre oder Anderer Gesundheit geschehen kann.

§. 2.

Ein Ersatz der hierbei (§. 1) oder durch die Beerdigung erwachsenden Kosten kann gegen die Staats-, Gemeinde- oder andere öffentliche Cassen dessjenigen Staates, welchem der Hilfsbedürftige angehört, nicht beansprucht werden.

§. 3.

Für den Fall, dass der Hilfsbedürftige oder dass andere privatrechtlich Verpflichtete zum Ersatze der Kosten im Stande sind, bleiben die Ansprüche an Letztere vorbehalten.

Die contrahirenden Regierungen sichern sich auch wechselseitig zu, auf Antrag der betreffenden Behörde die nach der Landesgesetz-

gebung zulässige Hilfe zu leisten, damit denjenigen, welche die 1865
Kosten bestritten haben, diese nach billigen Ansätzen erstattet werden.

§. 4.

Durch vorstehende Uebereinkunft werden alle früheren, den nämlichen Gegenstand betreffenden Vereinbarungen des Cantons Bern mit der kaiserlichen Staatsregierung aufgehoben, soweit dieselben mit der jetzigen Uebereinkunft im Widerspruche stehen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des schweizerischen Bundesrathes, ddo. Bern 20. Jänner 1865 ausgewechselt worden, in allen Königreichen und Ländern des österreichischen Kaiserstaates Giltigkeit haben, und daselbst öffentlich bekanntgemacht werden.

Wien, am 31. Jänner 1865.

Vom k. k. Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:
(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

285.

25 février 1865.

Loi concernant les droits de tonnage, sanitaires et de contumace à payer dans les ports autrichiens.

(R. G. B. 1865, Nr. 13.)

Gesetz vom 25. Februar 1865, betreffend die in den Häfen der österreichischen Seeküste zu zahlenden Tonnen-, Seesanitäts- und Contumazgebühren.

Wirksam für das ganze Reich.

Mit Zustimmung der beiden Häuser Meines Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Für die Bemessung und Einhebung der in den dem Verkehre geöffneten Häfen der österreichischen Seeküste zu zahlenden Tonnen-, Seesanitäts- und Contumazgebühren haben nachstehende Vorschriften zu gelten.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 1.

Jedes österreichische oder fremde Schiff, welches einen österreichischen Hafen anläuft, hat die Tonnen-, Seesanitäts- und Contumaz-

1865 gebühren nach den Bestimmungen dieses Gesetzes an die zuständigen k. k. Hafen- und Seesanitätsorgane zu entrichten.

§. 2.

Die Bemessung der Tonnen- und der Seesanitätsgebühr von Schiffen geschieht auf Grundlage der Tragfähigkeit, d. i. des Tonnengehaltes derselben; bei Dampfschiffen nach Abzug des Maschinen- und Kohlenraumes, welcher bei Schraubendampfern auf 30 Procent, bei Raddampfern auf 40 Procent des gesammten Tonnengehaltes angeschlagen wird.

§. 3.

Die Berechnung der von jedem einzelnen Schiffe zu zahlenden Tonnen- und Seesanitätsgebühren erfolgt:

a) bei einheimischen Fahrzeugen auf Grund des in den Schifffahrtsurkunden angegebenen Tonnengehaltes;

b) bei fremden Fahrzeugen auf Grundlage des Ergebnisses der nach den österreichischen Vorschriften vorzunehmenden Aichung.

Wenn ein fremdes Fahrzeug nicht geaicht werden könnte, so ist der in seinen Schifffahrtsurkunden angegebene Tonnengehalt (bei Dampfschiffen mit Rücksicht auf den Percentualabzug §. 2) auf das Mass österreichischer Tonnen zu reduciren.

Bruchtheile bis zu einer halben Tonne werden nicht berechnet, wenn sie aber dieses Mass überschreiten, als eine ganze Tonne angesetzt.

§. 4.

Oesterreichische Dampfschiffe, welche nach in vorhinein angekündigtem Fahrplane periodische Reisen aus österreichischen Häfen nach bestimmten österreichischen Häfen ohne Berührung fremder Zwischenhäfen behufs des Güter- oder Personentransportes unternehmen, entrichten die Tonnen- und die Seesanitätsgebühr von Schiffen für jede solche periodische Fahrt nur bei der Rückkehr in den ersten Abfahrtshafen, ohne Rücksicht auf die Anzahl der von ihnen angelaufenen Häfen und nur mit der Hälfte der Tarifsätze.

§. 5.

Oesterreichische Dampfschiffe, welche zwischen österreichischen Häfen mit Einhaltung von in vorhinein angekündigten Fahrplänen einen periodischen Localverkehr unterhalten, entrichten die Tonnen- und die Seesanitätsgebühr von Schiffen nur bei jedesmaliger Rückkehr in den ersten Abfahrtshafen mit einem Viertel der Tarifsätze.

Als Localverkehr wird eine Verbindung zwischen zwei österreichischen Häfen betrachtet, wenn die Entfernung vom Abfahrts-

hafen bis zum Bestimmunghafen einschiesslich der Zwischenstationen 1865
nicht mehr als 85 Seemeilen beträgt.

§. 6.

Die Verpflichtung zur Entrichtung von Tonnen- und Seesanitätsgebühren tritt von dem Augenblicke der Ankunft des Schiffes im Hafen ein; es ist jedoch gestattet, dieselben erst bei der Abfahrt des Schiffes, und zwar an jene k. k. Hafen- und Seesanitätsorgane zu bezahlen, welche zur Einhebung derselben berufen sind.

Für Schiffe, welche in einem Hafen abgetakelt werden oder aus anderen Gründen binnen drei Monaten nicht wieder abreisen, sind die Tonnen- und Seesanitätsgebühren mit dem Ablaufe von drei Monaten, vom Ankunftstage an gerechnet, zu berichtigen.

Die Abreise des Schiffes darf vor geschehener Bezahlung der Gebühren nicht erfolgen.

Artikel I.

Von der Tonnengebühr.

§. 7.

Die Tonnengebühr beträgt:

a) für einheimische und diesen gleichgestellte fremde Schiffe im Gehalte:

1. von 11 bis einschliesslich 50 Tonnen 4 Nkr. für jede Tonne;
2. von 51 bis einschliesslich 100 Tonnen 7 Nkr. für jede Tonne;
3. von 101 bis einschliesslich 200 Tonnen 12 Nkr. für jede Tonne;
4. von 201 bis einschliesslich 400 Tonnen 15 Nkr. für jede Tonne;
5. von mehr als 400 Tonnen 20 Nkr. für jede Tonne;

b) für fremde, den einheimischen nicht gleichgestellte Fahrzeuge ohne Unterschied der Tragfähigkeit 1 fl. 10 Nkr. für jede Tonne.

Der von allen einheimischen, wie fremden Fahrzeugen zu Gunsten der Marine-Unterstützungsfonde zu zahlende Zuschlag von 12 Percent zur Tonnengebühr ist bis auf anderweitige gesetzliche Anordnung nach den gegenwärtig bestehenden Vorschriften zu bemessen und einzuheben.

§. 8.

Von der Entrichtung der Tonnengebühr sind befreit:

a) alle einheimischen Schiffe, deren Tragfähigkeit 10 Tonnen nicht übersteigt; ferner die einheimischen zum Lichtern, zur Ausübung des Fischereigewerbes, zur Verführung frischer Fische

1865 oder des Köders verwendeten Fahrzeuge und die zur inneren Schifffahrt auf Canälen oder Flüssen bestimmten, in das Meer nicht auslaufenden Barken;

b) die den Localschleppdienst von und nach österreichischen Häfen vermittelnden österreichischen Dampfschiffe;

c) österreichische Aerarialfahrzeuge, sowie alle österreichischen und fremden Kriegsschiffe und die mittelst bestehender Verordnungen und unter besonderen Bedingungen von der Gebührenentrichtung enthobenen Fahrzeuge, wie z. B. die Schiffe der Yachtclubs u. s. w.;

d) einheimische und fremde Fahrzeuge, welche in Folge einer Strandung oder eines sonstigen Unglücksfalles zur ferneren Schifffahrt untauglich geworden, in einem österreichischen Hafen anlangen;

e) einheimische und fremde Fahrzeuge, welche durch nachgewiesenen Zwang der Umstände genöthiget sind, in einen österreichischen Hafen einzulaufen oder zurückzukehren, wenn sie keine Handelsoperationen (§. 12) vornehmen, und gleich nach dem Aufhören der Ursache ihres Einlaufens wieder abfahren, auch wenn sie zur freien Gemeinschaft zugelassen worden wären;

f) einheimische und fremde Fahrzeuge, welche auch ohne durch Zwang der Umstände dazu genöthigt zu sein, in österreichischen Häfen anlegen, bloss um zu übernachten, wenn sie, ohne Handelsoperationen (§. 12) vorzunehmen, am nächsten Morgen ihre Reise fortsetzen;

g) einheimische und fremde Fahrzeuge, welche einen österreichischen Hafen bloss desshalb anlaufen, um ausgebessert zu werden, oder die im §. 12 bezeichneten Operationen auszuführen, ohne Unterschied, ob sie von einem österreichischen oder von einem fremden Hafen kommen, vorausgesetzt, dass sie keine Handelsoperationen vornehmen;

h) einheimische und fremde Fahrzeuge, welche in einen österreichischen Hafen von einem anderen österreichischen Hafen, nach welchem sie sich bloss zur Vornahme von Schiffsausbesserungen begeben hatten, leer zurückkehren;

i) alle auf österreichischen Werften erbauten Fahrzeuge in dem ersten österreichischen Hafen, in welchem sie unmittelbar nach der Abreise aus dem Ausrüstungshafen einlaufen;

k) die einheimischen Fahrzeuge, welche leer in einen österreichischen Hafen einlaufen, um zerlegt zu werden, jedoch nur, wenn der Schiffer oder Eigenthümer dieses Vorhaben gleich bei der Ankunft des Schiffes im Hafen der zuständigen Hafen- und Seesanitätsbehörde bekannt gibt, und die Zerlegung innerhalb des Termines von drei Monaten bewerkstelliget wird.

§. 9. 1865

Einheimischen Fahrzeugen von 11 bis einschliesslich 25 Tonnen, deren Fahrten sich nicht über die Grenzen des österreichischen Küstengebietes erstrecken, ist es freigestellt, die Tonnengebühr entweder bei jedem Einlaufen in einen Hafen oder mittelst eines jährlichen Aversualbetrages, welcher mit 4 fl. für jede Tonne bemessen wird, zu entrichten. Für die Bezahlnng des Aversualbetrages dürfen vierteljährige Anticipatraten bewilliget werden.

§. 10.

Einheimische und fremde Fahrzeuge, welche die Tonnengebühr bereits in einem österreichischen Hafen bezahlten, ohne daselbst Handelsoperationen vorgenommen zu haben, bleiben sowohl in den Häfen, welche sie auf der nämlichen Fahrt und unter gleichen Bedigungen später berühren, als auch in demjenigen Hafen, in welchem sie die Handelsoperationen wirklich ausführen, von der Gebührenentrichtung frei, vorausgesetzt, dass sie in der Zwischenzeit nicht einen ausländischen Hafen besucht haben.

§. 11.

Jedes einheimische oder fremde Fahrzeug, welches auf derselben Reise mehrere österreichische Häfen nach einander, und, ohne einen fremden Zwischenhafen zu berühren, anläuft, bloss um Ladung einzunehmen, oder bloss um Ladung zu löschen, zahlt die Tonnengebühr nur in dem ersten dieser Häfen. Diese Begünstigung tritt jedoch nicht ein, wenn das Schiff neben der Einladung auch eine Ausladung oder neben der Ausladung auch eine Einladung vornahm.

§. 12.

Nachfolgende Operationen werden nicht als Handelsoperationen angesehen:

a) die Einnahme von Lebensmitteln und Arzeneien zum Schiffsgebrauche und überhaupt der zur Fortsetzung der Reise erforderlichen Schiffsbedürfnisse und sonstigen Gegenstände;

b) die Ein- oder Ausschiffung von Lootsen oder von zur Schiffsbesatzung gehörigen Personen;

c) die Einholung oder Abwartung von Weisungen über die weitere Richtung der Reise;

d) die Abgabe oder Uebernahme von Briefen oder Waarenmustern;

e) die Ein- oder Ausschiffung von Reisenden, wenn der Transport derselben nicht den eigentlichen Zweck der Reise bildet.

1865

Artikel II.

Von der Seesanitätsgebühr.

§. 13.

Die Seesanitätsgebühr ist zu entrichten:

I. für das Schiff;

II. für Waaren, Gelder und sonstige Verkehrsartikel.

I. Seesanitätsgebühr von Schiffen.

§. 14.

Die Seesanitätsgebühr von Schiffen beträgt:

a) bei Fahrzeugen von 11 bis einschliesslich 100 Tonnen 2 Nkr. für jede Tonne;

b) bei Fahrzeugen von 101 bis einschliesslich 400 Tonnen 4 Nkr. für jede Tonne;

c) bei Fahrzeugen von mehr als 400 Tonnen 5 Nkr. für jede Tonne.

§. 15.

Von der Entrichtung der Seesanitätsgebühr sind befreit:

a) alle einheimischen Schiffe, deren Tragfähigheit 10 Tonnen nicht übersteigt, und die zur inneren Schifffahrt auf Flüssen und Canälen bestimmten, in das Meer nicht auslaufenden Barken;

b) die im §. 8, lit. *b)*, *c)*, *d)* bezeichneten Fahrzeuge;

c) die im §. 8, lit. *e)* bezeichneten Fahrzeuge, wenn sie keine Handelsoperationen (§. 12) vornehmen, und, ohne zur freien Gemeinschaft zugelassen worden zu sein oder die Contumazbehandlung begonnen zu haben, binnen 48 Stunden wieder abfahren.

§. 16.

Die einheimischen Barken, welche zur Ausübung des Seefischereigewerbes und die zur Verführung frischer Fische oder des Köders verwendet werden, entrichten die Seesanitätsgebühr nach dem im §. 14 enthaltenen Ausmasse nur bei der jedesmaligen Erneuerung des Seesanitätspatentes, welches solchen Fahrzeugen für die Dauer von sechs Monaten ausgestellt wird.

Dieselbe Erleichterung kann von der Centralseebehörde denjenigen einheimischen Barken zugestanden werden, für die welche Zufuhr von Bausteinen oder Sand den ausschliesslichen Erwerb bildet.

§. 17.

Die im §. 9 bezeichneten einheimischen Fahrzeuge zahlen die Seesanitätsgebühr ebenfalls nach §. 16 nur bei der jedesmaligen

Erneuerung des Seesanitätspatentes, welches solchen Fahrzeugen auf 1865 die Dauer eines Monates ausgestellt wird.

II. Seesanitätsgebühr von Waaren, Geldern und sonstigen Verkehrsartikeln.

§. 18.

Alle Waaren, Gelder und sonstigen Verkehrsartikel, welche auf Fahrzeugen verladen sind, die in einem österreichischen Hafen die Contumaz oder Reserve bestehen oder auch nur begonnen haben, unterliegen dort, wo die Contumazbehandlung stattfindet, der Entrichtung der Seesanitätsgebühr.

§. 19.

Die Seesanitätsgebühr von Waaren, Geldern und sonstigen Verkehrsartikeln wird nach dem Werthe derselben bemessen, und zwar:

a) für die in die Lazarethsmagazine zur Reinigung ausgeladenen Waaren u. s. w. mit $3\frac{1}{2}$ per Mille vom Werthe;

b) für die auf dem Schiffe bleibenden oder von diesem unmittelbar in die freie Gemeinschaft ausgefolgten Waaren u. s. w. mit $1\frac{1}{2}$ per Mille vom Werthe;

c) für Gelder die Hälfte obiger Gebühren.

§. 20.

Von der Entrichtung dieser Gebühr sind befreit:

a) Waaren, Gelder u. s. w., die von einem österreichischen unter Contumaz gesetzten Hafen ankommen, wenn sie nicht vermöge ihrer ursprünglichen Herkunft aus einem gesundheitsverdächtigen fremden Hafen schon an und für sich die Contumaz zu bestehen gehabt hätten;

b) Waaren, Gelder u. s. w., welche unter Contumaz und Reserve auf dem nämlichen Schiffe, sei es nach einem österreichischen oder nach einem fremden Hafen, wieder ausgeführt werden;

c) die in den Häfen di patente libera und aus freier Gemeinschaft auf ein Contumazschiff verladenen, gehörig versiegelten und mit ämtlichen Certificaten begleiteten Collien;

d) alles Aerarialgut und die für Staatsanstalten bestimmten Gegenstände;

e) die nicht zum Handelsverkehre bestimmten Paccotiglien und Gelder der Schiffsleute und Reisenden.

§. 21.

Die Berechnung des Werthes der Waaren u. s. w. geschieht auf Grundlage der in den Ladungsdocumenten (Frachtbriefen) an-

1865 gegebenen Mengen und Gattungen, und nach den von der Centralseebehörde unter Mitwirkung der Börsedeputation in Triest in angemessenen Zeitabschnitten festgestellten und den zuständigen Hafen- und Seesanitätsämtern mitgetheilten Preistarifen.

Beschädigte Waaren sind nach den von den Empfängern von Fall zu Fall glaubwürdig nachzuweisenden niedrigeren Preisen zu bewerthen.

§. 22.

Die Seesanitätsgebühr von Waaren ist vor der Zulassung derselben zur freien Gemeinschaft zu entrichten, oder in geeigneter Weise sicherzustellen.

Artikel III.

Von den Seecontumazgebühren.

§. 23.

Wo die Contumazbehandlung von Schiffen oder Waaren stattfindet (§. 20), sind ausser der Seesanitätsgebühr auch die Seecontumazgebühren für die Inspectionsquardiane, für die eventuellen Wächter und Reinigungsdiener, dann für die Aerzte und Krankendiener, jedoch nur insoweit zu entrichten, als die Leistungen derselben wirklich in Anspruch genommen worden sind.

§. 24.

Auch die Seecontumazgebühren sind von den Zahlungspflichtigen vor Beendigung der Contumazbehandlung, folglich vor der Zulassung zur freien Gemeinschaft, beziehungsweise vor der Abfahrt, und zwar gegen ämtlich gefertigte Quittung an die zuständigen k. k. Hafen- und Seesanitätsorgane (§. 6) zu berichtigen, oder auf geeignete Art sicherzustellen.

§. 25.

Das Ausmass der Seecontumazgebühren wird mit Rücksicht auf die Localverhältnisse im Verordnungswege festgestellt, und mittelst Tarifes, welcher in allen Seesanitätsanstalten, wo Schiffe zur Bestehung der Contumaz oder Reserve angenommen werden, zur Einsicht der Parteien offen zu halten ist, zur allgemeinen Kenntniss gebracht.

Allgemeine Schlussbestimmung.

§. 26.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit 1. März 1865 in Wirksamkeit; mit dem gleichen Tage treten alle gegenwärtig bestehenden Vorschriften über die Bemessung und Entrichtung der Tonnen-, Seesanitäts- und Contumazgebühren ausser Kraft.

§. 27. 1865

Der Minister der Marine ist mit dem Vollzuge dieses Gesetzes beauftragt.

Wien, am 25. Februar 1865.

Franz Joseph m. p.

Erzherzog *Rainer* m. p. Freiherr *von Burger* m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung:
Freiherr *von Ransonnet* m. p.

286.

28 mars 1865.

Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères concernant le pavillon intérimaire pour les bâtiments marchands des duchés de Sleswig et Holstein.

(Annuario marittimo 1866, 23.)

Avviso ai Naviganti. Bandiera dello Schleswig ed Holstein.

L' i. r. Governo austriaco ed il regio Governo prussiano, aderendo alle proposte della suprema Autorità civile in Schleswig, hanno convenuto riguardo alla questione, quale bandiera debbano portare i navigli dello Schleswig-Holstein durante l'epoca transitoria fino alla definitiva regolazione dei destini di questi ducati, di adottare per la bandiera da introdursi interinalmente i colori *azzurro*, *bianco* e *rosso* in striscie orizzontali, con un campo *giallo* nella striscia azzurra vicino all' asta.

287.

1 avril 1865.

Protocole signé à Berlin par les plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et du Danemark à l'égard de certaines dispositions du traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864.

(Staatsarchiv X, 2009.)

Protokoll zur Erläuterung einiger Bestimmungen des Friedenstractats vom 30. October 1864.

Les Puissances signataires du traité de paix du 30 octobre 1864 ayant reconnu la nécessité de préciser le sens de quelques-unes des stipulations du dit traité de paix, les Plénipotentiaires soussignés, savoir: — — — se sont réunis aujourd'hui et sont convenus des points suivants:

1865 Article I. Les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg, qui n'ont pas été revendues avant le 16 novembre 1864, ainsi que les revenus consignés au cadastre (Erdbuch-Einnahmen) des fermes données en bail héréditaire et appartenant autrefois aux possessions Augustenbourgeoises, appartiennent aux Duchés aussi bien, que les Domaines de l'État situés dans les Duchés.

Article II. Les sommes dues sur le prix des possessions du Duc d'Augustenbourg, les possessions Gravensteinoises et dépendances y comprises revendues avant le 16 novembre 1864 reviennent au Danemarc. Il en est de même des intérêts de ces sommes ainsi que des à-compte, qui auraient été payés sur le capital, en tant qu'ils n'ont pas été déjà versés dans le trésor Danois.

Article III. L'indemnité pour les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg mentionnée à l'art. XI du traité de paix, ne tombe à la charge des Duchés qu'en tant qu'elle est devenue payable après le 16 novembre 1864. Il en est de même des intérêts et des à-compte qui auraient été payés sur le capital de la dette de priorité.

Article IV. Les sommes dues au trésor Danois par des employés ou des particuliers des Duchés et provenant tant de prêts faits par la couronne Danoise à des communes ou à des charges publiques (Beamten-Stellen) des Duchés, que de ventes de propriété de l'État situées dans ces Duchés, ainsi que les intérêts et les capitaux payés sur ces créances depuis le commencement de l'exécution fédérale, resp. depuis le commencement des hostilités, en tantque les intérêts et capitaux ne sont pas déjà rentrés dans le trésor Danois, reviennent au Danemarc.

Károlyi. *von Bismarck.* *Braestrup.*

288.

11 avril 1865.

Traité de commerce et de douane entre l'Autriche et les états de la confédération douanière allemande, conclu à Berlin. Ratifié à Vienne le 21 mai 1865. Ratifications échangées à Berlin.

(R. G. B. 1865, Nr. 32.)

Handels- und Zollvertrag vom 11. April 1865 zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereins. Unterzeichnet zu Berlin am 11. April 1865. Von Seiner k. k. Apostolischen Majestät zu Wien am 21. Mai 1865 ratificirt. Die Auswechslung der bezüglichen Ratificirungen hat zu Berlin stattgefunden.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem zwischen Unserem — zugleich in Vertretung des souveränen Fürsten zu Liechtenstein handelnden — Bevollmächtigten einerseits und den Bevollmächtigten Ihrer Majestäten des Königs von Preussen, von Bayern und des Königs von Sachsen, in Vertretung sämmtlicher Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereins anderseits, zum Zwecke einer umfassenden Reglung der Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den beiderseitigen Gebieten, in Folge der zu Berlin gepflogenen Verhandlungen, am 11. April d. J. daselbst ein aus 27 Artikeln nebst drei Anlagen *A*, *B* und *C* bestehender Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, von welchem eine gedruckte Ausfertigung hier nachfolgend eingefügt ist, unter der Ueberschrift: „Handels- und Zollvertrag zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereins“ und weiter von Wort zu Wort, wie folgt: 1865

Handels- und Zollvertrag zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereins.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthums Liechtenstein, einerseits, und

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Bayern und Seine Majestät der König von Sachsen, sowohl für Sich beziehungsweise in Vertretung der dem preussischen Zoll- und Steuersystem angeschlossenen souveränen Länder und Landestheile, nämlich: des Grossherzogthums Luxemburg, der grossherzoglich Mecklenburgischen Enclaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, des Herzogthums Anhalt, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe und des landgräflich Hessischen Oberamtes Meisenheim als im Namen der übrigen Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Krone Hannover, sowohl für Sich als für das Fürstenthum Schaumburg-Lippe, der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Churfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, sowohl für Sich als für das landgräflich Hessische Amt Homburg, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, namentlich: des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie; des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt anderseits,

von dem Wunsche geleitet, den Handel und Verkehr zwischen Ihren Gebieten durch ausgedehnte Zollbefreiungen und Zollermässigungen, durch vereinfachte und gleichförmige Zollbehandlung und

1865 durch erleichterte Benützung aller Verkehrsanstalten in umfassender Weise zu fördern, und in der Absicht, Ihre Zolleinnahmen zu sichern, und die allgemeine deutsche Zolleinigung anzubahnen, haben über die Erneuerung und entsprechende Abänderung und Erweiterung des zwischen Ihnen bestehenden Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853 Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath und Vorstand der Ministerialsection für die indirecten Abgaben Dr. Carl Freiherrn von Hock, und

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Ministerialdirector Alexander Max Philipsborn und

Allerhöchstihren geheimen Oberfinanzrath Gustav Hasselbach;

Seine Majestät der König von Bayern:

Allerhöchstihren Ministerialrath Moriz von Reichert, und

Seine Majestät der König von Sachsen:

Allerhöchstihren geheimen Finanzrath Julius Hans von Thümmel,

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, den folgenden Handels- und Zollvertrag vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürfen nur stattfinden:

a) bei Tabak, Salz, Schiesspulver, Spielkarten und Kalendern;

b) aus Gesundheitspolizei-Rücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Artikel 2.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangsabgaben, sowie hinsichtlich der Durchfuhr dürfen von keinem der beiden vertragenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere vertragende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem anderen vertragenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen Begünstigungen, 1865
welche die mit einem der vertragenden Theile jetzt oder künftig zollvereinten Staaten geniessen, sowie solche Begünstigungen, welche anderen Staaten durch bestehende Verträge zugestanden sind, und ausdrücklich von der Anwendung obiger Bestimmung ausgeschlossen werden. Diese Begünstigungen können denselben Staaten für die nämlichen Gegenstände in nicht höherem Masse auch nach Ablauf dieser Verträge zugestanden werden.

Artikel 3.

Die vertragenden Theile wollen vom 1. Juli 1865 an gegenseitige Verkehrserleichterungen auf Grundlage des freien Eingangs roher Naturerzeugnisse und des gegen ermässigte Zollsätze zu gestattenden Eingangs gewerblicher Erzeugnisse ihrer Länder eintreten lassen.

Demgemäss sind sie übereingekommen, dass bei dem unmittelbaren Uebergang aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Theiles in Oesterreich von den in der Anlage *A* und im Zollvereine von den in der Anlage *B* bezeichneten Waaren keine, beziehungsweise keine höheren als die in diesen Anlagen bestimmten Eingangsabgaben erhoben werden sollen.

Artikel 4.

Wenn während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages in dem Gebiete des einen oder des anderen der vertragenden Theile Erhöhungen der allgemeinen tarifmässigen Eingangszölle gegen den vom 1. Juli 1865 an giltigen Tarif eintreten sollten, so bleiben diese auf die in den Anlagen *A* und *B* vereinbarten Zollsätze und Zollbefreiungen ohne Einfluss.

Wenn aber einer der vertragenden Theile für eine von den in den Anlagen *A* und *B* genannten Waaren eine Ermässigung seines vom 1. Juli 1865 an giltigen allgemeinen Zolltarifs, sei es allgemein oder für gewisse Grenzstrecken oder Zollämter, eintreten lassen will, so liegt ihm ob, dem anderen Theile von dieser Ermässigung mindestens drei Monate vor deren Eintreten Nachricht zu geben, und es bleibt alsdann, vorbehaltlich anderweiter Verständigung, dem anderen Theile freigestellt, diese Waare nur gegen Beibringung von Ursprungszeugnissen zollfrei, beziehungsweise gegen den verabredeten Zoll, zuzulassen. Wer von dieser Befugniss Gebrauch macht, wird den anderen Theil von der desshalb erlassenen Anordnung vier Wochen vor deren Vollzug in Kenntniss setzen.

Artikel 5.

1. Die unmittelbar aus dem Gebiete des einen vertragenden Theiles in das Gebiet des anderen übergehenden Waaren sollen beiderseits von allen Ausgangsabgaben frei sein.

1865 Ausgenommen von dieser Bestimmung sind nur die nachstehend aufgeführten Waaren, von denen die unten verzeichneten Ausgangsabgaben erhoben werden dürfen, nämlich:

im Zollverein:

von Lumpen und anderen Abfällen zur Papierfabrikation, und zwar:

a) nicht von reiner Seide, auch zu Halbzeug vermahlen, Maculatur und Papierspänen $1^2/_3$ Thaler (2 fl. 55 kr. südd. Währ.) vom Zollçentner;

b) altem Tauwerk, alten Fischernetzen und Stricken, getheert oder nicht getheert, $^1/_3$ Thaler (35 kr. südd. Währ.) vom Zollcentner;

in Oesterreich:

a) von Fellen und Häuten, gemeinen (Pos. 6 *a)* der Anlage *A*) 2 fl. 50 kr. österr. Währ. vom Zollcentner;

b) von Lumpen (Hadern) und anderen Abfällen zur Papierfabrikation (Pos. 44 *b)* der Anlage *A*) 3 fl. österr. Währ. vom Zollcentner;

c) von Knochen, Klauen, Füssen, Hautabschnitzeln (Pos. 44 *c)* der Anlage *A*) 75 kr. österr. Währ. vom Zollcentner.

2. In jedem der vertragenden Staaten sollen die bei der Ausfuhr gewisser Erzeugnisse bewilligten Ausfuhrvergütungen nur die Zölle oder inneren Steuern ersetzen, welche von den gedachten Erzeugnissen oder von den Stoffen, aus denen sie verfertigt worden, erhoben sind. Eine darüber hinausgehende Ausfuhrprämie sollen sie nicht enthalten.

Ueber Aenderungen des Betrages dieser Vergütungen oder des Verhältnisses derselben zu dem Zolle oder zu den inneren Steuern wird gegenseitig Mittheilung erfolgen.

3. Von Waaren, welche durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des anderen Theiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Artikel 6.

Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehres wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehre im Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess und Marktverkehre versendet, in dem Gebiete des anderen

Theiles aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter 1865
Controle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert, sowie für Muster, welche von Handelsreisenden eingebracht werden, alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

c) für Glocken und Lettern zum Umgiessen, Stroh zum Flechten, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln);

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Färben, Walken, Appretiren, Bedrucken und Sticken, Garne zum Stricken, Gespinnste (einschliesslich der erforderlichen Zuthaten) zur Herstellung von Spitzen und Posamentirwaaren, Häute und Felle zur Leder- und Pelzwerkbereitung, Garne in gescheerten (auch geschlichteten) Ketten nebst dem erforderlichen Schussgarn zur Herstellung von Geweben, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

e) für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung bestimmte, in das Gebiet des anderen vertragenden Theiles gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der desshalb getroffenen besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Beschaffenheit und die Benennung derselben unverändert bleibt;

und zwar in dem Falle unter *c)* unter Festhaltung der Gewichtsmenge, in den Fällen unter *a)*, *b)*, *d)* und *e)*, sofern die Identität der aus- und wieder eingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

Artikel 7.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt werden, dass beim unmittelbaren Uebergange solcher Waaren aus dem Gebiete des einen der vertragenden Theile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses und die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den dieserhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist. Ueberhaupt soll die Abfertigung möglichst beschleunigt werden.

Artikel 8.

Die vertragenden Theile werden auch ferner darauf bedacht sein, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an Einen Ort zu verlegen, so dass die Amtshandlungen

1865 bei dem Uebertritte der Waaren aus einem Zollgebiete in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Artikel 9.

Innere Abgaben, welche in dem einen der vertragenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen und Corporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel 10.

Die vertragenden Theile verpflichten sich, auch ferner zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und die zu diesem Zwecke erlassenen Strafgesetze aufrecht zu erhalten, die Rechtshilfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des anderen Staates die Verfolgung der Contravenienten in ihr Gebiet zu gestatten, und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zu Theil werden zu lassen.

Das nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollcartell enthält die Anlage *C*.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der vertragenden Theile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden die zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste verabredeten Massregeln aufrecht erhalten.

Artikel 11.

Stapel- und Umschlagsrechte sind in dem Gebiete der vertragenden Theile unzulässig, und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzuladen.

Artikel 12.

Die vertragenden Theile werden die Seeschiffe des anderen Theiles und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben wie die eigenen Seeschiffe zulassen.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der vertragenden Staaten ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimat zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimat giltigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduction der Schiffsmasse, bei Feststellung von Schifffahrts- und Hafenabgaben im anderen Staate genügen.

Die Schifffahrt zwischen Seehäfen seines Gebietes kann jeder 1865
Staat seinen eigenen Schiffen vorbehalten; dagegen soll die successive Befrachtung oder Entlöschung in mehreren Seehäfen des einen Staates den Schiffen des anderen Staates gestattet sein.

Auch sollen unter der Bedingung der Gegenseitigkeit überhaupt alle Begünstigungen, welche einer der Seeschifffahrt treibenden Staaten des Zollvereines in Bezug auf die Behandlung der Seeschiffe und deren Ladungen einem dritten Staate eingeräumt hat oder einräumen wird, auf die österreichischen Schiffe und deren Ladungen, und umgekehrt alle Begünstigungen, welche Oesterreich in diesen Beziehungen einem dritten Staate eingeräumt hat oder einräumen wird, auf die Schiffe der Seeschifffahrt treibenden Staaten des Zollvereines und deren Ladungen Anwendung finden. Von dieser Bestimmung sind nur diejenigen Begünstigungen in der Küstenschifffahrt ausgenommen, welche Schiffen dritter Staaten nicht durch Uebereinkommen eingeräumt sind.

Artikel 13.

Von Schiffen des einen der vertragenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des anderen einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handelsverkehre benützt wird, Schifffahrts- oder Hafenabgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der vertragenden Theile verladen waren, soll von dem anderen, unter Vorbehalt des etwaigen Bergelohnes, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Artikel 14.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Staates.

Artikel 15.

Die Benützung der Chausséen und sonstigen Strassen, Canäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne- und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehöri-

[illegible] vertragenden Theiles unter gleichen Bedingungen [illegible] Gebühren wie den Angehörigen des eigenen [illegible] werden.

[illegible] dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und [illegible] zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei [illegible] solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

[illegible] dürfen die Unterhaltungskosten sammt den landes-[illegible] des Anlagecapitals nicht übersteigen.

[illegible] für beladenes Fuhrwerk sollen auf Strassen, welche [illegible] oder mittelbar zur Verbindung der vertragenden Theile [illegible] mit dem Auslande dienen, da, wo dieselben den Satz [illegible] Silbergroschen (5 kr. österr. Währ.) für Ein Zugthier und [illegible] geographische Meile erreichen oder übersteigen, höchstens zu [illegible] geltenden Beträgen, und da, wo sie jenen Satz nicht er-[illegible] höchstens zu diesem letzteren erhoben werden. Wegegelder [illegible] die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf [illegible] nicht [illegible] Strassen nach Verhältniss der Streckenlängen nicht [illegible] als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten [illegible].

Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Arti-[illegible] 16 und 17 enthaltenen Bestimmungen.

Artikel 16.

[illegible] Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise [illegible] Beförderungen die Angehörigen des anderen Theiles und deren [illegible] nicht ungünstiger, als die eigenen Angehörigen und deren [illegible] behandelt werden.

[illegible] Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des anderen Thei-[illegible] Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben [illegible] welchen auf derselben Eisenbahn die in dem eigenen Gebiete [illegible] abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Artikel 17.

[illegible] vertragenden Theile werden dahin wirken, dass die Waaren-[illegible] auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung [illegible] Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte [illegible] zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transport-[illegible] von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienen-[illegible] vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel [illegible] stattfindet, Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren [illegible] eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern [illegible] werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes [illegible] oder Steueramt befindet, von der Declaration, Abladung und [illegible] an der Grenze, sowie vom Colloverschluss frei lassen, inso-

fern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und 1865
Frachtbriefe zum Eingang angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus- oder nach dem Gebiete des anderen ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Declaration, Abladung und Revision, sowie vom Colloverschlusse sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insofern dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgang angemeldet sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Insoweit von einem der vertragenden Theile mit dritten Staaten in Betreff der Zollabfertigung weitergehende, als die hier aufgeführten Erleichterungen vereinbart worden sind, finden diese Erleichterungen auch bei dem Verkehre mit dem anderen Theile, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, Anwendung.

Artikel 18.

Die vertragenden Theile wollen gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Theiles, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der vertragenden Theile, welche in dem Gebiete des anderen Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte ab, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Dessgleichen sollen Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, wenn sie bloss für dieses Geschäft persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen, oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatz eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem der vertragenden Theile die Unterthanen des anderen ebenso wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

1865 Die Unterthanen des einen der vertragenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Artikel 19.

Die vertragenden Theile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Consuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Theiles zu ernennen, in denen Consuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Diese Consuln des einen der vertragenden Theile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, im Gebiete des anderen Theiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, deren sich diejenigen irgend eines dritten Staates erfreuen oder erfreuen werden.

Artikel 20.

Jeder der vertragenden Theile wird seine Consuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des anderen Theiles, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Consul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren wie den eigenen Angehörigen zu gewähren.

Artikel 21.

Die vertragenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die vertragenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Artikel 22.

In denjenigen einzelnen Landestheilen der vertragenden Theile, welche von deren Zollgebiet ausgeschlossen sind, finden, so lange deren Ausschluss dauert, die Verabredungen in den Artikeln 1 bis 9 des gegenwärtigen Vertrages keine Anwendung.

Artikel 23.

Unmittelbar nach Austausch der Ratificationen dieses Vertrages sollen Commissarien der vertragenden Theile zusammentreten, um die zur Ausführung desselben erforderlichen Vereinbarungen und Vollzugsvorschriften festzustellen.

1865

Artikel 24.

Die in den Anlagen dieses Vertrages enthaltenen Bestimmungen sind als integrirende Theile desselben anzusehen.

Artikel 25.

Der gegenwärtige Vertrag tritt vom 1. Juli 1865 ab an Stelle des Vertrages vom 19. Februar 1853. Seine Dauer wird auf die Zeit vom 1. Juli 1865 bis zum 31. December 1877 festgestellt.

Beide Theile behalten sich vor, über weitergehende Verkehrserleichterungen und über möglichste Annäherung der beiderseitigen Zolltarife und demnächst über die Frage der allgemeinen deutschen Zolleinigung in Verhandlung zu treten. Sobald der eine von ihnen den für die Verhandlung geeigneten Zeitpunkt für gekommen erachtet, wird er dem anderen seine Vorschläge machen, und werden Commissarien der vertragenden Theile zum Behufe der Verhandlung zusammentreten.

Es wird beiderseits anerkannt, dass die Autonomie eines jeden der vertragenden Theile in der Gestaltung seiner Zoll- und Handelsgesetzgebung hierdurch nicht hat beschränkt werden wollen.

Artikel 26.

Der Beitritt zu diesem Vertrage bleibt jedem deutschen Staate vorbehalten, welcher sich künftig dem Zollvereine anschliessen wird.

Artikel 27.

Gegenwärtiger Vertrag soll ratificirt und es sollen die Ratificationsurkunden binnen sechs Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, am 11. April 1865.

(Gez.) (L. S.) Freiherr *von Hock.*
(L. S.) *Philipsborn.*
(L. S.) *Hasselbach.*
(L. S.) *von Reichert.*
(L. S.) *von Thümmel.*

1865

Anlage A.

Zollsätze

für die Einfuhr aus dem Zollvereine nach Oesterreich.

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	I. Landwirthschaftliche Erzeugnisse.			
1	Getreide, Hülsenfrüchte, Mehl und Mahlproducte:			
	a) Weizen, Spelz (Dinkel), Halbgetreide, Heidekorn oder Buchweizen, Hirse, Mais (türkischer Weizen, Kukurutz), Roggen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken, Zuckererbsen (Zizern), Gerste und Malz, dann Hafer	1 Ctr.	frei	.
	b) Mehl und Mahlproducte (gerollte, geschrottete und geschälte Körner, Graupen, Grütze, Gries); ferner Stärkegummi (Dextrin, Leogomme)	„	frei	.
2	Gemüse, Obst und andere Garten- und Feldfrüchte:			
	a) Gartengewächse, frische, d. i. Gemüse und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Pilze, Schwämme, einschliesslich der Trüffeln, Knoblauch, Schnittlauch, Porri, Zwiebeln, auch Blumen- und Meerzwiebeln.			
	Obst, frisches, als: Aepfel, Ananas, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Kürbisse, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Hasel- und wälsche Nüsse, frische, grüne, unausgeschälte, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, dann Waldbeeren aller Art, z. B. Berberitz-, Brom-, Erd- und Heidelbeeren.			
	Bast, roher, Binsen, Schilfe, Rohre (Dach- und Weberrohr, auch gespalten, geschnitten und gespitzt zu Weberkämmen), Schachtelhalm, Flechten, Moose, Feuerschwamm, roher, Holzzunder (d. i. vermodertes Holz von Buchen, Fichten etc.).			
	Bäume, Sträuche, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen, ingleichen lebende Gewächse in Töpfen oder Kübeln, frische Blumen, Blätter (auch Maulbeerblätter) und Knospen.			
	Gras, Grassamen, Heu, Häckerling, Stroh, auch Strohabschnitte und Strohähren (natürliche zu Putzarbeiten).			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Futterkräuter, Heidekraut und Heidekrautwurzeln, Stengel und Blätter der Heidelbeeren.			
	Getreide in Garben, Hülsenfrüchte im Kraut, Maisstroh, d. i. Maiskolben (leere), Stengel und Blätter der Maispflanze, Mohnsamenkapseln, leere, Kardendisteln, Streulaub, Nadeln und Zapfen von Nadelhölzern.			
	Asphodillknollen (Goldwurzeln), sowohl frisch als trocken, Kalmus, frischer, Krappwurzeln, frische, Cichorien, nicht getrocknete, Bucheckern (Buchkerne), Erdnüsse, Flohsamen, Rosskastanien, Walchholderbeeren.			
	Oelsaat, als: Raps-, Hanf-, Lein- und Mohnsamen, gelber Raps oder Lein- und Vogeldotter, Sesam, der Samen des Ricinus (semen catapuciae majoris), der Mad- und Sonnenblumensamen, dann die Kerne der Marillen (Aprikosen), Pfirsiche und Pflaumen . . .	1 Ctr.	frei	.
b)	Kleesaat und Sämereien, d. i. Samen zum Garten- und Feldbaue (beispielsweise gehören hierher Angelika-, Dill-, Gichtrosen- [Päonien], Kohl- und Runkelrübensamen, Moorhirse, Gurken-, Kürbis-, Quitten- und Melonenkerne, Tabaksamen), Samen von Waldbäumen, dann Runkelrüben, getrocknete	"	frei	.
c)	Gartengewächse, zubereitete, d. i. Gemüse- und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, gedörrt, zerschnitten oder sonst zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern.			
	Obst, zubereitet, d. i. getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als: wälsche und Haselnüsse, trockene oder ausgeschälte.			
	Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt), Anis, Koriander, Fenchel und Kümmel	"	frei	.
d)	Kastanien (Maronen)	"	.	75
e)	Hopfen	"	2	50
f)	Süssholzsaft	"	3	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	II. Thiere und thierische Producte.			
3	Fische, Schal- und andere Wasserthiere:			
	a) Fische, frische, sowohl lebend als geschlachtet, dann Fluss- und Bachkrebse, frische, Schnecken, Biber, Ottern, Frösche	1 Ctr.	frei	.
	b) Fische (mit Ausnahme der Häringe, Cospettoni, Saracche, Scoranze und Stockfische), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt)	"	1	50
4	Schlacht- und Zugvieh:			
	a) Ochsen und Stiere	1 Stück	3	75
	b) Kühe	"	2	25
	c) Jungvieh	"	1	50
	d) Hammel	"	.	25
	e) Kälber, Schafvieh (mit Ausnahme der Hammel) und Ziegenvieh	"	frei	.
	f) Schweine (einschliessig der Spanferkel von mehr als 20 Zollpfund)	"	1	.
	g) Spanferkel, nicht mehr als 20 Zollpfund im Gewichte	"	.	15
	Anmerkung zu den Pos. 4 *a)* bis *g)*. Schlachtvieh im getödteten Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.			
	h) Pferde und Füllen	"	2	.
	Anmerkung. Füllen, welche der Mutter folgen, sind frei.			
5	Bienenstöcke mit lebenden Bienen, Geflügel aller Art, Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen), Wildpret, grosses, lebendes	"	frei	.
6	Thierische Producte:			
	a) Felle und Häute, folgende: Rinds- (d. i. Bison-, Büffel-, Kalbs-, Kuh-, Ochsen-, Stier- und Terzen-), Pferde- (auch Füllen-, Maulesel- und Maulthier-), Esel, Kamehl-, Hunds-, Dachs-, Schwein-, Gems-, Hirsch-, Reh-, Elenthier-, Rennthier-, Flusspferd- und Rhinoceroshäute, dann gemeine Schaf- (auch Schöps-, Sterbling-, Lamm-), gemeine Ziegen- (auch Bock- und Kitzen-), Hasen- und Kaninchenfelle und Fischhäute, roh	1 Ctr.	frei	.
	b) Haare aller Art, roh und zubereitet, d. i. gehechelt, gesotten oder gefärbt (auch gebeizt), auch in Lockenform gelegt, Borsten, Bettfedern, Federkiele, roh u. zugerichtet (Schreibfedern) und unzubereitete Schmuckfedern .	"	frei	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	c) Eier aller Art, Milch (auch geronnene, Rahm und Topfen)	1 Ctr.	frei	.
	d) Hörner, Hornscheiben und Hornspitzen, Knochenkohle (Spodium)	„	frei	.
	e) Frische, gesalzene oder getrocknete Blasen und Därme, Goldschlägerhäutchen, dann Darmseile, d. i. Stricke aus groben Därmen (zum Gebrauche bei Drehbänken, Schleifrädern u. dgl.); Honig	„	.	75
	f) Butter, frische, gesalzene u. eingeschmolzene	„	2	.
	g) Käse; Wachs (gelbes und weisses)	„	2	50
	III. Oele, fette, Getränke und Speisen.			
7	Oele, fette, mit Ausnahme des Baum-, Palm- und Cocosnussöls, sowie der parfümirten Oele, in Fässern oder Schläuchen und Blasen	„	.	75
8	Bier:			
	a) In Fässern	„	1	50
	b) In Flaschen und Krügen (auch Plutzern) . .	„	5	.
	Anmerkung. Für Rechnung des Staates wird eine innere Abgabe von dem verzollten Biere nur bei der Einfuhr in die geschlossenen Städte erhoben werden.			
9	Esswaaren:			
	a) Brot, gemeines, d. i. sowohl schwarzes als weisses, wie auch Schiffszwieback	„	frei	.
	b) Teigwerk (d. i. Nudeln und gleichartige, nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl)	„	2	50
	c) Senfpulver (in Blasen, Flaschen, Krügen), Senf, zubereiteter; Aale in Oel eingelegt (in Fässern)	„	7	50
	d) Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk, alle in Flaschen, Büchsen (hölzerne Schachteln ausgenommen) und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene, dann alle in Zucker, Honig, Oel oder sonst eingelegten Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere u. dgl.); ferner Pasteten, Tafelbouillons, Gelees (Sulzen), Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses . .	„	10	.
	Anmerkung. Wenn Esswaaren, feine, in Umschliessungen eingehen, die einem höheren Zolle unterliegen, als die Esswaare selbst, so sind dieselben nach dem Zollsatze für die Umschliessungen zu verzollen.			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maassstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	IV. Brenn-, Bau- und Werkstoffe.			
10	Holz, Kohlen und Torf:			
	a) Brennholz (d. i. alles nicht vorgearbeitete, gemeine Holz in unbehauenen Stämmen und Blöcken, Scheitern und Prügeln, die nicht länger als 42 Wiener Zoll sind), auch Holzborke, Busch, Faschinen, Flechtweiden u. Reisig	100 Wr. Kubikfuss	frei	.
	b) Werkholz, gemeines (europäisches), roh, d. i. nicht vorgearbeitet, also in unbehauenen Stämmen länger als 42 Wiener Zoll, oder in Bandstöcken, Stangen, Pfahlholz u. s. w. und zugerichtet, d. i. Sägewaaren, Fassholz (Dauben) und alles andere roh vorgearbeitete Werkholz, mit Ausnahme der Fourniere . .	100 Wr. Kubikfuss	frei	.
	c) Holzkohlen, Torf, Torfkohlen u. Braunkohlen	1 Ctr.	frei	.
11	Mineralien:			
	a) Steine, rohe, d. i. behauen und unbehauen, auch in Platten, doch nicht geschliffen und nicht polirt (z. B. Bruch-, Kalk-, Schiefer-, Mauersteine, Mühlsteine [ohne und mit eisernen Reifen oder Metallhülsen], Schleif- und Wetzsteine aller Art, Probirsteine, Feuersteine [Flintensteine], Tufstein, rohe Granit- und Marmorblöcke u. dgl.), Lithographirsteine (sogenannte Kehlheimer Platten) auch mit Zeichnungen oder Schrift, Dach- und Mauerziegel, Schlacken, Sand (auch farbiger Streusand, mit Ausnahme der Schmalte), Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt, Mörtel. Amianth und Asbest.			
	Erze, z. B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- u. Zinnerze, Gold- u. Silberstufen, Kobalt- u. Nikelerze.			
	Puzzuolan- und Santorinerde (auch Cement- und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- u. Töpferthon, Trippel-, Talk- und Walkererde, Bolus (auch Siegelerde), Maltheser Erde (weisser Bolus), Blutstein, Braunstein, Farberde, gelbe, grüne, rothe, Graphit (Wasserblei, Reisblei), Kolkothar, Ocker, Bimsstein und Schmirgel, Fluss- und Schwerspath, Satinober, Umbra, weisse Pfeifen- und andere Erden zur Erzeugung von Steingut oder Porzellan, alle diese Gegenstände auch gemahlen und geschlemmt, Kreide, weisse und schwarze, roh, ungeschnitten und geschlemmt, Garten- und Moorerde	„	frei	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Anmerkung. Steinmetzarbeiten, gemeine, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren, Tröge u. dgl., ungeschliffen, mit Ausnahme jener aus Alabaster und Marmor, werden den behauenen Steinen beigezählt.			
	b) Schiefertafeln (auch in Holzrahmen der Pos. 33 *a)*, Schiefergriffel (nicht bemahlt oder angestrichen oder mit anderen Materialien in Verbindung), Schieferpapier und Tafeln daraus, ohne Verbindung mit anderen Materialien, Kreide und Rothstein, geschnitten, Bimsstein, geformt, Bimsstein-, Glas-, Sand- und Schmirgelpapier, Bimsstein- und Schmirgeltuch . .	1 Ctr.	.	75
	V. Arzenei-, Parfümerie-, Farb-, Gärb- und chemische Hilfsstoffe.			
12	Oele, ätherische:			
	a) Bernstein-, Hirschhorn-, Kautschuk-, Lorbeer-, Rosmarin- und Wachholderöl	„	3	.
	b) Oele, ätherische, d. i. alle mit Ausnahme der vorstehend unter *a)* und der unter Pos. 14 genannten ätherischen Oele, dann parfümirte Essige, Fette und Oele, alle diese Gegenstände in Behältnissen von mehr als ¼ niederösterr. Mass	„	5	.
	Anmerkung. Kommen die unter *a)* und *b)* genannten Essige, Fette und Oele in Behältnissen von ¼ niederösterr. Maas oder darunter vor, so sind sie als Parfümeriewaaren, Pos. 42 *c)* zu behandeln.			
13	Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Safflor, Färbeginster, Kermeskörner.			
	Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron, Gärberlohe und Gärberrinde (d. i. von Birken, Eichen, Fichten, Tannen, Rosskastanien, Ulmen, Weiden, Erlen), Summach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Eckerdoppern), auch Knoppernmehl, Galläpfel	„	frei	.
14	Harz, Theer- und Mineralöle:			
	a) Harz, gemeines (als: weisses, gelbes und schwarzes, von Nadelhölzern), Theer (auch Steinkohlentheer und Daggert), Colophonium,			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Terpentin, Terpentinöl (auch Pech- und Theeröl), Asphalt und andere Erdharze, Bergpech, Bergtheer	1 Ctr.	frei	.
	b) Steinöl, rothes und weisses, Steinkohlentheeröl (auch Benzin)	„	.	75
15	Chemische Hilfsstoffe:			
	a) Schwefel (in Stücken und Stangen, auch gemahlen und Schwefelblüthe), Salpeter, roh, Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina), Pottasche (auch alle andere unausgelaugte Holzasche), Weinstein, roh, raffinirt und krystallisirt, auch Weinhefe, getrocknet, Eisenvitriol, Eisenrostwasser (Eisenbeize), Eisenmoor und Eisensafran, Arsenik und arsenige Säure, Arsenikschwefel (Operment, Realgar), Mineralwässer, natürliche und künstliche, einschliesslich der Flaschen und Krüge, Spiessglanz und Spiessglanzkönig	„	frei	.
	b) Soda (d. i. einfach kohlensaures Natron), Digestivsalz (salzsaures Kali), Kali und Natron, ein- oder zweifach schwefelsaures, dann Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser), Königswasser	„	.	40
	c) Alaun, Bleiglätte (Silber- und Goldglätte), Salpeter, raffinirt, d. i. krystallisirt oder in Tafeln, Admonter- (gemischter Eisen- und Kupfer-), Kupfer- und Zinkvitriol, Wasserglas.			
	Ammoniaksalze (d. i. Salmiak, kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak), Hirschhorn- und Salmiakgeist, Verbindungen von Holzessig mit Eisen, Blei oder Kalk (holzessigsaures Eisen u. s. w.).			
	Citronensaft in Fässern, citronensaurer Kalk, Mineralkermes, schwefelsaurer Baryt, gepulvert, Lackmus	„	.	75
	d) Blei- und Zinkweiss (Zinkoxyd), Bleizucker, Chlorkalk, blau- und chromsaures Kali, chromsaures Bleioxyd, Grünspan, Massikot, Mennig, doppelt-kohlensaures Natron (Soda bicarbonata), Orseille und Persio, Eichenholz-, Galläpfel- und Knoppern-Extract, Schüttgelb, Zaffer- u. andere Kobaltverbindungen, Schmalte, Streuglas und Weinsteinsäure	„	1	50
	e) Aetznatron, Oxalsäure, oxalsaures Kali . . .	„	2	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	VI. Metalle, roh und als Halbfabrikate.			
16	Blei:			
	a) Blei, Hartblei (Schriftgiessermetall), Bleiasche	1 Ctr.	.	75
	b) Blei, gegossenes (als: Kessel, Röhren, Platten, Kugeln, Schrote u. dgl.), auch gerolltes und gezogenes Blei, Buchdruckerlettern, Stereotypplatten	„	2	50
17	Eisen:			
	a) Eisen, rohes, auch altes, gebrochenes Eisen, Eisenabfälle (Eisenfeile, Hammerschlag) . . .	„	.	40
	b) Eisen, gefrischtes (d. i. geschmiedetes und gewalztes), in Stäben, nicht façonnirtes, auch Luppeneisen, dann Eisenbahnschienen und Stahl, d. i. Roh- und Cement-, Guss- und raffinirter Stahl, nicht façonnirt	„	1	50
	c) Eisenblech, schwarzes (auch Eck- und Winkelbleche), Stahlblech, rohes, Stahlplatten, rohe (unpolirte), Eisendraht (unpolirt), dann Eisen und Stahl in Stäben, façonnirt (d. i. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form ausgeschmiedete oder gewalzte Stäbe), Radkranzeisen (Tyres), Eisenbahnschienen aus Stahl, roh vorgeschmiedete Maschinen- und Wagenbestandtheile (Achsen, Kurbeln u. dgl.), sofern dergleichen Bestandtheile einzeln einen Centner und darüber wiegen, Pflugschaareisen, Anker, Anker- und Schiffsketten	„	2	50
	d) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, gefirnisst, verzinnt (Weissblech), verzinkt oder mit Blei überzogen, Stahlblech und Stahlplatten, polirt, Eisendraht, polirt oder verkupfert, verzinnt, verzinkt, Stahldraht (polirt und unpolirt), auch Stahlsaiten, dann schmiedeiserne Röhren . .	„	4	.
	e) Eisenguss, grober (d. i. Kessel, Oefen, Platten, Räder, Röhren, Roste, das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfund, und Maschinentheile, das Stück im Gewichte von mehr als 100 Pfund)	„	.	75
18	Metalle und Metallgemische, unedle, mit Ausnahme von Blei und Eisen:			
	a) Roh (in Blöcken, Rosetten, Scheiben, Spleissen, Stangen und Klumpen, auch alt, gebrochen und in Abfällen); hierher gehören auch: Aluminium, Kobalt- und Nickelspeise, Nickelschwamm, Kupfer- und Zinnasche und Quecksilber	„	frei	.
	b) Zink in Stangen, Platten, Blechen, Drähten			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung
	und Röhren, dann Zinkguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeiteter, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen, als mit Holzarbeiten der Pos. 33 *a)* und *b)*, und Stangen oder Platten von Eisen	1 Ctr.
	c) Zinn in Stangen, Platten, Blechen, Drähten und Röhren, Zinnguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeiteter, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen als mit Holzarbeiten der Positionen 33 *a)* und *b)* und Stangen oder Platten von Eisen, dann Zinnwaaren, grobe, als: Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, nicht lackirt und ohne Verbindung mit anderen Materialien	"
	d) die unter *a)* begriffenen unedlen Metalle und Metallgemische, mit Ausnahme von Zink und Zinn, gezogen, gestreckt (d. i. in Stangen, Tafeln, Platten, Blechen, Drähten, auch Messingsaiten), und in groben Gussstücken (d. i. in Glocken und Röhren, das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfund, und in anderen Gegenständen, das Stück im Gewichte von mehr als 100 Pfund)	"
	VII. Webe- und Wirkstoffe und Garne.	
19	Flachs, auch Flachsbaumwolle (d. i. chemisch präparirter Flachs), Hanf, Jute und andere vegetabilische Spinnstoffe, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch in Abfällen (Werg, Heede), dann Waldwolle und Seegras	
20	Schafwolle, roh und gekämmt, gefärbt gebleicht, gemahlen und in Abfällen	
21	Baumwollgarne (ungemischt oder gemischt mit Leinen oder Wolle):	
	a) Roh, d. i. nicht gebleicht, nicht gefärbt und nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt . . .	
	b) Gebleicht (jedoch nicht drei- oder mehrdrähtig gezwirnt und nicht gefärbt), dann ungewebte Dochte, ohne oder mit Wachsüberzug . . .	
22	Leinengarne, d. i. Garne aus Flachs, Hanf oder Werg:	
	a) Handgespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	
	b) Maschinengespinnst, roh, d. i. weder gebleicht, noch gefärbt oder gezwirnt	

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	c) Gebleicht (auch bloss abgekocht), geäschert (gebükt) oder gefärbt (jedoch nicht gezwirnt)	1 Ctr.	4	50
23	Wollengarne (d. i. Garne aus Wolle oder anderen Thierhaaren):			
	a) Streichgarn, roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	.	75
	b) Kammgarn, roh, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt	„	4	50
	VIII. Webe- und Wirkwaaren.			
24	Baumwollwaaren, d. i. Webe- und Wirkwaaren aus Baumwolle, oder aus Baumwolle und Leinen, auch in Verbindung mit Gummifäden, jedoch ohne Bemischung von Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:			
	a) Rohe, ungebleichte, dichte, nicht gefärbte und nicht bedruckte Webewaaren (auch geköpert, gemustert, gerauht), mit Ausnahme der sammetartigen (mit aufgeschnittenem und nicht aufgeschnittenem Flor), dann Netze, Gitter (Marly) und Gurten und gewebte Dochte	„	25	.
	b) Nicht unter *a)* genannte, dichte Webewaaren, dann Posamentier-, Knopfmacher-, Band- und Strumpfwaaren	„	45	.
	c) Alle undichten Webewaaren (mit Ausnahme der Bobbinets [Tull anglais], Petinets und Spitzen)	„	70	.
25	Leinenwaaren, d. i. Webe-, Wirk- und Seilerwaaren aus Flachs, Hanf, Werg, Manillahanf (Aloefasern), Neuseeländer Flachs, Bast, See- und chinesischem Grase, Jute, Waldwolle und anderen vegetabilischen Fasern, mit Ausnahme der Baumwolle, auch in Verbindung mit Gummifäden, jedoch ohne Beimischung von Seide, Wolle und anderen Thierhaaren:			
	a) Seilerwaaren, ungebleicht oder gebleicht, als: Seile, Taue, Stricke, Bindfäden (Spagat) (mit Ausnahme der gebleichten und gefärbten) aus Flachs oder Hanf, Jute, Manillahanf (Aloefasern), Neuseeländer Flachs, Bast und anderen vegetabilischen Fasern, mit Ausnahme der Baumwolle, auch getheert, geleimt, gefirnisst, dann Eimer (Feuerlöscheimer) aus geflochtenem, gedrehtem Hanf, ferner Gitter, Gurten, Tragbänder, Schläuche aller Art, auch Netze, ungebleichte, und Packleinwand, graue . . .	„	.	75

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Anmerkung. Unter grauer Packleinwand wird ein glattes, grobes, ungebleichtes Gewebe ohne Köper und Muster verstanden, welches nicht über 24 Kettenfäden auf einen Wiener Currentzoll enthält.			
	b) Leinwand, mit Ausnahme der unter *d)* und *e)* genannten, und Zwillich und Drillich, alle diese Gegenstände roh, ungebleicht und ungemustert, dann Feuerlöscheimer aus ungebleichtem Segeltuche	1 Ctr.	6	.
	c) Alle dichten Leinenwaaren, mit Ausnahme der unter anderen Positionen genannten	„	25	.
	d) Leinwand, von der mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll gehen, dann Posamentier-, Knopfmacher-, Band- u. Strumpfwaaren	„	45	.
	e) Battiste, dann Gaze, Linon und andere undichte Webewaaren, mit Ausnahme der Spitzen und Kanten	„	70	.
26	Wollenwaaren, d. i. alle Webe- und Wirkwaaren aus Wolle oder anderen Thierhaaren, auch in Verbindung mit Gummifäden und anderen nicht seidenen Webe- und Wirkmaterialien:			
	a) Gewalkte, nicht bedruckte und nicht sammetartige Webewaaren, nicht bedruckte Filzwaaren und Fussteppiche, mit Ausnahme der Fussteppiche aus Hunds-, Kälber- und Rindshaaren	„	25	.
	Anmerkung. Den gewalkten Waaren werden nur jene beigezählt, die eine vollständige Walke erhalten haben (nicht bloss angewalkt sind).			
	b) Alle sammetartigen und alle ungewalkten dichten Webewaaren (mit Ausnahme der unter *c)* genannten), dann Posamentier-, Knopfmacher- und Strumpfwaaren	„	45	.
	c) Alle undichten Webewaaren (mit Ausnahme Spitzen), dann Shawls und Shawltücher . . .	„	70	.
27	Waaren, in denen ausser anderen Webe- und Wirkmaterialien sich auch Seide befindet, mit Ausnahme der Blonden und Spitzen	„	70	.
28	Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstafft und Gewebe, mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen u. s. w.:			
	a) Wachstuch, grobes, d. i. Wachspackleinwand, unbedruckte, und Asphaltleinwand	„	1	.
	b) Wachstuch, feines, d. i. alles andere, auch Wachsmousselin, Malertuch, Ledertuch u. Wachstafft	„	10	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	kr.
	c) Gewebe, mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen, oder getränkt oder durch Zwischenlagen aus jenen Harzen verbunden	1 Ctr.	25	.
	Anmerkung zur Classe VIII. Stickereien, Kleidungen und Putzwaaren, und Waaren aus Webe- und Wirkmaterialien in Verbindung mit Metallfäden oder gesponnenem Glase sind in dieser Classe nicht begriffen.			
	IX. Waaren aus Borsten, Bast, Binsen, Gras, Schilf, Span, Stuhlrohr und Stroh, sowie Papier, Leder, Papier-, Leder-, Gummi- und Kürschnerwaaren.			
29	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:			
	a) Waaren aus Borsten und Abstauber aus ungefärbten Federn, beide auch in Verbindung mit Holz und Eisen, und fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder Eisendraht, auch Holzsiebböden, weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt, noch polirt	„	3	.
	b) Andere als die unter *a)* genannten, auch in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie durch diese Verbindung nicht unter die kurzen Waaren und die Waaren der Position 32 *g)* fallen. Auch gehören hierher Haarpinsel, Abstauber aus gefärbten Federn, Frottir- und Pferdebürsten	„	12	.
30	Bast-, Binsen-, Gras-, Schilf-, Span-, Stuhlrohr- und Strohwaaren:			
	a) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, ungefärbt, auch Bürsten und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh; dann Stuhlrohr, roh, gespalten	„	.	25
	b) Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, gefärbt	„	1	50
	c) Stuhlrohr, gespaltenes, gebeizt oder gefärbt .	„	2	50
	d) Geflechte mit seidenen oder anderen Gespinnsten, oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwirkt (Sparterie)	„	45	.
31	Papier und Papierwaaren:			
	a) Schrenz-, graues Lösch- u. rauhes Packpapier (auch gefärbt, lackirt, mit Graphit, Asphalt, Theer überzogen), dann Pappendeckel (auch			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	Steinpappe), Pressspäne und Theerpappe (Asphaltfilz), Patentholz oder Fasermasse . .	1 Ctr.	.	75
	b) Papier, alles nicht unter anderen Positionen genannte, ungeleimte	„	1	50
	c) Papier, geleimtes, buntes (mit Ausnahme des unter *d)* genannten), lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Devisen, Etiquetten, Frachtbriefen, Rechnungen vorgerichtetes Calquir-, Gicht-, auch Oel- und Wachs-, Guttapercha-, Kreidepapier, dann Malerpappe . .	„	4	.
	d) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- oder Silbermustern (echt oder unecht, auch bronzirt), gepresstes oder durchgeschlagenes Papier, in gleichen Streifen von diesen Papiergattungen und Papier mit aufgeklebter Leinwand (auch mit Baumwollleinwand). Papierwaaren, d. i. Briefcouverte, auch mit Leinwand gefüttert, Papiertapeten und alle nicht besonders benannten Arbeiten aus Papier und Pappe (mit Ausnahme der Spielkarten), auch Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, dann Arbeiten aus Papiermasse, aus Patentholz oder Holzfasermasse. Alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren oder die Waaren der Pos. 32 *g)* fallen	„	12	.
32	Leder, Leder- und Gummi- und Kürschnerwaaren:			
	a) Schaf- und Ziegenfelle, halbgare oder bereits gegärbt, aber noch nicht gefärbt oder weiter zugerichtet	„	.	75
	b) Leder, gemeines, d. i. nicht unter *d)* genanntes, auch derlei Stiefelschäfte	„	3	.
	c) Künstliches Kratzenleder aus Gummi oder narblosem Abfallleder und aus einer zur Befestigung desselben dienenden Schichte von Leinen- oder Baumwollgeweben, dann Kürschnerwaaren, rohe (d. i. alle Arbeiten aus Pelzwerk, ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen, z. B. ungefütterte Decken, Pelzfutter, Pelzbesätze und Talupen, weissgemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- und Schaffelle), dann fertige nicht überzogene Schaffelle und derlei Mützen	„	4	50
	d) Leder, feines, d. i. Handschuhleder, auch Corduan, Maroquin, Saffian, gefärbtes (mit Aus-			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	nahme des bloss geschwärzten und der Juchten), lackirtes, vergoldetes, mit gepressten Verzierungen versehenes und Pergament, ferner Gummifäden, übersponnene	1 Ctr.	10	.
	e) Schuhmacher- und Sattler- (Riemer-) Waaren aus gemeinem Leder, Blasbälge; Fabrikate aus Kautschuk und Guttapercha, die nicht gefärbt, bemalt, lackirt, mit gepressten Verzierungen versehen sind; alle diese Waaren auch in Verbindung mit Holz u. Eisen, weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt noch polirt. Ferner gehören hierher: Taschnerwaaren aus lohgarem, lohrothem oder bloss geschwärztem Leder, auch in Verbindung mit Schlössern, Schnallen, Ringen u. dgl., insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	7	50
	f) Waaren aus gemeinem Leder, die nicht unter *e)* begriffen sind, dann Waaren der Pos. *e)* in anderen als den unter *e)* genannten Verbindungen, insoweit dieselben nicht unter die kurzen Waaren fallen	„	12	.
	g) Alle Waaren aus feinem Leder, dann alle aus Kautschuk und Guttapercha, die gemalt, gefärbt, lackirt, mit gepressten Verzierungen versehen sind, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, insoweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren fallen. Hierher gehören auch: Jagd- und Reisetaschen und Schuhmacherarbeiten aus Webe- und Wirkwaaren	„	15	.
	h) Handschuhe (auch bloss zugeschnitten oder in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren) . .	„	45	.
	i) Kürschnerwaaren, fertige, d. i. alle nicht besonders benannten, z. B. überzogene Pelze, Muffe, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	„	50	.
	Anmerkung. Kleider, die nicht ganz mit Pelz überzogen oder gefüttert sind, werden nicht als Kürschnerwaaren, sondern als Kleidungen behandelt.			
	X. Bein- und Holz-, Glas-, Stein- und Thonwaaren.			
33	Bein- und Holzwaaren, d. i. alle Arbeiten aus Bein, Holz oder anderen animalischen und vegetabi-			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	lischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Korallen und Schildpatt:			
	a) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren aus Holz, auch bloss gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, dann grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag-, Wagen- und Waschkörbe, Fischreussen u. dgl.), Besen aus Reisig, Acker-, Garten- und Küchengeräthe. Beispielsweise gehören hierher: Kisten, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen und Deichseln, Felgen, Naben, Speichen, Räder, Stühle, Bänke, Tische, Bienenstöcke und -Körbe, Holzschuhe, Radschuhe, Stiefelknechte, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Reifen und Zargen, Rinnen u. Röhren, Stöcke (auch Peitschenstöcke und Weichselröhre), Schachteln, Barren, Joche, Kumpfe, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Kochlöffel, Schneidebretter, Teller, Keulen, Schlägel, Rechen, Ruder, Schaufeln, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, Kleider- und Haubenstöcke, Hutformen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonnanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, roh vorgearbeitete Hefte und Claviatur-, sowie Tabakspfeifen-Hölzer, Spielzeug, grobes, bloss gehobeltes; alle diese Waaren nicht gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	1 Ctr.	frei	.
	b) Fourniere und Parquetten, uneingelegte, Kork-Platten, -Scheiben, -Stöpseln, und -Sohlen .	-	.	75
	c) Hölzernes Hausgeräthe (Meubles), eingelegte Parquetten, sowie alle unter *a)* und *b)* begriffenen Waaren aus Holz in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbflechterwaaren, Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahles), Messing oder gemeinem Leder oder Fensterglas in seiner natürlichen Farbe, auch (mit oder ohne diese Verbindungen) gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, ferner Fischbein, gerissenes	»	1	50
	d) Feine Korbflechterwaaren und Spielzeug (alle nicht unter *a)* begriffenen), hölzerne Häng-			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	uhren und Uhrkästen, Kammmacherwaaren, mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogene Arbeiten, feine Schnitz- und Drechslerwaaren, dann eingelegte Fourniere, auch auf einer Seite mit Papier oder Webewaaren belegt oder gepresst, Boulearbeiten, Holzbronze, sowie überhaupt alle nicht unter *a)*, *b)* und *c)* begriffenen Holzwaaren; Beinwaaren, nicht unter anderen Positionen benannte; alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren oder die Waaren der Pos. 32 *g)* fallen; gepolsterte Meubles (mit oder ohne Ueberzug)	1 Ctr.	12	.
34	Glas und Glaswaaren:			
	a) Spiegelglas, rohes ungeschliffenes, Glasmasse, sowie Glasröhren und Glasstängelchen, ohne Unterschied der Farbe (wie solche zur Perlenbereitung und Kunstglasbläserei gebraucht werden), auch Email- und Glasurmasse . . .	„	.	75
	b) Weisses Hohlglas, ungemustert, ungeschliffen, unabgerieben, ungepresst, oder nur mit abgeschliffenen oder eingeriebenen Stöpseln, Böden oder Rändern, ferner Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- und ganz-weiss)	„	1	50
	c) Glas, gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives, Glasbehänge zu Kronleuchtern, Glasknöpfe, Glaskorallen, alle diese Gegenstände ungefärbt, Glasperlen, Glasschmelz, Glastropfen	„	4	.
	d) Glas, farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes, mit Pasten (Kameen) eingelegtes, Glasflüsse, unechte Steine ohne Fassung, dann Spiegelglas, geschliffenes, unbelegtes oder belegtes, das Stück nicht über 284 Wiener Quadratzoll	„	6	.
	e) Alle Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren und die Waaren der Pos. 32 *g)* fallen; Spiegel, uneingerahmte, deren Glastafeln über 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen, und Spiegel, eingerahmte	„	12	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Mass-stab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	Zoll-betrag kr.
35	Steinwaaren, d. i. Bildhauer-, Former-, Modelleur-, Steinmetz- und Schmuckarbeiten aus Steinen und nicht gebrannten Erden. Cementen oder Steingemengen, mit Ausnahme jener aus Bernstein und Gagat:			
	a) Statuen aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- u. Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfund, ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeitztem, ungefärbtem, unpolirtem und unlackirtem Holze oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind, dann Schusser (Klicker) aus Marmor u. dgl. . . .	1 Ctr.	frei	.
	b) Andere Arbeiten aus Steinen (mit Ausnahme jener aus Edel- u. Halbedelsteinen), in Stücken schwerer als 10 Pfund, ohne Verbindung mit anderen Stoffen, als mit ungebeitztem, ungefärbtem unpolirtem und unlackirtem Holze, oder Stangen und Platten aus unedlen Metallen, die weder versilbert noch vergoldet sind; Waaren aus Serpentinstein, Abgüsse in Gyps oder Schwefel von Münzen, geschnittenen Steinen u. dgl.	„	.	75
	c) Steine, echte (d. i. Edel- und Halbedelsteine) und Korallen (echte und unechte), bearbeitet (d. i. geschliffen, geschnitten oder in anderer Weise bearbeitet), dann echte Perlen, alle diese Waaren ungefasst	„	12	.
	d) Steinwaaren, alle anderen, sowie auch Steinwaaren, mit Ausnahme der gefassten Edel- und Halbedelsteine, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren oder die Waaren der Pos. 32 *g)* gehören	„	12	.
36	Thonwaaren, d. i. Porzellan, Steingut und andere Arbeiten aus gebrannten Erden:			
	a) Gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr, mit oder ohne Glasur, auch dergleichen Ofenkacheln, schwarzes oder Graphitgeschirr, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken, Schmelztiegel, irdene Pfeifen, einfärbig, unbemalt, Thonröhren	„	frei	.
	b) Steingut, einfärbiges oder weisses, in gleichen weisses, nur mit färbigen, weder vergoldeten			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	noch versilberten Randstreifen versehenes; dann			
	die unter *a)* begriffenen Thonwaaren in Verbindung mit nicht gefärbtem, gebeitztem, gefirnisstem, polirtem Holze oder Eisen, wie auch die unter *a)* gehörigen Krüge mit Deckeln und Beschlägen von Zinn	1 Ctr.	2	50
	c) Steingut, mehrfärbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes, versilbertes, dann Porzellan, weisses, auch mit färbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehen . .	„	4	50
	d) Porzellan, färbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes oder versilbertes; dann			
	Thonwaaren aller Art, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter *b)* begriffen sind und nicht unter die kurzen Waaren oder die Waaren der Pos. 32 *g)* fallen	„	12	.
	XI. Metallwaaren, Instrumente, Maschinen und Kurzwaaren.			
37	Eisenwaaren, d. i. alle Waaren aus Eisen und Stahl, welche weder vergoldet noch versilbert, noch mit einem gold- oder silberhältigen Lack versehen sind, mit Ausnahme des Herren- und Frauenschmuckes und der Nippes- und Toilette-Gegenstände, wenn diese unecht vergoldet oder versilbert sind:			
	a) Alle Eisen- und Stahlwaaren, welche weder ganz noch an einzelnen Theilen abgeschliffen, polirt, emaillirt, gefirnisst, lackirt sind, noch unter *b)* und *c)* oder unter den Positionen 17 *b)*, *c)* *d)* und *e)* aufgeführt werden; dann			
	Aexte (Hacken), Sägen, Sensen, Sicheln, Futterklingen, Stemmeisen, Hobeln, Schnitzer (Messer), Tuchmacher- und grobe Schneiderscheeren (Zuschneidescheeren), grobe Messer zum Handwerksgebrauche (auch Kneife und Bauernpuffer), Schrauben, Feilen, Raspeln; alle diese Gegenstände auch abgeschliffen; Kratzbürsten, Siebböden, emaillirtes Kochgeschirr.			
	Alle diese Waaren auch in Verbindung mit Holzwaaren, mit Ausnahme derjenigen der Pos. 33 *d)*	„	4	50

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	b) Herren- und Frauenschmuck, Toilette-Gegenstände (Nippes), mit Ausnahme der unecht vergoldeten oder versilberten; Drahtgeflechte und Drahtwaaren, mit Ausnahme der unter *a)* genannten Siebböden, ferner Draht mit Papier überzogen; Maultrommeln und Fischangeln, Stahlfedern aller Art (mit Ausnahme der Stahlschreibfedern), Hülsen und Stiele zu Schreibfedern, Stahlperlen, Häkel-, Tambour- und Stricknadeln, Weberblätter, Weberkämme, Weberzähne aus Stahl; Waffen- und Waffenbestandtheile, mit Ausnahme von Gewehren aller Art; alle abgeschliffenen, emaillirten, polirten, gefirnissten und lackirten Gegenstände, mit Ausnahme der unter *a)* und *c)* genannten; alle Eisenwaaren, mit Ausnahme der unter *c)* genannten, in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter *a)*, die kurzen Waaren oder die Waaren der Position 32 *g)* fallen	1 Ctr.	12	.
	c) Nähnadeln, Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke, Gewehre aller Art	„	15	.
38	Metallwaaren, d. i. Arbeiten aus Aluminium, Blei, Kupfer, Messing, Packfong, Tomback und anderen unedlen Metallen und Metallgemischen, mit Ausnahme von Eisen, insoweit sie nicht in den Positionen 16 *b)* und 18 *b)* und *c)* enthalten, und nicht echt vergoldet oder versilbert, oder mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen sind, mit Ausnahme des Herren- und Frauenschmuckes und der Nippes- und Toilette-Gegenstände, wenn dieselben unecht vergoldet oder versilbert sind. Ausnahmsweise gehören hierher die plattirten (versilberten) Drähte, Bleche, Tafeln und Platten aus Kupfer und Messing:			
	a) Walzen, Kesseln, Schüsseln, Teller, Töpfe und sonstiges Kochgeschirr	„	4	50
	b) Alle nicht unter *a)* und *c)* genannten, dann alle Metallwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren und die Waaren der Position 32 *g)* fallen. Ferner gehören noch hierher: Geriebenes Messing (Bronzepulver),			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	kr.
	Rauschgold, Rauschsilber, Metallfolien, unechte leonische Drähte, unechtes Blattgold und Blattsilber, ferner plattirte (versilberte) Drähte, Bleche und Platten, aus Kupfer und Messing, Kupferzündhütchen, ungefüllte . . .	1 Ctr.	12	.
	c) Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke	"	15	.
39	Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:			
	a) astronomische, chirurgische, mathematische, optische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), physikalische und für Laboratorien auch chemische	"	4	50
	b) musikalische	"	7	50
40	Maschinen und Maschinenbestandtheile aus unedlen nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, allein oder in Verbindung mit Nebenbestandtheilen aus anderen Materialien, insofern diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:			
	a) aus Guseisen	"	2	.
	b) aus Schmiedeisen oder Stahl	"	4	.
	c) aus anderen unedlen Metallen	"	6	.
	Anmerkung. Unter Maschinen sind auch Locomotiven, Tender und Dampfkessel begriffen.			
41	Kurzwaaren, folgende: Herren- u. Frauenschmuck, Nippes- und Toilette-Gegenstände aus unedlen Metallen, unecht vergoldet oder versilbert; Wand- und Stutzuhren (mit Ausnahme derjenigen aus Gold oder Silber und der hölzernen Hängeuhren); Waaren aus bossirtem Wachse, Operngucker und gefasste Augengläser, nicht mit Gestellen, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, Darmsaiten, auch mit Seide übersponnen, Arbeiten aus Goldschlägerhäutchen	"	30	.
	Anmerkung zur Position 41. Zu den kurzen Waaren, von denen in diesem Verzeichnisse öfters die Rede ist, gehören ausser den in Position 41 aufgezählten:			
	Waaren aus Gold, Silber, Platin oder anderen edlen Metallen, echten und unechten Perlen und Korallen, Edel- und Halbedelsteinen, Schildpatt, Bernstein, Gagat, zuzubereiteten Schmuckfedern, Menschen-			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	haaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien; Taschenuhren aller Art, unechte Perlen, zubereitete Schmuckfedern; Waaren aus unedlen, echt vergoldeten oder versilberten, oder mit gold- oder silherhältigem Lack überzogenen Metallen, auch in Verbindung mit anderen Materialien (ausgenommen sind die der Pos. 38 *b)* eingereihten Platten, Bleche, Drähte), Verbindungen von Webe- und Wirkwaaren mit anderen Materialien.			
	Anmerkung zu den Classen X und XI. Wagen, Schlitten, Schiffe und andere Wasserfahrzeuge sind unter den Positionen dieser Classen nicht begriffen.			
	XII. Chemische Producte, Farbwaaren, literarische und Kunstgegenstände.			
42	Chemische Producte und Farbwaaren:			
	a) Zündwaaren, gemeine, als: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus und Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- oder Sprengschnüre), Feuerschwamm, künstlicher, und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier	1 Ctr.	frei	.
	b) Leim (Fisch- [Hausenblasen], Horn-, Leder- und Mundleim), Kraftmehl-Producte (Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe), Albumin und Gelatin (thierische Gallerte), Schwärzen (Russ- und Kohlenschwarz aller Art [mit Ausnahme der Knochenkohle], wie auch Kohlenpulver, Buchdrucker- u. Frankfurterschwärze), Schuhwichse und Wagenschmiere. Pechfackeln . .	„	.	75
	c) Tinten und Tintenpulver, Tusche, Reisskohlen, Bleistifte, Pastell- und Rothstifte, alle Farben in Bläschen, Kapseln, Muscheln, Pasten und Kästchen, Parfümeriewaaren und Schminken, mit Ausnahme der weissen, Zündhütchen, gefüllte	„	12	.
	Anmerkung. Kommen diese Gegenstände in Umschliessungen vor, welche ihrer Beschaffenheit nach zu den kurzen Waaren gehören, so unterliegen sie dem Zolle der Umschliessung.			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	kr.
	d) Feuerwerkskörper, Hefe, künstliche (einschliesslich der Presshefe), Fabrikate aus Gallerten, Räucherkerzchen, Siegellack, Aetzkali und Aetzstein, Chlorkalilauge (Eeau de Javelle), Phosphor, Phosphorsäure, Chloroform, Schwefeläther, Quecksilberpräparate (auch Zinnober); Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia, Karbolsäure (Kreosot)	1 Ctr.	5	.
43	Literarische und Kunstgegenstände:			
	a) Bücher, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte)	„	frei	.
	b) Bilder auf Papier, d. i. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrücke, Holzschnitte, Photographien u. dgl.	„	frei	.
	c) Gemälde, d. i. Gemälde auf Holz und unedlen Metallen, nicht lackirt, auf Leinwand und Stein, dann auch Originalbilder und Zeichnungen auf Papier (nicht durch den Druck oder Stich oder auf chemischem Wege vervielfältigte), und Bilddruck-Platten aus unedlen Metallen oder Holz	„	frei	.
	Anmerkung zu *a)* und *b)*. Die Zollbefreiung für Bücher, Karten, Musikalien und Bilder auf Papier bezieht sich nur auf die in den vertragenden Staaten gedruckten und verlegten.			
	XIII. Abfälle.			
44	Abfälle:			
	a) Kleien, Spreu, Oelkuchen, Oelkuchenmehl und andere Rückstände von ausgesottenen oder ausgepressten Früchten und Samen; Lohziegel (Lohkuchen, ausgelaugte Lohe), Blut, flüssiges und eingetrocknetes, Flechsen und Sehnen, Dünger, thierischer (auch Poudrette), ausgelaugte Pflanzenasche, Torf-, Steinkohlen- und Braunkohlenasche, Kalkäscher, Knochenschaum (oder Zuckererde), Abfälle von der Wachsbereitung (Bienenerde, Bienenkeule, Bienenrob), Glasgalle, Glasschaum, Hobel- und Sägespäne, Hefe, natürliche (d. i. flüssige Bier- und Weinhefe), Blei-, Kupfer- und Zinnkrätze, Gold- und Silber-			

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.
	krätze (Münzkrätze), Scherben von Glas- und Thonwaaren, Kehricht, Schlamm, Schlämpe, Spülicht, Treber, Trester, Malzkeime, Weinbeerenstiele (Kämme), Charpie (gezupfte Leinwand)	1 Ctr.	frei	.
	b) Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation, d. i. leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzeln (Papierspäne), Maculatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke	„	frei	.
	c) Knochen (d. i. eigentliche Knochen und Knochenmehl), Klauen, Füsse, Hörner, geraspelt, Hautabschnitzel (Leimleder), Lederabschnitzel, alte, zerrissene Lederstücke	„	frei	.

Anlage B. 1865

Zollsätze

für die Einfuhr aus Oesterreich nach dem Zollvereine.

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer, Thlr.	Sgr.
1	Abfälle:					
	a) Abfälle von der Eisenfabrikation (Hammerschlag, Eisenfeilspäne); von Glashütten, auch Scherben von Glas- und Thonwaaren; von der Wachsbereitung; von Gärbereien das Leimleder, auch abgenützte alte Lederstücke und sonstige, lediglich zur Leimfabrikation geeignete Lederabfälle	.	frei	.	frei	.
	b) Blut von geschlachtetem Vieh, flüssiges und eingetrocknetes; Thierflechsen; Treber u. Trester; Branntweinspülig; Spreu; Kleie; Torf-, Braunkohlen- und Steinkohlen-Asche; Dünger, thierischer, auch getrocknet (Poudrette), ausgelaugte Asche, Kalkäscher, Knochenschaum oder Zuckererde	.	frei	.	frei	.
	c) Lumpen aller Art; ungebleichtes oder gebleichtes Halbzeug aus Lumpen oder anderen Materialien, für die Papierfabrikation; Papierspäne; Maculatur, beschriebene und bedruckte; alte Fischernetze, altes Tauwerk und alte Stricke; gezupfte Charpie .	.	frei	.	frei	.
	d) Münzgekrätz (Silbergekrätz, Goldschmiedegekrätz, Kapellasche); Zinngekrätz	.	frei	.	frei	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
2	**Baumwollengarn und Baumwollenwaaren:**					
	a) Baumwollengarn, ungemischt oder nur gemischt mit Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:					
	ein- und zweidrähtiges,					
	α) rohes	1 Ctr.	2 *3*	. *30*	2 *3*	. *30*
	β) gebleichtes oder gefärbtes .	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	γ) Dochte, ungewebte	„	6 *10*	. *30*	6 *10*	. *30*
	b) Waaren aus Baumwolle, allein oder nur in Verbindung mit Leinen, jedoch mit Ausnahme von Spitzen und Stickereien:					
	1. rohe (aus rohem Garne verfertigte) und gebleichte dichte Gewebe, auch appretirt, mit Ausschluss der sammetartigen Gewebe	„	12 *21*	. .	10 *17*	. *30*
	2. alle nicht unter Nr. 1 und 3 begriffenen dichten Gewebe; rohe (aus rohem Garn verfertigte) undichte Gewebe; Strumpfwaaren; Posamentier- und Knopfmacherwaaren . .	„	24 *42*	. .	16 *28*	. .
	3. alle undichten Gewebe, soweit sie nicht unter Nr. 2 begriffen sind	„	34 *59*	. *30*	30 *52*	. *30*
3	**Blei und Bleiwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:**					
	a) 1. Rohes Blei in Blöcken, Mulden etc., altes Bruchblei, Bleiasche	.	frei	.	frei	.

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	2. Blei-, Silber- und Goldglätte; Mennige	1 Ctr.	.	7½	.	7½
			.	26¼	.	26¼
	b) Gewalztes Blei; Buchdruckerschriften, Stereotypplatten . .		.	15	.	15
		„	.	52½	.	52½
	c) Grobe Bleiwaaren, als: Kessel, Röhren, Schrott, Draht etc., auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack .	„	1	.	1	.
			1	45	1	45
	d) Feine, auch lackirte Bleiwaaren; ingleichen Bleiwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	4	.	4	.
			7	.	7	.
4	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren:					
	a) Grobe, in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	„	2	.	2	.
			3	30	3	30
	b) Feine, in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen, auch Haarpinsel	„	4	.	4	.
			7	.	7	.
5	Drogerie-, Apotheker- und Farbewaaren:					
	a) Aetherische Oele; Aetzkali und Aetzstein; Chlorkalilauge (Eau de Javelle); Chloroform, Carlsbader Salz; Phosphor und Phosphorsäure; Tinte und Tintenpulver; Tusche; Farben- und Tuschkasten; Mundlack (Obla-					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätz		
			1865		18
			nach dem 30-Thaler-Fu nach dem 52½-Gulden-F Gulden—Kreu		
			Thlr.	Sgr.	Thlr.
2	**Baumwollengarn und Baumwollenwaaren:**				
	a) Baumwollengarn, ungemischt oder nur gemischt mit Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren:				
	ein- und zweidrähtiges,				
	α) rohes	1 Ctr.	2 *3*	. *30*	2 *3*
	β) gebleichtes oder gefärbtes .	„	4 *7*	. .	4 *7*
	γ) Dochte, ungewebte	„	6 *10*	. *30*	6 *10*
	b) Waaren aus Baumwolle, allein oder nur in Verbindung mit Leinen, jedoch mit Ausnahme von Spitzen und Stickereien:				
	1. rohe (aus rohem Garne verfertigte) und gebleichte dichte Gewebe, auch appretirt, mit Ausschluss der sammetartigen Gewebe	„	12 *21*	. .	10 *17*
	2. alle nicht unter Nr. 1 und 3 begriffenen dichten Gewebe; rohe (aus rohem Garn verfertigte) undichte Gewebe; Strumpfwaaren; Posamentier- und Knopfmacherwaaren . .	„	24 *42*	. .	16 *28*
	3. alle undichten Gewebe, soweit sie nicht unter Nr. 2 begriffen sind	„	34 *59*	. *30*	30 *52*
3	**Blei und Bleiwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:**				
	a) 1. Rohes Blei in Blöcken, Mulden etc., altes Bruchblei, Bleiasche	.	frei	-	frei

1865

e

66

Fuss
uzer

Sgr.

frei

15
52½

2
3 30
1 15
2 37½

5
17½

2
3 30
1 10
2 20

2½
8¾

20
1 10

7½
26¼

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	ten); Schwefeläther; Siegellack; Quecksilber-Präparate (auch Zinnober)	1 Ctr.	3 *5*	10 *50*	3 *5*	10 *50*
	b) Aetznatron; Bleiweiss; Bleizucker; chromsaures Kali; gelbes blausaures Kali; Grünspan, raffinirter; Orseille und Persio; schwefelsaures Ammoniak; Wasserglas: Zinkoxyd (Zinkweiss)	„	1 *1*	. *45*	1 *1*	. *45*
	c) Alaun; Soda, calcinirte; doppeltkohlensaures Natron	„	. *1*	20 *10*	. *1*	20 *10*
	d) Albumin; arsenige Säure; Citronensaft; citronensaurer Kalk; Eichenholz-, Galläpfel- und Knoppern-Extract; Eisenbeizen; Eisenmohr; Eisensafran; Knochenkohle; Knochenmehl; Lackmus; Mineralwasser, künstliches und natürliches, einschliesslich der Flaschen und Krüge; Pott-(Waid-) Asche; Salpeter, roh und gereinigt; Salpetersäure; Schüttgelb; Schwefel (auch Schwefelblüthe); Schwefelarsenik; Schwefelsäure; schwefelsaures und salzsaures Kali; Schmalte; Streuglas; Weinhefe, trockene und teigartige; Weinstein und Weinsteinsäure; Zündwaaren, nämlich: Schwefelfäden, Schwefelhölzchen, Reibhölzchen, Reibfidibus u. Zündfläschchen, Zündhölzchen, Lunten (auch Pech-, Zünd- od. Sprengschnüre), Feuerschwamm, künstlicher, und Zunder (natürlicher und künstlicher), auch Zunderpapier;					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Masstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	1866 Thlr.	Sgr.
	Farbwurzeln, gemeine, gemahlen und ungemahlen, als: echte und falsche Alkanna, Curcumä, Krapp, dann Waid, Wau, Safflor, Färbeginster, Kermeskörner; Berberitzenholz und -Wurzeln, Gelbholz (Fustik), weisse Seeblumenwurzeln, Quercitron, Sumach, Eicheln und Eichelhülsen (Vallonea), Knoppern (Eckerdoppern), auch Knoppernmehl, Galläpfel	.	frei	.	frei	.
e)	Baryt, schwefelsaurer, gepulvert; Chlorkalk; Grünspan, roher (in Broten oder Kugeln); Leim und Gelatine; Kermes, mineralischer; Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, Zinkvitriol; Russ; Schuhwichse; Schwärze; Wagenschmiere; Feuerwerk und Pechfackeln	1 Ctr.	.	15	.	15
			.	*52½*	.	*52½*
f)	Chlormagnesium, schwefelsaure und kohlensaure Magnesia . .	„	3	10	2	.
			5	*50*	*3*	*30*
g)	Chromsaures Bleioxyd	„	1	15	1	15
			2	*37½*	2	*37½*
h)	Eisenvitriol (grüner); gemahlene Kreide; schwefelsaures Natron (Glaubersalz)	„	.	5	.	5
			.	*17½*	.	*17½*
i)	Lakritzensaft	„	2	.	2	.
			3	*30*	*3*	*30*
k)	Oxalsäure und oxalsaures Kali .	„	1	10	1	10
			2	*20*	2	*20*
l)	Salzsäure	„	.	2½	.	2½
			.	*8¾*	.	*8¾*
m)	Soda, rohe, natürliche oder künstliche; krystallisirte Soda .	„	.	20	.	7½
			1	*10*	.	*26¼*

Position	Benennung der Gegenstände	Maßstab der Verzollung	Zollsätze [illegible]: nach dem [illegible]-Thaler-Fuß, Thlr.	Sgr.	nach dem 52½ Gulden-Fuß, Gulden	Kreuzer
	E. [illegible] Eisen [illegible]					
	a) [illegible]	1 [illegible]		[illegible] ½ 26 [illegible]		7½ 26 [illegible]
	b) [illegible] Eisen [illegible] Bestandtheilen von Eisenbahnen und Wagen [illegible]	-	[illegible]	[illegible]	2	25 27½
	c) [illegible]	-		[illegible]	1	17½ [illegible]
	d) [illegible] Eisen [illegible] Eisenbahnwagen [illegible] Eisen [illegible]	-	[illegible] 2	[illegible]	[illegible] 2	5 2½
	e) [illegible] Eisen [illegible]	-	[illegible] 4	[illegible]	1 3	22½ 3[illegible]
	f) [illegible] gewalzte und gezogene schmiedeeiserne Röhren	-	2 4	15 22½	2 4	15 22½
	g) [illegible] waaren:					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	1866 Thlr.	Sgr.
	1. Ganz grobe Gusswaaren in Oefen, Platten, Gittern, etc. .	1 Ctr.	.	12	.	12
			.	*42*	.	*42*
	2. Grobe, die aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, Eisenblech, Stahl- und Eisendraht, auch in Verbindung mit Holz gefertigt, jedoch nicht polirt sind, und zwar:					
	α) Ambosse, Bratspiesse, Brecheisen, Drahtgewebe, Dreifüsse, Eggen, Fallen u. Fangeisen, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Harken, Hemmschuhe, Hufeisen, Klammern, Kellen, Kessel, Ketten (mit Ausschluss der Anker- u. Schiffsketten), Kochgeschirre, Nägel, Drahtstifte, Gussstifte und Holzschrauben, Pfannen, Pflugschaaren, Plätteisen, grobe Ringe, Roste, Schaufeln, gepresste oder gegossene rohe Schlüssel, Schmiedehämmer, Schraubenbolzen u. -Muttern, Schürhaken, grosse Wagebalken, Wagen-, Thür- und Truhenbeschläge, Wagenfedern u. gleichartige Gegenstände, alle diese Waaren weder vollständig abgeschliffen noch gefirnisst, verkupfert oder verzinnt	„	1	10	1	10
			2	*20*	2	*20*
	β) andere, auch vollständig abgeschliffene, gefirnisste, verkupferte oder verzinnte, als: Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hobeleisen, Kaffeetrommeln und -Mühlen.					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss. Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	Schlösser. Schraubstöcke, grobe Messer zum Handwerksgebrauche, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneiderscheeren, Zangen u. dgl. m. . . .	1 Ctr.	2 *4*	20 *40*	2 *4*	20 *40*
	3. Feine:					
	α) aus feinem Eisenguss, polirtem Eisen oder Stahl, oder aus Eisen oder Stahl in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen, als: Gusswaaren (feine), lackirte Eisenwaaren, Messer, metallene Stricknadeln, metallene Häkelnadeln, Scheeren, Schwertfegerarbeit etc., jedoch mit Ausnahme der nachstehend unter β) genannten	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	β) Nähnadeln, Schreibfedern aus Stahl und anderen unedlen Metallen; Uhrfournituren und Uhrwerke aus unedlen Metallen; Gewehre aller Art .	„	10 *17*	. *30*	10 *17*	. *30*
7	Erden und Erze:					
	Erden und rohe mineralische Stoffe, als: Kalk und Gyps, gebrannt und ungebrannt; Mörtel, Amianth u. Asbest; Erze, z. B. Blei-, Eisen-, Kupfer-, Zink- und Zinnerze, Gold- und Silberstufen, Kobalt- und Nickelerze;					

1865

	nung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	Puzzuolan- und Santorinerde (auch Cement und Trass), Mergel, Lehm, gemeiner Ziegel- und Töpferthon, Trippel-, Talk- und Walkererde (alle diese Erden auch gemahlen und geschlemmt), Garten- und Moorerde; Sand und Schlacken; Bolus (auch Siegelerde), Malthesererde (weisser Bolus), Blutstein, Bimsstein und Schmirgel, auch gemahlen und geschlemmt; Bimstein, geformt; Braunstein; Ofenbruch, zinkischer (Tutia alexandrina); Farberde, gelbe, grüne, rothe; Graphit (Wasserblei, Reissblei); Kreide, rohe (ungeschnittene), weisse und schwarze; Kolkothar, Ocker; Fluss- und Schwerspath; Satinober, Umbra; weisse Pfeifen- und andere Erden zur Erzeugung von Steingut u. Porzellan; Lithographirsteine	.	frei	.	frei	.
8	Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle, roh, geröstet, gebrochen oder gehechelt, auch Abfälle, ingleichen Waldwolle	.	frei	.	frei	.
9	Getreide und andere Erzeugnisse des Landbaues:					
	a) Getreide, auch gemalzt, und Hülsenfrüchte	.	frei	.	frei	.
	b) Sämereien und Beeren:					
	1. Anis, Coriander, Fenchel und Kümmel	.	frei	.	frei	.
	2. Alle übrigen Sämereien einschliesslich der Oelsämereien; frische Beeren, ingleichen					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	Wachholderbeeren aller Art; Erdnüsse	.	frei	.	frei	.
	c) Garten- und Futtergewächse, frische; Blumenzwiebeln; Meerzwiebeln; Kartoffeln; Rüben; Wurzeln, frische; Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln); Obst, frisches; lebende Gewächse, auch in Töpfen oder Kübeln; Heu; Stroh; Getreide in Garben; Hülsenfrüchte im Kraut; Gras; Seegras; Karden (Weberdisteln); Bäume, Sträucher, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen; Rosskastanien; Maulbeerblätter; Feuerschwamm, roher; Holzzunder; Heidekraut und Heidekrautwurzeln; Kalmus, frischer; Flechten und Moose; Schachtelhalm; Binsen, Schilfe und Rohre (Dach- und Weberrohre), gespalten, geschnitten oder zugespitzt; Bast, roher; Streulaub u. Häckerling (Häcksel); Nadeln u. Zapfen von Nadelhölzern	.	frei	.	frei	.
	d) Hopfen	1 Ctr.	2 *4*	15 *22½*	2 *4*	15 *22½*
10	Glas und Glaswaaren:					
	a) Weisses Hohlglas, ungemustertes, ungeschliffenes oder nur mit abgeschliffenen Stöpseln, Böden oder Rändern; Fenster- und Tafelglas in seiner natürlichen Farbe (grün, halb- und ganz-weiss)	„	. *1*	20 *10*	. *1*	20 *10*
	b) Gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes, massives weisses Glas;					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	auch Behänge zu Kronleuchtern von Glas; Glasknöpfe, Glasperlen, Glasschmelz	1 Ctr.	2 *4*	20 *40*	2 *4*	20 *40*
	c) Spiegelglas:					
	1. rohes, ungeschliffenes	„	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	2. geschliffenes, belegt oder unbelegt	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	d) Farbiges, bemaltes oder vergoldetes Glas, ohne Unterschied der Form; Glaswaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	Anmerkung. Glasmasse, sowie Glasröhren und Glasstängelchen ohne Unterschied der Farbe, wie sie zur Perlenbereitung und Kunstglasbläserei gebraucht werden, auch Glasurmasse . . .	„	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
11	Haare von Thieren, mit Ausnahme der Wolle; Menschenhaare; Federn und Borsten:					
	a) Haare, einschliesslich der Menschenhaare, roh, gehechelt, gesotten, gefärbt, auch in Lockenform gelegt; Bettfedern und unzubereitete Schmuckfedern; Schreibfedern (Federspulen), rohe und gezogene	.	frei	.	frei	.
	b) Haare, gesponnen; Federn, auch gefärbte, soweit sie nicht vorstehend unter *a)* begriffen sind, oder zu den Kleidern oder Putzwaaren gehören; Borsten . . .	1 Ctr.	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
12	Häute und Felle, rohe (grüne, gesalzene, trockene) zur Lederbereitung; rohe behaarte Schaf-, Lamm- und Ziegenfelle . .	.	frei	.	frei	.
13	Holz und andere vegetabilische u. animalische Schnitzstoffe, sowie Waaren daraus, mit Ausnahme der Waaren von Schildplatt, dann Kohlen und Torf:					
	a) Brennholz, auch Reisig; Holzkohlen; Holzborke oder Gerberlohe; Lohkuchen (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial); Braunkohlen, Torf- und Torfkohlen .	.	frei	.	frei	.
	b) Bau- und Nutzholz aller Art, auch gesägt oder auf andere Weise vorgearbeitet; Hobel- und Sägespäne; Hörner, Hornspitzen, Hornscheiben und Hornspäne; Knochen, ganz oder in Stücken, Klauen und Füsse	.	frei	.	frei	.
	c) Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler- und Tischlerarbeiten aus Holz, auch bloss gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, grobe ungefärbte hölzerne Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Mühlen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), auch uneingelegte Parquetten, rohe ungefärbte; grobe Böttcherwaaren mit eisernen Reifen, gebrauchte; Besen von Reisig; grobe Korbflechterwaaren . . .	.	frei	.	frei	.
	d) Holz in geschnittenen Fournieren; Korkplatten, Korkschei-					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	ben, Korksohlen, Korkstöpsel; Stuhlrohr, gebeiztes, gefärbtes oder gespaltenes	1 Ctr.	.	15	.	15
			.	52½	.	52½
	e) Hölzerne Hausgeräthe (Möbel), eingelegte Parquetten u. andere Tischler-, Drechsler- und Böttcherwaaren, sowie Wagnerarbeiten, welche gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt, oder auch in einzelnen Theilen in Verbindung mit Eisen, Messing, lohgarem Leder oder Fensterglas in seiner natürlichen Farbe verarbeitet sind; auch gerissenes Fischbein	„	1	.	1	
			1	*45*	*1*	*45*
	f) Feine Holzwaaren (mit ausgelegter oder Schnitzarbeit), feine Korbflechterwaaren, sowie überhaupt alle unter *c)*, *d)* und *e)* nicht begriffenen Waaren aus vegetabilischen oder animalischen Schnitzstoffen, mit Ausnahme von Schildplatt; auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen; Holzbronze; Bleistifte, Rothstifte und ähnliche	„	4	.	4	.
			7	.	*7*	.
	g) Gepolsterte Möbel (mit oder ohne Ueberzug) aller Art . . .	„	3	10	3	10
			5	*50*	*5*	*50*
14	Instrumente und Maschinen:					
	a) Instrumente, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus welchen sie gefertigt sind:					
	1. musikalische	„	4	.	4	.
			7	.	*7*	.
	2. astronomische, chirurgische, optische (mit Ausnahme der					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	gefassten Augengläser und Operngucker), mathematische, chemische (für Laboratorien), physikalische	.	frei	.	frei	.
	b) Maschinen:					
	1. Locomotiven, Tender und Dampfkessel	1 Ctr.	1 *2*	15 *37½*	1 *2*	15 *37½*
	2. andere, und zwar, je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:					
	α) aus Gusseisen	„	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	β) aus Schmiedeeisen oder Stahl	„	. *1*	25 *27½*	. *1*	25 *27½*
	γ) aus anderen unedlen Metallen	„	1 2	10 *20*	1 2	10 *20*
15	Kautschuk- und Guttaperchawaaren:					
	a) Grobe Schuhmacher-, Sattler-, Riemer- und Taschnerwaaren, sowie andere Waaren aus unlackirtem, ungefärbtem, unbedrucktem Kautschuk, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen .	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	b) Waaren aus lackirtem, gefärbtem oder bedrucktem Kautschuk, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen; feine Schuhe; übersponnene Kautschukfäden	„	10 *17*	. *30*	10 *17*	. *30*

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	c) Gewebe aller Art, mit Kautschuk überzogen oder getränkt . . .	1 Ctr.	15 *26*	. *15*	15 *26*	. *15*
	d) Gewebe aus Kautschukfäden in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien	„	25 *43*	. *45*	25 *43*	. *45*
	Anmerkung. Waaren aus Guttapercha werden wie Waaren aus Kautschuk behandelt.					
16	Kupfer und andere nicht besonders genannte unedle Metalle und Legirungen aus unedlen Metallen, sowie Waaren daraus:	.				
	a) In rohem Zustande oder als alter Bruch	.	frei	.	frei	.
	b) Geschmiedet oder gewalzt in Stangen oder Blechen, auch Draht	1 Ctr.	1 *3*	22½ *3¾*	1 *3*	22½ *3¾*
	c) In Blechen und Draht, plattirt .	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	d) Waaren, und zwar: 1. Drahtgewebe	„	3 *5*	. *15*	3 *5*	. *15*
	2. Kupferschmiede- und Gelbgiesserwaaren, als: Blasen, Bügeleisen, Eimer, Gewichte, Gewinde, Haken, Hähne, Kellen, Lampen, Leuchter, Lichtputzen, Mörser, Riegel, Röhren, Schlösser, Schrauben bolzen und -Muttern, Schüsseln, Thür-, Fenster-, Truhen- und Wagenbeschläge, Waageschalen und ähnliche grobe Waaren, auch in Verbindung					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	1 Ctr.	2 *4*	20 *40*	2 *4*	20 *40*
	3. Andere Waaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen; auch Zünd- oder Kupferhütchen, mit oder ohne Füllung	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
17	Kurze Waaren, folgende: Stutz- und Wanduhren, mit Ausnahme derjenigen aus Gold oder Silber und der hölzernen Hängeuhren; unechtes Blattgold und Blattsilber; Herren- und Frauenschmuck, Toiletten- und sogenannte Nippestischsachen aus unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet und entweder unecht vergoldet oder versilbert oder auch vernirt; Brillen und Operngucker, nicht mit Gestellen, ganz oder theilweise aus edlen Metallen; feine bossirte Wachswaaren; Darmsaiten mit Seide übersponnen; Geflechte von Stroh, Bast oder Span, mit seidenen oder anderen Gespinnsten oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwirkt (Sparterie)	„	15 *26*	. *15*	15 *26*	. *15*
18	Leder und Lederwaaren: *a)* Leder aller Art, mit Ausnahme des nachstehend unter *b)* genannten; Pergament; Stiefelschäfte	„	2 *3*	. *30*	2 *3*	. *30*
	b) Brüsseler und dänisches Handschuhleder; auch Korduan, Ma-					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden--Kreuzer Thlr.	Sgr.	1866 Thlr.	Sgr.
	roquin, Saffian und alles gefärbte und lackirte Leder	1 Ctr.	6 *11*	20 *40*	6 *11*	20 *40*
	Anmerkung zu *b)*. Halbgare, sowie bereits gegärbte, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Ziegen- und Schaffelle	„	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	c) Grobe Schuhmacher-, Sattler-, Riemer- und Taschnerwaaren, sowie andere Waaren aus lohgarem, lohrothem oder bloss geschwärztem Leder, alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen .	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
	d) Feine Lederwaaren von Corduan, Saffian, Maroquin, Brüsseler und dänischem Leder, von sämisch- und weissgarem Leder, von gefärbtem oder lackirtem Leder und Pergament, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen; feine Schuhe aller Art	„	10 *17*	. *30*	10 *17*	. *30*
	e) Handschuhe	„	13 *23*	10 *20*	13 *23*	10 *20*
19	Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren, d. i. Garn und Webe- oder Wirkwaaren aus Flachs oder anderen vegetabilischen Spinnstoffen, mit Ausnahme der Baumwolle:					
	a) Rohes Garn von Flachs, Hanf oder Werg:					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer, Thlr.	Sgr.
	g) Bänder, Gaze, Kammertuch, Knopfmacher-, Posamentir- und Strumpfwaaren	1 Ctr.	24 *42*	. .	20 *35*	. .
20	Literarische und Kunstgegenstände:					
	a) Papier, beschriebenes (Acten und Manuscripte); Bücher, Kupferstiche, Stiche anderer Art, sowie Holzschnitte; Lithographien und Photographien; geographische und Seekarten; Musikalien .	.	frei	.	frei	.
	b) Gestochene Metallplatten, geschnittene Holzstöcke, sowie lithographische Steine mit Zeichnungen, Stichen oder Schrift, alle diese Gegenstände zum Gebrauche für den Druck auf Papier	.	frei	.	frei	.
	c) Gemälde und Zeichnungen; Statuen von Marmor und anderen Steinarten	.	frei	.	frei	.
21	Mehl, Mahlproducte und andere Verzehrungsgegenstände:					
	a) Mühlenfabrikate aus Getreide und Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotene oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze, Mehl, Backwerk, gewöhnliches (Bäckerwaare); Stärkegummi (Dextrin, Leogomme)	.	frei	.	frei	.
	b) Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl	1 Ctr.	2 *3*	. *30*	2 *3*	. *30*
	c) Gartengewächse, zubereitete, d.i. Gemüse und Krautarten, Kartoffeln und Rüben, essbare Wurzeln, Schwämme und Pilze (einschliesslich der Trüffeln), getrocknet oder comprimirt, ge-					

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	1865 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	dörrt, zerschnitten oder sonst zerkleinert, gesalzen, in Essig eingelegt, in Fässern; Obst, nämlich: Aepfel, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, getrocknet, gedörrt, zerschnitten oder auf andere Weise zerkleinert, ohne Zucker gekochte Obstmusse, ingleichen Nüsse, als wälsche und Haselnüsse, trockene oder ausgeschälte;					
	Senfsaat, Senfpulver oder gemahlener Senf (nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt)	1 Ctr.	frei	15	frei	15
	d) Kastanien (Maronen)			52½		52½
	e) Butter, frische, gesalzen und eingeschmolzen	„	1	10	1	10
		„	2	20	2	20
	f) Käse		1	20	1	20
			2	55	2	55
	g) Fische (mit Ausnahme der Häringe), gesalzen, getrocknet, geräuchert, in Meerwasser eingelegt (marinirt), in Fässern, Töpfen und dergleichen	„		15		15
				52½		52½
	h) Confitüren, Zuckerwerk, Kuchenwerk aller Art; mit Zucker, Essig, Oel oder sonst, namentlich alle in Flaschen, Büchsen und dergleichen eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Consumtibilien (Pilze, Trüffeln, Geflügel, Seethiere und dergleichen); Oliven;					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	Pasteten; zubereiteter Senf; Tafelbouillon, Saucen und andere ähnliche Gegenstände des feineren Tafelgenusses	1 Ctr.	7 *12*	 *15*	7 *12*	. *15*
	i) Honig	„	. .	10 *35*	. .	10 *35*
	k) Bier in Fässern und Flaschen	„	. *1*	20 *10*	. *1*	20 *10*
22	Oel:					
	1. Fettes Oel in Fässern, mit Ausnahme des Baumöls, des Palmöls (Palmbutter) und Kokosnussöls (Kokosbutter), der parfümirten Oele und der fetten Oele zum Medicinalgebrauche	„	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	2. Rückstände, feste, von der Fabrikation fetter Oele, auch gemahlen	.	frei	.	frei	.
23	Papier und Pappwaaren:					
	a) Graues Lösch- und Packpapier, Pappdeckel, Pressspäne, künstliches Pergament; Papier zum Schleifen oder Poliren (auch Bimsstein- und Schmirgeltuch); Schieferpapier	1 Ctr.	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	b) Ungeleimtes ordinäres (grobes graues, halbweisses und gefärbtes) Papier	„	1 *1*	. *45*	1 *1*	. *45*
	c) Alles andere, auch lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Rechnungen, Etiquetten, Frachtbriefen, Devisen etc. vorgerichtetes Papier; Malerpappe; Papiertapeten; Waaren aus Papier, Pappe oder Pappmasse (mit Ausnahme der Spielkarten):					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen	1 Ctr.	3 *5*	10 *50*	1 *2*	10 *20*
	d) Waaren aus den vorgenannten Stoffen in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen .	„	4 *7*	. .	4 *7*	. .
24	Parfümerien	„	3 *5*	10 *50*	3 *5*	10 *50*
	Anmerkung. Wenn die inneren Umschliessungen, in welchen die Waare eingeht, für sich höher belegt sind als die letztere, so wird dieser höhere Satz erhoben.					
25	Pelzwerk (Kürschnerarbeiten):					
	a) Ueberzogene Pelze, Mützen, Handschuhe, gefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze u. dgl. .	„	22 *38*	. *30*	22 *38*	. *30*
	b) Fertige, nicht überzogene Schafpelze, desgleichen weissgemachte und gefärbte, nicht gefütterte Angora- oder Schaffelle, ungefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze	„	6 *10*	. *30*	6 *10*	. *30*
26	Seidenwaaren, gemischte, d. i. Waaren aus Seide oder Floretseide in Verbindung mit Baumwolle, Leinen oder Wolle jedoch mit Ausnahme der Blonden und Spitzen	„	34 *59*	. *30*	30 *52*	. *30*
27	Steine und Steinwaaren:					
	a) Steine, rohe oder bloss behauene; Flintensteine; Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; Schleif- und Wetzsteine aller Art, auch Probiersteine;					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	grobe Steinmetzarbeiten, z. B. Thür- und Fensterstöcke, Säulen und Säulenbestandtheile, Rinnen, Röhren und Tröge und dergleichen, ungeschliffen, mit Ausnahme der Arbeiten aus Alabaster und Marmor; Schusser (Klicker) aus Marmor und dergleichen	.	frei	.	frei	.
	b) Edelsteine aller Art, geschliffen, Perlen und Korallen ohne Fassung; Waaren aus Serpentinstein, Gyps und Schwefel . . .	1 Ctr.	. .	15 *52½*	. .	15 *52½*
	c) Waaren aus Halbedelsteinen, auch in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	8 *14*	. .	8 *14*	. .
	d) Waaren aus allen anderen Steinen, mit Ausnahme der Statuen:					
	1. Ausser Verbindung mit anderen Materialien oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen ohne Politur und Lack	„	. .	5 *17½*	. .	5 *17½*
	2. In Verbindung mit anderen Materialien, auch Meerschaumwaaren, alle diese Waaren, soweit sie nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	6 *10*	. *30*	4 *7*	. .
28	Stroh-, Rohr- und Bastwaaren:					
	Matten und Fussdecken von Bast, Stroh, Gras, Seegras, Binsen und Schilf, ordinäre :					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden – Kreuzer Thlr.	Sgr.	1866 Thlr.	Sgr.
	1. Ungefärbt	1 Ctr.	.	5	.	5
			.	17½	.	17½
	2. Gefärbt	„	1	.	1	.
			1	45	1	45
29	Theer; Pech; Harze aller Art; Asphalt (Bergtheer); Theer und Mineralöle, roh und gereinigt, auch Benzin und Karbolsäure (Kreosot); Harzöl; Terpentin; Terpentinöl	.	frei	.	frei	.
30	Thiere und thierische Produkte:					
	a) Geflügel aller Art; Wildpret, kleines (Hasen und Kaninchen); alles lebende Wild; Fische, frische, und Flusskrebse; Biber, Frösche, Ottern, Schnecken . .	.	frei	.	frei	.
	b) Eier aller Art und Milch	.	frei	.	frei	.
	c) Bienenstöcke mit lebenden Bienen	.	frei	.	frei	.
	d) Blasen und Därme, thierische; Darmseile und Darmsaiten, Luftballons aus Blasen oder Därmen; Goldschlägerhäutchen; Wachs, weisses und gelbes	1 Ctr.	.	15	.	15
			.	52½	.	52½
31	Thonwaaren:					
	a) Mauer- und Dachziegel, Fliesen und ähnliche Waaren aus Thon zu baulichen Zwecken; Thonröhren; Schmelztiegel; gemeine Ofenkacheln; irdene Pfeifen; gemeines Töpfergeschirr	.	frei	.	frei	.
	b) andere Thonwaaren, mit Ausnahme von Porzellan:					
	1. Einfarbige oder weisse . . .	1 Ctr.	1	20	1	20
			2	55	2	55

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	2. Bemalte, bedruckte, vergoldete oder versilberte	1 Ctr.	2	.	2	.
			3	*30*	*3*	*30*
	c) Porzellan, weisses	„	1	20	1	20
			2	*55*	*2*	*55*
	d) Porzellan, weisses, mit farbigen Streifen, farbiges, bemaltes oder vergoldetes, ingleichen Thonwaaren aller Art in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	4	.	4	.
			7	.	*7*	.
32	Vieh:					
	a) Pferde und Füllen	1 St.	1	10	1	10
			2	*20*	2	20
	Anmerkung. Füllen, welche der Mutter folgen	.	frei	.	frei	.
	b) Rindvieh:					
	1. Ochsen und Zuchtstiere . .	1 St.	2	15	2	15
			4	*22½*	*4*	*22½*
	2. Kühe	„	1	15	1	15
			2	*37½*	2	*37½*
	3. Jungvieh	„	1	.	1	.
			1	*45*	*1*	*45*
	4. Kälber	.	frei	.	frei	.
	c) Schweine:					
	1. Gemästete und magere . . .	1 St.	.	20	.	20
			1	*10*	*1*	*10*
	2. Spanferkel	„	.	5	.	5
			.	*17½*	.	*17½*
	d) Hammel	„	.	15	.	15
			.	*52½*	.	*52½*
	e) Anderes Schafvieh und Ziegen .	.	frei	.	frei	.
	Anmerkung zu *b)* bis *e)*. Schlachtvieh in getödtetem Zustande, selbst noch mit der Haut und den Eingeweiden versehen, ist wie Fleisch zu behandeln.					

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Maasstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.	1866 Thlr.	Sgr.
33	**Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstafft:**					
	a) grobes, unbedrucktes Wachstuch (Packtuch)	1 Ctr.	.	20	.	20
			1	*10*	*1*	*10*
	b) alles andere	„	2	.	2	.
			3	*30*	*3*	*30*
34	**Wolle, sowie Waaren daraus:**					
	a) Wolle, rohe, gekämmte, gefärbte, gemahlene, auch in Abfällen . .	.	frei	.	frei	.
	b) Garn, auch mit Leinen oder Seide gemischt, einfaches, ungefärbt oder gefärbt; dublirtes, ungefärbt	1 Ctr.	.	15	.	15
			.	*52½*	.	*52½*
	c) Waaren aus Wolle allein oder nur in Verbindung mit Baumwolle oder Leinen, jedoch mit Ausschluss der Spitzen und Stickereien:					
	1. Bedruckte Waaren aller Art .	„	30	.	25	.
			52	*30*	*43*	*45*
	2. Unbedruckte, ungewalkte Waaren; Posamentir- und Knopfmacherwaaren	„	24	.	20	.
			42	.	*35*	.
	3. Unbedruckte gewalkte Tuch-, Zeug- u. Filzwaaren; Strumpfwaaren; Fussteppiche . . .	„	10	.	10	.
			17	*30*	*17*	*30*
	Anmerkung. Unter Wolle und Wollenwaaren sind überall in dieser Anlage auch Ziegen-, Hasen-, Kaninchen- und Biberhaare und Waaren daraus begriffen.					
35	**Zink und Zinkwaaren:**					
	a) rohes Zink, altes Bruchzink . .	.	frei	.	frei	.
	b) Zinkbleche	1 Ctr.	.	15	.	15
			.	*52½*	.	*52½*

1865

Nummer	Benennung der Gegenstände	Massstab der Verzollung	Abgabensätze 1865 nach dem 30-Thaler-Fuss, Thlr.	Sgr.	Abgabensätze 1866 nach dem 52½-Gulden-Fuss Gulden—Kreuzer Thlr.	Sgr.
	c) grobe Zinkwaaren, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack; Draht .	1 Ctr.	1 *1*	. *45*	1 *1*	. *45*
	d) feine, auch lackirte Zinkwaaren, ingleichen Zinkwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	4 7	. .	4 7	. .
36	Zinn und Zinnwaaren, auch mit Spiessglanz legirt:					
	a) Zinn in Blöcken, Stangen u. s. w.; altes Bruchzinn	.	frei	.	frei	.
	b) Zinn, gewalztes	1 Ctr.	. .	15 52½	. .	15 52½
	c) grobe Zinnwaaren, als: Draht, Röhren, Schüsseln, Teller, Kessel und andere Gefässe, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Politur und Lack	„	1 *1*	. *45*	1 *1*	. *45*
	d) feine, auch lackirte Zinnwaaren, ingleichen Zinnwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit sie dadurch nicht unter die kurzen Waaren (Allg. Anm. 2) fallen	„	4 7	. .	4 7	. .

Allgemeine Anmerkungen.

1. Unter den in Nr. 6 und 13 aufgeführten Waaren sind Schiffe, Wagen und Schlitten, und unter den in Nr. 2, 15, 26 und 34 aufgeführten Waaren Kleider und Putzwaaren nicht begriffen.
2. Zu den im vorstehenden Verzeichnisse in Nr. 3 *d)*, 4 *b)*, 6 *f)*, 3 *a)*, 10 *d)*, 13 *f)*, 15 *a)* und *b)*, 16 *d)*, 3, 18 *c)* und *d)*, 23 *d)*, 27 *c)* und *d)*, 2, 31 *d)*, 35 *d)* und 36 *d)* erwähnten kurzen Waaren gehören folgende:

1865 *a)* Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen, echten Perlen, Korallen oder Edelsteinen gefertigt; Taschenuhren; echtes Blattgold und Blattsilber.

b) Waaren, ganz oder theilweise aus Schildpatt, aus unedlen, echt vergoldeten oder versilberten, oder mit Gold oder Silber belegten Metallen gefertiget; Stutz- und Wanduhren, letztere mit Ausnahme der hölzernen Hängeuhren; unechtes Blattgold und Blattsilber; feine Galanterie- und Quincaillerie-Waaren (Herren- und Frauenschmuck, Toiletten- und sogenannte Nippestischsachen u. s. w.), ganz oder theilweise aus Aluminium; ferner dergleichen Waaren aus anderen unedlen Metallen, jedoch fein gearbeitet, und entweder mehr und weniger vergoldet oder versilbert oder auch vernirt, oder in Verbindung mit Alabaster, Elfenbein, Email, Halbedelsteinen und nachgeahmten Edelsteinen, Lava, Perlmutter oder auch mit Schnitzarbeiten, Pasten, Kameen, Ornamenten in Metallguss und dergleichen; Brillen und Operngucker; Fächer; feine bossirte Wachswaaren; Perrückenmacherarbeit; Regen- und Sonnenschirme; Wachsperlen; ingleichen Waaren aus Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide, Wolle oder anderen Thierhaaren, welche mit animalischen oder vegetabilischen Schnitzstoffen, unedlen Metallen, Glas, Kautschuk, Guttapercha, Leder, Ledertuch *(leather cloth)*, Papier, Pappe, Stroh- oder Thonwaaren verbunden und nicht besonders tarifirt sind, z. B. Knöpfe auf Holzformen u. dgl.

Zollcartell.

§. 1.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§. 13 und 14) der Zollgesetze des anderen Staates nach Massgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§. 2.

Jeder der vertragenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Zollgesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll, oder stattgefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern, und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuerbehörde (im Zollverein Hauptzollämter oder oder Hauptsteuerämter, in Oesterreich Hauptzollämter oder Finanzwachcommissäre) schleunigst anzuzeigen.

§. 3.

Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Theiles sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von Zollgesetzen des anderen Theiles den im §. 2 bezeichneten Zoll- oder Steuerbehörden

des letzteren sofort Mittheilung machen, und denselben dabei über 1865
die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

§. 4.

Die Erhebungsämter der vertragenden Theile sollen den dazu von dem anderen Staate ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten desselben die Einsicht der Register oder Registerabtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach dem letzteren und an der Grenze desselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§. 5.

Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen beiden vertragenden Theilen sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen, und nicht allein zu jenem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten, und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich miteinander zu berathen.

Bei jeder der einander gegenüberliegenden Aufsichtsstationen soll ein Register geführt werden, in welches die erwähnten Mittheilungen einzutragen sind.

§. 6.

Den Zoll- und Steuerbeamten der vertragenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze ihres Staates sich in das Gebiet des anderen Staates zu dem Zwecke zu begeben, um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittlung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der vertragenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Zollgesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll und Steuerbeamten des einen Theiles durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des anderen Theiles aufgefordert werden, entweder vor letzterer selbst oder vor der

1865 competenten Behörde ihres eigenen Landes, die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände auszusagen.

§. 7.

Keiner der vertragenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden, oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Giltigkeit zugestehen.

§. 8.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet, zu verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des anderen Theiles bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft, oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirkes sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Controle der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen statt desselben anderweite möglichst sichernde Controlmassregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehrs nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zwecke des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter specielle zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Controle der Zollbehörde gestellt werden.

§. 9.

Jeder der vertragenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem anderen Staate verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem anderen Staate eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben

1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,
2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und

3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes zwi- 1865
schen dem Ausgangsamte oder der Legitimationsstelle und der Grenze

zoll- oder steueramtlich abzufertigen oder mit Ausweisen zu versehen.

§. 10.

Auch wird jeder der beiden Staaten die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgabenerlasse oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamte auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist.

§. 11.

Vor Ausführung der im §. 9 unter *b* und im §. 10 enthaltenen Bestimmungen werden die vertragenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über, nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Massregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§. 12.

Jeder der vertragenden Theile hat die in den §§. 13 und 14 erwähnten Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiete einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der zu jenen Paragraphen bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide vertragende Theile verpflichten sich wechselseitig, die dem anderen vertragenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer Gebiete überwachen zu lassen.

§. 13.

Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles, und Zoll- oder Steuerdefrauden, d. h. solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein- oder Ausgangsabgabe entzogen wird oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der vertragenden Theile nach seiner Wahl

1865 entweder mit Confiscation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes und darneben mit angemessener Geldstrafe, oder mit denselben Geld- oder Vermögensstrafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen.

Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§. 14.

Für solche Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Staates, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt oder eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§. 15.

Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen eigenen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), sowie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf Grund dieses Cartells keiner der vertragenden Theile verpflichtet.

§. 16.

Dagegen darf durch die nach den §§. 12—15 zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Zollgesetze des anderen Staates etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als: Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten, Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl. nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§. 17.

Uebertretungen der Zollgesetze des anderen Theiles hat, auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben, jeder der vertragenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze, untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen:

1. wenn der Angeschuldete entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder
2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz

hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, 1865
sondern auch bei oder nach dem Eingange des Antrages auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt,

in dem unter 2. erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der Angeschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldeten Uebertretung sind.

§. 18.

Zu den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem anderen Gerichte anhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§. 19.

Bei den im §. 17 bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Theiles dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§. 20.

Die Kosten eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, welche, wenn ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgabengesetze stattgefunden hätte, von jenem Staate schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge (§. 21) gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§. 21.

Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten,

1865 sodann die dem anderen Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren stattfand.

§. 22.

Eine nach Massgabe des §. 17 eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§. 23.

Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Massgabe des §. 17 eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte.

Es soll jedoch vor derartigen Straferlassen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§. 24.

Die Gerichte jedes der vertragenden Theile sollen in Beziehung auf jedes in dem anderen Staate wegen Uebertretung der Zollgesetze dieses Staates oder in Gemässheit des §. 17 eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen des zuständigen Gerichtes

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;

2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichtes aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;

4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichtes angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichtes oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§. 25. 1865

Es sind in diesem Cartell unter „Zollgesetzen“ auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote, und unter „Gerichten“ die in jedem der vertragenden Theile zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§. 26.

Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weitergehende Zugeständnisse zwischen den vertragenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

So haben Wir, nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages, denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir die gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 21. Mai 1865, Unserer Reiche im siebzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Majestät:
Max Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, am 11. April 1865.

Die Unterzeichneten traten heute zusammen, um den unter ihnen vereinbarten Handels- und Zollvertrag zwischen Oesterreich und dem Zollverein, nach nochmaliger Durchlesung, zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zu Artikel 1 des Vertrages.

Die Bezeichnung derjenigen Beschränkungen, denen der gegenseitige Verkehr zur Zeit unterliegt, bleibt den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen vorbehalten.

1865

2. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Von Seiten Oesterreichs werden folgende durch besondere Verträge dritten Staaten gewährte Begünstigungen noch fortan vorbehalten:

a) in Folge des Handels- und Schifffahrtsvertrages mit dem Königreiche beider Sicilien vom 4. Juli 1846 der Zoll von 1 fl. 89½ kr. für den Zollcentner neapolitaner und sicilianer Weine, welche zur See und gegen Nachweis des Ursprunges in den Schiffspapieren eingeführt werden;

b) in Folge des Handels- und Schifffahrtsvertrages mit Sardinien vom 18. October 1851 der Zoll von 1 fl. 22½ kr. für den Zollcentner gemeiner Weine aus Piemont, von 43½ kr. für das Stück Jungvieh bis zu 2 Jahren, von 8½ kr. für das Stück Spanferkel unter 10 Pfund;

ferner die Zollfreiheit für:

Kastanien	bis zur Menge von	20 Pfund,
frisches Fleisch	„ „ „ „	8 „
Käse und frische Butter	„ „ „ „	4 „

Diese Begünstigungen beziehen sich nur auf die Einfuhr über die Landesgrenze des lombardisch-venetianischen Königreiches.

Von Seiten des Zollvereines waren Vorbehalte nicht zu machen.

3. Zu Artikel 2 des Vertrages.

Der österreichische Bevollmächtigte bemerkte: Die in den beiderseitigen allgemeinen Zolltarifen vorgesehenen, auf Staatsverträgen nicht beruhenden Verkehrserleichterungen für gewisse Grenzstrecken oder für die Bewohner einzelner Gebietstheile seien bisher als dritten Staaten eingeräumte Begünstigungen, welche nach Artikel 2 der eine der vertragenden Theile dem anderen zu gewähren hätte, nicht angesehen worden. Dieser Auffassung entsprechend glaube er voraussetzen zu dürfen, dass, falls es die Verhältnisse erforderlich machen sollten, die bestehenden Verkehrserleichterungen dieser Art in den neuen allgemeinen Tarif, welchen die österreichische Regierung zu erlassen im Begriffe stehe, aufzunehmen oder sonst aufrecht zu erhalten, oder künftig anderweite ähnliche Erleichterungen des Verkehres mit Lebensbedürfnissen der Grenzbewohner für gewisse kurze Grenzstrecken zuzulassen, ein Anspruch wegen Ausdehnung derselben auf den Zollverein nicht werde erhoben werden.

Die Bevollmächtigten der den Zollverein vertretenden Regierungen erkannten diese Voraussetzung mit dem Vorbehalte der Gegenseitigkeit als zutreffend an.

4. Zu Artikel 3, 5, 6 und 7 des Vertrages.

Die für den unmittelbaren Verkehr über die gemeinschaftliche Grenzlinie verabredeten Zollbefreiungen, Zollermässigungen und

Verkehrserleichterungen finden unter den in der Uebereinkunft zwischen 1865
Oesterreich, Bayern, Württemberg und Baden vom 20. Februar 1854 festgesetzten Controlen auch auf den Verkehr über den Bodensee Anwendung.

5. Zu Artikel 3 des Vertrages und zu den Anlagen *A* und *B*.

1. Es steht jedem der vertragenden Theile frei, anzuordnen, dass in den Erklärungen (Declarationen) über Waaren, welche beim unmittelbaren Uebertritt aus dem freien Verkehre des anderen Theiles eine Begünstigung gegen die im allgemeinen Tarifé enthaltenen Zollsätze geniessen, der Umstand, dass sie aus dem freien Verkehre des anderen Theiles eingehen, ausdrücklich angegeben wird.

Gehen solche Waaren mit Begleitschein auf Aemter im Innern weiter, so ist in dem Begleitschein- und beziehungsweise Niederlageregister vorzumerken, dass die Waaren aus dem freien Verkehre des anderen Theiles stammen.

2. Man war darüber einverstanden, dass Verzollungsstempel oder andere Bezeichnungen den Waaren zum Beweise der Verzollung derselben auf die in den Anlagen *A* und *B* aufgeführten Waaren in keinem der beiden Zollgebiete zur Anwendung kommen dürfen. Die etwaige Anordnung derartiger Controlen in besonderen Fällen innerhalb des Grenzbezirkes wird hierdurch nicht ausgeschlossen.

3. Man einigte sich endlich dahin, dass dem unter Pos. 33 *a)* der Anlage *A* aufgeführten „groben Spielzeug“ ausser dem bloss gehobelten auch das „bloss geschnitzte“ beigezählt werden soll.

Die Feststellung des Begriffes „Spielzeug, grobes, bloss geschnitztes“, bleibt den nach Artikel 23 des Vertrages stattfindenden Verhandlungen überlassen.

6. Zu Artikel 4 des Vertrages.

Wenn die verabredete Zollbefreiung oder Zollbegünstigung von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig ist, so wird der Nachweis der Abstammung der Waare aus dem Gebiete des anderen Theiles oder der Verfertigung in demselben durch die Vorlegung einer vor einer Behörde am Orte der Versendung abgegebenen Erklärung oder einer Bescheinigung geführt, welche von dem Vorstande der zuständigen Zoll- oder Steuerbehörde oder von dem im Versendungsorte residirenden Consul des Landes, wohin die Einfuhr geschehen soll, ausgefertiget wird.

Die Verständigung über die Form dieser Erklärung und Bescheinigung bleibt den im Artikel 23 gedachten Verhandlungen vorbehalten.

Uebrigens wird anerkannt, dass die im zweiten Absatze des Artikels 4 getroffene Verabredung nur solange und insoweit Geltung

1865 haben soll, als die in den Anlagen *A* und *B* festgesetzten Zollsätze und Zollbefreiungen auf die Erzeugnisse dritter Staaten keine Anwendung finden.

7. Zu Artikel 6 des Vertrages.

Bei den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen wird man sich über die Bedingungen und Förmlichkeiten verständigen, unter denen die im Artikel 6 unter *a)* bis *e)* gedachten Verkehrserleichterungen eintreten. Es sollen dabei die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Artikel 6, lit. *d)*, erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredlung aus dem Gebiete des einen Theiles in das Gebiet des anderen ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Ebenso findet die gegenseitige Zollbefreiung für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, auch dann Anwendung, wenn dieselben bei einem anderen Amte, als demjenigen, über welches die Ausfuhr beziehungsweise Einfuhr erfolgte, zur Wiedereingangs-, beziehungsweise Wiederausgangsabfertigung gestellt werden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

Uebrigens war man darüber einverstanden, dass durch die Verabredungen im Artikel 6 eine Beschränkung in den nach den beiderseitigen Zollgesetzen und Verwaltungsvorschriften, sowie nach

früheren Uebereinkünften bestehenden Erleichterungen im gegen- 1865
seitigen Grenzverkehre nicht beabsichtigt sei, dass also die vorliegenden Vertragsbestimmungen und die zur Ausführung derselben zu treffenden besonderen Verabredungen auf den gegenseitigen Grenzverkehr nur insoweit Anwendung zu finden habe, als sie weitergehende Verkehrserleichterungen herbeiführen. Demgemäss werden die über die Erleichterung des Grenzverkehres mit leinenen Garnen und roher ungebleichter Leinwand, und über anderweitige Erleichterungen in dem nachbarlichen Grenzverkehre zwischen den vertragenden Staaten bestehenden Uebereinkünfte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages nicht gekündigt werden. Die zwischen ihnen wegen Ausführung jener Uebereinkünfte getroffenen Verabredungen bleiben gleichfalls in Wirksamkeit.

8. Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Artikel 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. I (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die specielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten im Gebiete des Zollvereines ein Bedürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch Waarenführern die Benützung der öffentlichen Niederlage gestattet werden. Die gleiche Begünstigung wird österreichischerseits zugestanden.

Die Verständigung über die vorzuschreibenden Massgaben, sowie über die Orte, an denen die Bewilligung stattfinden soll, bleibt den im Artikel 23 gedachten Verhandlungen vorbehalten.

9. Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden Grenzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem der betheiligten

1865 haben soll, als die in den Anlagen *A* und *B* festgesetzten Zollsätze und Zollbefreiungen auf die Erzeugnisse dritter Staaten keine Anwendung finden.

7. Zu Artikel 6 des Vertrages.

Bei den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen wird man sich über die Bedingungen und Förmlichkeiten verständigen, unter denen die im Artikel 6 unter *a)* bis *e)* gedachten Verkehrserleichterungen eintreten. Es sollen dabei die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Artikel 6, lit. *d)*, erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredlung aus dem Gebiete des einen Theiles in das Gebiet des anderen ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Ebenso findet die gegenseitige Zollbefreiung für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, auch dann Anwendung, wenn dieselben bei einem anderen Amte, als demjenigen, über welches die Ausfuhr beziehungsweise Einfuhr erfolgte, zur Wiedereingangs-, beziehungsweise Wiederausgangsabfertigung gestellt werden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

Uebrigens war man darüber einverstanden, dass durch die Verabredungen im Artikel 6 eine Beschränkung in den nach den beiderseitigen Zollgesetzen und Verwaltungsvorschriften, sowie nach

heren Uebereinkünften bestehenden Erleichterungen im gegen- 1865
tigen Grenzverkehre nicht beabsichtigt sei, dass also die vorliegen-
ı Vertragsbestimmungen und die zur Ausführung derselben zu
ffenden besonderen Verabredungen auf den gegenseitigen Grenz-
·kehr nur insoweit Anwendung zu finden habe, als sie weitergehende
rkehrserleichterungen herbeiführen. Demgemäss werden die über
: Erleichterung des Grenzverkehres mit leinenen Garnen und roher
gebleichter Leinwand, und über anderweitige Erleichterungen in
n nachbarlichen Grenzverkehre zwischen den vertragenden Staaten
ıstehenden Uebereinkünfte während der Dauer des gegenwärtigen
rtrages nicht gekündigt werden. Die zwischen ihnen wegen Aus-
ırung jener Uebereinkünfte getroffenen Verabredungen bleiben
:ichfalls in Wirksamkeit.

8. Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Artikel 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nach-
·hende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. I (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die specielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueber-
ugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Ver-
hluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und
:rwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten im Gebiete des Zollvereines ein
:dürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch
aarenführern die Benützung der öffentlichen Niederlage gestattet
:rden. Die gleiche Begünstigung wird österreichischerseits zuge-
ınden.

Die Verständigung über die vorzuschreibenden Massgaben, sowie
·er die Orte, an denen die Bewilligung stattfinden soll, bleibt den im
·tikel 23 gedachten Verhandlungen vorbehalten.

9. Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden
·enzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem der betheiligten

1865 haben soll, als die in den Anlagen *A* und *B* festgesetzten Zollsätze und Zollbefreiungen auf die Erzeugnisse dritter Staaten keine Anwendung finden.

7. Zu Artikel 6 des Vertrages.

Bei den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen wird man sich über die Bedingungen und Förmlichkeiten verständigen, unter denen die im Artikel 6 unter *a)* bis *e)* gedachten Verkehrserleichterungen eintreten. Es sollen dabei die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

Ausgenommen von dieser Bestimmung sind die im Artikel 6, lit. *d)*, erwähnten Gegenstände, welche zur Bearbeitung oder Veredlung aus dem Gebiete des einen Theiles in das Gebiet des anderen ausgeführt sind. Die zollfreie Wiedereinlassung derselben kann bei einer jeden mit ausreichenden Amtsbefugnissen versehenen Zollstelle des Gebietes der Versendung in Anspruch genommen werden. Ebenso findet die gegenseitige Zollbefreiung für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden, auch dann Anwendung, wenn dieselben bei einem anderen Amte, als demjenigen, über welches die Ausfuhr beziehungsweise Einfuhr erfolgte, zur Wiedereingangs-, beziehungsweise Wiederausgangsabfertigung gestellt werden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichtsdifferenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden, und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben.

6. Es wird beiderseits für eine möglichst erleichterte Zollabfertigung Sorge getragen werden.

Uebrigens war man darüber einverstanden, dass durch die Verabredungen im Artikel 6 eine Beschränkung in den nach den beiderseitigen Zollgesetzen und Verwaltungsvorschriften, sowie nach

früheren Uebereinkünften bestehenden Erleichterungen im gegen- 1865
seitigen Grenzverkehre nicht beabsichtigt sei, dass also die vorliegenden Vertragsbestimmungen und die zur Ausführung derselben zu treffenden besonderen Verabredungen auf den gegenseitigen Grenzverkehr nur insoweit Anwendung zu finden habe, als sie weitergehende Verkehrserleichterungen herbeiführen. Demgemäss werden die über die Erleichterung des Grenzverkehres mit leinenen Garnen und roher ungebleichter Leinwand, und über anderweitige Erleichterungen in dem nachbarlichen Grenzverkehre zwischen den vertragenden Staaten bestehenden Uebereinkünfte während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages nicht gekündigt werden. Die zwischen ihnen wegen Ausführung jener Uebereinkünfte getroffenen Verabredungen bleiben gleichfalls in Wirksamkeit.

8. Zu Artikel 7 des Vertrages.

1. Die im Artikel 7 bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

a) Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. I (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergibt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

b) Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

c) Die Declaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die specielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

2. Soweit an einzelnen Orten im Gebiete des Zollvereines ein Bedürfniss sich geltend macht, soll auf besonderes Ansuchen auch Waarenführern die Benützung der öffentlichen Niederlage gestattet werden. Die gleiche Begünstigung wird österreichischerseits zugestanden.

Die Verständigung über die vorzuschreibenden Massgaben, sowie über die Orte, an denen die Bewilligung stattfinden soll, bleibt den im Artikel 23 gedachten Verhandlungen vorbehalten.

9. Zu Artikel 8 des Vertrages.

1. Die bestehenden Zusammenlegungen von gegenüberliegenden Grenzzollämtern bleiben aufrecht. Doch steht jedem der betheiligten

1865 Staaten frei, eine solche Zusammenlegung gegen vorherige sechsmonatliche Kündigung zurückzuziehen.

Neue Zusammenlegungen bleiben der Verständigung zwischen Oesterreich und den betheiligten Zollvereinsstaaten vorbehalten.

2. Zur weiteren Erleichterung des Verkehres werden die Abfertigungsbefugnisse der gegenüberliegenden Grenzzollämter thunlichst in Uebereinstimmung gebracht werden. Die Ausführung bleibt den im Artikel 23 des Vertrages gedachten Verhandlungen vorbehalten.

3. Hinsichtlich der Stellung und der Amtsbefugnisse der auf das Gebiet des anderen Theiles verlegten Grenzzollämter hat man sich über folgende Grundsätze geeinigt:

a) Ein auf das jenseitige Gebiet verlegtes, früher auf dem Gebiete des Staates, welchem es angehört, aufgestellt gewesenes Zollamt behält den Namen des früheren Standortes, welchem jedoch sein neuer Standort beigefügt wird. Die auf jenseitigem Gebiete neu errichteten Aemter erhalten den Namen ihres Standortes.

b) Die Schlagbäume erhalten die Landesfarben des Territoriums, auf welchem sie stehen; das Amtsschild wird mit den Farben und Wappen des Landes, welchem das Amt angehört, versehen.

c) Die Aufrechthaltung der Hausordnung liegt dem Vorsteher des Territorialamtes ob.

d) Die Regierung des Territorialstaates hat dafür zu sorgen, dass die auf ihr Gebiet übersetzten Beamten in Betreibung ihrer zollamtlichen Geschäfte nicht gestört werden, und dass namentlich die Sicherheit ihrer Dienstpapiere und Gelder keinem Anstande unterliege.

e) Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten und Angestellten, welche sich aus irgend einer im Vertrage vorgesehenen Veranlassung in der vorschriftsmässigen Dienstuniform in den gegenüberliegenden Staat begeben, sind dort von dem für Rechnung des Staates zu erhebenden Weg-, Brücken- und Fährgelde ebenso wie die eigenen Beamten und Angestellten befreit. Dagegen haben sie die Befreiung von dergleichen Communicationsabgaben, deren Erhebung Gesellschaften, Corporationen, Gemeinden oder einzelnen Privatpersonen zusteht, nur insoweit zu beanspruchen, als sie nach dem bestehenden Tarife begründet erscheint.

f) Es wird ausdrücklich anerkannt, dass durch die Zusammenlegung der gegenüberliegenden Zollämter wohl eine thunliche Gleichzeitigkeit der beiderseitigen Amtshandlungen, keineswegs aber eine Abfertigungsgemeinschaft beabsichtigt sei, dass demnach jedes der beiden Aemter nur die ihm als Ein- oder Ausgangsamt seines Staates obliegenden Functionen zu vollziehen,

an den gleichen Functionen des anderen Amtes sich aber nicht 1865
zu betheiligen habe.

g) Die zwischen Oesterreich und Preussen beziehungsweise Bayern und Sachsen getroffenen Verabredungen zur Regelung der Verhältnisse der Beamten und Angestellten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter

über die Unterbringung der auf das Gebiet des einen Staates verlegten Aemter des anderen Staates und die hierfür anzurechnenden Miethzinse,

über die Kosten der Reinigung und Heizung der zusammengelegten Aemter,

über die Errichtung, Erhaltung, Beleuchtung, das Schliessen und Oeffnen der Schlagbäume bei den zusammengelegten Aemtern,

über die Portofreiheit für Briefe und Fahrpostsendungen beim amtlichen Verkehre dieser Aemter mit ihren vorgesetzten Behörden oder mit anderen Zollämtern ihres Staates,

über die Rechte und Pflichten der Beamten der auf das Gebiet des Nachbarstaates verlegten Zollämter, denen Wohnungen in einem Staatsgebäude des letzteren eingeräumt worden,

über die Zollabfertigungen an Sonn- und Feiertagen, endlich

über die gegenseitige Zollbefreiung für fertige Beamtenuniform- und Armaturstücke,

werden hierdurch aufrecht erhalten.

Ferner sind die Regierungen von Preussen, Bayern und Sachsen damit einverstanden, dass unter den bisherigen Bedingungen die am 6. Mai 1857 österreichischerseits erlassene Grenzpassanten-Dienstinstruction für die auf ihr Gebiet verlegten österreichischen Zollämter in Kraft bleibt.

10. Zu Artikel 10 des Vertrages und zum Zollcartell.

1. Zu §. 5 des Zollcartells.

Es wird zwar als unbedenklich anerkannt, dass die Grenzaufseher (Finanzwachmannschaften) zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels sich gegenseitig unterstützen und ihre darauf bezüglichen Wahrnehmungen einander unmittelbar mittheilen. Man war jedoch darüber einverstanden, dass die zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen vorzunehmenden Berathungen zunächst nur unter den beiderseitigen oberen Zoll- und Steuerbeamten stattzufinden haben.

2. Zu §. 6 des Zollcartells.

Es wird anerkannt, dass die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten, wenn dieselben bei Verfolgung eines Schleichhändlers, oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Zollgesetze

1865 ihres Staates in das Gebiet des anderen Staates sich begeben, sich lediglich darauf zu beschränken haben, bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittlung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Massregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen, dass die genannten Beamten dagegen auf fremdem Gebiete weder die Person des Thäters, noch die Gegenstände der Uebertretung anhalten, noch auch von ihren Waffen Gebrauch machen dürfen. Sollten aber die Beamten bei der Verfolgung durch thätliche Angriffe auf ihre Person in die Nothwendigkeit versetzt werden, zu ihrer Selbstvertheidigung auf fremdem Territorium von ihren Waffen Gebrauch zu machen, so haben in jedem einzelnen Falle die Behörden des Landes, in welchem dieser Fall vorgekommen, nach den daselbst geltenden Gesetzen darüber zu entscheiden, ob dieser Gebrauch überhaupt oder in dem stattgehabten Umfange zur Abwehr der thätlichen Angriffe erforderlich gewesen ist.

3. Zu §§. 6 und 11 des Zollcartells.

Die beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten können, wenn sie sich zu den in den §§. 6 und 11 des Zollcartells bezeichneten Zwecken in das Gebiet des anderen Theiles begeben, dabei ebenso bewaffnet sein, wie es für die Ausübung des Dienstes im eigenen Lande vorgeschrieben ist.

4. Zu §. 8 des Zollcartells.

Nach den bestehenden Bestimmungen dürfen im gegenüberliegenden Grenzbezirke beider Zollgebiete fremde unverzollte Waaren nur an Orten, wo sich Zollämter befinden, und dort nur in zollamtlichen Niederlagen oder doch unter einer gegen missbräuchliche Verwendung hinreichend sichernden Controle niedergelegt werden.

Man war darüber einverstanden, dass es, so lange diese Bestimmungen in Kraft sind, zur Ausführung der im §. 8 enthaltenen Verabredungen genüge, wenn die beiderseitigen Zollbehörden angewiesen werden, Niederlagen der gedachten Art sowie Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes mit gehöriger Berücksichtigung auch der Zollinteressen des anderen Theiles in der gesetzlich zulässigen Weise zu controliren.

5. Zu §. 10 des Zollcartells.

Die zur Ausführung des §. 10 in Betreff der gegenseitigen Ueberweisung der Waaren erforderlichen näheren Bestimmungen werden bei den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen vereinbart werden.

6. Zu §. 11 des Zollcartells. 1865

Die Verständigung über die im §. 11 erwähnten Punkte bleibt der Verhandlung zwischen Oesterreich und den angrenzenden Staaten des Zollvereines vorbehalten.

7. Zu §. 21 des Zollcartells.

Neben der Strafe sind auch die vom Uebertreter umgangenen Gefälle einzuziehen.

8. Zu §. 22 des Zollcartells.

Die Bestimmung im Alinea 3 des §. 20 wegen Tragung der Kosten findet auch in dem hier vorgesehenen Falle einer Einstellung der Untersuchung Anwendung.

11. Zu Artikel 12 des Vertrages.

1. Man war darüber einverstanden, dass der Artikel 12 sich nicht auf Kriegsschiffe bezieht.

2. Die verabredete Gleichstellung der Seeschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht

a) auf Prämien, welche für neuerbaute Seeschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, soferne dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

b) auf die Privilegien für sogenannte Yachtclubs, welche dritten Staaten angehören;

c) auf die Privilegien, welche in Oesterreich vertragsmässig den türkischen Unterthanen vor den eigenen zustehen, und

d) auf die Privilegien, welche durch Vertrag den zum k. k. Seepostdienste verwendeten Schiffen des österreichischen Lloyd eingeräumt sind.

12. Zu Artikel 17 des Vertrages.

1. Die im Artikel 17 enthaltenen Bestimmungen erstrecken sich auch auf den Fall, wo eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nöthig wird. Obgleich dieselben auf sonstige Umladungen von Eisenbahntransporten nicht ausgedehnt werden konnten, so wird doch anerkannt, dass, wo durch sehr grosse Entfernung der Auf- und Abladungsorte eine Umladung nöthig wird, die Ausdehnung jener Begünstigungen auf Fälle, wo eine gehörig beaufsichtigte Umladung stattfindet, nicht auszuschliessen sei.

2. Postsendungen, welche auf Eisenbahnen durch das Gebiet eines der vertragenden Theile aus oder nach dem Gebiete des anderen durchgeführt werden, sollen, wenn ihre Beförderung in gehörig verschliessbaren Behältnissen erfolgt, und die Zahl, der Inhalt und das Rohgewicht der Poststücke aus den der Zollbehörde zugänglichen

1865 Postpapieren ersichtlich sind, von der Declaration und Revision sowohl im Innern als an der Grenze, sowie von dem zollamtlichen Verschlusse der einzelnen Poststücke auch in dem Falle freibleiben, wenn sie zum Zwecke des Ueberganges von einer Eisenbahn auf eine andere umgeladen werden.

Die Angabe des Inhaltes der Poststücke darf hinsichtlich der mit der Ueberlandspost beförderten Gegenstände unterbleiben.

3. Man ist darüber einverstanden, dass durch die im dritten Alinea des Artikels 17 und die vorstehend unter 2. vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen transitirenden Güter und Postsendungen von der zollamtlichen Revision, die Ausführung einer solchen Revision nicht ausgeschlossen sein soll, wenn Anzeigen oder begründete Vermuthungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegen.

13. Zu Artikel 17 des Vertrages.

1. Bei den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen wird man sich über die in Betreff der Zollabfertigung beim gegenseitigen Verkehre auf den Eisenbahnen zu treffenden näheren Bestimmungen sowie wegen übereinstimmender Vorschriften hinsichtlich des Schiffsverschlusses verständigen.

2. Den im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen bleibt ferner die Erwägung der Frage vorbehalten, inwieweit es zulässig sein möchte, die für die zollamtliche Abfertigung beim gegenseitigen Verkehre auf den Eisenbahnen vereinbarten Erleichterungen auf den unmittelbaren Uebergang von der Eisenbahn auf die Wasserstrasse und umgekehrt auszudehnen.

3. Man war darüber einverstanden, dass, wo auf einzelnen den Zollverein mit Oesterreich verbindenden Eisenbahnen weitere als die im Artikel 17 und vorstehend unter Nr. 12. Ziffer 1 und 2 verabredeten Erleichterungen im Sinne der Bestimmungen dieses Vertrages zulässig erscheinen, die Verständigung über die dazu erforderlichen Einrichtungen zwischen Oesterreich und dem betheiligten Zollvereinsstaate erfolgen könne, soweit jene Erleichterungen mit den im Zollvereine bestehenden Verabredungen vereinbar sind.

14. Zu Artikel 18 des Vertrages.

In Beziehung auf die Ausführung der im zweiten, dritten und vierten Alinea des Artikels 18 getroffenen Vereinbarung hat man sich über Folgendes verständigt:

1. Der im zweiten Alinea des Artikels ausgesprochene Grundsatz der völlig gleichen Besteuerung der Unterthanen des anderen Theiles, welche Gewerbe oder Handel treiben, mit den eigenen Unterthanen soll auch in Ansehung der Zunft- oder sonstigen Localstatuten, wo solche noch bestehen, zur Anwendung kommen. Seine Verwirklichung im einzelnen Falle setzt jedoch die Erfüllung der-

jenigen Vorbedingungen für die Berechtigung zum Gewerbebetriebe 1865
voraus, welche die Gesetze eines jeden der vertragenden Theile vorschreiben.

2. Vom 1. Jänner 1866 ab sollen diejenigen Gewerbetreibenden, welche in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles Waarenankäufe machen oder Waarenbestellungen suchen wollen, hierzu abgabenfrei auf Grund von Gewerbelegitimationskarten zugelassen werden, welche von den Behörden des Heimatlandes ausgefertiget sind.

Die Ausfertigung dieser Karten soll nach dem unter *A* anliegenden Muster erfolgen.

Sie geschieht durch diejenigen Behörden, denen die Ertheilung von Passkarten nach den gegenwärtig bestehenden Uebereinkünften übertragen ist. Jedem vertragenden Staate bleibt vorbehalten, nach Befinden eine mässige Gebühr für die Ausfertigung zu erheben.

Zur Vermeidung von Verwechslungen und Verfälschungen sollen die für alle Zollvereinsstaaten und Oesterreich gleichmässig herzustellenden Karten nach Format und Farbe von den Passkarten sich unterscheiden, in jedem Jahre eine verschiedene Farbe tragen, in einem Formate hergestellt werden, welches die bequeme Mitführung in der Tasche möglich macht, und in der Ueberschrift in gleicher Weise, wie die Passkarten, mit einem Stempel versehen werden, welcher das Wappen und den Namen des Staates, in welchem die Ausfertigung erfolgte, ersichtlich macht.

Jedem Gewerbetreibenden, welchem eine Gewerbelegitimationskarte ertheilt wird, soll von der betreffenden Behörde eine Zusammenstellung derjenigen Vorschriften ausgehändigt werden, welche von den betheiligten Gewerbetreibenden ausser den in Bezug auf den Ankauf und Verkauf einzelner Waarenartikel etwa bestehenden Beschränkungen in dem Gebiete des anderen vertragenden Theiles zu beachten sind. Die gegenseitige Mittheilung dieser Vorschriften wird bei den im Artikel 23 des Vertrages vorgesehenen Verhandlungen erfolgen.

Die betreffenden Gewerbetreibenden oder die in ihrem Dienste stehenden Reisenden dürfen keine Waaren zum Verkaufe mit sich führen, jedoch wird vom 1. Jänner 1866 ab denjenigen von ihnen, welche Waarenankäufe machen, gestattet werden, die aufgekauften Waaren nach dem Bestimmungsorte mitzunehmen.

Es werden übrigens gegenseitig nur solche Handelsreisende abgabenfrei zugelassen, welche entweder für ihre eigene Rechnung oder für Rechnung eines Hauses, in dessen Diensten sie als Handlungscommis stehen, Geschäfte machen wollen. Die etwaige Ausdehnung der Abgabenfreiheit auf solche Handelsreisende, welche für Rechnung mehrerer Häuser Geschäfte machen, bleibt der Verständigung zwischen Oesterreich und den einzelnen Zollvereinsstaaten vorbehalten.

1865 Bis zum 1. Jänner 1866 bleiben die Bestimmungen unter Nr. 11, Ziffer 2 des Schlussprotokolles zum Handels- und Zollvertrage vom 19. Februar 1853 in Kraft.

3. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind, nach dem vierten Alinea des Artikels, die Unterthanen des anderen vertragenden Theiles sowohl hinsichtlich des Rechtes zum Beziehen der Messen und Märkte als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben den eigenen Unterthanen völlig gleichgestellt. Ueber die Form der Legitimation, welche von den Unterthanen des anderen Theiles, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man sich nach Inhalt der Anlage *B* verständigt. Zur Ausstellung dieser Legitimation sollen die oben unter 2 genannten Behörden ebenfalls befugt sein.

15. Zu Artikel 19 und 20 des Vertrages.

Unter Consuln sind alle mit Consulargeschäften Beauftragte verstanden.

Jeder der vertragenden Theile, dessen Angehörigen der Consul des anderen Theiles nach Massgabe des Artikels 20 Schutz und Beistand gewährt hat, ist verpflichtet, die dadurch erwachsenen Auslagen und Kosten nach denselben Grundsätzen zu erstatten, wie dies von dem Staate, welcher den Consul bestellt hat, rücksichtlich seiner eigenen Angehörigen geschehen würde.

16. Zu Artikel 21 des Vertrages.

1. In Beziehung auf die Bestimmung im Alinea 1 des Artikels 21 war man zunächst darüber einverstanden, dass, wenn man auch Beamte, welche nach vorheriger dessfallsiger Verständigung Oesterreichs an Zollverwaltungsstellen der Zollvereinsstaaten und diese an Zollverwaltungsstellen Oesterreichs zur Kenntnissnahme von deren Geschäftsbehandlung bezüglich des Zollwesens und der Grenzbewachung absenden möchte, beiderseits mit aller Rücksicht aufnehmen und ihnen Gelegenheit zur Erfüllung ihres Auftrages bereitwillig gewähren werde, doch unter den Zollstellen, an welche Beamte zu dem gedachten Zwecke zu senden, die vertragenden Theile sich gegenseitig das Recht zugestanden haben, die Zolldirectivbehörden — in Oesterreich die Finanzlandesdirectionen, im Zollverein die Zolldirectionen — nicht mit begriffen, sondern darunter nur die Bezirksbehörden — in Oesterreich die Finanzbezirksdirectionen, Finanzintendanzen, Finanzinspectoren, im Zollverein die Hauptämter — mit den ihnen untergeordneten Localzollbehörden verstanden sind.

Ebenso war man darüber einverstanden, dass zwar jeder Regierung die Auswahl der Zollstellen des anderen Zollgebietes, an welche sie Beamte zu dem vertragsmässig bezeichneten Zwecke senden will,

überlassen bleibe, dass es aber erforderlich sei, die betheiligte Regie- 1865
rung jedesmal vorher von der Person des zu entsendenden Beamten und von den Zollstellen zu benachrichtigen, an welche derselbe gesendet werden soll.

2. Bezüglich der Verabredung im Alinea 2 des Artikels 21 verständigte man sich dahin, dass alle beim Centralbureau des Zollvereines aufgestellten und durch den Druck vervielfältigten statistischen Nachweise durch die preussische Regierung, und die ausserdem in den einzelnen Zollvereinsstaaten aufgestellten und durch den Druck vervielfältigten statistischen Nachweise durch die betreffenden Regierungen unmittelbar der österreichischen Regierung mitgetheilt werden, und dass letztere ihre durch den Druck vervielfältigten statistischen Nachweise sämmtlichen Zollvereinsregierungen zusenden wird.

Eine gleiche gegenseitige Mittheilung wird hinsichtlich der über die Register- und Rechnungsführung bei den beiderseitigen Zollstellen, sowie hinsichtlich der über die Zollverwaltung und in Bezug auf den gegenwärtigen Vertrag erlassenen Regulative und allgemeinen Verfügungen erfolgen, soweit dieselben in Oesterreich, beziehungsweise in den einzelnen Zollvereinsstaaten, durch besondere Verordnungsblätter publicirt worden sind.

3. Es steht jeder Zollvereinsregierung das Recht zu, zu den in Artikel 21 bezeichneten Zwecken Beamte an österreichische Zollstellen zu senden.

17. Zu Artikel 22 des Vertrages.

Die einzelnen Landestheile, welche zur Zeit vom beiderseitigen Zollgebiete ausgeschlossen sind, und in denen desshalb für die Dauer des Ausschlusses die Verabredungen unter 3 bis 10 des gegenwärtigen Schlussprotokolles keine Anwendung finden, sind

I. in Oesterreich:

1. die Handelsstadt Brody in Galizien,
2. die Freihäfen Triest, Venedig, Fiume (mit dem Lazareth Martinschizza), Buccari, Porto-Rè, Zengg und Carlopago, alle diese Seehäfen mit den dazu gehörigen zollfreien Umkreisen,
3. die Markgrafschaft Istrien mit den quarnerischen Inseln,
4. das Königreich Dalmatien,
5. die Gemeinde Jungholz in Tirol.

II. im Zollverein:

a) In Preussen:

Die Ortschaften Drenikow, Porep und Succow, sowie die Colonie und das Erbpachtsvorwerk Gross-Menow im Regierungsbezirke Pots-

1865 dam; die Rittergüter und Dörfer Zettemin, Duckow, Rottmannshagen, Rützenfelde, Carlsruh und Pinnow im Regierungsbezirke Stettin.

b) In Hannover:

Der Hafenort Geestemünde, die Elbeinseln Altenwerder, Krusenbusch, Finkenwerder, Finkenwerder-Blumensand, Kattwieck, Hohenschaar, Overhacken, Neuhof und Wilhelmsburg, ferner die Voigtei Kirchwerder und ein Theil der Dorfschaft Aumund, Amts Blumenthal, dann das Fort Wilhelm.

c) In Baden:

Im Seekreise: die Insel Reichenau, die Paradieser- und Kreuzlinger-Vorstadt von Constanz, der Ort Büsingen und der Bittenharter-Hof; im Oberrheinkreise: die zum Amte Jestetten gehörigen Orte und Höfe Jestetten mit Flachshof, Gunzenrieder-Hof und Reutehof, Lottstetten mit Balm, Dietenberg, Nack, Locherhof und Volkenbach, Dettighofen mit Häuserhof, Altenburg, Baltersweil, Berwangen und Albführenhof bei Weisweil.

d) In Oldenburg:

Der Hafenort Brake.

18. Zu Artikel 23 des Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die im Artikel 23 vorgesehenen Verhandlungen in Wien stattfinden sollen.

19. Zu Artikel 27 des Vertrages.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen vertragenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass im Falle der Ratification des letzteren auch die in ersterem enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratification derselben als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag in zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt, und das eine Exemplar von dem österreichischen Bevollmächtigten, das andere von den Bevollmächtigten der den Zollverein vertretenden Regierungen behufs der Niederlegung in das preussische geheime Staatsarchiv in Empfang genommen.

Geschehen wie oben.

Freiherr *von Hock.* (Gez.) *Philipsborn.* — *Hasselbach.*

(L. S.) *von Reichert.* — *von Thümmel.*

Formular A. 1865

Gewerbe-Legitimationskarte,

giltig für das Jahr (Stempel mit dem Wappen und Namen des Landes.) 1800 sechs und sechszig.

Dem N., welcher in N. N. wohnhaft ist, und für Rechnung
1. seiner eigenen Drogueriewaarenhandlung daselbst,
2. der Drogueriewaarenhandlung N. N. daselbst, bei welcher er als Handlungscommis im Dienste steht.
3. nachstehender Handlungs- (Fabrik-) Häuser, als:

im Zollverein und in Oesterreich Waarenbestellungen aufzusuchen und Waareneinkäufe zu machen beabsichtiget, wird hierdurch behufs seiner Gewerbelegitimation bescheiniget, dass für den Gewerbebetrieb de-s/r vorgedachten Geschäfts-hauses/häuser im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten sind.

Derselbe darf von den Waaren, auf welche er Bestellungen suchen will, nur Proben, aufgekaufte Waaren aber nur behufs deren Beförderung nach dem Bestimmungsorte mit sich führen.

Auch ist ihm verboten, für Rechnung Anderer als de-s/r genannten Geschäfts-hauses/häuser Waarenbestellungen aufzusuchen oder Waarenankäufe zu machen.

Bei dem Aufsuchen von Bestellungen oder bei Waarenankäufen hat er die in jedem Staate giltigen Vorschriften zu beachten.

Wenn die Ausfertigung nach der Probeeintragung Nr. 3 erfolgt, so ist an den Rand der Karte zu setzen: Nicht giltig für Preussen und Oesterreich.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Reisenden.

Formular B.

Dem N. N., welcher mit seinen Fabrikaten (Producten) die Messen und Jahrmärkte in (Oesterreich, Zollverein, Preussen u. s. w.) zu besuchen beabsichtiget, wird behufs seiner Legitimation bei den

1865 zuständigen Behörden hierdurch bezeugt, dass er zu N. wohnhaft sei und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten habe.

Gegenwärtiges Zeugniss ist giltig für den Zeitraum von .... Monaten.

(Ort, Datum, Unterschrift und Stämpel der ausstellenden Behörde.)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.

289.

15 avril 1865.

Convention télégraphique entre l'Autriche et la Prusse d'une part et la Russie de l'autre. Conclue à Paris. Ratifiée le 25 novembre 1865.

(T. V. B. 1865, 54.)

Uebereinkunft zwischen der k. k. österreichischen und königlich preussischen Regierung einerseits und der kaiserlich russischen Regierung andererseits zur Regelung des gegenseitigen telegraphischen Verkehres. Ratificirt laut H. M. Zahl 66547-3345 25. November 1856.

In Folge des in Paris im April 1865 abgeschlossenen internationalen, für den telegraphischen Verkehr Europa's massgebenden Vertrages wird eine andere Ordnung der telegraphischen Verhältnisse zwischen dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine und Russland, als sie durch den Vertrag vom Jahre 1860 festgestellt worden ist, nothwendig.

Die zu der Pariser Telegraphenconferenz berufenen Vertreter Oesterreichs, Preussens und Russlands haben auf Grund der ihnen Seitens ihrer respectiven hohen Regierungen ertheilten Instructionen und vorbehaltlich deren Genehmigung, und zwar die Vertreter Oesterreichs und Preussens für den deutsch-österreichischen Telegraphenverein, sich über nachstehende Grundlagen geeinigt.

Der von Oesterreich und Preussen im Namen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines mit Russland im Jahre 1860 abgeschlossene Telegraphenvertrag wird von dem Tage an als aufgelöst betrachtet, an welchem der obengenannte Pariser internationale Vertrag zur Ausführung gelangt, und werden die telegraphischen Verhältnisse zwischen den hohen Contrahenten nach folgenden Grundsätzen geordnet:

1. Die in dem Pariser internationalen Vertrage festgesetzten uniformen Gebührensätze von respective drei Francs für den deutsch

österreichischen Telegraphenverein und fünf Francs für Russland — 1865
pro einfache Depesche — kommen auch im Verkehre zwischen Russland und dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine zur Anwendung.

2. Für den Grenzverkehr zwischen Russland einerseits und Preussen, Oesterreich und dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine andererseits wird die Gesammtgebühr von drei Francs pro einfache Depesche festgesetzt, wovon 1 Franc 50 Centimes für die Beförderung auf respective preussischen oder österreichischen oder Vereinslinien entfällt.

In den Grenzverkehr fallen alle diejenigen Stationen, welche auf jedem Gebiete von der respectiven Landesgrenze nicht weiter als 25 geographische Meilen entfernt sind.

3. Für Depeschen, welche zwischen den Stationen des Vereines und den Stationen des Kaukasus, von Stawropol an gerechnet, wechseln, wird zu der Gebühr von acht Francs eine Mehrgebühr zu Gunsten Russlands von drei Francs pro einfache Depesche erhoben.

4. Für Depeschen, die zwischen den Stationen des Vereines und den Stationen der ersten Region des asiatischen Russlands wechseln, wird eine Gebühr von 16 Francs erhoben, wovon 3 Francs für den Verein und 13 Francs für Russland entfallen; und wenn sie zwischen den Stationen des Vereines und den Stationen der zweiten Region des asiatischen Russlands wechseln, wird eine Gebühr von 24 Francs erhoben, wovon der Antheil 21 Francs beträgt. Der Meridian von Tomsk bildet die Grenze zwischen der ersten und zweiten Region und der Meridian von Werschneudinsk die östliche Grenze der zweiten Region.

5. Die hohen Contrahenten behalten sich vor, einen Modus zur Vereinfachung des Abrechnungswesens im beiderseitigen Einverständnisse festzustellen.

6. Die in dem Pariser internationalen Vertrage und dem zugehörigen Reglement, den telegraphischen Dienstbetrieb betreffenden Bestimmungen sind auch massgebend für den telegraphischen Verkehr zwischen dem deutsch-österreichischen Telegraphenveine und Russland.

7. Diese Verabredungen treten gleichzeitig mit dem Pariser internationalen Vertrage in Wirksamkeit und bleiben auf unbestimmte Zeit und bis zum Ablaufe eines Jahres nach erfolgter Kündigung von der einen oder der anderen Seite in Kraft.

Verhandelt Paris, den 15. April 1865.

Brunner m. p. *v. Gueshorn* m. p. *v. Chauvin* m. p.

1865

290.

19 avril 1865.

Décret du ministère de la justice concernant l'exécution en Autriche des arrêts des tribunaux russes en matière de justice civile.

(R. G. B. 1860, Nr. 27.)

Verordnung des Justizministeriums vom 19. April 1865, betreffend die Execution der civilgerichtlichen Urtheile der kaiserlich russischen Gerichte in Oesterreich.

Nach einer Erklärung der kaiserlich russischen Regierung werden auswärtige Urtheile von den kaiserlich russischen Behörden unter keiner Bedingung vollstreckt.

Diese Erklärung wird mit Beziehung auf das Hofdecret vom 24. Mai 1833, Justiz-Gesetz-Sammlung Nr. 2616, welches die Gerichte zur Beobachtung der strengsten Reciprocität anweiset, mit dem Beifügen zur Kenntniss gebracht, dass dadurch das Hofdecret vom 13. November 1838, Justiz-Gesetz-Sammlung Nr. 306, über die Execution der im Königreiche Polen gefällten Urtheile unberührt bleibt.

Hein m. p.

291.

22 avril 1865.

Convention télégraphique entre l'Autriche et la Suisse. Conclue à Berne. Ratifiée le 25 novembre 1865.

(T. V. B. 1865, 54.)

Uebereinkunft zwischen der k. k. österreichischen Regierung und der Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft zur Regelung des gegenseitigen telegraphischen Verkehres. Ratificirt laut H. M. Zahl 16457-3145, ddo. 25. November 1865.

Die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und die Regierung der schweizerischen Eidgenossenschaft, von dem Wunsche beseelt, den beiden Staaten die Vortheile eines ermässigten Tarifes für die Auswechslung ihrer Telegramme zu sichern, sowie auch den telegraphischen Transit durch ihr beiderseitiges Gebiet zu erleichtern, sind übereingekommen, von den in den Artikeln 31 und 59 des internationalen Telegraphenvertrages, welcher im April 1865

zu Paris verabredet wurde, erwähnten Vorbehalten Gebrauch zu 1865
machen, und haben zu diesem Zwecke die nachfolgenden Bestimmungen im gemeinsamen Einverständnisse festgesetzt.

1. Die Taxe des Telegrammes zu 20 Worten soll einheitlich festgesetzt werden, wie folgt:

a) auf einen Franc für alle zwischen denjenigen Telegraphenstationen beider Staaten gewechselten Correspondenzen, welche nicht mehr als 10 deutsche Meilen oder 15½ Schweizer Stunden von einander entfernt sind, wobei der Betrag der Taxe zu gleichen Theilen unter die beiden Staaten vertheilt wird;

b) auf zwei Francs für alle zwischen Vorarlberg und Tirol einerseits und der Schweiz anderseits gewechselten Correspondenzen, wobei der Betrag der Taxe ebenfalls zu gleichen Theilen unter die beiden Staaten vertheilt wird;

c) auf drei Francs für alle zwischen den Kronländern Salzburg, Kärnthen und Lombardo-Venitien einerseits und der Schweiz anderseits gewechselten Correspondenzen, wobei der Betrag der Taxe im Verhältnisse zu zwei Dritttheilen für Oesterreich und zu einem Dritttheile für die Schweiz vertheilt wird;

d) auf vier Francs für alle zwischen dem übrigen Gebiete des österreichischen Kaiserthumes und der Schweiz gewechselten Correspondenzen, wobei der Betrag der Taxe im Verhältnisse zu drei Viertheilen für Oesterreich und zu einem Viertheile für die Schweiz getheilt wird.

2. Für alle zwischen den österreichisch-schweizerischen und den schweizerisch-französischen Grenzen durch die Schweiz transitirenden telegraphischen Correspondenzen, abgesehen von deren Aufgabe- oder Bestimmungsort, ermässigt die Schweiz ihre nach der Tabelle *B* des erwähnten Vertrages von Paris auf einen Franc festgesetzte Transittaxe um einen Fünftheil zu Gunsten Oesterreichs und begnügt sich daher für den obenbezeichneten Transit mit einer Taxe von vier Fünftel-Francs per Telegramm von 20 Worten. Zur Ausgleichung dessen verpflichtet sich dagegen Oesterreich, seinerseits dafür zu sorgen, dass die Taxen der von Frankreich und weiter her über die oben erwähnten Grenzen sowohl nach Oesterreich als nach Russland, den Donaufürstenthümern, der Türkei, Griechenland und dem Oriente überhaupt und vice versa transirenden Telegramme in keinem Falle höher festgesetzt werden, als für jeden anderen concurrirenden Weg.

3. Die Bestimmungen des oben citirten Vertrages von Paris finden mit Ausnahme dessen, was auf die Taxation der Telegramme und auf die Vertheilung der Taxen Bezug hat, in allen Theilen auf die Auswechslung derjenigen Telegramme Anwendung, welche Gegenstand dieser Uebereinkunft bilden.

1865

290.

19

Décret du ministère de la justice concernan en Autriche des arrêts des tribunaux russes de justice civile.

(R. G.

Verordnung des Justizministeriums vom 19. April 18 die Execution der civilgerichtlichen Urtheile russischen Gerichte in Oesterreich.

Nach einer Erklärung der kaiserlich russi werden auswärtige Urtheile von den kaiserlich russ unter keiner Bedingung vollstreckt.

Diese Erklärung wird mit Beziehung auf da 24. Mai 1833, Justiz-Gesetz-Sammlung Nr. 26 Gerichte zur Beobachtung der strengsten Recipro dem Beifügen zur Kenntniss gebracht, dass dadur vom 13. November 1838, Justiz-Gesetz-Sammlung Execution der im Königreiche Polen gefällten Ur bleibt.

291.

Convention télégraphique entre l'Autrich Conclue à Berne. Ratifiée le 25 noven

Uebereinkunft zwischen der k. k. österreichischen der Regierung der schweizerischen Eidgenossensch des gegenseitigen telegraphischen Verkehres. Rati Zahl 16457-3145, ddo. 25. November

Die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von die Regierung der schweizerischen Eidgenossens Wunsche beseelt, den beiden Staaten die Vortheile Tarifes für die Auswechslung ihrer Telegramme z auch den telegraphischen Transit durch ihr beiders erleichtern, sind übereingekommen, von den in den 59 des internationalen Telegraphenvertrages, welch

1865

ixée pour l'ouverture des
dresse aux Commissaires
quelles il y aura lieu de

pas aux sessions périodiques
vote écrit, ils sont censés avoir
oix effectivement représentées.
mé dont parle le § 3 ci-dessus.

vent avoir lieu, s'il y a moins de

ordinaires sur la demande formée

s se trouvent réunis dans l'inter-
é un Protocole de leurs délibe-

ns ordinaires, séance plénière
s'agisse de continuer la dis-

ent majeur, le protocole de
soit procédé dans la séance
tées à l'ordre du jour. Tout
tion des résolutions défini-

se qu'autant que les pro-
et signés ou paraphés,

ve dans la nécessité de
tocoles d'une session ne
ses Collègues le soin
ne, dans les limites qui
aphe sept ci-dessus, de
ndance soit évitée sur

1865 4. Die zwischen Oesterreich und der Schweiz zu Friedrichshafen am 26. October 1858 und zu Bregenz am 1. November 1863 unterzeichneten Verträge und Protokolle treten mit dem Tage ausser Kraft, an welchem die gegenwärtige Uebereinkunft in Vollziehung gesetzt wird.

5. Die gegenwärtige Uebereinkunft, welche gleichzeitig mit der Vollziehung des citirten Vertrages von Paris zur Ausführung gelangen soll, wird für unbestimmte Zeit in Kraft bestehend erklärt, so lange als deren Kündigung nicht durch einen der contrahirenden Staaten erfolgt; in diesem letzten Falle bleibt sie vom Tage der Kündigung an bis nach Verfluss eines Vierteljahres in Kraft.

Dieselbe soll ratificirt und die Ratificationen sobald als möglich ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

So geschehen zu Bern, am 22. April 1865.

Brunner m. p. *Curchod* m. p.

292.

25 avril 1865.

Dispositions additionnelles au Règlement organique transitoire adopté par la Commission Européenne du Danube le 4 novembre 1858, pour déterminer l'ordre de ses travaux.

(Procès verbaux de la Commission Européenne du Danube Nr. CLXXIV, Annexe.)

§ 1.

La Commission Européenne du Danube tient, chaque année, deux sessions régulières, et se réunit dans ce but, en séance plénière, dans la deuxième semaine du mois d'avril et dans la deuxième semaine du mois d'octobre.

§ 2.

Dans l'intervalle des sessions, elle est représentée et les affaires courantes sont dirigées par les Commissaires résidant à Galatz, lesquels composent, à cet effet et à tour de rôle, le Comité exécutif institué par l'article 5 du Règlement du 4 novembre 1858.

Les attributions des deux Membres de ce Comité sont réglées par les dispositions du dit Règlement, sauf les modifications résultant des présentes dispositions additionnelles.

3. 1865

Six semaines, au moins, avant l'époque fixée pour l'ouverture des sessions périodiques, le Comité exécutif adresse aux Commissaires absents un résumé des questions sur lesquelles il y aura lieu de délibérer en commun.

§ 4.

Les Commissaires qui n'assistent pas aux sessions périodiques peuvent voter par écrit. À défaut d'un vote écrit, ils sont censés avoir voté dans le sens de la majorité des voix effectivement représentées, sur les questions mentionnées au résumé dont parle le § 3 ci-dessus.

§ 5.

Les sessions périodiques ne peuvent avoir lieu, s'il y a moins de quatre Commissaires présents.

Il peut y avoir des sessions extraordinaires sur la demande formée par plus de trois Commissaires.

Si quatre Commissaires ou plus se trouvent réunis dans l'intervalle des sessions, il peut être rédigé un Protocole de leurs délibérations.

§ 6.

Il n'y a point, pendant les sessions ordinaires, séance plénière deux jours consécutifs, à moins qu'il ne s'agisse de continuer la discussion d'une seule et même question.

§ 7.

En règle et sauf le cas d'empêchement majeur, le protocole de la dernière séance est lu avant qu'il ne soit procédé dans la séance suivante à la discussion des questions portées à l'ordre du jour. Tout au moins doit-on s'entendre sur la rédaction des résolutions définitivement arrêtées.

§ 8.

Une session n'est considérée comme close qu'autant que les protocoles de toutes ses séances ont été arrêtés et signés ou paraphés, par tous les Commissaires.

Si un Membre de la Commission se trouve dans la nécessité de s'éloigner de Galatz avant que tous les protocoles d'une session ne soient arrêtés, il peut confier à l'un de ses Collègues le soin d'approuver la rédaction, en ce qui le concerne, dans les limites qui auront déjà été fixées conformément au paragraphe sept ci-dessus, de telle sorte que toute délibération par correspondance soit évitée sur la teneur des protocoles.

1865

§ 9.

Les dispositions additionnelles en date du 16 juillet 1864, jointes au Protocole Nr. CLXIV, sont abrogées.

Fait à Galatz, le 25 avril 1865.

Signé: Ed. *Engelhardt.* — A. *de Kremer.* — *d'Offenberg.* — *Ahmet Rassim.* — *Saint-Pierre.* — J. *Stokes.* — *Strambio.*

293.

17 mai 1865.

Convention télégraphique internationale conclue à Paris. Ratifications échangées le 14 août 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 137.)

Internationaler Telegraphenvertrag vom 17. Mai 1865. Abgeschlossen zu Paris am 17. Mai 1865 und in den Ratificationen daselbst am 14. August 1865 ausgewechselt. Die Ratificirung Seiner k. k. Apostolischen Majestät erfolgte zu Wien am 17. Juli 1865.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Quum fine ordinandarum relationum mutuorum, quae lineas telegraphicas concernunt, inter Imperium Austriacum et Francogallicum abque reliqua Regna, quorum Plenipotentiarii consiliis desuper habitis intererant, tractatus peculiaris, sexaginta tribus articulis consistens, Lutetiae Parisiorum die 17. Maji 1865 initus et signatus fuit tenoris ad verbum sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine des Espagnes, S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi des Hellènes, la ville libre de Hambourg, S. M. le Roi de Hanovre, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Saxe, S. M. le Roi de Suède et de Norvége, la Confédération Suisse, S. M. l'Empereur des Ottomans, S. M. le Roi de Würtemberg, également animés du désir d'assurer aux correspondances télégraphiques échangées entre Leurs États

respectifs les avantages d'un tarif simple et réduit, d'améliorer les 1865
conditions actuelles de la télégraphie internationale, et d'établir une entente permanente entre Leurs États, tout en conservant leur liberté d'action pour les mesures qui n'intéressent point l'ensemble du service, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême:

Mr. le Prince Richard de Metternich-Winneburg, Duc de Portella, Comte de Königswart, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Grand d'Espagne de 1ère classe, Grand' Croix de Son Ordre Impérial de Léopold, de l'Ordre d'Albert de Saxe, Grand' Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade:

Son Conseiller intime actuel Mr. le Baron Ferdinand Alesina de Schweizer, Grand' Croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français:

Sa Majesté le Roi de Bavière:

Mr. le Baron Auguste de Wendland, Son Chambellan, Grand' Commandeur de l'Ordre du Mérite de la Couronne, Grand' Croix de son Ordre de St. Michel, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Mr. le Baron Eugène Beyens, Officier de Son Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Commandeur du nombre extraordinaire des Ordres de Charles III et d'Isabelle la Catholique d'Espagne, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

Mr. le Comte Léon de Moltke-Hvitfeldt, Son Chambellan, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'argent, Grand' Croix des Ordres du Sauveur de Grèce, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, Commandeur de l'Ordre de la Tour et de l'Epée du Portugal, Officier de

1865 l'Ordre de Léopold de Belgique, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français.

Sa Majesté la Reine des Espagnes:

Mr. Alexandre Mon, ancien Président du Conseil des Ministres et de la Chambre des Députés, Député aux Cortès, Grand' Croix de l'Ordre Royal de Charles III, de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Mr. Edouard Drouyn de Lhuys, Sénateur de l'Empire, Grand' Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, des Ordres de St. Étienne d'Autriche, du Danebrog de Danemark, de Charles III d'Espagne, du Sauveur de Grèce, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, du Lion Néerlandais, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, des Seraphins de Suède, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de 1ère classe, etc. etc., Son Ministre et Secrétaire d'État au Département des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

Mr. Phocion Roque, Son Plénipotentiaire, Officier de Son Ordre Royal du Sauveur et de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc.;

La Ville libre de Hambourg:

Mr. Jean Hermann Heeren, Docteur en droit, Ministre résident des Villes libres d'Allemagne près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Hanovre:

Mr. le Baron Charles de Linsingen, Son Conseiller intime de Légation, Officier de Son Ordre Royal des Guelphes, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Mr. le Chevalier Constantin Nigra, Grand' Croix de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

Mr. Léonard Antoine Lightenvelt, Grand' Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Lé-

gion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre 1865
plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

Mr. le Vicomte de Païva, Pair du Royaume, Grand' Croix de l'Ordre de la Conception de Villa Viçosa, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Prusse:

Mr. le Comte Henri Louis Robert de Goltz, Chevalier des Ordres royaux de l'Aigle Rouge de 1ère classe et de St. Jean de Jérusalem, Grand' Croix de l'Ordre de l'Aigle Blanc de Russie, de l'Ordre Impérial du Medjidié de Turquie, de l'Ordre Royal du Sauveur de Grèce, etc. etc., Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Mr. le Baron André de Budberg, Son Conseiller privé, Grand' Croix des Ordres Impériaux de St. Alexandre Newsky et de l'Aigle Blanc, Chevalier de l'Ordre de St. Wladimir de 2me classe, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de Sainte Anne et des Ordres de la Légion d'Honneur, de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Couronne de fer d'Autriche, du Danebrog de Danemark, des Guelphes de Hanovre, etc. etc., son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Saxe:

Mr. le Baron Albin Léo de Seebach, Son Conseiller intime et Chambellan, Grand' Croix de Son Ordre Royal du Mérite, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ordre de la Couronne de fer d'Autriche de 1ère classe, de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de 2me classe, Grand' Croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, des Ordres de l'Aigle Blanc et de Sainte Anne de Russie, décoré de l'Ordre du Medjidié de 2me classe, etc. etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége:

Mr. Georges Nicolas Baron Adelswärd, Grand' Croix de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, Grand' Croix de l'Ordre de St. Olaf de Norvége, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

1865 La Confédération Suisse:

Mr. Kern, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la dite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français:

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Esseïd Mouhammed Djémil Pacha, Muchir et membre du Grand' Conseil de l'Empire, décoré des Ordres Impériaux du Medjidié de 1ère classe, de l'Osmanié de 2me classe, Grand' Cordon de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, des Ordres d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de la Couronne de fer d'Autriche, de l'Aigle Blanc de Russie, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de l'Étoile Polaire de Suède, de Léopold de Belgique, du Lion Néerlandais, etc. etc., Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français et près Sa Majesté la Reine des Espagnes:

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg:

Mr. le Baron Jean Auguste de Waechter, Son Conseiller d'État et Chambellan, Commandeur de Son Ordre de la Couronne, Grand' Croix de Son Ordre Royal de Frédéric, etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus d'appliquer aux correspondances télégraphiques des États contractants les dispositions ci-après.

Titre Premier.

Du réseau international.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif seront, successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, de diamètre supérieur, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

Article 2.

Entre les villes importantes des États contractants, le service est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts 1865
au public :

Du 1er avril au 30 septembre, de 7 heures du matin à 9 heures du soir ;

Du 1er octobre au 31 mars, de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des États contractants.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Article 3.

L'appareil Morse reste provisoirement adopté pour le service des fils internationaux.

Titre II.

De la Correspondance.

Section première.

Conditions générales.

Article 4.

Les hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article 5.

Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Section II.

Du Dépôt.

Article 7.

Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories :

1° Dépêches d'État : celles qui émanent du Chef de l'État, des Ministres, des Commandants en chef des forces de terre ou de mer, et des Agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants.

Les dépêches des Agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'État que lorsqu'elles traitent d'affaires de service.

1865 2° Dépêches de service : celles qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants, et qui sont relatives soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objects d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3° Dépêches privées.

Article 8.

Les dépêches d'État ne sont admises comme telles que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

Article 9.

Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur le territoire des États contractants.

Chaque État reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur son territoire, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique.

Les dépêches d'État et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux États contractants qui admettent ce mode de correspondance, et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'article 54 ci-après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

Les dépêches en language ordinaire ne peuvent contenir ni combinaisons de mots, ni constructions, ni abbréviations inusitées.

Article 10.

La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à destination.

Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

Section III.

De la Transmission.

Article 11.

La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant :

1° Dépêches d'État ;

2° Dépêches de service; 1865

3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et, par les bureaux intermédiaires, dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

Il peut être toutefois dérogé à cette règle, dans l'intérêt de la célérité de transmission, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

Article 12.

Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

Ces dépêches sont immédiatement échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

Article 13.

Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

Article 14.

Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement la dépêche par la poste, ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose. Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins quil n'en ait été précédemment accusé réception.

Article 15.

Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission de la dépêche qu'il a déposée.

Section IV.

De la Remise à destination.

Article 16.

Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit *poste restante*, soit *bureau télégraphique restant*.

1865 Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante, dans la localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portées à leur adresse.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante, hors de la localité desservie, sont, suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste, ou par un moyen plus rapide, si l'administration du bureau destinataire en dispose.

Article 17.

Chacun des États contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non desservies par le télégraphe, un service de transport plus rapide que la poste; et chaque État s'engage, envers les autres, à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées, à cet égard, par l'un quelconque des autres États.

Article 18.

Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destinataire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur ait demandé que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

Lorsque la dépêche est adressée bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau, pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées bureau restant.

Section V.

Du contrôle.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'État, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement l'expéditeur.

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

Article 20. 1865

Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

Section VI.

Des archives.

Article 21.

Les originaux et les copies des dépêches, les bandes de signaux ou pièces analogues sont conservés dans les archives des bureaux au moins pendant une année, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

Article 22.

Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

Section VII.

De certaines dépêches spéciales.

Article 23.

Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

Il peut se faire adresser cette réponse sur un point quelconque du territoire des États contractants.

Faute d'indication fournie dans la dépêche même, ou par une dépêche ultérieure arrivée en temps utile, la réponse est transmise au bureau d'origine, pour être remise à destination par les soins de ce bureau.

Lorsque la réponse n'a pas été présentée dans les huit jours qui suivent la date de la dépêche primitive, le bureau destinataire en informe l'expéditeur par une dépêche qui tient lieu de réponse. Toute réponse présentée après ce délai est considérée et traitée comme une nouvelle dépêche.

Article 24.

L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la *recommander*.

Lorsqu'une dépêche est recommandée le bureau de destination transmet par la voie télégraphique, à l'expéditeur même, la repro-

1865 duction intégrale de la copie envoyée au destinataire, suivie de la double indication de l'heure précise de la remise et de la personne entre les mains de laquelle cette remise a eu lieu.

Si la remise n'a pu être effectuée, ce double avis est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

La transmission de la *dépêche de retour* s'effectue par priorité sur les autres dépêches de même rang.

L'expéditeur d'une dépêche recommandée peut se faire adresser la dépêche de retour sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires, comme en matière de réponse payée.

Article 25.

La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes.

Article 26.

Lorsqu'une dépêche porte la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire; il n'est toutefois tenu de faire cette réexpédition que dans les limites de l'État auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpediée, et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la dépêche est conservée par ce bureau.

Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée ou dans les conditions des paragraphes précédents.

Article 27.

Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées:

soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes;

soit à plusieurs destinataires dans une même localité;

soit à un même destinataire dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche 1865
ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Les dépêches à destination de plusieurs États doivent être déposées en autant d'originaux qu'il y a d'États différents.

Article 28.

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les réponses payées les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre et les dépêches multiples.

Article 29.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées, de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États qui auront pris part à la présente Convention.

Titre III.

Des taxes.

Section première.

Principes généraux.

Article 30.

Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après:

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants sera uniforme. Un même État pourra toutefois être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus. Les États contractants se réservent d'ailleurs toute liberté d'action à l'égard de leurs possessions ou de leurs colonies situées hors d'Europe.

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroit de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quelconques des États contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demifranc.

Il sera perçu pour un franc:

En Autriche, 40 kreuzer (valeur autrichienne);

1865 Dans le grand-duché de Bade, en Bavière et en Wurtemberg. 28 kreuzer;
En Danemark, 35 skillings;
En Espagne, 0·40 écu;
En Grèce, 1·11 drachme;
En Hanovre, Prusse, Saxe, 8 silbergros;
Dans les Pays-Bas, 50 cents;
En Portugal, 192 reis;
En Russie, 25 copeks;
En Suède, 72 œres;
En Norvége, 22 skillings.

Article 31.

Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif immédiatement applicable aux correspondances échangées entre les États contractants est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront, toujours et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés; mais toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

Section II.

De l'application des taxes.

Article 32.

Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

Article 33.

Le maximum de la longueur d'un mot est fixé à sept syllabes; l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc. . . les titres, prénoms, particules et qualifications, sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant.

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot; 1865
il en est de même du souligné.

Les signes que les appareils expriment par un seul signal (signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéa) ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre: les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

Article 34.

Le compte de mots s'établit de la manière suivante, pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes.

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes, employés dans le texte chiffré sont additionnés. Le total divisé par cinq donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent; l'excédant est compté pour un mot.

On y ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langage ordinaire de l'adresse, de la signature, et du texte s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

Article 35.

Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

Article 36.

Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente Convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Article 37.

La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sousmarins.

Section III.

Des taxes spéciales.

Article 38.

La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

Article 39.

La taxe des réponses payées et dépêches de retour, à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primitive, est

1865 calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de la dépêche de retour et son point de destination.

Article 40.

Les dépêches adressées à plusieurs destinataires ou à un même destinataire, dans des localités desservies par des bureaux différents, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

Les dépêches adressées, dans une même localité à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche ; mais il est perçu, à titre de droit de copie, outre les droits de poste, s'il y a lieu, autant de fois un demifranc qu'il y a de destinations moins une.

Article 41.

Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'article 22, un droit fixe d'un demi franc par copie.

Article 42.

Les dépêches recommandées, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies, comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes :

Un demi franc par dépêche à déposer poste restante, dans la localité desservie, ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'État qui fait l'expédition;

Un franc par dépêche à envoyer, hors de ces limites, sur le territoire des États contractants;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au-delà.

Les dépêches non recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée. Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

Article 43.

La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixé conformément aux règles générales de la présente Convention, sauf, pour ceux des États contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires.

Section IV.

De la perception.

Article 44.

La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée sur le destinataire :

1° La taxe des dépêches expédiées, de la mer, par l'intermé- 1865
diaire des sémaphores;

2° La taxe complémentaire des dépêches à faire suivre;

3° La taxe complémentaire des réponses payées dont l'étendue excède la longueur affranchie;

4° Les frais de transport, au-delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé.

Toutefois, l'expéditeur d'une dépêche recommandée peut affranchir ce transport moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. La dépêche de retour fait connaître le montant des frais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre payement de la taxe due.

Section V.

Des franchises.

Article 45.

Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau desdits États.

Section VI.

Des détaxes et remboursements.

Article 46.

Est restituée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe de toute dépêche dont la transmission télégraphique n'a pas été effectuée.

Article 47.

Est remboursée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe intégrale de toute dépêche recommandée qui, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que le retard ou l'erreur ne soit imputable à un État ou à une compagnie privée qui n'aurait pas accepté les dispositions de la présente Convention.

Article 48.

Toute réclamation doit être formée, sous peine de dechéance, dans les trois mois de la perception.

1865 Ce délai est porté à dix mois pour les correspondances échangées avec de pays situés hors d'Europe.

Titre IV.

De la comptabilité internationale.

Article 49.

Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au-delà des lignes sont dévolues à l'État qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque État crédite l'État limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

Ces taxes peuvent être réglées de commun accord, d'après le nombre des dépêches qui ont franchi cette frontière. abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

Article 50.

Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et recommandations sont reparties, entre les divers États, conformément au dispositions de l'article précédent, les réponses et les dépêches de retour étant traitées, dans les comptes comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiées par l'État qui a perçu.

Lorsque la transmission n'a pas eu lieu la taxe est acquise à l'office qui l'a perçue, sauf les droits de l'expéditeur.

Article 51.

Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la depêche.

Article 52.

Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

Article 53.

Le solde résultant de la liquidation est payé en monnaie courante de l'État au profit duquel ce solde est établi.

Titre V. 1865

Dispositions générales.

Section première.

Des dispositions complémentaires.

Article 54.

Les dispositions de la présente Convention seront complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un réglement commun qui sera arrêté de concert entre les administrations télégraphiques des États contractants.

Les dispositions de ce réglement entreront en vigueur en même temps que la présente Convention; elles pourront être, à tout époque, modifiées d'un commun accord par lesdites administrations.

Article 55.

L'administration de l'État où, en vertu de l'article 56 ci-après, aura eu lieu la dernière conférence, sera chargée des mesures d'exécution relatives aux modifications à apporter d'un commun accord au réglement.

Toutes les demandes de modifications seront adressées à cette administration, qui consultera toutes les autres, et, après avoir obtenu leur assentiment unanime, promulguera les changements adoptés, en fixant la date de leur application.

Section II.

Conférences et communications réciproques.

Article 56.

La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes les Puissances qui ont pris part seront représentées.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement dans la capitale de chacun des États contractants, entre les délégués desdits États.

La première réunion aura lieu 1868, à Vienne.

Article 57.

Les Hautes Parties contractantes, afin d'assurer, par un échange de communications regulieres, la bonne administration de leur service commun, s'engagent à se transmettre réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et à se communiquer tout perfectionnement qu'elles viendraient à y introduire.

Chacune d'elles enverra directement à toutes les autres:

1° Par le télégraphe:

1865 La notification immédiate des interruptions qui se seraient produites sur son territoire, ou sur les lignes des États et des compagnies privées auxquels elle servira d'intermédiaire, pour leur correspondance avec chacun des États contractants;

2° Par la poste:

La notification des toutes les mesures relatives à l'ouverture de lignes nouvelles, à la suppression de lignes existantes, aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux compris sur son territoire ou sur le parcours des lignes télégraphiques des États et compagnies désignés au paragraphe précédent:

Au commencement de chaque année, un tableau statistique du mouvement des dépêches, sur son réseau, pendant l'année écoulée, et la carte de ce réseau, dressée et arrêtée au 31 décembre de ladite année;

Enfin ses circulaires et instructions de service, au fur et à mesure de leur publication.

Article 58.

Une Carte officielle des relations télégraphiques sera dressée et publiée par l'administration française et soumise à des révisions périodiques.

Section III.

Des réserves.

Article 59.

Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre, séparément entr'elles, des arrangements particuliers de toute nature, sur le point du service, qui n'interessents pas la généralité des États, notamment:

sur la formation des tarifs;

sur l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés;

sur l'application du système des timbre-dépêches;

sur la perception des taxes à l'arrivée;

sur le service de la remise des dépêches à destination;

sur l'extension du droit, de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

Section IV.

Des adhésions.

Article 60.

[illegible] n'ont point pris part à la présente Convention [illegible]rer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui 1865
les États contractants, au sein duquel la dernière conférence aura
été tenue, et par cet État, à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses
et admission à tous les avantages stipulés par la présente Con-
vention.

Article 61.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant
que possible, les règles de la présente Convention aux compagnies
concessionnaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-marines,
et à négocier, avec les compagnies existantes, une réduction réci-
proque des tarifs, s'il y a lieu.

Ne seront compris, en aucun cas, dans le tarif international:

1° les bureaux télégraphiques des États et des compagnies
privées qui n'auront point accepté les dispositions réglementaires
uniformes et obligatoires de la présente Convention;

2° les bureaux télégraphiques des compagnies de chemins de
fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental
des États contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait
une taxe supplémentaire.

Section V.

De l'exécution.

Article 62.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du
1er janvier 1866, et demeurera en vigueur pendant un temps indéter-
miné et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la
dénonciation en serait faite.

Article 63.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront
échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y
ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en vingt expéditions le 17 mai 1865.

(L. S.) *Metternich* m. p.
(L. S.) Baron *de Schweitzer* m. p.
(L. S.) Baron *de Wendland* m. p.
(L. S.) Baron Eugen *Beyens* m. p.
(L. S.) *Moltke-Hvitfeldt* m. p.
(L. S.) Alexandre *Mon* m. p.
(L. S.) *Drouyn de Lhuys* m. p.
(L. S.) Phocion *Roque* m. p.
(L. S.) J. H. *Heeren* m. p.
(L. S.) C. *de Linsingen* m. p.
(L. S.) *Nigra* m. p
(L. S.) *Lightenvelt* m. p.
(L. S.) *Païva* m. p.
(L. S.) *Goltz* m. p.
(L. S.) *Budberg* m. p.
(L. S.) Baron *Seebach* m. p.
(L. S.) Baron *Adelswärd* m. p.
(L. S.) *Kern* m. p.
(L. S.) *Djémil* m. p.
(L. S.) *Waechter* m. p.

1865

Annexes.

Tableaux des taxes fixées pour servir à la formation des tarifs internationaux, en exécution de l'article 31 de la Convention signée à Paris à la date de ce jour.

A.

Taxes terminales.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque État pour les correspondances en provenance ou à destination de ses bureaux.)

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Autriche .	Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants	3	. .	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique cette taxe est commune avec ces États.
Bade . . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique .	3	. .	Idem.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Bavière . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique .	3	. .	Idem.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Belgique .	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Norvége, la Russie et la Suède	1	50	
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Danemark .	Pour toutes ses correspondances	1	50	
Espagne .	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, l'Italie, la Norvége, la Suède et les États composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse .	3	. .	
	Pour toutes les autres . . .	2	50	
France . .	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Grèce, la Norvége la Russie, la Suède, la Turquie			

1865

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	d'Europe et les États composant l'Union austro-germanique	3	. .	
	Pour toutes les autres, y compris celles échangées avec les Pays-Bas et le Wurtemberg	2	. .	
Grèce . . .	Pour toutes ses correspondances	1	. .	
Hanovre .	Pour toutes ses correspondances	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Italie . . .	Pour toutes ses correspondances	3	. .	
Norvége . .	Pour toutes ses correspondances	2	. .	
Pays-Bas .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	idem.
	Pour les correspondances échangées avec l'Italie et la Suisse, par la Belgique et la France	. .	50	
	Pour toutes les autres . .	1	. .	
Portugal .	Pour toutes ses correspondances	1	. .	
Prusse . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	idem.
	Pour toutes les autres . . .	2	50	
Russie (d'Europe)	Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants à l'exception de la Turquie	5	. .	La taxe est porté à 8 fr. pour les stations du Caucase.
Saxe . . .	Pour toutes ses correspondances	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Suède . . .	Pour toutes ses correspondances	3	. .	
Suisse . .	Pour toutes ses correspondances	1	. .	
Turquie (d'Europe)	Pour les correspondances échangées avec tous les			

1865

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	États contractants, à l'exception de la Russie	4	. .	Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie non comprises.
Wurtemberg et Hohenzollern . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour les correspondances échangées avec la France, l'Italie et la Suisse	1	. .	La taxe de 1 franc, pour la France est commune avec les autres États de l'Union.

B.

Taxes de transit.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque État pour les correspondances qui traversent son territoire.)

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
Autriche .	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions	3	. .	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique cette taxe est commune avec ces États.
Bade . . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique dans toutes les directions .	3	. .	Idem.
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Bavière . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union dans toutes les directions	3	. .	Idem.

1865

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	Pour toutes les autres . . .	1	. .	
Belgique .	Pour les correspondances échangées par la France entre les Pays-Bas d'une part, l'Italie et la Suisse de l'autre	1	50	
	Pour toutes les autres correspondances dans toutes les directions	1	. .	
Danemark .	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions (lignes sous-marines comprises)	1	50	
Espagne .	Pour les correspondances en provenance ou à destination du Danemark, de l'Italie, de la Norvége, de la Suède et des États composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse . . .	3	. .	
	Pour les correspondances échangées entre la France et le Portugal	2	. .	
	Pour toutes les autres correspondances	2	50	
France . .	Pour les correspondances échangées: 1° Entre l'Italie d'une part, et l'Espagne et le Portugal d'autre part; 2° Entre la Belgique et les Pays-Bas d'une part, et d'autre part tous les autres États, par les frontières d'Allemagne, d'Italie et de Suisse	2	. .	
	Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions	3	. .	Le transit de l'île de Corse est fixé à 1 franc.
Grèce . .	. . . . .	. .	. .	Pas de transit.
Hanovre . .	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Italie . . .	Pour toutes les correspondances échangées entre les			

1865

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe Frs.	Taxe Ct.	Observations
	frontières d'Autriche, de France et de Suisse . . .	1	. .	
	Pour toutes les correspondances échangées entre les mêmes frontières et la frontière ottomane (ligne sous-marine comprise)	3	. .	
Norvége .	. . . . .	. .	. .	Pas de transit.
Pays-Bas .	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Portugal .	. . . . .	. .	. .	Pas de transit.
Prusse . .	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions	2	50	
Russie (d'Europe)	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions à l'exception de la Turquie d'Europe	5	. .	La convention ne s'appliquant qu'à l'Europe, il n'est pas fait mention du transit vers l'Asie.
Saxe . . .	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Suède . . .	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions (lignes sous-marines comprises)	3	. .	
Suisse . .	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions	1	. .	
Turquie (d'Europe)	Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce	3	. .	Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie non composites.

1865

Désignation des États	Indication des correspondances	Taxe		Observations
		Frs.	Ct.	
Wurtemberg et Hohenzollern .	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions	3	. .	Taxe commune avec les autres États de l'Union.

Fait à Paris, le 17 mai 1865.

(L. S.) *Metternich* m. p.
(L. S.) Baron *de Schweitzer* m. p.
(L. S.) Baron *de Wendland* m. p.
(L. S.) Baron Eugen *Beyens* m. p.
(L. S.) *Moltke-Hvitfeldt* m. p.
(L. S.) Alexandre *Mon* m. p.
(L. S.) *Drouyn de Lhuys* m. p.
(L. S.) *Phocion Roque* m. p.
(L. S.) J. H. *Heeren* m. p.
(L. S.) C. *de Linsingen* m. p.
(L. S.) *Nigra* m. p.
(L. S.) *Lightenvelt* m. p.
(L. S.) *Païva* m. p.
(L. S.) *Goltz* m. p.
(L. S.) *Budberg* m. p.
(L. S.) Baron *Seebach* m. p.
(L. S.) Baron *Adelswärd* m. p.
(L. S.) *Kern* m. p.
(L. S.) *Djémil* m. p.
(L. S.) *Waechter* m. p.

Nos visis perpensisque omnibus et singulis tractatus hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profitemur ac declaramus verbo Nostro Caesareo pro Nobis Nostrisque successoribus spondentes. Nos ea omnia quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur permissuros esse. In quorum fidem praesentes tractatus tabulas, quae Lutetiae Parisiorum reponentur atque Principibus omnibus tractatum hunc signantibus ratificationis loco erunt manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus. Dabantur in Imperiale Urbe Nostra Vienna die 17. mensis Julii anno millesimo octingentesimo sexagesimo quinto Regnorum Nostrorum decimo septimo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Alexander Comes *a Mensdorff-Pouilly* m. p., M. S. T.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium :
Alphonsus Liber Baro *de Pont* m. p.,
Consiliarius aulicus et ministerialis.

1865 *Réglement du service international complétant les dispositions de la convention télégraphique internationale de Paris en date du 17 mai 1865.*

(T. V. B. 1865, 53.)

Reglement für den internationalen Dienst zur Ergänzung der Bestimmungen des am 17. Mai 1865 zu Paris unterzeichneten Telegraphenvertrages.

I.

Article 1 de la Convention. (Réseau.)

Les fils spécialement affectés au service international reçoivent une notation particulière sur la Carte officielle dressée conformément à l'article 58 de la Convention.

Ces fils sont désignés sous le nom de: fil international de . . . . . à . . . . . .

Ils ne servent, autant que possible, qu'aux relations entre les deux villes désignées comme leurs points extrêmes.

Ils peuvent être détournés de cette affectation spéciale en cas de dérangement des lignes; mais ils doivent y être ramenés dès que le dérangement a cessé.

Ces fils sont placés sous la sauvegarde collective des États dont ils empruntent le territoire; les administrations respectives combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

Les chefs de service des circonscriptions voisines des frontières s'entendent directement pour assurer, en ce qui les concerne, l'exécution des ces mesures.

II.

Article 2. (Réseau.)

Les notations suivantes sont adoptées dans les tarifs internationaux pour désigner les bureaux télégraphiques:

N. bureau à service permanent (de jour et de nuit);

$\frac{N}{2}$, bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit;

C. bureau à service de jour complet;

L. bureau à service limité (c'est-à dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet);

B, bureau ouvert pendant la saison des bains seulement;

H. bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;

} Ces notations peuvent se combiner avec les précédentes.

L / B C	bureau ouvert avec service complet dans la saison des bains et limité le reste de l'année;	1865
L / H C	bureau ouvert avec service complet pendant l'hiver et limité le reste de l'année;	
E,	bureau ouvert seulement pendant le séjour de la Cour;	
F,	station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers;	
P,	bureau appartenant à une compagnie privée;	
*,	bureau à ouvrir prochainement;	
S,	synonyme.	

III.

Article 3. (Réseau.)

Les administrations télégraphiques emploient, autant que possible, des appareils Morse marquant des traits colorés.

IV.

Article 7. (Dépôt.)

Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme résenté comme dépêche d'État ou de service le réexpédie comme tel.

Les dépêches des agents consulaires auxquelles s'applique le 3 de l'article 7 de la Convention ne sont pas refusées par le ureau de départ, mais celui-ci les signale immédiatement à l'administration centrale.

Les dépêches émanant des divers bureaux et relatives aux incients de transmission circulent sur le réseau international comme épêches de service.

V.

Article 8. (Dépôt.)

Chaque État désigne, s'il le juge convenable, des fonctionnaires ı magistrats chargés dans chaque ville de légaliser les signatures ɜs expéditeurs. Dans ce cas, chacun des bureaux de cet État conôle la sincérité des légalisations qui lui sont présentées, et les ansmet, après la signature, dans la forme suivante:

Signature légalisée par (qualité du fonctionnaire ou agistrat).

Cette mention entre dans le compte des mots taxés.

VI.

Article 9. (Dépôt.)

En règle générale, les dépêches de service sont rédigées en ançais; toutefois, les diverses administrations peuvent s'entendre tr' elles pour l'usage d'une autre langue.

1865 Les dépêches d'État peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Il en est de même des dépêches de service quand elles émanent des chefs des administrations télégraphiques.

Dans les dépêches privées qui sont composées en lettres ou chiffres secrets, l'adresse et la signature doivent être écrites en langage ordinaire.

Le texte peut être soit entièrement chiffré, soit en partie chiffré, en partie clair. Dans ce dernir cas, la partie chiffrée doit être continue, sans langage ordinaire intercalé, et placée entre deux parenthèses la séparant du texte ordinaire qui précède ou qui suit. La dépêche ne peut d'ailleurs contenir qu'un seul passage chiffré.

Le texte chiffré doit être composé exclusivement de lettres de l'alphabet ou exclusivement de chiffres arabes. Si ce texte est divisé en groupes, ceux-ci doivent être séparés par des points, des virgules ou des traits.

VII.

Article 10. (Dépôt.)

Le tableau ci-dessous indique les signaux employés dans le service de l'appareil Morse :

LETTRES:	
a	● —
á	● — — ● —
ä	● — ● —
b	— ● ● ●
c	— ● — ●
ch	— — — —
d	— ● ●
e	●
é	● ● — ● ●
f	● ● — ●
g	— — ●
h	● ● ● ●
i	● ●
j	● — — —
k	— ● —
l	● — ● ●
m	— —
n	— ●

Espacement et Longueur des Signes:

1. Une barre est égale à 3 points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à 1 point.
3. L'espace entre deux lettres est égal à 3 points.
4. L'espace entre deux mots est égal à 4 points.

1865

ñ	▬ ▬ ● ▬ ▬	u	● ● ▬
o	▬ ▬ ▬	ü	● ● ▬ ▬
ö	▬ ▬ ▬ ●	v	● ● ● ▬
p	● ▬ ▬ ●	w	● ▬ ▬
q	▬ ▬ ● ▬	x	▬ ● ● ▬
r	● ▬ ●	y	▬ ● ▬ ▬
s	● ● ●	z	▬ ▬ ● ●
t	▬		

Chiffres:

1	● ▬ ▬ ▬ ▬	6	▬ ● ● ● ●
2	● ● ▬ ▬ ▬	7	▬ ▬ ● ● ●
3	● ● ● ▬ ▬	8	▬ ▬ ▬ ● ●
4	● ● ● ● ▬	9	▬ ▬ ▬ ▬ ●
5	● ● ● ● ●	0	▬ ▬ ▬ ▬ ▬

Barre de Fraction ▬ ▬ ▬ ▬ ▬ ▬

On peut aussi employer, pour exprimer les chiffres, les signaux suivants mais seulement dans les répétitions d'office:

● ▬	1	▬ ● ● ● ●	6
● ● ▬	2	▬ ● ● ●	7
● ● ● ▬	3	▬ ● ●	8
● ● ● ● ▬	4	▬ ●	9
● ● ● ● ●	5	▬	0

Punctuation.

Point . . . . . [.] ● ● ● ● ● ●

Point et virgule . . . . . [;] ▬ ● ▬ ● ▬ ●

Virgule . . . . . [,] ● ▬ ● ▬ ● ▬

Guillemets . . . . . [„ „] ● ▬ ● ● ▬ ●

Deux points . . . . . [:] ▬ ▬ ▬ ● ● ●

Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise . . . . . [?] ● ● ▬ ▬ ● ●

Point d'exclamation . . . . . [!] ▬ ▬ ● ● ▬ ▬

Apostrophe . . . . . [’] ● ▬ ▬ ▬ ▬ ●

Alinéa . . . . . ● ▬ ● ▬ ● ●

Trait d'union . . . . . [-] ▬ ● ● ● ▬

1865 Parenthèses. (Avant et après les mots entre) (.) ▬●▬▬●▬
Souligné. (Avant et après le mot ou le membre de phrase) . . . . . ●●▬▬●▬
Signé. (Séparant le texte de la signature . ●●●●●●●●●●●●

Indications de Service.

Dépêche d'État . . . . . ●●●
Dépêche de service . . . . . ●▬
Dépêche privée . . . . . ●▬▬●
Appel. (Préliminaire de toute transmission) ▬●▬●▬
Compris . . . . . ●●●▬●
Erreur . . . . . ●●●●●●●●●
Fin de la transmission . . . . . ●▬●▬●
Invitation à transmettre . . . . . ▬●●●●▬●
Attente . . . . . ●▬●●●
Accusé de réception . . . . . ●▬●●▬●●▬●

La signature n'est pas transmise dans les dépêches de service: l'adresse de ces dépêches affecte la forme suivante:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service.
Directeur général à directeur général.

Quand il s'agit de communications échangées entre bureaux, au sujet des incidents de la transmission, on donne simplement:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service.

sans autre indication.

L'adresse des dépêches privées doit comprendre, pour les grandes villes, la mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, celle de la profession ou autres analogues.

Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

Les dépêches dont l'adresse ne contient pas ces renseignements doivent être néanmoins transmises.

Dans tous les cas l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

VIII.

Article 11. (Transmission.)

Les dépêches d'État ou de service ne sont pas comptées dans l'ordre alternatif des dépêches privées.

Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel.

Le bureau appelé doit répondre immédiatement en donnant son 1865
indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant la durée probable de l'attente.

Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, il télégraphie, avant tout, le signal indiquant la nature de la dépêche, savoir:

S pour une dépêche d'État;

A pour une dépêche de service;

P pour une dépêche privée.

À ce signal, le correspondant répond par l'invitation de transmettre. Le bureau qui transmet donne, dans l'ordre ci-après, toutes les indications de service constituant le préambule de la dépêche:

a) Bureau de destination*);

b) Bureau d'origine précédé de la particule de (Exemple: Paris de Bruxelles);

c) Numéro de la dépêche;

d) Nature de la dépêche (de la manière indiquée plus haut), quand c'est une dépêche d'État ou de service;

e) Nombre de mots. (Dans les dépêches chiffrées, on indique 1° le nombre de mots qui sert de base à la taxe, et 2°, s'il y a lieu, le nombre des mots écrits en langage ordinaire);

f) Dépôt de la dépêche (par trois chiffres, date, heure et minute, séparés par des virgules, avec l'indication *m* ou *s* [matin ou soir]);

g) Voie à suivre (s'il y a lieu);

h) Autres indications éventuelles.

Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les dépêches qu'on lui annonce, quelle qu'en soit la destination.

On ne doit ni refuser ni retarder une dépêche si les indications de service ne sont pas régulières. Il faut la recevoir et puis en demander au besoin la régularisation au bureau d'origine par une dépêche de service.

À la suite du préambule spécifié ci-dessus, on télégraphie successivement l'adresse, le texte et la signature de la dépêche, et l'on termine par le signal de fin de la transmission; après l'avoir reçu, le correspondant donne le signal compris ou, s'il y a lieu, non compris (le point d'interrogation).

---

*) Lorsque la dépêche est à destination d'une localité non pourvue d'un bureau télégraphique, le préambule indique, non la résidence du destinataire, mais le bureau télégraphique par les soins duquel la dépêche doit être remise à destination ou envoyée à la poste.

1865 Si l'employé qui transmet s'apperçoit qu'il s'est trompé, il doit s'interrompre par le signal d'erreur, répéter le dernier mot bien transmis, et continuer, à partir de là, la transmission rectifiée.

De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, doit interrompre son correspondant par le même signal, et répéter le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

Aussitôt la dépêche transmise, l'employé qui l'a reçue compare le nombre de mots transmis au nombre annoncé, et, s'il y a une différence, la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond: admis; sinon il répète la première lettre de chaque mot, jusqu'au passage omis, qu'il rétablit.

Hormis les cas déterminés de concert par les diverses administrations, il est interdit d'employer une abbréviation quelconque en transmettant le texte d'une dépêche ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Toute dépêche doit être transmise telle que l'expéditeur l'a écrite et d'après sa minute.

Toute dépêche donne lieu à un collationnement partiel non taxé, qui ne doit pas être confondu avec le collationnement intégral afférent aux dépêches recommandées.

Le collationnement partiel se fait à la fin de la dépêche.

Après avoir vérifié le compte des mots, l'employé qui a reçu répète immédiatement les noms propres, les nombres (à l'exception du millésime), les mots douteux ou peu connus et ceux qui renferment le sens principal de la dépêche.

Cette répétition est obligatoire pour toutes les dépêches. L'employé qui a reçu peut d'ailleurs étendre ce collationnement et répéter la dépêche intégralement, s'il le juge indispensable, pour mettre sa responsabilité à couvert. De même, l'employé qui a transmis peut exiger la répétition intégrale de la dépêche.

Dans la répétition des nombres suivis de fractions, ou fractions, dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter, en toutes lettres, le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi pour $1\,^{1}/_{16}$, il faut répéter 1 $^{\text{un}}/_{16}$, afin qu'on ne lise pas $^{11}/_{16}$; pour $^{13}/_{4}$, il faut répéter $^{\text{treize}}/_{4}$, afin qu'on ne lise pas $1\,^{3}/_{4}$.

La répétition ne peut être retardée ou interrompue sous aucun prétexte. Lorsqu'elle est achevée et la dépêche reconnue parfaitement exacte, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis le signal de réception terminée ou accusé de réception, lequel est immédiatement répété par le correspondant. Après cela, le bureau

qui vient de recevoir transmet à son tour, s'il a une dépêche; sinon, 1865
l'autre continue. Si de part et d'autre il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal zéro.

S'il arrive que, par suite d'interruptions ou par une autre cause quelconque, on ne puisse recevoir la répétition, cette circonstance n'empêche pas la remise de la dépêche au destinataire.

IX.

Article 12. (Transmission.)

Entre deux bureaux d'États différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'État dont la capitale a la position la plus occidentale.

Cette règle s'applique à la clôture des procès-verbaux et à la division des séances dans les bureaux à service permanent.

X.

Article 13. (Transmission.)

Les avis de service relatifs à une dépêche précédemment transmise sont dirigés autant que possible sur les bureaux où a transité la dépêche primitive.

Lorsque ces bureaux ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils prennent les mesures propres à en éviter une réexpedition inutile.

XI.

Article 14. (Transmission.)

Les dépêches qui, en cas d'interruption, sont adressées par la poste à un bureau télégraphique sont accompagnées d'un bordereau.

Le bureau qui a reçu le bordereau en accuse réception par la poste, et renouvelle cet avis au moment du rétablissement des communications télégraphiques.

Quand une dépêche est envoyée directement au destinataire dans le cas prévu à l'article 14 de la Convention, elle est accompagnée d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

Le bureau qui réexpédie par télégraphe une dépêche déjà transmise par une autre voie doit indiquer dans le préambule que cette dépêche est transmise par ampliation. Cette mention est portée sur l'expédition remise au destinataire.

Le bureau qui a envoyé des dépêches par la poste peut se dispenser de les réexpédier par télégraphe, dans le cas d'encombrement exceptionnel, et lorsque cette réexpédition serait manifestement nuisible à l'ensemble du service.

XII.

Article 15. (Transmission.)

Lorsqu'un expéditeur retire ou arrête sa dépêche, la taxe encaissée reste acquise aux offices intéressés.

1865 Les frais éventuels relatifs à la remise à domicile, de même que ceux qui se rapporteraient au payement de la réponse ou de la recommandation, sont seuls remboursés, si la dépêche a été arrêtée en temps utile.

Si la dépêche n'est pas entièrement transmise par le bureau de départ au moment où l'expéditeur la retire, il en demande l'annulation par écrit. Sa demande est annexé à l'original, qui reste au bureau.

Si la dépêche a été transmise, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par une dépêche adressée au chef du bureau d'arrivée, et dont il acquitte la taxe; il paye également la réponse, s'il désire être renseigné par voie télégraphique sur la suite donnée à sa demande.

Le bureau de départ donne aux dépêches de cette nature la forme indiquée ci-après (§. XXIII).

XIII.

Article 16. (Rémise.)

Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

1° À défaut d'indication, dans la dépêche, du moyen de transport demandé par l'expéditeur;

2° Lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'État d'arrivée, conformément à l'article 17 de la Convention;

3° Lorsqu'il s'agit d'un transport à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

Lorsqu'une dépêche à réexpédier par lettre chargée ne peut être soumise immédiatement à la formalité du chargement, tout en pouvant profiter d'un départ postal, elle est mise d'abord à la poste par lettre ordinaire; une ampliation est adressée par lettre chargée aussitôt qu'il est possible.

Les dépêches adressées aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port leur sont remises, autant que possible, avant le débarquement.

XIV.

Article 18. (Remise.)

Lorsque l'expéditeur désire que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire, il doit le mentionner dans l'adresse.

Au bureau d'arrivée cette mention est soigneusement reproduite sur l'enveloppe de la dépêche, et le facteur reçoit les indications nécessaires pour s'y conformer.

Lorsqu'on ne trouve pas le destinataire d'une dépêche, et que le bureau d'arrivée a lieu de soupçonner qu'une altération a été

commise dans la transmission de l'adresse, il envoie au bureau 1865
d'origine un avis de service dans la forme suivante:

N° . . . . . de . . . . . adressée à . . . . . rue . . . . .
(indication de la ville), Destinataire inconnu.

L'adresse donnée dans cet avis de service doit être la reproduction textuelle de l'adresse reçue.

Le bureau de départ vérifie l'exactitude de l'adresse et ne répond au bureau d'arrivée que s'il y a une erreur de service à corriger.

Chaque administration reste maîtresse d'autoriser ses bureaux à communiquer ces avis aux expéditeurs. Dans ce cas, les expéditeurs ne peuvent compléter, rectifier ou confirmer l'adresse que par une dépêche payée, dans la forme indiquée ci-après (§ XXIII).

XV.

Article 19. (Contrôle.)

La transmission des dépêches d'État se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur elles.

Quand une dépêche privée est arrêtée après l'acceptation, l'expéditeur en est informé par le télégraphe ou par la poste, suivant que chaque administration le juge convenable.

XVI.

Article 22. (Archives.)

Les administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées à l'article 22 de la Convention, que si les expéditeurs ou les destinataires fournissent la date exacte des dépêches auxquelles se rapportent leurs demandes.

La communication des originaux ou des copies ne doit jamais avoir lieu que par les soins du chef de bureau ou de son délégué spécial, qui ne se dessaisit pas des pièces et veille à ce qu'elles ne subissent aucune altération.

XVII.

Article 23. (Réponses payées.)

Dans le cas de dépêche demandant une réponse payée, l'expéditeur doit inscrire, après le texte et avant la signature, l'indication: réponse payée.

La taxe est perçue pour une réponse simple.

L'expéditeur peut d'ailleurs compléter la mention en mettant: réponse (nombre de mots) payée, et acquitter la taxe correspondante.

L'expéditeur peut aussi demander une réponse illimitée. Dans ce cas la réponse porte la mention: réponse payée illimitée, et l'État d'origine reste responsable de la taxe due.

1865 La dépêche de départ doit reproduire dans le préambule la mention indicative de la réponse payée.

La réponse doit également contenir dans le préambule l'indication: réponse payée à N° . . de (bureau d'origine). Cette indication n'entre pas dans le compte des mots taxés.

La réponse faite d'office, au bout de huit jours, par le bureau d'arrivée, est donnée dans la forme suivante:

Paris de Berlin. — N° . . . — Date. Réponse d'office à N° . . . de . . . — M . . . . .

Le destinataire n'a pas déposé de réponse.

XVIII.

Article 24. (Dépêches recommandées.)

Lorsque le bureau de départ reconnaît quelque altération dans le texte qui lui est renvoyé à titre de dépêche de retour, il doit immédiatement en provoquer la rectification.

Il transmet à cet effet:

Le préambule et l'adresse ordinaire des dépêches de service;

Le numéro et l'adresse complète de la dépêche recommandée;

Le nombre de mots ou groupes à rectifier.

Puis il répète successivement chaque mot, groupe ou passage altéré, en le faisant précéder du dernier, et, s'il est nécessaire, des derniers mots ou groupes bien transmis; chaque passage ainsi répété, est separé du suivant par un point d'interrogation.

Le bureau d'arrivée renvoie cette rectification comme dépêche de service.

La copie de retour n'est communiquée à l'expéditeur que lorsqu'elle est correcte, à moins qu'il ne doive en résulter un retard trop considérable. Dans ce cas, une mention inscrite sur la copie indique qu'une rectification sera envoyée ultérieurement.

La répétition intégrale des dépêches recommandées n'exclut pas le collationnement partiel déterminé au § VIII, lequel est de rigueur à moins que la dépêche n'ait été échangée en communication directe par le bureau d'origine et le bureau de destination.

En règle générale, les dépêches de retour accompagnées des avis relatifs à la remise reçoivent, comme les réponses payées, un numéro d'ordre au bureau qui les envoie et sont d'ailleurs traitées pour leur transmission comme de nouvelles dépêches.

La dépêche de retour est donnée dans la forme suivante:

Paris de Berne. — N° . . . — Date.

Dépêche recommandée de . . . — N° . . . . de retour.

(Texte primitif.)

Remise le — à — h — m^tes — m. ou s. — à M^r . . . . . (ou motif de non-remise).

Lorsque la dépêche recommandée est reçue directement du 1865
ıreau d'origine par le bureau destinataire; ce dernier bureau donne ımédiatement le collationnement intégral, mais le bureau d'origine le remet à l'expéditeur que lorsqu'il a reçu les avis relatifs à la mise sous la forme mentionnée ci-dessus.

XIX.

Article 26. (Dépêches à faire suivre.)

Le texte primitif de la dépêche doit être intégralement transmis x bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée destinataire; mais dans le préambule chaque bureau ne reproduit, rès les mots faire suivre, que les adresses auxquelles le télé- amme peut encore être expédié.

Les demandes de réexpédition prévues au § 4 de l'article 26 de Convention peuvent être faites par la poste.

Chaque administration se réserve la faculté de faire suivre, and il y aura lieu, d'après les indications données au domicile du ɜtinataire, les dépêches pour lesquelles aucune indication spéciale urait d'ailleurs été fournie.

La taxe internationale des dépêches à faire suivre est simple- nt la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant ıs le nombre des mots.

XX.

Article 27. (Dépêches multiples.)

En transmettant une dépêche adressée à deux ou plusieurs tinataires, il faut, dans le préambule, indiquer le nombre des esses.

L'indication prévue au § 5 de l'article 27 de la Convention doit rer dans le corps de l'adresse et par conséquent dans le nombre mots taxés.

Elle est reproduite dans les indications éventuelles.

XXI.

Article 32. (Taxe.)

L'expéditeur doit écrire sur sa minute les indications éventuelles ıtives à la remise à domicile, aux réponses payées, aux dépêches ommandées ou à faire suivre.

Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau dans l'intérêt service ne sont pas taxés.

XXII.

Article 35. (Taxe.)

Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du ôt sont transmis d'office et inscrits sur la copie remise au tinataire.

1865 L'expéditeur peut répéter ces indications, en tout ou en partie, dans le texte de sa dépêche. Elles entrent alors dans le compte des mots.

XXIII.

Article 36. (Taxe.)

Les dépêches prévues à l'article 36 de la Convention ont la forme suivante: Paris de Berlin. — Service taxé.

Elles prennent rang parmi les dépêches de service et portent un numéro d'ordre.

Si l'expéditeur d'une dépêche recommandée constate une erreur dans le texte de la dépêche de retour et en demande la rectification, la dépêche rectificative est transmise gratuitement par le bureau d'origine, à moins que l'erreur ne provienne du fait de l'expéditeur.

Le destinataire d'une dépêche ordinaire ou recommandée peut demander la rectification des passages qui lui paraissent douteux, et il acquitte alors:

1° le prix d'une dépêche simple pour la demande; 2° le prix d'une dépêche calculée suivant la longueur du passage à répéter, conformément à la règle prescrite au § XVIII.

Ces taxes lui sont remboursées si la répétition montre que le service télégraphique avait dénaturé le sens de la dépêche. Dans ce cas, le bureau d'arrivée opère le remboursement d'office et sans aucun délai.

Les sommes encaissées pour dépêches de service taxées restent entièrement acquises à l'administration qui les a perçues et ne figurent point dans les comptes internationaux.

Le bureau télégraphique qui reçoit une dépêche par laquelle on lui demande l'annulation d'une autre dépêche reçue précédemment fait connaître au bureau d'origine, par la poste, la suite qui a été donnée à la demande, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté le prix d'une réponse télégraphique.

XXIV.

Article 44. Perception.)

Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins de conventions spéciales conclues conformément à l'article 59 de la Convention.

Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'office qui l'a fait en tient compte à l'office intéressé.

XXV.

1865

Article 45. (Franchise.)

Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les sures nécessaires pour diminuer autant que possible le nombre des êches de service jouissant du privilége de la gratuité.

Les renseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence t demandés ou donnés par la poste.

XXVI.

Article 47. (Remboursements.)

Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée office d'origine et, s'il s'agit d'une dépêche altérée, être accomnée de la copie remise au destinataire.

L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé sa êche peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine, par ermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, s'il est reconnu que la amation est fondée, l'office qui l'a reçue est chargé d'effectuer le boursement.

Pour les dépêches ordinaires non remises à destination (article 46 a Convention) ou pour les dépêches recommandées qui n'ont pas pli leur objet (article 47), le remboursement est supporté par les es sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui motivé la réclamation de l'expéditeur.

Dans les cas d'altération dans la transmission, l'office d'origine rmine les erreurs qui ont empêché la dépêche de remplir son t, et la part contributive des diverses administrations est réglée rès le nombre des fautes ainsi déterminées.

Les erreurs résultant d'une répétition non rectifiée sont impu-es au bureau expéditeur. Les erreurs commises dans un cas où épétition obligatoire n'a pas été faite, malgré la demande du au expéditeur, sont imputables au bureau qui a reçu la dépêche. deux bureaux sont responsables si la répétition obligatoire n'a été faite par le bureau qui a reçu la dépêche et n'a pas été mée par le bureau expéditeur.

Si une réponse a moins de mots qu'il n'en a été payé, l'excédant pas restitué.

Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent.

Lorsqu'une réclamation est reconnue fondée, l'office d'origine ue le remboursement sans attendre la réponse des offices essés.

1865

XXVII.

Article 49. (Comptabilité.)

La taxe afférente à la transmission sémaphorique des dépêches de mer est dévolue à l'État qui a effectué cette transmission.

XXVIII.

Article 50. (Comptabilité.)

La taxe qui sert de base à la répartition entre États, ou à la détermination des moyennes mentionnées à l'article 49 de la Convention, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire. Chaque administration se réserve d'ailleurs de réclamer aux expéditeurs ou aux destinataires, suivant les cas, les compléments de taxe nécessités par une taxation primitivement incomplète, et s'engage à leur rembourser les sommes perçues en trop par erreur.

Toutefois, le nombre de mots annoncés par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe dans les comptes internationaux, sauf le cas où il aurait été rectifié de commun accord avec le bureau correspondant.

XXIX.

Article 52. (Comptabilité.)

L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

La révision de ces comptes a lieu dans un délai maximum de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit et en inscrit le montant au décompte trimestriel.

Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet de dépêches ayant plus d'un an de date.

294.

22 mai — 24 juin 1865.

Convention entre l'Autriche et les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie pour le réglement du service télégraphique. Conclue à Vienne et Bucarest. Ratifiée le 25 novembre 1865.

(T. V. B. 1865. 54.

Article I.

Le service télégraphique international de l'Autriche et des Principautés-Unies sera réglé d'après la convention conclue à Paris en 1865.

Article II. 1865

La bonification des taxes pour les dépêches échangées entre les deux Pays aura lieu de la manière suivante:

L'Autriche bonifiera aux Principautés-Unies pour toutes les dépêches provenant de l'Autriche ou au-delà, et destinées aux Principautés-Unies la taxe terminale fixée pour le parcours du territoire des dites Principautés et de même elle leur bonifiera pour les dépêches qui passent par les lignes des Principautés-Unies, en destination de la Turquie ou au-delà de la Turquie, la taxe fixée pour le parcours sur les lignes des dites Principautés.

Les Principautés-Unies bonifieront à l'Autriche pour toutes les dépêches provenant des Principautés-Unies et destinées pour l'Autriche, ou pour tout autre Pays au-delà de l'Autriche, les taxes prélevées pour leur parcours à partir de la frontière entre l'Autriche et les Principautés-Unies jusqu'à leur destination.

Article III.

Le compte reciproque des taxes télégraphiques, de frais d'exprès etc. aura lieu à l'expiration de chaque mois.

La liquidation et le payement du montant résultant en faveur de l'une ou de l'autre Administration se fera à la fin de chaque trimestre sur la base du décompte provisoire.

Tous les comptes comprendront les taxes en debet. Ils seront dressés par l'Autriche en valeur autrichienne avec réduction des sommes totales en francs et par les Principautés-Unies en francs avec réduction des sommes totales en valeur autrichienne.

La réduction de ces sommes se fera à raison de 1 florin val. autr. = 2 francs, 50 centimes; 1 franc = 40 sous val. autr.; 1 sous val. autr. = $2^5/_{10}$ centimes.

Article IV.

La solde résultant de la liquidation trimestrielle en faveur de l'un ou de l'autre Gouvernement sera payée en argent monnayé et courant dans l'État au profit duquel il sera établi.

Si la solde résulte en faveur de l'Autriche, le payement se fera de la part des Principautés-Unies auprès du Consulat i. r. Autrichien à Bucarest, et s'il résulte en faveur des Principautés-Unies, le payement se fera de la part de l'Autriche à Vienne au plénipotentiaire qui sera designé par le Gouvernement des Principautés-Unies.

Article V.

La taxe terminale des dépêches échangées entre les bureaux télégraphiques de l'Autriche et ceux des Principautés-Unies est fixée à francs 3 (un florin 20 kreuzer val. autr.) en Autriche et à francs 2

1865 (80 kreuzer val. autr.) dans les Principautés-Unies pour une dépêche de 20 mots.

La taxe de transit des dépêches simples est fixée à francs 3 (un florin 20 kreuzer val. autr.) pour l'Autriche et l'Union Austro-germanique et de franc 1 (40 kreuzer val. autr.) pour les Principautés-Unies.

Dans le service télégraphique entre l'Autriche et les Principautés-Unies la taxe terminale pour toutes les dépêches de provenance ou de destination des stations autrichiennes et des stations des Principautés-Unies qui ne sont pas plus éloignées que de 10 milles géographiques du point de frontière de la jonction des lignes télégraphiques, est fixée à un franc (40 kreuzer val. autr.).

Article VI.

Pour faciliter la correspondance internationale, les deux Administrations s'engagent à établir dans le délai de six mois une seconde ligne exclusivement destinée pour le service international Orsowa et Turn-Severin, ainsi que dans le courant de l'année 1866 une nouvelle jonction par la route de Caineni (Rothenthurmpass).

Chaque Gouvernement supportera les frais de construction sur son territoire.

Les deux Administrations fixent d'un commun accord des stations d'échange qui seront chargées de recevoir et de réexpédier toutes les dépêches dans le cas où les stations destinataires ne pourraient pas recevoir directement la correspondance.

Comme stations d'échange sont fixées jusqu'à entente ultérieure sur le territoire autrichien les stations de Hermannstadt, Temesvár et Suczawa, sur le territoire des Principautés-Unies les stations de Bucarest, Folticzeni, Jassy et Turn-Severin.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest dans le plus bref délai possible.

Elle sera mise en exécution à la même époque que la convention de Paris et sera considerée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou d'autre.

Fait { à Vienne le 22 mai 1865.
à Bucarest le 24 juin 1865.

Le Délégué du Gouvernement I. R. Autrichien:
Brunner m. p.

Le Délégué du Gouvernement des Principautés-Unies:
Librecht m. p.

295. 1865

31 mai 1865.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution du traité douanier austro-allemand du 11 avril 1865.

(F. V. B. 1865, Nr. 27.)

Erlass des Finanzministeriums vom 31. Mai 1865, mit den Vollzugsvorschriften zum Handels- und Zollvertrage zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines vom 11. April 1865.

Giltig für alle im allgemeinen österreichischen Zollgebiete begriffenen Länder.

Nach Artikel 32 des Handels- und Zollvertrages zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines vom 11. April 1865 sollen unmittelbar nach Austausch der Ratificationen derselben Commissarien der vertragenden Theile zusammentreten, um die zur Ausführung desselben erforderlichen Vollzugsvorschriften festzustellen. In der Voraussicht jedoch, dass die Arbeiten dieser Commissionen vor dem Beginne der Wirksamkeit des Vertrages kaum vollendet sein dürften, haben sich die vertragenden Staaten vorläufig über die nachfolgenden Vorschriften geeinigt, welche vom 1. Juli 1865 an in Kraft zu treten haben.

I. Zu Artikel 4 des Vertrages und Nr. 6 des Schlussprotokolls:

Die vor einer Behörde am Orte der Versendung abgegebenen Erklärungen über den Ursprung der Waaren sind von dieser mit einer Bescheinigung dahin zu versehen, dass gegen die Identität der Person und die Richtigkeit der Angaben des Versenders keine Zweifel bestehen.

II. Zu Artikel 6 des Vertrages und Nr. 7 des Schlussprotokolls:

1. Hinsichtlich derjenigen Waaren, welche aus dem Gebiete eines der vertragenden Theile nach dem Gebiete des anderen auf Märkte oder Messen gebracht oder dorthin auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehre versendet, daselbst aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Controle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen, Packhöfen, Zollämtern etc. gelagert und binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden, kommen nachstehende Bestimmungen zur Anwendung:

a) Sind diese Waaren im Zollgebiete der Versendung ausgangszollpflichtig, so bleiben dieselben, soweit sie demnächst wieder

1865 eingeführt werden, von dem Ausgangszolle befreit, wenn dies bei der Ausfuhr beantragt worden, und die Wiedereinfuhr binnen der dazu entweder allgemein oder im einzelnen Falle im Voraus bestimmten Frist erfolgt.

b) Sind diese Waaren im Zollgebiete der Versendung eingangszollpflichtig, so bleiben sie bei der Wiedereinfuhr vom Eingangszolle frei, wenn dies bei der Ausfuhr beantragt worden und die Wiedereinfuhr binnen der dazu entweder allgemein oder im einzelnen Falle im Voraus bestimmten Frist erfolgt.

In Oesterreich bewendet es in den Fällen zu *a)* und *b)* bei dem dort in Anwendung stehenden Abfertigungsverfahren für die Waaren auf ungewissen Verkauf.

Im Zollvereine findet dagegen folgendes Verfahren statt:

In dem Falle zu *a)* wird die Ausgangsabgabe sichergestellt und dieselbe von den innerhalb der auf der Ausgangsdeclaration bemerkten Frist zurückgebrachten Waaren nicht erhoben, wenn letztere dem Amte, welches die Ausgangsabfertigung vorgenommen hat, zur Wiedereingangsabfertigung gestellt werden, und aus den begleitenden österreichischen Zollabfertigungspapieren sich ergibt, dass die Waaren dort nicht in den freien Verkehr gesetzt worden sind, sondern bis zur Wiedereinfuhr unter ununterbrochener Controle der Zollbehörde gestanden haben.

In dem Falle zu *b)* müssen die Waaren, für welche bei ihrer Versendung zum ungewissen Verkauf ausser dem Markt- und Messverkehre nach Oesterreich die demnächstige zollfreie Wiedereinfuhr beansprucht wird, beim Amte des Versendungsortes nach Art und Menge schriftlich in zwei Exemplaren zur speciellen Revision angemeldet werden. Der Revisionsbefund, die Bescheinigung über den angelegten Verschluss und die zur zollfreien Wiedereinfuhr bewilligte Frist werden auf beiden Exemplaren der Anmeldung vermerkt. Das eine Exemplar wird dem Versender ausgehändiget, der darauf von dem Ausgangsamte die mit unverletztem Verschluss erfolgte Ausfuhr der Waaren bescheinigen lässt. Bei der Wiedereinfuhr der unverkauft zurückkommenden Waaren müssen dieselben dem Amte des Versendungsortes unter Wiedervorlegung der in vorgedachter Weise bescheinigten Versendungsanmeldung zur Eingangsabfertigung gestellt werden. Ist dieses Amt nicht das Grenzeingangsamt, so muss aus dem Begleitscheine des letzteren hervorgehen, dass die Waaren nicht aus dem freien Verkehre Oesterreichs eingegangen sind.

2. Zur Ausführung der Verabredung (Artikel 6, lit. *a*), wornach Muster von Handelsreisenden gegenseitig abgabenfrei zugelassen werden sollen, verständigte man sich über Folgendes:

a) Bei der Einfuhr ist der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles zu ermitteln und von dem Handlungsreisenden

bei dem abfertigenden Amte entweder bar niederzulegen oder 1865
vollständig sicherzustellen.

b) Zum Zwecke der Festhaltung der Identität sind die einzelnen Musterstücke, soweit es angeht, durch aufgedruckte Stämpel oder durch angehängte Siegel oder Bleie kostenfrei zu bezeichnen. Die von Zollämtern des einen Theiles angelegte Identitätsbezeichnung wird der Regel nach auch für den anderen Theil als ausreichend angesehen.

c) In den Abfertigungspapieren, über deren Einrichtung und Gebrauch jeder der vertragenden Theile die nähere Anordnung erlassen wird*), müssen angegeben sein:

1. die eingebrachten Musterstücke nach ihrer Zahl und Gattung, mit Angabe der Merkmale, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind;

2. der Betrag des auf den Mustern haftenden Eingangszolles, und ob derselbe niedergelegt oder sichergestellt worden ist;

3. die Art der Identitätsbezeichnung;

4. die Frist, nach deren Ablauf, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster nach dem Auslande oder deren Niederlegung in einem Packhofe nachgewiesen wird, der niedergelegte Eingangszoll verrechnet oder der Zoll aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll. Die Frist darf den Zeitraum Eines Jahres nicht überschreiten.

l) Werden vor Ablauf der gestellten Frist (*c*, 4) die Muster einem zur Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Packhofe vorgeführt, so hat dieses Amt sich durch die vorzunehmende Prüfung davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt worden sind, welche bei der Eingangsabfertigung vorgelegen haben. Soweit in dieser Beziehung keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Ausfuhr oder Niederlegung, und erstattet den bei der Einbringung niedergelegten Eingangszoll oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

) Zur Ein- und Ausgangsabfertigung der Muster sind diejenigen Aemter ermächtiget, welche zur Verzollung der betreffenden Waaren nach Gattung und Menge befugt sind.

3. Hinsichtlich des Viehes, welches auf Märkte in das Gebiet anderen vertragenden Theiles gebracht und unverkauft von dort

---

*) Anmerkung. In Oesterreich sind die Abfertigungspapiere für die hier ede stehenden Muster jene des sogenannten Losungsverfahrens, und es en in dieser Beziehung die mit Verordnung vom 11. März 1856, Reichstz-Blatt Nr. 34, zugestandenen Erleichterungen aufrecht.

1865 zurückgeführt wird (Art. 6, lit. *b*), findet beiderseits eine möglichst erleichterte Abfertigung statt. Zur Festhaltung der Identität wird in der Regel die Bezeichnung des Viehes nach Gattung, Stückzahl und Farbe, unter Angabe etwaiger besonderer Merkmale als genügend angesehen.

4. Bei Glocken und Lettern, welche zum Umgiessen, Stroh, welches zum Flechten, Wachs, welches zum Bleichen, Seidenabfällen, welche zum Hecheln (Kämmeln) eingehen, tritt beiderseits eine Abgabenerhebung nicht ein, wenn diese Gegenstände in gleichem Gewichte wieder aus- und eingehen. Es ist davon auch dann abzusehen, wenn sich bei der Wiederaus- oder Wiedereingangsabfertigung geringe Gewichtsdifferenzen ergeben sollten.

5. Hinsichtlich des gegenseitigen Verkehrs mit den im Artikel 6 unter lit. *d* bezeichneten Gegenständen sollen folgende Bestimmungen zur Anwendung kommen:

A. Bei Geweben*).

§. 1.

Wer Gewebe zum Waschen, Bleichen, Walken, Appretiren, Bedrucken, Färben oder Sticken mit dem Anspruch, sie in dem so verarbeiteten Zustande demnächst wieder zollfrei einführen zu dürfen, in das jenseitige Zollgebiet versenden will, muss darüber dem betreffenden Zoll- oder Steueramte jedesmal eine Erklärung (Declaration) in zwei gleichlautenden Exemplaren einreichen und darin angeben:

1. Stückzahl und Nettogewicht der Gewebe, sowie deren Gattung, sowohl nach der tarifmässigen als nach der speciellen im gewöhnlichen Verkehre üblichen Benennung;

2. die Art der Veredlung oder Bearbeitung, welche sie erfahren sollen;

3. das Amt, über welches die Ausfuhr erfolgen soll;

4. die Frist, welche für die zollfreie Wiedereinfuhr der Gewebe in Anspruch genommen wird;

5. welche Art der zur Festhaltung der Identität der Waare erforderlichen amtlichen Bezeichnung derselben mittelst Stämpel- beziehungsweise Siegelaufdrucks oder mittelst Anlegung von Plomben gewünscht wird, sowie

6. das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung der bearbeiteten Gewebe in Anspruch genommen wird.

---

*) Anmerkung zu A und B. Die nachfolgenden Anordnungen A, §. 1 bis einschliessig §. 19, dann B, treten an die Stelle der mit Verordnung vom 17. October 1855, Zahl 15.889-F. M. 1, bekanntgemachten Bestimmungen über den Verkehr mit sogenannten Appreturswaaren.

§. 2. 1865

Die für die zollfreie Wiedereinfuhr beantragte Frist ist, wenn icht besondere Bedenken entgegenstehen, unverkürzt zu bewilligen; och darf sie ohne besondere Genehmigung der vorgesetzten Behörde 2 Monate nicht überschreiten.

§. 3.

Auf Grund der nach §. 1 zweifach zu übergebenden Erklärung Declaration) wird die Revision und Abfertigung der Gewebe vom mtsvorstande veranlasst. Es wird dabei die Stückzahl und das Nettoewicht der Gewebe festgestellt, und jedes Stück an beiden Enden ezeichnet. Nach der unter amtlicher Aufsicht vorgenommenen erpackung wird für jedes Collo das Bruttogewicht ermittelt, und ieses mit dem Zeichen des Collo, sowie mit der Stückzahl und dem ettogewichte der darin enthaltenen Gewebe, unter Angabe des beirkten amtlichen Verschlusses, in beide Exemplare der Erklärung Declaration) eingetragen. Das eine Exemplar der letzteren wird dem etheiligten ausgehändiget, das andere wird, wenn die Wiedereinfuhr ber dasselbe Amt erfolgen soll, bei dem Abfertigungsamte zurückehalten, anderenfalls von dem Abfertigungsamte demjenigen Amte bersendet, bei welchem die zollfreie Wiedereinfuhr der bearbeiteten ewebe in Anspruch genommen wird. Im letzteren Falle ist dem mte eine Abschrift der Declaration als Registerbelag zurückzussen. Hinsichtlich der Registerführung und des weiteren amtlichen achweises der abgelassenen Waaren bewendet es bei dem in eiden Zollgebieten bestehenden Verfahren.

§. 4.

Das Ausgangsamt, dem bei der Ausfuhr der Waare die Erklärung (Declaration) vorzulegen ist, hat darauf die unter unverletztem erschluss erfolgte Ausfuhr zu bescheinigen. Bei dem gegenüberegenden Eingangsamte sind die Waaren ganz nach den Bestimmunen für die aus dem freien Verkehre des einen Zollgebietes unmittelar in das andere übergehenden Gegenstände zum Eingange zu klären (declariren).

§. 5.

Die schliessliche Eingangsabfertigung der mit dem Anspruch af demnächstige zollfreie Wiederausfuhr zur Verarbeitung eingehen-en Gewebe kann bei einem dazu befugten Amte an der Grenze oder Innern erfolgen. Auf letzteres wird die Waare vom Grenzamte ater Begleitscheincontrole abgefertigt, wobei auf Grund der von em Versendungs- und Ausgangsamte bescheinigten Erklärung Declaration, §§. 3 und 4) die im Artikel 7 des Vertrages und in r. 8 des Schlussprotokolls vorgesehenen Erleichterungen eintreten.

1865 Diese Ueberweisung der Waare auf das Amt des Bestimmungsortes derselben hat das Grenzamt auf der oben gedachten Erklärung (Declaration) zu bescheinigen.

§. 6.

Der Empfänger der Waaren hat die so bescheinigt mitgekommene Erklärung (Declaration) des Versenders seiner Eingangserklärung (Declaration) beizufügen, und entweder in letzterer selbst oder in einer derselben beizufügenden besonderen Erklärung die im §. 1 unter 1 und 2 bezeichneten Angaben zu machen.

§. 7.

Bei der Abfertigung soll, wenn nicht der Empfänger selbst auf eine weitere Bezeichnung der Waare anträgt, in der Regel die Identitätsbezeichnung des Versendungsamtes als zur zollfreien Ablassung der Waare genügend angenommen, und bei Colli, welche mit unverletztem Verschlusse des Versendungsamtes eingehen, die Revision auf die Bruttoverwiegung und auf die ohne Auspackung zulässige Prüfung des Inhaltes beschränkt werden, sofern nicht der Empfänger auf weitere specielle Revision anträgt, oder das Amt diese aus Verdachtsgründen für erforderlich erachtet.

§. 8.

Ob eine Sicherung der auf der Waare haftenden Eingangsabgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise erfolgen soll, hängt im einzelnen Falle von dem Ermessen des Empfangsamtes nach den dieserhalb erlassenen allgemeinen Vorschriften ab.

§. 9.

Die Ablassung der Waare an den Empfänger wird unter Angabe der etwa erfolgten weiteren Bezeichnung derselben (§. 7) auf der Erklärung (Declaration) des Versenders bescheinigt, und letztere dem Empfänger ausgehändigt. Hinsichtlich der Registerführung und des weiteren amtlichen Nachweises bewendet es bei dem in beiden Zollgebieten bestehenden Verfahren.

§. 10.

Zur Wiederausfuhr der Waare ist in der Regel die dem Versender zur zollfreien Wiedereinfuhr bewilligte Frist massgebend; jedoch kann dieselbe auch, sofern nur dem Empfänger die zu der declarirten Bearbeitung und Zurücksendung der Waare erforderliche Zeit gewährt wird, beschränkt werden. Weist der Empfänger nach, dass die von dem Versendungsamte zur Wiedereinfuhr gestellte Frist für die Bearbeitung und Rücksendung der Waare zu kurz bemessen ist, so kann das Empfangsamt diese Frist in angemessener Weise er-

tern, es muss aber von dieser Fristerweiterung unter Angabe der 1865
ınlassenden Umstände sofort demjenigen Amte Mittheilung machen,
welchem die zollfreie Wiedereinfuhr der bearbeiteten Gewebe in
pruch genommen worden ist (§. 1, Ziffer 6). Es wird, wenn nicht
›nders dringende, dem Empfangsamte zur Benachrichtigung des
pfängers alsbald mitzutheilende Gründe entgegenstehen, die zoll-
e Wiedereinfuhr der bearbeiteten Waaren innerhalb der erweiter-
Frist nicht beanständet werden. Sollte die von dem Empfänger
hgesuchte erweiterte und die ursprünglich bewilligte Frist zur
freien Wiedereinfuhr der Gewebe zusammen den Zeitraum von
Monaten überschreiten, so darf die nachgesuchte Fristerweiterung,
eit sie über diesen Zeitraum hinausgeht, von dem Empfangsamte
unter Vorbehalt der Genehmigung seitens der vorgesetzten Be-
le desjenigen Amtes gewährt werden, bei welchem die Wiederein-
· erfolgen soll.

§. 11.

Die nach erfolgter Bearbeitung zur Wiederausfuhr bestimmten
'ebe sind dem Amte, bei welchem deren Eingangsabfertigung in
vorgedachten Weise stattgefunden hat, nach Gattung, Stückzahl
Nettogewicht unter gleichzeitiger Angabe der Art der stattge-
enen Bearbeitung und des Grenzzollamtes, über welches die Aus-
erfolgen soll, anzumelden. Ebenso ist die in Beziehung auf die
:angsabfertigung bescheinigte Erklärung (Declaration) des Ver-
.ers (§. 9) mit vorzulegen.

Die in einer und derselben Erklärung (Declaration) begriffenen
ebe können auch nach und nach in einzelnen Posten zurück-
ndet werden, ohne dass der Anspruch auf zollfreie Wiederein-
ıng verloren geht.

§. 12.

Die Identität der Waare ist durch Prüfung der an den Stücken
andenen Bezeichnung und das Nettogewicht durch Verwiegung
ustellen. Die Nettoverwiegung muss sich jederzeit auf die ganze
erstrecken, dagegen kann die Verificirung der Identitätsbe-
ınung bei grösseren Sendungen auch probeweise geschehen, und
in der Regel auf die Hälfte der Stücke, bei Hauptämtern und bei
nders dazu ermächtigten Neben- und Unterämtern nach dem Er-
en des Amtsvorstandes selbst bis auf fünf Procent der vorge-
en Stücke beschränken.

Die so revidirte Waare ist unter Aufsicht der Revisionsbeamten
·rpacken, zu verschliessen und brutto zu verwiegen, und dem-
ıt die ganze Post mittelst Begleitscheines auf das Ausgangsamt
'ertigen.

1865 Die vorgelegte Erklärung (Declaration) des ursprünglichen Versenders ist mit der Bescheinigung über die erfolgte Revision und Abfertigung zurückzugeben.

§. 13.

Bei dem Ausgangsamte findet das für ausgehende Begleitscheingüter erforderliche, bei dem gegenüberliegenden Eingangsamte das für die Eingangserklärung (Declaration) und beziehungsweise für die Begleitscheinabfertigung oben in den §§. 4 und 5 vorgeschriebene Verfahren statt.

Auf der vorzulegenden Erklärung (Declaration) des ursprünglichen Versenders hat das Ausgangsamt ausserdem die unter unverletztem Verschlusse erfolgte Einfuhr zu bescheinigen.

Werden die in einer und derselben Erklärung (Declaration) begriffenen Gewebe nach und nach in einzelnen Posten zurückgesendet (§. 11), so ist statt der Erklärung (Declaration) des ursprünglichen Versenders eine von dem Zoll- oder Steueramte, bei welchem die schliessliche Eingangsabfertigung stattgefunden hat, beglaubigte Abschrift derselben vorzulegen, und darauf die mit unverletztem Verschluss erfolgte Ausfuhr, beziehungsweise Einfuhr, der Theilsendung zu bescheinigen.

Der zu der Erklärung (Declaration) gehörigen letzten Post ist das Original dieser Erklärung (Declaration) beizufügen.

§. 14.

Bei Versendungen mittelst der Eisenbahnen hat das für den Eisenbahnverkehr erleichterte Abfertigungsverfahren in Bezug auf die Aus- und Eingangsabfertigung auch auf Waaren der vorliegenden Art Anwendung zu finden (zu vergl. §§. 4, 5, 12, 13 und 17).

§. 15.

In der Regel erfolgt die zollfreie Wiedereinlassung der bearbeiteten Gewebe bei demjenigen Amte, bei welchem dieselben in der ursprünglichen Erklärung (Declaration) beantragt worden ist. Wünscht aber der Empfänger (§. 6) die zollfreie Wiedereinlassung der bearbeiteten Gewebe bei einem anderen als dem in der Erklärung (Declaration) angegebenen Amte (§. 1), so hat er seinen diesfälligen Antrag drei Wochen vor der Versendung der Waare an das Empfangsamt (§. 5) zu richten. Das Empfangsamt vermerkt die veränderte Bestimmung der Waare auf der vorgelegten Erklärung (Declaration) des ursprünglichen Versenders, und übersendet den Antrag dem in dieser Erklärung angegebenen Bestimmungsamte (§. 1, Ziffer 6). Letzteres fügt dem Antrage das bei ihm aufbewahrte Exemplar der Erklärung (Declaration) bei, und sendet beide Schriftstücke an dasjenige Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinfuhr gewünscht wird.

Die in der Erklärung des ursprünglichen Versenders begriffenen 1865
webe in Theilsendungen bei verschiedenen Aemtern zur zollfreien
edereinlassung abfertigen zu lassen, ist in der Regel nicht ge-
ttet. Es wird jedoch eine Ausnahme in dem Falle nicht versagt
rden, wenn die veränderte Bestimmung einzelner Posten durch
ondere Umstände nothwendig geworden ist, und im Interesse der
lsicherheit keine Bedenken obwalten. Der Antrag wird auch in
sem Falle an das Empfangsamt (§. 5) gerichtet, welches darüber
die vorgesetzte Directivbehörde zu berichten hat. Die Entschei
ıg erfolgt nach vorherigem Einvernehmen zwischen der Directiv-
ıörde des Empfangsamtes und des in der Erklärung (Declaration)
;egebenen Bestimmungsamtes, welche sich über die Förmlichkeiten
verständigen haben, unter denen dem Antrage nachzugeben ist.

§. 16.

Zu den in den §§. 1, 5, 11, 15 und 17 näher bezeichneten
'ertigungen sind ermächtigt: in Oesterreich diejenigen Zollämter,
che zur Einfuhrverzollung von Waaren der in Rede stehenden
allgemein befugt sind; im Zollvereine die Hauptämter; doch wird
t, wo die Interessen des Verkehres es erfordern, Oesterreich bei
jenigen Waaren, deren Einfuhrverzollung Hauptämtern I. Classe
behalten ist, zu jenen Abfertigungen auch Hauptämter II. Classe
ächtigen, und es werden beide Theile den Neben- und Unter-
ern durch die Zolldirectivbehörden bei eintretendem Bedürfnisse
rall dann diese Abfertigungsbefugniss ertheilen, wenn dieselben
zwei Beamten besetzt sind, oder bei der Abfertigung jedesmal
Oberbeamter (Obercontroleur, Finanzwachcommissäre oder höhere
.mte) zugezogen werden kann.

§. 17.

Ist das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung der
rbeiteten Gewebe in Anspruch genommen wird, ein Amt im In-
n, so hat das Grenzeingangsamt die Waare dorthin auf Begleit-
ein abzufertigen und demselben die vom Ausgangsamte in Bezug
den richtigen Ausgang und vom Eingangsamte in Bezug auf den
ıtigen Eingang der Waare bescheinigte Erklärung (Declaration)
ursprünglichen Versenders, beziehungsweise die mit diesen
cheinigungen versehene beglaubigte Abschrift der Erklärung
13) beizufügen.

Ist das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung der
are stattfindet, das ursprüngliche Ausgangsamt (§. 1), so soll,
ın die Waare unter unverletztem Verschlusse des Versendungsamtes
12) ankommt, und nicht besondere Verdachtsgründe vorliegen,
ler Regel das vom Versendungsamte ermittelte Gewicht (§. 12)

1865 angenommen, und wenn von diesem Amte an sämmtlichen Stücken die Identitätsbezeichnung verificirt ist, auch in dieser Beziehung eine weitere specielle Revision, welche die Auspackung der Waare nothwendig machen würde, nicht vorgenommen werden. Hat bei dem Versendungsamte die Prüfung der Identitätsbezeichnung nur theilweise stattgefunden, so muss auch bei dem Empfangsamte eine solche vorgenommen werden. Dieselbe kann jedoch, wenn nicht besondere Verdachtsgründe vorliegen, ebenfalls nur probeweise erfolgen.

Ist aber das Amt, bei welchem die zollfreie Wiedereinlassung in Anspruch genommen wird, nicht das ursprüngliche Ausgangsamt, so kann in Beziehung auf die Identitätsbezeichnung eine specielle Revision, welche die Auspackung der Waare erforderlich macht, vorgenommen werden, gleichviel ob besondere Verdachtsgründe vorliegen oder nicht, und ob die Identitätsbezeichnung bei dem Versendungsamte des Landes, wo die Veredlung erfolgte, an sämmtlichen Stücken oder nur probeweise verificirt ist.

§. 18.

Gewichtsdifferenzen, welche sich bei den im bearbeiteten Zustande zur Wiederaus- und Wiedereingangsabfertigung gestellten Geweben ergeben, sollen eine Abgabenerhebung nicht zur Folge haben, wenn dieselbe Stückzahl vorhanden ist, und bei den einzelnen Stücken die an beiden Enden angebrachte Identitätsbezeichnung vorgefunden wird.

Sind Gewebe zum Besticken versendet und ist das zu dieser Bearbeitung erforderliche Material beigefügt, so findet bei der Wiederaus- und Wiedereingangsabfertigung eine Abgabenerhebung nicht statt, wenn das Gewicht der bestickten Gewebe das der unbestickten Gewebe und des zum Besticken mitgegebenen Materials nicht übersteigt. Ist das Stickmaterial vom Sticker hergegeben, so wird bei der Wiedereinfuhr der bestickten Gewebe von dem durch das Besticken entstandenen Mehrgewichte die Eingangsabgabe nach dem Tarifsatze des Stickmaterials erhoben.

Bei geringen Gewichtsdifferenzen soll von einer Abgabenerhebung abgesehen, wo eine solche aber stattfindet, dieselbe nach den bestehenden Tarifen, und wenn es sich um eine in den Anlagen *A* und *B* zum Vertrage vom 11. April 1865 enthaltene Waare handelt, nach den dort bestimmten Sätzen bewirkt werden.

§. 19.

Erfolgt die Wiederausfuhr und beziehungsweise die Wiedereinfuhr des bearbeiteten Gewebes nicht innerhalb der dazu gestatteten Frist, so verliert der Betheiligte den Anspruch auf die vertragsmässig zugesicherte Abgabenbefreiung; indessen soll doch in solchen

Fällen von der Zollverwaltung mit der zulässigen Rücksicht verfahren 1865
werden.

B.

Bei Garnen, welche zum Waschen, Bleichen, Appretiren (Schlichten), Bedrucken oder Färben, ingleichen bei Gegenständen, welche zum Lackiren, Poliren oder Bemalen, sowie bei Gespinnsten, welche zur Herstellung von Spitzen oder Posamentierarbeiten, bei Häuten und Fellen, welche zur Leder- und Pelzwerkbereitung, bei gescheerten (auch geschlichteten) Ketten, welche zur Herstellung von Geweben, endlich bei Garnen, welche zum Stricken versendet werden, finden im Allgemeinen die unter *A* gegebenen Vorschriften Anwendung.

Die Festhaltung der Identität ist zu bewirken:

a) Bei Garnen zum Waschen, Bleichen, Appretiren (Schlichten), Bedrucken oder Färben durch Anlegung von Plomben oder Siegeln an einer durch die Garnstränge zu ziehenden Schnur;

b) bei Gegenständen zum Lackiren, Poliren oder Bemalen, durch Siegel oder Siegelabdrücke auf der unlackirt, unpolirt oder unbemalt bleibenden Seite, durch Siegel oder Plomben an durchgezogenen Schnüren oder auf andere geeignete Weise;

c) bei Gespinnsten (Garn, Zwirn, Gorl, Chenille u. s. w.) zur Herstellung von Spitzen oder Posamentierarbeiten und bei Garnen zum Stricken durch Zurückbehalten von Proben, sowie durch Festhaltung des Gewichtes der zur Veredlung bestimmten Gespinnste und etwaigen Zuthaten (als Knöpfen, Schmelz u. dgl.);

d) bei Garnen in gescheerten (auch in geschlichteten) Ketten durch Anlegung von Plomben oder Siegeln an einer an dem einen Ende der Kette zu befestigenden Schnur und durch Festhaltung des Gewichtes der Kette, von dem mitversendeten Schussgarn ist zur Festhaltung der Identität eine Probe zurückzubehalten, sowie ebenfalls das Gewicht festzustellen;

e) bei rohen Häuten zur Lederbereitung, durch einen Stämpel von angemessener Grösse, welcher aus scharfen Schneiden gebildet ist, und auf der Haarseite der Häute eingeschlagen wird.

Bei Fellen, welche zur Pelzwerkbereitung eingehen, durch Feststellung der Felle nach Gattung, Stückzahl und Gewicht.

6. Was die sonstigen zur Reparatur, Bearbeitung oder Veredlung in das Gebiet des anderen Theiles eingeführten und demnächst zurückgebrachten Gegenstände (Artikel 6, lit *e*) betrifft, so kommen auch hier im Allgemeinen die unter 5, *A* gegebenen Vorschriften in Anwendung.

Wenn der Artikel 6 unter lit. *e)* die zollfreie Wiedereinlassung von Gegenständen der bezeichneten Art davon abhängig macht, dass

rne bei letzterem Zollamte die ausgeführten Leinwandmengen und 1865
ren Feinheitsnummer nachzuweisen.

Die Erleichterungen beim gegenseitigen Verkehre mit leinenen rnen und roher ungebleichter Leinwand zwischen Bayern und sterreich finden nicht blos auf der Grenzstrecke zwischen Bayern d Böhmen, sondern widerruflich auch auf der Grenzstrecke von Donau nordwärts bis Bischofsreuth Anwendung.

Zu Artikel 7 des Vertrages und Nr. 8, Ziffer 2, des Schlussprotokolls.

Das Recht zur Benützung von öffentlichen Niederlagen durch ichtführer ist namentlich davon abhängig, dass dieselben am derlagsorte einen Vertreter bestellen, an welchen sich die Zollwaltung wegen ihrer Ansprüche halten kann. *)

Zu Artikel 8 des Vertrages und Nr. 9 des Schlussprotokolls. **)

Die Beamten und Angestellten der österreichischen Finanzhe und der vereinsländischen Zollschutzwache haben den ihnen Range vorangehenden Beamten der Wachanstalt des Nachbartes dieselben Ehrenbezeigungen zu leisten, wie jenen der Wachtalt, zu der sie gehören.

Ebenso sind die gleichgestellten oder im Range nachstehenden mten und Angestellten des Wachkörpers des Nachbarstaates andig zu begrüssen.

VI. Zu Artikel 10 des Vertrages und zum Zollcartell.

1. Zu §. 4 des Zollcartells:

Zu den oberen Zoll- und Steuerbeamten, welche befugt sind, den Erhebungsämtern des gegenüberliegenden Zollgebietes die

---

*) Anmerkung zu IV. In Oesterreich gründet sich die Berechtigung Waarenführers zur Ablegung der Waaren in amtliche Niederlagen auf Bestimmung des §. 232 der Zoll- und Staatsmonopols-Ordnung vom 11. Juli , daher obige Bedingung nur für den Zollverein Geltung hat.

**) Anmerkung zu V. Mit Rücksicht auf die Verschiedenheit der lverhältnisse wurde die Vereinbarung allgemeiner Vorschriften über die zen der Befugnisse jener Zollämter, welche nach Artikel 8 des Vertrages Nr. 9, Ziffer 1 des Schlussprotokolls, auf das Gebiet des anderen Theiles gt sind, sowie über die Behandlung der bei denselben entdeckten Uebergen der Abgabengesetze für unthunlich erachtet, anderseits aber ert, dass sich in dieser Beziehung seit dem Vertrage vom 19. Februar 1853 Praxis gebildet habe, welche den beiderseitigen Bedürfnissen entspricht. Es wurde daher verabredet, dass bis auf weitere Weisung in den bestehenZuständen eine Aenderung nicht einzutreten habe, jedoch wurde den bei-

1865 Register oder Registerabtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach demselben und nach dessen Grenze nachweisen, nebst Belegen zur Notiznahme einzusehen, gehören ausser den höheren Beamten in Oesterreich die Oberbeamten der Hauptzollämter, die Finanzwach-Obercommissäre und Commissäre, im Zollvereine die Hauptamtsmitglieder und die Obercontroleure.

2. Zu §. 9 des Zollcartells:

Zur Ausführung der Verabredung unter lit *a)* werden den beiderseitigen Aemtern die in dem gegenüberliegenden Zollgebiete in der Einfuhr und Durchfuhr verbotenen oder einer besonderen Erlaubniss bedürfenden Gegenstände besonders bezeichnet werden.

3. Zu §. 10 des Zollcartells:*)

Zur Ausführung der Verabredung im §. 10 sollen folgende Bestimmungen zur Anwendung kommen:

a) Bei dem gewöhnlichen Frachtverkehre, wo die beiderseitigen Grenzzollämter die zollgesetzliche Ausgangs- beziehungsweise Eingangsabfertigung der Waaren vornehmen, erfolgt die Ueberweisung derselben behufs der Anmeldungsbescheinigung auf den die Waaren begleitenden Abfertigungspapieren von dem Grenzzollamte des Ausgangsstaates an das Grenzzollamt des Eingangsstaates. Das letztere gibt die Anmeldungsbescheinigung unter Beidrückung des Amtssiegels und unter ämtlicher Unterschrift mit den Worten:

Angemeldet und unter Nr. . . des Declarationsregisters eingetragen.

b) Bei dem Frachtverkehre mittelst der Eisenbahn findet dasselbe Verfahren statt, auch wenn die Ausgangsabfertigung bei einem Amte im Innern und die Eingangsabfertigung bei dem Grenzzollamte, oder die Ausgangsabfertigung bei dem Grenzzollamte und die Eingangsabfertigung bei einem Amte im

---

den vertragschliessenden Theilen die Befugniss vorbehalten, für den Fall, dass aus der bestehenden Praxis Unzukömmlichkeiten sich ergeben sollten, Aenderungen vorzunehmen, in dieser Beziehung aber verabredet, dass, wenn eine solche Aenderung von einem Theile nothwendig erkannt werden sollte, vor Erlass einer bezüglichen Anordnung der Versuch einer Verständigung mit dem anderen Theile zu machen sein werde. Ferner war Einverständniss darüber vorhanden, dass die zur Reglung dieses Verhältnisses von einzelnen Staaten erlassenen Gesetze aufrecht erhalten bleiben.

*) Anmerkung. Wie aus der Vergleichung des §. 10 des Zollcartells vom 11. April 1865 mit §. 10 des Zollcartells vom 19. Februar 1853 zu ersehen ist, wurde der Schlusssatz des letzteren in dem neuen Zollcartell weggelassen, daher künftig die wechselseitige Mittheilung wöchentlicher Uebersichten der von den Zollämtern zur Ausfuhr abgefertigten Waaren des gebundenen Verkehres nicht mehr stattfinden wird.

Innern oder die Ausgangs- und die Eingangsabfertigung beiderseits bei einem Amte im Innern vorgenommen wird. Damit aber in dem Falle, wo die Eingangsabfertigung bei einem Amte im Innern stattfindet, dieses weiss, welche der ihm im Ansageverfahren überwiesenen Güter im gebundenen Verkehre übergegangen sind, so bemerkt das Grenzzollamt des Eingangsstaates auf Grund der ihm von dem Grenzzollamte des Ausgangsstaates mitgetheilten Abfertigungspapiere bei der betreffenden Post der Ladungsliste, welches Amt des Ausgangsstaates die Ausgangsabfertigung vorgenommen hat, sowie in welchem Register und unter welcher Nummer desselben die Waare dort eingetragen ist. Es würde also z. B. bei einer nach Wien bestimmten Waarenpost, welche mit Begleitschein nach Breslau gekommen und dort zum Ausgange über Oderberg abgefertiget ist, das österreichische Grenzzollamt zu Oderberg, welches die Waaren im Ansageverfahren nach Wien ablässt, auf Grund des ihm von dem preussischen Grenzzollamte zu Oderberg mitgetheilten Begleitscheines in der Ladungsliste bei der betreffenden Post bemerken: im gebundenen Verkehre von Breslau, Begleitscheinempfangsregister Nr. . . . Damit aber auch das Ausgangsabfertigungsamt sofort beim Rückempfange der von dem Grenzzollamte des Eingangsstaates für die Anmeldung bescheinigten Abfertigungspapiere erfährt, welches Amt des Eingangsstaates die zollgesetzliche Eingangsabfertigung vornimmt, so gibt das Grenzzollamt des Einsangsstaates die Anmeldungsbescheinigung über die von ihm im Ansageverfahren auf ein Amt im Innern abgelassenen Waaren dahin: 1865

Durch Ladungsliste Nr. . . . angemeldet und mit Ansagezettel Nr. . . . nach . . . abgelassen.

) Bei dem Postenverkehre, es mag die Beförderung der Güter mittelst der gewöhnlichen Postwagen oder mittelst der Eisenbahn erfolgen, besorgt das Grenzzollamt des Ausgangsstaates die Ausgangsabfertigung der im gebundenen Verkehre übergehenden Waaren. Der zu prüfende Verschluss bleibt an den einzelnen Poststücken und bescheinigt das Grenzausgangsamt dies auf der für das Grenzeingangsamt bestimmten Waarenerklärung unter Beidrückung des Amtssiegels, mit den Worten:

Blei- (Siegel-) Verschluss von N. N. belassen;

so dass alle aus dem gebundenen Verkehre des Ausgangsstaates eingehenden Poststücke beim Grenzeingangsamte mit amtlichem Verschluss und mit amtlich bescheinigter Eingangserklärung ankommen, und sofern dort nicht die zollgesetzliche Eingangsabfertigung stattfindet, damit auf das dazu berufene Amt im Innern abgelassen werden müssen.

1865 Die Zollabfertigungspapiere des Grenzausgangsamtes läßt dieses ebenfalls mit an das Grenzeingangsamt gehen, welches sie zum Beweise der Eingangsanmeldung abstempelt und dann sofort zurücksendet.

4. Zu §. 11 des Zollcartells und Nr. 10, Ziffer 6, des Schlussprotokolls.

Die Bestimmungen, welche zur Zeit hinsichtlich der im §. 11 des Zollcartells bezeichneten Punkte bestehen, bleiben bis zu anderweiter Verständigung aufrecht.

5. Zu §. 14 des Zollcartells:

Die Anträge auf Einleitung der Untersuchung können in Oesterreich von den Finanzbezirksdirectionen und den Finanzinspectoren, im Zollvereine von den Hauptämtern ausgehen. Die beiderseitigen Behörden haben dergleichen Anträge aneinander zu richten, um das Weitere zu veranlassen.

6. Zu §. 21 des Zollcartells:

Ob und in welchem Umfange den gegenseitigen Zoll- und Steuerbeamten Denunciantenantheile zu gewähren sein möchten, bleibt der besonderen Verständigung zwischen Oesterreich und den einzelnen Zollvereinsstaaten vorbehalten.

295. 1865

31 mai 1865.

onvention entre l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les tats Unis de l'Amérique septentrionale, la France, la rande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et Suède d'une part et le Sultan du Maroc de l'autre ırt, par rapport à l'administration et l'entretien du ıare au Cap Spartel. Conclue à Tanger. Ratifiée par Autriche le 20 août 1865. Ratifications échangées à Tanger le 14 février 1867.

(R. G. B. 1867, Nr. 76.)

nvention vom 31. Mai 1865 zwischen Oesterreich, Belgien, anien, den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Frankreich, ·ossbritannien, Italien, den Niederlanden, Portugal und Schwe- ı einerseits und dem Sultan von Marocco anderseits, betreffend · Verwaltung und Unterhaltung des Leuchtthurmes am Cap artel. Abgeschlossen zu Tanger am 31. Mai 1865; von Seiner k. Apostolischen Majestät ratificirt am 20. August 1865. Die swechslung sämmtlicher Ratificirungen erfolgte zu Tanger am 14. Februar 1867.

Convention

re l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les États Unis, la France, Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède ne part, et le Sultan du Maroc d'autre part, concernant l'administration et l'entretien du Phare du Cap Spartel.

An nom de Dieu Unique!

Il n'y a de force et de puisssance qu'en Dieu.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bo- ıe, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Excellence le Président de la République des États Unis d'Amé- ıe, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du ·aume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi ılie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de tugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, et Sa Majesté le Sultan du Maroc et de Fez,

animés d'un égal désir d'assurer la sécurité de la navigation sur côtes du Maroc et voulant pourvoir d'un commun accord aux ures les plus propres à atteindre ce but, ont résolu de conclure convention spéciale et ont, à cet effet, nommé pour Leurs Pléni- ıntiaires, savoir:

1865 Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême:

Sir John Hay Drummond Hay, Commandeur du très honorable Ordre du Bain, son Agent Général ad interim près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Ernest Daluin, Chevalier de Son Ordre de Léopold. Commandeur de nombre de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne. Commandeur de l'Ordre du Nichan Eftikhar de Tunis, son Consul Général à la Côte Occidentale d'Afrique:

Sa Majesté la Reine d'Espagne:

Don Francisco Merry y Colom, Grand' Croix de Son Ordre d'Isabelle la Catholique, Chevalier de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Medjidié de la 3e classe. Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur etc., son Ministre-Résident près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Son Excellence le Président de la République des États Unis:

le Sieur Jesse Harland Mc Math Esquire, Son Consul Général près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

le Sieur Auguste Louis Victor Baron Aymé d'Aquin, Officier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre de François 1er des Deux-Siciles, Commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, Commandeur de l'Ordre du Christ de Portugal, Commandeur de l'Ordre du Lion de Brunswick, Chevalier de l'Ordre de Constantin des deux Siciles, Chevalier de l'Ordre des Guelphes de Hanovre, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

Sir John Hay Drummond Hay, Commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Son Ministré-Résident près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Sieur Alexandre Verdinois, Chevalier de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Agent et Consul Général d'Italie près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

Sir John Hay Drummond Hay, Commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Gérant du Consulat Général des Pays-Bas au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

le Sieur José Daniel Colaço, Commandeur de Son Ordre du Christ, Chevalier de l'Ordre de la Rose du Brésil, Son Consul Général au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége:

le Sieur Selim d'Ehrenhoff, Chevalier de Son Ordre de Wasa, 1865
Consul Général au Maroc;
et Sa Majesté le Sultan du Maroc et de Fez:
le lettré Sid Mohammed Bargash, Son Ministre des Affaires
ngères;
Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en
ıe et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Sa Majesté Schérifienne ayant, dans un intérêt d'humanité,
nné la construction aux frais du Gouvernement Marocain, d'un
e au Cap Spartel, consent à remettre, pour toute la durée de la
ente convention, la direction supérieure et l'administration de
établissement aux Réprésentants des Puissances contractantes.
t bien entendu que cette délégation ne porte aucune atteinte aux
s de propriété et de Souveraineté du Sultan, dont le pavillon
seul arboré sur la tour du phare.

Article 2.

Le Gouvernement Marocain ne possédant actuellement aucune
ıe soit de guerre soit de commerce, les dépenses nécessaires
l'entretien et l'administration du phare seront supportées par
uissances contractantes au moyen d'une contribution annuelle,
la quotité sera égale pour chacune d'elles. Si plus tard, le Sul-
enait à posséder une marine militaire ou marchande, il s'engage
ndre part aux dépenses dans la même proportion que les autres
ances signataires. Les frais de réparation et, au besoin, de recon-
ion seront d'ailleurs, à sa charge.

Article 3.

Le Sultan fournira, pour la sûreté du phare, une garde composée
Kaid et de quatre soldats. Il s'engage en outre, à pourvoir, par
es moyens qui dépendent de lui, même en cas de guerre, soit
ure soit extérieure, à la conservation de cet établissement,
qu'à la sécurité des gardiens et employés.
D'un autre côté, les Puissances contractantes s'engagent, cha-
n ce qui la concerne, à respecter la neutralité du phare, et
inuer le payement de la contribution destinée à son entretien,
dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise) des hostilités vien-
t à éclater soit entr'elles, soit entre l'une d'elles et le Royaume
roc.

Article 4.

es Représentants des Puissances contractantes chargés, en
de l'article 1er de la présente convention, de la direction supé-

1865 rieure et de l'administration du phare, établiront les règlements nécessaires pour le service et la surveillance de cet établissement et aucune modification ne pourra être ensuite apportée à ces réglements que d'un commun accord entre les Puissances contractantes.

Article 5.

La présente convention demeurera en vigueur pendant dix années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention de faire cesser, en ce qui la concerne, les effets de la convention, elle restera en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Article 6.

L'exécution des engagements réciproques contenues dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes, qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tanger aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, en Français et en Arabe à Tanger, la protégée de Dieu, le cinquième jour de la lune de Moharrem l'an de l'Hégire 1282, qui correspond au trente et un du mois de mai de de l'année mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.) J. H. *Drummond Hay* m. p.
(L. S.) Ernest *Daluin* m. p.
(L. S.) Francisco *Merry Colom* m. p.
(L. S.) Jesse H. Mc *Math* m. p.
(L. S.) Aymé *d'Aquin* m. p.
(L. S.) J. H. *Drummond Hay* m. p.
(L. S.) Alex. *Verdinois* m. p.
(L. S.) J. H. *Drummond Hay* m. p.
(L. S.) José Daniel *Colaço* m. p.
(L. S.) Selim *d'Ehrenhoff* m. p.
(L. S.) *Sid Mohammed Bargash* m. p.

296. 1865

1 juin 1865.

positions provisoires modifiant le tarif de droits de navigation en vigueur à l'embouchure de Soulina.

(Procès verbaux de la Commission Européenne du Danube, Nr. CLXXVII, Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

Vu l'Article 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856;

Vu le tarif provisoire arrêté le 7 mars 1863, fixant le montant droits de navigation à prélever à l'embouchure de Soulina;

Dans le but de faciliter les opérations des bâtiments à vapeur sans être affectés à un service périodique et au transport de la e, effectuent cependant de fréquents voyages;

Et afin de déterminer, d'un autre côté, le régime auquel seront nis les bâtiments qui, sans naviguer à destination du Danube, nt escale à l'embouchure;

Arrête les dispositions provisoires dont la teneur suit:

Article 1er.

La réduction de taxes accordée aux bateaux à vapeur par la osition additionnelle à l'article 3 du tarif sus-énoncé du 7 mars 3, publiée sous la date du 5 novembre de la même année, est ée de trente à quarante pour cent, pour chacun des huit voyages année consécutifs au deuxième, et de quarante à soixante pour , pour chacun des voyages qui dans le courant de la même année ront le dixième.

Article 2.

Les bâtiments, tant à voiles qu'à vapeur, sans aucune exception, nt de la mer, avec plus du tiers de leur charge, qui entreront le port de Soulina pour y décharger une partie seulement de cargaison, et qui, sans remonter le fleuve, continueront leur ge vers un autre port de mer, acquitteront, par tonneau de ja ıge sable, un droit fixe de deux francs, lorsque la profondeur de bouchure excédera quinze pieds anglais; si la profondeur est de ze pieds seulement ou au dessous, ce droit décroîtra dans la ortion établie par l'article 1er du tarif du 7 mars 1863, pour les ıents qui ne remontent pas le fleuve et auxquels l'insuffisance profondeur dans la passe ne permet pas de recevoir dans l'in- ır du port de Soulina la totalité de leur cargaison.

Ce droit fixe sera perçu sur les tiers du tonnage imposable, si ıantité de marchandises débarquée à Soulina n'excède pas le de la portée totale et imposable du bâtiment; il sera perçu sur eux tiers du tonnage, si la quantité débarquée est de plus du

1865 tiers et n'excède pas les deux tiers de la portée. Si elle excède les deux tiers, les droits seront exigibles sur la base des articles 1 ou 3 du tarif ci-dessus énoncé.

Si le bâtiment qui a déchargé à Soulina, dans le cas prévu par le présent article, moins de deux tiers de sa charge, prend de marchandises dans ce port, il acquittera, en sus de la taxe exigible à raison du déchargement, le quart de cette taxe, qui sera perçu sur le tiers ou sur les deux tiers de son tonnage imposable, suivant que la quantité de marchandises embarquée sera restreinte dans les limites du tiers ou des deux tiers de la portée du bâtiment.

Article 3.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1er septembre 1865.

Fait à Galatz, le 1er juin 1865, à Bucarest, le 27 du même mois, et à Toultcha le 31 juillet suivant.

Signé: A. *de Kremer*. — Ed. *Engelhardt*. — J. *Stokes*. — *Strambio*. — *Saint-Pierre*. — *Offenberg*. — *Ahmet Rassim*.

297.

6 juin 1865.

Déclaration ministérielle, concernant une convention avec la Principauté de Reuss de la ligne cadette relative à la légalisation de documents officiels. Déclaration ministérielle de Reuss datée de Gera le 6 juin 1865.

(R. G. B. 1865. Nr. 44.)

Ministerialerklärung vom 6. Juni 1865, betreffend das für alle Länder des österreichischen Kaiserstaates wirksame Uebereinkommen mit der fürstlich Reuss'schen Regierung jüngerer Linie, bezüglich der Legalisirung von Urkunden. Ausgetauscht gegen eine entsprechende Erklärung des fürstlich Reuss-Plauen'schen Ministeriums ddo. Gera 6. Juni 1865.

Nachdem die fürstlich Reuss'sche Regierung jüngerer Linie, mit Zustimmung Seiner Durchlaucht des souveränen Fürsten, mittelst Ministerialerklärung ddo. Gera den 27. August 1863 dem zwischen Oesterreich und Bayern am 13. Februar desselben Jahres bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden abgeschlossenen Uebereinkunft *) für das

*) Nr. 31 des Reichs-Gesetz-Blattes vom Jahre 1863.

·stenthum Reuss jüngerer Linie mit dem Bemerken beigetreten 1865
dass

1. (zu Art. III) die von den Polizei- und Verwaltungsbehörden, ie von der Militärbehörde des Fürstenthumes ausgestellten Urden der Beglaubigung des fürstlichen Ministeriums, Abtheilung das Innere, bedürfen;

2. (zu Art. IV) die Urkunden der Finanzbehörden und der en untergeordneten Stellen von dem fürstlichen Ministerium, Ablung für die Finanzen, zu beglaubigen sind, und hierbei im Hinke auf die dortige Behördenorganisation nur für die von letzterem st ausgestellten Urkunden die Befreiung von der weiteren Be ıbigung in Anspruch genommen wird, und

3. (zu Art. VI) die von den geistlichen Aemtern im Fürstenthume ss in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellten Urkunden der laubigung des fürstlichen Ministeriums, Abtheilung für Kirchen-Schulangelegenheiten, bedürfen, so wird mit Genehmigung Seiner t. Apostolischen Majestät dieser Beitritt hiermit angenommen, das fragliche Uebereinkommen für die beiderseitigen Staaten end erklärt.

Urkund dessen ist gegenwärtige Ministerialerklärung in beglauer Form ausgefertiget worden.

Wien, am 6. Juni 1865.

ı k. k. österreichischen Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

298.

7 juin 1865.

ıvention entre l'Autriche et la Principauté de ıwarzbourg-Rudolstadt relative à la légalisation de ·uments officiels. Déclaration ministérielle de Rudolstadt datée de 30 juin 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 49.)

ereinkommen vom 7. Juni 1865 zwischen dem Kaiserthume 'erreich und dem Fürstenthume Schwarzburg-Rudolstadt, · die Legalisirung von Urkunden. Die Ausfertigung dieses ereinkommens erfolgte zu Wien am 7. Juni 1865 und zu Rudolstadt am 30. Juni 1865.

Wirksam für das ganze Reich.

Zum Zwecke der Vereinfachung des Geschäftsganges im inter-ɔnalen Verkehre bezüglich der Legalisation der von öffentlichen

1865 Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden ist mit Allerhöchster und höchster Genehmigung Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Schwarzburg zwischen dem k. k. österreichischen Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern in Wien und dem fürstlich Schwarzburg'schen Ministerium in Rudolstadt nachstehende Uebereinkunft abgeschlossen worden.

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen Ehegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von den Notaren ausgefertigten Urkunden müssen mit der Legalisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit alleiniger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es bei den bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne nicht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, der Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen — in Oesterreich der politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitäts-Angelegenheiten der Centralseebehörde, und bei den von den Militärbehörden ausgefertigten Urkunden des Landesgeneralcommando's — in Schwarzburg-Rudolstadt der Regierung und bezüglich der von dem Militärcommando ausgestellten Urkunden der Legalisation durch das Ministerium. Für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine weitere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853, oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Beglaubigung durch die leitende Finanzbehörde, in Oesterreich der Finanzlandesdirection oder beziehungsweise der Steuerdirection, in Schwarzburg-Rudolstadt des Finanzcollegiums, bezüglich der Generalinspection des thüringischen Zoll- und Handelsvereines.

Keiner weiteren Beglaubigung bedürfen die Urkunden, welche von den dem k. k. österreichischen Finanzministerium und dem k. k. österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft und beziehungsweise dem fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Mini-

rium unmittelbar untergeordneten *) Behörden und Aemtern aus- 1865
fertiget werden.

Artikel V.

Die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und
rbematrikeln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung
zuständigen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der poli-
hen Landesstelle, bei dem Militär aber des Kriegsministeriums;
Schwarzburg-Rudolstadt bedürfen die Auszüge aus den
chenbüchern (Tauf-, Trauungs- und Todtenzeugnisse), desgleichen
von jüdischen Cultusbeamten ausgestellten Bescheinigungen über
burten, Verheiratungen und Sterbefälle jüdischer Religions-
ossen der Beglaubigung durch das Consistorium.

Artikel VI.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekennt-
se in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden be-
fen nur der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat, bei
evangelischen Religionsgenossenschaften in Oesterreich:
ch die vorgesetzte Superintendentur; — in Schwarzburg-
dolstadt: durch das Consistorium.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholi-
en Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der
ngelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneral-
mando zu legalisiren.

Die Ausfertigungen der Capitel und Ordensconvente in Ungarn
lürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privat-
unden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel
sehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach
sem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren
galisirung.

Urkundlich ausgefertigt:

Wien, am 7. Juni 1865.
(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Rudolstadt, am 30. Juni 1865.
Fürstlich Schwarzburgisches Ministerium:
(L. S.) *von Bertrab* m. p.

---

*) Verzeichniss der diesfallsigen Behörden und Aemter:
a) in Oesterreich, vergleiche die Anlage.
b) in Schwarzburg Rudolstadt:
1. das Finanzcollegium in Rudolstadt;
2. die Generalinspection des thüringischen Zoll- und Handelsvereines in Erfurt.

1865 Ad Artikel IV.

Verzeichniss
der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction des Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Wien, Gmunden, Salzburg, Graz, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóovár.
24. Bergweseninspectorsamt in Agordo.
25. Generalinspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

299. 1865

15 juin 1865.

›i concernant la réciprocité à observer par rapport aux marques industrielles de l'étranger.

(R. G. B. 1865, Nr. 45.)

'setz vom 15. Juni 1865 wegen Zulassung von Ausländern zur Erlangung des Markenschutzes in Oesterreich.

Wirksam für das ganze Reich.

Mit Zustimmung beider Häuser Meines Reichsrathes finde Ich verordnen, wie folgt:

Artikel I.

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 7. December 1858 (Reichs-setz-Blatt Nr. 230), zum Schutze der gewerblichen Marken und deren Bezeichnungen, können unter der Bedingung der Gegenseitig-it auf die Marken und Bezeichnungen der Gewerbetreibenden mder Staaten in Anwendung gebracht werden.

Die Gewerbetreibenden des betreffenden Staates haben, um des ıutzes ihrer Marken und Bezeichnungen theilhaftig zu werden, se bei einer Handels- und Gewerbekammer des Reiches registriren lassen, und die sonstigen Bedingungen des Gesetzes vom 7. Dennber 1858 zu beobachten.

Artikel II.

Das Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, im Einver-ımen mit dem Ministerium des Aeussern, ist mit dem Vollzuge ses Gesetzes beauftragt.

Wien, am 15. Juni 1865.

Franz Joseph m. p.

Erzherzog *Rainer* m. p.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Für das k. k. Handelsministerium:

Kalchberg m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung:

Ritter *von Schurda* m. p.

1865

300.

21 juin 1865.

Déclaration ministérielle concernant une convention avec la Prusse et la Bavière relative à la protection légale et à prêter réciproquement contre la falsification du timbre, des sceaux et d'autres certificats officiels.

(R. G. B. 1865, Nr. 37.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen, des Handels und der Justiz, dann der ungarischen, der croatisch-slavonisch-dalmatinischen und der siebenbürgischen Hofkanzlei vom 21. Juni 1865, betreffend das mit der königlich preussischen und bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines getroffene Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse.

Wirksam für das ganze Reich.

Aus Anlass des zu Berlin am 11. April 1865 stattgehabten Abschlusses eines Handels- und Zollvertrages zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Fürstenthume Liechtenstein einerseits und den Staaten des deutschen Zollvereines anderseits ist österreichischerseits die Geneigtheit ausgesprochen worden, gegenüber jedem Zollvereinsstaate, welcher eine gleiche Obliegenheit zu übernehmen bereit, und dieselbe wirksam zu erfüllen nach dem Stande seiner Strafgesetzgebung in der Lage ist, sich zu verpflichten:

Die diesseitigen Angehörigen, welche durch Nachahmung oder Fälschung von ämtlichen Siegeln, Post- und Stempelmarken, Stempelpapier, öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen durch den wissentlichen Gebrauch solcher nachgeahmter oder gefälschter Siegel, Marken, Papiere oder durch Abnahme, Verletzung oder sonstige Unbrauchbarmachung des zollämtlichen Waarenverschlusses, die Gesetze jenes Zollvereinsstaates verletzen, um dadurch Abgaben desselben zu verkürzen, sowie die Urheber und Theilnehmer an diesen Handlungen ebenso zur Untersuchung zu ziehen und mit Strafen zu belegen, als wenn jene Handlungen gegen die Gesetze des eigenen Staates begangen wären.

Nachdem hierauf bereits die königlich preussische und die königlich bayerische Regierung sich geneigt erklärt haben, ein auf Gegenseitigkeit gegründetes Uebereinkommen in diesem Sinne einzu-

:hen, sind die folgenden kaiserlich österreichischen Ministerial- 1865
·klärungen gegen gleichartige Erklärungen des königlich preussi-
:hen und des königlich bayerischen Ministeriums ausgetauscht wor-
:n, und zwar:

A. Kaiserlich österreichische Ministerialerklärung vom 27. Mai
865, ausgetauscht in Berlin am 9. Juni 1865, gegen eine gleich-
tige Erklärung des königlich preussischen Ministeriums des Aeussern
›m 27. Mai 1865:

Unter Bezugnahme auf die am 11. April l. J. zwischen dem
iserlich österreichischen und dem königlich preussischen Bevoll-
ächtigten zu Berlin ausgewechselten Noten gibt der unterzeichnete
iserlich österreichische Minister des kaiserlichen Hauses und des
:ussern im Namen der k. k. Regierung hiermit die Erklärung ab,
ss dieselbe eine gesetzliche Fürsorge dafür treffen werde, damit
m 1. Juli l. J. ab die österreichischen Staatsangehörigen, welche
rmittelst Nachahmung von ämtlichen Siegeln, Anfertigung oder
ssentlichen Gebrauches von falschem Stempelpapier, falschen
empel- oder Postmarken, Anfertigung von Formularien, die zu
'entlichen Bescheinigungen oder Beglaubigungen dienen können,
›nahme, Verletzung oder sonstiger Unbrauchbarmachung des zoll-
ıtlichen Waarenverschlusses die preussischen Gesetze verletzen,
ı dadurch die preussischen Gefälle zu verkürzen, sowie die Urheber
d Theilnehmer an diesen Handlungen, ebenso zur Untersuchung
zogen und mit Strafen belegt werden, als wenn jene Handlungen
gen die österreichischen Gesetze begangen wären.

Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p.

B. Kaiserlich österreichische Ministerialerklärung vom 27. Mai
65, ausgetauscht in Berlin am 9. Juni 1865 gegen eine gleich-
ige Erklärung des königlich bayerischen Ministeriums des Aeussern
n 24. Mai 1865:

Unter Bezugnahme auf die am 11. April l. J. zwischen dem
iserlich österreichischen und dem königlich bayerischen Bevoll-
chtigten zu Berlin ausgewechselten Noten gibt der unterzeichnete
iserlich österreichische Minister des kaiserlichen Hauses und des
ussern im Namen der k. k. Regierung hiermit die Erklärung ab,
:s dieselbe eine gesetzliche Fürsorge dafür treffen werde, damit
n 1. Juli l. J. angefangen die österreichischen Staatsangehörigen,
lche durch Nachahmung oder Fälschung von ämtlichen Siegeln,
st- und Stempelmarken, Stempelpapier, öffentlichen Bescheinigungen
l Beglaubigungen, durch den wissentlichen Gebrauch solcher nach-
ıhmter oder gefälschter Siegel, Marken, Papiere oder durch Ab-
ıme, Verletzung oder sonstige Unbrauchbarmachung des zoll-
tlichen Waarenverschlusses die Gesetze Bayerns verletzen, um

1865 dadurch Abgaben desselben zu verkürzen, sowie die Urheber und Theilnehmer an diesen Handlungen ebenso in Untersuchung gezogen und mit Strafen belegt werden, als wenn jene Handlungen gegen die österreichischen Gesetze begangen wären.

Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p.

In Ausführung dieser Vereinbarungen wird in Gemässheit der Allerhöchsten Entschliessung vom 17. Juni 1865 angeordnet, wie folgt:

Die österreichischen Staatsangehörigen, welche die Gesetze Preussens, Bayerns oder eines von den anderen Staaten des deutschen Zollvereines, welche nachträglich dem diesfälligen Uebereinkommen beigetreten sein werden, in der durch die obigen Ministerialerklärungen angedeuteten Weise verletzen, um dadurch Abgaben oder Gefälle des betreffenden Staates zu verkürzen, sowie die Urheber und Theilnehmer an diesen Handlungen sollen vom 1. Juli 1865 angefangen ebenso in Untersuchung gezogen und mit Strafen belegt werden, als wenn jene Handlungen gegen die österreichischen Gesetze begangen wären.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
Plener m. p.
Hein m. p.
Hermann Graf *Zichy* m. p.
J. *Mazuranić* m. p.
Freiherr *von Reichenstein* m. p.

Für das k. k. Handelsministerium:
Freiherr *von Kalchberg* m. p.

301. 1865

23 juin 1865.

claration ministérielle concernant la convention avec Duché de Saxe-Meiningen relative à la légalisation documents officiels. Déclaration ministérielle de Saxe-Meiningen datée du 24 mai 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 41.)

isterialerklärung vom 23. Juni 1865, betreffend das für Königreiche und Länder des österreichischen Kaiserstaates ksame Uebereinkommen mit der herzoglich Sachsen-Meiningen-n Regierung, bezüglich der Legalisirung von Urkunden. getauscht gegen eine gleichlautende Erklärung des herzoglich Sachsen-Meiningen'schen Ministeriums vom 24. Mai 1865.

Nachdem die kaiserlich österreichische und die herzoglich sen-Meiningen'sche Regierung in der Absicht, zur Förderung der ıtspflege und des wechselseitigen Verkehrs Erleichterungen be-ch der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten beglaubigten Urkunden in den beiderseitigen Staaten einzu-n, sich über nachstehende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser tsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen erichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn it dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von den Notaren ausgefertigten Urkunden müssen mit der lisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit iger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es n bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, egalisirung der höheren Verwaltungsstellen — in Oesterreich olitischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitäts-genheiten der Centralseebehörde, und bei den von Militärbehör-ıusgefertigten Urkunden des Landesgeneralcommandos; in n-Meiningen des herzoglichen Staatsministeriums, Abtheilung nern, und bezüglich der von Meiningen'schen Militärbehörden tellten Urkunden der Legalisation durch das herzogliche Regi-

1865 mentscommando; — für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine höhere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853, oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Beglaubigung durch die leitende Finanzbehörde, in Oesterreich der Finanzlandesdirectionen und Finanzdirectionen, in Sachsen-Meiningen des herzoglichen Staatsministeriums, Abtheilung der Finanzen.

Urkunden, welche von dem kaiserlich-königlichen österreichischen Finanzministerium und dem kaiserlich-königlichen österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft unmittelbar untergeordneten Behörden und Aemtern ausgefertigt werden, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung. Dasselbe ist der Fall bezüglich der in der Anlage verzeichneten, dem herzoglich Sachsen Meiningen'schen Staatsministerium, Abtheilungen des Innern und der Finanzen, unmittelbar untergeordneten Behörden.

Artikel V.

Die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der politischen Landesstelle, — bei dem Militär aber des Kriegsministeriums, — in Sachsen-Meiningen bedürfen derlei Auszüge — insoweit sie nicht in pfarrämtlichen Auszügen aus den Kirchenbüchern bestehen, in welchem Falle es nur noch der Beglaubigung des herzoglichen Staatsministeriums, Abtheilung für Kirchen- und Schulsachen, bedarf — neben der Beglaubigung durch die Districtspolizeibehörde auch jener im Artikel III erwähnten vorgesetzten Verwaltungsstelle.

Artikel VI.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen in Oesterreich der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat, beziehungsweise bei den evangelischen Religionsgenossenschaften durch die vorgesetzte Superintendentur, — in Sachsen-Meiningen durch das herzoglich sächsische Staatsministerium, Abtheilung für Kirchen und Schulsachen.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando zu legalisiren.

Die Ausfertigung der Capitel- und Ordensconvente in Ungarn 1865
lürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privat-
:unden betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen
l, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach
ıem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren
;alisirung.

diese Vereinbarung auch von Seiten Seiner Majestät dem Kaiser
Oesterreich und von Seiner Hoheit dem Herzoge von Sachsen-
nigen genehmigt worden ist; so ist zu Urkund dessen von Seiner
:. Apostolischen Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und
Aeussern gegenwärtige Erklärung ausgestellt und unterfertigt
den, um gegen eine entsprechende Erklärung der herzoglich
ısischen Regierung ausgewechselt zu werden, und sollen die Be-
mungen dieser Erklärung nach erfolgter Auswechslung durch
österreichische Regierungsblatt bekanntgemacht und innerhalb
österreichischen Kaiserstaates in Wirksamkeit treten.

So geschehen Wien, am 23. Juni 1865.

k. k. österreichischen Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Verzeichniss

der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcasse.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction der Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.

1865 16. Forstlehranstalt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóovár.
24. Bergwesenninspectorsamt in Agordo.
25. Die Generalinspectionen für Eisenbahnen.
26. Die k. k. landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

b) der herzoglich Sachsen-Meiningenschen Behörden.

1. Die Direction der herzoglichen Landescreditanstalt.
2. Die Direction der herzoglichen Schieferbruchsverwaltung zu Lehesten.
3. Die Direction der herzoglichen Eisenhüttenwerke zu Obersteinach und Augustenthal.

302.

25 juin 1865.

Décret ministériel concernant la juridiction civile restreinte de l'agence consulaire à Ismail, et le pourvoi à la cour d'appel à Vienne.

(R. G. B. 1865, Nr. 50.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges vom 25. Juni 1865, wodurch die Ausübung der Civilgerichtsbarkeit in erster Instanz über österreichische Staatsangehörige und Schutzgenossen im osmanischen Reiche, vom 1. September 1865 anfangend, auch der k. k. Consular-Agentie Ismail im beschränkten Umfange übertragen und bestimmt wird, dass der Rechtszug gegen deren Entscheidungen an das Oberlandesgericht in Wien stattfindet.

Die Ministerien des Aeussern, der Justiz und des Krieges haben auf Grund der kaiserlichen Verordnung vom 29. Jänner 1855, Nr. 23 des Reichs-Gesetz Blattes, anzuordnen befunden, dass ausser den im §. 1, Absatz 3 der Vollzugsvorschrift vom 31. März 1855, Nr. 58 des Reichs-Gesetz-Blattes, benannten k. k. Vice-Consulaten,

ı die k. k. Consularagentie zu Ismail, vom 1. September 1865 1865
ıngend, die Civilgerichtsbarkeit über die österreichischen Staats-
ehörigen und Schutzgenossen in erster Instanz in dem durch §. 3
Vollzugsvorschrift vom 31. März 1855, Nr. 58 des Reichs-
etz-Blattes, begrenzten Umfange auszuüben hat, und dass der
ıtszug gegen deren Entscheidungen an das k. k. Oberlandes-
cht in Wien stattzufinden haben wird.

Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
Ritter *von Franck* m. p., F. M. L.
Hein m. p.

303.

26 juin 1865.

.onnance du ministère Impérial Royal des finances cernant le traitement douanier des marchandises venant en libre circulation de l'union douanière mande et de celles qui sont exportées dans la dite union.

(F. V. Bl. 1865. Nr. 30.)

*effend die Zollbehandlung der Waaren aus dem freien Ver-
e des Zollvereines und der nach dem Zollvereine ausgeführten Waaren.*

für die im allgemeinen österreichischen Zollgebiete begriffenen Länder und Landestheile.

Es dürfte zwar demnächst ein Gesetz über einige interimisti-
Aenderungen des allgemeinen österreichischen Zolltarifs er-
nen, in welchem auch auf die Reglung des Verkehres mit dem
erein gemäss der Bestimmungen des Vertrages vom 11. April
Rücksicht genommen wird; da man aber besorgt, dass es
möglich sein werde, das betreffende Gesetz noch vor dem
li d. J. zur Kenntniss aller Zollämter zu bringen, so findet man
lben einstweilen Folgendes zur Darnachachtung bekannt zu
ı:

1. Die Einfuhrzollbehandlung der Waaren, die über die Gren-
egen die Zollvereinsstaaten aus dem freien Verkehre des Zoll-
ıes nach Oesterreich eingeführt werden, findet vom 1. Juli 1865
angen nach der Anlage A des mit dem Reichs-Gesetz-Blatte X. St.,
32, Seite 57 kundgemachten Handels- und Zollvertrages mit
taaten des deutschen Zoll- und Handelsvereins vom 11. April
statt.

1865 2. Von diesem Zeitpunkte an treten die den begünstigten Verkehr mit dem Zollvereine betreffenden Anmerkungen des allgemeinen Zolltarifs vom 5. December 1853 ausser Wirksamkeit.

Für Waaren aus dem freien Verkehre des Zollvereines, welche in der Anlage *A* nicht enthalten sind, kommen daher die Zölle des allgemeinen Zolltarifes in Anwendung.

3. Für Kühe (Anlage *A*, Pos. 4, *b*) und rohe leinene Maschinengespinnste (Anlage *A*, Pos. 22, *b*) haben aber, so lange die in den Pos. 15, *b* und 50, *a* des allgemeinen Zolltarifes festgesetzten niedrigeren Zölle von 2 fl. 10 kr., und beziehungsweise 2 fl. 63 kr. in Kraft bleiben, diese Zölle und nicht die höheren der Anlage *A* in Anwendung zu kommen.

In der Ausfuhr von Oesterreich nach dem Zollvereine sind vom 1. Juli d. J. angefangen ohne Rücksicht, ob die Waaren im Zollvereinsgebiete bleiben oder dasselbe transitiren, nach Artikel 5 des genannten Vertrages nur von folgenden Gegenständen Ausfuhrzölle einzuheben, und zwar:

a) von Fellen und Häuten, gemeinen (Pos. 6, *a* der Anlage *A*) 2 fl. 50 kr. österr. Währ. vom Zollcentner;

b) von Lumpen (Hadern) und anderen Abfällen zur Papierfabrikation (Pos. 44, *b* der Anlage *A*) 3 fl. österr. Währ. vom Zollcentner;

c) von Knochen, Klauen, Füssen, Hautabschnitzeln (Pos. 44, *c* der Anlage *A*) 75 kr. österr. Währ. vom Zollcenter.

304. 1865

28 juin 1865.

cret ministériel par lequel les Moldo-Valaques chrétiens niciliés en Autriche sont déclarés capables d'acquérir des biens immeubles en Autriche.

(R. G. B. 1865, Nr. 46.)

ordnung der Ministerien der Justiz und des Krieges vom Juni 1865, über die Zulassung von in Oesterreich domilicirten 'do-Walachen christlichen Glaubensbekenntnisses zum Erwerbe und Besitze unbeweglicher Güter in Oesterreich.

Den Moldo-Walachen ist bisher die Fähigkeit zum Besitze von ;enschaften in Oesterreich aus dem Grunde der Reciprocität nicht kannt gewesen.

Die Regierung der vereinigten Donaufürstenthümer hat nun elst Verordnung vom 31. August 1864 den dort domicilirten nden aller christlichen Glaubensbekenntnisse das Recht, unbe- liches Gut zu erwerben, gegen dem zugestanden, dass sie sich in m, was auf einen derartigen Besitz Bezug nimmt, den bestehenden lesgesetzen zu fügen haben, und dass den Moldo-Walachen in den ten, welchen jene Fremden angehören, ebenfalls das Recht zum ıdbesitze zustehen soll.

Den Gerichten im Kaiserthume Oesterreich wird daher bedeutet, die im Kaiserstaate domicilirten Moldo-Walachen christlichen ıbensbekenntnisses nach dem Rechte der Gegenseitigkeit in- ıge als zu Gunsten der k. k. Unterthanen in den vereinigten ıufürstenthümern die citirte fürstliche Verordnung Anwendung , zum Erwerbe und Besitze von Grundeigenthum unter der Be- ung, dass sie allen diesbezüglichen Vorschriften Genüge zu en haben, zuzulassen sein werden.

Frank m. p., F. M. L. *Hein* m. p.

1865 **305.**

30 juin 1865.

Loi concernant plusieurs modifications provisoires du tarif douanier autrichien.

(R. G. B. 1865, Nr. 39.)

Gesetz vom 30. Juni 1865, mehrere interimistische Aenderungen des allgemeinen österreichischen Zolltarifes betreffend.

Giltig für die im allgemeinen österreichischen Zollgebiete begriffenen Länder und Landestheile.

Mit Zustimmung der beiden Häuser Meines Reichsrathes finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§. 1.

Vom 1. Juli 1865 angefangen treten interimistisch, nämlich bis ein neuer allgemeiner österreichischer Zolltarif Gesetzeskraft erlangt, die in dem beiliegenden Verzeichnisse enthaltenen Aenderungen des bestehenden allgemeinen österreichischen Zolltarifes vom 5. December 1853 und seiner Nachtragsverordnungen in Wirksamkeit.

§. 2.

Die Einfuhrzollbehandlung der Waaren, die aus dem freien Verkehre des Zollvereines nach Oesterreich eingeführt werden, findet nach der Anlage *A* des gleichzeitig veröffentlichten Handels- und Zollvertrages mit dem deutschen Zollvereine vom 11. April d. J. statt. Es kommen darum die hierauf bezüglichen Anmerkungen des Tarifes vom 5. December 1853 ausser Geltung.

§. 3.

Die Vorerinnerung und die durch die Bestimmungen der §§. 1 und 2 nicht berührten Positionen und Anmerkungen des Tarifes vom 5. December 1853, sowie die Nachtragsverordnungen zu demselben werden vorläufig aufrecht erhalten.

§. 4.

Mit der Ausführung dieses Gesetzes sind die Minister der Finanzen und des Handels beauftragt.

Ischl, am 30. Juni 1865.

Franz Joseph m. p.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

von Plener m. p.

Für das k. k. Ministerium für Handel und Volkswirthschaft:

Freiherr *von Kalchberg* m. p.

I. Aenderungen in der Einfuhr. 1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	Fische, Schal- und sonstige Wasserthiere:				
a	Fische, frische etc.*)	1 Ctr. sporco	—	75	
b	Häringe etc..	"	1	50	
c	Fische, nicht besonders benannte, zubereitet etc. . . .	1 Ctr. netto	2	—	
	Schlacht- und Zugvieh:				
h	Pferde und Füllen.				
	Anmerkung. Füllen, welche der Mutter folgen, sind frei.				
	Honig, Wachs und Käse:				
b	Wachs etc.	"	3	—	
c	Käse	"	4	50	
	Bier und Meth:				
a	In Flaschen etc.	"	5	—	Ein Tara-abzug ist fortan nicht gestattet. Die Anmerkung zu dieser Post entfällt.
b	In Fässern	1 Ctr. sporco	1	50	
	Essig:				
b	Anmerkung. Parfümirte Essige sind den Parfümeriestoffen edelster Art, T. P. 33 *b)*, eingereiht.				
	Arzenei- und Parfümeriestoffe:				
b	Edelster Art, als: Oehle, ätherische, nicht besonders benannte, parfümirte *Essige.***) Fette und Oele, Balsame, natürliche, nicht besonders benannte, Muscatnussbalsam, Bisam (Moschus) und Zibeth, Bisamrattenschwänze, Bade- und Pferdeschwämme . . .	1 Ctr. netto	7	50	
	Anmerkung zu *a* und *b*. *Kommen die unter a und b genannten Balsame, Essige, Fette und Oehle in Behältnissen von ¼*				

*) Das etc. bedeutet, dass der Text des bestehenden Tarifes ungeändert aufrecht

**) Die mit Cursiv-Lettern gedruckten Worte bezeichnen die in dem Texte des jetzt nden Tarifes eingetretenen Aenderungen.

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		österr. Mass und darunter, oder in solchen vor, die ihrer Beschaffenheit nach zu den feinen Leder- und Gummi- oder zu den kurzen Waaren gehören, so sind sie als Parfümeriewaaren zu behandeln.				
34		Farb- und Gärbestoffe:				
	g	Farb- und Gärbestoff-Extracte etc.	1 Ctr. sporco	1	50	
35		Gummen (auch Harze und Gummenharze), und andere nicht besonders benannte Pflanzensäfte:				
	c	Terpentinöl (auch Pech- und Theeröl), weisses und rothes Steinöl und Benzin.	„	—	75	
37		Chemische Hilfsstoffe:				
	a	*Arsenik, arsenige Säure, Arsenikschwefel (Operment, Realgar), Borax, roh, und Borsäure, Eisenmoor und Eisensafran, Eisenrostwasser (Eisenbeize), Mineralwässer natürliche und künstliche einschliesslich der Flaschen und Krüge), Pottasche (auch alle andere unausgelaugte Holzasche), Salpeter (Kalisalpeter), roh,* Chilisalpeter (salpetersaures Natron), Schwefel (in Stücken und Stangen, auch gemahlen und Schwefelblüthe), *Spiessglanz und Spiessglanzkönig, Weinstein, roh, raffinirt und krystallisirt, auch Weinhefe getrocknet*	„	frei		
	b	Eisenvitriol	„	—	25	
	c	Digestivsalz (salzsaures Kali), Kali und Natron (ein- oder zweifach schwefelsaures), Schwefelsäure, Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser), Königswasser, Soda . .	„	—	42	
	d	Salpeter, raffinirt, d. i. krystallisirt oder in Tafeln, Admon-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	ter- (gemischter Eisen- und Kupfer-), Kupfer- und Zink vitriol, Wasserglas, *citronensaurer Kalk*, *Mineralkermes*, *schwefelsaurer Baryt*, *gepulvert*, *Schwefeleinschlag* . . .	1 Ctr. sporco	—	75	
e	Alaun, Ammoniaksalze (d. i. Salmiak, kohlensaures und schwefelsaures Ammoniak), Hirschhorn- und Salmiakgeist, Verbindungen von Holzessig mit Eisen, Blei oder Kalk (holzessigsaures Eisen u. s. w.), Borax, raffinirter, Chlorkalk, chromsaures Kali, Grünspan, Massikot Mennig, *doppeltkohlensaures Kali und Natron*, *Schüttgelb*, *Schmalte*, *Streuglas*, *Zaffer und andere Kobaltverbindungen*, Weinsteinsäure	„	1	50	
f	Blei- und Zinkweiss (Zinkoxyd), *Bleizucker*, blausaures Kali, *chromsaures Bleioxyd*, *Aetznatron*, *Oxalsäure und oxalsaures Kali*	1 Ctr. netto	2	50	
	Blei:				
a	1. Blei, roh etc.	1 Ctr. sporco	—	75	
	Anmerkung. Zur See und über die Grenzen gegen die fremden italienischen Staaten . . .	„	1	50	
	2. Bleiglätte	„	1	—	
b	1. Blei, gewalztes, Buchdruckerlettern und Stereotypplatten	1 Ctr. netto	3	—	
	2. Blei, gegossenes (als: Kessel, Röhren, Platten, Kugeln, Schrotte u. dgl.), dann Bleidraht	„	3	50	
	Eisen:				
c	Eisenbahnschienen	„	2	50	
d	Stahl etc.	„	2	50	
e	Eisenblech, schwarzes etc. . .	„	3	50	
f	1. Eisenblech und Eisenplatten, polirt etc.				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		2. Eisen, gefrischtes, in Stäben, façonnirtes (d. i. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form, ausgeschmiedetes oder gewalztes Eisen)	1 Ctr. netto	4	—	
	g	Roh vorgeschmiedete Wagen- und *Maschinen*-Bestandtheile (Achsen u. dgl.), soferne dergleichen Bestandtheile einzeln einen Centner und darüber wiegen, Pflugschareisen, Anker, Anker- und Schiffsketten	"	3	50	
	h	Stahldraht, polirt, und Stahlsaiten	"	5	—	
	i	Eisenguss, grober (d. i. Kessel, Oefen, Platten, Räder, Röhren, Röste, *das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfund, und Maschinentheile, das Stück im Gewichte von mehr als 100 Pfund*	1 Ctr. sporco	1	—	Anmerkung 2 entfällt.
41		Quecksilber	"	frei		
42		Zink:				
	a	Roh etc.	"	frei		
	b	1. Zink in Platten und Blechen	1 Ctr. netto	2	—	
		2. Zink in Drähten und Röhren, dann Zinkguss, roher, d. i. nicht weiter bearbeiteter und ohne Verbindung mit anderen Bestandtheilen, als mit gemeinen oder gemeinsten Holzarbeiten und Stangen, Platten von Eisen	"	2	50	
43		Metalle, unedle (nicht in anderen Abtheilungen enthaltene):				
		Kupfer, Messing, Nickel, Zinn etc.	1 Ctr. sporco	frei		Zur T.P. 43 a, Zahl 2 entfällt.
	b	Zinn, gezogen, gestreckt (d. i. in Tafeln, Platten, Blechen und Drähten) und Zinnguss, roher	1 Ctr. netto	3	—	
	c	Kupfer, Messing, Nickel, Packfong, Aluminium und andere				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	nicht besonders benannte unedle Metalle und Metallgemische, gezogen, gestreckt (d. i. in Tafeln, Platten, Blechen und Drähten und Messingsaiten) und in groben Gussstücken (d. i. in Glocken und Röhren, das Stück im Gewichte von mehr als 25 Pfund und n anderen gegossenen Gegenständen, das Stück im Gewichte von mehr als 100 Pfund)	1 Ctr. netto	6	—	
	2. Den inländischen Zeugdruckereien wird der Bezug der zu ihrem Gewerbsbetriebe erforderlichen Kupferwalzen, gravirt oder nicht gravirt, aus dem Auslande gegen den Begünstigungszoll von 75 kr. für den Zollcentner sporco unter den bisherigen Modalitäten bewilliget.				Anmerkung 1 entfällt. 2 wird 1. 3 wird 2.
	Baumwollgarne (ungemischt oder gemischt mit Leinen oder Wolle):				
b	Gebleicht oder gezwirnt (d. i. drei- oder mehrdrähtig gezwirnt, jedoch nicht gefärbt), dann *ungewebte* Dochte ohne oder mit Wachsüberzug), Nachtlichter	„	10	50	
	Wollengarne (d. i. Garne aus Wolle oder anderen Thierhaaren):				
a	*Streichgarn, roh*, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirnt . . .	1 Ctr. sporco	1	—	
b	*Kammgarn, roh*, d. i. weder gefärbt, noch drei- oder mehrdrähtig gezwirn . . .	1 Ctr. netto	4	50	
c	Wollengarn, gefärbt, oder (drei- oder mehrdrähtig) gezwirnt .	„	13	15	
	Baumwollwaaren etc.:				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	a	Gemeine, d. i. rohe, ungebleichte, dichte, nicht gefärbte und nicht bedruckte Webewaaren (auch geköpert, gemustert, gerauht) mit Ausnahme der sammtartigen (mit aufgeschnittenem oder unaufgeschnittenem Flor), und der unter *d* genannten, dann Netze, Gitter (Marly), *Gurten und gewebte Dochte*	1 Ctr. netto	36	—	
	b	Mittelfeine, d. i. appretirte, gebleichte, gefärbte, ein oder mehrfärbig gewebte, *bedruckte*, oder sammtartige dichte Webewaaren (mit Ausnahme der unter *d* genannten), dann Posamentier-, *Knopfmacher-*, Band- und Strumpfwaaren	„	62	—	
	c	Feine, d. i. alle undichten Webewaaren (mit Ausnahme der unter *d* genannten)	„	90	—	
53		Leinenwaaren etc.				
	a	Seilerwaaren, als: Seile, Taue, Stricke, Bindfäden (Spagat) aus Flachs oder Hanf, Werg, Manillahanf (Aloefasern), Neuseeländerflachs, Bast und anderen vegetabilischen Fasern, mit Ausnahme der Baumwolle, ungebleicht (auch getheert, geleimt, gefirnisst), dann *Feuerlöschsimer aus geflochtenem, gedrehtem Hanf*, ferner Gitter, Gurten, Tragbänder, Schläuche aller Art, auch Netze, ungebleichte	1 Ctr. sporco	1	—	
	b	Seilerwaaren, gebleicht, dann Packleinwand, graue	„	1	50	
	c	Leinenwaaren, gemeinste, d. i. Leinwand, mit Ausnahme der unter *d* und *f* genannten, und Zwillich und Drillich, alle diese Gegenstände roh, un-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	gebleicht und ungemustert, dann *Feuerlöscheimer aus ungebleichtem Segeltuche*	1 Ctr. netto	10	—	
d	Leinenwaaren, gemeine, d. i. appretirte, gebleichte (auch aus gebleichtem Garn erzeugte), gefärbte, ein- oder mehrfärbige dichte Gewebe (mit Ausnahme der unter *e*, *f* und *g* genannten) auch gemustert ode *bedruckt* . .	„	36	—	
e	Leinenwaaren, mittelfeine, d. i. alle Posamentier-, *Knopfmacher-*, Band- und Strumpfwaaren, dann Kammertuch (d. i. alle Leinwand, von der mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Currentzoll gehen)	„	70	—	
f	Leinenwaaren, feine, als: Battiste, *Gaze*, *Linon* und andere undichte Webewaaren, mit Ausnahme der unter *g* genannten	„	75	—	
	Wollenwaaren etc.				
b	Gemeine, d. i. gewalkte, nicht bedruckte, und nicht sammtartige Webewaaren, nicht bedruckte Filzwaaren (mit Ausnahme der Hüte und Kappen) und nicht unter *a* genannten Fussteppiche, dann *Gurten*	„	36	—	
c	Mittelfeine, d. i. alle sammtartigen und alle ungewalkten dichten Webewaaren (mit Ausnahme der unter *e* und *f* genannten), nicht *bedruckt*, dann alle Posamentier-, *Knopfmacher-* und Strumpfwaaren	„	54	—	
d	Bedruckte Webewaaren, dichte	„	75	—	
e	Feine, d. i. alle undichten Webewaaren (mit Ausnahme der unter *f* genannten), dann Shawls und Shawltücher . .	„	90	—	

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Für die Einfuhr: Zollbetrag fl.	Für die Einfuhr: Zollbetrag kr.	Anmerkung
		Anmerkung. Unter Shawls und Shawltücher werden ungewalkte Umhängtücher mit eingewebten blumenballenartigen Verzierungen verstanden.				
	f	Feinste, d. i. Spitzen, gestickte Webewaaren, und alle Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase	1 Ctr. netto	262	50	
55		Seidenwaaren etc.				
	a	Feine, d. i.: 1. Waaren aus Seide allein, 2. Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- und Silberfäden oder gesponnenem Glase, dann 3. alle Blonden und Spitzen, sowie alle gestickten Waaren	„	262	50	
	b	Gemeine etc.	„	103	—	
56		Wachstuch, Wachsmousselin, Wachstafft und Gewebe mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen etc.:				
	a	Wachstuch, grobes, d. i. Wachspackleinwand, unbedruckte, und *Asphaltleinwand* . . .	1 Ctr. sporco	1	50	
	b	Wachstuch, feines, d. i. alles andere, auch Wachsmousselin, Malertuch, *Ledertuch* und Wachstafft	1 Ctr. netto	12	—	
	c	Gewebe mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen, getränkt, oder durch Zwischenlagen aus jenen Harzen verbunden	„	25	—	
		Anmerkung. Die mit Oelfirnissen, Theer, anderen als den lit. *c* genannten Harzen, oder chemischen Verbindungen überzogenen, getränkten oder durch Lagen von solchen Stoffen verbundenen Baumwoll- und Wollenstoffe sind dem Wachsmous-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr			Anmerkung
		Massstab der Verzollung	Zoll-betrag fl.	Zoll-betrag kr.	
	selin, die Seidenstoffe dieser Art dem Wachstafft eingereiht.				
	Bürstenbinder- und Siebmacher-waaren:				
b	Feine, d. i. andere, als die unter *a* genannten, auch in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne sie durch diese Verbindung nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder unter die kurzen Waaren fallen. Auch gehören hierher Haarpinsel, Abstauber aus gefärbten Federn, Frottir- und Pferdebürsten	1 Ctr. netto	15	—	
	Bast-, Binsen- etc. Waaren:				
a	Gemeinste, d. i. Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, ungefärbt, auch *Bürsten* und Besen aus Binsen, Gras, Schilf, Heidekrautwurzeln oder Reisstroh	1 Ctr. sporco	—	25	
b	Stuhlrohr, roh, gespalten . . .	"	—	75	
c	Gemeine, d. i. Fussdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.) von Bast, Binsen, Cocosnussfasern, Gras, auch Seegras, Schilf und Stroh, gefärbt, dann Waaren zum häuslichen Gebrauche, z. B. Schlüsseln, Teller, Körbe u. dgl., gespaltenes Stuhlrohr, gebeizt oder gefärbt; alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit ungebeiztem, ungefärbtem, unpolirtem oder unlackirtem Holze	1 Ctr. netto	2	50	
d	Mittelfeine, d. i. Geflechte, auch Decken, insoweit sie nicht unter *a* und *c* begriffen sind, dann Hüte (mit Ausnahme der Bast- und Strohhüte), ohne Garnitur	"	10	—	
e	Feine etc.	"	60	—	

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	f	Feinste etc.	1 Ctr. netto	262	50	
60		Papier und Papierwaaren:				
	a	Papier, gemeinstes, d. i. Schreuz-, graues Lösch- und rauhes Packpapier (auch gefärbt, lackirt, mit Graphit, Asphalt, Theer überzogen), dann Pappendeckel (auch Steinpappe), Pressspäne und Theerpappe (Asphaltfilz), *Patentholz oder Faserumasse* .	1 Ctr. sporco	—	75	
	b	Papier, gemeines etc..	1 Ctr. netto	2	75	
	c	Papier, feines etc.	"	5	50	
	d	Papier, feinstes, d. i. Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- und Silbermustern (echt oder unecht, auch bronzirt), gepresstes oder durchgeschlagenes Papier, ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen, und *Papier mit aufgeklebter Leinwand (auch mit Baumwoll-Leinwand)* . .	"	12	50	
	e	Papiertapeten	"	12	50	
	g	Papierarbeiten, d. i. alle nicht unter *e* und *f* genannten Arbeiten: 1. aus Papier und Pappe, auch Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen, alle diese Arbeiten *auch lackirt*, dann Arbeiten aus Papiermasse; 2. Die unter 1 begriffenen Waaren in Verbindung mit anderen Materialien, insoweit sie dadurch nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren fallen	"	12	50	
61		Kürschnerwaaren:				
	b	Fertige etc.	"	75	—	
62		Leder, Leder- und Gummiwaaren:				
	a	Leder, gemeines etc.	"	5	50	Anmerkung 1 entfällt.

1865

Tarif	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	Anmerkung 2. Halbgare, sowie bereits gegärbte, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Ziegen- und Schaffelle .	1 Ctr. sporco	1	—	Anmerkung 2 wird 1. Anmerkung 3 entfällt. Anmerkung 5 wird 3.
b	Leder, feines, d. i. *Handschuhleder*, auch Corduan, Maroquin, Saffian, dann gefärbtes (mit Ausnahme des bloss geschwärzten), lackirtes, vergoldetes, mit gepressten Verzierungen versehenes, und Pergament	1 Ctr. netto	13	—	
	Leder- und Gummiwaaren, gemeine etc. . . .	„	12	—	
l	Leder- und Gummiwaaren, feine etc.	„	25	—	
	Handschuhe etc.	„	58	—	
	Beinwaaren:				
	Anmerkung. Unter Bein werden im Tarife Hörner, Klauen, Knochen und andere nicht besonders benannte thierische Schnitzstoffe verstanden, also alle, mit Ausnahme von Korallen und Schildpatt.				
	Fischbein, gerissenes	„	2	50	
	Beinarbeiten, d. i. 1. alle Arbeiten aus Bein allein oder 2. in Verbindung mit anderen Stoffen, insoferne diese Verbindungen nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren fallen	„	15	—	
	Holzwaaren etc.:				
	Gemeinste, d. i. grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und bloss gehobelte Waaren und Wagnerarbeiten, dann grobe Maschinen (auch Drehbänke, Mangen, Pressen, Spinnräder und Webestühle), grobe Korbflechterwaaren (z. B. Pack-, Trag Wagen- und Waschkörbe, Fischreussen u. dgl.), Besen aus Reisig,				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		Acker-, Garten- und Küchengeräthe. Beispielsweise gehören hierher: Kisten, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen und Deichseln, Felgen, Naben, Speichen, Räder, Stühle, Bänke, Tische, Bienenstöcke und -Körbe, Holzschuhe, Radschuhe, Stiefelknechte, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Reifen und Zargen, Rinnen und Röhren, Stöcke (auch Peitschenstöcke und Weichselröhre), Schachteln, Barren, Joche, Kumpfe, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Kochlöffel, Schneidebretter, Teller, Keulen, Schlägel, Rechen, Ruder, Schaufeln, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, Kleider- und Haubenstöcke, Hutformen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonnanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, roh vorgearbeitete Hefte und Claviatur-, sowie *Tabakpfeifenhölzer*, *Spielzeug, grobes, bloss gehobeltes;* alle diese Waaren nicht gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen	1 Ctr. sporco	—	25	
	b	Gemeine etc.	„	—	75	
	c	Feine, d. i. hölzernes Hausgeräthe (Möbel), sowie alle unter *a* und *b* begriffenen Waaren aus Holz in Verbindung mit Bast-, Binsen-, Schilf-, Stuhlrohr-, Stroh- und Korbflechterwaaren, Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahles), Messing, gemeinem Le-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	der oder *Fensterglas in seiner natürlichen Farbe*, auch (mit oder ohne diese Verbindungen) gefärbt, gebeizt, gefirnisst, lackirt oder polirt, ferner eingelegte Parquetten	1 Ctr. netto	2	50	
d	Feinste, d. i.				
	1. feine Korbflechterwaaren und Spielzeug, sofern beide nicht unter *a* begriffen sind, hölzerne Hängeuhren und Uhrkästen, Kammmacherwaaren, mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogene Arbeiten, feine Schnitz- und Drechslerwaaren, dann *eingelegte Fourniere, auch auf einer Seite mit Papier oder Webewaaren belegt, oder gepresst*, Boulearbeiten, Holzbronze, sowie überhaupt alle nicht unter *a*, *b* und *c* begriffenen Holzwaaren;				
	2. alle diese Gegenstände auch in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne sie dadurch nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren gehören. Hierher gehören auch gepolsterte Möbel	"	12	—	
	Glas und Glaswaaren:				
a	Glas, gemeinstes etc.	1 Ctr. sporco	—	75	
b	Glas, gemeines etc..	1 Ctr. netto	2	25	
c	Glas, mittelfeines, d. i. gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnittenes, gemustertes weisses Glas, Behänge zu Kronleuchtern von Glas, Glasknöpfe, Glasperlen, Glasschmelz, Schmelzperlen. . .	"	7	25	
d	Glas, feines, d. i.:				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		1. farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes, mit Pasten (Cameen) eingelegtes Glas, Glasflüsse (unechte Steine), ohne Fassung; 2. Spiegelglas, geschliffenes, unbelegtes oder belegtes, das Stück nicht über 284 Wiener Quadratzoll . . .	1 Ctr. netto	10	50	
	e	Glas, feinstes, d. i.: 1. alle Glas- und Emailwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne sie dadurch nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren fallen; 2. Spiegel, uneingerahmte, deren Glastafeln über 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen, und Spiegel, eingerahmte	„	15	—	
66		Steinwaaren, d. i. Bildhauer-, Modelleur-, Former-, Steinmetz- und Schmuckarbeiten aus Steinen und nicht gebrannten Erden, Cementen oder Steingemengen, mit Ausnahme jener aus Bernstein, Gagat:				
	a	Steine, echte etc.	„	12	—	
	b	Steinarbeiten, gemeine etc. . .	1 Ctr. sporco	1	—	
	c	Steinarbeiten, feine etc.. . . .	1 Ctr. netto	12	—	
67		Thonwaaren, d. i.:				
	a	Gemeinste etc.	1 Ctr. sporco	—	25	
	b	Gemeine etc.	1 Ctr. netto	4	50	
	c	Mittelfeine, d. i.: 1. Steingut, mehrfärbiges, bemaltes, bedrucktes, versilbertes und vergoldetes; 2. Porzellan, weisses, auch mit färbigen, weder vergoldeten noch versilberten Randstreifen versehenes .	„	6	—	
	d	Feine, d. i.: 1. Porzellan, färbiges, bemaltes, bedrucktes, vergol-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	detes oder versilbertes; dann				
	2. Thonwaaren aller Art in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter *b* begriffen sind, und nicht unter die feinen Leder-, Gummi- oder die kurzen Waaren fallen	1 Ctr. netto	15	—	
	Bleiwaaren, d. i.:				
	1. Spielzeug, ganz oder theilweise aus Blei, dann alle gefirnissten, lackirten, bemalten, jedoch weder echt vergoldeten oder versilberten, noch mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogenen, und				
	2. alle Arbeiten in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter die feinen Leder- und Gummi-, oder unter die kurzen Waaren fallen	„	12	—	
	Eisenwaaren:				
a	Eisenwaaren, gemeinste, d. i.: alle Eisen- und Stahlwaaren, welche weder halb noch ganz geschliffen, polirt, gefirnisst, lackirt sind, noch unter den Posten 40 *f*, *g* und *i*, und 69 *b*, c und *d* aufgeführt werden	„	5	—	
b	gemeine, d. i.:				
	1. Aexte (Hacken), Sägen, Sensen, Sicheln, Futterklingen, Stemmeisen, Hobeln, Schrauben, Feilen, Raspeln, Schnitzer (Messer), Tuchmacher- und grobe Schneiderscheeren (Zuschneidescheeren), grobe Messer zum Handwerksgebrauche (auch Kneife und Bauernpuffer): alle				

Abtheilung / Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	diese Gegenstände auch abgeschliffen; Kratzbürsten und Siebböden;				
	2. alle die unter *a* und *b* 1 angeführten Waaren in Verbindung mit gemeinsten Holzwaaren	1 Ctr. netto	6	—	
	Anmerkungen zu 69 *a* und *b*.				
	1. Ein schwarzer, rother oder auch andersfarbiger, grober Anstrich oder Firniss, wenn er bei groben, dem Einflusse der Luft oder Witterung ausgesetzten Eisenwaaren, wie z. B. bei Gittern, Gestellen, Säulen, zum Schutze gegen Rost dient, wird nicht als Lack angesehen.				
	2. Unwesentliche Bestandtheile von anderen unedlen Metallen, die weder echt vergoldet oder versilbert, noch mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen sind, schliessen die Waare von den T. P. 69 *a* und *b* nicht aus.				
	Eisenwaaren, feine, d. i.:				
	1. alle abgeschliffenen (mit Ausnahme der unter *b*, Z. 1 aufgezählten), polirten, gefirnissten, lackirten (mit Ausnahme der Nähnadeln), jedoch weder echt vergoldet oder versilbert, noch mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen;				
	2. alle Eisenwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, soferne diese Verbindungen nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren fallen, oder unter *b* enthalten sind, mit Ausnahme der zu T. P. 69 *a* gehörigen				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	Viehschellen von Eisenblech, zusammengelöthet; Messer und Scheeren, mit Ausnahme der unter *a* genannten, Drahtgewebe und feine Drahtgeflechte (mit Ausnahme der zur T. P. 69 *b* gehörigen Siebböden von Eisen- oder Stahldraht) und daraus verfertigte Waaren. Beispielsweise gehören hierher: Haften und Schlingen, Oese, Draht mit Papier überzogen, Kardätschen, Kratzen und Streichen.				
	8. Waffen und Waffenbestandtheile, Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke, Häkel- und Tambournadeln, Stricknadeln und *Stahlperlen*	1 Ctr. netto	15	—	Anmerkung 1 u. 3 bleibt.
	Anmerkung. Waffen und Waffenbestandtheile müssen gesondert als solche erklärt werden. Besondere Vorschriften bestimmen, wieferne die Ein- und Durchfuhr derselben nur gegen besondere Bewilligung gestattet sei.				
d	Nähnadeln	„	25	—	Anmerkung ad 69. 1 und 2 entfallen.
	Metallwaaren, d. i. Arbeiten aus Aluminium, Kupfer, Messing, Packfong, Tomback, Zink, Zinn und anderen nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallgemischen, insoweit sie nicht in den T. P. 42 *b* und 43 *b* und *c* enthalten, und nicht echt vergoldet oder versilbert, oder mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen sind, mit Ausnahme des Herren- und Frauenschmuckes, wenn derselbe				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		unecht vergoldet oder versilbert ist. Ausnahmsweise gehören hierher die *plattirten (versilberten) Drähte, Bleche, Tafeln und Platten aus Kupfer und Messing:*				
	a	Zink- und Zinnwaaren, gemeine, d. i. Walzen, Kessel, Schüsseln, Teller, Töpfe und sonstiges Kochgeschirr aus Zink und Zinn, insoweit dieselben nicht unter 42 *b* und 43 *b* fallen	1 Ctr. netto	5	—	
	b	Metallwaaren, *nicht besonders genannte, gemeine,* d. i. Walzen, Kessel, Schüsseln, Teller, Töpfe und sonstiges Kochgeschirr aus anderen unedlen Metallen, insoweit dieselben nicht unter die T. P. 43 *c* fallen	"	7	50	
	c	Metallwaaren, feine, d. i. alle nicht unter *a*, *b* und *d* genannten, dann alle Metallwaaren in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter die feinen Leder- und Gummi- oder die kurzen Waaren fallen. Ferner gehören noch hierher: Geriebenes Messing (Bronzepulver), Rauschgold, Rauschsilber, Metallfolien, Schreibfedern, Uhrfournituren und Uhrwerke; ferner: *Metallperlen,* unechte leonische Drähte, *unechtes Blattgold und Blattsilber, plattirte (versilberte) Drähte, Bleche und Platten aus Kupfer und Messing*	"	15	—	Anmerkung 2 entfällt.
	73	Instrumente, d. i. astronomische, chirurgische, mathematische, mechanische, musikalische, op-				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr			Anmerkung
		Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	
	tische (mit Ausnahme der gefassten Augengläser und Operngucker), *physikalische, und für Laboratorien auch chemische,* ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen die Instrumente gefertiget sind:				
a	Instrumente, musikalische. . .	1 Ctr. netto	10	—	
b	Instrumente, nicht besonders benannte	"	4	50	
	Anmerkung 2. Nur chemische Apparate für Laboratorien sind den Instrumenten eingereiht; alle übrigen Apparate zur Bereitung im Grossen (z. B. Bleikammern) sind wie die Arbeiten aus den Stoffen, aus denen sie bestehen, zu behandeln.				
	Maschinen, d. i. alle Maschinen und Maschinenbestandtheile aus unedlen, nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, allein oder in Verbindung mit Nebenbestandtheilen aus anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter die kurzen Waaren fallen, und zwar je nachdem der dem Gewichte nach überwiegende Bestandtheil besteht:				
a	aus Gusseisen	"	2	50	
b	aus Schmiedeisen oder Stahl .	"	4	—	
c	aus nicht besonders benannten unedlen Metallen.	"	7	50	
	Kurze Waaren, d. i. alle Waaren aus Gold, Silber und anderen edlen Metallen, Edelsteinen, echten und unechten Perlen und Korallen, Bernstein, Gagat, Schildpatt, Menschenhaaren, bossirtem Wachse, unedlen Metallen, die echt vergoldet, versilbert, oder mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen sind, mit Ausnahme der plattirten (versilberten) Drähte,				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		Bleche und Platten aus Kupfer und Messing; Verbindungen aus diesen Stoffen untereinander und mit anderen Materialien (insoweit sie nicht zu den Kleidungen und Putzwaaren gehören), und ähnliche dieser Tarifsabtheilung ausdrücklich eingereihte Waaren.				
	a	Feinste, d. i.:				
		1. Waaren aus Gold und Silber (mit Ausnahme der Bleche, Folien, des Blattgoldes und Blattsilbers), gefassten Edelsteinen, echten Perlen;				
		2. dieselben in Verbindung mit Webe- und Wirkwaaren, Korallen, Halbedelsteinen, unechten Perlen und Steinen (Glasflüssen), Bernstein, Gagat, Schildpatt, Menschenhaaren;				
		3. goldene und silberne Taschenuhren	1 Ctr. netto	262	50	
	b	Feine, d. i.:				
		1. Gold- und Silberbleche, Gold- und Silberfolien, echtes Blattgold und Blattsilber;				
		2. Waaren aus Gold, Silber, Edelsteinen, echten Perlen, in anderen als den unter *a*, Zahl 2 und 3 genannten Verbindungen;				
		3. Waaren aus Platin oder anderen edlen Metallen, ausser Gold und Silber, aus unechten Perlen, echten oder unechten Korallen, gefasst;				
		4. Waaren aus echt vergoldeten oder echt versilberten unedlen Metallen, Herren- und Frauenschmuck aus, mit einem gold- oder				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
	silberhältigen Lack überzogenen unedlen Metallen; 5. alle diese Zahl 3 und 4 genannten Waaren auch in Verbindung mit anderen Materialien, insoweit diese Verbindungen nicht unter *a*, Zahl 2 begriffen sind; 6. Taschenuhren, mit Ausnahme der goldenen und silbernen, unechte Perlen, künstliche Zähne, Fächer, zubereitete Schmuckfedern, sowie Arbeiten aus denselben und aus Menschenhaaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter *a*, Zahl 2 begriffen sind; 7. Verbindungen der Webe- und Wirkwaaren mit anderen Materialien, insoferne diese Verbindungen nicht unter *a*, Zahl 2, oder die Kleidungen und Putzwaaren gehören	1 Ctr. netto	100	—	
c	Gemeine, d. i.: 1. Wand- und Stutzuhren, mit Ausnahme der hölzernen Hänguhren; 2. Waaren aus unedlen Metallen mit einem gold- oder silberhältigen Lack überzogen, Herren- und Frauenschmuck aus unecht vergoldeten oder unecht versilberten unedlen Metallen; 3. Waaren aus gefassten Halbedelsteinen, Schildpatt, Bernstein, Gagat; 4. Waaren aus bossirtem Wachse; 5. alle diese Waaren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, insoweit diese Ver-				

1865

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
		bindungen nicht unter *a* und *b* begriffen sind;				
		6. Operngucker und gefasste Augengläser;				
		7. Arbeiten aus Goldschlägerhäutchen und Darmsaiten mit Seide übersponnen . .	1 Ctr. netto	50	—	Anmerkung 2 entfällt.
	d	Darmsaiten (sonstige)	„	30	—	
		Anmerkungen zur Tarifsabtheilung 75.				
		1. Die Waaren der Tarifposten 58 *b*, 60 *g*, 63 *b*, 64 *d*, 65 *e*, 67 *d*, 68, 69 *c* 1, 2, 70 *e*, können auch als kurze Waaren, gemeinste, mit dem Zolle von 15 fl. für den Centner netto und in den Fällen, wo die Erklärung nach allgemeinen Benennungen gestattet ist, als kurze Waaren erklärt werden.				
		2. Kinderspielwaaren etc.				
76		Chemische Producte und Farbwaaren:				
	a	Arzeneiwaaren, zubereitete, als: Latwerge, Mixturen, Pillen, Pulver, künstliche Balsame, Pflaster, Salben, Tincturen, Medicinal-Essige, -Honige, -Weine, Conserven, Pasten, Salsen, insoweit nicht einige der drei letzteren zu den feinen Esswaaren gehören; alle in Kapseln eingehüllten Arzeneien, alle durch ihre Etiquetten, Umschläge u. dgl. sich als Arzeneimittel ankündigenden Essenzen, Haarfärbemittel, Extracte, dann Mithridat oder Theriak, Viehmithridat . .	„	15	—	
		Anmerkung 1. Kommen diese Gegenstände in Umschliessungen vor, welche ihrer Beschaffenheit nach zu den kurzen Waaren gehören, so unterliegen sie dem Zolle der *Umschliessung*.				

1865

Post	Benennung der Gegenstände	Für die Einfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
b	Leim (Fisch- [Hausenblasen], Horn-, Leder-, Mundleim), Kraftmehlproducte (Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe, Leogomme, Gummisurrogate), Schwärzen (Russ- und Kohlenschwarz aller Art, mit Ausnahme der Knochenkohle, wie auch Kohlenpulver, Buchdrucker- und Frankfurter Schwärze) und Wagenschmiere, *Gallerte und Schuhwichse*	1 Ctr. sporco	—	75	
c	Chemische Producte und Farbwaaren, feine, als: Kirschlorbeerwasser, dann alle Tinten, *Tintenpulver*, Firnisse, Polituren, Schminken, *Parfümeriewaaren*, Tusche, Reisskohlen, Bleistifte, Pastell- und Rothstifte, alle Farben in Muscheln, Pasten und Kästchen	1 Ctr. netto	15	—	
	Anmerkungen. 2. Schminke, weisse, ist nur gegen besondere Bewilligung der obersten Medicinalbehörde des Kronlandes einzuführen erlaubt.				Anmerkung 2 und 3 alt entfallen, 4 wird 2.
d	Chemische Producte und Fabrikate, nicht besonders benannte (nicht in anderen Tarifposten enthaltene). Insbesondere gehören hierher: Feuerwerkskörper, Hefe, künstliche, Fabrikate aus Gallerten, Räucherkerzchen, Siegellack, Wachs, gefärbtes, Limoniensaft in Flaschen, *Chloroform*, *Schwefeläther*, *Quecksilber-Präparate (auch Zinnober)*	„	5	—	
	Zündwaaren:				
a	Gemeine etc.	1 Ctr. sporco	—	75	
b	Kupferzündhütchen (gefüllte) .	1 Ctr. netto	16	—	

1865

II. Aenderungen in der Ausfuhr.

Abtheilung	Post	Benennung der Gegenstände	Für die Ausfuhr: Massstab der Verzollung	Zollbetrag fl.	Zollbetrag kr.	Anmerkung
13		Pflanzen und Pflanzentheile:				
	b	Maulbeerblätter	1 Ctr. sporco	frei		
17		Felle und Häute, roh:				
	a	Felle und Häute, gemeine etc.	„	2	50	
18		Haare, Borsten und Federn:				
	a	Haare, nicht besonders benannte etc.	„	frei		
	b	Hunds-, Reh-, Rinds- und Ziegenhaare	„	frei		
29		Holz:				
	a	Brennholz etc.	100 Kubikf.	frei		
	b	Werkholz, gemeines etc. . . .	„	frei		
34		Farb- und Gärbestoffe:				
	c	Eicheln etc.	1 Ctr. sporco	frei		
37		Chemische Hilfsstoffe:				
	b	Pottasche etc.	„	frei		
	c	Weinstein, roh etc.	„	frei		
38		Erze:				
	b	Gold- und Silberstufen	„	frei		
	c	Kobalt- und Nickel-Erze und -Speise	„	frei		
48		Seide:				
	a	Seidengalleten (Cocons) . . .	„	frei		
	b	Seide, roh etc.	„	frei		
	c	Seidenabfälle, ungesponnen . .	„	frei		
	d	Seide, roh, filirt etc.	„	frei		
80		Abfälle:				
	c	Lumpen (Hadern) etc.	„	3	—	
		Anmerkung. In der Ausfuhr aus Ungarn etc.	„	2	—	
	d	1. Knochen (d. i. eigentliche Knochen und Knochenmehl), Klauen, Füsse, Hautabschnitzel (Leimleder)	„	—	75	
		2. Hörner (sowohl ganze als in Spitzen und Scheiben, oder geraspelt), Knochenkohle (Spodium), Lederabschnitzel, alte zerrissene Lederstücke	„	frei		

306. 1865

4 juillet 1865.

›rdonnance du ministère I. R. des finances concernant ɜ contrôle des marchandises qui proviennent des états de l'union douanière, mais non en libre circulation.

(F. V. B. 1865, Nr. 33.)

'eberwachung der aus den Staaten des deutschen Zoll- und 'andelsvereines nach Oesterreich eintretenden Waaren des gebundenen Verkehrs.

Giltig für die an diese Staaten grenzenden Kronländer.

Vom 1. Juli l. J. angefangen entfällt nach §. 10 des Zollcartells m 11. April l. J. die Mittheilung wochentlicher Uebersichten der aaren des gebundenen Verkehres zwischen den Zollämtern Oesterichs und jenen des Zollvereines, welche bisher vorgeschrieben war, d es können daher diese Uebersichten nicht mehr zur buchhalteriıen Censur benützt werden, ob die Waaren, für welche die Benstigungszölle für den Zwischenverkehr mit dem Zollverein angeındet werden, wirklich aus dem freien Verkehre des Zollvereines stammen oder nicht.

Da nun so lange, als in Oesterreich ein Theil der in der Ange *A* des Vertrages vom 11. April 1865 im Verkehre mit dem Zollreine festgesetzten Zölle, nicht auch auf den allgemeinen Verkehr ıwendung findet, die Nothwendigkeit einer ähnlichen Controle fortsteht, so werden die Grenzinspectoren und Finanzwachcommissäre ter Benützung der nach Artikel 4 des Zollcartells und nach Absatz , Z. 1, der Vollzugsvorschriften ihnen eingeräumten Befugnisse, ı Zeit zu Zeit durch Einsicht in die Aufschreibungen der vereinsıdischen Zollämter sich Notizen (Stichproben) über die im gebunıen Verkehre nach Oesterreich ausgetretenen Waarensendungen verschaffen, diese mit den Aufschreibungen der österreichischen llämter zu vergleichen, und die Ergebnisse dieser Vergleichung ɜrsichtlich darzustellen haben, wozu sich des dem Erlasse vom 14. Juli 54, Z. 629-I. N. C. beigefügten Formulars bedient werden kann.

Im Falle wahrgenommener Differenzen sind diese weiter zu vergen, um allfällige Unrichtigkeiten der gesetzlichen Behandlung zu ührен.

Die auf solche Art verfassten Uebersichten sind den halbjähriı Berichten über die Erfolge des Zollcartells beizuschliessen.

1865 **307.**

14 juillet 1865.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à la convention conclue entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière, pour empêcher la falsification du timbre et des certificats officiels.

(R. G. B. 1865, Nr. 52.)

Kundmachung des Ministeriums des Aeussern vom 14. Juli 1865, betreffend den Beitritt des Herzogthums Sachsen-Altenburg zu dem zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahrgang 1865).

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekannt gemacht, dass die herzoglich Sachsen-Altenburgische Regierung dem mittelst Ministerialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des Reichs-Gesetz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse, laut einer Ministerialerklärung ddo. Altenburg 28. Juni d. J., welche gegen eine entsprechende k. k. österreichische Ministerialerklärung ddto. Wien, 14. Juli d. J. ausgewechselt wurde, beigetreten ist.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L.

308. 1865

31 juillet 1865.

ıblication du ministère des affaires étrangères concer-
:nt une convention entre le gouvernement autrichien
celui des Principautés-Unies de Moldavie et Valachie
lative au traitement des déserteurs et des vagabonds.

(R. G. B. 1865, Nr. 57.)

lass des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom . Juli 1865, womit das zwischen der k. k. österreichischen gierung und der Regierung der vereinigten Fürstenthümer der ldau und Wallachei getroffene Uebereinkommen in Betreff der handlung der gegenseitigen Deserteure, Conscriptionsflüchtlinge und Vagabunden kundgemacht wird.

Giltig für das ganze Reich.

Nachdem die vorlängst zwischen der k. k. österreichischen gierung und den damaligen Regierungen der Fürstenthümer Moldau l Walachei wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure und gabunden bestandenen Cartelle den gegenwärtigen Verhältnissen Verkehre der bezüglichen Grenzländer nicht mehr entsprechen ınten, ist die k. k. österreichische Regierung mit der Regierung vereinigten Fürstenthümer der Moldo-Walachei mittelst eines zu :arest am 6. Juni 1865 erneuerten Cartells über folgende Be-ımungen übereingekommen, welche hiermit zur öffentlichen Kennt-ı gebracht werden:

1. Jeder zur bewaffneten Macht, die Gendarmerie und Grenz-:he mit einbegriffen, gehörige Mann, welcher sich ohne regel-ısigen Pass oder Marschroute auf das Territorium des anderen ıdes begeben sollte, wird auch ohne vorhergegangene Reclamation ımt Waffen und Montur ausgeliefert werden, sobald seine Eigen-aft erkannt wurde.

2. Jeder zu einer der obenbezeichneten Kategorien gehörige r zum Militärdienste bestimmte Mann, wenn derselbe auch mit :m regelmässigen Passe versehen, die Grenze überschritten hat, d ausgeliefert werden, sobald er von seiner Regierung auf Grund :r authentischen Erklärung seitens der competenten Behörde amirt wird.

3. Die Unterthanen der einen der contrahirenden Regierungen den zum Militärdienste der anderen nur mit der ausdrücklichen willigung ihrer Regierung zugelassen werden.

Der alleinige Umstand ihrer Zulassung zum fremden Militär-ıste wird nicht hinreichen, um ihre Nationalität zu ändern.

1865 4. Den Unterthanen der einen der beiden Regierungen, welche zur Zeit der Veröffentlichung des gegenwärtigen Uebereinkommens bereits im wirklichen Militärdienste der anderen sich befinden sollten, bleibt es freigestellt, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren oder ferner in dem Dienste zu verbleiben, in welchem sie sich eben befinden.

Diese Wahl hat binnen sechs Monaten vom Tage der Kundmachung des gegenwärtigen Uebereinkommens stattzufinden.

Im ersteren Falle sind diese Militärpersonen augenblicklich und ohne irgend eine Einwendung zu entlassen, und sollen keinerlei Strafe wegen ihrer Entfernung oder selbst wegen ihrer Desertion, wenn eine solche stattgefunden hätte, unterworfen werden.

Wenn sie aber im Gegentheile freiwillig erklären, im Dienste des anderen Landes verbleiben zu wollen, so soll daraus in ihrem Vaterlande wider sie weder Untersuchung noch Verfolgung erwachsen.

5. Die Unkosten, welche durch die Verhaftung, Bewachung und Auslieferung der zurückzustellenden Deserteure oder Militärflüchtlinge, dann durch ihren Transport bis an die Grenze verursacht werden, sowie die Kosten für deren Verpflegung im Falle ihrer Erkrankung werden gegenseitig von derjenigen Regierung getragen werden, auf deren Gebiete sie ergriffen worden sind.

6. Kein Angehöriger des einen der beiden contrahirenden Theile, welcher nicht in die im obigen Artikel 1 erwähnten Kategorien gehört, darf, wenn er nicht im Besitze eines ordnungsmässigen Passes, Passirscheines oder Erlaubnissschreibens sich befindet, zum Eintritte in das andere Land zugelassen, sondern soll an der Grenze zurückgewiesen, und falls er das andere Land bereits betreten hat, in sein Vaterland zurückgeschickt werden.

Was den täglichen Verkehr der Grenzanwohner, wie solcher seit jeher zwischen beiden Ländern bestand, anbelangt, so wird demselben kein Hinderniss in den Weg gelegt werden.

7. Gegenwärtige Uebereinkunft soll allsogleich nach ihrer in der durch die Gesetze der beiden Länder vorgeschriebenen Weise erfolgten Kundmachung giltig und wirksam sein und durch sechs Jahre in Wirksamkeit verbleiben. Im Falle, dass sechs Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keine der beiden Regierungen dieselbe aufgekündigt hätte, hat sie für weitere sechs Jahre ihre Giltigkeit zu behalten, und so fort von sechs zu sechs Jahren.

Wien, am 31. Juli 1865.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

309.

1865

5 août 1865.

rdonnance du ministère I. R. des finances concernant s taxes à payer des biens meubles d'un sujet bavarois décédé en Autriche.

(F. V. B. 1865, Nr. 38.)

ebührenbehandlung des beweglichen Nachlasses der in den terreichischen Staaten verstorbenen königlich bayerischen Unterthanen.

An sämmtliche Finanzlandesbehörden.

Von dem hierlands befindlichen beweglichen Nachlasse eines in sterreich verstorbenen königl. bayerischen Unterthans ist die Vergensübertragungsgebühr nach den Bestimmungen der Gesetze m 9. Februar und 2. August 1850 abzunehmen, weil auch im nigreiche Bayern der bewegliche Nachlass eines dort verstorbenen terreichischen Unterthans von den in diesem Lande bestehenden bühren keine Ausnahme geniesst.

Wien, am 5. August 1865.

310.

5 août 1865.

raité entre l'Autriche, la Bavière et la Suisse pour la nstruction d'un chemin de fer de Lindau à St. Marrethen, et de Rüthi à Feldkirchen. Conclu à Munic. atifications échangées à Vienne le 13 décembre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 138.)

atsvertrag vom 5. August 1865 zwischen Oesterreich, Bayern d der Schweiz, über die Herstellung einer Eisenbahn von ndau über Bregenz nach St. Margarethen, sowie von Rüthi nach ldkirch. Abgeschlossen zu München am 5. August 1865; Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am . November 1865. Die Auswechslung der Ratificationen erfolgte zu Wien am 13. December 1865.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von sterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenen Seiner jestät des Königs von Bayern und der schweizerischen Eidgenossenaft zum Zwecke der Herstellung einer Eisenbahn von Lindau

1865 über Bregenz nach St. Margarethen, sowie von Rüthi nach Feldkirch am 5. August 1865 zu München ein Vertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet wie folgt:

Staatsvertrag zwischen Oesterreich, Bayern und der Schweiz, über die Herstellung einer Eisenbahn von Lindau über Begrenz nach St. Margarethen, sowie von Rüthi nach Feldkirch.

Die Regierungen von Oesterreich und Bayern, sowie der schweizerische Bundesrath Namens der schweizerischen Eidgenossenschaft und des Cantons St. Gallen, in der Absicht, eine Vervollständigung des Eisenbahnnetzes in den an dem Bodensee gelegenen Gebietstheilen zu bewerkstelligen, haben zum Zwecke einer hierüber zu treffenden Vereinbarung Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Den Ministerialrath im k. k. Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, Herrn Dr. Vincenz Ritter von Maly;

Seine Majestät der König von Bayern:

Den Ministerialrath im königlichen Staatsministerium des königlichen Hauses und des Aeussern, Herrn Wilhelm Weber, und den Ministerialrath im königlichen Staatsministerium des Handels und der öffentlichen Arbeiten, Herrn Michael Suttner;

Der schweizerische Bundesrath Namens der Eidgenossenschaft und des Cantons St. Gallen:

Den Regierungsrath Herrn Franz Hagenbuch von Zürich;

Den Landammann Herrn Arnold Otto Aepli von St. Gallen;

welche nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten über folgende Punkte übereingekommen sind.

Artikel 1.

Es soll

a) eine Eisenbahn von Lindau nach Bregenz und von da nach St. Margarethen zur Verbindung mit den vereinigten Schweizerbahnen;

b) eine Bahn von Feldkirch gegen Rüthi, gleichfalls zum Anschlusse an die vereinigten Schweizerbahnen, hergestellt werden.

Artikel 2.

Die ad *a)* erwähnte Bahn soll sowohl in Lindau als an ihrem anderen Endpunkte auf schweizerischem Gebiete mit den dort mündenden Eisenbahnen in unmittelbare Verbindung gesetzt, und daher in die bereits bestehenden oder noch zu errichtenden Bahnhöfe eingeführt werden.

Im Falle auf österreichischem Gebiete Eisenbahnen mit der Richtung auf Bregenz erbaut werden, sollen diese mit der Bahn Lindau-Bregenz-St. Margarethen vereinigt werden.

Artikel 3. 1865

Die königl. bayerische Regierung wird dem Concessionär der ahn die Mitbenützung des Bahnhofes Lindau unter angemessenen edingungen gestatten.

Dieselbe Mitbenützung wird dem Concessionär in den Bahnhöfen ı St. Margarethen und bei Rüthi von Seiten der schweizerischen ahnverwaltung gestattet werden, und es wird die Regierung von :. Gallen hierfür nöthigen Falles die geeignete Vorsorge treffen.

Artikel 4.

Die Bestimmung der speciellen Bahnlinie sowie der Stationsätze bleibt jeder Regierung auf ihrem Gebiete vorbehalten, jedoch ıll, so viel möglich, die kürzeste Linie zwischen den im Artikel 1 ɜnannten Hauptpunkten der Bahn eingehalten werden.

Der unmittelbare Anschluss der einzelnen Bahnabtheilungen an ɜr Landesgrenze in horizontaler wie verticaler Linie, bleibt einer ıchträglichen Vereinbarung auf Grund technischer Untersuchung ırbehalten.

Zu diesem Ende sollen die Detailpläne der Grenzstrecken vor ɜginn der Ausführung gegenseitig mitgetheilt werden, auch die bauhrenden Techniker während des Baues dieser Strecken sich in fortährendes Benehmen setzen.

Artikel 5.

Der Bau der im Artikel 1, ad *a)* erwähnten Bahn wird auf ıyerischer Strecke von der königlich bayerischen Staatsregierung ɔernommen werden.

Der Bau der Bahnabtheilung auf schweizerischem Gebiete ist ɔn der Regierung des Cantons St. Gallen und beziehungsweise von ɜr Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft ɜreits im Jahre 1863 den Herren P. Talabot, Ed. Hentsch und d. Blount übertragen worden.

Die k. k. österreichische Regierung beabsichtigt, den Bau der ıhnstrecke auf österreichischem Gebiete demselben Consortium zu ɔertragen, und wird seinerzeit von der ertheilten Concession den ɜiden mitcontrahirenden Regierungen Mittheilung machen.

Artikel 6.

Der Bau der genannten Bahnstrecken soll in der Art betrieben erden, dass dieselben längstens innerhalb 3 Jahren von dem Tage ɜr Ratification des gegenwärtigen Vertrages, resp. der Ertheilung ɜr Concession für die österreichische Bahnstrecke, falls letztere ıäter erfolgten sollte, an gerechnet, dem regelmässigen Betriebe ɔergeben werden können.

1865

Artikel 7.

Um den Betrieb der ganzen Bahnstrecke von Lindau bis St. Margarethen so einheitlich wie möglich zu machen, soll derselbe nur einer einzigen Betriebsverwaltung übertragen werden.

Zu diesem Ende erklärt sich die königl. bayerische Regierung bereit, den Betrieb auf der Bahnstrecke von Lindau bis zur bayerisch-österreichischen Grenze den Concessionären, und beziehungsweise im Falle der Uebertragung der Betriebsrechte an die vereinigten Schweizerbahnen, diesen letzteren gegen eine angemessene Pachtrente zu überlassen. Die näheren Bestimmungen hierüber, sowie überhaupt über die Verhältnisse des gemeinschaftlichen Bahndienstes im Bahnhofe zu Lindau werden durch einen besonderen Vertrag der beiderseitigen Betriebsverwaltungen geregelt werden.

Artikel 8.

Die gesammten Bahnstrecken sollen gleichmässig eine Spurweite von 4 Fuss $8^1/_2$ Zoll englischen Masses im Lichten der Schienen erhalten.

Das für den durchgehenden Verkehr bestimmte Transportmaterial soll so eingerichtet sein, dass es ohne alle Behinderung sowohl auf die königl. bayerische Staatsbahn, als auch auf die vereinigten Schweizerbahnen, sowie auf die von Lautrach in der Folge über Dornbirn oder Feldkirch hinaus zu erbauende österreichische Eisenbahn übergehen kann.

Die sonstigen Betriebseinrichtungen sollen ebenfalls soviel möglich in Uebereinstimmung mit den bereits bestehenden gebracht werden.

Die von einer der contrahirenden Regierungen in Betreff ihrer Betriebsfähigkeit gehörig geprüften Locomotiven und Waggons sollen ohne weiters auch auf die in dem Gebiete der anderen Staaten liegenden Strecken der im Artikel 1 erwähnten Bahnen übergehen können.

Artikel 9.

In Bezug auf die zu erbauenden Rheinbrücken wird festgesetzt, dass die Ueberbrückung des Rheines auf der Linie St. Margarethen-Bregenz-Lindau bei Brugg, jene auf der Linie Rüthi-Feldkirch in thunlichster Nähe bei der Station Rüthi zu geschehen hat.

Diese Brückenbauten sind mit den Rhein-Correctionsbauten in beiderseitig entsprechende Uebereinstimmung zu bringen, und nach den von den Regierungen Oesterreichs und der Schweiz einverständlich zu genehmigenden Plänen zu construiren, wobei diese Regierungen gegenseitig die Anbringung von Trottoirs von $1^1/_2$ Meter Breite für Fussgänger gestatten.

Es geben ferner die k. k. österreichische und die Regierung des 1865
ons St. Gallen, letztere unter Vorbehalt der Genehmigung der
lesbehörde, ihre Zustimmung, dass die gedachten beiden Rhein-
ken entweder gleich ursprünglich dermassen construirt oder in
'olge erbreitert werden dürfen, dass dieselben auch für gewöhn-
Fuhrwerke benützt werden können.

Artikel 10.

Die volle Landeshoheit (also auch die Ausübung der Justiz- und
eigewalt) bleibt jeder Regierung für die auf ihrem Gebiete be-
chen Bahnstrecken unbedingt und ausschliesslich vorbehalten.

Artikel 11.

Die Ausübung der Bahnbetriebspolizei soll unter Aufsicht der
in jedem Staatsgebiete competenten Behörden und in Gemäss-
ler für jedes Gebiet geltenden Vorschriften zunächst durch
eamten der Eisenbahnbetriebsverwaltung gehandhabt werden,
en sowohl in Oesterreich als in Bayern und der Schweiz die-
n Befugnisse eingeräumt werden, welche dort im Allgemeinen
e Beamten anderer Privatbahnen Geltung haben.

Artikel 12.

Die Ernennung des Betriebspersonales steht, vorbehaltlich der
er in den Concessionsurkunden getroffenen Bestimmungen, der
bsverwaltung zu.
Das gesammte Beamten-, Diener- und Arbeiterpersonale unter-
den Gesetzen und Polizeiverordnungen desjenigen Staates, in
em sie sich befinden.
Bei allenfallsigen Verhaftnahmen soll jedoch in Fällen, in welchen
erzug mit keinerlei Gefahr verbunden ist, auf die Erfordernisse
enstes billige Rücksicht genommen, und auch die Oberbetriebs-
le hiervon in Kenntniss gesetzt werden.

Artikel 13.

'ersonen, welche wegen gemeiner Verbrechen oder Vergehen,
Schleichhandels oder schwerer Gefällsübertretungen rechts-
verurtheilt worden sind, dürfen auf den im gegenwärtigen
ge genannten Bahnstrecken nicht verwendet werden.

Artikel 14.

ie Festsetzung der Tarife und Fahrordnungen bleibt, insoferne
von Oesterreich und der Schweiz ertheilten Concessionen oder
den drei contrahirenden Staaten bestehenden Gesetze und
nungen über den Betrieb von Eisenbahnen vorschreiben, der
nigung der betreffenden Regierungen bezüglich ihrer Bahn-
n vorbehalten.

1865 Es soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern der contrahirenden Staaten gemacht werden; namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen Staates in das Gebiet eines anderen Staates übergehenden Transporte weder in Beziehung auf die Abfertigung, noch rücksichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem betreffenden Staate abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Artikel 15.

Die Unternehmung der im Artikel 1 erwähnten Bahnen ist verpflichtet, anderen schweizerischen Bahnunternehmungen den Betriebsanschluss in der Weise zu gestatten, dass, soweit solches im Interesse eines zusammenhängenden Betriebes nothwendig erscheint, durchgehende Wagen für den Güterverkehr (wobei die Wagen der fahrenden Postbureaus inbegriffen sind) und directe Personen-, Gepäck- und Waarenexpeditionsscheine zugelassen werden; sowie dass die Tarifsätze nicht zu Ungunsten der einmündenden Bahnlinien ungleich gehalten werden.

Der eingangserwähnten Bahnunternehmung wird hinwieder die gleiche Berechtigung in allen vorgenannten Beziehungen gegenüber den schweizerischen Bahnunternehmungen zugesichert.

Artikel 16.

Die Bahn zwischen Lindau und St. Margarethen sowie jene von Feldkirch über Rüthi nach St. Margarethen werden in allen drei betreffenden Gebieten als allgemeine Zollstrasse erklärt, und auf denselben allen nicht einem für alle Strassenzüge jener Gegend giltigen Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote unterliegenden Waaren der Ein- und Austritt sowohl bei Tag als bei Nacht ohne Unterschied der Wochen-, Sonn- oder Festtage für den vorschriftmässigen Bahnbetrieb gestattet.

Für Gegenstände, welche in den contrahirenden Staaten zu den Staatsmonopolen gehören, bleiben bei der Einfuhr die einschlägigen in jedem Staate bestehenden gesetzlichen Bestimmungen massgebend.

Die Durchfuhr solcher Gegenstände unterliegt lediglich den allgemeinen zollordnungsmässigen Controlen.

Artikel 17.

Für den Gütertransit auf den vorgenannten Bahnstrecken tritt Freiheit von allen Durchgangsabgaben ein, und es soll der Verkehr auf denselben bezüglich der Zollbehandlung in jeder zulässigen Weise begünstigt werden.

Die Regierung der Schweiz gestattet daher insbesondere den aus Oesterreich kommenden Gütern, welche mit Begleitschein im

Streckenzuge aus Bayern in Bregenz eintreffen, den freien Durchzug 1865
auf der Strecke St. Margarethen-Feldkirch, und ebenso denjenigen Gütern, welche umgekehrt von Feldkirch über Bregenz durch Bayern nach Oesterreich transitiren.

Auch sollen die aus dem deutschen Zollvereine über die gedachte Strecke nach Oesterreich und umgekehrt von Oesterreich nach dem deutschen Zollvereine gehenden Güter dieselben Begünstigungen geniessen, als wenn dieselben unmittelbar aus dem Zollvereine in Oesterreich und beziehungsweise von Oesterreich in den Zollverein eintreten würden.

Artikel 18.

Die Zollbehandlung an der bayerisch-österreichischen Grenze hat bayerischerseits in Lindau, österreichischerseits in Bregenz stattzufinden, wobei jedoch, wenn die Bedürfnisse des Verkehres in der Folge eine andere Einrichtung erfordern sollten, weitere Verabredungen der Regierungen von Bayern und Oesterreich vorbehalten bleiben.

An der österreichisch-schweizerischen Grenze sollen für die Zollbehandlung vereinigte (österreichisch-schweizerische) Zollämter zu Lautrach und auf der Station Rüthi mit den erforderlichen Befugnissen errichtet werden.

An den gleichen Orten hat auch die Passrevision und überhaupt die Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei stattzufinden.

Die Eisenbahnverwaltung ist verpflichtet, auf den genannten Stationen die für den Zoll-, Post-, Telegraphen- und Polizeidienst von den betheiligten Regierungen erforderlich anerkannten Localitäten den gedachten Aemtern zur unentgeltlichen Benützung zur Verfügung zu stellen.

Jeder der betreffenden Zollbehörden steht es frei, die Züge innerhalb des Landes und bis zur nächsten Station des Nachbarlandes durch Zollbedienstete begleiten zu lassen.

Die Eisenbahnverwaltung ist verpflichtet, für dieses Personale das erforderliche Unterkunftslocale herzustellen, und demselben die nöthigen Sitzplätze auf einem der Wagen in der Art, dass der ganze Zug übersehen werden kann, und den von der Begleitung zurückkehrenden Bediensteten in einem der Personenwagen mittlerer Classe die unentgeltliche Rückreise zu gewähren.

Auch wird diesem Begleitungspersonale das Recht zum Eintritte und angemessenen Verweilen in allen Classen der Personenwagen zugestanden.

Artikel 19.

Waaren, welche in vorschriftmässig mit Plomben oder Schlössern geschlossenen Coulissenwagen oder in plombirten Blachenwagen

1865 untergebracht sind, werden von Bayern aus direct an alle Stationsplätze Oesterreichs und der Schweiz, die an Eisenbahnen liegen und an welchen sich eine competente Zollabfertigungsstelle befindet, und ebenso umgekehrt von Oesterreich und der Schweiz aus nach allen dergleichen Stationsplätzen des Zollvereines befördert, ohne dass an den Landesgrenzen oder Zwischenplätzen eine Umladung oder Waarenrevision eintritt, soferne die in den Wagen befindlichen Güter für einen und denselben Bestimmungsort gehören, und soweit nicht ein dringender Verdacht eines Unterschleifes vorliegt; jedoch unterliegen diese Waaren bei den Zollämtern an den bayerischen, beziehungsweise schweizerischen Grenzübertrittspunkten, dem zollamtlichen Ansageverfahren, wogegen der unmittelbare Transit dieser Güter durch Oesterreich von jeder zollamtlichen Behandlung daselbst unberührt und nur der nöthigen Aufsicht zur Verhütung von Defraudationen unterstellt bleibt.

Jede Zollbehörde respectirt hierbei den von den Zollbehörden eines der contrahirenden Staaten angelegten Zollverschluss, so lange derselbe den vorschriftmässigen Bedingungen entspricht, und unter dem Vorbehalte, den eigenen Verschluss beizufügen, wenn sie es für angemessen erachtet.

Die Verschlussanlage der Zollbehörden anderer mit Bayern oder Oesterreich zollgeeinigter Staaten, wird jener der Zollbehörden Bayerns oder Oesterreichs gleichgeachtet.

Artikel 20.

Jeder Wagenzug mit Gütern muss mit einem nach dem Bestimmungsorte ausgeschiedenen Ladungsverzeichnisse in doppelter Ausfertigung begleitet werden, welches die richtige Benennung der Waaren, die Zahl und Bezeichnung der Colli und das Bruttogewicht nebst den Frachtbriefen und anderen Belegen zu enthalten hat, und von der Eisenbahnverwaltung, welche die Güter übernimmt, nach demjenigen Formulare auszustellen ist, welches die Zollverwaltungen der betheiligten Regierungen im wechselseitigen Einverständnisse festsetzen werden.

Artikel 21.

Die näheren Förmlichkeiten der zollamtlichen Abfertigung der ein- und ausgehenden Güter, der Passagiereffecten und des Reisegepäckes, sowie die Bestimmungen über die Beschaffenheit der Transportmittel und die Behandlung etwa vorkommender Verschlussverletzungen, sollen von den Zollverwaltungen der betheiligten Staaten einverständlich festgesetzt werden, wobei im Interesse der Förderung des Verkehres jede nach den Gesetzen der contrahirenden Staaten zulässige Erleichterung und Vereinfachung stattfinden soll.

Artikel 22. 1865

Die im Artikel 1 erwähnten Bahnen sollen auch zur Beförderung Postsendungen benützt werden. Zu diesem Zwecke werden die tverwaltungen von Bayern, Oesterreich und der Schweiz das Ein-ständniss pflegen, um für einen von jeder Hauptstation täglich ehenden Zug die Abfahrtstunden und dessen Geschwindigkeit zu immen.

Längs der erwähnten Bahnen soll eine Telegraphenleitung für Bahnbetrieb angelegt werden. Insoferne rücksichtlich der Mani-tion des Post- und des Telegraphendienstes noch besondere Ver-ngen nothwendig sein sollten, werden dieselben von den Post- Telegraphenverwaltungen der betheiligten Staaten verabredet len.

Artikel 23.

Reisende, welche auf der durch gegenwärtigen Vertrag be-mten Eisenbahn durch Oesterreich ohne Aufenthalt transitiren, n während ihres Verweilens in den Bahnhöfen, soferne sie die-en nicht verlassen, keiner speciellen Passcontrole unterzogen len.

Im Uebrigen bleibt die polizeiliche Fremdencontrole jeder erung auf ihrem Gebiete vorbehalten.

Artikel 24.

Im Falle die gedachten auf österreichischem oder schweizerischem ete gelegenen Eisenbahnstrecken durch Einlösung (Rückkauf) Heimfall von den bezüglichen Regierungen erworben werden n, wird für die entsprechende Fortführung des Betriebes auf n Strecken durch ein besonderes Uebereinkommen geeignete orge getroffen werden.

Artikel 25.

Gegenwärtiger Vertrag soll in Oesterreich und Bayern der sherrlichen, in der Schweiz der Genehmigung der Bundes-rden unterstellt werden.

Die Auswechslung der Ratificationsurkunden wird innerhalb vier ten zu Wien vorgenommen werden.

So geschehen München, 5. August 1865.

(L. S.) *Maly* m. p. (L. S.) *Weber* m. p. (L. S.) *Hagenbuch* m. p.
(L. S.) *Suttner* m. p. (L. S.) *Aepli* m. p.

ben wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses aus rtikeln bestehenden Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt und versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns

1865 und Unsere Nachfolger, solchen seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am 20. November im Jahre des Jahre des Heils 1865, Unserer Reiche im siebzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L

Auf Allerhöchste Anordnung Seiner k. k. Apostolischen Majestät:
Max Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

311.

7 août 1865.

Publication ministérielle concernant une convention avec le gouvernement du Duché d'Anhalt relative à la légalisation des documents officiels. Déclaration ministérielle d'Anhalt datée du 2 juillet 1865.

(R. G. B. 1865. Nr. 61.)

Ministerialerklärung vom 7. August 1865, betreffend das für alle Königreiche und Länder des österreichischen Kaiserstaates wirksame Uebereinkommen mit der herzoglich Anhalt'schen Regierung, wegen gewisser Erleichterungen bei der Legalisirung von öffentlichen oder amtlich beglaubigten Urkunden. Ausgewechselt gegen eine entsprechende Erklärung des herzoglich anhalt'schen Staatsministeriums ddo. Dessau 2. Juli 1865.

Nachdem die kaiserlich-königliche österreichische und die herzoglich anhalt'sche Regierung in der Absicht, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehres Erleichterungen bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden in den beiderseitigen Staaten einzuführen, sich über nachstehende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen

:erichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn 1865
ıit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von den Notaren oder anderen nicht unmittelbar im öffent-
n Dienste angestellten Functionären ausgefertigten Urkunden
en mit der Legalisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit
iger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es
en bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, inso-
nicht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle verein-
sind, der Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen — in
ırreich der politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und
nitäts-Angelegenheiten der Centralseebehörde, und bei den
en Militärbehörden ausgefertigten Urkunden des Landes-General-
ıando's; — in Anhalt der Regierung, Abtheilung des Innern
.er Polizei, und bezüglich der von anhalt'schen Militärbehörden
stellten Urkunden der Legalisation durch das anhalt'sche Militär-
ando; — für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden
gen ist eine höhere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen unter-
neten Stellen bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels-
Zollvertrages vom 19. Februar 1853 oder durch besondere
ıredungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der
ubigung durch die leitende Finanzbehörde, — in Oesterreich der
zlandesdirection oder beziehungsweise der Steuerdirection;
Anhalt der Regierung, Abtheilung für Finanzen, beziehungs-
der Zolldirection oder Staatsschuldenverwaltung.
Urkunden, welche von den vorgedachten Behörden selbst aus-
lt werden, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.
Dasselbe gilt von Urkunden, welche von den, dem k. k. öster-
ıchen Finanzministerium und dem k. k. österreichischen
erium für Handel und Volkswirthschaft unmittelbar unter-
ıeten in der Anlage verzeichneten Behörden und Aemtern,
ıeziehungsweise von dem herzoglich anhalt'schen Oberberg-
ıder die an Stelle desselben etwa eintretende Oberbehörde aus-
get werden.

Artikel V.

Die Auszüge aus den ämtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbe-
eln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung der zustän-

1865 digen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der politischen Landesstelle, beim Militär aber des Kriegsministeriums; — in Anhalt bedürfen derlei Auszüge der Beglaubigung der Kreisdirection.

Artikel VI.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheit ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen nur der Legalisirung — in Oesterreich durch das bischöfliche Ordinariat, bei den evangelischen Religionsgenossenschaften durch die vorgesetzte Superintendentur; — in Anhalt bei den Evangelischen durch das betreffende Consistorium, bei den Katholischen durch das Staatsministerium.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando zu legalisiren.

Die Ausfertigungen der Capitel und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach diesem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren Legalisirung.

diese Vereinbarung auch von Seite Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und von Seiner Hoheit dem Herzoge von Anhalt genehmigt worden ist, so ist zur Urkunde dessen von dem k. k. österreichischen Ministerium des Aeussern gegenwärtige Erklärung ausgestellt und unterfertigt worden, um gegen die entsprechende Erklärung des herzoglich anhalt'schen Staatsministeriums ddo. Dessau 2. Juli 1865 ausgewechselt zu werden, und sollen die Bestimmungen dieser Erklärung sofort durch das Reichs-Gesetz-Blatt für das Kaiserthum Oesterreich bekanntgemacht werden, und im ganzen Umfange des Kaiserreiches in Wirksamkeit treten.

So geschehen Wien, am 7. August 1865.

K. K. österreichisches Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Ad Artikel IV. 1865

Verzeichniss
der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction des Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Wien, Gmunden, Salzburg, Gratz, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinenoberverwesamt in Sóovár.
24. Bergweseninspectoratsamt in Agordo.
25. Die Generalinspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

1865

312.

7 août 1865.

Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Grand-Duché de Hesse à la convention entre l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein d'une part, la Prusse et la Bavière de l'autre part relative à la protection légale accordée contre la falsification du timbre et des certificats officiels.

(R. G. B. 1865, Nr. 62.)

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 7. August 1865, betreffend den Beitritt des Grossherzogthums Hessen zu dem zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahrgang 1865).

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekanntgemacht, dass die grossherzoglich hessische Regierung laut einer Ministerialerklärung ddo. 26. Juli 1865, welche gegen eine entsprechende k. k. österreichische Ministerialerklärung vom heutigen Tage ausgewechselt wurde, dem, mittelst Ministerialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des Reichs-Gesetz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der königl. preussischen und der königl. bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse, beigetreten ist.

Wien, am 7. August 1865.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

313. 1865

9 août 1865.

éclaration ministérielle concernant une convention ec le Grand-Duché de Saxe-Weimar relative à la galisations des documents officiels. Déclaration ministérielle de Saxe-Weimar datée de 10 juillet 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 64.)

nisterialerklärung vom 9. August 1865, betreffend das für alle nder des österreichischen Kaiserstaates wirksame Uebereinnmen mit der grossherzoglich Sachsen-Weimar'schen Regierung üglich der Legalisirung der Urkunden. Ausgetauscht gegen e entsprechende Erklärung des grossherzoglich Sachsen-Weimar'schen Ministeriums ddo. Weimar 10. Juli 1865.

Nachdem die kaiserlich-königlich österreichische und die grosszoglich Sachsen-Weimar'sche Regierung in der Absicht, zur Förung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehres Erleichngen bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden gestellten oder beglaubigten Urkunden in den beiderseitigen aten einzuführen, sich über nachstehende Bestimmungen vereint haben:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser eitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen gerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von Notaren ausgefertigten Urkunden müssen mit der alisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei und Verwaltungsbehörden (mit Ausme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es bei den bisigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne nicht ondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, der alisirung der höheren Verwaltungsstellen; — in Oesterreich der tischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitäts-Angenheiten der Centralseebehörde, und bei den von Militärörden ausgefertigten Urkunden des Landesgeneralcommando's; im Grossherzogthume Sachsen entweder des grossherzoglichen atsministeriums, Departement des Innern, oder des betreffenden irksdirectors und bezüglich der von Militärbehörden ausgestellten unden der Legalisation durch das grossherzogliche Militär-

1865 commando, während die von den genannten höheren Verwaltungsstellen selbst ausgefertigten Urkunden einer weiteren Beglaubigung nicht bedürfen.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der denselben untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853 oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Beglaubigung durch die leitende Finanzbehörde; — in Oesterreich durch die Finanzlandesdirectionen und Finanzdirectionen; im Grossherzogthume Sachsen durch das grossherzogliche Staatsministerium, Departement der Finanzen.

Urkunden, welche von den in der Beilage verzeichneten, dem kaiserlich-königlich österreichischen Finanzministerium und dem kaiserlich-königlich österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, bezüglich dem grossherzoglich sächsischen Staatsministerium, Departement der Finanzen, unmittelbar untergeordneten Behörden und Aemtern ausgefertiget worden sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.

Artikel V.

Die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde auch der Beglaubigung der politischen Landesstelle, bei dem Militär aber des Kriegsministeriums; im Grossherzogthume Sachsen bedürfen dergleichen Auszüge neben der Beglaubigung durch die zuständige Kirchinspection auch jener des grossherzoglichen Staatsministeriums, Departement der Justiz und des Cultus.

Artikel VI.

Andere, von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen bei katholischen Aemtern nur der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat, bei den evangelischen in Oesterreich der Legalisirung durch die vorgesetzte Superintendentur, im Grossherzogthume Sachsen der Legalisirung durch die betreffende Kirchinspection und das grossherzogliche Staatsministerium, Departement der Justiz und des Cultus.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando zu legalisiren. Die Ausfertigungen der Capitel und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der

fbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem 1865
:hentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach
:sem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren
galisirung.

diese Vereinbarung auch von Seiten Seiner Majestät des Kaisers
ı Oesterreich und Seiner königlichen Hoheit des Grossherzogs von
:hsen-Weimar genehmigt worden ist, so ist zu Urkund dessen von
ner kaiserlich-königlich Apostolischen Majestät Minister des kaiser-
hen Hauses und des Aeussern gegenwärtige Erklärung ausgestellt
l unterfertigt worden, um gegen eine entsprechende Erklärung
· grossherzoglich Sachsen-Weimar'schen Regierung ausgewechselt
werden, und sollen die Bestimmungen dieser Erklärung nach
olgter Auswechslung durch das Reichs-Gesetz-Blatt für das Kaiser-
ım Oesterreich bekanntgemacht werden und im ganzen Umfange
ı Kaiserreiches in Wirksamkeit treten.

So geschehen in Wien, am 9. August 1865.

m k. k. österreichen Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Graf Alexander *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Verzeichniss

r im Artikel IV, Alinea 2 der „Uebereinkunft" berührten mter und Stellen, deren Urkunden keiner weiteren Beglaubigung bedürfen.

ı) Kaiserlich-königlich österreichische Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Die Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction der Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.

1865 13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwaltamt in Sóovár.
24. Bergweseninspectoratsamt in Agordo.
25. Die Generalinspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

b) Grossherzoglich sächsische Behörden.

1. Der Generalinspector des thüringischen Zoll- und Handelsvereines zu Erfurt.
2. Der grossherzoglich sächsische Generalinspector daselbst.
3. Der Director der grossherzoglichen Forstlehranstalt zu Eisenach.
4. Die Hauptstaatscasse zu Weimar.
5. Die Staatsschuldentilgungscasse zu Weimar.

314.

1865

9 août 1865.

ıblication du ministère des affaires étrangères con-
rnant l'accession du Grand-Duché de Saxe-Weimar,
ı duché de Saxe Cobourg-Gotha et des principautés
: Schwarzbourg-Rudolstadt et de Reuss (ligne cadette)
la convention entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière
lative à la protection légale contre la falsification du
timbre et des certificats officiels.

(R. G. B. 1865, Nr. 65.)

*ındmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und
ı Aeussern vom 9. August 1865, betreffend den Beitritt des
·ossherzogthumes Sachsen-Weimar, des Herzogthumes Sachsen-
burg-Gotha, des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt und
ı Fürstenthumes Reuss jüngerer Linie, zu dem zwischen der k. k.
erreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und
ı Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der königlich preus-
chen und der königlich bayerischen Regierung unter Vor-
halt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines
derseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegen-
tig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung
ı Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen
:scheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularien,
lche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen
nnen, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waaren-
·erschlüsse (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahrgang 1865).*

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit
kannt gemacht, dass die grossherzogliche Regierung von Sachsen-
eimar mittelst einer Ministerialerklärung ddo. Weimar 31. Mai l. J.,
: herzogliche Regierung von Sachsen-Coburg-Gotha mittelst einer
nisterialerklärung ddo. Gotha 28. Juni l. J., die fürstliche Regie-
ng von Schwarzburg-Rudolstadt mittelst einer Ministerialerklärung
o. Rudolstadt 30. Juni l. J., und die fürstlich Reuss'sche Regierung
ıgerer Linie mittelst einer Ministerialerklärung ddo. Gera 24. Juni l. J.,
:lche gegen entsprechende k. k. österreichische Ministerialer-
ärungen vom 9. August 1865 ausgewechselt wurden, dem mittelst
nisterialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des Reichs-
:setz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. österreichischen
ıgierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum
echtenstein einerseits, und der königlich preussischen und der könig-

1865 lich-bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse, beigetreten ist.

Wien, am 9. August 1865.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

315.

10 août 1865.

Publication ministérielle annonçant l'accession du gouvernement du Landgraviat de Hesse à la convention conclue entre plusieurs états de la Confédération Germanique par rapport à l'entretien et à l'enterrement des sujets respectifs.

(R. G. B. 1865, Nr. 66.)

Verordnung des Staatsministeriums, der ungarischen, kroatisch-slavonischen und siebenbürgischen Hofkanzlei vom 10. August 1865, womit der Beitritt der landgräflich hessischen Regierung zu dem zwischen mehreren Regierungen des deutschen Bundes zu Stande gekommenen Uebereinkommen wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener gegenseitiger Staatsangehörigen bekanntgemacht wird.

Giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgrenze.

Im Nachhange zu der im Reichs-Gesetz-Blatte des Jahres 1854, I. Stück, Nr. 6 enthaltenen Verordnung vom 5. Jänner 1854, enthaltend die zwischen der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung und mehreren anderen deutschen Bundesstaaten abgeschlossene Uebereinkunft wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener gegenseitiger Staatsangehörigen, wird hiermit zur allgemeinen Kenntniss gebracht, dass die landgräflich hessische Regierung mittelst der in Darmstadt übergebenen Urkunde vom 17. Mai 1865 obiger Uebereinkunft nachträglich beigetreten ist.

Graf *Belcredi* m. p. Graf *Haller* m. p.
von Majláth m. p. *Mažuranić* m. p.

---

316. 1865

14 août 1865.

Convention signée à Gastein entre l'Autriche et la Prusse.

(Staatsarchiv X, 2011.)

Convention ddo. Gastein 14. August 1865, Abtretung des Herzogthumes Lauenburg an Preussen und Trennung der bisher gemeinsamen Verwaltung der Herzogthümer Schleswig und Holstein.

Ihre Majestäten der König von Preussen und der Kaiser von Oesterreich haben sich überzeugt, dass das bisher bestandene Condominium in den von Dänemark durch den Friedensvertrag vom 30. October 1864 abgetretenen Ländern zu Unzukömmlichkeiten führt, welche gleichzeitig das gute Einvernehmen zwischen Ihren Regierungen und die Interessen der Herzogthümer gefährden. Ihre Majestäten sind desshalb zu dem Entschlusse gelangt, die Ihnen aus dem Artikel III des erwähnten Tractates zufliessenden Rechte fortan nicht mehr gemeinsam auszuüben, sondern bis auf weitere Vereinbarung die Ausübung derselben geographisch zu theilen. Zu diesem Zwecke haben:

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Präsidenten des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto von Bismarck-Schönhausen, Ritter des schwarzen Adler-Ordens, Grosskreuz des St. Stephan-Ordens u. s. w.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich bayerischen Hofe, Gustav Grafen von Blome, Ehrenritter des souveränen Johanniter-Ordens u. s. w.

zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche nach Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachfolgenden Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1. Die Ausübung der von den hohen vertragschliessenden Theilen durch den Artikel III des Wiener Friedenstractates vom 30. October 1864 gemeinsam erworbenen Rechte wird, unbeschadet der Fortdauer dieser Rechte beider Mächte an der Gesammtheit beider Herzogthümer, in Bezug auf das Herzogthum Schleswig auf Seine Majestät den König von Preussen, in Bezug auf das Herzogthum Holstein auf Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich übergehen.

Artikel 2. Die hohen Contrahenten wollen am Bunde die Herstellung einer deutschen Flotte in Antrag bringen, und für dieselbe den Kieler Hafen als Bundeshafen bestimmen. Bis zur Ausführung der dessfallsigen Bundesbeschlüsse benützen die Kriegsschiffe beider Mächte diesen Hafen, und wird das Commando und die Polizei über denselben von Preussen ausgeübt. Preussen ist berechtigt, sowohl

1865 lich-bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse, beigetreten ist.

Wien, am 9. August 1865.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

315.

10 août 1865.

Publication ministérielle annonçant l'accession du gouvernement du Landgraviat de Hesse à la convention conclue entre plusieurs états de la Confédération Germanique par rapport à l'entretien et à l'enterrement des sujets respectifs.

(R. G. B. 1865, Nr. 66.)

Verordnung des Staatsministeriums, der ungarischen, kroatisch-slavonischen und siebenbürgischen Hofkanzlei vom 10. August 1865, womit der Beitritt der landgräflich hessischen Regierung zu dem zwischen mehreren Regierungen des deutschen Bundes zu Stande gekommenen Uebereinkommen wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener gegenseitiger Staatsangehörigen bekanntgemacht wird.

Giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgrenze.

Im Nachhange zu der im Reichs-Gesetz-Blatte des Jahres 1854, I. Stück, Nr. 6 enthaltenen Verordnung vom 5. Jänner 1854, enthaltend die zwischen der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung und mehreren anderen deutschen Bundesstaaten abgeschlossene Uebereinkunft wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener gegenseitiger Staatsangehörigen, wird hiermit zur allgemeinen Kenntniss gebracht, dass die landgräflich hessische Regierung mittelst der in Darmstadt übergebenen Urkunde vom 17. Mai 1865 obiger Uebereinkunft nachträglich beigetreten ist.

Graf *Belcredi* m. p. Graf *Haller* m. p.
von Majláth m. p. *Mažuranić* m. p.

---

316. 1865

14 août 1865.

nvention signée à Gastein entre l'Autriche et la Prusse.

(Staatsarchiv X, 2011.)

ıvention ddo. Gastein 14. August 1865, Abtretung des Herzogmes Lauenburg an Preussen und Trennung der bisher gemeinmen Verwaltung der Herzogthümer Schleswig und Holstein.

Ihre Majestäten der König von Preussen und der Kaiser von terreich haben sich überzeugt, dass das bisher bestandene Conıinium in den von Dänemark durch den Friedensvertrag vom October 1864 abgetretenen Ländern zu Unzukömmlichkeiten rt, welche gleichzeitig das gute Einvernehmen zwischen Ihren ;ierungen und die Interessen der Herzogthümer gefährden. Ihre estäten sind desshalb zu dem Entschlusse gelangt, die Ihnen aus ı Artikel III des erwähnten Tractates zufliessenden Rechte fortan ıt mehr gemeinsam auszuüben, sondern bis auf weitere Vereinıng die Ausübung derselben geographisch zu theilen. Zu diesem ·cke haben:

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Prän-nten des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen An-genheiten, Otto von Bismarck-Schönhausen, Ritter des schwarzen er-Ordens, Grosskreuz des St. Stephan-Ordens u. s. w.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Allerhöchstihren ·lichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmäch-en Minister am königlich bayerischen Hofe, Gustav Grafen von me, Ehrenritter des souveränen Johanniter-Ordens u. s. w.

Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche nach Auswechslung ihrer ·ehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachfolgenden ıkel übereingekommen sind:

Artikel 1. Die Ausübung der von den hohen vertragschlies-len Theilen durch den Artikel III des Wiener Friedenstractates vom October 1864 gemeinsam erworbenen Rechte wird, unbescha-der Fortdauer dieser Rechte beider Mächte an der Gesammtheit ler Herzogthümer, in Bezug auf das Herzogthum Schleswig auf ıe Majestät den König von Preussen, in Bezug auf das Herzogthum stein auf Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich übergehen.

Artikel 2. Die hohen Contrahenten wollen am Bunde die Her-lung einer deutschen Flotte in Antrag bringen, und für dieselbe Kieler Hafen als Bundeshafen bestimmen. Bis zur Ausführung dessfallsigen Bundesbeschlüsse benützen die Kriegsschiffe beider ·hte diesen Hafen, und wird das Commando und die Polizei über selben von Preussen ausgeübt. Preussen ist berechtigt, sowohl

1865 zur Vertheidigung der Einfahrt Friedrichsort gegenüber die nöthigen Befestigungen anzulegen, als auch auf dem Holsteinischen Ufer der Bucht die dem Zwecke des Kriegshafens entsprechenden Marine-Etablissements einzurichten. Diese Befestigungen und Etablissements stehen gleichfalls unter preussischem Commando, und die zu ihrer Besatzung und Bewachung erforderlichen preussischen Marinetruppen und Mannschaften können in Kiel und Umgegend einquartiert werden.

Artikel 3. Die hohen contrahirenden Theile werden in Frankfurt beantragen, Rendsburg zur deutschen Bundesfestung zu erheben. Bis zur bundesgemässen Reglung der Besatzungsverhältnisse dieser Festung wird deren Garnison aus königlich preussischen und kaiserlich österreichischen Truppen bestehen, mit jährlich am 1. Juli alternirendem Commando.

Artikel 4. Während der Dauer der durch Art. 1 der gegenwärtigen Uebereinkunft verabredeten Theilung wird die königlich preussische Regierung zwei Militärstrassen durch Holstein, die eine von Lübeck auf Kiel, die andere von Hamburg auf Rendsburg, behalten. Die näheren Bestimmungen über die Etappenplätze der Truppen, sowie über den Transport und Unterhalt der Truppen werden ehestens durch eine besondere Convention geregelt werden. Bis dies geschehen, gelten die für die preussischen Etappenstrassen durch Hannover bestehenden Bestimmungen.

Artikel 5. Die königlich preussische Regierung behält die Verfügung über einen Telegraphendraht zur Verbindung mit Kiel und Rendsburg, und das Recht, preussische Postwagen mit ihren eigenen Beamten auf beiden Linien durch das Herzogthum Holstein gehen zu lassen. Insoweit der Bau einer directen Eisenbahn von Lübeck über Kiel zur Schleswig'schen Grenze noch nicht gesichert ist, wird die Concession dazu auf Verlangen Preussens für das holsteinische Gebiet unter den üblichen Bedingungen ertheilt werden, ohne dass ein Anspruch auf Hoheitsrechte in Betreff der Bahn von Preussen gemacht werden wird.

Artikel 6. Es ist die übereinstimmende Absicht der hohen Contrahenten, dass die Herzogthümer dem Zollvereine beitreten werden. Bis zum Eintritte in den Zollverein, respective bis zu anderweitiger Verabredung, besteht das bisherige, beide Herzogthümer umfassende Zollsystem unter gleicher Theilung der Revenüen desselben fort. In dem Falle, dass es der königlich preussischen Regierung angezeigt erscheint, noch während der Dauer der im Art. 1 der gegenwärtigen Uebereinkunft verabredeten Theilung Unterhandlungen behufs des Beitrittes der Herzogthümer zum Zollvereine zu eröffnen, ist Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich bereit, einen Vertreter des Herzogthumes Holstein zur Theilnahme an solchen Verhandlungen zu bevollmächtigen.

Artikel 7. Preussen ist berechtigt, den anzulegenden Nord- 1865
see-Canal, je nach dem Ergebnisse der von der königlichen
ierung eingeleiteten technischen Ermittlungen, durch das hol-
nische Gebiet zu führen. Insoweit dies der Fall sein wird, soll
assen das Recht zustehen, die Richtung und die Dimensionen des
als zu bestimmen, die zur Anlage erforderlichen Grundstücke im
ge der Expropriation, gegen Ersatz des Werthes, zu erwerben,
Bau zu leiten, die Aufsicht über den Canal und dessen Instand-
ung zu führen, und das Zustimmungsrecht zu allen denselben
effenden reglementarischen Bestimmungen zu üben. Transitzölle
· Abgaben von Schiff und Ladung, ausser der für die Benützung
Canals zu entrichtenden, von Preussen für die Schiffe aller
ionen gleichmässig zu normirenden Schifffahrtsabgabe, dürfen auf
ganzen Ausdehnung des Canals nicht erhoben werden.

Artikel 8. An den Bestimmungen des Wiener Friedensver-
es vom 30. October 1864 über die von den Herzogthümern
ohl gegenüber Dänemark als gegenüber Oesterreich und Preussen
übernehmenden finanziellen Leistungen wird durch die gegen-
tige Uebereinkunft nichts geändert, doch soll das Herzogthum
enburg von jeder Beitragspflicht zu den Kriegskosten befreit
ben. Der Vertheilung dieser Leistungen zwischen den Herzog-
nern Holstein und Schleswig wird der Bevölkerungsmassstab zu
nde gelegt werden.

Artikel 9. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich über-
t die im mehrerwähnten Wiener Friedensvertrage erworbenen
hte auf das Herzogthum Lauenburg Seiner Majestät dem Könige
Preussen, wogegen die königlich preussische Regierung sich
pflichtet, der kaiserlich österreichischen Regierung die Summe
zwei Millionen und Fünfhunderttausend dänischen Thalern zu
richten, in Berlin zahlbar in preussischem Silbergelde vier Wochen
h Bestätigung gegenwärtiger Uebereinkunft durch Ihre Majestäten
König von Preussen und den Kaiser von Oesterreich.

Artikel 10. Die Ausführung der vorstehend verabredeten
eilung des Condominiums wird baldmöglichst nach Genehmigung
ies Abkommens durch Ihre Majestäten den König von Preussen
den Kaiser von Oesterreich beginnen, und spätestens bis zum
September beendet sein. Das bis jetzt bestehende gemeinschaft-
e Obercommando wird nach vollendeter Räumung Holsteins
ch die königlich preussischen, Schleswigs durch die kaiserlich
erreichischen Truppen spätestens am 15. September aufgelöst
den.

Artikel 11. Gegenwärtige Uebereinkunft wird von Ihren
estäten dem Könige von Preussen und dem Kaiser von Oester-
ch durch Austausch schriftlicher Erklärungen bei Allerhöchstderen

1865 nächster Zusammenkunft genehmigt werden. Zu Urkund dessen haben beide eingangsgenannten Bevollmächtigten diese Vereinbarung in doppelter Ausfertigung am heutigen Tage mit ihrer Namensunterschrift und mit ihrem Siegel versehen.

So geschehen Gastein, am 14. August Eintausend achthundert fünf und sechzig.

(L. S.) *v. Bismarck.* (L. S.) *v. Blome.*

317.

4 septembre 1865.

Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant la légalisation des documents officiels. Ratifications échangées à Vienne le 28 septembre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 94.)

Vertrag zwischen Oesterreich und Preussen vom 4. September 1865, bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen erfolgte zu Wien am 28. September 1865.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen, etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Preussen behufs der Vereinfachung des Geschäftsganges im internationalen Verkehre bezüglich der Legalisirung der in den beiderseitigen Staaten von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden am 4. September 1865 zu Wien ein Vertrag folgenden Inhalts abgeschlossen worden:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Preussen, in der Absicht, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehres Erleichterungen bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden in Ihren beiderseitigen Staaten einzuführen, und darüber eine Vereinbarung zu treffen, haben zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: den Herrn Alexander Grafen von Mensdorff-Pouilly, Allerhöchstihren wirklichen geheimen Rath, Kämmerer, Grosskreuz des kaiserlichen Leopold-Ordens (mit Kriegsdecoration des Commandeurkreuzes), Ritter des Militär-Maria-Theresien-Ordens, Besitzer des Militärverdienst-

:uzes (mit Kriegsdecoration), Ritter des königlich preussischen 1865
hen Adler-Ordens I. Classe, Feldmarschall-Lieutenant und Minister
ı kaiserlichen Hauses und des Aeussern etc. etc.;

Seine Majestät der König von Preussen: den Herrn Carl Anton
ilipp Freiherrn von Werther, königlich preussischen wirklichen
heimen Rath, Kammerherrn, Grosskreuz des königlichen rothen
ler-Ordens mit Eichenlaub, Ritter des St. Johanniter-Ordens,
osskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, ausser-
lentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am k. k.
erreichischen Hofe etc. etc.;

welche nach vorgängiger Auswechslung ihrer in gehöriger
rm befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereinkommen sind:

Artikel 1.

Diejenigen Urkunden, welche von Civil- oder Militärgerichten
oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von
n geistlichen Ehegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden,
dürfen, wenn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisung nicht.

Den Urkunden preussischer Gerichte stehen gleich diejenigen,
:lche von den Generalcommissionen zur Regulirung der gutsherrhen und bäuerlichen Verhältnisse, den landwirthschaftlichen Regiengsabtheilungen und Spruchcollegien, und von dem Revisionsllegium für Landesculturſachen ausgestellt werden.

Ausfertigungen preussischer kriegs-, stand- oder spruchgerichtıher Erkenntnisse müssen durch das zuständige Militärgericht legairt werden.

Artikel 2.

Die von Notaren ausgefertigten Urkunden müssen mit der Legaırung eines Gerichtes erster Instanz ihres Wohnortes versehen sein.

Im Bezirke des rheinischen Appellationsgerichtshofes zu Köln
erden die von den Notaren, sowie von anderen nicht unmittelbar
ı öffentlichen Dienste angestellten Functionären, ferner von den
vilstandsbeamten und von den Hypothekenbewahrern ausgefertigten
rkunden durch den Präsidenten des Landgerichtes legalisirt.

Artikel 3.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit
leiniger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es
ei den bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne
cht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind,
er Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen — in Oesterreich
er politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitätsıgelegenheiten der Centralseebehörde, und bei den von Militär-

1865 behörden ausgefertigten Urkunden des Landesgeneralcommandos, — in Preussen der Oberpräsidien, beziehungsweise der Regierungspräsidien, der Regierungen, des Polizeipräsidiums in Berlin, und bezüglich der von Militärbehörden ausgestellten Urkunden der betreffenden Generalcommandos, beziehungsweise der Generalinspection der Artillerie, der Generalinspection des Ingenieurcorps und der Festungen, der Generalinspection des Militärerziehungs- und Bildungswesens, der Inspection der Jäger und Schützen, der Traininspection, der Inspection der technischen Institute der Artillerie, der Artillerie-Festungsinspectionen, der Inspection der Gewehrfabriken, des Obercommandos der Marine. Für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine höhere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel 4.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Stellen bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865*) oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt worden sind, der Beglaubigung durch die vorgesetzte Behörde — in Oesterreich die Finanzlandesdirection oder beziehungsweise die Finanzdirectionen und im Grenzbezirke die Grenzinspectoren, — in Preussen die Regierungen, Hauptzoll- und Hauptsteuerämter.

Urkunden, welche von den obgenannten oder von den in dem anliegenden Verzeichnisse aufgeführten, von dem k. k. österreichischen Finanzministerium und dem k. k. Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, und beziehungsweise dem königl. preussischen Finanzministerium, dem königl. preussischen Ministerium für Handel, Gewerbe und öffentliche Arbeiten, dem königl. preussischen Ministerium der geistlichen, Unterrichts- und Medicinalangelegenheiten, und dem königl. preussischen Ministerium für die landwirthschaftlichen Angelegenheiten ressortirenden Behörden ausgestellt oder beglaubigt sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.

Artikel 5.

In Oesterreich bedürfen die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der politischen Landesstelle, bei dem Militär aber des Kriegsministeriums; in Preussen bedürfen die aus den Kirchenbüchern unter dem Kirchensiegel ertheilten Extracte über Taufen, Trauungen und Begräbnisse der Legalisirung durch das Gericht erster Instanz für den Wohnort des Ausstellers, mit dem Atteste, dass der Letztere zur Ertheilung

* Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1865, Nr. 32.

ı Extracten aus den Kirchenbüchern legitimirt sei; bei dem Militär 1865
diese Legalisirung durch die betreffenden Corps-, Divisions-
ʼr Garnisonsgerichte zu erfolgen.

Artikel 6.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekennt-
ɜe in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen
der Legalisirung — in Oesterreich durch das bischöfliche Or-
ariat, bei den evangelischen Religionsgenossenschaften durch die
gesetzte Superintendentur, beim Militär rücksichtlich der katholi-
en Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, rück-
ıtlich der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte
ıdesgeneralcommando; — in Preussen durch den evangelischen
ɜrkirchenrath, beziehungsweise die Provinzialconsistorien, die
ıeralsuperintendenten, den evangelischen Feldpropst, die bischöf-
ɜn Ordinariate, den katholischen Feldpropst. Für die von diesen
llen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine höhere Beglaubigung
ht erforderlich.

Die Ausfertigungen der Capitel- und Ordensconvente in Ungarn
ürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privat-
unden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel
sehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel 7.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach
ɜem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren
ɜalisirung.

Artikel 8.

Gegenwärtiger Vertrag soll den beiden Allerhöchsten Höfen zur
nlichen Ratification in Vorlage gebracht, und es sollen die Ratifi-
ionen binnen sechs Wochen, oder wo möglich noch früher, ausge-
ɜhselt werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag zweifach ausge-
tigt, und von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren
iegeln versehen worden.

Wien, am 4. September 1865.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
(L. S.) *Werther* m. p.

so haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses
rtrages und seiner Beilage denselben gutgeheissen und genehmigt,
ɜsprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere
chfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beob-
ıten und beobachten zu lassen.

1865 Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am siebenzehnten September im Jahre des Herrn Eintausend achthundert sechzig fünf, Unserer Reiche im siebzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Seiner k. k. Apostolischen Majestät Allerhöchsten Befehl:
Franz Xaver Freiherr *von Menshengen* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

Ad Artikel 4, Absatz 2.

Verzeichniss

a) der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction des Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóovár.

. Bergweseninspectoratsamt in Agordo. 1865
. Die Generalinspection für Eisenbahnen.
. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

b) der königlich preussischen Behörden.

. Generaldirector der Steuern.
. Centraldirection zur Reglung der Grundsteuer.
. Generaldirection der Seehandlungssocietät.
. Hauptverwaltung der Staatsschulden.
. Generallotteriedirection.
. Münzdirection.
. Generaldirection der allgemeinen Witwenverpflegungsanstalt.
. Generaldirection des Grundsteuerkatasters zu Münster.
. Provinzialsteuerdirectoren.
. Directionen der Rentenbanken.
. Ministerialmilitär- und Baucommission zu Berlin.
. Höhere Forstlehranstalt zu Neustadt-Eberswalde.
. Stempelfiscalate.
. Einschätzungscommission für die classificirte Einkommensteuer zu Berlin.
. Die bei der Zolladministration in den zollverbündeten Staaten fungirenden Bevollmächtigten (Zollvereinsbevollmächtigte).
. Rheinzollämter.
. Ruhrschifffahrtsgefälleämter.
. Die Oberpostdirectionen.
. Die Telegraphendirection.
. Eisenbahncommissariate.
. Die königl. Eisenbahndirectionen.
. Die technische Baudeputation.
. Direction der Bauakademie.
. Direction des technischen Gewerbeinstituts.
. Direction der Porzellanmanufactur.
. Direction der Gesundheitsgeschirrmanufactur.
. Oberbergämter zu Bonn, Dortmund, Halle a. S. und Breslau.
. Die Bergakademie.
. Universitätscuratorien.
. Provinzialschulcollegien.
. Medicinalcollegien.
. Generaldirection der königlichen Museen zu Berlin.
. Königliche Bibliothek zu Berlin.
. Akademie der Wissenschaften.
. Die Direction der landwirthschaftlichen Akademien.
. Die Directionen der Haupt- und der Landgestüte.

[illegible]

[illegible] 1865.

[illegible] dispositions de [illegible] l'administration [illegible]

[illegible] X. 2013.

[illegible] Convention [illegible] der [illegible] Bestimmungen.

[illegible] den [illegible] Schles- [illegible] hiermit [illegible]

[illegible] die Ein- [illegible] 1865. [illegible] und deren [illegible] Kraft und [illegible] Wirk- [illegible] Stelle der [illegible]

:einischen Zollwesens und die Einsetzung einer schleswig- 1865
.einischen Zolldirection, die Bekanntmachung vom 11. December
1, betreffend die Einsetzung einer schleswig-holsteinischen Ober-
:nspection und die Bekanntmachung vom 11. December 1864,
:ffend die Einsetzung einer schleswig-holsteinischen Ober-Tele-
hen-Inspection treten vom 15. September d. J. an ausser Kraft,
haben die vorgenannten drei Behörden mit diesem Tage ihre
:tionen einzustellen.

3. Die Verwaltung des Zoll-, Post- und Telegraphenwesens
vom 15. September cur. ab für jedes Herzogthum getrennt
hrt; die Kreuzzollinspectorate verbleiben jedoch als gemeinsame
örden in ihrem bisherigen, auch das Leuchtfeuer-, Tonnen- und
:nwesen umfassenden Geschäftskreise, den beiderseitigen Zoll-
altungen untergeordnet. Die in dieser Beziehung weiter erfor-
chen Bestimmungen werden durch besondere Verordnungen für
: Herzogthum getroffen werden.

4. Die schleswig-holsteinische Hauptcasse in Rendsburg ver-
t mit der Modification in ihrer bestehenden Einrichtung, dass
15. September d. J. ab eine getrennte Buchführung über Ein-
:en und Ausgaben für jedes Herzogthum unter Einsetzung eines
swigschen und eines holsteinischen Controleurs eintritt.

5. Die Finanzverwaltung der Herzogthümer Schleswig und
tein wird vom 15. September cur. an getrennt, und sollen durch
besondere Verordnung die näheren Modalitäten dieser Trennung
der Behandlung der bisher gemeinsam gewesenen Ausgaben
estellt werder

6. Das durch Verordnung vom 1. Februar 1865 eingeführte
:insame Verordnungsblatt für Schleswig-Holstein und Lauenburg
mit dem 15. September cur. auf als solches zu erscheinen. Ueber
'orm der künftigen Kundmachung der Gesetze und Verordnungen
:n Herzogthümern bleibt die Bestimmung den obersten Verwal-
:behörden derselben vorbehalten.

kaiserlich-königlich österreichische und königlich preussische
:te Civilbehörde der Herzogthümer Schleswig-Holstein und
Lauenburg.

Freih. *v. Halbhuber.* Freih. *v. Zedlitz.*

1865

319.

5 septembre 1865.

Publication concernant la dissolution de l'autorité suprême civile instituée pour les duchés Sleswig-Holstein et Lauenbourg.

(Staatsarchiv X, 2012.)

Bekanntmachung, betreffend die Auflösung der gemeinsamen obersten Civilbehörde für die Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg.

In Ausführung der Gasteiner Convention vom 14. August cur. wird die bisherige gemeinsame oberste Civilbehörde für die Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg mit dem 15. September d. J. aufgelöst werden, und von diesem Zeitpunkte ab eine besondere Verwaltung für jedes der genannten Herzogthümer eintreten. Indem wir dies hiermit allen Behörden und Bewohnern der Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg zur Kenntniss bringen und in Betreff der neuen Verwaltungsbehörden für die Herzogthümer Schleswig und Holstein auf die demnächst zu erlassenden besonderen Bekanntmachungen verweisen, fügen wir noch hinzu, dass die bisher für die Herzogthümer Lauenburg und Holstein gemeinsam gewesenen Institutionen, vorbehaltlich demnächstiger Regulirung, einstweilen unverändert bleiben.

Die kaiserlich-königliche österreichische und königlich preussische oberste Civilbehörde der Herzogthümer Schleswig-Holstein und Lauenburg.

Freih. *v. Halbhuber.* Freih. *v. Zedlitz.*

1865

320.

8 septembre 1865.

lication du ministère des affaires étrangères concer-
: l'accession du gouvernement de la Principauté de
varzbourg-Sondershausen à la convention entre
triche, la Prusse et la Bavière relative à la protection
le accordée contre la falsification du timbre et des
certificats officiels.

(R. G. B. 1865, Nr. 86.)

dmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des sern vom 8. September 1865, betreffend den Beitritt der lichen Regierung von Schwarzburg-Sondershausen zu dem hen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum rreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und der glich preussischen und der königlich bayerischen Regierung Vorbehalt des Beitrittes der übrigen Staaten des deutschen ereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die älschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und tlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von nularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglau- ngen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämt- r Waarenverschlüsse. (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahr- gang 1865.)

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seite des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit ntgemacht, dass die fürstlich schwarzburg-sondershausen'sche rung laut einer Ministerialerklärung ddo. Sondershausen 2. Au- 1865, welche gegen eine entsprechende k. k. österreichische terialerklärung vom 8. September 1865 ausgewechselt wurde, nittelst Ministerialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des s-Gesetz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. öster- schen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Für- ium Liechtenstein einerseits und der königlich preussischen ler königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Bei- s der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits chlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewäh- n gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempel- n, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen

1865 Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse, beigetreten ist.

Wien, am 8. September 1865.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

321.

19 septembre 1865.

Décret du ministère du commerce concernant l'échange des déclarations ministérielles entre l'Autriche et la Bavière relatives à la protection légale et réciproque accordée aux marques de fabrique.

(R. G. B. 1865, Nr. 95)

Verordnung des Ministeriums für Handel und Volkswirthschaft vom 19. September 1865, betreffend den Austausch von Ministerialerklärungen hinsichtlich des den gewerblichen Marken und Waarenbezeichnungen im Kaiserthume Oesterreich und im Königreiche Bayern gegenseitig zu gewährenden Schutzes.

Wirksam für das ganze Reich.

Die kaiserlich österreichische und die königlich bayerische Regierung sind, und zwar erstere auf Grundlage des Gesetzes vom 15. Juni 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 45), und letztere auf Grundlage der königlichen Verordnung vom 21. December 1862 (Regierungsblatt für Bayern Nr. 69) §. 5, übereingekommen, ihren Staatsangehörigen den gegenseitigen Schutz der gewerblichen Marken und Waarenbezeichnungen zu gewähren.

Nachdem nun die bezüglichen Ministerialerklärungen über Herstellung der Gegenseitigkeit, und zwar von Seite der kaiserlich-königlichen österreichischen Regierung ddo. 1. September 1859 und von Seite der königlich bayerischen Regierung ddo. 28. August 1865 ausgetauscht worden sind, so können die königlich bayerischen Staatsangehörigen den Schutz ihrer gewerblichen Marken und Waarenbezeichnungen in Oesterreich nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 7. December 1858 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 230) erlangen, wenn sie diese bei einer Handels- und Gewerbekammer des Reiches registriren lassen, und die sonstigen Bedingungen dieses Gesetzes beobachten.

Ebenso werden österreichische Staatsangehörige des Schutzes ihrer Marken und Waarenbezeichnungen in Bayern nach der königlich bayerischen Verordnung vom 21. December 1862 theilhaft, wenn sie der Vorschrift in §. 2 jener Verordnung in Bezug auf Anmeldung

ses Zeichens bei einer königlich bayerischen Districtspolizei- 1865
ıörde Genüge geleistet haben.

Die Wirksamkeit dieser Verordnung beginnt vom 1. September laufenden Jahres.

Der provisorische Leiter des k. k. Handelsministeriums:
von Blumfeld m. p.

322.

30 septembre 1865.

ıvention télégraphique austro-allemande conclue Schwerin, ratifiée à Vienne le 31 octobre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 139.)

ıtsch-österreichischer Telegraphenvereinsvertrag vom 30. Sep-ber 1865. Abgeschlossen zu Schwerin am 30. September 1865; ı Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am October 1865. Die Auswechslung der Ratificationen hat bereits stattgefunden.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von ıterreich, König von Ungarn und Böhmen, etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten bei der zu Schwerin ammengetretenen achten Conferenz des deutsch-österreichischen egraphenvereines und den Bevollmächtigten für die deutschen ıdesstaaten: Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, ıen und Mecklenburg-Schwerin, sowie für das Königreich der derlande ein aus 28 Artikeln bestehender neuer Telegraphen-trag verabredet und unterm 30. September 1865 unterzeichnet den ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Deutsch-österreichischer Telegraphenvereinsvertrag.

Um die Bestimmungen des deutsch-österreichischen Tele-phenvereines mit denjenigen des Pariser internationalen Ver-ges vom 17. Mai 1865*) in Uebereinstimmung zu bringen, haben nachbenannten, in der Reihenfolge des Artikels IV der deutschen ıdesacte vom 8. Juni 1815 aufgeführten hohen Regierungen der tschen Bundesstaaten: Oesterreich, Preussen, Bayern, Sachsen,

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 137.

1865 Hannover, Württemberg, Baden und Mecklenburg-Schwerin, sowie des Königreiches der Niederlande, Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Oesterreich: den kaiserlich-königlichen Telegraphendirector Carl Brunner v. Wattenwyl;

Preussen: den königlichen Telegraphendirector Oberst Franz v. Chauvin;

Bayern: den königlich bayerischen Bezirksingenieur Heinrich Gumbart;

Sachsen: den königlichen Telegraphendirector Heinrich Adolph Ballenberger;

Hannover: den königlichen Oberbaurath Carl Joseph Gauss.

Württemberg: den königlichen Eisenbahnbau- und Telegraphendirector Ludwig v. Klein;

Baden: den grossherzoglichen Ministerialrath Hermann Poppen;

Mecklenburg-Schwerin: den grossherzoglichen geheimen Ministerialrath Dr. Eduard Meyer und den grossherzoglichen Ministerialrath Dr. Martin Christian Dippe;

Niederlande: den königlichen Divisionschef im Ministerium des Innern Wilhelm Constantin Arnold Staring;

welche unter Vorbehalt höherer Genehmigung nachstehenden neuen Vertrag vereinbart haben:

Artikel 1.

Umfang des Vereines.

Als Linien und Stationen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines werden alle Telegraphenlinien und Stationen angesehen, welche die Telegraphenverwaltungen der den Verein bildenden Staaten, sei es in den eigenen Staatsgebieten oder in den Gebieten anderer Staaten, für den allgemeinen Verkehr unterhalten. Jeder Regierung bleibt jedoch vorbehalten, Linien und Stationen, welche sie zur unterseeischen Verbindung mit fremden, nicht zu Deutschland gehörigen Staaten anlegt, von der Eigenschaft als Vereinslinien und Vereinsstationen entweder auszuschliessen oder für die unterseeischen Linien abweichende Tarife vorzuschlagen.

Nur deutsche Staaten können dem deutsch-österreichischen Telegraphenvereine ferner als wirkliche Mitglieder beitreten.

Artikel 2.

Vereinscorrespondenz.

Den Vereinsbestimmungen ist diejenige telegraphische Correspondenz unterworfen, von welcher die Linien zweier oder mehrerer Vereinsverwaltungen berührt werden. Die Bestimmungen für die

respondenz, welche nur die Linien Einer Vereinsverwaltung 1865
führen, bleiben jeder Regierung überlassen.

Artikel 3.

Zur Sicherung regelmässiger Beförderung der Vereinscorrendenz werden, nach näherer Verständigung der betheiligten Vertungen, zwischen den Stationen der verschiedenen Staaten ondere Leitungen mit übereinstimmender und dem Bedürfnisse sprechender Anzahl Drähte unterhalten, die vorzugsweise nur für Vereinsverkehr zu benützen und die bei ruhender Vereinsrespondenz für diese offen zu halten sind.

Artikel 4.

Gegenseitige Mittheilungen.

Die Mitglieder des Vereines werden sich gegenseitig alle den egraphendienst betreffenden neuen Einrichtungen und Vervollmnungen mittheilen.

Zu Anfang jedes Jahres wird durch die königlich preussische egraphenverwaltung die neue Auflage einer Specialkarte sämmtier Linien und Stationen des deutsch-österreichischen Telegranvereines veranstaltet, zu welcher von den einzelnen Verwalgen das Material rechtzeitig zu liefern ist.

Von jeder Eröffnung und Schliessung einer Telegraphenstation sich gegenseitig Mittheilung zu machen.

Artikel 5.

Zusicherung gegenseitiger Beförderung.

Die Vereinsregierungen sichern sich gegenseitig die möglichst nelle und genaue Ueberlieferung der von ihren Stationen angemenen Vereinsdepeschen zu. Ausser in den vertragsmässig festetzten Fällen (siehe Artikel 12) dürfen Vereinsdepeschen nicht ückgewiesen, noch dürfen solche unterdrückt werden.

Eine Gewähr für die richtige Ueberkunft der Depeschen, sowie deren Ueberkunft innerhalb einer bestimmten Zeit wird nicht rnommen. Hat nach Massgabe der in dem vereinbarten Reglement haltenen Bestimmungen eine Rückerstattung von Gebühren wegen lust, Verzögerung oder Verstümmlung von Depeschen stattnden, so ist diejenige Verwaltung zur Zahlung des zurückzuerstatden Betrages verpflichtet, auf deren Linien der Verlust, die Verrung oder die Verstümmlung erfolgt ist.

Jede Vereinsregierung ist befugt, einzelne oder sämmtliche ien für alle oder für gewisse Arten der Correspondenz zeitweise ser Betrieb zu setzen. Sobald ein solcher Fall eintritt, müssen übrigen Vereinsregierungen hiervon in Kenntniss gesetzt werden.

1865

Artikel 6.

Bewahrung des Telegraphengeheimnisses.

Die Vereinsregierungen werden Sorge tragen, dass die Mittheilung von Depeschen an Unbefugte verhindert, und dass das Telegraphengeheimniss überhaupt in jeder Beziehung auf das strengste gewahrt werde.

Artikel 7.

Berechtigung zur Benützung der Telegraphen.

Die Benützung der Telegraphen der Vereinsregierungen steht Jedermann ohne Ausnahme zu.

Artikel 8.

Bestimmungsort der Depeschen.

Telegraphische Depeschen können nach allen Orten aufgegeben werden, wohin die Beförderung ganz oder theilweise durch den Telegraphen möglich ist. Befindet sich am Bestimmungsorte keine Telegraphenstation, so geschieht die Weiterbeförderung von der äussersten, beziehungsweise der von dem Aufgeber bezeichneten Telegraphenstation entweder durch die Post, oder mittelst Estafette, oder durch Expressboten, oder durch den Eisenbahnbetriebs-Telegraphen.

Den einzelnen Verwaltungen bleibt es überlassen, den Verkehr zwischen den Vereinsstationen und den Stationen der Eisenbahnbetriebs-Telegraphen besonders zu ordnen.

Artikel 9.

Dienstzeit der Stationen.

Die Telegraphenstationen zerfallen rücksichtlich der Zeit, während welcher sie für die Annahme und Beförderung der Depeschen offen zu halten sind, in drei Classen, nämlich:

a) Stationen mit Tag- und Nachtdienst;
b) Stationen mit vollem Tagesdienst, und
c) Stationen mit beschränktem Tagesdienst.

Artikel 10.

Zeitbestimmung.

Die Uhren aller Telegraphenstationen einer und derselben Vereinsverwaltung werden nach der mittleren Zeit der Centralstation gerichtet.

Artikel 11.

Classification und Erfordernisse der Depeschen.

In Bezug auf die Behandlung der telegraphischen Depeschen sind zu unterscheiden:

a) Staatsdepeschen der dem Vereine angehörigen, sowie der ver- 1865
tragsmässig berechtigten Regierungen;

b) Dienstdepeschen, welche sich ausschliesslich auf den Telegraphendienst beziehen;

c) Privatdepeschen.

Staatsdepeschen können in beliebiger Sprache abgefasst oder chiffrirt aufgeliefert werden.

Welche Depeschen jede einzelne der Vereinsregierungen als ihre Staatsdepeschen betrachtet zu sehen wüncht, hängt von ihrem Ermessen ab, jedoch müssen sie als Staatsdepeschen bezeichnet und durch Siegel oder Stempel als solche beglaubigt sein.

Für Dienstdepeschen zwischen den Vorständen der Telegraphencentralvertretungen ist die Anwendung von Chiffern ebenfalls gestattet.

Privatdepeschen können in irgend einer der auf dem Gebiete der contrahirenden Staaten gebräuchlichen Sprachen abgefasst sein. Es steht jedoch jedem Staate frei, unter den auf seinem Gebiete gebräuchlichen Sprachen diejenigen zu bezeichnen, welche zur telegraphischen Correspondenz zugelassen werden.

Die Anwendung der Chifferschrift ist bei Privatdepeschen gestattet, wenn sie zwischen den Stationen zweier Staaten gewechselt werden, welche diese Art der Correspondenz zulassen. Im Transitverkehre dürfen chiffrirte Privatdepeschen nicht beanständet werden.

Artikel 12.

Controlirung des Inhaltes der Depeschen.

Eine Controle über die Zulässigkeit der Beförderung von Staatsdepeschen mit Rücksicht auf ihren Inhalt steht den Telegraphenstationen nicht zu.

Dagegen können Privatdepeschen, deren Inhalt gegen die Gesetze verstösst oder aus Rücksichten des öffentlichen Wohles und der Sittlichkeit für unzulässig erachtet wird, von der Annahme und Weiterbeförderung ausgeschlossen werden.

Artikel 13.

Reihenfolge der Telegraphirung.

Die Beförderung der Vereinsdepeschen von jeder Station aus auf derselben Linie geschieht in der Reihenfolge, in welcher sie entweder bei der Station aufgeliefert werden, oder telegraphisch zu derselben gelangen. Den Vorrang hierbei haben jedoch jederzeit die Staatsdepeschen und nach diesen die dringenden Dienstdepeschen, sowie diejenigen Depeschen, welche dringende Massregeln oder schwere Unfälle auf Eisenbahnen betreffen.

1865

Artikel 14.
Grundlage der Tarife.

Für die Ermittlung der Beförderungsgebühren für Depeschen, welche innerhalb des Vereinsgebietes verbleiben, wird einerseits die Wortzahl der Depesche, anderseits die directe Entfernung, auf welcher die Depesche zu befördern ist, zu Grunde gelegt.

Im Verkehre mit dem Vereinsauslande finden die bezüglichen internationalen Tarifbestimmungen Anwendung.

Artikel 15.
Specielle Taxbestimmungen.

Die Einheit der Beförderungsgebühr bildet je nach der Währung, welche bei der Aufgabestation besteht, der Satz von

8 Sgr. = 40 kr. österr. Währ. = 28 kr. süddeutsch = 0.50 fl. niederländ. = 1 Franc

für die einfache Depesche und eine Zone.

Eine einfache Depesche ist eine solche, welche nicht mehr als 20 Worte enthält.

Für jede folgenden 10 Worte wird jedesmal die Hälfte der Einheitsgebühr mehr erhoben, so dass Depeschen mit 21 bis 30 Worten 12 Sgr., dergleichen mit 31 bis 40 Worten 16 Sgr. u. s. f. kosten.

Die Zonen bestimmen sich durch directe Entfernungen (Luftlinien) in der Weise, dass bis zu 10 geographische Meilen eine Zone, über 10 bis 45 Meilen zwei Zonen, über 45 Meilen drei Zonen in Berechnung kommen.

Die nach Massgabe der Wortzahl für die erste Zone ermittelte Gebühr steigt jedesmal um denselben Betrag für jede folgende Zone.

Die bei der Aufgabe bezahlten Gebühren für die Weiterbeförderung von Depeschen nach ausserhalb der Telegraphenlinien gelegenen Orten mittelst Expressboten oder Estafette werden der Verwaltung der Adressstation im Wege directer Abrechnung vergütet.

Artikel 16.
Gebührenerhöhung.

Bei Aufgabe der Depeschen sind sämmtliche bekannte Telegraphirungsgebühren in voraus zu entrichten, die Weiterbeförderungsgebühren dagegen in der Regel vom Adressaten zu erheben. Die den Telegraphendienst betreffenden Depeschen allein haben Anspruch auf gebührenfreie Beförderung.

Artikel 17.
Abrechnungen des deutsch-österreichischen Telegraphenvereines.

Zur Ermittlung und Ausgleichung der wechselseitigen Zahlungen und Forderungen der einzelnen Verwaltungen des deutsch-

sterreichischen Telegraphenvereines für die gegenseitige Benützung 1865
ler Vereinslinien finden nach regelmässigen Zeitabschnitten Abechnungen statt.

Artikel 18.
Gegenstand der Vereinsabrechnung.

Die für die Beförderung telegraphischer Depeschen aufkomnenden Telegraphirungsgebühren fliessen in die Vereinscasse, und ilden den Gegenstand der Vereinsabrechnung nach Massgabe der liesfalls vereinbarten Instruction.

Artikel 19.
Theilung des Vereinseinkommens.

Die Vereinsgebühren werden unter die Vereinsmitglieder verheilt nach Massgabe der in einem jeden Staate vorhandenen Teleraphenleitungen, der in demselben beförderten Anzahl Vereinsepeschen und der von den Depeschen in jedem einzelnen Staate urchlaufenen durchschnittlichen Meilenzahl, und zwar in nachtehender Weise:

Ein Zehntel der Vereinseinnahme kommt zur Vertheilung nach 'erhältniss der Länge der Telegraphenlinien und Leitungen, 'elche am 1. Jänner des betreffenden Jahres in den einzelnen Staaten ı Benützung waren. Hierbei wird von jeder Telegraphenlinie ein)raht mit der vollen Meilenzahl, jeder weitere Draht aber nur mit er halben Meilenzahl seiner Länge in Berechnung genommen.

Drei Zehntel des Vereinseinkommens werden getheilt nach 'erhältniss der in dem betreffenden Abrechnungsquartale in den einelnen Staaten beförderten (d. i. abgegangenen, angekommenen und urchgegangenen) Anzahl Vereinsdepeschen, ohne Rücksicht auf ihre Vortzahl; die übrigen

sechs Zehntel der Vereinseinnahmen kommen nach Verhältisszahlen zur Vertheilung, welche sich ergeben, wenn man die ınzahl der Vereinsdepeschen eines jeden Staates multiplicirt mit der urchschnittlichen Meilenzahl, welche die Depeschen in diesem Staate urchlaufen.

Für die Zeit bis 31. December 1866 kommen für die durchchnittliche Meilenzahl der Depeschenbeförderung in den verschieenen Vereinsstaaten die Ziffern in Anwendung, welche aus den vom März 1862 bis Februar 1863 stattgefundenen Aufzeichnungen sich rgeben haben.

Diese Ziffern sind:

für Oesterreich	$72,_{79}$
„ Preussen	$80,_{50}$
„ Bayern	$53,_{21}$
„ Sachsen	$17,_{30}$

1865 für Hannover 42,50
„ Württemberg 20,25
„ Baden 22,26
„ Mecklenburg-Schwerin 15,30
„ die Niederlande . . . . . 24,50.

Die gleichen Ermittlungen zur Bestimmung der durchschnittlichen Meilenzahl der Depeschenbeförderung in den einzelnen Vereinsstaaten sollen periodisch von drei zu drei Jahren, nächstesmal im Jahre 1866 stattfinden.

Für den Fall des Beitrittes einer neuen Verwaltung zum deutsch-österreichischen Telegraphenvereine soll deren Theilnahme an dem Vereinseinkommen von dem Tage des Beitrittes ab, welcher jedoch nur der erste Tag eines Abrechnungsquartals sein darf, beginnen.

Zur Ermittlung der durchschnittlichen Meilenzahl der Depeschenbeförderung in dem neu hinzugetretenen Staate haben alsdann entsprechende Aufzeichnungen während eines ganzen Quartals zu dienen, und es soll die hiernach ermittelte durchschnittliche Meilenzahl für den Rest der dreijährigen Periode gelten.

Artikel 20.

Centralorgan für die Vereinsabrechnungen.

Die königlich preussische Telegraphenverwaltung unterzieht sich als Centralorgan der Besorgung des Vereinsabrechnungsgeschäftes auf Grundlage der diesfalls vereinbarten Instruction.

Der Aufwand für diese Geschäftsbesorgung wird von sämmtlichen Vereinsverwaltungen nach Massgabe ihres Antheiles an der Gesammteinnahme getragen.

Artikel 21.

Abrechnungsperioden.

Für jedes Kalenderquartal wird eine besondere Vereinsabrechnung aufgestellt.

Die Vereinsverwaltungen haben dem Centralorgan das Material dazu spätestens nach Ablauf von 6 Wochen nach jedem Quartalschlusse zu übersenden.

Das Centralorgan hat sodann auf Grund dieses Materials mit möglichster Beschleunigung die Vereinsabrechnungen aufzustellen und den Vereinsverwaltungen mitzutheilen.

Artikel 22.

Saldirung.

Die Vereinsverwaltungen, für welche sich aus den Abrechnungen eine Schuld ergibt, haben ihre Zahlungen unmittelbar an jene Verwaltungen, zu deren Gunsten die Guthaben ausgemittelt worden

ıd, zu leisten. Portoauslagen und Wechselspesen für diese Zah- 1865
ıgen werden von allen Vereinsverwaltungen gemeinschaftlich,
d zwar nach Massgabe ihres Antheiles an der Vereinseinnahme
tragen.

Artikel 23.

Aufbewahrung der Originale der Depeschen.

Die Originale der aufgegebenen Depeschen, sowie die Papier-
·eifen mit der telegraphischen Schrift und die Niederschriften der
fgenommenen Depeschen werden mindestens ein Jahr lang in
ıer das Geheimniss sichernden Weise aufbewahrt, und können dann
·nichtet werden.

Artikel 24.

Telegraphenconferenz.

Zum Behufe der Fortbildung des deutsch-österreichischen Tele-
ıphenvereines findet nach Bedürfniss zeitweise ein Zusammentritt
ı Abgeordneten der Vereinsregierungen statt.

Bei den Conferenzen ist Stimmeneinhelligkeit nothwendig zu
ɜn Beschlüssen, welche sich beziehen:

;) auf den Umfang und die Dauer des Vereines;
) auf Veränderungen der Vereinstarife;
) auf Theilung des Vereinseinkommens;
) auf Gebührenfreiheiten;
) auf die den Verein berührenden Verträge mit fremden Staaten.

In allen minder wichtigen Fällen genügt zur Beschlussfassung
absolute Majorität.

Sowohl die einhellig als die mit absoluter Majorität gefassten
ıchlüsse unterliegen der höheren Ratification.

Bei Gegenständen reglementarischer Natur ist nur die durch
olute Stimmenmehrheit getroffene Vereinbarung der Vereinsver-
tungen erforderlich.

Artikel 25.

Beilagen des Vereinsvertrages.

Die diesem Vertrage angeschlossene Dienstanweisung (Anlage *A*)
l die Telegraphenordnung (Anlage *B*) treten gleichzeitig mit
ıselben in Kraft, können jedoch unbeschadet des Vertrages
gemeinsamen Einverständnisse der Vereinsverwaltungen geändert
·den.

Artikel 26.

Dauer des Vertrages.

Gegenwärtiger Vertrag tritt am 1. Jänner 1866 in Wirksamkeit,
bleibt bis zum 31. December 1869 in Kraft.

1865 Sofern derselbe nicht spätestens ein Jahr vor dessen Ablauf gekündigt wird, soll er auf weitere sechs Jahre und so fort von sechs zu sechs Jahren als verlängert angesehen werden.

Artikel 27.

Aufhebung der früheren Verträge.

Der revidirte Telegraphenvereinsvertrag vom 16. November 1857*) und der Nachtrag zu demselben vom 13. Juni 1863**) treten mit dem 1. Jänner 1866 ausser Kraft.

Artikel 28.

Ratification.

Die Ratification dieses Vertrages soll binnen sechs Wochen von heute an in der Weise erfolgen, dass jede der hohen Vereinsregierungen ihre Ratificationsurkunde im Correspondenzwege an die grossherzoglich mecklenburg-schwerin'sche Regierung gelangen und Letztere nach Eingang sämmtlicher Erklärungen das Ergebniss derselben nebst ihrer eigenen Erklärung den sämmtlichen übrigen Vereinsregierungen binnen acht Wochen von heute an zugehen lässt.

So geschehen Schwerin, am 30. September 1865.

(L. S.) Carl *Brunner* m. p.
(L. S.) Franz *v. Chauvin* m. p.
(L. S.) Heinrich *Gumbart* m. p.
(L. S.) Heinrich Adolph *Ballenberger* m. p.
(L. S.) Carl Joseph *Gauss* m. p.
(L. S.) Ludwig *v. Klein* m. p.
(L. S.) Hermann *Poppen* m. p.
(L. S.) Dr. Eduard *Meyer* m. p.
(L. S.) Martin Christian *Dippe* m. p.
(L. S.) William Constantin Arnold *Staring* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt, und versprechen mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1858, Nr. 43.
**) Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1863, Nr. 78.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien, am 1865
unddreissigsten October im Jahre des Heils Eintausend acht-
ndert sechzig fünf, Unserer Reiche im siebzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

uf Allerhöchste Anordnung Seiner k. k. Apostolischen Majestät:
Max Freiherr *von Gagern* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

legraphen-Ordnung für die Correspondenz im deutsch-österreichischen Telegraphenvereine.

§. 1.

Bereich.

Den Bestimmungen gegenwärtigen Reglements ist die tele-
ıphische Correspondenz unterworfen, welche die Linien mindestens
eier der dem deutsch-österreichischen Vereine angehörigen Verwal-
ıgen berührt, und entweder im Vereine verbleibt oder mit dem
slande gewechselt wird. In wie weit die Correspondenz, welche
h nur auf den eigenen Linien bewegt, anderen Anordnungen unter-
rfen ist, wird von jeder Verwaltung besonders bestimmt.

§. 2.

Benützung der Telegraphen.

Die Benützung der für den öffentlichen Verkehr bestimmten
legraphen steht Jedermann zu. Jede Verwaltung hat jedoch das
cht, ihre Linien und Stationen zeitweise ganz oder zum Theile
alle oder für gewisse Gattungen von Correspondenz zu schliessen.
e Aufgabe von Depeschen behufs der Telegraphirung kann nur
i den Telegraphenstationen (allenfalls brieflich) erfolgen.

§. 3.

Bewahrung des Telegraphengeheimnisses.

Die Vereinsregierungen tragen Sorge, dass die Mittheilung von
peschen an Unbefugte verhindert, und dass das Telegraphen-
heimniss in jeder Beziehung auf das strengste gewahrt werde.

§. 4.

Aufgabe der Depeschen.

Die Telegraphenstationen zerfallen rücksichtlich der Zeit,
hrend welcher sie für die Annahme und Beförderung der Depeschen
en zu halten sind, in drei Classen, nämlich:

1865 *a)* Stationen mit Tag- und Nachtdienst,
b) „ „ vollem Tagesdienst,
c) „ „ beschränktem Tagesdienst.

Die Stationen mit Tag- und Nachtdienst sind ohne Unterbrechung für den Dienst geöffnet.

Die Dienststunden der Stationen mit vollem Tagesdienste sind:

1. vom 1. April bis Ende September:
von 7 Uhr Morgens bis 9 Uhr Abends;
2. vom 1. October bis Ende März:
von 8 Uhr Morgens bis 9 Uhr Abends.

Die Dienststunden der Stationen mit beschränktem Tagesdienste sind an Wochentagen (einschliesslich der auf Wochentage fallenden Festtage):

von 9 bis 12 Uhr Vor- und
„ 2 „ 7 „ Nachmittags;

an Sonntagen:

von 8 bis 9 Uhr Vor- und
„ 2 „ 5 „ Nachmittags.

§. 5.

Wohin Depeschen gerichtet werden können.

Telegraphische Depeschen können nach allen Orten aufgegeben werden, wohin die vorhandenen Telegraphenverbindungen auf dem ganzen Wege oder auf einem Theile desselben die Gelegenheit zur Beförderung darbieten.

Befindet sich am Bestimmungsorte keine Telegraphenstation, oder wünscht der Absender, dass die Beförderung durch den Telegraphen nicht bis zum Bestimmungsorte oder bis zu der, diesem am nächsten gelegenen Telegraphenstation geschehe, so erfolgt die Weiterbeförderung von der äussersten, beziehungsweise der von dem Aufgeber bezeichneten Telegraphenstation entweder durch die Post, durch Estafetten oder durch Expressboten. Ist keine Bestimmung über die Art der Weiterbeförderung getroffen, so wählt die Adressstation nach ihrem besten Ermessen die zweckmässigste Art derselben. Das Gleiche findet statt, wenn die vom Aufgeber angegebene Art der Weiterbeförderung sich als unausführbar erweist.

In den geeigneten Fällen und wo solches ausdrücklich zugelassen ist, können auch die Eisenbahnbetriebs-Telegraphen nach den hierüber ertheilten speciellen Vorschriften zur Weiterbeförderung benützt werden.

Die Aufgabe der Depeschen mit der Bezeichnung „bureau restant“ oder „poste restante“ ist zulässig.

§. 6. 1865

Erfordernisse der zu befördernden Depeschen.

Das Original jeder zu befördernden Depesche muss in solchen uchstaben und Zeichen, welche sich durch den Telegraphen wieder-ɜben lassen, deutlich und verständlich geschrieben sein, und darf eder ungewöhnliche Wortbildungen, noch dem Sprachgebrauche ıwiderlaufende Zusammenziehungen und Abkürzungen enthalten. inschaltungen, Randzusätze, Streichungen oder Ueberschreibungen üssen vom Aufgeber der Depesche oder von seinem Beauftragten ·scheinigt werden.

Obenan muss die Adresse stehen mit der etwaigen Angabe über e Art der Weiterbeförderung der Depesche, dann der Text und am ·hlusse die Unterschrift des Absenders mit der etwaigen Beglaugung folgen.

Die Adresse für die grossen Städte hat die Angabe der Strasse und r Hausnummer, oder in Ermanglung dessen die Angabe der Befsart oder andere ähnliche Bezeichnungen zu enthalten. Selbst für einere Orte soll der Name des Adressaten von einer solchen ergänden Bezeichnung begleitet sein, dass die Bestimmungsstation im ılle von Verstümmlungen des Eigennamens den Adressaten aufden kann. Die Folgen ungenauer Adressirung sind vom Absender tragen. Derselbe kann eine nachträgliche Vervollständigung der lresse nur gegen Aufgabe und Bezahlung einer neuen Depesche anspruchen.

Es ist dem Absender einer Depesche gestattet, seiner Unterhrift eine beliebige Beglaubigung beifügen zu lassen.

§. 7.

Gattungen der Depeschen.

Die Depeschen zerfallen rücksichtlich ihrer Behandlung in folnde Gattungen:

1. Staatsdepeschen, d. h. Depeschen, welche von dem ıatsoberhaupte, den Regierungsorganen der dem Vereine angerigen Staaten, sowie von diplomatischen Agenten ausgehen.

Die Depeschen der Consularagenten werden als Staatsdepeschen r dann behandelt, wenn sie dienstliche Angelegenheiten betreffen.

2. Dienstdepeschen.

3. Privatdepeschen.

§. 8.

Besondere Bestimmungen für Staatsdepeschen.

Staatsdepeschen können in beliebiger Sprache, auch chiffrirt aufgeben werden. Sie müssen als Staatsdepeschen bezeichnet, und rch Siegel oder Stämpel als solche beglaubigt sein.

1865

§. 9.

Besondere Bestimmungen für Privatdepeschen.

Bei Privatdepeschen ist die Fassung in deutscher oder französischer Sprache Regel. Sie können überdies in jeder anderen Sprache gefasst sein, welche den Stationen als zulässig bezeichnet sind.

Die Anwendung der Chiffernschrift ist bei Privatdepeschen gestattet, wenn sie zwischen den Stationen zweier Staaten gewechselt werden, welche diese Art der Correspondenz zulassen. Depeschen, welche nur Börsencourse, Waaren-, Getreidepreise etc. enthalten, werden nicht als chiffrirte Depeschen angesehen.

§. 10.

Zurückweisung von Depeschen.

Privatdepeschen, deren Inhalt gegen die Gesetze verstösst, oder aus Rücksichten des öffentlichen Wohles oder der Sittlichkeit für unzulässig erachtet wird, werden zurückgewiesen.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit des Inhaltes steht dem Vorsteher der Aufgabestation, beziehungsweise Zwischen- oder Adressstation, oder dessen Stellvertreter, und in weiterer Instanz der dieser Station vorgesetzten Centralverwaltung zu, gegen deren Entscheidung ein Recurs nicht stattfindet.

Erfolgt die Zurückweisung einer Depesche nach deren Annahme, so wird dem Absender sogleich Nachricht davon gegeben.

Bei Staatsdepeschen steht den Telegraphenstationen eine Controle der Zulässigkeit des Inhaltes nicht zu.

§. 11.

Gebührenerhebung.

Bei Aufgabe der Depeschen sind sämmtliche Telegraphirungsgebühren in voraus zu entrichten. Die Gebühren für die Weiterbeförderung durch Post, Boten und solche Eisenbahn- oder Privat-Telegraphen, auf welche sich nicht der Vereinstarif erstreckt, werden von dem Adressaten eingehoben, wenn die Depeschen nicht recommandirt sind (§. 15).

§. 12.

Beförderungsgebühren.

Die Gebühren für die telegraphische Beförderung der Staats- und Privatdepeschen, welche innerhalb des Vereinsgebietes verbleiben, werden nach Massgabe der Wortzahl und der directen Entfernung nach folgendem Tarife erhoben:

1865

Entfernung nach		Beförderungsgebühr für											
		eine einfache Depesche von 1—20 Worten							Zuschlag für jede folgenden 10 Werte				
Zonen	Meilen	preussisch	österreichisch		süddeutsch		niederländisch	französisch	preussisch	österreichisch	süddeutsch	niederländisch	französisch
		Sgr.	fl.	kr.	fl.	kr.	Gl.	Frc.	Sgr.	kr.	kr.	Gl.	Frc.
I	bis 10	8	—	40	—	24	0.50	1	4	20	14	0.25	0.50
II	über 10—45	16	—	80	—	56	1.00	2	8	40	28	0.50	1.00
II	über45	24	1	20	1	24	1.50	3	12	60	42	0.75	1.50

Für den Verkehr mit dem Vereinsauslande beträgt die Gebühr s zur Vereinsgrenze, ohne Rücksicht auf die Entfernung, für die nfache Depesche:

ł Sgr. = 1 fl. 20 kr. österreichisch = 1 fl. 24 kr. süddeutsch = 1.50 Gl. niederländisch = 3 Franken;

r je zehn Worte mehr die Hälfte dieses Betrages.

Abweichend hiervon werden im Verkehre zwischen Württemberg ıd Hohenzollern einer- und Frankreich anderseits, sowie zwischen ohenzollern und der Schweiz nur 8 Sgr. = 28 kr. süddeutsch = 1 Franc für die einfache Depesche erhoben.

Zu dieser Vereinsgebühr treten die nach dem internationalen arife zu berechnenden ausländischen Gebühren.

§. 13.

Bestimmung der Wortzahl.

Bei Ermittlung der Wortzahl einer Depesche behufs der Tarifing werden folgende Regeln beobachtet:

1. Alles, was der Aufgeber in das Original seiner Depesche hufs der Beförderung schreibt, wird bei Berechnung der Taxe mitzählt. Dahin gehören auch die Angaben über frankirte Antworten, ıchzusendende oder recommandirte Depeschen und Weiterbeförrung. Dasselbe gilt von der Beglaubigung der Unterschrift.

2. Das Maximum der Länge eines Wortes wird auf sieben Silben stgesetzt, und der Ueberschuss wird für ein Wort gezählt.

3. Bei Verbindungen von Worten durch Bindestriche werden e einzelnen Worte gezählt.

1865 4. Wenn zwei Worte mittelst Apostrophirung zusammengezogen sind, z. B. l'un, qu'il, l'Europe, so ist jedes der beiden Worte besonders zu zählen.

5. Die Namen von Städten und Ortschaften, Strassen, Plätzen, Boulevards, die Eigennamen von Personen, Titel, Vornamen, Partikel- und Eigenschaftsbezeichnungen werden nach der Zahl der zum Ausdrucke derselben gebrauchten Worte gezählt.

6. Die in Ziffern geschriebenen Zahlen werden für so viele Worte gezählt, als sie Gruppen von fünf Ziffern enthalten, nebst einem Worte mehr für den etwaigen Ueberschuss.

7. Einzeln stehende Schriftzeichen, Buchstaben oder Ziffern werden je für ein Wort gezählt. Das Nämliche gilt für die Unterstreichung eines oder mehrerer aufeinander folgenden Worte.

8. Zum Worttext der Depesche gehörige Interpunctionszeichen, Apostrophe, Bindestriche, Anführungszeichen, Parenthesen (Klammern) und das Zeichen für den neuen Absatz (Alinea) werden nicht mitgerechnet; dagegen werden alle durch den Telegraphen nicht darstellbaren Zeichen, welche daher durch Worte gegeben werden müssen, als Worte berechnet.

9. Punkte, Commata und Trennungszeichen, welche zur Bildung der Zahlen gebraucht werden, sind für je eine Ziffer zu zählen.

10. Bei chiffrirten Depeschen werden zunächst sämmtliche als Chiffern benützte Ziffern und Buchstaben, sowie die Interpunctions- und anderen Zeichen im chiffrirten Texte zusammengezählt, die Summe durch fünf getheilt und der Quotient als die für den chiffrirten Text zu taxirende Wortzahl angesehen. Der etwaige Ueberschuss zählt für ein Wort. Der Wortzahl des chiffrirten Textes tritt die Zahl der ausgeschriebenen Worte, nach den gewöhnlichen Regeln berechnet, hinzu.

§. 14.

Währung der Gebühren.

Die Gebührenerhebung erfolgt in der Landeswährung derjenigen Verwaltung, welcher die Aufgabestation angehört. Die für die Gebührenerhebung massgebenden Tarife liegen bei jeder Telegraphenstation dem Publicum zur Einsicht auf.

§. 15.

Recommandirte Depeschen.

Der Aufgeber einer Depesche hat das Recht, dieselbe zu recommandiren. In diesem Falle übermittelt die Bestimmungsstation dem Aufgeber telegraphisch eine vollständige Copie der dem Adressaten zugestellten Depesche, mit der Angabe sowohl der genauen Zeit

:r Zustellung, als auch der Person, welcher die Depesche über- 1865
:ben wurde.

Der Aufgeber einer recommandirten Depesche kann sich die :tourdepesche nach irgend einem beliebigen Orte adressiren lassen.

Die Recommandation ist obligatorisch für alle chiffrirten Deschen.

Die Taxe einer recommandirten Depesche beträgt das Doppelte r gewöhnlichen Depesche.

Wenn der Aufgeber im Texte der Retourdepesche einen Irrthum tdeckt und dessen Berichtigung verlangt, so wird die berichtigende :pesche unentgeltlich befördert; es wäre denn, dass der Irrthum m Aufgeber herrührte.

§. 16.

Nachsenden von Depeschen.

Der Aufgeber einer Depesche kann der Adresse den Zusatz: achzusenden" beifügen, in welchem Falle die Bestimmungsstation :selbe sofort nach erfolgter Zustellung an die angegebene Adresse möglich weiter an den neuen, ihr in der Wohnung des Adressaten tgetheilten Adressort befördert, insoferne sich dieser in dem :ichen Staate, beziehungsweise im Vereinsgebiete befindet.

Der Zusatz: „nachzusenden" kann auch von weiteren Adressen gleitet sein, und wird dann die Depesche successive an diese ressen befördert.

Die Gebühr für das Nachsenden wird vom Adressaten erhoben.

§. 17.

Depeschen mit verschiedenen Adressen.

Die Depeschen können adressirt werden:

) an mehrere Adressaten in verschiedenen Orten,
) an mehrere Adressaten in dem nämlichen Orte,
) an den nämlichen Adressaten in verschiedenen Orten oder in mehreren Wohnungen in dem nämlichen Orte.

Im Verkehre mit dem Vereinsauslande müssen die nach mehen Staaten bestimmten Depeschen in so vielen Originalien aufgeben werden, als verschiedene Staaten sind.

Ist eine Depesche nach verschiedenen Adressstationen zu :ördern, so wird sie als ebenso viele einzelne Depeschen behant, als Adressstationen angegeben sind.

Soll eine Depesche an einem und demselben Orte an verschiie Adressen abgegeben, das heisst vervielfältigt werden, so wird nur als eine einzige Depesche behandelt, und für die zweite und e weitere Ausfertigung die Gebühr von 4 Sgr. erhoben.

1865

§. 18.

Frankirte Antworten.

Der Aufgeber kann die Antwort, welche er von dem Adressaten verlangt, frankiren, und sich diese Antwort nach irgend einem beliebigen Orte adressiren lassen.

Wird eine Antwort von nicht mehr als zwanzig Worten verlangt, so ist nach dem Texte und vor der Unterschrift die Angabe beizufügen: „Antwort bezahlt", und für die Antwort die Gebühr einer einfachen Depesche zu erlegen.

Will der Aufgeber für mehr als zwanzig Worte die Antwort vorausbezahlen, so hat er beizufügen: „Antwort . . bezahlt" (z. B. Antwort 30 bezahlt).

Verlangt derselbe eine unbeschränkte Antwort, so hat er die Angabe zu machen: „Unbeschränkte Antwort bezahlt", und muss in diesem Falle einen entsprechenden Betrag hinterlegen, über welchen nach erfolgter Antwort abgerechnet wird.

Bei bezahlten Antworten, welche nach einem anderen als nach dem Aufgabeorte der Ursprungsdepesche zu übermitteln sind, kommt der Tarifsatz zwischen der Aufgabe- und Adressstation der Antwort zur Anwendung.

Wenn die Antwort innerhalb acht Tagen nach Aufgabe der Ursprungsdepesche nicht erfolgt, so gibt die Bestimmungsstation dem Aufgeber hiervon Kenntniss durch eine Depesche, welche die Stelle der Antwort vertritt.

Jede nach dieser Rückmeldung aufgegebene Antwort wird als eine neue Depesche behandelt.

Wenn eine Antwort weniger Worte enthält, als bezahlt wurden, so wird der Ueberschuss nicht zurückvergütet. Enthält sie mehr Worte, so ist der Mehrbetrag von dem Empfänger der Antwort (Aufgeber der Ursprungsdepesche) nachzuzahlen.

§. 19.

Weiterbeförderungsgebühren.

Die Weiterbeförderung von nicht recommandirten Depeschen kann durch Post, Boten oder Eisenbahnbetriebstelegraphen geschehen. Die Gebühren hierfür werden vom Adressaten eingehoben. Bei der Weiterbeförderung durch die Post werden solche Depeschen wie gewöhnliche Briefe behandelt.

Die Weiterbeförderung per Post tritt ausschliesslich dann ein, wenn der Adressat in früheren Fällen die Bezahlung der Gebühr für eine andere Art der Weiterbeförderung verweigert hat.

Die Gebühren für die Weiterbeförderung recommandirter Depeschen werden von dem Aufgeber entrichtet.

Diese Depeschen können im Vereinsgebiete auch durch Esta- 1865
ten weiter befördert werden.

Die Aufgabestation erhebt hierfür nachfolgende Gebühren:

4 Sgr. etc. für jede am Orte poste restante zu deponirende oder r Post innerhalb des gleichen Staates (respective Vereinsgebietes) versendende Depesche;

8 Sgr. etc. für jede über diese Grenze hinaus in Europa zu fördernde Depesche;.

20 Sgr. etc. für jede über Europa hinaus zu versendende pesche.

Von der Adressstation werden diese Depeschen als recommante Briefe frankirt und innerhalb des Postvereines als Expressbriefe handelt.

Für die Weiterbeförderung recommandirter Depeschen durch ten oder Estafetten und solche Telegraphen, welche nicht in den rifen erscheinen, hat der Aufgeber einen angemessenen Betrag zu terlegen, worüber abgerechnet wird, sobald die wirklichen Aus- en bekannt geworden sind.

§. 20.

Gebührenentrichtung durch den Adressaten.

Von dem Adressaten sind ausser den etwaigen Weiterbeförungsgebühren zu entrichten:

1. die ganze Taxe derjenigen Depeschen, welche durch die telegraphen (Semaphores) vom Schiffe her befördert werden;
2. die Ergänzungstaxe der nachzusendenden Depeschen (§. 16);
3. die Ergänzungstaxe für bezahlte Antworten, deren Länge die nkirte Wortzahl überschreitet (§. 18).

In allen Fällen, wo eine Gebührenentrichtung bei der Ueber- e der Depesche stattfinden soll, wird diese dem Adressaten nur gen Bezahlung des schuldigen Betrages zugestellt.

§. 21.

Rangordnung bei der Beförderung.

Bei der Abtelegraphirung wird unter Berücksichtigung der htung, in welcher die Depeschen zu befördern sind, die Reihenge beobachtet, in welcher sie bei der Station aufgeliefert werden, r telegraphisch zu derselben gelangen. Jedoch haben Staatsbeschen und unter diesen wieder die Depeschen der Staatsoberipter, der Ministerien und der Gesandtschaften den Vorrang. rauf folgen die Privatdepeschen, welche in der Regel nur drinden Dienstdepeschen nachgesetzt werden.

1865

§. 22.

Zurückziehung und Unterdrückung von Depeschen.

Vor begonnener Abtelegraphirung kann jede Depesche zurückgefordert werden, wenn die rückfordernde Person sich als der Absender oder dessen Beauftragter legitimirt, und die etwaige Empfangsbescheinigung der Station zurückgibt.

Die Gebühren werden in solchem Falle nach Abzug von 4 Sgr. etc. erstattet.

Dasselbe tritt auch dann ein, wenn der Absender seine Depesche zurückverlangt, weil sie innerhalb einer von ihm angegebenen Frist nicht befördert werden können.

Hat die Abtelegraphirung einer Depesche bereits begonnen, so kann solche zwar aufgehalten und unterdrückt, aber nicht zurückgefordert, auch kann veranlasst werden, dass eine bereits abgegangene Depesche nicht bestellt wird, insoferne hierzu noch Zeit und Gelegenheit vorhanden ist.

Bei jedem derartigen Verlangen hat der Antragsteller das Ansuchen schriftlich zu stellen, und sich als der Absender oder dessen Beauftragter zu legitimiren.

Für die Aufhaltung und Unterdrückung in der Telegraphirung befindlicher Depeschen wird eine besondere Gebühr nicht erhoben; die gezahlten Gebühren bleiben dagegen verfallen.

Das Verlangen, dass eine bereits abgegangene Depesche nicht bestellt werde, muss mittelst besonderer Depesche des Aufgebers erfolgen, wofür die tarifmässigen Gebühren zu zahlen sind. Von dem Erfolge wird ihm per Post Kenntniss gegeben. Verlangt der Aufgeber telegraphischen Aufschluss, so hat er die Antwort zu frankiren.

Die erlegten Gebühren für Depeschen, deren Bestellung unterdrückt wird, werden nicht erstattet. Ausländische und besondere Gebühren verfallen stets nur insoweit, als die ausländischen Linien schon berührt worden sind, oder eine Weiterbeförderung stattgefunden hat.

§. 23.

Verfahren bei der Adressstation.

Die Depeschen werden gleich nach der Ankunft bei der Adressstation durch wortgetreue Abschrift des ganzen Inhaltes ausgefertigt. Die nach dem Orte selbst gerichteten Depeschen werden in Couverts eingeschlossen, welche die vollständige Adresse der Depesche erhalten, und, mit dem Siegel der Station versehen, so schleunig als möglich bestellt.

Die nach anderen Orten bestimmten Depeschen werden, je nachdem sie durch Vermittlung von Eisenbahnbetriebstelegraphen

er durch die Post, durch Estafette oder durch expresse Boten 1865
iter zu senden sind, mit möglichster Beschleunigung den Eisen-
hnbetriebstelegraphen übergeben, oder der Weiterbeförderung in
r letzterwähnten Weise zugeführt.

Wenn der Adressat seinen Aufenthaltsort verändert hat, so
rden demselben für ihn anlangende Depeschen an den neuen
ressort nachtelegraphirt, und mit Post, Boten oder Estafette nach-
ıendet, wenn er in einer bei der betreffenden Telegraphenstation
derzulegenden schriftlichen Erklärung das Verlangen der Nach-
ıdung ausdrücklich ausgesprochen hat. Die hierfür entfallenden
bühren bezahlt der Adressat bei Empfang der Depesche.

§. 24.

Bestellung durch Telegraphenboten.

Der Bote hat die Depesche nebst Empfangsbescheinigung ohne
fenthalt nach der Wohnung oder nach dem Geschäftslocale des
ressaten, oder nach der Post zu bringen, und sich bei Abgabe der-
ben zu überzeugen, dass die richtige Zeit und Unterschrift in die
pfangsbescheinigung eingetragen ist.

Dem Boten ist die Annahme von Geschenken untersagt.

Zur Bescheinigung der Abgabe einer Staatsdepesche kann, wenn
ht eine besondere schriftliche Verfügung darüber getroffen ist,
der Vorstand der betreffenden Behörde, oder in dessen Abwe-
heit sein Stellvertreter als berechtigt angesehen werden.

Privatdepeschen können, wenn der Adressat von dem Boten
ht zu Hause angetroffen wird, entweder an ein erwachsenes Mit-
ɜd seiner Familie, oder an dessen Geschäftsgehilfen, Dienerschaft,
ɜt- oder Hauswirthe abgegeben werden, insoferne derselbe nicht
derartige Fälle einen besonderen Empfänger der Station schriftlich
ıhaft gemacht, oder der Aufgeber die eigenhändige Empfangnahme
langt hat.

In allen Fällen, wo der Bote den Adressaten nicht selbst an-
t, und die Depesche einem Andern aushändigt, hat der Letztere
der Empfangsbescheinigung seiner eigenen Namensunterschrift
Wort „für“ und den Namen des Adressaten beizufügen.

§. 25.

Unbestellbare Depeschen.

Von der Unbestellbarkeit einer Depesche und den Gründen der
ɔestellbarkeit wird der Aufgabestation behufs Mittheilung an den
geber telegraphische Meldung gemacht.

Ist eine Depesche unbestellbar, weil der Adressat nicht hat
gefunden werden können, so wird dieselbe bei der Adressstation
bewahrt, in der Wohnung des Adressaten aber eine bezügliche
:eige hinterlassen.

1865 Hat sich innerhalb sechs Wochen der Adressat zur Empfangnahme der Depesche nicht gemeldet, so wird solche vernichtet.

§. 26.

Garantie und Reclamationen.

Die Telegraphenverwaltungen leisten für die richtige Ueberkunft der Depeschen oder deren Ueberkunft und Zustellung innerhalb bestimmter Frist keinerlei Garantie, und haben Nachtheile, welche durch Verlust, Verstümmlung oder Verspätung der Depeschen entstehen, nicht zu vertreten.

Wenn Depeschen verloren gehen oder recommandirte Depeschen in einer Art verstümmelt werden, dass sie erweislich ihren Zweck nicht erfüllen können, oder später in die Hände der Adressaten gelangen, als dies durch die Vermittlung der Post hätte der Fall sein müssen, werden die gezahlten Gebühren zurückerstattet, soferne deren Reclamation innerhalb drei Monaten (bei Depeschen nach aussereuropäischen Ländern innerhalb 10 Monaten) vom Tage der Aufgabe der Depesche ab erfolgt.

Die Reclamationen sind bei der Verwaltung der Aufgabestation einzureichen, und wenn es sich um eine verstümmelte Depesche handelt, von der dem Adressaten zugestellten Ausfertigung zu begleiten, bei angeblich verlorenen Depeschen ist die Reclamation durch Vorlegung einer bezüglichen schriftlichen Correspondenz oder durch einen sonstigen Nachweis zu begründen.

Ein Aufgeber, welcher nicht in dem Staate wohnt, wo er seine Depesche aufgegeben hat, kann seine Reclamation bei der Verwaltung des Aufgabeortes durch eine andere Verwaltung anhängig machen.

§. 27.

Nachzahlung und Rückerstattung von Gebühren.

Gebühren, welche für beförderte Depeschen irrthümlich zu wenig erhoben worden sind, hat der Absender auf Verlangen nachzuzahlen. Irrthümlich zu viel erhobene Gebühren werden dem Absender nachträglich erstattet.

§. 28.

Depeschenabschriften.

Der Aufgeber und der Adressat sind berechtigt, sich beglaubigte Abschriften der von ihnen aufgegebenen oder empfangenen Depeschen ausfertigen zu lassen, wenn sie das genaue Datum derselben angeben können, und die Originaldocumente noch vorhanden sind.

Für jede Abschrift kommt die fixe Gebühr von 4 Sgr. etc. in Berechnung.

323. 1865

15 octobre 1865.

éclaration ministérielle concernant une convention avec Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin relative à légalisation des documents officiels. Déclaration mini-érielle de Mecklenbourg-Schwerin datée du 24 octobre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 117.)

nisterialerklärung vom 15. October 1865, betreffend das für e Länder des österreichischen Kaiserstaates wirksame Ueber-kommen mit der grossherzoglich Mecklenburg-Schwerin'schen gierung bezüglich der Legalisirung von Urkunden. Ausge-scht gegen eine entsprechende Erklärung der grossherzoglich Mecklenburg-Schwerin'schen Regierung ddo. Schwerin den 24. October 1865.

Nachdem die k. k. österreichische und die grossherzoglich cklenburg-Schwerin'sche Regierung in der Absicht, zur Förderung Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehrs Erleichterungen üglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausge-llten oder beglaubigten Urkunden einzuführen, sich über nach-hende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser-b Streitsachen und in Streitangelegenheiten, sowie von den geist-ıen Ehegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, nn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Für die von den Notarien ausgefertigten Urkunden ist eine itere Legalisirung nicht erforderlich, wenn sie mit einer solchen Oesterreich von Seiten des Gerichtes erster Instanz, in Mecklen-g-Schwerin von Seite des Justizministeriums versehen sind.

Artikel III.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden bedürfen, veit nicht im Artikel VI dieser Convention etwas anderes vor-schrieben ist, in Oesterreich der Legalisirung der politischen ndesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitätsangelegenheiten der ntralseebehörde, und bei den von Militärbehörden ausgefertigten kunden des Landesgeneralcommandos; in Mecklenburg-Schwerin Legalisirung des der ausstellenden Behörde vorgesetzten

1865 Ministeriums — Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, des Innern, der Finanzen, der Justiz, beziehungsweise der Abtheilungen des letzteren für die geistlichen, Unterrichts- und Medicinalangelegenheiten, Staatsministerium — oder bezüglich der von Militärbehörden ausgestellten Urkunden der Legalisirung des Militärdepartements.

Für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden ist eine weitere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden Oesterreichs und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen der Legalisirung durch die leitende Finanzbehörde, der Finanzlandesdirection oder beziehungsweise der Steuerdirection.

In Mecklenburg-Schwerin bedarf es für die Urkunden dieser Art der Legalisirung durch das Finanzministerium oder das sonst der ausstellenden Behörde vorgesetzte Ministerium.

Urkunden, welche von dem k. k. österreichischen Finanzministerium und dem k. k. österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft oder aber den in der Anlage genannten, den Ministerien unmittelbar untergeordneten k. k. österreichischen Behörden und Beamten ausgefertigt sind, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.

Dasselbe gilt in Mecklenburg-Schwerin, ausser für die von den Ministerien ausgefertigten Urkunden auch für diejenigen Urkunden, welche von der Generalpostdirection und der Telegraphendirection ausgestellt worden sind.

Artikel V.

Die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen von Seite Oesterreichs, nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde, der Beglaubigung der politischen Landesstelle, bei dem Militär aber des Kriegsministeriums. Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden in Oesterreich bedürfen nur der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat, bei den evangelischen Religionsgesellschaften in Oesterreich durch die vorgesetzte Superintendentur. Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Feldseelsorger durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando zu legalisiren.

Die Ausfertigungen der Capitel und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

In Mecklenburg-Schwerin bedarf es für die Legalisirung der von 1865
n Geistlichen ausgestellten amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbe-
scheinigungen oder sonst von den Geistlichen in ihrem Berufe aus-
fertigten Urkunden der Beglaubigung durch das Ministerium für
istliche Angelegenheiten oder durch den Oberkirchenrath.

Artikel VI.

In Rücksicht der Reiselegitimationen jeder Art hat es bei den
herigen Vorschriften zu verbleiben, und soll ferner, insoferne
einzelne Verhältnisse, z. B. für die heimathrechtlichen Bezie-
ngen gewisse Formen der von den Behörden auszustellenden Be-
einigungen ohne das Erforderniss besonderer Legalisation fest-
stellt sind, der gegenwärtige Vertrag auf solche Verhältnisse keine
wendung finden.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung derjenigen
hörden, deren Zeugniss nach diesem Uebereinkommen genügt,
larf keiner weiteren Legalisirung.

diese Vereinbarung auch von Seiten Seiner Majestät des Kaisers
Oesterreich und Seiner königl. Hoheit des Grossherzogs von
cklenburg-Schwerin genehmigt worden ist, so ist zu Urkund dessen
Seiner k. k. Apostolischen Majestät Minister des kaiserl. Hauses
des Aeussern gegenwärtige Erklärung ausgestellt und unter-
igt worden, um gegen eine entsprechende Erklärung der gross-
zoglich Mecklenburg-Schwerin'schen Regierung ausgewechselt
werden, und sollen die Bestimmungen dieser Erklärung nach
lgter Auswechslung durch des Reichs-Gesetz-Blatt für das Kaiser-
m Oesterreich bekanntgemacht werden, und im ganzen Umfange
Kaiserreiches in Wirksamkeit treten.

So geschehen in Wien, am 15. October 1865.

Der k. k. Minister des kaiserl. Hauses und des Aeussern:
L. S.) Alexander Graf *von Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Verzeichniss

der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Die Direction im Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.

1865

7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction der Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwaltamt in Sóovár.
24. Bergwesensinspectoratsamt in Agordo.
25. Die Generalinspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

324.

16 octobre 1865.

Traité postal entre l'Autriche et la Grande-Bretagne conclu à Londres.

(P. V. B. 1866.)

Postvertrag zwischen Oesterreich und den Vereinigten Königreichen Grossbritannien und Irland.

The General Post Office of Austria and the general Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Ireland being desirous of improving by means of a Convention the Postal Service between the two Countries:

The Undersigned,

The Chevalier Ignatius de Schaeffer, Councillor to the Imperial Royal Ministry, and Director of the Austrian Consulate General in London, and

Edward John Lord Stanley of Alderley, a Peer of the United 1865
Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, Her Britannic Majesty's Postmaster General:

After having communicadet to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Article 1.

There shall be a periodical and regular exchange of mails between the united Kingdom and Austria, as well for Letters, Newspapers, and printed papers of every kind and patterns of Merchandise originating in the two States as for Articles of the same nature originating in or destined for the Countries the Correspondence of which is forwarded through the United Kingdom or through Austria.

These Mails shall be transmitted exclusively by the way of France, and shall contain only such Letters, Newspapers, printed papers, and patterns of Merchandise as are specially addressed to be forwarded via France, or upon which the rates of Postage required for their transmission by that route have been prepaid by the senders.

Article 2.

The British Post Office shall make use of the right which it possesses, under the Postal Convention between Great Britain and France, of exchanging closed Mails with the Austrian Post Office, through the French Territory, and the Austrian Post Office shall make use of the right which it possesses of exchanging Mails with the British Post Office through the Territories of Baden, Wurtemberg, and Bavaria.

Article 3.

The British Post Office shall pay to the French Post Office the transit rates of 80 Centimes per Ounce British for Letters and of 20 Centimes per Pound British for Newspapers, or other printed papers and patterns of Merchandise, which will be due to France for the conveyance over the French Territory of Letters, Newspapers, and other printed papers and patterns of Merchandise, in both directions, between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Austria.

The Austrian Post Office shall pay any transit rates that may be due under the German Postal Union Convention for the Conveyance of such Letters, Newspapers, and other printed papers and patterns of Merchandise, in both directions, over the Territories of Baden, Wurtemberg, and Bavaria.

1865

Article 4.

The regular exchange of Mails between the British and the Austrian Offices shall be effected through the following Post Offices, namely:

On the side of the United Kingdom:
London,
Dover.
On the side of Austria:
Vienna.
Salzburg.

Article 5.

Persons desirous of sending ordinary letters, that is to say, letters not registered, either from the United Kingdom of Great Britain and Ireland to the Austrian Provinces and the city of Belgrade, or from the Austrian Provinces and the city of Belgrade to the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall have the option of leaving the postage of such letters to be paid by the receivers, or of paying the postage in advance tho the place of destination.

Article 6.

The total amount of postage to be collected in the United Kingdom of Great Britain and Ireland upon ordinary paid letters originating in the United Kingdom and addressed to the Austrian Provinces and the city of Belgrade, as well as upon unpaid letters originating in the Austrian Provinces and the city of Belgrade, and addressed to the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall be as follows:

For every single paid letter, Sixpence.

For every single unpaid letter, Eightpence.

Reciprocally, the total amount of postage to be collected in the Austrian Provinces and the city of Belgrade upon ordinary paid letters originating in the Austrian Provinces and the city of Belgrade, and addressed to the United Kingdom of Great Britain and Ireland, as well as upon unpaid letters originating in the United Kingdom and addressed to the Austrian Provinces and the city of Belgrade, shall be as follows:

For every single paid letter, Twentykfive Neukreuzer.

For every single unpaid letter, Thirtythree Neukreuzer.

With respect to letters above the weight of a single letter, which is fixed at a quarter of an ounce in the United Kingdom and at half a Zoll loth in the Austrian Provinces and the city of Belgrade, the British Office shall apply the following scale of progression for all letters the postage of which is collected in the United Kingdom, viz.:

For every letter exceeding a quarter of an ounce and not ex- 1865
ceeding half an ounce, two rates of postage.

For every letter exceeding half an ounce and not exceeding three quarters of an ounce, three rates of postage.

And so on, one rate being added for every additional quarter an ounce.

And the Austrian Office shall apply the following scale of pro-ession for all letters the postage of which is collected in the strian Provinces or the city of Belgrade, viz.:

For every letter exceeding half a Zoll loth and not exceeding a Zoll loth two rates of postage.

For every letter exceeding a Zoll loth and not exceeding a Zoll loth and a half, three rates of postage.

And so on, one rate being added for every additional half oth.

Article 7.

The Post Offices of the two countries shall mutually account to h other for the portion of the postage which is due to each upon letters despatched from one office to the other. The Post Office Austrian shall pay to the British Post Office for every single paid ter forwarded from the Austrian Provinces and the city of Belgrade lressed to the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the n of Seventeen Neukreuzer, and for every single unpaid letter for-rded from the United Kingdom of Great Britain and Ireland ad-ssed to the Austrian Provinces and the city of Belgrade, the sum Twentyone Neukreuzer.

Reciprocally, the British Post Office shall pay to the Austrian st Office for every single paid letter forwarded from the United igdom of Great Britain and Ireland addressed to the Austrian vinces and the city of Belgrade, the sum of Twopence, and for ry single unpaid letter forwarded from the Austrian Provinces l the city of Belgrade, addressed to the United Kingdom of Great tain and Ireland, the sum of Threepence.

For every letter above the weight of a single letter each office ll pay to the other an increased amount according to the scale of gression adopted in that country in which the postage is collected.

The letters which either of the two offices shall deliver to the er as paid to destination in virtue of the present Article shall not charged with any rate or duty whatever to be paid by the re-ers.

Article 8.

When the postage stamps affixed to a letter forwarded from the ted Kingdom of Great Britain and Ireland to the Austrian Provin-

1865 ces and the city of Belgrade, or forwarded from the Austrian Provinces and the city of Belgrade to the United Kingdom, shall represent a sum less than that required for the prepayment of the letter, at the rate of Sixpence or 25 Neukreuzer per single letter, such letter shall be considered as unpaid and charged as such, after deducting the value of the stamps.

The amount of the sums paid, as well by the senders of insufficiently paid letters as by the persons to whom those letters are addressed, shall be divided between the Austrian Post Office and the British Post Office in accordance with the stipulations of Article 7 preceding.

Article 9.

Ordinary letters, forwarded by way of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, whether from the countries and colonies mentioned in the Table A annexed to the present Convention to the Austrian Provinces and the States the correspondence of which is forwarded through Austria, or form the Austrian Provinces and the States the correspondence of which is forwarded through Austria to those same countries and colonies, shall be exchanged between the British Post Office and the Austrian Post Office on the conditions set forth in the said Table.

Article 10.

Ordinary letters, forwarded by way of Austria, whether from the States mentioned in the Table *B* annexed to the present Convention to the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the countries and colonies the correspondence of which is forwarded through the United Kingdom, or from the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the countries and colonies the correspondence of which is forwarded through the United Kingdom to those same States, shall be exchanged between the Austrian Post Office and the British Post Office on the conditions set forth in the said Table.

Article 11.

The inhabitants of both countries may send registered letters from one country to the other.

The postage of registered letters shall always be paid in advance.

A fee or additional charge, the amount of which the despatching office shall fix, may be levied over and above the postage to which such letters are liable, but no postage, duty or tax whatsoever shall be levied on the delivery of registered letters forwarded from the United Kingdom of Great Britain and Ireland to Austria, or vice versa.

The British Post Office shall account to the Austrian Post Office 1865
r one half the registration fee levied in the United Kingdom upon gistered letters addressed to the Austrian Provinces or the city of elgrade, and, in like manner, the Austrian Post Office shall account the British Post Office for one half the registration fee levied in e Austrian Provinces or the city of Belgrade upon registered letters ldressed to the United Kingdom.

Article 12.

The British Post Office may further deliver to the Austrian Post fice registered letters addressed to Botuschany, Plojeschti, Bakeu, rlad, Bucharest, Fokschan, Jassy, Piatra, Roman, Tekutsch, Galatz, urgevo, Ibraila, Antivari, Durazzo, Valona, Philippopel, Prevesa, istschuk, Sofia, Adrianople, Beyrout, Bourgas, Caïfa, Candia, Canea, ivalla, Chio, Tchernavoda, Dardanelles, Gallipoli, Jaffa, Constanople, Kustendje, Ineboli, Lagos, Larnaka, Mitylene, Retimo, iodes, Salonica, Samsoun, Seres, Sinope, Smyrna, Sulina, Tenedos, ebizond, Tultscha, Varna, Volo, Janina, Jerusalem, the Ionian ands, Greece, Alexandria, Cairo, Damanour, Kaferzajat, Tanta, rket-el-Sab, Benha, Zagasik, Zifta, Miholla, Samanud, Mansoura, amietta, Suez, and Porto Said.

And the Austrian Post Office may further deliver to the British st Office registered letters addressed to the United States of North nerica (including California and Oregon), to Liberia, or to the itish Colonies of India, Malta, Gibraltar, Hong Kong, Labuan, the itish West Indies, the Cape of Good Hope, St. Helena, Natal, ylon, Mauritius, New South Wales, Victoria, Tasmania, South istralia, Western Australia, Queensland, New Zeeland, Newfoundid, Bermuda, Canada, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward and, Sierra Leone, Gambia, Lagos, the Gold Coast, and the Falkid Island.

The British Post Office shall account to the Austrian Post Office on every registered letter originating in the United Kingdom or in lonies or countries beyond sea, and forwarded by way of the nited Kingdom and Austria, addressed to Cairo, Damanour, Kaferjat, Tanta, Birket-el-Sab, Zagasik, Ziftra, Miholla, Samanud, Manura, Damietta, Suez, or Porto Said, and Benha, for the sum of nirtythree Neukreuzer, and half a Neukreuzer, in addition to the stage due to the Austrian Post Office and upon every registered ter addressed to any of the other places to which registered letters ay be sent through Austria for the sum of Twelve and half a Neueuzer, in addition to the postage due to the Austrian Post Office.

On its side the Austrian Post Office shall account to the British st Office for the sum of Sevenpence, in addition to the postage

1865 due to the British Post Office, upon every registered letter originating in Austria, or in any of the countries the correspondence of which is forwarded through Austria, addressed to any of the countries or colonies to which registered letters may be sent through the United Kingdom.

With respect to registered letters addressed to the United States of North America, including California and Oregon, the Austrian Post Office shall further account to the British Post Office, upon every such letter, in addition to the British postage specified in Table *A*, and to the registration fee of Sevenpence specified above, for the amount of postage due to the United States Post Office for such letter, viz., Twopence Halfpenny per Zoll loth when the letter is forwarded by British packet, and Tenpence Halfpenny per Zoll loth when the letter is forwarded by United States packet.

Article 13.

Subject to the following conditions, book packets, including under that designation newspapers and printed papers of every kind, shall be sent from the Austrian Provinces and the city of Belgrade to the United Kingdom of Great Britain and Ireland at such rates of postage as may be fixed from time to time by the Austrian Post Office, and from the United Kingdom to the Austrian Provinces and the City of Belgrade at such rates as may be fixed from time to time by the British Post Office:

1. The postage must be prepaid.

2. Book packets, insufficiently prepaid by means of postage stamps shall be charged with double the amount of the deficiency. The produce of this charge shall be retrained by the office which collects it.

3. Every packet must be sent either without a cover, or in a cover open at the ends or sides, so as to admit of the examination of its contents.

4. A book packet may contain any number of separate books or other publications, prints, or maps, whether printed, engraved, or lithographed, and whether on paper, parchment, or vellum, as also photographs on paper, parchment, or vellum: further, all legitimate binding, mounting, or covering of a book, publication, &c., or of a portion thereof scall be allowed, whether such binding, &c., be loose or attached, as also rollers in the case of prints or maps, markers (whether of paper or otherwise), in the case of books, and, in short, whatever is necessary for the safe transmission of literary or artistic matter or usually appertains thereto.

5. No book packet may contain any writing, figures, or manual marks whatsoever. Ordinary corrections in writing shall, however,

be allowed in the case of book packets containing unbound proof 1865
sheets only.

6. No book packet must exceed two feet British in length, one foot British in width or depth, or three Zoll pounds in weight.

Article 14.

Packets containing patterns or samples of Merchandise may be sent from the United Kingdom of Great Britain and Ireland to the Austrian Provinces and the city of Belgrade, at such rates of postage as may be fixed from time to time by the British Post Office, and from the Austrian Provinces and the city of Belgrade to the United Kingdom at such rates of postage as may be fixed by the Austrian Post Office.

The following conditions must, however, be observed with respect to such packets:

1. The patterns of Merchandise must not be of intrinsic value. No article of a saleable nature, or which has a value of its own apart from its mere use as a pattern, shall be sent at the rates applicable to patterns of merchandise; and the quantity of any material sent ostensibly as a pattern shall not be so great that it could fairly be considered as having on this ground, an intrinsic value.

2. The postage must be prepaid Packets of patterns insufficiently prepaid by means of postage stamps shall be charged with double the amount of the deficiency. The produce of this charges hall be retrained by the office which collects it.

3. The patterns of merchandise must not bear any other writing, in addition to the address of the sender and the address of the person for whom they are intended, than a manufacturer's or trade mark, numbers, and prices; and these particulars must in all cases be given, not on loose pieces of paper, but on small labels attached to the patterns, or the bags, or boxes, containing them.

4. The patterns of merchandise must be sent, as in the case of books, in covers open at the ends, so as to admit of easy examination. Samples, however, of seeds, drugs, and articles of a similar description, which cannot be sent in open covers shall be allowed to be enclosed in boxes, or in bags of linen, paper, or other material, fastened in such a manner that they may be readily opened; or such samples may be sent in bags entirely closed, provided the bags are transparent so that the officers of the Post Office may be able to satisfy themselves as to the nature of the contents.

5. No article which might injure the contents of the mail bags, or the persons of the officers of the Post Office, shall be sent through the Post as a pattern of merchandise.

1865 6. No packet containing patterns of merchandise must exceed Two Feet British in length, or one Foot British in width or depth.

7. No packet containing patterns of merchandise which exceeds the weight of Eight ounces British shall be sent from the United Kingdom of Great Britain and Ireland to the Austrian Provinces and the city of Belgrade. In liko manner, no packet containing patterns of merchandise which exceeds the weight of 15 Zoll loth shall be sent from the Austrian Provinces and the city of Belgrade to the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

Patterns of merchandise respecting which the conditions specified above are not complied with shall not be forwarded.

Subject to the foregoing conditions, patterns, or samples of merchandise may also be sent from the Austrian Provinces and the city of Belgrade, by way of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, to those British colonies or countries beyond sea which have already agreed, or which may hereafter agree with the British Post Office for the transmission of patterns at the same rates of postage and under the same general regulations as printed papers.

The British Post Office shall inform the Austrian Post Office from time to time to what British colonies and countries beyond sea the Austrian Post Office may forward patterns and samples of merchandise in transit through the United Kingdom.

Article 15.

The British Post Office shall pay to the Austrian Post Office, on such of the book packets and patterns of merchandise mentioned in Articles 13 and 14 preceeding as shall originate in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, as well as on prepaid book packets and patterns of merchandise passing in transit through the United Kingdom, the sum of Fivepence per Zoll pound net weight.

The Austrian Post Office, on its side, shall pay to the British Post Office, on such of the book packets and patterns of merchandise mentioned in Articles 13 and 14 preceding as shall originate in the Austrian Provinces and the city of Belgrade, as well as on prepaid book packets and patterns of merchandise passing in transit through the Austrian Provinces, the sum of 21 Neukreuzer per Zoll pound net weight for the entire seevice to be rendered by the British Post Office, and the like sum of 21 Neukreuzer per Zoll pound in repayment of the transit rate through France.

Article 16.

No postage whatever shall be charged by the Austrian Post Office upon the delivery of newspapers and other printed papers or patterns of merchandise originating in the United Kingdom of Great

:itain and Ireland and addressed to the Austrian Provinces and the 1865
:y of Belgrade, and, in like manner, no postage whatever shall be
arged by the British Post Office upon the delivery of newspapers
d other printed papers or patterns of merchandise originating in
: Austrian Provinces and the city of Belgrade, and addressed to
: United Kingdom of Great Britain and Ireland.

It is nevertheless understood that this provision does not in any
y invalidate the right of either Office to refuse to delivier news-
pers or other printed papers, the importation of which may be
›hibited by the laws and regulations of the country to which they
· forwarded.

So long as any stamp duty or other charge is levied in the
strian Provinces and the city of Belgrade upon newspapers or
er printed papers originating in the United Kingdom of Great
tain and Ireland, the amount of such stamp duty or other charge
.ll be paid over by the Austrian Post Office to the British Post
ice.

Article 17.

The Austrian Post Office shall pay to the British Post Office
the conveyance across the United Kingdom of Great Britain and
land of book packets and patterns of merchandise in transit, which
British Post Office shall convey through its territory on account
he Austrian Post Office, the sum of 21 Neukreuzer per Zoll pound
weight.

The Austrian Post Office shall further pay to the British Post
ice for the sea conveyance of pook packets and patterns of mer-
ndise which shall be conveyed on account of the Austrian Post
ce by British mail packets or by private ships leaving or arriving
he ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the
ı of 21 Neukreuzer per Zoll pound net weight.

In consideration of the expence incurred by the British Post
ce for the conveyance of Mails across the Isthmus of Suez, or the
mus of Darien, the Austrian Post Office shall further pay to the
:ish Post Office for book packets and patterns of merchandise
ch the Austrian Post Office shall forward or receive by British
l packets and by way of either Isthmus, viz :

For the conveyance of book packets and patterns of merchandise across the Isthmus of Suez, a transit rate of $4\frac{1}{2}$ Neukreuzer per Zoll pound net weight.

For the conveyance of book packets and patterns of merchandise across the Isthmus of Darien, a transit rate of 20 Neukreuzer per Zoll pound net weight.

It is understood that in the event of the expenses borne by the
ish Post Office for the conveyance of book packets and patterns

1865 of merchandise across either Isthmus being increased or diminished, the sums here mentioned shall be increased or diminished in an equal proportion.

Reciprocally, the British Post Office shall pay to the Austrian Post Office for the conveyance across Austria of book packets and patterns of merchandise in transit, which the Austrian Post Office shall convey through ints territory on account of the British Post Office, the sum of 5*d.* per Zoll pound net weight.

The British Post Office shall further pay to the Austrian Post Office for the sea conveyance of book packets and patterns of merchandise which shall be conveyed on account of the British Post Office by Austrian mail packets or by private ships leaving or arriving at the ports of Austria, the sum of 2*d.* per Zoll pound net weight.

Article 18.

The Post Office of Trieste and the Austrian Post Office in Alexandria (Egypt) may echange mails with the British Post Offices in Aden, Bombay, Calcutta, Madras, Point de Galle, Port Louis, Penang, Singapore, Hong Kong, King George's Sound, Adelaide, Geelong, Melbourne, Hobart Town, Launceston, Sydney, Brisbane, Auckland, and Wellington.

The Austrian Post Office shall pay to the British Post Office, for the conveyance through Egypt and fore the sea conveyance by British mail packets of every single letter forwarded from Trieste or from Alexandria addressed to any of the places enumerated above, a rate of postage of 25 Neukreuzer, and upon book packets the sum of 38 Neukreuzer per Zoll pound.

The British postage of all letters and book packets forwarded from Aden, Bombay, Calcutta, Madras, Point de Galle, Port Louis, Penang, Singapore, Hong Kong, King George's Sound, Adelaide, Geelong, Melbourne, Hobart Town, Launceston, Sydney, Brisbane, Auckland, or Wellington in the mails for the Austrian Post Office in Alexandria, or for Trieste, will be collected in advance; but the British Post Office promises to do all in its power to obtain for the Austrian Post Office the option of receiving and sending unpaid, or paid to destination, letters coming from or addressed to the East Indies and Australia.

Article 19.

In return for the privilege granted by Article 18 preceding, the Post Office of London shall be permitted to exchange, both via Kustendje and via Trieste, closed mails with the British Post Office in Constantinople, or in any of the places in the Levant served by the Austrian mail packets.

The British Post Office shall pay to the Austrian Post Office 1865
'or the letters and book packets and patterns of merchandise contai-
ıed in such closed mails, the rates of postage respectively fixed by
Articles 10 and 17 of the present Convention.

Article 20.

Ordinary or registered letters, book packets, and patterns of
nerchandise misdirected or missent shall be reciprocally returned
vithout delay through the respective Offices of Exchange for the
ame weight and amount of postage at which thy were charged by
he despatching Office to the other Office.

The articles of a like nature addressed to persons who have
hanged their residence shall be mutually forwarded or returned,
harged with the rate that would have been paid by the receivers.

Article 21.

Ordinary or registered letters, book packets, and patterns of
erchandise exchanged in ordinary mails between the two Post
ffices of Great Britain and Austria, which from whatever cause can-
ıt be delivered, shall be mutually returned at the expiration of
'ery week. Such of these Articles as shall have been charged in the
counts, shall be returned for the amount of postage which was
iginally charged by the sending office.

Those which where sent paid to destination shall be returned
ithout postage or charge.

Article 22.

The British Post Office and the Post Office of Austria shall
reafter consider whether it is expedient to substitute for the regu-
ions agreed upon in this Convention with respect to the mode in
ich the two Offices are to account to each other for letters ex-
anged between the United Kingdom and Austria, an arrangement
which payment shall be made according to the net weight of the
rrespondence; and, in the event of such a mode of exchange being
termined upon, the two Offices shall settle from time to time the
e per ounce or per loth to be paid by one Office to the other upon
ch class of correspondence.

Article 23.

Ordinary letters, registered letters, book packets, and patterns
merchandise exchanged between the two Post Offices of Great
itain and Austria which shall have been paid to destination, or for
ne part of the distance beyond the territory of the despatching
ice shall be marked in a conspicuous part of the address with an

1865 impression in red ink of a stamp intended to denote to the respective Offices of exchange the extent of prepayment.

The stamp PD shall be impressed on ordinary or registered letters, as well as on book packets and patterns of merchandise, which shall be prepaid to destination.

The stamp PP shall be impressed on ordinary letters as well as on book packets and patterns of merchandise, which shall be prepaid for some part of the distance beyond the territory of the despatching Office.

Article 24.

Each of the mails exchanged between the Post Offices of the two countries shall be accompanied by a letter bill in which the despatching Office shall state the nature of the articles which the mail contains, and the amount of postage due to each office. The Office to which the mail shall be forwarded shall acknowledge its receipt to the despatching Office by return of post.

The letter bills and acknowledgments of receipt of the Post Offices of London and Dover for the Offices of Vienna and Salzburg shall be according to the forms annexed to the present Articles.

The letter bills and acknowledgments of receipt which the Offices of Vienna and Salzburg shall use in their communications which the British Offices of Exchange shall agree with the forms above de scribed.

Article 25.

If it should happen on the usual days and hours for making up the mails that an Office of Exchange has not any letter to forward to the corresponding office, the despatching Office shall, nevertheless, send in the ordinary way a mail which shall contain a blank letter bill.

Article 26.

The British Post Office shall every month prepare separate accounts, exhibiting the results of the transmission between the respective Offices of Exchange of the correspondence mutually exchanged. Such accounts shall be founded upon the acknowledgments of receipt of the respective offices during the month.

Article 27.

The separate accounts described in the preceding Article shall be incorporated every month in general accounts showing the result of the transmission of the correspondence exchanged, either in ordinary or closed mails, between the Post Office of Great Britain and the Post Office of Austria.

Article 28. 1865

The general accounts mentioned in the preceding Article shall be compared and settled by the two Offices, and the balance shall be paid at the end of every quarter by that Office which shall be found to be indebted to the other.

Article 29.

The present Convention shall come into operation on the day on which the two Offices shall agree, and shall continue in force until one of the two contracting parties shall have announced to the other, one year in advance, its intention to terminate it.

Done in duplicate, and signed at London, the sixteenth day of October One thousand eight hundred and sixty-five.

(L. S.) *Schäffer.*
(L. S.) *Stanley of Alderley.*

Postvertrag zwischen Oesterreich und den Vereinigten Königreichen Grossbritannien und Irland.

Nachdem das General-Postamt des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland und die Generalpostdirection von Oesterreich übereingekommen sind, durch einen Vertrag den gegenseitigen Postdienst zu fördern, haben die Unterzeichneten

Herr Ignaz Ritter von Schäffer, k. k. Sectionsrath und Kanzleidirector des österreichischen Generalconsulates in London und

Eduard Johann Lord Stanley of Alderley, Pair des vereinten Königreiches Grossbritannien und Irland, Mitglied des hohen britischen geheimen Rathes und Ihrer Majestät General-Postmeister

nach geschehener Einsichtnahme ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über die nachfolgenden Artikel geeinigt:

Artikel 1.

Zwischen dem vereinigten Königreiche von Grossbritannien und Irland und Oesterreich soll ein wiederkehrender und regelmässiger Austausch von Briefpacketen stattfinden, sowohl in Betreff der Briefe, Bücherpackete und Waarenmuster, welche in einem der zwei Staaten ihren Ursprung haben, als auch hinsichtlich derselben Gegenstände, die in denjenigen Ländern ihren Ursprung haben oder nach jenen Ländern bestimmt sind, deren Correspondenz durch Grossbritannien oder durch Oesterreich befördert wird.

Diese Briefpackete sollen ausschliesslich über Frankreich befördert werden und nur solche Briefe, Zeitungen, Drucksachen und Waarenmuster enthalten, welche mit der besonderen Adresse „via

1865 Frankreich- versehen sind, oder für welche die der Versendung auf diesem Wege entsprechenden Postgebühren von den Aufgebern vorausbezahlt worden sind.

Artikel 2.

Die britische Postverwaltung soll von dem nach dem Postvertrage zwischen Grossbritannien und Frankreich ihr zustehenden Rechte Gebrauch machen, geschlossene Briefpackete mit der österreichischen Postverwaltung durch französisches Gebiet zu wechseln; und die österreichische Postverwaltung soll von dem ihr zustehenden Rechte Gebrauch machen, Briefpackete mit der britischen Postverwaltung durch badisches, württembergisches und bayerisches Gebiet zu wechseln.

Artikel 3.

Die britische Postverwaltung wird der französischen Postverwaltung das Transitporto von achtzig Centimes für eine britische Unze von Briefpacketen und von fünfzig Centimes für ein britisches Pfund von Zeitungen oder anderen Drucksachen und Waarenmustern vergüten, welches diese Verwaltung für den Transit von Briefen, Zeitungen oder anderen Drucksachen und Waarenmustern in beiden Richtungen zwischen Grossbritannien und Irland und Oesterreich zu beanspruchen hat.

Die österreichische Postverwaltung wird die Transitgebühr vergüten, welche nach dem Vertrage des deutschen Postvereines für den Transit von Briefen, Zeitungen oder anderen Drucksachen und Waarenmustern in beiden Richtungen durch das badische, württembergische und bayerische Gebiet beansprucht wird.

Artikel 4.

Die regelmässige Auswechslung von Briefpacketen zwischen der britischen und österreichischen Postverwaltung soll durch nachstehende Postanstalten bewirkt werden:

Britischerseits:
London.
Dover.
Oesterreichischerseits:
Wien.
Salzburg.

Artikel 5.

Den Absendern von gewöhnlichen, das heisst nicht recommandirten Briefen, mögen dieselben von Grossbritannien und Irland nach Oesterreich und der Stadt Belgrad oder von Oesterreich und der Stadt Belgrad nach dem vereinigten Königreiche von Grossbritannien

.d Irland bestimmt sein, steht es frei, das Porto für solche Briefe 1865
n den Empfängern bezahlen zu lassen, oder dasselbe bis zum Bemmungsorte voraus zu entrichten.

Artikel 6.

Das in dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland erhebende Gesammtporto sowohl für frankirte Briefe, welche in n vereinigten Königreiche ihren Ursprung haben und nach den erreichischen Provinzen und nach der Stadt Belgrad gerichtet .d, als auch für unfrankirte Briefe, welche in Oesterreich und in · Stadt Belgrad ihren Ursprung haben und nach dem vereinigten nigreiche Grossbritannien und Irland gerichtet sind, soll, wie folgt, ragen:

Für jeden einfachen frankirten Brief sechs Pence;

für jeden einfachen unfrankirten Brief acht Pence.

In gleicher Weise soll das in Oesterreich und in der Stadt Bel-d zu erhebende Gesammtporto sowohl für frankirte Briefe, welche Oesterreich und in der Stadt Belgrad ihren Ursprung haben und h dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland be-amt sind, als auch für unfrankirte Briefe, welche im vereinigten nigreiche Grossbritannien und Irland ihren Ursprung haben und h Oesterreich und der Stadt Belgrad bestimmt sind, wie folgt. ·agen:-

Für jeden einfachen frankirten Brief fünf und zwanzig Neukreuzer;

für jeden einfachen unfrankirten Brief drei und dreissig Neukreuzer.

Bezüglich der Briefe von mehr als dem Gewichte eines ein-ıen Briefes, welches in dem vereinigten Königreiche auf eine rtel-Unze und in Oesterreich und in der Stadt Belgrad auf ein ›es Zollloth festgesetzt ist, wird die britische Postverwaltung bei n Briefen, für welche das Porto in dem vereinigten Königreiche Erhebung kommt, folgende Gewichtsprogression in Anwendung ıgen:

Für jeden Brief von mehr als einer Viertel-Unze, aber nicht mehr als einer halben Unze, das zweifache Porto;

für jeden Brief von mehr als einer halben Unze, aber nicht mehr als drei Viertel-Unzen, das dreifache Porto.

Und so weiter für jede hinzutretende Viertel-Unze ein einfacher :osatz mehr.

Die österreichische Postverwaltung wird die folgende Gewichts-;ression bei den Briefen, für welche das Porto in Oesterreich oder er Stadt Belgrad erhoben wird, in Anwendung bringen:

1865 Für jeden Brief von mehr als einem halben Zollloth und nicht mehr als einem Zollloth das zweifache Porto;

für jeden Brief von mehr als einem Zollloth und nicht mehr als ein und einem halben Zollloth das dreifache Porto.

Und so weiter für jedes hinzutretende halbe Zollloth einen Portosatz mehr.

Artikel 7.

Die beiden Postverwaltungen werden sich gegenseitig denjenigen Portoantheil in Rechnung stellen, welcher für die Briefe, die von der einen nach der anderen zur Versendung gelangen, zu vergüten ist. Die österreichische Postverwaltung wird der britischen Postverwaltung für jeden einfachen frankirten Brief, welcher von Oesterreich oder der Stadt Belgrad nach dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland bestimmt ist, die Summe von siebzehn Neukreuzern, und für jeden einfachen unfrankirten Brief, der von dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland nach Oesterreich oder der Stadt Belgrad bestimmt ist, den Betrag von ein und zwanzig Neukreuzern vergüten.

Anderseits wird die britische Postverwaltung der österreichischen Postverwaltung für jeden einfachen frankirten Brief, der von dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland nach Oesterreich oder der Stadt Belgrad bestimmt ist, die Summe von zwei Pence, und für jeden einfachen unfrankirten Brief, der von Oesterreich und der Stadt Belgrad nach dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland bestimmt ist, den Betrag von drei Pence vergüten.

Für jeden Brief, der das Gewicht eines einfachen Briefes übersteigt, soll jede Verwaltung der anderen einen höheren Betrag nach derjenigen Gewichtsprogression zahlen, welche in dem Lande, in dem das Porto zur Erhebung gelangt, Anwendung findet.

Briefe, welche sich die beiden Postverwaltungen im Sinne des gegenwärtigen Artikels gegenseitig als bis zum Bestimmungsorte frankirt ausliefern, werden mit keiner weiteren von den Empfängern zu entrichtenden Taxe oder Gebühr belegt werden.

Artikel 8.

Wenn die Freimarken auf einem Briefe aus dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland nach Oesterreich und der Stadt Belgrad oder aus Oesterreich und letzterer Stadt nach dem vereinigten Königreiche einen geringeren Betrag darstellen, als zu einer Frankirung nach dem Satze von sechs Pence oder fünf und zwanzig Neukreuzern für einen einfachen Brief erforderlich ist, so soll ein solcher Brief als unfrankirt betrachtet und als solcher unter Anrechnung des Werthes seiner Marken taxirt werden.

Der Gesammtbetrag, welcher theils durch die Absender unzu- 1865
ichend frankirter Briefe, theils durch die Adressaten solcher Briefe
ezahlt wird, soll im Einklange mit den Bestimmungen des vorher-
ehenden Artikels 7 zwischen den beiden Verwaltungen getheilt
erden.

Artikel 9.

Die Bedingungen, unter welchen zwischen der österreichischen
d britischen Postverwaltung ein Austausch von gewöhnlichen
iefen stattfinden soll, die durch das vereinigte Königreich Gross-
itannien und Irland entweder von den in der in diesem Vertrage
igefügten Tabelle *A* angeführten Ländern und Colonien nach
esterreich und nach den Staaten, deren Correspondenz durch Oester-
ch transitirt, oder von Oesterreich und den Staaten, deren Corre-
ondenz durch Oesterreich transitirt, nach jenen Ländern und Colo-
n befördert werden, sind aus der ebengenannten Tabelle zu er-
hen.

Artikel 10.

Die Bedingungen, unter welchen zwischen der österreichischen
d britischen Postverwaltung ein Austausch von gewöhnlichen
iefen stattfinden soll, die durch Oesterreich von den in der in die-
n Vertrage beigefügten Tabelle *B* angeführten Staaten nach dem
einigten Königreiche Grossbritannien und Irland und den Ländern
d Colonien, deren Correspondenz durch das vereinigte Königreich
nsitirt, oder die von dem vereinigten Königreiche Grossbritannien
d Irland und von den Ländern und Colonien, deren Correspondenz
ch das vereinigte Königreich transitirt, nach jenen Staaten befördert
rden, sind aus der ebengenannten Tabelle zu ersehen.

Artikel 11.

Die Einwohner beider Reiche können sich gegenseitig recom-
ndirte Briefe senden.

Das Porto für recommandirte Briefe soll stets in voraus ent-
ntet werden.

Neben dem für solche Briefe zu entrichtenden Porto kann eine
ben- oder sonstige Gebühr, deren Betrag die absendende Postver-
ltung festzusetzen hat, erhoben werden; es darf jedoch kein
iteres Porto oder sonstige Gebühr bei der Bestellung der recom-
ndirten Briefe, die von dem vereinigten Königreiche Grossbritan-
n und Irland nach Oesterreich oder vice versa versandt werden,
Erhebung gelangen.

Die britische Postverwaltung wird der österreichischen Postver-
ltung die Hälfte der Recommandationsgebühr, welche im vereinig-
Königreiche Grossbritannien und Irland für nach Oesterreich und

1865 nach der Stadt Belgrad beförderte recommandirte Briefe eingehoben wird, vergüten; und die österreichische Postverwaltung wird ebenso der britischen Postverwaltung die Hälfte der Recommandationsgebühr, die in Oesterreich und in der Stadt Belgrad für nach dem vereinigten Königreiche beförderte recommandirte Briefe eingehoben wird, vergüten.

Artikel 12.

Die britische Postverwaltung kann ferner an die österreichische Postverwaltung recommandirte Briefe ausliefern, nach: Botuschany, Plojeschti, Bakeu, Berlad, Bukarest, Fokschan, Jassy, Piatra, Roman, Tekutsch, Galatz, Giurgevo, Ibraila, Antivari, Durazzo, Balona, Philippopel, Prevesa, Rustschuk, Sofia, Adrianopel, Beyruth, Burgas, Caïfa, Candia, Canea, Cavalla, Chio, Czernavoda, Dardanellen, Gallipoli, Jaffa, Constantinopel, Küstendje, Ineboli, Lagos, Larnaka, Mitylene, Retimo, Rhodus, Salonich, Samsun, Seres, Sinope, Smyrna, Sulina, Tenedos, Trapezunt, Tultscha, Varna, Volo, Janina, Jerusalem, den Jonischen Inseln, Griechenland, Alexandrien, Cairo, Damanur, Kaferzajat, Tanta, Birket-el-Sab, Benha, Zagasik, Ziftra, Miholla, Samanud, Mansura, Damiette, Suez und Port Said.

Die österreichische Postverwaltung dagegen kann der britischen Postverwaltung ferner recommandirte Briefe ausliefern nach: den vereinten Staaten von Nordamerika (einschliesslich Californien und Oregon), nach Liberia, nach den britischen Colonien von Indien, Malta, Gibraltar, Hong-Kong, Labuan, Britisch-Westindien, dem Cap der guten Hoffnung, St. Helena, Natal, Ceylon, Mauritius, Neu-Süd-Wales, Victoria, Tasmania, Süd- und West-Australien, Queensland, Neu-Seeland, Neu-Fundland, Bermuda, Canada, Neu-Braunschweig, Neuschottland, Prince Edward Insel, Sierra Leone, Gambia, Lagos, Goldküste und Falkland-Inseln.

Die britische Postverwaltung wird der österreichischen Postverwaltung für jeden recommandirten Brief aus dem vereinigten Königreiche oder aus den Colonien und den überseeischen Ländern im Transit durch das vereinigte Königreich und Oesterreich nach: Cairo, Damanur, Kaferzajat, Tanta, Birket-el-Sab, Zagasik, Zifta, Miholla, Samanud, Mansura, Damiette, Suez oder Port Said und Benha die Summe von drei und dreissig und einem halben Neukreuzer neben dem Porto, das der österreichischen Postverwaltung gebührt, vergüten, und für jeden recommandirten Brief nach allen anderen Orten, wohin Briefe im Transit durch Oesterreich recommandirt gesendet werden können, die Summe von zwölf und einem halben Neukreuzer neben dem Porto, das der österreichischen Postverwaltung gebührt.

Die österreichische Postverwaltung wird ihrerseits der britischen Postverwaltung für jeden in Oesterreich aufgegebenen oder aus einem

:r Länder, deren Correspondenz durch Oesterreich vermittelt wird, 1865
:rrührenden und durch das vereinigte Königreich transitirenden commandirten Brief nach den Ländern und Colonien, wohin Briefe commandirt abgesendet werden können, nebst dem für gewöhnliche :iefe zu zahlenden Porto den Betrag von sieben Pence vergüten.

Für einen nach den vereinigten Staaten Nordamerika's (einhliesslich Californien und Oregon) bestimmten recommandirten ief wird weiters die österreichische Postverwaltung der britischen stverwaltung nebst dem in Tabelle *A* specificirten britischen Porto d der Recommandationsgebühr von sieben Pence auch das amerinische Postporto von zwei und einem halben Pence per Zollloth, nn der Brief mittelst englischer Packetboote, und zehn und einem lben Pence per Zollloth, wenn er mittelst amerikanischer Packetote befördert wird, vergüten.

Artikel 13.

Bücherpackete, unter welcher Bezeichnung Zeitungen und ucksachen jeder Art verstanden werden, können von Oesterreich l der Stadt Belgrad nach dem vereinigten Königreiche Grossbrinien und Irland zu solchen Portosätzen versandt werden, welche ı Zeit zu Zeit durch die österreichische Postverwaltung festgesetzt rden, und von dem vereinigten Königreiche nach Oesterreich und Stadt Belgrad zu den Portosätzen, welche von Zeit zu Zeit durch britische Postverwaltung bestimmt werden, und zwar unter folıden Bedingungen:

1. Das Porto muss vorausbezahlt werden.

2. Bücherpackete, welche unzureichend durch Freimarken fran: sind, werden mit dem doppelten Betrage des fehlenden Porto ɜgt werden. Dieses Porto wird von der Verwaltung behalten, die ɔinzieht.

3. Jedes Packet muss entweder ohne Umschlag oder mit einem :hen versehen sein, welcher an den Enden oder Seiten offen ist, ıit der Inhalt einer Prüfung unterzogen werden kann.

4. Ein Bücherpacket darf enthalten jede Anzahl von einzelnen hern oder anderen Publicationen, Drucksachen oder Landkarten, chviel ob abgedruckt, gestochen oder lithographirt, und ob auf ier, Pergament oder Velin; sodann Photographien auf Papier, gament oder Velin; ferner soll jeder zu einem Buche oder einer lication wirklich gehörige Einband, Deckel oder Umschlag oder Theil davon zugelassen werden, gleichviel ob der Einband etc. oder fest ist; ausserdem Rollen bei Drucksachen oder Landkarten, :hen (von Papier oder anderem Stoffe) bei Büchern, kurz was zur ersehrten Uebersendung literarischer oder künstlicher Gegenstände nothwendig ist oder für gewöhnlich dazu gehört.

1865 5. Kein Bücherpacket darf etwas Geschriebenes, Zeichen oder sonstige Handzusätze enthalten; hingegen sollen gewöhnliche schriftliche Correcturen bei solchen Bücherpacketen erlaubt sein, welche nur uneingebundene Probebogen enthalten.

6. Kein Bücherpacket darf zwei Fuss englisch in der Länge und einen Fuss in der Breite oder Höhe oder drei Zollpfund im Gewichte überschreiten.

Artikel 14.

Packete von Waarenmustern können von dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland nach Oesterreich und der Stadt Belgrad zu solchen Portosätzen versandt werden, welche von Zeit zu Zeit durch die britische Postverwaltung festgesetzt werden, und von Oesterreich und der Stadt Belgrad nach dem vereinigten Königreiche zu den Portosätzen, welche von Zeit zu Zeit von der österreichischen Postverwaltung bestimmt werden, jedoch unter folgenden Bedingungen:

1. Die Waarenmuster sollen keinen eigenen Werth besitzen.

Artikel absatzfähiger Art, oder welche neben der blossen Verwendung als Probe einen eigenen Werth in sich fassen, sollen zu den für Waarenmuster bestimmten Portosätzen nicht befördert werden, und die Menge eines Artikels, der vorgeblich als Probe gesandt wird, soll nicht so gross sein, dass derselbe desshalb billiger Weise als von wirklichem Werthe angesehen werden kann.

2. Das Porto soll vorausbezahlt werden. Unzureichend durch Freimarken frankirte Musterpackete werden mit dem doppelten Betrage des noch fehlenden Portos belegt und die einhebende Postverwaltung behält denselben für sich.

3. Die Waarenproben sollen ausser der Adresse des Absenders und Empfängers keine andere Angabe als ein Fabriks- oder Handelszeichen, Nummern und Preise enthalten, und diese Angaben sollen in allen Fällen auf einem dem Muster oder Säckchen oder Kistchen angehefteten, nicht aber auf einem losen Papier geschrieben sein.

4. Die Waarenmuster sollen (wie bei Bücherpacketen) mit einem an beiden Enden offenen Umschlage versehen sein, damit sie leicht eine Prüfung zulassen. Proben hingegen von Sämereien, Specereiwaaren und Artikeln ähnlicher Qualität, welche nicht offen befördert werden können, dürfen in zugemachten, leicht zu eröffnenden Behältnissen oder Säckchen von Leinwand, Papier oder von anderen Stoffen eingeschlossen sein; solche Proben können auch ganz eingeschlossen sein, wenn die Säckchen durchsichtig sind, und der Postbeamte von dem Inhalte sich völlig zu überzeugen im Stande ist.

5. Kein Artikel, der möglicherweise dem Inhalte des Postfelleisens oder dem Postbediensteten Schaden zufügen könnte, darf als Waarenmuster versandt werden.

6. Kein Waarenmusterpacket soll zwei englische Fuss in der 1865
änge und einen englischen Fuss in der Breite und Höhe über-
chreiten.

7. Kein Waarenmusterpacket, welches das Gewicht von acht
ritischen Unzen übersteigt, soll von dem vereinigten Königreiche
rossbritannien und Irland nach Oesterreich und der Stadt Belgrad
efördert werden.

Ebenso soll kein Waarenmusterpacket, welches das Gewicht von
nfzehn Zollloth übersteigt, von Oesterreich und der Stadt Belgrad
ich dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland be-
rdert werden.

Waarenmusterpackete, die obigen Bedingungen nicht entsprechen,
llen nicht befördert werden.

Zu den vorstehenden Bedingungen können auch Waarenproben
ler Muster von Oesterreich und der Stadt Belgrad im Wege des
reinigten Königreiches Grossbritannien und Irland nach jenen briti-
hen Colonien und überseeischen Ländern befördert werden, welche
it der britischen Postverwaltung wegen Sendung von Mustern zu
n für Drucksachen festgesetzten Portosätzen und allgemeinen Be-
mmungen bereits sich vereinbart haben oder späterhin sich verein-
ren werden.

Die britische Postverwaltung soll von Zeit zu Zeit der öster-
ichischen Postverwaltung die britischen Colonien und überseeischen
nder bekanntgeben, nach welchen die österreichische Postver-
ltung Waarenmuster und Proben im Transit durch das vereinigte
nigreich senden kann.

Artikel 15.

Die britische Postverwaltung wird der österreichischen Post-
rwaltung sowohl für die in den Artikeln 13 und 14 erwähnten
cherpackete und Waarenmuster, welche im vereinigten Königreiche
ossbritannien und Irland ihren Ursprung haben, als auch für die-
nigen frankirten Bücherpackete und Waarenmuster, die im Transit
rch das vereinigte Königreich gehen, den Betrag von fünf Pence
das Zollpfund Nettogewicht zahlen.

Die österreichische Postverwaltung ihrerseits wird der britischen
stverwaltung sowohl für die in den Artikeln 13 und 14 erwähnten
cherpackete und Waarenmuster, die in Oesterreich und in der
dt Belgrad ihren Ursprung haben, als auch für diejenigen frankir-
Bückerpackete und Waarenmuster, welche im Transit durch
sterreich gehen, den englischen Portobetrag von ein und zwanzig
ukreuzern und nebstdem den französischen Transitportobetrag
ebenfalls ein und zwanzig Neukreuzern für das Zollpfund Netto-
vicht zahlen.

1865

Artikel 16.

Von der österreichischen Postverwaltung soll bei Bestellungen von Zeitungen, Drucksachen oder Waarenmustern, die in dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland ihren Ursprung haben und nach Oesterreich und der Stadt Belgrad bestimmt sind, kein Porto erhoben werden; in gleicher Weise darf auch von der britischen Postverwaltung bei Bestellungen von Zeitungen, Drucksachen oder Waarenmustern, welche in Oesterreich oder in der Stadt Belgrad ihren Ursprung haben und nach dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland bestimmt sind, kein Porto in Ansatz gebracht werden.

Es soll indess diese Festsetzung in keiner Weise die beiden Postverwaltungen in ihrem Rechte beeinträchtigen, die Bestellung solcher Zeitungen oder anderer Drucksachen zu verweigern, deren Einführung durch die Gesetze und Vorschriften des Landes, wohin sie befördert worden sind, verboten ist.

So lange irgend eine Stempeltaxe oder sonstige Gebühr in Oesterreich oder in der Stadt Belgrad für Zeitungen oder andere Drucksachen, die in dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland ihren Ursprung haben, erhoben wird, soll der Betrag einer solchen Stempeltaxe oder sonstigen Gebühr der britischen Postverwaltung durch die österreichische Postverwaltung vergütet werden.

Artikel 17.

Die österreichische Postverwaltung wird der britischen Postverwaltung für die Beförderung von Bücherpacketen und Waarenmustern im Transit durch das vereinigte Königreich Grossbritannien und Irland, welche die britische Postverwaltung durch ihr Gebiet für Rechnung der österreichischen Postverwaltung befördern wird, den Betrag von ein und zwanzig Neukreuzern für das Zollpfund Nettogewicht vergüten.

Die österreichische Postverwaltung wird ferner der britischen Postverwaltung für die Seebeförderung der Bücherpackete und Waarenmuster, welche dieselbe für Rechnung der österreichischen Postverwaltung durch britische Post- oder Privatschiffe, abgehend oder ankommend in den Häfen des vereinigten Königreiches Grossbritannien und Irland, befördert, den Betrag von ein und zwanzig Neukreuzern für das Zollpfund Nettogewicht zahlen.

In Anbetracht, dass der britischen Postverwaltung für die Postbeförderung über die Landenge von Suez oder die Landenge von Darien besondere Kosten erwachsen, wird die österreichische Postverwaltung der britischen Postverwaltung für Bücherpackete und Waarenmuster, welche die österreichische Postverwaltung durch

Briefpacketboote über eine der genannten Landengen absendet oder 1865
empfängt, ausserdem folgende Vergütungen zahlen:

für die Beförderung von Bücherpacketen und Waarenmustern über die Landenge von Suez ein Transitporto von vier und einem halben Neukreuzer für das Zollpfund Nettogewicht;

für die Beförderung von Bücherpacketen und Waarenmustern über die Landenge von Darien ein Transitporto von zwanzig Neukreuzern für das Zollpfund Nettogewicht.

Es wird indess, im Falle diese für die Beförderung von Bücherpacketen und Waarenmustern über die genannten Landengen der britischen Postverwaltung erwachsenen Kosten sich steigern oder vermindern sollten, das erwähnte Transitporto im entsprechenden Verhältnisse erhöht oder vermindert werden.

Anderseits wird die britische Postverwaltung für die Beförderung der Bücherpackete und Waarenmuster im Transit durch Oesterreich, welche die österreichische Postverwaltung zur Beförderung durch ihr Gebiet für Rechnung der britischen Postverwaltung übernimmt, den Betrag von fünf Pence für das Zollpfund Nettogewicht vergüten.

Die britische Postverwaltung wird ferner der österreichischen Postverwaltung für den Seetransport der Bücherpackete und Waarenmuster, welche dieselbe für Rechnung der britischen Postverwaltung durch österreichische Post- oder Privatschiffe, abgehend oder ankommend in österreichischen Häfen, befördert, den Betrag von zwei Pence für das Zollpfund Nettogewicht zahlen.

Artikel 18.

Es soll ein Austausch der Briefe stattfinden zwischen der österreichischen Postanstalt in Triest und in Alexandrien (Egypten) und den britischen Postanstalten in Aden, Bombay, Calcutta, Madras, Point de Galle, Port Louis, Penang, Singapore, Hong Kong, King George's Sound, Adelaide, Geelong, Melbourne, Hobart Town, Launceston, Sydney, Brisbane, Auckland und Wellington.

Die österreichische Postverwaltung wird der britischen Postverwaltung für den Transit durch Egypten und für den Seetransport auf britischen Postschiffen eines einfachen Briefes, welcher zwischen Triest oder Alexandrien und den obgenannten Plätzen befördert wird, den Betrag von fünf und zwanzig Neukreuzern und für die Beförderung von Bücherpacketen den Betrag von acht und dreissig Neukreuzern per Zollpfund zahlen.

Das britische Porto für die Correspondenz und für Bücherpackete, welche von Aden, Bombay, Calcutta, Madras, Point de Galle, Port Louis, Penang, Singapore, Hong Kong, King George's Sound, Adelaide, Geelong, Melbourne, Hobart Town, Launceston, Sydney,

1865 Brisbane, Auckland oder Wellington in directen Felleisen an das österreichische Postamt in Alexandrien und Triest befördert werden, wird in voraus eingehoben werden. Die britische Postverwaltung verspricht indess, möglichst dahin zu wirken, dass die österreichische Postverwaltung die Wahl haben soll, unfrankirte oder bis zum Bestimmungsorte frankirte Briefe aus oder nach Ostindien oder Australien zu empfangen oder abzusenden.

Artikel 19.

Für das in Artikel 18 erhaltene Zugeständniss soll der britischen Postverwaltung in London das Recht ertheilt werden, einen directen Austausch von geschlossenen Felleisen mit ihren Postanstalten in Constantinopel und in der Levante, wo österreichische Postschiffe verkehren, im Transit über Küstendje oder Triest herzustellen.

Die britische Postverwaltung wird der österreichischen Postverwaltung für die Beförderung der in solchen directen Felleisen enthaltenen Correspondenz und Bücherpackete und Waarenmuster die in den Artikeln 10 und 17 der gegenwärtigen Convention beziehungsweise festgesetzte Gebühr bezahlen.

Artikel 20.

Gewöhnliche oder recommandirte Briefe, Bücherpackete und Waarenmuster, welche unrichtig spedirt oder versandt sind, sollen gegenseitig ohne Verzug durch die betreffende Auswechslungs-Postanstalt für dasselbe Gewicht und für dasjenige Porto, welches von der absendenden Postanstalt der anderen Postanstalt angerechnet worden ist, zurückgesandt werden.

Gegenstände der gedachten Art, welche für Personen bestimmt sind, die ihren Wohnort verändert haben, sollen wechselseitig weiter oder zurückgesandt werden, und zwar mit dem Porto belastet, welches vom Empfänger hätte gezahlt werden müssen.

Artikel 21.

Gewöhnliche oder recommandirte Briefe, Bücherpackete und Waarenmuster, welche in gewöhnlichen Briefpacketen zwischen den beiderseitigen Postverwaltungen ausgewechselt werden und die aus irgend einer Ursache nicht bestellt werden können, sollen gegenseitig nach Ablauf jeder Woche zurückgesendet werden. Diejenigen Gegenstände, welche mit Porto belastet sind, sollen für den Betrag zurückgesendet werden, der ursprünglich von der absendenden Postanstalt angerechnet worden ist.

Diejenigen Gegenstände, die bis zum Bestimmungsorte frankirt waren, werden ohne Porto oder sonstige Anrechnung zurückgesandt.

Artikel 22. 1865

Die britische und die österreichische Postverwaltung werden fernerhin in Erwägung ziehen, ob für die im gegenwärtigen Vertrage aufgenommenen Anordnungen in Betreff der gegenseitigen Vergütungsart für ausgelieferte Briefe zwischen dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland und Oesterreich nicht eine Vereinbarung platzgreifen sollte, wornach die Vergütung nach dem Nettogewichte der Correspondenz stattzufinden hat.

Im Falle der Adoptirung einer solchen Answechslungsform werden die beiden Postverwaltungen von Zeit zu Zeit das Porto bestimmen, das dieselben sich gegenseitig für die Unze oder das Zollloth jeder Classe der Briefe zu vergüten haben.

Artikel 23.

Gewöhnliche oder recommandirte Briefe, Bücherpackete und Waarenmuster, welche zwischen den Postverwaltungen von Grossbritannien und Oesterreich gewechselt werden und entweder bis zum Bestimmungsorte oder theilweise, jedoch über das Gebiet der absendenden Postverwaltung hinaus, frankirt worden sind, sollen auf einem in die Augen fallenden Theil der Adresse durch den Abdruck eines Stempels in rother Farbe, welcher der betreffenden Auswechslungspostanstalt anzeigt, bis zu welcher Ausdehnung die Frankirung bewirkt ist, bezeichnet werden.

Der Stempel PD soll auf diejenigen gewöhnlichen oder recommandirten Briefe, sowie auf die Bücherpackete und Waarenmuster, welche bis zum Bestimmungsorte frankirt sind, abgedruckt werden.

Der Stempel PP soll auf diejenigen frankirten Briefe, sowie auf die Bücherpackete und Waarenmuster, welche für einen Theil der Entfernung jenseits des Gebietes der absendenden Postverwaltung vorausbezahlt sind, abgedruckt werden.

Artikel 24.

Jeder Post, welche zwischen Postanstalten der beiden Länder gewechselt wird, soll eine Briefkarte beigegeben werden, in welche die absendende Postanstalt die verschiedenen Kategorien der in den Briefpacketen enthaltenen Gegenstände, sowie den jeder Postverwaltung gebührenden Portobetrag verzeichnen wird. Die Postanstalt, welcher das Briefpacket übersendet wird, soll der absendenden Postanstalt umgehend den Empfang anzeigen.

Die Briefkarten und Empfangscheine der Postanstalten in London und Dover für die Postanstalten in Wien und Salzburg sollen in den in den gegenwärtigen Artikeln angeführten Formularien ausgefertigt sein.

1865 Die Briefkarten und Empfangscheine, welche die Postanstalten in Wien und Salzburg bei ihrem Verkehre mit den britischen Auswechslungs-Postanstalten gebrauchen werden, sollen mit den obigen Formularien übereinstimmen.

Artikel 25.

Wenn es sich ereignen sollte, dass an den Tagen oder zu den Stunden, an welchen für gewöhnlich die Briefpackete für eine Auswechslungs-Postanstalt geschlossen werden, kein Brief zur Versendung nach der betreffenden Postanstalt vorhanden ist, so wird die absendende Postanstalt dessenungeachtet in gewöhnlicher Weise ein Briefpacket absenden, welches eine leere Briefkarte enthält.

Artikel 26.

Die britische Postverwaltung wird jeden Monat besondere Rechnungen liefern, welche die Ergebnisse aus dem gegenseitigen Correspondenzverkehre zwischen den betreffenden Postverwaltungen enthalten.

Diese Rechnungen sollen auf Grund der monatlich zu sammelnden Empfangscheine der betreffenden Postanstalten zusammengestellt werden.

Artikel 27.

Die im vorstehenden Artikel beschriebenen Separatrechnungen werden monatlich in eine allgemeine Abrechnung übertragen, welche das Ergebniss der Correspondenzübermittlung, die entweder stückweise oder in geschlossenen Briefpacketen zwischen der britischen und der österreichischen Postverwaltung erfolgt ist, enthält.

Artikel 28.

Die im vorigen Artikel erwähnte allgemeine Abrechnung soll von beiden Postverwaltungen geprüft und festgestellt und der Rest am Ende jedes Quartals von derjenigen Postverwaltung bezahlt werden, welche der anderen solchen schuldig geworden ist.

Artikel 29.

Der gegenwärtige Vertrag soll an dem von den beiden Postämtern zu vereinbarenden Tage zur Ausführung kommen, und soll so lange in Kraft bleiben, bis einer der beiden contrahirenden Theile dem anderen ein Jahr vorher seine Absicht, denselben aufzulösen, mitgetheilt hat.

Doppelt ausgefertigt zu London, am 16. October eintausend achthundert und fünf und sechzig.

(L. S.) *Schäffer* m. p.
(L. S.) *Stanley of Alderley* m. p.

enthaltend Auswechslung der gewöhnlichen Briefe aus solchen
ch und vice versa stattzufinden hat.

	welche von der österreichischen Postverwaltung der britischen Postverwaltung ausgeliefert werden			
	Bis zu welcher Grenze	Portosatz, welcher von der österr. Verwaltung der brit. Verwaltung für einen frankirten, nicht über ein halbes Zollloth schweren Brief zu zahlen ist	Portosatz, welcher von der britischen Verwaltung der österr. Verwaltung für einen unfrankirten, nicht über eine Viertel-Unze schweren Brief zu zahlen ist	
			Aus Oesterreich	Aus Ländern im Transit durch Oesterreich
	8.	9.	10.	11.
		s. d.	d.	
Antigua, Bah Cariacou, Montserra St. Vincen	Bestimmungsort	* 1 3	3	Dasselbe Porto wie für nach England adressirte unfrankirte Briefe
Canada	"	* 0 9	3	"
	"	* 0 11	3	"
Neuschottlan	"	* 0 9	3	"
Prince Ed	"	* 0 11	3	"
Neufundland	"	* 0 9	3	"
Cap der gute	"	* 1 3	3	"
Lagos, Liber raltar, Fal	"	* 0 9	3	"
Canarien-Ins	"	† 0 9	3	"
Vereinte Sta Amerika,	Englischer Einschiffungshafen	† 0 4	—	—
Californie	Nordam. Einschiffungshafen	* 1 0	—	—
Westküste v				

Die in Colonne 5 und 9 enthaltenen Sätze steigen nach zw steigt von halb
zu halb Zoll-Loth und der Restbetrag von Zoll-Loth zu Zoll-Loth

[illegible]		39*
Zagasik, Zifta, Mihalla, Samanud	"	44*
Mansura, Damietta	"	55*
Suez, Porto Said	"	23
Andere Orte Egyptens	"	

echslung der gewöhnlichen Briefe aus solchen fremden Ländern, deren
en und vice versa stattzufinden hat.

Briefe, welche von der britischen Postverwaltung der österreichischen Postverwaltung ausgeliefert werden			
Bedingungen der Frankirung	Bis zu welcher Grenze	Portosatz für den einfachen unfrankirten Brief, von Oesterreich an Grossbritannien zu zahlen	Portosatz für den einfachen frankirten Brief von Grossbrittannien an Oesterreich zu zahlen.
6.	7.	8.	9.
		Kreuzer	Kreuzer
Freiheit	Bestimmungsort	21	13
„	„	21	18
„	„	21	23
Zwang	Bis zu jenem der genannten Orte, welcher dem Bestimmungsorte am nächsten liegt	–	Dieselben Portosätze wie oben
„	Belgrad	. .	8
Freiheit	Bestimmungsort	21	18
„	„	21	23
„	„	21	28
„	„	21	33
„	„	21	38
Zwang	Smyrna resp. Beirut	—	28
„	Bis zu jenem der genannten Orte, welcher dem Bestimmungsorte am nächsten liegt	—	Dieselben Portosätze wie oben
Freiheit	Bestimmungsort	21	23
„	„	21	23
„	„	21	23
„	„	[illegible]	34*

319.

1865

18 octobre 1865.

Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la légalisation des documents officiels, signée à Vienne le 18 octobre 1865, à Sondershausen le 20 novembre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 1.)

Uebereinkommen vom 18. October 1865 zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen über die Legalisirung von Urkunden. Die Ausfertigung dieses Uebereinkommens erfolgte zu Wien am 18. October 1865 und zu Sondershausen am 20. November 1865.

Giltig für das ganze Reich.

Zum Zwecke der Vereinfachung des Geschäftsganges im internationalen Verkehre bezüglich der Legalisation der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden ist mit Allerhöchster und höchster Genehmigung Seiner kaiserlich-königlichen apostolischen Majestät und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen zwischen dem

kaiserlich-königlich österreichischen Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern in Wien, und

dem fürstlichen Schwarzburg-Sondershausen'schen Ministerium in Sondershausen nachstehende Uebereinkunft geschlossen worden:

Artikel 1.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen Siegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel 2.

Die von den Notaren ausgefertigten Urkunden müssen mit der Legalisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel 3.

Die Urkunden der Polizei- und Verwaltungsbehörden (mit einiger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es bei den bisherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne nicht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, der Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen — in Oesterreich der politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitätsangelegenheiten der Centralseebehörde, und bei den von Militär-

1865 behörden ausgefertigten Urkunden des Landesgeneralcommandos — in Schwarzburg-Sondershausen des Ministeriums und bezüglich der von dem Militärcommando ausgestellten Urkunden ebenfalls der Legalisation durch das Ministerium; — für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine weitere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel 4.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht in Folge des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865*) oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Beglaubigung durch die leitende Finanzbehörde, in Oesterreich der Finanzlandesdirection oder beziehungsweise der Steuerdirection, in Schwarzburg-Sondershausen des Ministeriums, Finanzabtheilung, bezüglich der Generalinspection des Thüringen'schen Zoll- und Handelsvereines.

Keiner weiteren Beglaubigung bedürfen die Urkunden, welche von dem k. k. österreichischen Finanzministerium und dem k. k. österreichischen Ministerium für Handel und Volkswirthschaft, und beziehungsweise dem fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'schen Ministerium, Finanzabtheilung, unmittelbar untergeordneten**) Behörden und Aemtern ausgefertiget werden.

Artikel 5.

Die Auszüge aus den amtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen in Oesterreich nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde der Beglaubigung der politischen Landesstelle — bei dem Militär aber des Kriegsministeriums; — in Schwarzburg-Sondershausen bedürfen die Auszüge aus den Kirchenbüchern (Tauf-, Trauungs- und Todtenzeugnisse), desgleichen die von jüdischen Cultusbeamten ausgestellten Bescheinigungen über Geburten, Verheiratungen und Sterbefälle jüdischer Religionsgenossen der Beglaubigung durch das Ministerium.

Artikel 6.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen nur der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat — bei den

---

*) Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32.

**) Verzeichniss der diesfälligen Behörden und Aemter:

a) in Oesterreich, vergleiche die Anlage.

b) in Schwarzburg-Sondershausen:

die Generalinspection des Thüring'schen Zoll- und Handelsvereines in Erfurt.

evangelischen Religionsgenossenschaften in Oesterreich durch die 1865
vorgesetzte Superintendentur — in Schwarzburg-Sondershausen durch das Ministerium.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando zu legalisiren.

Die Ausfertigungen der Capitel und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel 7.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach diesem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren Legalisirung.

Urkundlich ausgefertigt:

Wien, am 18. October 1865.

Der Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:
(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L.

Sondershausen, am 20. November 1865.

Fürstlich Schwarzburg'sches Ministerium:
(L. S.) G. *Keyser* m. p.

Verzeichniss

der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarialpapierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarialporzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction der Staatstelegraphen.
12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.

1865 15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóovár.
24. Bergweseninspectoratsamt in Agordo.
25. Die k. k. höhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.
26. Die Generalinspection für Eisenbahnen.

320.

2 novembre 1865.

Acte relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz. Protocole de ratification signé le 28 mars 1866 à Paris.

(R. G. B. 1866. Nr. 109.

Schiffahrtsacte für die Donaumündungen vom 2. November 1865. Unterzeichnet in Galacz am 2. November 1865, ratificirt durch das Protokoll der am 28. März 1866 zu Paris abgehaltenen Conferenzsitzung.

Acte public

relatif à la navigation des embouchures du Danube.

Une Commission Européenne ayant été instituée par l'article 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, pour mettre la partie du Danube située en aval d'Isaktcha, ses embouchures et les parties avoisinantes de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité;

Et ladite Commission, agissant en vertu de ce mandat, étant parvenue, après neuf années d'activité, à réaliser d'importantes améliorations dans le régime de la navigation, notamment par la construction de deux digues à l'embouchure du bras de Soulina, lesquelles ont eu pour effet d'ouvrir l'accès de cette embouchure aux

âtiments d'un grand tirant d'eau; par l'exécution de travaux de 1865
orrection et de curage dans le cours du même bras, par l'enlève-
ıent des bâtiments naufragés et par l'établissement d'un système de
ouées; par la construction d'un phare à l'embouchure de St.
·eorges; par l'institution d'un service régulier de sauvetage et par
ı création d'un hôpital de la marine à Soulina; enfin, par la régle-
ıentation provisoire des différents services de navigation sur la
ɔction fluviale située entre Isaktcha et la mer;

Les Puissances qui ont signé le dit Traité conclu à Paris le
) mars 1856, désirant constater que la Commission Européenne,
ı accomplissant ainsi une partie essentielle de sa tâche, a agi con-
rmément à Leurs intentions, et voulant déterminer par un acte
ıblic les droits et obligations que le nouvel état de choses établi
ır le bas-Danube a créés pour les différents intéressés et notamment
ɔur tous les pavillons qui pratiquent la navigation du fleuve, ont
ɔmmé pour Leurs Plénipotentiaires,

savoir:

a Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et
de Bohême:

le Sieur Alfred Chevalier de Kremer, Son Consul pour le
toral du bas-Danube, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de
atrième classe;

ı Majesté l'Empereur des Français:

le Sieur Edouard Engelhardt, Son Consul de première classe,
ıevalier de l'Ordre Impérial de la légion d'honneur;

ı Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bre-
tagne et d'Irlande:

le Sieur John Stokes, Major au Corps royal des Ingénieurs,
coré de l'Ordre Impérial du Medjidié de quatrième classe etc.;

. Majesté le Roi d'Italie:

le Sieur Annibal Chevalier Strambio, Son Agent politique et
nsul général dans les Principautés Unies, Commandeur de Son
dre des Saints Maurice et Lazare;

Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Jules Alexandre Aloyse Saint Pierre, Chevalier de
ı Ordre de l'Aigle rouge de troisième classe avec le noeud, de
rdre du Danebrog de Danemark, officier de l'Ordre royal de
opold de Belgique, décoré de l'Ordre Impérial de Sainte Anne de
ssie, de seconde classe, Commandeur de l'Ordre d'Albert de la

1865 Saxe Royale, de seconde classe, et de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, Son Conseiller actuel de légation, Son Agent politique et Consul-général dans les Principautés Unies;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies:

le Sieur Henri Baron d'Offenberg, Son Conseiller d'État et Consul-général dans les Principautés Unies, Chevalier de l'Ordre de Saint Vladimir, de troisième classe, de Sainte Anne et de Saint Stanislas, de deuxième classe, Chevalier de Saint Jean de Jérusalem et de plusieurs Ordres étrangers;

et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Ahmet Rassim Pacha, fonctionnaire du rang de Mirimiran, Son Gouverneur pour la Province de Toultcha, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de troisième classe:

lesquels, après avoir exhibé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I.

Dispositions relatives aux conditions matérielles de la navigation.

Article 1.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution de l'article 16 du Traité de Paris, du 30 mars 1856, avec leurs accessoires et dépendances, continueront à être affectés exclusivement à l'usage de la navigation Danubienne, et ne pourront jamais être détournés de cette destination pour quelque motif que ce soit; à ce titre, ils sont placés sous la garantie et la sauvegarde du droit international. La Commission Européenne du Danube, ou l'Autorité qui lui succédera en droit, restera chargée, à l'exclusion de toute ingérence quelconque, d'administrer au profit de la navigation ces ouvrages et établissements, de veiller à leur maintien et conservation et de leur donner tout le développement que les besoins de la navigation pourront réclamer.

Article 2.

Sera spécialement réservée à la Commission Européenne, ou à l'Autorité qui lui succédera, la faculté de désigner et de faire exécuter tous travaux qui seraient jugés nécessaires dans le cas où l'on voudrait rendre définitives les améliorations, jusqu'aujourd'hui provisoires, du bras et de l'embouchure de Soulina, et pour prolonger l'endiguement de cette embouchure, au fur et à mesure que l'état de la passe pourra l'exiger.

Article 3. 1865

Il demeurera réservé à ladite Commission Européenne, d'entre-
›rendre l'amélioration de la bouche et du bras de St. Georges,
ırrêtée d'un commun accord et simplement ajournée quant à présent.

Article 4.

La Sublime Porte s'engage à prêter, à l'avenir comme par le
assé, à la Commission Européenne ou à l'Autorité qui lui succédera,
›ute l'assistance et tout le concours dont l'une ou l'autre pourra
voir besoin, pour l'exécution des travaux d'art et généralement pour
›ut ce qui concernera l'accomplissement de sa tâche. Elle veillera
ce que les rives du Danube, depuis Isaktcha jusqu'à la mer,
emeurent libres de toutes bâtisses, servitudes et autres entraves
uelconques, et elle continuera, sous la réserve des redevances
nnuelles auxquelles les biensfonds sont soumis en Turquie, à laisser
la disposition de la Commission, dans le port de Soulina, la rive
auche, à partir de la racine de la digue du Nord, sur une distance
e sept cent soixante mètres en remontant le fleuve, et sur une
ırgeur de cent cinquante mètres en partant de la rive.

Elle consent, de plus, à concéder un emplacement convenable
ır la rive droite, pour les constructions que ladite Commission, ou
Autorité qui lui succédera, jugerait utile d'élever pour le service du
›rt de Soulina, pour l'hôpital de la marine et pour les autres
ssoins de l'Administration.

Article 5.

Pour le cas où la Commission Européenne ferait usage de la
›serve mentionnée dans l'article 3, touchant l'amélioration de la
›uche et du bras de St. Georges, la Sublime Porte consent à ce
ıe ladite Commission puisse disposer, aussitôt que besoin sera des
rrains et emplacements appartenant au domaine de l'État, qui
ıront été désignés et déterminés d'avance comme nécessaires, tant
›ur la construction des ouvrages que pour la formation des établis-
ments qui devront être créés en conséquence ou comme complément
› cette amélioration.

Article 6.

Il est entendu qu'il ne sera construit, sur l'une ou sur l'autre
ve du fleuve, dans les ports de Soulina et de St. Georges, soit par
Autorité territoriale, soit par les Compagnies ou Sociétés de com-
erce et de navigation, soit par les particuliers, aucuns débarcadères,
ıais ou autres établissements de même nature, dont les plans
auraient pas été communiqués à la Commission Européenne et
connus conformes au projet général des quais, et comme ne
›uvant compromettre en rien l'effet des travaux d'amélioration.

1865

Titre II.

Dispositions relatives au régime administratif de la navigation.

§. 1.

Des Règlements en général.

Article 7.

La navigation aux embouchures du Danube est régie par le Règlement de navigation et de police, arrêté par la Commission Européenne sous la date de ce jour, et qui est demeuré joint, sous la lettre *A*, au présent acte, pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Il est entendu que ce Règlement fait loi, non seulement en ce qui concerne la police fluviale, mais encore pour le jugement des contestations civiles naissant par suite de l'exercice de la navigation.

Article 8.

L'exercice de la navigation sur le bas-Danube est placé sous l'autorité et la surveillance de l'Inspecteur-général du bas-Danube et du Capitaine du port de Soulina.

Ces deux agents, nommés par la Sublime Porte, devront conformer tous leurs actes au Règlement dont l'application leur est confiée et pour la stricte observation duquel ils prêteront serment. Les sentences émanant de leur autorité seront prononcées au nom de S. M. le Sultan.

Dans le cas où la Commission Européenne ou la Commission riveraine permanente, aura constaté un délit ou une contravention commis par l'un ou l'autre desdits agents contre le Règlement de navigation et de police, elle requerra auprès de la Sublime Porte sa destitution. Si la Sublime Porte croit devoir procéder à une nouvelle enquête sur les faits déjà constatés par la Commission, celle-ci aura le droit d'y assister par l'organe d'un délégué, et lorsque la culpabilité de l'accusé aura été dûment prouvée, la Sublime Porte avisera sans retard à son remplacement.

Sauf le cas prévu par le paragraphe qui précède, l'Inspecteur-général et le Capitaine du port de Soulina ne pourront être éloignés de leurs postes respectifs que sur leur demande ou par suite d'un accord entre la Sublime Porte et la Commission Européenne.

Ces Agents fonctionneront, ainsi, l'un et l'autre, sous la surveillance de la Commission Européenne.

L'Inspecteur-général, les Capitaines des ports de Soulina et de Toultcha et les surveillants (dépendant de l'Inspecteur-général) seront rétribués par le Gouvernement Ottoman.

Ils seront choisis parmi des personnes compétentes.

Article 9. 1865

En vertu des principes de l'Acte du Congrès de Vienne consacrés par l'article 15 du Traité de Paris, l'autorité de l'Inspecteur-général et du Capitaine du port de Soulina s'exerce indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

L'Inspecteur-général est préposé spécialement à la police du fleuve, en aval d'Isaktcha, à l'exclusion du port de Soulina; il est assisté de surveillants répartis sur les diverses sections fluviales de son ressort.

Le Capitaine du port de Soulina est chargé de la police du port et de la rade extérieure de Soulina.

Une instruction spéciale, arrêtée d'un commun accord, règle dans ses détails l'action de l'Inspecteur-général et celle du Capitaine du port de Soulina.

Article 10.

Les Capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés en vertu du Règlement de navigation et de police, par l'Inspecteur-général et par le Capitaine du port de Soulina.

Article 11.

L'exécution du Règlement de navigation et de police est assurée, en outre, ainsi que l'application du tarif dont il sera parlé aux articles 13 et suivants du présent Acte, par l'action des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures du Danube, conformément à l'article 19 du Traité de Paris.

Chaque station navale agit sur les bâtiments de sa nationalité et sur ceux dont elle se trouve appelée à protéger le pavillon, soit en vertu des traités ou des usages, soit par suite d'une délégation générale ou spéciale.

A défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour intervenir, les Autorités internationales du fleuve peuvent recourir aux bâtiments de guerre de la Puissance territoriale.

Article 12.

Il est entendu que le Règlement de navigation et de police joint au présent Acte conservera force de loi jusqu'au moment où les règlements prévus par l'article 17 du Traité de Paris auront été arrêtés d'un commun accord et mis en vigueur.

Il en sera de même pour les dispositions des articles 8, 9 et 10 ci-dessus, en tant quelles concernent les attributions de l'Inspecteur-général.

1865

§. 2.

Du tarif des droits de navigation.

Article 13.

L'article 16 du Traité de Paris ayant conféré à la Commission Européenne la faculté d'imposer à la navigation une taxe d'un taux convenable pour couvrir les frais des travaux et établissements susmentionnés, et la Commission ayant fait usage de cette faculté en arrêtant le tarif du 25 juillet 1860, revisé le 7 mars 1863, dont le produit lui a procuré les ressources nécessaires pour l'achèvement des travaux de Soulina, il est expressément convenu, par le présent Acte, que le susdit tarif, dont les dispositions viennent d'être complétées, demeurera obligatoire pour l'avenir.

À cet effet, le tarif en question a été joint au présent Acte, sous la lettre *B*, pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Article 14.

Le produit de la taxe sera affecté:

1° Par priorité et préférence, au remboursement des emprunts contractés par la Commission Européenne et de ceux qu'elle pourra contracter à l'avenir pour l'achèvement des travaux d'amélioration des embouchures du Danube;

2° À couvrir les frais d'administration et d'entretien des travaux et établissements;

3° À l'amortissement des avances faites à la Commission par la Sublime Porte; cet amortissement s'opérera conformément à l'arrangement spécial conclu, à cet égard, entre la Commission Européenne et le Délégué de S. M. I. le Sultan, sous la date de ce jour.

L'excédant de ce produit, s'il y en a, sera tenu en réserve, pour faire face aux dépenses que pourra entraîner le prolongement des digues de Soulina ou l'exécution de tels autres travaux que la Commission Européenne ou l'Autorité qui lui succédera jugera ultérieurement utiles.

Il est expressément entendu, au surplus, qu'aucune partie des sommes produites par les taxes prélevées sur les bâtiments de mer, ou des emprunts réalisés au moyen de l'affectation de ces taxes, ne pourra être employée à couvrir les frais de travaux ou des dépenses administratives se rapportant à une section fluviale située en amont d'Isaktcha.

Article 15.

À l'expiration de chaque délai de cinq ans, et en vue de diminuer, s'il est possible, les charges imposées à la navigation, il sera procédé par les Délégués des Puissances qui ont arrêté le susdit tarif, à une

ɔvision de ses dispositions, et le montant des taxes sera réduit 1865
ıtant que faire se pourra, tout en conservant le revenu moyen jugé
ɔcessaire.

Article 16.

Le mode de perception de la taxe et l'administration de la
ıisse de navigation de Soulina continueront à être régis par les
spositions actuellement en vigueur.

L'Agent-comptable préposé à la perception sera nommé, à la
ajorité absolue des voix, par la Commission Européenne ou par
Autorité qui lui succédera, et fonctionnera sous ses ordres directs.

Le contrôle général des opérations de la caisse sera exercé par
ı Agent dont la nomination appartiendra au Gouvernement Ottoman.

Il sera publié annuellement, dans les journaux officiels des
fférentes Puissances intéressées, un bilan détaillé des opérations de
caisse de navigation, ainsi qu'un état faisant connaître la répar-
ıion et l'emploi des produits du tarif.

Article 17.

L'administration générale des phares de l'Empire Ottoman
ɔtant chargée de pourvoir aux frais d'éclairage, d'administration
d'entretien des phares composant le système d'éclairage des em-
uchures du Danube, la quote-part représentant les droits de phare
ns le montant des taxes perçues à Soulina, sera versée aux mains
ladite administration; mais il est entendu que ces droits ne
urront avoir pour objet, en ce qui concerne les phares existants
ceux que l'on jugerait utile d'etablir ultérieurement, que de
ıvrir les dépenses réelles.

§. 3.

Des Quarantaines.

Article 18.

Les dispositions sanitaires applicables aux embouchures du
nube continueront à être réglées par le Conseil supérieur de santé
titué à Constantinople, et dans lequel les différentes Missions
angères, accréditées auprès de la Sublime Porte, sont représentées
· des Délégues.

Ces dispositions seront conçues de manière à concilier dans
ɔ juste mesure les garanties sanitaires et les besoins du commerce
ritime, et elles seront basées, autant que faire se pourra, sur les
ncipes déterminés dans les articles 19 et 20 ci-après.

Article 19.

Les bâtiments descendant le Danube seront affranchis de tout
trôle sanitaire; il en sera de même pour les bâtiments venant de

1865 la mer, aussi longtemps qu'aucune épidémie de peste ne régnera en Orient; ces bâtiments seront tenus simplement de présenter leur patente de santé aux Autorités des ports où ilss mouilleront.

Article 20.

Si une épidémie de peste vient à éclater en Orient, et si l'on juge nécessaire de faire appliquer des mesures sanitaires sur le bas-Danube, la quarantaine de Soulina pourra être rétablie; les bâtiments venant de la mer seront tenus, dans ce cas, d'accomplir à Soulina les formalités quarantenaires, et si l'épidémie n'a pas envahi les Provinces de la Turquie d'Europe, ils ne pourront plus être l'objet d'aucune mesure sanitaire en remontant le fleuve.

Mais si, au contraire, l'épidémie envahit une ou plusieurs des Provinces riveraines du Danube, des établissements quarantenaires seront institués là où besoin sera, sur la partie du fleuve qui traverse le territoire de la Turquie.

Titre III.

Neutralité.

Article 21.

Les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission Européenne ou par l'Autorité qui lui succédera, en exécution de l'article 16 du Traité de Paris, notamment la caisse de navigation de Soulina, et ceux qu'elle pourra créer à l'avenir, jouiront de la neutralité stipulée dans l'article 11 du dit Traité et seront, en cas du guerre, également respectés par tous les belligérants.

Le bénéfice de cette neutralité s'étendra, avec les obligations qui en dérivent, à l'Inspection générale de la navigation, à l'administration du port de Soulina, au personnel de la caisse de navigation et de l'hôpital de la marine, enfin, au personnel technique chargé de la surveillance des travaux.

Article 22.

Le présent Acte sera ratifié; chacune des Hautes Parties contractantes ratifiera en un seul exemplaire et les ratifications seront déposées dans un délai le deux mois, ou plus tôt si faire se peut, à la Chancellerie du Divan Impérial, à Constantinople. *)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

---

*) Chargé par le protocole de conférence du 28 mars 1866; voir plus pas.

Fait à Galatz, le deuxième jour du mois de novembre de l'an 1865 mil huit cent soixante-cinq.

(L. S.) A. *de Kremer.*
(L. S.) Ed. *Engelhardt.*
(L. S.) J. *Stokes.*
(L. S.) *Strambio.*
(L. S.) *Saint-Pierre.*
(L. S.) *Offenberg.*
(L. S.) *Ahmet Rassim.*

Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube.

Annexe A.

Règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube.

Dispositions générales.

Article 1.

L'exercice de la navigation sur le bas-Danube, en aval d'Isaktcha, est placé sous l'autorité de l'Inspecteur-général de la navigation du bas-Danube et du Capitaine du port de Soulina.

Ces deux Agents fonctionnent, l'un et l'autre, sous la surveillance de la Commission Européenne du Danube; leur autorité s'exerce indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

Article 2.

L'exécution des règlements applicables au bas-Danube est également assurée par l'action des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures conformément à l'article 19 du Traité de Paris.

Chaque station navale agit sur les bâtiments de sa nationalité et sur ceux dont elle se trouve appelée à protéger le pavillon, soit en vertu des traités ou des usages, soit par suite d'une délégation générale ou spéciale.

A défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour intervenir, les Autorités préposées à la police du fleuve peuvent recourir aux bâtiments de guerre de la puissance territoriale.

Article 3.

L'Inspecteur-général est spécialement préposé à la police du bas-Danube, à l'exclusion du port de Soulina.

Il est assisté de plusieurs surveillants répartis sur les diverses sections fluviales de son ressort.

Article 4.

Le Capitaine du port de Soulina est chargé de la police du port et de la rade extérieure de Soulina.

1865

Article 5*).

Les Capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du présent Règlement, par l'Inspecteur-général et par le Capitaine du port de Soulina.

Une instruction spéciale émanée de la Commission Européenne règle, dans ses détails, l'action de ces deux Agents.

Article 6.

Indépendamment des fonctions judiciaires qu'ils remplissent dans les cas prévus par les articles 79 et 107 du présent Règlement, l'Inspecteur-général et le Capitaine du port de Soulina prononcent sommairement dans les différends entre les Capitaines et leurs équipages, en se faisant assister par deux Capitaines de la nationalité des parties litigantes, ou, à leur défaut, par deux autres Capitaines. Ils n'exercent toutefois cette partie de leurs attributions qu'autant que l'un des intéressés a réclamé leur intervention et qu'il ne se trouve pas sur les lieux une autre autorité compétente.

Titre I.

De la police de la rade et du port de Soulina.

Chapitre I.

De la police de la rade de Soulina.

Article 7.

La rade de Soulina comprend les eaux de la mer, sur un rayon de deux milles nautiques autour de la tête de la digue du Nord.

Article 8.

Tout bâtiment qui arrive en rade de Soulina, en venant de la mer, est tenu de hisser son pavillon national.

Article 9.

S'il reste en rade pour charger ou décharger sa cargaison, il est néanmoins soumis aux ordres du Capitaine du port de Soulina et de ses agents, pour tout ce qui concerne la police de la navigation.

Il a notamment à se conformer aux dispositions du présent règlement comprises sous le titre V et relatives au service des alléges.

Article 10.

Il doit mouiller à l'endroit qui lui est désigné par le chef ou par le sous-chef des pilotes de Soulina.

---

*) Chargé par le protocole de conférence du 28 mars 1866; voir plus bas.

Après quoi, le Capitaine ou son second se présente, dans les 1865
4 heures, au bureau du Capitaine du port pour y déposer les papiers
u bâtiment.

Article 11.

Il est interdit aux embarcations des navires mouillés sur la rade
e s'engager dans la passe et de circuler dans le port, pendant la
uit, sans porter un fanal éclairé.

Chapitre II.

De la police du port de Soulina.

Article 12.

Le port de Soulina comprend le bras de Soulina sur une lon-
ueur de trois milles nautiques, en partant de l'ouverture de la passe
ormée par les têtes des digues de l'embouchure.

Article 13.

Aucun navire à voiles ou à vapeur jaugeant plus de soixante
nneaux ne peut franchir la passe de Soulina, soit en venant de la
er, soit en sortant du fleuve, sans avoir à bord un pilote breveté
ar l'administration locale.

Cette disposition, toutefois, n'est pas applicable aux bateaux à
apeur faisant des voyages périodiques, lesquels peuvent se servir
leurs propres pilotes.

Le service du pilotage est réglé par des dispositions spéciales,
mprises sous le titre IV du présent Règlement.

Article 14.

Aucun navire ne peut entrer dans le port de Soulina ou en sor-
, sans hisser son pavillon national.

Les Autorités du port ne permettent le passage à aucun navire
ns pavillon.

Article 15.

Dans le cas où, par suite de gros temps, le chenal de Soulina
t jugé impraticable par le Capitaine du port, un pavillon bleu est
boré sur la tour du phare et indique que les pilotes de l'admini-
ration ne peuvent aller en rade.

Article 16.

Deux embarcations de garde stationnent aux deux entrées
port.

Les capitaines jettent l'ancre aux endroits qui leur sont dé-
gnés par les patrons de ces embarcations.

1865

Article 17.

Ils se présentent ensuite, dans les vingt-quatre heures, au bureau du capitaine du port, pour y produire leurs papiers de bord.

Ils sont tenus également, à l'exception des capitaines des bateaux à vapeur affectés au service postal et faisant des voyages périodiques, de présenter leurs papiers à l'agent comptable de la caisse de navigation de Soulina, qui appose sur le rôle d'équipage de chaque bâtiment entrant dans le Danube, quelle que soit sa capacité, une estampille portant ces mots: *„Commission Européenne du Danube. Caisse de navigation de Soulina"*, la date de l'année et un numéro d'ordre. Cette estampille est annulée, avant la sortie du bâtiment, au moyen de l'empreinte d'une griffe.

Si les navires ne s'arrêtent pas plus de vingt-quatre heures à Soulina, les papiers de bord sont rendus immédiatement aux Capitaines, après l'accomplissement des formalités prescrites; dans le cas contraire, ils restent déposés au bureau du Capitaine du port, par l'entremise duquel ils sont transmis, s'il y a lieu, à l'Autorité consulaire compétente, après l'acquittement des droits de navigation et le payement ou la consignation des amendes infligées en vertu du présent Règlement; sauf ce cas, le rôle d'équipage doit toujours se trouver à bord du bâtiment.

Article 18.

Une fois à l'ancre, les bâtiments s'amarrent par des câbles aux poteaux établis à cet effet le long des deux rives, ou aux bâtiments déjà mouillés.

Article 19.

Ils rentrent leur bâton de foc et leurs bouts-dehors, qui ne peuvent servir, en aucun cas, à amarrer les embarcations.

Pendant toute la durée du mouillage, les vergues restent brassées de l'avant à l'arrière.

Article 20.

Il est interdit aux bâtiments de petit cabotage, ainsi qu'aux alléges, de circuler dans le port pendant la nuit.

Les embarcations du port ou des bâtiments marchands ne peuvent se déplacer pendant la nuit, sans porter un fanal éclairé.

Article 21.

Il n'est pas permis de chauffer, dans l'intérieur du port, du goudron ou de la poix, à bord des bâtiments.

Les Capitaines veillent à ce qu'il ne soit fait usage, à leur bord, de lumières quelconques, autres que des lampes à verre ou des lanternes.

Chapitre III. 1865

Dispositions communes à la rade et au port de Soulina.

Article 22.

L'article 64 du présent Règlement, qui interdit le jet du lest ailleurs que dans les endroits désignés à cet effet, s'applique notamment à la rade et au port de Soulina proprement dit.

Article 23.

Il est défendu de retirer, sans l'autorisation du Capitaine du port, les ancres, chaines et autres objets abandonnés dans le port et dans la rade extérieure.

Article 24.

En cas d'échouement et de naufrage, ainsi qu'en cas d'avaries, le Capitaine du port de Soulina porte les secours les plus urgents pour assurer le sauvetage de la cargaison, du navire et de ses apparaux, et pour sauvegarder l'intérêt général de la navigation.

Après quoi, il se dessaisit de l'administration du sauvetage et envoie tous les actes dressés par lui à la plus proche Autorité compétente.

Titre II.

De la police du fleuve.

Chapitre I.

Règle générale.

Article 25.

Tout Capitaine ou patron d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarré à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dommage, soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives, et il doit veiller avec le même soin à se sauvegarder lui-même.

Les bâtiments naviguant ou stationnant dans le bras de Soulina sont tenus de porter leurs ancres suspendues librement aux bossoirs, sans les fixer au bordage.

Les conducteurs de trains de bois ou radeaux sont soumis aux mêmes règles de précaution que les bâtiments. Les trains de bois et radeaux ne peuvent avoir, lorsqu'ils descendent le bras de Soulina, qu'un tirant d'eau inférieur d'un pied anglais, au moins, à la hauteur de l'eau sur celui des bas-fonds dudit bras offrant la moindre

1865 profondeur; ils ne peuvent, dans aucun cas, avoir un tirant d'eau de plus de douze pieds anglais.

Chapitre II.

Règles pour les bâtiments qui se croisent ou se dépassent.

Article 26.

En règle générale, il est interdit à un bâtiment de dépasser le bâtiment qui suit la même route, et à deux bâtiments allant en sens contraire, de se croiser sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

Article 27.

Aucun bâtiment ne peut se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment de façon à l'entraver dans sa course.

Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouve exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la descente, sur un point qui n'offre pas une largeur suffisante, il doit s'arrêter en aval du passage, jusqu'à ce que l'autre bâtiment l'ait franchi; si le bâtiment qui remonte est engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant est tenu de mouiller l'ancre qu'il doit toujours porter à l'arrière, et de s'arrêter en amont jusqu'à ce que sa route soit libre.

Article 28.

Les bâtiments à vapeur, dans les passes étroites, ne peuvent s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précèdent.

Article 29.

Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles naviguant par un vent favorable se rencontrent faisant route en sens contraire, celui qui remonte le fleuve doit appuyer vers la rive gauche, et celui qui descend, vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer. Il en est de même, lorsque la rencontre a lieu entre un bâtiment à vapeur et un bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable.

Lec Capitaine ou Patron qui s'écarte de ces règles doit prouver, en cas d'avaries, qu'il a été dans l'impossibilité de les observer, à défaut de quoi, il est responsable devant le tribunal compétent des accidents survenus.

Il est, d'ailleurs, tenu de donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32 ci-après.

Si deux bâtiments à vapeur donnent simultanément le même signal, le signal du bâtiment naviguant à la descente fait règle.

Article 30.

Lorsque deux bateaux à vapeur allant en sens contraire arrivent devant une courbe, ils doivent se donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32, ci-après, et celui qui est en aval s'arrête jusqu'à ce que l'autre bâtiment ait franchi le passage.

Article 31.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il en donne le signal, avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet, et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant, ou en hissant à mi-mât un pavillon bleu pendant le jour, ou un fanal éclairé, à verre blanc, pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment marchant en avant s'écarte à gauche et livre le passage à l'autre bâtiment qui prend la droite; aussitôt que le bâtiment qui suit se trouve à la distance d'une demie longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier doit ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

Article 32.

Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier, rejoint un bâtiment à voiles et veut le dépasser, il en donne le signal en hêlant à temps son dépancier, lequel est tenu de lui livrer passage au vent.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il lui donne les signaux prescrits par l'article 31 avant d'être arrivé à petite distance, et il passe sous le vent du bâtiment à voiles.

Article 33.

Les bâtiments à vapeur naviguant à la descente doivent ralentir leur course sur les points où le fleuve décrit de fortes courbes, jusqu'à ce que, de l'arrière du bâtiment, l'oeil puisse plonger dans le passage. Si le bateau à vapeur trouve des bâtiments engagés dans la courbe, il signale son approche au moyen d'un coup de sifflet.

Article 34.

Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant soit en descendant le fleuve.

Le bâtiment naviguant à la dérive doit, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles soit à vapeur, se ranger parallèlement aux rives, afin d'opposer le moins d'obstacle possible au passage.

1865

Article 35.

Les bâtiments qui naviguent en louvoyant veillent, dans leurs évolutions, à ne pas se trouver sur la route des bateaux à vapeur.

Article 36.

Les Capitaines et Patrons de bâtiments portant forte charge ou de bâtiments chargés d'une capacité inférieure à soixante tonneaux, sont tenus de s'éloigner, autant que possible, de la route des bâtiments à vapeur qu'ils rencontrent ou qui les rejoignent.

Les Capitaines de bâtiments à vapeur, de leur côté, lorsqu'ils passent à proximité des bâtiments désignés dans l'alinéa précédent, doivent ralentir le jeu de leur machine et l'arrêter complétement en cas de danger pour les dits bâtiments, s'ils peuvent toutefois le faire sans danger pour eux-mêmes ou pour les bâtiments qu'ils remorquent.

Article 37.

En se conformant aux règles prescrites par les articles 26 à 36 qui précèdent, les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation et avoir égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation à ces règles, afin de parer à un péril immédiat.

Chapitre III.

Règles pour le remorquage.

Article 38.

Les Capitaines ou conducteurs des remorqueurs, naviguant avec ou sans convoi, sont tenus à l'observation de toutes les dispositions qui précèdent; ils doivent spécialement se conformer aux prescriptions des articles 31, 32 et 33, lorsqu'un convoi veut en dépasser un autre; hors ce dernier cas, deux convois ne peuvent jamais se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en cours de voyage.

En cas de rencontre avec les bâtiments à voiles ou à vapeur faisant route en sens contraire, le remorqueur, s'il remonte le fleuve, a la faculté de s'écarter des prescriptions de l'article 29 ci-dessus, pour le tenir en dehors du courant, s'il peut le faire sans danger pour les bâtiments rencontrés.

Le remorqueur est tenu d'ailleurs, s'il fait usage de cette faculté, de donner les signaux prescrits par les articles 31 et 32 ci-dessus.

Article 39.

En règle générale, tout bâtiment à vapeur qui ne remorque pas un convoi, de même que tout bâtiment à voiles naviguant par un

ent favorable, doit livrer passage à un convoi de bâtiments remor- 1865
ıués. À défaut d'espace suffisant pour ce faire, les Capitaines et con-
ucteurs, tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, sont
enus, même dans le cas où les signaux prescrits par les articles 31,
2 et 33 ci-dessus, n'ont pas été donnés, de s'écarter conformément
ux dispositions des dits articles et de ranger sur une seule ligne
es bâtiments conduits à la remorque.

Les Capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments
emorqués doivent d'ailleurs, dans tous les cas de rencontre avec
'autres bâtiments, rapprocher autant que possible, les uns des autres,
es bâtiments conduits à la remorque en convoi, de manière à livrer
ux autres bâtiments un passage suffisamment large.

Les bateaux à vapeur à aubes ne peuvent amarrer le long de
eur bord les bâtiments qu'ils remorquent dans la Soulina.

Il est interdit, en général, de naviguer dans ce bras du fleuve
vec plus de deux bâtiments amarrés bord-à-bord.

Chapitre IV.

Règles pour le halage.

Article 40.

Le chemin qui longe les deux rives du fleuve est spécialement
fecté au halage des bâtiments, soit à bras d'hommes, soit au moyen
'animaux de trait; les piétons et les voitures peuvent également en
ire usage.

Article 41.

Le chemin de halage doit être libre de tout objet qui peut en
ntraver l'usage, tels que buissons, arbres, enclos, maisons et autres
onstructions.

Article 42.

Il n'est pas permis d'établir dans le fleuve et notamment près
es rives, des moulins sur bateaux, des roues d'irrigation et autres
onstructions de ce genre, sans une autorisation formelle de l'Auto-
té préposée à la police du fleuve.

Article 43.

Il est expressément défendu de creuser des fossés en travers du
emin de halage, à moins que le propriétaire riverain ne se charge
rétablir la communication au moyen d'un pont.

Article 44.

Des poteaux d'amarre ayant été établis le long de la Soulina,
s Capitaines et Patrons éviteront de planter des pieux ou de fixer

1865 des ancres sur les chemins de halage, pour l'amarrage de leurs bâtiments.

Article 45.

Si deux bâtiments halés en sens contraire se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte s'écarte de manière à laisser passer l'autre.

Si un bâtiment halé par des animaux de trait rejoint un train de halage à bras d'hommes, celui-ci doit lui livrer passage.

Dans le cas où un bâtiment halé en rencontre un autre amarré à la rive, le Capitaine de ce dernier doit permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

Article 46.

Nul ne peut entreprendre de dépasser les bâtiments halés, si ce n'est en appuyant sur la rive opposée à celle sur laquelle s'exerce le halage.

Les bâtiments halés doivent, de leur côté, sur les signaux prescrits par les articles 31 et 32 ci-dessus, se ranger au plus près possible contre la rive qu'ils longent.

Chapitre V.

Règles pour la navigation pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

Article 47.

Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil), doit être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de deux milles, au moins, hissée en tête du mât de misaine, d'une lumière verte à tribord et d'une lumière rouge à babord.

Les feux de côté sont pourvus, en dedans du bord, d'écrans dirigés de l'arrière à l'avant de telle manière que le feu vert ne puisse pas être apperçu de babord avant, ni le feu rouge de tribord avant.

Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtiments à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine dont ils ne doivent jamais faire usage.

Les bâtiments à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâtiments portent, indépendamment de leurs feux de côté, deux feux blancs placés l'un au-dessus de l'autre en tête de mât, pour servir à les distinguer des autres navires à vapeur.

Pour l'application des règles prescrites par le présent article, tout navire à vapeur qui ne marche qu'à l'aide de ces voiles, est

considéré comme navire à voiles, et tout navire dont la machine est 1865
en action, quelle que soit sa voilure, est considéré comme navire à vapeur.

Les radeaux naviguant pendant la nuit doivent porter un feu blanc à chacun de leurs angles et trois feux blancs en tête de mât, placés l'un au-dessous de l'autre.

Article 48.

Les bâtiments à voiles, les convois de remorque et les radeaux ne peuvent naviguer lorsque l'obscurité ne permet pas d'appercevoir simultanément les deux rives du fleuve.

Article 49.

Par un temps de brume, les bâtiments à vapeur ne naviguent qu'à mouvement ralenti et ils font tinter sans interruption la cloche du bord, en donnant un coup de siflet de cinq à cinq minutes; ils sont tenus de jeter l'ancre si la brume devient épaisse au point qu'il leur est impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuyent, ou vers laquelle ils se dirigent.

Article 50.

Il est interdit aux bâtiments de laisser leurs amarres en travers du fleuve pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

Chapitre VI.

Règles pour les bâtiments au mouillage.

Article 51.

Il est expressément défendu de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans le chenal de navigation.

Sauf l'exception prévue par l'article 66 ci-après, il est également interdit aux bâtiments de s'amarrer ou de mouller dans les courbes du fleuve, même le long des rives, sous peine d'être responsables de toutes les avaries que leur présence aura pu occasionner.

Il ne peut y avoir, en dehors des ports, deux ou plusieurs bâtiments mouillés ou amarrés bord à bord, le long des chemins de halage.

Article 52.

Lorsque, par suite de brouillards, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et dans le contraire de héler du portevoix. Ces signaux sont répétés de cinq en cinq minutes.

1865

Article 53.

Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fana éclairé qui est placé, soit à l'extrémité de l'une des grandes vergues, soit sur toute autre partie apparente du bâtiment, du côté du chenal, de telle sorte qu'il puisse être apperçu aussi bien en amont qu'en aval.

Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit doivent porter les feux prescrits par le dernier alinéa de l'article 47 ci-dessus, sauf les feux des deux angles, du côté de la rive, qu'ils sont tenus de supprimer.

Article 54.

Lorsque pour s'amarrer, ainsi que dans le cas d'échouement prévu dans le chapitre ci-après, un bâtiment est obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres doivent être larguées promptement aussitôt qu'un autre bâtiment se présente pour passer.

Chapitre VII.

Règles pour le cas d'échouement et de naufrage.

Article 55.

Tout Capitaine ou Patron d'un bâtiment ou d'un radeau échoué dans le cours de la Soulina est tenu de placer sur un point convenablement situé, et tout au moins à un kilomètre en amont de son bâtiment, une vigie chargée de héler les bâtiments et radeaux descendant le fleuve, pour les avertir de la nature et du lieu de l'accident.

Article 56.

Les bâtiments à vapeur ne peuvent faire usage que de la moitié de leur force en traversant les passages sur lesquels un bâtiment ou un radeau s'est échoué ou a coulé.

Article 57.

Tout naufrage dans le cours de la Soulina est réputé suspect, hors les cas exceptionnels, et il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, qu'il est imputable à la négligence ou à la mauvaise volonté du Capitaine ou de son équipage.

Le pilote du bâtiment est personnellement responsable du naufrage, s'il a eu lieu par suite de mauvaise manoeuvre.

Article 58.

Si, contre toute probabilité, un bâtiment vient à faire naufrage dans le cours de la Soulina, le Capitaine doit faire tous ses efforts

ɔour le haler immédiatement contre l'une des rives, de manière à ce 1865
ɪu'il ne reste pas engagé dans le chenal.

Le Capitaine du bâtiment naufragé et son équipage restent à ɔord ou sur la rive à proximité du lieu du sinistre, jusqu'à ce que e procès-verbal mentionné dans l'article 59 ci-après ait été dressé.

Il leur est interdit d'éloigner, sous un prétexte quelconque, ɪuoique ce soit de la cargaison, du matériel, des ancres, chaînes, âbles etc.

Article 59.

Aussitôt après le naufrage, le pilote du bâtiment fait prévenir, e plus promptement possible, l'Inspecteur-général de la navigation, ɔar les Agents de la surveillance du fleuve.

L'Inspecteur-général se rend immédiatement sur les lieux et ɪresse un procès-verbal circonstancié du sinistre, qui est communiqué ɔar ses soins à l'Autorité compétente.

Article 60.

Si l'Inspecteur-général juge nécessaire de prendre des mesures nmédiates dans l'intérêt de la navigation, il requiert, à cet effet, le 'apitaine du bâtiment naufragé, lequel est obligé, soit de déclarer nmédiatement qu'il fera l'abandon de son bâtiment, soit d'agir avec on équipage sous les ordres de l'Inspecteur-général; celui-ci dirige : sauvetage jusqu'au point où il cesse d'être une opération d'utilité ublique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

Le bâtiment dont le sauvetage a été opéré par les soins des ɪutorités préposées à la police du fleuve, peut-être tenu de couvrir 's frais de sauvetage et d'entretien du matériel.

Article 61.

Tous travaux entrepris par les propriétaires, assureurs et ntres ayants-droit, dans le but d'opérer le sauvetage des bâtiments aufragés et de leur cargaison, s'effectuent sous la surveillance de Inspecteur-général ou de ses agents, et peuvent être momentanéɪent interdits, s'ils sont de nature à causer une entrave quelconque la navigation.

Article 62.

Si, hors le cas d'urgence prévu par l'article 60 ci-dessus, l'enlèveɪent de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est jugé écessaire, les propriétaires, assureurs ou autres ayants-droit doient l'effectuer dans le mois de la notification qui leur est faite à cet ffet; à défaut de quoi, les travaux peuvent être exécutés d'office par Inspecteur-général, dans les limites déterminées par le susdit rticle 60; le bâtiment naufragé, avec ses agrès, ou leurs débris,

1865 sont spécialement affectés, dans ce cas, au payement des frais d'enlèvement.

Article 63.

En cas d'avaries, et notamment si elles sont causées par abordage, l'Inspecteur-général, s'il est à même de constater les faits, et s'il en est requis par l'une des parties intéressées, dresse également un procès-verbal qui est transmis à l'Autorité compétente.

Chapitre VIII.

Règles pour le jet du lest.

Article 64.

Il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter leur lest dans le lit fluvial ou dans la rade de Soulina; il leur est également interdit de le décharger en mer dans les parties qui avoisinent la rade sur un fond de moins de soixante pieds anglais.

Le déchargement à terre, en dehors du port de Soulina, ne peut être opéré que sur les points de la rive déterminés par l'inspecteur-général de la navigation, et désignés dans un avis rendu public.

Le Capitaine du port de Soulina désigne les endroits sur lesquels le lest peut être débarqué dans le port.

Le lest débarqué doit être, dans tous les cas, transporté à une distance telle, que le pied du talus soit éloigné de vingt pieds anglais, au moins, de la rive normale du fleuve.

Les prescriptions du présent article sont également applicables au jet des cendres et escarbilles des bâtiments à vapeur.

Article 65.

Pour assurer, autant que possible, l'exécution de la disposition qui précède, tout navire quittant sur lest le port de Soulina, pour un des ports situés en amont, doit se munir d'un certificat du Capitaine du port, constatant son tirant d'eau produit par le lest.

Ce certificat doit être conservé à bord pendant toute la durée du voyage en amont, pour être produit à toute réquisition de l'Inspecteur-général ou de ses agents.

Titre III.

De la police du port de Toultcha.

Article 66.

Tout bâtiment qui veut stationner à Toultcha doit s'amarrer à la rive droite, sans toutefois qu'il puisse y avoir jamais plus de trois bâtiments amarrés bord-à-bord.

Article 67. 1865

Aucun bâtiment ne peut jeter l'ancre dans le chenal navigable, devant Toultcha, sur la droite des corps-morts et des bouées rouges établis le long de la rive gauche du fleuve, ni entre les poteaux de la rive droite portant des ancres renversées.

Article 68.

Il est permis aux bâtiments de se haler sur les bouées et corps-morts pour doubler la courbe de Toultcha, mais ils ne peuvent, dans aucun cas, s'y amarrer à poste fixe.

Il est entendu que cette disposition ne concerne pas les bateaux à vapeur faisant des voyages périodiques, qui s'arrêtent temporairement devant Toultcha.

Il est également interdit à deux ou plusieurs bâtiments de se haler simultanément à l'aide de la même bouée.

Titre IV.

Du service de pilotage à l'embouchure et dans le cours du fleuve.

Chapitre I.

Pilotage à l'embouchure.

Article 69.

Le pilotage à l'embouchure étant obligatoire, ainsi qu'il est dit à l'article 13 du présent Règlement, un corps spécial de pilotes brevetés et responsables fonctionne à Soulina, sous la direction d'un chef-pilote et du Capitaine du port.

Ces pilotes portent le titre de pilotes de première classe.

Article 70.

Une embarcation est prête à transporter les pilotes à bord des bâtiments qui se dirigent vers le port, en venant de la mer, aussitôt que la vigie de la tour du phare signale leur approche.

Les pilotes sont tenus d'aller à la rencontre des bâtiments, jusqu'à la distance d'une mille à partir du musoir de la digue du nord.

Article 71.

Rendus à bord, ils font connaître aux Capitaines la profondeur de la passe, et ceux-ci, de leur côté, déclarent aux pilotes le tirand d'eau et la quotité du chargement de leur navire.

La quotité du chargement est déclarée sans délai par les pilotes au Capitaine du port de Soulina.

1865

Article 72.

Tout pilote étranger au corps des pilotes de Soulina, qui se trouve à bord d'un navire prêt à traverser la passe, est tenu, aussitôt après l'arrivée du pilote local, de lui abandonner entièrement la conduite du navire.

Article 73.

A la sortie du fleuve, le pilote local est tenu de conduire le bâtiment jusqu'à la distance d'un quart de mille, au moins, à l'est du musoir de la digue du nord.

Article 74.

La taxe de pilotage, tant pour l'entrée que pour la sortie du fleuve, étant comprise dans les droits de navigation prélevés à Soulina, il est interdit aux pilotes brevetés de première classe de recevoir aucune rémuneration de la part des Capitaines dont ils ont piloté les bâtiments.

Chapitre II.

Du pilotage dans le cours du fleuve.

Article 75.

Indépendamment du corps des pilotes de première classe, chargés de conduire les bâtiments dans la passe de l'embouchure de Soulina, et dirigés par le Capitaine du port, il y a un service spécial de pilotes, également brevetés et responsables, portant le titre de pilotes de seconde classe, pour les bâtiments marchands qui naviguent dans le fleuve entre Soulina et Braïla.

Le service du pilotage fluvial proprement dit est placé sous la surveillance de l'Inspecteur-général de la navigation, il est dirigé par un chef-pilote qui a trois bureaux, à Galatz, à Braïla et à Toultcha, et par un sous-chef résidant à Soulina.

Article 76.

Les Capitaines marchands ne sont pas tenus de prendre un pilote breveté en remontant le fleuve, lorsqu'ils effectuent eux-mêmes le voyage à bord de leur bâtiment; le sous-chef pilote de Soulina, préposé au pilotage fluvial, est tenu toutefois, même dans ce cas, de leur procurer un pilote, s'ils le demandent.

Pour la navigation en aval, tout bâtiment marchand du port de plus de soixante tonneaux, ainsi que tout radeau ou train de bois, doit prendre un pilote breveté de seconde classe. Il en est de même pour les bâtiments de plus de soixante tonneaux qui remontent le fleuve, sans que le Capitaine ou Patron se trouve à bord.

Article 77. 1865

Le voyage en amont commence au moment où le navire quitte le port de Soulina pour remonter le fleuve, il finit lorsque le navire arrive soit à son port de destination, soit à Braïla, lorsqu'il est destiné pour un port situé en amont de ce dernier ou pour Matchin.

Le voyage en aval commence à Braïla ou à la sortie du port dans lequel le navire a pris sa cargaison, ou ses expéditions s'il descend vide, dans le cas où ce port est situé en aval de Braïla; il finit au moment où le bâtiment prend son mouillage dans le port de Soulina.

Les bâtiments partant de Matchin, de Guétchid ou d'un port situé en amont de Braïla, prennent leur pilote, pour le voyage en aval, lors de leur passage à Braïla; ceux qui partent des ports de Réni ou d'Ismail ont la faculté de le prendre en passant à Toultcha.

Article 78.

Les Capitaines règlent d'un commun accord avec les pilotes, le salaire qui est du à ces derniers, à raison du pilotage des navires en amont.

Toutefois, en cas de contestations à cet égard, les Autorités des ports n'admettent, de la part des pilotes, aucune demande dont le but est d'obtenir, outre le traitement à bord un salaire de plus d'un demi ducat de Hollande par jour de voyage.

Quant à la taxe afférente au pilotage en aval, elle est comprise dans la perception des droits de navigation prélevés à Soulina.

Le chef-pilote du service fluvial prélève la somme de quatre francs sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment pour le pilotage à la descente, le surplus de la taxe est versé au pilote.

Cette taxe ne peut être acquittée valablement qu'entre les mains de l'agent comptable de la caisse de navigation de Soulina.

Chapitre III.

Dispositions communes au pilotage à l'embouchure et dans le cours du fleuve.

Article 79.

L'Inspecteur-général et le Capitaine du port de Soulina, chacun dans les limites de son ressort, prononcent sur les contestations survenues entre les pilotes brevetés et les Capitaines de commerce, lorsque ces derniers réclament leur intervention.

Article 80.

Les pilotes brevetés sont tenus de dénoncer, soit à l'Inspecteur-général soit au Capitaine du port de Soulina, les contraventions commises en leur présence.

1865 Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'alléges.

Article 81.

Les pilotes qui par incapacité ou mauvaise volonté, ont été cause d'un abordage, d'un échouement ou d'un naufrage, sont destitués, sans préjudice à l'action civile que les ayants-droit peuvent exercer contre eux devant les tribunaux compétents.

Si les faits qui ont amené le sinistre sont de nature à entraîner l'application d'une peine criminelle, les pilotes sont livrés aux Autorités compétentes pour être jugés conformément aux lois.

Titre V.

Du service des alléges.

Chapitre I.

Règles générales.

Article 82.

Les alléges sur le bas-Danube se divisent en deux classes, savoir: celles qui sont exclusivement employées au service local de l'embouchure de Soulina ou d'un passage quelconque dans le cours du fleuve, et celles qui se livrent au cabotage, en chargeant dans un port intérieur pour décharger à Soulina ou dans la rade extérieure.

Article 83.

Nul ne peut entreprendre des opérations d'allége locales, sans avoir fait immatriculer au Capitanat du port de Soulina les bâtiments destinés à servir d'alléges, et avant de s'être muni d'une licence délivrée par le Capitaine du port.

Avant de délivrer la licence, le Capitaine du port fait visiter le bâtiment destiné à servir d'allége, par une Commission qui juge s'il est en bon état et qui constate, en même temps, sa capacité en tonnes de registre et sa portée en kilos de Constantinople. Cette expertise est renouvelée tous les ans. La licence delivrée par le Capitaine du port doit toujours se trouver à bord de l'allége.

Les bâtiments munis de papiers de bord réguliers peuvent être employés occasionnellement pour alléger d'autres navires, à charge par les Capitaines de faire, pour chaque opération, une déclaration spéciale, et de déposer leurs papiers, y compris le rôle d'équipage, soit à l'office du Capitaine du port de Soulina, s'il s'agit d'alléger un bâtiment à l'embouchure, soit à l'office de l'Inspecteur-général, s'il s'agit d'une opération qui doit s'accomplir dans le fleuve.

Chapitre II. 1865

Des alléges locales.

Article 84.

Les alléges, tant à voiles qu'à vapeur, ne peuvent avoir aucun vide dans la cale, sauf les vides dûment reconnus par le Capitaine du port, lors de la concession de la licence.

Article 85.

Il est interdit aux alléges, à partir du moment où elles ont accosté les bâtiments dont elles doivent recevoir la cargaison, de s'éloigner des dits bâtiments, avant que ceux-ci n'aient levé l'ancre eux-mêmes.

Le Capitaine du bâtiment allégé a la faculté de placer, à ses frais, un gardien de son choix à bord de l'allége qu'il emploie.

Il est interdit aux alléges qui se rendent en rade de charger sur le tillac.

Article 86.

Aucune allége ne peut sortir du port de Soulina, pour se rendre sur la rade, sans un laisser-passer du capitaine du port; ce laisser-passer est présenté à l'embarcation de garde stationné conformément à l'article 16 du présent Règlement, à l'entrée du port, du côté de la mer.

Article 87.

En règle générale, les alléges doivent sortir du port de Soulina en même temps que les bâtiments allégés.

Toutefois, dans le cas où un bâtiment s'est servi de plusieurs alléges, le Capitaine du port règle leur départ de telle sorte qu'elles n'aient point à séjourner trop longtemps en rade, sans pouvoir effectuer le rechargement.

Article 88.

L'allége qui a rejoint sur la rade le navire allégé ne peut le quitter sous aucun prétexte, sauf le cas de force majeure, avant de lui avoir rendu sa cargaison.

Pour les opérations d'allége locales accomplies dans le cours intérieur du fleuve, les alléges naviguent de conserve avec les bâtiments allégés.

Aussitôt que le rechargement des marchandises a été effectué à bord du bâtiment allégé, le Capitaine est tenu d'en donner une reconnaissance écrite.

Article 89.

Les alléges qui rentrent dans le port de Soulina, après avoir allégé un bâtiment, présentent leur laisser-passer à l'embarcation de garde qui a la faculté de les visiter.

1865 Les alléges qui quittent la rade sur le déclin du jour ou pendant la nuit, après avoir allégé un bâtiment sorti du fleuve, jettent l'ancre dans un endroit spécialement destiné à leur mouillage, et elles ne peuvent remonter plus haut avant le jour suivant.

Article 90.

La surveillance des opérations d'allége locales qui s'effectuent à l'embouchure est exercée par le Capitaine du port de Soulina; celle des opérations qui s'effectuent dans le fleuve appartient à l'Inspecteur-général ou à ses agents.

Chapitre III.

Des alléges au cabotage.

Article 91.

Les opérations d'allége par cabotage peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou alléges munis de papiers réguliers, à charge, par les Capitaines ou conducteurs, de se faire délivrer, pour chaque voyage, par les Autorités consulaires ou locales compétentes des ports dans lesquels ils prennent leur cargaison, un certificat faisant connaître l'objet et les conditions de l'opération.

Article 92.

Aussitôt qu'une allége au cabotage est arrivée dans le port de Soulina, le conducteur se rend au bureau du Capitaine du port et présente le certificat ci-dessus mentionné.

Si l'allége décharge la totalité de sa cargaison dans l'intérieur du port de Soulina, elle mouille à côté du bâtiment qui doit recevoir la marchandise, et ne peut s'en éloigner qu'après avoir entièrement terminé le déchargement.

Si la cargaison de l'allége doit être déchargée, en totalité ou en partie, dans la rade de Soulina, le patron de l'allége remet le certificat prescrit par l'article 91 au Capitaine du port, qui lui délivre son laisser-passer.

Article 93.

Les dispositions du présent titre, concernant les alléges locales, sont également applicables aux alléges au cabotage, pendant leur séjour dans le port et sur la rade de Soulina.

Toutefois, les transports à vapeur et chalands de remorque ne sont pas assujettis, en rentrant, à la visite prévue par l'article 89 ci-dessus, à moins que l'une des parties intéressées ne le demande et en cas de soupçon de fraude.

Chapitre IV. 1865

Dispositions spéciales au cas de force majeure.

Article 94.

Lorsqu'un bâtiment est contraint par le mauvais temps de quitter la rade de Soulina, en laissant la totalité ou une partie de sa cargaison à bord de l'allége, le patron de l'allége rentre dans le port et conserve provisoirement son chargement.

Article 95.

Si, dans le cas prévu par l'article précédent, le bâtiment allégé ne reparait pas dans le délai de douze jours, les patrons d'alléges ont la faculté de demander au Capitaine du port l'autorisation de décharger leur cargaison et de la consigner entre les mains de qui de droit, et ils peuvent exiger le payement du nolis convenu, comme s'ils avaient remis la cargaison à bord du navire allégé, mais sans aucune augmentation.

Si, avant l'expiration du délai ci-dessus spécifié, le bâtiment revient en rade pour s'éloigner de nouveau, les jours écoulés ne sont pas comptés et un nouveau délai commence à partir du jour de son apparition.

Chapitre V.

Dispositions spéciales aux cas de fraude.

Article 96.

En cas de présomption d'inexactitude ou de fausse indication de la capacité de l'allége, le Capitaine marchand a la faculté de faire procéder à la vérification du tonnage par une commission spéciale nommée, suivant les cas, par le Capitaine du port de Soulina ou par l'Inspecteur-général de la navigation.

Les frais de l'expertise sont supportés par le Capitaine qui l'a demandée, à moins que l'inexactitude ou la fausse indication ne soit constatée, auquel cas ils tombent à la charge de l'allége.

Article 97.

Si le Capitaine d'un bâtiment allégé a lieu de croire qu'une partie de sa cargaison a été détournée à bord de l'allége nolisée par lui, il en fait sa déclaration, soit au Capitaine du port de Soulina, soit à l'Inspecteur-général, qui prennent les mesures que leur prescrivent leurs instructions spéciales.

Si le soupçon n'est pas reconnu fondé, les frais de l'enquête demeurent à la charge du Capitaine du bâtiment allégé.

1865

Titre VI.

Des Contraventions.

Chapitre I.

Fixation des amendes.

§. 1.

Contraventions aux dispositions du titre I, sur la police de la rade et du port de Soulina.

Article 98.

Toute contravention aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 et à celles des articles 8, 10, 11, 14, 16, 19, 20, 21 et 23 du présent Règlement est punie d'une amende d'un ducat de Hollande au moins, et de cinq ducats au plus.

Le Capitaine de tout bâtiment de mer, autre que les paquebots affectés au service de messagerie, trouvé dans le Danube, et dont le rôle d'équipage ne portera pas l'estampille dont il est parlé à l'article 17 du présent Règlement, ou ne portera qu'une ou plusieurs estampilles annulées, est passible d'une amende de dix ducats au moins et de cinquante ducats au plus.

§. 2.

Contraventions aux dispositions du titre II, sur la police du fleuve.

Article 99.

Toute contravention aux dispositions du premier ou du deuxième alinéa de l'article 25 et à celles des articles 27, 29, 31, 32, 33, 34, 36, 38, 39, 41 à 54 inclusivement, 56, 60 et 65, est punie d'une amende de trois ducats au moins et de dix ducats au plus.

Tout conducteur d'un radeau ou train de bois trouvé naviguant dans le bras de Soulina, avec un tirant d'eau supérieur à celui qui est prescrit par le troisième alinéa de l'article 25 ci-dessus, est passible d'une amende de dix ducats au moins et de cinquante ducats au plus.

Toute contravention aux dispositions de l'article 64 est également punie d'une amende de dix ducats au moins et de cinquante ducats au plus, s'il y a eu jet ou débarquement illicite de lest. L'amende est de cinq ducats, pour le jet des cendres ou escarbilles dans le lit du bras de Soulina, sur la rade ou dans les parties de la mer y avoisinantes ayant moins de 60 pieds anglais de profondeur.

§. 3.

Contraventions aux dispositions du titre III, sur la police du port de Toultcha.

Article 100.

Sont punies d'une amende de un à cinq ducats, les contraventions aux articles 66, 67 et 68.

§. 4. 1865

Contraventions aux dispositions du titre IV, sur le service du pilotage.

Article 101.

Tout contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article 13 ou du deuxième alinéa de l'article 76, est punie d'une amende de quinze ducats, au moins, et de trente ducats au plus.

Tout refus des déclarations prescrites par l'article 71, ou inexactitude volontaire dans ces déclarations, soit de la part des Capitaines soit de la part des pilotes, et toute contravention à l'article 72, sont punis d'une amende de cinq ducats au moins et de dix ducats au plus.

Toute contravention commise par les pilotes brevetés de première ou de deuxième classe, ou par les chefs ou sous-chefs pilotes, contre les dispositions du présent Règlement ou les instructions qui leur sont données, et à raison de laquelle il n'est point édicté de pénalité spéciale, est punissable d'une amende dont le maximum ne peut dépasser trente ducats.

§. 5.

Contraventions aux dispositions du titre V, sur le service des alléges.

Article 102.

Sont punies d'une amende de cinq à dix ducats les contraventions aux articles 83. 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 94.

§. 6.

Injures et voies de fait.

Article 103.

Toute injure ou offense commise contre les Agents préposés au maintien de la police de la navigation, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, de même que toute injure ou offense dirigée contre l'Autorité de laquelle lesdits agents tiennent leur pouvoir, est punie d'une amende d'un ducat au moins et de cinq ducats au plus.

S'il y a voie de fait commise contre les agents de la police à l'occasion de l'accomplissement de leurs fonctions, le maximum de l'amende peut être porté à trente ducats.

Chapitre II.

Règles pour l'application des amendes.

Article 104.

Le maximum de l'amende peut être doublé en cas de récidive.

Il y a récidive pour les Capitaines des bâtiments de mer, lorsque les deux contraventions sont commises sans que le bâtiment ait quitté le Danube dans l'intervalle.

1865 Pour les patrons d'allége et les pilotes, il y a récidive, lorsque la même contravention se renouvelle dans l'espace d'une année.

Article 105.

Les amendes ne sont pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

Article 106.

Indépendamment des amendes auxquelles ils sont condamnés, les contravenants peuvent être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages qu'ils ont causés.

Article 107.

Les Capitaines sont personnellement responsables des contraventions commises par les gens de leur équipage.

Article 108.

L'Inspecteur-général de la navigation et le Capitaine du port de Soulina connaissent des contraventions commises dans l'étendue de leur ressort, contre les dispositions du présent Règlement, et prononcent en première instance l'application des amendes encourues à raison de ces contraventions.

La notification de leurs sentences est faite à Soulina, en la chancellerie de l'Autorité consulaire ou locale, de laquelle relève la partie condamnée, si la contravention a été commise pendant un voyage à la descente; elle est faite à la même Autorité dans le port de destination du bâtiment, lorsque la contravention a été commise pendant le voyage à la remonte; elle peut de même être faite valablement à la personne.

Article 109.

Le montant des amendes est affecté, jusqu'à concurrence d'une somme de cent ducats par an, à la dotation du fonds d'assistance créé en faveur des pilotes nécessiteux; le surplus est versé dans la caisse des droits de navigation pour être affecté à l'entretien de l'hôpital de la marine établi à Soulina.

Article 110.

L'appel contre les jugements en condamnation est porté, dans les trois mois de la notification, soit devant la Commission Européenne, soit devant le tribunal mixte qui pourra être éventuellement institué à Soulina.

En cas d'appel, le montant de l'amende est consigné à la caisse de navigation et y demeure déposé jusqu'à ce que la cause soit vidée.

Le jugement rendu sur l'appel est définitif et ne peut être l'objet 1865
l'aucun recours quelconque.

L'appel n'est plus recevable après l'expiration du délai de trois nois, à partir de la notification, et le montant de l'amende demeure léfinitivement acquis à la caisse de navigation.

Article 111.

Le présent Règlement entrera en vigueur après la ratification le l'Acte public auquel il est annexé, et au jour fixé par une publiation spéciale faite dans ce but par la Commission Européenne.

Le Règlement provisoire de navigation et de police du 21 novembre 1864 cessera d'avoir force de loi à partir du même jour.

Disposition finale.

Article 112.

Le présent Règlement, annexé à l'Acte public en date de ce ›ur, pourra être modifié, selon les besoins, par la Commission Euroéenne ou par l'Autorité internationale qui lui sera substituée en ertu de l'article 17 du Traité de Paris.

Fait à Galatz, le deux novembre mil huit cent soixante-cinq.

Signé: A. *de Kremer*. — Ed. *Engelhardt*. — J. *Stokes*. — *Strambio*. — *Saint-Pierre*. — *Offenberg*. — *Ahmet-Rassim*.

Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube.

Annèxe B.

arif de droits de navigation à prélever à l'embouchure du Danube.

Préambule.

La Commission Européenne du Danube,

Vu l'article 16 du Traité de Paris, du 30 mars 1856, portant ıe les frais des travaux exécutés pour dégager les embouchures du anube et les parties de la mer y avoisinantes des obstacles qui les ›truent et ceux des établissements ayant pour objet d'assurer et de ciliter la navigation, seront couverts au moyen du prélèvement de oits fixes arrêtés par la Commmission;

Vu le tarif provisoire arrêté, en conséquence, le 25 juillet 1860, le tarif révisé en date du 7 mars 1863;

Attendu que les travaux entrepris à l'embouchure de Soulina nt arrivés à leur terme; que par suite de l'augmentation de pro-

1865 fondeur qui en a été le résultat, les obstacles que les bâtiments rencontraient sur ce point ont été écartés;

Que les travaux de correction et de curage exécutés dans le cours du fleuve, la construction d'un phare à l'embouchure de St. Georges, les améliorations introduites dans les établissements dont parle le Traité, la création d'un hôpital de la marine à Soulina, dans lequel les marins malades ou naufragés sont admis gratuitement, assurent également à la navigation des avantages considérables;

Que dans cet état des choses, et afin de pourvoir, tant à l'amortissement des sommes consacrées aux travaux qu'aux frais, que pourront entraîner leur conservation et leur développement éventuel, ainsi que l'entretien des établissements susdits, il y a lieu de faire succéder un régime définitif aux dispositions provisoires du tarif actuellement en vigueur;

Que l'expérience a démontré qu'il y a avantage pour la navigation à ce que les taxes imposées à raison des travaux d'amélioration soient confondues en un seul droit fixe avec les taxes acquittées pour les phares et le pilotage;

Arrête le tarif dont la teneur suit:

Article 1.

Tout bâtiment à voiles jaugeant plus de trente tonneaux, quittant le port de Soulina pour prendre la mer et qui aura, d'après son manifeste, plus du tiers de sa charge pleine, payera, par tonneau de jauge, un droit fixe de navigation, dont le montant sera déterminé ci-après, à raison du tonnage total du bâtiment et de la profondeur de la passe, à l'embouchure du bras de Soulina.

Les bâtiments qui auront remonté le fleuve pour prendre leur cargaison dans un port de l'intérieur, payeront les droits déterminés par le tableau qui suit:

Bâtiments	Montant des droits à payer par tonneau, avec une profondeur à l'embouchure													
	de moins de 10 pieds		de 10 pieds au moins et de 11 p. au plus		de plus de 11 pieds à 12 pieds		de plus de 12 pieds à 13 pieds		de plus de 13 pieds à 14 pieds		de plus de 14 pieds à 15 pieds		de plus de 15 pieds	
	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.	frs.	ct.
De plus de 80 et de moins de 100 tonneaux	.	80	.	80	.	80	.	80	.	80	.	80	.	80
D'un tonnage de 100 tonneaux au moins et de 150 tonneaux au plus	1	5	1	55	2	5	2	5	2	5	2	5	2	5
De plus de 150 tonneaux et ne dépassant pas 200 tonneaux .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	55	2	55	2	55
De plus de 200 tonneaux et ne dépassant pas 250 tonneaux .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	2	80	2	80
De plus de 250 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux .	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	3	5	3	5
De plus de 300 tonneaux	1	5	1	55	2	5	2	55	2	80	3	5	3	30

BATIMENTS	Montant des droits à payer par tonneau, avec une profondeur à l'embouchure de moins de 10 pieds		de 10 pieds au moins et de 11 p. au plus		de plus de 11 pieds à 12 pieds		de plus de 12 pieds à 13 pieds		de plus de 13 pieds à 14 pieds		de plus de 14 pieds à 15 pieds		de plus de 15 pieds	
	frs	ct	frs.	ct.	frs	ct.	frs	ct	frs	ct	frs.	ct.	frs	ct.
De plus de 100 tonneaux de moins de 100 tonneaux		60		60	.	60		60	.	60	.	60	.	60
De 100 tonneaux au moins et de 100 tonneaux au plus		90	1	90	1	90	1	90	1	90	1	90	1	90
De plus de 100 tonneaux et ne dépassant pas 200 tonneaux		90	1	90	1	90	1	15	1	15	1	15	2	15
De plus de 200 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux		90	1	90	1	90	1	15	1	35	2	35	2	35
De plus de 300 tonneaux et ne dépassant pas 400 tonneaux		90	1	90	1	90	1	15	1	35	2	55	2	55
De plus de 400 tonneaux		90	1	90	1	90	1	15	1	35	1	55	2	90
Bâtiments de 400 tonneaux au plus qui par suite d'une insuffisance de profondeur dans la passe, ne peuvent pas entrer et dans le port la totalité de leur cargaison		90	1	90	1	70	1	70	1	90	1	90	2	.

Article 2. 1865

Les bâtiments à vapeur appartenant à une entreprise publique, spécialement affects au transport des passagers, et effectuant des voyages périodiques d'après un programme arrêté d'avance, payeront, à la sortie du fleuve, un droit fixe de soixante centimes par tonneau de jauge, sans qu'il soit tenu compte de la charge pleine ou partielle.

Ce droit sera calculé sur le tonnage net du bâtiment, tel qu'il sera indiqué par les papiers de bord, c'est-à-dire, après déduction faite, sur le tonnage total, du poids de la machine et du combustible.

Si le nombre de tonneaux afférent au moteur n'est pas indiqué par les papiers de bord, il sera déduit sur le tonnage total, 37 % pour les bâtiments à aubes, et 32 % pour les bâtiments à hélice; la déduction sera opérée après la conversion du tonnage du bâtiment en tonneaux de registre anglais, effectuée conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après.

Ces bâtiments seront affranchis de tout droit à leur entrée dans le fleuve.

Article 3.

Tous bâtiments à vapeur de commerce autres que ceux désignés dans l'article précédent, seront assujettis aux mêmes droits que les bâtiments à voiles, sauf la déduction du poids de la machine et du combustible, qui sera également effectuée sur leur tonnage total, d'après les bases établies dans l'article précédent.

Le montant du droit fixe que ces bâtiments auront à acquitter, par tonneau de jauge, sera déterminé, conformément aux tableaux ci-dessus, suivant qu'ils auront ou non remonté le fleuve en amont du port de Soulina, et après la déduction qui leur est assurée par le premier alinéa du présent article.

Les bâtiments à vapeur qui ne rentreront pas dans la catégorie déterminée par l'article 2 ci-dessus, et qui feront le voyage du Danube, aller et retour compris, plus de deux fois dans le courant de la même année, jouiront d'une réduction de quarante pour cent, sur le montant des taxes d'entrée et de sortie, pour chacun des huit voyages qu'ils effectueront, après les deux premiers, avant la fin de l'année; et si le nombre de voyages annuels s'élève au-dessus de dix, la réduction sera de soixante pour cent pour chacun des voyages de l'année qui suivront le dixième.

Ne seront pas comptés au nombre des voyages nécessaires pour assurer aux bâtiments à vapeur le bénéfice de cette réduction de taxes, ceux qu'ils auront effectués, tant à l'entrée qu'à la sortie, avec moins du tiers de leur chargement.

1865

Article 4.

Les bâtiments à voiles et les bâtiments à vapeur de commerce autres que ceux désignés sous l'article 2, qui entreront dans le port de Soulina, en venant de la mer, et qui auront, d'après leur manifeste, plus du tiers de leur charge, payeront, pour l'entrée dans le fleuve, le quart de la taxe qui leur est imposée pour la sortie par les articles 1 et 3 ci-dessus.

La taxe pour l'entrée ne sera payée par les bâtiments qu'au moment où ils ressortiront du fleuve.

Les dits bâtiments payeront, pour l'entrée, le montant intégral de la taxe fixée par les articles 1 et 3, s'ils ressortent du fleuve avec moins du tiers de leur charge.

Article 5.

Les alléges nolisées pour le passage de l'embouchure de Soulina, par les bâtiments qui auront acquitté les droits établis par les articles précédents, ne payeront pour chaque passage effectuée avec une charge complète ou partielle, que la taxe fixée ci-après, savoir:

Les alléges d'une portée de dix à cinquante tonneaux, six francs;

Celles d'une portée de plus de cinquante tonneaux et ne dépassant pas cent tonneaux, huit francs.

Et celles d'une portée de plus de cent tonneaux, douze francs.

Article 6.

Les bâtiments qui resteront mouillés sur la rade de Soulina, pour y charger ou décharger, au moyen des alléges, tout ou partie de leur cargaison, sans entrer dans le port, ne seront pas assujettis aux droits établis par les articles 1, 3 ou 4 ci-dessus; ils ne payeront qu'une taxe uniforme de cent francs par bâtiment, pour contribuer aux dépenses des établissements dont ils profitent.

Ceux des dits bâtiments qui seront entrés dans le port, mais sans y faire aucune opération de commerce qui serait de nature à les assujettir au payement des taxes établies par les articles 1, 3 ou 4 ci-dessus, acquitteront, en sus du droit fixe de cent francs établi par l'alinéa précédent, une taxe de cinquante centimes par tonneau pour droit de phare et de pilotage. Cette taxe ne sera perçue qu'une fois, à la sortie du port.

Les alléges nolisées pour transporter à travers l'embouchure la cargaison des bâtiments qui n'auront acquitté d'autres droits que ceux établis par le présent article, payeront, pour chaque passage de l'embouchure, avec une charge complète ou partielle, un droit fixe d'un franc par tonneau sur leur tonnage total.

Les alléges employées au débarquement du lest seront affran- 1865
chies de toute taxe.

Les droits de cinquante centimes et d'un franc par tonneau, respectivement imposés par le présent article aux bâtiments de mer et aux alléges, seront calculés, pour les bateaux à vapeur, sur le tonnage net, conformément aux règles établies par l'article 2.

Article 7.

Les radeaux et trains de bois dont les dimensions ne dépasseront pas cent pieds anglais en longueur, et quarante pieds en largeur, et qui auront été remorqués en descendant le bras de Soulina, payeront, à la sortie de l'embouchure un droit fixe de cent francs.

Le droit sera de trois cents francs pour tous les radeaux et trains de bois qui n'auront point été remorqués à la descente du bras de Soulina, et pour ceux dont les dimensions excéderont cent pieds anglais en longueur ou quarante pieds en largeur.

Article 8.

Les bâtiments de guerre sont affranchis de toute taxe, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'embouchure de Soulina.

Il en est de même pour les remorqueurs lorsqu'ils ne sont pas employés à transporter, comme alléges, une partie de la cargaison des bâtiments remorqués.

Article 9.

Les bâtiments de plus de soixante tonneaux, qui entreront dans le port de Soulina et qui en ressortiront avec moins du tiers de leur charge, et qui seront affranchis, en conséquence, des droits établis par les articles 1, 3 et 4 ci-dessus, acquitteront, à la sortie, une taxe de cinquante centimes par tonneau, pour droits de phare et de pilotage.

La même taxe sera acquittée par les bâtiments de mer faisant exceptionnellement service d'allége, et ce, outre le droit d'un franc par tonneau imposé par l'alinéa trois de l'article 6 ci-dessus.

Les bâtiments de mer ou alléges qui chercheront abri dans le port de Soulina contre le mauvais temps, ceux qui, par suite d'un accident quelconque, seront obligés de se réfugier dans le port et se trouveront empêchés de continuer leur voyage de mer, seront affranchis de tout droit, pourvu quils reprennent la mer sans faire aucune opération de commerce.

Article 10.

Les bâtiments tant à voiles qu'à vapeur, sans aucune exception, venant de la mer avec plus du tiers de leur charge, qui entreront

1865 dans le port de Soulina pour y décharger une partie seulement de leur cargaison, et qui reprendront la mer, pour continuer leur voyage vers un autre port, acquitteront, par tonneau de jauge imposable, un droit fixe de deux francs, lorsque la profondeur de l'embouchure excèdera quinze pieds anglais; si la profondeur est de quinze pieds seulement, ou au-dessous, ce droit fixe décroîtra dans la proportion établie par l'article 1 du présent tarif, pour les bâtiments de plus de 300 tonneaux, qui ne remontent pas le fleuve et auxquels l'insuffisance de la profondeur dans la passe ne permet pas de recevoir, dans l'intérieur du port de Soulina, la totalité de leur cargaison.

Ce droit fixe sera perçu sur le tiers du tonnage imposable, si la quantité de marchandises débarquée à Soulina n'excède pas le tiers de la portée totale et imposable du bâtiment; il sera perçu sur les deux tiers du tonnage, si la quantité débarquée est de plus du tiers et n'excède pas les deux tiers de la portée.

Si elle excède les deux tiers, les droits seront exigibles sur la base des articles 1 et 3 ci-dessus.

Si le bâtiment qui a déchargé à Soulina, dans le cas prévu par le présent article, moins des deux tiers de sa charge, prend des marchandises dans ce port, il acquittera en sus de la taxe exigible à raison du déchargement, le quart de cette taxe, qui sera perçu sur le tiers ou sur les deux tiers de son tonnage imposable, suivant que la quantité de marchandises embarquée sera restreinte dans les limites du tiers ou des deux tiers de la portée du bâtiment.

Article 11.

Les droits établis par les articles précédents comprendront:

La taxe imposée aux bâtiments pour couvrir les dépenses des travaux et autres améliorations effectuées par la Commission Européenne;

Les droits actuellement en vigueur pour l'entretien des phares composant le système d'éclairage des bouches du Danube;

Les droits déstinés à couvrir les dépenses occasionnées par le service du pilotage dans la passe de Soulina, et celles des autres établissements institués en vue de faciliter la navigation.

Indépendamment de ces droits, les bâtiments ne seront assujettis à aucune autre taxe ou redevance quelconque, sauf le salaire des pilotes du fleuve, qu'ils acquitteront, pour la descente, conformément à l'article ci-après.

Article 12.

Les bâtiments à voiles de plus de soixante tonneaux, qui auront remonté le fleuve, en amont du port de Soulina, ainsi que les radeaux ou trains de bois, acquitteront à la sortie du fleuve, pour le pilotage obligatoire de la descente, une taxe fixée ainsi qu'il suit:

Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce 1865
point, à Soulina, cent vingt francs;

Pour le trajet de Réni ou d'Ismaïl à Soulina, cent francs;

Et pour le trajet de Toultcha à Soulina, soixante et douze francs.

Cette taxe sera réduite de moitié pour les bateaux à vapeur.

Les bateaux à vapeur dont il est fait mention à l'article 2 ci-dessus, peuvent être affranchis de cette taxe, pourvu que le pilote du bord soit muni d'un brevet de pilote de seconde classe. En ce qui concerne le pilotage à la remonte, qui est purement facultatif, le salaire dû au pilote peut être fixé de gré à gré, et il lui est payé directement par le Capitaine du bâtiment piloté.

Article 13.

Le montant des droits sera versé entre les mains de l'Agent-comptable préposé à la gestion de la caisse de navigation du port de Soulina, lequel en délivrera quittance.

Un état indiquant la réduction en francs des monnaies en usage sur le bas-Danube, sera constamment affiché dans le bureau de perception.

Cet état sera révisé périodiquement.

Les droits dont l'exigibilité sera contestée ou la liquidation critiquée par les parties, seront versés à la caisse de navigation à titre de dépôt.

Les demandes en restitution entière ou partielle de droits payés seront portées devant la Commission Européenne ou devant l'Autorité internationale qui la remplacera; elles devront être formulées par écrit, dans les trois mois du payement ou du dépôt, à peine de déchéance.

Article 14.

On comprendra par la dénomination de tonneau de jauge, le tonneau de registre anglais.

Le tonnage des bâtiments sera tiré des papiers de bord.

La réduction des tonneaux des différents pays, en mesures anglaises sera faite d'après le tableau annexé au présent tarif.

Article 15.

Les bâtiments entrant dans le Danube, sans papiers indiquant leur tonnage, seront soumis, dans le but exclusif de fixer les droits de navigation qu'ils seront tenus d'acquitter conformément au présent tarif, à une évaluation approximative faite par deux experts, sous la direction du Capitaine du port et avec le concours de l'Autorité consulaire compétente; l'Agent-comptable de la caisse de navigation aura la faculté d'assister à l'opération, soit en personne, soit par l'organe d'un délégué.

1865 Il sera procédé de même, si le tonnage porté sur les papiers de bord est notoirement inexact, ou s'il y a contestation sur l'évaluation de la quotité du chargement d'un bâtiment dans le cas des articles 1 et 4 ci-dessus.

L'évaluation du tonnage, à défaut des papiers de bord, sera faite aux frais du bâtiment qui en sera l'objet; il en sera de même, si l'expertise constate un excédant de plus de cinq tonneaux sur la capacité indiquée par les papiers de bord, ou s'il est reconnu, contrairement à la déclaration du Capitaine ou patron, que le bâtiment porte plus de tiers de sa charge pleine; dans le cas contraire, les frais resteront à la charge de la caisse de navigation. Dans aucun cas, ces évaluations ne pourront donner lieu à aucun appel ou recours quelconque.

Article 16.

Les profondeurs, d'après lesquelles seront déterminés les droits établis par le présent tarif, seront relevées sur la barre de Soulina, en pieds anglais.

Les sondages seront opérés sous la direction et la responsabilité de l'Ingénieur préposé aux travaux d'amélioration de l'embouchure; les résultats en seront affichés au bureau de la caisse de navigation et à l'office du Capitaine du port.

Si l'état de la mer ne permet pas d'effectuer les sondages, le montant des droits à percecoir sera basé sur la dernière profondeur constatée.

Il ne pourra être exigé, pour les taxes de sortie, aucun payement supplémentaire de la part des bâtiments, ni, sauf le cas d'erreur dûment constatée dans les sondages, aucune restitution partielle de la caisse de navigation, à raison de la différence, quelque grande qu'elle puisse être, entre la profondeur de l'embouchure au moment de la sortie du bâtiment, et celle qui aura servi de base à la liquidation des taxes payées.

Article 17.

Tout bâtiment, train de bois ou radeau, qui tenterait, par un moyen quelconque, de ce soustraire, en tout ou en partie, au payement des droits fixés par le présent tarif, sera passible, outre les droits qu'il aura à payer conformément à ce qui précède, d'une amende égale au quadruple de ces droits.

Si l'indication du tonnage portée sur les papiers de bord, ou la déclaration relative à la quantité de marchandises débarquée ou embarquée à Soulina dans le cas de l'article 10 ci-dessus, parait frauduleuse, il pourra être procédé, dans la forme prescrite par l'article 15 ci-dessus, à la vérification de la capacité du bâtiment, ou de la quantité de marchandises sur laquelle il aura été opéré, comparativement au tonnage total.

L'application de l'amende sera prononcée en premier ressort 1865
par le Capitaine du port de Soulina; la sentence de condamnation sera notifiée à la partie condamnée, soit en personne, soit en chancellerie de l'Autorité consulaire ou locale résidant à Soulina, de laquelle elle relèvera.

L'appel des condamnations sera porté devant la Commission Européenne ou devant l'Autorité internationale qui la remplacera.

Il sera interjeté dans les trois mois de la notification, à peine de nullité.

Les formes de procéder seront déterminées ultérieurement par des dispositions spéciales. Les jugements rendus sur appel ne seront plus susceptibles d'aucun recours.

Les condamnations prononcées par le Capitaine du port seront exécutoires nonobstant l'appel; en cas de pourvoi, le montant de l'amende sera consigné, à titre de dépôt, dans la caisse de navigation.

Le montant des condamnations devenues définitives sera versé dans la dite caisse, pour être affecté aux dépenses de l'hôpital de la marine.

Article 18.

Les commandants des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures du Danube, conformement à l'article 19 du Traité de Paris, seront appelés à assurer le payement des droits établis par le présent tarif et des condamnations devenues définitives, vis-à-vis des bâtiments de leur nationalité et de ceux dont ils auront qualité de protéger le pavillon, soit en vertu des traités ou des usages, soit en vertu d'une délégation générale ou spéciale.

L'action des bâtiments de guerre sera demandée, en régle, par l'entremise du Capitaine du port de Soulina, sur la réquisition de l'Agent-comptable préposé à la gestion de la caisse de navigation.

À défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour exercer une action coërcitive vis-à-vis d'un bâtiment contrevenant, le Capitaine du port aura recours à l'intervention du bâtiment de guerre Ottoman stationné à Soulina.

Article 19.

Le tarif provisoire du 7 mars 1863 cessera d'être appliqué et le présent tarif entrera en vigueur après la ratification de l'Acte public auquel il est annexé, et au jour qui sera fixé par une publication spéciale à faire dans ce but par la Commission Européenne.

Fait à Galatz, le deux novembre mil huit cent soixante-cinq.

Signé: A. *de Kremer*. — Ed. *Engelhardt*. — J. *Stokes*. — *Strambio*. — *Saint-Pierre*. — *Offenberg*. — *Ahmet Rassim*.

1865 **Tableau indiquant la proportion qui existe entre le tonneau de registre anglais et les mesures adoptées dans les autres pays pour le jaugeage des bâtiments de mer.**

BÂTIMENTS	Facteur par lequel l'unité de mesure de chaque Pays doit être multipliée		OBSERVATIONS
	Tonneaux	Lasts	
Autrichiens	0.82	.	
Français	1.—	.	
Italiens	0.89	.	
Ottomans	.	.	1 tonneau anglais = 61 53/100 kilos de Constantinople.
Prussiens	0.98	1.50	
Russes	1.08	1.89	
Américains (États Unis)	1.—	.	
Belges	0.95	1.81	
Brémois	.	1.89	
Danois	1.02	1.96	
Espagnols	1.—	.	
Grecs	0.76	.	
Hambourgeois	.	2.77	
Hanovriens	0.98	2.25	
Hollandais	0.89	1.75	
de Lubeck		1.89	
Meklenburgeois	1.09	2.44	
Norvégiens	0.98	2.08	
Oldenbourgeois	0.96	1.50	
des Principautés Unies	1.—	.	1 tonneau anglais = 4 83/100 kilos de Galatz. 3.1/100 kilos de Braïla.
Suédois	1.02	1.98	

Galatz, le 2 novembre 1865.

Commission Européenne du Danube. 1865

Protocole final.

Séance du 2 novembre 1865.

Présents:

Pour l'Autriche, Mr. le Chev. *de Kremer*,
„ la France, Mr. *Engelhardt*,
„ la Grande-Bretagne, Mr. *Stokes*,
„ l'Italie, Mr. le Chevalier *Strambio*,
„ la Prusse, Mr. *Saint-Pierre*,
„ la Russie, Mr. le Baron *d'Offenberg*,
„ la Turquie, *Ahmet Rassim Pacha*.

Les Commissaires soussignés ont collationné sur les instruments paraphés dans la séance du 26 octobre dernier:

1° L'Acte public ou instrument principal de la Convention relative à la navigation des embouchures du Danube;

2° Le Règlement de navigation et de police (Annexe *A*);

3° Et le tarif des droits de navigation (Annexe *B*).

Ces différents actes ont été trouvés en bonne et due forme.

En ce qui concerne l'article neuf de l'acte public, les Délégués de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie ont déclaré collectivement, en vertu d'instructions spéciales, que tout en reconnaissant aux Agents préposés à la police fluviale sur le bas-Danube les attributions que leur confère le Règlement de navigation et de police annexé au dit Acte public, ils les considèrent comme fonctionnant sous la direction de la Commission Européenne et comme revêtus d'un caractère international.

Il a été bien entendu que l'insertion de cette déclaration ne devait pas impliquer, de la part de la Sublime-Porte, une consécration à perpétuité de ce principe, ni ne devait apporter le moindre préjudice aux droits des États riverains et aux principes établis par le Congrès de Paris.

Il a été relevé de plus, touchant l'article 17 du dit Acte, que postérieurement à la rédaction du projet primitif devenu l'objet de l'entente commune des Gouvernements intéressés, la Commission Européenne a fait construire et entretient de ses propres fonds un phare à l'embouchure de Saint-Georges, qu'en conséquence, la clause de l'article dont il s'agit, portant que la quote-part représentant les droits de phare dans le montant des taxes perçues à Soulina, sera versée à l'Administration générale des phares de l'Empire Ottoman, doit être restreinte en ce sens, que les versements à effectuer à la dite Administration ne comprendront d'autres sommes que celles qui sont actuellement prélevées en sa faveur, à titre de droits de phare,

1865 et que la Commission Européenne continuera, comme par le passé, à retenir le produit de la taxe spéciale imposée aux bâtiments pour couvrir les frais d'entretien et d'éclairage du phare de Saint-Georges.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte public, le Délégué de la Turquie, en sa qualité de Président de la Commission Européenne, a fait observer que cet acte ayant pour objet des intérêts essentiellement commerciaux, devait avoir pour effet de faciliter les relations réciproques des divers États, sans préjudicier en rien, au point de vue politique, à l'attitude respective des Gouvernements entr'eux.

Les Commissaires ont ensuite revêtu de leurs signatures et du sceau de leurs armes l'Acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube et ses deux annexes.

Après quoi, il a été procédé également à la signature de l'arrangement relatif au remboursement des avances faites à la Commission par la Sublime Porte pour l'amélioration de la navigabilité des embouchures du Danube, arrangement dont le projet se trouve joint au Protocole N° CXL (N° III). Cet acte a été signé en deux Originaux dont l'un est demeuré annexé au présent Protocole.

Il a été relevé à cet égard, que l'arrangement dont il s'agit ne comprend que les avances et prestations faites par la Sublime Porte antérieurement au 2 décembre 1861; que depuis cette époque, le Gouvernement Impérial Ottoman a versé encore à la Commission Européenne, à la date du 31 décembre 1863, une somme de onze mil huit cent vingt-sept ducats, laquelle devra être remboursée par la Commission en dehors des annuités stipulées pour l'amortissement de la créance principale de la Sublime Porte.

Le présent Protocole, rédigé en huit originaux dont l'un restera déposé aux Archives de la Commission, a été lu, approuvé et revêtu de la signature des Commissaires.

Fait à Galatz, le deux novembre mil huit cent soixante-cinq.

Signé: A. *de Kremer*. — Ed. *Engelhardt*. — J. *Stokes*. — *Strambio*. — *Saint-Pierre*. — *Offenberg*. — *Ahmet Rassim*.

(Copie vidimée.)

Annexe au protocole final

du 2 novembre 1865.

Arrangement relatif au remboursement des avances faites par la Sublime Porte pour l'amélioration de la navigabilité des embouchures du Danube.

La Sublime Porte ayant pris l'engagement, dans la séance du Congrès de Paris du 27 mars 1856 (Protocole N° XVI), de faire

les avances nécessaires à l'exécution des travaux dont la Commission 1865
Européenne du Danube a été chargée aux termes de l'article 16 du Traité du 30 du même mois, Elle a pourvu aux dépenses de la dite Commission, jusqu'au moment où, par suite de la mise en vigueur d'un tarif de droits de navigation, à l'embouchure de Soulina, les frais d'achèvement des travaux commencés ont été prélevés directement, par la Commission elle-même, sur les bâtiments naviguant dans le fleuve.

Indépendamment des sommes qu'Elle a versées en espèces, la Sublime Porte a autorisé la Commission Européenne à couper dans les forêts de la Dobrudcha une partie des bois nécessaires à ses travaux, et Elle a placé, de plus, à la disposition temporaire de la dite Commission une machine à draguer et un remorqueur fournis par l'Arsenal de la Marine Impériale.

L'Article 16 du Traité de Paris sus-énoncé ayant stipulé que les frais des travaux d'amélioration exécutés aux embouchures du Danube et ceux des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation seraient remboursés au moyen des droits fixes payés par les bâtiments, il importe de déterminer le montant des sommes dues à la Sublime Porte, tant à raison des avances qu'Elle a faites, en espèces, que des prestations de toute nature qu'Elle a fournies, ainsi que le mode et les conditions de remboursement de la somme dont Elle sera reconnue créancière.

C'est dans ce but, que l'arrangement, dont la teneur suit, a été conclu entre le Délégué de la Sublime Porte, d'une part, et les Délégués des six autres Puissances représentées dans la Commission Européenne du Danube, d'autre part.

Art. 1° La créance de la Sublime Porte, dont le remboursement sera effectué sur le produit des droits de navigation perçus aux embouchures du Danube, est liquidée ainsi qu'il suit:

	D	P.	P.
a) Les sommes que la Commission Européenne a reçues en espèces, pendant les années 1856 à 1860 inclusivement, ainsi qu'il résulte du journal des recettes de la Commission, s'élévent à	316.975	19	3
b) La somme due à la Sublime Porte, pour le prix des bois que la dite Commission a coupés dans les forêts de la Dobrudcha et employés aux travaux d'amélioration, est fixée et arrêtée d'un commun accord à	3.252	40	33
c) Le loyer du remorqueur placé par l'Arsenal de la Marine Impériale à la disposition de la Commission Européenne est calculé sur le pied de quinze pour cent par an du prix d'achat de ce			
Transport .	320.228	13	36

1865	D.	P.	P.
Transport .	320.228	13	36
remorqueur, pour 146 jours de service effectif pendant lesquels le dit bâtiment a été employé aux travaux; ce loyer est fixé et arrêté, en conséquence, à la somme de	480	—	—
d) Le loyer du dragueur à vapeur employé par la Commission, est également calculé à raison de quinze pour cent du prix d'achat pour deux ans pendant lesquels il est demeuré à la disposition de la Commission Européenne; ce loyer est fixé et arrêté, en conséquence, à la somme de	3.000	—	—
La somme totale des avances faites par la Sublime Porte et de la valeur des prestations fournies par Elle, s'elève ainsi, à	323.708	13	36
De cette somme, il y a lieu de déduire celle de 14.555 ducats 33 piastres 24 paras, montant des frais de construction de la ligne télégraphique établie par la Commission Européenne entre Soulina, Toultcha, Ismaïl et Galatz, que la Sublime Porte a consenti à prendre à sa charge, ainsi qu'il résulte de la déclaration faite par son Délégué, dans la séance du 3 mars 1857 (Protocole N° XVII, § 6)	14.555	33	24
De telle sorte que la créance de la Sublime Porte se trouve réduite et fixée à la somme de *trois cent neuf mille cent quarante-deux ducats vingt-six piastres douze paras, ci* . . .	309.142	26	12

Art. 2. Le remboursement de cette somme de *trois cent neuf mille cent quarante-deux ducats vingt-six piastres douze paras* sera effectué à la Sublime Porte par la Commission Européenne du Danube, ou par l'Autorité qui succédera aux droits de cette dernière, en cinquante annuités de *quatorze mille trois cent quatre-vingt-dix ducats* chacune, comprenant l'amortissement du capital et les intérêts calculés à raison de quatre pour cent par an. La première annuité sera exigible immédiatement après l'achèvement des travaux principaux entrepris pour l'amélioration des embouchures du Danube.

Sera spécialement affecté à ce remboursement, le produit net des droits de navigation perçus aux embouchures, déduction faite des sommes nécessaires, tant pour compléter l'amortissement des sommes dues à la banque Ottomane, et à la garantie desquelles le produit du tarif a été engagé par privilège, que pour assurer l'entretien, la conservation et le développement des travaux d'amélioration.

et le service des établissements mentionnés dans l'article 16 du Traité de Paris. 1865

Art. 3. En considération du sursis consenti par la Sublime Porte pour le remboursement de sa créance, et des facilités qu'Elle a assurées à la Commission Européenne, depuis le commencement des travaux, la dite Commission renonce d'une manière absolue à toutes les prétentions qu'elle pourrait avoir à élever, à raison des intérêts, frais de recouvrement et autres dépenses quelconques qu'elle a dû supporter pour se procurer les ressources nécessaires, lorsque le payement des sommes demandées à la Sublime Porte a éprouvé des retards.

Art. 4. La Sublime Porte consent à ce que les traitements du personnel de l'Administration du port de Soulina, soient acquittés pour l'avenir, par la Commission Européenne, ainsi que les sommes qui peuvent être dues actuellement au dit personnel, pour le passé. Les payements ainsi effectués par la Commission auront lieu pour le compte de la Sublime Porte, par imputation sur les premières annuités qui viendront à être exigibles conformément aux stipulations de l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. Il est entendu que la Commission Européenne du Danube aura toujours la faculté de rembourser la totalité ou le solde de la somme dont la Sublime Porte est créancière en vertu du présent arrangement, et ce, sans attendre l'échéance des annuités stipulées dans l'article 2 ci-dessus.

Dans le cas où une ou plusieurs de ces annuités auraient été acquittées à l'époque où le remboursement sera offert par la Commission, ce remboursement ne comprendra plus que la somme restant due, en capital, d'après un calcul à établir.

L'Autorité qui succédera à la Commission Européenne jouira également de cette faculté de rembourser par anticipation.

Art. 6. Le présent arrangement sera ratifié par la Sublime Porte dans un délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Il a été signé, en deux originaux à Galatz, ce jourd'hui le deux novembre mil huit cent soixante-cinq.

Signé: A. *de Kremer*. — Ed. *Engelhardt*. — J. *Stokes*. — *Strambio*. — *Saint-Pierre*. — *Offenberg*. — *Ahmet Rassim*.

Pour copie conforme à l'original déposé aux Archives de la Commission Européenne du Danube.

Le Secrétaire général de la Commission,

(L. S.) Ed. *Mohler*.

1865

Protocole de la Conférence tenue à Paris le 28 mars 1866.

Conférence de 1866.

Séance du 28 mars.

Présents:

Les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Prusse, de Russie, de Turquie.

Le Secrétaire de la Conférence.

La Commission Européenne, instituée par l'article 16 du Traité signé à Paris le 30 mars 1856, étant parvenue à améliorer la navigation du Bas-Danube en faisant exécuter plusieurs travaux importants, et ayant pourvu à la réglementation des divers services qui s'y rattachent, les Puissances signataires ont muni leurs délégués dans la dite Commission de pleins-pouvoirs à l'effet de déterminer, par un acte international, les droits et obligations ressortant du nouvel état de choses.

En conséquence, un acte public a été signé par eux à Galatz, le 2 novembre 1865, en huit exemplaires originaux dont l'un est resté déposé aux archives de la Commission Européenne, et dont les autres ont été envoyés par les commissaires à leurs gouvernements respectifs.

Monsieur le Plénipotentiaire de France présente à la Conférence un des exemplaires originaux de l'acte public.

Après avoir pris connaissance de cet acte, des deux annexes *A* et *B* qui en font partie intégrante, et de l'arrangement relatif aux avances faites par la Sublime Porte à la Commission Européenne, qui y est également joint, la Conférence donne son assentiment et sa sanction aux dispositions qui y sont édictées.

Il est convenu, toutefois, afin de réparer une omission involontaire, que l'article 5 du Règlement du 21 novembre 1864 (Annexe *A*) sera rédigé comme il suit:

„Les capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus, d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés en vertu du présent Règlement, par l'Inspecteur général et par le Capitaine du port de Soulina."

„Ils sont également tenus de leur décliner, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que la nationalité et les noms de leurs bâtiments, et de leur présenter leurs rôles d'équipage, sans préjudice aux dispositions des articles 10, 17 et 65 ci-dessous."

„Une instruction spéciale, émanée de la Commission Européenne, règle, dans ses détails, l'action de ces deux agents."

Il est convenu, en outre, que dans le § 1 de l'article 98 du 1865
même Règlement les mots „article 4“ seront remplacés par les mots „article 5“.

Les Puissances contractantes, en donnant à l'acte public et à ses deux annexes la publicité officielle, chacune pour ce qui la concerne, tiendront compte des modifications qui précèdent.

Le présent protocole a été dressé et signé en deux exemplaires originaux; l'un restera, comme les autres protocoles, aux actes de la conférence, le second a été remis officiellement, en conférence, au plénipotentiaire de S. M. le Sultan, et sera, par ses soins, envoyé à Constantinople afin d'y servir et tenir lieu de la ratification Européenne prévue en l'article 22 de l'acte public.

Fait à Paris, le 28 mars 1866.

Signé: *Drouyn de Lhuys. — Cowley. — Budberg. — Prince de Metternich. — Nigra. — Goltz. — Safret.*

Pour copie conforme.
Le Secrétaire de la Conférence:
Dr. *Faugère* m. p.

321.

6 novembre 1865.

Ordonnance Impériale concernant l'abolition de la révision des passe-ports aux frontières.

(R. G. B. 1865, Nr. 116.)

Kaiserliche Verordnung vom 6. November 1865, betreffend die Auflassung der Passrevisionen an den Grenzen des Reiches.

Wirksam für das ganze Reich.

Um dem Personenverkehre in Meinem Kaiserreiche eine weitere Erleichterung zuzuwenden, finde Ich, nach Anhörung Meines Ministerrathes, anzuordnen, wie folgt:

1.

Die im Punkte 1 Meiner Verordnung vom 9. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 31) auf die Grenzen des Staatsgebietes beschränkten Passrevisionen haben auch dort im Allgemeinen sofort zu entfallen.

2.

Dagegen ist jeder Reisende, sowohl In- als Ausländer, verbunden, auf allfälliges ämtliches Verlangen über seine Person und die Mittel zu seinem Unterhalte sich auszuweisen.

1865

3.

Meinen betheiligten Ministern und Hofkanzlern bleibt es vorbehalten, in Fällen, wo die Sicherheit oder die öffentliche Ordnung des Reiches durch Krieg, innere Unruhen oder sonstige Ereignisse bedroht erscheint, die Vidirung der Pässe an den Reichsgrenzen überhaupt, oder für ein bestimmtes Grenzgebiet, oder zu Reisen aus und nach bestimmten Staaten, zeitweise wieder einzuführen.

4.

Mit dem Vollzuge dieser Verordnung werden die betreffenden Centralstellen betraut.

Schönbrunn, am 6. November 1865.

Franz Joseph m. p.

Graf *Belcredi* m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung:
Bernhard Ritter *von Meyer* m. p.

322.

19 novembre 1865.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'abolition du timbre douanier.

(F. V. B. 1865, Nr. 58.)

Aufhebung des Verzollungsstempels.

Giltig für die Länder des allgemeinen Zollgebietes.

Die für den Verkehr mit dem deutschen Zollvereine bereits in Folge des Vertrages vom 11. April 1865, Schlussprotokoll, Z. 5 (V. Bl. Nr. 27, S. 190) seit 1. Juli 1865 ausser Wirksamkeit getretenen Bestimmungen des §. 27 der Vorerinnerung zum allgemeinen österreichischen Zolltarife vom 5. December 1853, wornach den ausländischen Webe- und Wirkwaaren zum Zeichen der geschehenen Verzollung ein eigener Verzollungsstempel aufgedrückt werden musste, werden hiermit allgemein aufgehoben, und es hat sonach für die Zukunft die Aufdrückung eines solchen Stempels auf die gedachten Waaren zu unterbleiben.

Diese Anordnung hat mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie den Zollämtern zukommt.

Wien, am 19. November 1865.

323.

1865

29 novembre 1865.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le traitement douanier des courriers sardes aux bureaux frontières.

(F. V. B. 1865, Nr. 58.

Behandlung der Couriere der königlich sardinischen Regierung bei den Grenzzollämtern.

Die Grenzzollämter werden angewiesen, den das österreichische Kaiserthum etwa passirenden Courieren der königlich sardinischen Regierung die durch die bestehenden Vorschriften hinsichtlich der Behandlung der Couriere und insbesondere im §. 112, Z. 1 des Amtsunterrichtes für die ausübenden Aemter zugestandenen zollämtlichen Erleichterungen sowohl in Betreff der Behandlung ihrer Person, als auch ihres Gepäckes zu gewähren.

324.

29 novembre 1865.

Ordonnance Impériale concernant l'admission au commerce en Autriche des sociétés étrangères par actions et celles en commandite par actions à l'exception des sociétés d'assurance.

(R. G. B. 1865, Nr. 127.)

Kaiserliche Verordnung vom 29. November 1865, über die Zulassung ausländischer Actiengesellschaften und Commanditgesellschaften auf Actien, mit Ausschluss von Versicherungsgesellschaften, zum Geschäftsbetriebe in Oesterreich.

Um Verzögerungen zu vermeiden, welche eine Einleitung diplomatischer Verhandlungen mit den einzelnen Staaten zur Folge hätte, finde ich, in Würdigung der Staats und volkswirthschaftlichen Interessen des Reiches, mit Bezug auf den zweiten Artikel Meines Patentes vom 20. September 1865, nach Anhörung Meines Ministerrathes zu verordnen, wie folgt:

Artikel I.

Jede ausländische Actiengesellschaft und Commanditgesellschaft auf Actien, mit Ausschluss der Versicherungsgesellschaften, wird in

1865 Oesterreich als rechtlich bestehend anerkannt, und zum gewerbemässigen Betriebe ihrer Geschäfte unter ihrer Firma gleich den hierländigen Gesellschaften derselben Art zugelassen, wenn

a) dieselbe nachweiset, dass sie in dem Staate, in welchem sie sich gebildet hat, nach dessen Gesetzen rechtlich besteht und sich dort in wirklicher und regelmässiger Geschäftsthätigkeit befindet;

b) die Regierung des Staates, dem sie angehört, die hierländigen Gesellschaften gleicher Art zum gewerbemässigen Geschäftsbetriebe und zur Verfolgung ihrer Rechte vor Gericht im dortigen Staatsgebiete, auf Grundlage der Gegenseitigkeit, gleich den einheimischen Gesellschaften zulässt, wenn ferner

c) die Zwecke der Gesellschaft den hierländigen Staatsinteressen und die Statuten derselben den für die Sicherheit des Verkehres massgebenden Grundsätzen der hierländigen Gesetzgebung nicht widerstreiten, und wenn endlich

d) die Gesellschaft durch einen statutenmässigen, erforderlichen Falls von der Regierung ihres heimatlichen Staates genehmigten Beschluss sich giltig verpflichtet, bei der Ausübung ihres Geschäftsbetriebes in Oesterreich, nebst den allgemeinen Gesetzen, insbesondere den Bestimmungen der gegenwärtigen Verordnung nachzukommen.

Artikel II.

Die Entscheidung über den Eintritt der im Artikel I erwähnten Voraussetzungen und die Ertheilung der Zulassungserklärung steht denselben Behörden zu, welche in Ansehung der Errichtung hierländiger Gesellschaften gleicher Art competent sind.

Die Zulassung kann für die ganze statutenmässige Dauer der ausländischen Gesellschaften oder für eine kürzere Zeitdauer ausgesprochen werden.

Jede Verlängerung derjenigen Zeitdauer, auf welche die ursprüngliche Zulassungserklärung sich erstreckt, jede Errichtung von Filialen oder Agentien, die in derselben nicht begriffen sind, sowie jede, auf Grund einer im Heimatlande der Gesellschaft erfolgten Ergänzung oder Aenderung der Statuten, beabsichtigte Erweiterung oder Aenderung des Geschäftsbetriebes in Oesterreich unterliegt einer neuerlichen Entscheidung derjenigen Behörden, welche die Zulassung erklärt haben.

Artikel III.

Bevor die ausländische Gesellschaft ihren Geschäftsbetrieb auf Grund der Zulassungsurkunde eröffnet, verlängert, erweitert oder ändert (Artikel II), hat dieselbe den Wortlaut dieser Urkunde und die einschlägigen wesentlichen Bestimmungen der Statuten durch die-

jenigen Blätter zu veröffentlichen, welche durch besondere Verordnungen bestimmt werden. Durch dieselben Blätter haben auch die übrigen Veröffentlichungen zu geschehen, die der Gesellschaft nach diesem Gesetze obliegen. 1865

Artikel IV.

Die Gesellschaft hat für ihren gesammten Geschäftsbetrieb in Oesterreich eine aus einer oder mehreren Personen bestehende, der Staatsverwaltung in Oesterreich zur Genehmigung anzuzeigende und durch die öffentlichen Blätter kundzumachende Repräsentanz zu bestellen, deren Mitglieder an dem Orte der hierländigen Hauptniederlassung ihren bleibenden Wohnsitz haben oder nehmen müssen.

Die hierländige Repräsentanz der Gesellschaft hat diese sowohl gegenüber der Staatsverwaltung, als gegenüber dritten Personen in Oesterreich, gerichtlich und aussergerichtlich, mit unbeschränkter Vollmacht in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche in dem Betriebe der Geschäfte in Oesterreich ihren Grund haben.

In Rechtsstreiten, welche sich auf Angelegenheiten dieser Art beziehen, ist die ausländische Gesellschaft als Geklagte den österreichischen Gerichten unterworfen, und, falls statutenmässig eine schiedsrichterliche Entscheidung einzutreten hat, ist für derlei Angelegenheiten nur ein in Oesterreich zu bestellendes Schiedsgericht zuständig.

Artikel V.

Die hierländige Repräsentanz der Gesellschaft hat der politischen Landesstelle desjenigen Landes, in welchem die hierländige Hauptniederlassung ihren Sitz hat, innerhalb der ersten drei Monate eines jeden Geschäftsjahres folgende Urkunden über das letztvergangene Geschäftsjahr vorzulegen:

a) die Protokolle der abgehaltenen Generalversammlungen;

b) die Generalbilanz der Gesellschaft;

c) die Specialbilanz für den Geschäftsbetrieb in Oesterreich, in welcher die für diesen Betrieb bestimmten Activen, sowie die in Oesterreich befindlichen Betriebsanlagen, abgesondert von dem übrigen Vermögen der Gesellschaft nachzuweisen sind.

Ausserdem hat die Gesellschaft die obgedachten Bilanzen zu veröffentlichen.

Artikel VI.

Die Mitglieder der Repräsentanz haften gegenüber sämmtlichen hierländigen Gläubigern der Gesellschaft persönlich für jeden Schaden, welcher aus der Unrichtigkeit der eingereichten Specialbilanz (Art. V, lit. *c*) entstanden ist, und durch die Anwendung der pflichtmässigen Sorgfalt bei der Errichtung desselben hätte vermieden werden können.

1865

Artikel VII.

Die Rechte und Pflichten der in Oesterreich zugelassenen Gesellschaft sind nach den für hierländige Gesellschaften gleicher Art geltenden Gesetzen und Verordnungen zu beurtheilen.

Insbesondere haben auf die Gesellschaft die gesetzlichen Bestimmungen über die Uebung der Staatsaufsicht und, soferne sie in Oesterreich Handelsgeschäfte betreibt, über die Pflicht zur Eintragung in die Handelsregister, wo solche gesetzlich bestehen, Anwendung zu finden.

Auch hat dieselbe, gleich den hierländigen Gesellschaften, von ihren zum Geschäftsbetriebe in Oesterreich gehörigen Betriebsanlagen, von ihren hierlands abgeschlossenen Geschäften und von ihrem Handels- und anderen Einkommen in Oesterreich die Steuern, Abgaben und Gebühren nach Massgabe der hierländigen Gesetze und Verordnungen zu entrichten.

Artikel VIII.

Die Wirksamkeit der Zulassungserklärung erlischt:

a) wenn die Gesellschaft den Geschäftsbetrieb in Oesterreich innerhalb der ihr in der Zulassungserklärung ausdrücklich bestimmten oder in Ermanglung einer solchen Bestimmung innerhalb einer Frist von sechs Monaten vom Zeitpunkte der Ertheilung der Zulassungserklärung nicht wirklich eröffnet hat;

b) wenn die Gesellschaft den in Oesterreich schon eröffneten Geschäftsbetrieb ohne Genehmigung der Staatsverwaltung durch einen drei Monate überschreitenden Zeitraum gänzlich eingestellt hat;

c) wenn die Gesellschaft in ihrem heimatlichen Staate rechtlich zu bestehen aufgehört, oder die volle Verfügungs- oder Verkehrsfähigkeit in Betreff ihres Vermögens verloren hat;

d) wenn die Zeit abgelaufen ist, auf deren Dauer in der Zulassungserklärung der gewerbemässige Geschäftsbetrieb der Gesellschaft in Oesterreich gestattet wurde.

Durch die Bestimmungen der Fristen in *a)* und *b)* wird der Fall nicht ausgeschlossen, dass die Genehmigung zu einzelnen Betriebsanlagen der Gesellschaft auf Grund der Verordnungen der allgemeinen Gewerbegesetze noch vor Ablauf obiger Fristen erlösche.

Artikel IX.

Die Staatsverwaltung kann die Zulassungserklärung widerrufen:

a) wenn der Heimatstaat der Gesellschaft in der Beobachtung der Gegenseitigkeit (Art. I, lit *b*) eine für die hierländigen Gesellschaften nachtheilige Aenderung eintreten, oder

b) wenn die Gesellschaft sich Uebertretungen dieses Gesetzes zu Schulden kommen lässt.

Artikel X. 1865

Ueber die Zulassung ausländischer Versicherungsgesellschaften zum Geschäftsbetriebe in Oesterreich wird eine besondere Vorschrift folgen.

Artikel XI.

Die Centralstellen, welche es angeht, sind mit der Vollziehung dieser Verordnung beauftragt.

Schönbrunn, am 29. November 1865.

Franz Joseph m. p.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Allerhöchste Anordnung:
Bernhard Ritter *von Meyer* m. p.

325.

6 décembre 1865.

Convention entre l'Autriche et la Saxe concernant la légalisation des documents officiels. Ratifications échangées à Dresde le 16 janvier 1866.

(R. G. B 1866, Nr. 16.)

Vertrag zwischen Oesterreich und Sachsen vom 6. December 1865, bezüglich der Legalisirung der von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen erfolgte zu Dresden am 16. Jänner 1866.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Königs von Sachsen behufs der Vereinfachung des Geschäftsganges im internationalen Verkehre bezüglich der Legalisirung der in den beiderseitigen Staaten von öffentlichen Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden am 6. December 1865 zu Dresden ein Vertrag folgenden Inhalts abgeschlossen worden:

Seine Apostolische Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Sachsen, in der Absicht, zur Förderung der Rechtspflege und des wechselseitigen Verkehres Erleichterungen bezüglich der formellen Legalisirung der von öffentlichen

1865 Behörden ausgestellten oder beglaubigten Urkunden in Ihren beiderseitigen Staaten einzuführen und darüber eine Vereinbarung zu treffen, haben zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: den Herrn Joseph Freiherrn von Werner, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens, Ritter des Ordens der eisernen Krone I. Classe, und des königlich ungarischen St. Stephan-Ordens, Grosskreuz des königlich sächsischen Albrecht- und mehrerer anderer Orden, Seiner kaiserlich-königlich Apostolischen Majestät wirklichen geheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich sächsischen Hofe;

Seine Majestät der König von Sachsen: den Herrn Friedrich Ferdinand Freiherrn von Beust, Ritter des königlich sächsischen Hausordens der Rautenkrone, Grosskreuz des königlich sächsischen Verdienstordens, Grosskreuz des königlich ungarischen St. Stephan-, des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens etc., Allerhöchstihren Staatsminister der auswärtigen Angelegenheiten;

welche nach vorgängiger Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Artikel I.

Diejenigen Urkunden, welche von den Gerichten in oder ausser Streitsachen und in Strafangelegenheiten, sowie von den geistlichen Ehegerichten als Amtsurkunden ausgestellt werden, bedürfen, wenn sie mit dem Amtssiegel versehen sind, einer Legalisirung nicht.

Artikel II.

Die von den Notaren oder anderen nicht unmittelbar im öffentlichen Dienste angestellten Functionären ausgefertigten Urkunden müssen mit der Legalisirung des Gerichtes erster Instanz versehen sein.

Artikel III.

Die Urkunden der unteren Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden (mit alleiniger Ausnahme der Reiselegitimationen jeder Art, bei denen es bei den seitherigen Vorschriften zu verbleiben hat) bedürfen, insoferne nicht besondere Erleichterungen für bestimmte Fälle vereinbart sind, der Legalisirung der höheren Verwaltungsstellen;

in Oesterreich der politischen Landesbehörde, in Seeschifffahrts- und Seesanitäts-Angelegenheiten der Centralseebehörde, und bezüglich der von Militärbehörden ausgefertigten Urkunden der Legalisation durch das Landesgeneralcommando;

in Sachsen der Kreisdirectoren, und bei den von unteren 1865
Militärbehörden im Verwaltungswege ausgestellten Urkunden des Kriegsministeriums.

Für die von diesen Stellen ausgehenden Urkunden hingegen ist eine weitere Beglaubigung nicht erforderlich.

Artikel IV.

Die Urkunden der Finanzbehörden und der diesen untergeordneten Aemter bedürfen, insoferne nicht infolge des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 oder durch besondere Vereinbarungen noch weitere Erleichterungen gewährt wurden, der Beglaubigung durch die entsprechende mittlere Finanzbehörde:

in Oesterreich der Finanzlandesdirectionen oder beziehungsweise der Finanzdirectionen;

in Sachsen der Zoll- und Steuerdirection, der Kreissteuerräthe, der Oberpostdirection, der Staatseisenbahndirectionen, des Oberbergamtes und der Lotteriedirection.

Urkunden, welche von den für die indirecte Abgabenverwaltung bestehenden unteren Finanzbehörden im Grenzbezirke ausgestellt werden, bedürfen keiner weiteren Beglaubigung.

Dasselbe ist ferner der Fall bei Urkunden, welche von den kaiserlich-königlich österreichischen Ministerien der Finanzen und für Handel und Volkswirthschaft, sowie dem königlich sächsischen Finanzministerium unmittelbar untergeordneten *) Behörden und Aemtern ausgestellt werden, ingleichen, folgerichtig und um so eher bei solchen Urkunden, welche bei den genannten Ministerien selbst zur Ausfertigung gelangen.

Artikel V.

Die Auszüge aus den ämtlichen Geburts-, Trauungs- und Sterbematrikeln bedürfen in Oesterreich, nebst der Legalisirung der zuständigen politischen Ortsbehörde, der Beglaubigung der politischen Landesstelle, bei dem Militär aber des Kriegsministeriums.

In Sachsen bedürfen jene Auszüge

1. in Angelegenheiten der evangelischen Confession, und zwar:

a) rücksichtlich evangelisch-lutherischer: der Legalisation durch die vier Kreisdirectionen, als Consistorialbehörden ihrer Bezirke, beziehungsweise durch das Landesconsistorium zu Dresden, sowie das fürstlich und gräflich Schönburgische Gesammtconsistorium zu Glauchau;

---

*) Verzeichniss der diesfallsigen Behörden und Aemter:
a) in Oesterreich.
b) in Sachsen.

1865 *b)* rücksicktlich evangelisch-reformirter: durch das Ministerium des Cultus und öffentlichen Unterrichts;

2. in Angelegenheiten der katholischen Confession:

a) in den Erblanden der Legalisation durch das katholisch-geistliche Consistorium zu Dresden;

b) in der Oberlausitz durch das domstiftliche Consistorium zu Budissin;

3. in Angelegenheiten der deutsch-katholischen Confession, und endlich

4. in jüdischen Religionsangelegenheiten der Legalisation durch das Ministerium des Cultus und öffentlichen Unterrichts.

Artikel VI.

Andere von geistlichen Aemtern christlicher Religionsbekenntnisse in Angelegenheiten ihres Berufes ausgestellte Urkunden bedürfen:

in Oesterreich der Legalisirung durch das bischöfliche Ordinariat; bei den evangelischen Religionsgenossenschaften durch die vorgesetzte Superintendentur;

in Sachsen je nach der Confession und der politischen Eintheilung des Landes, ebenso wie derartige Urkunden der jüdischen Religionsgenossenschaft der im Artikel V gedachten Legalisirungen, mit Ausnahme der Zeugnisse der Superintendenten, bei denen es, mit Rücksicht auf ihre Eigenschaft als Behörde und die Führung eines Amtssiegels mit dem königlichen Wappen, der Legalisation nicht bedarf.

Beim Militär in Oesterreich sind die Amtsurkunden der katholischen Feldgeistlichkeit durch das apostolische Feldvicariat, jene der evangelischen Militärseelsorge durch das vorgesetzte Landesgeneralcommando;

die Zeugnisse der sächsischen Feldgeistlichen aber jedesmal durch das betreffende Obercommando zu legalisiren.

Die Ausfertigungen der Capitel- und Ordensconvente in Ungarn bedürfen, da diese Körperschaften mit der Aufbewahrung von Privaturkunden gesetzlich betraut und mit einem authentischen Amtssiegel versehen sind, keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VII.

Die einer Privaturkunde beigefügte Beglaubigung der nach diesem Uebereinkommen zuständigen Behörde bedarf keiner weiteren Legalisirung.

Artikel VIII.

Gegenwärtiger Vertrag soll den beiden Allerhöchsten Höfen zur förmlichen Ratification in Vorlage gebracht, und es sollen die

Ratificationen binnen sechs Wochen, oder wo möglich noch früher, 1865
ausgewechselt werden.

Zur Urkund dessen ist gegenwärtiger Vertrag zweifach ausgefertigt, von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Insiegeln versehen worden.

Dresden, am sechsten December Eintausend achthundert fünfundsechzig.

(L. S.) Joseph Freiherr *v. Werner* m. p.
(L. S.) Ferdinand Freiherr *v. Beust* m. p.

So haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungeu, dieses Vertrages und seiner Beilage denselben gutgeheissen, versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, denselben seinem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beifügen lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien am neun und zwanzigsten December im Jahre des Herrn Eintausend achthundert sechzig fünf, Unserer Reiche im achtzehnten.

Franz Joseph m. p.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Seiner k. k. Apostolischen Majestät Allerhöchsten Befehl:
Franz Xaver Freiherr *von Menshengen* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

Verzeichniss

a) der k. k. österreichischen Behörden und Aemter.

1. Direction der Staatsschuld.
2. Staatscentralcasse.
3. Die Staatshauptcassen.
4. Die Lottogefällsdirection.
5. Die Centraldirection der Tabakfabriken und Einlösämter.
6. Die Direction in Dicasterialgebäude-Angelegenheiten.
7. Direction der Hof- und Staatsdruckerei.
8. Aerarial-Papierfabrik in Schlöglmühle.
9. Aerarial-Porzellanfabrik.
10. Schwefelsäure- und chemische Productenfabrik (in Heiligenstadt).
11. Direction des Staatstelegraphen.

1865 12. Bergwerksproducten-Verschleissdirection.
13. Hauptmünzamt.
14. Generalprobiramt.
15. Hauptpunzirungsamt.
16. Forstlehramt zu Maria-Brunn.
17. Postdirectionen.
18. Berg-, Forst- und Güter- (Salinen-) Directionen in Gmunden, Hall, Wieliczka, Schemnitz, Szigeth, Schmöllnitz, Klausenburg, Nagy-Bánya.
19. Die Oberverwesämter zu Neuberg und Maria-Zell.
20. Die Eisenwerksdirection in Eisenerz.
21. Die Montanlehranstalten in Leoben und Przibram.
22. Die Bergoberämter in Joachimsthal und Przibram.
23. Das Salinen- und Oberverwesamt in Sóovár.
24. Bergwesensinspectoratsamt in Agordo.
25. Die Generalinspection für Eisenbahnen.
26. Die k. k. köhere landwirthschaftliche Lehranstalt zu Ungarisch-Altenburg.

b) der königlich sächsischen Behörden und Aemter.

1. Landrentenbankverwaltung.
2. Altersrentenverwaltung.
3. Die Landesculturrenten-Bankverwaltung.
4. Die Berghauptmannschaft.
5. Blaufarbenwerkscommission.
6. Das Oberhüttenamt.
7. Das Münzamt.
8. Die Direction der Akademie für Forst- und Landwirthe zu Tharandt.
9. Die Finanzhauptcasse.
10. Die Cautions- und Depositenhauptcasse.
11. Die Forstvermessungsanstalt.
12. Die Finanzvermessungsanstalt.

326. 1865

8 décembre 1865.

Ordonnance du Ministère I. R. d'État concernant l'arrangement entre l'Autriche et la Prusse à l'égard de la renonciation aux primes pour l'arrestation des déserteurs.

(Archives du ministère Imperial et Royal des affaires étrangères).

Erlass des k. k. Staats-Ministeriums v. 8. December 1865, Z. $\frac{23015}{2179}$ wegen Verzichtleistung der Kostenersätze aus Anlass der Auslieferung von Deserteurs zwischen Oesterreich und Preussen.

An alle Landesstellen.

Dem im Reichsgesetzblatte Nr. 68 vom Jahre 1863 kundgemachten Beschlusse der deutschen Bundesversammlung vom 2. Juli 1863, wornach ausser der im Artikel 9 der Bundescartellconvention vom 10. Februar 1831 (kais. Patent vom 12. Mai 1831) festgesetzten Fangprämien (Taglien) für ausgelieferte Deserteurs kein anderer Kostenersatz gewährt werden soll, war eine bereits im Jahre 1860 zwischen Oesterreich und Preussen im Correspondenzwege getroffene Uebereinkunft vorausgegangen, dass in Fällen der Auslieferung von Deserteurs zwischen diesen beiden Staaten weder der Ersatz der obigen Kosten, noch auch der Taglien in Anspruch genommen werden solle. Diese für einzelne Fälle sogleich in Wirksamkeit gesetzte und aus dem A. V. B. Nr. 23 von 1863 in der k. k. Armee verlautbarte Verordnung hat durch den erwähnten Bundesbeschluss vom Jahre 1863 insoferne keine Aenderung erlitten, als mit der vorhergegangenen Verabredung auch auf die Vergütung der Taglien ausdrücklich Verzicht geleistet wurde, also nach wie vor zwischen Oesterreich und Preussen Kostenersätze und Taglien aus Anlass der Auslieferung von Deserteurs weder gefordert noch geleistet werden sollen.

Wovon die k. k. . . . zur Darnachachtung und entsprechenden Verständigung der betreffenden Unterbehörden in Kenntniss gesetzt wird.

1865

327.

8 décembre et 22 novembre 1865.

Convention conclue aux termes de l'article 59 de la Convention télégraphique de Paris de 1865 entre les Administrations des télégraphes Autrichiens et Ottomans. Conclue à Vienne et à Constantinople.

(Tel. V. B. 1865. 54.)

Uebereinkommen, getroffen auf Grund der Bestimmungen des Artikels 59 des Pariser Vertrages vom Jahre 1865 zwischen der österreichischen und der türkischen Telegraphenverwaltung.

Article I.

Les décomptes pour les dépêches échangées entre l'Autriche et la Turquie, ou traversant ce pays et parcourant le territoire roumain ou serbe, auront lieu de la manière suivante:

Pour les dépêches destinées à la Turquie, ou au-delà de ce pays l'Administration Autrichienne bonifiera à celle des Principautés que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit.

La taxe prélevée pour le parcours du territoire ottoman, ou au-delà de la Turquie sera bonifiée par l'Administration Autrichienne à celle de la Turquie.

Pour les dépêches qui partiront de la Turquie ou au-delà de cet État et qui traverseront les Principautés pour passer en Autriche, l'Administration Turque bonifiera à celle des Principautés, que la dépêche traversera, la taxe prélevée pour le transit, et à l'Administration Autrichienne la taxe pour le parcours du territoire autrichien, ou au-delà de l'Autriche.

Article II.

Pour faciliter la correspondance frontière entre les stations Autrichiennes et Ottomanes qui ne sont pas éloignées plus de 10 milles géographiques l'une de l'autre, la taxe d'une dépêche simple de 1 à 20 mots est fixée à 1 franc = 40 kr. val. autr. et pour chaque dizaine ou fraction de dix mots à ½ franc = 20 kr. val. autr. en sus.

Ces taxes seront partagées entre les Administrations Autrichienne et Ottomane à parties égales.

La présente Convention sera soumise à la ratification des Gouvernements respectifs et entrera en vigueur à la même époque que la Convention de Paris de 1865.

Fait à Vienne le 8 décembre 1865. *Brauner* m. p.

Fait à Constantinople le 22 novembre 1865.

Le Directeur général des Télégraphes Ottomans:

R. Agathon m. p.

328. 1865

16 décembre 1865.

Traité de commerce entre l'Autriche et la Grande-Bretagne signé à Vienne. Ratifications échangées le 29 décembre 1865.

(R. G. B. 1865, Nr. 2.)

Handelsvertrag zwischen Oesterreich und Grossbritannien vom 16. December 1865. Abgeschlossen zu Wien am 16. December 1865 und in den beiderseitigen Ratificirungen ausgewechselt ebendaselbst am 4. Jänner 1866. Von Sr. k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Wien am 29. December 1865.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiariis Nostris et a Plenipotentiario Serenissimae ac Potentissimae Reginae Magnae Britanniae, fine stabiliendarum ac ampliandarum inter Utriusque Nostrum ditiones commercii relationum, tractatus die 16. Decembris anni currentis Viennae initus et signatus fuit tenoris sequentis:

Handels-Vertrag.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen u. s. w. auf der einen Seite, und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland auf der anderen Seite, von dem gleichen Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen Ihren beiderseitigen Staaten und Besitzungen zu regeln und auszudehnen, haben beschlossen, einen Vertrag zu diesem Zwecke einzugehen, und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, den Herrn Alexander Grafen von Mensdorff-Pouilly, Grosskreuz Allerhöchstihres Leopold-Ordens mit der Kriegsdecoration zum Commandeurkreuze, Ritter des Maria Theresien-Ordens und Besitzer des Militär-Verdienstkreuzes, Comthur des höchstehrenwerthen grossbritannischen Bath-Ordens, Allerhöchstihren Feldmarschall-lieutenant, Geheimen Rath und Kämmerer, Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, und den Herrn Bernhard Freiherrn von Wüllerstorf-Urbair, Ritter Allerhöchstihres Ordens der Eisernen Krone II. Classe, Allerhöchstihren Contre-Admiral, Geheimen Rath und Minister für Handel und Volkswirthschaft.

1865 Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, den sehr ehrenwerthen Johann Arthur Douglas Baron Bloomfield von Oakhampton und Redwood, Pair von Irland, Mitglied Ihrer britischen Majestät höchstehrenwerthen Geheimen Rathes, Grosskreuz des höchstehrenwerthen Bath-Ordens, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner k. k. Apostolischen Majestät;
welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Artikel I.

Während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages werden die Unterthanen und der Handel Oesterreichs, innerhalb aller Gebiete und Besitzungen einschliesslich der Colonien und auswärtigen Besitzungen Ihrer britischen Majestät, dieselben Vortheile geniessen, welche den Unterthanen und dem Handel Frankreichs durch den zu Paris am 23. Jänner 1860 unterzeichneten Vertrag zwischen Ihrer Majestät und dem Kaiser der Franzosen, den Unterthanen und dem Handel der Zollvereinsstaaten durch den in Berlin am 30. Mai 1865 zwischen Ihrer Majestät und dem Könige von Preussen, als Vertreter der dem preussischen Zoll- und Steuersysteme beigetretenen souveränen Staaten und Gebiete zugestanden worden sind, und es werden ferner die Unterthanen und der Handel Oesterreichs in allen übrigen Beziehungen auf gleichen Fuss mit den Unterthanen und dem Handel der meistbegünstigten Nationen gesetzt.

Artikel II.

Von und nach dem 1. Jänner 1867 sollen britische Unterthanen und Handel in den Staaten Seiner kaiserlich-königlichen Majestät in allen Beziehungen auf den Fuss der meistbegünstigten Nation gesetzt werden, und sollen denselben alle Vortheile und Begünstigungen zu Theil werden, welche dem Handel und den Unterthanen irgend einer dritten Macht zukommen.

Ausgenommen hiervon sind:

a) solche Begünstigungen, welche lediglich zur Erleichterung des Grenzverkehrs, den Staaten des deutschen Zollvereines oder anderen Nachbarstaaten gegenwärtig zugestanden sind oder künftig zugestanden werden könnten, sowie jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzen oder für die Bewohner einzelner Besitztheile Geltung haben;

b) jene Begünstigungen, welche den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten kraft der Bundesverträge und Bundesgesetze zustehen oder künftig eingeräumt werden sollten.

c) jene besonderen althergebrachten Begünstigungen, welche den 1865
türkischen Unterthanen als solche für den türkischen Handel in Oesterreich zukommen.

Artikel III.

Der österreichische Zolltarif soll unter Aufrechthaltung seines gegenwärtigen Gewichtszollsystems mit der Massgabe geregelt werden, dass der von Artikeln der Urproduction oder der Industrie der Staaten Ihrer britischen Majestät bei deren Einfuhr in die österreichischen Staaten zu erhebende Zoll vom 1. Jänner 1867 angefangen 25 Procent des Werthes mit Zuschlag der Transports-, Versicherungs- und Commissionsspesen, welche die Einfuhr nach Oesterreich bis zur österreichischen Zollgrenze erfordert, nicht übersteige, und es soll dabei der durchschnittliche Werth der in jeder Position des künftigen österreichischen Tarifes unter einer und derselben Benennung vorkommenden Artikel zur Grundlage genommen werden.

Von und nach dem 1. Jänner 1870 soll das Maximum dieser Zölle 20 Procent des Werthes sammt Zuschlag nicht übersteigen.

Ausgenommen von diesen Maximalsätzen sind die Gegenstände der Staatsmonopolien (Tabak, Kochsalz, Schiesspulver), ferner die in den Classen I und VII des gegenwärtigen österreichischen Tarifes enthaltenen Waaren.

Artikel IV.

Zur Ermittlung und Feststellung der Werthe und des Zuschlages sollen längstens im Monate März 1866 Commissarien der beiderseitigen Regierungen zusammentreten, und es sollen dabei die Durchschnittspreise der Hauptstapelplätze des vereinigten Königreiches des Jahres 1865 zur Basis dienen.

Jeder der contrahirenden Theile soll das Recht haben, drei Jahre nachdem die vertragsmässig festgesetzten Zölle in Kraft getreten sein werden, eine Revision der Werthe zu verlangen.

Artikel V.

Diejenigen Zollsätze des künftigen, am 1. Jänner 1867 in Wirksamkeit tretenden österreichischen Zolltarifs, an welchen England ein besonderes Interesse hat, sollen den Gegenstand einer zwischen den beiden contrahirenden Theilen abzuschliessenden Nachtragsconvention bilden.

Die Gegenstände der Staatsmonopole, sowie die mit Finanzzöllen belegten Waaren der Classen I und VII des gegenwärtigen Zolltarifes bleiben auch hier ausgenommen.

Artikel VI.

Innere Abgaben, welche in dem einen der contrahirenden Theile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Communen

1865 und Corporationen auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche eines Erzeugnisses lasten, dürfen Erzeugnisse des anderen Theiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnamigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel VII.

Die contrahirenden Mächte kommen überein, dass jede Ermässigung ihres Ein- oder Ausfuhrzolltarifes, sowie jedes Privilegium, jede Begünstigung oder Befreiung, welche einer der vertragschliessenden Theile den Unterthanen und dem Handel einer dritten Macht zugestehen würde, gleichzeitig und unbedingt dem anderen Theile zukommen soll, vorbehaltlich der im Artikel II unter *a)* und *b)* bezeichneten Ausnahmen.

Artikel VIII.

Die Unterthanen des einen der vertragschliessenden Theile sollen in den Staaten und Besitzungen des anderen gleichmässige Behandlung mit den eingebornen Unterthanen in Beziehung auf Ein- und Ausladungsgebühren, Einlagerung, Transithandel und ebenso in Beziehung auf Ausfuhrprämien Erleichterungen und Rückzölle geniessen.

Artikel IX.

Die Unterthanen der einen der beiden vertragschliessenden Mächte sollen in den Gebieten des anderen hinsichtlich des Eigenthumsrechtes an gewerblichen Marken und anderen Bezeichnungen, sowie an Mustern und Modellen für Industrieerzeugnisse den gleichen Schutz geniessen, wie die eigenen Unterthanen.

Artikel X.

Die contrahirenden Mächte behalten sich vor, nachträglich durch eine besondere Uebereinkunft die Mittel zu bestimmen, um den Autorsrechten an Werken der Literatur und der schönen Künste innerhalb ihrer Gebiete den gegenseitigen Schutz angedeihen zu lassen.

Artikel XI.

Der gegenwärtige Vertrag soll für den Zeitraum von zehn Jahren, vom 1. Jänner 1867 an, in Kraft bleiben, und falls keine der hohen contrahirenden Mächte zwölf Monate vor Ablauf des besagten Zeitraumes von zehn Jahren der anderen die Absicht kundgegeben haben wird, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, soll derselbe für ein weiteres Jahr in Kraft bleiben, und sofort von Jahr zu Jahr, bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage an gerechnet, an welchem die eine oder andere der hohen contrahirenden

Mächte ihre Absicht angekündigt haben wird, denselben aufhören 1865
zu lassen.

Die hohen vertragschliessenden Theile behalten sich das Recht vor, durch gemeinschaftliches Uebereinkommen an diesem Vertrage jede Modification vorzunehmen, welche mit dem Geiste und den Grundsätzen desselben nicht im Widerspruche stehen, und deren Nützlichkeit die Erfahrung dargethan haben wird.

Artikel XII.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden, und es sollen die Ratificationsurkunden binnen drei Wochen, oder wenn möglich früher in Wien ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien den sechzehnten December im Jahre des Herrn Eintausend achthundert fünf und sechzig.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L.
(L. S.) Berhard Baron *Wüllerstorf* m. p., Contre-Adm.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis, illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem, majusque robur, praesentes ratihabitionis Nostrae tabalus manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die vigesima nona mensis Decembris anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo quinto. Regnorum Nostrorum decimo octavo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Alexander Comes *a Mensdorff-Pouilly* m. p., M.L.T.

Ad mandatum Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

Integrirende Beilage zu vorstehendem Staatsvertrage.

Schluss-Protokoll.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen Oesterreich und Grossbritannien abgeschlossenen Handelsvertrages haben

1865 die beiderseitigen Bevollmächtigten die nachfolgenden Erklärungen niedergelegt:

I.

Die Bevollmächtigen Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erklärten, dass der heute abgeschlossene Handelsvertrag auch für das Fürstenthum Liechtenstein Geltung habe in Uebereinstimmung mit Artikel XIII des am 23. December 1863 erneuerten Zoll- und Steuervereinsvertrages zwischen Oesterreich und Liechtenstein, und der grossbritannische Bevollmächtigte hat diese Erklärung angenommen.

II.

Um jedem künftigen Zweifel über die Absicht des Artikels III vorzubeugen, haben sich die beiderseitigen Bevöllmächtigten über nachstehende Erläuterung geeinigt:

Bei der Aufstellung eines Tarifes von specifischen Gewichtszöllen innerhalb bestimmter Werthsätze ist es nothwendig, die Wertheinheit zu bestimmen, auf welche jeder specifische Zoll angewendet werden soll.

Man ist darüber einverstanden, dass es bei Annahme der im Artikel III festgesetzten Werthsgrundlage nicht beabsichtigt wird, von dem allgemeinen Grundsatze des Artikels, nämlich davon abzuweichen, dass alle Artikel der britischen Production oder Industrie nur mit Zöllen belegt werden sollen, welche gewissen Maximalsätzen ihres Werthes entsprechen, sondern es soll die Nothwendigkeit vermieden werden, für alle Verschiedenheiten jeden Artikels besonders vorzusehen, und dadurch kleinliche und unzukömmliche Unterabtheilungen des Tarifes hervorzurufen.

Im Hinblicke darauf wird es nothwendig, solche verschiedene Qualitäten und Bezeichnungen desselben Artikels oder ähnlicher Artikel zusammenzufassen, von denen es möglich befunden wird, sie vermöge ihres annähernd gleichen Werthes und ihrer allgemeinen Gleichartigkeit unter eine und dieselbe Benennung in eine Position des Tarifes einzubeziehen.

Man ist darüber einverstanden, dass bei der Feststellung der Benennungen des künftigen österreichischen Tarifes diese so eingerichtet sein sollen, dass der in jeder Position ausgesetzte Zoll den im Artikel III des Vertrages festgesetzten Maximalsatz nach dem durchschnittlichen Werthe jeder für den Handel wichtigen Gattung von Waaren, welche unter einer Benennung in diese Position einzogen sind, nicht übersteigen soll, ausser es wäre dies durch gemeinschaftliche Uebereinstimmung für zweckmässig oder nützlich erkannt worden.

III. 1865

Zu Artikel IV ist man ebenso übereingekommen, dass, wenn erkannt werden sollte, dass die Preise irgend einer Waarengattung durch ausserordentliche Ursachen während der zwölf Monate des Jahres 1865 wesentlich gestört worden sind, die Commissäre der beiden Regierungen trachten sollen, eine derartige Werthsgrundlage für solche Waarengattungen zu finden, wie sie einem billigen Durchschnittswerthe für folgende Jahre als entsprechend angesehen werden kann.

Hinsichtlich der Webe- und Wirkwaaren (deren Preise während des letzten Krieges in den vereinigten Staaten von Nordamerika wesentlich geändert worden sind) ist man übereingekommen, dass, wenn die Mittelpreise des Jahres 1865 als Werthsgrundlagen angenommen werden, jeder der contrahirenden Theile nach dem 1. Jänner 1868 eine Revision der Bewerthung derselben verlangen kann.

IV.

Der königl. grossbritannische Bevollmächtigte erklärte ausserdem:

Ihre britische Majestät verpflichtet Sich, dem Parlamente die Abschaffung der für die Einfuhr von Werk- und Bauholz in das vereinigte Königreich zu zahlenden Zölle und ebenso die Ermässigung der für Wein in Flaschen zu zahlenden Zölle auf den Betrag der auf Wein in Gebünden bei der Einfuhr in das vereinigte Königreich zu entrichtenden Zölle zu empfehlen.

V.

Die kaiserlich österreichischen Bevollmächtigten erklärten ihrerseits: der Zoll auf die Ausfuhr von Hadern aus den Staaten und Besitzungen Seiner k. k. Majestät soll von und nach dem 1. Juli 1866 auf zwei Gulden per Centner herabgesetzt werden.

Der Zoll auf die Einfuhr von gesalzenen Häringen in die Staaten und Besitzungen Seiner k. k. Majestät wird vom 1. Februar 1866 angefangen auf 50 kr. per Centner sporco herabgemindert.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten das gegenwärtige Protokoll in doppelter Ausfertigung aufgenommen, und dasselbe nach erfolgter Vorlesung vollzogen.

Wien, den sechzehnten December Eintausend achthundert sechzig und fünf.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
(L. S.) Bernhard Baron *Wüllerstorf* m. p., Contre-Adm.

1865

329.

16 décembre 1865.

Notification de la Secrétarie d'État à Rome sur les taxes de fanaux à percevoir dans les ports romains.

(Annuario marittimo 1867, 110.)

Notificazione. Roma dalla Segreteria di Stato il 16 dicembre 1865.

Provvedutosi dal Governo Pontificio ad una migliore illuminazione dei porti, dei canali navigabili e del litorale marittimo è stato determinato di stabilire una tassa di *fanalaggio* da pagarsi dai legni che approdano nei porti, canali e rade Pontificie.

Inteso pertanto il parere della Consulta di stato per le finanze, e del Consiglio dei Ministri, SUA SANTITÀ ha ordinato di pubblicare le seguenti disposizioni.

1. Tutti i legni che approdano nei porti, nei canali navigabili o nelle rade dello Stato Pontificio saranno soggetti ad una tassa di *fanalaggio* per ogni tonellata e per ciascun approdo, e tale tassa rimane fissata a bajocco uno per tonellata per i legni di bandiera Pontificia esercenti il piccolo cabotaggio *); ed a bajocchi due per tutti gli altri Pontificii od esteri, secondo la misura che se ne fa dagli Ufficiali del porto ove ha luogo l'approdo.

Le frazioni di tonellata non saranno calcolate.

2. Sono esenti dal pagamento di questa tassa tutti quei legni marittimi

a) che esercitano la sola pesca con bandiera Pontificia,

b) che rimanendo in rada senza essere ammessi a pratica prendono semplicemente informazioni o provvedono viveri.

3. Il pagamento di questa tassa *fanalaggio* avrà principio col giorno primo di Gennaio 1866 per tutti quei legni che da quel giorno inclusivo in poi approderanno nei porti, nei canali navigabili o nelle rade Pontificie.

4. La percezione della tassa suddetta sarà eseguita coi modi che sono in uso per le altre tasse marittime; e se ne rilascierà ricevuta comprendendola nelle bollette che si rilasciano per le dette tasse.

Le Autorità marittime di sanità e polizia di porto nello Stato Pontificio sono incaricate della esecuzione delle presenti disposizioni.

---

*) I navigli di cabotaggio austriaci sono del tutto parificati a quelli di bandiera pontificia.

330. 1865

21 décembre 1865.

Convention télégraphique entre l'Autriche et la Serbie. Conclue à Vienne et à Belgrade. Ratifiée le 22 décembre 1865.

(T. V. B. 1865. 54.)

Uebereinkommen zwischen der k. k. österreichischen und der fürstlich-serbischen Regierung zur Regelung des gegenseitigen telegraphischen Verkehres.

Artikel I.

Das Fürstenthum Serbien tritt als selbstständiges Telegraphengebiet der Pariser internationalen Telegraphenconvention vom 17. Mai 1865 in Gemässheit des Artikels 60 bei, und wird im internationalen telegraphischen Verkehre in Absicht auf die Behandlung der Depeschen, die Bemessung der Gebühren und das Detail des Telegraphendienstes überhaupt, die Bestimmungen der erwähnten Convention und des dazu gehörigen Dienstreglements in Anwendung bringen lassen.

Artikel II.

Die Vergütung der Telegraphengebühren für die zwischen Oesterreich und Serbien gewechselten Depeschen wird in folgender Weise stattfinden:

Oesterreich wird an Serbien für alle von Oesterreich und weiter ab herrührenden und nach Serbien bestimmten Depeschen die für die Beförderung auf dem serbischen Territorium fixirte Terminaltaxe vergüten. Desgleichen wird es für die durch Serbien transitirenden und nach der Türkei und weiterhin gerichteten Depeschen die für die Beförderung auf den serbischen Linien fixirte Taxe vergüten.

Serbien wird für alle von dort aus herrührenden und für Oesterreich oder für jedes andere Land über Oesterreich hinaus adressirten Depeschen die für ihre Beförderung von der österreichisch-serbischen Grenze bis an ihren Bestimmungsort eingehobenen Gebühren an Oesterreich vergüten.

Artikel III.

Die gegenseitige Abrechnung bezüglich der Telegraphirungsgebühren, Expresskosten etc. etc. wird nach Ablauf eines jeden Monates stattfinden.

Die Liquidirung und Saldirung des daraus zu Gunsten der einen oder der anderen Verwaltung resultirenden Guthabens wird mit Ende eines jeden Quartales auf der Basis einer provisorischen Generalabrechnung erfolgen.

1865 Alle Abrechnungen werden die betreffende Gebührenschuldigkeit enthalten.

Sie werden beiderseitig in österreichischer Währung aufgestellt sein.

Artikel IV.

Das aus der Quartalliquidation zu Gunsten der einen oder der anderen Regierung resultirende Guthaben wird in österreichischer Silbermünze effectuirt.

Die Saldirung der beiderseitigen Guthabungen erfolgt durch Vermittlung des k. k. Generalconsulats in Belgrad.

Artikel V.

Die Terminaltaxe der zwischen den österreichischen und serbischen Telegraphenstationen gewechselten Depeschen wird für Oesterreich auf 1 fl. 20 kr. und für Serbien auf 40 kr. für eine Depesche von 20 Worten festgesetzt.

Die Transittaxe der einfachen Depeschen wird für Oesterreich und den deutsch-österreichischen Telegraphenverein mit 1 fl. 20 kr. und für Serbien mit 40 kr. festgestellt.

Im Grenzverkehre zwischen den österreichischen und serbischen Telegraphenstationen, welche nicht über 10 geographische Meilen von einander entfernt sind, wird die Gebühr für die einfache Depesche von 1—20 Worten mit 40 kr. und für jede weiteren zehn Worte ein Zuschlag von 20 kr. eingehoben. Diese Gebühren fallen den betheiligten Staaten zu gleichen Hälften zu.

Artikel VI.

Zur Erleichterung des internationalen Verkehres bestimmen die contrahirenden Parteien gewisse Stationen, welche die Verpflichtung haben sollen, alle jene Depeschen anzunehmen und weiter zu befördern, welche nicht direct an die Adressstation abgegeben werden können. Als Ablagerungsstation wird österreichischerseits Semlin. serbischerseits Belgrad bezeichnet.

Artikel VII.

Vorstehendes Uebereinkommen unterliegt der Ratification der beiderseitigen Regierungen und die Ratificationen werden in Belgrad in möglichst kurzer Zeit ausgewechselt werden.

Dasselbe tritt gleichzeitig mit der Convention von Paris in Kraft, sobald die Ratification erfolgt sein wird, und wird für eine unbestimmte Dauer abgeschlossen.

Den contrahirenden Parteien steht jedoch eine sechsmonatliche Kündigung des vorstehenden Uebereinkommens frei.

Wien, am 21. December 1865. Belgrad, am 2. December 1865.

Brunner m. p. *Scharschevits* m. p.

331.

1865

29 décembre 1865.

Publication du ministère I.R. des affaires étrangères concernant l'accession du Duché de Nassau à la convention conclue entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière pour empêcher la falsification du timbre et de certificats officiels.

(R. G. Bl. 1866, Nr. 3.)

Kundmachung des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern vom 29. December 1865, betreffend den Beitritt der herzoglich Nassauischen Regierung zu dem zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits, und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitritts der übrigen Staaten des deutschen Zollvereines anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularen, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 37, Jahrgang 1865).

Wirksam für das ganze Reich.

Von Seiten des k. k. Ministeriums des Aeussern wird hiermit bekannt gemacht, dass die herzoglich Nassau'sche Regierung laut einer Ministerialerklärung ddo. Wiesbaden 9. December 1865, welche gegen eine entsprechende k. k. österreichische Ministerialerklärung vom 19. December 1865 ausgewechselt wurde, dem mittelst Ministerialverordnung vom 25. Juni 1865 (Nr. 37 des Reichs-Gesetz-Blattes) kundgemachten, zwischen der k. k. österreichischen Regierung für das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits, und der königlich preussischen und der königlich bayerischen Regierung unter Vorbehalt des Beitritts der übrigen Staaten des deutschen Zollvereins anderseits abgeschlossenen Uebereinkommen über den gegenseitig zu gewährenden gesetzlichen Schutz gegen die Verfälschung von Stempelzeichen, Postmarken, Amtssiegeln und öffentlichen Bescheinigungen und Beglaubigungen, sowie von Formularien, welche zu solchen Bescheinigungen und Beglaubigungen dienen können, ferner gegen die Verletzung zollämtlicher Waarenverschlüsse beigetreten ist.

Wien, am 29. December 1865.

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

1866

332.

13 janvier 1866.

Déclaration concernant l'accession du gouvernement autrichien à la convention anglo-tunisienne du 10 octobre 1863 relative à l'acquisition et à la possession de biens immeubles dans le territoire de Tunis. Ratifications échangées à Tunis le 13 janvier 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 62.

Erklärung vom 13. Jänner 1866, über den Beitritt der kaiserlich-königlich österreichischen Regierung zur anglo-tunesischen Convention vom 10. October 1863, in Betreff der Erwerbung und des Besitzes von Liegenschaften in Tunis. Am 13. Jänner 1866 in gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und ausgewechselt zwischen dem k. k. Generalconsul in Tunis und dem Bey der dortigen Regentschaft.

In nome di Dio onnipotente!

L'Imperiale Governo Austriaco e quello di Tunisi, sono convenuti che d'orinnanzi gl'I. R. sudditi goderanno il diritto di acquistare e di possedere nel territorio Tunisino beni stabili, sotto le condizioni fissate per lo stesso diritto de' sudditi Inglesi, come se il relativo Patto Anglo-Tunisino dei dieci ottobre mille otto cento sessanta tre (corrispondente ai ventisei del mese di Rabi-El-Thani mille duecento ottanta Era Mussulmana) firmato nel Palazzo della Goletta e composto di articoli diecisette, fosse stato stipulato fra l'Austria ed il Governo di Tunisi.

Del rimanente i diritti, le prerogative ed i privilegi, assicurati all'Imperiale Governo Austriaco ed ai suoi sudditi in virtù dei vigenti trattati, hanno da rimanere intatti da questa adesione alla Convenzione Anglo-Tunisina.

Il presente Atto che si stende in tre esemplari uguali, sarà valido dal giorno della sottoscrizione del medesimo.

Fatto e convenuto definitivamente quest'oggi giorno di Sabato tredici di Gennajo mille otto cento sessanta sei, corrispondente ai ventisette del mese di Sciaban mille duecento ottanta due Era Mussulmana, e sottoscritto e suggellato secondo le consuete forme da Sua Altezza Serenissima Mohammed Essadek Bey, possessore del Dominio di Tunisi, e dal Signor Cavaliere Giovanni Gasparo Merlato, I. R. Console Generale d'Austria, autorizzato a quest'effetto.

(L. S.) G. G. Merlato m. p.

Visto, approvato e firmato dal Ministro degli Affari Esteri di 1866
Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica in nome del Governo Austriaco.
Vienna, il 20 febbrajo 1866.

(L. S.) Il Conte di Mensdorff-Pouilly m. p.

Convenzione conclusa tra il Governo di Sua Maestà la Regina della Gran-Brettagna e quello di Mohammed Essadek Bei di Tunisi intorno all'acquisizione ed alla possidenza di proprietà immobili in quella Reggenza.

Attesochè l'articolo 11mo del patto fondamentale di Tunisi ha conferito agli Stranieri il diritto di possedere Proprietà Immobili, tostochè i loro rispettivi Governi si fossero concertati col Governo di Tunisi, per stabilire le condizioni mediante le quali avrebbero la facoltà di esercitare il diritto a loro concesso, ed attesochè rendesi espediente di prevenire pel futuro gli abusi, le contese e la confusione già derivante dai mezzi a cui ricorrevano gli Stranieri per evadere i regolamenti e gli usi che loro inibivano di possedere proprietà immobili in loro proprio nome, le seguenti stipulazioni sono state convenute e concluse tra Sua Altezza Serenissima Mohammed Essadek Bey, Signore della Reggenza di Tunisi, e Richard Wood Esq., Agente e Console Generale di S. M. Britannica in Tunisi a tale effetto autorizzato.

Articolo 1.

Essendo incontestabilmente legale da ora innanzi pei sudditi Britannici di comprare e possedere proprietà immobili di qualunque sorta nella Reggenza di Tunisi, le Corti ed altre competenti autorità, saranno autorizzate, dietro domanda del compratore di procedere alla verificazione dei titoli e trasferire gli stessi in suo nome, a norma degli usi del paese, affine di dare agli stessi l'intiera validità richiesta dalla legge.

Articolo 2.

I sudditi Britannici che posseggono delle proprietà immobili, dovranno pagare le stesse tasse municipali e fiscali che sono pagate dagli Indigeni, o in generale disimpegneranno gli stessi obblighi ai quali per legge vanno soggette le medesime proprietà possedute dagli Indigeni.

Articolo 3.

Ogni proprietario di case, magazzini ed altri stabili dovrà conformarsi ai regolamenti municipali attualmente esistenti, o che esiteranno in appresso.

Articolo 4.

Tutti i casi di litigio relativi a immobili e riguardanti la proprietà, o l'occupazione di case, terre od altri immobili tra un suddito

1866 Britannico ed un Tunisino, saranno riferiti al giudizio dei competenti Tribunali, le di cui citazioni per la comparizione del suddito Britannico dovranno essere trasmesse per organo del Console Generale Britannico, od in sua assenza, del suo Deputato, affine che egli, od il suo Deputato, possa essere presente al processo ed alla decisione. La parte condannata avrà il diritto di appellarsi alle Corti costituite per tale oggetto, fino a che l'appello sia pervenuto al supremo Meglis, e la decisione pronunziata dall'ultimo Tribunale sarà messa in esecuzione dall' autorità della parte condannata. Ma nei casi che la questione fosse tra sudditi Britannici, essi o uno di loro potranno prescegliere che la loro differenza venga udita e determinata dal loro Console Generale, o dal suo Deputato, la di cui decisione però sarà governata dalle leggi e dagli usi del paese, tanto quanto potranno essere accertati e quanto le condizioni expresse nel Contratto lo permetteranno.

Articolo 5.

I sudditi Britannici che posseggono proprietà immobili saranno liberi di venderle, trasferirle e disporne a favore d'Indigeni; ma non potranno vendere, trasferire o trasmettere la loro proprietà a stranieri, eccetto a sudditi di quelle potenze amiche, che hanno, mediante convenzione od altra accordo con Sua Altezza il Bey, acquistato a prò dei loro sudditi il diritto di comprare e possedere proprietà immobili nella Reggenza di Tunisi.

Ed affine di prevenire ogni infrazione al presente articolo, come anche per evitare qualunque disputa o litigio che potrebbe derivarne, resta convenuto che, in ogni caso di vendita o trasferimento di proprietà immobili da un suddito Britannico ad un suddito straniero, l'atto di trasferimento dovrà essere munito dei sigilli delle Corti o di quelli delle competenti autorità onde rendere la vendita valida e legale.

Articolo 6.

Se un proprietario Britannico venisse a morire, sia intieramente intestato, o intestato in ciò che riguarda la sua proprietà immobile, la successione alla sua proprietà immobile dovrà essere governata dalla stessa legge della successione ab intestato alla sua proprietà mobile, senza ostacolo od impedimento alcuno da parte delle autorità Tunisine.

Articolo 7.

Essendo stato in ogni tempo stabilito che il Console Generale od, in sua assenza, il suo Deputato, amministri il patrimonio di un suddito Britannico decesso intestato nella Reggenza di Tunisi, viene inoltre stabilito e convenuto che tale diritto di amministrazione dovrà estendersi alle terre, alle case ed agli stabili di un suddito Britannico che venisse a morire in tal guisa.

Ed è di più stabilito che dietro la dichiarazione scritta dal Con- 1866
sole Generale od, in sua assenza, del suo Deputato, portante il sigillo del suo officio, di avere egli venduto o trasferito la proprietà immobile appartenente al defunto o disposto della stessa, i Meglis e le Corti dovranno riconoscere tale vendita, e dovranno, sulla testimonianza di due Notari che la vendita è stata effettuata nelle debite forme legali, munire il Compratore, sia egli Indigeno, od uno degli stranieri contemplati dall'articolo 5 di questa convenzione, di quegli strumenti legali o titoli che possano mettere il detto compratore, in caso di contesa, vendita, trasferimento, ipoteca od altra disposizione, in grado di provare il suo diritto sulla detta proprietà.

Articolo 8.

Le stipulazioni contenute nel precedente articolo ed i diritti in esso indicati, saranno applicabili al Console Generale od, in sua assenza, al suo Deputato, e saranno da loro esercitati, in ciò pure che riguarda le proprietà immobili di un suddito Britannico che si trovasse ridotto in difficoltà pecuniarie, o che si dichiarasse insolvente pel pagamento dei suoi debiti od obbligazioni.

Articolo 9.

La dichiarazione iscritta dal Console Generale od, in sua assenza, dal suo Deputato, di aver egli disposto della proprietà immobile di un suddito Britannico per le ragioni e pei fini specificati negli articoli 7 et 8 sarà considerata liberare da responsabilità i Meglis e le Corti che riconosceranno e confermeranno il trasferimento di tal proprietà; e per la soddisfazione dei Meglis che tale operazione ebbe luogo nelle debite forme, essi avranno la facoltà di deputare i loro proprii notari onde assistere a tali vendite e trasferimenti.

Articolo 10.

In tutte le operazioni riguardanti proprietà immobili i sudditi Britannici dovranno pagare i diritti notariali e tutt' altri stabiliti dalla legge, e che sono pagati dagl' Indigeni.

Articolo 11.

Nessun suddito Britannico potrà essere costretto a disporre delle sue proprietà immobili, salvo che per oggetto di pubblica utilità. Ma in tutti i casi di espropriazione, gli articoli 11 e 12 della Legge municipale di Tunisi *) dovranno servir di regola per effettuare l'espropriazione forzata per qualunque pubblico oggetto e per fissare l' ammontare dell' indennità da pagarsi legalmente e questa indennità dovrà essere pagata per intero, ed a soddisfazione del proprietario, prima che l'atto di espropriazione possa essere messo in esecuzione.

*) Si vegga l'appendice.

1866

Articolo 12.

Ad ulteriore protezione però dei proprietarii, il decreto dichiarativo del pubblico oggetto, per il quale l'espropriazione si fosse resa necessaria, dovrà emanare da sua Altezza il Bey.

Il Console Generale od, in sua assenza, il suo Deputato, dovranno averne la debita informazione, affine di poter sorvegliare all'esecuzione dei provvedimenti dell'articolo 11 della Legge municipale già stabilita e convenuta, relativamente al modo di accertarne e fissare l'ammontare dell'indennità.

Articolo 13.

All'oggetto di prevenire le lagnanze, gli abusi, o i malintesi che potessero nascere circa un atto di espropriazione, resta convenuto che se il decreto del Bey che specifica l'oggetto di pubblica utilità, pel quale l'espropriazione è stata fatta, non fosse messo in esecuzione allo spirare di un anno dopo la sua data, il proprietario dell'immobile avrà il diritto di ricuperarlo, rimborsando per intero l'ammontare dell'indennità.

Articolo 14.

Ogni qualvolta un suddito Britannico desiderasse di introdurre macchine o stabilire una fabbrica nella Reggenza di Tunisi egli sarà obbligato di domandare ed ottenere il permesso dal Bey per tal oggetto, ed in caso di tal permesso le condizioni, verso le quali esso gli sarà accordato, dovranno essere indicate nel Decreto rispettivo, onde tale Decreto possa servire, in caso di litigio o d'infrazione di alcuna delle condizioni, come regola e guida per l'equo aggiustamento.

Articolo 15.

Gli edifizii delle fabbriche, e le loro attinenze, essendo proprietà immobili, sono soggette alle prescrizioni relative a tali proprietà in generale.

Per maggior garanzia del Governo e delle rendite pubbliche viene inoltre convenuto che dietro una requisizione scritta del Ministro degli Affari Esteri o del Presidente del Consiglio Municipale al Console Generale od, in sua assenza, al suo Deputato, gli ufficiali fiscali avranno il diritto di verificare, mediante personale ispezione, che la fabbrica non è stata divertita dall'oggetto pel quale il permesso era stato accordato, e che le tasse e imposte interne stabilite sopra le materie rozze, sia avanti o dopo di essere manifatturate, sono state debitamente pagate.

Articolo 16.

I sudditi Britannici che posseggono o che possederanno proprietà chiamate „Anzal" (Enfiteusi) continueranno a godere le con-

dizioni che costituiscono e sono inerenti a tal genere di proprietà, le 1866
quali condizioni sono qui corroborate e confermate.

Articolo 17.

I sudditi Britannici che posseggono proprietà immobili nella Reggenza di Tunisi, conformandosi alle leggi ed ai regolamenti locali, otterranno e godranno le stesse immunità, e gli stessi privilegi e diritti che sono accordati ai proprietarj Tunisini, ed a tal fine, siccome il diritto dei sudditi Britannici di possedere proprietà immobili deriva dagli Statuti fondati sul Ahd-Elaman (leggi organiche), i detti Statuti sono qui confermati: e la loro osservanza essendo considerata necessaria a maggior protezione delle proprietà immobili possedute nel modo sopra detto, è stato inoltre convenuto che essi tutti saranno mantenuti per più efficace garanzia dell' esecuzione delle presenti stipulazioni.

I sudditi Britannici saranno inoltre intitolati a tutte le concessioni, esenzioni, immunità e prerogative accordate o che saranno in appresso accordate ai sudditi o cittadini della nazione la più favorita.

Questa Convenzione consistente in 17 articoli, oltre l'introduzione, e contenuta nelle precedenti dieci nove pagine è stata estesa n triplo per essere firmata da ambe le parti ed eseguita nel modo spiegato e chiaramente esposto nelle sue diverse clausole, ed ha per oggetto la durata ed il mantenimento dell' amicizia tra di esse.

Datata sabbato ventesimo settimo giorno di Rabi-El-Thany Mille duecento ottanta dell' Egira, corrispondente al dieci di ottobre, dell' anno Mille ottocento sessantatrè dell' Era Cristiana al Palazzo della Goletta.

Appendice.

Extrait de la Loi Municipale de Tunis.

Article 11.

Si pour cause d'utilité publique une rue étroite et incommode pour les passants, était jugée devoir être élargie, et que cet élargissement dépendit d'une propriété particulière qui empêcherait l'exécution, le Président fera connaître au Propriétaire quelle est la position de l'immeuble dont la ville devra s'approprier, pour exécuter cette mesure d'utilité publique et, sur l'avis du Conseil, il lui fera des offres d'achat. Dans le cas où le Propriétaire consentirait à la vente, le Président en stipulerait les conditions — s'il s'y refuse, ou s'il exige un prix exorbitant, l'immeuble sera expertisé et estimé en égard au temps et aux circonstances, sans qu'il soit porté tort aux intérêts du Propriétaire, ou qu'on puisse en induire cette conséquence. — Le prix de l'estimation sera payé au dit propriétaire. — Cette mesure est motivée sur l'intérêt public qui doit primer tout in-

1866 térêt particulier, mais elle ne recevra son application qu'après qu'elle aura eté soumise d'une manière claire et précise à notre approbation, et que nous y aurons donné notre assentiment. L'Expertise de l'immeuble sera faite par quatre Amins du Pays, quatre Experts-priseurs, et quatre notables de la ville, de telle sorte qu'on ne puisse mettre en doute que le chiffre estimé est moindre que la valeur réelle. — Six de ces 12 Experts seront nommés par le conseil, et les six autres seront nommés par le Propriétaire. Dans le cas où ils seraient d'accord, on mettrait en exécution leur décision, ou celle de la majorité, mais dans le cas de partage d'opinions, on en referera au Shick Elkady, et sa décision sera exécutée.

Article 12.

Dans le cas où le Conseil serait amené d'acheter une Propriété pour la faire servir à un objet d'utilité publique, et qu'une partie seulement de l'immeuble fût nécessaire, le Propriétaire aura le droit d'éxiger le payement intégral du prix de la vente de toute la propriété, dont il fera la remise en entier. Dans ce cas la partie du terrain de l'immeuble qui sera restée sans emploi, deviendra proprétié de la ville.

333.

20 janvier 1866.

Circulaire du ministère Impérial et Royal des affaires étrangères concernant la protection consulaire à accorder aux sujets de l'union douanière en vertu de l'article 20 du traité avec le Zollverein en date du 11 avril 1865.

(Archives du ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.)

Aus Anlass einer vorgekommenen Anfrage, ob der Ministerialerlass vom 7. April 1854, Z. 766-H. M., welcher auf Grundlage des Artikels 20 des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853 wegen eventueller Vertretung der Unterthanen der deutschen Zollvereinsstaaten an die k. k. Consularämter erlassen wurde, noch Geltung habe, wird die k. k. Mission eingeladen, die unterstehenden Consularämter anzuweisen, dass die Bestimmungen des erwähnten Erlasses, hinsichtlich der Gewährung des Consularschutzes an die genannten Staatsangehörigen, wie bisher auch fortan in Wirksamkeit stehen, weil durch den vom 11. April 1865 zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zollvereines abgeschlossenen Handels- und Zollvertrag diesfalls keine Veränderung herbeigeführt wurde, indem der Artikel 20 des erwähnten neuen Vertrages lautet, wie folgt:

„Jeder der vertragenden Theile wird seine Consuln im Aus- 1866
ande verpflichten, den Angehörigen des anderen Theiles, sofern Letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Consul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren, wie den eigenen Angehörigen zu gewähren."

Für den Minister des Aeussern:
Meysenburg.

334.

27 janvier 1866.

Accession du Gouvernement de Grèce à la convention internationale pour empêcher les collisions sur mer.

(M. V. B. IV., Nr. 8.)

Circularverordnung vom 27. Jänner 1866. Beitritt der griechischen Regierung zu dem Reglement zur Verhütung des Zusammenstosses von Schiffen.

Laut Mittheilung der k. k. Gesandtschaft zu Athen ist die königl. griechische Regierung dem „internationalen Reglement zur Verhütung des Zusammenstosses von Schiffen auf der See" beigetreten.

Für den Kriegs-Minister:
Ritter *von Fautz* m. p., Vice-Adm.

335.

29 janvier 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant un arrangement entre l'Autriche et la Saxe royale à l'égard de l'envoi des notes de taxes en franchise de poste.

(F. V. B. 1866, Nr. 8.)

Uebereinkommen zwischen der kaiserlich österreichischen und der königlich sächsischen Regierung bezüglich der Kosten- und portofreien Zustellung und Zusendung von Taxnoten und Sportozetteln.

Nach einer Mittheilung des Ministeriums des Aeussern haben die kaiserlich österreichische und die königlich sächsische Regierung eine Vereinbarung bezüglich der Kosten und portofreien Zustellung und Zusendung von Taxnoten und Sportozetteln ohne Unterschied, ob es sich um gerichtliche Gebühren oder Abgaben anderer Art handelt, getroffen, und sich gegenseitige Reciprocität zugesichert. (Z. 55115, ddo. 29. Jänner 1866.)

1866

336.

31 janvier 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'abolition de la disposition relative à l'escorte de gardes des finances pour les bâteaux à vapeur sur le Danube et sur la Save ayant leur chargement sous plombage.

(F. V. B. 1866, Nr. 8.)

Aufhebung der gefällsämtlichen Begleitung der unter zollämtlichem Ladungsraumverschlusse auf der Donau und der Save fahrenden Dampfschiffe.

Vom 1. März 1866 angefangen wird die gefällsämtliche Begleitung der unter zollämtlichem Ladungsraumverschlusse auf der Donau und der Save fahrenden Dampfschiffe mit gewissen Beschränkungen aufgehoben.

Es sind nämlich auch künftig gefällsämtlich zu begleiten:

a) der zwischen Semlin, Belgrad und Pancsova verkehrende Localdampfer,

b) dann jene Dampfboote, welche nach Gestattung des an die Finanzlandesdirectionen in Temesvár und Agram gerichteten Finanzministerialerlasses vom 21. August 1860, Z. 46971, das fremdländische Ufer berühren, in Begleitung eines Zollbeamten an dem gedachten Ufer landen, daselbst Waaren aufnehmen, und entweder ohne Zollbehandlung wieder auf das fremdländische Ufer oder aber zu einem österreichischen Zollamte stellen, beziehungsweise gemischte Waarentransporte besorgen, endlich

c) jene Dampfboote, deren Waarenladung wegen des minderen Wasserstandes bei Orsova zwar der Eintrittsamtshandlung unterzogen wurden, jedoch wegen der auf der Strecke zwischen Orsova und Drenkova befindlichen Felsenriffe nicht mit Schiffen, sondern mittelst Wägen am serbischen Donauufer bis Drenkova verfrachtet werden müssen, wo dieselben sodann wieder das inländische Ufer berühren und eintreten.

Ferner werden nachstehende Bedingungen vorgezeichnet:

1. Ein Schiffscapitän, mit dessen Wissen Schleichhandel erwiesener Weise stattgefunden hat, ist von der Verwendung bei den die Zolllinie überschreitenden Transporten auszuschliessen.

2. Jene Schiffe, welche bei Nachtfahrten auf den die Grenze zwischen Oesterreich und dem türkischen Reiche bildenden Flussstrecken wegen zu grosser Dunkelheit oder aus Anlass von Elementarereignissen halten müssen, dürfen bloss bei Militärcordonsposten vor Anker gehen.

3. In dem Falle, wenn der an den Ladungsräumen angelegte 1866
ämtliche Verschluss durch Zufall abgelöst oder wenn wegen eines Unfalles zur Rettung der Waaren der Raumverschluss abgenommen und die Colli auf das feste Land gebracht oder auf andere Fahrzeuge überladen werden müssen, sind die Capitäne verpflichtet, diese Umstände dem nächsten Zollamte oder der nächsten Finanzwachabtheilung zu melden, oder wenn dies mit zu grossem Zeitverluste verbunden, oder wenn Gefahr am Verzuge wäre, die nächste politische Obrigkeit zu ersuchen, über den eingetretenen Unfall ein summarisches Protokoll aufzunehmen.

4. Im Falle eines Missbrauches wird sich der Widerruf dieser Begünstigung vorbehalten.

Wien, am 31. Jänner 1866.

337.

$\frac{\text{9 février}}{\text{28 janvier}}$ 1866.

Convention postale entre l'Autriche et la Russie, conclue à Vienne. Ratifications échangées à Vienne le 8 mars 1866.

(R. G. Bl. 1866, Nr. 30.)

Postvertrag zwischen Oesterreich und Russland vom $\frac{\text{9. Februar}}{\text{28. Jänner}}$ 1866. Abgeschlossen zu Wien am $\frac{\text{9. Februar}}{\text{28. Jänner}}$ 1866. Von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt zu Ofen am 23. Februar 1866. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen hat am 8. März 1866 stattgefunden.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Ungarn und Böhmen etc. etc.

Nachdem von Unserem Bevollmächtigten und jenem Seiner Majestät des Kaisers aller Reussen zum Zwecke einer den gegenwärtigen Verkehrsverhältnissen entsprechenden Reglung der postalischen Beziehungen zwischen den beiden Reichen am $\frac{\text{9. Februar a. St.}}{\text{28 Jänner a. St.}}$ 1668 zu Wien ein aus 38 Artikeln bestehender Vertrag abgeschlossen und unterfertigt worden ist, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc., und Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, König von Polen etc. etc., von dem gleichmässigen Wunsche beseelt, die postalischen Beziehungen zwischen den beiden Reichen in einer den gegenwärtigen Zeitverhältnissen entsprechenden Weise und nach dem Grundsatze der Gegenseitigkeit zu regeln, haben beschlossen,

1866 zu diesem Zwecke einen Vertrag einzugehen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc. den Herrn Alexander Grafen von Mensdorff-Pouilly, Grosskreuz Allerhöchstihres Leopold-Ordens mit der Kriegsdecoration zum Commandeurkreuze, Ritter des militärischen Maria-Theresien-Ordens und Besitzer des Militärverdienstkreuzes, Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens I. Classe und des St. Wladimir-Ordens III. Classe mit dem Schwerte, Allerhöchstihres Feldmarschall-Lieutenant, geheimen Rath und Kämmerer, Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten;

Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, König von Polen etc. etc. den Herrn Ernst Grafen von Stackelberg, Ritter des weissen Adler-Ordens, des St. Wladimir-Ordens II. Classe, des St. Annen- und des Stanislaus-Ordens I. Classe, Ritter des kaiserlich österreichischen Ordens der eisernen Krone I. Classe, Allerhöchstihren Generaladjutanten, Generallieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlich österreichischen Hofe;

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten ausgetauscht, die nachstehenden Artikel vereinbart und unterzeichnet haben:

Artikel 1.

Zwischen dem kaiserlich österreichischen Postgebiete und dem kaiserlich russischen Postgebiete soll durch Vermittlung der beiderseitigen Staatspostanstalten ein geregelter Austausch von Brief- und Fahrpostsendungen stattfinden, gleichviel, ob dieselben dem unmittelbaren Verkehr der beiden Länder untereinander angehören, oder ob die Beförderung im Transit durch eines oder das andere Gebiet, oder durch beide Gebiete der hohen contrahirenden Regierungen bewirkt wird.

Artikel 2.

Der Ausdruck: Oesterreichisches Postgebiet in diesem Vertrage umfasst den österreichischen Kaiserstaat und das Fürstenthum Liechtenstein, in welchem die österreichische Regierung das Postwesen verwaltet.

Der Ausdruck: Russisches Postgebiet oder Russland in diesem Vertrage umfasst dass russische Kaiserreich mit dem von demselben unzertrennlichen Königreiche Polen und Grossfürstenthume Finnland.

Artikel 3.

Die auf den Verkehr des österreichischen Postgebietes mit Russland bezüglichen Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages sollen gleichmässig auf den Verkehr des deutschen Postvereins

gebietes mit Russland, soweit derselbe durch die österreichischen 1866
Posten vermittelt wird, Anwendung finden, mit Ausnahme der aus Artikel 19 sich ergebenden Einschränkungen.

Die österreichische Postverwaltung übernimmt für ihre alleinige Rechnung — gegenüber der russischen Postverwaltung — ausschliesslich die Ausgleichung und Abrechnung mit den anderen deutschen Postverwaltungen wegen der durch Vermittlung der österreichischen Posten beförderten, im Verkehre mit Russland vorkommenden deutschen Postvereinssendungen.

Artikel 4.

Der Austausch der Sendungen soll hauptsächlich mittelst der zu Lande bestehenden Verbindungen stattfinden.

Soweit die Benützung der zwischen österreichischen und russischen Häfen coursirenden Privatdampfschiffe zur Beförderung der Postsendungen sich als zweckmässig erweist, werden die beiderseitigen Postverwaltungen darüber die erforderliche Verständigung treffen.

Artikel 5.

Der Austausch mittelst der Verbindungen erfolgt entweder:

a) zu Lande unmittelbar, d. h. an der Grenze des österreichischen und des russischen Postgebietes, oder

b) zu Lande mittelbar, d. h. unter Benützung des Posttransits durch zwischenliegende Gebiete, oder

c) zur See nach der Verschiedenheit der Fälle.

Für den unmittelbaren Austausch zu Lande werden die Eisenbahnlinien und Poststrassen an den Grenzen der beiderseitigen Postgebiete nach den im folgenden Artikel näher vereinbarten Grundsätzen benützt.

Der mittelbare Austausch der Briefpostsendungen zu Lande soll entweder durch stückweise Auslieferung an die preussische Postanstalt oder mittelst geschlossener, im Transit durch Preussen zu befördernder österreichisch-russischer Briefpackete stattfinden.

Sollte sich in der Folge auch die stückweise Auslieferung von Fahrpostsendungen an eine zwischenliegende Postverwaltung zum Behufe der Vermittlung des Austausches als zweckmässig erweisen, so bleibt die Verständigung darüber den Postverwaltungen von Oesterreich und Russland vorbehalten.

Der Austausch zur See hat sich vorerst nur auf Briefpostsendungen zu erstrecken; die für den Seetransport erwachsenden Kosten werden von der österreichischen Postverwaltung getragen, wenn die Beförderung mittelst österreichischer Schiffe stattfindet, und von der russischen Postverwaltung, wenn die Beförderung mittelst russischer Schiffe bewirkt wird.

1866 Artikel 6.

In Betreff der Postverbindungen werden folgende Grundsätze vereinbart:

a) Es soll auf Beschleunigung der Transporte, auf Vermehrung der Beförderungsgelegenheiten und auf Einhaltung eines möglichst pünktlichen Betriebes vorzugsweise Bedacht genommen werden.

b) Es werden die durchgehenden, zur Personenbeförderung dienenden Züge auf den die beiden Gebiete verbindenden Eisenbahnrouten nach Massgabe des Bedürfnisses zur Postbeförderung benützt. Soferne für die Briefpost nur die Benützung eines durchgehenden täglichen Bahnzuges für gewöhnlich bestimmt sein sollte, wird bei verfehltem Anschlusse die Weiterbeförderung der Briefpost mit dem ausserdem sich darbietenden, nächsten durchgehenden, nach seiner Geschwindigkeit dazu geeigneten Bahnzuge erfolgen. Die Fahrpostbeförderung wird im Allgemeinen einmal täglich mit dem dazu bestimmten Bahnzuge auf den gedachten Eisenbahnrouten stattfinden, unbeschadet künftiger Erweiterung bei wachsendem Bedürfnisse.

c) Die Postanlagen auf den die beiderseitigen Grenzen berührenden Landstrassen sollen nach Massgabe der zwischen den Post verwaltungen von Oesterreich und Russland zu treffenden besonderen Vereinbarungen weiter ausgebildet und vermehrt werden.

d) Jede Postverwaltung sorgt für die sichere und rechtzeitige Beförderung der Posttransporte bis zur gegenüberliegenden Grenzpoststation und trägt die Kosten für diese Beförderung. Erachten beide Verwaltungen für zweckmässig, mit einem und demselben Unternehmer über die Hin- und Zurückbeförderung der Postsachen zwischen den Grenzstationen zu contrahiren, so werden die Kosten des Transportes gemeinschaftlich zu gleichen Theilen getragen. Ebenso werden die beiderseitigen Postverwaltungen sich die Mitbenützung der Wagen und Conducteure, welche für die Zuführung der Sendungen in der einen Richtung nothwendig sind, auch in der entgegengesetzten Richtung gegen zu vereinbarende Entschädigung gegenseitig gestatten.

e) Bei Reglung der diesfallsigen Verhältnisse auf den Grenzstrecken der Eisenbahnen sind noch die auf die Eisenbahnverwaltungen Bezug habenden, beiderseits bestehenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen, sowie die Festsetzungen der den Bau und Betrieb der Eisenbahnen betreffenden Staatsverträge als massgebend zu erachten.

f) Die beiderseitigen Postverwaltungen bestimmen, welche Postanstalten als Grenzstationen anzusehen sind. Sie werden sich in Betreff der Art und der Formen des Uebergabeverfahrens ver-

ständigen und dahin wirken, dass der durch die Wahrnehmung 1866
der zollämtlichen Vorschriften bedingte Aufenthalt der Posttransporte an den Grenzen auf ein thunlichst geringes Mass eingeschränkt werde.

g) Die erforderlichen Felleisen, Briefbeutel, Botentaschen, Coursuhren und sonstigen Coursinventarien hat entweder jede Verwaltung für ihre Beförderungsstrecke auf eigene Kosten zu beschaffen und zu unterhalten, oder es werden diese Gegenstände für diejenigen Routen, wo solches zweckmässiger erscheint, auf gemeinschaftliche Kosten angeschafft und unterhalten werden.

h) Das Postpersonengeld und das Ueberfrachtporto bezieht jede Verwaltung nach ihrem eigenen Tarife bis zur gegenüberliegenden Grenzpoststation. Das Freigewicht beim Passagiergepäck bestimmt jede Verwaltung für die ihr hiernach zustehende Bezugsstrecke. Aufmöglichste Gleichmässigkeit der diesfallsigen Tarifsätze und Bestimmungen wird Bedacht genommen werden.

i) Die Staatsposten, sowie das dazu gehörige Nebenfuhrwerk, desgleichen die ledig zurückkehrenden Postpferde und Postfuhrwerke sind beiderseitig von Erlegung der Wege-, Brücken-, Pflaster-, Fährgelder und sonstigen Communicationsabgaben befreit.

Artikel 7.

Zwischen welchen österreichischen und russischen Postanstalten und Eisenbahn-Postbureaus directe Briefe oder Frachtkartenschlüsse, sei es beim Austausche zu Lande oder auf dem Wege zur See (Art. 5), zu unterhalten sind, desgleichen, wie oft und in welchem Umfange dieser Kartenwechsel stattzufinden hat, bleibt der nach Massgabe des veränderlichen Bedürfnisses zu treffenden jedesmaligen Verständigung der beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten.

Rücksichtlich derjenigen Brief- und Fahrpostsendungen, welche aus dem österreichischen Postgebiete nach russischen Provinzen und vice versa im Wege der Durchführung durch die dem Statthalter des Königreiches Polen untergeordneten Provinzen zu befördern sind, soll es bis auf Weiteres, wie folgt, gehalten werden:

Die Briefpostgegenstände werden zwischen österreichischen und russischen Postanstalten in directen geschlossenen Briefpacketen, welche durch Polen durchgeführt werden, ausgetauscht. Es bleibt jedoch vorbehalten, sobald es mit den Postrechnungs- und Betriebsverhältnissen bei den russischen und polnischen Postanstalten sich vereinigen lässt, an die Stelle jener geschlossenen directen Briefpackete die einzelne Ueberlieferung der Briefpostgegenstände an die polnischen Postanstalten behufs der Umspedition treten zu lassen.

1866 Fahrpostgegenstände werden den polnischen Postanstalten behufs der Umspedition nach den russischen Provinzen, respective behufs der Umspedition nach dem österreichischen Postgebiete, mittelst besonderer Frachtkarten zugeführt. Diese Frachtkarten haben auf die polnischen Postanstalten zu lauten; es werden darin die jedesmal vorhandenen, zur Durchführung durch Polen bestimmten Fahrpostgegenstände, auch wenn dieselben nach verschiedenen Orten gerichtet sind, zusammen verzeichnet. Die für Orte in Polen selbst bestimmten Fahrpostgegenstände werden jedoch in andere Frachtkarten aufgenommen. Uebrigens bleibt dem gemeinsamen Ermessen der beiderseitigen Postverwaltungen die weitere Vereinfachung dieser Expeditionsweise vorbehalten.

Es wird zur Verminderung der Anzahl der directen Briefkartenschlüsse darauf Bedacht genommen werden, die Thätigkeit der ambulanten Bureaus in dem Eisenbahnpostwagen, soweit die Natur dieses Betriebes es gestattet, zu erweitern.

Artikel 8.

Für die gegenseitige Zuführung der Postsendungen soll der Grundsatz entscheidend sein, dass die Sendungen stets auf demjenigen Wege befördert werden, welcher die meiste Beschleunigung gewährt; bei gleicher Beschleunigung ist der für das Publikum billigere oder dem Correspondenten einen sonstigen Vortheil gewährende Weg zu wählen. In allen Fällen jedoch, wo der Absender auf der Adresse einen bestimmten Speditionsweg vorgeschrieben hat, ist dieses Verlangen des Absenders als massgebend zu erachten und die Spedition demgemäss zu bewirken.

Zur Vermeidung unrichtiger Speditionen werden Tabellen angefertiget werden, aus denen ersichtlich ist, wie die Sendungen seitens der einzelnen Postanstalten zu instradiren sind. Wird durch Aenderungen im Gange der Eisenbahnzüge oder im Postenlauf eine andere Spedition bedingt, so werden sich die beiderseitigen Postbehörden rechtzeitig davon in Kenntniss setzen.

Artikel 9.

Zu den Briefpostsendungen gehören:

gewöhnliche und recommandirte Briefe, gedruckte Sachen unter Kreuz- oder Streifband;

offene gedruckte Karten;

Sendungen mit Waarenproben und Mustern;

Zeitungen und Zeitschriften.

Das Gewicht einer Briefpostsendung soll in der Regel 250 Gramm, entsprechend 19 1/2 Loth russisch Gewicht und 15 Loth Zollgewicht, nicht überschreiten; bezüglich der Sendungen mit

Waarenproben und Mustern sind jedoch die aus den Zollgesetzen 1866
beider Länder sich ergebenden Gewichtsbeschränkungen massgebend.

Wegen der Fahrpostsendungen siehe Artikel 21 u. folg.

Artikel 10.

Das Porto für die Briefe zwischen dem kaiserlich russischen und dem kaiserlich österreichischen Postgebiete wird, wie folgt, normirt:

1. Für Briefe zwischen dem kaiserlich russischen Postgebiete und den kaiserlich österreichischen Nachbarprovinzen: Galizien, der Bukowina und dem östlichen Theile von Schlesien:

a) sofern die Correspondenz aus einer kaiserlich russischen Grenzpostanstalt herrührt oder nach einer kaiserlich russischen Grenzpostanstalt bestimmt ist:
Gesammtporto für den einfachen frankirten Brief 10 Neukreuzer,
Gesammtporto für den einfachen unfrankirten Brief 15 Neukreuzer;

b) sofern die Correspondenz aus einer anderen kaiserlich russischen Postanstalt herrührt oder nach einer anderen kaiserlich russischen Postanstalt bestimmt ist:
Gesammtporto für den einfachen frankirten Brief 15 Neukreuzer,
Gesammtporto für den einfachen unfrankirten Brief 20 Neukreuzer.

2. Für Briefe zwischen dem kaiserlich russischen Postgebiete und den übrigen als den sub 1 genannten Theilen des österreichischen Postgebietes, sowie allen denjenigen Ländern des deutschen Postvereines, deren Correspondenz mit Russland durch Vermittlung der österreichischen Posten befördert wird:

Gesammtporto für den einfachen frankirten Brief 20 Neukreuzer,
Gesammtporto für den einfachen unfrankirten Brief 30 Neukreuzer.

Als Norm für den einfachen Brief gilt das Gewicht von 15 Gramm, entsprechend 1 Loth exclusive Zollgewicht und 1¼ Loth russisch Gewicht.

Für Briefe im Gewichte über 15 bis 30 Gramm inclusive wird das zweifache, im Gewichte über 30 bis 45 Gramm inclusive das dreifache und so fort für schwerere Briefe das entsprechend steigende Porto erhoben.

Die obigen Sätze kommen ohne Unterschied des Beförderungsweges in Anwendung.

Dem Absender steht es frei, gewöhnliche Briefe entweder zu frankiren oder unfrankirt abzusenden.

1866 Die obigen Gesammtportosätze werden zwischen der kaiserlich österreichischen und der kaiserlich russischen Postverwaltung halbscheidlich getheilt.

Bei allen zwischen österreichischen und russischen Postanstalten zur Auswechslung kommenden Briefpostsendungen erfolgt die gegenseitige Zutaxirung, respective Vergütung des Porto, und zwar sowohl des österreichischen und russischen, als auch des fremden Porto ausschliesslich in Gulden und Kreuzern österreichischer Währung.

In Russland werden die Gesammtportosätze von 10, 15, 20 und 30 Kreuzern österreichischer Währung von den dortigen Correspondenten mit 7, 10, 14 und 20 Kopeken Silber erhoben.

Artikel 11.

Für die Localcorrespondenz zwischen den gegenüberliegenden Grenzpostanstalten soll das Gesammtporto nur 5 Kreuzer für den einfachen Brief betragen; dasselbe wird zwischen der österreichischen und der russischen Postverwaltung ebenfalls halbscheidlich getheilt. Bei der Zutaxirung, respective Vergütung des Porto, wird nach Artikel 10 verfahren.

In Russland wird für jenen Satz der Betrag von 3 Kopeken Silber für den einfachen Brief erhoben; bei schwereren Briefen finden die Beträge an Kopeken Silber Anwendung, wie sie aus der im Artikel 10 enthaltenen Gegenüberstellung der Kopeken Silber mit dem betreffenden Satze in österreichischer Währung sich ergeben. Diejenigen Postanstalten, für welche diese ermässigte Taxe einmal gilt, sollen dieselbe auch in dem Falle behalten, dass an der Poststrasse neue Stationen zwischen jenen Grenzpostanstalten eingerichtet oder sonstige, auf die Verhältnisse der Grenzpostverbindungen bestimmend einwirkende Veränderungen vorgenommen werden sollten.

Ein Zuschlagporto für die unfrankirte Localcorrespondenz kommt nicht in Anwendung.

Artikel 12.

Es steht dem Versender frei, Briefe zu recommandiren. Dergleichen Briefe müssen frankirt werden. Es wird für dieselben das Porto, wie für gewöhnliche Briefe und eine Recommandationsgebühr erhoben. Diese Gebühr beträgt 10 Kreuzer österreichische Währung, respective 7 Kopeken Silber für jeden recommandirten Brief ohne Unterschied des Gewichtes; dieselbe wird ausschliesslich von der Postverwaltung des Absendungsgebietes erhoben und bezogen.

Dem Absender eines recommandirten Briefes steht die Befugniss zu, auf der Adresse zu verlangen, dass ihm das von dem Empfänger

vollzogene Recepisse zugestellt werde; in diesem Falle muss die 1866
Rücksendung des vollzogenen Empfangscheines nach dem Aufgabeorte des Briefes unverzögert erfolgen. Für die Beschaffung des Recepisses hat der Absender bei der Auflieferung des Briefes eine weitere Gebühr von 10 Kreuzern österreichischer Währung, respective 7 Kopeken Silber zu entrichten.

Diese Gebühr wird gleichfalls von der absendenden Postverwaltung ungetheilt bezogen. Bei der Rücksendung der Recepisse findet ein Gebührenansatz nicht statt. Geht ein recommandirter Brief verloren, so soll die Postverwaltung, in deren Bereich derselbe aufgegeben ist, gehalten sein, dem Absender, sobald der Verlust festgestellt ist, eine Entschädigung von 21 Gulden in Oesterreich oder 13 Rubel Silber in Russland zu zahlen, vorbehaltlich des Regresses an diejenige Postverwaltung, in deren Bereich der Verlust erweislich stattgefunden hat.

Die Reclamation muss innerhalb eines Jahres, vom Tage der Aufgabe des Briefes an gerechnet, erhoben werden, widrigenfalls jede Verpflichtung zur Entschädigung aufhört.

Eine Werthsangabe ist, wie bei allen Briefpostsendungen, so auch bei recommandirten Briefen unzulässig.

Artikel 13.

Zur Versendung unter Streif- oder Kreuzband sollen zugelassen werden: Zeitungen und Zeitschriften, sonstige gedruckte, lithographirte, metallographirte oder anderweit auf mechanischem Wege hergestellte, zur Beförderung mit der Briefpost geeignete Gegenstände, ausgenommen die mittelst der Copirmaschine oder mittelst durch Druck angefertigten Schriftstücke.

Bis zum Gewicht von 40 Gramm inclusive, entsprechend $2^1/_2$ Loth Zollgewicht und $3^1/_4$ Loth russisch Gewicht, wird das einfache Porto, und für jede fernere 40 Gramm um ein einfaches Porto mehr eingehoben. Das Porto wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Porto wird nach Artikel 10 verfahren.

In Oesterreich wird für das	einfache	Gewicht	das Porto	mit	3 kr.
„ „	zweifache	„	„	„	5 „
„ „	dreifache	„	„	„	8 „
„ „	vierfache	„	„	„	10 „
„ „	fünffache	„	„	„	13 „
„ „	sechsfache	„	„	„	15 „

eingehoben.

In Russland wird für das einfache Gewicht der Betrag mit 2 Kopeken Silber, für das zweifache mit 4, das dreifache mit 6, das

1866 vierfache mit 7, das fünffache mit 9 und das sechsfache in der Regel höchste Gewicht mit 10 Kopeken Silber erhoben.

Die Sendungen müssen bis zum Bestimmungsorte frankirt und unter Band dergestalt verpackt sein, dass der Inhalt leicht ersichtlich ist. Ausser der Adresse des Empfängers darf nur die Unterschrift des Absenders und die Angabe des Ortes und Datums handschriftlich hinzugefügt werden. Den Correcturbögen dürfen jedoch auch die auf die Herstellung im Drucke bezüglichen Bemerkungen handschriftlich hinzugefügt werden.

Sendungen unter Band, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt sind, sollen im gegenseitigen Verkehre nicht zur Absendung gelangen.

Wenn es sich jedoch um Sendungen unter Band nach und aus transatlantischen Postbezirken handelt, und bei solchen Sendungen eine völlige Durchfrankirung nicht erreichbar oder anwendbar ist, so soll die mangelnde oder unzulängliche Frankirung kein Hinderniss der Ab- und Weitersendung bieten, in solchen Fällen auch für die deutsche und russische Beförderungsstrecke nur die ermässigte Taxe für Sendungen unter Band in Ansatz kommen.

Soferne bei Sendungen unter Band die Beschränkung des Inhaltes auf gedruckte Sachen den vorangeschickten Anforderungen nicht entspricht, erfolgt zwar die gegenseitige Zuführung der Sendungen; dieselben werden jedoch alsdann wie unfrankirte Briefe behandelt und taxirt.

Artikel 14.

Gedruckte und sonst nach den Festsetzungen des Artikels 13 vervielfältigte Anzeigen aller Art, z. B. Geschäftsaviso, Preiscourants u. s. w. können gegen ermässigtes Porto auch mittelst offener Karten ohne Band expedirt werden.

Dergleichen Karten dürfen die Grösse einer Briefsendung, die ungebrochen noch in ein gewöhnliches Briefbund verpackt werden kann, nicht überschreiten; ebenso wenig dürfen dieselben etwa unverhältnissmässig klein sein. Das Papier muss aus einem dem Cartonpapier ähnlichen und daher festen Stoffe bestehen. An handschriftlichen Vermerken darf auf der Karte — ausser des Adresse des Empfängers — nur die Unterschrift des Absenders und die Angabe des Ortes und Datums bezeichnet sein.

Das Porto beträgt 3 Neukreuzer pro Stück, muss vom Absender entrichtet werden, und wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Porto wird nach Artikel 10 verfahren. In Russland wird für jenen Satz der Betrag von 2 Kopeken Silber erhoben. Die kaiserlich russischen Postanstalten werden dergleichen Karten zur Absendung annehmen, nach dem österreichischen Postgebiete und nach allen denjenigen Ländern des

deutschen Postvereines, wohin die Sendungen aus Russland durch 1866
Vermittlung der österreichischen Posten befördert werden.

In der Richtung nach Russland sollen bis auf weiters dergleichen Karten nur, wenn sie nach Petersburg, Moskau, Odessa, Riga und anderen grossen Städten gerichtet sind, zur Absendung gelangen, bis die kaiserlich russische Postverwaltung eine weitere Ausdehnung dieser Einrichtung für anwendbar befunden haben wird.

Karten, welche nicht vollständig frankirt sind oder sonst den obigen Bedingungen nicht entsprechen, werden gegenseitig nicht zugeführt.

Artikel 15.

Sendungen mit Waarenproben und Mustern unterliegen dem einfachen Porto bis zum Gewichte von 40 Gramm einschliesslich, entsprechend $2^1/_2$ Loth Zollgewicht und $3^1/_4$ Loth russisches Gewicht. Bei schwereren Sendungen tritt für je 40 Gramm ein einfacher Portosatz hinzu. Das Porto wird zwischen den beiden Postverwaltungen halbscheidlich getheilt. Bei der Vergütung des Porto wird nach Artikel 10 verfahren. In Russland und in Oesterreich werden für Waarenproben und Muster dieselben Portosätze eingehoben, wie für Sendungen unter Band (Artikel 13).

Die Sendungen mit Waarenproben oder Mustern müssen bis zum Bestimmungsorte frankirt und unter Band gelegt, oder anderweitig dergestalt verpackt sein, dass über ihre Natur kein Zweifel obwalten kann; sie dürfen keinen Kaufwerth haben, und müssen den aus den Zollgesetzen jedes der beiden Länder sich ergebenden Bedingungen entsprechen. Ein Brief darf diesen Sendungen nicht beigefügt sein, auch dürfen dieselben keinen anderen handschriftlichen Vermerk tragen, als die Adresse des Empfängers, die Fabrik- oder Handelszeichen einschliesslich der Firma des Absenders, sowie Nummern und Preise.

Sendungen mit Waarenproben und Mustern, welche unfrankirt oder unzureichend frankirt sind, sollen im gegenseitigen Verkehre nicht zur Absendung gelangen. Wenn es sich jedoch um Sendungen mit Waarenproben und Mustern nach und aus transatlantischen Postbezirken handelt und bei solchen Sendungen eine völlige Durchfrankirung nicht erreichbar oder anwendbar ist, so soll die mangelnde oder unzulängliche Frankirung kein Hinderniss der Ab- und Weitersendung bieten, in solchen Fällen auch für die deutsche und russische Beförderungsstrecke nur die ermässigte Taxe für Sendungen mit Waarenproben und Mustern in Ansatz kommen. Soferne die Beschränkung des Inhaltes auf Waarenproben und Muster den vorangeschickten Anforderungen nicht entspricht, erfolgt zwar die gegenseitige Zuführung der Sendungen, dieselben werden jedoch alsdann wie unfrankirte Briefe behandelt und taxirt.

1866

Artikel 16.

Der kaiserlich österreichischen und der kaiserlich russischen Postverwaltung soll es vorbehalten bleiben, sich über etwaige, aus dem wechselnden Verkehrsbedürfnisse entspringende Abänderungen in den Bedingungen für die Versendung unter Band (Artikel 13), für die Versendung von offenen Karten (Artikel 14) und für die Beförderung der Waarenproben und Muster (Artikel 15) unmittelbar zu verständigen. Wenn übrigens die Erfahrungen ergeben sollten, dass die Versendung der offenen Karten nach Russland überhaupt nicht beizubehalten sei, so werden auch darüber die beiderseitigen Postverwaltungen sich einverstehen.

Artikel 17.

Bei gewöhnlichen und recommandirten Briefen nach dem österreichischen Postgebiete und nach allen denjenigen Ländern des deutschen Postvereines, wohin die Sendungen aus Russland durch Vermittlung der österreichischen Posten befördert werden, soll es dem auf kaiserlich russischen Gebiete befindlichen Absender zustehen, das Verlangen einer am Bestimmungsorte zu bewirkenden Expressbestellung auszudrücken, soferne dergleichen Briefe nach einem Postorte selbst, mithin nach einem Orte bestimmt sind, woselbst sich eine Postanstalt befindet.

Das Verlangen der Expressbestellung muss durch den Absender auf der Aussenseite des Briefes durch den Vermerk: durch Expressen zu bestellen oder à remettre par exprès bezeichnet sein.

Der Absender muss dergleichen Briefe frankiren, und für die Expressbestellung eine Gebühr, welche vorbehaltlich späterer Aenderung auf 10 Kopeken Silber (15 Kreuzer) normirt ist, entrichten; diese letzte Gebühr ist der Postverwaltung des Bestimmungslandes in Vergütung zu bringen.

Expressbriefe werden sogleich nach ihrer Ankunft am Bestimmungsorte durch einen besonderen Boten an den Adressaten bestellt.

In entsprechender Weise darf bei gewöhnlichen Briefen nach dem kaiserlich russischen Postgebiete, und zwar bei Briefen, die nach St. Petersburg, Moskau, Odessa, Riga und anderen grossen Städten gerichtet sind, die Expressbestellung vom Absender vorgeschrieben werden. Neben dem gewöhnlichen Porto für den Brief ist in dieser Richtung eine Gebühr von 20 kr. (14 Kopeken Silber) zu entrichten, welche Gebühr an die kaiserlich russische Postverwaltung zu vergüten ist. Im Uebrigen finden auch in dieser Richtung wegen der äusseren Bezeichnung der Expressbriefe, wegen Vorausbezahlung des Porto und der Expressgebühr, wegen der etwaigen Abänderung der Postgebühr und wegen sofortiger Abtragung der Expressbriefe die vorhergegangenen Grundsätze Anwendung.

Dergleichen Expressbriefe nach dem kaiserlich russischen Post- 1866
gebiete dürfen jedoch nicht recommandirt sein.

Indem die beiderseitigen Postverwaltungen sich vorbehalten, nach Massgabe der gewonnenen Erfahrung die in gegenwärtigem Artikel vereinbarten Grundsätze dem Bedürfnisse entsprechend zu modificiren, soll ausserdem der kaiserlich russischen Postverwaltung das Recht gewahrt sein, soferne dieselbe bei Durchführung dieser Einrichtung erhebliche Hindernisse finden sollte, in Anspruch zu nehmen, dass bei Briefen in der Richtung nach dem kaiserlich russischen Postgebiete von dem Verlangen der Expressbestellung abgesehen werde.

Artikel 18.

Die Absender können sich zur Frankirung der Briefpostsendungen der im Ursprungslande Anwendung findenden Postfreimarken bedienen.

Wenn die auf einer Briefpostsendung befindlichen Postfreimarken einen geringeren Werth, als den für die Frankirung bis zum Bestimmungsorte erforderlichen Portobetrag darstellen, so soll — soferne nach den Artikeln 13, 14 und 15 die Zuführung nicht zu beanständen ist, oder nach den Artikeln 13 und 15 für transatlantische Sendungen nicht eine besondere Rücksichtnahme vorgesehen ist — die unzulänglich frankirte Briefpostsendung als unfrankirter Brief behandelt und taxirt werden, jedoch der Werth der verwendeten Marken zugute gerechnet werden. Es wird in solchem Falle die Verwaltung, welche die Sendung zuführt, sich den Portoantheil ansetzen, welcher derselben gebührt, wenn sie einen unfrankirten Brief zuführt; hingegen wird dieselbe Verwaltung den Betrag, welcher durch Marken frankirt war, an diejenige Verwaltung in Vergütung stellen, an welche die Zuführung der Sendung erfolgt.

Wenn das von dem Adressaten zu entrichtende Ergänzungsporto einen Bruch unter 1 Kreuzer oder unter 1 Kopeken Silber ergibt, so wird dieser Bruchtheil bei der Erhebung auf 1 Kreuzer oder 1 Kopeken Silber abgerundet werden.

Sind von dem Absender einer Briefpostsendung zu viel Marken verwendet, so kann eine Erstattung des Mehrbetrages nicht beansprucht werden. Der Ueberschuss über den tarifmässigen Portobetrag verbleibt in solchem Falle der absendenden Postverwaltung.

Artikel 19.

Die Postverwaltungen von Oesterreich und Russland werden gemeinsam die speciellen Bedingungen feststellen, welche in Gemässheit der zur Zeit bestehenden oder in der Folge abzuschliessenden Postverträge auf die im Einzelntransit durch eines der beiden oder

1866 durch beide Postgebiete zu befördernde Correspondenz aus oder nach dritten Ländern Anwendung zu finden haben.

Dabei soll der Grundsatz massgebend sein, dass die gedachten Briefpostsendungen für die Beförderung über das russische und österreichische, beziehungsweise das deutsche Vereinspostgebiet denselben Portosätzen unterliegen, welche in den vorhergehenden Artikeln 10, 13 und 15 für die internationale Correspondenz vereinbart sind. Es wird mithin das österreichische, respective deutsche Transitporto beispielsweise für den einfachen frankirten Brief 10 kr. betragen, mit alleiniger Ausnahme der wenigen, der kaiserlich russischen Postverwaltung bezeichneten Correspondenzzweige, in Bezug auf welche einstweilen der bisherige deutsche Transitportosatz von 15 kr. auch für den einfachen frankirten Brief bis zur Beendigung der dieserhalb schwebenden Verhandlungen des deutschen Postvereines noch aufrecht erhalten bleiben muss.

Nach gleichen Grundsätzen wird das Transitporto für gedruckte Sachen unter Band und für Sendungen mit Waarenproben oder Mustern bestimmt.

Ausser dem nach Vorstehendem sich ergebenden Transitporto ist an die Verwaltung des transitleistenden Gebietes das nach den Verträgen dieser Verwaltung mit den Postverwaltungen der betreffenden fremden Länder sich ergebende fremde Porto zu vergüten.

Zur Vereinfachung der vom Publikum zu erhebenden Taxen und zur Erleichterung der gegenseitigen Berechnung können die nach Vorstehendem sich ergebenden Vergütungsbeträge auf Durchschnittssätze zurückgeführt werden, über deren Feststellung die beiderseitigen Postverwaltungen sich verständigen werden. Wenn demnächst durch weitere Verträge der Portoantheil solcher fremder Länder für Correspondenz nach und aus dritten Gebieten eine Veränderung in der Art erleiden sollte, dass der für Russland bis dahin bestandene Durchschnittssatz dem betreffenden fremden Portoantheile nicht mehr entspräche, so wird ein neuer Durchschnittssatz durch Verständigung zwischen der kaiserlich österreichischen und der kaiserlich russischen Postverwaltung hergestellt werden.

Artikel 20.

Der kaiserlich russischen Postverwaltung soll das Recht zustehen, geschlossene Briefpackete an nicht österreichische italienische Postämter auf dem Wege durch Oesterreich abzusenden und von denselben zu beziehen.

Die der österreichischen Postcasse zu entrichtende Transitgebühr soll betragen:

40 Neukreuzer für je 30 Gramm Briefe;

2 Neukreuzer für je 40 Gramm Zeitungen, Drucksachen, 1866
Waarenproben und Muster.

Diese Transitvergütung wird nach dem Nettogewichte der Correspondenzen geleistet.

Sendungen mit Waarenproben und Mustern müssen, um zum Transit gegen die ermässigte Vergütung von 2 Neukreuzern für 40 Gramm zugelassen zu werden, den Bedingungen entsprechen, welche im Artikel 15 für die im Verkehre zwischen Oesterreich und Russland zur Versendung gelangenden Waarenproben und Muster vorgezeichnet sind.

Artikel 21.

Zu den Fahrpostsendungen gehören:

die Briefe, auf deren Adressen ein bestimmter Werth angegeben ist;

die Geld- und Packetsendungen nebst den dazu gehörigen Begleitbriefen.

Die Ueberlieferung der Fahrpostsendungen, gleichviel, ob im internationalen oder im Transitverkehre, soll vorerst nur im Wege des unmittelbaren Austausches (Artikel 5) mittelst der zwischen den österreichischen und russischen Postanstalten zu wechselnden Frachtkartenschlüsse (Artikel 7) bewirkt werden.

Hinsichtlich der Behandlung der Fahrpostsendungen bei der Aufgabe und bei der Abgabe gelten die in jedem Staate bestehenden besonderen Vorschriften. Insoweit die Zulassung der Fahrpostsendungen zur Postbeförderung in dem Bestimmungslande von der Erfüllung besonderer Vorschriften in Absicht auf die Beschaffenheit, den Inhalt, die Verpackung etc. der Sendungen, oder auf die Form, Anzahl etc. der Begleitpapiere abhängig ist, werden die beiden Postverwaltungen einander von den betreffenden Bestimmungen fortlaufend in Kenntniss halten. Sollte eine der beiderseitigen Grenzpostanstalten, wenn derselben Fahrpostsendungen zugeführt werden, die Verpackung für unzureichend erachten, um die Weitersendung zu bewirken, so soll der Grenzpostanstalt das Recht zustehen, die Uebernahme der Sendung bis dahin zu beanständen, dass die überliefernde Grenzpostanstalt für eine dem Bedürfnissfalle entsprechende anderweitige Verpackung gesorgt haben wird.

Die österreichischen Postanstalten bedienen sich bei der Fahrpost des Wiener Gewichtes, die russischen Postanstalten des russischen Gewichtes.

Postvorschüsse sind nur insoweit anwendbar, als dieselben bei den nach kaiserlich russischen Postanstalten gerichteten Sendungen, und zwar als Transportsauslagen, Spesen oder Zollgebühren vorkommen, wie dieselben hauptsächlich nur bei den von Spediteuren zur Post gelangenden Sendungen sich ergeben können; Postvorschüsse,

1866 durch welche der eigentliche Werth der Waare eingezogen werden soll, sind überhaupt im gegenseitigen Verkehre nicht anwendbar.

Artikel 22.

Die einer Zollbehandlung unterliegenden Fahrpostsendungen folgen der Leitung, welche die Zollgesetze vorschreiben (Artikel 8).

Die österreichische und die russische Verwaltung entsagen sich jeder Verantwortlichkeit für die Richtigkeit der Declarationen.

Wenn ein Absender Gegenstände unter einer unrichtigen Declaration zur Beförderung übergeben sollte, so treffen ihn die daraus entstehenden Folgen und die durch die Gesetze bestimmten Strafen.

Besteht der Inhalt der Sendungen aus Gegenständen, deren Einfuhr nach den Zollgesetzen in Russland verboten ist, so sollen die Sendungen, sofern der Inhalt richtig declarirt ist, von der Grenze zurückgesandt werden. Es tritt mithin in diesem Falle eine Confiscation der Sendungen nicht ein.

Artikel 23.

Das Porto für die Fahrpostsendungen setzt sich zusammen:

A. Für Sendungen nach und aus dem österreichischen Postgebiete:

1. aus dem österreichischen internen Porto vom Abgangsorte im österreichischen Postgebiete bis zu der betreffenden österreichischen Grenzausgangspostanstalt, oder umgekehrt von der betreffenden österreichischen Grenzeingangspostanstalt bis zum Bestimmungsorte im österreichischen Postgebiete

nach dem Tarife, welcher für die internen österreichischen Fahrpostsendungen gilt;

2. aus dem russischen internen Porto von der betreffenden russischen Grenzeingangspostanstalt bis zum Bestimmungsorte in Russland, oder umgekehrt vom Abgangsorte in Russland bis zu der betreffenden russischen Grenzausgangspostanstalt

nach dem Tarife, welcher für die internen russischen Fahrpostsendungen gilt.

B. Für die Sendungen nach und aus dem nichtösterreichischen Postvereinsgebiete:

1. Aus dem deutschen Vereinsfahrpostporto vom Abgangsorte im Postvereinsgebiete bis zur österreichischen Grenzausgangspostanstalt, oder umgekehrt von der österreichischen Grenzeingangspostanstalt bis zum Bestimmungsorte im Postvereinsgebiete

nach dem Tarife, welcher für die Vereinsfahrpostsendungen gilt.

Als österreichische Grenzpostanstalten in Betreff der Vereinsfahrpostsendungen gelten, vorbehaltlich der aus den wechselnden Einrichtungen sich ergebenden Modificationen:

a) Szczakowa 1866
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Granica oder Michalowice eingehen oder abgesandt werden;

b) Brody
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Tarnogrod, Tomaszow oder Radziwilow eingehen oder abgesandt werden;

c) Bojan
hinsichtlich aller Sendungen, welche über Hussiatyn oder Nowoselica eingehen oder abgesandt werden.

2. Aus dem russischen internen Porto, wie *ad A* 2.

C. Für die Sendungen nach und aus fremden, nicht zum Postvereine gehörigen Staaten:

1. aus dem fremden Porto;

2. aus dem österreichischen oder dem deutschen Vereinsporto von der Grenze des österreichischen oder beziehungsweise des deutschen Vereinspostgebietes bis zu der betreffenden österreichischen Grenzausgangspostanstalt, oder umgekehrt von der betreffenden österreichischen Grenzeingangspostanstalt bis zur österreichischen, beziehungsweise deutschen Vereinspostgebietsgrenze

nach dem Tarife, welcher auf die Fahrpostsendungen der betreffenden fremden Staaten nach und aus Oesterreich, beziehungsweise dem Postvereine selbst Anwendung findet;

3. aus dem russischen internen Porto wie *ad A* 2.

Artikel 24.

Für die bei einer der österreichischen Grenzpostanstalten aufgelieferten, über die gegenüberliegende russische Grenzpostanstalt hinausgehenden Sendungen, sowie für die nach einer österreichischen Grenzpostanstalt bestimmten, nicht bei der gegenüberliegenden russischen Grenzpostanstalt aufgelieferten Sendungen wird

das österreichische interne Porto

nach den Sätzen, wie für die geringste Entfernung erhoben.

Für die bei einer der russischen Grenzpostanstalten aufgelieferten, über die gegenüberliegende österreichische Grenzpostanstalt hinausgehenden Sendungen, sowie für die nach einer russischen Grenzpostanstalt bestimmten, nicht bei der gegenüberliegenden österreichischen Grenzpostanstalt aufgelieferten Sendungen wird

das russische interne Porto

gleichfalls nach den Sätzen, wie für die geringste Entfernung erhoben.

Artikel 25.

Hinsichtlich der Localfahrpostsendungen zwischen den beiderseitigen gegenüberliegenden Grenzpostanstalten wird folgende Bestimmung getroffen:

1866 Für frankirte Localsendungen aus und für unfrankirte Localsendungen nach den österreichischen Grenzpostanstalten wird das Porto nach den Sätzen, wie für die geringste Entfernung

nach dem österreichischen Fahrposttarife berechnet.

Für frankirte Localsendungen aus und für unfrankirte Localsendungen nach den russischen Grenzpostanstalten wird das Porto nach den Sätzen, wie für die geringste Entfernung

nach dem russischen internen Fahrposttarife berechnet.

Das für die gedachten Localfahrpostsendungen zu erhebende Porto wird zwischen den beiderseitigen Postverwaltungen halbscheidlich getheilt.

Artikel 26.

Die Fahrpostsendungen aus Oesterreich und dem deutschen Postvereinsgebiete nach Russland, sowie die Fahrpostsendungen aus Russland nach Oesterreich und dem deutschen Postvereinsgebiete können

1. unfrankirt, oder
2. bis zur betreffenden Grenzpostanstalt frankirt, oder
3 ganz frankirt abgesandt werden.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden sich, um die richtige Francatur über die Grenze hinaus thunlichst zu erleichtern, gegenseitig ausgerechnete Tarife mittheilen, in welchen die hauptsächlich vorkommenden Versendungen zwischen grösseren Plätzen verzeichnet stehen. Ausserdem werden die beiderseitigen Postverwaltungen ihre Postanstalten dahin anweisen, dass, sofern die Ausrechnung des richtigen Francobetrages nicht mit Sicherheit zu ermöglichen ist, von der Beifügung eines Francozettels Gebrauch gemacht werde, damit die Sendung dem Adressaten frei von Porto behändigt und der wirklich entstandene Portobetrag auf Grund des kostenfrei zurückkehrenden Francozettels vom Absender nachträglich eingezogen werde.

Bis zu welchen Punkten die Francatur der Fahrpostsendungen aus Russland nach fremden, nicht zum deutschen Postvereine gehörigen Staaten statthaft ist, und inwieweit dabei ebenfalls von Francozetteln Gebrauch gemacht werden kann, wird durch gegenseitige Verständigung der beiden Postverwaltungen bestimmt.

Die Fahrpostsendungen aus fremden, nicht zum deutschen Postvereine gehörigen Staaten nach Russland können unfrankirt oder bis zur österreichischen Ein- oder Ausgangsgrenzpostanstalt frankirt oder auch ganz frankirt, eventuell unter dem Gebrauche von Francozetteln abgesandt werden.

Artikel 27.

Bei etwaigem Verluste oder bei Beschädigung einer Fahrpostsendung hat jede Postverwaltung nach Massgabe der dieserhalb

bestehenden oder noch zu erlassenden landesherrlichen Verordnungen 1866
bis zum Orte der Uebergabe der Post, d. h. soweit sie den Transport zu besorgen hat, Garantie zu leisten, wobei jeder Theil für die Untreue, Schuld oder Nachlässigkeit seiner Postbeamten oder der sonst bei der Post beschäftigten Personen verantwortlich bleibt.

Sofern der Verlust oder die Beschädigung ausserhalb des österreichischen Postgebietes, aber auf dem Gebiete einer anderen deutschen Postvereinsverwaltung sich ereignet hat, sind für die Beurtheilung der Haftverbindlichkeit die jedesmal geltenden Festsetzungen des deutschen Postvereinsvertrages als massgebend zu erachten.

Wenn der Verlust oder die Beschädigung sich auf dem Gebiete einer ausserdeutschen Postverwaltung oder bei Privatunternehmungen in dritten Staatsgebieten ereignet hat, wird die österreichische Postverwaltung ihre Einwirkung behufs Erlangung des Ersatzes, und zwar nach Massgabe des zum Zwecke der Garantie declarirten Werthes ebenso geltend machen, als wenn dieselbe das Interesse eines in Oesterreich wohnhaften Absenders wahrzunehmen hätte.

Artikel 28.

Bei der Auswechslung der Fahrpostsendungen haben die österreichischen Postanstalten ihr Porto und ihre Auslagen in Gulden und Kreuzern österr. Währung (1 Gulden = 100 kr.) anzusetzen, und das der russischen Postverwaltung zustehende Franco in Silberkopeken (100 Kopeken = 1 Silberrubel) zu vergüten, die russischen Postanstalten dagegen ihr Porto und ihre Auslagen in Silberkopeken anzusetzen, das Franco aber in Gulden und Kreuzern österr. Währung zu vergüten. Insoweit eine Reduction der einen Währung in die andere erforderlich ist, wird solche möglichst genau nach dem für die Generalabrechnung vereinbarten Werthverhältnisse bewirkt werden.

Artikel 29.

Die Generalabrechnung zwischen der kaiserlich österreichischen und der kaiserlich russischen Postverwaltung soll vierteljährlich bewirkt werden, und zwar einerseits durch die k. k. Centralbuchhaltung für Communicationen in Wien und anderseits durch das Hofpostamt in St. Petersburg, beziehungsweise für Polen durch das Postamt in Warschau.

Der Abschluss der Abrechnung ist in österr. Währung auszudrücken, zu welchem Behufe die in russischer Währung erscheinenden Beträge nach dem Verhältnisse von einem Rubel Silber zu einem Gulden sechzig Kreuzer auf österr. Währung zurückgeführt werden.

1866 Nach Feststellung der Abrechnung soll die Saldirung ungesäumt erfolgen, und zwar:

a) in Wechseln auf Wien, wenn eine Forderung für die österreichische Postverwaltung entfällt;

b) in Wechseln auf St. Petersburg, beziehungsweise auf Warschau, wenn eine Forderung für die russische Postverwaltung entfällt.

Die durch die Leistung der Zahlung entstehenden Kosten werden stets von dem zahlungspflichtigen Theile getragen.

Artikel 30.

Die Correspondenz zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und den Mitgliedern des kaiserlich österreichischen Regentenhauses einerseits und Seiner Majestät dem Kaiser von Russland und den Mitgliedern des kaiserlich russischen Regentenhauses anderseits wird portofrei befördert.

Die dienstlichen Mittheilungen russischer Regimenter an ihre österreichischen Ehren-Inhaber und österreichischer Regimenter an ihre russischen Ehren-Inhaber geniessen ebenfalls Portofreiheit.

Ferner wird die Correspondenz in reinen Staatsdienstangelegenheiten, welche zwischen den beiderseitigen Behörden untereinander geführt wird, portofrei befördert. Jedes Dienstschreiben, für welches Portofreiheit in Anspruch genommen wird, muss als Dienstsache bezeichnet und mit dem Dienstsiegel verschlossen sein, auch auf der Adresse die Benennung der absendenden Behörde enthalten.

Artikel 31.

Die beiden Postverwaltungen werden darüber wachen, dass im gegenseitigen Verkehre die bestehenden Gesetze und Verordnungen zur Aufrechthaltung des Postregals befolgt werden. Uebertretungen, welche von Unterthanen des einen Staates ausgegangen und in dem anderen Staate entdeckt worden sind, werden behufs Einleitung des weiteren Verfahrens nach den Gesetzen eines jeden Landes sogleich zur Kenntniss der betreffenden Postverwaltung gebracht werden.

Artikel 32.

Die beiderseitigen Postverwaltungen werden darauf halten, dass die Postbeamten, Conducteure, Postillons und Postboten, wenn ihr Beruf sie auf das jenseitige Gebiet führt, die dort bestehenden Steuer- und Zollgesetze nicht verletzen, auch eine Verletzung derselben durch andere nicht begünstigen.

Artikel 33.

Soweit Zeitungen und periodische Schriften von österreichischen Postanstalten bei russischen Postanstalten, oder von russischen Post-

anstalten bei österreichischen Postanstalten im Wege des Abonnements bezogen werden, sollen dafür den bestellenden Postanstalten keine höheren Preise, als diejenigen in Rechnung gestellt werden, für welche die, die Bestellung ausführende Postanstalt die betreffenden Zeitungen und Zeitschriften im eigenen Lande absetzt. 1866

Hiernach aufgestellte Preisverzeichnisse mit Angabe der Abonnementsbedingungen werden die beiderseitigen Postverwaltungen sich einander mittheilen.

Die Bestellung der Zeitungen und Zeitschriften wird durch nachbezeichnete Postanstalten ermittelt:

a) österreichischerseits durch die Zeitungsexpeditionen in Wien, Lemberg und Krakau;

b) russischerseits durch die Postanstalten in St. Petersburg, Moskau, Riga, Mitau, Wilna, Odessa und Warschau.

Die Verständigung über die nach den wechselnden Verhältnissen nöthig erscheinende Wahl anderer Orte bleibt den beiderseitigen Postverwaltungen vorbehalten.

Für die Dauer, auf welche die Abonnements angenommen werden, sind die in den beiderseitigen Preisverzeichnissen angegebenen Termine massgebend. Auf einen kürzeren Zeitraum, als der Termin nach den Zeitungspreisverzeichnissen beträgt, dürfen Abonnements nicht angenommen werden. Auf einen etwaigen längeren Zeitraum darf das Abonnement nur insoweit sich erstrecken, als dasselbe niemals über den Ablauf des betreffenden Kalenderjahres hinausgehen kann.

Die Abrechnung über den Zeitungsverkehr zwischen Oesterreich und Russland wird durch die beiderseitigen Postämter und Zeitungsexpeditionen, welche die Bestellung vermitteln, besorgt.

Die Saldirung erfolgt vierteljährig in Wechseln auf Wien unmittelbar nach Feststellung der Abrechnung. Auf das betreffende Saldo sind im Laufe des Quartals entsprechende Abschlagszahlungen zu leisten.

Durch die Festsetzungen des gegenwärtigen Artikels, sowie des Artikels 13, wird in keiner Weise das Recht der beiden Regierungen beschränkt, auf ihren respectiven Gebieten die Beförderung und die Bestellung der in den genannten Artikeln bezeichneten Gegenstände zu versagen, in Betreff deren den Gesetzen oder Verordnungen, welche die Bedingungen der Veröffentlichung oder des Vertriebes vorschreiben, nicht genügt sein sollte, sowie überhaupt die Lieferung oder den Absatz von Zeitungen im Postdebitswege zu beanstanden.

Artikel 34.

Abgesehen von der in den Artikeln 13 und 19 dieses Vertrages stipulirten Versendung nach dem Auslande der in Russland er-

1866 scheinenden Zeitungen und Zeitschriften unter Kreuzband gegen ein mässiges Porto wird es den Interessenten freigestellt, solche Zeitungen auch durch die russischen Zeitungsexpeditionen und durch die Zeitungsexpediton in Wien zu beziehen.

Demgemäss wird die kaiserlich österreichische Postverwaltung die Tarife für die Versendung nach dem Auslande der in Russland erscheinenden Zeitungen dem kaiserlich russischen Postdepartement mittheilen, und dasselbe von den Veränderungen, welche in diesen Tarifen eintreten sollten, rechtzeitig in Kenntniss halten.

Artikel 35.

Die Zuführung der Extraposten, Couriere und Estafetten erfolgt durch die beiderseitigen Grenzpoststationen.

Beide Verwaltungen werden sich die gegenseitigen Tarifsätze für die Estafettenbeförderung mittheilen. Jede Verwaltung vertritt die Bezahlung der von ihren Postanstalten abgesandten Estafetten. Die Rechnungen über die Estafettenbeförderungskosten werden durch die Hauptabrechnung saldirt.

Werthsdeclarationen sollen bei Estafettensendungen nicht zugelassen werden. Für den Verlust einer Estafettensendung wird dieselbe Entschädigung geleistet, wie für den Verlust eines recommandirten Briefes. (Artikel 12.)

Artikel 36.

Im Anschlusse an diesen Vertrag werden die kaiserlich österreichische und die kaiserlich russische Postverwaltung im Wege reglementarischer Vereinbarung oder im Correspondenzwege das Erforderliche zur Sicherstellung der übereinstimmenden Ausführung der getroffenen Festsetzungen wahrnehmen.

Artikel 37.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom $\frac{\text{13. März n. St.}}{\text{1. März a. St.}}$ 1866 ab ausgeführt werden. Von demselben Termine ab treten die bisher zwischen den beiden Postverwaltungen in Wirksamkeit gewesenen vertragsmässigen Bestimmungen ausser Kraft.

Der gegenwärtige Vertrag soll so lange in Giltigkeit bleiben, bis einer der beiden hohen vertragschliessenden Theile dem anderen Ein Jahr in voraus seine Absicht ankündigt, denselben aufzuheben. Die Aufkündigung soll nur zum $\frac{\text{20. December n. St.}}{\text{1. Janner a. St.}}$ jeden Jahres statthaft sein.

Artikel 38.

Die Ratificationsurkunden des gegenwärtigen Vertrages sollen in Wien innerhalb vier Wochen ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den 1866
Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Wien, am $\frac{\text{9. Februar n. St.}}{\text{28. Janner a. St.}}$ 1866.

(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
(L. S.) Graf Ernst *von Stackelberg* m. p.

so haben Wir nach Prüfung sämmtlicher Bestimmungen dieses Vertrages denselben gutgeheissen und genehmigt; versprechen auch mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachkommen, denselben seinem ganzen Inhalte nach zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet, und selber Unser kaiserliches Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen in Unserer königlichen Stadt Ofen den dreiundzwanzigsten Februar Eintausend achthundert sechzig sechs, Unserer Reiche im achtzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Seiner k. k. Apostolischen Majestät Allerhöchsten Befehl:
Maximilian Freiherr *von Gagern* m. p.
k. k. Hof- und Ministerialrath.

338.

20 février 1866.

Ordonnance provisoire concernant l'indroduction de cartes de passe-ports dans le Duché de Holstein.

(R. G. B. 1866, Nr. 43.)

Provisorische Verordnung vom 20. Februar 1866, betreffend die Einführung von Passkarten im Herzogthume Holstein.

Nachdem auf Antrag der kaiserlich-königlichen Statthalterschaft der Beitritt des Herzogthums Holstein zu der zwischen der Mehrzahl der deutschen Regierungen wegen der Legitimation der Reisenden durch Passkarten abgeschlossenen Vereinbarung ddo. Dresden den 21. October 1850 beschlossen, und den betheiligten Regierungen hiervon Anzeige gemacht worden, auch der Beitritt des Herzogthums Schleswig in Aussicht gestellt ist, so werden unter Vorbehalt der

1866 ständischen Genehmigung die auf diese Vereinbarung gegründeten nachstehenden Bestimmungen hiermit kundgemacht und zugleich verordnet, wie folgt:

§. 1. Das Gebiet, in welchem unter den nachfolgenden Vorschriften Passkarten ertheilt werden und Giltigkeit haben, umfasst sämmtliche Kronländer der österreichischen Monarchie, sämmtliche Provinzen des preussischen Staates, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Churhessen, Hessen-Darmstadt, Braunschweig, Mecklenburg-Schwerin, Nassau, Sachsen-Weimar, Sachsen-Coburg-Gotha, Sachsen-Meiningen-Hildburghausen, Sachsen-Altenburg, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg, Holstein, Anhalt, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt, Hessen-Homburg, Waldeck, Reuss älterer und jüngerer Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe-Detmold, Lübeck, Frankfurt am Main, Bremen und Hamburg.

§. 2. Die Angehörigen der im §. 1 gedachten Staaten sind, soweit nicht nach den §§. 3 bis 5 Beschränkungen eintreten, befugt, sich zu ihren Reisen innerhalb des Gebietes jener Staaten statt der vorgeschriebenen Pässe der Passkarten zu bedienen.

Auch Ausländer können, sofern sie nur einem der genannten Staaten angehören, von den betreffenden Behörden desjenigen Districts Passkarten erhalten, in welchem sie ihren Wohnsitz aufgeschlagen haben.

§. 3. Passkarten dürfen nur solchen Personen ertheilt werden, welche

1. der ausstellenden Behörde als vollkommen zuverlässig und sicher bekannt, auch

2. völlig selbstständig sind, und

3. in dem Bezirke der ausstellenden Behörde ihren Wohnsitz haben.

In Beziehung auf die Bedingungen unter 2 und 3 können ausnahmsweise Passkarten ertheilt werden:

a) Studirenden mit Zustimmung der betreffenden Universitätsbehörde, am Universitätsorte oder an ihrem, respective ihrer Eltern Wohnorte unter den Bedingungen sub *c)*;

b) Militärpersonen, mit Genehmigung ihrer Militärvorgesetzten, an ihrem jedesmaligen Aufenthaltsorte;

c) unselbstständigen Familiengliedern auf den Antrag des Familienhauptes (Vaters oder Vormundes), jedoch nur, wenn sie das 18. Lebensjahr überschritten haben;

d) Handlungsdienern, auf den besonderen Antrag ihrer Principale, am Wohnorte des Letzteren.

§. 4. Ehefrauen und Kinder, welche mit ihrem Ehegatten und Eltern, sowie Dienstboten, welche mit ihren Herrschaften reisen, werden durch die Passkarten der Letzteren legitimirt.

§. 5. Die Passkarten bleiben versagt: 1866

a) den wandernden Handwerksgesellen,

b) den Dienstboten und Arbeitsuchenden aller Art,

c) denen, welche ein Gewerbe im Umherziehen betreiben.

Jedoch sind unter den ausgeschlossenen Personen Kaufleute und Fabrikanten, respective deren Handlungsreisende, welche Waarenbestellungen nach Proben oder Mustern aufsuchen, nicht zu befassen.

§. 6. Die Passkarten, welche in allen im §. 1 gedachten Staaten nach einem übereinstimmenden Formulare und von gleicher Farbe ertheilt werden, und welche den Namen, Stand und Wohnort des Inhabers, sowie dessen Namensunterschrift und Signalement enthalten müssen, sind nur auf die Dauer des Kalenderjahres giltig, in welchem sie ausgefertigt worden sind.

§. 7. Zur Ausstellung von Passkarten sind befugt:

1. die Polizeibehörden der holsteinischen Städte für die ihnen untergelegten Districte;

2. die Oberbeamten in den holsteinischen Aemtern und Landschaften, in der Herrschaft Pinneberg und der Grafschaft Ranzau für ihre respectiven Districte und für die denselben durch Verfügung vom 21. Februar 1856 bereits seither für gewisse Ausfertigungen untergelegten Districte.

Im Anschlusse an die letztgedachte Verfügung werden hinsichtlich des Rechtes der Passkartenertheilung dem Bordesholmer Amtshause unterlegt der District des Klosters Preetz und die dem aufgehobenen Commissariate für die bei Kiel umliegenden Güter unterlegt gewesenen Güter.

§. 8. Der Preis der Passkarte beträgt 16 Schilling, wovon der ausstellenden Behörde 8 Schilling als Gebühr zufallen.

§. 9. Eine Visirung der Passkarten findet nicht statt.

§. 10. Jeder Missbrauch der Passkarten, wohin insbesondere, ausser der Fälschung derselben, die Führung einer auf eine dritte Person lautenden Karte, die wissentliche Ueberlassung der Letzteren seitens des Inhabers an einen Anderen zum Gebrauche als polizeiliches Legitimationsmittel oder die fälschliche Bezeichnung von Personen als Familienglieder oder Dienstboten (§. 4) zu rechnen ist, unterliegt den für die Pässe bestehenden gesetzlichen Polizei- und Criminalstrafen.

§. 11. Jeder Angehörige eines der im §. 1 gedachten auswärtigen Staaten, welcher innerhalb des Herzogthums Holstein reiset, ohne einen Pass (Wanderbuch) oder eine Passkarte zu führen, hat zu gewärtigen, dass gegen ihn nach den wegen der nicht legitimirten Fremden bestehenden Vorschriften verfahren, insbesondere dass er von der Weiterreise bis zur geführten Legitimation ausgeschlossen wird.

1866 §. 12. In Fällen schleuniger polizeilicher Verfolgung eines verdächtigen Individuums sind die Polizeibeamten des einen der im §. 1 gedachten Staaten befugt, die Verfolgung in die Gebiete der anderen fortzusetzen, jedoch nicht um den Verdächtigen selbst zu verhaften, sondern nur um mit Vermeidung eines jeden durch schriftliche Benachrichtigung entstehenden Aufenthaltes die nächste Polizeibehörde von dem Sachverhältnisse sofort mündlich zu unterrichten, und zu dem in der Sache erforderlich scheinenden Einschreiten aufzufordern.

§. 13. Den mit Ausfertigung von Passkarten beauftragten Behörden liegt ob, ein Passkartenjournal zu führen, in welches die ausgefertigten Passkarten unter fortlaufender Nummer einzutragen sind. Die Nummer des Journals muss auf der Passkarte vermerkt werden. Die in der Passkarte angegebenen Rubriken des Signalements sind genau auszufüllen, und auf der ersten Seite hinzuzufügen die Nummer des Passkartenjournals, Name, Stand und Wohnort des Inhabers, die Bezeichnung der ausfertigenden Behörde mit Namensunterschrift und beigedrücktem Amtssiegel.

§. 14. Um eine genaue Befolgung der vorstehenden Vorschriften zu sichern, werden die Polizeibehörden angewiesen, die von ihnen wahrgenommenen, bei der Ausfertigung von Passkarten an anderen Orten begangenen Verstösse zur Kenntniss der Landesregierung zu bringen.

§. 15. Diese Verordnung tritt mit dem 1. März 1866 in Kraft.

Kiel, am 20. Februar 1866.

Der kaiserlich-königliche Statthalter für das Herzogthum Holstein:

Gablenz, F. M. L.

339. 1866

13/1 mars 1866.

Règlement ottoman concernant le droit de Patente à percevoir à partir du 1/13 mars 1866 des débitants de boissons par verre et par mesure, établis soit à Constantinople, dans les faubourgs, les villages du Bosphore, et aux îles des Princes, soit dans les autres villes, bourgs et villages du territoire Ottoman, et applicable indistinctement aux sujets ottomans et étrangers.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III., p. 81.)

Article 1.

Tout individu qui voudra se livrer à la vente de boissons par verre et par mesure, en quelque endroit que ce soit, à Constantinople, dans les faubourgs, les villages du Bosphore et aux îles des Princes, sera tenu de se munir préalablement d'un permis de vente de la part de l'autorité compétente, sans lequel personne ne pourra vendre nulle part la moindre quantité de boissons par verre et par mesure.

Article 2.

Il ne sera pas permis d'ouvrir des magasins ou boutiques de boissons à une distance moindre de cent archines des mosquées et des Tekkés, à côté ni en face des corps de garde; dans les quartiers habités exclusivement par les musulmans; ni enfin sur les points où ils seront jugés comme pouvant causer des inconvénients pour le maintien du bon ordre, et par rapport aux coutumes du pays.

Article 3.

Les endroits où l'on débite des boissons étant considérés comme des lieux publics, les agents de police sont chargés et ont pouvoir d'y entrer à toute heure, et quelle que soit la personne qui les exploite, pour empêcher tout acte qui y aurait lieu, contraire à l'ordre et à la tranquillité publique et y faire des perquisitions et des recherches sur l'objet de leur soupçons, et d'arrêter les contrevenants pour les conduire devant les autorités compétentes. Les personnes qui tiennent ces magasins ou boutiques devront prêter leur assistance et donner les facilités nécessaires dans de pareilles circonstances à ces agents; dans le cas où elles empêcheraient ces agents de remplir leur devoirs ou leur susciteraient des difficultés, elles encourront les peines prescrites par la loi. Mais tout procédé vexatoire de la part des agents de la police dans l'exécution de ces devoirs, sera, sur la plainte de la personne lésée, examiné avec soin par l'autorité, et les agents qui en seraient trouvés coupables, seront punis.

1866

Article 4.

Personne, sauf le propriétaire et ses domestiques, ne pourra rester ni coucher la nuit dans les lieux où se débitent des boissons et qui, construits en forme de maisons, contiennent des pièces propres à servir de logements.

Article 5.

Excepté les cafés des Pundjarias et les cafés ordinaires, les boutiques ou magasins qui débitent des boissons, doivent être nécessairement fermés après le soir; la fermeture doit se faire aux heures fixées et indiquées par le Ministère de la Police, ou par le Conseil municipal, si ces établissements se trouvent dans le cercle de la municipalité, selon les circonstances, les saisons et les localités.

Article 6.

Les débitants de boissons consacreront leur attention à ce que personne ne se cache dans leurs boutiques ou magasins, et à ce que leurs pratiques ne se livrent pas à des actes contraires à la morale publique. Dans le cas où ils ne seraient pas en état de les empêcher eux-mêmes, ils seront tenus d'en donner avis à la Police.

Article 7.

Dans les endroits où se vendent des boissons, les jeux de hasard et les autres jeux sont interdits; la musique et autres divertissements y sont également défendus, sauf une autorisation spéciale de la part du Conseil municipal, si ces endroits se trouvent dans sa circonscription, ou de la part des autorités de Police, s'ils ne sont pas dans le cercle de la Municipalité.

Article 8.

Quand un indigène ou un étranger voudra établir un débit de boissons, il devra en faire la demande au Ministère de la Police, par une pétition dans laquelle seront désignés le propriétaire et l'emplacement de l'immeuble. Si l'endroit où l'on veut établir le débit des boissons se trouve dans le cercle de la Municipalité, la pétition sera présentée au Conseil Municipal.

Si l'emplacement du débit de boissons, après informations prises, se trouve être dans un lieu non-défendu par les règlements, une déclaration sera rédigée de la part de la Police ou de la Municipalité, et envoyée par l'une ou l'autre de ces deux autorités à la Régie des boissons, afin qu'elle délivre le permis nécessaire, après la perception du droit de patente.

Il sera tenu au Ministère de la Police et au Conseil de la Municipalité un régistre spécial pour cet objet.

Quant aux étrangers, leur demande ne sera admise que s'ils présentent en même temps une déclaration de leurs Chancelleries respectives, leur accordant l'autorisation nécessaire à cet effet. 1866

Article 9.

Chaque boutique ou magasin où il se fait un débit plus ou moins grand de boissons par verre et par mesure, payera annuellement à l'État un droit de patente égal aux trois dixièmes de son loyer estimatif. Cependant comme les cabarets dits guédikli ont acquis, d'après le système ancien des monopoles, leurs guédiks moyennant une somme une fois payée, les cabarets de cette catégorie qui, sans avoir été transformés en ateliers ou boutiques d'un autre genre de profession ou de commerce, conservent toujours leur caractère primitif, ne payeront que la moitié du droit de patente prescrit par ce règlement, et seront exemptés de l'autre moitié, à titre de compensation des intérêts de l'argent déboursé pour l'achat de leurs guédiks.

Pour ceux des cafés dits pundjarias qui payent annuellement à l'Evcaf, pour les guédiks qu'ils possèdent, une redevance de 250 piastres chacun, cette somme continuera à être payée à l'administration de l'Evcaf, et sera déduite du droit annuel de patente à percevoir d'après leurs loyers estimatifs.

Article 10.

Le chiffre du droit de patente devant être fixé en proportion des loyers, ces derniers seront déterminés de la manière suivante:

Dans tous les quartiers où se trouvent des établissements affectés au débit plus ou moins considérable de boissons, et tenus, soit par les propriétaires eux-mêmes, soit par des locataires, il sera formé un comité composé du percepteur du droit de patente, de deux experts et de deux membres notables de la corporation, résidant dans le quartier. Ce comité fixera, avec la plus grande impartialité, la valeur locative annuelle de chaque boutique ou magasin de boissons, et en inscrira le montant dans un régistre spécial, en y ajoutant les noms des propriétaires ou des locataires, ainsi que la constatation de leur guédik, existant en vertu de titres authentiques, ou le défaut du même, par suite de l'ouverture récente de l'établissement.

Ce régistre devra être signé et cacheté par les membres du comité, et présenté à la Régie des boissons, après le prélèvement des droits et la livraison des permis aux débitants, par l'entremise du percepteur du fisc.

Tout procédé tendant à léser les intérêts du fisc ou des redevables, dans la fixation des loyers, étant également interdit, les

1866 comités seront tenus responsables des injustices ou partialités qu'ils seraient convaincus avoir commises à dessein, à la suite d'une constatation légale du fait.

Les sourets, sénets et autres titres qui seront délivrés à l'avenir par le Trésor ou par le Ministère de l'Evcaf, pour l'allocation ou le transfert de nouveaux guédiks, ne devant avoir aucune valeur par rapport à la perception du droit de patente, les débitants de boissons, possesseurs de documents de cette nature, seront tenus d'acquitter intégralement le montant du droit.

La formation des dits comités, et les opérations qu'ils sont chargés d'effectuer, ne devant avoir lieu que pour une seule année, les débitants seront obligés de se rendre eux-mêmes, dans les années suivantes, à la Régie des boissons, pour faire renouveler leurs permis.

Article 11.

Le droit de patente sera payé directement par l'individu qui établira et exploitera la boutique ou le magasin de boissons, que cet individu en soit le propriétaire ou le locataire.

Article 12.

Tout le montant annuel du droit de patente devra être acquitté d'avance. Par conséquent, le permis de vente à délivrer contre ledit payement, devra indiquer le nom de celui qui le reçoit, son pays natal, le lieu de sa résidence, sa nationalité, l'endroit où la boutique ou le magasin de boissons est situé; s'il est locataire, le nom du propriétaire lui-même, le chiffre du loyer annuel, et la quotité du droit de patente dont il sera redevable en proportion de ce loyer. Ce permis ainsi rédigé sera revêtu du sceau de la Régie des boissons, et n'aura de valeur que pour une année seulement. Il sera renouvelé à la fin de chaque année sur un nouveau payement du droit.

Quant aux établissements de cette espèce qui sont ouverts dans le courant de l'année, le droit de patente n'en sera prélevé que pour le terme qui reste à courir jusqu'à la fin de l'année.

Article 13.

Aucun débitant de boissons ne sera admis à demander le remboursement du droit qu'il a payé, si dans le courant de l'année il renonçait lui-même à sa profession, ou bien si sa boutique ou son magasin venait à être fermé, à la suite de quelque contravention de sa part aux règlements existants. Et lorsque quelqu'un voudra transférer l'exercice de sa profession d'un lieu à un autre, il ne pourra pas se prévaloir du droit qu'il a déjà payé pour le permis de débit de boissons, et sera tenu de se faire délivrer un nouveau permis.

Article 14. 1866

Dans le cas où des possesseurs de boutiques ou magasins où se vendent des denrées et autres objets de cette nature, demanderaient l'autorisation d'y débiter aussi des boissons par verre et par mesure, elle pourra leur être accordée, s'il n'y a pas d'inconvénients par rapport à la localité et à l'ordre, conformément aux réserves contenues dans l'article 2. Dans ce cas, le droit annuel de patente sera prélevé d'après de présent règlement, en proportion du loyer estimatif entier du magasin ou de la boutique où l'on débitera ainsi des boissons.

Article 15.

Si quelqu'un se permet, sans avoir obtenu l'autorisation requise, d'ouvrir une boutique de boissons, ou d'en débiter par verre et par mesure dans des boutiques ou magasins destinés à la vente d'autres objets, ces lieux seront fermés et scellés par le Ministère le la Police; l'auteur de cette contravention sera mandé et il sera procédé à son égard de la manière prescrite par le présent règlement.

Article 16.

Dans le cas qu'on ouvrirait, sans être muni de l'autorisation prescrite, des boutiques, magasins ou autres, pour y faire le débit des boissons par verre et par mesure, ou bien qu'on se livrerait à ce commerce dans les établissements destinés uniquement au débit de denrées ou autres objets de cette nature, ces établissements, magasins, boutiques, etc. seront fermés, et l'on percevra une amende de cinq medjidiés d'or des contrevenants dont les établissements ne rapportent pas un loyer supérieur à 2000 piastres, et de quinze medjidiés d'or de ceux qui payent un loyer plus considérable.

Article 17.

Toutes les fois que les agents de la Régie des boissons demanderont à voir les permis, les maîtres de ces établissements seront tenus de les exhiber sans faire la moindre opposition.

Article 18.

Tous les établissements de boissons déjà existants, quels qu'ils soient, sont assujettis en tout et entièrement aux dispositions du présent règlement.

Article 19.

Les dispositions du présent règlement seront appliquées à ceux des sujets des puissances étrangères, sans en excepter aucun, qui se livrent à la vente des boissons par verre et par mesure, sauf une exception à établir pour les dispositions pénales, en ce sens que ceux des étrangers, qui contreviendront à ce règlement, devront

1866 subir l'interrogatoire à la Police et seront jugés en présence du drogman de la Chancellerie, conformément aux traités existants.

Article 20.

Les dispositions de ce règlement devant être également appliquées dans les provinces, et les droits de patente des boutiques et magasins de boissons établis hors de la capitale, devant être perçus par les employés des contributions indirectes, les préposés de la régie des tabacs, dans les villes, bourges et villages où il s'en trouve, et, à leur défaut, les agents de la douane ou de la régie du sel, ou enfin, à leur défaut, les mudirs, et préposés de la soie, devront, en premier lieu, et conformément aux dispositions de l'article 1er, enregistrer, dans leurs localités respectives, le nombre des établissements où se débitent des boissons par verre et par mesure, et procéderont ensuite à l'évaluation équitable des loyers annuels de ces établissements, avec la coopération d'un comité formé ad hoc des membres du medjliss, d'experts, de notables de l'endroit, des chefs de la corporation et du préposé.

La quotité des loyers qui seront ainsi déterminés, les noms des propriétaires ou des locataires, l'existance ou non de guédiks en vertu de titres valides, seront également inscrits dans un registre spécial qui devra être signé et cacheté par les membres du comité.

Cette première opération terminée, celui des préposés ou agents des contributions indirectes cités plus haut, qui se trouvera dans la localité, percevra au comptant les droits de patente, et délivrera aux débitants les permis nécessaires.

Les débitants dont le droit de patente, calculé en proportion de leurs loyers estimatifs, n'atteindrait pas le chiffre de 50 piastres, seront tenus de payer annuellement une somme fixe de cinquante piastres pour obtenir le permis de vente.

On ne tiendra aucun compte des titres de guédik obtenus à nouveau, ou par voie de transfert, après la promulgation du présent règlement, quelle que soit l'autorité dont ils émanent; et l'on agira à l'égard des détenteurs de pareils documents, en ce qui regarde la perception du droit de patente, de la même manière que s'ils ne possédaient aucun guédik.

340.

1866

21 mars 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances en vertu de laquelle les dispositions de l'ordonnance du 31 janvier 1866 sont étendues sous certaines conditions aux bateaux à vapeur allant de Semlin à Orsova et de Semlin à Sissek le long de la frontière.

(F. V. B. 1866, Nr. 14.)

Anwendung des Finanzministerialerlasses vom 31. Jänner 1866, Zahl 1120, auf die auf der Donau von Semlin bis Orsova und auf der Save von Semlin bis Sissek längs der Grenze im inländischen Verkehre ohne Ladungsraumverschluss mit Dampfkraft fahrenden Schiffe.

Es wird die Anwendung des Finanzministerialerlasses vom 31. Jänner 1866, Zahl 1120 (V. Bl. Nr. 8, Seite 50), betreffend die Aufhebung der gefällsämtlichen Begleitung der unter zollämtlichem Ladungsraumverschlusse auf der Donau und Save fahrenden Dampfschiffe auch auf die auf der Donau von Semlin bis Orsova und auf der Save von Semlin bis Sissek längs der Grenze im inländischen Verkehre ohne Ladungsraumverschluss mit Dampfkraft fahrenden Passagierschiffe, Remorqueure, Frachtschiffe und Propeller unter den in dem gedachten Erlasse festgesetzten Modalitäten vom 1. April 1866 an gestattet.

Wien, am 21. März 1866.

1866

341.

17 avril 1866.

Protocole final de la commission internationale réunie à Copenhague en vertu du traité de paix du 30 octobre 1864.

(Staatsarchiv X, 2234.)

Schluss-Protokoll vom 30. October 1864 der in Gemässheit der Artikel XIV, XV und XVI des Friedensvertrages zwischen Oesterreich und Preussen einerseits und Dänemark anderseits in Kopenhagen zusammengetretenen internationalen Finanzcommission.

Die unterzeichneten Mitglieder der internationalen Commission, der es übertragen worden ist, eine definitive Ordnung der in den Artikeln 14, 15 und 16 des Friedensvertrages vom 30. October 1864 angegebenen finanziellen Verhältnisse zwischen dem Königreiche Dänemark einerseits und den Herzogthümern Schleswig-Holstein und Lauenburg anderseits zu treffen, nämlich: etc. etc. haben zur Erfüllung des ihnen gewordenen Auftrages folgende Bestimmungen und Festsetzungen vereinbart, und auf Grund der ihnen ertheilten speciellen Ermächtigung ihrer resp. hohen Regierungen das gegenwärtige Schlussprotokoll endgiltig vollzogen.

A. Die Auslieferung der im Artikel XIV des Friedensvertrages erwähnten Fonds etc. betreffend.

Art. 1. In Gemässheit des Artikels XIV des Friedensvertrages sind an Cautionen, Depositen, Legaten und sonstigen Fonds die in den beiliegenden Verzeichnissen (Anl. 1, 2 u. 3) aufgeführten Documente, Werthpapiere und Gelder nach Ausweis der abschriftlich beiliegenden Commissionsverhandlungen vom 5. September v. J., 2. December v. J. u. 27. März d. J. von der dänischen Regierung an die Regierung der Herzogthümer übergeben worden. Soweit eine solche Uebergabe nicht stattgefunden hat, sei es, weil ein darauf gerichteter Antrag noch nicht gestellt, oder weil die Gewährung desselben beanständet worden ist, bleibt den betheiligten Privaten, Gemeinden, öffentlichen Anstalten und Corporationen die Verfolgung ihres Rechtsanspruches vorbehalten. Die Bestände der allgemeinen Brandcasse der Städte in den Herzogthümern Schweswig und Holstein, des Pensionsfonds für das Personal des schleswig-holsteinischen Brandversicherungscomptoirs, des Pensionsfonds für abgehende Branddirectoren und des Fonds zum Baue von Gefängnissen sind richtig und vollständig ausgeliefert, und können mit Beziehung auf dieselben von der Regierung der Herzogthümer keine weiteren Ansprüche gegen die dänische Regierung erhoben werden.

Art. 2. Für die Auslieferung der bei der dänischen Regierung 1866
deponirten Beamtencautionen sind folgende Grundsätze als massgebend festgestellt worden: Die Cautionen derjenigen Beamten, welche im Dienste der Herzogthümer geblieben sind, werden an die Regierung der Herzogthümer unverzüglich ausgeliefert. Sofern jedoch die Caution von einem Andern als dem Beamten selbst gestellt worden ist, ist die Einwilligung des Eigenthümers erforderlich. Die Regierung der Herzogthümer fertigt Depositenscheine aus, die an die Personen, welche die Cautionen geleistet haben, ausgeliefert werden, gegen Rückgabe der von der dänischen Regierung seinerzeit ausgefertigten Depositenscheine, welche von der Regierung der Herzogthümer der dänischen Regierung zugestellt werden. Die Cautionen derjenigen Beamten, welche ihres Dienstes in den Herzogthümern entlassen sind, werden nicht an die Regierung der Herzogthümer, sondern unmittelbar an die Personen, welche die Cautionen gestellt haben, ausgeliefert und zwar unverzüglich, sofern nicht die dänische Regierung und die Regierung der Herzogthümer darüber einverstanden sind, dass eine oder die andere dieser Cautionen zur Deckung etwaiger Defecte ganz oder theilweise zurückzubehalten sind. Die vorstehenden Grundsätze werden auch bei der Auslieferung der noch rückständigen Cautionen in Anwendung gebracht werden. Die von dem Zuckerraffinadeur Charles de Voss & Comp. in Itzehoe für gewährten Zollcredit deponirten Cautionseffecten werden an die Regierung der Herzogthümer unverweilt ausgeliefert, welche dagegen 63 Procent des sich bei Verfolgung der betreffenden Forderung wegen des Zollrückstandes ergebenden Ertrages an die dänische Regierung abgeben wird. Die Zinsen der Cautionen, welche aus den Cassen der Herzogthümer auf die von der dänischen Regiedung ausgestellten Schuldverschreibungen gezahlt sind oder demnächst noch gezahlt werden, werden bei der nach Artikel X des Friedensvertrages vorzunehmenden Liquidation von der dänischen Regierung in Aufrechnung genommen werden. In denjenigen Fällen, in welchen die Caution bar eingezahlt ist, wird bei Einlösung der betreffenden Schuldverschreibungen der Betrag bar, und zwar, wo dies ausdrücklich bedungen ist, in Speciesthalern zurückgezahlt werden.

Art. 3. Insofern sich unter den deponirt gewesenen Obligationen solche befinden, welche von der dänischen Finanzverwaltung zur Umtauschung einberufen sind, soll deren Eigenthümern aus der nicht geschehenen Einsendung an das Finanzministerium weder in Bezug auf die nachträgliche Umtauschung noch auf die Zinszahlung irgend ein Nachtheil erwachsen. Mehrere der deponirt gewesenen Werthpapiere enthalten die Bemerkung, dass ohne Genehmigung der betreffenden dänischen Ministerien oder anderer Behörden über

1866 sie nicht disponirt werden dürfe. Die Ertheilung der vorbehaltenen Genehmigung steht fortan der Regierung in allen Fällen zu, in denen dieselbe in Gemässheit des Friedensvertrages an die Stelle der dänischen Ministerien oder Behörden getreten ist. Das dänische Staatsschuldencomptoir wird dies bei allen vorfallenden Notirungen, Umtauschungen und Zurückziehungen aus den Einschreibebüchern genau beachten, und die betreffenden Behörden der Herzogthümer werden die bezüglichen Obligationen mit der Bemerkung versehen, dass künftig zur Disposition über dieselben ihre Genehmigung anstatt der früher nothwendigen Genehmigung der betreffenden dänischen Behörde erforderlich sei. Eine Ausnahme von diesem Verfahren findet hinsichtlich der Einschreibescheine statt. Diese dürfen nur von dem dänischen Finanzministerium mit Bemerkungen versehen werden, letzteres aber wird, wenn ihm unter Einsendung der Einschreibescheine von der Regierung der Herzogthümer mitgetheilt wird, welche Bestimmungen hinsichtlich der Oberaufsicht oder Oberverwaltung künftig Geltung haben sollen, sowohl die Einschreibebücher als die Einschreibescheine mit einer entsprechenden Bemerkung versehen.

Art. 4. Die von den vormaligen Ministerien für das Herzogthum Schleswig und für die Herzogthümer Holstein und Lauenburg verwaltete Hälfte der Schütz-Grönlandschen Fonds für bedürftige Beamtenwitwen und Kinder wird die dänische Regierung den Herzogthümern unverweilt ausliefern. In Betreff des Stistrupschen Legats zur Austheilung von Bibeln ist die dänische Regierung verpflichtet, der Regierung des Herzogthums Schleswig am 1. Juni jeden Jahres ein Siebentel der für Rechnung des Legats eingekauften Bibeln und anderen Bücher behufs Austheilung in den dänisch redenden Districten des Herzogthums Schleswig zuzustellen. Namens der Herzogthümer wird dem Anspruche auf Herausgabe des Capitalwerthes der in dem angeschlossenen Verzeichnisse 4 genannten Renten an Kirchen und Schulen etc. gegen Gewährung einer Abfindungssumme von 60.000 Rthlrn., welche auf die nach Art. 11 von den Herzogthümern an Dänemark zu zahlende Pauschsumme verrechnet wird, hierdurch entsagt.

Art. 5. Auf den am 2. December v. J. übergebenen Fonds der schleswig-holsteinischen Lootsenpensionscassen und auf den Antheilen der Herzogthümer an den Schütz-Grönlandschen Fonds lasten die in den angeschlossenen Verzeichnissen (Anlagen 5 und 6) aufgeführten Pensionen und Unterstützungen, welche fernerweitig aus denselben zu entrichten sind.

Art. 6. Auf den Pensionsfonds für das Personal des vormaligen schleswig-holsteinischen Brandversicherungs-Comptoirs und für abgehende Branddirectoren lasten die in der Anlage (7) verzeich-

neten Pensionen, für deren fernere Zahlung vom 1. April 1866 ab 1866
die Regierung der Herzogthümer Sorge tragen wird. Die Gebäudebesitzer der früher zum Herzogthum Schleswig, jetzt zum Königreiche Dänemark gehörigen Stadt Arroeskjöbing haben nach Verhältniss der Brandversicherungssumme ihrer Gebäude zu der der Gebäude aller übrigen Interessenten der städtischen Brandcasse der Herzogthümer Schleswig und Holstein Antheil an den Fonds der städtischen Brandcasse. Sie haben ferner Anspruch darauf, aus dieser Brandcasse für die bis zum 30. October 1864 an ihren Gebäuden vorgekommenen Brandschäden den reglementsmässigen Ersatz zu erhalten. Dagegen sind sie verpflichtet, für den Zeitraum vom 1. Juli 1863 bis ult. 1864 die ausgeschriebenen Brandcassenbeiträge mit einem Viertelprocent der Hauptversicherungssumme ihrer Gebäude und für den Zeitraum vom 1. Juli bis 30. October 1864 die annoch festzustellenden Brandcassenbeiträge zu entrichten. Die betreffenden Behörden des Königreiches und der Herzogthümer werden sich über die Höhe dieser Beträge verständigen und dafür sorgen, dass der sich ergebende Saldo demnächst unverzüglich durch Barzahlung ausgeglichen wird. Mit dem 30. October 1864 scheidet die Stadt Arroeskjöbing aus jeder Gemeinschaft mit der städtischen Brandcasse der Herzogthümer Schleswig und Holstein aus. Die früher zum Herzogthume Schleswig gehörigen, durch den Friedensvertrag dem Königreiche Dänemark einverleibten Landdistricte scheiden aus der Gemeinschaft, in welcher sie hinsichtlich des Immobiliar-Brandversicherungswesens mit den übrigen Landdistricten der Herzogthümer Schleswig-Holstein gestanden hätten, mit dem 30. September 1864 aus. Bis zu diesem Zeitpunkte haben sie die reglementsmässigen Beiträge zu dem Brandversicherungswesen der schleswig-holsteinischen Landdistricte zu leisten, und von demselben den reglementsmässigen Ersatz der vorgekommenen Brandschäden zu erhalten. Ueber die desfallsigen näheren Festsetzungen werden sich die betreffenden Behörden des Königreiches und der Herzogthümer verständigen.

Art. 7. Das zur Tilgung der holsteinischen Cassenscheine bestimmte Depositum beträgt 308.276 Rthlr. 53$^3/_4$ Sch. und ist inbegriffen in den Cassenbehalten, welche, aus den Specialeinnahmen der Herzogthümer herrührend, zur Zeit der Execution beziehungsweise der Occupation in ihren öffentlichen Cassen sich befanden. Der Gesammtbetrag dieser Cassenbehalte mit Einschluss des Cassenschein-Amortisationsfonds und nach Abzug der der Specialverwaltung der Herzogthümer obliegenden Kosten ist in runder Summe auf eine Million Rthlr. festgesetzt worden.

1866 *B.* **Die Vertheilung der Pensionslast und der Ausgaben für die Pensionirung der Militär-Unterclassen.**

Art. 8. Von den früheren besonderen Pensionen des Königreiches und der Herzogthümer werden die in dem angeschlossenen Verzeichnisse *A* (Anl. 8) zum Jahresbetrage von 164.346 Rthlr. 69 Sch. aufgeführten Pensionen von dem Königreiche, und die in dem angeschlossenen Verzeichnisse *C* (Anl. 9) zum Jahresbetrage von 56.467 Rthlrn. 84 Sch. aufgeführten Pensionen von den Herzogthümern fortentrichtet. Von den übrigen Pensionen werden diejenigen, welche in dem angeschlossenen Verzeichnisse *B* (Anl. 10) zum Jahresbetrage von 1,471.968 Rthlrn. 31 Sch. aufgeführt sind, vom Königreiche, und diejenigen, welche in dem angeschlossenen Verzeichnisse *D* (Anl. 11) zum Jahresbetrage von 208.962 Rthlrn. 46 Sch. aufgeführt sind, von den Herzogthümern zur Zahlung vom 1. April 1865 ab übernommen.

Art. 9. Von den Pensionen an Personen der Militärclassen übernehmen die Herzogthümer vom 1. April 1865 an die in dem angeschlossenen Verzeichnisse (Anl. 12) aufgeführten Pensionen im Betrage von 28.467 Rthlrn. 13 Sch., sämmtliche übrige Pensionen der Militär-Unterclassen werden von dem Königreiche gezahlt. Das Christianspflegehaus in Eckernförde fällt der Regierung der Herzogthümer anheim; die übrigen Activen des allgemeinen Invalidenfonds etc. verbleiben dem Königreiche.

Art. 10. Die eventuellen Pensionen an Hinterlassene pensionirter Beamten werden von dem Lande abgehalten, welches die Pensionen der Männer übernommen hat.

Art. 11. Für die von dem Königreiche nach den Artikeln 8, 9 und 10 im Verhältnisse zur Volkszahl übernommene Mehrlast an jährlichen Pensionszahlungen erhält dasselbe von den Herzogthümern eine Pauschalsumme von 4,800.000 Rthlrn. Hiermit werden zugleich alle und jede gegenseitigen Ansprüche auf Vergütung für Pensionszahlungen, welche vor dem 1. April 1865 geleistet sind, wegfällig.

Von der Pauschalsumme		4,800.000 Rthlrn.
wird zunächst in Abzug gebracht:		
1. der in Artikel 7 festgestellte Betrag der Cassenbehalte der Herzogthümer mit	1,000.000 Rthlrn.	
2. die im Artikel 4 erwähnten Entschädigungen mit . .	60.000 „	
		1,060.000 „
Der Rest von		3,740.000 Rthlrn.

wird vom 1. April 1865 ab mit 4 pCt. verzinst und in folgender Weise getilgt:

Uebertrag . .	3,740.000 Rthlr.	1866
Die Zinsen vom 1. April 1865 bis 1. April 1866 betragen	149.600 „	
	3,889.600 Rthlr.	
Längstens 6 Wochen nach Unterzeichnung des vorliegenden Schlussprotokolles werden abgetragen	1,500.000 „	
und ausserdem die Zinsen von 1,500.000 Rthlrn. zu 4 pCt. vom 1. April 1866 bis zum Zahlungstage.		
Die Zinsen vom 1. April 1866 bis 31. März 1867	95.584 „	
	2,485.184 Rthlr.	
Am 1. April 1867 abzutragen	500.000 „	
	1,985.184 Rthlr.	
Die Zinsen vom 1. April 1867 bis 30. September 1867	39.704 „	
	2,024.888 Rthlr.	
Am 1. October 1867 abzutragen	500.000 „	
	1,524.888 Rthlr.	
Die Zinsen vom 1. October 1867 bis 31. März 1868	30.497 „	
	1,555.385 Rthlr.	
Am 1. April 1868 abzutragen	500.000 „	
	1,055.385 Rthlr.	
Die Zinsen vom 1. April 1868 bis 30. September 1868	21.108 „	
	1,076.493 Rthlr.	
Am 1. October 1868 abzutragen	500.000 „	
	576.493 Rthlr.	
Die Zinsen vom 1. October 1868 bis 31. März 1869	11.530 „	
	588.023 Rthlr.	
Am 1. April 1869 abzutragen	588.023 „	

Die Zahlung der vorgenannten Beträge findet bei der Finanzhauptcasse in Kopenhagen statt.

Art. 12. Die im zweiten Alinea des Artikels 8 und die im Artikel 9 erwähnten Pensionen dürfen nach Massgabe der Bestimmungen resp. des Pensionsgesetzes vom 24. Februar 1858 und des Gesetzes vom 9. April 1851 eingezogen oder herabgesetzt werden, ohne dass das eine Land hierdurch einen Anspruch auf Vergütung von dem anderen Lande erhält, doch soll es der Zustimmung der die Pension zahlenden Regierung nicht bedürfen, wenn Pensionisten der ebengedachten Art, welche vom Königreiche ihre Pension beziehen, in den Herzogthümern wieder angestellt werden oder

1866 umgekehrt. Auch ist im Falle einer solchen Wiederanstellung die festgesetzte Pension fortzuzahlen und bleibt es der Uebereinkunft der wieder anstellenden Regierung und des Pensionsempfängers überlassen, inwieweit die Pension auf das neue Diensteinkommen in Anrechnung zu bringen oder sonst bei den Anstellungsbedingungen in Betracht zu ziehen ist.

Art. 13. Die Regierung der Herzogthümer wird für Rechnung der dänischen Regierung die dem Vorstehenden zufolge dem Königreiche zur Last fallenden Pensionen an Personen, welche ihren Aufenthalt in den Herzogthümern nehmen, bei der Hauptcasse und den Amtsstuben der Herzogthümer zahlen lassen, wenn die dänische Regierung darauf anträgt. Ebenso wird die dänische Regierung auf Antrag der Regierung der Herzogthümer für Rechnung derselben die dem Vorstehenden zufolge den Herzogthümern zur Last fallenden Pensionen an Personen, welche ihren Aufenthalt in dem Königreiche nehmen, bei der Finanzhauptcasse und den Amtsstuben des Königreiches zahlen lassen. Ueber die ausgezahlten Summen ist ein Verzeichniss binnen 14 Tagen nach Ablauf jeden Quartals den resp. Regierungen einzuhändigen, und diejenige Regierung, welche hiernach der anderen eine Summe schuldig bleibt, wird vor Ablauf der nächsten 4 Wochen der anderen Regierung den Betrag zustellen. Eventuelle Berichtigungen werden bei der Liquidation für das nächste Quartal erledigt.

C. Die Apanagen, die allgemeine Witwencasse und die Leibrenten- und Versorgungsanstalt von 1848, sowie die Lebensversicherungsanstalt in Kopenhagen betreffend.

Art. 14. Die im Art. XVI des Friedensvertrages genannten fürstlichen Personen beziehen folgende Apanagen:

Ihre Majestät die Königin Witwe Caroline Amalie	120.000	Rthlr.
Ihre königliche Hoheit die Erbprinzessin Caroline	42.000	„
Ihre königliche Hoheit die Herzogin Wilhelmine Marie von Glücksburg	54.000	„
Ihre Hoheit die Herzogin Caroline Marianne Charlotte von Mecklenburg-Strelitz	16.000	„
Ihre Hoheit die Herzogin Witwe Louise Caroline von Glücksburg	5.060	„
Se. Hoheit Prinz Friedrich von Hessen . . .	1.600	„
Ihre Durchlauchten die Prinzessinnen Charlotte, Victoria und Amalie von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg	1.200	„

Von diesen Apanagen sind 63 pCt. vom Königreiche und 37p Ct. von den Herzogthümern, vom 30. October 1864 an gerechnet, abzuhalten. Eine Vergütung wegen der für die Zeit bis zum

30. October 1864 gezahlten Apanagen ist weder von den Herzog- 1866
thümern an das Königreich, noch von diesem an jene zu leisten. Ebenso zahlen das Königreich 63 pCt. und die Herzogthümer 37 pCt. des Staatszuschusses, welcher zur Deckung der jährlichen Unterbilanz der allgemeinen Witwencasse erforderlich ist.

Art. 15. Die Apanagen und Witwenpensionen von Personen, welche in den Herzogthümern wohnhaft sind, werden auf Antrag der dänischen Regierung von der Regierung der Herzogthümer bei den Centralcassen und Amtsstuben in den Herzogthümern ausbezahlt werden. Ueber die solcherweise gezahlten Beträge hat die Regierung der Herzogthümer binnen 14 Tagen nach Ablauf eines jeden Quartals ein Verzeichniss an die dänische Regierung abzugeben, welche vor Ablauf der nächsten 14 Tage ein Verzeichniss der im Laufe des Quartals ihrerseits gezahlten Apanagen und Zuschüsse an die allgemeine Witwencasse der Regierung der Herzogthümer mitzutheilen hat. Zugleich ist von derselben eine Vertheilung der ganzen von beiden Regierungen ausgegebenen Summen nach der Verhältnisszahl 63 : 37 und eine Auseinandersetzung darüber mitzutheilen, wie viel die eine Regierung der anderen schuldig geblieben ist. Dieser Betrag ist vor Ablauf der darauf folgenden 14 Tage, wenn die dänische Regierung in Vorschuss steht, bei der Finanzhauptcasse in Kopenhagen, und wenn die Regierung der Herzogthümer in Vorschuss steht, bei deren Hauptcasse einzuzahlen. Eventuelle Berichtigungen werden bei der Liquidation für das nächste Quartal erledigt. Binnen 2 Monaten, nachdem dieses Protokoll unterschrieben worden, hat die dänische Regierung der Regierung der Herzogthümer eine Mittheilung darüber zu machen, welche Summe die dänische Staatscasse bis Ende des Finanzjahres 1865/66 zur Deckung der Unterbilanz der Witwencasse hat auskehren müssen. Desgleichen hat sie mitzutheilen, welche Beträge sie nach dem 30. October 1864 von den obengenannten Apanagen ausbezahlt hat. Innerhalb derselben Frist hat die Regierung der Herzogthümer der dänischen Regierung davon Nachricht zu geben, welche Beträge sie für Rechnung der Witwencasse, ohne dass dieselbe saldirt worden, gezahlt und welche Beträge sie nach dem 30. October 1864 von den obengenannten Apanagen ausbezahlt hat. Die dänische Regierung berechnet darauf nach dem Verhältnisse 63 : 37, wie viel die eine Regierung der anderen schuldig ist, und dieser Betrag ist dann vor Ablauf der darauf folgenden 14 Tage, wenn die dänische Regierung zu fordern hat, bei der Finanzhauptcasse in Kopenhagen, und wenn die Regierung der Herzogthümer etwas zu fordern hat, bei deren Hauptcasse zu erlegen.

Art. 16. Das Verhältniss der Lebensversicherungsanstalt in Kopenhagen und der Leibrenten- und Versorgungsanstalt von 1842

1866 zu den Interessenten in den Herzogthümern betreffend, werden folgende Normen massgebend: *a)* die Auszahlung der Lebensversicherungsanstalt findet nur in Kopenhagen statt; die Einzahlungen können an die von der Direction angestellten Agenten, so lange solche vorhanden sind, geschehen; *b)* die Auszahlungen der Leibrenten- und Versorgungsanstalt an Interessenten in den Herzogthümern werden von den Centralcassen und Amtsstuben in den Herzogthümern nach Anweisungen beschafft, welche wenigstens 8 Tage früher, als die Auszahlungen geschehen sollen, von der dänischen Regierung der Regierung der Herzogthümer zuzustellen sind. Die Regierung der Herzogthümer liefert binnen 14 Tagen nach Ablauf eines jeden Quartals der dänischen Regierung ein Verzeichniss der für Rechnung der Leibrenten- und Versorgungsanstalt im verflossenen Quartale abgehaltenen Ausgaben, welche dann in dem Betrage in Abzug zu bringen sind, den die Herzogthümer als Beitrag zu den in demselben Quartale gezahlten Witwencassezuschüssen zu erlegen haben. Die Einzahlungen an die Leibrenten- und Versorgungsanstalt müssen im Allgemeinen direct an die Casse der Anstalt geschehen, rücksichtlich derjenigen von der Anstalt ausgestellten Policen aber, in Bezug auf welche die Regierung der Herzogthümer die Erklärung abgibt, dass sie für die rechtzeitige Zahlung der Prämien einsteht, hat die Anstalt diese Prämien, als zur Verfallzeit eingegangen, anzusehen. Die in jedem Quartale fällig gewesenen Prämien werden von der Regierung der Herzogthümer zugleich mit dem Beitrage der Herzogthümer zu den im Laufe des Quartals ausbezahlten Witwencassezuschüssen an die dänische Regierung abgegeben. Wenn die Leibrenten- und Versorgungsanstalt von 1842 oder die Lebensversicherungsanstalt in Kopenhagen je ausser Stande werden sollten, ihren planmässigen Verpflichtungen den vor dem 31. October 1864 in die Anstalten eingetretenen Interessenten in den Herzogthümern gegenüber nachzukommen, wird es Pflicht der Staatscasse des Königreiches, als Garantie der Anstalten, das Fehlende zuzuschiessen.

D.

Art. 17. Die in Folge dieser Uebereinkunft von den Herzogthümern an das Königreich oder umgekehrt zu leistenden Zahlungen geschehen in dänischer Reichsthalermünze oder in Hamburger Banco 2 Reichsthaler dänisch gleich 3 Mark Banco. Urkund dessen unsere eigenhändigen Unterschriften und beigedruckten Siegel.

Kopenhagen, am 17. April 1866.

(L. S.) *von Lackenbacher.* (L. S.) *Fenger.*
(L. S.) *Meinecke.* (L. S.) *Schovelin.*

342.

1866

23 avril 1862.

Ordonnance ministérielle concernant l'accès du Duché de Slesvig à l'union allemande des cartes de passeports.

(R. G. B. 1866, Nr. 48.)

Ministerialverordnung des Ministeriums des Aeussern, des Staatsministeriums, dann der Ministerien der Finanzen, der Polizei und des Kriegswesens vom 23. April 1866, über den Beitritt des Herzogthumes Schleswig zum deutschen Passkartenvereine.

Mit Bezug auf die Ministerialverordnung vom 29. März 1866), über den Beitritt des Herzogthumes Holstein zum deutschen Passkartenvereine, wird der nunmehr auch erfolgte Beitritt des Herzogthumes Schleswig zu demselben Vereine hiermit zur allgemeinen Kenntniss gebracht.

Graf *Belcredi* m. p.
Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
Ritter *von Franck* m. p., F. M. L.
Graf *Larisch-Moenich* m. p.

343.

24 avril 1866.

Décret ministériel concernant la modification d'un article de la convention monétaire austro-allemande du 24 janvier 1857.

(R. G. B. 1866, Nr. 52.)

Erlass der Ministerien des Aeussern und der Finanzen vom 24. April 1866, über eine Abänderung des zweiten Absatzes des Artikels 18 des Münzvertrages vom 24. Jänner 1857.

Giltig für das ganze Reich.

Die kaiserlich österreichische Regierung, zugleich in Vertretung des Fürstenthumes Liechtenstein, ist mit den übrigen am Münzvertrage vom 24. Jänner 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 101) betheiligten Regierungen über nachstehende Abänderung des zweiten Absatzes des Artikels 18 dieses Vertrages übereingekommen:

1866 „Der Termin, bis zu welchem es Oesterreich vorbehalten bleibt, Ducaten in der bisherigen Weise auszuprägen, wird bis zum Schlusse des Jahres 1870 verlängert."

Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.
Graf *Larisch-Moenich* m. p.

344.

2 mai 1866.

Note des plénipotentiaires de la conférence de Paris relative aux Principautés-Unies, adressée aux Agents et Consuls de leurs Gouvernements respectifs à Bucharest, en date du 2 mai 1866.

(Archives diplomatiques 1866, IV. 264.)

Monsieur.

La Conférence, instruite des évènements qui viennent de se passer dans les Principautés, a jugé nécessaire de faire la déclaration annexée à cette dépêche, déclaration que vous êtes chargé de remettre en copie au Gouvernement provisoire de Bucharest.

Le désir de la Conférence est de laisser aux Principautés-Unies toute la liberté d'action compatible avec les engagements internationaux qu'elle est appelée à faire respecter.

La Conférence aime à croire que le gouvernement provisoire et les populations comprendront ses intentions bienveillantes à leur égard et que l'Assemblée conformera ses actes au sens de la déclaration.

La déclaration prescrit la ligne de conduite que les consuls ont à suivre, et la Conférence ne doute pas du zèle que vous mettrez conjointement avec vos collègues à veiller à l'exécution de la décision qu'elle porte à votre connaisance.

Vous voudrez bien inviter le Gouvernement provisoire à insérer dans le journal officiel le texte du document ci-annexé et m'informer par le télégraphe de cette publication.

Déclaration.

Le Gouvernement provisoire de Bucharest, en provoquant par un récent plébiscite la nomination d'un prince étranger, a contrevenu à la convention du 19 août 1858, laquelle, par l'article 12, défère à l'Assemblée l'élection hospodarale.

La Conférence décide, en se référant à sa résolution du 4 de ce mois, que le soin de résoudre la question du maintien de l'union

doit être laissé à l'Assemblée qui va se réunir. Si la majorité, soit des 1866
députés moldaves, soit des députés valaques, le demaindait, les uns ou les autres auraient la faculté de voter séparément.

Dans le cas où la majorité, soit moldave, soit valaque, se prononcerait contre l'union, ce vote aurait pour conséquence la séparation des deux principautés.

Cette question vidée, l'Assemblée procédera à l'élection hospodarale, qui, aux termes de l'article 13 de la convention, ne doit tomber que sur un indigène.

Les consuls sont chargés de veiller d'un commun accord à la libre émission des votes et de signaler immédiatement à la Conférence toute atteinte qui y serait portée.

(L. S.) Signé: *Metternich.*
(L. S.) Signé: *Drouyn de Lhuys.*
(L. S.) Signé: *Cowley.*
(L. S.) Signé: *Nigra.*
(L. S.) Signé: *Goltz.*
(L. S.) Signé: *Budberg.*

345.

8 mai 1866.

Arrêté de la Commission Européenne du Danube à l'égard de la mise en vigueur de l'acte public du 2 novembre 1865.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CLXXXIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

Attendu que l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, signé à Galatz, le 2 novembre 1865, par les Délégués des sept Puissances représentées dans ladite Commission, a été ratifié et sanctionné par les dites Puissances, dans la séance de la Conférence tenue à Paris par leurs Plénipotentiaires, en date du 28 mars 1866, ainsi qu'il résulte du Protocole de ladite séance, déposé en copie authentique aux archives de la Commission;

Attendu que par le fait de cette sanction, l'acte public dont il s'agit et ses deux annexes ont acquis un caractère définitif et forment aujourd'hui la loi de la navigation du bas-Danube, pour la partie située en aval d'Isaktcha;

1866 Vu les articles 111 et 112 du Règlement de navigation et de police, et l'article 19 du tarif de droits de navigation, en date dudit jour 2 novembre 1865, annexés au susdit acte public;

Arrête ce qui suit:

Article 1.

Le Règlement de navigation et de police applicable au bas-Danube, annexé sous la lettre *A* à l'Acte public en date du 2 novembre 1865, et le Tarif des droits de navigation à prélever à l'embouchure du fleuve, annexé au même acte, sous la lettre *B*, seront publiés pour entrer en vigueur le premier juin 1866.

Article 2.

Le Règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865, tel qu'il est annexé à l'Acte public dudit jour, ayant été modifié postérieurement dans deux de ses dispositions, ainsi qu'il résulte du protocole de ratification en date du 28 mars dernier, le texte de ce Règlement sera publié dans sa teneur définitive, et en conséquence, l'article 5 sera rédigé comme il suit:

„*Les Capitaines marchands, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du présent Règlement, par l'Inspecteur général et par le Capitaine du port de Soulina.*"

„*Ils sont également tenus de leur décliner, s'ils en sont requis, leurs noms, ainsi que la nationalité et les noms de leurs bâtiments, et de leur présenter leur rôle d'équiqage, sans préjudice aux dispositions des articles 10, 17 et 65 ci-dessous.*"

„*Une instruction spéciale émanée de la Commission Européenne règle, dans ses détails, l'action de ce deux Agents.*"

De plus, dans le premier paragraphe de l'article 98 dudit Règlement, les mots „*Article 4*" seront remplacés par les mots „*Article 5.*"

Article 3.

Le Règlement de navigation et de police, en date du 21 novembre 1864, et le tarif provisoire en date du 7 mars 1863, ainsi que les dispositions additionnelles du 5 novembre suivant et celles du 1er juin — 31 juillet 1865, sont abrogés et cesseront d'être applicables à partir du trente-un mai courant.

Fait à Galatz, le 8 mai 1866.

La Commission Européenne du Danube.

346. 1866

12 mai et 13 octobre 1866.

Dispositions réglementaires pour la navigation des radeaux et trains de bois dans le bras de Soulina. Disposition additionnelle. Arrêtés par la Commission Européenne du Danube.

(Procès-verbaux de la Comm. Europ. du Danube, Nr. CLXXXIII. Annexe.)

La Commission Européenne du Danube,

En considération des plaintes nombreuses qui lui ont été adressées touchant les entraves et les dangers occasionnés à la navigation, dans le bras de Soulina, par les radeaux ou trains de bois d'une dimension considérable, dirigés vers l'embouchure de ce bras;

Attendu que ce grave inconvénient est dû principalement à la difficulté que les trains de bois éprouvent à se diriger, en naviguant à la dérive dans un chenal étroit et sinueux, et qu'il disparaîtrait en grande partie si les trains étaient remorqués;

Que nonobstant la réduction de taxe accordée par le tarif en vigueur à l'embouchure de Soulina aux trains de bois qui ont été remorqués à la descente, le plus grand nombre s'abstient de faire usage des remorqueurs;

Que l'avis donné par la Commission aux expéditeurs de bois de construction, le 2 août 1865, de faire remorquer leurs trains en aval de Toultcha, parait également être demeuré sans effet;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de rendre le remorquage des radeaux et trains de bois légalement obligatoire dans le bras de Soulina;

Arrête ce qui suit:

Article 1.

Il sera interdit, à partir du 1er juillet 1866, nouveau style, à tout radeau ou train de bois ayant un tirant d'eau de plus de neuf pieds anglais ou une largeur de plus de quarante pieds anglais, de naviguer dans le bras de Soulina sans être remorqué par un bateau à vapeur.

Article 2.

Il est également interdit à tout radeau ou train de bois non remorqué de naviguer dans le bras de Soulina pendant la nuit, c'est à dire entre le coucher et lever du soleil.

Article 3.

Toute contravention aux dispositions des deux articles précédents est punie d'une amende de vingt ducats de Hollande, au moins. et de trente ducats au plus.

1866 Les condamnations sont prononcées conformément aux articles 104 à 110 inclusivement du Règlement de navigation et de police applicable au bas-Danube, en date du 2 novembre 1865.

Article 4.

Tout radeau échoué dans le bras de Soulina, qui n'est point remis à flot dans les vingt-quatre heures, peut être allégé et défait même, au besoin, par les Agents de la police fluviale, aux frais du propriétaire.

Article 5.

Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions, qui entreront en vigueur le 1er juillet prochain, à celles du dernier alinéa de l'article 25 du Règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865.

Fait à Galatz, le 12 mai 1866.

Disposition additionnelle.

La Commission Européenne du Danube,

En considération des bons effets produits par les dispositions réglementaires édictées sous la date du 12 mai dernier, touchant la navigation des radeaux et trains de bois dans le bras de Soulina;

Et dans le but de mieux assurer l'exécution de ces dispositions et la répression des contraventions commises contre elles;

Arrête ce qui suit:

Le maximum de l'amende édictée par l'article 3 des dispositions réglementaires du 12 mai dernier est porté de trente à cinquante ducats de Hollande

S'il y a récidive dans la contravention commise contre les dispositions des articles un ou deux des susdites dispositions, l'amende sera de cinquante ducats au moins et de cent ducats au plus.

Il y aura récidive contre les dispositions de l'article premier, lorsque deux ou plusieurs radeaux ou trains de bois, expédiés par le même propriétaire ou vendeur et ayant une dimension supérieure à celles qui sont prescrites par ledit article, seront trouvés naviguant, sans remorqueur à vapeur, dans le bras de Soulina, entre le premier janvier et le trente-un décembre de la même année.

Il y aura récidive dans le cas de l'article deux, lorsque la contravention aura été commise par le même radeau ou train de bois, pendant deux ou plusieurs nuits, dans le cours du même voyage.

La présente disposition additionnelle entrera en vigueur le 1er janvier 1867.

Fait à Galatz, le 13 octobre 1866.

Signé: *A. de Kremer. — Ed. Engelhardt. — J. Stokes. — Teccio de Bayo. — Saint-Pierre. — Offenberg. — Ahmet Rassim.*

347. 1866

12 mai 1866.

Publication ministérielle à l'égard de l'accession de la ville libre de Hambourg à la convention conclue entre divers États d'Allemagne concernant le traitement réciproque à accorder aux sujets respectifs malades ainsi que les frais d'enterrement en cas de leur décès à porter par les Gouvernements respectifs.

(R. G. B. 1866, Nr. 59.)

Kundmachung des Staatsministeriums, der ungarischen, croatischen und siebenbürgischen Hofkanzlei vom 12. Mai 1866, über den Beitritt der freien Stadt Hamburg zu der zwischen mehreren Regierungen des deutschen Bundes abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener gegenseitiger Staatsangehörigen.

Giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgrenze.

Im Nachhange zu der im Reichs-Gesetz-Blatte des Jahres 1854, unter Nr. 6, enthaltenen Verordnung vom 5. Jänner 1854, hinsichtlich der zwischen der k. k. österreichischen Regierung und mehreren anderen deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Uebereinkunft, wegen Verpflegung erkrankter und Beerdigung verstorbener wechselseitiger Staatsangehörigen, wird hiermit kundgemacht, dass die Regierung der freien Hansestadt Hamburg mittelst Erklärung vom 31. März 1866 der obigen Uebereinkunft nachträglich beigetreten ist.

Graf *Belcredi* m. p.
von Majláth m. p.
Kussevich m. p.
Graf *Haller* m. p.

1866

348.

13 mai 1866.

Ordonnance Impériale sur l'exécution de la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856 ayant pour but de protéger le commer ce maritime en temps de guerre.

(R. G. B. 1866. Nr. 60.)

Kaiserliche Verordnung vom 13. Mai 1866, zur weiteren Ausführung der den Schutz des Handels zur See in Kriegszeiten bezweckenden Declaration des Pariser Friedenscongresses vom 16. April 1856.

Giltig für das ganze Reich.

Mit Bezug auf die Declaration der am Friedenscongresse in Paris vertretenen Mächte vom 16. April 1856, womit über die Abschaffung der Caperei und über die Rechte der Neutralen internationale Grundsätze vereinbart wurden, welche zum Zwecke haben, die durch die Unsicherheit des öffentlichen Rechtes gesteigerten nachtheiligen Einwirkungen eines Krieges auf den Handel zur See nach Thunlichkeit zu mildern, und in der Absicht, zur weiteren Verwirklichung dieses Zweckes, soweit dies von Oesterreich abhängig ist, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit, beizutragen; finde Ich, nach Anhörung Meines Ministerrathes, zu verordnen:

Artikel I.

Handelsschiffe und ihre Ladungen können aus dem Grunde, dass dieselben einem Lande angehören, mit welchem Oesterreich im Kriege ist, von österreichischen Kriegsfahrzeugen zur See nicht aufgebracht, noch von österreichischen Prisengerichten als gute Prise erklärt werden, wenn die feindliche Macht den österreichischen Handelsschiffen gegenüber die Gegenseitigkeit beobachtet.

Die Beobachtung der Gegenseitigkeit wird bis zum Nachweise des Gegentheiles angenommen, wenn eine gleich günstige Behandlung der österreichischen Handelsschiffe von Seite der feindlichen Macht, durch die bekannten Grundsätze ihrer Gesetzgebung*) oder durch die

---

*) **Codice di Marina mercantile pel Regno d'Italia.**

25 juin 1866.

Art. 211. La cattura e la preda di navi mercantili di nazione nemica per parte delle navi di guerra dello stato saranno abolite in via di reciprocità verso quelle potenze che addotteranno eguale trattamento a favore della marina mercantile nazionale.

Il trattamento di reciprocità dovrà risultare da leggi locali, da convenzioni diplomatiche, o da dichiarazioni fatte dal nemico prima del cominciamento delle ostilità.

vor dem Beginne der Feindseligkeiten von ihr verkündeten Erklärungen*) verbürgt ist. 1866

Artikel II.

Auf Handelsschiffe, welche Kriegscontrebande führen oder rechtsverbindliche Blockaden brechen, findet die Bestimmung des Artikels I keine Anwendung.

Artikel III.

Meine Minister des Krieges und der Justiz sind mit dem Vollzuge der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Wien, am 13. Mai 1866.

Franz Joseph m. p. (LS)

Graf *Belcredi* m. p.
Graf *Mensdorff* m. p.
von Komers m. p.

Freiherr *von Wüllerstorf* m. p.
Ritter *von Frank* m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung:
Bernhard Ritter *von Mayer* m. p.

Art. 212. Sono escluse dal disposto dell' articolo precedente la cattura e la confisca per contrabbando di guerra, nel qual caso la nave in contravvenzione sarà assoggettata al trattamento delle navi neutrali che infrangono la neutralità. Sono pure escluse dal disposto dell' articolo precedente la cattura e confisca per rottura di blocco effettivo e dichiarato.

*) **Décret du Roi de Prusse, daté de Berlin, à l'égard des prises faites sur l'ennemi.**

Königlicher Erlass vom 19. Mai 1866, betreffend die Aufbringung und Wegnahme feindlicher Handelsschiffe.

Auf den Antrag des Staatsministeriums bestimme Ich, dass im Falle eines Krieges die den Unterthanen des feindlichen Staates gehörenden Handelsschiffe der Aufbringung und Wegnahme durch Meine Kriegsfahrzeuge nicht unterliegen sollen, sofern von dem feindlichen Staate die Gegenseitigkeit geübt wird.

Die vorstehende Bestimmung findet keine Anwendung auf diejenigen Schiffe, welche der Aufbringung und Wegnahme auch dann unterliegen würden, wenn sie neutrale Schiffe wären.

Dieser Mein Erlass ist durch die Gesetzsammlung bekanntzumachen.

Berlin, am 19. Mai 1866.

Wilhelm.

Graf von Bismarck-Schönhausen. — von Bodelschwingh. — von Roon. — Graf von Itzenplitz. — von Mühler. Graf zur Lippe — von Selchow. — Graf von Eulenburg.

1866

349.

6 juin 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la valeur reconnue aux caisses publiques aux pièces à 2, 1, 0·50 et 0·20 francs ou lires.

(F. V. B. 1866, Nr. 27.)

Cassenwerth der Münzstücke zu 2, 1, 0.50 und 0.20 Franken oder Lire.

Da die Staaten der Franken- (Lira-) Währung vom Jahre 1866 an die Münzstücke zu 2 und 1 Franken (Lire), sowie zu 50 und 20 Centimes (Centesimi, Rappen) nur als Scheidemünze ausprägen, so wird zu Post 6 und 7 des im Finanzministerial-Verordnungsblatte v. J. 1862, Nr. 45, Seite 279, enthaltenen Tarifes *A* bemerkt, dass diese neueren Münzstücke, wenn sie ausnahmsweise an k. k. Cassen gelangen, nicht im Verhältnisse von 2 fl. für je 5 Franken (Lire), sondern beziehungsweise zu 70, 35, 17·5 und 7 Nkr. zu verrechnen sind.

350.

11 juin 1866.

Déclaration ministérielle concernant une convention avec le gouvernement de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen relative aux frais des réquisitions mutuelles en matière de justice civile et criminelle.

(R. G. B. 1866, Nr. 150.)

Ministerialerklärung vom 11. Juni 1866, betreffend das zwischen der k. k. österreichischen Regierung und der fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'schen Regierung getroffene Uebereinkommen wegen Tragung der durch Requisitionen ihrer beiderseitigen Behörden im Gebiete des anderen Staates erwachsenen Kosten in Straf- und bürgerlichen Rechtsangelegenheiten. Ausgewechselt gegen eine gleichlautende Erklärung des fürstlich Schwarzburg'schen Ministeriums zu Sondershausen vom gleichen Datum.

Die k. k. österreichische und die fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'sche Regierung haben wegen Tragung der durch Requisitionen ihrer beiderseitigen Behörden im Gebiete des anderen Staates erwachsenen Kosten in Straf- und in bürgerlichen Rechtssachen nachstehende Uebereinkunft getroffen:

§. 1. Requisitionen in Strafsachen, sowie der dadurch herbei- 1866
geführte Schriftenwechsel sollen von den beiderseitigen Gerichts-, Administrativ- und Polizeibehörden frei von allen Sporteln, Gebühren, Stempeln und anderen Kosten behandelt werden, dergestalt, dass selbst die nothwendigen baren Auslagen von der requirirten Behörde nicht nur vorgeschossen, sondern, dafern sie nicht von einer dazu verpflichteten Privatperson einzubringen sind, auch getragen werden sollen.

§. 2. Ebenso sollen auch Requisitionen, welche von den beiderseitigen Gerichtsbehörden in bürgerlichen Rechtssachen unvermögender Personen, sowohl in streitigen als in nicht streitigen Angelegenheiten an Gerichtsbehörden des mitcontrahirenden Staates ergehen, von dem letzteren, sobald die Sache als Armensache bezeichnet, oder sonst von der requirirenden Behörde das Unvermögen der zahlungspflichtigen Betheiligten bezeugt ist, völlig kostenfrei erledigt werden.

§. 3. Die Uneinbringlichkeit der durch strafgerichtliche Requisitionen entstandenen baren Auslagen (§. 1), sowie das Unvermögen der zahlungspflichtigen Parteien bei Requisitionen in bürgerlichen Rechtssachen (§. 2), ist durch die einfache Bestätigung der ersuchenden Behörde als erwiesen anzunehmen, ohne dass desshalb weitere Nachweise zu fordern wären.

§. 4. Die dergleichen Requisitionen (§§. 1 und 2) betreffenden Correspondenzen der Behörden sollen, wenn sie mit entsprechender Aufschrift versehen und mit dem vorschriftsmässigen Dienstsiegel verschlossen sind, als Officialsachen im Sinne des Artikels 28 des revidirten Postvereinsvertrages vom 18. August 1860 behandelt werden.

In Angelegenheiten, für welche hiernach kein Portofreithum in Anspruch genommen werden kann, soll stets die empfangende Behörde das Porto tragen, und von der absendenden Behörde die Erstattung einer Portoauslage allein, soferne derselben nicht noch andere Kosten zuzuliquidiren sind, nicht verlangen.

§. 5. Gegenwärtige Uebereinkunft soll vom 1. August 1866 an dergestalt in Vollzug gesetzt werden, dass sie auf alle Requisitionen Anwendung findet, bei denen bis zu diesem Tage der Kostenpunkt noch nicht durch Zahlung oder Abschreibung zur Erledigung gebracht ist, soferne diese Requisitionen den in §§. 1 bis 4 ausgedrückten Voraussetzungen entsprechen.

Die Dauer dieser Uebereinkunft wird auf 12 Jahre, vom obgedachten Tage an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor Ablauf derselben keine Kündigung, so ist sie stillschweigend als auf weitere 12 Jahre verlängert anzusehen.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung von dem unterzeichneten k. k. österreichischen Minister des kaiserlichen Hauses

1866 und der auswärtigen Angelegenheiten gegen Auswechslung einer gleichen Erklärung seitens des fürstlich Schwarzburg-Sondershausen'schen Ministeriums vollzogen und ausgestellt worden.

Wien, am 11. Juni 1866.

Der Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:
(L. S.) Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

351.

14 juin 1866.

Convention militaire entre l'Autriche et la Bavière. Conclue à Olmütz. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 25 juin et par S. M. le Roi de Bavière le 24 juin. Ratifications échangées à Munic le 30 juin 1866.

(Ghylani Chronik pag. 270.)

Convention zwischen Bayern und Oesterreich in Betreff des gemeinsamen Krieges gegen Preussen.

Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich wiederholt und feierlich hat erklären lassen, dass dem Gedanken Allerhöchst desselben nichts ferner liege, als ein Angriff auf Preussen, und dass die k. k. Regierung die Vorschriften des Artikels XI der Bundesacte strenge zu beobachten entschlossen sei, mithin die gemeinschaftliche Anwendung militärischer Kräfte gegen Preussen nur auf Grund eines legalen Bundesbeschlusses oder im Falle eines gewaltsamen Angriffes Preussens auf einen Bundesgenossen Platz greifen kann, sind die Unterzeichneten, erhaltenem Auftrage ihrer höchsten Regierungen gemäss, für den bezeichneten Fall über nachstehende Punktationen übereingekommen:

1. Die königlich bayerische Armee in der Stärke von 40.000 bis 50.000 Mann bleibt fortwährend selbstständig unter ihrem eigenen Oberbefehlshaber, dem Feldmarschall Prinzen Carl von Bayern, königliche Hoheit.

2. Unter dem bayerischen Oberbefehlshaber stehen auch die Contingente des Königreiches Württemberg, der Grossherzogthümer Baden und Hessen und des Herzogthumes Nassau in Gemässheit der von den Regierungen dieser Staaten mit der bayerischen Regierung getroffenen Vereinbarungen.

3. *) Der bayerische Oberbefehlshaber wird die Operationen der unter ihm stehenden vereinigten Armeen nach einem gemeinschaftlichen und einheitlichen Operationsplane, sowie nach den hierauf

---

*) Le texte de cet alinéa a été changé, lors de la ratification de la Convention; nous reproduisons le texte définitivement arrêté.

gegründeten Directiven anordnen und leiten, welche ihm hierfür 1866
von dem k. k. österreichischen Obercommando mitgetheilt werden. Bei der Feststellung dieses Operationsplanes wird in gleicher Weise darauf Rücksicht zu nehmen sein, dass die Operationen stets im Einklange mit den Landesinteressen der Staaten der vereinigten Armeen bleiben, und dass ebenso auf Deckung der eigenen Gebiete ihrer Kriegsherren Rücksicht genommen werde, als auf Erreichung der Hauptzwecke des Krieges durch möglichste Vereinigung der Streitkräfte.

4. Um die gegenseitigen Beziehungen noch zu vermehren und den Vollzug der Operationen zu erleichtern, wird ein österreichischer General oder Oberst das bayerische Hauptquartier stets begleiten, sowie zu demselben Zwecke ein bayerischer General oder Oberst dem österreichischen Hauptquartier beigegeben.

5. Die königlich-bayerische Armee wird bis zum 15. Juni l. J. in Franken und in der Nähe von Eisenbahnen eine Aufstellung genommen haben, von welcher aus es ihr möglich wird, je nach den Verhältnissen ihre Bewegungen dem verabredeten Kriegsplane entsprechend einzurichten.

6. Da die militärischen Operationen auf Grund des Bundesrechtes stattfinden, wird auch der Friedensschluss in bundesgemässer Weise erfolgen, und die k. k. österreichische Regierung verpflichtet sich insbesondere, keine einseitigen Friedensverhandlungen mit Preussen zu führen, vielmehr solche Verhandlungen nur unter Theilnahme eines Bevollmächtigten der königlich bayerischen Regierung einzuleiten, und im Einverständnisse mit dieser abzuschliessen.

7. Für den Fall, dass die nicht vorherzusehenden Wechselfälle des Krieges es unvermeidlich machen sollten, dass bei dem Friedensschlusse Territorialveränderungen in Frage kämen, verpflichtet sich die k. k. österreichische Regierung, aus allen Kräften dahin zu wirken, dass Bayern vor Verlusten bewahrt werde, jedenfalls aber mit solchen nur im gleichen Verhältnisse zu allen verbündeten Staaten belastet und für etwaige Abtretungen demgemäss entschädigt werde.

8. Die Ratification gegenwärtiger Punktationen durch den Allerhöchsten Souverän bleibt vorbehalten. Dieselbe soll binnen acht Tagen erfolgen, und es sollen dadurch gegenwärtige Punktationen die Natur und Kraft eines förmlichen Staatsvertrages erhalten.

gez. *Henikstein*, F. M. L.,
Chef des General-Stabes.

gez. Freiherr *von der Tann*, G. L.,
Chef des General-Stabes.

1866

352.

14 juin 1866.

Ordonnance du 14 juin 1866 concernant l'admission et le traitement des vaisseaux de guerre de nations amies sur les côtes de l'Autriche.

(M. V. B. 1866, Nr. 47.)

Circularverordnung vom 14. Juni 1866. Vorschrift über Behandlung fremder Kriegsschiffe an österreichischen Küsten.

Seine k. k. Apostolische Majestät haben mit Allerhöchster Entschliessung vom 20. Mai 1866 die nachfolgende Vorschrift über den Zulass und die Behandlung der Kriegsschiffe befreundeter Nationen an den österreichischen Küsten, dann die Ausserkraftsetzung der diesfalls bestehenden bisherigen Normen, allergnädigst zu genehmigen geruht.

Für den Kriegs-Minister:
Ritter *von Fautz* m. p., Vice-Admiral.

Vorschrift über den Zulass und die Behandlung der Kriegsschiffe befreundeter Nationen an den österreichischen Küsten.

§. 1.

Mit Vorbehalt der jedem souveränen Staate zustehenden Befugniss, die Zulassung fremder Kriegsschiffe zu den eigenen Küsten eintretenden Falls nach Massgabe des Völkerrechtes zu verweigern, gestattet die kaiserlich österreichische Regierung den Kriegsschiffen befreundeter Nationen das Ankern an der ganzen österreichischen Küste.

§. 2.

Eine Ausnahme bildet der Hafen von Klek, der weder von Kauffahrern noch von Kriegsschiffen fremder Flagge berührt werden darf.

Ferner ist die Communication mit dem im Bereiche des Kriegshafens von Cattaro gelegenen türkischen Küstengebiete Suttorina kraft der bestehenden Verträge jedem Schiffe einer fremden Nation unter allen Umständen untersagt.

§. 3.

Die Anzahl der Kriegsschiffe einer und derselben Flagge, welche in einen österreichischen Hafen einlaufen können, ist nicht beschränkt.

§. 4.

Die fremden Kriegsschiffe sind gleich den k. k. Kriegsschiffen gehalten, den in österreichischen Häfen bestehenden Hafen-, Sanitäts- und Finanzgesetzen Rechnung zu tragen und dem diesfälligen Ansuchen der competenten Behörden nachzukommen, und können

unter dieser Bedingung auf die den Gebräuchen gesitteter Nationen 1866
entsprechende gastfreundliche Aufnahme und bereitwilligste Unterstützung rechnen.

§. 5.

Zu diesem Behufe hat der Vertreter des k. k. Hafen- und Sanitätsamtes sich an Bord eines jeden einlaufenden Kriegsschiffes zu begeben, dem Commandanten zur Ausfüllung und eigenhändiger Fertigung ein gedrucktes Constitutsformulare zuzustellen, und demselben nach ertheilter pratica seine Dienste anzubieten, sowie diejenigen Auskünfte zu ertheilen, welche in Bezug auf Vertäuung des Schiffes und in hafenpolizeilicher Beziehung dem Commandanten des fremden Kriegsschiffes zu wissen nothwendig sind.

§. 6.

Das Constitutsformulare hat nachstehende Daten zu enthalten: Flagge, Gattung, Name, Mannschaftsstand und Kanonenzahl des Schiffes, Grad und Name des Commandanten, Abfahrtsort desselben, Dauer der Fahrt, Dauer des beabsichtigten Aufenthaltes, ob und welche Passagiere am Bord, Gesundheitszustand der Bemannung.

§. 7.

Von diesem Constitute ist sowohl die höchste politische, als auch Armee- und Marinebehörde des Ortes von Seite des constituirenden Hafenamtes in Kenntniss zu setzen.

§. 8.

In den k. k. Häfen, wo Befestigungen bestehen, hat die k. k. Flagge auf dem Hauptwerke von 8 Uhr Morgens bis zum Sonnenuntergange gehisst zu sein, und wäre dieses bei Annäherung eines Kriegsschiffes nicht der Fall, und die Tageshelle zur Wahrnehmung der Nationalflagge ausreichend, so ist dieselbe allsogleich zu hissen und bis zur Ankunft des einlaufenden Schiffes oder Einbruch der Nacht gehisst zu halten.

§. 9.

Sollte ein auf Kanonenschussweite angekommenes Kriegsschiff seine Flagge nicht hissen, so hat das nächstgelegene Werk einen blinden Kanonenschuss, nach 2 Minuten einen scharfen Schuss vor den Bug des Schiffes als Warnung abzufeuern, und sollte auch diesem binnen 3 Minuten eine Folge nicht gegeben worden sein, so ist scharf auf das betreffende Schiff zu feuern.

§. 10.

Fremden Kriegsschiffen ist es nicht gestattet, Lootungen mit Booten und Aufnahme in jenen Gewässern vorzunehmen, welche im Schussbereiche eines österreichischen befestigten Werkes liegen.

1866 Sollte ein fremdes Kriegsschiff eine solche Operation vornehmen, so ist dem betreffenden k. k. Stationscommandanten unverweilt die Anzeige zu erstatten, und dieser hat den Commandanten jenes Schiffes durch einen seiner Officiere zu ersuchen, die begonnenen Arbeiten allsogleich einzustellen, widrigenfalls er mit Waffengewalt daran zu verhindern wäre, welchem Acte ein dem betreffenden Commandanten einzuhändigender schriftlicher Protest voranzugehen hätte.

In Plätzen, deren Vertheidigungsmittel ungenügend sind, um die Befolgung der bestehenden Gesetze von einem fremden Schiffe zu erzwingen, ist sich auf den blossen Protest zu beschränken, unverzüglich aber an die vorgesetzte Behörde die Meldung zu erstatten.

§. 11.

Im Schussbereiche eines befestigten Hafens sind Schiessübungen seitens fremder Kriegsschiffe nicht gestattet, und auch in anderen Häfen erst nach gepflogenem Einvernehmen mit der politischen Behörde.

§. 12.

Mit Ausnahme höherer Unterofficiere, denen das Tragen des Seitengewehres für gewöhnlich gestattet wird, hat die Mannschaft eines fremden Kriegsschiffes stets unbewaffnet das Land zu betreten.

§. 13.

Sollte ein fremdes Kriegsschiff wegen vorzunehmender Reparaturen oder aus anderen Gründen sich in das Innere eines Hafens vertäuen müssen, wo wegen der Nähe von anderen Schiffen oder Häusern gegen Feuersgefahr Vorsichtsmassregeln nothwendig wären, so hat dasselbe seine Munition und adjustirten Hohlgeschosse vorher auszuschiffen, und an einem im Einvernehmen mit der politischen Behörde zu bestimmenden sicheren Orte unterzubringen.

§. 14.

Auf die übliche Begrüssung eines angekommenen fremden Kriegsschiffes, welche unter gleichzeitigem Aufhissen der österreichischen Flagge am Grosstopp in einer Salve von 21 Kanonenschüssen zu bestehen hat, hat der Gegengruss seitens der k. k. Befestigungen unverweilt durch eine gleiche Anzahl Kanonenschüsse geleistet zu werden.

§. 15.

In österreichischen Häfen ist es nicht gestattet, dass zwei oder mehrere Schiffe fremder Nationen thätliche Feindseligkeiten gegeneinander unternehmen, und diejenigen, welche zuerst den Frieden brechen, sind nach verhergegangenem und fruchtlos gebliebenem schriftlichen Proteste wie feindliche Schiffe zu behandeln.

§. 16. 1866

In Kriegshäfen können fremde Kriegsschiffe ebenfalls einlaufen, jedoch hat sich ihr Aufenthalt bloss auf den Zeitraum zu beschränken, welcher zur Deckung ihrer etwaigen Bedürfnisse erforderlich ist.

In einem solchen Falle ist der Festungscommandant verpflichtet, dem fremden Schiffe jede thunliche Unterstützung angedeihen zu lassen.

§. 17.

Als Kriegshäfen sind erklärt:

a) Der Hafen von Venedig, und zwar die im Kanonenschussbereiche gelegene Meeresfläche vom Fort Brondolo bis zum Leuchtthurme von Piave.

b) Der Hafen Pola mit den nebenliegenden Ankerplätzen vom Cap Promentore bis zur nördlichen Spitze der brionischen Inseln.

c) Die Insel Lissa mit allen ihren Buchten.

d) Der Hafen von Cattaro innerhalb der Linie, welche Punta d' Ostro mit der Punta Xanizza oder d'Arsa verbindet.

§. 18.

In Venedig dürfen fremde Kriegsschiffe nur auf der Rhede von Spignon ankern, in Pola nur ausserhalb der Hafeninsel S. Pietro.

§. 19.

Sollte ein fremdes Kriegsschiff in der Nähe der Stadt Venedig selbst zu ankern wünschen, so kann dieses der k. k. Festungscommandant nur unter der Bedingung gestatten, dass das Kriegsschiff vorher seine Munition und adjustirten Hohlgeschosse ausschiffe.

§. 20.

Wäre die Aufnahme des fremden Schiffes in eines der k. k. Seearsenale nothwendig, so hat der Arsenalscommandant das bezügliche Ansuchen des fremden Commandanten der vorgesetzten Centralstelle zur Entscheidung zu melden, und nach erfolgter Genehmigung die Aufnahme jenes Schiffes ins k. k. Arsenal zu veranlassen, und zwar unter denselben Vorsichtsmassregeln, wie für k. k. Schiffe.

Es wird daher nicht nur sämmtliche feuergefährliche Munition und die Mannschaft auszuschiffen sein, sondern das Schiff selbst steht während seiner Anwesenheit im Arsenale unter der Oberaufsicht des Arsenalscommandanten.

§. 21.

Diejenigen Vorschriften, welche für die übrigen österreichischen Häfen oben in den §§. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 und 14 angeführt wurden, sind selbstverständlich auch für Kriegshäfen giltig.

1866

353.

9 juillet 1866.

Ordonnance Impériale concernant la capture et le jugement par la cour des prises des vaisseaux ennemis ou suspects, pendant la durée de la guerre.

(R. G. B. 1866, Nr. 90.)

Kaiserliche Verordnung vom 9. Juli 1866, betreffend die Anhaltung, Aufbringung und prisenrechtliche Behandlung von feindlichen und verdächtigen Schiffen nach Ausbruch des Krieges zur See.

Giltig für das ganze Reich.

Die Grundsätze, welche über die Abschaffung der Caperei und über die Rechte der Neutralen im Seekriege von den am Friedenscongresse zu Paris vertretenen Mächten mit Declaration vom 16. April 1856 vereinbart wurden, und die Bestimmungen Meiner kaiserlichen Verordnung vom 13. Mai 1866 über die unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit auch den feindlichen Handelsschiffen zu gewährende günstige Behandlung, haben in dem gegenwärtigen Kriege zur Anwendung zu kommen, wie folgt:

§. 1.

Die Commandanten österreichischer Kriegsfahrzeuge sind berechtiget und nach Mass ihrer Mittel verpflichtet, alle Schiffe zur prisengerichtlichen Untersuchung aufzubringen:

a) welche feindliches Staatseigenthum sind,

b) welche sich der Anhaltung mit Gewalt widersetzen, dieselben mögen der feindlichen oder einer neutralen Flagge angehören.

§. 2.

Ausser diesen Fällen sind feindliche Schiffe, so lange der Feind die Gegenseitigkeit beobachtet, sowie neutrale Schiffe, nur dann aufzubringen:

a) wenn sie eine rechtsverbindliche Blockade zu brechen unternehmen,

b) wenn sie Kriegscontrebande führen,

c) wenn sie einer der hier sub *a)* oder *b)* bezeichneten Uebertretungen verdächtig sind.

§. 3.

Als verdächtig im Sinne des §. 2, lit. *c)* sind feindliche und neutrale Schiffe anzusehen:

1. wenn sie doppelte oder wahrscheinlich falsche oder gefälschte Papiere führen;

2. wenn sie keine Papiere führen, oder ihre Papiere beseitigt 1866
haben, zumal, wenn dies erst geschehen ist, nachdem das Kriegsfahrzeug in Sicht war;

3. wenn sie nach erfolgter Aufforderung nicht beilegen oder nicht stoppen, oder der Durchsuchung von Schiffsräumen oder Behältnissen sich widersetzen, in welchen muthmasslich Kriegscontrebande oder die Papiere sich befinden;

4. wenn gegen dieselben andere gleichstarke oder noch stärkere Verdachtsgründe der Uebertretungen lit. *a)* oder *b)* des §. 2 sich ergeben.

§. 4.

Folgende Gegenstände werden, soferne sie für den Feind oder einen feindlichen Hafen bestimmt sind, als Kriegscontrebande erklärt: Kanonen, Mörser, Drehbassen, alle Arten von Waffen, Zündhütchen, Lunten, Pulver, Salpeter, Schwefel, Bomben, Granaten, Kugeln, Schiessbaumwolle, Kürasse, Armatursgegenstände, Pferde, Sättel, Zäume, sowie alle Gegenstände, welche unmittelbar zum Kriegsgebrauche angewendet werden, mit Ausnahme eines zur Vertheidigung der Mannschaft und des Schiffes erforderlichen, diesem Zwecke angemessenen Vorrathes.

§. 5.

Als gute Prise haben zu gelten:

a) Schiffe, welche feindliches Staatseigenthum sind (§. 1, lit. *a*) nebst ihrer Ladung; jedoch ist das neutrale Gut am Bord derselben, mit Ausnahme der Kriegscontrebande, frei;

b) Schiffe, welche sich der Anhaltung mit Gewalt widersetzen (§. 1, lit. *b*);

c) Schiffe, welche es unternommen haben, eine rechtsverbindliche Blockade zu brechen (§. 2, lit. *a*) nebst ihrer Ladung;

d) Schiffe, welche Kriegscontrebande führen (§. 2, lit. *b*), jedoch nur dann, wenn die Menge der Kriegscontrebande im Verhältnisse zur übrigen Ladung erheblich ist;

e) Schiffe, welche als verdächtig aufgebracht worden sind (§. 2, lit. *c)* und §. 3), soferne die vorliegenden Verdachtsgründe durch die Untersuchung nicht beseitiget wurden;

f) die Kriegscontrebande (§. 4), gleichviel, wem sie gehöre, in welcher Menge und am Bord welcher Schiffe dieselbe angehalten worden sei.

§. 6.

Das auf den aufgebrachten Schiffen befindliche freie Gut ist, sobald es als solches erkannt wird, den Eigenthümern schleunigst zurückzustellen.

1866

§. 7.

Führer und Mannschaft des aufgebrachten Schiffes, sowie die Passagiere, sind, soferne ihnen weder eine absichtliche Unterstützung des Feindes, noch sonst eine durch die Strafgesetze verpönte Handlung zur Last fällt, in Freiheit zu setzen, und, wenn es die Vorsicht erfordert, über die Grenze zu bringen, vorausgesetzt, dass ihre Anwesenheit zum Zwecke der prisenrechtlichen Untersuchung nicht benöthigt wird. So lange letzteres der Fall ist, ist für ihren Unterhalt auf Staatskosten zu sorgen.

Individuen, welche sich einer absichtlichen Unterstützung des Feindes verdächtig gemacht haben, sind bis zur Entkräftung des Verdachtes als Kriegsgefangene zu behandeln.

§. 8.

Oesterreichische Schiffe, die vom Feinde weggenommen und demselben von österreichischen Kriegsfahrzeugen wieder abgenommen wurden, sind in allen Fällen den Eigenthümern ohne Entgelt lediglich gegen Ersatz der allfälligen Bergeauslagen zurückzustellen.

§. 9.

Auf neutralem Seegebiete darf eine Anhaltung und Aufbringung nicht stattfinden.

§. 10.

Bei der Anhaltung und Durchsuchung haben die Commandanten der österreichischen Kriegsfahrzeuge folgendes Verhalten zu beobachten:

Der Commandant signalisirt dem Schiffe, beizulegen oder zu stoppen, und lässt sodann den Schiffer mit den Schiffspapieren zu sich an Bord kommen. Ergibt sich hierbei kein Bedenken, so hat er das Schiff in seiner Weiterreise nicht zu behindern. Findet er jedoch begründeten Anlass zu dem Verdachte, dass das Schiff der Aufbringung unterliege, so hat er einen Officier zur genauen Ermittlung des Verdachtes auf das Schiff zu senden. Hierbei dürfen eigenmächtig keine geschlossenen Räumlichkeiten, Tonnen, Kisten, Schränke, Verschläge, Fustagen oder sonstige Behältnisse geöffnet oder erbrochen, auch nicht durchsucht werden, was von der Ladung lose im Schiffe liegt, wohl aber ist der Schiffer anzuhalten, diejenigen Behältnisse u. s. w. im Schiffe öffnen zu lassen, deren Eröffnung der Officier für erforderlich erachtet.

Derjenige Officier, welcher gegen diese Bestimmungen verstösst, ist desshalb zur Verantwortung zu ziehen.

§. 11. 1866

Neutrale Handelsschiffe, welche unter Convoi von Kriegsschiffen einer neutralen Macht gehen, unterliegen der Untersuchung nicht. Es genügt in diesem Falle die Erklärung des Convoicommandanten, dass die Papiere der convoyirten Schiffe in Ordnung sind, und dass dieselben keine Kriegscontrebande an Bord haben.

§. 12.

Hat der Commandant ein Schiff aufgebracht, so liegt ihm ob, unter eigener Verantwortung darüber zu wachen, dass von dessen Ladung nichts gelöscht, verkauft, vertauscht oder auf irgend eine Weise entfernt werde oder verloren gehe. Er muss zu diesem Ende im Vereine mit dem Schiffer oder Steuermann auf dem aufgebrachten Schiffe, soweit möglich, die ganze Ladung unter Siegel und Verschluss legen.

Die Schiffspapiere hat der Commandant nebst einem von ihm und dem Schiffer unterschriebenen Verzeichnisse in ein Convolut zu legen, welches mit seinem Amtssiegel und dem Siegel des Schiffers versehen wird.

§. 13.

Der Commandant hat sohin die nöthigen Vorkehrungen zu treffen, erforderlichen Falls einen Officier mit Mannschaft auf das Schiff abzuordnen, damit dasselbe mit ungeöffneter Ladung — (soferne nicht der Schiffer mit Rücksicht auf die Conservirung derselben in die Oeffnung willigt) — sicher in den Hafen von Pola oder, wenn dies nicht thunlich ist, in einen anderen Hafen, wo es in militärischen Gewahrsam genommen werden kann, gebracht werde.

Nach anderen Plätzen darf das Schiff nur dann gebracht und, solange der Nothfall dauert, belassen werden, wenn Sturm, Wetter, Mangel an Proviant, feindliche Verfolgung oder sonstige Seenoth es nothwendig machen.

§. 14.

Im Hafen sind Schiffsladung und Mannschaft nebst den versiegelten Schiffspapieren und allen auf die Aufbringung sich beziehenden Schriftstücken gegen Uebernahmsbestätigung an die militärische Behörde des Hafens abzugeben, welche wegen Stellung vor die Prisencommission das Weitere vorzukehren hat.

§. 15.

Wenn das Schiff wegen Haverei nicht in den Hafen (§. 14) gebracht werden kann, oder wenn die Ladung aus leicht verderblichen Waaren besteht, so hat der Commandant des Kriegsschiffes oder der das aufgebrachte Schiff führende Officier nach seinem gewis-

1866 senhaften Ermessen, unter Mitwirkung des Schiffers, diejenigen Massregeln zu ergreifen, welche er zum Besten des Schiffes und der Ladung am zweckmässigsten findet.

§. 16.

Der Commandant, welcher die vorstehenden zur Sicherheit der neutralen Schifffahrt und zur thunlichen Schonung des Handels zur See in Kriegszeiten gegebenen Bestimmungen übertreten oder zu deren Schaden seine Macht missbrauchen sollte, wird zur Verantwortung gezogen, und kann ausserdem zur Vergütung des widerrechtlich zugefügten Schadens verhalten werden.

§. 17.

Die in dieser Verordnung den feindlichen Handelsschiffen, ihren Ladungen und ihrer Bemannung eingeräumte günstige Behandlung findet nur insoweit statt, als von dem Feinde die Gegenseitigkeit beobachtet wird.

§. 18.

Auf die Wegnahme feindlicher Kriegsfahrzeuge und solcher Schiffe, welche im Dienste der feindlichen Kriegsmacht stehen, finden die Bestimmungen dieser Verordnung keine Anwendung.

§. 19.

Zur Aburtheilung der Prisen sind Prisengerichte einzusetzen, wobei die in Meiner Verordnung vom 21. März 1864, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 31, enthaltenen Grundsätze zur Richtschnur zu dienen haben.

§. 20.

Mit der Vollziehung der gegenwärtigen Verordnung sind Meine Minister des Krieges und der Justiz beauftragt.

Wien, am 9. Juli 1866.

Franz Joseph m. p.

Belcredi m. p.
Esterházy m. p.
Wüllerstorff m. p.
Franck m. p., F. M. L.
Komers m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung:
Bernhard Ritter *von Meyer* m. p.

354. 1866

10 juillet 1866.

Manifeste Impérial concernant la guerre avec la Prusse et la médiation de la France.

(R. G. Bl. 1866, Nr. 88.)

Kaiserliches Manifest vom 10. Juli 1866.

An Meine Völker!

Das schwere Unglück, welches Meine Nordarmee trotz des heldenmüthigsten Widerstandes getroffen, die Gefahren, die dadurch für das Vaterland erwachsen, die Kriegsbedrängnisse, die verheerend über Mein geliebtes Königreich Böhmen sich ausbreiten und anderen Theilen Meines Reiches drohen, die schmerzlichen unersetzlichen Verluste für so viele Tausende von Familien, haben Mein Herz, das so väterlich warm für das Wohl Meiner Völker schlägt, auf das tiefste erschüttert.

Allein das Vertrauen, das ich in Meinem Manifeste vom 17. Juni ausgesprochen, das Vertrauen auf Euere unerschütterliche Treue, Hingebung und Opferwilligkeit, das Vertrauen auf den selbst im Unglücke nicht zu brechenden Muth Meiner Armee, das Vertrauen auf Gott und Mein gutes, heiliges Recht, ist in Mir keinen Augenblick wankend geworden.

Ich habe Mich an den Kaiser der Franzosen um Vermittlung eines Waffenstillstandes in Italien gewendet. Ich fand nicht nur das bereitwilligste Entgegenkommen, sondern Kaiser Napoleon hat Sich auch aus eigenem Antriebe und in der edlen Absicht der Verhinderung weiteren Blutvergiessens zum Vermittler eines Waffenstillstandes mit Preussen und der Einleitung von Friedensverhandlungen anerboten.

Ich habe dieses Anerbieten angenommen.

Ich bin zu einem Frieden unter ehrenvollen Bedingungen bereit, um dem Blutvergiessen und den Verheerungen des Krieges ein Ziel zu setzen; allein nie werde Ich in einen Friedensabschluss willigen, durch welchen die Grundbedingungen der Machtstellung Meines Reiches erschüttert würden.

In diesem Falle bin Ich zum Kampfe auf das Aeusserste entschlossen, und hierin der Zustimmung Meiner Völker gewiss.

Alle verfügbaren Truppen werden zusammengezogen, und durch die angeordnete Recrutirung, die zahlreichen Freiwilligen, welche der neu auflebende patriotische Geist überall zu den Waffen ruft, ergänzen sich die Lücken des Heeres.

Oesterreich ward vom Unglücke schwer getroffen; aber es ist nicht entmuthiget, nicht gebeugt.

1866 Meine Völker!

Vertrauet auf Eueren Kaiser!

Oesterreichs Völker haben sich nie grösser als im Unglücke gezeigt.

Auch Ich will dem Beispiele Meiner Ahnen folgen, und mit unerschütterlichem Gottvertrauen, mit Entschlossenheit und Beharrlichkeit Euch voranleuchten.

Gegeben in Meiner Residenz- und Reichshauptstadt Wien am zehnten Juli Eintausend achthundert sechsundsechzig.

Franz Joseph m. p.

355.

21 juillet 1866.

Déclaration ministérielle concernant l'accession de l'Autriche à la convention internationale de Genève du 22 août 1864 relative au traitement et à l'entretien des militaires blessés. Échange des déclarations à Berne, le 30 juillet 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 97.)

Ministerialerklärung vom 21. Juli 1866, über den Beitritt der k. k. österreichischen Regierung zu der am 22. August 1866 zu Genf abgeschlossenen Convention wegen Verbesserung des Loses der im Kriege verwundeten Militärs; — welcher Beitritt von dem Bundesrathe der schweizerischen Eidgenossenschaft Namens der hierbei betheiligten contrahirenden Staaten mittelst Gegenerklärung ddo. Bern den 30. Juli 1866 acceptirt worden ist.

Beitrittserklärung.

Der unterzeichnete k. k. Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern erklärt hiermit in Folge erhaltener Allerhöchster Ermächtigung Seiner k. k. Apostolischen Majestät und im Hinblick auf den Artikel 9 der zu Genf am 22. August 1864 von den Regierungen Badens, Belgiens, Dänemarks, Frankreichs, Hessens, der Niederlande, Portugals, Preussens, Sardiniens, Spaniens, der Schweiz und Württembergs*) abgeschlossenen Convention wegen der Behandlung und Pflege im Felde verwundeter Krieger, dass die Regierung Seiner Majestät des Kaisers der besagten Convention beitritt.

---

*) Accessions ultérieures à cette convention: Suède, Grèce, Grande-Bretagne, Mecklenbourg-Schwerin, Turquie et Bavière.

Urkund dessen hat derselbe gegenwärtige Erklärung eigen- 1866
händig unterzeichnet, und das Siegel des Ministeriums des kaiserlichen Hauses und des Aeussern beidrücken lassen.

Wien, am 21. Juli 1866.

Seiner k. k. Apostolischen Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

Alexander Graf *Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Inhalt der Convention.

Artikel 1.

Die Ambulancen und Militärspitäler werden als neutral anerkannt und demgemäss von den Kriegführenden geschützt und geachtet werden, so lange sich Kranke oder Verwundete darin befinden.

Die Neutralität würde aufhören, wenn solche Ambulancen oder Spitäler mit Militär besetzt wären.

Artikel 2.

Das Personal der Spitäler und Ambulancen für die Aufsicht und den Gesundheits-, Verwaltungs- und Krankentransportdienst, sowie die Feldprediger haben, so lange sie ihren Verrichtungen obliegen, und Verwundete aufzuheben oder zu verpflegen sind, Theil an der Wohlthat der Neutralität.

Artikel 3.

Die im vorgehenden Artikel bezeichneten Personen können auch nach der Besitznahme durch den Feind in den von ihnen besorgten Spitälern oder Ambulancen ihrem Amte obliegen oder sich zu dem Corps zurückziehen, dem sie angehören.

Wenn diese Personen unter solchen Umständen ihre Verrichtungen einstellen, so sind sie den feindlichen Vorposten von Seite des den Platz innehabenden Heeres zuzuführen.

Artikel 4.

Das Material der Militärspitäler unterliegt den Kriegsgesetzen, und die denselben zugetheilten Personen dürfen daher bei ihrem Rückzuge nur die ihr Privateigenthum bildenden Sachen mitnehmen.

Dagegen verbleibt den Ambulancen unter gleichen Umständen ihr Material.

Artikel 5.

Die Landesbewohner, welche den Verwundeten zu Hilfe kommen, sollen geschont werden und frei bleiben. Die Generäle der kriegführenden Mächte sind verpflichtet, die Einwohner von dem an ihre

1866 Menschlichkeit ergehenden Rufe und der daraus folgenden Neutralität in Kenntniss zu setzen.

Jeder in einem Hause aufgenommene und verpflegte Verwundete soll diesem als Schutz dienen. Wer Verwundete bei sich aufnimmt, soll mit Truppeneinquartierungen und theilweise mit allfälligen Kriegscontributionen verschont werden.

Artikel 6.

Die verwundeten oder kranken Krieger sollen, gleichviel, welchem Volke sie angehören, aufgehoben und verpflegt werden.

Den Feldherren soll gestattet sein, die während des Kampfes Verwundeten sofort den feindlichen Vorposten zu übergeben, wenn die Umstände es erlauben und beide Theile zustimmen.

Diejenigen, welche nach ihrer Genesung dienstuntüchtig befunden werden, sind heimzuschicken.

Die Anderen können ebenfalls nach Hause entlassen werden, unter der Bedingung, dass sie für die Dauer des Krieges die Waffen nicht mehr tragen.

Die Evacuationen und das sie leitende Personal werden durch unbedingte Neutralität gedeckt.

Artikel 7.

Eine auszeichnende und überall gleiche Fahne wird für die Spitäler, Ambulancen und Evacuationen angenommen. Ihr soll unter allen Umständen die Landesfahne zur Seite stehen.

Desgleichen wird für das neutralisirte Personal ein Armband zugelassen, dessen Verabfolgung jedoch der Militärbehörde überlassen bleibt.

Fahne und Armband tragen das rothe Kreuz auf weissem Grund.

Artikel 8.

Die Vollziehungsdetails zur gegenwärtigen Uebereinkunft sind von den Oberbefehlshabern der kriegführenden Heere nach den Weisungen der betreffenden Regierungen und in Gemässheit der in dieser Uebereinkunft ausgesprochenen allgemeinen Grundsätze zu ordnen.

Artikel 9.

Die hohen vertragschliessenden Theile sind übereingekommen, gegenwärtige Uebereinkunft den Regierungen, welche keine Bevollmächtigten zur internationalen Conferenz in Genf abordnen konnten, mitzutheilen, und sie zum Beitritte einzuladen, zu welchem Ende das Protokoll offen gehalten wird.

---

356. 1866

26 juillet 1866.

Traité de Préliminaires de paix et convention d'armistice. Conclus à Nicolsbourg. Ratifié le 27 juillet 1866.

(Staatsarchiv XI, 2364.)

Präliminar-Friedensvertrag und Waffenstillstands-Convention. Ratificirt am 27. Juli 1866.

I. Präliminar-Friedensvertrag.

Ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen, beseelt von dem Wunsche, Ihren Ländern die Wohlthaten des Friedens wiederzugeben, haben zu diesem Ende und behufs Feststellung von Friedenspräliminarien zu Ihren Bevollmächtigten ernannt: Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich: Ihren wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Alois Grafen Károlyi von Nagy Károlyi, und Ihren wirklichen und Geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Adolph Freiherrn von Brenner-Felsach; Se. Majestät der König von Preussen: Ihren Ministerpräsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto Grafen von Bismarck-Schönhausen, welche, nachdem ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und richtiger Form befunden, über folgende Grundzüge als Basis des demnächst abzuschliessenden Friedens übereingekommen sind:

Artikel I. Der Territorialbestand der Oesterreichischen Monarchie, mit Ausnahme des Lombardisch-Venetianischen Königreiches, bleibt unverändert. Se. Majestät der König von Preussen verpflichtet Sich, Seine Truppen aus den bisher von denselben occupirten österreichischen Territorien zurückzuziehen, sobald der Friede abgeschlossen sein wird, vorbehaltlich der im definitiven Friedensschlusse zu treffenden Massregeln wegen einer Garantie der Zahlung der Kriegsentschädigung.

Artikel II. Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich erkennt die Auflösung des bisherigen deutschen Bundes an und gibt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Betheiligung des Oesterreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Se. Majestät das engere Bundesverhältniss anzuerkennen, welches Se. Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt Sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem norddeutschen Bunde der näheren Verständigung zwischen beiden vorbehalten bleibt.

1866 Artikel III. Se. Majestät der Kaiser von Oester
trägt auf Se. Majestät den König von Preussen alle Seine
Frieden vom 30. October 1864 erworbenen Rechte auf d
thümer Holstein und Schleswig, mit der Massgabe, dass
kerungen der nördlichen Districte von Schleswig, wenn
freie Abstimmung den Wunsch zu erkennen geben, mit
vereinigt zu werden, an Dänemark abgetreten werden sollen.

Artikel IV. Se. Majestät der Kaiser von Oester
pflichtet Sich, behufs Deckung eines Theiles der für Pre
dem Kriege erwachsenen Kosten, an Se. Majestät den K
Preussen die Summe von 40 Millionen Thalern zu zahlen. V
Summe soll jedoch der Betrag der Kriegskosten, welche S
stät der Kaiser von Oesterreich laut Artikel 12 des gedachten
Friedens vom 30. October 1864 noch an die Herzogthümer
wig und Holstein zu fordern hat, mit fünfzehn Millionen
und als Aequivalent der freien Verpflegung, welche die Pre
Armee bis zum Friedensschlusse in den von ihr occupirten
reichischen Landestheilen haben wird, mit fünf Millionen in
gebracht werden, so dass nur 20 Millionen bar zu zahlen

Artikel V. Auf den Wunsch Sr. Majestät des Kaiser
Oesterreich erklärt Se. Majestät der König von Preussen Sich
bei den bevorstehenden Veränderungen in Deutschland den
wärtigen Territorialbestand des Königreiches Sachsen in
bisherigen Umfange bestehen zu lassen, indem er Sich dagegen
behält, den Beitrag Sachsens zu den Kriegskosten und die
Stellung des Königreiches Sachsen innerhalb des Norddeuts
Bundes durch einen mit Sr. Majestät dem Könige von Sachsen
schliessenden besonderen Friedensvertrag näher zu regeln. Dage
verspricht Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, die von Sr.
jestät dem Könige von Preussen in Norddeutschland herzustellen
neuen Einrichtungen, einschliesslich der Territorialveränderung
anzuerkennen.

Artikel VI. Se. Majestät der König von Preussen macht
anheischig, die Zustimmung Seines Verbündeten, Sr. Majestät
Königs von Italien, zu den Friedenspräliminarien und zu dem
dieselben zu begründenden Waffenstillstande zu beschaffen, so
das Venetianische Königreich durch Erklärung Sr. Majestät
Kaisers der Franzosen zur Disposition Sr. Majestät des Königs
Italien gestellt sein wird.

Artikel VII. Die Ratificationen der gegenwärtigen Ue
einkunft werden binnen längstens zwei Tagen in Nikolsburg
getauscht werden.

Artikel VIII. Gleich nach erfolgter und ausgetauschter
fication der gegenwärtigen Uebereinkunft werden Ihre beiden

jestäten Bevollmächtigte ernennen, um an einem noch näher zu bestimmenden Orte zusammenzukommen, und auf der Basis des gegenwärtigen Präliminarvertrages den Frieden abzuschliessen und über die Detailbedingungen desselben zu verhandeln. 1866

Artikel IX. Zu diesem Zwecke werden die contrahirenden Staaten, nach Feststellung dieser Präliminarien einen Waffenstillstand für die kaiserlich österreichischen und königlich sächsischen Streitkräfte einerseits und die königlich preussischen anderseits abschliessen, dessen nähere Bedingungen in militärischer Hinsicht sofort geregelt werden sollen. Dieser Waffenstillstand wird am 2. August beginnen und die im Augenblicke bestehende Waffenruhe bis dahin verlängert. Der Waffenstillstand wird gleichzeitig mit Bayern hier abgeschlossen und der General Freiherr v. Manteuffel beauftragt werden, mit Württemberg, Baden und Hessen-Darmstadt einen am 2. August beginnenden Waffenstillstand auf der Grundlage des militärischen Besitzstandes abzuschliessen, sobald die genannten Staaten es beantragen. Zu Urkund des Gegenwärtigen haben die gedachten Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unterzeichnet und ihr Siegel beigedrückt.

Nikolsburg, am 26. Juli 1866.

Károlyi m. p. *v. Bismarck* m. p.
Brenner m. p.

II. Waffenstillstands-Convention.

Die Unterzeichneten: der k. k. österreichische Feldzeugmeister, Graf v. Degenfeld und der königlich preussische General der Infanterie, Freiherr v. Moltke, nachdem sie von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich und Sr. Majestät dem Könige von Preussen dazu bevollmächtigt worden sind und ihre Vollmachten gegenseitig in Ordnung gefunden haben, schliessen einen Waffenstillstand unter nachstehenden Bedingungen: Nachdem heute die Unterzeichnung der Friedenspräliminarien stattgefunden hat, hören die Feindseligkeiten zwischen den k. k. österreichischen und königlich sächsischen Truppen einerseits, und den königlich preussischen Truppen anderseits nunmehr auf, und tritt am 2. August ein vierwöchentlicher Waffenstillstand ein. Während desselben gelten folgende Bestimmungen:

§. 1. Während des Waffenstillstandes behalten die königlich preussischen Truppen einen Rayon, der westlich von einer Linie Eger-Pilsen-Taber Neuhaus-Zlabings-Znaim begrenzt, die vorgenannten Ortschaften mit einbegriffen. Südlich macht die Thaya bis zu ihrem Einflusse in die March, östlich der letztgenannte Fluss auf-

1866 wärts bis Napajedl, und von hier eine gerade Linie nach Oderberg die Grenze.

§. 2. Um die Festung Olmütz bleibt ein zweimeiliger, um die Festungen Josephstadt, Königgrätz, Theresienstadt ein einmeiliger Umkreis von der Belegung preussischerseits ausgeschlossen, und können die gedachten Festungen aus diesen Rayons ihre Verpflegung beziehen. Die Festung Olmütz erhält durch den preussischen Rayon eine Etappenstrasse über Weisskirchen und Meseritsch, welche preussischerseits nicht belegt werden soll.

§. 3. Zur Erreichung des in §. 1 festgesetzten Rayons aus ihren jetzigen Aufstellungen stehen den preussischen Truppen auch die Etappenstrassen einerseits über Meissau-Scheitelsdorf-Wittingau nach Tabor, anderseits über Malatschka-Skalitz nach Napajedl mit einem Belegungsrayon im Umkreise von zwei Meilen an denselben zur Verfügung.

§. 4. Innerhalb des den preussischen Truppen gemäss §. 1 überlassenen Rayons steht denselben während der Dauer des Waffenstillstandes die ungehinderte Benützung sämmtlicher Land- und Wasserstrassen und Eisenbahnen zu, und dürfen dieselben in ihrer Benützung durch die in §. 2 genannten Festungen in keiner Weise gehindert werden. Ausgeschlossen hiervon bleibt während des Waffenstillstandes die Eisenbahnstrecke zwischen Prerau und Trübau, insoweit sie durch den Festungsrayon von Olmütz führt.

§. 5. Die k. k. österreichischen Truppen werden die am 22. d. M. verabredete Demarcationslinie nicht eher überschreiten, als bis die Queue der königlich preussischen Truppen die Thaya passirt hat. Der betreffende Termin wird der k. k. Regierung alsbald mitgetheilt werden.

§. 6. Den Kranken und den zu deren Pflege in dem von den königlich preussischen Truppen zu räumenden Landestheile zurückbleibenden Aerzten und Beamten verbleiben die innehabenden Räumlichkeiten. Ausserdem wird ihnen österreichischerseits die Unterstützung der Behörden, Verpflegung und Transportmittel gewährt. Ihrem Rücktransport in die Heimat, auf welchen preussischerseits baldmöglichst Bedacht genommen werden soll, dürfen weder während noch nach dem Waffenstillstand Hindernisse in den Weg gelegt werden.

§. 7. Die Verpflegung der königlich preussischen Truppen geschieht seitens der von ihnen belegten Landestheile. Geldcontributionen werden preussischerseits nicht erhoben.

§. 8. Das k. k. Staatseigenthum, k. k. Magazine und Vorräthe, insoweit dieselben nicht schon vor Eintritt des Waffenstillstandes in Besitz genommen waren, sollen preussischerseits nicht mit Beschlag belegt werden.

§. 9. Die k. k. Regierung wird dafür Sorge tragen, dass ihre 1866
Civilbeamten sich baldigst auf ihre Posten zurückbegeben, um bei der Verpflegung der preussischen Armee mitzuwirken.

In der Zwischenzeit vom 27. Juli bis 2. August werden sich die österreichisch-sächsischen Truppen von der unter dem 22. d. M. verabredeten Demarcationslinie, insoweit dieselbe auf dem linken Donauufer liegt, überall auf eine halbe Meile entfernt halten, wogegen preussischerseits keine Ueberschreitung der vorerwähnten Demarcationslinie stattfinden darf.

Nikolsburg, am 26. Juli 1866.

August Graf *von Degenfeld-Schonburg* m. p.,
Feldzeugmeister.

Hellmuth Freiherr *von Moltke* m. p.,
General der Infanterie und Chef des Generalstabes.

357.

30 juillet 1866.

Convention entre l'Autriche et la Prusse à l'égard du rétablissement des communications de chemins de fer, de poste et de télégraphe dans les pays occupés. Signée à Nikolsbourg.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Die unterzeichneten Bevollmächtigten, der kaiserlich österreichische wirkliche geheime Rath und Kämmerer, ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Graf Károlyi und der königlich preussische Ministerpräsident und Minister der auswärtigen Angelegenheiten Graf von Bismarck, sind im Namen ihrer beiden Regierungon darin übereingekommen, dass die Eisenbahn-, Post- und Telegraphen-Verbindungen in den vom Kriege berührten Landestheilen mit möglichster Beschleunigung, soweit es das militärische Interesse jeder der beiden Regierungen zulässst, wieder hergestellt und der öffentlichen Benützung übergeben werden. Beide Regierungen werden zu diesem Behufe technische Beamte an einem unter Letzteren zu verabredenden Orte zusammentreten lassen, um die Ausführung dieser Uebereinkunft zu regeln und sobald als thunlich ins Werk zu setzen.

Nikolsburg, am 30. Juli 1866.

Károlyi. *Bismarck.*

1866

358.

23 août 1866.

Traité de paix entre l'Autriche et la Prusse, signé à Prague. Ratifications échangées le 30 août 1866.

(R. G. Bl. 1866, Nr. 103.)

Friedensvertrag zwischen Oesterreich und Preussen vom 23. August 1866. Unterzeichnet zu Prag am 23. August 1866, und in den Ratificationen daselbst ausgewechselt am 30. August 1866.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, etc. etc.

thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen Unserem Bevollmächtigten und jenem des Königs von Preussen zu Prag am 23. d. M. ein Friedensvertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, welcher wörtlich lautet wie folgt:

Im Namen der Allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit!

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Preussen, beseelt von dem Wunsche, Ihren Ländern die Wohlthaten des Friedens wiederzugeben, haben beschlossen, die zu Nikolsburg am 26. Juli 1866 unterzeichneten Präliminarien in einen definitiven Frieden umzugestalten.

Zu diesem Ende haben Ihre Majestäten zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Ihren wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Adolph Maria Freiherrn von Brenner-Felsach, Commandeur des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens und Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens I. Classe etc. etc., und

Seine Majestät der König von Preussen:

Ihren Kammerherrn, wirklichen geheimen Rath und Bevollmächtigten Carl Freiherrn von Werther, Grosskreuz des königlich preussischen rothen Adler-Ordens mit Eichenlaub und des kaiserlich österreichischen Leopold-Ordens etc. etc.,

welche in Prag zu einer Conferenz zusammengetreten sind, und nach Auswechslung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel sich vereinigt haben:

Artikel I.

Es soll in Zukunft und für beständig Friede und Freundschaft zwischen Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und Seiner

Majestät dem Könige von Preussen, sowie zwischen deren Erben 1866
und Nachkommen und den beiderseitigen Staaten und Unterthanen herrschen.

Artikel II.

Behufs Ausführung des Artikels VI der in Nikolsburg am 26. Juli 1866 abgeschlossenen Friedenspräliminarien, und nachdem Seine Majestät der Kaiser der Franzosen durch seinen bei Seiner Majestät dem Könige von Preussen beglaubigten Botschafter amtlich zu Nikolsburg am 29. Juli 1866 hat erklären lassen: „qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénitie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix," — tritt Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich dieser Erklärung auch Seinerseits bei, und gibt Seine Zustimmung zu der Vereinigung des lombardo-venetianischen Königreiches mit dem Königreiche Italien, ohne andere lästige Bedingung als die Liquidirung derjenigen Schulden, welche als auf den abgetretenen Landestheilen haftend, werden anerkannt werden, in Uebereinstimmung mit dem Vorgange des Tractates von Zürich.

Artikel III.

Die Kriegsgefangenen werden beiderseits sofort freigegeben werden.

Artikel IV.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich erkennt die Auflösung des bisherigen deutschen Bundes an, und gibt seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Betheiligung des österreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Seine Majestät das engere Bundesverhältniss anzuerkennen, welches Seine Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt Sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem norddeutschen Bunde der näheren Verständigung zwischen beiden vorbehalten bleibt, und der eine internationale unabhängige Existenz haben wird.

Artikel V.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überträgt auf Seine Majestät den König von Preussen alle Seine im Wiener Frieden vom 30. October 1864 erworbenen Rechte auf die Herzogthümer Holstein und Schleswig mit der Massgabe, dass die Bevölkerungen der nördlichen Districte von Schleswig, wenn sie durch freie Abstimmung den Wunsch zu erkennen geben, mit Dänemark vereinigt zu werden, an Dänemark abgetreten werden sollen.

1866

Artikel VI.

Auf den Wunsch Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erklärt Seine Majestät der König von Preussen Sich bereit, bei den bevorstehenden Veränderungen in Deutschland den gegenwärtigen Territorialbestand des Königreiches Sachsen in seinem bisherigen Umfange bestehen zu lassen, indem Er Sich dagegen vorbehält, den Beitrag Sachsens zu den Kriegskosten und die künftige Stellung des Königreiches Sachsen innerhalb des norddeutschen Bundes durch einen mit Seiner Majestät dem Könige von Sachsen abzuschliessenden besonderen Friedensvertrag näher zu regeln.

Dagegen verspricht Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich die von Seiner Majestät dem Könige von Preussen in Norddeutschland herzustellenden neuen Einrichtungen einschliesslich der Territorialveränderungen anzuerkennen.

Artikel VII.

Behufs Auseinandersetzung über das bisherige Bundeseigenthum wird binnen längstens sechs Wochen nach Ratification des gegenwärtigen Vertrages eine Commission zu Frankfurt a M. zusammentreten, bei welcher sämmtliche Forderungen und Ansprüche an den deutschen Bund anzumelden und binnen sechs Monaten zu liquidiren sind. Oesterreich und Preussen werden sich in dieser Commission vertreten lassen, und es steht allen übrigen bisherigen Bundesregierungen zu, ein Gleiches zu thun.

Artikel VIII.

Oesterreich bleibt berechtiget, aus den Bundesfestungen das kaiserliche Eigenthum und von dem beweglichen Bundeseigenthume den matricularmässigen Antheil Oesterreichs fortzuführen oder sonst darüber zu verfügen; dasselbe gilt von dem gesammten beweglichen Vermögen des Bundes.

Artikel IX.

Den etatsmässigen Beamten, Dienern und Pensionisten des Bundes werden die ihnen gebührenden, beziehungsweise bereits bewilligten Pensionen pro rata der Matrikel zugesichert.

Jedoch übernimmt die königlich preussische Regierung die bisher aus der Bundesmatricularcasse bestrittenen Pensionen und Unterstützungen für Officiere der vormaligen schleswig-holsteinischen Armee und deren Hinterlassene.

Artikel X.

Der Bezug der von der k. k. österreichischen Statthalterschaft in Holstein zugesicherten Pensionen bleibt den Interessenten bewilligt.

Die noch im Gewahrsam der k. k. österreichischen Regierung 1866
befindliche Summe von 449.500 Thalern dänischer Reichsmünze in vierpercentigen dänischen Staatsobligationen, welche den holsteinischen Finanzen angehört, wird denselben unmittelbar nach der Ratification des gegenwärtigen Vertrages zurückerstattet.

Kein Angehöriger der Herzogthümer Holstein und Schleswig und kein Unterthan Ihrer Majestäten des Kaisers von Oesterreich und des Königs von Preussen wird wegen seines politischen Verhaltens während der letzten Ereignisse und des Krieges verfolgt, beunruhigt oder in seiner Person oder seinem Eigenthume beanständet werden.

Artikel XI.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich verpflichtet Sich, behufs Deckung eines Theiles der für Preussen aus dem Kriege erwachsenen Kosten an Seine Majestät den König von Preussen die Summe von vierzig Millionen preussischen Thalern zu zahlen. Von dieser Summe soll jedoch der Betrag der Kriegskosten, welche Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich laut Artikel XII des gedachten Wiener Friedens vom 30. October 1864 noch an die Herzogthümer Schleswig und Holstein zu fordern hat, mit fünfzehn Millionen preussischen Thalern, und als Aequivalent der freien Verpflegung, welche die preussische Armee bis zum Friedensschlusse in den von ihr occupirten österreichischen Landestheilen haben wird, mit fünf Millionen in Abzug gebracht werden, so dass nur zwanzig Millionen bar zu zahlen bleiben.

Die Hälfte dieser Summe wird gleichzeitig mit dem Austausche der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages, die zweite Hälfte drei Wochen später zu Oppeln bar berichtiget werden.

Artikel XII.

Die Räumung der von den königlich preussischen Truppen besetzten österreichischen Territorien wird innerhalb dreier Wochen nach dem Austausche der Ratificationen des Friedensvertrages vollzogen sein. Von dem Tage des Ratificationsaustausches werden die preussischen Generalgouvernements ihre Functionen auf den rein militärischen Wirkungskreis beschränken.

Die besonderen Bestimmungen, nach welchen diese Räumung stattzufinden hat, sind in einem abgesonderten Protokolle festgestellt, welches eine Beilage des gegenwärtigen Vertrages bildet.

Artikel XIII.

Alle zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen vor dem Kriege abgeschlossenen Verträge und Uebereinkünfte werden, insoferne dieselben nicht ihrer Natur nach durch die Auflösung des

1866 deutschen Bundesverhältnisses ihre Wirkung verlieren müssen, hiermit neuerdings in Kraft gesetzt. Insbesondere wird die allgemeine Cartellconvention zwischen den deutschen Bundesstaaten vom 10. Februar 1831, sammt den dazu gehörigen Nachtragsbestimmungen ihre Giltigkeit zwischen Oesterreich und Preussen behalten. Jedoch erklärt die k. k. österreichische Regierung, dass der am 24. Jänner 1857 abgeschlossene Münzvertrag durch die Auflösung des deutschen Bundesverhältnisses seinen wesentlichsten Werth für Oesterreich verliere, und die königlich preussische Regierung erklärt sich bereit, in Verhandlungen wegen Aufhebung dieses Vertrages mit Oesterreich und den übrigen Theilnehmern an denselben einzutreten.

Desgleichen behalten die hohen Contrahenten sich vor, über eine Revision des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 im Sinne einer grösseren Erleichterung des gegenseitigen Verkehres sobald als möglich in Verhandlung zu treten. Einstweilen soll der gedachte Vertrag mit der Massgabe wieder in Kraft treten, dass Jedem der hohen Contrahenten vorbehalten bleibt, denselben nach einer Ankündigung von sechs Monaten ausser Wirksamkeit treten zu lassen.

Artikel XIV.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages sollen zu Prag binnen einer Frist von acht Tagen oder, wenn möglich, früher ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit dem Insiegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen in Prag, am 23. Tage des Monats August im Jahre des Heils Achtzehnhundert sechzig und sechs.

(L. S.) *Brenner* m. p. (L. S.) *Werther* m. p.

Beilage.

Protokoll, betreffend die Auslieferung der Kriegsgefangenen und die Räumung des k. k. österreichischen Territoriums durch die königlich preussischen Truppen.

Zur Ausführung der Artikel III und XII des am heutigen Tage geschlossenen Friedensvertrages sind die hohen Contrahenten über folgende Bestimmungen übereingekommen:

1.

Am dritten Tage nach der Ratification des Vertrages werden in Oesterreichisch-Oderberg (Bahnhof) sämmtliche königlich preus-

sische Kriegsgefangene, und von demselben Tage ab ebenda die 1866
k. k. österreichischen Kriegsgefangenen in échelons von ungefähr 1000 Mann ausgeliefert, die sich in den nächsten Tagen (nicht mehr als sechs échelons innerhalb 24 Stunden) folgen.

2.

Die in den böhmischen Festungen und in Olmütz vorhandenen königlich preussischen Kriegsgefangenen werden, sobald die Nachricht von der Ratification dieses Vertrages in diesen Festungen einlangt, an den der Festung nächsten königlich preussischen Truppentheil übergeben werden.

3.

Von beiden Armeen werden in Oesterreichisch-Oderberg Commissäre stationirt, welche die Auslieferung, soweit sie in Oderberg stattfindet, besorgen, und den Eisenbahntransport von Oderberg nach Süden gemeinsam feststellen.

K. K. österreichischerseits wird in Oesterreichisch-Oderberg ein Truppencommando von ungefähr 200 Mann zum Zwecke der Uebernahme und Verpflegung stationirt werden.

4.

Nicht transportsfähige kranke Kriegsgefangene verbleiben in den beiderseitigen Lazarethen unter der für die eigenen Truppen reglementsmässigen Behandlung und Verpflegung, bis ihre Auslieferung in Oderberg möglich wird.

5.

Die aus der Krankenverpflegung der zurückbleibenden Kriegsgefangenen vom dritten Tage nach der Ratification ab erwachsenden Kosten werden beiderseits nach den in beiden Armeen reglementsmässigen Lazarethverpflegungssätzen liquidirt und erstattet.

6.

Zur Ausführung der binnen drei Wochen nach der Ratification dieses Vertrages zu bewirkenden Räumung des k. k. österreichischen Territoriums wird königlich preussischerseits der Landstrich südlich der Linie Napagedl, Brünn, Iglau, Tabor (ausschliesslich der genannten Orte), am siebenten Tage und am fünfzehnten Tage nach der Ratification alles Land geräumt sein, welches südlich der Eisenbahnlinie Pilsen-Prag-Littau und weiter einer geraden Linie von Littau bis zur Mündung der Oppa in die Oder liegt.

Zur möglichen Beschleunigung dieser Räumung wird königlich preussischerseits bereits die Zeit zwischen der Unterzeichnung und Ratification dieses Vertrages zu vorbereitenden Massregeln benützt werden.

1866

7.

Die k. k. österreichischen Truppen werden während der Räumungsfristen bei der Wiederbesetzung des Landes im Abstande von drei Meilen von der Queue der königlich preussischen Colonnen sich halten. Die Zeiten des Nachrückens auf jeder Marschlinie bleiben hiernach der Verständigung der beiderseitigen Befehlshaber überlassen.

8.

Die Benützung der über Pilsen nach dem Königreiche Bayern führenden Bahnlinie wird kaiserlich österreichischerseits für die königlich preussischen Militärtransporte behufs Räumung Böhmens zugestanden.

9.

Der königlich preussischen Armee verbleibt während der Räumungsfristen die uneingeschränkte Verfügung über die in ihren Besatzungsrayons liegenden Eisenbahnlinien zum Rücktransporte von Truppen und Kriegsmaterial, unter Anwendung des am 17. August 1866 endgiltig festgestellten Uebereinkommens ddo. Brünn vom 1. August. Als Grundsatz wird festgehalten, dass auch während der Räumung auf allen Eisenbahnlinien täglich ein Zug in jeder Richtung für den öffentlichen Verkehr bestehen bleibt; nur unvorhergesehene Störungen der Militärtransporte könnten für den betreffenden Tag eine Ausserkraftsetzung dieses Grundsatzes rechtfertigen.

10.

Von dem auf die Ratification folgenden Tage ab übernimmt die königlich preussische Regierung alle Kosten der Verpflegung für die königlich preussischen Truppen, welche dagegen in den von ihnen besetzten Territorien freies Quartier ohne Verpflegung erhalten. Den für die königlich preussischen Truppen erforderlichen Vorspann sind die Ortsbehörden verpflichtet zu gestellen, wofür von den Truppen bare Vergütung nach dem k. k. österreichischen jetzt giltigen Vorspannsnormale sofort zu erfolgen hat. Dieses Normale ist im Besitze der Landes- und Ortsbehörden.

11.

Die nicht transportsfähigen Kranken der königlich preussischen Armee verbleiben in den Militärlazarethen, respective Ortskrankenanstalten, soweit erforderlich unter Aufsicht und Behandlung der königlich preussischen Militärärzte. Die k. k. österreichische Regierung verspricht, für die sorgsamste Behandlung der Zurückgebliebenen Veranstaltung zu treffen, sowie dass den zur Krankenpflege nöthigen Requisitionen der Aerzte nach Thunlichkeit entsprochen werde.

12. 1866

Die königlich preussischen Armeecommandos werden noch vor der Räumung den k. k. Statthalterschaften von Böhmen, respective Mähren und Schlesien, durch Vermittlung des königlich preussischen Generalgouvernements in Prag, respective Brünn, ein Verzeichniss der zurückzulassenden Kranken, unter Angabe des Ortes, wo dieselben liegen, zugehen lassen.

13.

Behufs Uebergabe der Lazarethe in Brünn, Prag, Pardubitz und Königinhof werden am Tage der Räumung dieser Städte an den genannten Orten Commissäre der beiderseitigen Armeen zusammentreten, und unter Aufnahme eines Protokolls die Uebergabe vollziehen.

14.

Die für die Kranken erwachsenden Verpflegungskosten werden seitens der königlich preussischen Regierung nach den für die k. k. österreichischen Truppen feststehenden Reglements auf erfolgende Liquidation ungesäumt erstattet werden.

Prag, am 23. August 1866.

Brenner m. p. *Werther* m. p.

so haben Wir die sämmtlichen Artikel dieses Vertrages, sowie des dem Artikel XII beigefügten Protokolles, genau geprüft, gutgeheissen und genehmigt, und versprechen mit Unserem kaiserlichen Worte für Uns und Unsere Nachfolger, dieselben ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten, und deren Bestimmungen pünktlich vollziehen zu lassen.

Urkund dessen haben Wir gegenwärtiges Ratificationsinstrument eigenhändig unterzeichnet, und lassen demselben Unser kaiserliches Insiegel anhängen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien, am sieben und zwanzigsten Tage des Monates August, im Jahre des Herrn Eintausend achthundert sechzig und sechs, Unserer Reiche im achtzehnten.

Franz Joseph m. p. (LS)

Alexander Graf *v. Mensdorff-Pouilly* m. p., F. M. L.

Auf Allerhöchsten Befehl Seiner k. k. Apostolischen Majestät:
Rüdiger Freiherr *von Aldenburg* m. p.,
k. k. Hof- und Ministerialrath.

1866.

359.

27 août 1866.

Déclaration ministérielle échangée le 30 août 1866 à Prague contre une déclaration identique de la Prusse, concernant l'augmentation des chemins de fer entre l'Autriche et la Prusse.

(R. G. B. 1866, Nr. 104.)

Ministerialerklärung vom 27. August 1866, am 30. August 1866 in Prag ausgewechselt gegen eine gleichlautende königlich preussische Ministerialerklärung, betreffend die Vermehrung der Eisenbahnverbindungen zwischen Oesterreich und Preussen.

Nachdem die aus Anlass der Friedensverhandlungen in Prag anwesenden Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens gleichzeitig mit dem Friedensinstrumente noch ein die Herstellung der beiderseitigen Eisenbahnverbindungen betreffendes Document unterzeichnet haben, welches von Wort zu Wort lautet:

Die Regierungen von Oesterreich und Preussen, von dem Wunsche geleitet, die Eisenbahnverbindungen zwischen ihren beiderseitigen Gebieten zu vermehren, haben aus Anlass der Friedensverhandlungen die unterzeichneten Bevollmächtigten beauftragt, nachstehende Erklärung abzugeben, welche am heutigen Tage in doppelter Ausfertigung unterzeichnet und ausgewechselt wurde:

1. Die königlich preussische Regierung verpflichtet sich, die Herstellung einer Eisenbahn von einem geeigneten Punkte der schlesischen Gebirgsbahn bei Landshut nach der österreichischen Grenze bei Liebau in der Richtung auf Schwadowitz zuzulassen und zu fördern, wogegen die k. k. österreichische Regierung ihrerseits die Herstellung einer Eisenbahn von einem geeigneten Punkte der Prag-Brünner Eisenbahn bei Wildenschwert bis zur preussischen Grenze bei Mitterwalde in der Richtung auf Glatz in gleicher Weise gestatten und fördern wird.

2. Die k. k. österreichische Regierung wird, wenn die königlich preussische es in ihrem Interesse finden sollte, die Führung der schlesischen Gebirgsbahn nach Glatz über Braunau gestatten, ohne eine Einwirkung auf die Leitung des Betriebes der in ihrem Gebiete belegenen Strecke dieser Bahn in Anspruch zu nehmen, wobei jedoch die Ausübung aller Hoheitsrechte vorbehalten bleibt.

3. Die zur Ausführung dieser Eisenbahnen erforderlichen Einzelbestimmungen werden in einem besonderen Staatsvertrage zusammengefasst werden, zu welchem Behufe Bevollmächtigte beider

Regierungen in kürzester Frist an einem noch näher zu verein- 1866
barenden Orte zusammentreten werden.

Prag, am 23. August 1866.

Brenner m. p. *Werner* m. p.

so erklären, in Gemässheit specieller Allerhöchster Ermächtigung, Wir, Alexander Graf von Mensdorff-Pouilly, Seiner Majestät Feldmarschalllieutenant, wirklicher geheimer Rath, Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten, hiermit das vorgelegte Document im Namen der Regierung Seiner Majestät des Kaisers für bestätigt und ratificirt, indem Wir zugleich die pünktliche Vollziehung dessen Inhaltes seitens der kaiserlichen Regierung zusichern.

Urkund dessen Unsere eigenhändige Fertigung unter Beifügung des Siegels des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten.

So geschehen zu Wien, am 27. August des Jahres Eintausend achthundert sechs und sechzig.

Seiner k. k. Apostolischen Majestät Minister des kaiserlichen Hauses und des Aeussern:

(L. S.) Alexander Graf *von Mensdorff-Pouilly* m. p., F.M.L.

360.

1 septembre 1866.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche et la République de Libéria, conclu à Vienne. Ratifications échangées à Londres, le 25 septembre 1866.

(R. G. B. 1867, Nr. 129.)

Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen dem Kaiserthume Oesterreich für sich, und zugleich in Vertretung des souveränen Fürstenthumes Liechtenstein, und der Republik Liberia vom 1. September 1866. Abgeschlossen zu Wien am 1. September 1866; von Seiner k. k. Apostolischen Majestät ratificirt am 10. April 1867. Die Auswechslung der beiderseitigen Ratificirungen erfolgte zu London am 25. September 1867.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

1866 Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiario reipublicae Liberiae, fine stabiliendarum et ampliandarum inter Utriusque Nostrum ditiones commercii relationum, tractatus die primo Septembris anni currentis Viennae initus et signatus fuit tenoris sequentis:

Seine Apostolische Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen u. s. w., zugleich in Vertretung des souveränen Fürsten von Liechtenstein, und der Präsident der Republik Liberia haben, — nachdem die genannte Republik den Wunsch zu erkennen gegeben hat, ihre Unabhängigkeit seitens des Kaiserthums Oesterreich mittelst Abschlusses eines Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrages anerkannt zu sehen, — von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den beiderseitigen Staaten, sowie, in Uebereinstimmung mit Artikel XIII des am 23. December 1863 erneuerten Zoll- und Steuervereinsvertrages zwischen Oesterreich und Liechtenstein, auch dem Fürstenthume Liechtenstein zu regeln und auszudehnen, zu ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Apostolische Majestät der Kaiser von Oesterreich:

den Herrn Carl Freiherrn von Lederer, Ritter des k. k. Leopold-Ordens etc., und Allerhöchst dessen Minister-Residenten bei den freien und Hansestädten, und

der Präsident der Republik Liberia:

den Herrn Carl Goedelt, Consul der Republik Liberia bei der freien und Hansestadt Hamburg,

und haben dieselben, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und solche in guter und gehöriger Form befunden, nachstehende Artikel verabredet und abgeschlossen:

Artikel I.

Es soll beständiger Friede und Freundschaft zwischen dem Kaiserthume Oesterreich und der Republik Liberia und unter ihren Einwohnern und Bürgern stattfinden.

Artikel II.

Es soll gegenseitige Freiheit des Handels zwischen Oesterreich und der Republik Liberia bestehen. Die österreichischen Schiffe sollen in allen, dem Verkehre anderer Nationen geöffneten Häfen Liberias unbehindert zugelassen werden, und die österreichischen Staatsbürger sollen sich in allen Theilen der Republik, wo jetzt oder künftig andere Ausländer zugelassen werden, aufhalten und daselbst Handel treiben dürfen. Sie sollen sich für ihre Person und ihr Eigenthum vollständigen Schutzes erfreuen, es soll ihnen unter denselben Bedingungen wie den Nationalen freistehen, ohne Beschränkung durch Monopole oder irgend welche Kauf- oder Verkaufsprivilegien

an wen und von wem sie wollen zu verkaufen und zu kaufen, und 1866
alle anderen Rechte und Begünstigungen geniessen, welche jetzt oder künftig irgend welchen anderen Fremden, Bürgern oder Unterthanen der am meisten begünstigten Nation eingeräumt werden. Sie sollen desshalb auch befugt sein, ihre Geschäfte selbst oder durch ihre eigenen freigewählten Agenten oder Bevollmächtigten und Commissionäre ohne Dazwischenkunft einheimischer Mäkler oder Handelsleute zu verhandeln und zu besorgen. In Erwiderung dessen sollen die Schiffe und die Bürger der Republik Liberia in den österreichischen, dem Verkehre geöffneten Häfen und in den österreichischen Handelsplätzen sich des gleichen Schutzes und der gleichen Freiheiten und Vortheile erfreuen, wie jene der am meisten begünstigten Nationen.

Artikel III.

In der Republik Liberia sollen keine höheren Tonnengelder, Schiffs-, Hafen- oder Lootsengebühren, Einfuhr- oder andere Zölle oder Abgaben von österreichischen Schiffen oder in österreichischen Schiffen ein- oder ausgeführten Gütern erhoben werden als solche, welche jetzt oder künftig von Nationalschiffen oder von in solchen ein- oder ausgeführten gleichartigen Gütern erhoben werden, und dagegen sollen in den österreichischen Häfen von Schiffen der Republik Liberia oder in solchen ein- oder ausgeführten Gütern keine höheren Tonnengelder, Schiffs-, Hafen- oder Lootsengebühren, Einfuhr- oder andere Zölle oder Abgaben erhoben werden als solche, welche jetzt oder künftig von nationalen Schiffen oder von in solchen ein- oder ausgeführten Gütern erhoben werden.

Artikel IV.

In der Republik Liberia sollen Waaren und Güter, welche aus Oesterreich stammen und in irgend einem Schiffe eingeführt, oder welche in österreichischen Schiffen aus irgend einem Lande eingeführt werden, nicht anders behandelt und mit keinen höheren Abgaben belastet werden, als gleichartige Waaren und Güter aus irgend einem anderen Lande und unter einer anderen Flagge. Alle Erzeugnisse der Republik Liberia sollen von dort durch österreichische Unterthanen und österreichische Schiffe unter eben so günstigen Bedingungen als durch die Unterthanen und Schiffe irgend eines anderen fremden Landes ausgeführt werden können.

Und anderseits soll in Oesterreich den Waaren und Gütern, den Schiffen und den Bürgern der Republik Liberia die volle Reciprocität sowohl bei der Einfuhr als bei der Ausfuhr zugesichert sein.

Artikel V.

Jedes Schiff des einen der contrahirenden Theile, welches durch Stürme oder durch irgend ein zufälliges Ereigniss gezwungen sein

1866 würde, in einem der Häfen des anderen Theiles Zuflucht zu nehmen, soll die Freiheit haben, dort seine Ausbesserungen vorzunehmen, sich daselbst mit allen Gegenständen zu versehen, welche ihm nöthig sein werden, um wieder abzufahren, ohne irgend eine Hafen-, Schifffahrts- oder andere Gebühr zum Vortheile des Staates zu entrichten, wohlverstanden jedoch, dass das Schiff in dem Hafen keine Handelsgeschäfte treibt.

Ebenso wird festgesetzt, dass die wegen Ausbesserung des Schiffes und Erhaltung der Mannschaft nothwendig gewordenen Ausschiffungen, sowie die Einschiffung von Lebensmitteln und sonstigen zur Fortsetzung der Reise erforderlichen Schiffsproviants nicht als Handelsgeschäfte betrachtet werden sollen.

Wenn jedoch der Capitän eines solchen Schiffes sich in der Nothwendigkeit befinden sollte, einen Theil seiner Ladung zu veräussern, so soll er gehalten sein, sich den an dem Orte, wo er gelandet hat, bestehenden Zollgesetzen und Verordnungen zu unterziehen.

Artikel VI.

Im Falle eines Schiffbruches in der Nähe der dem einen oder dem anderen der beiden contrahirenden Theile gehörigen Küsten sollen die Ortsbehörden zur Rettung des Schiffes, der Mannschaft und der Ladung unverzüglich den werkthätigsten Beistand, welcher in ihrer Macht liegt, leisten, und ebenso demselben Hilfe und Schutz vor Beraubung gewähren, und dafür sorgen, dass die geretteten Gegenstände den rechtmässigen Eigengthümern zurückgestellt werden.

Der Betrag der Bergungskosten soll durch die Ortsbehörden angemessen bestimmt, und, im Falle darüber ein Streit entsteht, durch von beiden Theilen gewählte Schiedsrichter festgestellt werden.

Im Falle, dass der Eigenthümer der geretteten Gegenstände unbekannt wäre, soll der Regierung des anderen contrahirenden Theiles, sobald es constatirt worden, dass das verunglückte Schiff ihrer Nation angehört, davon Kenntniss gegeben und sollen ihr besagte Gegenstände, den berechtigten Staatsangehörigen oder deren Erben ausgeliefert werden.

Artikel VII.

Auch sonst noch soll der Schutz der Regierung in den Häfen und Ländern der beiden contrahirenden Theile den gegenseitigen Schiffen, sowie den Officieren und Mannschaften in wirksamster Weise zu Theil werden.

Insbesondere soll in den beiden Staaten gegenseitig über Requisition der betreffenden Consularvertreter, oder in deren Ermanglung der Capitäne und Schiffscommandanten, die kräftigste und schleunigste Hilfe zum Behufe der Verhaftung und Auslieferung

der Deserteure von Kriegsschiffen und Handelsfahrzeugen ihrer 1866
respectiven Länder geleistet werden.

Auf Verlangen der vorgenannten Vertreter in Liberia sollen für deren Rechnung in die öffentlichen Gefängnisse des Landes solche Deserteure aufgenommen werden, bis sich eine Gelegenheit, sie nach der Heimat senden zu können, gefunden hat. Sollte jedoch innerhalb zweier Monate vom Tage der Arrestation keine solche Gelegenheit sich darbieten, so soll der Gefangene in Freiheit gesetzt, und nicht wieder zur Gefängnissstrafe für denselben Fall gezogen werden können.

Artikel VIII.

Jede Begünstigung, jedes Vorrecht oder jede Befreiung, welche einer der vertragschliessenden Theile in Handels- und Schifffahrtsangelegenheiten jetzt oder künftig den Bürgern und Unterthanen irgend eines anderen Staates gewähren sollte, wird auf die Bürger und Unterthanen des anderen vertragschliessenden Theiles ausgedehnt werden, und zwar unentgeltlich, wenn die Concession zu Gunsten des anderen Staates unentgeltlich gewesen sein sollte, oder gegen eine nach beiderseitigem Einverständnisse festzustellende Vergeltung von möglichst gleichem Werthe und gleicher Wirkung, wenn die Vergünstigung eine bedingte war.

Artikel IX.

Jeder der vertragschliessenden Theile kann zum Schutze und zur Förderung des Handels in dem Gebiete des anderen Consuln an solchen Orten ernennen, wo sie nach Gesetz und Gebrauch zulässig sind. Diese Consuln können nicht eher ihre Functionen ausüben, als bis sie in der üblichen Form seitens der Regierung, bei welcher sie beglaubigt werden, die Genehmigung und Zulassung erhalten haben. Sie sollen übrigens sowohl für ihre Person als in der Ausübung ihrer ordnungsmässigen Functionen allen Schutz und alle Vorrechte geniessen, welche gesetzmässig den gleichen Functionären der meistbegünstigten Nationen zugestanden sind.

Artikel X.

Gegenwärtiger Vertrag soll für immer bindend sein in Allem, was Frieden und Freundschaft betrifft, und in den auf Handel und Schifffahrt bezüglichen Punkten soll er für die Dauer von 10 Jahren vom Tage der Auswechslung der Ratification an gerechnet in Kraft bleiben, dergestalt jedoch, dass, wenn kein Theil dem anderen ein Jahr vor Ablauf dieser Frist seine Absicht, ihn zu beendigen, kundthut, seine verbindliche Kraft für beide Theile ununterbrochen bis nach Verlauf Eines Jahres nach geschehener Aufkündigung fortbestehen soll.

1866

Artikel XI.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationen sollen zu London innerhalb zwölf Monaten vom heutigen Tage ab gerechnet, oder früher wenn möglich, ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contrahirenden Theile denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am ersten September des Jahres Eintausend achthundert sechs und sechzig.

(L. S.) Carl Freiherr *von Lederer* m. p.

Separat-Artikel.

Diejenigen besonderen Begünstigungen, welche in Oesterreich gegenüber einigen angrenzenden Staaten bestehen, und auf diesen Grenzverhältnissen oder auf den deutschen Bundesverhältnissen beruhen, und welche ihrer Natur nach auf andere fremde Staaten nicht anwendbar sind, bleiben von den Wirkungen dieses Vertrages ausgenommen.

Vorstehender besonderer Artikel wird dieselbe Kraft und Geltung haben, als wenn er wirklich in dem Vertrage des heutigen Tages aufgenommen worden wäre. Er soll ratificirt und die Ratificationen sollen zur selben Zeit ausgewechselt werden.

Wien, am ersten September Eintausend achthundert sechs und sechzig.

(L. S.) Carl Freiherr *von Lederer* m. p.

Nos visis et perpensis tractatus hujus articulis, illos omnes et singulos, ratos hisce gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appresso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna, die decima mensis Aprilis anno Domini millesimo octingentesimo sexagesimo septimo. Regnorum Nostrorum vero decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. Apost. Majestatis proprium:

Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,

I. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

361.

1866

3 septembre 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le rétablissement du traité de commerce et de douane, conclu le 11 avril 1865 avec l'union douanière allemande.

(F. V. B. 1866, Nr. 36.)

Wiederaufleben des mit dem Zollverein abgeschlossenen Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865.

Giltig für das allgemeine Zollgebiet.

Nach Artikel XIII des in Prag zwischen Oesterreich und Preussen abgeschlossenen Friedensvertrages vom 23. August 1866 ist der zwischen Oesterreich und den Staaten des deutschen Zoll- und Handelsvereines abgeschlossene Handels- und Zollvertrag vom 11. April 1865 wieder in Kraft getreten, wornach die Bestimmungen desselben dort, wo in deren Anwendung eine Unterbrechung stattfand, wieder in Vollzug zu setzen sind.

Wien, am 3. September 1866.

362.

12 septembre 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'arrangement entre la France et l'Autriche dans le but de délivrer et de viser réciproquement en franchise de taxes les passe-ports de voyage des sujets respectifs.

(F. V. B. 1866, Nr. 38.)

Uebereinkommen zwischen der kaiserlich österreichischen und kaiserlich französischen Regierung wegen gegenseitiger Taxbefreiung für die Ausfertigung oder Vidirung von Reisepässen der Unterthanen beider Staaten.

Laut Mittheilung des k. k. Ministeriums des Aeussern ist zwischen der kaiserlich österreichischen und kaiserlich französischen Regierung das Uebereinkommen getroffen worden, dass vom 1. September 1866 angefangen, sowohl die französischen Unterthanen für die Ausfertigung oder Vidirung von Pässen, als auch die kaiserlich österreichischen Unterthanen für die Vidirung ihrer nach Frankreich lautenden Pässe keine Taxe mehr zu entrichten haben.

1866

363.

23 septembre 1866.

Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères pour la mise hors de vigueur des instructions touchant le pavillon des navires des duchés de Sleswig, de Holstein et de Lauenbourg et la protection à accorder aux sujets des dits duchés.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Nachdem in Folge von Staatsverträgen, welche zwischen Oesterreich und Preussen abgeschlossen wurden, die Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg dem preussischen Staatsgebiete angehören, so werden hiermit die sämmtlichen aus Anlass des Mitbesitzes Oesterreichs an die k. k. Vertretungsbehörden im Auslande erlassenen Rescripte hinsichtlich der Flaggenführung und Vertretung der Interessen der Unterthanen der genannten Herzogthümer ausser Wirksamkeit gesetzt.

Die k. k. Consularämter sind nunmehr in Folge veränderter Verhältnisse berechtiget und verpflichtet, den Angehörigen der genannten preussischen Gebietstheile den consularämtlichen Schutz und Beistand nur dann angedeihen zu lassen, wenn ein solcher im Sinne des noch derzeit in Wirksamkeit stehenden, zwischen Oesterreich und den deutschen Zollvereinsstaaten abgeschlossenen Handels- und Zollvertrages vom 11. April v. J. stattzufinden hat. Dieser Fall wird nur dann eintreten, wenn im Amtsorte des k. k. Consularamtes kein Consularvertreter Preussens seinen Sitz hat.

Hinsichtlich der Vertretung der Angehörigen der deutschen Zollvereinsstaaten erhalten die hierortigen Rescripte vom 20. Jänner und 31. März d. J., Z. 93/H und 2603/H die näheren Andeutungen.

Vom k. k. Ministerium des Aeussern.

364. 1866

26 septembre 1866.

Relevé des conclusions de la Conférence sanitaire internationale de Constantinople tenu du 13 février au 26 septembre 1866.

(Procès-verbaux de la Conférence.)

Signé par les délégués :

d'Autriche.
de Belgique.
de Danemark.
d'Égypte.
d'Espagne.
des États Pontificaux.
de France.
de Grande-Bretagne.
de Grèce.
d'Italie.
des Pays-Bas.
de Portugal.
de Prusse.
de Perse.
de Russie.
de Suède-Norvége.
de Turquie.

Premier Groupe de questions:

Origine et Genèse du Choléra; endémicité et épidémicité de cette maladie dans l'Inde.

Conclusions:

Le choléra asiatique, celui qui à diverses reprises a parcouru le monde, a son origine dans l'Inde où il a pris naissance et où il existe, en permanence à l'état endémique.

— Adoptée à l'unanimité. Procès-verbal N° 14 — page 4.

La Conférence considère comme démontré que le choléra asiatique, envahissant, ne s'est jamais développé spontanément et n'a jamais été observé à l'état d'endémie (qu'il faut bien distinguer des foyers secondaires plus ou moins tenaces) *dans aucun des pays qui viennent d'être énumérés* (Europe etc.), *et qu'il y est toujours venu du dehors. Quant aux pays voisins de l'Inde, tout en admettant comme probable que le choléra n'y existe pas à l'état endémique, la Conférence ne se croit pas autorisée à conclure formellement à cet égard.*

— Adoptée par 19 voix contre 2. — Procès-verbal N° 16 — page 11.

La Conférence sans rejeter la possibilité que le choléra ne vienne à s'acclimater dans nos pays, regarde le fait comme problématique.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 16 — page 11.

1866 *Le choléra asiatique ne paraît pas avoir dans le Hedjaz de foyer originel, mais il semble y avoir été jusqu'ici toujours importé du dehors.*

— Adoptée par 19 voix contre 0. — MM. Dickson, Goodeve et Monlau se sont abstenus. — Procès-verbal N° 17 — page 9.

Relativement à l'endémicité du choléra dans l'Inde, la Conférence ne peut que répondre *qu'il y a dans l'Inde certaines localités, comprises principalement dans la vallée du Gange, où le choléra est endémique, sans qu'il soit possible de les préciser toutes, ni d'affirmer qu'elles aient le privilège exclusif de donner naissance à la maladie.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 17 — page 9.

Relativement aux causes de l'endémie cholérique, la Conférence répond que *nous ne connaissons pas les conditions spéciales sous l'influence desquelles le choléra naît dans l'Inde et y règne dans certaines localités à l'état endémique.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 17 — page 9.

Relativement aux circonstances qui concourent au développement et à la propagation des épidémies de choléra dans l'Inde, la Conférence conclut *que les pélerinages sont, dans l'Inde, la plus puissante de toutes les causes qui concourent au développement et à la propagation des épidémies de choléra.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 17 — page 10.

Deuxième Groupe de questions:

Transmissibilité et propagation du choléra.

1° Preuves de la transmissibilité tirées de la marche des épidémies de choléra considérées en général.

Conclusions:

Tous les faits énnoncés ne démontrent-ils pas jusqu'à la dernière évidence que le choléra est propagé par l'homme et avec une vitesse d'autant plus grande que ses propres migrations se sont activées et sont devenues plus rapides? La Conférence n'hésite pas à répondre affirmativement.

— Adoptée à l'unanimité, moins M. Monlau qui s'est abstenu. — Procès-verbal N° 18 — page 7.

2° Preuves tirées de faits établissant la propagation du choléra par importation.

3° Preuves tirées de la progression des épidémies de choléra dans les localités atteintes.

4° Preuves tirées de l'efficacité de certaines mesures préventives.

— Texte relatif à ces preuves adopté par 21 voix contre 0. MM. Segovia, Monlau, Malkom, Sawas et Gomès se sont abstenus. — Procès-verbal N° 18 — page 8.

Conclusion Générale du Chapitre. 1866

La Conférence conclut que la transmissibilité du choléra asiatique est une vérité incontestable, prouvée par des faits qui n'admettent aucune autre interprétation.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 18 — page 8.

Sur la possibilité de la propagation du choléra par l'atmosphère la Conférence répond qu'*aucun fait n'est venu prouver jusqu'ici que le choléra puisse se propager au loin, par l'atmosphère seule, dans quelque condition qu'elle soit; et qu'en outre c'est une loi, sans exception, que jamais une épidémie de choléra ne s'est propagée d'un point à un autre dans un temps plus court que celui nécessaire à l'homme pour s'y transporter.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 18 — page 8.

Comment s'opère l'importation du choléra et quels sont les agents de la transmission?

L'homme atteint de choléra est, par lui-même, le principal agent propagateur de cette maladie, et un seul cholérique peut donner lieu au développement d'une épidémie.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 18 — page 8.

La Conférence a été amenée à conclure que *certains faits tendent à prouver qu'un seul individu (à plus forte raison plusieurs) venant d'un lieu contaminé, et souffrant de diarrhée, peut suffire à donner lieu au développement d'une épidémie cholérique, ou, en d'autres termes, que la diarrhée dite prémonitoire peut transmettre le choléra.*

— Adoptée à l'unanimité, moins M. Millingen. — Procès-verbal N° 18 — page 9.

Durée de l'incubation.

Conclusion: *Dans presque tous les cas où la période d'incubation, c'est-à-dire le temps écoulé entre le moment où un individu a pu contracter l'intoxication cholérique et le début de la diarrhée prémonitoire ou du choléra confirmé, ne dépasse pas quelques jours. Tous les faits cités d'une incubation plus longue se rapportent à des cas qui ne sont pas concluants, ou bien parce que la diarrhée prémonitoire a été comprise dans la période d'incubation, ou bien parce que la contamination a pu avoir lieu après le départ du lieu infecté.*

— Adoptée à la majorité de 20 voix contre 1, celle de Salem Bey. Se sont abstenus de voter MM. Millingen, Malcom-Khan et Sawas. — Procès-verbal N° 18 — page 10.

Sur la question de savoir si le choléra peut être importé et transmis par des animaux vivants, la Conférence a répondu: *il n'y*

1866 *a aucun fait connu qui établisse que le choléra ait été importé par des animaux vivants; mais il est rationnel cependant de les considérer, dans certains cas, comme étant des objets dits susceptibles.*

— La première partie de la conclusion a été adoptée à l'unanimité; la seconde par 16 voix contre 8. Il y a eu 3 abstentions. — Procès-verbal N° 18 — pages 14 et 15.

Sur la question de savoir si le choléra peut être importé et transmis par des linges, des hardes, etc., la Conférence a répondu que *le choléra peut être transmis par les effets à usage provenant d'un lieu infecté et spécialement par ceux qui ont servi aux cholériques; et que même il résulte de certains faits que la maladie peut être importée au loin par ces mêmes effets renfermés à l'abri du contact de l'air libre.*

— Adoptée par 21 voix contre 2 (MM. Dickson et Stenersen) et 2 abstentions (MM. Keun et Lenz). — Procès-verbal N° 19 — page 9.

Relativement aux marchandises, la Conférence, *tout en constatant à l'unanimité, l'absence de preuves à l'appui de la transmission du choléra par des marchandises, a admis* (à la majorité de 16 voix contre 5 et 3 abstentions) *la possibilité du fait dans certaines conditions.*

Résumant ce qui vient d'être dit dans les articles précédents, la Conférence, jusqu'à plus ample informé, *croit qu'il sera sage de considérer comme suspecte, à moins de conditions particulières et déterminées, toute provenance d'un foyer cholérique.*

— Adoptée par 14 voix, 10 abstentions. — Procès-verbal N° 19 — pages 12 et 13.

En ce qui concerne les cadavres de cholériques, la Conférence a répondu: *Bien qu'il ne soit pas prouvé par des faits concluants que les cadavres de cholériques puissent transmettre le choléra, il est prudent de les considérer comme dangereux.*

— Adoptée par 22 voix contre 0. — M. Sawas s'est abstenu. — Procès-verbal N° 20 — page 5.

De l'influence des moyens de communication.

La Conférence est d'avis que les communications maritimes sont, par leur nature, les plus dangereuses; que ce sont elles qui propagent le plus sûrement au loin le choléra, et qu'ensuite viennent celles par chemins de fer qui, dans un temps très-court, peuvent porter la maladie à grande distance.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 20 — page 5.

Quant à l'influence des déserts, la Conférence, *s'en tenant aux faits établis par l'expérience, conclut que les grands déserts sont*

une barrière très-efficace contre la propagation du choléra et elle 1866
reconnaît qu'il est sans exemple que cette maladie ait été importée en Egypte ou en Syrie, à travers le désert, par les caravanes parties de La Mecque.

— Adoptée par 22 voix contre 0. — 3 abstentions, MM. Polak, Monlau, Maccas. — Procès-verbal N° 20 — page 13.

De l'influence des agglomérations.

La Conférence répond d'une manière générale que *toute agglomération d'hommes — parmi laquelle s'introduit le choléra — est une condition favorable à l'extension rapide de la maladie, et — si cette agglomération se trouve dans de mauvaises conditions hygiéniques — à la violence de l'épidémie parmi elle:*

Qu'en pareil cas la rapidité de l'extension est proportionnée à la concentration de la masse agglomérée, tandis que la violence de l'épidémie est — toutes choses égales d'ailleurs — d'autant plus prononcée que les individus composant l'agglomération ont moins subi déjà l'influence cholérique, ou en sont restés vierges; c'est-à-dire, en d'autres termes, que les individus qui ont déjà subi l'influence d'un foyer cholérique jouissent d'une sorte d'immunité relative et temporaire qui contre-balance les fâcheux effets de l'agglomération.

Qu'enfin, dans une masse agglomérée, plus l'extension est rapide, plus aussi la cessation de l'épidémie est prompte, à moins que de nouveaux arrivages sains ne viennent fournir un nouvel aliment à la maladie et ainsi l'entretenir.

— Adoptée par 20 voix contre 0. — 2 abstentions, MM. Segovia et Monlau. — Procès-verbal N° 20 — page 15.

En ce qui concerne les navires, la Conférence conclut *que l'intensité des épidémies de choléra à bord des navires encombrés d'hommes est, en général, proportionnée à l'encombrement et est d'autant plus violente, toutes choses égales d'ailleurs, que ces hommes ne sortent pas d'un foyer cholérique où ils ont séjourné; que sur les navires encombrés la marche des épidémies de choléra est d'ordinaire rapide; enfin la Conférence ajoute que le danger d'importation par les navires et celui de donner lieu à une épidémie grave ne sont pas entièrement subordonnés à l'intensité ni même à l'existence des accidents cholériques constatés à bord pendant la traversée.*

— Adoptée par 19 voix contre 0. — M. Maccas s'est abstenu. — Procès-verbal N° 20 — page 18.

Relativement aux lazarets la Conférence conclut *que l'agglomération d'individus provenant d'un lieu où règne le choléra, dans un lazaret, n'a pas pour effet de produire parmi les quaran-*

1866 *tenaires une grande extension de la maladie, mais qu'une telle agglomération n'en est pas moins très-dangereuse pour le voisinage, en ce quelle est propre à y favoriser la propagation du choléra.*

— Adoptée par 15 voix contre 0. — M. Monlau s'est abstenu. Les autres membres absents. — Procès-verbal N° 20 — page 20.

Par rapport aux grandes agglomérations d'hommes la Conférence conclut *que les grandes agglomérations d'hommes (armées, foires, pélerinages) sont un des plus sûrs moyens de propagation du choléra; qu'elles constituent de grands foyers épidémiques qui, soit qu'ils marchent à la manière d'une armée, soit qu'ils se disséminent comme les foires et les pélerinages, importent la maladie dans les pays qu'ils traversent; que ces agglomérations, après avoir subi, d'une manière ordinairement rapide, l'influence du choléra, y deviennent beaucoup moins sensibles et que celle-ci y disparaît même très-promptement, à moins que de nouveaux arrivés ne viennent entretenir la maladie.*

— Adoptée à l'unanimité (22 voix). — Procès-verbal N° 21 — page 6.

Relativement à l'influence de la dissémination la Conférence conclut *que la dissémination d'une masse agglomérée, opérée en temps opportun, peut rendre moins violente une épidémie de choléra qui vient d'y apparaître et même en arrêter l'extension; mais que cette dissémination ferait naître au contraire un grand danger de propagation, si elle était accomplie au sein de localités encore indemnes.*

— Adoptée à l'unanimité (22 voix). — Procès-verbal N° 21 — page 9.

Quant au rôle du pélerinage de La Mecque, la Conférence conclut que *le rôle du pélerinage de La Mecque, comme agent propagateur du choléra par rapport aux contrées voisines de l'Europe* (les seules à l'égard desquelles nous ayons des renseignements positifs) *a été l'importation de cette maladie en Égypte, deux fois, à 34 ans d'intervalle, pendant la saison chaude.*

— Adoptée à l'unanimité (22 voix). — Procès-verbal N° 21 — page 9.

De l'influence des conditions hygiéniques.

En conclusion, la Conférence reconnaît *que les conditions hygiéniques et autres qui en général prédisposent une population à contracter le choléra et par suite favorisent l'intensité des épidémies, sont: la misère avec toutes ses conséquences, l'accumulation des individus, l'état maladif de ceux-ci, la saison chaude, le défaut d'aërage, les exhalaisons d'un sol poreux*

imprégné de matières organiques, surtout si ces matières proviennent de déjections cholériques. 1866

En outre, la Conférence opine que, comme il paraît démontré par l'expérience que les déjections des cholériques renferment le principe générateur du choléra, il est légitime d'admettre que les égouts, les lieux d'aisance et les eaux contaminées d'une ville peuvent devenir des agents de propagation de la maladie.

La Conférence ajoute qu'il semble résulter de certains faits que le sol d'une localité, une fois imprégné de détritus cholériques, a pu conserver pendant un temps assez long la propriété de dégager le principe de la maladie et d'entretenir ainsi une épidémie, ou même de la régénérer alors qu'elle était éteinte.

— Adoptée à l'unanimité (19 voix). — Procès-verbal N° 21 page 14.

De l'immunité par rapport au choléra.

En conclusion, *l'immunité dont jouissent certaines localités, c'est-à-dire la résistance, permanente ou temporaire, générale ou partielle, opposée par ces localités au développement du choléra dans leur circonscription, est un fait qui n'exclut pas la transmissibilité, mais qui indique que certaines conditions locales, non encore toutes déterminées, sont un obstacle au développement de la maladie.*

De même l'immunité plus ou moins complète et plus ou moins durable dont jouissent le plus grand nombre des personnes placées au milieu d'un foyer cholérique, immunité qui atteste la résistance individuelle au principe toxique, est une circonstance dont il faut tenir le plus grand compte.

Au point de vue du développement épidémique, elle est le correctif de la transmissibilité, et sous le rapport de la prophylaxie, elle met sur la voie des moyens propres à restreindre les ravages de la maladie.

— Adoptée à la majorité de 21 voix contre 1, M. Sawas. — Se sont abstenus MM. Monlau, Maccas, Sténersen. — Procès-verbal N° 22 — page 15.

Déductions rélatives aux attributs du principe générateur du choléra.

En resumé, selon la Conférence, *dans l'état actuel de la science, on ne peut émettre que des hypothèses sur la nature du principe générateur du choléra; nous savons seulement qu'il est originaire de certaines contrées de l'Inde et qu'il s'y maintient en permanence; que ce principe se régénère dans l'homme, et l'accompagne dans ses pérégrinations; qu'il peut ainsi être propagé au loin, de pays en pays, par des régénérations successives,*

1866 *sans jamais alors se reproduire spontanément en dehors de l'homme.*

— Adoptée à l'unanimité (25 voix), moins M. Goodeve qui s'est abstenu. — Procès-verbal N° 22 — page 15.

Relativement aux véhicules du principe générateur du choléra la Conférence conclut que *l'air ambiant est le véhicule principal de l'agent générateur du choléra; mais la transmission de la maladie par l'atmosphère reste, dans l'immense majorité des cas, limitée à une distance très-rapprochée du foyer d'émission. Quand aux faits cités de transport par l'atmosphère à un ou plusieurs milles de distance, ils ne sont pas suffisamment concluants.*

—Adoptée à la majorité de 24 voix contre 0. M. Sawas s'est abstenu. — M. Goodeve a fait une réserve quant à la distance. — — Procès-verbal N° 22 — page 16.

Selon la Conférence, *l'eau et certains ingesta peuvent aussi servir de véhicules à l'introduction dans l'organisme du principe générateur du choléra.*

Cela posé, il s'en suit pour ainsi dire nécessairement que *les voies par lesquelles l'agent toxique pénètre dans l'économie sont principalement les voies respiratoires et très-probablement aussi les voies digestives. Quant à la pénétration par la peau, rien ne tend à l'établir.*

— Adoptée à l'unanimité (26 voix). — Procès-verbal N° 22 — page 17.

Quant aux principaux réceptacles du principe cholérique la Conférence conclut que *la matière des déjections cholériques étant incontestablement le principal réceptacle de l'agent morbifique, il s'en suit que tout ce qui est contaminé par ces déjections devient aussi un réceptacle d'où le principe générateur du choléra peut se dégager, sous l'influence de conditions favorables; il s'ensuit encore que la génèse du germe cholérique a lieu très-probablement dans les voies digestives, à l'exclusion, peut-être, de tout autre appareil de l'organisme.*

— Adoptée à l'unanimité (26 voix). — Procès-verbal N° 22 — page 17.

Par rapport à la durée de l'activité morbifique du principe hors de l'organisme, la Conférence répond *qu'il résulte de l'étude des faits qu'à l'air libre le principe générateur du choléra perd rapidement son activité morbifique et que telle est la règle; mais que, dans certaines conditions particulières de confinement, cette activité peut se conserver pendant un temps indéterminé.*

— Adoptée à l'unanimité (25 voix). — Procès-verbal N° 22 — page 17.

Par rapport à la durée de la diarrhée cholérique, la Conférence 1866
déclare que *l'observation montre que la durée de la diarrhée cholérique, dite prémonitoire, — qu'il ne faut pas confondre avec toutes les diarrhées qui existent en temps de choléra, — ne dépasse pas quelques jours.*

Les faits cités comme exceptionnels ne prouvent pas que les cas de diarrhée qui se prolongent au-delà appartiennent au choléra et soient susceptibles de transmettre la maladie, quand l'individu atteint a été soustrait à toute cause de contamination.

— Adoptée par 15 voix contre 4, MM. Monlau, Millingen, Gomès et Mühlig. — Se sont abstenus MM. Vernoni, Keun, Sawas. — MM. de Lallemand et Maccas ont fait une réserve sur la 2me partie de la conclusion.

Rapport sur la marche et le mode de propagation du choléra en 1865.

Conclusions adoptées par la Conférence.

Des faits observés en 1865 il résulte: 1° *que la propagation du choléra s'effectue par le mouvement des hommes, quels que soient d'ailleurs les moyens de locomotion dont ils se servent;* 2° *que la propagation en est d'autant plus à craindre que les moyens de locomotion sont plus rapides et plus multipliés;* 3° *que, toutes choses égales d'ailleurs, une grande masse infectée ou un seul individu malade peuvent propager le choléra à de grandes distances.*

Troisième Groupe de questions:

I.

Mesures Hygiéniques.

Conclusions.

Dans l'opinion de la Conférence, *nous ne connaissons pas des moyens directs pour éteindre les foyers endémiques du choléra; mais on peut espérer d'y parvenir par un ensemble de mesures parmi lesquelles le rôle le plus important reviendra aux mesures hygiéniques.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 24 — page 11.

Quant à l'hygiène navale, la Conférence est d'avis que l'on devrait:

1° *Ouvrir des concours et décerner des prix aux auteurs des découvertes ou perfectionnements dont le résultat immédiat serait un progrès quelconque dans l'assainissement des navires, dans l'amélioration des conditions hygiéniques des équipages, ou dans le bien-être des passagers.*

1866 2° *Publier un manuel d'hygiène navale à l'usage de la marine marchande de chaque pays. L'exécution des prescriptions les plus importantes de ce manuel serait obligatoire pour les capitaines ou patrons.*

3° *Encourager par des primes et des récompenses ceux des armateurs, capitaines ou patrons de navire qui se seraient distingués dans le bon entretien de leurs bâtiments et de leurs équipages.*

— Adoptée à l'unanimité. — MM. Millingen, Testa, Mühlig et Salem Bey se sont abstenus. — Procès-verbal N° 29 — page 4.

Pendant le choléra surtout *il faut éviter*, suivant la Conférence, *les inconvénients et les dangers provenant d'une mauvaise place de mouillage, de l'eau potable et des provisions mal choisies, de l'encombrement, de l'état sanitaire des hommes embarqués, de l'état des effets à usage, de la qualité des marchandises, du manque de séparation des malades, du défaut de ventilation du navire et de l'aëration des effets à usage et surtout du manque de propreté des lieux d'aisance.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 29 — page 4.

La Conférence est d'avis que *l'assainissement des ports, avec défense d'y faire aboutir les égouts de la ville, leur dragage périodique et leur bonne police sanitaire intérieure, sont des mesures hygiéniques de la plus haute importance pour la préservation des maladies transmissibles en général et du choléra en particulier.*

L'assainissement des quartiers, attenant aux ports de mer, et leur police sanitaire la plus sévère sont aussi des mesures de préservation très-importantes.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 25 — page 8.

Dans l'opinion de la Conférence, *l'assainissement des villes est un moyen préventif de premier ordre pour s'opposer à la réception du choléra, et en mitiger les ravages.*

Cet assainissement doit être basé principalement sur un ensemble de mesures qui tendent à maintenir la pureté de l'air, à approvisionner les villes d'une eau saine et abondante et à empêcher l'infection du sol par des matières organiques.

La désinfection sur place, et l'enlèvement immédiat des matières excrémentielles, est une mesure hygiénique d'une importance capitale, surtout en temps de choléra.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 25 — page 11.

Suivant la Conférence, *une sage organisation de l'assistance publique, — les visites préventives générales, ou, à leur défaut, les visites médicales dans les maisons envahies, — les secours immédiats aux attaqués, — la publication des Instructions populaires, — l'encouragement qui naît de la confiance dans la promptitude et l'étendue des secours, et de la publication de l'état*

véritable de l'épidémie, ainsi que l'installation d'hôpitaux spéciaux et de maisons de refuge temporaire pour abriter les familles des malades pauvres, sont des mesures hygiéniques et administratives très-efficaces pour entraver la propagation du choléra et pour en diminuer les ravages, dans les localités envahies. 1866

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 26 — page 20.

Suivant la Conférence, *l'interruption temporaire des communications avec les lieux infectés, pourvu qu'elle puisse être absolue, est le préservatif le plus sûr contre la transmission du choléra.*

Le déplacement opportun et la dissémination méthodique des agglomérations mobiles (caravanes, corps de troupes, etc.) *sont des mesures hygiéniques très-efficaces pour prévenir le choléra d'éclater parmi elles, ainsi que pour en arrêter l'extension ou en adoucir la violence.*

L'émigration opportune et la dissémination bien réglée peuvent donner lieu aux mêmes résultats favorables dans les agglomérations fixes (localités, établissements publics).

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 27 — page 4.

La Conférence est d'avis que *la désinfection appliquée au choléra, d'après une méthode rationelle et avec persévérance, s'offre comme un puissant auxilaire:*

1° Pour diminuer la réceptivité d'une localité menacée par le choléra;

2° Pour détruire le germe de la maladie importé dans une localité, et

3° Pour limiter, dans certaines circonstances favorables, l'extension de l'épidémie.

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 28 — page 10.

II.

Mesures à prendre en Orient pour prévenir de nouvelles invasions du choléra en Europe.

Questions préliminaires.

Conclusions:

La Conférence est d'avis *que les mesures restrictives, connues d'avance et appliquées convenablement, sont beaucoup moins préjudiciables pour le commerce et les relations internationales que la perturbation qui frappe l'industrie et les transactions commerciales à la suite d'une invasion de choléra.*

— Adoptée par 20 voix contre 0. — MM. Goodeve, Keun et Millingen se sont abstenus. — Procès-verbal N° 30 — page 8.

La Conférence est d'avis *que plus les mesures de quarantaine et les autres moyens prophylactiques contre le choléra seront appli-*

1866 *qués près du foyer originel de la maladie, moins ces mesures seraient onéreuses et plus on pourrait compter sur leur efficacité* (en supposant une application convenable) *au point de vue de la préservation de l'Europe.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 30 — page 17.

Mesures à prendre dans l'Inde.

Conclusions:

La Conférence *ne considère pas comme impossible, qu'on puisse parvenir à éteindre le choléra envahissant dans l'Inde, et elle croit qu'en tout cas on peut y restreindre son développement épidémique. Pour atteindre ce double but, elle admet la nécessité d'études suivies, ayant pour objet de déterminer les conditions spéciales qui produisent et entretiennent l'endémie cholerique. ainsi que les rapports existant entre cette endémie et les explosions épidémiques, tout en poursuivant les améliorations hygiéniques déjà commencées. Quant aux particularités sur lesquelles devraient porter ces études, la Conférence s'en réfère à ce qui a été dit précédemment à ce sujet.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 30 — page 19.

Relativement aux pélerinages indiens, la Conférence est d'avis *que pour combattre l'influence des pélerinages indiens sur le développement du choléra, il importerait:*

1° de s'appliquer à restreindre le nombre des pélerins en les obligeant, s'il est possible, à se pourvoir, avant le depart, d'une autorisation qui ne serait délivrée qu'à celui qui aurait prouvé avoir moyens de subvenir à ses besoins pendant le voyage;

2° d'instituer sur tous les lieux de pélerinage une police sanitaire comprenant l'application des mesures d'hygiène déjà pratiques et complétées selon les enseignements de l'expérience acquise;

3° en cas de choléra parmi les pélerins, de n'autoriser le retour de la masse contaminée, — toutes les fois qu'une telle mesure serait praticable — *qu'après la cessation complète de l'épidémie dans cette masse, et une désinfection générale.*

— Adoptée à l'unanimité, moins M. Goodeve pour la 1ère conclusion. — Procès-verbal N° 31 — page 6.

Selon la Conférence, *il est de la plus haute importance de chercher à prévenir l'exportation maritime du choléra de l'Inde.*

Dans ce but, le règlement promulgué en 1858, sous le titre de Native Passenger Act, serait un des moyens principaux, si l'application en était faite indistinctement à tous les pavillons et dans tous les pays, et s'il était complété au point de vue des précautions sanitaires.

En outre, il importerait que tout navire partant d'un port 1866
indien fût muni d'une patente de santé délivrée par une autorité sanitaire constituée ad hoc, qui serait en même temps chargée de veiller à l'exécution des règlements relatifs à l'embarquement des pélerins.

De plus, la Commission croit qu'il y a lieu d'examiner les questions de savoir si, en cas d'épidémie sur un point de l'Inde, il y aurait possibilité, soit de supprimer, soit de différer, soit de restreindre l'embarquement des pélerins sur ce point; et enfin si, à l'exemple du Gouvernement Hollandais pour ses possessions indiennes, il n'y aurait pas, pour les autorités de l'Inde anglaise, possibilité d'exiger de chaque pélerin musulman la preuve qu'il a les moyens de subvenir aux dépenses de son voyage, et à l'entretien de sa famille pendant son absence.

— Adoptée à l'unanimité. — M. Goodeve a fait des réserves sur certains points du texte. — Procès-verbal N° 31 — page 11.

Mesures à prendre dans les pays intermédiaires entre l'Inde et l'Europe.

A. Mesures contre l'importation du choléra de l'Inde par la voie maritime.

1° *Convenance d'un établissement sanitaire à l'entrée de la Mer-Rouge.*

— Admise à l'unanimité, moins M. Goodeve. — Procès-verbal N° 31 — page 14.

2° *Quel serait le caractère de cet établissement?*

La Conférence croit *que le caractère international est une condition sine qua non de l'établissement dont il s'agit. Resterait aux Gouvernements intéressés à s'entendre sur la forme et la mesure à donner à l'intervention de chacun. On conçoit très-bien, par exemple, que la Porte ou le Gouvernement Egyptien pourrait avoir la direction, mais sous le contrôle et avec l'assistance de l'Europe.*

— Adoptée par 15 voix contre 3, celles de MM. Goodeve, Dickson et Bykow. — MM. Keun et Millingen se sont abstenus. — Procès-verbal N° 32 — page 10.

3° *Dans quels cas, comment et par qui seraient appliquées les mesures?*

La Conférence conclut que *les mesures seraient appliquées en vertu d'un règlement international qui spécifierait les cas, et par une autorité soumise au contrôle des Gouvernements intéressés.*

— Adoptée par 17 voix contre 2, celles de MM. Goodeve et Dickson. — Procès-verbal N° 32 — page 13.

1866 **Question du pélerinage de la Mecque.**

1° *Organisation du service sanitaire sur le littoral de la Mer Rouge.*

Dans l'opinion de la Conférence, le service sanitaire à organiser sur le littoral de la Mer Rouge comprendrait, outre le projet d'un lazaret international avec arraisonnement obligatoire au détroit de Bab-el-Mandeb:

1° *Des postes de médecins sanitaires, savoir: trois sur le littoral africain, à Koséir, à Souakin, à Massoawh, et deux, pour le moment, sur la côte arabique, dont le principal serait à Djeddah et l'autre à Yambo;*

2° *Deux lazarets, dont l'un à El-Wesch, serait affecté exclusivement aux pélerins et l'autre, à Tor, serait destiné à la quarantaine des arrivages ordinaires atteints de choléra;*

3° *Une direction, siégeant à Suez, assistée d'une Commission internationale qui déciderait de toutes les questions concernant le service sanitaire de la Mer Rouge.*

— Les deux premières conclusions ont été adoptées par 14 voix dont 2, celles de MM. Goodeve et Dickson avec réserve au sujet de Tor. À la séance suivante plusieurs membres absents ont adhérés à ces deux conclusions.

La 3me conclusion a été adoptée par 18 voix contre 4, celles de MM. Goodeve, Dickson, Keun et Bykow. — MM. Millingen, Malcom et Salih Effendi se sont abstenus. — Procès-verbal N° 32 — page 15 et N° 33 — page 4.

2° *Conditions pour le départ et précautions relatives à l'embarquement des pélerins.*

— Adoptées à l'unanimité, avec quelques réserves par MM. Goodeve et Dickson. — Procès-verbal N° 33 — page 5 et 6.

3° *Mesures d'hygiène à mettre en pratique dans les lieux où s'accomplit le pélerinage.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 33 — page 6.

4° *Y aurait-il quelque mesure à prendre dans le Hedjaz contre l'importation du choléra par mer ou par terre?*

La Conférence *ne compte aucunement sur les mesures de quarantaine qui seraient prises dans le Hedjaz contre l'importation du choléra parmi les pélerins.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès verbal N° 33 — page 6.

5° *Mesures à prendre contre les provenances du Hedjaz, si le choléra s'y manifestait pendant le pélerinage.*

La Conférence est d'avis que, *dans le cas où le choléra se manifesterait dans le Hedjaz à l'époque du pélerinage, il y aurait lieu d'interrompre temporairement, c'est-à-dire pendant*

la durée de l'épidémie, toute communication maritime entre les 1866
ports arabiques et le littoral égyptien.

L'application convenable de cette mesure suppose l'existence d'un service sanitaire organisé sur le littoral de la Mer Rouge comme il a été exposé précédemment, et de plus la présence d'une force militaire suffisante, tant pour maintenir le bon ordre parmi les pélerins, que pour la police maritime. A ce dernier point de vue, il serait à désirer que les Gouvernements intéressés s'entendissent à l'effet d'assurer l'exécution des mesures prescrites.

Cela étant, la Conférence pense qu'il pourrait être procédé à l'exécution de la manière suivante, sauf les modifications qui, *sans altérer le principe fondamental de la mesure,* seraient jugées, par la Commission internationale siégeant à Suez, propres à en faciliter l'application :

1° *En cas de manifestation du choléra parmi les pélerins, les médecins sanitaires du Hedjaz signaleraient le fait aux autorités locales, ainsi qu'aux navires de guerre stationnés à Djeddah et à Yambo. De plus, tout en mentionnant le fait sur la patente de santé, ils en expédieraient l'avis en Égypte et à El-Wesch.*

2° *Sur la déclaration des médecins susmentionnés, les autorités informeraient les pélerins que ceux d'entr'eux qui voudraient s'embarquer pour l'Égypte auraient, avant d'y aborder, à faire quarantaine à El-Wesch, et les préviendraient en même temps qu'ils sont libres de suivre la voie de terre.*

3° *Les embarquements se feraient sous la surveillance de l'autorité sanitaire, dans les conditions déterminées par elle, et dans les ports quelle aurait désignés.*

4° *Les navires de guerre concourraient à assurer l'exécution des mesures prescrites; ils feraient la police de mer, et exerce raient une surveillance aussi exacte que possible à l'effet d'empêcher tout départ clandestin.*

5° *Sur l'avis reçu de la présence du choléra parmi les pélerins, les autorités sanitaires égyptiennes interdiraient l'entrée de tous les ports d'Égypte à toutes provenances de la côte arabique, et elles renverraient les navires délinquants, après les avoir ravitaillés au besoin, sur un point de la côte arabique, soit à El-Wesch, soit ailleurs, où ils purgeraient quarantaine, conformément aux règles adoptées.*

6° *Les pélerins transportés à El-Wesch y seraient tenus en quarantaine et ils ne seraient autorisés à repartir pour l'Égypte que quinze jours pleins après la disparition du choléra parmi eux et après désinfection de leurs hardes et bagages. En quittant El-Wesch, les navires qui les transporteraient seraient — pour ceux qui se rendent à Suez — dans l'obligation de toucher à Tor*

1866 *où ils seraient soumis à une observation de 24 heures et à une visite médicale dans le but de constater leur état sanitaire. La patente nette et l'autorisation de continuer leur route ne leur seraient délivrées que tout autant que l'état sanitaire du bord aurait été reconnu exempt de danger.*

7° *Quant à la caravane pour l'Égypte, elle s'arrêterait selon l'usage dans l'endroit ordinaire de sa station, près d'El-Wesch; elle y subirait une visite médicale et elle ne recevrait l'autorisation de continuer sa route qu'après avoir été exempte de choléra depuis quinze jours.*

8° *Relativement aux pélerins à destination de l'Inde ou d'autres pays au-delà de la Mer Rouge, ils seraient autorisés à s'embarquer pour retourner chez eux, mais en se soumettant aux regles prescrites par l'autorité sanitaire du port d'embarquement.*

9° *Les communications maritimes entre le Hedjaz et l'Égypte ne pourraient être rétablies que quinze jours au moins après la cessation de tout indice de choléra dans le Hedjaz, déclarée officiellement par l'autorité sanitaire de Djeddah. Mais alors, et même en tout temps, les navires chargés de pélerins à destination de Suez, seraient toujours dans l'obligation de toucher à Tor, et d'y stationner 24 heures, pour y subir une visite médicale comme il a été dit plus haut. L'autorité sanitaire de Suez pourrait renvoyer à Tor tout navire qui n'aurait pas rempli cette formalité.*

10° *Un règlement des pénalités encourues, pour toutes les infractions aux mesures prescrites, devrait être formulé par la Commission internationale. Le reglement anglais* (native passenger act) *serait, sur ce point, un excellent modèle à suivre.*

— Toutes ces conclusions ont été adoptées à l'unanimité, moins certaines réserves de MM. Goodeve et Dickson. — M. Gomès a voté pour que la durée de la quarantaine fût de 10 jours. — Procès-verbal N° 33 — page 8.

Dans le cas où une épidemie de choléra, venant par la Mer-Rouge, se manifesterait en Égypte — l'Europe et la Turquie étant d'ailleurs indemnes — ne conviendrait-il pas d'interrompre temporairement les communications maritimes de l'Egypte avec tout le bassin de la méditerranée?

— La Conférence a répondu *affirmativement*, par 13 voix contre 3, celles de MM. Goodeve, Dickson et Salem Bey. — Il y a eu 4 abstentions. — Procès-verbal N° 33 — page 15.

B. Mesures contre l'importation du choléra de l'Inde en Europe par la voie de terre.

Mesures à prendre en Perse: organisation d'un système sanitaire; précautions concernant les pélerinages, le transport des cadavres, etc. . . . . .

— Mesures conseillées dans le rapport adoptées à l'unanimité. 1866
— Mirza-Malkom Khan et M. Sawas votent sous réserve. — Procès-verbal N° 34 — page 14.

Mesures à prendre sur la frontière turco-persane.

— Mesures conseillées dans le rapport adoptées par 15 voix contre 0.

— Se sont abstenus de voter MM. Malkom, Sawas, Keun, Millingen, Gomès et Sténersen. — Procès-verbal N° 35 — page 7.

Mesures contre l'importation du choléra par la Boukharie et les steppes de la Tartarie.

— Texte du rapport adopté avec quelques rectifications, à l'unanimité. — Procès-verbal N° 35 — page 8.

Mesures à prendre sur la frontière russo-persane.

— Texte du rapport adopté à l'unanimité. — Procès-verbal N° 35 — page 8.

Résumé du rapport adopté par la Conférence à l'unanimité, moins 1 abstention. — Procès-verbal N° 35 — page 8.

III.

Mesures quarantenaires applicables aux provenances cholériques.

Considérations générales sur la question des mesures restrictives.

Conclusions:

Relativement aux mesures restrictives employées jusqu'ici contre le choléra, la Conférence est d'avis *que les enseignements à tirer de l'expérience de cette première époque des quarantaines n'ont pas une valeur concluante.*

— Adoptée par 18 voix contre 2, MM. Testa et Mühlig, 3 abstentions MM. Sotto, Monlau et Keun. — Procès-verbal N° 37 — page 12.

La Conférence conclut cependant, d'après les faits cités dans le rapport, *qu'il est incontestable que des quarantaines établies sur des bases rationnelles et conformes aux progrès de la science peuvent servir de barrière efficace contre l'envahissement du choléra.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 37 — page 13.

Les bases du système de prophylaxie devraient consister, suivant la Conférence: *1° à combattre les germes de la maladie dans ses foyers primitifs, avant qu'ils ne se disséminent et ne se propagent au dehors; 2° à établir des quarantaines en accord avec*

1866 *les principes aujourd'hui admis sur la transmissibilite du choléra et son mode de propagation.*

— Adoptée à l'unanimité. — M. Goodeve vote sous réserve. — Procès-verbal N° 38 — page 12.

Cordons sanitaires, isolement, interruption et restriction des communications.

Conclusions:

La Conférence est d'avis que *les cordons sanitaires, employés au milieu de populations nombreuses et serrées, sont d'un effet incertain et souvent sont dangereux; que par contre, employés dans des localités limitées ou des contrées dont la population est clair-semée, comme dans certains pays asiatiques, les cordons sont appelés à rendre de grands services contre la propagation de la maladie.*

— Adoptée à l'unanimité, moins M. Goodeve qui s'est abstenu. — Procès-verbal N° 38 — page 17.

La Conférence opine: *1° que l'isolement partout où il peut être appliqué aux premiers cas qui marquent le début d'une épidemie, est une mesure de prudence qu'aucun pays ne devrait négliger de prendre pour son salut; 2° que l'isolement d'une localité atteinte de choléra est d'autant plus praticable et plus utile que la population du pays est plus clair-semée et que la séquestration a lieu plus près du début d'une épidémie; 3° que l'isolement des foyers initiaux est la mesure capitale de prophylaxie contre les envahissements du choléra.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 39 — page 5.

La Conférence est d'avis que *l'interruption est le meilleur moyen d'isoler les foyers cholériques, que par conséquent, il y a lieu de l'employer toutes les fois que les circonstances se prêtent à une exécution rigoureuse; mais que cette mesure, applicable seulement à des points circonscrits, devient impraticable et inefficace lorsque l'épidémie s'est propagée sur un grand espace.*

— Adoptée à la majorité de 19 voix contre 2, celles de MM. Goodeve et Dickson. — MM. le Cte de Lallemand, Fauvel, Mühlig ont voté pour, sous réserves. — Procès-verbal N° 39 — page 7.

La Conférence est d'opinion qu'il y a lieu: *1° de restreindre l'émigration dans la circonscription de la ville infectée; 2° de fixer par un règlement le nombre des personnes que chaque navire pourrait embarquer, proportionellement à sa capacité: 3° de soumettre les personnes et leurs effets à des précautions*

préalables, telles qu'une visite médicale, la purification des hardes et effets, etc. 1866

— Adoptée à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Millingen qui s'abstient. — Procès-verbal N° 39 — page 9.

Question des lazarets.

Conclusions:

En ce qui concerne les établissements quarantenaires, la Conférence propose:

1° *Que les lazarets soient établis, autant que possible, dans les îles dépourvues de population, et, à défaut d'îles, dans les localités isolées et éloignées de plusieurs milles des villes, villages et autres lieux habités. Que l'air de ces localités soit salubre, le terrain de consistance rocheuse, l'eau abondante, le mouillage facile, sûr et spacieux.*

2° *Que les édifices composant l'ensemble des lazarets soient construits d'après les principes de l'article VII du présent rapport, et de manière à assurer la séparation rigoureuse des différentes catégories de quarantenaires, suivant la nature de la provenance et la date de l'arrivée. Que l'isolement de l'hôpital des cholériques, des logements des quarantenaires, des buanderies, des magasins et hangars, des habitations du personnel du service, etc., soit complet. Que la distance entre tous ces édifices, impossible à préciser d'avance, soit en rapport avec les indications consignées dans le paragraphe 13 du rapport.*

3° *Que les cabinets d'aisance soient organisés d'après le système des fosses mobiles chargées de désinfectants. Que les égouts et les fosses communes soient proscrits. Que les matières des déjections soient versées dans des fosses creusées dans le sol et recouvertes de chaux vive, de terre argileuse ou de poussier de charbon végétal.*

4° *Que chaque lazaret ait deux débarcadères, dont l'un de contumace, l'autre de libre pratique, un office de santé, des logements pour l'administration, un corps de garde, un dépôt de literie et d'ameublement, un dépôt de vivres, une hôtellerie.*

— Adoptée à l'unanimité. — M. Monlau a voté la 3me conclusion sous réserve. — Procès-verbal N° 41 — page 10.

5° *Que les parloirs des lazarets soient supprimés* pour les visiteurs, *et les visites aux quarantenaires interdites, sauf dans des cas exceptionnels et avec l'autorisation spéciale de l'autorité sanitaire; qu'il soit toutefois permis aux personnes qui le demanderaient, d'entrer au lazaret et d'y rester en se soumettant, dans ce cas, au régime des quarantenaires avec lesquels ils seraient en communication.*

1866 — La première partie de cette conclusion est adoptée par 10 voix contre 9, celles de MM. Dickson, Vernoni, Bosi, Keun, Sawas, Mühlig, Stenersen, Hübsch, Bartoletti. — La seconde partie est adoptée à l'unanimité, moins 2 voix, celles de M. Mühlig qui a voté contre et de M. Sténersen qui s'est abstenu. — Procès-verbal N° 41 — pages 12 et 13.

6° *Que la direction des établissements quarantenaires soit confiée à des médecins, et qu'en outre chaque lazaret soit pourvu de trois médecins, au moins, dont l'un attaché à l'hôpital, l'autre au service des quarantenaires, le troisième chargé du service du port et de l'extérieur du lazaret.*

7° *Que le nombre des lazarets pour la quarantaine de rigueur soit limité proportionnellement au mouvement maritime et à l'étendue du littoral de chaque État; mais qu'il y ait cependant des postes secondaires pour les provenances soumises à la quarantaine d'observation.*

8° *Que, dans des cas d'urgence, on établisse des lazarets temporaires, des campements, ou des lazarets flottants, selon les circonstances particulières à chaque localité.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 41 — page 13.

9° *Tout en admettant, dans certains cas, l'opportunité de lazarets internationaux administrés sous le contrôle de conseils mixtes, la Conférence est d'avis qu'en général l'institution de ces établissements n'est pas recommandable.*

— Adoptée par 9 voix contre 8, celles de MM. Goodeve, Dickson, Keun, Sawas, Bykow, Sténersen, Salih Effendi, Bartoletti. — M. Monlau s'est abstenu. — Procès-verbal N° 41 — page 14.

Régime quarantenaire et désinfection.

Conclusions:

Relativement à la quarantaine d'observation et à la quarantaine de rigueur, la Conférence est d'avis que *la différence entre ces deux régimes consiste en ce que la quarantaine d'observation est un temps d'épreuve, de simple surveillance, tandis que la quarantaine de rigueur consiste dans le débarquement au lazaret avec désinfection, et comprend toutes les mesures applicables à une provenance cholérique.*

— Adoptée par 21 voix, contre 0. — MM. Maccas et Pélikan ont voté pour, avec réserve. — MM. Sotto, Ségovia, Monlau se sont abstenus de voter. — Procès-verbal N° 42 — page 17.

La Conférence est d'avis: *1° que la quarantaine de rigueur applicable aux personnes venant d'un lieu contaminé soit fixée, en règle générale, à dix jours pleins, et que cette quarantaine*

commence, pour les personnes, du moment de leur entrée au lazaret. Que si pendant le cours de la quarantaine il se produisait parmi elles des cas de choléra ou de diarrhée cholérique, les personnes saines, après la séparation des malades, devraient recommencer la quarantaine de dix jours pleins. 1866

2° Qu'il y a lieu de considérer comme suspectes les personnes affectées de diarrhée, de les isoler des personnes bien portantes, ainsi que des malades de choléra, et de ne leur accorder la pratique, au bout de la quarantaine réglementaire, qu'à la suite de l'observation médicale constatant la nature non-cholérique de la diarrhée.

— Adoptée par 17 voix, contre 0. — Quatre adhésions conditionnelles, MM. Pélikan, Millingen qui voudraient que la quarantaine fût portée à 15 jours et MM. Keun et Mühlig à 17 jours. — Procès-verbal N° 42 — page 26.

La Conférence est d'avis: *1° d'appliquer aux navires supposés contaminés la quarantaine de rigueur, fixée à 10 jours pleins à dater de l'arrivée; 2° d'admettre une différence entre les navires à bord desquels se serait manifesté le choléra ou la diarrhée cholérique et les navires qui n'auraient pas eu d'accidents cholériques pendant la traversée; dans le premier cas seraient applicables toutes les mesures de rigueur, d'isolement et de désinfection; dans le second cas, les navires pourraient être exemptés du déchargement des marchandises non sujettes à purification, et ne seraient soumis qu'à des mesures générales d'hygiène sans désinfection proprement dite; 3° de soumettre à des précautions exceptionnelles les navires encombrés et à bord desquels il se serait manifesté une épidémie grave de choléra, précautions qui consisteraient en un isolement plus complet, dans la désinfection par les agents les plus actifs et même dans la prolongation et dans le redoublement, selon les cas, de la durée de la quarantaine: 4° de réduire à 5 jours la quarantaine applicable aux navires dont la traversée aurait duré de 15 à 30 jours sans aucun accident cholérique, et à 24 heures lorsque la durée de la traversée dépasserait 30 jours; dans les deux cas, désinfection des marchandises susceptibles, des effets et des parties suspectes, mais sans déchargement total.*

— Adoptée à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Goodeve qui s'abstient. — M. Pélikan fait ses réserves pour la 1re conclusion. — Procès-verbal N° 43 — page 7.

Relativement aux navires qui ont à bord un médecin commissioné et qui sont soumis pendant la traversée à des mesures d'hygiène et de désinfection, la Conférence s'est prononcée de la manière suivante:

1866 *Les navires en patente brute de choléra qui auront rempli les conditions spécifiées dans le cours de cet article, pourront compter les jours de la traversée comme jours de quarantaine jusqu'à concurrence de 9 jours. Ils feront au port d'arrivée une quarantaine d'observation calculée de manière à accomplir la quarantaine réglementaire de 10 jours pleins.*

Comme cependant la traversée des navires n'a pas toujours la même durée et que celle-ci peut varier de 1 à 9 jours et plus, la Conférence a établi l'échelle suivante comme règle à observer dans l'application de la mesure proposée:

Après 24 heures de traversée 9 jours de quarantaine d'observation.

Après 2 jours de traversée 8 jours de quarantaine d'observation.

Après 3 jours de traversée 7 jours de quarantaine d'observation.

Après 4 jours de traversée 6 jours de quarantaine d'observation.

Après 5 jours de traversée 5 jours de quarantaine d'observation.

Après 6 jours de traversée 4 jours de quarantaine d'observation.

Après 7 jours de traversée 3 jours de quarantaine d'observation.

Après 8 jours de traversée 2 jours de quarantaine d'observation.

Après 9 jours de traversée 24 heures de quarantaine d'observation.

Pour les navires dont la traversée aurait dépassé 9 jours la quarantaine d'observation serait toujours d'au moins 24 heures.

— Adoptée par 12 voix contre 9 et 5 abstentions. — Ont voté contre, MM. Vetsera, Sotto, Monlau, Kalergi, Maccas, Bosi, Keun, Millingen, Pélikan. — Se sont abstenus de voter MM. Dumreicher, Salvatori, de Soveral, Testa, Mühlig. — Procès-verbal N° 43 — page 9.

La Conférence est d'avis *que la contumace peut se faire à bord des navires dans les cas de quarantaine d'observation et quelquefois de quarantaine de rigueur dans des circonstances de force majeure; mais dans tous les cas, l'autorité sanitaire aura soin de faire éviter l'encombrement et exercera une surveillance attentive sur la santé des quarantenaires.*

— Adoptée à l'unanimité moins une voix, celle de M. Dumreicher qui s'abstient. — M. Dickson vote avec réserve. — Procès-verbal N° 43 — pages 9 et 10.

La Conférence propose *une quarantaine de 8 jours pleins* 1866
pour toutes les provenances de terre, à l'exception des pélerinages et des déplacements de troupes dont le régime serait plus sévère. Toutefois il est entendu que si les provenances de terre partaient d'un foyer rapproché d'un à trois jours de marche, la quarantaine serait de 10 jours pleins.

— Adoptée par 15 voix, 5 abstentions, celles de MM. Dumreicher, Goodeve, Dickson, Maccas, Bosi. — Procès-verbal N° 43 — page 11.

Question de la désinfection.

Conclusions:

Suivant l'opinion de la Conférence, *la désinfection consiste dans l'emploi de différents moyens propres à assainir les lieux et les objets contaminés par le germe cholérique. Ces moyens sont l'air, l'eau, le feu dans certains cas, ainsi que les substances chimiques recommandées par la science et signalées dans le rapport des mesures hygiéniques.*

La désinfection s'applique:

1° aux navires provenant de lieux infectés et à bord desquels se serait manifesté soit une épidémie grave de choléra, soit des cas isolés de cette maladie ou seulement des cas de diarrhée cholérique.

2° Elle s'applique aux hardes et effets à usage des cholériques ainsi que des personnes qui subissent le régime de la quarantaine de rigueur tant au lazaret qu'à bord des navires.

3° Elle s'applique en outre aux marchandises supposées contaminées telles que les drilles, les chiffons, les peaux, les cuirs, les plumes et autres débris animaux, ainsi que les laines et autres substances non emballées provenant d'un lieu infecté ou d'un navire sujet lui-même à la désinfection. Les lettres et dépêches seront enfermées dans une boite et désinfectées par le dégagement de chlore sans être percées. Quant aux marchandises en général, sortant des fabriques et bien emballées, elles sont réputées non contaminées et conséquemment non sujettes à la désinfection.

4° Enfin la désinfection s'applique aux animaux vivants par l'aëration ou l'immersion dans l'eau, lorsque les autorités sanitaires le jugeront convenable.

— Adoptée à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Goodeve qui s'abstient. — MM. Dumreicher, Maccas, Bykow, Millingen votent sous diverses réserves. — Procès-verbal N° 43 — pages 12 et 13.

1866

La patente de santé et l'arraisonnement.

Conclusions:

Dans l'opinion de la Conférence, *il y a lieu de supprimer la qualification de patente suspecte et de maintenir celle de patente nette et de patente brute, l'une témoignant de l'absence du choléra, l'autre attestant sa présence ainsi que le degré de sa manifestation.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 43 — page 13.

La Conférence exprime le voeu *que le mot sporadique soit supprimé sur les patentes où l'on se bornerait, suivant le cas, à mentionner l'existence du choléra asiatique, ou du choléra nostras.*

— Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 43 — page 14.

La Conférence est d'avis que *la patente de santé doit faire mention du choléra asiatique depuis le premier cas de sa manifestation jusqu'au dernier accident qui marque la fin de l'épidémie; que les autorités sanitaires ne devront accorder la libre pratique aux provenances d'un lieu où a régné une épidémie que 15 jours après la date de sa complète disparition.*

—. Adoptée à l'unanimité. — Procès-verbal N° 43 — page 14.

La Conférence opine *qu'il est d'absolue nécessité, comme garantie de la santé publique, qu'un navire n'ait qu'une patente délivrée par l'autorité sanitaire du point du départ: qu'il est également nécessaire que cette patente ne soit pas changée jusqu'à l'arrivée du navire à destination définitive, et qu'en conséquence les autorités sanitaires doivent se borner à viser la patente primitive sans la remplacer par une nouvelle patente jusqu'au voyage de retour.*

La Conférence émet le voeu *que les Gouvernements qui attachent une importance particulière au maintien de la patente consulaire veuillent bien consentir, dans l'intérêt de la santé publique, à la remplacer par un visa sur la patente délivrée par l'autorité sanitaire.*

— Adoptée à l'unanimité, moins M. Dumreicher qui s'abstient. — Procès-verbal N° 43 — page 14.

La Conférence est d'avis que *l'arraisonnement est un acte de la plus haute importance en temps de choléra. Les réticences, les fausses déclarations, rendent illusoires le système restrictif le mieux combiné et compromettent la santé publique. Elles doivent être sévèrement punies par les lois de chaque pays.*

A ce propos la Conférence émet le voeu *que le gouvernement ottoman promulgue dans le plus bref délai un code pénal contre les infractions aux règlements sanitaires.*

Adoptée à l'unanimité. — M. Dumreicher s'abstient. — Procès-verbal N° 43 — page 14. 1866

Le présent Relevé des Conclusions de la Conférence Sanitaire Internationale a été adopté, dans la séance du 26 septembre 1866, et signé par MM. les Délégués:

Albin *Vetsera.*
Dr *Sotto.*
Cte *de Noidans.*
A. F. *de Dumreicher.*
A. M. *Segovia.*
P. *Monlau.*
Kalergi.
G. A. *Maccas.*
Alex. *Vernoni.*
F. *Bosi.*
G. *Salvatori.*
P. *Brunoni.*
J. *Spadaro.*
A. *de Lallemand.*
Faurel.
Edouard *Goodeve.*
E. D. *Dickson.*
Richard J. *Keun.*
Julius *Millingen.*
Mirza-Malkom-Khan.
Sawas.
E. *Pinto de Soveral*
Bon *de Testa.*
Mühlig.
Pélikan.
Bykow.
A. *Stenersen.*
Bon *Hübsch.*
Salih Effendi.
Bartoletti.
Dr *Salem Bey.*

A Constantinople, le 26 septembre 1866.

Vu et certifié:
Le Président de la Conférence Sanitaire.
Salih.

Les Secrétaires,
Dr *Naranzi.* — Bon *de Collongue.*

365.

Règlements sanitaires ottomans pour l'organisation du service sanitaire.

Règlements divers.

Règlement pour les provenances de mer à Constantinople, en date du 10 juin 1839 (27 rébiul-éwel 1255).

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 344.)

Les soussignés, composant, d'une part, le conseil de santé sous la présidence de Son Excellence Hifzy-Moustapha-Pacha, de l'autre,

1866 la délégation étrangère accréditée par les différentes missions, à la demande de la Sublime Porte, près ledit conseil, s'étant réunis en conférence à l'effet de délibérer sur le choix du système quarantenaire le mieux approprié à cette capitale contre les provenances de la mer; animés d'un égal désir de concilier, autant que possible, les garanties sanitaires avec les besoins du commerce maritime, ont, après mûre délibération, arrêté de commun accord les résolutions suivantes :

Article 1.

De la patente. Tout navire arrivant à Constantinople devra être muni d'une patente de santé qu'il sera tenu de remettre au préposé de l'intendance sanitaire chargé de la réclamer, et qui la recevra au bout d'une perche et sans monter à bord.

Article 2.

Il y aura trois catégories de patentes, à savoir :

La patente *nette*, la patente *suspecte*, la patente *brute*.

Patente nette. Sera réputée *nette* toute patente délivrée *trente jours* après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur sera admis immédiatement en libre pratique avec ses passagers, équipage et cargaison.

Patente suspecte. Sera réputée *suspecte* toute patente délivrée *quinze jours* après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur fera une quarantaine de *quinze jours* s'il est chargé, et de *dix* s'il est vide.

Patente brute. Sera réputée *brute* toute patente délivrée dans l'intervalle des *quinze jours* depuis le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur fera une quarantaine de *vingt jours* s'il est chargé, et de *quinze* s'il est vide.

Article 3.

Navires arrivant chargés, avec patente suspecte ou brute. La quarantaine pour les navires chargés, tant suspects que bruts, leur sera comptée à partir du jour de leur mouillage devant le lazaret de *Kouléli*. Toutefois, considérant, d'une part, que le temps pourra quelquefois les empêcher de poursuivre leur route jusqu'à ce mouillage; de l'autre, que, pour le moment, il n'existe pas encore de remorqueur pour les y conduire immédiatement, il demeure convenu que des magasins seront construits dans le plus court délai sur la pointe de *Fener-Baktché*, pour recevoir la cargaison des navires compris dans le cas prévu ci-dessous, et dont la quarantaine commencera dès lors à courir du jour de leur mouillage dans ledit lieu de Fener-Baktché.

Il est bien entendu, du reste, que cette facilité ne sera accordée 1866
qu'aux navires évidemment empêchés par le temps de se rendre au lazaret de *Kouléli*, et seulement jusqu'à l'époque où l'intendance sanitaire aura à sa disposition les moyens convenables pour les y diriger par le vent contraire.

Article 4.

Navires arrivant vides, avec patente suspecte ou brute. La quarantaine pour les navires vides, tant suspects que bruts, leur sera comptée à partir du jour de leur arrivée.

Article 5.

Obligation de prendre un garde sanitaire aux Dardanelles ou à Gallipoli. Tout navire, suspect ou brut, venant par le détroit des Dardanelles, qu'il soit chargé ou vide, sera tenu de prendre un garde de santé, ou à l'office sanitaire des Dardanelles mêmes ou à celui de Gallipoli, au choix du capitaine.

Si le navire est vide, sa quarantaine courra du jour où le garde est entré à bord, à condition qu'il se soumettra aux mesures de désinfection prescrites par ce dernier. Dans ce cas, et si le navire purge sa quarantaine durant le voyage, il sera reçu à Constantinople en libre pratique.

Si le navire est chargé, sa quarantaine devra toujours commencer du jour de son mouillage à *Kouléli* ou à *Fener-Baktché*.

Garde supplémentaire. Arrivés à Constantinople, le navire chargé, ainsi que le navire vide, qui n'aurait pas terminé sa contumace en route, recevront un garde supplémentaire qu'ils conserveront, avec celui pris aux Dardanelles ou à Gallipoli, jusqu'à l'expiration de la quarantaine.

Il est sous-entendu que les navires avec patente nette ne seront tenus de s'arrêter ni aux Dardanelles, ni à Gallipoli.

Article 6.

Mouillage des navires suspects ou bruts. Les navires, tant suspects que bruts, arrivés vides, pourront mouiller à l'entrée du port, ou dans le canal, à quelque distance de la terre, sous la surveillance de leurs gardes. Les navires arrivés chargés jouiront de cette même faculté, mais seulement après leur déchargement, devant d'abord déposer leurs cargaisons ou à *Kouléli* ou à *Fener-Baktché*.

Article 7.

Navires destinés pour la mer Noire avec patente brute ou suspecte. Les navires, tant vides que chargés, venant de la mer Blanche et destinés pour la mer Noire, avec patente suspecte ou brute,

1866 seront également tenus de recevoir un garde de santé aux Dardanelles ou à Gallipoli, soit qu'ils veuillent purger leur quarantaine à Constantinople, soit qu'ils préfèrent poursuivre à contumace pour leur destination. Arrivés ici, ils arboreront au mât de misaine un pavillon formé de deux bandes jaune et noire placées verticalement, qu'ils garderont jusqu'à leur départ.

Il sera loisible à ces navires de faire leur quarantaine à Constantinople, en se soumettant aux mesures précisées dans les articles précédents à l'égard des navires destinés pour ce port; seulement, dans ce cas, les capitaines devront déclarer leur intention dans l'interrogatoire qu'ils auront à subir.

Si, au contraire, ils préfèrent poursuivre en contumace, ils recevront à leur arrivée un garde supplémentaire, qu'ils conserveront jusqu'à leur départ avec celui pris aux Dardanelles ou à Gallipoli; et avant leur entrée dans la mer Noire, ils les débarqueront l'un et l'autre au poste sanitaire *Kavak*. Quant aux marchandises et passagers destinés pour Constantinople, ils seront débarqués au lazaret de *Kouléli*, où ils purgeront leur quarantaine conformément aux conditions sanitaires du navire.

Le bateau de l'intendance sanitaire, chargé d'examiner les patentes, informera, sans délai, de leur arrivée leurs chancelleries respectives, afin qu'elles s'occupent de leur fournir, avec les précautions requises, les expéditions et les firmans d'usage pour la mer Noire.

Il est bien entendu que ceux de ces navires qui, étant vides, voudront profiter de la facilité de commencer leur quarantaine aux Dardanelles ou à Gallipoli, aux termes du deuxième paragraphe de l'article 5, en auront le droit; seulement, dans ce cas, ils devront en faire la déclaration préalable dans celui des deux offices où ils prendront le garde de santé, afin que ce dernier puisse les soumettre, durant le voyage, aux mesures convenables de désinfection.

Article 8.

Navires destinés de la mer Noire pour la mer Blanche, avec patente suspecte ou brute. Les navires provenant de la mer Noire, tant chargés que vides, avec patente suspecte ou brute, prendront un garde de santé à l'office sanitaire de *Kavak*, ou à celui de *Silvi-Bournou*, dans le cas d'impossibilité absolue pour eux, à cause du temps, de s'arrêter devant le premier de ces lieux; mais ils n'auront à subir aucun interrogatoire ni dans l'un, ni dans l'autre de ces deux offices. Cette formalité sera remplie au lazaret de *Kouléli*, où ils devront prendre également leur garde supplémentaire.

Toutes les dispositions de l'article 7, relatives aux navires suspects ou bruts destinés de la mer Noire, sont également applicables

aux navires provenant des ports compromis de cette mer, et qui, destinés pour la mer Blanche, ne voudront pas purger leur quarantaine à Constantinople. Seulement, ces navires auront la faculté de débarquer ici, au moment de leur départ, un des deux gardes sanitaires, et ils conserveront l'autre jusqu'à leur arrivée aux Dardanelles, où ils devront le remettre à l'office sanitaire du lieu. 1866

Article 9.

Interrogatoire. Tout navire arrivant soit de la mer Blanche, soit de la mer Noire, devra subir un interrogatoire dans lequel le capitaine déclarera fidèlement les conditions sanitaires du navire, ainsi que les communications qu'il peut avoir eues durant le voyage. Si le navire est suspect ou brut, il recevra immédiatement le garde de santé supplémentaire.

Article 10.

Défense de monter sur les navires. Il est expressément entendu que nul préposé de la santé, à l'exception des gardes sanitaires, ne pourra, dans aucun cas monter à bord des navires, soit à Constantinople, soit dans tous les autres ports ou lieux de l'empire ottoman où devront s'accomplir des formalités sanitaires.

Navires avec patente nette qui ne voudront pas communiquer avec Constantinople. Cette défense sera surtout rigoureusement observée envers les navires qui, destinés avec patente nette pour les ports de la mer Noire où il existe des quarantaines organisées, ou bien de ces derniers ports pour les pays étrangers, ne voudront pas communiquer avec Constantinople ou tout autre lieu de la Turquie. Ces navires seront de plus exemptés de l'obligation de remettre leur patente au préposé de la santé.

Visite du médecin. Quant aux navires bruts ou suspects destinés pour Constantinople, et qui auront déjà reçu leurs gardes sanitaires, il ne sera permis qu'au seul médecin de la quarantaine de se rendre à bord, dans le cas spécial où il y aurait un malade, pour s'assurer du caractère de la maladie.

Article 11.

Navire sur lequel il y a la peste. Le navire sur lequel un accident de peste se sera manifesté sera toujours libre de partir sans purger sa quarantaine ici. Il sera tenu seulement de prendre une patente qui mentionnera le cas de peste survenu à bord.

Article 12.

Pavillons à arborer par les navires qui arrivent. À l'effet de hâter autant que possible l'accomplissement des formalités sanitaires, il sera prescrit à tous les navires venant soit de la mer Blanche, soit

1866 de la mer Noire, d'arborer à leur mât de misaine un des trois pavillons suivants, à savoir: *blanc* pour la patente *nette; blanc* et *noir* pour la patente *suspecte; noir* pour la patente *brute*.

Sont exemptés de l'obligation d'arborer ces couleurs les navires mentionnés dans le premier paragraphe de l'article 7

Article 13.

Des bateaux à vapeur. Pour éviter des frais considérables aux bateaux à vapeur qui font le service hebdomadaire, il leur sera permis de conserver leurs gardes à bord pendant tout le temps que leurs provenances seront compromises ou en état de suspicion.

Article 14.

Des lieux de relâche. Tout navire porteur d'une patente nette, qui aura communiqué en route avec un lieu suspect ou brut, sera passible des rigueurs quarantenaires réclamées par l'état sanitaire de ce lieu.

Article 15.

Des passagers. Les passagers arrivés sur des navires avec patente suspecte ou brute feront leur quarantaine à *Kouléli;* elle sera de quinze jours pour la patente brute, et de dix pour la patente suspecte. Il est entendu que les passagers venant de la mer Blanche sur des navires vides, tant bruts que suspects, participeront au bénéfice de la facilité accordée à ces navires par le deuxième paragraphe de l'article 5. Ceux qui seront dans le cas de faire leur quarantaine à Constantinople et qui se trouveront embarqués sur des navires que le temps mettra dans l'impossibilité de se rendre à Kouléli, y seront transportés avec leurs effets dans les bateaux du lazaret, et leur quarantaine commencera du jour de l'arrivée du navire.

Article 16.

Des délits et contraventions. Tout délit en matière quarantenaire sera jugé d'après les lois en vigueur en Europe, et le délinquant remis à l'autorité dont il relève, pour recevoir sa punition.

Article 17.

Des droits quarantenaires. Les soussignés étant déjà convenus, depuis quelque temps, que les droits quarantenaires ne pourront être perçus que deux mois après la conclusion et signature du règlement définitif, ils croient convenable d'ajouter ici que ce délai commence à courir dès ce jour même, et que conséquemment le payement de ces droits deviendra obligatoire à partir du 10 août prochain. MM. les délégués européens se réservent de prier leurs chefs respectifs de recommander à l'approbation de leurs cours le tarif proposé

dans le temps par le conseil de santé et modifié par eux, afin que 1866
dans l'intervalle des deux mois cet objet puisse être aussi définitivement réglé.

Article 18.

Des marchandises. Il est convenu que le maximum de la quarantaine des marchandises sera de vingt jours.

Article 19.

Le présent règlement n'ayant trait qu'aux mesures de précaution dirigées contre les provenances de mer, le conseil de santé, sur la proposition de MM. les délégués, se réserve d'examiner et de discuter avec eux, dans une prochaine séance, la question relative aux cordons sanitaires et aux mesures locales de désinfection.

Article additionnel.

Il est expressément entendu que les magasins à construire à *Fener-Baktché*, aux termes de l'article 3, seront en pierre. MM. les délégués accordent trois mois pour la constructionde ces magasins. Jusque-là, les navires suspects ou bruts qui arriveront chargés courront la chance du temps contraire, s'il les empêche de se rendre au lazaret de Kouléli. Seulement, le conseil de santé s'engage d'employer tous les moyens en son pouvoir pour les y faire aller un moment plus tôt, leur quarantaine ne devant commencer à compter que du jour de leur mouillage devant ce lazaret.

Le présent règlement restera déposé aux archives du conseil de santé, et fera foi comme acte organique et fondamental.

Fait et signé à Constantinople, dans la salle des conférences du conseil de santé, le 27 de rebiul-éwel 1255 (10 juin 1839).

Délégués:	Membres du conseil:
A. *Pezzoni.*	Cachet de S. Exc. le président
Ed. *de Cadalrene.*	*Hifzy Moustapha-Pacha.*
Ant. *de Raab.*	Dr. *Minas.* — Dr. Mac *Carthy.*
F. *Bosgiovich.*	Dr. *Neuner.* — Dr. *Bernard.*
J. *Bosgiovich.*	Dr. *Marchand.* — F. *Franceschi.*

Reglement général pour les provenances de terre dans l'Empire Ottoman, en date du 8 avril 1840 (5 Sefer 1256).

(Législation ottomane par Aristarchi Bey, III., p. 137.)

Article 1.

Les voyageurs arrivant par terre sont tenus de se présenter à l'établissement quarantenaire du lieu de leur arrivée, pour y subir un interrogatoire et exhiber leur bulletin de santé (teskéré) délivré

1866 ou visé par l'inspecteur et le médecin sanitaire du lieu de leur provenance, s'il y en existe, et, à défaut, par les autorités locales. Le bulletin fera connaître, soit dans le texte, soit dans les visas, l'état sanitaire du lieu de départ et de ceux où le voyageur a séjourné, ainsi que la route qu'il a suivie.

Article 2.

Ainsi qu'il est prévu dans l'article 1er du règlement organique, il y aura trois catégories de bulletins de santé:

Bulletin net. — Bulletin suspect. — Bulletin brut.

Sera réputé *net* tout bulletin délivré trente jours après le dernier accident de peste. Le voyageur qui en est porteur sera admis immédiatement en libre pratique avec ses effets.

Sera réputé *suspect* tout bulletin délivré quinze jours après le dernier accident de peste. Le voyageur qui en est porteur fera une quarantaine de dix jours, après laquelle il sera admis en libre pratique.

Sera réputé *brut* tout bulletin délivré dans l'intervalle de quinze jours depuis le dernier accident de peste. Le voyageur qui en est porteur fera une quarantaine de quinze jours, après laquelle il sera admis en libre pratique.

Article 3.

Le voyageur porteur d'un bulletin de santé *net* sera reçu avec ces effets en libre pratique dans la ville. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si sa provenance est suspecte ou brute, il sera mis en quarantaine dans le lazaret pour s'y désinfecter suivant le degré de suspicion de son bulletin.

Article 4.

Le bulletin de santé qui serait surchargé, raturé ou altéré de toute autre manière, donnera lieu à une surveillance particulière, sans préjudice d'une prolongation de quarantaine et des poursuites à exercer selon l'exigence du cas.

Article 5.

Tout voyageur dépourvu d'un bulletin de santé devra être considéré comme suspect et soumis à la quarantaine des provenances brutes.

Article 6.

Les muletiers qui transportent des voyageurs d'un pays dans un autre doivent faire constater par les autorités compétentes les décès de ceux qui succomberaient pendant le voyage, ainsi que les symptômes particuliers de leur maladie.

Article 7. 1866

Si la maladie à laquelle a succombé le décédé était reconnue pestilentielle ou présentait un caractère suspect, ses compagnons ainsi que leurs effets seront soumis à la quarantaine de rigueur.

Article 8.

Les chevaux et autres animaux tout à fait nus seront purifiés par l'immersion dans l'eau, où il seront bien frottés, soit que la provenance soit suspecte ou brute. Quant aux harnais, selles, etc., ils seront purifiés comme objets susceptibles.

Article 9.

Toutes les hardes des passagers en état de suspicion seront constamment tenues à l'évent pendant toute la durée de la quarantaine.

Article 10.

On ouvrira et dépliera les sacs et paquets, quelque petits qu'ils soient, des voyageurs arrivant d'un lieu suspect ou brut, pour connaître leur contenu, et on les fera mettre en purification, s'il y a lieu. Les lettres et les plis dont seront porteurs les quarantenaires seront percés et fumigés, sans cependant être ouverts. Quant aux groupes, ils seront percés avec un poinçon et trempés dans du vinaigre où on les laissera pendant une demi-heure, sans être ouverts.

Article 11.

On fera administrer trois parfums aux voyageurs et à leurs effets venus avec un bulletin suspect ou brut. Le premier parfum aura lieu le premier jour de leur entrée au lazaret, le second à demi-quarantaine et le troisième le jour de leur admission en libre pratique.

Article 12.

L'inspecteur et le médecin délivreront à chaque voyageur qui aura purgé sa quarantaine dans le lazaret de leur juridiction, un bulletin net, signé par tous les deux, faisant connaître sa provenance, le jour de son arrivée au lazaret, le nombre de jours qu'il y est résté en état de suspicion, et le jour de son admission en libre pratique, comme aussi l'état de la santé publique de leur arrondissement. Le bulletin de santé ne sera délivré au voyageur qui aura purgé sa quarantaine que dans le cas où il devra continuer sa route.

Article 13.

L'inspecteur et le médecin sont tenus d'avoir chacun un registre où seront notés régulièrement tous les voyageurs qui auront purgé leur quarantaine dans le lazaret, les noms et prénoms du quarante-

1866 naire, son âge, son lieu de naissance, sa profession, sa provenance, le régime auquel il a été soumis, le jour de son entrée au lazaret et celui de la sortie.

Article 14.

Les autorités sanitaires sont tenues d'être en correspondance officielle entr'elles et de se donner réciproquement des informations sur l'état de la santé publique dans leur arrondissement.

Article 15.

Dans le cas où une maladie suspecte ou contagieuse viendrait à se déclarer dans leur arrondissement, elles en préviendront aussitôt l'intendance générale de Constantinople et les autorités sanitaires et civiles des provinces limitrophes, afin qu'elles puissent prendre les mesures nécessaires en pareille circonstance et empêcher toute communication entre les habitants de leur arrondissement et le pays compromis. Elles se transporteront sur les lieux, où elles emploieront tous leurs efforts pour découvrir et extirper la peste partout où elle se montrerait, en faisant cerner et isoler les quartiers ou les maisons des villes, villages et tous lieux habités et compromis, qu'elles feront purifier, en se conformant en tous points au règlement concernant les moyens de découvrir et extirper la peste.

Article 16.

Il sera loisible aux voyageurs, mais seulement à ceux portant des bulletins bruts, de faire le spoglio, et ils jouiront des facilités accordées dans ce cas, sauf l'accomplissement par eux des mesures prescrites par le règlement.

Règlement concernant le spoglio et la manière de le faire.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 371.

Article 1.

Le quarantenaire qui veut faire le spoglio doit se dépouiller de tous ses vêtements et se mettre dans l'eau, où il se frottera soigneusement tout le corps, après quoi il revêtira d'autres habits apportés de la ville, et en communiquera plus avec ses propres effets.

Article 2.

Le spoglio n'est pas obligatoire; c'est une facilité accordée aux quarantenaires qui ne voudraient pas purger leur entière quarantaine. Toute personne a le droit de faire le spoglio, hormis dans le cas prévu par l'article 5.

Article 3.

Le spoglio n'est permis que pour les provenances *brutes*, c'est-à-dire qu'au lieu de quinze jours de quarantaine, le passager qui s'y soumet n'en fait que neuf.

Article 4. 1866

Le spoglio doit se faire le premier jour que l'on est admis au lazaret, et le bain doit durer au moins un quart d'heure, pendant lequel on doit veiller à ce que le baigneur mouille bien ses cheveux et que le bain soit général.

Article 5.

Les passagers affectées d'une indisposition quelconque ne peuvent faire le spoglio sans le consentement par écrit du médecin du lazaret.

Article 6.

Pour que le spoglio se fasse d'une manière parfaite, il faut que dans chaque établissement quarantenaire il y ait deux ou trois baignoires.

Article 7.

L'eau qui servira pour le bain devra être claire et tiède pendant l'hiver: elle pourra être froide pendant l'été, si le baigneur le préfère.

Article 8.

L'eau qui aura déjà servi au bain d'un passager devra être jetée, et ne pourra pas être employée pour un autre. Il est défendu à deux passagers de se baigner ensemble.

Article 9.

Le spoglio se fera dans une chambre du lazaret déstinée à cet effet, en présence d'un préposé de la santé, ou d'une femme de confiance, si le quarantenaire appartient à ce dernier sexe.

Article 10.

Les baigneurs laisseront leurs vêtements à une certaine distance de la baignoire. Le garde de santé prendra aussitôt ces effets et les transportera dans l'endroit où ils devront être purifiés. On remettra ensuite au quarantenaire des vêtements propres apportés de la ville.

Article 11.

Les vêtements des passagers qui auront fait le spoglio pourront, s'ils le désirent, être fumigés ou trempés dans l'eau, suivant leur espèce, et seront après, le temps voulu, remis à leur propriétaire.

Article 12.

La fumigation des effets se fera avec une partie de soufre, une partie de nitre et deux de son; elle durera six heures, et les effets

1866 susceptibles d'immersion resteront dans l'eau pendant quarante-huit heures.

Article 13.

Le passager qui fera le spoglio ne sera obligé de payer que les droits de quarantaine prévus par le tarif et les dépenses qu'auront occasionnées le bain et la fumigation de ses effets.

Instructions pour les médecins employés au service sanitaire de l'empire ottoman.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 372.)

Article 1.

Le médecin doit obéissance à l'intendance générale de la santé de Constantinople, de laquelle il relève. Nulle considération ne doit le détourner de l'accomplissement des instructions qui lui seront transmises relativement à l'exercice de ses fonctions, soit directement par l'intendance, soit par l'intermédiaire de son chef immédiat.

Article 2.

Dans le cas où des abus se glisseraient dans son département, il devra les porter sans délai à la connaissance de l'intendance et du chef de l'arrondissement, en s'appliquant en même temps à les réformer et à en empêcher la reproduction; au besoin, il requerra l'appui des autorités constituées du lieu.

Article 3.

Le médecin sanitaire ne doit jamais perdre de vue qu'il est le gardien et le protecteur de la santé publique, et que, si la peste pénètre dans les lieux de sa juridiction, une grande responsabilité pèse sur lui. C'est pourquoi il est non seulement de son devoir, mais de son intérêt et même de son honneur que les mesures dont l'application lui sera confiée, obtiennent l'effet désiré.

Article 4.

Le médecin sanitaire est tenu d'adresser toutes les quinzaines, à l'intendance générale de Constantinople, un tableau exact de la mortalité qui aura eu lieu pendant ce laps de temps, renfermant les noms et prénoms du décédé, son âge, son lieu de naissance et la cause de la maladie à laquelle l'individu aurait succombé, accompagné d'un rapport sur l'état sanitaire de sa juridiction; et dans le cas où une maladie contagieuse ou épidémique viendrait à s'y manifester non-seulement parmi les hommes, mais aussi parmi les animaux, il sera tenu d'en faire parvenir sur-le-champ à l'intendance une relation

circonstanciée. Enfin, tout ce qui a rapport a la santé publique est 1866
du ressort du médecin sanitaire; il se règlera, à cet effet, d'après les traités d'hygiène et de la police médicale qui doivent être connus de tout homme de l'art. Il portera une attention vigilante sur tout ce qui peut contribuer au bien-être de la population; il encouragera la vaccination; il surveillera la qualité des aliments publics, des eaux et autres boissons; il éloignera des lieux de sa juridiction tout ce qui peut porter atteinte à la salubrité de l'air. Il s'attachera surtout à inspirer de la confiance au peuple et à le détourner par la persuasion des habitudes nuisibles à la santé. Il sera le consolateur du pauvre et du malheureux, et il se montrera toujours prêt à tendre une main secourable à l'humanité souffrante.

Le médecin ne doit point dédaigner non plus de surveiller la condition des animaux domestiques, si nécessaires à l'homme. Tout ce qui se rattache à cet objet intéresse à un haut degré l'hygiène publique.

Article 5.

Outre les mesures hygiéniques pour l'assainissement des villes que le médecin jugera convenable de prendre lui-même ou de concert avec la commission sanitaire, s'il en existe, il apportera la plus scrupuleuse surveillance à ce que le règlement organique, tant pour les provenances de mer que celles de terre, soit mis strictement à exécution. Qu'aucune exception n'ait lieu pour qui que ce soit, et que tout le monde indistinctement soit soumis à ce qui est prescrit par ledit règlement. Le médecin qui aura passé sous silence les abus qu'il aurait été à même de voir de ses propres yeux ou qui seraient parvenus à sa connaissance, et dont il n'aura pas prévenu l'intendance générale de Constantinople, dans son rapport de quinzaine, sera destitué et passible de la rigueur des lois.

Article 6.

Le médecin ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, s'absenter de son poste sans en avoir obtenu au préalable la permission de l'intendance générale, et il sera obligé de laisser un remplaçant dont il sera responsable.

Article 7.

Toutes les fois qu'un médecin recevra l'avis qu'un cas de peste a eu lieu dans tel ou tel endroit de son arrondissement ou même d'une province étrangère à sa juridiction, il devra aussitôt porter cet avis à la connaissance de l'intendance générale de Constantinople, en mentionnant le jour où le cas de peste aura eu lieu, la source d'où la nouvelle lui en est parvenue, ainsi que le jour où il l'a reçue.

1866

Article 8.

Le médecin sanitaire doit apporter la plus grande surveillance à ce qu'aucun cadavre ne soit inhumé sans qu'on lui remette un teskéré signé à cet effet, qui atteste la maladie à laquelle aurait succombé l'individu, ce dont il devra faire mention dans son tableau de quinzaine. Dans le cas où il aurait lieu de soupçonner que le caractère de la maladie lui a été caché, il sera tenu de faire lui-même l'inspection du cadavre avant son inhumation. Si l'individu est du sexe féminin, cette inspection sera faite par une femme choisie pour ce service par les autorités sanitaires.

Article 9.

Le médecin qui omettrait de transmettre régulièrement ses rapports de quinzaine à l'intendance de Constantinople, et qui apporterait de la négligence dans l'exécution des mesures prescrites par les articles précédents, sera destitué, et passible de peines plus fortes, si sa conduite y a donné lieu.

Article 10.

Les médecins sont tenus d'avoir un registre pour leur correspondance officielle, et de garder copie de tous les rapports qu'ils adressent à l'intendance générale de Constantinople, et qui devront porter le numéro d'ordre.

Article 11.

Lorsqu'un médecin est destitué ou transféré dans une autre place, il doit remettre à son successeur toutes les pièces d'office qu'il a reçues de son prédécesseur ou des différentes autorités, pendant tout le temps de sa gestion. Un procès-verbal sera dressé à cet effet, en présence de deux témoins, par le médecin chargé de recevoir les archives, et il en transmettra une copie à l'intendance générale.

Article 12.

Les rapports des médecins doivent être circonstanciés; ils contiendront la description exacte des symptômes reconnus en cas de peste. Ces rapports devront être rédigés avec d'autant plus d'attention qu'ils serviront à régler les décisions de l'intendance pour les mesures de précaution à ordonner à l'égard des provenances du lieu compromis.

Article 13.

Les médecins devront apporter dans l'exercice de leurs fonctions une extrême prudence, surtout lorsqu'ils seront appelés à constater la cause d'un décès; dans ces cas, ils ne se prononceront qu'après les plus rigoureuses investigations.

Article 14. 1866

Ils inspecteront tout charbon, bubon et autres symptômes semblables de maladies contagieuses, accompagnés de fièvre; et alors même que ces symptômes ne présenteraient aucun caractère alarmant pour la santé publique, ils seront tenus toujours d'en informer l'intendance générale par la première occassion.

Article 15.

Le médecin sanitaire n'entrera jamais dans la chambre d'un malade suspect; il ne le verra que dans un éloignement convenable, c'est-à-dire à deux ou trois pas; il le fera dépouiller, il examinera l'état de son corps et principalement les plis des aines et le dessous des aisseles.

Article 16.

Enfin, le médecin prendra toutes les précautions nécessaires pour ne pas se compromettre, et. dans le cas contraire, il devra aussitôt se constituer lui-même en état de contumace, ce dont il préviendra aussitôt son directeur, ainsi que l'intendance générale.

Article 17.

Le médecin informera toutes les semaines les autorités consulaires du lieu où il se trouve de l'état de la santé publique. Dans le cas où la peste ou toute autre maladie contagieuse ou épidémique viendrait à se déclarer dans son arrondissement, il sera tenu de les prévenir aussitôt.

Article 18.

Le médecin ainsi que le directeur sont tenus de viser toutes les patentes des navires et les bulletins de santé (teskéré) des voyageurs, et de faire mention de l'état de la santé publique tant de la ville que de ses environs.

Instructions pour les autorités sanitaires placées dans les échelles ou ports de l'empire ottoman où touchent les bateaux à vapeur des différentes nations.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 375.)

Article I.

Toutes les fois qu'un bateau à vapeur arrive dans un port de l'empire ottoman pour y embarquer, sans jeter l'ancre, des passagers et des marchandises, le directeur et le médecin de la quarantaine de ce lieu auront soin d'empêcher toute communication entre les passagers de ce navire et la ville, sans avoir au préalable examiné scrupuleusement les bulletins de santé du lieu de leur départ, et reconnus nets, les passagers seront aussitôt admis en libre pratique.

1866

Article II.

Tous les passagers qui devront s'embarquer à bord de ces pyroscaphes seront tenus de se munir d'un bulletin de santé, dans lequel il sera fait mention de l'état sanitaire de la ville et de ses environs, ainsi que de la date du visa. Ce bulletin sera délivré par le médecin dans sa langue, et visé par le directeur en turc.

Article III.

Lorsqu'un teskéré sera suspect ou brut, tous les passagers arrivés à bord du même bateau à vapeur seront mis en état de suspicion dans le lazaret, où ils subiront la quarantaine fixée par le règlement pour les provenances de mer, à moins qu'on ne puisse prouver d'une manière qui n'admettrait pas le moindre doute sur l'état sanitaire de la provenanee du voyageur qui en serait porteur.

Article IV.

Les autorités sanitaires seront tenues d'apporter la plus scrupuleuse attention à ce qu'aucun voyageur ne s'embarque à bord de ces pyroscaphes sans être muni d'un teskéré visé par elles et elles ont l'ordre aussi d'apporter dans la délivrance de ces teskérés toutes les facilités possibles sans compromettre la santé publique, c'est-à-dire que, deux jours avant l'époque fixée pour l'arrivée du bateau ou son départ, elles devront constamment se trouver à l'office, ou charger l'un de leurs subordonnés de délivrer aux voyageurs les teskérés visés et revêtus de leurs cachets, comme il est spécifié dans le deuxième article des présentes instructions, ce dont ils préviendront le public, les autorités locales du gouvernement et les consuls étrangers.

Article V.

L'inspecteur et le médecin sont invités à apporter la plus grande attention dans la rédaction et le visa des teskérés qu'ils délivreront aux voyageurs, car la moindre erreur nécessiterait la mise en quarantaine du bateau à vapeur qui en serait porteur et l'exposerait à des frais considérables dont on les rendrait responsables.

Article VI.

Ayant toujours sous les yeux l'interêt de la santé publique, le directeur et le médecin devront faciliter l'embarquement et le débarquement des passagers et des marchandises des bateaux à vapeur, afin qu'ils n'éprouvent aucun retard dans leurs relâches. Ils sont tenus de se trouver toujours l'un et l'autre présents quand semblable opération a lieu, surtout pendant la nuit, afin d'aplanir les difficultés qui pourraient s'élever, et afin d'empêcher que quelque voyageur

dépourvu de teskéré ne se glisse clandestinement à bord d'un de 1866
ces pyroscaphes.

Article VII.

Seulement, dans les ports où les bateaux à vapeur mouilleront, les autorités sanitaires du lieu exigeront du capitaine l'exhibition de la patente de la santé du navire, quils viseront, ainsi que tous les teskérés des passagers qui devront s'y embarquer.

Article VIII.

Il leur est expressément recommandé de n'avoir aucune préférence pour tel ou tel bateau à vapeur qui peut fréquenter les ports soumis à leur juridiction sanitaire, devant se borner à remplir scrupuleusement les devoirs qui leur sont confiés, sans se mêler d'accorder des avantages partiels, le système sanitaire n'admettant aucune exception ni préférence. Toute contravention à la présente disposition sera punie de la destitution.

Article IX.

Toute perception exigée des voyageurs ou des bateaux à vapeur non prévue dans le tarif ou dans les règlements organiques, tant pour les provenances de mer que pour celles de terre, sera considérée comme illégale, et punie de la destitution du fonctionnaire et d'une plus forte peine, s'il y a lieu.

Article X.

L'inspecteur et le médecin sont expressément invités à avoir pour les capitaines des bateaux à vapeur et les passagers la déférence que la politesse exige et à leur accorder toutes les facilités compatibles avec les règlements dont l'exécution leur est confiée.

Mesures sanitaires auxquelles devront être soumis les courriers et les postillons de la Sublime Porte.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 376.)

Article 1.

Les courriers devront être munis d'un teskéré, délivré par l'autorité sanitaire du lieu de leur départ, qu'ils devront exhiber à leur arrivée ou à leur passage dans une ville, pour en faire connaître le contenu et y faire apposer un visa, s'ils doivent poursuivre leur route.

Article 2.

Si la peste vient à se manifester dans une ville, village ou lieu habité se trouvant sur leur passage, ils sont tenus de l'éviter en prenant un chemin détourné.

Article 3.

Lorsqu'ils auront des plis pour une ville compromise, ils ne s'en approcheront qu'avec toutes les précautions possibles, sans communi-

1866 quer avec qui que ce soit. Aussitôt arrivés près de cette ville, ils se présenteront à l'établissement quarantenaire, où ils attendront l'arrivée du directeur de la quarantaine, du médecin et du directeur de la poste, quils feront appeler, et devant lesquels ils ouvriront la valise et en tireront le paquet adressé à cette ville, quils feront remettre au directeur de la poste. Après avoir fait dûment purifier le paquet de la ville, ils le mettront dans la valise qu'ils recachetteront avec le sceau du directeur de la poste. Cette opération terminée, ils continueront aussitôt leur route.

Article 4.

Lorsque des courriers auront des lettres pour une ville compromise privée d'autorités sanitaires, ils ne s'y arrêteront pas; ils continueront leur route et ils remettront les lettres au bureau de poste ou à l'autorité chargée de les faire parvenir à leur adresse par un courrier extraordinaire *ad hoc*, avec les précautions voulues et sans pénétrer dans la ville compromise.

Article 5.

Tout service de poste, dans une ville où ne se trouvent pas des autorités sanitaires, cesse dès l'instant que cette ville est compromise, et ne pourra être renouvelé que trente jours après le dernier accident de peste, époque fixée pour son admission en libre pratique, d'après les règlements sanitaires de l'empire.

Article 6.

Si un courrier parti d'une ville ou lieu habité net, vient à se compromettre en route, c'est-à-dire à communiquer avec des lieux ou des objets compromis, il doit bien se garder de toucher personne ni d'entrer dans des endroits et des relais nets. Il est tenu de se rendre aussitôt et avec les plus grandes précautions jusqu'à l'office de santé le plus près sur sa route, où il s'arrêtera pour y purger sa quarantaine. La valise sera lavée deux ou trois fois extérieurement avec une éponge d'eau, et remise ensuite au directeur de la poste, ou à l'autorité de la ville chargée de ce service, qui en tirera son paquet, y introduira celui qu'il devra envoyer, et recachettera la valise qu'il expédiera par un courrier ou postillon net, avec la feuille de route également fumigée, à la ville par laquelle la valise doit passer.

Article 7.

Si la valise n'a pas été bien fermée et qu'elle se trouve compromise, l'office de santé en fera faire l'ouverture, en présence du directeur de la poste ou de l'autorité chargée de ce service, pour la purifier. Si un paquet n'est pas bien enveloppé avec de la toile cirée, il sera percé et fumigé. Si, dans les paquets, il y a des lettres offi-

cielles appartenant à la Sublime Porte ou à des autorités étrangères, 1866
elles devront également subir la même purification que ci-dessus; seulement il sera loisible à ces autorités d'assister à la purification.

Article 8.

Afin d'éviter tout rétard, les directeurs des postes ou les autorités chargées de ce service doivent apporter le plus grand soin à bien envelopper de toile cirée et à cacheter les paquets placés dans les valises.

Article 9.

Toute violation de ces règlements sera punie d'après le code pénal pour les contraventions en matière sanitaire.

Conseil de santé. Instructions pour les mesures à prendre à l'égard des courriers des différentes légations étrangères, obligés de passer dans des pays compromis de la Turquie européenne.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 378.)

Article 1.

Les courriers provenant d'un pays compromis et dont le teskéré sera suspect ou brut, en arrivant sur la frontière de la province limitrophe ou sur les limites du cordon sanitaire, s'il en existe, seront admis dans l'établissement quarantenaire destiné à cet effet, avec leurs sacs de cuir, qui seront remis aux personnes envoyées *ad hoc* chargées par leur gouvernement de les recevoir, après les précautions requises et mentionnées ci-dessus.

Le contenu de ces sacs étant considéré net, il suffira, toutes les fois, qu'il y aura de la peste sur la route qu'ils parcourent, qu'un garde de santé passe (en présence des courriers) deux à trois fois une éponge trempée d'eau par dessus ces sacs, et qu'il mouille bien surtout la ficelle qui sert à retenir la planchette de bois sur laquelle le cachet est apposé, pour que la désinfection desdits sacs soit complète.

Cette opération, bien que simple, doit être faite soigneusement afin de ne pas endommager les cachets. Ces sacs ainsi purifiés seront remis au courrier net qui attendra, à poste fixe, dans la maisonnette du cordon, s'il y en a, ou dans la ville saine où se trouve l'établissement sanitaire.

Article 2.

Toutes les fois que les provenances des pays où passent ordinairement les courriers des différentes légations étrangères seront placées dans l'un des régimes suspect ou brut, par cause de peste ou de toute autre maladie contagieuse, et qu'on sera dans le cas d'établir un cordon sanitaire pour préserver les provinces limitrophes de la contagion, les directeurs, les médecins et, à leur defaut, les autorités civiles ou militaires seront tenus d'en informer de suite et par la voie

1866 la plus prompte l'intendance sanitaire de Constantinople ainsi que les consuls étrangers les plus à proximité de leur juridiction, afin qu'on prenne les mesures convenables pour la réception des paquets et dépêches du courrier mis en état de suspicion, qui après les précautions ci-dessus indiquées dans l'article 1er seront remis au courrier venu exprès sur le lieu pour les recevoir. Dans ce cas, l'intendance sanitaire s'empressera d'en avertir aussitôt les directions des postes russes et autrichiennes, pour quelles puissent expédier à temps les courriers susdits. Cette intendance mettra un égal soin à prévenir les différentes légations, toutes les fois que des courriers extraordinaires leur seraient adressés, afin qu'elles puissent en agir de même que les directions des postes susmentionnées.

Article 3.

Dans le rapport envoyé à l'intendance sanitaire de Constantinople et aux consuls étrangers, les autorités précitées seront tenues de faire connaître aussi s'il n'y a pas moyen que les postes autrichiennes et russes, ainsi que les courriers extraordinaires adressés aux différentes légations, puissent se dispenser, faisant un détour, de passer dans les lieux compromis et être admis en libre pratique; bien entendu que ce détour ne devra pas être très-long, mais le plus court possible.

Article 4.

Si un pays par où doit passer le courrier venait à être compromis, les autorités sanitaires ou locales sont invitées d'en prévenir d'avance celles des lieux proches sains par où le courrier doit passer, afin qu'il évite de venir dans l'endroit suspect, et qu'il prenne, s'il est possible, une route détournée pour n'être pas mis en quarantaine dans les autres endroits qui se trouvent sur son passage, ce dont il devra être fait mention dans le visa de ces teskérés.

Instructions pour la correspondance des employés européens au service de l'administration sanitaire de l'empire ottoman.

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 379.)

Article 1.

Les directeurs et les médecins sanitaires devront régulièrement chaque quinze jours adresser à l'intendance générale de Constantinople autant de rapports qu'ils auront de sujets distincts et importants à traiter, et auront soin en outre d'informer immédiatement, par des rapports spéciaux, l'intendance précitée des évènements extraordinaires qui auraient pu arriver pendant cet intervalle.

Article 2.

Ces employés ne pourront jamais retarder leur correspondance sous aucun prétexte, et nottamment sous ceux de n'avoir rien d'intér-

essant à annoncer ou de n'avoir pas reçu de réponse à leurs précé- 1866
dents rapports, parce que le premier cas ne peut jamais arriver pour un fonctionnaire intelligent et laborieux, et que, pour le second, il suffit d'en signaler les retards. Quant aux *offices* (c'est ainsi qu'on appelle les communications de l'intendance), on y répondra immédiatement ou seulement par le rapport périodique de quinzaine, selon que les circonstances seront plus ou moins urgentes.

Article 3.

Toutes pièces envoyées à l'intendance devront rester en *duplicata* dans les archives de l'office sanitaire qui les aura expédiées. Chaque rapport aura son numéro d'ordre, ne traitera qu'un seul sujet important, contiendra en marge un résumé concis et sera écrit sur une feuille de papier conforme au modèle ci-joint. Les tableaux nécrologiques seront faits conformément à l'article 4 des instructions spéciales des médecins et sur un cadre semblable au modèle ci-annexé.

Article 4.

Lorsqu'il y aura quelques mouvements quarantenaires soit dans les lazarets, soit dans les ports sous la juridiction d'un établissement sanitaire quelconque, les employés qui en ont la direction morale ou matérielle devront former des tableaux synoptiques de ces mouvements qu'ils enverront aussitôt à l'intendance. De plus, lorsqu'il se présentera quelques circonstances délicates dont ils jugeront le secret utile, ou lorsqu'ils recevront de leurs chefs l'ordre d'informer particulièrement M. le directeur général des quarantaines de tout ce qui pourrait se rattacher à certaines questions déterminées par l'ordre susmentionné, ils devront le faire immédiatement par des lettres cachetées et confidentielles adressées à ce fonctionnaire en particulier.

Article 5.

Tous les employés sanitaires placés sur les lieux fréquentés par les bâtiments à vapeur autrichiens, soit de la compagnie du Danube, soit de celle du Lloyd, remettront leur correspondance à ces paquebots, qui la transporteront *gratis*, tandis que les autres employés la confieront aux postes que la Sublime Porte a établies ou établira bientôt sur tous les points de l'empire. Cependant, jusqu'alors ils pourront, à leur défaut, profiter des occasions particulières dignes de leur confiance.

1866 *Instructions pour les directeurs et les médecins des offices sanitaires, en date du 15 mai 1840 (13 rébiul-éwel 1256).*

(Testa Recueil des Traités de la Porte Ottomane III, p. 349.)

Article 1.

Le directeur est chargé de la direction du service sanitaire de son ressort, et de mettre à exécution tous les ordres qu'il reçoit de l'intendance sanitaire de Constantinople, de laquelle il relève, en se conformant strictement à tout ce qui est prescrit dans les règlements pour les provenances de terre et pour celles de mer.

Article 2.

Le médecin de la quarantaine est sous les ordres du directeur, qui ne pourra cependant jamais prendre aucune mesure extraordinaire réclamée par la circonstance et non prévue par les règlements, sans s'entendre au préalable avec cet employé, à l'opinion duquel il est tenu de se conformer strictement, surtout lorsque la mesure à adopter est hygiénique.

Article 3.

Toutes les fois que le médecin chargé de surveiller l'état sanitaire du pays ou de ses environs fera des propositions dans l'intérêt du service, le directeur, à qui il devra s'adresser, est tenu de les mettre à exécution; en cas de refus, il sera responsable de tout ce qui pourrait arriver, à moins qu'il ne puisse prouver qu'elles étaient inutiles ou impraticables à raison des localités.

Article 4.

Le directeur doit veiller à ce que le médecin ait connaissance de tous le décès qui auront lieu dans sa juridiction, et à ce qu'aucun cadavre ne soit inhumé avant que cet employé soit informé, par un teskéré signé de l'autorité désignée à cet effet, des nom et prénoms du décédé, de son âge, du lieu de sa naissance, et de la maladie à laquelle il a succombé. Dans le cas où lui ou le médecin aurait lieu de soupçonner que le caractère de la maladie a été caché, il sera tenu de faire en sorte que l'inspection du cadavre ait lieu, avant l'inhumation, par le médecin qu'il accompagnera sur les lieux. Si l'individu est du sexe féminin, cette inspection sera faite par une femme de confiance choisie pour ce service.

Article 5.

Le directeur veillera scrupuleusement à ce qu'aucune exception n'ait lieu pour qui que ce soit et à ce que tout le monde indistinctement soit soumis à ce qui est prescrit par les règlements, tant pour

les provenances de terre que pour celles de mer. Le directeur qui 1866
aurait commis, facilité ou passé sous silence des transgressions semblables, sera destitué et passible de la rigueur des lois.

Article 6.

Le directeur ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, s'absenter de son poste sans en avoir obtenu au préalable la permission de l'intendance générale de Constantinople. Pendant son absence, il sera remplacé par le médecin.

Article 7.

Toutes les fois qu'un directeur recevra l'avis qu'un cas de peste a eu lieu dans tel ou tel endroit de son arrondissement, ou même d'une province étrangère à sa juridiction, il devra aussitôt porter cet avis à la connaissance de l'intendance générale de Constantinople, en mentionnant le jour où le cas de peste a eu lieu, la source d'où la nouvelle lui est parvenue, ainsi que le jour qu'il la reçue. Dans ce cas, il devra, de concert avec le médecin, prendre toutes les mesures prophylactiques usitées en pareille circonstance.

Article 8.

Le directeur est tenu d'adresser, toutes les quinzaines, à l'intendance sanitaire de Constantinople, un rapport sur l'état sanitaire de son arrondissement, et dans le cas où une maladie contagieuse ou épidémique viendrait à s'y manifester, il en fera parvenir sur-le-champ à l'intendance une relation circonstanciée.

Article 9.

Lorsqu'un directeur est destitué ou transféré dans une autre place, il doit remettre toutes les pièces d'office qu'il a reçues à son remplaçant.

Article 10.

Le directeur et le médecin se communiqueront les ordres et les renseignements qu'ils recevront de l'intendance et coopéreront tous deux à leur mise à exécution.

Article 11.

Le directeur et le médecin sont tenus d'être en correspondance avec les autorités sanitaires des provinces limitrophes des pays soumis à leur juridiction, ainsi qu'avec celles des provinces qui, bien que se trouvant très-éloignées, ont des rapports fréquents avec la leur.

Article 12.

Le directeur et le médecin signeront tous deux les patentes de santé des navires et les teskérés des voyageurs, dans lesquels ils

1866 devront faire mention de l'état de la santé publique, tant de la ville que de ses environs.

Article 13.

Toutes les fois qu'une maladie contagieuse ou épidémique se sera déclarée dans une ville, village, ou lieu habité de sa juridiction, le directeur est tenu d'envoyer sur les lieux le médecin, accompagné d'un garde de santé, pour en constater le caractère; le rapport du médecin décidera des mesures prophylactiques à adopter pour en préserver les habitants de la province et des pays limitrophes.

Article 14.

Les secours à donner aux pestiférés, l'emploi des mesures à prendre pour empêcher le développement de la contagion ou pour en arrêter les progrès, les opérations propres à désinfecter les objets contaminés ou soupçonnés de l'être, ainsi que la police intérieure du lazaret et la mise à exécution des règlements, sont mis, par l'intendance sanitaire de Constantinople, sous la surveillance du directeur et du médecin.

Article 15.

Le directeur tiendra l'intendance au courant de tout ce qui survient, et dans les cas non prévus par les règlements, il attendra ses ordres pour agir; si pourtant il y a urgence, il emploiera, de concert avec le médecin, les mesures qu'ils jugeront convenables aux circonstances, en en rendant compte aussitôt.

Article 16.

Aucune marchandise ni aucun passager se trouvant dans le lazaret ne sera admis en libre pratique, sans l'autorisation par écrit du médecin, qui est tenu de visiter et constater l'état sanitaire des passagers, et des portefaix ou des gardes qui auraient purifié des marchandises.

Article 17.

Les marchandises mises en purification dans le lazaret seront maniées par des gardes de santé ou des portefaix pendant tout le temps de la quarantaine, d'après la manière indiquée ci-dessous.

Article 18.

Les individus chargés de la purification d'effets ou marchandises quelconques ne pourront transporter ou communiquer avec d'autres arrivés après.

Article 19.

Le directeur et le médecin veilleront aux opérations de purification des marchandises et à ce qu'elles n'éprouvent aucune détérioration.

Article 20. 1866

Ils devront séparer toujours les marchandises arrivées avec patente ou bulletin suspect de celles arrivées avec patente ou bulletin brut.

Article 21.

Ils seront attentifs à ce que le même jour que les marchandises entrent dans les magasins du lazaret, elles soient mises en purification complète de la manière indiquée ci-dessous.

Article 22.

Toutes les marchandises susceptibles, rangées dans la première classe du tableau annexé aux présentes instructions, devront être purifiées par l'exposition à l'air.

Article 23.

Ils feront découdre les balles d'un côté et manier dans l'intérieur par les gardes ou portefaix chargés de leur purification jusqu'à la demi-quarantaine; à cette époque, ils les feront découdre du côté opposé pour recevoir la même purification pendant le reste de la quarantaine.

Article 24.

Ils feront déballer les laines, en ayant soin de les faire tourner et manier plusieurs fois comme ci-dessus pendant la durée de la quarantaine, de manière à faire passer dessous ce qui est dessus.

Article 25.

Les caisses, barriques, etc., doivent être vidées, et les objets qu'elles renferment purifiés suivant leur nature.

Article 26.

Les fruits gluants et visqueux pourront être retirés à la demi-quarantaine, après que les caisses, paniers, sacs en jonc, barriques, auront été vidés et visités pour en séparer les objets susceptibles.

Article 27.

Les cuirs salés et mouillés originairement, qui se seront desséchés pendant le voyage, seront considérés cuirs secs et seront soumis à une immersion de six heures, et puis remis à leur propriétaire; à défaut, ils subiront la quarantaine comme objets susceptibles par l'exposition à lair.

Article 28.

Les outres contenant du suif, du beurre, du fromage, du vin, ou tout autre objet non susceptible, seront plongées dans l'eau, dont

1866 on frottera attentivement la surface dans le cas où leur propriétaire désirerait les recevoir de suite.

Article 29.

Les enveloppes des marchandises non susceptibles doivent subir la quarantaine comme objets susceptibles, ou bien être plongées dans l'eau, où elles demeureront six heures.

Article 30.

On pourra délivrer des échantillons de grains, d'huiles et autres objets non susceptibles, durant la quarantaine, avec les précautions nécessaires.

Article 31.

Les animaux seront purifiés par l'immersion dans l'eau, où on aura soin de les faire bien frotter. On coupera la laine à ceux qui l'auraient trop longue.

Article 32.

Le directeur tiendra un registre dans lequel il sera fait mention du lieu d'où les marchandises sont arrivées, de leur espèce, du nom de leur propriétaire, du jour de leur entrée dans les magasins du lazaret et de leur mise en purification, de la durée de leur quarantaine et des droits qu'elles auront payés.

Il tiendra un autre registre pour les passagers qui se trouvent au lazaret, dans lequel il inscrira le nombre de ces passagers, leurs noms, le lieu de leur provenance, la date de leur entrée dans cet établissement, celle de leur sortie, et les droits sanitaires qu'ils auront payés.

Article 33.

Un garde de santé ne pourra pas surveiller plus de cinq passagers, qui devront lui payer dix piastres par jour et sa nourriture, d'après le tarif.

Article 34.

Le directeur prévient les communications, les mélanges et la confusion entre les choses et les personnes de différentes quarantaines, en assignant le placement des marchandises de manière qu'elles soient séparées et bien distinctes les unes des autres.

Article 35.

Les effets des passagers seront visités à leur entrée dans le lazaret, et seront mis à l'évent pendant tout le temps de la quarantaine.

Article 36.

Ainsi qu'il est prescrit dans le règlement pour les provenances de terre, on fera donner trois parfums tant aux passagers qu'à leurs

effets et aux portefaix chargés de purifier des marchandises. Le premier parfum aura lieu le premier jour de leur entrée au lazaret, le second à demi-quarantaine, et le troisième la veille de leur admission en libre pratique. Si c'est dans un port de mer, les équipages des navires seront soumis aux mêmes fumigations. 1866

Article 37.

Lorsqu'un passager sera atteint de maladie pestilentielle, ce qui doit être constaté par le médecin, le malade sera placé dans une chambre isolée des autres occupées par les quarantenaires.

Article 38.

Pendant la translation du malade, on interdira à tous les autres passagers de sortir de leurs chambres, et on placera à côté de la porte du local du pestiféré un garde de santé, afin d'empêcher toute communication avec qui que ce soit.

Article 39.

Les passagers qui auraient été en contact avec le malade seront transportés aussi dans un autre endroit isolé, où ils devront recommencer leur quarantaine, et seront visités régulièrement tous les jours par le médecin et soumis à des mesures de purification plus sévères que les autres, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun doute sur leur état sanitaire.

Article 40.

On prendra les précautions les plus sévères pour que rien ne sorte, tant du local où se trouvent les pestiférés que de celui des suspects, qu'on fera d'ailleurs surveiller extérieurement par un garde à poste fixe.

Article 41.

On veillera à ce que les appareils des pestiférés soient brûlés aussitôt enlevés.

Article 42.

Le directeur et le médecin feront inhumer les individus morts de peste dans un enclos du lazaret destiné à cet effet. La fosse devra être de six pieds de profondeur.

Article 43.

Tout individu décédé dans le lazaret d'une maladie quelconque, sera visité par le médecin avant d'être inhumé.

Article 44.

Toutes les hardes et les objets qui auraient servi à un individu mort de peste, ou qui se seront trouvés pendant sa maladie sous sa

1866 main, seront brûlés; quant aux autres effets qui n'auraient pas été touchés, ils seront mis à l'évent pendant vingt jours et fumigés à trois différentes reprises.

Article 45.

Les fumigations se feront avec une partie de soufre, une partie de nitre et deux parties de son, dans une chambre soigneusement fermée.

Article 46.

Lorsque la quarantaine d'une marchandise est terminée et qu'elle n'est pas retirée par son propriétaire ou consignataire, le directeur la fera transporter dans un autre magasin aux frais dudit propriétaire ou consignataire; mais avant de prendre cette mesure, il en fera donner avis au propriétaire ou consignateur de la marchandise.

Article 47.

Il permettra l'entrée du lazaret aux propriétaires ou aux consignataires qui viennent retirer des marchandises dont la quarantaine est expirée et qui sont admises en libre pratique, tout autant qu'il n'existe pas dans cet établissement d'individus attaqués de peste.

Article 48.

Le directeur et le médecin surveilleront les gardes de santé placés auprès des quarantenaires et les portefaix chargés de la purification des marchandises.

Article 49.

Lorsqu'une maladie pestilentielle viendra à se déclarer dans le lazaret, il ne sera permis à aucun employé de cet établissement d'en sortir sous quelque prétexte que ce soit, jusqu'à ce que la maladie n'offre plus aucun danger. Le directeur et le médecin n'y entreront pour visiter les malades qu'avec les plus grandes précautions.

Article 50.

Il est défendu de fumer dans les enclos du lazaret où se trouvent des marchandises de nature combustible.

Article 51.

Le directeur et le médecin surveilleront les mouvements du restaurant; ils empêcheront qu'il ne se rassemble trop de monde à la fois au-devant des barrières qui le défendent, afin de prévenir les communications qui pourraient avoir lieu.

Article 52.

Ils inspecteront aussi la qualité des aliments et des boissons que le restaurant distribue aux quarantenaires, et qui ne doivent pas dépasser les prix qui auront été fixés par l'autorité locale.

Article 53. 1866

Les quarantenaires qui auront avec eux des vivres ne pourront être obligés d'en prendre d'autres au restaurant du lazaret.

Article 54.

Comme le directeur répond en quelque sorte de l'exécution de toutes les précautions sanitaires voulues par les règlements, il exigera de la part de tous ses subordonnés une obéissance aveugle à ses ordres, excepté pour le médecin, qu'il doit considérer comme un conseiller que la Sublime Porte a daigné lui attacher pour le diriger dans son service.

Article 55.

Il remettra à chaque employé sous ses ordres (excepté au médecin) une instruction par écrit, à laquelle il exigera qu'il se conforme strictement. Il ne leur permettra que rarement de s'absenter de leur poste, et jamais pendant la nuit à ceux qui se trouvent dans un lazaret.

Article 56.

Le médecin est tenu de visiter les passagers et les équipages des navires (si c'est dans un port de mer) le jour de leur arrivée et la veille de leur admission en libre pratique.

Article 57.

Toutes les fois qu'un quarantenaire sera indisposé, le directeur doit aussitôt le faire inspecter par le médecin, lui étant expressément défendu de différer d'en donner connaissance, sous prétexte de la légèreté de la maladie ou de l'espoir d'un rétablissement prochain.

Article 58.

Lorsqu'il sera prouvé que des passagers sont indigents, ils seront exemptés du paiement des droits quarantenaires.

Article 59.

Aucun animal en libre pratique ne peut séjourner à demeure dans le lazaret ni dans ses enceintes; ainsi les chats, les bêtes de charge, les moutons, les chèvres et autres, en doivent être sévèrement exclus.

Article 60.

Le directeur veillera à ce que les quarantenaires qui se trouvent dans le lazaret soient renfermés chaque soir dans leurs chambres respectives, et il exigera de ses subordonnés que les portes de cet établissement soient fermées après le coucher du soleil et ouvertes au lever du soleil.

Article 61.

Avant qu'un garde de santé soit placé à bord d'un navire ou auprès de passagers, le directeur devra lui faire lire ses instructions

1866 par un employé, en lui ordonnant surtout de mettre à l'évent tous les effets des quarantenaires soumis à sa garde, et de le prévenir aussitôt que l'un d'entr'eux serait indisposé.

Article 62.

Les bureaux de l'office de santé devront être ouverts au lever du soleil et fermés au coucher du soleil.

Article 63.

Le directeur et le médecin sont invités à avoir pour les quarantenaires les égards que la politesse exige, et il leur est défendu de les maltraiter sous quelque prétexte que ce soit, sous peine d'être punis très-sévèrement, et destitués même suivant la gravité du cas.

Article 64.

Enfin le directeur et le médecin sont invités à se conformer strictement à leurs instructions et aux règlements pour les provenances de terre et de mer, ne pouvant admettre aucune innovation non prévue dans l'organisation du service sanitaire sans l'autorisation de l'intendance de Constantinople, de laquelle ils relèvent.

Tableau renfermant la nomenclature des objets de genre susceptible et des objets de genre non susceptible.

Première Classe.

Section première.

Effets et marchandises de genre susceptible.

1° Les hardes, effets usuels, tout ce qui sert au coucher, objets d'équipement et de harnachement, les chiffons et lambeaux de toute espèce;

2° La laine et les poils d'animaux, lavés ou non, filés ou non;

3° Le coton en laine ou filé;

4° Le lin filé ou non;

5° Les cordages non goudronnés et non composés de sparte ou de jonc;

6° Toute espèce de soie, soit en bourre, soit en fil;

7° Les pelleteries et les fourrures;

8° Les peaux et maroquins, les cordouans, basanes, cuirs tannés, cuirs secs, les rognures, abatis et débris de peaux ou d'autres substances animales;

9° Le duvet et les plumes;

10° Les chapeaux ou autres étoffes feutrées;

11° Les cheveux et le crin;

12° Les étoffes, draperies, tulleries, et généralement tous les tissus;

13° Le papier de toute espèce, le carton et les livres ou manuscrits;

14° Les fleurs artificielles; 1866

15° Les verroteries, le corail, les chapelets et généralement toutes les marchandises enfilées ou assujetties avec du fil susceptible;

16° Les quincailleries et merceries;

17° Les éponges;

18° Les chandelles et bougies;

19° Les momies, les animaux vivants ou morts;

20° Le pain chaud.

Section deuxième.

Marchandises douteuses, et marchandises avec des enveloppes ou des liens susceptibles, ou qui peuvent recéler des objets de genre susceptible.

1° Le corail brut;

2° Les dents d'éléphant;

3° Les cornes et leurs raclures;

4° Les drogueries et épiceries de toute espèce;

5° Le café et le sucre;

6° Le tabac en balles;

7° Les racines et herbes pour la teinture;

8° Le vermillon:

9° Le cuivre neuf ouvré et les raclures de cuivre neuf;

10° Les verroteries en caisse ou en futaille, les galles, graines et légumes en sac;

11 Les fruits glua nts.

Deuxième Classe.

Objets et marchandises de genre non susceptible.

1° Le blé, les grains, le riz, les légumes en grenier ou dans des sacs de sparte ou de jonc, les grains moulus, la farine, le pain, l'amidon et les gruaux;

2° Les fruits secs;

3° Les confitures, les sucs de plantes, des bois, des fruits, le miel;

4° Les fruits frais;

5° Les huiles;

6° Les vins, liqueurs, et généralement les liquides;

7° Les chairs salées, fumées et desséchées;

8° Les potasses et le salpêtre;

9° Les cuirs salés et mouillés;

10° et 11. Le suif; la cire;

12° Les monnaies et les médailles;

13° Le fromage et la graisse;

14° Les cordages entièrement goudronnés;

15° Le sparte et le jonc;

1866 16° Les cendres, soudes, sels en grenier ou dans des enveloppes non susceptibles, le charbon, le goudron, le noir de fumée et les résines;

17° Les bois en bloc, poutres, planches, tonneaux, caisses, etc.:

18° L'avelonède;

19° Matières pour la peinture et la teinture;

20° Les objets neufs en verrerie ou poterie;

21° Les minéraux, les terres, la houille, le soufre, le mercure, la chaux, les fossiles et les objets tirés de la mer;

22° Les métaux en pain ou en masse.

23° Tous les objets composés de différentes substances, toutes de genre non susceptible.

Nota. Il faut avoir soin de séparer exactement de ces objets et marchandises, par le moyen de cribles, tout ce qui est de genre susceptible (pour les céréales); quant aux monnaies, métaux, médailles, on les fait tremper cinq minutes dans du vinaigre fort.

Règlement organique pour les provenances de mer, tant à Constantinople, que dans les autres échelles et ports de l'Empire Ottoman. (Le 25 Rebiul-ewel 1256—27 mai 1840.)

(Archives de l'office central de santé de Constantinople.

Le Conseil de Santé, sous la présidence de S. Exc. Lébib effendi, composé de la délégation étrangère accréditée par les différentes Missions, à la demande de la S. Porte, près le dit Conseil, ainsi que d'autres membres nommés par le gouvernement de Sa Hautesse, s'étant réunis en conférence à l'effet de délibérer sur le choix du système sanitaire le mieux approprié à cet Empire contre les provenances de mer; animé d'un égal désir de concilier, autant que possible, les garanties sanitaires avec les besoins du commerce maritime, a, après mûre délibération, arrêté d'un commun accord les résolutions suivantes:

Article 1.

De la patente. Toute navire arrivant à Constantinople ou dans tout autre port de l'Empire Ottoman, devra être muni d'une patente de santé, qu'il sera tenu d'exhiber au préposé de l'Office Sanitaire chargé de la réclamer.

Article 2.

Il y aura trois catégories de patentes, à savoir: *Patente nette; Patente suspecte; Patente brute.*

1° Sera réputée *nette* toute patente délivrée trente jours après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur sera admis immédiatement en libre pratique avec ses passagers, équipage et cargaison.

2° Sera réputée *suspecte* toute patente délivrée quinze jours 1866
après le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur fera une quarantaine de quinze jours, s'il est chargé, et de dix s'il est vide.

3° Sera réputée *brute* toute patente délivrée dans l'intervalle des quinze jours depuis le dernier accident de peste. Le navire qui en est porteur fera une quarantaine de vingt jours s'il est chargé, et de quinze, s'il est vide.

Article 3.

Navires sans patente.

Tout navire qui ne sera pas muni de sa patente de santé sera placé dans la catégorie des navires portant patente brute, à moins que le capitaine ne puisse prouver le contraire de manière à écarter tout doute sur l'état sanitaire de sa provenance.

Article 4.

Interrogatoire.

Les navires arrivant dans un port de l'Empire Ottoman, après s'être mis en lieu de sûreté, enverront leur embarcation à l'Office de Santé, où les capitaines devront exhiber leur patente de santé et le rôle d'équipage, et subir un interrogatoire dans lequel ils déclareront fidèlement les conditions sanitaires du navire, ainsi que les communications qu'ils pourront avoir eues durant le voyage. Si leur patente est nette, ils seront immédiatement admis en libre pratique; si elle est suspecte ou brute, l'Office de Santé devra aussitôt leur mettre à bord les gardes de santé, que les capitaines seront obligés de recevoir, et ces navires seront placés sous l'un des régimes quarantenaires prévus par l'article 2 du présent Règlement.

Article 5.

Manifeste.

Les navires en état de suspicion qui voudront débarquer leur entière cargaison et prendre pratique, seront seuls tenus d'exhiber leur manifeste au préposé sanitaire du lieu du débarquement. Hors ce cas spécial, l'exhibition du manifeste ne pourra jamais être exigée par les employés de cette administration.

Article 6.

Navires chargés avec patente suspecte ou brute.

1° La quarantaine pour les navires chargés d'objets susceptibles, tant suspects que bruts, leur sera comptée à partir du jour de leur mouillage devant le lazaret. Ils ne pourront néanmoins être admis en libre pratique que dix jours après leur entier déchargement, et les préposés de la quarantaine seront tenus de leur fournir les magasins,

1866 porte-faix et autres moyens nécessaires pour opérer le débarquement de leur cargaison au moins dix jours avant l'expiration du terme fixé pour leur quarantaine par l'article II du présent Règlement.

2° Toutes les fois qu'un navire chargé d'objets susceptibles aura débarqué au lazaret toute sa cargaison en moins de cinq jours, à dater de celui de son arrivée, ce navire rentrera dans la catégorie des bâtiments vides, mentionnés dans les paragraphes 2 et 3 de l'article II du présent Règlement, et subira comme tel sa quarantaine d'après la nature de sa patente, à partir du jour de l'entier débarquement.

3° Quant aux navires que le vent empêcherait de se rendre au mouillage du lazaret, ils pourront s'arrêter partout où le temps le leur permettra, et ils enverront de là leurs marchandises au lazaret. Il est bien entendu du reste que ces navires devront se placer à une distance convenable des navires en pratique, sous l'obligation de se transporter, aussitôt que le vent le leur permettra, au mouillage destiné aux navires en quarantaine.

Article 7.

Quarantaine pour les marchandises.

1° La quarantaine pour les marchandises susceptibles ne datera que du jour où elles auront été toutes débarquées dans le lazaret; elle sera de 20 jours pour les provenances brutes, et de 15 jours pour les provenances suspectes.

2° Dans le cas où un navire chargé, en état de suspicion, éprouverait des retards dans le déchargement de sa cargaison, soit par l'absence des magasins nécessaires, soit par la négligence des préposés de la Santé à lui fournir les moyens d'opérer le débarquement en temps utile, ces préposés et la commission du lieu seront responsables envers le navire de tous frais, dommages et intérêts occasionnés par ces retards. Il est bien entendu que cette disposition ne s'applique qu'aux ports où il existe des établissements sanitaires.

Article 8.

Navires vides avec patente suspecte ou brute.

1° La quarantaine pour les navires vides, tant suspects que bruts, leur sera comptée du jour où ils prendront un garde de Santé à bord, à condition toutefois qu'ils se soumettront aux mesures de désinfection prescrites par le garde précité.

2° Sera considéré vide et soumis à 15 jours de quarantaine tout navire, porteur d'une patente brute, qui serait chargé de céréales ou de toute autre marchandise non susceptible. La quarantaine de ce navire datera du jour de son arrivée dans le port où devra s'effectuer son déchargement, mais il ne pourra être admis en libre

pratique qu'après avoir débarqué toute sa cargaison au moyen de 1866
cribles. Ce navire pourra à cette condition purger sa quarantaine dans tous les ports de l'Empire Ottoman où se trouvent des autorités sanitaires, bien que privés de lazaret.

Article 9.

Obligation de montrer la patente aux préposés des détroits des Dardanelles et de la Mer Noire.

1° Tout capitaine quelconque arrivant à Constantinople par les détroits des Dardanelles ou de la Mer Noire, est tenu de montrer aux préposés des dits détroits sa patente de santé.

2° Les capitaines ne sont point obligés, en remplissant cette formalité, de communiquer avec ces préposés, ni de mouiller ni de permettre à qui que ce soit de monter à bord, à l'exception du garde de santé, si toutefois le navire est en état de suspicion.

Article 10.

Obligation de prendre un garde de santé aux détroits des Dardanelles et de la Mer Noire.

1° Tout navire suspect ou brut venant par le détroit des Dardanelles, qu'il soit chargé ou vide, sera tenu de prendre un garde de santé à l'Office Sanitaire des Dardanelles ou à celui de Gallipoli, au choix du capitaine.

2° Tout navire suspect ou brut venant par le détroit de la Mer Noire, qu'il soit chargé ou vide, sera tenu de prendre un garde de santé à l'Office Sanitaire de Sari-Yéri ou à celui de Selvi-Bournu.

3° Si le navire est vide, sa quarantaine commencera à dater du jour où le garde de santé est entré à bord, à condition qu'il se soumettra aux mesures de désinfection prescrites par ce dernier. Seulement le capitaine devra en faire la déclaration au préalable et au moment où il prendra le garde de santé. Dans ce cas, et si le navire purge sa quarantaine durant le voyage, il sera reçu à Constantinople en libre pratique.

Sont exclus du bénéfice de cette disposition les navires mentionnés dans le 2e paragraphe de l'article 8 ainsi que ceux qui auront un nombre de passagers au-dessus de celui spécifié dans le 2e paragraphe de l'article 20 du présent Règlement.

4° Tout navire en suspicion qui aura reçu le garde de santé, ne pourra communiquer, avant son arrivée à Constantinople, avec les ports et lieux intermédiaires qu'avec les précautions requises et sous la surveillance du dit garde.

5° Si le navire est chargé, sa quarantaine devra toujours commencer du jour de son arrivée dans le port, conformément aux 1er, 2e et 3 paragraphes de l'article 6 du présent Règlement.

1866 *Garde supplémentaire.*

6° Arrivés à Constantinople, les navires vides qui n'auraient pas terminé leur contumace en route, ainsi que les navires chargés, recevront un garde supplémentaire, qu'ils conserveront, avec celui pris aux postes de l'un des détroits, jusqu'à l'expiration de leur quarantaine.

Punition en cas de contravention.

7° Tout capitaine porteur d'une patente suspecte ou brute, venant par les détroits précités et qui aurait négligé d'y prendre un garde de santé, sera assujetti à une quarantaine double ou, s'il doit repartir en état de suspicion, à une punition sévère infligée par l'autorité compétente.

8° Il est bien entendu que les navires avec patente nette ne seront tenus d'accomplir cette formalité ni au détroit des Dardanelles ni à celui de la Mer Noire.

Article 11.

Navires destinés pour la Mer Noire avec patente suspecte ou brute.

1° Les navires, tant vides que chargés, venant de la Méditerranée et destinés pour la Mer Noire, avec patente suspecte ou brute, seront également tenus de recevoir un garde de santé aux Dardanelles ou à Gallipoli, soit qu'ils veuillent purger leur quarantaine à Constantinople, soit qu'ils préfèrent poursuivre en contumace pour leur destination. Arrivés là, ils arboreront au mât de misaine un pavillon jaune qu'ils garderont jusqu'à leur départ.

2° Il sera loisible à ces navires de faire leur quarantaine à Constantinople, en se soumettant aux mesures précisées dans les articles précédents à l'égard des navires destinés pour ce port; seulement, et dans ce cas, les capitaines devront déclarer leur intention dans l'interrogatoire qu'ils auront à subir conformément à l'article 4 du présent Règlement.

3° Si, au contraire, ils préfèrent poursuivre en contumace, ils recevront à leur arrivée un garde supplémentaire, qu'ils conserveront jusqu'à leur départ avec celui pris aux Dardanelles ou à Gallipoli, et, avant leur entrée dans la Mer Noire, ils les débarqueront l'un et l'autre au dernier poste sanitaire du détroit de cette mer.

4° Les marchandises et les passagers destinés pour Constantinople seront débarqués au lazaret de Kouléli, où les marchandises purgeront leur quarantaine conformément aux conditions sanitaires du navire, et les passagers conformément à l'article 20 de ce Règlement.

5° Les gardes de santé pris au Dardanelles, à Gallipoli et à Constantinople, seront à la charge des capitaines, qui leur paieront leurs salaires et les frais de retour d'après le tarif.

Article 12. 1866

Navires destinés de la Mer Noire pour la Mer Blanche avec patente suspecte ou brute.

1° Les navires provenant de la Mer Noire, tant chargés que vides, avec patente suspecte ou brute, prendront un garde de santé à l'Office Sanitaire de Sari-Yéri ou à celui de Selvi-Bournou, sans être obligés de mouiller devant ces Offices. A leur arrivée à Constantinople, les capitaines se rendront à l'Office de Santé, où ils devront subir l'interrogatoire, conformément à l'article 4 du présent Règlement, et prendre un garde supplémentaire.

2° Toutes les dispositions de l'article 11 relatives aux navires suspects ou bruts destinés pour la Mer Noire, sont également applicables aux navires provenant des ports compromis de cette mer, et qui, destinés pour la Mer Blanche, ne voudront pas purger leur quarantaine à Constantinople. Seulement ces navires auront la faculté de débarquer au lazaret, au moment de leur départ, un des deux gardes sanitaires en lui payant ses salaires, et ils conserveront l'autre jusqu'à leur arrivée aux Dardanelles, où ils devront le remettre à l'Office Sanitaire du lieu, en payant à ce garde ses salaires et les frais de son retour d'après le tarif.

Article 13.

Navires chargés destinés pour les ports de la Mer de Marmara.

1° Comme il n'existe point de lazarets dans les différents ports de la Mer de Marmara, les navires chargés arrivant par le détroit des Dardanelles avec patente suspecte ou brute et destinés pour les ports ou lieux de cette Mer devront, avant de se rendre à leur destination, subir préalablement leur quarantaine au dit détroit, en débarquant leur cargaison au lazaret des Dardanelles ou de Gallipoli, pour y être purifiée suivant son degré de suspicion. Si le capitaine préfère poursuivre sa route pour purger sa quarantaine à Constantinople avant de se rendre à sa destination, il en aura la faculté, mais dans ce cas il sera tenu de prendre un garde de santé à l'un des Offices Sanitaires de ce détroit, conformément au premier paragraphe de l'article 11 du présent Règlement.

2° Les navires chargés provenant de la Mer Noire, avec patente suspecte ou brute et destinés pour les ports et lieux de la Mer de Marmara, seront obligés, avant de se rendre à leur destination, de purger leur quarantaine à Constantinople.

Article 14.

Défense de monter à bord des navires avec patente nette.

1° Il est expressément défendu aux préposés de Santé de monter, dans aucun cas, à bord des navires porteurs d'une patente

1866 nette, ni à Constantinople, ni dans tous les autres ports ou lieux de l'Empire Ottoman où devront s'accomplir des formalités sanitaires.

2°. Cette défense sera surtout observée rigoureusement envers les navires qui, destinés avec patente nette, pour ler ports de la Mer Noire où il existe des quarantaines organisées, ou bien de ces derniers ports pour la Méditerrannée. ne voudront pas communiquer avec Constantinople ou tout autre lieu de la Turquie.

3°. Ces navires seront de plus exemptés de l'obligation d'envoyer leur embarcation à l'Office de la quarantaine et de remettre leur patente au préposé de la santé. Le préposé de l'office quarantenaire devra se rendre près du bord de ces navires pour que le capitaine montre, sans communiquer, sa patente de santé.

4°. Les navires arrivant à Constantinople seront tenus, le vent le permettant, de mouiller à la Tour de Léandre et d'arborer leur pavillon au mât de misaine, afin que le préposé de l'Office de Santé soit informé de leur intention et prenne les mesures convenables pour leur faire parvenir les papiers dont ils doivent être munis par leurs chancelleries respectives.

Article 15.

Visite du médecin.

Il est expressément défendu au médecin de l'Office de la Santé de monter à bord d'un navire en état de suspicion où se trouverait un malade. Dans ce cas, le malade devra être inspecté par lui, dans l'embarcation du bord, à une distance convenable, et transporté au lazaret, si le médecin le jugeait nécessaire.

Article 16.

Navires, qui voudraient repartir en quarantaine.

1°. Les navires arrivant dans un port ou lieu de l'Empire Ottoman avec patente suspecte ou brute, qui voudront y débarquer leurs cargaison et passagers, soit en entier soit en partie, et repartir en quarantaine, en auront le droit, et ils ne pourront pas être retenus pour prendre pratique. Il sera fait seulement mention de cette circonstance dans leur patente.

2°. Les marchandises et passagers destinés pour ce port seront débarqués au lazaret, où les marchandises purgeront leur quarantaine d'après les conditions sanitaires du navire, et les passagers conformément à l'article 20 du présent Règlement.

Article 17.

Des lieux de relâche.

1°. Tout navire porteur d'une patente nette qui aura communiqué en route avec un lieu ou des bâtiments suspects ou bruts, sera passible

des rigueurs quarantenaires réclamées par l'état sanitaire du lieu 1866
ou des navires avec lesquels il aura communiqué.

2° Lorsqu'un navire avec patente suspecte ou brute sera obligé de relâcher dans un port ou lieu quelconque de l'Empire Ottoman pour se procurer des vivres, de l'eau, ou pour toute autre raison, l'Office de Santé devra lui permettre de se pourvoir du nécessaire, sauf les précautions ordonnées par les règlements sanitaires, sans l'obliger à entrer en quarantaine ou à prendre un garde de santé. Dans le cas où le capitaine passerait la nuit dans le port, l'Office de Santé placera auprès du navire une embarcation montée par un garde de santé chargé d'empêcher tout contact entre ce navire et la ville. Le capitaine sera tenu de payer à l'Office de ce lieu quinze piastres par jour pour tout le temps qu'il devra y rester.

Article 18.

Navire sur lequel il y aura la peste.

Aucun navire à bord duquel un accident de peste se sera manifesté ne pourra quitter le port avant d'avoir purgé sa quarantaine et subi les mesures de désinfection prescrites par l'Office de Santé.

Article 19.

Navires en quarantaine.

Tous les navires en quarantaine sont tenus d'avoir un pavillon jaune au mât de misaine et une flamme jaune à un point apparent de leur canot, à l'effet de faire connaître leur état sanitaire et d'empêcher toute approche.

Article 20.

Des passagers.

1° Les passagers arrivés sur des navires avec patente suspecte ou brute feront leur quarantaine au lazaret. Il sera toutefois permis à trois passagers tout au plus designés par le capitaine de rester à bord pour y purger leur quarantaine aux mêmes conditions que celles imposées au navire. Les passagers destinés pour le lazaret y seront transportés dans l'embarcation du navire, et leur quarantaine commencera à dater du jour de leur arrivée dans cet établissement. Elle sera de quinze jours pour la patente brute et de dix pour la patente suspecte.

2° Les passagers venant de la Méditerannée, sur des navires vides de provenances brutes ou suspectes, et dont le nombre ne dépasserait pas celui de six, participeront au bénefice de la facilité accordée à ces navires par le 3me paragraphe de l'article 10 du présent Règlement, tout autant qu'ils se seront soumis en route aux mesures de désinfection prescrites par le garde de santé.

3° Il est bien entendu que tout navire vide porteur d'un nombre de passagers au-dessus de celui spécifié dans le paragraphe précédent,

1866 rentrera dans la catégorie des navires chargés. Il sera loisible seulement aux passagers arrivant de provenances brutes de faire le spoglio, et dans ce cas, ils jouiront des facilités réservées par cette mesure, en se conformant toutefois aux obligations prescrites dans l'instruction y relative.

4° Tous les passagers embarqués à bord des bateaux à vapeur ou bâtiments à voile devront être munis d'un bulletin de santé (teskéré) délivré ou visé par l'autorité sanitaire du lieu de leur départ. Le capitaine sera tenu, à son arrivée, d'exhiber à l'Office de la Santé ces teskérés avec la patente du navire. Dans le cas ou l'un de ces teskérés serait suspect ou brut, le navire subira les conséquences de cette irrégularité.

5° Tout passager qui ne serait pas muni d'un bulletin de santé, sera placé dans la catégorie des provenances brutes, s'il ne peut fournir des preuves qui n'admettraient pas le moindre doute sur sa provenance.

Article 21.

Des bateaux à vapeur.

Pour éviter des frais considérables aux bateaux à vapeur qui font le service hebdomadiaire, il leur sera permis de conserver leurs gardes à bord pendant tout le temps où leurs provenances seront compromises ou en état de suspicion.

Article 22.

Les délits et contraventions.

Pour tout délit ou contravention en matière sanitaire duement constaté, le délinquant sera remis à l'autorité dont il relève pour être jugé et recevoir la punition méritée.

Article 23.

Navires dont l'état sanitaire n'aurait pas encore été constaté par le préposé de l'Office de Santé.

Il est défendu à qui que ce soit d'approcher des navires arrivant dans un port ou lieu quelconque de l'Empire Ottoman où il existe des quarantaines, avant que ces navires aient été raisonnés par l'employé de la Santé chargé de ce service. Si quelque personne, ignorant cette défense, voulait s'en approcher, le capitaine sera tenu de l'en empêcher. En cas de contravention, le coupable sera arrêté par les employés sanitaires sans aucun égard ni à sa condition ni à sa qualité, et il sera remis à l'autorité compétente pour recevoir sa punition, après qu'il aura purgé sa quarantaine s'il se trouve compromis.

Article 24. 1866

Délivrance des nouvelles patentes.

1° Les Offices de Santé ne délivreront aux navires de nouvelles patentes que 1° lorsqu'un navire aura purgé sur les lieux sa quarantaine et aura été admis en libre pratique; 2° lorsqu'il aura embarqué ou débarqué des marchandises sans être en état de suspicion.

2° Quant aux navires de passage et de relâche l'Office de Santé ne fera qu'apposer un simple visa sur la patente dont ils seront porteurs.

Article 25.

Des droits quarantenaires.

La perception des droits quarantenaires d'après le tarif commencera à Constantinople du jour où le présent Règlement sera signé par MM. les délégués et autres membres du Conseil de Santé, et, dans les autres ports de l'Empire, du jour où il y sera reçu par les employés sanitaires de ces lieux.

Article 26.

Bâtiments de guerre.

1° Les bâtiments de guerre ottomans et étrangers provenant de ports suspects ou bruts, seront assujettis aux mêmes mesures que les bâtiments vides; ils recevront à bord deux gardes de santé, te devront se soumettre aux mesures de désinfection prescrites par les dits gardes, dont l'un devra toujours se trouver dans l'embarcation lorsque celle-ci sera de service.

2° La quarantaine pour ces bâtiments sera de douze jours pour les provenances brutes et de sept pour les provenances suspectes, à dater du jour de la réception des gardes de santé à bord.

3° Comme quelques uns de ces bâtiments ne sont pas munis d'une patente de santé, leurs commandants seront tenus, à leur passage par l'un des deux détroits, de déclarer sous leur parole d'honneur, leur provenance, l'état sanitaire de leur navire, ainsi que les communications qu'ils peuvent avoir eues durant le voyage. Arrivés à Constantinople ou dans tout autre port de l'Empire Ottoman, ils se rendront à l'Office de la Santé pour y remplir et signer la formule de questions qui leur sera présentée par le préposé de cet Office chargé de les admettre en libre pratique, si la provenance est nette, et, dans le cas contraire, de leur faire connaître les mesures auxquelles ils devront se soumettre.

1866 Fait et signé à Constantinople, dans la Salle des conférences du Conseil Supérieur de Santé, le 27 mai 1840, 25 de Rébiul-ewel 1256.

Membres du Conseil: *Lebib effendi*, Président. — *Backi effendi*. — I. *Robert*. — A. *Pezzoni*. — F. *Bosgiovich*. — Dr. M. *Marchand*. — Dr. V. *Morpurgo*. — Richard *Wood*. — A. *Steindl*. — J. *Bosgiovich*. — Dr. Agob Davout *Oghln*. — F. *Lapierre*. — Dr. André *Leval*. — G. *Franceschi*. — Dr. L. *Hermann*. — J. *Vandina*.

Tarif des droits de quarantaine pour tout l'empire ottoman.

Droit de patente.

	Pour la délivrance de la patente.	Pour les simples visa.
Navires de la portée de 1 kilo à 1.000	2 piastres	1 piastres
„ de 1.001 à 3.000	6 „	3 „
„ de 3.001 à 5.000	10 „	5 „
„ de 5.001 à 7.000	12 „	6 „
„ de 7.001 à 10.000	16 „	8 „
„ de 1.001 à 12.000	20 „	10 „
Navires portant au-delà de 12.000 kilos	24 „	12 „

Interrogatoire.

Navires de la portée de 1 kilo à 3.000	2 piastres
„ de 3.001 à 8.000	5 „
„ de 8.001 à 10.000	10 „
„ de 10.001 en sus	20 „

N. A. Tout navire arrivant à Constantinople ou dans les autres ports de l'Empire Ottoman, quelle que soit sa provenance, sera tenu d'acquitter ce droit.

Droits à percevoir sur les navires en quarantaine.

Navires de la portée de 1 kilo à 1.000	8 piastres par jour.
„ de 1.001 à 3.000	10 „
„ de 3.001 à 5.000	15 „
„ de 5.001 à 7.000	20 „
„ de 7.001 à 10.000	25 „
„ de 10.001 à 12.000	30 „
Navires portant au-delà de kilos 12.000	35 „

N. B. Il est bien entendu que les salaires à raison de dix piastres par jour et la nourriture des gardes de santé placés à bord des navires en quarantaine doivent être à la charge des capitaines.

Droits à payer par les voyageurs qui entrent au lazaret. 1866

Pour chaque garde de santé, indépendamment de sa nourriture, par jour, 10 piastres. Par chambrée, pour les parfums pendant toute la durée de la quarantaine, 45 piastres. Le logement sera gratis.

Droits à percevoir pour la désinfection des marchandises.

Sur les marchandises de volume: pour chaque *balle* pesant d'une oque à 40, 1 piastre; de 41 à 80, 2 piastres; de 81 à 120, 3 piastres; de 121 oques en sus, 4 piastres.

Sur les marchandises de valeur dont la désinfection serait difficile: pour chaque *balle* pesant d'une oque à 40, 4 piastres; de 41 oques à 80, 8 piastres; de 81 oques à 120, 12 piastres; de 121 oques en sus, 15 piastres.

Droits sur les animaux.

Boeuf, vache, cheval, chameau, âne, veau, mulet et autres quadrupèdes de ce genre, par pièce, 2 piastres; mouton, chèvre, chevreau, agneau et autres quadrupèdes de ce genre, par pièce, 20 paras; poule, oie, canard et autres volailles de ce genre, par pièce, 1 para.

Observations.

Tous les navires ottomans ou étrangers seront également soumis aux droits établis par le présent tarif, à l'exception des bâtiments de guerre, à quelque nation qu'ils appartiennent, qui seront dans le cas de faire quarantaine, et lesquels n'auront à payer que les salaires des gardes de santé.

Droits pour l'embarcation montée par un garde de santé.

Pour le garde de santé et l'embarcation, par jour, 15 piastres.

Instructions pour les préposés sanitaires placés sur le littoral de l'Empire Ottoman en date du 6 mai 1841. (14 Rebiul-ewel 1257).

(Testa. Traités de la Porte Ottomane, III, p. 380.)

Article 1.

Les devoirs des préposés sanitaires consistent 1° à veiller à ce qu'aucun navire ne communique avec la terre sans avoir, au préalable, examiné sa patente de santé et s'être convaincu que le lieu de sa provenance jouissait, lors de son départ, d'une parfaite santé; 2° d'empêcher et prévenir toute transgression sanitaire, et 3° de rendre un compte exact des leurs opérations à leur chef respectif, en se conformant strictement à tous les ordres qui leur seront donnés par ce dernier.

1866

Article 2.

Lorsqu'un navire mouillera dans le port ou près de l'endroit soumis à leur surveillance, ils se transporteront sur le lieu où abordera l'embarcation pour exiger du capitaine sa patente de santé. Après avoir pris connaissance de ce document et si le lieu du départ est propre ou n'est pas considéré brut, d'après les instructions qu'ils auront reçues de leur directeur, ils admettront le navire en libre pratique; dans ce cas, ils seront tenus d'apposer un visa sur la patente de ce navire, dans lequel ils feront connaître qu'il a communiqué avec la terre, ainsi que l'état sanitaire du pays et de ses environs.

Article 3.

Si le navire est porteur d'une patente brute, c'est-à-dire s'il vient d'un pays compromis, les préposés prendront toutes les mesures de précaution afin d'empêcher toute communication entre l'équipage de ce navire et les habitants; ils le feront surveiller par un garde, pour lequel le capitaine sera tenu de payer 15 piastres par jour. Ces formalités une fois remplies, ils déclareront au capitaine qu'il ne peut être reçu dans le port sans avoir purgé, au préalable, sa quarantaine là où il existe un lazaret. Si le navire a besoin d'eau ou de vivres, on lui permettra de s'en procurer, en ayant soin cependant d'empêcher toute communication. L'argent sera trempé dans du vinaigre avant d'être remis aux marchands. Le débarquement des objets susceptibles ou non susceptibles est expressément défendu sous peine de destitution.

Article 4.

Aussitôt que le capitaine en quarantaine aura pris les vivres dont il a besoin, si le temps est beau, il sera invité poliment à partir par le préposé sanitaire, qui fera son rapport au directeur dont il relève, qui est tenu à son tour, d'en prévenir l'intendance, en ayant soin de mentionner les noms et prénoms du capitaine, ainsi que le nom, l'espèce de pavillon et la provenance du navire.

Article 5.

Ils viseront seulement les patentes de santé des navires partant en libre pratique, ainsi que les teskérés des voyageurs qui partiront tant par mer que par terre.

Article 6.

Il est défendu aux préposés sanitaires du littoral, sous quelque prétexte que ce soit, de donner de nouvelles patentes de santé aux navires qui partent de leurs échelles; ils ne feront qu'apposer un simple visa sur celles qui leur seront présentées par les capitaines

qui auront été, au préalable, admis en libre pratique, et après que 1866
les mesures citées dans le deuxième article des précédentes instructions auront été prises à leur égard.

Toute contravention ou négligence de la part du préposé sanitaire à ce sujet sera punie de la destitution et d'une plus forte peine, s'il y a lieu.

Article 7.

Tout navire porteur d'une patente nette à bord duquel sera décédée, durant le voyage, une ou plusieurs personnes faisant partie de l'équipage ou comme passager, ne pourra être admis en libre pratique sans que l'état sanitaire de son équipage et des passagers n'ait été dûment constaté par le médecin du gouvernement employé auprès du directeur de qui relève le préposé sanitaire. À cet effet, le navire sera mis en quarantaine et ne pourra communiquer avec la terre qu'après que la formalité susmentionnée aura été remplie. Toute observation de la part du capitaine du navire ne pourra être prise en considération par le préposé sanitaire, qui encourrait la peine de destitution s'il agissait jamais dans un sens contraire aux présentes instructions.

Article 8.

Les navires dépourvus de patente de santé seront considérés comme provenances brutes et ne pourront être admis en libre pratique qu'après avoir purgé leur quarantaine où il existe un lazaret sous la surveillance d'un directeur et d'un médecin nommés par le gouvernement de la Sublime Porte.

Article 9.

Seront compris aussi dans la catégorie des provenances brutes et passibles des mesures mentionnées dans l'article précédent, tous navires partis d'un port turc, dont la patente n'aurait pas été visée par l'autorité sanitaire ottomane du lieu de son départ.

Article 10.

Tout navire parti d'un pays où la peste n'aura pas cessé depuis trente jours jusqu'au jour de son départ, sera considéré comme suspect et passible des articles 3, 4, 8 et 9 des présentes instructions.

Article 11.

Les préposés sanitaires sont tenus d'être honnêtes et officieux envers tout le monde et de ne maltraiter personne, sous peine d'être punis très-sévèrement et renvoyés du service, suivant la gravité du cas.

Article 12.

Il est défendu aux préposés sanitaires des s'absenter de leur poste, sous quelque prétexte que ce soit, sans en avoir obtenu la

1866 permission du directeur dont ils relèvent. Pendant leur absence, ils seront remplacés par une personne de confiance dont le choix doit être approuvé par leur directeur, à laquelle seront alloués leurs appointements. Le titulaire sera toujours responsable du remplaçant.

Article 13.

Aucun individu ne pourra être employé comme préposé, s'il ne sait lire et écrire correctement sa langue.

Instructions pour les mesures à prendre à bord des bâtiments pestiférés, en date du 13 octobre 1841 (8 Ramazan 1257).

(Testa, Traités de la Porte Ottomane, III, p. 382.)

Article 1.

Tout bâtiment à bord duquel il y a eu des cas de peste sera soumis aux mesures particulières déterminées dans les instructions suivantes, sans avoir égard aux fixations établies dans le règlement organique pour les provenances de mer.

Article 2.

Le navire et les passagers seront soumis à 21 jours de quarantaine, et les marchandises susceptibles à 31.

Article 3.

La quarantaine du navire ne commencera qu'à l'entier débarquement des malades (s'il en existe), des passagers, des marchandises susceptibles ou non susceptibles, qui seront placés dans le lazaret ou dans tout autre endroit jugé le plus convenable à cet effet.

Article 4.

La quarantaine des passagers qui ne voudront pas faire le spoglio ne datera que du jour où leurs hardes auront été mises à l'évent; elles devront y rester pendant toute la durée de leur quarantaine, et être maniées tous les jours par leurs propriétaires. Quant à la quarantaine des marchandises susceptibles, elle ne comptera que du moment où elles seront exposées à l'air et soumises au mesures de purification.

Article 5.

Les pestiférés avec leurs effets seront transportés dans un lieu réservé et isolés des autres passagers; ils y resteront surveillés par un ou plusieurs gardes, suivant leur nombre. Ces gardes, qui ne devront jamais quitter le poste où ils auront été placés, ne permettront à personne l'approche des pestiférés.

Article 6. 1866-

Les hardes, hamacs, effets de couchage et tous autres effets de genre susceptible servant à l'usage habituel des individus morts de peste, à bord du navire, pendant sa traversée ou après son arrivée, seront brûlés.

Article 7.

On placera auprès des pestiférés, pour en avoir soin, des mortis, qui seront chargés de les panser et d'exécuter les ordonnances que prescrira le médecin.

Article 8.

Le navire, les passagers ou les marchandises qui seraient en contact avec un nouveau malade de peste, seront soumis à toutes les formalités d'une nouvelle quarantaine.

Article 9.

Les passagers arrivés sur le navire pestiféré seront séparés les uns des autres autant que possible. En conséquence, ils ne pourront être réunis plus de dix dans les chambres déstinées à les recevoir. Les différentes chambres seront surveillées chacune par un garde de santé particulier, et ne pourront avoir entre elles aucune communication tant que durera leur quarantaine.

Article 10.

Si un cas de peste se déclare chez l'un des quarantenaires arrivés sur le bâtiment pestiféré, ceux qui depuis son débarquement dans le lazaret n'auront eu aucune communication avec le nouveau malade, ne seront pas tenus de recommencer leur quarantaine et seront admis en libre pratique après l'époque fixée.

Article 11.

Les quarantenaires seront visités tous les jours par le médecin de l'office, qui apportera la plus grande attention à ce qu'aucun individu ne trompe sa surveillance. Dans le cas où l'un d'entr'eux viendrait à tomber malade, il le ferait séparer de ses compagnons et isoler jusqu'à ce qu'il se soit assuré du caractère de son indisposition.

Article 12.

Les directeurs et les médecins devront se conformer surtout aux articles 14, 16, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 48, 49, 57, 60 et 61 des instructions générales et redoubler de vigilance afin d'empêcher toute communication entre les malades et les quarantenaires.

1866 Article 13.

Les mesures de désinfection à prendre à l'égard du navire sont les suivantes:

1° Le capitaine, après avoir débarqué devant le lazaret ou dans tout autre endroit qu'on lui désignera, les malades, les passagers et la cargaison, sera invité à vider tout son navire en mettant à terre tous les objets qui se trouvent dans la cale ou dans les chambres. Ces objets devront rester exposés à l'air pendant toute la durée de la quarantaine, et on aura soin de les faire ouvrir, étendre, remuer et changer de place suivant leur nature.

2° Les marchandises non susceptibles, comme les céréales, riz, etc., seront débarquées dans des mahounes par le moyen de cribles; après cette opération, à laquelle les autorités sanitaires sont tenues d'apporter la plus grande attention, ces marchandises pourront immédiatement être remises à leurs propriétaires.

3° Les voiles du navire et tous les effets de l'équipage, la laine des matelas, des coussins et autres objets semblables, que l'eau n'endommagerait pas, seront immergés dans l'eau de mer pendant trente-six heures. Tous ces objets seront mis après à sécher et tenus à l'évent sur le pont.

4° Les hardes et les effets de l'équipage qui pourraient être endommagés par l'eau seront renfermés dans les chambres du bâtiment pendant les diverses fumigations, et subséquemment tenus à l'évent sur le pont pendant toute la durée de la quarantaine.

5° Le bâtiment une fois complétement vide, on aura soin de le faire d'abord balayer et de faire jeter en mer toutes les balayures. Alors on introduira dans le navire un volume d'eau suffisant pour en laver l'intérieur dans toutes ses parties; après quoi la cale et l'entrepont ainsi que les chambres seront blanchis à la chaux.

6° Le navire sera soumis à des fumigations, pendant lesquelles toutes les ouvertures seront fermées. On les ouvrira ensuite en y plaçant des manches à vent pour aérer autant que possible l'intérieur du bâtiment. Ces fumigations, dont chacune durera douze heures, seront répétées six fois.

7° L'équipage sera visité régulièrement tous les jours par le médecin, qui prendra les mesures nécessaires pour faire transporter à terre avec ses effets celui qui viendrait à tomber malade, pour le tenir isolé jusqu'à ce qu'on ait constaté sa maladie. Si le malade a la peste, il sera placé dans l'hôpital des pestiférés.

8° Si, pendant le cours des formalités quarantenaires, un nouvel accident de peste vient à éclater à bord du navire, sa quarantaine recommencera et les mesures de désinfection devront être renouvelées à son égard.

9° La quarantaine de 21 jours fixée pour le navire ne commen- 1866
cera son cours qu'après que la cale aura été lavée et blanchie à la chaux, et que toutes les voiles et les effets de l'équipage, cités dans le paragraphe 3, auront été immergés et mis à sécher.

Article 14.

La quarantaine des malades atteints de peste ne commencera qu'à partir du jour où les médecins auront reconnu et déclaré leur parfaite guérison et la cicatrisation de leurs plaies, car ce n'est qu'alors qu'on leur fera faire le spoglio indispensable dans cette circonstance. Cette quarantaine sera de vingt et un jours.

Article 15.

Les individus morts de peste seront inhumés dans le cimetière du lazaret. La fosse doit être de dix pieds de profondeur.

Article 16.

Les effets susceptibles des pestiférés guéris ou décédés dans le lazaret et de ceux qui les auront soignés seront brûlés. On aura soin, avant de commencer cette opération, de prendre note de ces effets et de les faire estimer pour en payer le montant aux héritiers des décédés.

Article 17.

Il sera loisible aux individus qui auraient été en contact avec les pestiférés de faire le spoglio; seulement leurs effets ne leur seront remis qu'après trente jours de quarantaine et les fumigations d'usage. À cette condition, ils seront admis en libre pratique après quinze jours.

Article 18.

On aura soin que les passagers ne conservent pas sur eux ou dans leurs effets des lettres ou d'autres papiers ou paquets cachetés sans les avoir dûment purifiés et aérés. En cas de contravention de la part des quarantenaires, qu'on devra prévenir d'avance, on leur fera recommencer leur quarantaine. Le gardes de santé devront aussi faire à bord une visite minutieuse pour voir si quelques objets susceptibles ne sont pas cachés soit à fond de cale, soit dans des armoires, dans des futailles ou ailleurs. Dans le cas où ils en découvriraient quelques-uns, le bâtiment et tous les individus qui se trouveraient à bord seraient soumis de rechef à toutes les formalités d'une nouvelle quarantaine.

Article 19.

On aura soin de faire placer le navire pestiféré dans un endroit isolé et à une distance convenable de la terre et des navires en libre

1866 pratique, afin d'éviter toute communication. Il devra demeurer ainsi isolé jusqu'à son admission en libre pratique.

Outre les deux gardes qu'on placera à bord du navire, un troisième sera chargé de surveiller les mouvements de son embarcation lorsque celle-ci viendra à terre pour y prendre des vivres ou pour toute autre cause. On recommandera à ces gardes, sous peine de déstitution et d'emprisonnement, de ne laisser approcher personne du navire.

Article 20.

Au coucher du soleil, toutes les embarcations devront être régulièrement hissées et suspendues le long du navire et ne pourront être mises à l'eau qu'au lever du soleil.

Article 21.

Tout malade guéri de la peste sera tenu de payer les frais que sa maladie aura occasionnés à l'office sanitaire; les indigents seuls en seront exempts.

De même, le capitaine d'un navire pestiféré sera tenu de payer à l'office sanitaire tous les frais qui aura occasionnés la purification du bâtiment.

Article 22.

Aucun médicament, de quelque nature qu'il soit, ne pourra être donné à un passager ou à l'équipage d'un navire pestiféré sans l'autorisation du médecin de l'office.

Article 23.

On recommandera, sous les peines les plus sévères, aux gardes de santé chargés de la surveillance des passagers ou de l'équipage de prévenir le directeur ou le médecin aussitôt que quelqu'un serait indisposé.

Article 24.

Lorsqu'il y aura des malades de peste dans le lazaret, les employés de cet établissement seront consignés jusqu'à la parfaite guérison, le spoglio des pestiférés et la desinfection du local occupé par ces derniers.

Article 25.

Il ne sera permis aux passagers ni à leurs gardes qui auraient été en contact avec des pestiférés, de sortir de leurs appartements que dix jours après que toute communication aura cessé entr'eux et des malades.

Article 26.

Conformément à l'article 18 du règlement organique pour les provenances de mer, aucun navire à bord duquel il y aura eu un

accident de peste ne pourra quitter le port sans avoir purgé entière- 1866
ment sa quarantaine et s'être soumis aux mesures de désinfection prescrites dans les présentes instructions.

Convention sanitaire entre la France, le Portugal, la Sardaigne, la Toscane et la Turquie, en date du 3 février 1852 (11 rébiul-akhir 1258).

(Testa. Traités de la Porte Ottomane, III, p. 334.)

Le prince-président de la république française, S. M. l'empereur d'Autriche, S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, S. M. la reine des Espagnes, S. S. le pape, S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Grèce, S. M. le roi du Portugal et des Algarves, S. M. l'empereur de toutes les Russies S. M. le roi de Sardaigne, S. A. I. et R. l'archiduc-grand-duc de Toscane, S. H. l'empereur de Turquie; *)

Étant également animés du désir de sauvegarder la santé publique dans leurs États respectifs et de faciliter, autant qu'il dépend d'eux, le développement des relations commerciales et maritimes dans la Méditerranée, et ayant reconnu qu'un des moyens les plus efficaces pour amener ce résultat était d'introduire la plus grande uniformité possible dans le régime sanitaire observé jusqu'ici et d'alléger ainsi les charges qui pèsent sur la navigation, ont, chacun dans ce but, chargé leurs délégués, réunis en conférence à Paris, de discuter et poser les principes sanitaires sur lesquels ils ont senti le besoin de s'entendre.

Le travail de la conférence ayant été approuvé par eux, ils ont résolu de négocier une convention spéciale suivie d'un règlement sanitaire international, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le prince-président de la république française, M. Louis Félix Étienne marquis Turgot, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., ministre au département des affaires étrangères;

S. M. l'empereur d'Autriche, MM. .....;

S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles MM. .....;

S. M. la reine des Espagnes, MM. .....;

---

*) Cette convention n'a été ratifiée que par la France et la Sardaigne. Nous la reproduisons néanmoins, pour publier, dans l'appendice, divers documents relatifs aux quarantaines de Turquie, instituées par suite des sollicitations pressantes des puissances étrangères, ainsi qu'aux travaux de la conférence sanitaire internationale, proposée par le gouvernement français dans le but de rechercher les moyens de prévenir l'invasion du choléra, et qui a siégé à Constantinople durant l'année 1866.

1866 S. S. le pape, MM. .....;

S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, MM. .....

S. M. le roi de Grèce, MM. .....;

S. M. la reine du Portugal et des Algarves, M. Jean Mouzinho de Silveira, conseiller à la légation de Sa Majesté Très-Fidèle à Paris;

S. M. l'empereur des toutes les Russies, MM. .....;

S. M. le roi de Sardaigne, M. Magnetta, chevalier, etc., consul-général de Sardaigne, à Lyon, et M. Angelo Bô, chevalier, etc., président de l'académie royale de médecine et des sciences de Gênes, et professeur de médecine à l'université de la même ville;

S. A. I. et R. l'archiduc-grand-duc de Toscane, M. Joseph prince Poniatowski, chevalier, etc., chambellan de Son Altesse Impériale et Royale, et Son ministre plénipotentiaire en France;

S. H. l'empereur de Turquie, S. E. Veli-Pacha, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Sublime Porte en France;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit de se prémunir, sur leurs frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, elles conviennent en principe:

1° D'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra les mesures sanitaires qui seront spécifiées dans les articles suivants;

2° De considérer comme obligatoire pour tous les bâtiments la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le règlement sanitaire international annexé à la présente convention.

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu, toutefois,

1° Que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés, et ne compromettront, dans aucun cas, le pays de provenance;

2° Que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousser un bâtiment quel qu'il soit.

Article 2. 1866

L'application des mesures de quarantaine sera réglée, à l'avenir, d'après la déclaration officiellement faite par l'autorité sanitaire, institutée au port du départ, que la maladie existe réellement.

La cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable que la maladie est éteinte, après toutefois l'expiration d'un délai fixé à trente jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

Article 3.

À partir de la mise à exécution de la présente convention, il n'y aura plus que deux patentes, la patente brute et la patente nette: la première, pour la présence constatée de la maladie; la seconde, pour l'absence attestée de maladie. La patente constatera l'état hygiénique du bâtiment. Un bâtiment en patente nette, dont les conditions seraient évidemment mauvaises et compromettantes, pourra être assimilé, par mesure d'hygiène, à un bâtiment en patente brute, et soumis au même régime.

Article 4.

Pour la plus facile application des mesures quarantenaires, les hautes parties contractantes conviennent d'adopter le principe d'un minimum et d'un maximum.

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à dix jours pleins, et le maximum à quinze.

Dès que le gouvernement ottoman aura complété, dans les termes prévus par le règlement annexé à la présente convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des médecins européens auront été établis, à la diligence des gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient, en patente nette, seront admises en libre pratique dans tous les ports des hautes parties contractantes. En attendant, il est convenu que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médecin sanitaire, et après dix jours, quand ils n'en auront pas.

Le droit est réservé aux pays les plus voisins de l'empire ottoman, tout en continuant leur régime quarantenaire actuel, de prendre, dans certains cas, toutes les mesures qu'ils croient indispensables pour le maintien de la santé publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune, et lorsqu'il n'y aura pas eu d'accident dans la traversée, le minimum sera de cinq jours, et le maximum de sept jours.

1866 Ce minimum pourra être abaissé à trois jours lorsque la traversée aura duré plus de trente jours, et si le bâtiment est dans de bonnes conditions d'hygiène. Quand des accidents se sont produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours, et le maximum de quinze.

Enfin, pour le choléra, les provenances des lieux où régnera cette maladie pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleins y compris le temps de la traversée. Quant aux provenances des lieux voisins ou intermédiaires notoirement compromis, elles pourront être aussi soumises à une quarantaine d'observation de trois jours y compris la durée de la traversée.

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et contre toutes les maladies.

Article 5.

Pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées en trois classes: la première, pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications; la seconde pour celles assujetties à une quarantaine facultative; la troisième, enfin, pour les marchandises exemptées de toute quarantaine.

Le règlement sanitaire international spécifiera les objets et marchandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra.

Article 6.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à maintenir ou à créer, pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets soumis à quarantaine, le nombre de lazarets réclamé par les exigences de la santé publique, par le bien-être des voyageurs et par les besoins du commerce; le tout, dans les termes énoncés par le règlement sanitaire international.

Article 7.

Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires et pour n'imposer à la navigation de leurs États respectifs que les charges nécessaires pour couvrir simplement leurs frais, les hautes parties contractantes, sous la réserve des exceptions prévues das le règlement sanitaire international, arrêtent en principe:

1° Que tous les navires arrivant dans un port paieront, sans distinction de pavillon, un droit sanitaire proportionnel sur leur tonnage;

2° Que les navires soumis à une quarantaine paieront, en outre, un droit journalier de station;

3° Que les personnes qui séjourneront dans les lazarets paieront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements;

4° Que les marchandises déposées et désinfectées dans ces lazarets seront assujetties à une taxe au poids ou à la valeur. 1866

Les droits et le loyer mentionnés dans le présent article seront fixés par chaque gouvernement et signifiés aux autres parties contractantes.

Article 8.

Afin d'amener également la plus grande uniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les hautes parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique, dans les ports de leurs États qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable nommé et rétribué par le gouvernement, et assisté d'un conseil représentant les intérêts locaux. Il y aura, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sanitaire qui sera réglé par les gouvernements respectifs.

Dans tous les ports où les puissances contractantes entretiennent des consuls, un ou plusieurs de ces consuls pourront être admis aux délibérations des conseils sanitaires, pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Toutes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays, et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ces pays sera invité à se rendre au conseil, et entendu dans ses observations.

Article 9.

L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent, et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le règlement sanitaire international annexé à la présente convention.

Article 10.

La faculté d'accéder à la présente convention et à son annexe est expressément réservée à toutes les puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'elles consacrent.

Article 11.

La présente convention et le règlement sanitaire international y annexé auront force et vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'éxpiration de ce terme, aucune des hautes parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui la concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

1866

Article 12.

Il est bien entendu que les hautes puissances contractantes s'engagent réciproquement les unes envers les autres pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente convention, dont le protocole demeurera ouvert à la signature des plénipotentiaires respectifs.

Article 13.

La présente convention et son annexe seront ratifiées suivant les lois et usages de chacune des hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention ainsi que son annexe, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait et conclu à Paris, le 3 février 1852.

Le 3 mai 1852.

L'ambassadeur de la Sublime Porte
Vely.

Les plénipotentiaires de Sardaigne
G. *Magnetto.*—D. Angelo *Bô.*

Le plénipotentiaire du Portugal
Jean Mouzinho *de Silveira.*

Le plénipotentiaire de Toscane
Poniatowski.

Le ministre des affaires étrangères
Marquis *Turgot.*

Annexe. Règlement sanitaire.

(Législation ottomane par Aristarchi Bey. III. p. 114.

Conformément aux principes posés dans la convention sanitaire qui précède, les hautes parties contractantes ont adopté le règlement général suivant *) pour être observé dans tous les ports de la Méditerrannée et de la Mer Noire, et servir de base aux règlements particuliers de chaque pays; ces règlements, dont les gouvernements respectifs se communiqueront le texte, seront formulés de manière à

*) Nous en reproduisons seulement les dispositions relatives à l'Empire Ottoman.

établir dans le service sanitaire des différents pays la plus grande uniformité possible. 1866

Titre IX.

Dispositions particulières à l'Orient.

Article 112.

Outre les dispositions sanitaires communes et applicables tous les pays signataires de la conférence, la Turquie d'Europe et la Turquie d'Asie, ainsi que l'Égypte, seront l'objet de dispositions particulières déstinées à prévenir le développement de la peste, à arrêter cette maladie quand elle existe, à la signaler et à s'opposer à son introduction dans les autres pays.

Article 113.

Ces dispositions, prises dans le double intérêt de l'Orient et des nations en rapport avec lui, consisteront dans le développement des institutions sanitaires établies par le gouvernement de S. M. I. le Sultan, et dans la présence des médecins qu'entretiendront en Orient les nations contractantes.

Ire Section.

Dispositions relatives à la Turquie.

Article 114.

S. M. I. le Sultan promulguera une loi spéciale pour assurer l'existence et régler les attributions des autorités sanitaires de son empire, et en particulier du Conseil supérieur de Santé de Constantinople, qui sera maintenu dans son organisation actuelle.

Article 115.

Placé à la tête du service sanitaire, le Conseil supérieur de Constantinople en surveillera les différentes parties et indiquera pour tout l'Empire les mesures d'hygiène publique et de salubrité qui seront jugées nécessaires. Il rédigera les instructions qui s'y rapportent, et veillera à la bonne exécution des dispositions prescrites, conformément aux indications de la conférence sanitaire internationale (procès-verbal 29 et annexes), et fixera les lieux où seront établis les agents divers du service sanitaire.

Article 116.

Les puissances intéressées seront représentées dans ce Conseil par des délégués en nombre égal à celui des fonctionnaires ottomans, et ces délégués y auront voix délibérative.

1866

Article 117.

Le Conseil restera en possession de la prérogative de nommer lui-même et de révoquer les employés sanitaires de tout rang.

Article 118.

Les délégués étrangers accrédités auprès du Conseil, pris autant que possible parmi les hommes spéciaux, seront nommés par leurs gouvernements respectifs.

Article 119.

L'institution des médecins inspecteurs chargés de surveiller la marche du service sanitaire sera maintenue. Outre ceux qui existent en Syrie et dans les pachaliks d'Erzeroum et de Bagdad, il en sera établi deux de plus: l'un pour la Turquie d'Europe, l'autre pour l'Asie Mineure. Ils auront leur résidence habituelle à Constantinople.

Article 120.

Les offices sanitaires et les postes de préposés seront maintenus dans leur organisation actuelle. Le nombre des uns et des autres, les lieux où ils seront établis, leur circonscription et leur hiérarchie seront réglés par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

Article 121.

Le droit de recevoir les provenances en patente brute de peste est restreint aux seuls offices centraux munis de lazarets.

Article 122.

La faculté d'admettre en libre pratique les provenances en patente nette sera maintenue aux postes des préposés tant que la peste n'existera pas. Cette faculté cessera en temps de peste. Toutefois, ces postes conserveront en tout temps la faculté d'admettre les bâtiments de cabotage.

Article 123.

Dans le plus bref délai possible, un code des délits et des peines en matière sanitaire sera promulgué en Turquie par les soins du gouvernement ottoman. Un tribunal spécial, dont l'institution sera concertée entre les hautes parties contractantes, connaîtra, à l'avenir, de toutes les infractions aux lois et règlements sanitaires, et sera chargé de les juger, le tout sous la réserve expresse des dispositions consignées dans les capitulations, et sans qu'il puisse y être porté atteinte.

IIème Section. 1866

Dispositions relatives à l'Égypte.

Article 124.

L'intendance sanitaire d'Alexandrie, composée des mêmes éléments et établie sur les mêmes bases que le Conseil supérieur de Constantinople, aura des droits et des prérogatives semblables.

Comme lui elle veillera à la santé publique du pays et à l'exécution des mesures qui s'y rapportent, tant à l'intérieur que sur le littoral.

Article 125.

Des inspecteurs sanitaires et des médecins de bureaux seront établis et entretenus, aux frais du gouvernement égyptien, partout où ils seront jugés nécessaires. Les uns et les autres devront être munis de diplômes délivrés par les universités d'Europe.

IIIème Section.

Dispositions relatives à l'Orient en général.

Article 126.

Les patentes seront délivrées par l'Office de Santé et visées par les conseils compétents.

Article 127.

Conformément à l'article 21 du présent règlement, il sera formellement interdit à tout bâtiment quelconque d'avoir plus d'une patente.

Article 128.

Le nombre des médecins sanitaires européens actuellement établis en Orient sera augmenté. Les puissances signataires de la convention se concerteront ultérieurement avec le gouvernement de la Sublime Porte pour l'exécution en commun de cette mesure.

Article 129.

Les médecins sanitaires se divisent en médecins centraux et en médecins ordinaires. Les médecins ordinaires seront répartis suivant le tableau annexé au présent règlement.

Article 130.

Il y aura un médecin central dans chacune des villes de Constantinople, Smyrne, Beyrouth et Alexandrie.

Article 131.

Sans avoir aucune suprématie sur ses collègues, le médecin central sera obligé, outre son service comme médecin sanitaire, de

1866 réunir et de coordonner en un rapport général les rapports partiels de son arrondissement. Ce rapport général sera adressé, une fois par mois en Turquie, deux fois par mois en Égypte, au corps consulaire local et au Conseil de Santé.

Article 132.

En cas de vacances, les médecins centraux seront de préférence pris, à l'ancienneté, parmi les médecins ordinaires du même arrondissement.

Article 133.

Les médecins sanitaires européens établis en Orient conserveront toute leur indépendance vis-à-vis des autorités locales, et ils ne relèveront, quant à leur responsabilité, que des gouvernements qui les auront institués.

Article 134.

Les fonctions des médecins sanitaires consisteront 1° à étudier, sous le rapport de la santé publique, le pays où ils se trouvent, son climat, ses maladies et toutes les conditions qui s'y rattachent, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies; 2° à parcourir, à cet effet, leurs circonscriptions respectives toutes les fois que le croiront utile, en Égypte aussi souvent que possible; 3° à informer de tout ce qui a trait à la santé publique le médecin central de l'arrondissement, le corps consulaire, et, si besoin est, les autorités locales du pays, deux fois par mois en Turquie, toutes les semaines en Égypte. Dans les cas d'épidémie ou de maladie suspecte quelconque, ainsi que dans les cas extraordinaires en général, le médecin sanitaire expédiera sans délai un rapport spécial à toutes les autorités précitées et à tous les médecins sanitaires et consuls des circonscriptions voisines, et, au besoin, à quelques médecins et consuls plus éloignés auxquels ces informations pourraient être utiles.

Au surplus, ils seront tenus de se conformer, pour les détails, aux instructions annexées au présent règlement.

Article 135.

En cas de soupçon de maladie contagieuse, les médecins sanitaires en informeront tout de suite l'Office de Santé et vice versa; et dès ce moment, on établira une consultation médicale dont le résultat sera immédiatement communiqué à toutes les autorités précitées.

Article 136.

De leur côté, les offices de santé, les députations, bureaux etc., auront l'obligation de fournir aux médecins sanitaires, sur tout ce qui a trait à la santé publique, des renseignements réguliers écrits, et ils devront recevoir ces médecins dans les locaux de l'administration

sanitaire, toutes les fois que ceux-ci jugeront à propos de s'y rendre 1866
pour obtenir des renseignements et des éclaircissements verbaux.

IX.

Dispositions relatives à l'Amérique.

Article 137.....

Article transitoire. Quand le service des médecins sanitaires de l'Orient, tel qu'il est spécifié, aura été réglé et partagé entre les puissances contractantes, chacune de ces puissances nommera aux postes qui lui auront été assignés et dont elle se sera chargée.

Toutefois, les médecins sanitaires établis par la France resteront personnellement en possession des postes qu'ils occupent, et ne seront remplacés par des médecins appartenant aux autres nations qu'en cas de vacance. La France se réserve également le droit d'opérer entre les médecins actuels telles mutations qu'elle jugerait utiles au bien du service.

Continueront d'être en vigueur, dans les États des hautes parties contractantes, les dispositions qui ne sont point contraires à la convention du 19 décembre 1851 et au présent règlement international.

Signé à Paris, le même jour et an que dessus.

(Suivent les signatures.)

Règlement applicable aux navires arrivant sans patente de santé, ou avec patente irrégulière. (11 août 1863.)

(Archives de l'office sanitaire central de Constantinople.)

La quarantaine disciplinaire, appliquée jusqu'à présent pour infractions aux formalités quarantenaires en vigueur, est abolie et remplacée par une amende obligatoire fixée d'après le tableau suivant:

Pour les navires à voiles jaugeant de 1 à 50 tonneaux 2 L. médjidiés en or; de 50 à 200 tonneaux 5 L. médjidiés en or et de 200 et au-dessus 10 L. médjidiés en or.

Pour les bateaux à vapeur sans distinction 12 L. médjidiés en or.

Les cas où cette amende est particulièrement applicable sont:

1° Le défaut de visa d'un des cinq postes sanitaires placés le long du détroit des Dardanelles pour les navires venant à Constantinople ou allant dans la Mer Noire.

2° Le défaut de patente ottomane pour les navires allant d'un port ottoman à un autre port ottoman.

3° Une patente de santé délivrée par une autorité tout autre que l'autorité sanitaire du lieu de départ.

1866 4° Le manque absolu de patente. Outre l'amende les navires de cette dernière catégorie payeront les déboursés de l'Administration Sanitaire pour les jours de quarantaine qu'ils auront eu à subir. conformément à l'article 3 du Règlement Organique, jusqu'au jour de leur admission à pratique.

Il doit être bien entendu que l'amende ne peut, dans aucun cas, racheter les mesures de quarantaine imposées aux navires en patente suspecte ou brute et, de plus, qu'en cas de fraude, l'amende n'empêcherait pas les poursuites jugées nécessaires contre les délinquants.

Lu au Conseil de Santé et approuvée dans la séance du 11 août 1863.

Règlement applicable aux provenances de fièvre jaune. (3/15 septembre 1863.)

(Archives de l'office sanitaire central de Constantinople.)

Article 1.

Les navires provenant de lieux atteints de fièvre jaune, c'est-à-dire dont la patente mentionnera l'existence de cette maladie au point de départ, devront être retenus à l'écart de ceux qui se trouvent dans le port; à cet effet, il leur sera désigné pour point de mouillage un lieu spécial isolé, et c'est dans cet isolement que devront se faire, avec les précautions voulues et aussitôt que possible, la reconnaissance et l'arraisonnement.

Il est bien entendu que les navires de cette catégorie ne seront admis à faire la quarantaine que dans les ports à lazaret.

Article 2.

Deux gardes de santé, et un plus grand nombre s'il le fallait, seront placés à bord du navire afin de la surveiller et d'empêcher tout rapport compromettant entre le navire et le dehors.

Article 3.

Le médecin sanitaire devra immédiatement s'assurer si le nombre des personnes présentes à bord est exactement le même que celui porté sur la patente et le rôle d'équipage, et s'il n'y a pas eu, pendant la traversée, quelque accident de fièvre jaune.

Article 4.

Une fois constaté l'état de santé du personnel du bord, les passagers, s'il y en avait, et toute autre personne non nécessaire dans le navire, devront être débarqués au lazaret avec leurs effets, avant l'ouverture des panneaux et des écoutilles.

Article 5. 1866

Les personnes mises en observation dans le lazaret devront faire le spoglio et se revêtir de vêtements nets.

Article 6.

S'il y a eu des accidents de fièvre jaune pendant la traversée, la quarantaine des passagers sera de sept jour pleins, à dater du jour de leur entrée au lazaret. S'il n'y a pas eu d'accident, leur quarantaine d'observation sera de trois jours pleins, à condition, bien entendu, que les écoutilles n'auraient pas été ouvertes avant leur débarquement; car, dans ce cas, leur quarantaine sera de sept jours. Leurs effets et hardes seront fumigés*) et mis à l'évent.

Article 7.

Le déchargement du navire en patente brute, qu'il y ait eu ou qu'il n'y ait pas eu d'accident de fièvre jaune à bord, devra s'opérer suivant certaines règles de prophylaxie.

Article 8.

Ces règles consistent à balayer avec soin et à nettoyer toutes les parties accessibles du navire, après quoi, faire enlever les panneaux, ouvrir les écoutilles et placer des ventilateurs pour faire pénétrer l'air dans l'intérieur du navire.

Article 9.

Pour faciliter l'entrée de l'air dans le navire, on attirera sur le pont autant de colis qu'il sera possible et on remuera ceux qui se trouvent en dessous. En même temps, on aspergera les plans inférieurs des colis et des caisses au moyen de simples balais, avec un lait de chlorure de chaux (deux assiétées de chlorure pour un seau de mer), et on en projettera entre les parois du navire et les colis.

Article 10.

Il ne sera permis de pénétrer dans le navire pour opérer le déchargement entier que tout autant que ces mesures auront été prises.

Article 11.

Le déchargement s'opérera, soit par les hommes de l'équipage, soit par des portefaix du lazaret, au choix du propriétaire.

---

*) La fumigation se fera par un mélange composé de soufre et de nitre, une partie de chaque pour deux parties de son.

1866

Article 12.

Le navire une fois complètement vidé, les agents sanitaires mettront les soins les plus minutieux à son assainissement et à sa désinfection.

Article 13.

À cet effet, il sera nettoyé dans toutes ses parties: on videra, au moyen de pompes, les eaux infectes qui croupissent dans la sentine; on raclera les parois internes et on les lavera soigneusement en les frottant avec de forts balais trempés dans du lait de chlorure de chaux; on projettera le même liquide contre les murailles et cloisons du navire au moyen d'une petite pompe et de manière à ce que le liquide s'écoule jusque dans la cale et la sentine; on y pratiquera des blanchiments avec le même mélange et des fumigations méthodiques au chlore. En un mot, rien ne devra être omis pour détruire intérieurement le foyer d'infection existant ou supposé dans le corps du navire.

Article 14.

Ces opérations accomplies, le navire sera admis à pratique sur l'autorisation de l'autorité sanitaire, à moins que les conditions particulières du navire ne paraissent exiger l'application de mesures plus sévères.

Article 15.

Les navires vides, en patente brute, qu'il y ait eu ou qu'il n'y ait pas eu d'accident à bord pendant leur traversée, devront également subir l'assainissement par les moyens susindiqués, et seront admis à pratique aux conditions spécifiées dans l'article 14.

Article 16.

Tous ceux qui ont pris part au déchargement et à l'assainissement des navires seront isolés, après l'accomplissement de ces opérations, et soumis à une observation de sept jours pleins dans le lazaret.

Article 17.

Les colis de marchandises *indistinctement*, à mesure qu'ils auront été retirés de la cale, seront frottés sur toute leur surface avec des balais trempés dans une solution de chlorure de chaux, de manière toutefois à ne pas en endommager le contenu, et transportés dans les hangars du lazaret où, pendant trois jours entiers, ils seront exposés à l'aération, après quoi ils seront livrés au commerce.

Article 18.

Les malades de fièvre jaune seront placés dans l'hôpital du lazaret et confiés aux soins d'un médecin spécialement chargé de leur traitement.

Article 19. 1866

Pendant tout le temps que la fièvre jaune existera dans le lazaret, tout le personnel en rapport avec les quarantenaires devra être consigné dans cet établissement, et il sera exercé la plus sévère surveillance pour qu'aucune communication ne puisse avoir lieu entre les personnes du lazaret et le dehors.

Au cas cependant où quelque employé se verrait dans la nécessité de devoir quitter le lazaret, il ne serait autorisé à le faire qu'après s'être isolé et assujetti aux formalités prescrites dans l'article 16 du présent règlement.

Lu au Conseil de Santé et approuvé le 3/15 septembre 1863.

Règlement applicable aux navires provenant de la Mer Noire. (5 décembre 1865.)

(Archives de l'office sanitaire central de Constantinople.)

Article 1.

Tout navire, tant à voiles qu'à vapeur, arrivant à Constantinople d'un des ports de la Mer Noire sera raisonné soit à l'Office de Santé du Kavak d'Asie, soit à celui de Buyukdéré. Les capitaines se rendront à cet effet, sur leurs propres embarcations, à l'un de ces deux postes, selon leur convenance, pour présenter leur patente de santé et la faire viser.

Article 2.

Les navires en *patente nette* qui auront rempli cette formalité recevront la libre pratique et pourront descendre le détroit; en arrivant à Constantinople, ils devront immédiatement faire contrôler leur patente à l'Office de Santé de Galata.

Article 3.

Les navires en *patente brute* prendront à bord des gardes de santé à l'un des deux offices précités, et subiront en tous points, les prescriptions du Règlement organique. Ils purgeront leur quarantaine dans un lieu désigné par l'autorité sanitaire et ne pourront descendre le Bosphore qu'après avoir reçu la libre pratique

Article 4.

Les navires venant de la Méditerranée à destination de la Mer Noire et qui, après avoir fait viser leur patente aux Dardanelles, ne s'arrêtent que dans la baie de Buyukdéré, rempliront la formalité de l'arraisonnement dans ce dernier poste.

1866

Article 5.

Ceux des navires qui, venant de la Mer Noire, auront omis de se conformer aux mesures qui précèdent, seront passibles d'une amande fixée comme suit:

Pour les navires à voiles jaugeant de 1 à 50 tonneaux 2 L. medjidiés en or; de 50 à 200 tonneaux 5 L. medjidiés en or; de 200 et au-dessus 10; pour les bateaux à vapeur sans distinction 12 L. medjidiés en or.

Article 6.

La pénalité de l'amende est applicable aux contrevenants à partir du 1er janvier 1866.

Lu au Conseil de Santé et approuvé le 5 décembre 1865.

Règlement applicable aux bateaux remorqueurs du Bosphore. (20 mars 1866.)

(Archives de l'office central de santé de Constantinople.)

Article 1.

Les bateaux remorqueurs qui se rendent dans la Mer Noire avec des navires à la remorque, ou seuls, à la recherche de navires à remorqueur, sont dans l'obligation de se rendre à leur retour dans le Bosphore, soit avec les navires pris à la remorque, soit seuls, s'ils n'en avaient pas pris devant l'Office de Santé du Cavak d'Asie, ou celui établi dans la baie de Buyukdéré, pour y accomplir la formalité de l'arraisonnement exigé par le règlement organique en vigueur.

Article 2.

Ces remorqueurs seront assujettis au même régime sanitaire que les navires remorqués par eux, et comme ceux-ci, ils recevront la pratique, ou ils subiront les mesures de quarantaine dans les cas prévus par le règlement organique.

Lu au Conseil de Santé et approuvé dans la séance du 20 mars 1866.

366.

1866

27 septembre 1866.

Déclaration du plénipotentiaire italien à l'égard de l'étendue de l'amnistie aux individus qui se sont soustraits aux obligations militaires pour prendre service dans l'armée italienne.

(Staatsarchiv XII. 2561.)

Der königlich italienische Friedensbevollmächtigte an den k. k. österreichischen Friedensbevollmächtigten, die Ausdehnung der Amnestie auf Militärs betreffend.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, voulant donner à l'amnistie stipulée par le Traité de paix la plus large interprétation possible, entend qu'elle soit étendue aux individus qui se sont soustraits aux obligations militaires pour aller servir sous les drapeaux de S. M. I. et R. A. Le Gouvernement du Roi ne met pas en doute que celui de S. M. Impériale, qui lui-même a généreusement anticipé les effets de cette amnistie, ne veuille l'interpréter dans le même sens à l'égard des militaires qui, appartenant aux provinces de l'Empire, se trouveraient dans une condition analogue à celle indiquée précédemment. Mais, afin d'ôter toute crainte aux individus de cette catégorie, le soussigné s'adresse à l'obligeance de S. E. M. le comte de Wimpffen, espérant qu'il voudra bien lui donner une assurance explicite à cet égard. Il saisit en même temps cette occasion etc.

Vienne, le 27 septembre 1866.

Menabrea.

367.

3 octobre 1866.

Traité de paix entre l'Autriche et l'Italie, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 12 octobre 1866.

(R. G. B. 1866. Nr. 116.)

Friedenstractat zwischen Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Italien vom 3. October 1866. Abgeschlossen zu Wien am 3. October 1866, und in den Ratificationen daselbst ausgewechselt am 12. October 1866.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungaria, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus;

1866 Posteaquam a Plenipotentiario Nostro atque illo Majestatis Suae, Regis Italiae die tertia mensis hujus Viennae conventio pacis unacum articulo additionali inita et signata fuit, tenoris sequentis:

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi d'Italie ayant résolu d'établir entre Leurs États respectifs une paix sincère et durable; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant cédé à Sa Majesté l'Empereur des Français le Royaume lombardo-vénitien; Sa Majesté l'Empereur des Français de Son côté S'étant déclarée prêt à reconnaître la réunion du dit Royaume lombardo-vénitien aux États de Sa Majesté le Roi d'Italie, sous réserve du consentement des populations dûment consultées.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi d'Italie ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Felix Comte Wimpffen, Son Chambellan actuel, Envoyé et Ministre plénipotentiaire en mission extraordinaire etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le Sieur Louis Frédéric Comte Menabrea, Sénateur du Royaume, Grand-cordon de l'Ordre militaire de Savoie, Chevalier de l'Ordre du Mérite civil de Savoie, Grand' officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré de la Medaille d'or à la valeur militaire, Lieutenant-Général, Commandant-Général du Génie à l'armée et Président du Comité de l'arme etc.;

lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi d'Italie, Leurs héritiers et successeurs, Leurs états et sujets respectifs à perpétuité.

Article II.

Les prisonniers de guerre autrichiens et italiens seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Article III.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche consent à la réunion du Royaume Lombardo-Vénitien au Royaume d'Italie.

Article IV.

La frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du Royaume Lombardo-Vénitien.

Une Commission militaire instituée par les deux Puissances 1866
contractantes sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Article V.

L'évacuation du territoire cédé et déterminé par l'article précédent commencera immédiatement après la signature de la paix et sera terminée dans le plus bref délai possible, conformément aux arrangements concertés entre les commissaires spéciaux désignés à cet effet.

Article VI.

Le Gouvernement Italien prendra à sa charge:

1° La partie du Monte Lombardo-Veneto qui est réstée à l'Autriche en vertu de la Convention conclue à Milan en 1860 pour l'exécution de l'article 7 du traité de Zurich.

2° Les dettes ajoutées au Monte Lombardo-Veneto depuis le 4 juin 1859 jusqu'au jour de la conclusion du présent traité.

3° Une somme de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, pour la partie de l'emprunt de 1854 afférente à la Vénétie et pour le prix du matériel de guerre non-transportable.

Le mode du payement de cette somme de trente-cinq millions de florins valeur autrichienne argent effectif sera conformément au précédent du traité de Zurich, déterminé dans un article additionnel.

Article VII.

Une commission composée des Délégués de l'Autriche, de l'Italie et de la France procédera à la liquidation des différentes catégories énoncées dans les deux premiers alinéas de l'article précédent en tenant compte des amortissements effectués et des biens, capitaux de toute espèce constituant les fonds d'amortissement. Cette Commission procédera au règlement définitif des comptes entre les parties contractantes et fixera le temps et le mode d'exécution de la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.

Article VIII.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie succède aux droits et obligations résultant des contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Article IX.

Le Gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les habitants du territoire cédé par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans

1866 les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations.

De même les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations dans les caisses du territoire cédé, seront exactement remboursés par le Gouvernement italien.

Article X.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie reconnaît et confirme les concessions de chemin de fer accordées par le Gouvernement autrichien sur le territoire cédé dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

Le Gouvernement italien reconnaît et confirme également les dispositions de la convention passée le 20 novembre 1861 entre l'administration autrichienne et le Conseil d'administration de la société des chemins de fer d'État du Sud Lombardo-Vénetien et Central-Italien, ainsi que la Convention passée le 27 février 1866 entre le Ministère Impérial des Finances et du Commerce et la Société autrichienne du Sud.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité le Gouvernement italien est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le Gouvernement autrichien des conventions précitées en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence le droit de dévolution qui appartenait au Gouvernement autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au Gouvernement italien.

Les payements qui restent à faire sur la somme due à l'État par les concessionnaires en vertu du contrat du 14 mars 1856 comme équivalent des dépenses de construction des dits chemins, seront effectués intégralement dans le Trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'État, qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le Gouvernement autrichien et pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du Gouvernement autrichien.

Article XI.

Il est entendu que le recouvrement des créances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du contrat du 14 mars 1856 ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur

la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire 1866
cédé. Le Gouvernement italien s'engage de son côté à donner tous les renseignements qui pourraient être demandés à cet égard par le Gouvernement autrichien.

Article XII.

Afin d'étendre aux chemins de fer de la Vénitie les prescriptions de l'article 15 de la convention du 27 février 1866, les hautes Puissances contractantes S'engagent à stipuler aussitôt que faire se pourra, de concert avec la société des chemins de fer du Sud autrichiens, une convention pour la séparation administrative et économique des groupes de chemins de fer vénitiens et autrichiens.

En vertu de la convention du 27 février 1866 la garantie que l'État doit payer à la société des chemins de fer autrichiens du Sud devra être calculée sur la base du produit brut de l'ensemble de toutes les lignes vénitiennes et autrichiennes constituant le réseau des chemins de fer du Sud autrichiens actuellement concédé à la société. Il est entendu que le Gouvernement Italien prendra à sa charge la partie proportionnelle de cette garantie qui correspond aux lignes du territoire cédé et que pour l'évaluation de cette garantie on continuera à prendre pour base l'ensemble du produit brut des lignes vénitiennes et autrichiennes concédés à la dite société.

Article XIII.

Les Gouvernements d'Autriche et d'Italie désireux d'étendre les rapports entre les deux états, s'engagent à faciliter les communications par chemins de fer et à favoriser l'établissement de nouvelles lignes pour relier entr'eux les réseaux autrichiens et italiens.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique promet en outre, de hâter autant que possible l'achèvement de la ligne du Brenner destinée à unir la vallée de l'Adige avec celle de l'Inn.

Article XIV.

Les habitants ou originaires du territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens-meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les états de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire cédé.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé, établis dans les états de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

1866 Les individus qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les états respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les individus originaires du territoire cédé, qui à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne.

Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Article XV.

Les sujets Lombardo-Vénitiens faisant partie de l'armée autrichienne seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entr'eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique seront libres de le faire, et ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien qui manifesteront l'intention de rester au service de l'Autriche.

Les employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien auront le choix, soit de rester au service de l'Autriche, soit d'entrer dans l'administration italienne, auquel cas le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage, soit à les placer dans des fonctions analogues à celles qu'ils occupaient, soit à leur allouer des pensions dont le montant sera fixé d'après les lois et règlements en vigueur en Autriche.

Il est entendu que les employés dont il s'agit, seront soumis aux lois et règlements disciplinaires de l'administration italienne.

Article XVI.

Les officiers d'origine italienne qui actuellement se trouvent au service de l'Autriche auront le choix, ou de rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ou d'entrer dans l'armée de Sa Majesté le Roi d'Italie avec les grades qu'ils occupent dans l'armée autrichienne, pourvu qu'ils en fassent la demande dans le délai de six mois à partir de l'échange des ratifications du présent traité.

Article XVII.

Les pensions tant civiles que militaires régulièrement liquidées et qui étaient à la charge des caisses publiques du Royaume Lom-

bardo-Vénitien, continueront à rester acquises à leurs titulaires et, 1866
s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir, par le Gouvernement de Sa Majesté Italienne.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé et dont les traitements acquittés jusqu'en 1814 par le Gouvernement des Provinces Lombardo-Vénitiennes de cette époque sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Article XVIII.

Les archives des territoires cédés, contenant les titres de propriété, les documents administratifs et de justice civile, ainsi que les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Vénise, seront remis dans leur intégrité aux commissaires qui seront désignés à cet effet, auxquels seront également consignés les objets d'art et de science, spécialement affectés au territoire cédé.

Réciproquement les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires autrichiens, qui peuvent se trouver dans les archives du territoire cédé, seront remis dans leur intégrité aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Les Gouvernements d'Autriche et d'Italie s'engagent à se communiquer réciproquement sur la demande des autorités administratives supérieures tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le territoire cédé et les pays contigus.

Ils s'engagent aussi à laisser prendre copie authentique des documents historiques et politiques qui peuvent intéresser les territoires restés respectivement en possession de l'autre Puissance contractante et qui dans l'intérêt de la science ne pourront être séparés des archives auxquelles ils appartiennent.

Article XIX.

Les hautes Puissances contractantes S'engagent à accorder réciproquement les plus grandes facilités douanières possibles aux habitants limitrophes des deux pays pour l'exploitation de leurs propriétés et l'exercice de leurs industries.

Article XX.

Les traités et conventions qui ont été confirmés par l'article 17 du Traité de paix signé à Zurich le 10 novembre 1859 rentreront provisoirement en vigueur pour une année et seront étendus à tous les territoires du Royaume d'Italie. Dans le cas où ces traités et con

1866 ventions ne seraient pas dénoncés trois mois avant l'expiration d'une année à partir de l'échange des ratifications, ils resteront en vigueur et ainsi d'année en année.

Toutefois les deux hautes Parties contractantes S'engagent à soumettre dans le terme d'une année ces traités et conventions à une révision générale, afin d'y apporter d'un commun accord les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

Article XXI.

Les deux hautes Puissances contractantes se réservent d'entrer, aussitôt que faire se pourra, en négociations pour conclure un traité de commerce et de navigation sur les bases les plus larges pour faciliter réciproquement les transactions entre les deux pays.

En attendant et pour le terme fixé dans l'article précédent, le traité de commerce et de navigation du 18 octobre 1851 restera en vigueur et sera appliqué à tout le territoire du Royaume d'Italie.

Article XXII.

Les Princes et les Princesses de la Maison d'Autriche, ainsi que les Princesses qui sont entrées dans la Famille Impériale par voie de mariage, rentreront, en faisant valoir leurs titres, dans la pleine et entière possession de leurs propriétés privées, tant meubles qu'immeubles, dont ils pourront jouir et disposer sans être troublés en aucune manière dans l'exercice de leurs droits.

Sont toutefois réservés tous les droits de l'État et des particuliers à faire valoir par les moyens légaux.

Article XXIII.

Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi d'Italie déclarent et promettent que dans Leurs territoires respectifs il y aura pleine et entière amnistie pour tous les individus compromis à l'occasion des événements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour. En conséquence aucun individu, de quelque classe ou condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou sa propriété ou dans l'exercice de ses droits en raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Article XXIV.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de 15 jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes. 1866

Fait à Vienne, le trois du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante-six.

Wimpffen m. p. *Menabrea* m. p.

Article additionnel.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage envers le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer le payement de trente-cinq millions de florins, valeur autrichienne, équivalent à quatre-vingt-sept millions cinq cent mille francs stipulés par l'Article VI du présent Traité, dans le mode et aux échéances ci-après déterminés.

Sept millions seront payés en argent comptant moyennant sept mandats ou bons de trésor à l'ordre du Gouvernement autrichien, chacun d'un million de florins, payable à Paris au domicile d'un des premiers banquiers ou d'un établissement de crédit de premier ordre, sans intérêts à l'expiration du troisième mois à dater du jour de la signature du présent Traité et qui seront remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le payement de vingt-huit millions de florins restant aura lieu à Vienne en argent comptant moyennant dix mandats ou bons de trésor à l'ordre du Gouvernement autrichien payables à Paris à raison de deux millions huit cent mille florins valeur autrichienne chacun, échéants de deux en deux mois successifs. Ces dix mandats ou bons de trésor seront de même remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le premier de ces mandats ou bons de trésor sera échéable deux mois après le payement des mandats ou bons de trésor pour les sept millions de florins ci-dessus stipulés.

Pour ce terme comme pour tous les termes suivants les intérêts seront comptés à 5 pour cent à partir du premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications du présent Traité.

Le payement des intérêts aura lieu à Paris à l'échéance de chaque mandat ou bon de trésor.

Le présent Article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité de ce jour.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis quae in hac conventione et articulo additionali continentur, illa omnia rata grataque hisce profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spon-

1866 dentes, Nos ea fideliter executioni mandaturos nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes Conventionis tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die nona mensis Octobris anno domini millesimo octingentesimo sexagesimo sexto, Regnorum Nostrorum decimo octavo.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Alexander Comes *a Mensdorff-Pouilly* m. p., M. L. T.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. Apost. Majestatis proprium:
Rogerius liber Baro *ab Aldenburg* m. p.,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

3 octobre 1866.

Protocole.

I.

(Staatsarchiv XII. 2559.

Le Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant appelé l'attention du Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie sur l'article additionnel de la Convention conclue entre l'Autriche et la France, en date du 24 août 1866, portant que „la propriété des palais de l'Autriche à Rome et à Constantinople ayant anciennement appartenu à la République vénitienne demeure acquise au Gouvernement autrichien", le Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie n'a pas hésité à admettre la validité de cette stipulation. En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Vienne, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Wimpffen.* (L. S.) *Menabrea.*

3 octobre 1866.

Protocole.

II.

(Staatsarchiv XII, 2559.

Au moment de signer l'instrument du Traité de paix les Plénipotentiaires sont convenus que les questions relatives à l'admission, la liquidation et l'inscription de l'ancienne dette lombardo-vénitienne qui ont été l'objet de la déclaration annexée à la Convention signée à Milan le 9 septembre 1860, resteront réservées et seront réglées

sous tous les rapports entre qui de droit. En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes. 1866

Fait en double à Vienne, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Wimpffen.* (L. S.) *Menabrea.*

3 octobre 1866.

Protocole.

III.

(Staatsarchiv, XII, 2559.)

Parmi les dettes inscrites au *Monte* de Venise, et que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie prend à sa charge conformément à l'article six du Traité du 3 octobre 1866, se trouve une somme de cinq millions de francs (deux millions de florins) représentant une créance du Gouvernement français. Il demeure entendu que le Gouvernement italien continuera à verser les intérêts de cette somme entre les mains du Gouvernement français suivant le mode de payement observé jusqu'ici par le Gouvernement autrichien. En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Vienne, le 3 octobre 1866.

(L. S.) *Wimpffen.* (L. S.) *Menabrea.*

368.

3 octobre 1866.

Réponse du plénipotentiaire autrichien à la déclaration italienne concernant l'amnistie*).

(Staatsarchiv XII, 2562.)

Der k. k. österreichische Friedensbevollmächtigte an den königl. italienischen Friedensbevollmächtigten. — Antwort auf die vorausgehende Note).*

Le soussigné Plénipotentiaire de S. M. I. et R. A., a eu l'honneur de recevoir la note par laquelle S. E. M. le comte Menabrea, Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, voulant donner la plus large interprétation possible à l'amnistie stipulée par le Traité de paix, entend qu'elle soit étendue aux individus qui se sont soustraits aux obligations militaires pour aller servir sous les drapeaux

*) Voir au No. 366.

1866 de S. M. I. et R. A. En même temps le Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie exprime le désir de recevoir l'assurance explicite que le Gouvernement Impérial interprétera l'amnistie dans le même sens à l'égard des sujets autrichiens qui se trouveraient dans une condition analogue à celle indiquée précédemment. Après avoir pris à ce sujet les ordres de son Gouvernement, le soussigné est en mesure de répondre à S. E. M. le général comte Menabrea que le Gouvernement Impérial, partageant les sentiments du Gouvernement italien, n'hésitera pas à étendre, comme lui, les effets de l'amnistie aux individus qui se sont soustraits aux obligations militaires pour aller servir sous les drapeaux de S. M. le Roi d'Italie. Le soussigné saisit, etc.

Vienne, le 3 octobre 1866.

Wimpffen.

369.

3 octobre 1866.

Déclaration datée de Vienne du plénipotentiaire autrichien faite au plénipotentiaire italien sur la situation des anciens serviteurs des souverains dépossédés en Italie.

(Staatsarchiv XII, 2563.

Der k. k. österreichische Friedensbevollmächtigte an den königlich italienischen Friedensbevollmächtigten, die ehemaligen Diener der entthronten italienischen Fürsten betreffend.

L'article 23 du Traité de paix entre l'Autriche et l'Italie stipule qu'il y aura pleine et entière amnistie pour tous les individus compromis à l'occasion des évènements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour, et qu'en conséquence aucun individu ne pourra être inquiété ou troublé dans sa propriété ou dans l'exercice de ses droits en raison de sa conduite ou de ses opinions politiques. Le Gouvernement Impérial est persuadé qu'il est dans l'intention du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie de donner à cet article la plus large interprétation, afin de mieux atteindre le but que les Hautes Parties contractantes avaient en vue lorsqu'Elles ont déclaré vouloir contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits. En s'appuyant donc sur le texte de l'article en question et en se fiant aux sentiments d'équité ainsi qu'à l'esprit de conciliation dont le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie se dit animé, le soussigné Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique appelle l'attention du Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi

d'Italie sur la situation des anciens employés et fonctionnaires du 1866
grand-duché de Toscane et du duché de Modène qui, par suite des évènements politiques, se trouveraient privés des pensions qu'ils recevaient ou qu'ils seraient en position de réclamer pour services prêtés à l'État jusqu'en 1859 et 1860. Il paraît évident au Gouvernement Impérial qu'après la signature du Traité de paix actuel, ces anciens serviteurs de l'État devant être réintégrés sans exception dans tous leurs droits, peuvent légitimement prétendre à être remis en possession des pensions qu'ils touchaient avant les évènements de 1859 et 1860, soit à faire valoir leurs droits à la retraite et à obtenir une pension dont le montant serait réglé d'après leurs années de service effectif. Le soussigné est chargé par son Gouvernement de demander au Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, s'il reconnaît la justesse des observations ci-dessus énoncées et s'il est en mesure de donner à cet égard au Gouvernement Impérial des assurances de nature à satisfaire les voeux exprimés en faveur d'anciens et respectables serviteurs de l'État. Le soussigné saisit cette occasion, etc.

Vienne, le 3 octobre 1866.

Wimpffen.

370.

3 octobre 1866.

Réponse datée de Vienne du plénipotentiaire italien à cette déclaration.

(Staatsarchiv XII, 2564.)

Der Friedensbevollmächtigte an den k. k. österreichischen Friedensbevollmächtigten: — Die Antwort auf die vorausgehende Note.

S. E. M. le comte de Wimpffen, s'appuyant sur l'article du Traité de paix entre l'Autriche et l'Italie, qui stipule une amnistie pleine et entière pour tous les individus compromis à l'occasion des évènements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour, exprime le désir qu'il soit donné à cette amnistie la plus large interprétation possible et qu'elle s'étende aux employés et fonctionnaires appartenant au grand-duché de Toscane et au duché de Modène, qui, ayant suivi leurs anciens souverains, se trouvent actuellement privés, ou des pensions, ou des droits aux pensions qu'ils avaient acquis par leurs services prêtés à l'État jusqu'en 1859 et 1860. S. E. M. le Comte de Wimpffen demande en conséquence du soussigné une déclaration qui

1866 donne aux employés et fonctionnaires dont il s'agit l'assurance qu'ils seront réintégrés dans leurs droits par suite du Traité de paix. Le soussigné Plénipotentiaire italien, persuadé comme S. E. M. le Comte de Wimpffen, que l'on doit donner à l'article de l'amnistie la plus ample interprétation, n'hésite pas à déclarer que les effets doivent s'étendre aux personnes dont il est question, afin qu'elles soient admises, conformément aux lois du Royaume, à jouir de leurs pensions ou à faire valoir leurs droits à des pensions pour les services rendus à l'État avant les évènements qui ont amené l'annexion du grand-duché de Toscane et du duché de Modène au royaume d'Italie. Le soussigné saisit, etc.

Vienne, le 3 octobre 1866.

Menabrea.

371.

3 octobre 1866.

Déclaration des plénipotentiaires autrichiens à l'égard de la remise de la Couronne de fer.

(Staatsarchiv XII, 2560.

Der Friedensbevollmächtigte an den königlich italienischen Friedensbevollmächtigten, die Herausgabe der Eisernen Krone u. s. w. betreffend.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, voulant donner un nouveau témoignage de son sincère désir de consolider les relations de paix et d'amitié qui doivent désormais subsister entre Son Gouvernement et celui de Sa Majesté le Roi d'Italie, a résolu, pour écarter une cause possible de contestation, de renoncer à porter à l'avenir le titre le Roi de la Lombardie et de la Vénétie. En conséquence de cette résolution, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a daigné ordonner que l'ancienne et vénérée insigne de la royauté lombarde, la couronne de fer, jadis conservée dans la cathédrale de Monza fût remise à Sa Majesté le Roi d'Italie. Le soussigné Plenipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ayant été expressément chargé de porter cette détermination de l'Empereur, son Auguste maître, à la connaissance du Gouvernement italien, se fait un devoir d'en informer le Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, et saisit cette occasion etc.

Vienne, le 3 octobre 1866.

Wimpffen.

---

372. 1866

4 octobre 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'abolition réitérée du visa des passe-ports.

(F. V. B. 1866. Nr. 39.)

Wiederaufhebung der Passvidirungen.

Laut Eröffnung des k. k. Polizeiministeriums vom 27. September 1866 hat dasselbe die an dem grössten Theile der Reichsgrenzen während des Krieges reactivirte Vidirung der Reiseurkunden, insoweit diese Massregel von demselben verfügt oder genehmigt wurde, mit folgendem Vorbehalte wieder aufgehoben.

Die Schlussfassung nämlich, ob dieselbe Verkehrserleichterung auch an der tirolisch-italienischen und istrianisch-italienischen Land-, sowie an der dalmatinischen und istrianischen Seegrenze etwa noch vor dem Friedensabschlusse getroffen werden könne, wird den betreffenden Länderchefs im Vernehmen mit den bezüglichen Militärcommandanten anheimgestellt.

Alle Länderchefs wurden angewiesen, die Verfügung zu treffen, damit bei Durchführung der vollkommen wieder auflebenden Paragraphe 1 und 2 der kaiserlichen Verordnung vom 6. November 1865 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 116), betreffend die Auflassung der Passrevisionen an den Reichsgrenzen, auf die genaue Handhabung der Fremdenpolizei im Innern, sowie an den Grenzen des Reiches, das genaueste Augenmerk gerichtet werde.

Hiervon werden die mit der Handhabung der Fremdenpolizei betrauten Grenzämter verständigt.

1866

373.

15 octobre 1866.

Convention spéciale, conclue en vertu du Traité du 24 août 1866, entre M. le Général Moering, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer et Commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et M. le Général Le Boeuf, aide de camp de l'Empereur des Français, Grand'Officier de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur, Commissaire de Sa Majesté, pour régler le mode et les conditions de l'évacuation des Places autrichiennes du Royaume Lombardo-Vénitien, ainsi que la remise effective de possession de ce même Royaume, sauf ratification supérieure.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Article 1er.

Aussitôt que la paix entre l'Autriche et l'Italie sera définitivement conclue, le Commissaire français recevra du Commissaire autrichien, les places fortes du Royaume Lombardo-Vénitien, dans l'ordre indiqué ci-après, successivement et en mettant le plus court délai possible entre chacune de ces opérations.

Article 2.

L'évacuation de ces places devra être opérée avant leur remise au Commissaire français par le Commissaire autrichien.

Le départ des troupes sera réglé par le Gouvernement autrichien de manière qu'aux jours fixés pour la remise de chaque place, il ne reste dans celle-ci qu'un nombre proportionné et suffisant de troupes.

Article 3.

Les places fortes seront évacuées dans l'ordre suivant:

1° Peschiera; 2° Mantoue; 3° Legnago; 4° La position fortifiée de Pastrengo; 5° Vérone; 6° Les fortifications de la vallée de l'Adige; 7° Palma nova et 8° Venise.

La remise de Pastrengo et des ouvrages de la vallée de l'Adige par le Commissaire autrichien au Commissaire français, se fera à Vérone.

Article 4.

Les directions à suivre par les troupes et le terme de l'évacuation pour chacune des places fortes en question, sont fixés ainsi qu'il suit:

1° Peschiera, par la route du Tyrol, au 1866

2° Mantoue, par la même route, au . . . . . .

3° Legnago, dont la garnison suivra la route de Vérone et du Tyrol, au . . . . . .

4° Pastrengo, par la route du Tyrol, suivant les ordres du Commandant des troupes autrichiennes à Vérone, au . . . . .

5° Vérone, par la route du Tyrol, successivement et proportionnellement aux moyens de transport qu'offrira la susdite route, au

6° Les fortifications de la vallée de l'Adige, à régler par le Commandant des troupes à Vérone;

7° Palma nova, dont la garnison se rendra à Gorice, par la route de Laybach et Trieste, au . . . . . .

8° Venise, par la voie de mer. L'évacuation de cette place se fera de manière que les forts situés vers la terre ferme soient évacués les premiers; viendront ensuite ceux du littoral au Sud du Lido; puis ceux du littoral au Nord du Lido. L'opération sera terminée par la garnison de la ville de Venise, dont les troupes seront logées successivement dans les casernes du fort S. Nicolo del Lido, de telle sorte que les troupes de ce fort et celles du littoral du Lido seront les dernières à embarquer. L'évacuation de Venise sera complète au . . . . . .

Article 5.

Les égards dus à l'honneur des troupes autrichiennes seront strictement observés. Les corps de garde principaux seront évacués les derniers.

Article 6.

Dans chacune des places fortes, dont les habitants en exprimeront le désir, une garde civique de sûreté sera provisoirement établie pour veiller à l'ordre public.

A mesure que l'évacuation se produira, dans l'ordre désigné à l'article 3 et aux époques fixées à l'article 4, les autorités municipales feront occuper, par des détachements de la susdite garde civique, les postes abandonnés.

Article 7.

La remise effective de possession du Royaume Lombardo-Vénitien, par le Commissaire autrichien au Commissaire français, aura lieu à Venise après la remise de cette place.

Article 8.

Le procès-verbal de remise de chaque place sera signé par les Commissaires autrichien et français, en présence du Commandant de la place et d'un représentant de la municipalité qui y apposeront également leur signature.

1866

Article 9.

Il sera dressé procès-verbal de la remise du Royaume Lombardo-Vénitien, dans une forme qui sera arrêtée d'accord entre les deux Commissaires.

Article 10.

Les malades et infirmes non-transportables, qu'il sera nécessaire de laisser aux hôpitaux militaires des places fortes après l'évacuation, seront traités et soignés aux frais du Gouvernement italien. Dès qu'ils seront en mesure d'être transportés, les Commandants des susdites places se mettront en rapport avec les autorités militaires autrichiennes les plus voisines pour concerter le renvoi de ces malades.

Article 11.

Pour faciliter la marche des troupes autrichiennes quittant les places fortes avec leur matériel, ainsi qu'avec les bagages des officiers, sous-officiers, simples soldats et employés militaires de toute espèce, qui traverseraient des parties du Royaume Lombardo-Vénitien occupées par les troupes italiennes, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie pourvoiera aux moyens de transport nécessaires jusqu'à la frontière. Il avisera, en temps convenable, les chefs des communes où cette marche se ferait à pied et où les troupes devraient faire étape ou halte, afin que l'on puisse trouver prêts, dans ces communes, les vivres et les moyens de transport. Quant aux dernières troupes laissées au Lido, après l'évacuation de la ville de Venise, les autorités municipales de cette ville pourvoieront à leurs besoins aux frais du Gouvernement autrichien.

Article 12.

D'après l'article 3 du Traité du 24 août 1866 „les garnisons autrichiennes pourront emporter tout le matériel transportable".

„Un arrangement ultérieur sera conclu par les Commissaires spéciaux relativement au matériel non-transportable."

Sous la dénomination de matériel transportable, l'on comprendra:

Les bouches à feu de toute espèce avec leurs affûts, approvisionnements et accessoires, les armes à feu, les armes blanches, les poudres, les munitions, les navires de la Marine dans les lagunes vénitiennes et sur les lacs, les bois et matériaux de construction de toute espèce du Génie, de l'Artillerie et de la Marine, les ustensiles et outils du Génie dans les casernes et les hôpitaux, les meubles dans les édifices militaires, les objets de literie, les vivres et fourrages etc.

Les canons rayés de tous les calibres et les bouches à feu en bronze de toute espèce sont spécialement réservés par le Gouvernement autrichien.

Article 13. 1866

Sous la dénomination de matériel non-transportable, l'on devra entendre :

Tous les outillages fixes ou prêts à être fixés, ainsi que les machines à vapeur ou autres, dans les établissements militaires quelconques, tous les objets servant à la mise en état de défense des places fortes, inhérents à l'état du siége, tels que : abris en bois à l'épreuve de la bombe, blindages, traverses et passages blindés, blockhaus en bois, petits magasins à poudre de siége, palissades, fraises, tambours, chevaux de frise, barrières, ponts de circonstance pour établir les communications en temps de guerre etc. On en excepte les plateformes fixes qui seront acquises au Gouvernement italien.

Article 14.

Les objets de matériel transportable que le Gouvernement italien serait désireux d'acquérir, et ceux de matériel non-transportable seront estimés au prix d'une évaluation équitable.

A cet effet, des officiers des armes spéciales du Génie, de l'Artillerie, de la Marine et de l'Intendance de l'Armée italienne, seront désignés pour former des commissions spéciales sous la présidence d'un officier Général italien. Ces commissions se mettront en rapport avec des commissions analogues autrichiennes afin de visiter sur place le matériel à acquérir; les prix proposés par les Commissions locales seront soumis au Commissaire autrichien et au Commissaire italien, le Commissaire français intervenant, s'il y a lieu, pour mettre les deux parties d'accord.

Pour hâter l'évacuation totale des places fortes, l'on proposera au Commissaire italien une acquisition en bloc du matériel transportable et du matériel non-transportable. Dans le cas où le Gouvernement italien ne se déciderait pas à cette acquisition en bloc, il y aurait lieu, afin que l'Autriche ne fût pas obligé de laisser en arrière des troupes destinées à garder le matériel non acquis, de dresser en italien un inventaire commun de ce dernier matériel; cet inventaire serait signé par les membres des commissions mixtes, et visé par les Commissaires autrichien et italien.

Article 15.

Le matériel dont le Gouvernement italien n'aurait pas fait l'acquisition et que l'Autriche n'aurait pu retirer avant d'avoir évacué les places fortes, sera confié à la garde des troupes italiennes qui seront admises dans les places après leur remise aux municipalités. Ces troupes garderont le matériel en question jusqu'à ce que l'Autriche l'ait entièrement repris et transporté à ses frais aux endroits désignés, ou s'en soit défait de toute autre façon.

1866

Article 16.

Une copie conforme de la présente Convention spéciale sera communiquée, en temps opportun, aux Commandants de troupes autrichiennes à Venise, Vérone, Mantoue, Peschiera, Legnago et Palma nova, ainsi qu'au Commissaire italien.

Article 17.

La présente Convention spéciale sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Venise dans le plus bref délai.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Venise, le 1 octobre 1866.

Le Commissaire de S. M. l'Empereur d'Autriche,	Le Commissaire de S. M. l'Empereur des Français.
(L. S.) Charles *Moering* m. p.	(L. S.) *Le Boeuf* m. p.

Modifications supplémentaires à la Convention du 1 octobre 1866.

Aux articles 3 et 4.

L'ordre de l'évacuation des places sera modifiée de manière que Pastrengo soit évacué après Vérone et Palma nova après Venise. C'est d'après les ordres spéciaux du Ministre de la guerre à Vienne, transmis aux commandants des places, que seront fixées les dates et les directions pour le départ des troupes autrichiennes.

À l'article 11.

Pour le transport des troupes et celui du matériel emporté par l'Autriche, sur les chemins de fer de l'Italie, les commandants des places fortes se mettront en rapport avec le Commissaire italien.

Les moyens de transport fournis par le Gouvernement italien, soit pour les troupes, soit pour le matériel, seront à la charge du Gouvernement autrichien, aux tarifs fixés pour le transport des troupes ou du matériel italiens.

À l'article 13.

L'indemnité à payer pour le matériel non-transportable a été réglée par le traité de paix. Ce matériel sera immédiatement remis aux commissions italiennes.

À l'article 14.

Quant au matériel transportable acquis par l'Italie, au moyen d'un achat en bloc, dont les termes sont arrêtés entre les Commissaires autrichiens et italiens, il sera livré à des officiers et employés de

l'Artillerie, du Génie, de l'Intendance et de la Marine de l'Italie. 1866
Pour garder ce matériel, des détachements du Génie et de l'Artillerie de l'armée italienne, dont la force sera réglée de concert entre les trois Commissaires, seront admis dans les places.

Pour démonter, préparer et charger le matériel que l'Autriche ne cède pas à l'Italie, des détachements de travailleurs fournis par les troupes autrichiennes avec des officiers du Génie et de l'Artillerie, ainsi que des employés de l'Intendance, resteront dans les places jusqu'au renvoi total du susdit matériel.

Général Ch. *Moering* m. p. Général *Le Boeuf* m. p.

La convention ci-dessus est approuvée et ratifiée dans toute sa teneur.

Fait à Vienne, le 15 octobre 1866.

François Joseph m. p.

374.

16 octobre 1866.

Procès-verbal de remise de la place forte de Vérone avec Pastrengo et les fortifications de la vallée de l'Adige au Commissaire français.*)

(Staatsarchiv XII, 2571.)
(Arch. dipl. 1867, I. pag. 213.)

Les Commissaires soussignés,

M. le général Moering, commandeur de l'ordre de la Couronne de fer etc. etc., chargé par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche de remettre la place forte de Vérone, avec ses annexes, d'une part;

Et M. le général de division Le Boeuf, aide de camp de Sa Majesté l'Empereur des Français, grand' officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., chargé par Sa Majesté l'Empereur des Français d'accepter, en son nom, la remise de ladite place forte et de ses annexes, d'autre part;

S'étant réunis, et après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont dit et arrêté ce qui suit:

---

*) Des actes analogues ont été dressés à l'égard de la remise des autres forteresses lombardo-vénitiennes, comme Peschiera le 9 octobre, Legnago et Mantoue le 11 octobre, Palmanuova le 13 octobre 1866, Venise le 19 octobre 1866.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

1866 En vertu du Traité passé à Vienne, le 24 août 1866, le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche remet au Commissaire de Sa Majesté l'Empereur des Français: La place forte de Vérone avec ses annexes, aux clauses et conditions énoncées dans la Convention spéciale du 1 octobre 1866, échangée entre les deux Commissaires.

Fait en double expédition.

Vérone, le 16 octobre 1866.

Le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:
(L. S.) Ch. *Moering.*

De son coté, le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur des Français déclare accepter la remise de la place forte de Vérone, avec ses annexes, qui lui a été faite, dans les présentes, par le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et ce aux clauses et conditions rappelées ci-dessus.

Fait en double expédition. Vérone, le 16 octobre 1866.

Le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur des Français:
(L. S.) *Le Boeuf.*

Étaient présents:

Le commandant de la place de Vérone:

Jacobs, t. m.

Le représentant de la municipalité de la place de Vérone:
Edouard, chevalier *de Betta*, podestà.

375.

16 octobre 1866.

Procès-verbal de remise de la place forte de Vérone à la municipalité.

(Archives diplomatiques 1867, I, p. 214)

Entre les soussignés:

M. le général de division Le Boeuf, aide de camp de l'Empereur des Français, grand' officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., chargé par Sa Majesté de remettre, en son nom la place de Vérone, d'une part;

Et MM. les Membres de la municipialité de la susdite place d'autre part;

Il a été dit et arrêté ce qui suit: 1866

Le général de division Le Boeuf, en vertu des pleins-pouvoirs qui lui ont été donnés par Sa Majesté l'Empereur des Français, déclare, par ces présentes, remettre la place de Vérone entre les mains de ces autorités municipales, qui prendront les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour assurer la sécurité publique.

De leur côté, les membres de la municipalité de la place de Vérone déclarent accepter la remise de cette place, aux conditions énoncées ci-dessus.

Fait en double expédition, à Vérone, le 16 octobre 1866.

Le Commissaire de Sa Majesté l'Empereur des Français:

(L. S.) Signé: *Le Boeuf.*

Les membres de la municipalité de la place de Vérone:

(L. S.) Signé: Édouard, chevalier *de Betta*, podestà. — Federico, conte *Giuliani*, assessore. — Gian Battista *Turella*. — Dottore Tullio *Boccoli*. — Avvocato Luigi *Arrigossi*, assessore.

Des actes semblables ont été signés pour la remise des autres places fortes de la Vénétie.

376.

18 octobre 1866.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'exécution de certains articles du traité de paix du 3 octobre 1866 se rapportant à l'administration militaire.

(A. V. B. 1866, Nr. 179)

Circularverordnung vom 18. October 1866, betreffend die Durchführung einiger Artikel des Friedenstractates zwischen Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Italien vom 3. October 1866 in den die Militärjustizadministration betreffenden Punkten.

Zur Durchführung einiger in dem Friedensvertrage zwischen Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Italien vom 3. October 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt XLIX. Stück, Nr. 116), und hierortige Circularverordnung vom 18. October 1866, Präsidial-Nr. 339 (Normal-Armee-Verordnungsblatt, 33. Stück),

1866 enthaltenen Stipulationen, findet das Kriegsministerium Folgendes zu bestimmen.

1. Zu den Artikeln IX und XIV:

In Ansehung dieser, das in öffentlichen Cassen erliegende Vermögen und die Vermögensfreizügigkeit betreffenden Artikel, wird mit Uebergehung der Cautionen aus mit dem Militärärar abgeschlossenen Contracten und der sonstigen aus diesem oder anderen Titeln der Militäradministration erliegenden Gelder, worüber die Verfügung abgesondert getroffen wird, bestimmt, dass, insoferne es sich laut dieser Artikel um ein bei einem Militärgerichte depositirtes Vermögen solcher Personen oder Corporationen handelt, denen es freigestellt ist, ihr bewegliches Vermögen nach dem abgetretenen Gebiete mitzunehmen, hierbei nicht von Amtswegen zu verfahren, sondern das Ansuchen der Parteien abzuwarten, dann aber denselben bei der gelieferten Nachweisung der erlangten königlich italienischen Staatsbürgerschaft aller thunlicher Vorschub zu leisten ist.

2. Ein gleiches Verfahren ist auch in Ansehung der Heiratscautionen solcher Personen zu beobachten, welche als nunmehr königlich italienische Staatsbürger der Cautionspflicht enthoben sind, und den österreichischen Officierscharakter nicht mehr besitzen.

In Betreff solcher Heiratscautionsleger oder Nutzniesser jedoch, welche, obgleich sie königlich italienische Staatsbürger geworden sind, den österreichischen Officierscharakter nicht verloren haben, ist, wenn dieselben um die Erfolgung der Heiratscaution einschreiten, die Entscheidung des Kriegsministeriums einzuholen.

3. In Ansehung derjenigen Personen, welche bis zum Ablaufe der in dem Artikel XIV festgesetzten Fristen sich um die Ausfolgung ihres Vermögens nicht gemeldet haben, jedoch erwiesenermassen — nach dem abgetretenen Gebiete, oder sonst dem Königreiche Italien zuständig — sich daselbst aufhalten, oder unbekannten Aufenthaltes sind, hat sohin eine Edictalvorladung zur Behebung ihres Vermögens binnen einer zu bestimmenden angemessenen Frist, mit dem Beifügen zu erfolgen, dass dasselbe sonst an ihre neue zuständige Behörde abgegeben werden würde, was nach fruchtloser Verstreichung der anberaumten Edictalfrist auch sohin unter Anschluss der das Vermögen nachweisenden Documente zu geschehen hat.

4. Pupillar- und Curatelsgelder königlich italienisch gewordener Pupillen und Curanden aber sind unter Anschluss der betreffenden Vermögensdocumente und Namhaftmachung der Vormünder und Curatoren, ohne ein Ansuchen der letzteren oder der neuen Vormundschafts- oder Curatelsbehörde abzuwarten, von Amtswegen an die neuen zuständigen ausländischen Behörden zu übertragen.

5. In Ansehung der bei den Militärgerichten anhängigen Rechtsstreite ist der Grundsatz festzuhalten, dass, wo eine Rechts-

sache einmal anhängig ist, sie auch dort zu Ende geführt werden 1866
soll; daher solche streitige Verhandlungen nicht von Amtswegen abzubrechen, sondern dort, wo sie schweben, zu Ende zu führen sind, möge es sich dabei um klagende oder geklagte Streittheile handeln.

6. Derselbe Grundsatz ist auch in Ansehung der Verlassenschaftsabhandlungen zu beobachten, nicht streitige Pupillar- und Curatelsverhandlungen aber, welche königlich italienisch gewordene Pupillen und Curanden betreffen, sind, insoferne deren Uebertragung nicht schon nach den Bestimmungen des Absatzes 4 der gegenwärtigen Verordnung erfolgt, von Amtswegen an die zuständige neue ausländische Behörde abzutreten.

Freiherr *von John* m. p., F. M. L.

377.

18 octobre 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'établissement d'une ligne provisoire douanière sur la frontière vénéto-tyrolienne.

(F. V. B. 1866. Nr. 42.)

Provisorische Errichtung einer Zolllinie durch Aufstellung von Zollämtern an der Tiroler Grenze gegen Venetien.

Aus Anlass der nach den Bestimmungen unter Artikel III und IV des österreichisch-italienischen Friedensvertrages vom 3. October 1866 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 116) erfolgten Vereinigung des lombardisch-venetianischen Königreiches mit dem Königreiche Italien, wurden zur Bildung einer provisorischen Zolllinie an der Tiroler Grenze gegen Venetien, längs der Strecke vom Austritte der Etsch aus Tirol bis gegen Kärnten, laut der im Lande veröffentlichten Kundmachung der Tiroler Finanzlandesdirection vom 14. October 1866 dreizehn Zollämter errichtet und in Wirksamkeit gesetzt, und zwar:

a) im Finanzinspectorsbezirke Riva:

1. ein Nebenzollamt zweiter Classe in Mamma d'Avio,
2. „ „ „ „ „ Borghetto,
3. „ „ „ „ „ Vò,
4. „ „ erster „ „ Ala,
5. „ „ zweiter „ „ Vallarsa,
6. „ „ „ „ „ Terragnolo;

1866 *b)* im Finanzinspectorsbezirke Trient:

7. ein Nebenzollamt zweiter Classe in Casotto,
8. „ „ erster „ „ Tezze,
9. „ „ zweiter „ „ Pontet,
10. „ „ „ „ „ Moena;

c) im Amtsgebiete der Finanzbezirksdirection Brixen:

11. ein Nebenzollamt zweiter Classe in Collaz,
12. „ „ erster „ „ Acquabuona,
13. „ „ zweiter „ „ Móos.

Mit dem Beginne der Wirksamkeit dieser Zollämter wurden die mit den Allerhöchsten Entschliessungen vom 2. Mai und 5. November 1858 definitiv genehmigten besonderen Einrichtungen für den Dienst der Zollämter und der Finanzwache, welche schon früher längs der Grenze gegen den deutschen Zollverein und laut des Erlasses vom 27. Juli 1864 (Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 64) im Trienter Finanzbezirke in Wirksamkeit gesetzt worden waren, auch in einem Theile des Finanzbezirkes Brixen, und zwar in den politischen Bezirken Buchenstein, Ampezzo, Enneberg, Welsberg und Sillian, vorläufig unter Leitung der Finanzbezirksdirection Brixen eingeführt.

Dies wird mit dem Bemerken bekannt gemacht, dass nach Artikel XX des österreichisch-italienischen Friedensvertrages vom 3. October 1866 die in dem Handels- und Schifffahrtsvertrage zwischen Oesterreich und Sardinien vom 18. October 1851 (Reichs-Gesetz-Blatt, Jahrgang 1852, XX. Stück, Nr. 69) österreichischerseits zugestandenen Zollbegünstigungen und Verkehrserleichterungen auch an der neugebildeten Zolllinie gegen Venetien in Anwendung zu kommen haben.

Hieraus folgt, dass im Grenzverkehre mit Italien über die neugebildete Zolllinie folgende Artikel in einer das beigesetzte Gewicht nicht überschreitenden Menge zollfrei zu behandeln sind, als:

Brot und Mehl . . .	in der Menge von	20	Zollpfund.
Kastanien	„ „ „ „	20	„
Frisches Fleisch . .	„ „ „ „	8	„
Käse, frische Butter . .	„ „ „ „	4	„
Erdäpfel	„ „ „ „	200	„

Die Bestimmung, wornach Getreide, Hülsenfrüchte, Mehl und Mahlproducte bei der Einfuhr aus der Lombardie nach Tirol nur die Hälfte des tarifmässigen Zolles zu entrichten haben, hat auch für die Einfuhr aus Venetien zu gelten.

Die bei einigen Tarifsposten des Zolltarifs vom 5. December 1853 angemerkten Zollermässigungen für die Einfuhr aus Sardinien haben mit Rücksicht auf den hierortigen Erlass vom 16. Februar 1866,

Z. 755-F. M. (V. Bl. Nr. 10, Seite 61), auch für die Einfuhr aus 1866
Venetien, überhaupt für die Einfuhr aus dem ganzen Königreiche Italien Anwendung zu finden.

Wien, am 18. October 1866.

378.

19 octobre 1866.

Procès verbaux signés à Venise à l'égard de la remise de Venise à l'Italie.

(Staatsarchiv XII, 2607.)

Procès-verbal de remise de la place forte de Venise.

Entre les soussignés: M. le général de division Le Boeuf, aide de camp de l'Empereur des Français, grand'officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., chargé par Sa Majesté de remettre, en son nom, la place de Venise, d'une part,

Et MM. les membres de la municipalité de la susdite place, d'autre part,

Il a été dit et arêté ce qui suit:

Le général de division Le Boeuf, en vertu des pleins-pouvoirs qui lui ont été donnés par S. M. l'Empereur des Français, déclare par ces présentes remettre la place de Venise entre les mains de ses autorités municipales, qui prendont les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour assurer la sécurité publique.

De leur côté, les membres de la municipalité de la place de Venise déclarent accepter la remise de cette place aux conditions énoncées ci-dessus. Fait en double expédition à Venise, le 19 octobre 1866.

Le commissaire de S. M. l'Empereur des Français,
Le Boeuf.

Les membres de la municipalité de la place de Venise,

Mercantonio *Gaspari*, Giovanni Pietro comte *Grimani*, Antonio comte Giustiani *Recanati*, assesseurs.

Procès-verbal de remise de la Vénétie.

L'an 1866, le 19 octobre, à huit heures du matin, se sont réunis: d'une part, M. le général de division Le Boeuf, aide de camp de l'Empereur des Français, grand' officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., commissaire de Sa Majesté en Vénétie.

1866 Et d'autre part, M. le comte Luigi Michiel, M. le chevalier Édouard de Betta et le docteur Achille Kelder, formés en commission.

Et là M. le général Le Boeuf a prononcé l'allocution suivante:

„Messieurs, délégué par l'Empereur Napoléon III pour recevoir des autorités militaires autrichiennes les forteresses et territoires de vos provinces, il me reste à remettre entre vos mains les droits qui ont été cédés à Sa Majesté. C'est pour accomplir cette dernière partie de ma tâche que je vous ai convoqués.

Vous savez déjà dans quel but l'Empereur a accepté la cession de la Vénétie. Sa Majesté s'en est expliqué dans une lettre adressée, en date du 11 août, au roi d'Italie, et pour vous instruire des intentions de mon auguste Souverain, je ne saurais mieux faire que de vous donner lecture de ce document.

Monsieur mon frère,

J'ai appris avec plaisir que Votre Majéste avait adhéré à l'armistice et aux préliminaires de paix signés entre le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche. Il est donc probable qu'une nouvelle ère de tranquillité va s'ouvrir pour l'Europe. Votre Majesté sait que j'ai accepté l'offre de la Vénétie pour la préserver de toute dévastation, et prévenir une effusion de sang inutile. Mon but a toujours été de la rendre à elle-même, afin que l'Italie fût libre des Alpes à l'Adriatique. Maîtresse de ses destinées, la Vénétie pourra bientôt, par le suffrage universel, exprimer sa volonté. Votre Majesté reconnaîtra que, dans ces circonstances, l'action de la France s'est encore exercée en faveur de l'humanité et de l'indépendance des peuples.

Je vous renouvelle l'assurance des sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis,

De votre Majesté, le bon frère,

Napoléon.

„Messieurs, l'Empereur connaît depuis longtemps les aspirations de votre pays. Sa Majesté sait qu'il désire être réuni aux États du roi Victor Emanuel, avec qui Elle a combattu naguère pour l'affranchissement de l'Italie. Mais, par respect pour le droit des nationalités et pour la dignité des peuples, l'Empereur a voulu laisser aux Vénitiens le soin de manifester leur voeu. Ils sont dignes de comprendre cet hommage rendu à la souveraineté populaire sur laquelle reposent les gouvernements de la France et de l'Italie. L'Empereur témoigne ainsi une fois de plus de son respect pour les principes qu'Il s'est toujours fait un honneur de défendre, et des sentiments d'amitié dont Il a donné des marques réitérées à toute la Péninsule. Sa Majesté est heureuse d'avoir secondé, par les efforts de sa politique, le patriotisme et le courage de la nation italienne."

M. le comte Michiel, au nom des membres de la commission, a 1866
répondu en italien dans les termes suivants: „Quand, en 1859, les armées alliées triomphèrent en Lombardie de nos oppresseurs, nous croyions, au cri: *des Alpes à l'Adriatique* notre salut achevé; la main glacée de la diplomatie nous enleva cette certitude. Mais cette main n'a pu comprimer les battements du cœur de ce peuple, qui a rédoublé les sacrifices, confiant dans son avenir qui était l'avenir de l'Italie, ni détourner son puissant allié de coopérer à la délivrance de ceux qui avaient su s'en montrer dignes.

Nous, et avec nous tous les Vénitiens, nous vénérons l'oeuvre de la Providence et nous remercions le magnanime allié de notre bienaimé roi, qui, pendant que l'on versait un sang généreux sur les champs de bataille, a hâté, par sa puissante médiation, le moment de notre indépendance et la réunion au royaume d'Italie".

Ensuite, M. le général Le Boeuf a pris de nouveau la parole, et a déclaré ce qui suit:

„Au nom de S. M. l'Empereur des Français, et en vertu des pleins-pouvoirs et mandement qu'Il a daigné nous conférer,

Nous général de division Le Boeuf, aide de camp de S. M. l'Empereur des Français, grand' officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., commissaire de Sa Majesté en Vénétie;

Vu le traité signé à Vienne, le 14 octobre 1866, entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, etc. etc., au sujet de la Vénétie;

Vu la remise qui nous a été faite de ladite Vénétie, le 19 octobre 1866, par M. le général Moering, commandeur de la Couronne de fer, etc., etc., commissaire de S. M. l'Empereur d'Autriche en Vénétie;

Déclarons remettre la Vénétie à elle-même pour que les populations, maitresses de leur destinée, puissent exprimer librement, par le suffrage universel, leurs voeux au sujet de l'annexion de la Vénétie au royaume d'Italie."

De son côté, M. le comte Michiel, au nom de la commission, a déclaré donner acte à M. le général Le Boeuf de la remise faite de la Vénétie à elle-même au nom de S. M. l'Empereur des Français, dans les termes et aux clauses énoncés ci-dessus.

En foi de quoi, le présent procès-verbal, qui sera déposé aux archives nationales, a été signé par le commissaire de S. M. l'Empereur des Français, et par MM. les membres de la commission.

Fait en double expédition à Venise, le 19 octobre 1866.

Le commissaire de S. M. l'Empereur des Français,
Général *Le Boeuf*.

1866 Étaient présents et ont signé:

Léon Pilet, consul général de France; le capitaine de frégate, E. Vicary.

Les membres de la commission: Luigi Michiel, Edoardo de Betta, docteur Achille Kelder.

Le capitaine de vaisseau, J. de Surville.

379.

23 octobre 1866.

Firman d'investiture du Prince Charles de Hohenzollern.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Au Prince Charles de Hohenzollern qui vient d'être investi de la dignité de Prince des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

N'ayant rien de plus à coeur que de faire cesser les perturbations qui ont depuis quelque temps éprouvé les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, partie importante de Mon Empire, et de voir se développer leur prospérité, le bonheur et le bien-être de leurs habitants, et ce but ne pouvant être atteint que par l'établissement d'un ordre de choses solide et stable.

Connaissant d'autre part la sagesse, la haute intélligence et les capacités qui te distinguent, je te confère le rang et les prérogatives de Prince des Principautés-Unies, aux conditions suivantes énoncées dans la lettre Vizirielle qui t'a été adressée en date du 19 octobre de l'année courante et que tu as acceptées par ta réponse datée du 20 du même mois et par lesquelles:

1° tu t'engages en ton nom et au nom de tes successeurs à respecter dans leur intégrité Mes droits de Suzeraineté sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de Mon Empire dans les limites fixées par les stipulations des anciennes Conventions et par les traités de Paris 1856;

2° à ne pas dépasser sous quelque forme que ce soit sans une entente préalable avec Mon Gouvernement le chiffre de 30.000 hommes auquel la force armée de toute espèce des Principautés-Unies pourra être élevée;

3° l'autorisation ayant été donné de Notre part aux Principautés-Unies d'avoir une monnaie spéciale portant un signe de Notre Gouvernement qui sera ultérieurement décidé entre Notre Sublime Porte et toi, à considérer cette autorisation comme sans effet tant que cette décision n'aura pas été prise;

4° à considérer comme par le passé obligatoires pour les Principautés-Unies tous les traités et conventions existants entre Ma

S. Porte et les autres Puissances en tant qu'ils ne porteraient pas 1866
atteinte aux droits des Principautés-Unies établis et reconnus par les actes qui les concernent, à maintenir et respecter également le principe qu'aucun traité ou convention ne pourrait être conclu directement par les Principautés Unies avec les Puissances étrangères. Toutefois Mon Gouvernement Imperial ne manquera pas à l'avenir de consulter les Principautés-Unies sur les dispositions de tout traité ou convention qui pourrait toucher à leurs lois et règlements commerciaux.

Les arrangements d'un intérêt local entre les deux administrations limitrophes et n'ayant point la forme de traité officiel ni de caractère politique continueront à rester en dehors de ces restrictions.

5° à t'abstenir de créer aucun ordre ou décoration destinés à être conférés au nom des Principautés-Unies;

6° à respecter constamment Mes droits de Suzeraineté sur les Principautés-Unies qui font partie intégrante de Mon Empire et de maintenir toujours avec soin les liens séculaires qui les unissent à la Turquie;

7° à augmenter le tribut payé à Mon Gouvernement par les Principautés-Unies dans la mesure qui sera ultérieurement fixée de concert avec toi;

8° à ne pas permettre que le territoire des Principautés-Unies serve de point de réunion à des fauteurs de trouble de nature à porter atteinte à la tranquillité soit des autres parties de Mon Empire, soit des États voisins;

9° à t'entendre ultérieurement avec Mon Gouvernement Impérial sur l'adoption de mesures pratiques nécessaire pour rendre encore plus efficace l'aide et la protection dues à ceux de Nos sujets qui des autres parties de Mon Empire se rendront dans les Principautés-Unies dans le but d'y exercer le commerce.

Vu les conditions ci-dessus énoncées et les engagements contenus dans ta réponse précitée à la lettre de Mon Grand-Vézir, le rang et les prérogatives de Prince des Principautés-Unies te sont conférées à titre héréditaire à toi et à tes descendants en ligne directe, sous la réserve que, en cas de vacance ce rang sera conféré à l'aîné de tes descendants par un Firman Impérial.

En conséquence tu veilleras à ce qu'aucun acte contraire aux conditions qui précèdent et aux dispositions fondamentales des traités et conventions conclus avec les Puissances amies et alliées de Mon Empire relativement aux Principautés-Unies ne soit permis et tu consacreras tes soins à perfectionner et à assurer la bonne administration des Principautés-Unies et à développer le bien-être et la prospérité de leurs habitants, conformément à Mon désir Impérial.

Fait le 14 djemazi-ul akher 1283 (23 octobre 1866).

1866

380.

6 novembre 1866.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'application aux déserteurs militaires des dispositions de l'article XXIII du traité de paix avec l'Italie.

(A. V. B. 1866, Nr. 191.)

Circularverordnung vom 6. November 1866, betreffend die Anwendung des Artikels XXIII des Friedenstractates mit Italien auf Deserteure und Stellungsflüchtlinge — bezüglich deren Amnestirung.

Mit Bezug auf den Artikel XXIII des mit der Circularverordnung vom 18. October 1866. Präsidial-Nr. 339 verlautbarten Friedenstractates zwischen Seiner k. k. Apostolischen Majestät und Seiner Majestät dem Könige von Italien vom 3. October 1866, wird bekanntgegeben, dass der im Friedensvertrage stipulirten Amnestiezusicherung, von Seite der königlich italienischen Regierung eine möglichst weite Auslegung gegeben wird, wornach die Amnestie auch auf jene italienischen Deserteure und Stellungsflüchtlinge Anwendung findet, welche vor Ausbruch des letzten Krieges aus den italienischen Staaten nach Oesterreich gekommen sind, um in der k. k. Armee zu dienen.

Unter reciproker Beobachtung eines gleichen Verfahrens werden auch die österreichischen Deserteure und Stellungsflüchtlinge, welche sich vor Ausbruch des letzten Krieges, in die italienischen Staaten begeben haben, ohne Unterschied, ob sich dieselben freiwillig melden, oder ob sie eingebracht werden, nicht wegen der Desertion oder Stellungsflucht, sondern nur wegen der ihnen eventuell zur Last fallenden gemeinen Verbrechen oder Vergehen zur Verantwortung zu ziehen sein.

Freiherr *von John* m. p., F. M. L.

381. 1866

10 novembre 1866.

Déclaration ministérielle concernant un arrangement pris entre l'Autriche et la Bavière pour l'adoption d'une nouvelle carte fluviale annexe de la convention du 19/31 août 1858 pour la régularisation de l'Inn. Échangée le 11 novembre 1866 contre une déclaration analogue du Gouvernement bavarois datée de Munich du 29 octobre 1866.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Nachdem die im Artikel 1 des Staatsvertrages zwischen Oesterreich und Bayern über die Innecorrection vom 19/31. August 1858 erwähnte Karte des Innstromes durch gemeinschaftliche Techniker einer Revision unterstellt, und diese revidirte Karte sodann unter Aufsicht des Strassen- und Wasserbaudepartements des k. k. österreichischen Staatsministeriums von Stephan Weiss auf gemeinschaftliche Kosten gemäss Artikel 6 des genannten Vertrages lithographirt worden war, so sind die kaiserlich österreichische und die königlich bayerische Regierung übereingekommen, diese neue lithographirte Karte in 16 Blättern, von welcher sich ein mit der Fertigung des kaiserlich österreichischen Staatsministeriums ddo. Wien, den 6. September 1865 versehenes Exemplar im Besitze der königlich bayerischen Regierung und ein mit der Fertigung des königlich bayerischen Staatsministeriums des königlichen Hauses und des Aeussern ddo. München, den 29. October 1866 versehenes Exemplar im Besitze der kaiserlich österreichischen Regierung befindet, an die Stelle der im Artikel 1 des genannten Vertrages erwähnten Karte treten zu lassen.

Dessen zu Urkund ist zufolge Allerhöchster Ermächtigung gegenwärtige Ministerialerklärung in üblicher Form ausgefertigt worden.

So geschehen zu Wien, am 10. November 1866.

K. K. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten:
Mensdorff-Pouilly m. p.

1866

382.

novembre 1866.

Circulaire du Gouvernement centrale maritime concernant les formalités à remplir par les émigrants étrangers passant par la Grande-Bretagne.*)

(Annuario marittimo 1868. 175.)

Formalità da osservarsi da emigrati stranieri di passaggio per la Granbretagna.

I r. commissari britannici dell' emigrazione affine di evitare le frodi e gli inganni a cui vanno spesso esposti gli emigranti stranieri da parte di agenti d'emigrazione non autorizzati, pubblicarono una notificazione, nella quale vengono esattamente riportate le formalità da osservarsi da emigranti stranieri di passaggio per la Granbretagna, a loro sicurezza. Pubblichiamo qui quella notificazione:

Avviso agli emigranti stranieri che passano per la Granbretagna.

I. Gli emigranti stranieri, che intendono imbarcarsi in uno dei porti della Granbretagna per il luogo della loro destinazione, devono fare in modo, che il loro contratto sia esteso tanto nella propria lingua, quanto in lingua inglese, e faranno bene inoltre ad aver cura che in questo atto sia designato chiaramente il porto d'imbarco e quello di sbarco, come pure il modo di trasporto, se, cioè, con piroscafo o con bastimento a vela, e in ispecie se si debba fornir loro il vitto e l' alloggio durante il loro soggiorno forzato nei porti continentali e inglesi. Si consigliano pure, a vegliare a ciò che vi sieno chiaramente indicati il prezzo della traversata, i nomi e gli indirizzi degli agenti dell' emigrazione in ogni porto, per cui avranno a passare.

II. Gli emigranti dovranno pure aver cura di non trattare che con agenti debitamente autorizzati. Secondo le leggi inglesi nessuno può, senza speciale autorizzazione, fare legalmente dei convegni nei porti inglesi pel trasporto di emigranti.

III. Ogni articolo di bagaglio deve portare per esteso e in modo leggibile, insieme al nome del proprietario, l'indicazione del porto, pel quale è diretto l' emigrante, se in America o in altri paesi, e la via che deve seguire, se quella di Liverpool o quella di Londra.

---

*) Ces formalités ont été communiquées au ministère Impérial Royal des affaires étrangères par l'Ambassade anglaise à Vienne en date du 12 janvier 1867.

IV. Gli emigranti stranieri faranno bene a guardarsi dal- 1866
l'accettare in Inghilterra, o a bordo dei bastimenti, dei viglietti in circolazione per l' interno, tanto del Canadà, quanto degli Stati-Uniti, secondo il paese in cui si recano, dacchè potrebbero trovare che i loro viglietti non servissero loro a nulla quando giungono nel Continente americano.

V. In quanto al bullettino stampato, destinato a tenere luogo di contratto, e che riceveranno al loro passaggio per l'Inghilterra, essi dovranno bene guardarsi dal consegnare tale viglietto-contratto a chicchessia, eccettuato all' ufficiale del Governo preposto all' emigrazione, se questi ne fa loro ricerca; e non devono nemmeno fidarsi agli stranieri, il cui nome non figura nel contratto, e che facessero loro offerte di servizio. Se sono vittima d' una frode, o se preveggono delle difficoltà, gli emigranti stranieri agiranno saggiamente reclamando l' assistenza del proprio console; se la difficoltà fosse relativa al passaggio degli emigranti, potrebbero dirigersi all' ufficiale del Governo preposto all' emigrazione in ogni porto.

„Il capitano *Lean* della marina reale britannica è l' ufficiale „dell' emigrazione a Londra, N. 65 Fenchurch Street, e il capitano „*Prior*, pure della regia marina, è l' ufficiale preposto all' emigra„zione a Liverpool, Stanley Buildings."

VI. Gli emigranti che vanno a Nuova-York faranno bene, al loro arrivo, di mettersi in relazione coi commissari dell' emigrazione a Castle-Garden, che forniranno loro le informazioni sul miglior modo di arrivare al loro rispettivo destino.

Dall' ufficio r. d' emigrazione.

S. Park-Street, Westminster novembre 1866.

D'ordine dei commissari di S. M. per l' emigrazione

S. *Walcott.*

1866

383.

25 novembre / 6 décembre 1866.

Correspondance échangée entre la Légation I. R. à Florence et le ministère R. Italien des affaires étrangères concernant l'arrangement à l'égard de l'exemption des sujets autrichiens domiciliés ou propriétaires en Italie d'un emprunt forcé et vice-versa.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Note du ministère R. Italien des affaires étrangères adressée à M. le Baron de Bruck en date de Florence le 6 décembre 1866.

J'ai reçu la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 25 novembre dernier, en réponse à la communication qui avait été faite par le Gouvernement du Roi à la Légation Néerlandaise au sujet de l'exemption de l'emprunt forcé en faveur des étrangers domiciliés ou possédant en Italie.

J'apprends avec satisfaction que le Gouvernement I. et R. a accepté la proposition de réciprocité qui lui avait été offerte par le Gouvernement du Roi en déclarant que les sujets Italiens domiciliés ou possédant en Autriche seraient, le cas échéant, exemptés de toute participation à un emprunt forcé éventuel.

En prenant acte de cette déclaration, qui est conforme de tous points au désir du Gouvernement du Roi, je m'empresse, Monsieur le Baron, de Vous faire connaître que des instructions précises vont être adressées aux Autorités compétentes pour exempter de toute participation à l'emprunt national les sujets Autrichiens qui prouveront leur nationalité.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma considération très-distinguée.

Pour le Ministre:
Signé M. *Cerruti* m. p.

384.

1866

2 décembre 1866.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant des rectifications du règlement publié le 28 mai 1866 à l'égard de l'admission et du traitement des vaisseaux des nations amies dans les ports autrichiens,

(A. V. B. 1866, Nr. 208.)

Circularverordnung vom 2. December 1866, betreffend die Berichtigungen zur Vorschrift über den Zulass und die Behandlung der Kriegsschiffe befreundeter Nationen an den österreichischen Küsten.

Die im Normal - Armeeverordnungsblatte. 16. Stück, vom 31. Mai 1866, mit Circularverordnung Abtheilung 5, Nr. 1164. vom 28. Mai 1866 kundgemachte „Vorschrift über den Zulass und die Behandlung der Kriegsschiffe befreundeter Nationen an den österreichischen Küsten" wird der gegenwärtigen Sachlage entsprechend insoferne berichtiget, als:

im §. 17 jener Vorschrift der Punkt *a*, im §. 18 das auf Venedig Bezügliche, endlich der ganze §. 19 zu löschen sind.

Freiherr *von John* m. p., F. M. L.

385.

9 décembre 1866.

Circulaire du ministère I. R. de la guerre à l'égard de l'emploi dans les documents de voyage du terme „Deutsche Staaten" au lieu de celui de „Deutsche Bundesstaaten".

(A. V. B. 1866, Nr. 211.)

Cicularverordnung vom 9. December 1866, über den Ausdruck: Deutsche Staaten (anstatt deutsche Bundesstaaten) bei Reiselegitimationen anzuwenden.

Das k. k. Polizeiministerium hat eröffnet, dass künftighin in den Reiselegitimationen statt des Ausdruckes „Deutsche Bundesstaaten" jener „Deutsche Staaten" anzuwenden ist.

Freiherr *von John* m. p., F. M. L.

1866

386.

3/15 décembre 1866.

Stipulations entre le gouvernement de Sa Majesté I. et R. Apostolique, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie et le gouvernement du prince régnant des principautés-unies, concernant la navigation du Pruth. Signées: Bukarest le 3/15 décembre 1866. Ratification du gouvernement autrichien le 22 janvier 1867, du gouvernement russe le 16 février 1867, du gouvernement du prince régnant le 12/24 décembre 1869.

(R. G. B. 1870, Nr. 69.)

Stipulationen vom 3./15. December 1866, in Betreff der Schiffahrt auf dem Pruth. Ratificirt von der kaiserl. und königl. Regierung am 22. Jänner 1867, von der kaiserl. russischen Regierung am 16. Februar 1867 und von der Regierung der vereinigten Fürstenthümer am 12./24. December 1869.

Stipulations concernant la navigation du Pruth.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de S. A. S. le Prince régnant des Principautés-Unies, dans leur désir de régler d'un commun accord, en leur qualité d'États co-riverains, la navigation du Pruth, sont convenus à cet effet des stipulations qui suivent:

1° La navigation dans tout le parcours du Pruth, en tant qu'il traverse ou sépare les États des hautes parties contractantes, sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à aucun pavillon. Les bâtiments et leurs équipages seront toute fois tenus de se conformer strictement aux règlements de navigation à arrêter, ainsi qu'aux dispositions spéciales, contenues dans les articles du présent acte.

2° Dans le but exclusif de couvrir les frais des travaux d'amélioration du fleuve et ceux de l'entretien de la navigabilité en général, une taxe d'un taux convenable sera imposée à la navigation et perçue à l'embouchure du Pruth dans le Danube. Outre cette taxe unique, aucun autre droit, quelque soit son nom et son origine, ne pourra être prélevé sur la navigation, sauf les cas prévus à l'article 18.

3° Les produits et les marchandises transportés par le Pruth seront entièrement libres de tout droit de passage ou de transit.

4° Les lignes douanières suivront partout les rives du fleuve sans jamais les traverser. Il s'ensuit que les bâtiments, radeaux, etc.,

tant qu'ils sont en voie de navigation ou à l'ancre dans le lit du 1866
fleuve, seront entièrement en dehors de toute action des douanes; ils seront au contraire soumis aux règles en vigueur dans chacun des États riverains pour le commerce extérieur dès qu'ils auront accosté l'une ou l'autre des deux rives.

5° Afin de favoriser autant que possible le développement du commerce et de la navigation, on introduira dans le règlement de police fluviale des dispositions spéciales, ayant pour but d'empêcher que les fonctions des douaniers ne deviennent une entrave ou un empêchement pour l'exercice de la navigation. On aura surtout en vue de faciliter autant que faire se pourra le halage des bâtiments le long des rives.

6° En vue de faciliter les opérations du commerce et de la navigation, les Gouvernements augmenteront aussi, autant que les circonstances locales le permettront, le nombre des échelles ou stations douanières pour l'exportation et l'importation des marchandises.

7° Une commission mixte permanente, composée des délégués d'Autriche, de Russie et des Principautés-Unies, sera instituée pour mettre le Pruth dans les meilleures conditions possibles de navigation et pour élaborer un acte de navigation, contenant les règlements de police fluviale et le tarif du péage. La mission de cette autorité internationale consistera:

a) à désigner et à faire exécuter les travaux indispensables pour améliorer le lit du fleuve;

b) à arrêter et à mettre en application le tarif des droits de navigation, destinés au remboursement des frais d'amélioration du fleuve et de ceux de l'entretien des travaux;

c) à élaborer les règlements de police fluviale;

d) à veiller à l'entretien des ouvrages et à la stricte observation des dispositions des règlements.

8° La commission mixte pour le Pruth nommera, d'un commun accord des trois membres qui la composent, un inspecteur qui aura pour tâche:

a) de surveiller l'exécution des travaux d'amélioration, en vue de leur conformité avec les projets, plans et devis approuvés par les trois Gouvernements;

b) d'exercer un contrôle exact sur l'encaissement des taxes suivant le tarif arrêté par la commission;

c) d'assurer la stricte application de toutes les dispositions des règlements pour la police fluviale;

d) de veiller à l'entretien en bon état des ouvrages d'amélioration et de faire exécuter à cet effet les travaux nécessaires.

9° L'inspecteur fontionnera comme organe de la commission permanente et sous sa direction. Il aura un caractère international

1866 et son autorité s'exercera indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

10° L'entretien de l'inspecteur sera porté annuellement sur le budget des dépenses générales pour la navigabilité du fleuve.

11° Les travaux de correction du Pruth seront exécutés d'après un projet général pour tout son parcours navigable. Ce projet général, ainsi que les plans spéciaux et les devis qui s'y rattachent, seront soumis à l'approbation des trois Gouvernements.

12° En considération des changements fréquents et imprévus auxquels sont généralement sujets les fleuves, il sera réservé à la commission mixte la faculté d'introduire dans le projet des travaux lors de l'exécution, et si le besoin s'en présente, des modifications d'une importance secondaire. Il est entendu toutefois que la commission ne pourra ni supprimer entièrement une partie des ouvrages, ni dépasser les limites des devis sans une autorisation expresse des Gouvernements.

13° Tous les ouvrages créés conformément aux articles précédents par la commission mixte avec leurs accessoires et dépendances devront toujours rester affectés exclusivement à l'usage de la navigation du Pruth et ne pourront être détournés de cette destination pour quelque motif que ce soit, et sous ce rapport ils seront placés sous la garantie et la sauvegarde du droit international. La commission permanente à instituer en vertu de l'article 7, sera chargée, à l'exclusion de toute autre ingérence quelconque, d'administrer ces ouvrages au profit de la navigation, de veiller à leur maintien et conservation et de leur donner tout le développement que les besoins de la navigation pourront réclamer.

14° Les Gouvernements signataires du présent acte s'engagent à prêter à la commission mixte et à ses organes toute l'assistance et tout le concours dont ils pourront avoir besoin pour l'exécution des travaux d'art et généralement pour tout ce qui concerne l'accomplissement de leur tâche.

15° Des chemins pour le halage des bâtiments devront être établis sur les deux rives du fleuve.

16° Il ne sera pas permis d'établir dans le fleuve et près de ses rives des moulins, des digues, des roues d'irrigation et autres constructions qui obstruent le lit du fleuve ou entravent la communication par le chemin de halage.

17° Il ne sera construit sur l'une ou sur l'autre des rives du fleuve, soit par des compagnies de commerce ou de navigation, soit enfin par des particuliers, aucun pont, débarcadère, quais, échelles ou autres établissements de même nature dont les plans n'auraient pas été communiqués à la commission mixte et reconnus comme ne pouvant compromettre en rien les effets des travaux d'amélioration.

18° Les communes urbaines et rurales riveraines qui voudraient 1866
construire à leurs frais des travaux d'une utilité reconnue pour les navires, tels que des ouvrages d'accès etc., seront autorisés à prélever une taxe correspondante, qui dans tous les cas ne pourra être que l' équivalent exact du service rendu, et dont le prélèvement ne pourra s'effectuer qu'exclusivement à charge des navires qui voudraient en profiter.

Le montant des taxes à prélever à ce titre devra être soumis à l'approbation préalable de la commission mixte.

19° Les conditions spéciales sous lesquelles les communications d'une rive à l'autre pourront s'effectuer à l'aide de ponts et de bacs seront réglées par la commission mixte d'une manière convenable pour la navigation.

20° Conformément aux articles 2 et 7 du présent acte, la commission mixte pour le Pruth arrêtera un tarif des taxes de navigation qui doivent être prélevées à son embouchure pour le remboursement des frais d'amélioration. Ce tarif, après avoir reçu l'approbation des Gouvernements, sera joint à cet acte pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

21° Le produit de péage sera affecté:

a) par priorité et préférence, à couvrir les frais d'administration et d'entretien des ouvrages de correction après leur achèvement;

b) au payement des intérêts des sommes employées pour les travaux d'amélioration;

c) à l'amortissement successif de ce capital.

22° Après le remboursement des fonds, primitivement employés pour les travaux de correction et en vue de diminuer les charges imposées à la navigation, il sera procédé par les délégués des Gouvernements signataires à une révision de ces dispositions et le montant des taxes réduit autant que faire se pourra, tout en conservant le revenu moyen jugé nécessaire pour l'entretien en bon état de la navigabilité.

23° En même temps que le tarif des taxes, il sera élaboré par la commission mixte un règlement spécial pour la perception des péages et l'administration de la caisse de navigation.

24° Les opérations de cette caisse seront placées sous le contrôle de l'inspecteur, qui, conformément à l'article 9 ci-dessus, doit fonctionner comme organe de la commission permanente.

25° Un bilan détaillé des opérations de la caisse de navigation, ainsi qu'un état faisant connaître la répartition et l'emploi des produits du tarif, seront présentés annuellement par la commission mixte aux Gouvernements contractants.

26° La navigation du Pruth sera régie par un règlement de navigation et de police élaboré par la commission mixte et approuvé

1866 par les trois Gouvernements signataires; après avoir reçu la sanction des Gouvernements, le règlement sera joint au présent acte, pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

27° Il est entendu que ce règlement fera loi non seulement en ce qui concerne la police fluviale, mais encore pour les jugements des contestations civiles qui pourront naître par suite de l'exercice de la navigation.

28° Afin d'assurer l'exécution du règlement de police dans tout le parcours du Pruth, les Gouvernements signataires s'obligent à prêter aide et assistance à l'inspecteur et en général à tous les organes de la commission mixte, qui seront chargés de veiller au maintien de l'ordre et de la régularité sur la voie fluviale.

29° Si une épidémie vient à éclater, des lignes quarantenaires sur le Pruth pourront être établies. On tâchera toutefois de concilier autant que faire se pourra les garanties sanitaires avec les besoins du commerce et de la navigation.

30° Les bâtiments descendant le Pruth seront affranchis de tout contrôle sanitaire; il en sera de même pour les bâtiments venant du Danube, aussi longtemps qu'une épidémie ne régnera pas dans les provinces riveraines du fleuve; les bâtiments seront tenus simplement de présenter leur patente de santé aux autorités des échelles où ils mouilleront.

31° La perception des droits ne pourra s'effectuer qu'à l'embouchure du Pruth dans le Danube et elle ne devra gêner en rien le mouvement de la navigation.

32° Un poste roumain sera placé à l'embouchure du Pruth et prêtera main forte en cas d'opposition aux commissaires, à l'inspecteur de la navigation ainsi qu'aux agents chargés de la perception.

La commission mixte demandera au besoin le concours de l'autorité consulaire compétente.

33° La commission mixte aura son siége à Bucharest ou à Galatz.

Fait à Bucharest, le 3/15 décembre 1866.

Charles Baron *d'Eder* m. p.,
Agent et Consul général d'Autriche.

d'Offenberg m. p.,
Consul général de Russie.

Prince George *Stirbey* m. p.,
Ministre des affaires étrangères des Principautés-Unies.

387. 1866

11 décembre 1866.

Traité de commerce entre l'Autriche et la France, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 18 décembre 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 164.)

Handelsvertrag zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866. Abgeschlossen zu Wien am 11. December 1866 und in den beiderseitigen Ratificirungen ausgewechselt ebendaselbst am 18. December 1866.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae, etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostris atque Majestatis Suae Francorum Imperatoris Plenipotentiariis favendis ac promovendis rebus commercii inter Utriusque Nostrum ditiones vigentis, die decima una mensis Decembris anni millesimi octingentesimi sexagesimi sexti Viennae conventio inita et signata est tenoris sequentis.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur des Français, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales entre Leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

Monsieur le Baron de Beust Frédéric Ferdinand, Son Conseiller intime, Ministre de Sa Maison et des Affaires étrangères, Grand'Croix des Ordres de St. Étienne et de Léopold, Grand'Croix de l'Ordre Impériale de la Légion d'honneur etc., et

Monsieur le Baron de Wüllerstorf et Urbair Bernard, Contre-Amiral, Son Conseiller intime, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de fer de deuxième classe etc.

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Monsieur le Duc de Gramont Antoine Alfred Agénor, Son Ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Grand'Croix de Son Ordre Impériale de la Légion d'honneur etc.

Monsieur Herbet Charles François Édouard, Ministre Plénipotentiaire de première classe, Conseiller d'État, Directeur des Consulats et Affaires commerciales au Département des Affaires étrangères, Grand'Officier de l'Ordre Impériale de la Légion d'honneur,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1866

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche et ceux de S. M. l'Empereur des Français, ils ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Article 2.

Les objets d'origine ou de manufacture autrichienne énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, seront admis en France lorsqu'ils seront importés soit par terre, soit directement par mer, sous pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, aux droits fixés par le dit tarif, décimes additionnels compris.

L'importation des marchandises énumérées dans le tarif *A*, ainsi que celle de toute autre marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne, aura lieu conformément aux stipulations des traités conclus par la France: avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier, 12 octobre et 16 novembre 1860; avec la Belgique, le 1er mai 1861 et le 12 mai 1863; avec les États du Zollverein le 2 août 1862; avec l'Italie, le 17 janvier 1863; avec la Suisse, le 30 juin 1864; avec les Royaumes de Suède et de Norvége, le 14 février 1865; avec les Pays Bas, le 7 juillet 1865, ainsi qu'avec l'Espagne, le 18 juin 1865 et aux conditions prévues par les dits traités.

Article 3.

Les marchandises énumérées dans le tarif *B* joint au présent traité seront admises en Autriche conformément aux dispositions du dit tarif. Toute autre marchandise d'origine ou de manufacture française jouira du traitement accordé aux provenances de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les marchandises de toute nature exportées d'Autriche pour France ou réciproquement seront exemptes de tous droits de sortie.

Sont seuls exceptés de cette disposition:

En Autriche:

les drilles et chiffons de toute espèce 10 francs, soit 2 fl. pr. Centner,
les peaux brutes 12 francs, soit 2 fl. 50 kr. pr. Centner,

les os entiers et moulus, sabots de bétail, rognures de peaux pour colle 3 francs 75 cent, soit 75 kr. pr. Centner. 1866

En France:

les drilles et chiffons, autres que de laine et de soie pure, soumis au droit de 9 francs les 100 kilogrammes,

qui sera réduit à { 6 fcs. au 1er janvier 1868,
4 „ „ 1er „ 1869,

la pâte à papier soumis au droit de 12 francs,

le vieux cordage . . . . . 5 „

Le régime des produits non dénommés dans le présent article ne pourra être modifié qu'en cas de guerre, par mesure générale et pour les marchandises seulement qui sont considérées comme articles de guerre.

Article 5.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement affranchies dans l'autre de tout droit de transit.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des États respectifs.

Article 6.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit de consommation nouveau ou un supplément de droit d'accise ou de consommation sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation, d'un droit égal ou équivalent.

Article 7.

Les marchandises de toute nature originaires de France et importées en Autriche, et réciproquement, les marchandises de toute nature originaires de l'Empire d'Autriche et importées en France, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou gréveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois les droits à l'importation pourraient être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Article 8.

Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un de deux États, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

1866

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit. Chacune d'elles s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, qui sont déjà ou qui viendraient à être accordés à une tierce puissance.

Article 10.

Les produits non originaires de l'Empire d'Autriche importés d'Autriche en France, par mer, sous pavillon de l'une des Puissances contractantes, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées que celles dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français, d'ailleurs que du pays d'origine.

Article 11.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la protection des marques de fabrique et de commerce; ainsi que des dessins et modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Autrichiens en France, et des Français en Autriche, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables aux marques de fabrique et de commerce.

Article 12.

Les sujets autrichiens ne pourront réclamer en France la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Paris au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Réciproquement les Français ne pourront réclamer en Autriche la propriété exclusive d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à la Chambre de Commerce de Vienne.

Article 13.

Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises autrichiennes.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche jouiront, à 1866
leur importation dans les colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront, par la suite, accordés aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Artikel 14.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Autriche par des commis-voyageurs des maisons françaises, ou en France par des commis-voyageurs des maisons autrichiennes, jouiront de part et d'autre, de la franchise temporaire sous acquit à caution, garantissant la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Article 15.

Les fabricants et marchands français, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en France, dans l'une de ces qualités, voyageant en Autriche, pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, et n'auront à ce titre aucun droit à payer sur le territoire de l'Empire. Il y aura réciprocité en France pour les fabricants ou marchands autrichiens, et leurs commis-voyageurs.

Article 16.

Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du 1er janvier de l'année 1867. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait nôtifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce traité et les tarifs y annexés, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait demontrée par l'expérience.

Article 17.

Les ratifications du présent traité seront échangées à Vienne dans un délai de quinze jours ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Gramont* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p. (L. S.) Ed. *Herbet* m. p.

1866

Tarif *A*.

Droits à l'entrée en France.

Dénomination des Articles	Unités françaises			Unités autrichiennes		
	Base	Droits		Base	Droits	
	100 Kilogr.	Frcs.	C.	1 Zoll-Ctr.	Fl.	Kr.
Métaux.						
Acier:						
en barres de toute espèce et feuillard	"	9	.	"	1	80
en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, ayant plus d'un demi-millimètre d'épaisseur	"	11	25	"	2	25
en tôle ou en bandes brunes, laminées à chaud, ayant moins d'un demi-millimètre dépaisseur	"	15	.	"	3	.
en tôle ou en bandes blanches, laminées à froid, quelle que soit l'épaisseur	"	15	.	"	3	.
Filé, même blanchi, pour cordes d'instruments	"	20	.	"	4	.
Ressorts en acier pour carosserie, vagons et locomotives	"	11	.	"	2	20
Pièces en acier polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme	"	15	.	"	3	.
Pièces en acier, pesant un kilogramme ou moins	"	20	.	"	4	.
Outils en acier pur (faux, faucilles, scies circulaires ou droites et autres non dénommées)	"	20	.	"	4	.
Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommées	"	20	.	"	4	.
Machines et Mécaniques.						
Les objets bruts ou fabriqués, y compris les machines à feu et les pièces de machines entrant						

Les conversions des unités françaises en unités autrichiennes ont été faites sur le pied suivant:

$2^1/_2$ francs = 1 florin Oe. W.
$2^1/_2$ centimes = 1 Kreutzer.
50 Kilogrammes = 1 Zoll-Centner.

1866

Dénomination des Articles	Unités françaises			Unités autrichiennes		
	Base	Droits		Base	Droits	
	100 Kilogr.	Frcs.	C.	1 Zoll-Ctr.	Fl.	Kr.
dans la construction, le gréement, l'armement et l'entretien des bâtiments de mer destinés au commerce, en bois ou en fer à voiles ou à vapeur	"	exempts		"	exempts	
NB. La justification, dans le délai d'un an, de l'affectation des dits objets à la destination ci-dessus prévue, est éxigée conformément aux dispositions de la loi du 19 mai 1866 et des décrets qui en règlent l'application.						
Bâtiments de mer, à voiles ou à vapeur, gréés et armés	1 tonneau de jauge française	2	.	1 tonneau de jauge française	.	80
Coques de navires en bois ou en fer	"	2	.	"	.	80
Industries textiles.						
Lin:						
Tissus de lin ou de chanvre, unis ou ouvrés présentant en chaine dans l'espace de 5 millimètres carrés:						
écrus, 24 fils et au-dessus . .	100 Kilo.	300	.	1 Zoll-Ctr.	60	.
blanchis, teints au imprimés, 24 fils et au dessus	"	400	.	"	80	.
Laines:						
Fils de laine:						
mesurant de 1 à 10.000 mètres au kilogramm	"	10	.	"	2	.
mesurant de 10.001 à 15.000 mètres au kilogramm . . .	"	15	.	"	3	.
mesurant de 15.001 à 20.000 mètres au kilogramm . .	"	20	.	"	4	.
Tapis de toute espèce	10% de la valeur			10% de la valeur		
Articles divers.						
Plumes de lit	100 Kilo.	3	50	1 Zoll-Ctr.	.	70
Houblon	"	12	50	"	2	50
Herbes et fleurs médicinales non dénommées	exemptes			exemptes		
Porte-monnaie . . . . . / Porte-cigare . . . . . / Étuis de toute espèce . . .)	100 Kilo.	60	.	"	12	.
	ou 10% de la valeur					

1866

Dénomination des Articles	Unités françaises			Unités autrichiennes		
	Base	Droits		Base	Droits	
	100 Kilogr.	Frcs.	C.	1 Zoll-Ctr.	Fl.	kr.
Buvards . . . . . Portefeuilles de toute espèce Albums . . . . . Nécessaires de voyage . . . Nécessaires de dame . . .	100 Kilo.	60	.	„	12	.
	ou 10 % de la valeur					
NB. Les objets garnissants les nécessaires seront soumis au droit spécial qui leur est appliqué par le tarif.						
Objets en bois tourné, vernis, ornés, tels que: petites boites, cassettes, porte-montre, boites à thé, boites à sucre, petits coffrets . . .	„	60	.	1 Zoll-Ctr.	12	.
	ou 10 % de la valeur					
Allumettes chimiques	5 % de la valeur			5 % de la valeur		
Pipes et articles en écume de mer .	5 % de la valeur			5 % de la valeur		
Meubles en bois courbé pour sièges, tables et lits	100 Kilo.	7	.	1 Zoll-Ctr.	1	40
Ardoises nues ou encadrées et spécialement destinées à l'écriture ou au dessin	„	3	75	„	.	75
	ou 5 % de la valeur					
Vitrifications et émail en masse et en tubes	„	3	75	„	.	75
	ou 10 % de la valeur					
Vitrifications en grains percés et taillés . . . . . Pierres à bijoux . . . . . Breloques colorées ou non. .	„	20	.	„	4	.
	ou 10 % de la valeur					
Verre filé . . . Boutons en verre Corail en verre Boules en verre.	„	20	.	„	4	.
	ou 10 % de la valeur					
Miroirs ayant moins d'un demi-mètre carré	„	20	.	„	4	.
	ou 10 % de la valeur					

(L. S.) *Beust* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p.
(L. S.) *Gramont* m. p.
(L. S.) *Herbet* m. p.

Tarif *B*. 1866

Droits à l'entrée en Autriche
applicables à partir du 1 mars 1867.

Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
	Base	Droits		Base	Droits	
	Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilog.	Frcs.	Cnts.
1 Viande préparée, c'est-à-dire salée, fumée et lard	"	1	50	"	7	50
2 Beurre (frais, salé, fondu) . . .	"	2	.	"	10	.
3 Huiles grasses en bouteilles et cruches	"	5	.	"	25	.
4 Spiritueux distillés:						
Alcool et Eau-de-vie de toute sorte, Arack, Rum et toute eau-de-vie composée (droit de consommation compris) . . .	"	9	.	"	45	.
Note. Les vernis à l'esprit de vin sont soumis au droit de l'alcool.						
Liqueurs, essence de punch, et autres liqueurs spiritueuses sucrées	"	15	.	"	75	.
5 Vinaigre en bouteilles et cruchons .	"	5	.	"	25	.
6 Vins (ainsi que Cidre, mout de raisin et d'autres fruits)	"	6	.	"	30	.
7 Chocolat et produits similaires . .	"	10	.	"	50	.
8 Blanc de plomb et de zinc (oxyde de zinc)	"	1	50	"	7	50
9 Articles en coton, c'est-à-dire tissus et bonneterie en coton, ou en coton et lin, même combinés avec des fils de métal ou de gomme élastique ou de verre filé, mais sans mélange de soie, de laine ou d'autres poils d'animaux:						
a) mèches tissées, résilles (marly) sangles, filets c'est-à-dire réseaux pour la pêche, l'oisellerie						

Les conversions des unités autrichiennes en unités françaises ont été faites sur le pied suivant:

le Florin = 2.50 francs,
le Creutzer = $2^1/_2$ cent.,
le Zoll-Centner = 50 kilogrammes.

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilog.	Frcs.	Cts.
	pour les chevaux, et autres reseaux ordinaires	„	15	.	„	75	.
	b) 1. Tissus lisses (non façonnés) écrus (c'est-à-dire fabriqués de fils écrus), tissus épais, même croisés, tirés à poil ou apprêtés, blanchis, teints; 2. tissus façonnés, écrus, épais tous les tissus dénommés sous 1. et 2. à l'exception des tissus teints en rouge, des tissus façon velours (ras ou non) et des marchandises contenues sous *c)*	„	25	.	„	125	.
	c) 1. Tissus façonnés, épais, blanchis, teints; 2. Tous les tissus teints en rouge, lisses, épais; 3. Tous les velours, et tissus façon velours (ras ou non); 4. rubannerie, boutonnerie, passementerie et bonneterie; 5. Tous les tissus imprimés. Toutes les marchandises dénommées sous 1., 2., 3., 4. et 5. en tant qu'elles ne sont pas comprises sous *d)* et *e)*	„	45	.	„	225	.
	d) Tous les tissus légers, à l'exception de ceux dénommés sous *e)* .	„	70	.	„	350	
	e) Tulles (façon d'Angleterre, bobbinets, pettinets), dentelles, tissus brodés et tous ouvrages combinés avec fils de métal ou verre filé	„	100	.	„	500	.
10	Tissus de lin, c'est-à-dire tissus, bonneterie et cordages en lin, chanore, étoupes, chanvre de manille, fibres d'aloës, lin de Nouvelle-Zélande, écorce zostère marine, china grass, jute, laine des bois et autres végétaux filamenteux, à l'exception du coton, tissus en amiante, même combinés avec des fils de métal ou de caoutchouc, ou de verre filé, mais sans mélange de						

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Criz.	100 Kilog.	Frcs.	Cnts.
	soie, de laine et d'autres poils d'animaux:						
	a) Ouvrages de corderie blanchis ou non, et toile d'emballage grise (c'est-à-dire un tissu lisse, ordinaire, non blanchi, non croisé ou façonné, et ne contenant pas au-delà de 30 fils de chaîne par pouce courant de Vienne [0·m026])	"	.	75	"	3	75
	Note. Ouvrages de corderie non dénommés sous *a)* ou fabriqués avec d'autres matières textiles payent le droit afférent aux passementeries.						
	b) 1. Toiles à l'exception de celles dénommées sous *d)* et *e)*, coutil et treillis, tous ces articles bruts non façonnés, ainsi que seaux à incendie en toile non blanchie;						
	2. Couvertures (couvertures de pieds et de voiture, tapis de pied ordinaires) même teints, façonnés	"	6	.	"	30	.
	Note. Les marchandises sous 1. et 2. fabriquées en jute . .	"	3	.	"	15	.
	c) Tous les tissus des lin, épais, à l'exception de ceux dénommés dans d'autres articles	"	25	.	"	125	.
	d) Toiles ayant plus de 100 fils par pouce courant de Vienne (0·m026), ainsi que passementerie, bonneterie, boutonnerie, rubannerie	"	45	.	"	225	.
	e) 1. batiste, gaze, linons et autres tissus légers;						
	2. Dentelles, blondes, tissus brodés et tissus combinés avec métal ou verre filé . . .	"	70	.	"	350	.
11	Tissus de laine, c'est-à-dire, tissus et bonneterie en laine et autres poils d'animaux, purs ou combinés avec caoutchouc, métal ou verre filé, et autres matières textiles, la soie exceptée:						

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kileg.	Frcs.	Cts.
	a) Couvertures tirées à poil, drap pour vareuse grossière, drap de matelot (sigona), drap brut, toiles huilées, drap à filtrer, fonds de tamis et ouvrages tressés en crin de cheval, non combinés avec d'autres matières, rognures de chapeaux, lisières de drap, tapis de pied en poil de chien, de veau et de bêtes à corner, feutres goudronnés, réseaux et filets à noeuds, les uns et les autres non teints, semelles feutrées pour mettre dans les bottes ou souliers, et sangles	„	5	.	„	25	.
	b) tissus foulés non imprimés, et autres que ceux façon velours, feutres non imprimés et tapis de pied non dénommés sous *a)* .	„	25	.	„	125	.
	c) Tous les tissus façon velours, et tous les tissus épais, non foulés, (à l'exception de ceux dénommés sous *d)*, ainsi que ouvrages de passementerie, boutonnerie et bonneterie	„	45	.	„	225	.
	d) 1. Tous les tissus légers; 2. Fichus et châles; 3. Dentelles (châles et dentelles), tissus brodés et tous ouvrages combinés avec métaux filés et verre filé	„	70	.	„	350	.
12	Tissus de soie, c'est-à-dire tissus et bonneteries de soie pure ou combinée avec d'autres matières textiles: *a)* 1. Tissus moitié soie, c'est-à-dire, dont la chaine ou la trame consistent, prises séparément ou ensemble, principalement en soie ou en fleuret, ainsi que bonneterie dont le fil à maille consiste principalement en soie ou fleuret; 2. Châles en soie et laine, velours, longs poils, pluches, barèges, mousselines, gazes et autres tissus légers;						

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilog.	Frcs.	Cnts.
	3. Rubannerie, passementerie et bonneterie. — Toutes les marchandises dénommées sous 1., 2. et 3., en tant qu'elles ne sont pas comprises sous *b)* . .	„	60	.	„	300	.
	b) 1. Articles en soie ou fleuret pur;						
	2. Blondes de toute espèce, dentelles, châles à dentelles, et tissus brodés de toute espèce;						
	3. Ouvrage de toute sorte combiné avec métaux filés et verre filé	„	120	.	„	600	.
		à partir du 1 janvier 1872					
		„	80	.	„	400	.
	Note. Ne seront pas classés parmi les tissus de soie pure ou mélangée les tissus dans la fabrication desquels la soie entre misquement pour la formation d'un dessin ou comme ornement.						
13	Ouvrage d'habillement et de mode, c'est-à-dire vêtements et articles de mode en tissus ou bonneterie, séparés ou reunis à d'autres matières:						
	a) Vêtements et articles de mode en tissus de coton, de lin ou de laine, contenus sous les articles 9 *b)*, 10 *c)* et 11 *b)* ou en tissus recouverts de caout-chuc, ainsi que ceux combinés avec des tissus et bonneterie passibles d'un droit inférieur . . .	„	30	.	„	150	.
	Note. Les vêtements et articles de mode, ne consistant qu'en matières préparées passibles d'un droit inférieur à 25 fl. sont soumis au droit de la matière qui paie le taux le plus élevé.						
	b) Vêtements faits en tissus de coton, de lin ou de laine, contenues sous les articles 9 *c)*, 10 *d)* et 11 *e)*, ainsi que les vêtements						

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilog.	Frcs.	Cntm.
	dans la confection desquels entrent des tissus et des articles de bonneterie passibles d'un droit inférieur, enfin les chapeaux de feutre	„	50	.	„	250	.
	c) Vêtements confectionnés en tissus de coton, de lin ou de laine contenus sous les articles 9 *d)*, 10 *e)* et 11 *d)* ou en tissus moitié soie (art. 12 *a*) y compris ceux dans la confection desquels entrent des tissus passibles d'un droit inférieur . .	„	65	.	„	325	.
	d) Vêtements confectionnés en tissus de coton contenus sur l'article 9 *e)* et en tissus de soie contenus sous 12 *b)* y compris ceux dans la confection desquels entrent des tissus et articles de bonneterie passibles d'un droit inférieur, fleurs artificielles	„	125		„	625	.
		à partir du 1 janvier 1872					
14	Tresses:	„	85	.	„	425	.
	a) en paille (jonc, herbe, algue, roseau), rotin, écorce (copeaux, fibres de noix de coco) sans combinaison avec d'autres matières	„	6	.	„	30	.
	b) Rubans en paille (ouvrages en paille tressés en forme de rubans), sans combinaison avec d'autres matières	„	1	.	„	5	.
	c) Ouvrages tressés ou tissés avec des fils de soie ou autres ouvrages de crin (sparterie), même en combinaison avec d'autres matières	„	25	.	„	125	.
	d) chapeaux et bonnets en paille, jonc, écorce, roseau, baleine, feuilles de palmier et copeaux:						
	1. sans garniture	la pièce	.	10	la pièce	.	25
	2. avec garniture	„	.	20	„	.	50

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilog.	Frcs.	Cntz.
15	Papier:						
	a) Papier collé, colorié, autre que celui denommé sous *b)* lithographié, imprimé ou réglé pour dévises, étiquettes, lettres de voiture, comptes ou factures, papier à calquer, pelure, papier rendu transparent au moyen de l'huile ou de la cire, papier gutta-percha, papier craie, carton de peintre	„	3	.	„	15	.
	b) Papier doré ou argenté, papier à vignettes d'or ou d'argent fin, faux ou bronzé, papier gaufré ou découpé à jour à l'emporte pièce, y compris les bandes . .	„	8	.	„	40	.
16	Papier en rouleaux pour tenture .	„	4	.	„	20	.
		à partir du 1 janvier 1872					
		„	3		„	15	.
17	Meubles rembourrés (recouverts ou non)	„	6	.	„	30	.
18	Verre:						
	a) Vitrifications et émail en masse et en tubes	„	. ou 10% de la valeur	75	„	3 ou 10% de la valeur	75
	b) Mi-fin, c'est-à dire moulé, taillé, dépoli, sculpté, façonné, massif, pendeloques de lustres, tous ces objets non colorés, et boutons de verre, corail de verre, perles, émail, gouttes de verre, même colorés	„	4 au 10% de la valeur	.	„	20 ou 10% de la valeur	.
	c) Verre de couleur, peint, doré, argenté avec incrustations de camées, vitrifications (pierres gemmes fausses) non montées, verre à glace taillé, étamé ou non						

1866

	Dénomination des Articles	Unités autrichiennes			Unités françaises		
		Base	Droits		Base	Droits	
		Zoll-Ctr.	Fl.	Crtz.	100 Kilogr.	Frcs.	Cts.
	étamé, ainsi que verre à glace non taillé, mais étamé	„	6 ou 10% de la valeur	.	„	30 ou 10% de la valeur	.
19	Chaudronnerie et dinanderie telles que: Alambics, fers à repasser, seaux, poids, filets de vis, robinets, mortiers, fermetures, tubes, concasseurs, bassins de balance, non polis, recouverts de vernis ou de laque, même en combinaison avec fer ou bois, cuivre jaune trituré (poudre de bronze), toiles métalliques . .	„	7	50	„	37	50
20	Ouvrages en métaux communs dorés ou argentés et plaqués à l'exception des articles de bijouterie	„	50	.	„	250	.
		à partir du 1 janvier 1872					
		„	25	.	„	125	.
21	Instruments d'astronomie, de chirurgie, de mathématique, d'optique (à l'exception des besicles et lorgnettes de théâtre montées), de physique et aussi de chimie pour laboratoire seulement . .	„	exempts		„	exempts	
22	1. Savon gras, vert, noir, et d'autre couleur	„	1	25	„	6	25
	2. Savon ordinaire						
	3. Savon fin en tablettes, boules, boîtes cruchons, pots	„	3	.	„	15	.
	4. Savon parfumé	„	5		„	25	.
	Note. Si le droit afférent au contenant de ces articles est plus élevé que le droit sur l'article même, on percevra le droit le plus élevé.						
23	Articles de librairie et objets d'arts:						
	a) Livres, cartes (scientifiques), musique, manuscrits:						
	b) Estampes, gravures sur cuivre, sur acier, sur bois, lithographies et photographies;						

1866

Dénomination des Articles	Unités autrichiennes		Unités françaises	
	Base	Droits	Base	Droits
	Zoll-Ctr.	Fl. | Crtz.	100 Kilogr.	Frcs. | Cnts.
Les articles dénommés sous *a)* et *b)* imprimés et publiés en France; *c)* Peintures, c'est-à-dire tableaux sur bois et sur métaux communs, non vernis sur toile et sur pierre, images et dessins originaux sur papier (non reproduits par l'impression, la gravure ou par procédé chimique) et clichés ou plaques d'impression d'images en métaux communs ou en bois	"	exempts	"	exempts

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Gramont* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p. (L. S.) *Herbet* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profitemur; verbo Nostro Caesareo promittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos, nec ut iisdem ulla ratione a Nostris contraveniatur permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesario-Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in Imperali urbe Nostra Vienna die decima septima mensis Decembris anno domini millesimo octingentesimo sexagesimo sexto. Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro a *Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarus aulicus ac ministeralis.

1866

388.

11 décembre 1866.

Traité de navigation conclu à Vienne entre l'Autriche et la France. Ratifications échangées le 18 décembre 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 165.)

Schifffahrtsvertrag zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866. Unterzeichnet zu Wien am 11. December 1866; die Ratificirungen daselbst ausgewechselt am 18. December 1866.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostris atque Majestatis Suae Francorum Imperatoris Plenipotentiariis favendis ac promovendis rebus navigationis inter Utriusque Nostrum ditiones vigentis, die undecima mensis Decembris anni millesimi, octingentesimi sexagesimi sexti Viennae conventio inita et signata est tenoris sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur des Français, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre Leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

Monsieur le Baron de Beust Frédéric Ferdinand, Son Conseiller intime, Ministre de Sa Maison et des affaires étrangères, Grand' Croix des Ordres de Saint Étienne et de Léopold, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., et

Monsieur le Baron de Wüllerstorf et Urbair Bernard, Contre-Amiral, Son Conseiller intime, Ministre du commerce et de l'industrie, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de fer de deuxième classe, etc.;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Monsieur le Duc de Gramont Antoine Alfred Agénor, Son Ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Grand' Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., et

Monsieur Herbet Charles François Edouard, Ministre plénipotentiaire de premier classe, Conseiller d'État, Directeur des consulats et affaires commerciales au Département des affaires étrangères, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc.;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1. 1866

Les navires français venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque, dans un port autrichien, et les navires autrichiens venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque, dans les ports de France, seront réciproquement assimilés à partir du 1er janvier 1867, aux navires nationaux dans les ports des deux pays en ce qui concerne les droits de navigation perçus sous quelque dénomination que ce soit, pour le compte de l'état, des villes ou des corporations.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires français, venant d'ailleurs que d'Autriche, seront communes aux navires autrichiens faisant les mêmes voyages.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever, dans leurs ports respectifs, sur les navires de l'autre Puissance, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées au besoin d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement, dans les ports, rades, havres ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans les États respectifs, aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport, les bâtiments autrichiens et les bâtiments français soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article 3.

La nationalité et la capacité des navires seront admises de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen de documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

La perception des droits de navigation se fera respectivement au choix du capitaine, soit d'après le chiffre du tonnage inscrit sur les documents susmentionnés, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire.

Article 4.

Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes, par navires nationaux,

1866 pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des États respectifs par des navires de l'une ou de l'autre Puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sous les mêmes conditions que celles auxquelles sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

Article 5.

Les articles précédents ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage des pays respectifs, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

Article 6.

Les marchandises de toute nature importées directement d'Autriche en France, sous pavillon autrichien, et à partir du 12 juin 1869, d'un pays quelconque; et réciproquement les marchandises de toute nature importées sous pavillon français en Autriche ne payeront respectivement de plus forts droits de douane, ni d'autres de toute nature perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou d'établissements quelconques que si elles étaient importées sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire autrichien dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera point perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que le navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

Article 7.

Les navires autrichiens venant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans les ports de l'Algérie, de la Martinique, de la Guadaloupe ou de la Réunion, seront assimilés aux navires français; dans les autres colonies françaises ils jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Les importations et les exportations par navires autrichiens seront assimilés à celles effectuées par navires nationaux dans les ports de l'Algérie, et à celles effectuées par navires de la nation la plus favorisée dans les autres colonies françaises.

A partir du 12 juin 1869, les importations par navires autrichiens seront assimilées à celles effectuées sous pavillon national dans les ports de la Martinique, de la Guadaloupe et de la Réunion.

Article 8.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées des ports autrichiens par des navires français, ou de France par des navires

autrichiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront point 1866
assujetties à d'autres droits, ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées dans les États respectifs, à la navigation nationale.

Article 9.

Il est fait exception aux stipulations du présent traité, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet, tant en Autriche qu'en France.

Article 10.

Les embarcations appartenant à l'un des deux États contractants seront admises à naviguer sur toutes les voies de communication par eau, tant naturelles qu'artificielles du territoire de l'autre État aux mêmes conditions et en acquittant en ce qui concerne les droits afférents tant à la coque, qu'à la cargaison, les mêmes taxes que les embarcations de ce pays.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit, à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

Article 12.

Le présent traité entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce conclu par les Hautes Parties contractantes, sous la date de ce jour, et aura la même durée.

Article 13.

Les ratifications du présent traité seront échangées à Vienne en même temps que celles du traité de commerce précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Beust* m. p. (L. S.) *Gramont* m. p.
(L. S.) *Wüllerstorf* m. p. (L. S.) *Herbet* m. p.

Nos visis ac perpensis omnibus et singulis conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profitemur; verbo Nostro Caesareo promittentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur

1866 fideliter executioni mandaturos, nec ut iisdem ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna die decima septima mensis Decembris, anno millesimo octingentesimo sexagesimo sexto. Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Maximilianus Liber Baro *a Gagern* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus ac Ministerialis.

389.

11 décembre 1866.

Protocole final ajouté aux traités de commerce et de navigation, signé à Vienne.

(R. G. B. 1866, Nr 166.)

Schlussprotokoll vom 11. December 1866 zum österreichisch-französischen Handels- und zum österreichisch-französischen Schiffahrtsvertrage vom 11. December 1866. Unterzeichnet zu Wien am 11. December 1866.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et du traité de navigation, conclus à la date de ce jour entre l'Autriche et la France, les Plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et de Sa Majesté l'Empereur des Français ont fait les réserves et déclarations suivantes:

I. En ce qui concerne le traité de commerce.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche déclarent, qu'en vertu de l'article XIII du traité douanier entre l'Autriche et la principauté de Liechtenstein, le traité de commerce conclu sous la date de ce jour, s'appliquera également à la dite Principauté, et les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français prennent acte de cette déclaration.

Article 1. 1866

1° Les dispositions de cet article ne se réfèrent pas aux faveurs spéciales, dont jouissent de temps immémorial les sujets ottomans pour le commerce turc (türkischer Handel) en Autriche.

2° Les stipulations du dit article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans le territoire de chaque État contractant et applicables aux sujets de tout autre État.

Article 2.

1° Pendant la durée du présent traité, les importateurs de produits autrichiens en France auront la faculté d'opter entre les droits ad valorem, tels qu'ils ont été stipulés dans le tarif annexé au dit traité, et les droits spécifiques fixés par le tarif général actuellement en vigueur.

2° Les Plénipotentiaires français déclarent qu'il n'entre pas dans les intentions de leur gouvernement de modifier le droit d'entrée de 25 centimes par hectolitre, auquel sont soumis les vins étrangers importés en France.

3° La bière importée d'Autriche en France payera en sus du droit de consommation 2 francs par hectolitre.

Article 3.

1° Jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé, la production de certificats d'origine sera exigée en Autriche pour les articles suivants:

tissus et bonneterie,
métaux et ouvrages en métaux,
boissons et liqueurs spiritueuses,
verrerie.

Les dits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation, ou du bureau de douane compétent ou bien d'un agent consulaire autrichien.

2° L'importation de la verrerie en Autriche, en tant que le droit ad valorem est réclamé, ne pourra s'effectuer que par le bureau d'une douane principale de 1ère classe.

Dans ce cas, application sera faite du mode de procéder indiqué dans les articles 14, 15, 16, 17 et 18 du traité de commerce conclu entre la France et la Prusse.

Articles 2 et 3.

Le traitement de la nation la plus favorisée stipulé réciproquement par les articles 2 et 3 ne comprend pas:

Les faveurs qui sont ou seront accordées pour faciliter le commerce de frontière des États du Zollverein allemand ou d'autres

1866 États limitrophes, ni les réductions et exemptions de droits dont l'application est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts.

Article 9.

1° Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas aux facilités mentionnées en l'article 6 du traité conclu le 11 avril 1865 entre l'Autriche et les États appartenant à la confédération douanière allemande, ni aux facilités analogues.

2° Cet article ainsi qu'en général les autres dispositions du dit traité ne sont point applicables aux monopoles d'État (tabac, sel comestible, poudre à tirer).

Pourtant le transit par chemins de fer et par eau des sels et tabacs est permis sur le territoire autrichien, sous les conditons et formalités générales applicables au transit des autres marchandises.

Article 14.

Pour assurer l'exécution de la clause d'après laquelle les objets passibles d'un droit d'entrée doivent être admis en franchise lorsqu'ils sont importés comme échantillons par des commis-voyageurs du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans l'autre, il a été convenu ce qui suit:

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités.

La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

2° A l'importation on devra constater le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra ou être déposé en espèces, ou dûment cautionné.

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir:

a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propre à faire reconnaitre leur identité;

b) l'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné;

c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués;

d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réinté-

gration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année. 1866

5° Lorsque avant l'expiration du délai fixé (4° *d*) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet, pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu, sont identiquement les mêmes, que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt, et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

Article 15.

Pour jouir de l'immunité des droits de patente, les voyageurs de commerce français devront être munis d'un certificat de patente, conforme au modèle Ier ci-joint, et les voyageurs de commerce autrichiens d'une carte de légitimation industrielle, qui sera délivrée conformément au modèle IIème ci-annexé.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année pour laquelle ils ont été délivrés. Ils contiendront le signalement et la signature du porteur et seront revêtus du sceau ou cachet de l'autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents, les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront de l'autorité compétente de l'autre État une patente.

Il n'est pas permis aux voyageurs de commerce de colporter des marchandises pour les mettre en vente, mais ils peuvent transporter au lieu de destination les marchandises achetées par eux.

Au reste, ne sont admis réciproquement en franchise de droits que les voyageurs de commerce, qui veulent négocier ou pour leur propre compte, ou pour le compte d'une maison où ils sont employés en qualité de commis de commerce.

1866 Modèle I.

N° 1.

Empire français.

Département d . . . . .
Commune d . . . . .

Certificat de Patente.

Valable pour l'année 18 . .

Le receveur des contributions directes etc. au bureau de . . . certifie que le sieur N . . . est imposé sous le N° . . . au rôle des patentes de la commune de . . . . (ou a fait sa déclaration de patente) aux fins de pouvoir exercer pendant l'année courante la profession de . . . . . en son propre nom . . . ou . . . sous la raison sociale de . . . . . Le présent certificat a été délivré au dit sieur N . . . . . pour obtenir la patente nécessaire en Autriche.

Fait à . . . . . le . . . . . 18 . .

(Signalement et signature du patenté.)

Le receveur.

N° 2.

Empire français.

Département d . . . . .
Commune d . . . . .

Patente

Valable pour l'année 18 . .

Le . . . . . (préfet du département de . . . . .) vu l'acte de légitimation produit par le sieur N . . . . . demeurant à . . . . lequel lui a été délivré par l'autorité compétente à . . . . (Autriche) le . . . . dernier . . . constatant que le dit sieur N . . . . . y est patenté comme exerçant la profession de . . . . . délivré au sieur N . . . . . la présente patente pour l'autoriser à se livrer en France et en Algérie aux achats, ainsi qu'à la vente sur échantillons ou sur commandes, des marchandises de son commerce ou industrie mentionné ci-dessus.

Fait à . . . . . le . . . . . 18 . .

Modell II. 1866

Nr. 1.

Gewerbe-Legitimationskarte.

Siegel oder Stämpel der ausstellenden Behörde.

Von der unterzeichneten Behörde wird

Herrn N { Kaufmann, Fabrikant in X / Commis im Dienste des Hauses N in X } bestätigt, dass { er / das genannte Haus } für die Ausübung { seines / des } Gewerbebetriebes { . . . / desselben } die im Lande gesetzlich bestehenden Steuern zu entrichten hat.

Diese Gewerbe-Legitimationskarte wurde dem genannten Herrn N behufs seiner Legitimation bei den einschlägigen französischen Behörden zur Erlangung des nöthigen Gewerbepatentes für Frankreich ausgefertigt.

Dieses Zeugniss ist giltig für . . . . Monate.

Ort und Tag der Ausstellung. Personalbeschreibung und Unterschrift der ausstellenden Behörde. Unterschrift des Reisenden.

Nr. 2.

Gewerbeschein.

Giltig für Siegel oder Stämpel der ausstellenden Behörde. das Jahr 18 . .

Herr N { Kaufmann, Fabrikant in . . . . . / Commis im Dienste des Hauses N in . . . . } wird hierdurch in Folge des von ihm vorgezeigten ihm von der zuständigen Behörde in . . . . (Frankreich) . . . am . . . . ausgestellten Gewerbesteuer-Certificates ermächtigt, in Oesterreich Ankäufe und Verkäufe der Waaren { seines Handelszweiges, seiner Industrie / des Handelsbetriebes des Hauses N } auf Muster oder auf Bestellungen zu machen.

Ort und Tag der Ausstellung. Personalbeschreibung und Unterschrift der ausstellenden Behörde. Unterschrift des Reisenden.

1866 **II. En ce qui concerne le traité de navigation.**

Article 3.

Pour la perception des droits de navigation, est admis de part et d'autre le rapport suivant entre le tonneau de jauge français et autrichien, savoir:

1 tonneau français = 1·179 tonneaux autrichiens,
1 tonneau autrichien = 0·848 tonneaux français.

Article 10.

Les embarcations autrichiennes naviguant sur les eaux intérieures de la France, et réciproquement les embarcations françaises naviguant sur les eaux intérieures de l'Autriche, seront soumises à la législation du pays en ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Gouvernements, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur les deux traités auxquels il se rapporte, a été dressé en double expédition à Vienne le 11 décembre 1866.

Beust m. p. *Gramont* m. p.
Wüllerstorf m. p. Ed. *Herbet* m. p.

390.

11 décembre 1866.

Traité entre l'Autriche et la France concernant les droits et les fonctions des Consuls réciproques dans les deux états. Ratifications échangées le 18 décembre 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 167.

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866, über die Vorrechte und den Wirkungskreis der gegenseitigen Consuln in den beiden Staaten. Geschlossen zu Wien am 11. December 1866; die Ratificirungen daselbst ausgewechselt am 18. December 1866.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae Rex, etc. etc.

Notum testatumque omnibus ac singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostris atque Majestatis Suae Francorum Imperatoris Plenipotentiariis eo fine ut mutua jura, privilegia et immunitates

nec non functiones atque obligationes eorum, qui in Austria atque Francia munera consularia obeunt, clara et distincta ratione determinarentur, conventio die undecima mensis Decembris anni currentis Viennae inita et signata est tenoris sequentis: 1866

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant déterminer, avec toute l'extension et la clarté possibles, les droits, priviléges et immunités réciproques des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, Chanceliers ou Secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis en Autriche et en France, ont résolu de conclure une Convention consulaire, et ont nommé, a cet effet, pour Leurs Plenipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

Mr. le Baron de Beust Frédéric Ferdinand, Son Conseiller intime, Ministre de Sa Maison et des affaires étrangères, Grand'Croix des Ordres de St. Étienne et de Léopold, Grand'Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., et

Mr. le Baron de Wüllerstorf Urbair Bernhard, Contre-Amiral, Son Conseiller intime, Ministre du commerce et de l'industrie, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de fer de deuxieme classe, etc.;

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Mr. le Duc de Gramont Antoine Alfred Agénor Son Ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Grand' Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., et

Mr. Herbet Charles François Edouard, Ministre plénipotentiaire de première classe, Conseiller d'État, Directeur des Consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, Grand' Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc.;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires dans les ports ou places de commerce de l'autre Partie, y compris les Possessions d'outre-mer et les Colonies. Elles se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités quelles jugeraient convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les Consuls généraux et Consuls établis dans l'un ou l'autre des deux Pays, conformément aux dispositions de cet article, pourront exercer les attributions qui leur sont reconnues par la présente Convention, dans toute l'étendue du gouvernement ou du district dont leur résidence est le chef-lieu.

1866 Les dits fonctionaires ou agents, seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les Pays respectifs.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur la production du dit exequatur, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires, pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des droits, priviléges et immunités, qui y sont attachés.

Article 2.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et leurs Chanceliers, sujets de l'État qui les nomme, seront exemptées des logements et contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce, ou qu'ils n'exercent quelque industrie; dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du pays qualifie de crimes. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Article 3.

Les Consuls généraux, Consuls et leurs Chanceliers, ainsi que les Vice-Consuls et Agents consulaires, sujets de l'État qui les nomme, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration juridique, elle devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent, ou bien la leur demander par écrit.

Article 4.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure du Consulat, l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: „Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire de . . "

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, aux jours de solennités publiques ou dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans la ville où se trouverait l'Ambassade de leur Souverain.

Ils pourront, de même, arborer le pavillon national sur le 1866
bateau qu'ils monteraient dans le port, pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 5.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Article 6.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls, les Élèves-Consuls, les Chanceliers et Secrétaires, qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit à éxercer par intérim les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des immunités et priviléges qui y sont attachés par la présente convention.

Article 7.

Les Consuls généraux et Consuls pourront nommer des Vice-Consuls et des Agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur arrondissement consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux Pays, comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des priviléges et immunités stipulées par la présente Convention. Toutefois, les Vice-Consuls qui ne sont pas sujets de l'État qui les nomme, et les Agents consulaires, ne seront pas admis au bénéfice des exemptions et immunités consacrées par l'article 2.

Article 8.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux Pays, pourront dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur arrondissement, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Pays, et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur Pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Article 9.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux Pays, ainsi que leurs Chanceliers, auront le droit de

1866 recevoir dans leurs Chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur Pays.

Ils seront également autorisés à recevoir:

1° Les dispositions testamentaires de leurs nationaux, et tous autres actes de droit civil qui les concernent et auxquels on voudrait donner forme authentique;

2° Les simples actes conventionnels, passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident. Ces actes auront, en justice, dans les deux Pays la même force et valeur, que s'ils avaient été passés devant les officiers publics ou ministériels compétents dans l'un ou l'autre des deux États.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays; et ces traductions auront dans le Pays de leur résidence la même force et valeur, que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du Pays.

Article 10.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger le capitaine et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin, les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'Administration du Pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre, ou les demandes qu'ils auront à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales des deux Pays, aux dispositions desquelles la présente clause n'oppose aucune dérogation.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les Officiers et Agents de la douane du pays ne pourront, en aucun cas, opérer ni visites, ni recherches à bord des navires de commerce, sans en avoir donné préalablement avis à l'Autorité consulaire de la nation à laquelle ces navires appartiennent, afin qu'elle puisse assister à la visite. Ils devront également prévenir en temps opportun les Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation, qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

L'invitation qui sera adressée, à cet effet, aux Consuls et Vice- 1866
Consuls ou Agents consulaires indiquera une heure précise; et s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Article 11.

Les Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation. En conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements, réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres, survenus à bord des navires, seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du Pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou conduire provisoirement en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, les dits agents le jugeront convenable.

Article 12.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront faire arrêter et envoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes Parties contractantes.

À cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique des ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, aux dites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du Pays et y seront détenus à la demande et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de deux mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance,

1866 la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'Autorité locale pourrait surseoir à l'extradition, jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence, et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 13.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement, ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résideront les dits Agents, ou ceux d'une tierce puissance, ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties interéssées, elles devront être réglées par l'Autorité locale.

Article 14.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les Autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Autriche, seront dirigées par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de France; réciproquement, toutes les opérations de sauvetage des navires Autrichiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la France, seront dirigées par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de l'Autriche.

L'intervention des Autorités locales n'aura lieu, dans les deux Pays, que pour assister l'Autorité consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, ou de la personne qu'ils délé-

gueront à cet effet, les Autorités locales devront prendre toutes les 1866
mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets, qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des Autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Article 15.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, ainsi que les Élèves-Consuls ou Chanceliers, jouiront dans les deux Pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges, qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article 16.

La présente Convention entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce conclu par les deux Hautes Parties contractantes sous la date de ce jour, et aura la même durée.

Article 17.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Vienne en même temps que celles du traité de commerce précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

Beust m. p. *Gramont* m. p.
Wüllerstorf m. p. Ed. *Herbet* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Cesareo-Regio promittentes, Nos omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

1866 Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna die decima septima mensis Decembris anno millesimo octingentesimo sexagesimo sexto, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. Apost. Majestatis proprium:
Joannes Liber Baro *a Vesque-Püttlingen* m. p.,
C. R. Consiliarus aulicus et ministerialis.

391.

11 décembre 1866.

Traité entre l'Autriche et la France concernant le règlement des successions, laissées dans l'un des deux états par les sujets de l'autre état. Ratifications échangées le 18 décembre 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 168.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866, über die Behandlung der Verlassenschaften der gegenseitigen Staatsangehörigen. Geschlossen zu Wien am 11. December 1866; die Ratificirungen daselbst ausgewechselt am 18. December 1866.

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiariis Nostris atque illis Majestatis Suae Francorum Imperatoris conventio ad regulandas mutuas officiorum judicialium et consularium tractationes, quae bona mobilia relicta utriusque subditorum concernunt, die undecima mensis Decembris anni currentis Viennae inita et signata est, tenoris sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant déterminer avec la plus grande précision les droits de leurs sujets respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et de l'autre pays, en ce qui concerne le règlement des successions, laissées dans l'un des deux états par des sujets de l'autre état, ont résolu, d'un commun accord, de conclure dans ce

but une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs 1866
Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

Mr. le Baron de Beust Frédéric Ferdinand, Son Conseiller intime, Ministre de Sa Maison et des affaires étrangères, Grand'Croix des ordres de St. Étienne et de Léopold, Grand'Croix de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc., et

Mr. le Baron de Wüllerstorf-Urbair Bernard, Contre-Amiral, Son Conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, Chevalier de l'ordre de la couronne de fer de deuxième classe etc. etc.,

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Mr. le Duc de Gramont Antoine Alfred Agénor, Son Ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Grand'-Croix de Son ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc., et

Mr. Herbet Charles François Édouard, Ministre plénipotentiaire de première classe, Conseiller d'état, Directeur des Consulats et Affaires commerciales au département des Affaires étrangères, Grand'Officier de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur etc. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront disposer par testament, legs, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires des États respectifs.

Ils seront habiles à recevoir, de la même manière que les nationaux, les biens situés dans l'autre pays, qui leur seraient dévolus à titre de donation, legs, testament ou même par succession ab intestat, et les dits héritiers, légataires ou donataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou mutation autres, ni plus élevés, que ceux, qui seraient imposés, dans les cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Ils auront la faculté de faire dresser leurs dispositions de dernière volonté par des Consuls ou Chanceliers de leur nation.

Article 2.

La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives aux successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers, laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent simplement de passage, seront jugées par

1866 les tribunaux ou autorités compétentes de l'état auquel appartenait le défunt, et conformément aux lois de cet état.

Article 3.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès. Ceux-ci devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils auront été informés les premiers.

Les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes:

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui, dans le cas où les lois du pays le lui prescrivent, pourra y assister et apposer également ses scellés. Lorsqu'elle aura été informée la première du décès, et en tant que, suivant les lois du pays, elle est tenue à apposer les scellés sur la succession, l'autorité locale invitera l'autorité consulaire à procéder en commun à cet acte.

Dans le cas où l'apposition immédiate des scellés paraîtrait absolument nécessaire, mais où cette opération, par suite de la distance des lieux, ou par d'autres motifs, ne pourrait avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés prealablement sans le concours de l'autorité consulaire, et vice-versa, sauf à informer l'autorité, qui ne sera pas intervenue, et qui sera libre de croiser en suite son sceau avec celui déjà apposé.

Les scellés de l'autorité locale, et réciproquement ceux de l'autorité consulaire, ne devront pas être levés, sans que la dite autorité assiste à cette opération.

Toutefois, si après un avertissement adressé par l'autorité consulaire à l'autorité locale, ou vice-versa par l'autorité locale à l'autorité consulaire, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, l'autorité, à qui l'invitation a été adressée, ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule à la dite opération.

2° Former l'inventaire de tous les biens mobiliers et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si après en avoir été prévenue, celle-ci croyait devoir assister à cet acte.

3° Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les objets mobiliers de la succession, ab intestat ou testamentaire, qui pourraient se détériorer, et de ceux d'une conservation difficile, en

prévenant l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites et par l'autorité compétente d'après les lois du pays. Dans le cas où ce serait l'autorité locale qui aurait à effectuer cette vente, elle devra inviter l'autorité consulaire à y assister. 1866

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra.

Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale appelée à assister aux opérations antérieures, s'il se présente des sujets du pays ou d'une puissance tierce comme intéressés dans la succession, et en tant qu'il s'agirait de garantir les droits de succession ou de mutation à payer suivant les lois du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au payement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon la loi du pays, l'autorité consulaire restant chargée de représenter ses nationaux, héritiers ou légataires, absents, mineurs et incapables.

5° Administrer eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la partie mobilière de la succession, et même liquider les successions purement mobilières; à moins que le délai, fixé par l'autorité locale selon les lois du pays, pour présenter les réclamations au nom de leurs nationaux ou de sujets d'une tierce puissance, demeurant dans le pays, ne soit pas encore expiré, ou qu'il ne s'élève quelque contestation à l'égard de pareilles réclamations; car, dans ces deux cas, le Consulat devra surseoir à la liquidation, et se bornera à des mesures administratives, qui ne pourraient entraver l'acquittement des réclamations précitées.

La décision à l'égard de ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

Après le prononcé du jugement concernant toutes les réclamations susmentionnées, réservées à la décision des tribunaux du pays, ou après que la somme requise pour leur acquittement aura été déterminée, l'entière succession mobilière, en tant qu'elle ne serait pas engagée à titre de caution, devra, après la levée des scellés apposés par l'autorité locale, être remise, pour en disposer ultérieurement, à l'autorité consulaire.

Article 4.

Lorsqu'un sujet d'une des Hautes Parties contractantes se trouvera intéressé dans la succession, ouverte sur le territoire de l'autre

1866 partie, soit d'un sujet du même pays, soit d'un regnicole, soit même d'un étranger, les autorités locales devront informer de l'ouverture de la succession le Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès.

Article 5.

Lorsqu'un sujet autrichien en France, ou un sujet français dans les états autrichiens, sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens, qu'il aura laissés, et devra donner avis, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'Ambassade de la nation du défunt ou à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu, où se sera ouverte la succession.

Mais dès l'instant que le consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché se présentera personnellement ou aura envoyé un délegué sur les lieux, l'autorité locale qui serait intervenue, devra se conformer aux prescriptions de l'article 3 de cette Convention.

Article 6.

Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux pays, morts à bord d'un navire de l'autre pays, seront remis, dans le port d'arrivée, à l'autorité compétente du pays du défunt ou entre les mains du Consul de la nation.

Article 7.

La présente Convention entrera en vigueur [illegible] que le traité de commerce, conclu par les Hautes Parties [illegible] sous la date de ce jour, et aura la même durée.

Article 8.

Les ratifications de la présente Convention [illegible] à Vienne, en même temps que celles du traité [illegible].

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs [illegible] la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 11 [illegible] l'an de grâce 1866.

Beust m. p. [illegible]
Wüllerstorf m. p. [illegible]

Nos visis et perpensis Conventionis hujus [illegible] et singulos ratos hisce gratosque habere [illegible] verbo Nostro Caesareo-Regio promittentes. N[illegible] illis

continentur fideliter executioni mandaturos, nec ut illis ulla ratione 1866
a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna die decima septima mensis anno millesimo octingentesimo sexagesimo sexto, Regnorum Nostrorum Decembris decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. et Reg. Apost. Majestatis proprium:
Joannes Liber Baro *a Vesque-Püttlingen* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

392.

11 décembre 1866.

Traité entre l'Autriche et la France concernant la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art. Ratifications échangées à Vienne le 18 décembre 1866.

(R. G. B. 1866, Nr. 169.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866, wegen gegenseitigen Schutzes des Autorrechtes an Werken der Literatur und Kunst. Geschlossen zu Wien den 11. December 1866; die Ratificirungen daselbst ausgewechselt am 18. December 1866.)

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator; Hungariae, Bohemiae: etc. etc. Rex.

Notum testatumque omnibus ac singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostris Plenipotentiariis atque illis Majestatis Suae Francorum Imperatoris conventio ad protegenda jura autorum quoad producta litterarum et artium in utriusque Nostrum ditionibus contra illegitimas reimpressiones et imitationes, die undecima mensis Decembris anni currentis Viennae inita et signata est, tenoris sequentis:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté l'Empereur des Français, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui Leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des oeuvres d'esprit et d'art, ont résolu de con-

1866 clure une convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

Mr. le Baron de Beust Frédéric Ferdinand, Son Conseiller intime, Ministre de Sa Maison et des affaires étrangères, Grand'Croix des Ordres de Saint Étienne et de Léopold, Grand'Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'honneur etc., et

Mr. le Baron de Wüllerstorf-Urbair Bernard, Contre-Amiral, Son Conseiller intime, ministre du commerce et de l'industrie, Chevalier de l'ordre de la couronne de fer de deuxième classe etc.

Sa Majesté l'Empereur des Français:

Mr. le Duc de Gramont Antoine Alfred Agénor, Son Ambassadeur près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Grand' Croix de Son ordre Impérial de la Légion d'honneur etc., et

Mr. Herbet Charles François Édouard, Ministre plénipotentiaire de première classe, Conseiller d'état, Directeur des Consulats et affaires commerciales au département des Affaires étrangères, Grand'Officier de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur etc.;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'oeuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Article 2.

La jouissance du bénéfice de l'article 1 est subordonnée à l'accomplissement dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou oeuvres musicales, publiés pour la première fois dans l'un des deux

États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État sera en outre 1866
subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement effectué de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Autriche, il devra être enregistré à Paris, au Ministère de l'Intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à Vienne au Ministère des Affaires étrangères.

L'enregistrement se fera de part et d'autre sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux dits Ministères, soit aux missions diplomatiques des deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

À l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 5, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux, tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe. Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre. Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il contiendra le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et de l'éditeur, et toutes les indications requises pour constater l'identité de l'ouvrage; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Article 3.

Les stipulations de l'article 1 s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des oeuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 4.

Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions, faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée

1866 par article 1 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre état. Il est bien entendu toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et dans les limites prévus par l'article ci-après

Article 5.

L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, jouira de la même protection que les auteurs nationaux contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, sous la condition toutefois d'avoir indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume.

Les auteurs d'ouvrages dramatiques jouiront réciproquement des mêmes droits relativement à la traduction ou la représentation des traductions de leurs ouvrages.

Article 6.

Lorsque l'auteur d'une oeuvre spécifiée dans l'article 1 aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette oeuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Les ouvrages auxquels s'applique l'article 6 seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Article 7.

Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes etc. jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Article 8.

Nonobstant les stipulations des articles 1 et 4 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques, publiés dans l'un des deux Pays, pourront être reproduits ou traduits

dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu 1866
qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction ou traduction, dans l'un deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction ou la traduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Article 9.

La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 3, 4 et 5, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 11, soit que les dites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Article 10.

En cas de contravention aux dispositions des articles précédents la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Article 11.

Les deux gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs, et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques, existant en magasins chez les éditeurs ou imprimeurs autrichiens ou français, et constituant une reproduction non autorisée de modèles autrichiens ou français. Toutefois ces chlichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

1866

Article 12.

Pendant la durée de la présente convention, les objets suivants, savoir:

Livres en toutes langues,

Estampes,

Gravures,

Lithographies et photographies,

Cartes géographiques ou marines,

Musiques,

Planches gravées en acier, en cuivre ou bois et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificat d'origine.

Article 13.

Les livres d'importation licite, venant d'Autriche, seront admis en France, tant à l'entrée, qu'au transit, direct ou pour entrepôt, savoir:

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strassbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint Jean de Maurienne, Chambery, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Hâvre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia:

2° les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et en outre, par les bureaux de Sarraguemines, St. Louis, Verrières de Joux, Perpignan (par le Perthus), Le Perthus, Behobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio.

Sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Autriche, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux principaux de douane et par les bureaux secondaires de première classe.

Article 14.

Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ou partie de production, à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, de ne-

hiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures, ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons. 1866

Article 15.

La présente convention entrera en vigueur en même temps que le traité de commerce conclu sous la date de ce jour par les Hautes Parties contractantes, et aura la même durée.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne en même temps que celles du traité de commerce précité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 11 décembre de l'an de grâce 1866.

Beust m. p. *Gramont* m. p.
Wüllerstorf m. p. Ed. *Herbet* m. p.

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis illos omnes et singulos ratos hisce gratosque habere profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio promittentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes Ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna die decima septima mensis Decembris anno millesimo octingentesimo sexagesimo sexto, Regnorum Nostrorum decimo nono.

Franciscus Josephus m. p. (LS)

Ferdinandus Liber Baro *a Beust* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Reg. Apost. Majestatis proprium:
Joanes Liber Baro *a Vesque-Püttlingen* m. p.,
C. R. Consiliarius aulicus et ministerialis.

1866

393.

12 décembre 1866.

Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'admission au traitement en transit des colis passant par l'Italie d'une partie du territoire autrichien vers l'autre.

(F. V. B. 1866, Nr. 52.)

Bewilligung des Streckenzugverfahrens für Versendungen von Waaren aus einem Theile des österreichischen Gebietes in einen anderen über Italien.

Die Bestimmung des §. 21 der Vorschrift vom 31. Jänner 1836 über die Vollziehung der Zoll- und Staatsmonopolsordnung, wornach inländische Erzeugnisse oder ausländische vorschriftsmässig für den Verbrauch bezogene Waaren über das durch die Zolllinie von Bregenz bis Asch begrenzte fremde Gebiet aus einem Theile des Zollgebietes in den anderen geführt werden dürfen, wird auch auf Versendungen von Waaren aus einem Theile des Reiches in den anderen über das ehemalige lombardisch-venetianische Königreich ausgedehnt, wobei im Allgemeinen das mit dem Erlasse vom 7. Juni 1853 (Reichs-Gesetz-Blatt XXXII. Stück, Seite 521), unter §§. 20—25, und mit dem Erlasse vom 2. Februar 1864, Z. 49442 (V. B. Nr. 9, Seite 47), betreffend die Anwendung des Ansagescheinverfahrens im Eisenbahnverkehre auf sogenannte Streckenzugsgüter, vorgezeichnete Verfahren zu beobachten ist.

Wien, am 12. December 1866.

394.

20 décembre 1866.

Note du ministre Royal des affaires étrangères chev. de Visconti-Venosta au baron de Bruck, chargé d'affaires de S. M. I. et R. à Florence concernant l'admission des marchandises autrichiennes au traitement de la nation la plus favorisée.

(Archives du ministère I. et R. des affaires étrangères.)

Monsieur le baron!

Le Ministre des Finances vient de me faire connaître, puisqu'il demeure entendu que les marchandises italiennes [illegible] en Autriche sous aucune exception ni restriction du traitement

accordé aux états les plus favorisés, des ordres ont été donnés pour 1866
qu'à partir du 1er janvier 1867 ce même traitement soit concédé aux marchandises autrichiennes importées en Italie.

Je me flatte de l'espoir que Vous trouverez comme moi que l'incident soulevé au sujet de l'interprétation des articles XX et XXI du traité de paix est ainsi vidé à la satisfaction des deux pays intéressées.

Agréez . . . . *Visconti-Venosta.*

395.

20 décembre 1866.

Décret ministériel concernant l'exécution des traités de commerce avec la Grande-Bretagne et la France, et du traité de paix avec l'Italie par rapport aux produits originaires de ces états.

(R. G. B. 1866, Nr. 172.)

Verordnung der Ministerien des Aeussern, der Finanzen und des Handels vom 20. December 1866, betreffend die mit 1. Jänner 1867 in Wirksamkeit tretende Zollbehandlung britischer, italienischer und französischer Erzeugnisse.

(Giltig für die Länder des allgemeinen österreichischen Zollgebietes.)

In Vollziehung des Handelsvertrages zwischen Oesterreich und Grossbritannien vom 16. December 1865, Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1866, Nr. 2, des Friedensvertrages zwischen Oesterreich und Italien vom 3. October 1866, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 116, und des Handelsvertrages zwischen Oesterreich und Frankreich vom 11. December 1866, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 164, welche britischen, italienischen und französischen Erzeugnissen die Behandlung der meistbegünstigten Nation zusichern, wird verordnet:

1. Der in der Anlage *A* zu dem zwischen Oesterreich und dem deutschen Zollvereine geschlossenen Handels- und Zollvertrage vom 11. April 1865, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 32, enthaltene Specialtarif *A* hat, insoweit der allgemeine österreichische Tarif oder Specialverordnungen nicht eine noch günstigere Behandlung einzelner Gegenstände zulassen, vom 1. Jänner 1867 angefangen, nicht nur auf zollvereinsländische, sondern auch auf britische, italienische und französische Erzeugnisse Anwendung zu finden, möge die Einfuhr nach Oesterreich über irgend welche Grenze zu Lande oder zu Wasser geschehen.

Ausgenommen von dieser Regel sind die Bestimmungen Nr. 1. lit. *a* und *b* (Getreide und Hülsenfrüchte, Mehl und Mahlproducte),

1866 Nr. 2, lit. *b* und *c* (Gartengewächse und Obst, zubereitetes), Nr. 4, lit. *a* bis *g* (Zug- und Schlachtvieh), Nr. 6, lit. *g* (Käse), Nr. 9, lit. *a* (Brot, gemeines), Nr. 14, lit. *a* (Terpentin und Terpentinöl), Nr. 30, lit. *b* (Fussdecken und Matten aus Bast, Binsen u. s. w.) und Nr. 36, lit. *a* (gewöhnliches Töpfergeschirr), jenes Specialtarifes, welche auf den Verkehr aus dem Zollvereine über die österreichisch-zollvereinsländische Grenze beschränkt bleiben.

2. Zur Begründung des Anspruches auf die begünstigte Behandlung ist erforderlich, dass in beiden Exemplaren der dem Zollamte vorzulegenden Waarendeclaration der britische, italienische oder französische Ursprung der Waare angegeben sei.

Im Falle eines gegen die Richtigkeit dieser Angabe sich ergebenden Bedenkens ist der Ursprung der Waare durch eine Bescheinigung, welche von der Localbehörde oder von dem zuständigen Zollamte des Landes der Versendung oder von einem dort residirenden österreichischen Consularfunctionär ausgestellt sein kann, oder durch Vorlage des Frachtbriefes (Fattura) nachzuweisen.

Die erwähnte Ursprungsbescheinigung darf nur dann gefordert werden, wenn es sich um die Zollbehandlung von Webe- und Wirkwaaren, Metallen und Metallwaaren, Getränken und geistigen Flüssigkeiten oder Glaswaaren handelt.

Freiherr *von Beust* m. p.
Graf *Larisch-Moennich* m. p.
Freiherr *von Wüllerstorf* m. p.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU QUATRIÈME VOLUME.

Pag.

1865. 4 janvier. Note de S. A. Aali Pacha au baron de Prokesch-Osten, Internonce de S. M. Impériale et Royale Apostolique à l'égard de l'hivernage des Mokans Transylvains sur le territoire Ottoman 1

— **31 janvier.** Déclaration ministérielle à l'égard d'une convention conclue avec le conseil fédéral de la Suisse agissant au nom du canton de Berne par rapport au traitement gratuit dans les hôpitaux des sujets réciproques dépourvus de moyens. Déclaration suisse datée de Berne le 20 janvier 1865 4

— **25 février.** Loi concernant les droits de tonnage, sanitaires et de contumace à payer dans les ports autrichiens 5

— **28 mars.** Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères concernant le pavillon intérimaire pour les bâtiments marchands des duchés de Sleswig et Holstein 13

— **1 avril.** Protocole signé à Berlin par les plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et du Danemark à l'égard de certaines dispositions du traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864..... 13

— **11 avril.** Traité de commerce et de douane entre l'Autriche et les états de la confédération douanière allemande, conclu à Berlin. Ratifié à Vienne le 21 mai 1865. Ratifications échangées à Berlin 14

— **15 avril.** Convention télégraphique entre l'Autriche et la Prusse d'une part et la Russie de l'autre. Conclue à Paris. Ratifiée le 25 novembre 1865 98

— **19 avril.** Décret du ministère de la justice concernant l'exécution en Autriche des arrêts des tribunaux russes en matière de justice civile 100

— **22 avril.** Convention télégraphique entre l'Autriche et la Suisse. Conclue à Berne. Ratifiée le 25 novembre 1865 100

— **25 avril.** Dispositions additionnelles au Règlement organique transitoire adopté par la Commission Européenne du Danube le 4 novembre 1858, pour déterminer l'ordre de ses travaux 102

— **17 mai.** Convention télégraphique internationale. Conclue à Paris. Ratifications échangées le 14 août 1865..... 104

— **22 mai — 24 juin.** Convention entre l'Autriche et les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie pour le règlement du service télégraphique. Conclue à Vienne et Bucarest. Ratifiée le 25 novembre 1865 144

— **31 mai.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'exécution du traité douanier austro-allemand du 11 avril 1865 147

— **31 mai.** Convention entre l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis de l'Amérique septentrionale, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède d'une part et le Sultan du Maroc de l'autre part, par rapport à l'ad-

Pag.

1865. ministration et l'entretien du phare au Cap Spartel. Conclu à Tanger. Ratifiée par l'Autriche le 20 août 1865. Ratifications échangées à Tanger le 14 février 1867 163

— **1 juin.** Dispositions provisoires modifiant le tarif de droits de navigation en vigueur à l'embouchure de Soulina 167

— **6 juin.** Déclaration ministérielle, concernant une convention avec la Principauté de Reuss de la ligne cadette relative à la légalisation de documents officiels. Déclaration ministérielle de Reuss datée de Gera le 6 juin 1865 168

— **7 juin.** Convention entre l'Autriche et la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt rélative à la légalisation de documents officiels. Déclaration ministérielle de Rudolstadt datée du 30 juin 1865 .. 169

— **15 juin.** Loi concernant la réciprocité à observer par rapport aux marques industrielles de l'étranger 173

— **21 juin.** Déclaration ministérielle concernant une convention avec la Prusse et la Bavière relative à la protection légale et à prêter réciproquement contre la falsification du timbre, des sceaux et d'autres certificats officiels 174

— **23 juin.** Déclaration ministérielle concernant la convention avec le Duché de Saxe-Meiningen relative à la légalisation de documents officiels. Déclaration ministérielle de Saxe-Meiningen datée du 24 mai 1865 177

— **25 juin.** Décret ministériel concernant la juridiction civile restreinte de l'agence consulaire à Ismail, et le pourvoi à la cour d'appel à Vienne 180

— **26 juin.** Ordonnance du ministère Impérial Royal des finances concernant le traitement douanier des marchandises provenant en libre circulation de l'union douanière allemande et de celles qui sont exportées dans la dite union 181

— **28 juin.** Décret ministériel par lequel les Moldo-Valaques chrétiens domiciliés en Autriche sont déclarés capables d'acquérir des biens immeubles en Autriche 183

— **30 juin.** Loi concernant plusieurs modifications provisoires du tarif douanier autrichien 184

— **4 juillet.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le contrôle des marchandises qui proviennent des états de l'union douanière, mais non en libre circulation 209

— **14 juillet.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Duché de Saxe-Altenbourg à la convention conclue entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière, pour empêcher la falsification du timbre et des certificats officiels 210

— **31 juillet.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant une convention entre le gouvernement autrichien et celui des Principautés-Unies de Moldavie et Valachie relative au traitement des déserteurs et des vagabonds 211

— **5 août.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant les taxes à payer des biens meubles d'un sujet bavarois décédé en Autriche 213

— **5 août.** Traité entre l'Autriche, la Bavière et la Suisse pour la construction d'un chemin de fer de Lindau à St. Margarethen, et de Rüthi à Feldkirchen. Conclu à Munic. Ratifications échangées à Vienne le 13 décembre 1865 213

— **7 août.** Publication ministérielle concernant une convention avec le gouvernement du Duché d'Anhalt relative à la légalisation des

Pag.

1865. documents officiels. Déclaration ministérielle d'Anhalt datée du 2 juillet 1865 222
— **7 août.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Grand-Duché de Hesse à la convention entre l'Autriche et la Principauté de Liechtenstein d'une part, la Prusse et la Bavière de l'autre part relative à la protection légale accordée contre la falsification du timbre et des certificats officiels .. 226
— **9 août.** Déclaration ministérielle concernant une convention avec le Grand-Duché de Saxe-Weimar relative à la légalisation des documents officiels. Déclaration ministérielle de Saxe-Weimar datée du 10 juillet 1865 227
— **9 août.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du Grand-Duché de Saxe-Weimar, du duché de Saxe-Cobourg-Gotha et des principautés de Schwarzbourg-Rondolstadt et de Reuss (ligne cadette) à la convention entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière relative à la protection légale contre la falsification du timbre et des certificats officiels 231
— **10 août.** Publication ministérielle annonçant l'accession du gouvernement du Landgraviat de Hesse à la convention conclue entre plusieurs états de la Confédération Germanique par rapport à l'entretien et à l'enterrement des sujets respectifs 232
— **14 août.** Convention signée à Gastein entre l'Autriche et la Prusse 233
— **4 septembre.** Convention entre l'Autriche et la Prusse concernant la légalisation des documents officiels. Ratifications échangées à Vienne le 28 septembre 1865 236
— **5 septembre.** Ordonnance concernant l'exécution des dispositions de la convention de Gastein à l'égard de l'administration des duchés 242
— **5 septembre.** Publication concernant la dissolution de l'autorité suprême civile instituée pour les duchés Sleswig-Holstein et Lauenbourg 244
— **8 septembre.** Publication du ministère des affaires étrangères concernant l'accession du gouvernement de la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen à la convention entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière relative à la protection légale accordée contre la falsification du timbre et des certificats officiels 245
— **19 septembre.** Décret du ministère du commerce concernant l'échange des déclarations ministérielles entre l'Autriche et la Bavière relatives à la protection légale et réciproque accordée aux marques de fabrique 246
— **30 septembre.** Convention télégraphique austro-allemande conclue à Schwerin, ratifiée à Vienne le 31 octobre 1865 247
— **15 octobre.** Déclaration ministérielle concernant une convention avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin relative à la légalisation des documents officiels. Déclaration ministérielle de Mecklenbourg-Schwerin datée du 24 octobre 1865 269
— **16 octobre.** Traité postal entre l'Autriche et la Grande-Bretagne conclu à Londres 272
— **18 octobre.** Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen concernant la légalisation des documents officiels, signée à Vienne le 18 octobre 1865, à Sondershausen le 20 novembre 1865 301
— **2 novembre.** Acte relatif à la navigation des embouchures du Danube, signée à Galatz. Protocole de ratification signé le 28 mars 1866 à Paris 304

1865. **6 novembre.** Ordonnance Impériale concernant l'abolition de révision des passe-ports aux frontières . . . . . .
— **19 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances con nant l'abolition du timbre douanier . . . . . .
— **29 novembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances con nant le traitement douanier des courriers sardes aux bu frontières . . . . . .
— **29 novembre.** Ordonnance Impériale concernant l'admission commerce en Autriche des sociétés étrangères par actions celles en commandite par actions à l'exception des sociétés surance . . . . . .
— **6 décembre.** Convention entre l'Autriche et la Saxe concern légalisation des documents officiels. Ratifications échang Dresde le 16 janvier 1866 . . . . . .
— **8 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. d'État con l'arrangement entre l'Autriche et la Prusse à l'égard de la ciation aux primes pour l'arrestation des déserteurs . . . . .
— **8 décembre et 22 novembre.** Convention conclue aux ter l'article 59 de la Convention télégraphique de Paris de 186 les Administrations des télégraphes Autrichiens et Ott Conclue à Vienne et à Constantinople . . . . . .
— **16 décembre.** Traité de commerce entre l'Autriche et la G Bretagne, signé à Vienne. Ratifications échangées le 29 dé 1865 . . . . . .
— **16 décembre.** Notification de la Secrétarie d'État à Rome taxes de fanaux à percevoir dans les ports romains . . . . .
— **21 décembre.** Convention télégraphique entre l'Autrich Serbie. Conclue à Vienne et à Belgrade. Ratifiée le 22 dé 1865 . . . . . .
— **29 décembre.** Publication du ministère I. R. des affaire gères concernant l'accession du Duché de Nassau à la con conclue entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière pour en la falsification du timbre et des certificats officiels . . .
1866. **13 janvier.** Déclaration concernant l'accession du gouve autrichien à la convention anglo-tunisienne du 10 octob relative à l'acquisition et à la possession de biens immeub le territoire de Tunis. Ratifications échangées à Tunis le vier 1866 . . . . . .
— **20 janvier.** Circulaire du ministère Impérial et Royal des étrangères concernant la protection consulaire à accor sujets de l'union douanière en vertu de l'article 20 du tra le Zollverein en date du 11 avril 1865 . . . . . .
— **27 janvier.** Accession du Gouvernement de Grèce à la tion internationale pour empêcher les collisions sur mer .
— **29 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances con un arrangement entre l'Autriche et la Saxe royale a l'é l'envoi des notes de taxes en franchise de poste . . . . . .
— **31 janvier.** Ordonnance du ministère I. R. des finances con l'abolition de la disposition relative à l'escorte de gar finances pour les bateaux à vapeur sur le Danube et sur ayant leur chargement sous plombage . . . . . .
— **9 février/28 janvier.** Convention postale entre l'Autrich Russie, conclue à Vienne. Ratifications échangées à Vi 8 mars 1866 . . . . . .

Pag.

1866. 20 février. Ordonnance provisoire concernant l'introduction de cartes de passe-ports dans le Duché de Holstein..... 411

— **13/1 mars.** Règlement ottoman concernant le droit de Patente à percevoir à partir du 1/13 mars 1866 des débitants de boissons par verre et par mesure, établis soit à Constantinople, dans les faubourgs, les villages du Bosphore, et aux îles des Princes, soit dans les autres villes, bourgs et villages du territoire Ottoman, et applicable indistinctement aux sujets ottomans et étrangers.. 415

— **21 mars.** Ordonnance du ministère I. R. des finances en vertu de laquelle les dispositions de l'ordonnance du 31 janvier 1866 sont étendues sous certaines conditions aux bateaux à vapeur allant de Semlin à Orsova et de Semlin à Sissek le long de la frontière..... 421

— **17 avril.** Protocole final de la commission internationale réunie à Copenhague en vertu du traité de paix du 30 octobre 1864.. 422

— **23 avril.** Ordonnance ministérielle concernant l'accès du Duché de Slesvig à l'union allemande des cartes de passeports..... 431

— **24 avril.** Décret ministériel concernant la modification d'un article de la convention monétaire austro-allemande du 24 janvier 1857 431

— **2 mai.** Note des plénipotentiaires de la conférence de Paris relative aux Principautés-Unies, adressée aux Agents et Consuls de leurs Gouvernements respectifs à Bucarest, en date du 2 mai 1866 432

— **8 mai.** Arrêté de la Commission Européenne du Danube à l'égard de la mise en vigueur de l'acte public du 2 novembre 1865.... 433

— **12 mai et 13 octobre.** Dispositions réglementaires pour la navigation des radeaux et trains de bois dans le bras de Soulina. Disposition additionnelle. Arrêtées par la Commission Européenne du Danube 435

— **12 mai.** Publication ministérielle à l'égard de l'accession de la ville libre de Hambourg à la convention conclue entre divers États d'Allemagne concernant le traitement réciproque à accorder aux sujets respectifs malades ainsi que les frais d'enterrement en cas de leur décès à porter par les Gouvernements respectifs 437

— **13 mai.** Ordonnance Impériale sur l'exécution de la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856 ayant pour but de protéger le commerce maritime en temps de guerre 438

— **6 juin.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant la valeur reconnue aux caisses publiques aux pièces à 2, 1, 0·50 et 0·20 francs ou lires..... 440

— **11 juin.** Déclaration ministérielle concernant une convention avec le gouvernement de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen relative aux frais des réquisitions mutuelles en matière de justice civile et criminelle..... 440

— **14 juin.** Convention militaire entre l'Autriche et la Bavière. Conclue à Olmütz. Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 25 juin et par S. M. le Roi de Bavière le 24 juin. Ratifications échangées à Munic le 30 juin 1866 442

— **14 juin.** Ordonnance du 14 juin 1866 concernant l'admission et le traitement des vaisseaux de guerre de nations amies sur les côtes de l'Autriche..... 444

— **9 juillet.** Ordonnance Impériale concernant la capture et le jugement par la cour des prises des vaisseaux ennemis ou suspects, pendant la durée de la guerre 448

Pag

1866. 10 juillet. Manifeste Impérial concernant la guerre avec la Prusse et la médiation de la France 453
— **21 juillet.** Déclaration ministérielle concernant l'accession de l'Autriche à la convention internationale de Genève du 22 août 1864 relative au traitement et à l'entretien des militaires blessés. Échange des déclarations à Berne, le 30 juillet 1866 454
— **26 juillet.** Traité de Préliminaires de paix et convention d'armistice. Conclus à Nicolsbourg. Ratifié le 27 juillet 1866 457
— **30 juillet.** Convention entre l'Autriche et la Prusse à l'égard du rétablissement des communications de chemins de fer, de poste et de télégraphe dans les pays occupés. Signée à Nikolsbourg 461
— **23 août.** Traité de paix entre l'Autriche et la Prusse, signé à Prague. Ratifications échangées le 30 août 1866 462
— **27 août.** Déclaration ministérielle échangée le 30 août 1866 à Prague contre une déclaration identique de la Prusse, concernant l'augmentation des chemins de fer entre l'Autriche et la Prusse 470
— **1 septembre.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Autriche et la République de Libéria, conclu à Vienne. Ratifications échangées à Londres le 25 septembre 1866 471
— **3 septembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant le rétablissement du traité de commerce et de douane, conclu le 11 avril 1865 avec l'union douanière allemande 477
— **12 septembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'arrangement entre la France et l'Autriche dans le but de délivrer et de viser réciproquement, en franchise de taxes, les passe-ports de voyage des sujets respectifs 477
— **23 septembre.** Circulaire du ministère I. R. des affaires étrangères pour la mise hors de vigueur des instructions touchant le pavillon des navires des duchés de Sleswig, de Holstein et de Lauenbourg et la protection à accorder aux sujets des dits duchés 478
— **26 septembre.** Relevé des conclusions de la Conférence sanitaire internationale de Constantinople tenu du 13 février au 26 septembre 1866 479
— Règlement pour les provenances de mer à Constantinople, en date du 10 juin 1839 (27 rebiul-éwel 1255) 503
— Règlement général pour les provenances de terre dans l'Empire Ottoman, en date du 8 avril 1840 (5 Sefer 1256) 509
— Règlement concernant le spoglio et la manière de le faire 512
— Instructions pour les médecins employés au service sanitaire de l'empire ottoman 514
— Instructions pour les autorités sanitaires placées dans les échelles ou ports de l'empire ottoman où touchent les bateaux à vapeur des différentes nations 517
— Mesures sanitaires auxquelles devront être soumis les courriers et les postillons de la Sublime Porte 519
— Conseil de santé. Instructions pour les mesures à prendre à l'égard des courriers des différentes légations étrangères, obligés de passer dans des pays compromis de la Turquie européenne 521
— Instructions pour la correspondance des employés européens au service de l'administration sanitaire de l'empire ottoman 522
— Instructions pour les directeurs et les médecins des offices sanitaires, en date du 15 mai 1849 (13 rébiul-éwel 1256) 524

Pag.

1866. Règlement organique pour les provenances de mer, tant à Constantinople, que dans les autres échelles et ports de l'Empire Ottoman. (Le 25 Rebiul-ewel 1256 — 27 mai 1840) 534
— Instructions pour les préposés sanitaires placés sur le littoral de l'Empire Ottoman en date du 6 mai 1841. (14 Rebiul-ewel 1257) 545
— Instructions pour les mesures à prendre à bord des bâtiments pestiférés, en date du 13 octobre 1841 (8 Ramazan 1257) 548
— Convention sanitaire entre la France, le Portugal, la Sardaigne, la Toscane et la Turquie, en date du 3 février 1852 (11 rébiul-akhir 1258) 553
— Annexe. Règlement sanitaire 558
— Règlement applicable aux navires arrivant sans patente de santé, ou avec patente irrégulière (11 août 1863) 563
— Règlement applicable aux provenances de fièvre jaune. (3/15 septembre 1863) 564
— Règlement applicable aux navires provenant de la Mer Noire (5 décembre 1865.) 567
— Règlement applicable aux bateaux remorqueurs du Bosphore. (20 mars 1866) 568
— **27 septembre.** Déclaration du plénipotentiaire italien à l'égard de l'étendue de l'amnistie aux individus qui se sont soustraits aux obligations militaires pour prendre service dans l'armée italienne 569
— **3 octobre.** Traité de paix entre l'Autriche et l'Italie, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 12 octobre 1866 569
— **3 octobre.** Réponse du plénipotentiaire autrichien à la déclaration italienne concernant l'amnistie 579
— **3 octobre.** Déclaration datée de Vienne du plénipotentiaire autrichien faite au plénipotentiaire italien sur la situation des anciens serviteurs des souverains dépossédés en Italie 580
— **3 octobre.** Réponse datée de Vienne du plénipotentiaire italien à cette déclaration 581
— **3 octobre.** Déclaration des plénipotentiaires autrichiens à l'égard de la remise de la Couronne de fer 582
— **4 octobre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'abolition réitérée du visa des passe-ports 583
— **15 octobre.** Convention spéciale, conclue en vertu du Traité du 24 août 1866, entre M. le Général Moering, Commandeur de l'ordre de la Couronne de fer et Commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et M. le Général Le Boeuf, aide de camp de l'Empereur des Français, Grand' Officier de l'ordre Impérial de la Légion d'honneur, Commissaire de Sa Majesté, pour régler le mode et les conditions de l'évacuation des Places autrichiennes du Royaume Lombardo-Vénitien, ainsi que la remise effective de possession de ce même Royaume, sauf ratification supérieure... 584
— **16 octobre.** Procès-verbal de remise de la place forte de Vérone avec Pastrengo et les fortifications de la vallée de l'Adige au Commissaire français 589
— **16 octobre.** Procès verbal de remise de la place forte de Vérone à la municipalité 590
— **18 octobre.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'exécution de certains articles du traité de paix du 3 octobre 1866 se rapportant à l'administration militaire 591

Pag.

1866. 18 octobre. Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'établissement d'une ligne provisoire douanière sur la frontière vénéto-tyrolienne 593

— **19 octobre.** Procès verbaux signés à Venise à l'égard de la remise de Venise à l'Italie 595

— **23 octobre.** Firman d'investiture du Prince Charles de Hohenzollern 598

— **6 novembre.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant l'application des dispositions de l'article XXIII du traité de paix avec l'Italie aux déserteurs militaires 600

— **10 novembre.** Déclaration ministérielle concernant un arrangement pris entre l'Autriche et la Bavière pour l'adoption d'une nouvelle carte fluviale annexe de la convention du 19/31 août 1858 pour la régularisation de l'Inn. Échangée le 11 novembre 1866 contre une déclaration analogue du Gouvernement bavarois, datée de Munich du 29 octobre 1866 601

— **novembre.** Circulaire du Gouvernement central maritime concernant les formalités à remplir par les émigrants étrangers passant par la Grande-Bretagne 602

— **25 novembre/6 décembre.** Correspondance échangée entre la Légation I. R. à Florence et le ministère R. Italien des affaires étrangères concernant l'arrangement à l'égard de l'exemption des sujets autrichiens domiciliés ou propriétaires en Italie d'un emprunt forcé et vice-versa 604

— **2 décembre.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre concernant des rectifications du règlement publié le 28 mai 1866 à l'égard de l'admission et du traitement des vaisseaux des nations amies dans les ports autrichiens 605

— **9 décembre.** Circulaire du ministère I. R. de la guerre à l'égard de l'emploi dans les documents de voyage du terme „Deutsche Staaten" au lieu de celui de „Deutsche Bundesstaaten" 605

— **3/15 décembre.** Stipulations entre le gouvernement de Sa Majesté I. et R. Apostolique, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie et le gouvernement du prince régnant des principautés-unies, concernant la navigation du Pruth. Signées à Bukarest le 3/15 décembre 1866. Ratification du gouvernement autrichien le 22 janvier 1867, du gouvernement russe le 16 février 1867, du gouvernement du prince régnant le 12/24 decembre 1869 606

— **11 décembre.** Traité de commerce entre l'Autriche et la France, conclu à Vienne. Ratifications échangées le 18 décembre 1866 .. 611

— **11 décembre.** Traité de navigation conclu à Vienne entre l'Autriche et la France. Ratifications échangées le 18 décembre 1866 628

— **11 décembre.** Protocole final ajouté aux traités de commerce et de navigation, signé à Vienne 632

— **11 décembre.** Traité entre l'Autriche et la France concernant les droits et les fonctions des Consuls réciproques dans les deux états. Ratifications échangées le 18 décembre 1866 638

— **11 décembre.** Traité entre l'Autriche et la France concernant le règlement des successions, laissées dans l'un des deux états par les sujets de l'autre état. Ratifications échangées le 18 décembre 1866 646

— **11 décembre.** Traité entre l'Autriche et la France concernant la garantie réciproque de la propriété des oeuvres d'esprit et d'art. Ratifications échangées à Vienne le 18 décembre 1866 651

Pag.

1866. **12 décembre.** Ordonnance du ministère I. R. des finances concernant l'admission au traitement en transit des colis passant par l'Italie d'une partie du territoire autrichien vers l'autre 658

— **20 décembre.** Note du ministre Royal des affaires étrangères chev. de Visconti-Venosta au baron de Bruck, chargé d'affaires de S. M. I. et R. à Florence concernant l'admission des marchandises autrichiennes au traitement de la nation la plus favorisée . 658

— **20 décembre.** Décret ministériel concernant l'exécution des traités de commerce avec la Grande-Bretagne et la France, et du traité de paix avec l'Italie par rapport aux produits originaires de ces états..... 659

[redacted]